



HISTOIRE
DE LA
COMPAGNIE DE JÉSUS.

1

HISTOIRE

RELIGIEUSE, POLITIQUE ET LITTÉRAIRE

DE LA

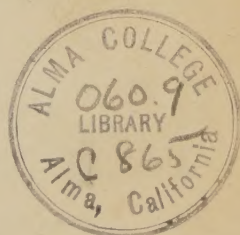
COMPAGNIE DE JÉSUS

COMPOSÉE SUR LES DOCUMENTS INÉDITS ET AUTHENTIQUES

PAR J. CRÉTINEAU-JOLY.

QUATRIÈME ÉDITION, REVUE ET CORRIGÉE SUR LA NOUVELLE ÉDITION DE PARIS.

TOME PREMIER.



TOURNAI

TYPOGRAPHIE DE J. CASTERMAN,

LIBRAIRE - ÉDITEUR.

1846

6970

HISTOIRE

DE LA

COMPAGNIE DE JÉSUS.

CHAPITRE PREMIER.

Tableau du seizième siècle. — Ignace de Loyola. — Sa blessure au siège de Pampelune. — Sa conversion. — Il se consacre à Dieu. — Sa pénitence. — Le livre des Exercices spirituels. — Idée de cet ouvrage. — Ignace va en Palestine. — Il commence ses études. — Il arrive à Paris. — Il choisit ses premiers compagnons. — Lefèvre et François Xavier. — Laynès, Salmeron, Bobadilla et Rodriguez s'engagent avec Loyola. — Leurs vœux à Montmartre. — Vision de Loyola. — Les Pères arrivent à Rome. — Situation de la cour de Rome et de la catholicité. — Ignace s'offre au Pape. — Ses premiers compagnons se décident à fonder une société religieuse. — Leurs travaux dans Rome. — On les calomnie. — Leur justification et leur dévouement. — Le cardinal Guidiccioni opposé à l'Institut. — Le Pape charge les Pères de diverses missions. — La Compagnie de Jésus est établie. — Bulle de fondation. — Ignace de Loyola élu général de la Compagnie. — Son portrait.

J'entreprends une œuvre difficile , impossible peut-être. Je veux raconter l'origine, les développements, les grandeurs, les sacrifices, les études, les mystérieuses combinaisons, les luttes, les vicissitudes de toute sorte, les ambitions, les fautes, les gloires, les persécutions et les martyrs de la Compagnie de Jésus.

Je dirai la prodigieuse influence que cette Société exerça sur la religion, par ses saints, par ses apôtres, par ses théologiens, par ses orateurs, par ses moralistes ; sur les rois, par ses directeurs de conscience et par ses diplomates ; sur les peuples, par sa charité et par ses doctes enseignements ; sur la littérature, par ses poètes, par ses historiens, par ses savants, et par les écrivains d'un goût et d'un style si purs qu'elle a produits dans toutes les langues.

Je la montrerai à son berceau militant pour l'Eglise catholique et pour les monarchies que le Protestantisme naissant se donnait déjà mission de détruire.

Je pénétrerai dans ses collèges, d'où sortirent tant de personnages fameux, la gloire ou le malheur de leur patrie.

Je la suivrai au delà des mers, sur tous ces océans inconnus, où le zèle de la maison du

Seigneur entraînait ses Pères qui, après être devenus la lumière des Gentils, élargissaient le cadre de la civilisation et des sciences, et apprenaient aux hommes assis à l'ombre de la mort combien sont beaux les pieds de ceux qui évangélisent la paix.

J'étudierai son Institut si peu connu, et dont on a parlé avec tant d'amour et tant de haine. J'approfondirai cette politique, si ténébreuse selon ses détracteurs, si à découvert selon ses partisans, mais qui a laissé une ineffaçable empreinte sur les seizième, dix-septième et dix-huitième siècles, l'époque la plus célèbre du monde par la diffusion des idées et par l'importance des événements.

Je fouillerai jusque dans ses abîmes cette Jérusalem céleste pour les uns, infernale pour les autres, qui a touché à tout ce qui s'est fait de bien dans l'univers, qu'on a mêlée à tout ce qui s'y est fait de mal.

Je ne me laisserai gagner ni par les enthousiasmes que la Compagnie de Jésus a suscités autour d'elle, ni par les préjugés ou par les colères que son omnipotence a éternisés.

Les Jésuites ne m'ont point compté parmi leurs élèves. Ils ne me virent jamais au nombre

de leurs néophytes. Je n'ai été ni leur ami, ni leur admirateur, ni leur adversaire. Je ne leur dois point de reconnaissance; je n'éprouve pour leur Ordre aucune prévention. Je ne suis ni à eux, ni avec eux, ni pour eux, ni contre eux. Ils sont à mes yeux ce que Vitellius, Othon et Galba étaient pour Tacite. Je ne les connais ni par l'injure, ni par le bienfait.

Historien, je reste dans l'histoire, ne m'attachant qu'à la vérité, ne cherchant, à l'aide de faits incontestés et incontestables, qu'à déduire des conséquences logiques, et ne me formant une opinion que sur l'examen le plus consciencieux. Ce que j'ai commencé pour l'*Histoire de la Vendée militaire* et pour celle des *Traité des 4845*, je vais le continuer.

Le jour des justices doit enfin luire pour tous, même pour les disciples de saint Ignace de Loyola. Comme toutes les créations humaines qui portent en elles un principe fécond, les Jésuites se sont trouvés exposés à deux écueils que les faiblesses de l'humanité ne leur permirent pas toujours d'éviter. Ils ont été trop puissants pour n'avoir pas de flatteurs. On les juge encore trop redoutables : ils excitent donc des inimitiés passionnées.

Au milieu de ces conflits d'opinions qui se croisent, qui se combattent, et qui, depuis trois cents ans, chose merveilleuse ! tiennent le monde attentif à une polémique dont les révolutions les plus retentissantes n'affaiblissent point l'intérêt, la Compagnie de Jésus a fourni plus d'hommes distingués, elle a remporté plus de victoires, essuyé plus de défaites, enfanté ou accompli plus de choses extraordinaires, évoqué plus d'hostilités et d'enthousiasme qu'aucune corporation.

Née pour la lutte, toujours sur la brèche, du fond de la solitude jetant au plus fort de la mêlée ses plus intrépides champions, se servant de toutes les armes qu'un prêtre peut manier, échappant à un danger pour se précipiter dans un autre, tenant tête tout à la fois aux esprits les plus éminents et aux peuplades les plus barbares, bravant les orages, les faisant naître parfois, triomphant ici, succombant là, mais combattant partout et sans cesse, mais vivant au milieu des controverses ou expirant dans les tortures, elle s'est improvisée le porte-drapeau et le boudier de l'Eglise catholique, apostolique et romaine.

Cette Compagnie a eu des moments de grandeur tels que peut-être le monarque le plus fortuné n'en vit jamais briller sur son règne ; mais, comme toutes les magnificences d'ici-bas, ce splendide soleil a dû avoir ses éclipses. Aux jours de succès ont succédé les années de deuil. Les richesses provoquèrent l'envie. Le pouvoir fit naître des rivaux ou des ennemis : pouvoir plein d'une terrible majesté, car il n'ambitionnait point les honneurs, il ne convoitait pas l'éclat. Il se contentait du demi-jour, encore plus sou-

vent de l'ombre, et du pied des trônes les Jésuites descendaient par la confession dans le réduit de l'artisan ou dans la chaumière du laboureur. On les voyait s'asseoir dans le conseil des rois ainsi que dans l'école des petits enfants. De la demeure des grands, de la vieille basilique où se tenaient les conciles, ils passaient sans transition au lit de la pauvreté souffrante, et, afin de se faire tout à tous, ils habitaient avec un égal amour le cachot du prisonnier, le palais des princes de la terre et la hutte du sauvage.

Depuis le premier instant de leur fondation jusqu'au jour où je trace ces lignes, les Jésuites n'ont pas cessé de remplir le monde du bruit de leur nom. Religion, morale, politique, art oratoire, poésie, sciences exactes, littérature, voyages, érudition, découvertes, beaux-arts, tout a subi leur influence, tout a été de leur domaine.

Par les rois dont ils étaient les guides spirituels, ils ont gouverné le monde.

En se plaçant à la tête des idées et de la civilisation, en sachant, même par les difficultés apportées à l'admission dans leur Ordre, accaparer et soumettre les intelligences au joug d'une obéissance passive, en se rendant populaires par l'aménité et par la discrétion, en unissant la science de Dieu à celle des hommes, ils sont arrivés à dominer les peuples.

Par l'éducation, dont ils avaient le secret avec les Oratoriens, et qu'ils dispensaient à tous d'une main véritablement libérale, ils ont inculqué aux générations naissantes les principes qu'il était de leur devoir de répandre. Ainsi, maîtres du présent par les hommes faits, disposant de l'avenir par les enfants, ils ont réalisé un rêve que jusqu'à saint Ignace personne n'avait osé concevoir.

C'est l'histoire de cet Institut si grand dans le passé, si combattu quand sonne l'heure des révolutions, toujours si patient dans ses espérances, toujours si animé d'une vigueur qui se retrempe dans les luttes, toujours si magnifique dans les revers ou dans les persécutions, et ne donnant un témoignage de faiblesse que lorsque le vent de la fortune gonfle sa voile avec trop d'heureuse rapidité, c'est cette histoire que je vais retracer.

Le bien et le mal seront dits, le bien sans admiration, le mal sans acrimonie, et tout sans partialité.

Depuis longtemps, l'Ordre des Jésuites est livré aux disputes des hommes. Je n'ai point la prétention de mettre un terme à ces disputes. Quand cet ouvrage sera achevé, elles continueront sans doute ; mais du moins, pour les esprits qui réfléchissent, pour ceux qui n'ont pas soif du mensonge et besoin des ténèbres, il se trouvera un livre où la conscience de l'historien se substitue aux apothéoses et aux calomnies, un livre où la Compagnie de Jésus est jugée sur

pièces officielles, sur documents inédits, et où enfin les sévérités de l'histoire prennent la place de toutes les fables et de toutes les erreurs, de toutes les adulations ainsi que de toutes les satires.

C'est ce livre qu'après de patientes investigations, de longs voyages et de sérieuses études, je présente à mes contemporains.

Tableau
du seizième
siècle.

On croyait que le temps des luttes à main armée contre la religion du Christ était à tout jamais passé. Avec le seizième siècle, l'Eglise, jusqu'alors si bien protégée par l'énergie de ses pontifes, si forte par la vénération des rois et des peuples, voyait surgir une nouvelle génération d'ennemis.

L'épée cédait le pas à la plume ou à la parole. Ce n'était plus des soldats qu'il fallait au Catholicisme, il avait besoin de docteurs. Les ordres militaires avaient disparu, comme l'ouvrier qui a fini sa journée. Les ordres religieux déjà fondés s'étaient donné un but spécial. Ils remplissaient sur la terre la mission qu'ils avaient reçue de Dieu et de leurs fondateurs, mais il ne leur était pas possible de tenir tête aux orages que le seizième siècle amassait. Il y avait dans leur existence même un principe qui s'opposait à ce qu'ils prissent une part trop active aux dissensions dont l'Europe devenait le théâtre.

Voués au silence, et se faisant de la solitude un devoir, ils n'étaient point chargés de se mêler aux affaires du monde. Ils ne les voyaient, ils ne les étudiaient qu'entre l'autel et le cloître, plus souvent encore à travers le prisme de leurs passions ou dans le dérèglement de leurs mœurs. La prière devait être leur seule arme ; mais, livrés aux austérités volontaires qui énervent leurs corps en épurant leurs âmes, ils se plaçaient ainsi dans l'impossibilité de rendre service à l'Eglise menacée.

La tempête grondait de toutes parts : tempête dans les idées, tempête dans les esprits, tempête surtout dans les cœurs, que l'amour des voluptés, que le besoin d'indépendance poussaient au-devant des innovations. Le seizième siècle, même à son aurore, était en travail d'un nouveau monde.

Wiclef et Jean Huss, le premier ecclésiastique anglais, le second prêtre allemand, avaient répandu des germes de discorde dans le champ du Père de famille. L'orgueil les avait inspirés ; l'ambition du bruit et de la renommée les soutint dans leur lutte contre l'Eglise.

L'Eglise les anathématisa ou les fit condamner par le bras séculier à mourir sur un bûcher ; mais le secret qu'ils confiaient à des enthousiasmes ignorants dirigés par d'aveugles cupidités s'étaient promptement divulgués. L'hérésie puisait sa force dans ses blessures ; elle grandissait en attendant qu'un homme osât l'élever au rang de puissance.

Dans ce temps-là, pour attirer sur soi les

regards de la foule, il fallait se présenter à elle avec les prodiges qu'un Saint peut seul opérer, avec la gloire d'un conquérant ou avec l'imagination novatrice d'un hérésiarque.

Les deux premières conditions ne s'obtenaient pas sans difficultés.

L'Eglise ne proposait à la vénération publique que ceux qui, durant leur vie, avaient pratiqué d'une manière éminente les vertus chrétiennes.

L'Europe ne s'inclinait devant l'épée d'un guerrier que lorsque ce guerrier, par d'étonnants succès unis au courage et à la naissance, parvenait à changer la face de la terre. Il y avait donc des obstacles pour arriver à ces deux genres de célébrité. On en trouvait moins lorsqu'on se contentait d'aspirer au troisième.

Le chemin de l'hérésie était ouvert à toutes les passions ambitieuses, à tous les caprices orgueilleux, à toutes les imaginations malades ; et l'on rencontrait toujours sur sa route assez d'esprits crédules ou exaltés, assez de corruption chez les grands, assez d'amour de nivellement chez les petits pour faire masse.

Du fond de ces sectes ignorées qui s'étaient proposé d'anéantir le Christianisme, et qui n'avaient abouti qu'à sa glorification, il surgissait pourtant, à des époques indéterminées, d'audacieux novateurs. Ils s'échappaient du cloître ; ils se dérobaient à l'ombre de l'autel ; ils venaient apprendre aux fidèles combien était pesant le joug de l'Eglise, et combien seraient heureux les peuples qui marcheraient dans les ténèbres que l'amour de la controverse épaississait sur leurs pas.

Le Saint-Siège avait apprécié tous ces dangers ; il les avait bravés. Sorti vainqueur de la lutte, il se préparait à de nouveaux combats ; mais, avec le seizième siècle, le champ de bataille ne devait plus être le même. Le choc si prolongé des idées et des intelligences, choc qui n'avait encore produit que l'obscurité, jetait en ce moment solennel une éclatante lumière sur l'état de l'Europe. Les nations arrivaient à la vie politique sans avoir passé par l'enfance. Les hommes grandissaient subitement. Les caractères, le génie, les mœurs, tout semblait jeté dans un moule exceptionnel. Tout se colorait d'une énergie que les âges précédents avaient montrée brutale, et dont les âges suivants, corrompus par l'excès même de la civilisation, constateraient l'affaiblissement graduel.

Le Bas-Empire succombait à Constantinople sous le fer de Mahomet II. Ce long règne de pédants sur le trône ou dans les chaires, qui avait abruti tout un peuple par de misérables querelles de mots, s'évanouissait devant la force et le génie. Mahomet II ordonnait à ces rhéteurs, si vains de leurs sophismes, d'humilier leurs fronts dans la poussière. Les rhéteurs se précipitaient dans la servitude. Ils n'avaient pas su défendre leur patrie. Ils ne savaient pas défendre

leur honneur. Seulement, à la suite de Constantin Lascaris, quelques hommes de science et de courage renonçaient à leur pays esclave pour venir chercher la liberté sous d'autres cieux.

L'Italie, sœur de la Grèce par son climat, par ses mœurs, par ses révolutions, ouvrait les portes de ses villes aux émigrés qui lui apportaient l'amour des arts et des belles-lettres. A Florence, dans la cité des Médicis, ils trouvaient une magnifique hospitalité; et tandis que les royaumes du nord de l'Europe, sous Jean Huniade, sous Mathias, son fils, sous Mathias Corvin, arrêtaient par leurs victoires les progrès de l'armée ottomane; tandis que les Chevaliers de Rhodes, commandés par d'Aubusson, leur grand-maître, se dévouaient pour la Chrétienté, la Chrétienté entrait dans une ère de nouvelles idées.

La guerre civile, qui, parla surexcitation même des passions, retrempe le génie des peuples et prépare de sublimes destinées aux nations assez fortes pour résister à ses déchirements, la guerre civile agitaient l'Angleterre. Les factions d'York et de Lancastre, Rose-Rouge et Rose-Blanche, divisaient cette île. Marguerite d'Anjou apparaissait sur les champs de bataille, vengeant son mari et combattant pour son fils. Louis XI abattait l'orgueil des grands vassaux, leur tête tombait sous la hache. Au même moment il soutenait contre Charles-le-Téméraire cette lutte d'astuce raisonnée et d'impétueuse colère qui finit par donner la Bourgogne à la France.

L'Orient était en feu, l'Europe aussi. Chaque pays enfantait son héros, chaque famille royale naissante s'appuyait sur un grand homme. Ici, c'est Georges Scanderberg qui combat; là, ce sont les Suisses qui, à Granson et à Morat, affrontent la valeur de Charles-le-Téméraire. Plus loin, Charles VIII de France fait la conquête du royaume de Naples et triomphe à Fornoue. Le cardinal Ximénès, majestueuse figure échappée du cloître pour régner sur l'Espagne, jette ses armées sur l'Afrique. Gonsalve de Cordoue poétise la guerre. Les papes Alexandre VI et Jules II augmentent la puissance temporelle du Saint-Siège, souverains pontifes terribles, dont les mœurs et l'ambition préparent à l'Eglise tant de calamités. Borgia, par une déplorable exception, fait asséoir le crime sur la chaire de saint Pierre; La Rovère y fait monter avec lui les passions militantes. Pape chevalier, on le voit au siège de la Mirandole tenir tête à Bayard et n'échapper que par la fuite à son audacieux adversaire.

Pour communiquer une activité encore plus dévorante aux esprits, ce n'est pas assez de ces guerres. Le génie déborde dans tous les rangs, il sort de toutes les classes.

Gutenberg invente les caractères mobiles de l'imprimerie; Schoeffer et Fust le secondent, et, comme si ce siècle devait épuiser toutes les

merveilles, de hardis navigateurs se mettent à la recherche de nouveaux mondes.

Barthélemy Diaz arrive au cap de Bonne-Espérance; Christophe Colomb se dirige vers l'Amérique; Vasco de Gama trace la route des Indes orientales; Magellan, le premier, entreprend le voyage autour du monde; Pizarre pénètre dans le Pérou; les Portugais, dans le Brésil, et Améric Vesputse donne son nom à des contrées qu'il n'a pas découvertes.

A ces prodiges, l'esprit humain s'enflamme; le siècle des grandes guerres commençait; le siècle des grands hommes va s'ouvrir. Le Dante, Pétrarque et Boccace d'un côté; Christine de Pisan, Alain Chartier, Chaucer, Monstrelet et Villon de l'autre; ont rendu aux belles-lettres le culte que la barbarie des âges passés avait étouffé. Théodore de Gaza, Ambroise le Camaldule, Georges de Trébizonde et Laurent Valla unissent leurs efforts jusqu'alors isolés pour réaliser une pensée de restauration.

Ce qu'ils tentent pour l'histoire et pour la poésie, Brunelleschi l'entreprend en faveur de l'architecture; Ulugbeg, prince de Samarkand, en faveur de l'astronomie. Ghiberti et Donatello rivalisent d'ardeur pour faire passer sur la pierre ou dans le marbre la pensée qui les domine. Thomas A-Kempis lègue au monde chrétien l'*Imitation de Jésus*. Maso invente l'art des estampes; Charles, duc d'Orléans, chante ses douces tristesses; Chalcondyle l'Athénien se fait l'historiographe des Turcs vainqueurs de sa patrie; Jean de Montréal étudie les mathématiques; Alexandre d'Imola, Littleton, Fortescue et Cujas ressuscitent la jurisprudence; Bessarion, Juvénal des Ursins et Philippe de Comines deviennent historiens.

Ange Politien, Barbaro et Mérula inoculent à l'Europe la science des langues antiques; le Boiardo, Laurent de Médicis, Jean Michel d'Angers, Guarini et les deux Strozzi parlent de Dieu et de leurs amours dans des vers dont le temps n'a pas fait perdre le souvenir. Léonard de Vinci fonde l'école de peinture de Florence; le Giorgione, celle de Venise; Albert Durer, celle d'Allemagne. Machiavel, enfant d'une république, donne aux princes des leçons que l'histoire flétrira sans peut-être en comprendre toute la portée. Sanazar célèbre en beaux vers latins la Religion que, dans son couvent d'Augustins, Luther se dispose à attaquer.

Le Catholicisme va voir s'élever contre lui des multitudes d'adversaires. Les uns marcheront en armes pour le détruire, les autres se précipiteront contre Rome avec la parole, arme plus redoutable que l'épée ou le canon. Et lorsque ces légions d'ennemis, venues de tous les points à la fois, se réuniront pour frapper, l'Eglise, qui sait que les portes de l'enfer ne prévaudront jamais contre elle, osera leur porter le plus majestueux de tous les défis.

Les passions des rois, des peuples et des moines se liguient pour abattre sa puissance.

Elle leur répond en commandant à Bramante de jeter les fondements de la basilique de Saint-Pierre. Michel-Ange achève le gigantesque édifice, il lui donne pour coupole le Panthéon d'Agrippa. Raphaël et Jules Romain couvrent les murs du Vatican de leurs fresques immortelles. Bembo et Sadolet écrivent sous la dictée de Léon X.

Rome est menacée de ruine. Le connétable de Bourbon l'assiège, la prend et la saccage. Qu'importe à Rome cette calamité nouvelle ? Les hommes passent ou, comme Bourbon, ils meurent à ses portes ; mais elle, elle est destinée à leur survivre et à conduire le deuil de toutes les dynasties.

Raphaël a disparu ; le Corrège et le Parmesan, Titien et Véronèse, les Carrache et Tintoret succèdent à sa gloire. Le Primatice, Jean Goujon et Palladio construisent des palais. Guicciardini, Machiavel, Paul Jove, Juste-Lipse et Buchanan racontent aux peuples l'histoire de leurs princes. Clément Marot, du Bellay et Marguerite de Valois font goûter à la cour de François I^{er} les charmes naïfs d'une langue à peine formée. L'Arioste chante des héros imaginaires ; le Tasse en peint de plus réels en révélant aux siècles futurs les miracles de courage qu'a enfantés la délivrance de Jérusalem. Le Portugal, comme l'Italie, a son poème épique. Le Camoëns, dans la misère, glorifie son pays, qui ne lui accordera même pas un tombeau. Erasme, Montaigne, Rabelais, Cardan et Charron se font les apôtres du scepticisme. Thomas Morus, chancelier d'Angleterre, expire pour sa foi en philosophie et en chrétien.

Des mers inconnues, de vastes empires deviennent la proie de l'Espagne et du Portugal. Des révolutions éclatent dans la religion, dans les mœurs, dans la politique, dans les arts. Copernic, Tycho-Brahé et Galilée en font une nouvelle dans la science des astres.

Tandis que ces événements se préparaient ou s'accomplissaient, que tant de capitaines illustres, que tant de génies marchaient à la conquête d'un nouveau monde et de nouvelles idées ; tandis que la lumière dissipait partout les ténèbres avec une si merveilleuse rapidité que parfois il était permis de craindre qu'au lieu d'éclairer la terre cette même lumière ne l'embrasât dans un immense incendie, un homme gisait en Espagne sur un lit de douleur : cet homme se nommait Don Ignace de Loyola. C'était un soldat.

Né en 1491, sous le règne de Ferdinand et d'Isabelle, il appartenait à l'une des familles les plus distinguées de la Biscaye. Il devait ses services à son pays et à son roi ; il acquittait cette dette avec un rare désintéressement, avec un de ces courages qui reportent aux temps de

la chevalerie. Afin de se livrer tout entier à sa passion pour les armes. Ignace, presque encore enfant, renonce aux plaisirs de la cour, et, pour suivre l'exemple que ses sept frères lui donnaient, il marche sous la bannière d'Antoine Manrique, duc de Najare et grand d'Espagne, son parent.

L'armée espagnole avait déjà appris à voir dans ce jeune gentilhomme l'un de ses plus brillants officiers, lorsque, en 1524, André de Foix, à la tête des Français, vint mettre le siège devant Pampelune. Charles-Quint retenait cette place sous ses lois, au mépris d'une clause du traité de Noyon. Ignace n'avait pas à raisonner son obéissance et à se rendre compte de la justice d'une guerre.

Il se trouvait dans la ville assiégée ; il fallait s'opposer aux premiers succès qui couronnaient la valeur de l'armée française. Loyola se fit l'âme et le chef de cette résistance. Pampelune comprend bientôt qu'il est impossible à ses défenseurs de repousser les assiégeants : Pampelune ouvre ses portes ; mais Ignace s'est retiré dans la citadelle, dépourvue d'hommes et de munitions. Il croit que son courage peut suppléer à tout.

Une capitulation est proposée : il la fait rejeter, et sur la brèche il attend l'ennemi l'épée à la main. Au milieu de l'assaut, un éclat de pierre le frappe à la jambe gauche ; au même instant un boulet lui casse la jambe droite. Ignace tombe ; sa chute entraîne la reddition de la citadelle. Mais les Français avaient, dans la mêlée, admiré leur terrible adversaire : ils voulurent lui donner une preuve de leur estime. Après avoir fait panser ses blessures, ils le transportèrent au château de Loyola.

La jambe avait été mal rejointe ; les chirurgiens déclarèrent qu'il fallait la casser de nouveau. Le blessé subit cette seconde opération sans laisser paraître sur son visage la moindre trace des souffrances qui devaient l'assaillir.

Arraché à la mort, il veut encore affronter la douleur. Un os fait saillie au-dessous du genou ; il le menace de difformité. Ignace se décide à faire scier cet os. On lui représente que l'opération sera cruelle, dangereuse peut-être. Le malade ne tient aucun compte de ces avertissements ; l'os est tranché jusqu'au vif. Ce n'était pas le seul tourment que le siège de la citadelle allait lui causer. Depuis sa blessure, une de ses cuisses était devenue plus petite que l'autre. Dans l'espérance de l'allonger, il se soumet au supplice d'une machine de fer qui tire cette jambe avec violence. Ce supplice ne l'empêcha pas de rester boiteux.

Pour tromper l'ennui et offrir en aliment à son amour de la gloire les hauts faits vrais ou fictifs des héros ses modèles, il demanda les histoires alors en vogue des chevaliers errants. Comme tous les manoirs de cette époque, le

Ignace
de
Loyola.

Sa blessure au siège de Pampelune.

Sa conversion.

château de Loyola en possédait sans aucun doute. Cependant, au lieu d'en livrer quelques-unes à son impatience, on lui apporta la Vie de Jésus-Christ et la Fleur des Saints.

Une révolution subite s'opère dans son cœur. Après de grands combats intérieurs, combats où l'amour des plaisirs et la passion de la gloire se disputaient aux idées de renoncement à lui-même et de solitude, Loyola prit une détermination irrévocable. Il s'était couché soldat, il se releva chrétien, mais un de ces chrétiens comme il s'en rencontrait à cette époque, un chrétien qui, dans les transports de sa charité, pouvait et devait entreprendre des choses gigantesques, car alors l'homme ne mesurait pas ses forces à la faiblesse humaine.

Avec la foi il savait que l'on peut transporter les montagnes. De tous côtés, du haut des Pyrénées ainsi que du fond de l'Allemagne, de la France comme de l'Italie, il surgissait des dévouements qui se sacrifiaient au triomphe d'un principe et qui, généreux martyrs de la religion ou de la science, ne demandaient à Dieu qu'un champ, le plus vaste champ possible, pour faire germer les idées dont leur tête était en travail.

Ignace renonce donc subitement à tout ce qui jusqu'à ce jour fit le rêve et le charme de sa vie. Il aimait une dame de la cour de Castille; il dompte cet amour. Il avait pour les armes un de ces penchants qui font pressentir les grands capitaines; il foule aux pieds les idées de gloire militaire comme il a vaincu les séductions de la volupté, et il se précipite dans la pénitence.

Ce n'est plus le beau cavalier dont les souvenirs d'enfance se perdaient au milieu des prodigalités et des plaisirs de la cour du Roi Catholique. Il n'y a plus rien en lui du jeune seigneur qui naguère encore, à travers la licence des armes, savait répandre le parfum de l'urbanité que l'ignace de Loyola se dépouille de toute affection terrestre, et ce gentilhomme si plein de lui-même, si bouillant, si généreux, si susceptible sur toutes les choses qui tiennent au point d'honneur, court à la conquête de l'humiliation, comme si l'humiliation allait devenir pour lui une nouvelle source de gloire.

Il n'a encore aucun plan arrêté dans sa tête; il ne sait ni quel monde, Christophe Colomb de la sanctification, il va découvrir, ni quels adversaires il aura à combattre, ni à quels dangers il s'expose. Loyola n'en demande pas autant à Dieu. Il n'a pas besoin d'en savoir davantage des hommes.

Son sacrifice était consommé en esprit; il ne lui restait plus qu'à l'accomplir en réalité. Ignace abandonne secrètement la maison paternelle, et, avant d'arriver au monastère de Mont-Serrat, où les pèlerins venaient en foule honorer une image miraculeuse de la Vierge, il fait vœu

de chasteté pour s'attirer d'une façon plus privilégiée la protection de Marie.

Le chrétien est encore revêtu de sa cuirasse. L'*Amadis des Gaules* et les romanesques histoires dont son imagination s'était nourrie lui ont appris qu'au moment de recevoir l'ordre de chevalerie les postulants veillaient toute une nuit dans leur équipement militaire. Cette nuit s'appelait la veillée des armes. Loyola s'est déjà constitué le chevalier de Jésus et de Marie. Il passe la nuit en face de l'autel de la Vierge, priant, pleurant et se consacrant à une nouvelle et plus difficile milice. Le lendemain il suspend son épée à un pilier de la chapelle, donne à un pauvre ses riches vêtements, souvenir d'un luxe qu'il dédaigne; puis, couvert d'un sac, le corps ceint d'une grosse corde, il se dirige à pied vers la petite ville de Manrèse. Ce jour-là de l'année 1522, l'Eglise célébrait la fête de l'Annonciation.

Indigent volontaire, il va frapper à la porte de l'hospice. Pour ce gentilhomme si raffiné dans ses goûts, l'ordinaire de l'hôpital est une superfluité. Il se condamne au jeûne et aux macérations. Ses reins sont couverts d'une chaîne de fer; un cilice se cache sous la toile dont il est revêtu. Couché sur la terre, il fait violence au sommeil. La nuit, il combat le démon de la chair; le jour, il prie ou il mentie. Tout en mendiant, il aspire à se voir en butte aux injures des hommes et aux moqueries des enfants.

Ces outrages qu'il ambitionnait n'avaient point sa soif de sacrifices. Il cherche, il trouve un lieu encore plus misérable qu'un hôpital. A six cents pas de Manrèse, il découvre une caverne creusée dans le roc et inaccessible à tout regard humain; il s'y glisse à travers les ronces. Là, dans les extases de l'amour divin ou dans les rudes travaux d'une incessante austérité, il fit à son corps et à son esprit une de ces guerres dont les anachorètes du désert ne lui avaient laissé qu'un exemple affaibli. Tantôt ravi par de célestes ardeurs, tantôt livré aux langueurs inséparables d'une pareille surexcitation, il parvint peu à peu à briser les derniers liens qui l'attachaient au monde.

Il avait déjà beaucoup fait pour Dieu; Dieu le lui rendit avec usure. Ignace courtisan, homme de plaisir ou soldat, n'avait eu ni le temps ni la volonté de chercher la science dans les livres. La science des hommes, la plus difficile de toutes, lui fut révélée. Le maître qui devait en former tant d'autres fut tout à coup formé par une illumination divine. Il composa le livre des *Exercices spirituels*, ouvrage qui a une si grande part dans sa vie, et qui se reflète avec tant de puissance dans l'histoire de ses disciples.

Dans le manuscrit où le père Jouvency parle avec sa belle latinité de ces étranges événements, on lit : « Cette lumière répandue divinement sur Ignace lui montra comme à voile découvert

Sa pénitence.

Le livre des Exercices spirituels.

Il se consacre à Dieu.

le mystère de l'adorable Trinité et les autres secrets de la Religion. Pendant huit jours, il resta comme privé d'existence. Que vit-il dans ces extases de l'esprit, ainsi que dans beaucoup d'autres qui lui arrivèrent durant sa vie ? nul ne le sait. Il avait retracé sur le papier ces célestes visions ; mais, peu avant sa mort il brûla ce livre, afin qu'il ne tombât point entre les mains des hommes. Quelques pages trompèrent ses prévisions, et par celles-ci l'on peut facilement conjecturer que, de jour en jour, il ne cessa d'être comblé de faveurs plus grandes. D'abord il était doucement ravi en contemplant la dignité du Seigneur Christ et son incroyable charité pour le genre humain. Comme Ignace avait les idées militaires, il se proposait le Christ ainsi qu'un général combattant les ennemis de la gloire divine et appelant tous les hommes à se ranger sous son drapeau. De là lui naquit le désir de former une armée dont Jésus serait le chef et l'empereur ; la devise : *Ad majorum Dei gloriam* ; le but et la fin, le salut des hommes. Ce fut sous cette image que la Société de Jésus se présenta tout d'abord à l'esprit d'Ignace. »

Ainsi s'exprime le père Jouvency. Ce livre, qui, selon le même écrivain, a produit autant de Saints qu'il a eu de lecteurs, n'est donc pas un de ces ouvrages que l'on se contente de mesurer avec le compas de la critique humaine. C'est la conversion du pécheur réduite en art et s'éloignant de toutes les routes battues pour conduire à la perfection. Fruit d'une profonde pensée ou émanation de la Divinité, ce livre, examiné au point de vue catholique, devait, par son originalité même et par les préceptes substantiels qu'il renferme, amener de grands résultats. Il saisit, pour ainsi dire, l'homme dans les langes du péché ; il le subjugué par la rapidité des images et des prescriptions, le force à sortir du monde et le laisse tout palpitant de crainte et d'espérance entre les mains de Dieu. OEuvre ascétique, mais joignant la pratique à la mysticité, il garde une vigoureuse teinte de la pensée militaire qui n'abandonne jamais son auteur. Aussi, dans la seconde semaine, à la contemplation du règne de Jésus-Christ par comparaison à un roi de la terre convoquant ses sujets pour les conduire à la guerre, trouve-t-on cette image, qui est le résumé de la société dont Ignace fut le père :

« J'imaginerai, dit-il, et je me mettrai devant les yeux un homme que le choix de Dieu même a placé sur le trône, et à qui tous les princes et tous les peuples chrétiens doivent le respect et l'obéissance. J'imaginerai entendre ce roi parlant à tous ses sujets et leur adressant ces paroles : J'ai dessein de soumettre à mon empire toutes les régions des infidèles. Quiconque voudra me suivre doit donc être disposé à n'avoir d'autre vêtement, d'autre aliment que ceux que j'aurai moi-même ; en un mot, à vivre en tout de la

même manière que moi. Qu'il s'attende aussi à essuyer les mêmes travaux, à supporter les mêmes veilles, à courir les mêmes risques que moi. A ces conditions, ayant part à ma victoire, il participera plus ou moins à ma gloire et à mon bonheur, selon qu'il aura marqué plus de zèle et plus de courage à me suivre dans les travaux et les dangers. »

Au quatrième jour de la seconde semaine, continuant la comparaison qu'il a établie, Loyola ne voit plus seulement le roi qu'il s'est choisi. L'ennemi apparaît, et déjà flottent au-dessus des combattants les deux étendards. « Le premier prélude, dit Ignace, est de considérer comme historiquement Jésus-Christ d'une part, et Lucifer de l'autre, qui tous deux appellent les hommes et les invitent à venir se ranger sous leurs étendards. »

Comme tout ce qui tient à la Compagnie de Jésus, le livre des Exercices spirituels se vit exposé, même avant d'être publié, à de violentes accusations et à une admiration dont les témoignages ont quelque chose de merveilleux.

On le taxa de présomption téméraire, comme prétendant avoir le secret d'attirer l'Esprit-Saint par le moyen des exercices et de rendre le néophyte parfait en trente jours.

On l'accusa de trompeuse vanité, parce que, disaient ses détracteurs, il semblait enseigner l'art de donner des extases ou des visions.

Les conversions extraordinaires qu'il opérait dans les âmes, l'obscurité et la solitude que les Exercices recommandent et imposent procédaient de la magie occulte. Ils devaient, selon les ennemis d'Ignace, conduire à la folie.

Sa doctrine était suspecte aux yeux des uns ; pour les autres, elle était entachée d'hérésie, parce que le secret est obligé, et que le secret, ajoutaient-ils, est l'indice et le caractère de l'erreur.

Ces quatre chefs d'accusation furent et sont encore reproduits sous toutes les formes. Du temps d'Ignace de Loyola, les églises et les chaires des professeurs en retentirent souvent. Les accusations se répandirent dans leurs écrits. Portées devant les tribunaux ecclésiastiques, elles n'ont abouti qu'à faire examiner le livre avec plus de scrupule, et à démontrer ce qu'il était véritablement en cherchant à prouver ce qu'il n'était pas.

Sans doute dans cet ouvrage il y a des paroles, des prescriptions qui frapperont l'esprit prévenu ou inattentif. Elles prêteront même facilement au ridicule, l'arme avec laquelle on peut toujours paralyser les meilleures intentions et tuer les hommes les plus dignes d'estime ; mais, à part ces étrangetés que l'esprit du siècle, que celui de son auteur principalement devait y déposer comme une trace de son passage, il ne faut pas oublier que saint François de Sales, si bon juge en matière de mysticité, disait : « Les

Exercices spirituels ont converti plus de pécheurs qu'ils ne renferment de lettres. »

Il y a surtout dans le procès de la canonisation d'Ignace une déclaration qu'il est bon d'enregistrer comme donnant la clef de l'ouvrage. Ce sont les auditeurs de Rote qui s'expriment ainsi : « Les dits Exercices furent composés en ce temps où le bienheureux Père était ignorant des belles-lettres, nous sommes donc forcés d'avouer que l'intelligence et la lumière lui sont plutôt venues surnaturellement qu'acquises. »

Et dans sa bulle du 31 juillet 1548, le pape Paul III, couronnant tous les suffrages et répondant d'avance aux adversaires des *Exercices spirituels*, faisait la déclaration suivante : « De notre science certaine, nous approuvons, nous louons, et par l'autorité de cet écrit nous confirmons les instructions et les exercices susmentionnés, et tout ce qu'ils contiennent en général et en particulier; exhortant vivement dans le Seigneur les fidèles de l'un et de l'autre sexe et de tous les pays à ne pas refuser de faire usage de si pieux exercices et à les pratiquer dévotement. »

En présence de pareilles autorités, il serait impossible de discuter sur cet ouvrage, livre scellé pour le lecteur qui n'a pas de guide; mais en l'étudiant avec la foi ou simplement avec la raison, il est aisé de se rendre compte de l'impression qu'il a dû produire. C'est le moule dans lequel tous les Jésuites sont jetés; ils en sortent avec leurs caractères, avec leurs talents divers; mais l'empreinte reste ineffaçable.

Ignace
va en Pa-
lestine.

Professeur de ce trésor intellectuel, que dans sa solitude il venait de dérober au ciel, Loyola, après en avoir éprouvé sur lui-même et sur les autres la salutaire influence, se décide à quitter la ville de Manrèse. Sa mémoire est pleine des traditions de la Croisade. Il y a dans les lieux où vécut, où enseigna, où mourut le Christ, des infidèles, des juifs ou des catholiques tièdes. Il part seul pour Jérusalem, refusant toute espèce d'appui humain, sans secours, sans provisions d'aucune sorte, et s'abandonnant entre les mains de la Providence. Il s'embarque à Venise, arrive en Terre-Sainte, et le 4 septembre 1523, il s'agenouille devant le tombeau du Sauveur. Mais la faculté de séjourner en Palestine n'ayant pas été accordée à ses instances, il se remet en mer. A la fin de janvier 1524 il touche au port de Venise.

Il com-
mence ses
études.

Durant la traversée, le pèlerin sentit que pour travailler au salut des autres il avait besoin de la science des lettres humaines, sans le secours de laquelle une piété, condamnée à l'ignorance et à l'aveuglement, devient plus nuisible qu'utile. Il avait trente-trois ans. Avec l'éducation qu'il s'était donnée, il devenait difficile de se livrer aux premiers rudiments de la grammaire latine. Il se dévoua pourtant à ces études, que l'insouciance du jeune âge peut

seule rendre supportable, et il s'achemina vers Barcelone.

Quelques jours après il s'asseyait au milieu des enfants, il partageait leurs études. Ces travaux ne ralentissaient point son zèle pour le bonheur du prochain; ils n'apportaient aucun obstacle à ses austérités. Ici il mortifiait sa chair ou soumettait les ardeurs de son imagination aux difficultés premières de la langue latine; là, redevenu l'auteur inspiré des *Exercices spirituels*, il appelait à la pénitence les cœurs rebelles. Par la vivacité de sa foi, il convainquait les incrédules; par l'énergie de sa parole, il faisait pénétrer le remords dans l'âme de ceux que le crime ou l'amour des plaisirs poussait hors des sentiers de la vertu.

Il arriva
à Paris.

Cette vie d'abnégation, que des persécuteurs de toute sorte rendaient encore plus intolérable, ne suffit pas à son besoin d'apprendre et de souffrir. Il a passé près de deux ans à Barcelone; maintenant le voilà qui court prendre ses grades de philosophie à l'Université d'Alcala. De nouvelles tribulations l'y attendaient; il en triompha, va étudier à Salamanque, et enfin se décide à prendre la route de Paris, dont l'Université était à cette époque dans tout son éclat. Il y arriva au commencement de février 1528.

Dans ce temps, où la scolastique occupait tous les hommes sérieux et où les discussions les plus religieusement arides avaient la puissance d'une armée, la politique du monde, la science de la plupart des diplomates, ne sortait pas du cadre tracé aux études par les graves docteurs du Collège de France et par les maîtres de l'Université de Paris. Une foule d'auditeurs attentifs accouraient de tous les points de l'Europe pour assister aux savantes leçons de Gombaut, de Buchanan, de Govea, de Latomus, de Guillaume Budé, de Pierre Danès, de Lascaris, de Jean de Salignac et de Ramus.

Ici, les uns se passionnaient pour l'enseignement donné par l'Eglise; là, d'autres, imbus des nouvelles doctrines prêchées par Luther, développées par Zwingle, par Calvin, par OEcolumpade et par Mélancthon, apportaient dans les luttes de l'esprit cet enthousiasme pour les innovations qui bientôt devait se traduire en guerre européenne et en guerre civile. L'Université de Paris était un champ clos où les principes tenaient encore lieu d'armes meurtrières; mais, dans ces têtes incandescentes que la théologie faisait fermenter, le besoin de recourir à des arguments plus terribles se laissait partout pressentir. Sur les bancs on combattait avec la parole; mais les rois et les peuples, entraînés par ces disputes ecclésiastiques, s'apprétaient à combattre avec l'épée: car dans chaque siècle il en est toujours ainsi. Il faut pour conduire les masses des mots qui, aux yeux de leur foi, empruntent l'autorité de la chose jugée, ou qui, aux yeux de leur libre arbitre, viennent, en

flattant d'autres instincts, faire appel à des sentiments d'indépendance et d'affranchissement.

Au seizième siècle, l'éloquence jetée dans la rue ou dans les écrits, l'éloquence qui commentait les passages des livres saints ou qui expliquait l'obscurité des Pères de l'Eglise, prêtait aux croyances de l'homme une force que les peuples désenchantés de tout sentiment religieux ne peuvent pas comprendre. Mais cette force, dont il est impossible de nier les effets, ne se perd pas parce qu'un de ses mobiles lui manque.

Quand, à des jours marqués par Dieu, les multitudes ne se précipitent plus sur des champs de bataille pour soutenir leur foi mise en péril, elles marchent au combat afin de conquérir la liberté. Les ressorts de la religion sont-ils momentanément usés chez un peuple que de décevantes lumières, que d'étranges doctrines, que les besoins du luxe ont porté à l'incrédulité, aussitôt il se présente de nouveaux docteurs qui le poussent vers un nouvel ordre de choses.

La passion des idées religieuses s'éteignait sous l'indifférence ou le sarcasme; on la ravive en lui donnant une autre forme que les âges suivants ne comprendront pas davantage que nous-mêmes ne comprenons la plupart des pieuses querelles qui si souvent divisèrent l'Europe.

Au milieu de ce feu croisé des intelligences, Ignace, dont un travail continu, dont de périlleux et longs voyages ne satisfaisaient pas les impatientes ardeurs, reprend au collège de Montaigu les humanités qu'en Espagne il n'a faites qu'à la dérobee et d'une manière incomplète. Il impose un mode à ses offices de piété. Pour avoir plus de temps à donner aux belles-lettres, il circonscrit l'heure de ses prières, et c'est le plus grand sacrifice que cet homme d'oraison puisse faire. Du collège de Montaigu il passe à celui de Sainte-Barbe, et il commence enfin ses cours de théologie chez les Dominicains.

La soif de s'instruire ne faisait point négliger à Ignace le salut des autres. Il y avait dans son cœur une surabondance de vie, un besoin de mouvement que la misère à laquelle il s'était voué, que les souffrances et les persécutions ne rendaient que plus actifs. En cherchant la science, Loyola se proposait un but plus élevé que la science elle-même. L'Institut qu'il croyait avoir vu dans ses extases, et qui apparaît dans ses *Exercices spirituels* sous l'emblème des deux étendards, existait au fond de sa pensée. Il était sûr encore, mais, dans sa volonté que rien ne pouvait ébranler, la Compagnie de Jésus était née. Pour former son armée, il ne manquait à Ignace que des soldats; il les recruta parmi ses compagnons d'études.

Pierre Lefèvre, écolier venu de Villaret en Savoie, et François Xavier, jeune gentilhomme navarrais, furent ses premiers disciples.

Lefèvre était doux, pieux et savant. Il ne fut

pas difficile à Ignace de le dominer par l'ascendant de ses vertus, mais il trouva plus de résistance chez François Xavier, qui, en courant la carrière des lettres, ambitionnait de se faire un beau nom.

Né le 7 avril 1506, la même année et presque le même jour que Lefèvre, il n'avait encore que vingt-deux ans, et déjà il professait avec éclat la philosophie au collège de Beauvais. Les exhortations d'Ignace sur le renoncement à soi-même effleuraient à peine la vive imagination de Xavier voyant s'ouvrir devant lui un avenir de renommée littéraire. Loyola ne se rebuta cependant pas. Il n'avait pu le gagner par les austérités; il le tenta, il le séduisit par l'attrait de la louange. Il lui chercha des auditeurs, il lui amena des disciples, il se fit son admirateur; puis, peu à peu s'insinuant dans sa confiance et maîtrisant ses ambitieux desirs, il l'entraîna sur ses pas.

Dans cette condescendance il y avait un calcul; la fin allait sanctifier les moyens; mais l'histoire ne peut pas oublier qu'en se faisant tout à tous, comme l'apôtre saint Paul, Ignace savait aussi s'imposer de plus grands sacrifices. A la même époque, on le voyait en effet se jeter presque nu dans l'étang de Gentilly couvert de glace, et par cet acte de charité il triomphait de l'amour qu'une femme inspirait à l'un de ses amis ¹.

Jacques Laynès, de la ville d'Almazan, et Alphonse Salmeron, de celle de Tolède, ne lui coûtèrent pas autant d'efforts : ils vinrent s'offrir d'eux-mêmes, attirés par la réputation de sainteté qu'Ignace avait laissée en Espagne. Nicolas Alphonse, surnommé Bobadilla, parce que le village de ce nom l'avait vu naître, et Simon Rodriguez d'Avedo, acceptèrent aussi sa direction. A l'exception de Lefèvre, ils étaient tous nés au delà des Pyrénées, tous jeunes, tous pauvres, tous doués des qualités du cœur et de l'esprit, tous animés des mêmes pensées, tous prêts à l'obéissance comme au dévouement.

Loyola avait plus d'expérience que ces six hommes, dont Salmeron, le plus jeune d'entre eux, comptait à peine dix-huit ans. Il connaissait l'inconstance humaine; il voulut les attacher

Laynès, Salmeron, Bobadilla et Rodriguez s'engagent avec Loyola.

Leurs vœux à Montmartre.

(1) Dans la *Vie de saint Ignace de Loyola*, le Père Boursac raconte ainsi cet événement : « Un homme de sa connaissance était éperdument amoureux d'une femme qui demeurait dans un village proche de Paris, et il avait avec elle un mauvais commerce. Ignace employa toutes les raisons divines et humaines pour le guérir d'une passion si honteuse. Mais ses remontrances ne firent rien sur un esprit que les plaisirs de la chair avaient aveuglé; et, sans le remède étrange qu'il imagina, le mal était incurable. Ayant appris qu'il était le chemin que tenait cet homme pour aller voir la femme qui était la cause de sa perte, il va l'attendre auprès d'un étang que le froid de la saison avait presque tout glacé. Il se dépouille des qu'il l'appareille de loin, et, s'étant mis dans l'eau jusqu'au cou : « Où allez-vous, malheureux? lui crie-t-il quand il le voit approcher; ne voyez-vous pas le glaive de la justice divine, prêt à vous frapper! »

L'impudique, effrayé de ces paroles et ravi en même temps de la charité d'Ignace, dont il reconut la voix, commença à ouvrir les yeux, eut honte de son péché, et retourna sur ses pas dans le dessein de changer tout à fait de vie. » (Page 152).

Il choisit ses premiers compagnons.

Lefèvre et François Xavier.

plutôt à Dieu qu'à lui-même. Après avoir jeûné et prié en commun, ils se réunirent le 45 août 1534 dans une chapelle souterraine de l'église de Montmartre, où la piété croit que saint Denis fut décapité. C'était la fête de l'Assomption de la Vierge. Ignace avait choisi ce jour afin que la Société de Jésus naquit dans le sein même de Marie triomphante. Là, ces sept chrétiens encore ignorés du monde, que Pierre Lefèvre, déjà prêtre, avait communies de sa main, font vœu de vivre dans la chasteté. Ils s'engagent à une pauvreté perpétuelle; ils promettent à Dieu qu'après avoir achevé leur cours théologique ils se rendront à Jérusalem pour sa glorification; mais que, si au bout d'une année il ne leur est pas possible d'arriver à la Ville Sainte ou d'y demeurer, ils iront se jeter aux pieds du Souverain Pontife et lui jurer obéissance sans acception de temps ou de lieu.

Pour ne point détourner ses nouveaux compagnons de leurs études et ne point les exposer aux tentations de la patrie et de la famille, Ignace se chargea d'aller en Espagne, où Xavier, Salmeron et Laynès avaient à régler quelques affaires domestiques avant de renoncer à leurs biens. Il partit au commencement de l'année 1535, et il leur assigna rendez-vous à Venise pour le 25 janvier 1537.

Quant à lui, il se sentit la force de visiter les lieux où s'était écoulée son enfance. Il revit le château de Loyola, ses frères, ses parents, ses amis; mais il les revit pour leur montrer ce que la Providence avait fait de lui. Le manoir paternel aurait dû le recevoir; Ignace résista à toutes les prières de son frère aîné, et, afin de donner un exemple de la vie qu'il embrasse, il choisit l'asile des pauvres d'Azpetia pour demeurer. Il prêcha avec tant d'onction; sa parole, ses vertus surtout produisirent une telle impression sur le peuple, que bientôt il est contraint de donner ses instructions en pleine campagne. A sa voix, des miracles de conversion s'opèrent.

Il a fait rentrer la foule dans le chemin de l'Évangile; il va, chose plus étonnante! forcer le clergé à réformer ses mœurs. Ignace avait des propriétés; il les répand en aumônes, il les partage en fondations pour les pauvres honteux; il établit la prière si connue dans l'Eglise sous le nom de *Angelus*; puis, se dérobant à l'admiration que le peuple lui témoignait, il se hâte de partir pour mettre ordre aux affaires de ses compagnons.

Pendant son absence, sa naissante famille s'était accrue de quelques membres. Trois théologiens de l'Université de Paris, dont Pierre Lefèvre avait éprouvé la vocation, vinrent compléter le nombre de dix. Ce furent Claude Le Jay, du diocèse de Genève; Jean Codure, de la ville d'Embrun, et Pasquier-Brouet, né à Bretancourt en Picardie. Par leur science et par leurs vertus, ils étaient dignes de s'associer à

l'entreprise que méditait Ignace. Le 8 janvier 1537, ils parvinrent à Venise, à pied, comme ils étaient sortis de Paris, comme Ignace, qui les attendait sur les bords de l'Adriatique, avait lui-même fait le voyage.

Cette aggrégation de talents et de sacrifices commençait à porter ses fruits. Ignace avait des jaloux, des adversaires et des admirateurs. Le retentissement que ses prédications, que les prodiges opérés par son entremise avaient eu en Espagne, les discussions religieuses que ses compagnons avaient soutenues sur leur route, les victoires que leur implacable logique avait remportées sur les Protestants d'Allemagne, tout cela s'était répandu dans le monde.

Le cardinal Jean-Pierre Caraffa, archevêque de Théate, et fondateur de l'ordre des Clercs Réguliers qui tirent leur nom de son titre archiepiscopal, était à Rome. Ignace avait refusé de faire partie de cet ordre. Il pouvait avoir lieu de redouter que Caraffa fût contraire à ses dessein. Il crut donc devoir se dispenser de suivre ses frères allant, avant leur départ pour la Terre-Sainte, demander au Pape de bénir leurs travaux apostoliques. Pierre Ortiz, député de l'empereur Charles-Quint auprès du Souverain Pontife, parla à Paul III de ces nouveaux missionnaires. Le Pape les vit, les entendit, il leur accorda ce qu'ils demandaient, la faculté de recevoir les ordres sacrés de quelque évêque que ce fût. Le 24 juin, ils furent ordonnés prêtres à Venise par l'évêque d'Arbe.

La ligue formée entre Charles-Quint, la République de Venise et le Saint-Siège contre les Turcs était conclue. L'Orient se fermait devant Ignace: car l'interruption de toute relation commerciale et la crainte des pirates ne permettaient pas de faire sortir des ports un navire marchand. Ce fut dans l'alternative de ce voyage et dans l'exercice de la prédication à Vicence, Montsalice, Trévise, Bassano et Vérone que s'écoula l'année 1538. Par la force des événements, les futurs Jésuites se voyaient dégagés de la première partie de leur vœu. La porte de la Palestine leur était fermée, mais celle de Rome restait ouverte. Là, en se mettant à la disposition du Pape, ils pouvaient accomplir la seconde partie du vœu fait à Montmartre.

Ignace, Lefèvre et Laynès prirent seuls d'abord le chemin de la capitale du monde chrétien; les autres se répandirent dans les plus célèbres universités d'Italie pour grossir leur nombre. A tous ceux qui, en voyant ces figures étrangères, pâles d'austérité, se demandaient sur les routes qui ils étaient et à quel Institut ils appartenaient, les voyageurs répondaient: « Nous sommes réunis sous la bannière de Jésus-Christ pour combattre les hérésies et les vices: nous formons donc la Compagnie de Jésus. » Depuis sa retraite de Manrèse, Loyola avait toujours ce nom présent à l'esprit. Il le révélait déjà dans la médi-

Vision
de
Loyola.

tation des deux étendards ; il en reçut la confirmation d'une manière miraculeuse.

A deux lieues de Rome, à la Storta, il pénétra seul dans une petite chapelle pour recommander à Dieu sa Société naissante et son entrée dans la ville. Là, soit puissance d'imagination, soit intervention divine, Ignace tombe dans une profonde extase. Avec les yeux de la foi, il voit le Père Éternel qui le recommande à son Fils. Jésus-Christ, chargé de sa croix, accepte son dévouement ainsi que celui de ses compagnons, et se tournant vers lui avec un doux regard : « Je vous serai propice à Rome, » dit-il.

A peine Ignace a-t-il recouvré le sentiment de la vie que, les traits encore tout enflammés de bonheur, il sort de la chapelle. Il fait part à Lefèvre et à Laynès du prodige dont il vient d'être le témoin et l'objet. Jésus-Christ leur sera propice à Rome, soit pour les souffrances, soit pour le triomphe de leur Ordre. Cet engagement que confirment la parole de Loyola et son œil inspiré ne tombe pas sur une terre stérile. Lefèvre et Laynès eurent au prodige. Plus tard, lorsque les exaltations du moment furent passées, lorsqu'à tête reposée Ignace faisait les Constitutions de sa société, il écrivait encore en espagnol que le Père Éternel l'avait dans ce moment associé avec son Fils ¹.

Le jour même où eut lieu cette vision, devenue célèbre dans l'histoire, parce qu'elle attacha aux enfants d'Ignace le nom de Compagnie de Jésus, les trois Pères entraient à Rome. C'était au mois d'octobre 1538.

Sous le pontificat de Paul III (de la famille des Farnèse) le Saint-Siège avait beaucoup perdu de son prestige sur l'esprit des peuples. Aux yeux des fidèles, Rome était bien encore et plus que jamais le centre et le lien des nations chrétiennes, mais le vent de la révolte soufflait contre son autorité. Dans les jours de sa puissance, l'Eglise s'était endormie sur la parole de son divin Pasteur. On l'avait vue se mettre à la recherche des gloires humaines et offrir un asile à toutes les sciences, à tous les arts renaissants. Elle semblait, dans l'éclat de ses magnificences, vouloir encore dominer la terre par son luxe comme elle la dominait par la foi. De nouvelles passions étaient nées au contact des grandes choses que réalisaient ou inspiroient les derniers pontifes. Les richesses du clergé avaient introduit parmi la plupart de ses membres un goût pour les plaisirs mondains qui quelquefois allait jusqu'à la licence.

Le triomphe de l'action religieuse dans l'univers avait poussé à l'abus. L'abus conduisait à la réflexion ceux qui ne savent pas faire la part de tout ce qu'il y a d'humaine faiblesse, de vices même, selon les temps, d'ambition et d'avidité au fond des cœurs pour qui la perfection est un

devoir. La réflexion amenait le doute. Du doute au schisme ou à l'hérésie il n'y a qu'un pas ; ce pas fut franchi. Rome vit tout à coup se séparer de sa communion plusieurs Etats de l'Allemagne, la Suisse et l'Angleterre. Les idées de réforme germaient dans le Piémont, dans la Savoie et au fond des vallées alpines, comme sur les bords du Rhin et dans la France. Rousset, évêque d'Oleron, les répandait sous la protection de Marguerite de Valois, reine de Navarre. Elles avaient accès jusqu'en Italie, autour du patrimoine ecclésiastique ; car la duchesse de Ferrare, Renée, fille de Louis XII, suivait à sa cour les leçons de Calvin. De là elles fermentaient dans la Romagne ; elles s'efforçaient d'enfermer la Ville Sainte comme dans un réseau.

Ce n'étaient donc pas les peuples qui se laissaient les premiers entraîner aux innovations. Les peuples alors abandonnaient aux monarques le droit d'initiative. Le principe d'autorité n'était pas encore battu en brèche et sapé par la base. Les peuples obéissaient par instinct ; et, sans espérer d'un nouvel ordre de choses une plus large félicité, ils vénéraient ce que la tradition leur apprenait à respecter.

Dans les hautes régions du pouvoir, il n'en était plus ainsi. La puissance temporelle des Papes, leur action sur les souverains, l'empire qu'ils exerçaient au nom de la Religion, et que parfois, au détriment même de l'Eglise, ils faisaient tourner à l'avantage de leurs familles ; le luxe des uns, l'ambition des autres, l'austérité des vertus du plus grand nombre, tout cela réuni en faisceau amassait contre la barque de saint Pierre une formidable tempête. Elle s'élevait dans le cœur des rois ; elle germait dans l'esprit de quelques prêtres avides de nouveautés ou séduits par l'amour du bruit. Elle s'élevait surtout de certains monastères où les désordres de toute espèce s'étaient introduits. Il y avait de la jalousie chez quelques-uns, de coupables passions chez plusieurs, de l'avidité chez tous. Tous comprenaient à merveille qu'en se séparant de l'unité ils devenaient, par la violence, les possesseurs des biens ecclésiastiques dont le Clergé serait dépouillé par le fait même de la séparation.

Cette réflexion n'a échappé à personne, pas même aux écrivains protestants. Robertson, au livre xi de son *Histoire de Charles-Quint*, la met dans une évidence déplorable. Ce n'était pas un culte plus vrai que les hommes, que les prêtres apostats invoquaient, mais la confiscation des biens. Ils se les appropriaient en Angleterre et en France. Quant à l'Allemagne, l'auteur écossais s'exprime ainsi : « Comme les princes catholiques de l'Empire firent observer exactement cette convention ¹ dans toutes les occa-

(1) Quando el Padre Eterno me puso con su Hijo.

(1) La convention dont parle l'historien Robertson, ministre de l'Eglise presbytérienne, est celle d'Augshourg. Elle

sions, elle devint en Allemagne la plus forte barrière de l'Eglise Romaine contre la réformation. Dès ce moment, les ecclésiastiques n'étant plus sollicités par l'appât de l'intérêt pour renoncer à leur croyance, il ne s'en trouva que très-peu d'assez prévenus en faveur de la nouvelle doctrine pour y sacrifier les riches bénéfices dont ils étaient en possession. »

Ainsi, au dire même d'un Protestant, le Luthéranisme n'avait pris un aussi formidable accroissement que lorsqu'on lui promettait la spoliation. Quand elle ne fut plus autorisée, le culte réformé compta beaucoup moins de sectateurs.

La révolution que ce changement de croyance amenait dans l'esprit des peuples, les conséquences que l'état de l'Europe devait en éprouver, ne modifièrent point les secrètes pensées des souverains. Un moine apostat venait de donner le signal. Des princes débauchés ou sanguinaires y répondirent; princes aveugles qui s'effrayaient de l'ambition de Charles-Quint, qui cherchaient à tout prix à abaisser sa puissance impériale, et qui ne voyaient point que lui-même énervait son empire en ne se liguant pas avec eux contre l'ennemi commun. Alors l'adversaire le plus redoutable des rois, ce n'était pas Charles-Quint avec ses chimères de monarchie universelle, François 1^{er} avec ses chevaleresques entreprises, Henri VIII avec ses passions débordant comme un volcan et dévorant tous ceux qu'elles atteignaient : ces convoitises, ces passions se rencontraient dans chaque siècle. Mais, ce qui ne s'était encore vu dans aucun, c'est cette inintelligence du pouvoir laissant l'esprit de liberté s'exercer sur des questions religieuses, sans prévoir qu'après la Religion on discuterait les droits des souverains.

Il y a dans l'histoire des époques néfastes où les Rois semblent emportés comme par un vertige. Afin de rester quelques jours de plus paisibles sur leurs trônes ébranlés, ils n'osent ni comprimer les révolutions, ni en approfondir le principe, ni y porter à l'instant même le remède qui les étoufferait en germe. Ils se laissent vivre, acceptant d'une main les transactions que leur cœur repousse et s'alliant de l'autre avec ceux qui, par la nature de leur élévation, seront contraints plus tard de les combattre. Dans ces époques qui surgissent au commencement de toutes les révolutions, on voit d'autres monarques qui désertent leur propre cause pour se ranger par ambition sous la bannière des idées nouvelles. Ceux-là, comme en 1540 tous les princes allemands qui embrasèrent le Protestantisme, ceux-là ne comptent que l'heure présente. Ils ont sous la main des peuples en révolte contre l'autorité de Dieu. Ils

flattent ces peuples, ils s'en servent, ils les approuvent dans leur apostasie, ils les imitent lâchement. Quand les peuples ont vaincu, ils tournent contre la monarchie les armes que les monarques leur mirent à la main contre Dieu.

Ce sont ces fautes, véritables crimes des rois, que l'histoire doit signaler. Dans l'erreur des masses, il n'y a qu'erreur; un bras fort peut en triompher facilement. Dans la trahison que les princes font à leurs devoirs, il y a forfaiture, puisqu'au lieu de pressentir le mal ils courent au-devant de lui et lui ouvrent à deux battants les portes de leurs royaumes. Triste spectacle que de grands souverains, que d'habiles capitaines donnaient au seizième siècle, et qui se renouvellera dans des temps postérieurs avec ceux qui hériteront de leurs couronnes et rarement de leurs talents.

La crise du Protestantisme était sans aucun doute la plus dangereuse de toutes celles que l'Eglise avait eu à traverser. Les difficultés naissaient de la multiplicité des accusations, de la rapidité avec laquelle ces accusations se propageaient, et surtout de l'adhésion enthousiaste que les multitudes y apportaient. On faisait vibrer à leurs oreilles des paroles d'indépendance et de liberté. On les affranchissait du joug sacerdotal, des impôts prélevés par le clergé; on leur montrait en perspective ces riches domaines que les Ordres Religieux avaient fécondés; on leur en promettait le partage. Les multitudes accouraient à la suite des grands, et, comme eux, elles réclamaient à haute voix la destruction de l'Eglise.

L'Eglise avait dans son sein des ennemis encore plus acharnés : la corruption avait pénétré jusque dans le sanctuaire; corruption affreuse, car elle employait même les choses saintes pour étendre partout son germe. Elle s'asseyait sur l'autel, elle régnait dans le cloître; elle fournissait aux sectaires leurs plus redoutables armes : car ce n'est pas la Religion que le peuple discute, c'est son ministre, c'est le prêtre. Or, le prêtre était parvenu à jeter des doutes sur la Religion en se livrant lui-même sans frein et sans pudeur à tous les désordres contre lesquels il recevait mission de s'élever.

Paul III s'alarma d'une situation qui ne pouvait qu'aller en s'aggravant, si des remèdes n'étaient pas employés sur-le-champ. Le mal régnait partout, dans la Cour Romaine, dans les diocèses, dans les monastères; il fallait l'extirper avant de songer à combattre victorieusement l'hérésie.

Pour entreprendre cette œuvre de réforme il nomma, en 1538, une congrégation composée de quatre cardinaux et de cinq prélats ou abbés : il choisit ces neuf personnages parmi les plus vertueux et les plus doctes. Les quatre cardinaux étaient Contarini, Sadolet, Caraffa et Polus; les cinq prélats, Frégosi, archevêque de Salerne;

réserve au clergé catholique la disposition des bénéfices de tous ceux qui renoncèrent par la suite à la religion romaine. C'est ce qu'on appelle la réserve ecclésiastique.

Jérôme Alexandre, archevêque de Brindes ; Gilbert, évêque de Vérone ; Cortesi, abbé de Saint-Georges de Venise, et Thomas Badia, Dominicain et maître du Sacré-Palais. Le Saint-Siège demandait à ces médecins qui sondaient les misères de la Catholicité le moyen de cicatrifier tant de plaies. Après avoir parlé de tout ce que l'on doit émonder dans les différentes branches de l'arbre ecclésiastique, ils ajoutaient :

« Un autre abus à corriger se présente dans les ordres religieux, parce qu'ils sont tellement corrompus qu'ils deviennent un grand scandale pour les séculiers et qu'ils nuisent beaucoup par leur exemple. Nous croyons qu'il est urgent de les abolir tous ¹, sans cependant faire injure à qui que ce soit, mais en leur interdisant de recevoir des novices. De cette manière ils seront bientôt éteints sans porter préjudice à personne, et on pourra leur substituer de bons religieux. Quant à présent, nous croyons que le mieux serait de renvoyer des monastères tous les jeunes gens qui n'ont pas encore fait profession.

» Un autre abus trouble le peuple chrétien par les religieuses qui sont sous la direction des Frères Conventuels. Dans la plupart des monastères de femmes se commettent des sacrilèges publics, au grand scandale des citoyens. Que Votre Sainteté ôte donc aux Conventuels toute autorité sur les religieuses, et qu'elle donne aux évêques, ou à d'autres, la direction de ces couvents. »

Ce désolant tableau n'est pas tracé par une main ennemie ; il se trouve dans les archives du Vatican, et ne s'arrête pas à ces révélations. La Congrégation jette un regard sur l'instruction des peuples et sur l'éducation des enfants. Elle déclare qu'après avoir corrompu par l'exemple les hommes faits, on corrompt encore la jeunesse par de coupables doctrines. Elle continue donc ainsi :

« Un abus grand et pernicieux existe dans les écoles publiques, principalement en Italie, où plusieurs professeurs de philosophie enseignent l'impie. Dans les églises même, il se tient des disputes scandaleuses ; et si quelques-unes sont orthodoxes, on y traite devant le

peuple les choses divines d'une manière très-irrévérencieuse. »

Telle était la situation de l'Église. Les ordres religieux ne pouvaient, dans le péril commun, lui offrir d'efficaces secours. De la plupart même elle n'avait à attendre que scandale ou abandon.

Ce fut dans ce moment qu'Ignace, Lefèvre et Laynès vinrent se prosterner aux pieds du Pape. Paul III accueillit avec joie ces nouveaux ouvriers qui avaient déjà fait leurs preuves, et, pour ne pas laisser refroidir leur zèle, il confia à Laynès la chaire de Scolastique, et à Lefèvre celle d'Écriture-Sainte dans le collège de la Sapience. Le pontife chargeait Loyola du soin de travailler, sous son autorité apostolique, à la réformation des mœurs de Rome, qu'avaient efféminées un bonheur trop constant et l'amour des arts poussé jusqu'à la passion.

La bénédiction du ciel s'étendit sur leurs travaux ; mais ce n'était pas assez pour Loyola, il fallait donner un corps à sa pensée. Il appelle à Rome les sept prêtres qu'il a laissés dans différentes villes d'Italie, il les réunit autour de lui au commencement de l'année 1539, puis il leur dit : « Le ciel nous a fermé l'entrée de la Palestine pour nous ouvrir l'univers. Notre petit nombre ne suffisait pas à une pareille œuvre, il a crû, il s'accroîtra encore ; nous formons presque un bataillon. Mais les membres ne se fortifient dans un corps qu'autant qu'ils sont attachés entre eux par un même lien. Il faut fonder des lois qui règlent la famille réunie à la voix de Dieu, et qui non-seulement donnent la vie à la société que nous allons établir, mais encore une éternelle durée. Prions donc ensemble et séparément pour que la divine volonté se manifeste. »

Elle se manifesta selon le désir d'Ignace, et dans la seconde assemblée tous s'accordèrent à déclarer que leur société serait soumise à l'approbation du Pape pour être érigée en religion. Mais le Pape était absent de Rome ; il avait assisté dans la ville de Nice à l'entrevue de François 4^{er} et de Charles-Quint. Le cardinal Vincent Carraffa, son légat, ne put que leur continuer les pouvoirs de prêcher ; l'onction de leurs discours produisit partout des effets si surprenants que bientôt la ville changea complètement d'aspect.

Ils avaient choisi pour théâtre de leur apostolat des églises populaires. Ignace prêchait en espagnol à Notre-Dame de Mont-Serrat, les autres en italien ; Lefèvre et Xavier, à San-Lorenzo in Damaso ; Lejay, à Saint-Louis des Français ; Laynès, à Saint-Sauveur in Lauro ; Salmeron, à Sainte-Lucie ; Rodriguez, à Saint-Ange in Pescheria ; Bobadilla, à Saint-Celse. Le cardinal Savelli, vicaire du Pape, avait en outre donné pouvoir à Laynès de visiter et de réformer les paroisses de Rome.

Il se rencontrait dans cette ville un religieux de l'Ordre des Ermites de Saint-Augustin, dont

¹ Ignace souffre au Pape.

Seu premiers compagnons se décident à fonder une société religieuse.

Leurs travaux dans Rome.

On les colonne

¹ Dans l'original, il se trouve une légitime exception en faveur de l'ordre de Saint-Dominique. Le tableau tracé par la Congrégation est bien triste, mais il ne faut pas oublier que Dieu, même en ce temps-là, ne manquait pas à son Église. Dans ce siècle de corruption il faut surgir de hautes vertus et de grands talents ; ainsi la Catholicité peut montrer avec orgueil Bernardin de Sienne, Pierre Regolatti ; Jean de Capistran, Diego, Jacques de la Marche, Jacques d'Esclavonie, tous de l'ordre des Franciscains ; le frère prêcheur Antonin, archevêque de Florence ; Laurent Justinien, des Chanoines de Saint-Georges, patriarche de Venise ; François de Paule, fondateur des Minimes ; Jérôme Emiliani, fondateur des Somasques ; Gaëtan de Thiennes, fondateur des Théatins ; Jean de Dieu, fondateur de l'Ordre de la Charité ; Thomas de Villeneuve, le carme Jean de la Croix, le dominicain Louis Bertrand, Philippe de Néri, Pierre d'Alcantara, Jeanne de Valois, reine de France ; Catherine de Gènes, Véronique de Milan et Thérèse, que l'Église reconnaît à tous placés sur ses autels. Ces saints personnages n'ont besoin que d'être nommés pour rappeler les idées de vertu, de charité et de science.

la réputation comme orateur était très-grande. Ce moine, qui s'appelait Augustin de Piémont, était un partisan des doctrines de Luther, et sous prétexte de tonner en chaire contre le relâchement de la discipline ecclésiastique, il tâchait d'inoculer au peuple le venin de l'hérésie. Loyola est averti de ce scandale au centre même de la Catholicité. Il refuse d'y ajouter foi ; néanmoins il charge Laynès et Salméron, qui avaient le secret du Luthéranisme, de suivre les prédications de l'Augustin. La vérité leur est démontrée. Ignace le fait prévenir : mais l'Augustin ne tient compte de l'avis que pour déclarer la guerre à ceux qui l'arrêtaient inopinément dans la propagation de l'erreur. Alors les futurs Jésuites ne gardent plus de ménagements humains ; ils montent en chaire, et, par la lucidité de leur discussion, ils démasquent le loup qui entrainait dans la bergerie sous la peau de la brebis.

L'Augustin ne pouvait triompher d'eux par la persuasion ; il espéra les vaincre par la calomnie. Quatre espagnols prétendirent qu'Ignace était hérétique, sorcier, et qu'il avait été brûlé en effigie à Alcalá, à Paris et à Venise ; ils offraient d'en apporter les preuves. Ces révélations parurent si graves au peuple qu'Ignace perdit toute son influence ; mais, puisant dans l'impossibilité même de l'accusation une force nouvelle, il se présente devant Benedetto Conversini, évêque de Bertinoro et gouverneur de Rome ; il lui demande que son procès soit instruit sur-le-champ.

Le procès commence ; il est bientôt terminé. On accusait Ignace d'avoir été brûlé en effigie dans trois villes d'Espagne, de France et d'Italie. Par un singulier concours de circonstances, les trois magistrats ecclésiastiques qui, dans ces différentes cités, avaient reconnu Loyola innocent des griefs portés contre lui, se trouvaient à Rome. Témoins, ils firent ce qu'ils avaient déjà fait comme juges. L'imposture fut confondue, et l'Augustin se retira à Genève, d'où il lança contre le Saint-Siège un ouvrage qui, plus tard, le fit condamner à être brûlé vif par l'Inquisition.

Mais pensant avec raison que, si la vie est nécessaire à l'homme, il est plus nécessaire à ce même homme d'établir sa réputation aux yeux des autres, Loyola ne se contenta pas de cet acquittement solennel. Ses frères n'avaient pas été épargnés, il veut les réhabiliter ainsi que lui. De toutes les villes où ils avaient fait entendre la parole de Dieu, il ne s'élève qu'une voix pour attester leur sainte vie. Le duc de Ferrare, Hercule d'Este, s'empresse lui-même de rendre à Lejay et à Rodriguez le plus éclatant témoignage d'estime.

Malgré ces attestations venues de tous les points à la fois, il restait dans le cœur soupçonneux des Romains un germe de défiance et d'inquiétude. Dans ce temps-là on pouvait très-bien démontrer aux gens instruits et à la cour pontificale que l'on était pur de tout schisme. Cette

cour était pleine en effet d'habiles théologiens et de savants docteurs ; mais il devenait plus difficile de regagner la confiance que le peuple avait une fois retirée, car le peuple est partout le même. Il a des préjugés, des préventions que les raisonnements les plus lucides ne peuvent jamais déraciner. Il lui faut des faits matériels, des faits qu'il touche du doigt, et à Rome il se montrait intraitable sur le chapitre de l'hérésie. En dehors de sa foi, toujours expansive, il avait des intérêts d'orgueil et de fortune engagés dans la question.

Un événement imprévu amena le résultat que les dix prêtres étrangers désiraient. Cette année-là, 1539, l'hiver fut fort rigoureux à Rome. Avec le froid, toujours inattendu dans cette cité, vint une affreuse disette. Les indigents, presque morts de faim, gisaient dans les rues, sous les portiques des églises ou des palais, sans même avoir la force d'implorer du secours. Ignace et ses compagnons étaient comme les pauvres, vivant des aumônes qu'ils allaient solliciter de porte en porte. La charité leur fermait sa bourse, afin de secourir les autres, ils tentent un miracle de charité. On les voit recueillir avec respect dans les rues tous les pauvres sans asile et sans vêtements. Ils ouvrent à ces malheureux la maison qui a été ouverte à leur dénuement. Ils donnent des lits aux malades, du pain aux affaiblis, un abri à tous ; puis, stimulant la pitié des riches ou domptant l'indifférence des grands, ils arrivent à pourvoir à la subsistance et à l'habillement de plus de quatre mille personnes.

A partir de ce jour, la tache d'hérésie ne fut plus reprochée à Loyola et à ses prêtres. Le peuple les contemplait à l'œuvre ; ils s'étaient dévoués à ses misères ; ils furent orthodoxes.

Une si heureuse diversion devait être mise à profit. Loyola savait admirablement s'appliquer le proverbe qui dit : « Quand un Espagnol enfonce un clou dans le mur, si le marteau casse l'Espagnol frappe avec sa tête. » Loyola voulait à tout prix faire triompher son idée ; il s'empresse donc de formuler un abrégé de l'institut que tous, d'un commun accord, ont concerté à différentes reprises. Le cardinal Gaspard Contarini est chargé d'offrir au Pape le projet des futures Constitutions. Paul III le lut, et après l'avoir attentivement médité, il s'écria : « Le doigt de Dieu est là. »

Cet éloge décerné à sa Société naissante encourage le fondateur ; il supplie le Saint-Père de confirmer par un acte authentique ce que de vive voix il approuvait sans restriction. Mais la cour pontificale a pour principe de ne jamais précipiter les choses, même les plus avantageuses à la Religion ou à sa politique. De temps immémorial le Sacré-Collège est un sénat de princes de l'Eglise en toge de pourpre, qui, convaincus de la perpétuité promise à la foi, ne tiennent compte ni de l'heure ni du jour qui

s'écoule. Ce sont autant d'images de ce Fabius Cunctator qui, en temporisant, sauva la vieille Rome. Ils conservent avec un pieux respect l'usage des anciennes traditions; ils les font revivre dans leurs actes, dans leurs cérémonies; ils s'immobilisent, croyant que tout doit s'immobiliser loin d'eux comme autour d'eux.

Paul III avait donné son assentiment à l'Institut. Avant de consacrer cet assentiment, il demanda l'avis de trois cardinaux. Le premier qu'il désigna pour cet examen était un homme d'un mérite éminent et d'une vertu austère : il se nommait le cardinal Barthélemi Guidiccioni. Sa réputation était si bien établie que, lorsqu'il expira, le Pape ne put s'empêcher de dire : « Mon successeur vient de mourir. » Mais ce cardinal était l'adversaire-née de toutes les innovations. Il croyait, et sa pensée s'était révélée dans un livre qui nous est resté, il croyait que, dans l'intérêt du Catholicisme et pour rentrer en la teneur des décrets du Concile de Latran et de celui de Lyon, il importait non-seulement de s'opposer à la multiplication des Ordres Religieux, mais encore de les restreindre à quatre principaux. L'autorité d'un canoniste aussi éclairé déterminait l'opinion des deux autres cardinaux; elle entraîna celle du pontife. Guidiccioni n'avait pas même cru devoir consacrer quelques moments à lire les Constitutions soumises à son examen. Son avis était formé d'avance; il fut accepté. Cependant, à la prière des évêques, ces dix hommes, dont le patient courage ne se lassait point, se voyaient chargés d'importantes missions. Laynès et Lefèvre accompagnaient Eunius Philonardi, cardinal de Saint-Ange, dans sa légation de Parme. Parme était menacée de l'invasion des sectaires. Dans l'intention de préserver cette ville, il lui avait choisi ces deux missionnaires, qui, après quelques instructions, voient les femmes les plus distinguées par leur naissance et leur beauté se mettre à la tête des bonnes œuvres. Hippolyta de Gonzague, comtesse de Mirandole, et Julia Zerbinì se font les apôtres des autres femmes. Le clergé se décide à prendre pour modèles des hommes aussi pieux : Paul Domenech, chanoine de Valence, Paul-Achille, Sylvestre Landini et J.-B. Viole se livrent aux exercices spirituels; ils établissent une Congrégation.

Bobadilla était envoyé ambassadeur pacifique pour mettre un terme aux dissensions qui fermentaient dans l'île d'Ischia. Lejay allait à Brescia opposer sa dialectique aux novateurs qui semaient l'hérésie. Pasquier Brouet et François Strada, une nouvelle conquête d'Ignace, se rendaient à Sienne avec la mission de ramener dans le sentier du devoir des religieux qui se portaient à tous les désordres. Codure évangélisait la ville de Padoue. Rodriguez et François Xavier partaient pour le Portugal, d'où ils devaient faire voile pour les Indes.

Les nouvelles qui, de tous ces points différents, parvinrent à la cour de Rome, contenaient le récit des merveilles accomplies par l'éloquence et la vertu des chargés d'affaires du Saint-Siège. Ici ils réveillaient la foi jusqu'au cœur des prêtres; là, ils maintenaient les nations dans l'obéissance; partout ils éclairaient ou ils pacifiaient. Il n'était plus possible à la haute raison du cardinal Guidiccioni de résister à l'élan imprimé par tant de prodiges qui consolait l'Eglise dans son deuil. Guidiccioni se décide à prendre connaissance de l'acte qui forme la règle de conduite de ces clercs dont la renommée racontait de si grandes choses. Il le lut, il l'étudia avec réflexion : tout en persistant dans son premier sentiment à l'égard des nouveaux ordres religieux, il déclara que, pour arrêter le torrent des hérésies et remédier aux maux de la Chrétienté, la société proposée par Ignace lui paraissait indispensable.

Tous les obstacles étaient levés, le Pape ne fit plus aucune difficulté, et, le 27 septembre 1540, la bulle *Regimini militantis Ecclesie* fut proclamée. C'est elle qui institue la Compagnie de Jésus; à ce titre, elle doit se trouver tout entière dans son histoire. Avant de la publier, nous devons pourtant faire une réflexion : c'est que le Pape, se confiant pleinement dans les lumières et dans la foi d'Ignace et de ses compagnons, autorisa l'Institut sur le simple aperçu des futures Constitutions. Un pareil témoignage donné par la cour de Rome, habituellement si lente, même pour le bien, est tout à la fois une exception et un éloge bien rares.

Bulle de fondation.

« PAUL, ÈVÈQUE, SERVITEUR DES SERVITEURS DE DIEU,
POUR LA MÉMOIRE PERPÉTUELLE.

» Préposé, malgré notre indignité, par la disposition du Seigneur, au gouvernement de l'Eglise militante, et pénétré pour le salut des âmes de tout le zèle que nous commande la charge de Pasteur, nous environnons de toute la faveur apostolique les fidèles quels qu'ils soient qui nous exposent là-dessus leurs desirs, nous réservant d'en ordonner ensuite, selon qu'un mûr examen des temps et des lieux nous le fait juger utile et salutaire dans le Seigneur.

» Ainsi venons-nous d'apprendre que nos chers fils Ignace de Loyola, Pierre Lefèvre, Jacques Laynès, Claude Lejay, Pasquier-Brouet, François Xavier, Alphonse Salmeron, Simon Rodriguez, Jean Codure et Nicolas Bobadilla, tous prêtres des villes et diocèses respectifs de Pampelune, Genève, Sigüenza, Tolède, Viseu, Embrun, Placentia, tous maîtres-ès-arts, gradués dans l'Université de Paris et exercés pendant plusieurs années dans les études théologiques : nous avons appris (disons-nous) que ces hommes, poussés, comme on le croit pieusement, par le souffle de l'Esprit-Saint, se sont

La Compagnie de Jésus est établie.

Le cardinal Guidiccioni se pose à l'Institut.

Le Pape charge les deux de missions.

rassemblées de différentes contrées du monde, et, après avoir renoncé aux plaisirs du siècle, ont consacré pour toujours leur vie au service de Notre-Seigneur Jésus-Christ, de nous et des autres Pontifes Romains, nos successeurs. Ils ont déjà travaillé d'une manière louable dans la vigne du Seigneur, prêchant publiquement la parole de Dieu, après en avoir obtenu la permission requise; exhortant les fidèles en particulier à mener une vie sainte et méritoire du bonheur éternel, et les engageant à faire de pieuses méditations; servant dans les hôpitaux, instruisant les enfants et les simples des choses nécessaires à une éducation chrétienne; en un mot, exerçant avec une ardeur digne de toutes sortes d'éloges, dans tous les pays qu'ils ont parcourus, tous les offices de la charité et toutes les fonctions propres à la consolation des âmes.

» Enfin, après s'être rendus en cette illustre ville, persistant toujours dans le lien de la charité, afin de cimenter et de conserver l'union de leur Société en Jésus-Christ, ils ont arrêté un plan de vie conforme aux conseils évangéliques, aux décisions canoniques des Pères, selon ce que leur expérience leur a appris être plus utile à la fin qu'ils se sont proposée. Or, ce genre de vie, exprimé dans la formule dont nous avons parlé, a non-seulement mérité les éloges d'hommes sages et remplis de zèle pour l'honneur de Dieu, mais il a tellement plu à quelques-uns d'entre eux qu'ils ont pris la résolution de l'embrasser.

» Or, voici cette forme de vie telle qu'elle a été conçue :

« Quiconque voudra, sous l'étendard de la croix, porter les armes pour Dieu, et servir le seul Seigneur et le Pontife Romain, son vicaire sur la terre, dans notre Société, que nous désirons être appelée la Compagnie de Jésus, après y avoir fait vœu solennel de chasteté, doit se proposer de faire partie d'une société principalement instituée pour travailler à l'avancement des âmes dans la vie et la doctrine chrétiennes, et à la propagation de la foi, par des prédications publiques et le ministère de la parole de Dieu, par des exercices spirituels et des œuvres de charité, notamment en faisant le catéchisme aux enfants et à ceux qui ne sont pas instruits du christianisme, et en entendant les confessions des fidèles pour leur consolation spirituelle. Il doit aussi faire en sorte d'avoir toujours devant les yeux : premièrement Dieu, et ensuite la forme de cet Institut qu'il a embrassé. C'est une voie qui mène à lui, et il doit employer tous ses efforts pour atteindre à ce but que Dieu même lui propose, selon toutefois la mesure de la grâce qu'il a reçue de l'Esprit-Saint, et suivant le degré propre de sa vocation, de crainte que quelqu'un ne se laisse emporter à un zèle qui ne serait pas selon la science. C'est le Général ou Prélat que nous choisirons qui décidera de ce

degré propre à chacun, ainsi que des emplois, lesquels seront tous dans sa main, afin que l'ordre convenable, si nécessaire dans toute communauté bien réglée, soit observé. Ce général aura l'autorité de faire des constitutions conformes à la fin de l'Institut, du consentement de ceux qui lui seront associés, et dans un conseil où tout sera décidé à la pluralité des suffrages.

» Dans les choses importantes et qui devront subsister à l'avenir, ce conseil sera la majeure partie de la Société que le Général pourra rassembler commodément; et, pour les choses légères et momentanées, tous ceux qui se trouveront dans le lieu de la résidence du Général. Quant au droit de commander, il appartiendra entièrement au Général. Que tous les membres de la Compagnie sachent donc, et qu'ils se le rappellent, non-seulement dans les premiers temps de leur profession, mais tous les jours de leur vie, que toute cette Compagnie et tous ceux qui la composent combattent pour Dieu sous les ordres de notre très-saint seigneur le Pape et des autres pontifes romains, ses successeurs. Et quoique nous ayons appris de l'Evangile et de la foi orthodoxe, et que nous fassions profession de croire fermement que tous les fidèles de Jésus-Christ sont soumis au pontife romain comme à leur chef et au vicaire de Jésus-Christ; cependant, afin que l'humilité de notre Société soit encore plus grande et que le détachement de chacun de nous et l'abnégation de nos volontés soient plus parfaits, nous avons cru qu'il serait fort utile, outre ce lieu commun à tous les fidèles, de nous engager encore par un vœu particulier, en sorte que, quelque chose que le pontife romain actuel et ses successeurs nous commandent concernant le progrès des âmes et la propagation de la foi, nous soyons obligés de l'exécuter à l'instant sans tergiverser ni nous excuser, en quelque pays qu'ils puissent nous envoyer, soit chez les Turcs ou tous autres Infidèles, même dans les Indes, soit vers les hérétiques et les schismatiques, ou vers les fidèles quelconques. Ainsi donc, que ceux qui voudront se joindre à nous examinent bien, avant de se charger de ce fardeau, s'ils ont assez de fonds spirituel pour pouvoir, suivant le conseil du Seigneur, achever cette tour; c'est-à-dire, si l'Esprit-Saint qui les pousse leur promet assez de grâce pour qu'ils puissent espérer de porter avec son aide le poids de cette vocation; et quand, par l'inspiration du Seigneur, ils se seront enrôlés dans cette milice de Jésus-Christ, il faut que, jour et nuit les reins ceints, ils soient toujours prêts à s'acquitter de cette dette immense. Mais afin que nous ne puissions ni briguer ces missions dans les différents pays ni les refuser, tous et chacun de nous s'obligeront de ne jamais faire à cet égard, ni directement ni indirectement, aucune sollicitation auprès du Pape, mais de s'abandonner entièrement là-dessus

à la volonté de Dieu, du Pape comme son Vicaire, et du Général. Le Général promettra lui-même, comme les autres, de ne point solliciter le Pape pour la destination et mission de sa propre personne, à moins que ce ne soit du consentement de la Société. Tous feront vœu d'obéir au Général en tout ce qui concerne l'observation de notre règle, et le Général prescrira les choses qu'il saura convenir à la fin que Dieu et la Société ont eue en vue. Dans l'exercice de sa charge, qu'il se souvienne toujours de la bonté, de la douceur et de la charité de Jésus-Christ, ainsi que des paroles si humbles de saint Pierre et de saint Paul; et que lui et son conseil ne s'écartent jamais de cette règle. Sur toutes choses, qu'ils aient à cœur l'instruction des enfants et des ignorants dans la connaissance de la doctrine chrétienne, des dix commandements et autres semblables éléments, selon qu'il conviendra, eu égard aux circonstances des personnes, des lieux et des temps. Car il est très-nécessaire que le Général et son conseil veillent sur cet article avec beaucoup d'attention, soit parce qu'il n'est pas possible d'élever sans fondements l'édifice de la foi chez le prochain autant qu'il est convenable, soit parce qu'il est à craindre qu'il n'arrive parmi nous qu'à proportion que l'on sera plus savant, l'on ne se refuse à cette fonction comme étant moins belle et moins brillante, quoiqu'il n'y en ait pourtant point de plus utile, ni au prochain pour son édification, ni à nous-mêmes pour nous exercer à la charité et à l'humilité. À l'égard des inférieurs, tant à cause des grands avantages qui reviennent de l'ordre que pour la pratique assidue de l'humilité, qui est une vertu que l'on ne peut assez louer, ils seront tenus d'obéir toujours au Général dans toutes les choses qui regardent l'Institut; et dans sa personne ils croiront voir Jésus-Christ comme s'il était présent, et l'y révéleront autant qu'il est convenable. Mais comme l'expérience nous a appris que la vie la plus pure, la plus agréable et la plus édifiante pour le prochain est celle qui est la plus éloignée de la contagion de l'avarice et la plus conforme à la pauvreté évangélique, et sachant aussi que Notre-Seigneur Jésus-Christ fournira ce qui est nécessaire pour la vie et le vêtement à ses serviteurs qui ne chercheront que le royaume de Dieu, nous voulons que tous les nôtres et chacun d'eux fassent vœu de pauvreté perpétuelle, leur déclarant qu'ils ne peuvent acquérir ni en particulier, ni même en commun, pour l'entretien ou usage de la Société, aucun droit civil à des biens immeubles ou à des rentes et revenus quelconques, mais qu'ils doivent se contenter de l'usage de ce qu'on leur donnera pour se procurer le nécessaire. Néanmoins ils pourront avoir dans les Universités des collèges possédant des revenus, cens et fonds applicables à l'usage et aux besoins des

étudiants, le Général et la Société conservant toute administration et surintendance sur lesdits biens et sur lesdits étudiants à l'égard des choix, refus, réception et exclusion des supérieurs et des étudiants, et pour les règlements touchant l'instruction, l'édification et la correction desdits étudiants, la manière de les nourrir et de les vêtir, et tout autre objet d'administration et de régime, de manière pourtant que ni les étudiants ne puissent abuser desdits biens, ni la Société elle-même les convertir à son usage, mais seulement subvenir aux besoins des étudiants. Et lesdits étudiants, lorsque l'on se sera assuré de leurs progrès dans la piété et dans la science, et après une épreuve suffisante, pourront être admis dans notre Compagnie, dont tous les membres qui seront dans les ordres sacrés, bien qu'ils n'aient ni bénéfices ni revenus ecclésiastiques, seront tenus de dire l'office divin selon le rite de l'Eglise en particulier cependant, et non point en commun. Telle est l'image que nous avons pu tracer de notre profession sous le bon plaisir de notre Seigneur Paul et du Siège Apostolique. Ce que nous avons fait dans la vue d'instruire par cet écrit sommaire et ceux qui s'informent à présent de notre Institut et ceux qui nous succéderont à l'avenir, s'il arrive que, par la volonté de Dieu, nous ayons jamais des imitateurs dans ce genre de vie; lequel ayant de grandes et nombreuses difficultés, ainsi que nous le savons par notre propre expérience, nous avons jugé à propos d'ordonner que personne ne sera admis dans cette Compagnie qu'après avoir été longtemps éprouvé avec beaucoup de soin, et que ce n'est que lorsqu'on se sera fait connaître pour prudent en Jésus-Christ, et qu'on se sera distingué dans la doctrine ou la pureté de la vie chrétienne, que l'on pourra être reçu dans la milice de Jésus-Christ, à qui il plaira de favoriser nos petites entreprises pour la gloire de Dieu le Père, auquel seul soit gloire et honneur dans les siècles. Ainsi soit-il. »

» Or, ne trouvant dans cet exposé rien que de pieux et de saint, afin que ces mêmes associés, qui nous ont fait présenter à ce sujet leur très-humble requête, embrassent avec d'autant plus d'ardeur leur plan de vie qu'ils se sentiront plus gratifiés de la faveur du Siège Apostolique; Nous, en vertu de l'autorité apostolique, par la teneur de ces présentes et de science certaine, nous approuvons, confirmons, bénissons et garantissons d'une perpétuelle stabilité l'exposé précédent, son ensemble et les détails; et quant aux associés eux-mêmes, nous les prenons sous notre protection et celle de ce Saint-Siège Apostolique; leur accordant néanmoins de dresser de plein gré et de plein droit les constitutions qu'ils jugeront conformes à la fin de cette Compagnie, à la gloire de Notre-Seigneur Jésus-Christ, et à l'édification du prochain, nonobstant les constitutions et ordonnances apostoliques du concile

général et de notre prédécesseur d'heureuse mémoire, le Pape Grégoire X, ou tous autres qui y seraient contraires.

» Nous voulons cependant que les personnes qui désireront faire profession de ce genre de vie ne puissent être admises dans la Société ni y être agrégées au-delà du nombre de soixante.

» Donc que personne au monde n'ait la témérité d'enfreindre ou de contredire aucun des points ici exprimés de notre approbation, de notre accueil, de notre concession et de notre volonté. Si quelqu'un osait l'attenter, qu'il sache qu'il encourra l'indignation du Dieu tout-puissant et des bienheureux Apôtres Pierre et Paul.

» Donné à Rome, à Saint-Marc, l'année de l'Incarnation du Seigneur 1540, le cinquième des calendes d'octobre, de notre Pontificat la sixième. »

Ignace
de Loyola
élu Général de la
Compagnie.

La Compagnie de Jésus est créée; il lui faut un général. La majorité des Pères est absente de Rome pour le service de l'Eglise. Xavier et Rodriguez sont à Lisbonne; Lefèvre, après avoir rempli sa mission à Parme, vient d'être délégué par le Pape pour assister à la diète de Worms et pour porter la parole dans le colloque que vont y tenir les Catholiques et les Protestants. Bobadilla reçoit ordre du Saint-Siège de ne pas quitter l'île d'Ischia avant d'avoir terminé les affaires confiées à sa prudence.

Laynès, Le Jay, Brouet, Codure et Salmeron furent les seuls présents avec Ignace. Après avoir, pendant trois jours, prié Dieu de les éclairer sur un choix aussi important, chacun vota par écrit. Les suffrages des absents étaient cachetés et déposés sur une table : Don Ignace de Loyola fut élu à l'unanimité.

Son
portrait.

Cette nomination, à laquelle il ne pouvait se soustraire, le surprit et l'effraya. Il la combattit longtemps par tous les motifs que put lui suggérer son humilité. Il souhaita qu'une seconde élection vint le délivrer du poids dont sa conscience allait être chargée. Les Pères condescen-

dirent à ce désir, qu'un vote nouveau rendit infructueux, et, après une résistance chrétiennement opiniâtre, il se soumit. Il avait quarante-neuf ans. Sa tête chauve, son teint olivâtre, son visage amaigri par la pénitence, son front large et ses yeux brillants dans leur profonde orbite donnaient un type particulier à sa physionomie. De complexion ardente, cœur chaud et esprit réfléchi, il était tellement parvenu à se dominer que les médecins eux-mêmes le regardaient comme flegmatique. Sa taille était moyenne, et il savait si bien composer et ménager sa démarche qu'il ne paraissait boiteux que le moins possible. Dans tout l'ensemble de sa personne, il y avait comme une révélation du saint et du grand homme; car Ignace, par ses vertus et par ses œuvres, a plus que beaucoup de diplomates, de guerriers et de législateurs, mérité ce dernier titre, qui, à ses yeux, n'aurait jamais valu le premier.

Le jour de Pâques, 17 avril 1544, il accepta le gouvernement de la Compagnie de Jésus. Le 22 du même mois, après avoir visité les basiliques de Rome, ils arrivèrent à celle de Saint-Paul hors des murs. Le général célébra la messe à l'autel de la Vierge; puis, avant de communier, il se tourna vers le peuple. D'une main, il tenait la Sainte-Hostie, et de l'autre la formule des vœux. Il la prononça à haute voix, s'engageant en outre envers le Souverain Pontife à l'obéissance à l'égard des missions et telle qu'elle est spécifiée dans la bulle du 27 septembre. Alors il déposa cinq hosties sur la patène; et, s'approchant de Laynès, de Le Jay, de Brouet, de Codure et de Salmeron, qui se tenaient à genoux au pied de l'autel, il reçut leurs professions et les communia.

C'était la consécration de l'Institut. Avant d'entrer dans le récit des faits, il faut examiner au point de vue religieux et politique les constitutions que Loyola impose à sa Société. Ces constitutions en sont la base, le droit, la règle, le plan, le principe et la fin.

CHAPITRE II.

Les Constitutions de l'Ordre. — Leur plan. — Leur but. — Comment se compose la Société. — Coadjuteurs temporels. — Scolastiques. — Coadjuteurs spirituels. — Profès. — Examen des constitutions et déclarations de l'Institut. — Objections faites à la Société de Jésus. — Réponses à ces objections. — Les vœux et privilèges des Jésuites.

Les
Constitu-
tions de
l'Ordre.

Jamais ouvrage sorti de la main des hommes ne souleva autant de discussions, ne fut soumis à autant de minutieux examens que celui qui

renferme les Constitutions et Déclarations de la Société de Jésus. Dans tous les siècles, dans tous les pays, il a évoqué des adversaires et des

approbateurs : des adversaires qui, afin d'en démontrer le vice radical, se servaient de tous les arguments que la bonne foi trompée ou que la haine peut mettre en usage ; des approbateurs qui, convaincus par la réflexion ou entraînés par un zèle qui n'était pas toujours selon la science, cherchaient moins à justifier qu'à exalter ses doctrines et ses prescriptions.

Cet ouvrage, célèbre à tout de titres, est la base de la Compagnie de Jésus, dont « l'objet, par son institut, est sans bornes ; parce que, selon la belle définition de Pierre Dudon, procureur-général au parlement de Bordeaux ¹, le zèle de son fondateur a tout embrassé. » Un pareil livre, si en dehors des idées reçues, a donc subi toutes les vicissitudes auxquelles Ignace et ses disciples se sont vus en butte.

Il affermissait cet empire sans territoire qui couvrit la terre de ses sujets. Règle laissée à des religieux, il représentait toutes choses sous les traits militaires de chefs, de troupes et d'étendards ; il partait de principes nouveaux afin d'arriver à des conséquences nouvelles ; il développait le dévouement humain jusqu'à sa dernière puissance ; il faisait de l'obéissance la plus absolue un levier dont l'action incessante et universelle devait préoccupier tous les politiques.

On a torturé son texte, altéré les citations que, pour le triomphe de ses opinions, chaque parti allait y puiser. On a grossi ou affaibli la pensée de l'auteur, selon les besoins ou les inspirations du moment. Les uns y admirent en tremblant un code de despotisme que Machiavel lui-même n'aurait pas été assez profond pour concevoir ; les autres n'y voient qu'un corps de lois dont chaque article dévoile le sens, dont chaque mot fait pénétrer l'esprit. Des milliers de volumes ont été publiés pour ou contre. Les Papes l'approuvaient sans restriction, les parlements de France et quelques évêques le condamnaient à différents intervalles, lorsque l'Institut n'était pas encore assez connu ou lorsqu'il le fut trop.

Les passions qui agitaient ces grands corps judiciaires ont disparu emportées avec eux dans la tempête révolutionnaire. Les motifs qui avaient inspiré les Souverains Pontifes et la plupart des princes catholiques de l'Europe subsistent encore dans toute leur force. Sans nous appesantir sur des thèses aujourd'hui complètement dépourvues d'intérêt, nous croyons que l'examen de ces fameuses Constitutions peut et doit se réduire à certains points substantiels, aux graves objections qui leur furent adressées à leur origine comme maintenant, et aux réponses sérieuses opposées à ces objections.

Dans le cadre que nous traçons à notre travail sera comprise l'analyse des Constitutions en tout

ce qui importe à l'histoire et à la critique. Nous examinerons ensuite les quatre vœux des Profès, ainsi que les privilèges accordés à la Compagnie par les Souverains Pontifes, vœux et privilèges qui ont soulevé tant de récriminations et provoqué contre l'Ordre entier tant de répugnances justes ou injustes.

Le livre des *Constitutions et Déclarations* de la Compagnie de Jésus, dont Ignace de Loyola est l'unique auteur, n'a jamais été publié de son vivant. Écrit tout entier de sa main en langue espagnole, il fut traduit en latin par le Père Polanque, son secrétaire, avec une rigoureuse fidélité. La première édition date de l'année 1558. Elle fut imprimée à Rome sous les yeux mêmes des Souverains Pontifes et dans le Collège Romain.

Le plan et le but des Constitutions est bien simple. Elles sont divisées en dix parties, qui ont toutes entre elles un lien, une conformité d'actions et de vues et une conséquence. C'est la sanctification du monde par la sanctification même du religieux.

Leur plan, leur but

Pour obtenir ce résultat, que les autres fondateurs n'avaient point entrevu, parce que les temps n'étaient pas aussi orageux pour l'Eglise que celui dans lequel Loyola vécut, il fallait, d'un regard aussi rapide que la pensée ou le désir, embrasser un vaste horizon. L'Ordre fondé, il devenait nécessaire de l'appliquer sur-le-champ à toutes les œuvres en germe dans la tête d'Ignace.

Cet homme, dont la perspicacité et l'énergie n'ont jamais été mises en défaut, voyait l'univers catholique dans une de ces crises qui décident du sort des peuples. Ils s'ébranlaient, ils s'agitaient afin de se séparer de la communion romaine. Le Saint-Siège, intimidé par tant de défections subites, ne savait se défendre qu'avec les armes de la foi ; armes puissantes sans doute, mais qu'on doit manier avec dextérité et employer avec réserve.

Ce n'était pas assez de combattre le présent. Le plus opportun était de songer à l'avenir, de le préparer par l'éducation ou par la parole à accepter la loi dont chacun brûlait de s'affranchir.

Ignace avait rencontré des compagnons dignes de lui. Il aspirait à en former d'autres. Ce fut dans cette intention qu'il s'occupa de l'éducation de la jeunesse, de l'enseignement de la théologie, des belles-lettres, et de l'instruction des ignorants.

Les œuvres de charité de toutes les espèces, la conversion des infidèles, la direction des consciences, le ministère de la parole devait contribuer à cet ensemble, dont chaque partie est déterminée par les Constitutions. L'image de Madeleine vivant dans le repos de la contemplation, image adoptée par tous ses prédécesseurs dans la création des sociétés religieuses, ne con-

(1) Compte rendu des Constitutions des Jésuites, présenté les 12 et 13 mai 1763 au Parlement de Bordeaux.

venait pas plus à l'activité d'esprit de Loyola qu'à son siècle. Le modèle de Marthe, tout occupée du service des autres, entraînait mieux dans ses idées ; mais il désira combiner ces deux genres d'existence dans un juste tempérament et les fonde ensemble par des maximes appropriées à tous les caractères et à tous les temps.

De la vie contemplative, il prit, dans une mesure sagement proportionnée, l'oraison mentale, les examens de conscience, les pieuses lectures, la fréquentation des sacrements, les retraites spirituelles et les pratiques de piété. Ignace pensait que cela serait suffisant pour façonner l'homme intérieur. Afin de régler l'homme extérieur, il s'adressa aux préceptes de la méditation, l'étude et la connaissance du cœur humain purent lui fournir.

Ainsi il ne voulut pas donner à la Compagnie de Jésus un habit particulier. Il prit le vêtement ordinaire des prêtres séculiers : la soutane noire, l'ancien manteau, le chapeau à larges bords que les Espagnols appellent *sombrero*, et dont le Pape et le Sacré-Collège ont gardé la forme.

Le logement, la nourriture, enfin tout ce qui a trait aux habitudes de la vie commune, fut prescrit dans cette mesure. Les macérations de la chair, dont quelques Ordres anciens ont fait la base de leur Institut, le silence, la solitude, les offices du cœur, soit de jour, soit de nuit, n'entrèrent point dans son plan. Il travaillait à composer pour l'Eglise une milice toujours active, toujours prête à se porter au plus fort du danger, et non pas un corps ascétique que les abstinences ou les insomnies auraient bientôt énérvé.

Il le fit en même temps Ordre Mendiant et Ordre de Clercs Réguliers : Ordre Mendiant, pour continuer l'œuvre des Apôtres ; Ordre de Clercs Réguliers, parce que la fin de ces Ordres, comme celle des prêtres ordinaires, est de travailler au salut du prochain par l'exercice du saint ministère.

Au fond de ces lois se retrouve, presque à l'insu de Loyola, le souvenir des mœurs et des coutumes de son pays. Il y a plus d'un article des Constitutions qui semble arraché aux Fueros de Biscaye. Plus d'une disposition se rattache de près ou de loin à ces espèces de Chartes provinciales dont les Espagnols étaient si jaloux. On sent surtout qu'Ignace est guidé par une grande connaissance du caractère des autres.

A chaque instruction, l'homme politique se révèle comme par bond, et, sans se laisser entraîner par des idées qui pouvaient plaire à ses sentiments religieux, il trace d'une main assurée les différentes règles que la Compagnie suivra dans tout ce qui regarde l'intérêt matériel et individuel de ses membres.

Ce travail achevé, Loyola s'occupe d'un autre plus ardu : il établit les conditions qu'il est indispensable de remplir afin d'être admis dans la

Société. Ces conditions sont nombreuses, très-sages souvent, difficiles quelquefois.

Quiconque a porté l'habit religieux dans un autre Ordre est inapte à être reçu dans la Compagnie.

Celui qui s'offre pour entrer au noviciat doit à l'instant même renoncer à sa propre volonté, à sa famille, à tout ce que les hommes ont de cher sur la terre. Loyola, désirant bien faire comprendre quel était le fond de sa pensée sur le principe de l'obéissance, a accumulé, épuisé dans un seul tableau toutes les images par lesquelles les Pères de l'Eglise et les Ordres antérieurs au sien recommandaient cette vertu.

Il créa six états dans la Compagnie :

Les *Novices* se partagent en trois classes ; *Novices destinés au sacerdoce*, *Novices pour les emplois temporels*, et les *Indifférents*, c'est-à-dire ceux qui entrent dans la Compagnie avec les dispositions de la servir, soit comme prêtres, soit comme coadjuteurs temporels, selon que les supérieurs les jugent capables.

Les *Frères temporels formés* sont ceux qui sont employés au service de la Communauté, en qualité de sacristain, de portier, de cuisinier. Après dix années d'épreuves et lorsqu'ils sont parvenus à l'âge de trente ans, on les admet aux vœux publics.

Les *Scolastiques approuvés* sont ceux qui, après avoir terminé leur noviciat et fait à Dieu les vœux simples de Religion, continuent la carrière des épreuves, soit dans les études privées, soit dans l'enseignement et dans les autres emplois, jusqu'à l'époque de leurs vœux solennels.

Les *Coadjuteurs spirituels formés* s'appellent ainsi, parce que, sans avoir encore la science et les talents requis pour la profession des Quatre Vœux, on les juge propres au gouvernement des Collèges et Résidences, à la prédication, à l'enseignement, aux missions et à l'administration. Ils ne peuvent être promus avant trente ans d'âge et dix ans de Religion.

Les *Profès des Trois Vœux* se trouvent toujours en nombre fort restreint ; ce sont ceux qui, n'ayant pas toutes les qualités requises pour la profession des Quatre Vœux, se voient admis à la profession solennelle à cause de quelque autre qualité ou d'un mérite dont l'Ordre peut tirer parti dans un certain cercle d'idées. Leur emploi est le même que celui des coadjuteurs spirituels.

Les *Profès des Quatre Vœux* composent la Société dans toute l'acceptation du mot. Seuls ils peuvent être élus général, assistant, secrétaire-général ou provincial. Seuls ils ont droit d'entrée dans les Congrégations qui nomment le général et les assistants.

Quant à l'observance des vœux et des règles, à la manière de vivre, il n'y a aucune différence entre ces divers degrés. Dans les soins du corps,

Com-
ment s
compos
la Soci-
té.

Coad-
juteurs
tempo-
rels.

Scolas-
tiques.

Coad-
juteurs
spiri-
tuels.

Profès

dans le vêtement ¹, dans la nourriture, dans le logement, tout est basé sur le système de la plus parfaite égalité, depuis le général jusqu'au dernier frère novice.

La Compagnie, ne pouvant et ne devant qu'éprouver les Ecoliers, ne s'oblige envers eux que sous condition ; mais eux s'obligent envers elle. Ils promettent de vivre, de mourir en observant les vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance. Ils s'obligent même à accepter le degré que par la suite les supérieurs jugeraient être le plus en rapport avec leur caractère ou leurs talents.

Les Ecoliers deviennent religieux par ce triple vœu dont, dans des occasions sagement déterminées, le général ou la Congrégation a le droit de dispenser.

La propriété de leur bien leur est laissée : ils ne peuvent cependant pas en jouir ou en disposer sans l'agrément des supérieurs. Le Saint-Siège et le Concile de Trente avaient approuvé cette mesure, qu'acceptèrent tous les pays catholiques, à l'exception de la France.

S'ils veulent, avant de faire profession, donner à la Société tout ou partie de leurs biens, les Constitutions leur en laissent la faculté, mais elles ne leur en font ni une obligation ni un devoir.

Le temps d'épreuves fixé est de quinze à dix-huit ans.

Ils ne s'engagent par les vœux qu'à l'âge de trente-trois ans, l'âge où mourut Jésus-Christ.

Malgré la diversité des climats et la différence des caractères nationaux, tous doivent se soumettre au genre de vie prescrit par les Constitutions.

Les Profès sont obligés à la pauvreté la plus entière. Leurs maisons ne doivent rien posséder, et ils s'obligent même, par un vœu particulier, à ne jamais consentir à une modification de ce vœu, à moins qu'on ne juge à propos d'étendre davantage sa rigueur.

Il est ordonné à tous de ne briguer ou de ne convoiter aucune charge dans la Compagnie. Le Profès s'oblige à n'accepter aucune prélature, aucun honneur. Il ne doit jamais aspirer aux dignités ecclésiastiques, jamais les poursuivre, soit directement, soit indirectement. Il ne peut même en être revêtu que lorsque le Pape l'y contraint sous peine de péché mortel. C'était le meilleur moyen de fermer la porte aux ambitions et de conserver à l'Ordre des membres distingués.

Les Profès remplissent toutes les intentions pour lesquelles Ignace créa la Société de Jésus. Ils enseignent, ils prêchent, ils dirigent. Pour ces fonctions, ils ne doivent toucher aucun argent sous forme de salaire ou de récompense :

il ne leur est permis de recevoir que comme aumône.

A ces dispositions, qui sont le résumé d'un grand nombre d'articles spéciaux, le fondateur en ajoute beaucoup d'autres qui, par leur rédaction ou par leur portée, rentrent dans la catégorie de toutes les Constitutions monastiques.

L'Institut de la Société de Jésus n'avait point eu de modèle. Il n'en servira jamais à d'autres, car il renferme tant de nuances diverses, il exige tant de perfection de la part de ceux qui se soumettent à sa pratique, il fut créé à une époque si exceptionnelle qu'il ne faut pas trop s'étonner des tempêtes qu'il souleva, des adhésions qu'il provoqua et de la singularité même qui le caractérise ; singularité qui a fait sa force, quand tous les autres corps s'affaiblissaient ou se contentaient de vivre.

Nous venons d'expliquer les lois qui régissent les différents états de la Compagnie ; il reste à faire connaître sur quelles bases Ignace établit le principe d'autorité.

La Société est gouvernée par un général perpétuel.

Il est nommé par la Congrégation générale et ne peut décliner l'élection.

Sa résidence habituelle est à Rome, au centre de la catholicité et de l'Ordre.

Il a seul autorité pour faire des règles, il en dispense seul.

Son office n'est pas de prêcher, mais de gouverner.

Le Général communique ses pouvoirs aux provinciaux et autres supérieurs dans la mesure qui lui convient. Il nomme à ces fonctions et à toutes les charges des maisons professes, des collégés et des noviciats, pour trois ans et plus s'il le juge opportun.

Le Général approuve ou désapprouve ce que les visiteurs, les commissaires, les provinciaux et autres supérieurs ont fait en vertu de ses pouvoirs.

Il choisit les religieux qui sont nécessaires à l'administration de la Société, le procureur-général et le secrétaire-général.

Il a le droit de soustraire un ou plusieurs membres de l'Ordre à leurs supérieurs immédiats.

Un membre de la Compagnie ne peut publier un ouvrage qu'après l'avoir soumis à trois examinateurs au moins, délégués par le Général.

Tous les trois ans, les catalogues de chaque Province lui sont envoyés. Ces catalogues indiquent l'âge de chaque sujet, la proportion de ses forces, ses talents naturels ou acquis, ses progrès dans la vertu et dans les sciences.

La correspondance la plus active est recommandée entre le Général et les provinciaux, afin que le premier connaisse ce qui se passe loin de lui comme s'il était sur les lieux mêmes. Toutes les semaines, les supérieurs locaux rendent

(1) Le vêtement des frères coadjuteurs doit être d'un palme plus court que celui des autres, et ils ne portent pas le bonnet carré. C'est la seule distinction établie.

compte de l'état de leurs maisons au provincial ; tous les trois mois , au Général.

Le Général doit avoir force d'âme et courage pour supporter les infirmités de plusieurs et entreprendre de grandes choses pour la gloire de Dieu. Lorsqu'elles lui paraissent utiles , il faut qu'il y persévère , quand bien même les puissants de la terre voudraient y mettre obstacle. Leurs prières et leurs menaces ne peuvent jamais le détourner du but que proposent la raison et l'obéissance divine.

Le Général doit être doué d'une profonde sagacité et d'une haute intelligence afin de connaître aussi bien la théorie que la pratique des affaires.

La science lui sera nécessaire , mais la prudence encore davantage.

Le Général seul a le pouvoir par lui ou par ses délégués d'admettre dans les Maisons ou dans les Collèges de la Société ceux qui paraissent aptes à son Institut. Il peut les recevoir soit à l'épreuve , soit à la profession , soit comme coadjuteurs spirituels , soit comme écoliers approuvés. Il peut aussi les renvoyer et les éloigner à tout jamais de la Compagnie ; mais , pour condamner un Profès à cette peine , le Général a besoin de l'assentiment du Pape.

Il applique les postulants et les Profès au genre d'étude qui convient à sa prudence.

Les études achevées , il peut les transporter d'un lieu à un autre pour un temps déterminé ou indéterminé.

Le Général a pouvoir de révoquer ou de rappeler les Pères que le Souverain Pontife aurait chargés d'une mission pour un temps indéterminé.

Le droit de créer de nouvelles provinces lui est conféré.

En lui réside le pouvoir de stipuler pour l'avantage des Maisons et Collèges tout contrat de vente , d'achat , d'emprunt , de constitution de rentes et autres , concernant les biens meubles et immeubles de ces Maisons ou Collèges ¹ ; mais il ne peut supprimer une Maison déjà établie sans le concours de la Congrégation générale , ni appliquer les revenus d'aucun établissement de la Compagnie à la Maison Professe ou à celle qu'il habite.

Il a la surintendance et le gouvernement de tous les Collèges.

C'est au Général qu'il appartient de veiller à l'observation des Constitutions ; il a aussi la faculté d'en dispenser selon les personnes , les lieux , les temps et les autres circonstances.

Il convoque la Société en Congrégation générale. Il peut aussi convoquer les Congrégations provinciales. Il a deux voix dans les assemblées , et , en cas de partage , son opinion prévaut.

(1) Des bulles postérieures concernant l'administration des biens des Réguliers ont restreint ce pouvoir.

Il faut qu'il connaisse autant que possible le fond de la conscience des membres qui lui sont soumis , et principalement des Provinciaux et de tous ceux qui ont des emplois dans la Société.

Voilà le pouvoir du Général défini par le texte même des Constitutions. Il reste à examiner le contre-poids qu'Ignace a cru devoir y mettre et les précautions que sa sagesse lui a suggérées contre l'abus possible de cette espèce de dictature cléricale.

Elles se réduisent à six. La première concerne les choses extérieures , le vêtement , la nourriture et les dépenses du Général. La Société peut augmenter ou diminuer ces dépenses , selon qu'il lui conviendra à elle et au Général. Il faudra que le Général acquiesce à cette ordonnance de la Compagnie.

La seconde a soin du corps et de la santé du Général , afin que dans les travaux ou dans les pénitences il n'outré-passe pas la mesure de ses forces.

La troisième concerne son âme. Elle met auprès de lui un admoniteur élu par la Congrégation générale , et qui , avec une respectueuse modération , est en droit de représenter au Général ce que lui ou les autres Pères auraient remarqué d'irrégulier en sa personne ou en son gouvernement.

La quatrième est pour le prémunir contre l'ambition. Si , par exemple , un roi voulait forcer le Général de la Compagnie à prendre une dignité qui le contraindrait à renoncer à ses fonctions ; et si le Pape y consentait ou l'ordonnait , non pas cependant sous peine de péché , le général ne pourrait accepter sans le consentement de la Société. La Société ne consentira jamais , à moins qu'il n'y ait contrainte morale de la part du Saint-Siège.

La cinquième pourvoit aux cas de négligence , de vieillesse , de grave maladie où tout espoir de guérison serait plus que douteux ; on nomme alors au Général un coadjuteur ou vicaire qui remplit ses fonctions.

La sixième est adoptée pour des occasions particulières , pour des péchés mortels publiquement affichés , pour l'application des revenus à ses propres dépenses ou à sa famille , pour l'aliénation des immeubles de la Société ou pour une doctrine perverse. Dans ces cas , la Compagnie , après avoir pris et au delà toutes les informations , peut et doit le déposer , et même , si besoin est , le renvoyer de l'Ordre.

Afin de donner à l'autorité du Général un autre contre-poids , Loyola institue quatre assistants qui , toujours à ses côtés , ont charge de veiller à l'exécution des trois premières précautions prises contre lui.

Leur élection se fait par ceux-là mêmes qui élisent le Général.

En cas de mort ou d'absence prolongée , et les provinciaux de la Compagnie n'y répugnant pas ,

le Général en substitue un autre qui, avec l'approbation de tous ou de la plus grande partie, prend la place vacante.

Les Assistants, qui sont pris dans chacune des grandes provinces de Portugal, d'Italie, d'Espagne, de France et d'Allemagne, sont les ministres du Général; ils ont autorité pour en devenir les juges.

Le Général peut suspendre un assistant.

Si le Général tombe dans l'un des cas prévus pour sa destitution, les Assistants convoquent malgré lui une Congrégation générale qui le dépose dans les formes. Si le mal est trop urgent, ils ont droit de le déposer eux-mêmes après avoir recueilli, par lettres, le suffrage des provinces.

Le pouvoir du Général, on le sent par cette analyse, n'est illimité qu'autant que sa manière de gouverner et sa vie sont régulières. Pour mieux faire comprendre ce point important, Ignace a décidé que les Congrégations provinciales, assemblées tous les trois ans, devaient, avant toute délibération, examiner s'il serait nécessaire de convoquer une Congrégation générale. Le fondateur veut que les députés des Provinces, à peine arrivés à Rome, s'entendent sur cette affaire si délicate en dehors du Général. Dans l'assemblée tenue à cet effet, chacun vote par écrit, afin que la certitude du secret protège la liberté des suffrages.

Tels sont en résumé les obligations, les charges, les devoirs qui lient chaque membre de la Société de Jésus; tels sont aussi les droits et les prérogatives du Général.

Tout a été inspiré, tout a été fait dans le but évident de porter aussi loin que possible le renoncement à soi-même, et d'étendre jusqu'à sa dernière limite le principe d'autorité. Cette évidence ressort de chaque article des Constitutions et des Déclarations ou Explications aussi obligatoires que le texte primitif. Un pareil Ordre apparaissant dans un siècle où le Protestantisme semait partout la doctrine du libre examen, et se trouvant plus tard sous le poids des préjugés intéressés qui l'avaient accueilli à sa naissance, a dû, en mille occasions, se voir exposé aux objections d'une immensité d'adversaires.

Les Protestants avaient commencé l'œuvre; pour eux les membres de la Compagnie étaient donc ennemis. M. Guizot, Calviniste lui-même, l'a proclamé¹ : « Personne n'ignore, dit-il, que la principale puissance instituée pour lutter contre la révolution religieuse du seizième siècle a été l'Ordre des Jésuites. »

Le Jansénisme d'un côté, de l'autre les incrédules, les indifférents, les Ordres religieux et les cours de justice achevèrent cette œuvre de destruction.

On essaya de porter la lumière dans cet ensemble de lois : on produisit les ténèbres; car on ne recherchait pas sincèrement la vérité. Cependant de la multiplicité de livres, de discussions, de comptes-rendus et d'arrêts que ces Constitutions firent naître, il surnagea plus d'une objection sérieuse qu'il convient de peser avec maturité. Les unes ont été faites par des Protestants, les autres par des Catholiques auxquels la Compagnie de Jésus était suspecte à cause même de l'élasticité de certains articles de ces mêmes Constitutions.

Ces objections, égarées dans des ouvrages dont les titres mêmes sont ignorés, ne laissent pourtant pas d'avoir une force imposante, reproduites qu'elles sont par toutes les voix de la publicité. L'histoire doit les enregistrer; et, afin de mieux faire connaître le point en litige, avec la difficulté elle doit offrir la solution.

Nous ne censurons pas, nous n'approuvons pas, nous rapportons.

La première objection faite à l'Institut d'Ignace roule nécessairement sur la puissance concédée aux Généraux. Cette objection se réduit à ceci :

L'autorité du Général, étant à peu près sans bornes et perpétuelle, lui accorde une latitude incommensurable sur tous les sujets de l'Ordre. C'est un despote auquel ils font vœu d'obéissance passive, et qui, à son gré, peut, contre leur tempérament et leur vocation, les soumettre à ses caprices. Les membres de la Compagnie n'ayant le droit de résistance que lorsqu'ils voient cas de péché dans l'injonction donnée, il s'ensuit que, hors ce seul cas, qu'il est très-difficile de résoudre, ils sont à tout jamais rivés à la chaîne dont il plaira au Général de les charger. N'ayant pas la faculté de discussion ou de remontrance, ce ne sont que des automates catholiques pensant et agissant sous l'inspiration d'un homme qui ne les connaît pas personnellement et qu'eux souvent n'ont jamais vu et ne verront jamais.

Les défenseurs de la Compagnie, ses membres eux-mêmes répondent :

Le Général est un, mais son autorité est bien loin d'être une; elle est limitée par les Constitutions que, pendant plus de dix années d'épreuves, on commente sous toutes les formes aux novices et aux écoliers. Le vœu d'obéissance que l'on prête à l'Institut dans la personne du Général est volontaire, dégagé de violence, parfaitement connu de ceux qui sont admis à le prononcer. Ils se vouent par vocation à l'obéissance la plus complète. C'est donc un acte de liberté qu'ils continuent même en soumettant toute leur vie à la direction imprimée par le chef. La preuve que ce régime de despotisme n'est pas aussi intolérable que l'on serait porté à le croire au premier aspect, c'est ce que les Pères de la Compagnie sont aussi attachés à leur Société que les anciens Romains l'étaient à leur patrie. Ils

(1) *Histoire générale de la civilisation en Europe*, par M. Guizot, page 363.

se croient heureux ainsi : il n'appartient pas aux autres hommes de calomnier leur bonheur.

Il leur appartient encore moins de se faire une arme contre la Compagnie du prestige d'autorité dont elle a investi son chef. L'Ordre de Jésus est formé pour la lutte et pour le combat : il a été fondé quand l'Eglise comptait autour d'elle beaucoup de défections. Il était donc urgent de lui fournir des dévouements entiers, absolus, sans conditions. Ignace avait pris dans les camps l'habitude de la discipline militaire ; il l'appliqua à son Institut ; il créa des soldats pour le Catholicisme dont la base paraissait sapée aux yeux de la raison humaine. A ces soldats que, par la prière et l'étude, il consacrait à tous les martyres, il ne cacha rien de son plan. Tous l'adoptèrent, tous l'adoptent encore : il n'y a donc pas lieu de les plaindre.

Mais peut-être, en pressant la lettre ou le sens des Constitutions, a-t-on à déplorer des excès de ce pouvoir qui réside dans la personne du Général ?

La Société de Jésus déclare depuis trois siècles, par son accroissement même, que ce reproche tombe devant la réalité. Le Général est pour eux un guide spirituel, un tuteur temporel, qui ne s'arroge jamais aucun droit, qui n'a ni fonds, ni revenus, ni liste civile à sa disposition, qui vit comme eux et avec eux, et qui ne peut disposer de leur existence ou de leur liberté que pour la gloire de Dieu ou le salut des âmes.

Un monarque, et plus d'une fois on a donné ce titre fastueux au Général de la Société, un monarque ne peut jamais, et pour quelque cause que ce soit, être déposé. Il est roi par l'hérédité ou par l'élection ; mais il est roi, c'est-à-dire qu'il plane au-dessus de ses sujets, et que, même dans les Etats constitutionnels, il est à l'abri des atteintes ou des chances que ses fautes peuvent attirer. Il fait tout et n'est responsable que du bien, jamais du mal.

Chez les Jésuites, au contraire, le Général voit, malgré lui et en dehors de lui, les Congrégations provinciales s'assembler et discuter son gouvernement. Il a autour de sa personne un surveillant, des assistants qui, si les motifs humains prévalaient dans leurs pensées, auraient intérêt à le trouver en défaut pour ouvrir sa succession. Son pouvoir est sans aucun doute illimité pour le bien, mais le Général a les mains liées au moment même où il voudrait commettre le mal ou abuser de l'autorité ; car alors, ce qui n'est pas possible, il faudrait que les Assistants, que l'Admoniteur et que les Provinciaux entraient sciemment dans le complot tramé par lui.

Son autorité, quoique absolue dans la forme et dans les mots, ne l'est donc pas dans le fond. Elle a des limites, limites qui non-seulement doivent être tracées dans sa conscience, mais qui sont encore posées avec une parfaite netteté par plusieurs articles de Constitutions.

La seconde objection faite à la Compagnie de Jésus, objection que ses rapides accroissements, que ses richesses, que sa puissance ont rendue populaire, consiste à dire que la fin de la Société est de s'agrandir partout et toujours, de dominer les rois par la flatterie ou par les services qu'on leur rend, les peuples par le ministère de la parole, par la crainte de l'enfer ou par une instruction qui sait admirablement se prêter aux passions des uns, aux vices des autres, aux mystérieuses convoitises de tous.

A cette difficulté, que le récit même des faits rendra peut-être encore plus ardue, on répond par les observations suivantes :

La Compagnie de Jésus est un corps, une aggrégation de religieux. Comme tout corps, comme toute aggrégation tend, par sa nature même, à s'accroître et à propager ses doctrines, la Société n'a point échappé, elle n'a pas même désiré échapper à cette loi commune. Elle était fondée, non pas pour la contemplation, mais pour la vie active ; elle avait pour mission de s'opposer à toutes les hérésies, de réformer les mœurs du clergé et des peuples. A la suite des hardis conquérants d'un nouveau monde, elle s'avancait vers les peuplades infidèles pour leur annoncer la bonne nouvelle de Jésus-Christ. Elle devait même précéder les conquérants et ouvrir à la Croix des terres que les armes portugaises ou espagnols n'auraient pas encore ensanglantées. Afin d'atteindre ce triple but, il lui fallait des sujets pleins de science et de piété, des soldats qu'aucun péril n'effraierait : elle les fit naître.

Les Souverains Pontifes, les Monarques, les grands de la terre eux-mêmes, charmés de ce zèle qui débordait et qui, dans une mesure parfaite, s'attachait à rendre les hommes meilleurs, surent, par un sentiment de pieux encouragement, prodiguer au nouvel Ordre des faveurs de tout genre. Plus tard ces faveurs devenaient pour leurs royaumes une source de véritables bienfaits. Les uns firent construire aux Jésuites de riches, de splendides églises ; les autres fondèrent des collèges, des maisons d'éducation, à la tête desquels ils les placèrent ; tous dotèrent ces maisons avec plus ou moins de somptuosité. La gratitude des particuliers ne resta pas en arrière de la multitude des princes. Ce rapide tableau suffit pour donner la clef des richesses tant reprochées à la Société.

En voyant partout sur la brèche ses premiers Pères, les rois ne crurent pouvoir mieux faire que de les appeler à la direction de leurs consciences. Les Jésuites se chargèrent de ce soin. C'est à l'histoire à dire si, dans toutes les circonstances, ils furent fidèles aux préceptes de leur Ordre. L'histoire encore dira si quelquefois aveuglés par l'influence qu'ils exerçaient sur l'esprit de leurs augustes pénitents, ils ne se sont pas introduits dans la politique. Mais quand il serait prouvé que quelques-uns ont ainsi tran-

sigé avec leurs consciences, qu'est-ce que ce reproche atteignant un individu pourrait faire à la masse ? en quoi viendrait-il corroborer l'accusation portée contre la Société tout entière ?

Riches dans le monde pour la plupart, quelques-uns même issus des plus illustres familles, ils engagent leur liberté, ils aliènent leur indépendance. Se condamnant à la pénitence, à d'obscurs travaux, à une vie nomade ou à un avenir qu'ils ne connaissent pas, ils se sévrent de tous les plaisirs, de toutes les gloires, de toutes les illusions, de tous les bonheurs de la famille, pour appartenir plus intimement à Dieu. Dans un pareil calcul il n'y a certes guère d'ambition comme le monde l'entend. Y en a-t-il davantage aux yeux de la politique ?

Le Profès ne peut, ne doit exercer aucun pouvoir public. Il est vêtu d'un habit le plus simple, le plus inélégant possible. Il renonce à tous les honneurs ecclésiastiques. S'ils viennent le chercher dans sa cellule, dans sa chaire, au milieu des dangers qu'il affronte sur les mers, le Profès fera, pour les éloigner de lui, plus d'efforts que n'en fait pour les conquérir le diplomate le plus ambitieux. Le lot qu'il s'est réservé, l'héritage auquel il tend n'est pas de ce monde ; c'est celui-là seul qu'il désire.

Le Jésuite n'est donc pas ambitieux pour lui-même ; sa vie en fait foi.

Mais, dira-t-on, il l'est pour son Ordre ; mais l'Ordre entier doit l'être, car il est ainsi constitué.

Eh ! quand cela serait, quel mal y aurait-il ?

Il est permis à un soldat, à un orateur, à un écrivain, et même à un professeur de philosophie ou de belles-lettres, de s'avancer, de faire fortune, souvent au détriment de la morale, de l'honneur militaire ou des intérêts de son pays.

Dans nos mœurs actuelles, un intrigant, sans autre talent qu'une faconde d'avocat, pourra d'un saut escalader le pouvoir. Il s'y maintiendra par la corruption ; il gouvernera les rois en tutelle sous prétexte qu'il a plu à quelques centaines d'avocats, ses prédécesseurs dans l'art de se servir de la parole, d'établir un pareil régime, et cette ambition ne sera pas un crime. Cet avocat, cet écrivain, ce professeur, cet intrigant humilieront leur patrie dans son juste orgueil. Ils la ruineront dans ses finances ; ils l'agiteront dans son repos ; ils la déshonoreront en lui parlant de gloire ; ils l'égareront dans le dédale des lois qu'ils inventent, et ils seront de grands citoyens.

Mais la Compagnie de Jésus, dont le but est déterminé, qui l'a souvent atteint par des miracles de patience et de dévouement, elle sera coupable, elle, parce que, chacun de ses membres reportant au centre la lumière qu'il projetait, il en est résulté une éclatante gerbe de feu qui a éclairé les nations en faisant le bonheur des particuliers.

Il y a esprit de corps sans doute, c'est-à-dire esprit d'union, concert de la part de tous les membres pour la gloire et pour l'avantage de l'Institut. Où est le mal ? Et trouvez un corps quelconque dans l'univers, depuis les associations d'ouvriers jusqu'aux cours judiciaires, qui n'ait pas toujours tendu à accroître son autorité ou à manifester sa puissance ?

Les Jésuites ont subi la loi commune. Simples religieux pour eux-mêmes, ils ont été hommes pour le triomphe de leur Ordre. C'est là le seul reproche, si reproche il y a, que les autres hommes puissent leur adresser.

L'ambition, dans un corps quelconque, parlement, société ecclésiastique ou agrégation civile, est toujours permise, toujours bonne en soi, toujours utile au développement des idées ou au bonheur général. Dans un individu, au contraire, elle est souvent pernicieuse et ne peut que nuire à la félicité commune : car elle enfante l'intrigue, elle divise en coteries. L'ambition laisse par le succès un mauvais exemple, elle amène par l'échec des désespoirs ou le suicide.

En voyant ce qu'une Société Religieuse a obtenu par la réunion de mille intelligences, une intelligence isolée ne sera pas tentée de procéder par les mêmes moyens. En sera-t-il ainsi lorsque chaque individu, fort de son audace, viendra tous les jours exposer son honneur et le repos de sa patrie sur l'enjeu qu'il plaira à ses convoitises de tenir ?

Un corps, quel qu'il soit, a des ménagements à garder, un passé qui le lie, un avenir qui le préoccupe. Un individu qui veut parvenir à son but n'a pas devant lui de pareils obstacles. Il aspire pour lui seul au pouvoir ou à la fortune. S'il l'atteint, il est riche et envié. Si le hasard ou de fausses combinaisons l'égarent dans sa route, il n'avait rien à perdre, pas même un nom. Il y laisse la vie ou il se retire dans son obscurité première, et le mouvement du monde couvre ses cris de détresse.

On accuse aussi les Jésuites de savoir admirablement entrer chez les grands et chez les petits, tantôt par la flatterie, tantôt par une morale relâchée, tantôt par les sombres images de la vengeance céleste. Ils s'insinuent partout, répètent-on sans cesse, et c'est ainsi qu'ils affermissent leur crédit.

La Compagnie de Jésus a pu, à différentes époques, elle peut même encore vouloir arriver à ses fins par des moyens que les politiques les plus adroits s'estimeraient heureux d'employer. Elle a de la souplesse dans l'esprit, de la suite dans les idées, de la perspicacité dans les affaires où le monde mêle souvent l'inconséquence et la légèreté, elle saisit avec art le côté faible des cœurs pour y pénétrer par la persuasion. Elle sème de fleurs le chemin par où elle veut conduire le Chrétien à la perfection, comme une tendre mère cache sous la menthe le remède qui

sauvera son enfant. Elle flaire les orages qui la menacent à l'horizon, elle les conjure. D'utile, de nécessaire qu'elle était, elle a su se rendre essentielle par l'éducation, par la prédication, et par une exactitude telle dans l'observance de sa règle qu'il n'a jamais été question de la réformer.

Dans tout cela, en dehors de l'esprit de Dieu, on voit parfaitement l'esprit de l'homme uni, et se servant de cette unité pour centupler ses forces. Mais où est le vice ? où apparaît le besoin de domination ? C'est ce que beaucoup d'ennemis de la Compagnie n'ont pas démontré. Ils ont accusé sans admettre de preuves, sans même discuter celles qu'on leur apportait. D'un mensonge inventé pour les besoins de leur cause ils ont fait un préjugé. Le préjugé est passé à l'état de chose incontestable. C'est ainsi que la vérité se trouve encore une fois altérée par la passion.

Cette passion a eu ses intermittences, ses bons et ses mauvais jours. Ainsi, en 1724, dans une *Requête présentée au Roi de France contre les Jésuites de Reims*, l'Université de Paris elle-même, l'infatigable adversaire de leur Société, ne pouvait s'empêcher de rendre hommage à cet esprit d'unité, à ce principe toujours conséquent avec lui-même, et, en attaquant les Jésuites, l'Université se prenait d'un bel enthousiasme pour leur Institut. Elle disait : « Et certes, si l'on fait attention à l'admirable harmonie avec laquelle ce grand corps répandu dans tout l'univers se gouverne, au merveilleux concours de tous ses membres pour le bien général de la société, et à toutes les différentes opérations qui auraient paru impossibles avant cet établissement, et qui passeraient pour fabuleuses dans la postérité si elles venaient à cesser et si cet Ordre disparaissait, on conviendra aisément que ni la République Romaine, si bien réglée et si bien pénétrée de l'amour de la patrie qu'elle ait été, ni aucune monarchie dont les ministres ont été les plus habiles politiques, les plus fins négociateurs, n'ont jamais pu et ne pourront jamais opérer avec un pareil concert ni avec un pareil succès les entreprises que cette Société a formées dans toutes les parties du monde, qu'elle a conduites avec une adresse qui va jusqu'au prodige, dans lesquelles elle aurait infailliblement succombé et qu'elle n'aurait même osé tenter si toutes les parties de son Corps n'avaient été réunies au chef par des liens aussi forts, aussi serrés et aussi sacrés que ceux qui les y attachent. »

C'est l'Université qui tient ce langage ; c'est elle qui justifie, qui loue, qui grandit outre mesure l'harmonie que les Constitutions établissent. L'Université s'écrit devant les œuvres que l'Institut a produites. Alors que devient ce reproche si souvent renouvelé d'ambition, puis-que, au dire de l'Université, toujours partie

adverse des Jésuites, cette ambition a été un bonheur pour le monde, un modèle de gouvernement pour tous les politiques ?

La troisième difficulté n'est pas moins compliquée. Elle s'attache à démontrer que, dans les statuts de la Compagnie, tout est fait contre l'individu en faveur de la Société.

En effet, disent les adversaires, a-t-on jamais vu, même dans les Ordres les plus rigoureux, une pareille suite de lois s'attachant toutes à faire de la renonciation à soi-même le fondement et la règle d'un corps religieux ? Ici vous ne devez pas obéir à telle ou telle heure de la journée ou de la nuit. C'est toujours, c'est sans cesse qu'elle vous rappelle votre vœu d'obéissance, qu'elle vous l'applique, sans daigner même vous faire part des motifs qui l'ont guidée. Vous êtes calme, on vous aime dans un Collège ou dans une Province ; elle vous envoie par delà les mers, sans consulter vos forces, sans prendre souci de votre santé. Et ce n'est pas le plus cruel tourment infligé à la volonté humaine. La Compagnie vous tient en une espèce de servage. Des fonctions les plus éminentes de l'Ordre, à l'exception de celles de Général, elle organise un partage arbitraire qui aujourd'hui vous place au faite, et qui demain vous rejettera sur le dernier plan. Le Jésuite doit à la Société ses veilles, sa liberté, ses desirs les plus innocents, ses plus intimes affections. Il n'a rien en propre, pas même l'habit grossier qui le couvre. On le garrotte dans toutes les chaînes que l'imagination a pu inventer. Il n'est à lui que pour travailler à la gloire de Dieu, se commentant, se traduisant inévitablement par celle de la Société.

Un doute contre l'Institut, a dit, dans une de ses instructions, le Général Aquaviva, sera regardé comme un doute dangereux. Au nom de l'Institut, il faut donc courber la tête et obéir.

Le Jésuite, entre les mains de son supérieur, est comme le bâton du vieillard, comme un cadavre. Il faut qu'il aille où on le pousse : à la mort ou à l'esclavage, à la science ou à la vertu, à l'humiliation ou à la gloire. Dans son arsenal de lois, la Compagnie en a qui vous portent indifféremment vers toutes ces voies si différentes. Vous ne pouvez lire ou composer un ouvrage que sur permission. Vous n'avez le droit d'être orateur, historien, poète ou savant que par autorité. On coupera les ailes au génie, on grandira la médiocrité, on étouffera le talent selon les caprices du Général, qui ne rend compte qu'à Dieu de la direction imposée à chaque scolastique ou à chaque profès. Chez les Jésuites, l'homme perd son individualité pour se confondre, pour déteindre dans la masse.

Ce n'est plus qu'une chose à peu près sans nom, un instrument qui, sous des doigts exercés, devient harmonieux, et qui, dans une main inhabile, ne rend que des sons discordants. La

Société, par le fait même des Constitutions, dispose arbitrairement de la vie, de la liberté de ceux qui s'y soumettent. Tout en elle est donc établi pour elle et contre l'individu.

A cet argument les Jésuites répondent que jurer les règles d'intérieur d'un Ordre religieux par des considérations humaines ou avec les idées reçues dans les salons, c'est condamner tous ces Ordres à un tribunal qui n'est même pas en état de comprendre leur défense. La vie du cloître en effet est l'antipode de la vie du monde. Ici l'on met tout en œuvre afin de se procurer des plaisirs, afin d'acquiescer des richesses et grandeurs. Le bruit et l'éclat, l'ambition et la satisfaction des sens sont choses licites. Là au contraire on se voue à toutes les privations.

Il n'y a pas parité dans les existences, il est impossible qu'il y ait équité dans les jugements. Mais, à part ces observations, le reproche présenté repose-t-il sur une base solide ? Les membres de la Compagnie ne le pensent pas. A tout prendre, ils sont évidemment les plus intéressés au procès. Ils immolent leur volonté particulière à la volonté générale, leur passion à la loi, l'intérêt d'un seul à l'intérêt de tous. Ce sacrifice est volontaire ; ils le font à chaque heure, parce qu'il leur plairait de le consommer à chaque minute. Ils obéissent, parce qu'ils se jugent trop faibles pour se diriger eux-mêmes et pour commander aux autres. Cet acte de soumission n'a donc rien de contraire à la volonté ou à l'indépendance.

« Jamais l'oppression, dit Raynal ¹, n'est dans une soumission volontaire des esprits, ni dans la pente et le vœu des cœurs en qui la persuasion opère et précède l'inclination, qui ne font que ce qu'ils aiment à faire et n'aiment que ce qu'ils font. C'est là ce doux empire de l'opinion, le seul peut-être qui soit permis à des hommes d'exercer sur des hommes, parce qu'il rend heureux ceux qui s'y abandonnent. »

Mais lorsqu'un esprit calme met en parallèle les prescriptions léguées par Ignace à ses disciples et les règles auxquelles sont soumises les armées de terre et de mer dans les états européens, que devient cet esclavage dont on fait tant de bruit ? Dans les armées, la subordination est le premier des devoirs ; depuis l'officier-général jusqu'au simple soldat, tous obéissent sans réflexion au premier signal. Dans la Société de Jésus, il n'en est pas ainsi. L'obéissance s'offre sous une forme moins absolue, et, dans la lettre où il exalte cette vertu, Loyola s'explique ainsi : « Cependant, s'il vous arrive d'avoir un avis différent de celui des supérieurs, et si, après avoir consulté humblement le Seigneur, vous jugez devoir le leur exposer, il ne vous est point défendu de leur faire là-dessus vos remontrances. »

Le Jésuite peut donc raisonner son obéissance ; le soldat, l'officier lui-même n'a pas ce pouvoir, et c'est un bien.

Si maintenant la Société ou le Général, qui parle, qui agit toujours en son nom et de la manière la plus paternelle, car avant tout il est père, croit utile à la Compagnie et à l'un de ses membres de placer ou de déplacer ce même membre, de l'investir de telle autorité ou de lui confier une mission quelconque : est-ce à ce membre ou à la Société qu'il appartient de savoir ce qui sera plus opportun à la Compagnie ou plus agréable à Dieu ? Les Coadjuteurs temporels et spirituels, l'Ecolier et le Profès ont reconnu par leurs vœux, ils reconnaissent chaque jour par leur soumission le bienfait de l'obéissance presque aveugle. Ils sont heureux ainsi, ils n'ont pas à en demander davantage.

Mais cette servitude morale doit, dit-on, étouffer la pensée, arrêter l'essor du génie et écarter de leur voie naturelle beaucoup de talents naissants.

Les Jésuites ont toujours vécu sur une réputation qui donne un démenti complet à cette assertion. Personne, pas même leurs adversaires les plus décidés, ne leur a refusé la connaissance des hommes et l'art de les appliquer à l'œuvre qui s'accordait le mieux à leur caractère ou à la nature de leur esprit.

Pour que l'objection ne soit pas sans valeur, il faut supposer que la Société cherche à se nuire à elle-même ou que tout à coup elle se sent privée de cet instinct qui, depuis trois cents ans, lui a fait placer ses membres dans la position la plus favorable au développement de leurs qualités particulières. Tant que la preuve de cette absence de tact ne sera pas fournie surabondamment et au delà, il sera bien avéré que le Général est dans la meilleure situation pour savoir tirer parti de ceux qui se confient à sa garde.

Une quatrième objection naît de la texture des constitutions. On s'est demandé mille fois : Pourquoi ces mêmes constitutions ont-elles l'air de simples extraits de quelque recueil authentique qui est caché aux regards profanes ? Quels sont les articles substantiels fondamentaux et non exposés aux variations des temps et des lieux ? Qui a le droit de changer ou de modifier ces Constitutions ?

Ces demandes faites, tantôt avec passion, tantôt avec le désir de s'instruire, ne laissent pas que d'offrir de graves difficultés. Elles ne sont pas chimériques, bien au contraire, elles reposent sur des jugements fondés ; elles méritent donc un examen approfondi.

Les Constitutions de Loyola sont telles qu'il les a laissées à sa mort. Nous les avons nous-même comparées sur le texte espagnol, à la maison mère, au *Gesu* de Rome. Elles ont été composées à différents intervalles et adressées en manuscrit aux premiers membres de la Com-

(1) *Histoire philosophique et politique*, livre VIII, chap. XIV (édit. 1795).

pagnie pour les approuver et les promulguer. Quelques-unes, il est vrai, semblent à l'œil inattentif se détacher des autres par la rédaction ; mais, à la réflexion, elles s'encadrent toutes dans une pensée identique. Ignace n'a donné que cette législation, et elle est en vigueur dans tout l'Ordre. Quant aux prescriptions cachées, aux monitions secrètes qui devraient, selon les ennemis des Jésuites, régler leur for intérieur ou leur apprendre les moyens de gouverner la terre, il n'en a jamais été question dans la Compagnie. La Compagnie ne les a connues qu'avec tout le monde, lorsqu'elles furent inventées et jetées à la malignité publique.

L'histoire du Vieux de la Montagne ne lui est pas applicable ; car elle serait, depuis sa fondation, en flagrant délit avec les lois ecclésiastiques. Cette accusation n'est donc qu'un mot avec lequel on occupe les désœuvrés, et dont l'impossibilité même devait faire la force auprès de la crédulité humaine. Il n'y a rien de mystérieux dans l'Ordre de Jésus, parce qu'il n'y a rien de coupable. Incriminer sans preuves et sur des soupçons dont le vague est insaisissable, c'est se condamner à l'erreur volontaire.

Les articles substantiels, fondamentaux, non exposés aux variations des temps et des lieux, sont, il est vrai, épars dans les Constitutions ; mais on les trouve réunis dans la bulle de Paul III qui institue l'Ordre, et dans celle de Jules III qui le confirme, le 24 juillet 1550.

Tout ce que ces deux bulles contiennent sur les Constitutions, sur les moyens, le gouvernement et la fin de l'Ordre, est substantiel, fondamental, n'a jamais été exposé à une modification quelconque. Les autres Constitutions, qui ne touchent pas à ces points substantiels, peuvent être modifiées selon les temps, mais avec la plus excessive prudence. Une Congrégation seule a ce droit, le Général n'ayant que celui de faire des règles.

Une cinquième objection, beaucoup moins sérieuse que les précédentes, est celle-ci : Les Jésuites s'espionnent les uns les autres. Cette objection est fondée sur le texte suivant :

« Le postulant sera interrogé si, pour son plus grand avancement spirituel et surtout pour sa plus grande soumission et son humiliation propre, il sera content que toutes ses fautes, ses défauts et tout ce qui aura été remarqué en lui soient manifestés aux supérieurs par quiconque en aura eu connaissance hors de la confession ;

» De plus, s'il prendra en bonne part d'être corrigé par les autres et d'aider à leur correction, et s'ils sont prêts à se faire connaître mutuellement avec la charité requise pour leur plus grand profit spirituel, surtout si le supérieur qui les dirige le leur ordonne ou les interroge sur ce point, à la plus grande gloire de Dieu. »

Parlant de ce texte renfermé dans l'*Examen*,

mais, ainsi que l'*Examen* lui-même, faisant partie des Constitutions, les adversaires de la Compagnie ont tourné, retourné en tout sens ce passage. Avec lui ils espèrent démontrer que la délation est recommandée, mise en pratique et devenue obligation de conscience dans la Compagnie.

C'est, disent-ils, le plus vaste système d'inquisition qui ait pu être inventé ; c'est le principe actif du régime intérieur de la Société. En vain nous affirmeront-ils que cet usage des délations secrètes a été recommandé et loué dans la plupart des Ordres religieux. En vain citeront-ils la règle des Dominicains, le sentiment de saint Bonaventure et celui de saint Thomas dans ses Questions quodlibétaires ; nous ne prendrons pas le change. Nous reconnaissons, ajoutent les mêmes adversaires, et nous n'avons garde de blâmer la manifestation de l'intérieur que les maîtres de la vie spirituelle ont recommandée si vivement. Il est utile à un religieux de révéler à son supérieur ses penchants, ses imperfections, les tentations qu'il éprouve, enfin tout ce qui peut le retarder dans les voies de la perfection.

En est-il ainsi de ces délations clandestines prescrites d'une manière si impérieuse, délations qui accueillent le postulant à son entrée dans la Société, qui le suivent dans toute sa vie et jusqu'au tombeau ? Est-ce à des fautes réelles qu'on en veut, ou plutôt aux vices de caractère, aux imperfections d'humeur et de tempérament ? L'observation perpétuelle dont ils ont reçu le précepte ne les porte-t-elle point à la trahison ? N'est-ce pas vouloir, par un art funeste, corrompre le cœur, avilir les sentiments, former à la dissimulation, éteindre la charité chrétienne et substituer l'hypocrisie à la vertu ? Introduire de pareilles maximes dans une Société religieuse, c'est faciliter au Général la connaissance intime de chacun de ses membres, et par cette connaissance lui laisser la faculté de les manier à son gré et de les employer suivant ses vues. Un gouvernement fondé sur des précautions aussi despotiques devient une inquisition toujours agissante. Sous les apparences d'une plus grande perfection évangélique, il contient un plan d'asservissement et de terreur par lequel le despote, c'est-à-dire le Général, s'attache d'une manière plus forte les instruments aveugles de sa volonté.

A cette objection, les défenseurs de Jésuites, les Jésuites eux-mêmes, font cette réponse :

Pour accuser un corps, ce n'est pas la première fois que l'on fait l'éloge d'un autre corps et que l'on admire chez les uns le même précepte contre lequel on s'élève avec sévérité chez les autres. La manifestation des défauts d'autrui fait partie de presque toutes les règles des Ordres religieux. Au chapitre 43 des Constitutions des Frères Prêcheurs, Saint Dominique s'exprime ainsi :

« Chacun doit rapporter au supérieur ce qu'il aura vu, de peur que les vices ne lui soient cachés. »

Les Frères Mineurs étaient soumis à cette même règle. Au chapitre 7 des Constitutions de ces religieux on lit :

« Qu'aucun de nous ne professe ou ne croie qu'on n'est pas obligé de dénoncer les fautes de ses frères au supérieur, qui doit y apporter remède ; car, d'après le sentiment de saint Bonaventure, les maîtres de l'Ordre et de tout le chapitre général, il est décidé qu'une pareille opinion est pestilentielle et destructive de l'Ordre et d'une discipline régulière. »

Il ne s'agit pas ici d'équivoquer sur les mots, de torturer leur sens et de dire qu'il y a plus ou moins dans la pensée ou dans l'expression des fondateurs. Les textes sont formels, traduits littéralement, et il faut avouer qu'ils ont au moins entre eux un grand air de ressemblance. Pourtant les adversaires de la Compagnie respectent le principe et les effets de cette prétendue manifestation de l'intérieur chez les Frères Mineurs et chez les Dominicains ; ils combattent à outrance chez les Jésuites le même principe et les mêmes effets.

A cela il y a une raison bien simple : les Frères Mineurs et les Dominicains ne portaient alors ombrage à personne. Ils n'avaient que des ennemis tièdes et plus de jaloux ; ils n'excitaient point l'envie. On les laissa dans leur couvent de France, d'Italie et d'Allemagne se dénoncer tout à leur aise pour leur perfection. On ne connut même leur doctrine délatrice que lorsque les Jésuites, attaqués sur ce point, apportèrent pour leur justification les textes de saint Bonaventure et de saint Dominique. On pesa chaque mot, on interrogea chaque syllabe, on étudia chaque virgule. De cette comparaison durent nécessairement ressortir l'innocence des Frères Mineurs ou Prêcheurs, et la culpabilité des Jésuites.

Cependant une semblable injustice devrait avoir un terme. Rapprochés l'un de l'autre, mis en regard, les trois textes sont identiques. Celui de Loyola développe un peu plus la pensée, appuie davantage sur le bien spirituel que les Postulants et les Profès retireront d'une coutume aussi répandue ; mais il ne lui donne pas une plus forte extension, il n'en fait pas un acte plus comminatoire.

Il va plus loin, il entoure cette règle de précautions multipliées. Il veut d'abord qu'on demande à tout novice s'il y souscrit ; il ne s'attache qu'à rechercher le bien du particulier et l'édification des autres. Il astreint le supérieur à qui est faite la dénonciation à examiner scrupuleusement les circonstances et l'auteur de cette dénonciation, à n'employer pour ramener le délinquant que des moyens paternels, que la persuasion et une vigilance plus particulière. Les châtimens corporels, la captivité, le jeûne

et les macérations n'entrent sous aucune forme dans son code. Loyola gouverne par l'intelligence, et non par l'intimidation.

Ce premier point débattu, qu'arriverait-il si, prenant la question telle que les hommes la présentent, avec la honte toujours attachée au délateur ou à celui qui provoque à la délation, nous prouvions que ce système tant blâmé chez les Jésuites est chose reçue et permise dans le monde ?

Dans les sociétés secrètes, et ce n'est pas là qu'ils cherchent leur justification, chez les Francs-Maçons surtout, fort amis de la liberté, et adversaires très-prononcés de l'Institut de Jésus, l'espionnage a force de loi. Par l'espionnage, les tribunaux véhémiques du moyen âge faisaient juridiquement assassiner ; par l'espionnage encore, les Francs-Maçons se sont longtemps donné une puissance qui aujourd'hui ne fait plus même illusion. Les Sociétés secrètes sont mortes depuis que tout le monde conspire à visage découvert ; mais l'espionnage est resté dans les statuts de la Franc-Maçonnerie, il passe même dans les mœurs politiques.

Que sont en effet la tribune et la presse, ces deux grandes voix qui retentissent si loin ?

A la tribune, un membre d'une assemblée délibérante a le droit de dénoncer les fraudes, les actes de lâcheté, les concussion, les violations de loi que les fonctionnaires publics de tous les rangs peuvent autoriser ou commettre.

Le ministre, de son côté, accuse le député d'ambition et de conspiration.

Pour que les choses parviennent à ce point, que de peines, que de dégradations n'a-t-il pas fallu subir ! A quel ignoble métier les uns et les autres ont-ils été obligés de se résigner !

Ici on aura séduit à prix d'argent la fidélité d'un commis, dérobé le secret des lettres, fripponné du regard, épié les démarches, interrogé le geste, et souvent dressé un acte d'accusation sur des indices trompeurs ou sur des révélations dont la source était immorale.

Là on n'agira pas avec autant de mystère ; on violera tout simplement le domicile du député ou du citoyen. On portera un œil investigateur dans les papiers de la famille, dans les relations de l'individu ; on saisira même à la poste les lettres confiées, sur la foi des traités, à la discrétion publique. Ces lettres, devenues la propriété de ses ennemis, déposeront contre lui en justice, et, dans notre ère de liberté, personne ne flétrit un pareil système.

On vous l'applique aujourd'hui ; mais vous pourrez l'appliquer demain. Cette espérance ferme la bouche sur des principes beaucoup plus étranges que ceux de la *manifestation de l'intérieur* ; principes que, malgré l'exemple de Loyola, on se garde bien de soumettre à l'approbation de ceux qui sont destinés à vivre sous un tel régime.

Dans tous les pays libres, c'est-à-dire constitutionnels, en France, en Angleterre, en Espagne, en Belgique et aux États-Unis, cela se présente aussi bien dans l'opposition parlée que dans l'opposition écrite et dans la presse gouvernementale. Pourtant cela ne se fait qu'au nom d'un parti, que dans la satisfaction d'une haine ou d'une vulgaire ambition. Ce sont des individus qui s'attachent sans aucune solidarité aux actes d'un autre individu dont les fautes, les erreurs ou les crimes ne sont imputables qu'à lui seul, dont lui seul est responsable. Chez les Jésuites, au contraire, en dehors de la perfection chrétienne, il y a un intérêt permanent, un intérêt de corps ; car le reproche que peut encourir un membre isolé est un reproche, une accusation contre toute la Compagnie.

Ce qu'il y a d'odieux dans l'espionnage, c'est le mystère dont il s'entoure. Dès qu'il n'est protégé par le secret, il reste une protection pour tous et une garantie que chaque frère donne librement aux autres. Il s'ensuit donc que ce qui se pratique dans le monde peut très-bien et à plus forte raison être employé dans le cloître pour la sanctification de celui qui accepte de plein gré une pareille loi.

Dans son *Histoire de la Papauté*, le docteur Léopold Ranke, quoique Protestant, ne se montre pas aussi susceptible ou aussi injuste que beaucoup de Catholiques. Il dit ¹ : « Ce qui caractérise évidemment l'institution des Jésuites, c'est que, d'un côté, non-seulement elle favorise le développement individuel, mais elle l'impose ; et, de l'autre, elle s'en empare et se l'identifie. Voilà pourquoi tous les rapports entre les membres sont une soumission et une surveillance réciproques. Et cependant ils forment une unité intimement concentrée, une unité parfaite, pleine de nerf et d'énergie. Voilà pourquoi cette Congrégation a donné tant de force au pouvoir monarchique ; elle lui est entièrement soumise, à moins qu'il n'abdique lui-même ses principes. »

Une sixième objection est particulière à la France. Elle consiste à demander pourquoi, sur les vingt Généraux qui ont gouverné la Société de Jésus, il ne s'est pas rencontré un Français. Les uns font de cette exclusion une injure ; les autres, sur cette exclusion même, bâtissent des arguments dont il nous paraît utile de citer les plus concluants.

La Compagnie, disent-ils, étant établie sur des lois toujours en opposition avec celles du royaume, il paraissait impossible de confier le gouvernement de la Société à un Français, qui aurait pu, en certaines circonstances, ne pas perdre complètement de vue le souvenir de son pays. Il y a toujours au fond du cœur des Français un levain d'indépendance, un germe de

liberté, qui ne pouvait s'accorder d'un côté avec l'omnipotence du Souverain Pontife, de l'autre avec celle que les Constitutions attribuent au Général. L'un est à Rome, selon les Italiens eux-mêmes, le Pape blanc : l'autre, le Pape noir. Ils exercent tous deux une active, une réelle influence sur la Compagnie. Par la Compagnie, cette influence s'étend sur toutes les nations.

Or serait-il trop téméraire de dire que les considérations précédentes, jointes à celles que le caractère national a dû suggérer à des esprits italiens, aient puissamment réagi contre lui quand la mort ouvrait l'urne du scrutin pour la nomination d'un général ? A tort ou à raison, on accuse les Français d'instabilité dans les desirs, de légèreté dans les actes les plus sérieux, et d'un besoin de changement que leur impétuosité naturelle rend aussi dangereux à l'ordre politique qu'à une société religieuse.

Les Italiens, au contraire, les Romains surtout, sont graves, mais de cette gravité qui a plutôt son centre sur le visage que dans l'esprit. Ils se croient réfléchis parce qu'ils sont lents ; ils s'estiment habiles parce qu'ils n'ont foi que dans leur intérêt.

L'élection se fait à Rome, sous l'inspiration du Pape, par une majorité de Religieux nés en Italie, en Espagne, en Allemagne et dans les Pays-Bas, nations auxquelles il importe peu de reconnaître la suprématie du Souverain Pontife. Cette élection a donc dû, elle doit donc toujours être faite à l'exclusion des Français.

La Compagnie de Jésus, répliquent ses apologistes et ses membres, n'est instituée ni au détriment d'un peuple ni à l'avantage d'un autre en particulier. Par l'ensemble même de ses Constitutions, elle s'adresse au bien-être, elle embrasse la félicité de tous. Elle n'est donc pas plus contraire aux lois du royaume de France que favorable à celles des autres peuples. Ignace appelait dans son Ordre des prêtres de tous les pays. N'eût-il pas été au moins étrange de voir ce profond politique exclure par le fait même les auxiliaires dont sa sagesse devait lui faire apprécier l'indispensable concours ? Quand il fonda la Compagnie de Jésus, la France était déjà à la tête de la civilisation ; ses rois et ses Universités accordaient de la meilleure grâce possible le champ le plus vaste au développement des lumières et des arts. François I^{er} régnait : n'est-ce pas tout dire ?

Il y aurait donc injustice à prétendre que les Constitutions de la Société sont contraires à nos lois anciennes, et qu'elles ont été rédigées en ce sens. C'eût été se fermer volontairement la porte du plus beau, du plus riche royaume. Ignace n'en était pas là, et il faut bien convenir que les continuateurs de son œuvre se montrèrent aussi sages que le fondateur.

Le caractère français, ainsi que celui de toutes les autres nations, peut avoir ses défauts. Ces

(1) *Histoire de la Papauté*, par Léopold Ranke, professeur à l'Université de Berlin, t. 1, p. 301.

défauts, qui sont des qualités lorsqu'on sait en tirer parti, ne furent jamais placés dans le jour et dans la balance que l'objection fait pressentir. Le Saint-Siège et la Compagnie de Jésus ont toujours vécu en parfaite intelligence, à quelques difficultés près, difficultés qui auront leur place dans l'histoire; mais cette bonne harmonie que l'on constate, est-ce que par hasard l'épiscopat et le clergé gallican ont jamais songé à la troubler? N'est-ce pas en France que l'Eglise a toujours trouvé la vénération la plus éclairée, les plus courageux défenseurs de ses justes droits et les plus dévoués de ses enfants? Le contrat tacite d'exclusion passé entre Rome et les Jésuites au préjudice des Français n'a donc pas existé.

Mais alors objecte-t-on, pourquoi n'y a-t-il jamais eu de général de cette nation, qui a fourni à l'Institut des membres si distingués et dont il a tiré tant de gloire?

A cet exposé de l'objection, les amis de la Compagnie répondent : Elle eut pour père un Espagnol. L'Université avait nourri du lait de sa science Loyola, Xavier, Laynès, Lefèvre, Salmeron, Lejay, Codure, Brouet, Rodriguez, Bobadilla, et presque tous ceux qui s'enrôlèrent les premiers sous la bannière de Jésus. Bientôt l'Université devint jalouse. La mère se fit marâtre, mais une marâtre qui, pour ne pas admettre l'Ordre religieux dans son sein, épuisa toutes les chicanes, et souleva tous les obstacles. Ces dissensions dont l'honneur du gallicanisme était le but apparent, dont le véritable mobile prenait la source dans un ordre d'idées beaucoup moins élevé, ces dissensions retardèrent les progrès de la Compagnie en ce royaume. Elle n'eut d'abord que quelques collèges, peu de maisons. Encore ces collèges et ces maisons se voyaient-ils incessamment en guerre avec la Sorbonne, avec les universités et avec les parlements, qui, tantôt dominés par leur équité naturelle, tantôt poussés par d'envieuses colères, ne purent jamais parvenir à se faire sur les Jésuites une législation stable.

Cette instabilité, que constatent mille arrêts contradictoires, nuisait au développement de la Société de Jésus. Elle la privait dans les congrégations générales, où le chef est élu, des voix dont la France aurait pu disposer; car c'est le nombre des Provinces qui fixe le nombre des électeurs.

Quand l'Ordre ne fut plus exposé aux tempêtes scolastiques et judiciaires qui avaient agité son berceau, il s'était tellement propagé dans les Etats catholiques que la majorité ne put jamais appartenir à la France. Cependant, sans vouloir entrer dans le fond du caractère des différents peuples et faire ici la part du plus ou moins de gravité des uns et des autres, il est juste de dire que, plus d'une fois, les Italiens eux-mêmes ne se montrèrent pas éloignés d'être gouvernés par un Français.

Ainsi, en 1548, du temps même de Loyola, le père André Frusis, né à Chartres, était appelé aux fonctions de secrétaire général de l'Ordre.

Le premier provincial d'Italie était Pasquier-Brouet, en 1552; et le premier recteur du Collège Romain, Jean Pelletier.

En 1580, le père Olivier Manare, docteur de l'Université de Paris, était élu vicaire général par les profès de Rome pendant la vacance du Généralat, que la mort d'Everard Mercurian venait d'ouvrir. Il se voyait même au scrutin d'élection en ballottage avec le père Claude Aquaviva, qui fut nommé.

En 1619, le Général Vincent Caraffa mourant nommait pour vicaire général le père Florent de Montmorency.

En 1706, Guillaume Daubenton recueillait des suffrages en opposition à Michel-Ange Tamburini.

De nos jours, en 1829, le père Rosaven, né à Quimper en Bretagne, s'est vu porté au Généralat en concurrence avec le père Jean Roothaan, Général actuel.

Il n'existe donc pas d'exclusion de parti pris contre les Français; à toutes les époques ils ont rempli les charges les plus élevées de la Compagnie, et ils ont conservé la prépondérance due à d'éminents services.

Une septième objection se fait souvent. Pourquoi, se demande-t-on, le Jésuite en particulier est-il toujours un homme aimable, instruit et compatissant aux faiblesses du monde? pourquoi en corps apparaît-il comme un objet d'effroi? Individuellement il a des vertus, des talents que chacun se plaît à reconnaître; en masse, ses vertus, ses talents mal appliqués, placés dans un faux jour, ne tendent plus qu'à troubler le monde. Il y a donc au fond de l'Institut un vice caché, une espèce de poison qui corrompt les meilleures natures.

La Compagnie de Jésus et ses amis lèvent ainsi cette difficulté :

La plupart des hommes ne connaissent que par oui-dire la base et les règles de l'Institut. Ils acceptent sans réflexion, sans méchanceté même, ce que ses adversaires en ont dit; ils y ajoutent fol, car, leur a-t-on répété sous toutes les formes, les accusations sont de notoriété publique. L'Ordre créé par Ignace a voulu dominer l'univers, il a régné par l'hypocrisie, il espère reconquérir sa puissance par l'intrigue.

Pour croire à une inculpation lancée contre des prêtres, et surtout contre des Jésuites, les gens les moins prévenus n'ont guère besoin de preuves. L'assurance avec laquelle ces preuves sont offertes, sans jamais être fournies, met la crédulité en sûreté de conscience. L'on juge l'Ordre sur le tableau d'imagination qu'il a plu à quelques-uns d'en tracer. Ce jugement, c'est la goutte d'huile qui s'étend. Lorsqu'après l'avoir formulé, on se trouve en contact avec un Jé-

suite, il faut bien s'avouer qu'ils ne sont pas tous des hypocrites et des intrigants. Alors on tourne la difficulté en faisant de ce Jésuite une exception. Il est trop estimable, dit-on, pour que ses chefs lui aient confié le secret de l'Ordre. La même expérience se renouvelle ainsi et partout du Général jusqu'aux derniers coadjuteurs temporels.

Ils ont tous, au moins dans une famille, des cœurs qui apprécient leurs qualités personnelles, qui rendent justice à leur mérite; et cependant ces vertus, qui, prises isolément, sont encore des vertus au jugement du monde, ne doivent produire, mises en commun, que des erreurs ou des crimes.

Mais s'il en était ainsi, ce serait la condamnation de tout esprit d'association, et il ne faudrait plus songer à le propager, ni dans le Catholicisme, ni dans les affaires publiques ou commerciales.

En effet, selon l'opinion de chaque famille ou de chaque individu ayant des rapports avec un Jésuite, ce Jésuite est un prêtre prudent, un homme aimable. Il rentre dans son Ordre, il discute avec ses frères les intérêts de la morale; il apprend par la pratique de l'obéissance, la conduite des âmes; il prie, il enseigne, il se prépare dans le secret de l'étude à devenir un orateur chrétien, un missionnaire ou un savant. De cette aggrégation où il n'existe rien de plus, rien de moins, on tire la conséquence que, bon en particulier, le Jésuite se fait méchant ou corrupteur par esprit de corps.

La contradiction est flagrante; mais personne ne peut la révoquer en doute. C'est un préjugé mis en circulation, et que la raison elle-même n'a pu encore détruire. On se voit contraint de rendre justice au bien individuel que l'on connaît, dont on éprouve les effets; mais comme il faut que les passions mauvaises aient leur cours, du bien individuel on conclut au mal général que l'on ignore. On se révèle équitable par injustice, et, après s'être ainsi arrangé une double conscience, on laisse au temps le soin de vider le procès intenté.

Mais, continuent les adversaires de la Compagnie, pourquoi avoir adopté comme nom usuel et populaire une dénomination aussi magnifique? Jésuite, cela signifie compagnon associé de Jésus: et n'y a-t-il pas un orgueil trop haut placé dans cette appellation! Les Ordres religieux prennent modestement le nom de leur fondateur. Les enfants de saint François d'Assise sont Franciscains; ceux de saint Dominique, Dominicains; ceux de saint Benoît, Bénédictins; les disciples de saint François de Paul s'appellent Minimes; ceux de saint Philippe de Néri se nomment les Pères de l'Oratoire; voilà tout.

A aucune de ces religions il n'est venu en pensée de se donner le titre et d'usurper l'association au moins tacite du Christ. Aucune n'a pris

pour devise le monogramme ambitieux de IHS¹, Jésus sauveur des hommes, par les Jésuites sans doute. Les anciennes religions étaient humbles, même dans le nom qu'elles prenaient; pourquoi les ci-devant soi-disant Jésuites, ainsi que les traitent les Parlements et les Universités, n'ont-ils pas accepté cet exemple?

La Compagnie et ses défenseurs répliquent que c'est le peuple qui, dans son besoin de tout abrégé et de tout traduire à sa guise, a commencé à les appeler de cette manière. Quelques-uns prétendent que les Hérétiques furent les premiers à désigner ainsi par mépris les disciples de Loyola. Dans une édition de son *Institution de la religion chrétienne*, imprimée à Genève, en 1560, sous ses yeux mêmes², Calvin les met sur la même ligne que les Anabaptistes et telle racaille. « Je parle, dit-il, de plusieurs Anabaptistes et principalement de ceux qui appètent être dits spirituels et telle racaille, comme sont les *Jésuites* et autres sectes. » Ce passage de Calvin est, avec les registres du Parlement de Paris en 1552, une des premières traces écrites de la dénomination donnée aux membres de la Compagnie. On en rencontre mille autres dans les lettres ou dans la polémique des Protestants, mais aucune, soit dans les bulles des Souverains Pontifes concernant la Société, soit dans ses Constitutions ou dans ses écrits. Il n'y a pas vestige de ce nom ailleurs que chez leurs ennemis. Ce nom ne venant pas d'eux, ils ne l'employaient jamais ni en public ni dans leurs relations privées. On le leur a imposé, ils ont laissé faire; mais qu'on parcoure leurs ouvrages, leurs lettres, leurs catalogues depuis leur fondation jusqu'en 1600, on verra partout la même formule, partout la même réponse: Ils sont de la Compagnie de Jésus.

Ce qui corrobore ces preuves sans réplique, c'est que l'appellation de Jésuite n'était pas dans les premières années de la Société usitée chez toutes les nations où ils avaient des résidences. En Portugal le peuple les nommait Apôtres; en Espagne ils étaient connus sous le nom de Théatins, d'Ignatiens ou d'Inigistes, mais jamais comme Jésuites. Cette accusation n'est donc pas fondée.

Mais quand ils se seraient ainsi désignés eux-mêmes, quel reproche d'orgueil ou d'innovation pourrait-on en tirer? Deux siècles avant la création de la Société, un Ordre religieux s'était formé sous l'inspiration de saint Jean Colombino; les membres de cet Ordre se nommaient les Jésuates.

Le sens est identique: il n'y a de différence dans les deux termes qu'une voyelle n'ajoutant, ne retranchant rien à la force même de la chose. Dans l'Eglise et dans le monde il ne vint jamais à l'esprit de personne de blâmer les Jésuates de

(1) *Jesus hominum salvator.*

(2) *Institution de la religion chrétienne*, liv. III, chap. III, § II, p. 26. A Genève, chez Crespin.

s'être exclusivement approprié un titre qui honore la généralité des Chrétiens ; de quel droit en faire un crime aux Jésuites ? Pourquoi n'a-t-on jamais reproché à l'Ordre des Trinitaires, établi par un Français, par saint Jean de Matha, le titre orgueilleux qui, au dire des adversaires, doit faire de ces modestes religieux des associés de la Sainte Trinité ? Les Jésuites ont été plus modestes que leurs devanciers, et ce sont les Jésuites qu'on accuse !

L'Eglise gallicane, par la bouche de son plus sublime orateur, a fait pour les siècles justice de cette imputation. Bossuet, dans la péroraison de son troisième sermon sur la Circoncision, s'écriait en s'adressant à l'Ordre des Jésuites :

« Et vous, célèbre Compagnie qui ne portez pas en vain le nom de Jésus, à qui la grâce a inspiré ce grand devoir de conduire les enfants de Dieu dès leur plus bas âge jusqu'à la maturité de l'homme parfait en Jésus-Christ ; à qui Dieu a donné, vers la fin des temps, des docteurs, des apôtres, des évangélistes, afin de faire éclater par tout l'univers et jusque dans les terres les plus inconnues la gloire de l'Evangile ; ne cessez d'y faire servir, selon votre sainte Institution, tous les talents de l'esprit, de l'éloquence, la politesse, la littérature ; et, afin de mieux accomplir un si grand ouvrage, recevez, avec toute cette assemblée, en témoignage d'une éternelle charité, la sainte bénédiction du Père, et du Fils et du Saint-Esprit »¹.

Pourquoi se demande-t-on dans une dernière objection, la Société de Jésus s'entend-elle admirablement avec tous les pouvoirs de quelque nature qu'ils soient ?

Fondée par un homme qui avait au plus haut degré l'instinct despotique, mais qui savait le mettre sous la sauvegarde du ciel, la Compagnie a tout à tour été la protégée, l'amie, la conseillère des Rois légitimes. Cela ne l'a pas empêchée de vivre en très-bonne intelligence avec les usurpateurs ou avec les gouvernements démocratiques.

Dans cette facilité à accepter toutes les révolutions accomplies, — les Jésuites n'en font qu'à leur avantage, — il y a sans doute une profonde abnégation de sentiments personnels ; mais cette abnégation ne cache-t-elle pas un piège ? La Compagnie se persuade qu'elle seule sait élever la jeunesse. Maintenant, que les peuples soient régis par le despotisme d'un seul ou par l'arbitraire légal de plusieurs formant ce qu'on appelle la liberté constitutionnelle, qu'importe à la Compagnie ? Elle entre dans l'intérieur d'un royaume par l'enfance, elle s'y maintient par les jeunes gens qu'elle a façonnés ; comme elle

sait être patiente, parce qu'elle croit à sa durée, elle se trouve à la troisième génération maîtresse de tous les esprits. Le but est évident ; mais les moyens sont-ils aussi licites ? Nous ne le pensons pas, ajoutent les adversaires.

Les Jésuites ont beaucoup trop mis la main dans les affaires publiques pour n'avoir pas à eux une opinion ou une conscience politique. Comment se fait-il donc qu'ils s'offrent à servir tous les partis, et qu'ils soient aussi aptes pour former des Espagnols du temps de Philippe II que des hommes du dix-neuvième siècle ?

Comment peuvent-ils concilier avec leurs doctrines passées les théories modernes ? Comment faire concorder la liberté de la pensée et de l'expression avec le mutisme si recommandé dans les Constitutions d'Ignace, et qui, après avoir servi de règle au novice, doit s'asseoir dans la chaire de ce même novice, professeur ou prédicateur ? Une transformation aussi radicale nous paraît impossible. Il s'ensuit donc que, si les Jésuites ont eu jadis leur bon côté, que s'ils ont été utiles, nécessaires peut-être, leur temps est à tout jamais passé ; car les siècles sont comme les fleuves, ils ne remontent pas vers leur source.

Nous ne discutons plus ici les services que la Société a pu rendre au monde et à la Religion. Ces services ont été payés par les richesses et par l'ascendant dont elle a joui. Les Souverains Pontifes, les Rois et les magistrats ont cru devoir, en commun accord, éteindre un Ordre dangereux par sa puissance même : ils l'ont fait ; les générations actuelles se portent solidaires pour ce grand acte.

Les Jésuites sont morts ; ils ne comprennent plus rien, ils ne peuvent plus rien comprendre à nos lois, à nos besoins nouveaux. Leurs Constitutions ne sont modifiables dans aucun de leurs points substantiels. Or, ces points mêmes se dressent en hostilité flagrante avec nos principes, avec nos préjugés peut-être. Le monde marche vers une nouvelle ère ; pourquoi les Jésuites, chargés des haines qu'ils ont amassées sur leur nom, viendraient-ils galvaniser un vieux cadavre ? Leur Général Ricci disait au Pape Clément XIV : « *Sint ut sunt aut non sint*, Qu'ils soient comme ils sont ou qu'ils ne soient pas. » Nous avons prouvé qu'ils ne peuvent plus être ce qu'ils ont été, il faut donc qu'ils se résignent à n'être plus.

Cette objection, répondent les défenseurs de la Compagnie de Jésus, est spécieuse ; elle pénètre dans la conscience de l'homme ; elle violerait même ce que chacun a de plus sacré sur la terre, sa liberté intime ; mais, après ces considérations préliminaires, nous ne craignons pas de l'attaquer de front.

Et d'abord nous ferons observer que sa première partie est en flagrante contradiction avec la seconde : en effet, on accorde pendant deux

(1) Œuvres de Bossuet, t. IV, p. 459, édit. de 1772. Dans cette édition on trouve, au mot *célèbre*, la note suivante ajoutée par l'abbé Bossuet, neveu de l'évêque de Meaux :

« L'auteur avait d'abord mis *sainte et savante*, qu'il a effacé pour y substituer de sa main *célèbre*. »

siècles aux Jésuites un esprit de conduite assez bien dirigé pour planer au-dessus de tous les orages ; on les montre, durant ces époques si diverses, favoris ou conseillers de rois et de gouvernements qui n'ont aucun point de contact entre eux. Sous ces régimes si variés, l'Institut marche à travers les écueils de la politique sans se voir exposé au plus petit naufrage. Tout à coup la scène change avec l'ordre des idées : les Jésuites qui se sont entendus avec Philippe II, Henri IV, Louis XIV, l'impératrice Marie-Thérèse, Catherine de Russie et Frédéric II de Prusse ; les Jésuites, qui vivent dans la meilleure intelligence avec les républiques de l'Amérique et avec les cantons suisses, sont condamnés à ne pouvoir faire bon ménage avec les systèmes constitutionnels.

Si ce désaccord était palpable, ce ne serait pas la Compagnie qu'il faudrait plaindre, mais bien le gouvernement représentatif ; car ou la liberté qu'il prête à usure est un leurre, ou une vérité. Si elle est un leurre, nous comprenons qu'elle exclue des gens dont le tact est si sûr. Si elle est une vérité, qu'a-t-elle à redouter d'un Institut qui a toujours su donner de la force à ce qui était fort par soi-même ?

Quoi ! parce qu'il a plu à quelques Jansénistes, à madame de Pompadour, aux Parlements et à des ministres enivrés d'adulations philosophiques, de se coaliser contre un Ordre célèbre, et qu'un Pape, importuné par des sollicitations de toute espèce, a consenti à priver l'Eglise de ses plus fermes appuis, il faudra que cet Ordre se condamne au silence et au néant. Il ne doit plus exister parce que tous les systèmes, toutes les hiérarchies, tous les pouvoirs, toutes les dynasties qui ont cru le tuer sont morts quelques années après sous les coups d'une révolution que leur vaniteuse incurie avait préparée ? La tempête a englouti tout cela ; l'Ordre des Jésuites a été plus fort que la tempête.

Les arrêts rendus par les Parlements, les décrets promulgués en Espagne et en Portugal, le bref de Clément XIV sont anéantis, les uns par de nouvelles lois plus en harmonie avec les mœurs, l'autre par une bulle d'un successeur de ce Souverain Pontife.

La Révolution Française a fauché les vieux Parlements ; elle a, par un code nouveau, annulé tout ce qu'ils avaient fait ; de leur succession elle n'a pas même dû accepter la haine sous bénéfice d'inventaire. Or, cette révolution a-t-elle été combinée pour amener un autre despotisme ou pour établir le règne uniforme de la loi ? Malgré des exemples contraires, nous pensons qu'elle a désiré être juste.

Les Jésuites, prétend-on, sont incompatibles avec les idées modernes ; ils sont en hostilité flagrante avec les principes et les préjugés du jour.

Qui a dit cela ? qui a prouvé cela ?

Ceux qui tout à l'heure démontraient que les Jésuites savent admirablement s'accommoder de tous les principes d'autorité.

Mais, ajoute-t-on, cela était bon pour le passé, ce ne serait plus la même chose aujourd'hui.

Sur quoi se base une pareille allégation ? c'est ce qu'il est impossible d'apprendre. Les Jésuites ont élevé les Espagnols du temps de Philippe II ; mais ils ont aussi formé les Français du dix-septième siècle et ceux qui, au dix-huitième, marquèrent avec tant d'éclat dans le bien ainsi que dans le mal. Ils leur donnèrent les mœurs et l'éducation en rapport avec les mœurs et les lois de l'époque ; ils n'ont pas songé à en faire des légistes et des hommes de notre temps. C'est une garantie de plus de leur respect pour les gouvernements établis ; ils se montrent sincèrement attachés au pays et au prince qui les reçoivent. C'est leur intérêt d'abord ; pourquoi craignez-vous donc, vous qui vous dites les maîtres de l'avenir, qu'ils ne s'abritent pas sous votre puissance ?

Voltaire lui-même a été plus juste à leur égard. Le 7 février 1746 il écrivait ¹ : « Pendant 7 années que j'ai vécu dans la maison des Jésuites, qu'ai-je vu chez eux ? la vie la plus laborieuse et la plus frugale, toutes les heures partagées entre les soins qu'ils nous donnaient et les exercices de leur profession austère. J'en atteste des milliers d'hommes élevés comme moi ; c'est pourquoi je ne cesse de m'étonner qu'on puisse les accuser d'enseigner une morale corromptrice. »

Bacon, le génie le plus universel de l'Angleterre, Bacon, protestant, mais esprit trop élevé pour ne pas être équitable, écrivait ² : « La partie la plus belle de l'ancienne discipline a été en quelque façon rappelée dans les collèges des Jésuites. Je ne puis voir l'application et le talent de ces maîtres pour cultiver l'esprit et former les mœurs de la jeunesse sans me rappeler le mot d'Agésilas sur Pharnabaze : « Etant ce que vous » êtes, faut-il que vous ne soyez pas des nôtres ! »

Les points substantiels des Constitutions ne sont autres que les maximes de l'Evangile adaptées au but que la Société de Jésus se propose. Ce but c'est la perfection de l'un par l'autre.

Quant aux points accessoires, Loyola exprime, il est vrai, le désir de voir tous ses disciples tendre à l'uniformité, soit pour les choses extérieures, soit pour la manière de penser ; mais il ajoute au premier chapitre de la huitième partie de ses Constitutions : « autant que le permettra la variété des temps, des lieux et des autres circonstances. »

L'Evangile, c'est-à-dire la Religion de Jésus-Christ, subsiste depuis dix-huit cent quarante-quatre ans à côté de quelque forme de gouver-

(1) Œuvres complètes de Voltaire, correspondance, tome 55, édition de 1831.

(2) De dignitate et augmentis scientiarum.

nement que ce soit. Cette religion a vécu sous les monarchies les plus absolues comme avec les républiques les plus favorables au développement des idées démocratiques. Elle a traversé les révolutions en essuyant leurs contre-coups ; mais quand le pouvoir expirait dans la lutte ou donnait lâchement sa démission , elle a continué , sous le nouveau pouvoir , à enseigner , à consoler et à vivifier.

La Compagnie de Jésus renferme dans son sein des frères venus de toutes les parties du monde ; par cela même elle est obligée d'avoir un code de loi qui convienne à l'universalité. Ne peut-elle pas s'adapter aussi bien que l'Eglise et de la même manière que l'Eglise à toutes les variations politiques , elle qui a su si bien se plier à tous les régimes passés ?

Personne jusqu'à ce jour n'a révé d'introduire le système représentatif dans l'armée. Là , l'autorité est sans cesse monarchique , sans cesse absolue ; cependant les républiques anciennes , celles même que nous avons vues à l'œuvre , ont eu des soldats tout aussi bien disciplinés , tout aussi braves que les monarchies. Sous le principe républicain , c'est-à-dire sous un régime où l'existence même du pouvoir peut être mise en cause par la liberté de discussion , l'obéissance militaire , la plus passive de toutes , n'implique pas de contradiction. Qu'est-ce donc qui pourrait empêcher un Ordre religieux , de forme plus ou moins absolue , de vivre paisiblement dans un Etat constitutionnel ? Qui entraverait son ministère tout spirituel , et , de sa nature , étranger aux affaires du monde ?

Il n'y a donc rien d'étonnant , rien de mystérieux dans ces accommodements de conscience , dans ces capitulations de parti qu'on attribue à la Compagnie. Le respect dû au pouvoir séculier dans l'ordre séculier ne change pas de nature , parce que ce pouvoir se trouve réuni dans une personne ou dans plusieurs. C'est toujours l'autorité.

La fameuse parole *Sint ut sunt aut non sint* ne fait point partie des Constitutions de la Société de Jésus. Ses membres ne peuvent ni l'approuver ni la répudier ; ils doutent que le Général Ricci l'ait prononcée : voilà tout. Mais avant d'accepter l'acte de décès qu'il peut convenir à quelques-uns de leur délivrer , les Jésuites veulent voir plus clair au fond des choses ; ils demandent sur quel texte législatif on base une expulsion aussi contraire aux lois de la Religion qu'à celles de la liberté. Cette demande n'obtiendra sans doute pas de réponse catégorique , et on laissera à de haineuses préventions ou à des préjugés surannés la faculté de statuer sur ce que les hommes ont de plus précieux au monde , le droit de prier , d'instruire et de se dévouer pour les autres.

Sans entrer dans le labyrinthe des discussions dont la Compagnie de Jésus fut l'objet , nous avons avec impartialité posé , examiné et résumé

les plus fortes objections faites contre elle. Ces difficultés , que souvent le récit des faits mettra davantage en lumière , ne sont cependant pas encore toutes passées au creuset de la critique ; il reste à jeter un rapide coup d'œil sur les vœux et sur les privilèges de la Société.

Les vœux sont de deux sortes : vœux simples et vœux solennels. Les vœux que l'Ecolier Approuvé prononce après son noviciat ne renferment point une promesse au Général et à l'Institut. Ces vœux sont seulement faits dans la Société ; ils ne rendent pas celui qui s'engage membre de la Compagnie , mais ils l'obligent à y entrer et à prononcer des vœux solennels , si la Compagnie juge à propos de les accepter. En voici la formule .

« Dieu éternel et tout-puissant , moi , tout indigne que je suis de paraître en votre divine présence , cependant confiant en votre amour et en votre miséricorde infinie , et poussé par le désir de vous servir , je fais à votre divine Majesté , en présence de la très-sainte Vierge Marie et de toute la Cour céleste , vœu de pauvreté , de chasteté et d'obéissance perpétuelle en la Compagnie de Jésus.

» Je promets d'entrer dans cette même Compagnie pour y passer ma vie en comprenant tout selon les Constitutions de cette même Société. »

Le Coadjuteur Temporel , l'Ecolier Approuvé , le Coadjuteur Spirituel et le futur Profès se vouent à la pauvreté , à la chasteté et à l'obéissance. Ces vœux sont communs à tous les Instituts réguliers.

On appelle vœux simples les engagements que prennent les Profès relativement à la Compagnie. Ils s'astreignent à ce qu'il ne soit jamais rien entrepris pour modifier la loi de pauvreté ; ils déclarent qu'ils n'aspireront jamais à aucune dignité dans l'Ordre , qu'ils ne feront rien pour y parvenir ; que , hors de la Société , ils ne prétendront à aucune distinction ou charge honorifique , qu'ils n'accepteront aucune nomination qu'autant qu'ils y seront forcés en vertu de l'obéissance ; ils s'engagent en outre à découvrir au Général ou à la Société ceux qu'ils sauraient rechercher des fonctions ou dignités soit au dedans , soit au dehors de la Compagnie ; ils promettent que si le soin d'un diocèse ou d'une église leur était confié , ils ne refuseraient jamais d'écouter les avis que le Général pourrait leur donner par lui-même ou par un délégué ; ils s'engagent à suivre ces conseils s'ils jugent qu'ils soient meilleurs que leur propre sentiment. Le Pape seul peut dispenser de ce vœu.

Les Profès , c'est-à-dire l'élite , les parfaits de l'Institut , et dont la classe se nomme même par excellence la *Société professe* , sont seuls appelés à prononcer des vœux solennels. Ils ne se font pas autrement que ceux des Coadjuteurs ; mais l'intention de celui qui les fait et de celui qui les reçoit est que ces vœux soient solennels :

voilà l'unique différence qu'y mettent les Constitutions. Telle est la formule de ces vœux :

« Je fais profession et promets à Dieu tout-puissant, en présence de la sainte Vierge sa Mère, de toute la Cour céleste et de toutes les personnes présentes, et à vous révérend Père Général qui tenez la place de Dieu, et à vos successeurs, pauvreté perpétuelle, chasteté et obéissance, et, en vertu de cette obéissance, un soin particulier pour instruire les enfants selon la règle de vie contenue dans les lettres apostoliques accordées à la Société de Jésus et dans ses Constitutions.

» Je promets en outre une obéissance spéciale au Pape pour ce qui concerne les missions, ainsi qu'il est contenu dans lesdites lettres apostoliques et dans les Constitutions. »

Les Jésuites, d'après les Constitutions de Loyola, doivent tous chérir la pauvreté comme une mère. Ils s'astreignent à n'avoir aucune espèce de revenus dans les églises des maisons professes. Ils ne reçoivent aucun tribut à l'autel, ils n'en imposent aucun à la piété. Ils n'acceptent jamais de rétribution pour les messes, ils n'ont pas de tronc dans leurs temples. Le fondateur exige qu'ils soient sans cesse prêts à mendier ou à passer d'une contrée à une autre sans demander un viatique pour le voyage.

De sévères précautions sont adoptées par les Constitutions afin de maintenir dans tout son éclat le vœu de chasteté. Elles imposent à tous les sens, ministres habituels de la passion, principalement aux yeux, aux oreilles et à la langue, la retenue et la pudeur. Elles proscrivent toute démarche indécente, tout maintien immodeste, tout jeu indiscret, toute apparence de faiblesse. Afin de couper l'oisiveté jusqu'à ses dernières racines, il faut que les Jésuites aient sans cesse une occupation déterminée. Ils ne peuvent sortir de la maison qu'avec un compagnon assigné par le supérieur. Dans les visites et dans les confessions des femmes, ce compagnon est à portée, non d'entendre ce qui se dit, mais de voir ce qui se passe.

Si toutes ces précautions ne sont pas suffisantes pour protéger la faiblesse de la nature humaine, l'Institut exige que le Postulant ou le Profès atteint ou soupçonné de dépravation soit renvoyé sur-le-champ, de peur qu'un seul membre gangrené n'infecte tout le corps.

Le vœu d'obéissance au Général et aux supérieurs a été discuté.

Par un quatrième, les Profès seuls promettent une obéissance spéciale au Souverain Pontife, pour ce qui concerne les missions, selon la règle de vie contenue dans les lettres apostoliques et dans les Constitutions de la Société de Jésus.

C'est cette promesse qui, en tous les temps, suscita de violentes tempêtes contre l'Ordre. Quelques mots en préciseront le sens, ils en feront comprendre l'étendue.

Loyola avait sous les yeux, lorsqu'il rédigea ses Constitutions, les exemples de révolte et d'insubordination clérical que donnaient une multitude de moines, de prêtres et même d'évêques. Le Saint-Siège voyait se détacher de l'unité un grand nombre de diocèses, des royaumes entiers. Il fallait ramener la Chrétienté à son point de départ, à Rome. Ignace se lia par ce quatrième engagement. Cet engagement, pris à la lettre, ne concerne sans nul doute que les missions, c'est-à-dire la propagation de la foi chez les infidèles ou barbares ; en outre, la prédication de l'Evangile dans les pays européens où la foi sommeillait et où elle courait quelque danger.

Mais, en étudiant à fond la pensée de Loyola, en se pénétrant de l'idée de respect qu'il attachait à la Chaire de saint Pierre, on conçoit que ce vœu, tout restreint qu'il soit, ait pris dans son esprit de plus larges développements. Dans les Déclarations annexées par lui à la cinquième partie de ses Constitutions, le fondateur ne s'en cache pas. « Toute l'intention de ce quatrième vœu, dit-il, fut d'obéir au Souverain Pontife par rapport aux missions, et c'est ainsi que les lettres apostoliques ayant trait à cette obéissance doivent être comprises en tout ce qu'ordonnera le Souverain Pontife et partout où il enverra, etc. »

Ignace a voulu que le Pape eût toujours à sa disposition, dans les cas urgents, un corps d'avant-garde ou une réserve pour répandre la lumière parmi les Gentils et éclairer les nations chez lesquelles l'Hérésie tarissait la source des vocations ecclésiastiques. Ce vœu ne fut pas une vaine formalité. Dès le principe, les fruits qu'il porta le rendirent odieux aux hérétiques. Ils le dénoncèrent sous toutes les phases, et, afin de se convaincre de cette vérité, il n'y a qu'à ouvrir les œuvres des sectaires du seizième siècle.

Lermœus avoue que, « non contents d'attaquer les ministres du culte réformé, les Jésuites infectent la jeunesse d'Allemagne et de France. Ils sont si habiles, ajoute-t-il, à l'affectionner au Siège Romain, qu'il serait plus facile de faire perdre sa couleur à la laine teinte en pourpre que d'arracher à cette jeunesse la fleur de doctrine papiste dont ils la pénètrent. » Lithus Misenus les nomme les « Atlas de la Papauté ; » Elias Hasenmuller, les « sergents de l'évêque de Rome ; » Eumius, les « Évangélistes du Souverain Pontife combattant pour sa cause avec tant de courage qu'il serait difficile de trouver quelque chose de plus inquiétant. » Charmerius, David et Philippe Paréus, Calvisius et les deux Douza tiennent le même langage.

C'était fortifier, par des accusations qui l'honoraient, l'œuvre de Loyola. Il ne crut pas devoir s'en départir ; mais, comme il savait que Rome n'est point ingrate, il s'efforça de mettre des bornes à la reconnaissance des Papes. Il

condamna ses disciples à ne jamais briguer les honneurs ecclésiastiques. Cette prohibition, faite par le fondateur en termes si explicites, était un bienfait pour la Compagnie d'abord, pour l'Eglise ensuite. Elle conservait à la Société ses membres les plus éloquents ; elle fournissait à l'Eglise des soldats désintéressés. Dans ce temps-là, un désintéressement aussi palpable privait les novateurs de leurs arguments les plus capiteux.

En effet, le cardinal d'Angleterre, Guillaume Allen ¹, dans son *Apologie pour le Séminaire des Anglais*, cite le témoignage de Roscius, qui constate que Tapper, Eschius, Morus, Hosius, Hesselius, Sander et d'autres lumières du Catholicisme ne jouissaient d'aucun crédit auprès des hérétiques. On les soupçonnait, on les accusait de travailler beaucoup plus pour leurs intérêts que pour le triomphe de la vérité. On disait qu'ils défendaient leur foi par le désir de conserver leurs revenus et leurs dignités.

« C'est pourquoi, ajoute le cardinal d'Angleterre, il parut utile au Seigneur de susciter des hommes nouveaux sans fortune, sans siège, sans évêché, sans abbaye, vils aux yeux du monde, ne craignant rien que Dieu, n'espérant rien qu'en Dieu, regardant la mort comme un bienfait ; des hommes qui pouvaient être tués, mais qui ne pouvaient être vaincus. »

Dans la pensée du cardinal, ces hommes étaient les Jésuites.

Leur quatrième vœu, même en étendant ses bornes, était donc un acte plein de prévision ; mais ce vœu, dans les temps ordinaires, ne donne-t-il pas aux Papes une trop grande autorité sur une Compagnie aussi active ? Ne doit-il pas enfanter de tristes dissensions dans les Etats qui, comme la France, limitent le pouvoir du Saint-Siège ?

Le quatrième vœu, répliquent les Jésuites, n'a jamais pu les soustraire aux lois des pays où ils s'établissaient. Ces lois ont toujours été respectées par eux. C'était aussi bien l'intention des Papes que la leur.

Quelques-uns de leurs théologiens ont peut-être soutenu des thèses dans lesquelles la puissance des Souverains Pontifes acquerrait une extension qui blessait les susceptibilités des peuples et l'orgueil des princes. Mais, avant de juger ces théologiens, on doit faire la part du siècle dans lequel ils vécurent et de la fausse position que les docteurs opposés cherchaient à faire au successeur des apôtres.

Ces discussions, du reste, n'infirmrent en rien le principe du vœu. Son texte porte seulement sur les missions ; il n'engage donc l'Ordre que pour les missions. Sortir de là, c'est vouloir substituer l'arbitraire à la loi, et en forcer l'interprétation pour se procurer des arguments auxquels cette même loi n'a jamais songé.

Dans la Compagnie de Jésus, il y a obéissance, soumission, si l'on veut, envers le Vicaire de Jésus-Christ ; il n'existe aucune vassalité. Elle sert l'Eglise sans espoir de récompense terrestre ; elle la sert parce que l'Eglise est le lien des nations ; elle lui est dévouée, non pas pour son bien temporel, mais pour le bien de tous. C'est ainsi que les Profès de l'Ordre comprennent leur quatrième vœu ; c'est ainsi que, dans la Compagnie, il a toujours été interprété.

Vient maintenant la question des privilèges, épineuse et aride question ; car, depuis le Pape Paul III jusqu'à Benoît XIV, elle embrasse quatre-vingt-douze bulles ou lettres apostoliques ; elle repose sur des concessions dont l'origine et le souvenir sont à peu près perdus. Cependant, comme ces privilèges accordés à la Compagnie d'une main si libérale ont, au moins en certaines clauses, excité, à diverses reprises, de bruyantes récriminations, il sera bon de les soumettre tous à une critique impartiale.

Au paragraphe douze de la dixième partie de ses Constitutions, Loyola déclarait :

« Il faudra aussi que l'usage des grâces accordées par le Siège Apostolique soit discret et modéré, ne nous proposant très-sincèrement pour fin que le secours des âmes. »

C'est la seule fois dans ses Constitutions que le fondateur parle des privilèges dont il prévoit que les Papes gratifieront la Société. Il n'en parle que pour recommander la modération. Les disciples se sont-ils toujours conformés à la leçon du maître ?

Leurs ennemis affirment que non ; eux prétendent qu'ils ont été aussi fidèles à observer ce précepte que tous les autres. Le récit des faits montrera de quel côté penche la balance de la Justice.

Par privilèges, l'Eglise entend les lois particulières qu'elle établit pour le maintien de l'état religieux, les grâces dont elle l'a comblé pour le bien spirituel de ses membres, enfin les faveurs que, dans l'ordre civil, les Rois lui ont accordées en reconnaissance de ses services.

Les privilèges religieux se divisent en trois classes.

La première embrasse toutes les grâces ou facultés communes au Clergé, tant séculier que régulier ; la deuxième comprend les privilèges dont jouissent seulement les Ordres monastiques ; à la troisième se rapportent les faveurs pontificales dont chaque Institut a été doté.

Les privilèges de la première classe sont : l'immunité des charges incompatibles avec la dignité et les occupations des religieux ; l'immunité de la juridiction des tribunaux civils ; l'inviolabilité personnelle, et l'immunité locale.

Dans les cultes anciens, chez les peuples d'Egypte et de Chine, en Grèce et à Rome, les prêtres obtenaient certaines prérogatives. Le respect dont ces nations voulaient entourer leurs

(1) Des auteurs français et anglais écrivent Alein.

prêtres. Constantin le recommanda pour le Clergé. L'Etat monastique alors n'était pas organisé. Il ne participa donc point aux faveurs impériales ; mais sous les règnes des empereurs Théodose, Marcien et Zénon, le privilège de l'immunité fut étendu aux moines. Charlemagne l'établit en Occident, et il y subsiste en toute son intégrité.

Dans les Etats réguliers, formés ou réformés depuis la Révolution de 1789, le Clergé s'est toujours vu exempté des charges incompatibles avec ses devoirs ; mais on n'a rien fait en faveur des religieux non élevés aux Saints Ordres. Cependant ne serait-il pas juste que ceux qui renoncent aux biens temporels, aux dignités, aux emplois de la société civile, fussent, par le fait même, délivrés de ses charges onéreuses ?

L'immunité de la juridiction des tribunaux civils a la même origine, suit les mêmes progrès et la même décadence que le premier privilège. En l'accordant, Constantin et ses successeurs non-seulement reconnaissaient la juridiction ecclésiastique, mais ils lui assuraient encore l'appui du bras séculier. Cette exemption, autrefois admise dans tous les Etats, n'est même pas reconnue aujourd'hui dans plusieurs royaumes catholiques. Les motifs de ce changement diffèrent selon les temps, selon les lieux, plus souvent selon les passions.

En Allemagne, par exemple, on croit avoir découvert et prouvé que l'Eglise ne peut exercer ou posséder un pouvoir coercitif et judiciaire. C'est côtoyer de fort près l'hérésie.

Ailleurs, en France principalement, on ne reconnaît plus cette immunité, par le motif plus spécieux que juste que tous les Français sont égaux devant la loi. Cette prétendue égalité n'empêche pas l'armée de terre et de mer d'être soumise à une législation exceptionnelle, ainsi que plusieurs universités d'outre-Rhin.

L'inviolabilité personnelle consiste en une censure d'excommunication contre toute attaque violente et mal fondée à l'égard des personnes consacrées à la Religion. Les Conciles de Reims et de Clermont décrétèrent cette immunité en faveur du clergé séculier. Le deuxième Concile général de Latran l'étendit à l'Eglise universelle, à tous les clercs réguliers et jusqu'aux novices.

L'immunité locale, c'est le droit d'asile concédé d'abord aux temples chrétiens, ensuite aux monastères. Dieu enjoignait à Moïse de bâtir des villes de refuge en faveur des coupables de certains délits. L'Eglise l'a imité dans la loi nouvelle. Les lois civiles avaient reconnu, adopté et confirmé ce droit. La jurisprudence actuelle l'a banni de tous les codes. Sans entrer dans la discussion, nous pensons que c'est un bien. Les Papes, depuis longtemps, s'appliquaient à modifier, à restreindre ce pouvoir. Marchant en cela avec les idées pontificales, l'administration de la justice a reçu une meilleure direction ; elle

a permis de supprimer un droit qui souvent dégénérait en abus.

La seconde classe de privilèges comprend ceux qui ne sont propres qu'aux Ordres religieux seuls. Celui qui a soulevé le plus de réclamations, tant à cause de son usage qu'à raison des préjugés, c'est l'exemption de la juridiction de l'Ordinaire ou des Evêques. L'histoire des anciens couvents et des premières sociétés monastiques est, à proprement parler, l'histoire de chaque royaume de l'Europe ; car c'est aux Moines que l'Europe doit sa civilisation et peut-être son équilibre. Avant de pousser plus avant l'examen de la question, il importe de l'établir sur les faits.

La base et le but de ce privilège tant débattu, en France surtout, est la conservation de l'état religieux en général et de chaque Ordre en particulier. L'état religieux a une fin qui lui est propre, et des moyens spéciaux pour atteindre cette même fin. Il est donc tout naturel qu'il ait son gouvernement à lui. Ce gouvernement n'aurait jamais pu acquérir une force suffisante s'il n'eût été indépendant en sa sphère.

Cette exemption n'avait pas lieu dans les premiers siècles de l'ère chrétienne, et la raison en est bien facile à saisir. Alors l'état religieux n'était point complètement organisé. Les Moines existaient très-longtemps avant qu'il y eût des Ordres monastiques. L'Eglise n'ayant pas encore d'uniformité dans sa discipline, les Moines dépendaient nécessairement de l'autorité épiscopale. Les évêques approuvaient, modifiaient, changeaient leurs règles. Ils avaient la nomination des abbés ou supérieurs ; ils visitaient les couvents ; ils se faisaient rendre compte de l'administration des biens, ainsi qu'en témoignent les Canons de plusieurs Conciles provinciaux et le Concile œcuménique de Chalcédoine.

Mais cette situation ne dura pas longtemps. En se constituant en sociétés, les Ordres religieux sentaient plus que jamais le besoin de restreindre la juridiction des Evêques. La plupart des Moines n'étaient point admis à la prêtrise. Soit pour parvenir à cet honneur, soit afin de se délivrer des ennuis du cloître, ennuis que l'étude ne changeait pas en plaisir pour tous, il s'en rencontrait qui s'insinuaient dans la familiarité de l'Evêque ; d'autres se voyaient, malgré eux, élevés au sacerdoce et employés dans les diocèses. Ces deux cas, fort communs au moyen âge et aux siècles antérieurs, devenaient une plaie faite à la discipline conventuelle. Différents Conciles, celui d'Agde, le premier d'Orléans, et le troisième d'Arles, espérèrent y remédier en interdisant aux religieux de sortir de leurs monastères et en défendant aux Evêques de leur conférer la prêtrise sans l'assentiment de l'Abbé. C'est le premier exemple d'une restriction à la juridiction de l'Ordinaire sur les Moines, et ce sont trois Conciles français qui le donnent.

Les discussions au sujet de l'administration des biens et de la nomination des supérieurs ne vinrent qu'après.

On n'a pas manqué de faire de l'exemption des religieux un texte d'accusation contre la Cour Romaine. Lorsqu'en France il y avait encore des Jansénistes et des Gallicans, lorsqu'en Allemagne il se trouvait des théologiens josphistes, la thèse pour ou contre se soutenait avec plus ou moins de logique ou d'acreté. Maintenant qu'une pareille controverse est mise à néant en Allemagne et en France par la suppression légale d'à peu près tous les Ordres religieux, cette thèse, qui amassa tant de flots d'encre et d'injures contre les deux partis, est devenue un point historique comme un autre. On doit le juger avec impartialité.

Nous ne croyons pas à l'efficacité du Gallicanisme actuel. A notre sentiment, c'est un hors-d'œuvre bon tout au plus à entretenir dans de vieux préjugés quelques professeurs de séminaire, des légistes et des Universitaires.

Nous ne sommes pas ultramontain; nous n'accordons pas aux Papes tous les pouvoirs temporels ou politiques dont certains partisans trop exaltés du Saint-Siège ont tâché de l'investir. Ils croyaient à la suprématie pontificale, ils étudiaient cette grande question plutôt avec les lumières d'une foi enthousiaste qu'avec celles de la raison. Sans doute il était beau dans les siècles batailleurs ou ignorants de donner aux princes, emportés par leurs passions, un contre-poids, un juge et presque un maître : c'était la seule garantie accordée aux peuples; mais les choses ne sont plus dans la même situation, et la haute intelligence des Souverains Pontifes a parfaitement su le comprendre. Ils ont, par leur discrétion, mis un terme à ces querelles.

Nous n'acceptons des anciennes discussions que la nécessité bien démontrée de les éviter. Mais, tout en adoptant cette doctrine de conciliation, qui entre dans les intentions de la Cour Romaine et du Clergé français et allemand, nous pensons qu'il est indispensable de poser nettement l'état de la question.

Avant donc que les Papes se fussent occupés de cette exemption, elle existait déjà : ainsi que toutes les mesures disciplinaires, elle a été le fruit de l'expérience de plusieurs siècles. Elle est l'ouvrage des évêques eux-mêmes et de leurs synodes. En effet, ce sont les évêques qui ont provoqué cette disposition dans leurs assemblées provinciales; disposition qui fut ensuite confirmée par les Conciles généraux de Latran, de Lyon et de Trente, limitée et modifiée par les Souverains Pontifes.

Vers l'an 433, il s'éleva une controverse fameuse entre l'évêque de Fréjus et l'abbé de Lérins. Le Concile d'Arles fut convoqué à cet effet : l'abbé de Lérins obtint gain de cause.

Dans le siècle suivant, les mêmes différends

s'étant renouvelés entre plusieurs prélats et abbés, le Pape Pélagie les termina en décidant que le gouvernement des Moines appartenait à leurs abbés.

Ce fut saint Grégoire-le-Grand qui, le premier, accorda l'exemption entière en faveur d'un Ordre religieux. L'Ordre qui l'obtint est celui de Saint-Benoît.

La troisième classe de privilèges comprend ceux propres à chaque Ordre en particulier. En faire une énumération détaillée serait superflu; il importe seulement de savoir qu'ils se réduisent à deux espèces : 1^o exemption des charges incompatibles avec le but et la fin de l'Ordre; 2^o faveurs, grâces et pouvoirs spirituels concédés pour atteindre plus facilement cette même fin et pour encourager les religieux à tendre sans cesse vers le but qu'ils se sont proposé.

Ainsi les Instituts monastiques s'attachant à la vie contemplative, au silence et à la solitude; ceux qui se vouent à l'instruction de la jeunesse dans les Universités, dans les Ecoles, dans les Séminaires, dans les Collèges; ceux qui desservent les Hôpitaux et secourent les mourants, se sont vus exemptés par les Souverains Pontifes de l'obligation d'assister aux processions et à quelques autres cérémonies déterminées : tels sont les Chartreux, les Ermites, les Camaldules, les Carmes Déchaux, les Clercs réguliers de la Société de Jésus, des Ecoles Pies, les Frères Somasques, ceux de Saint-Paul, les Ministres des Infirmités de Saint-Camille, les Hospitaliers de Saint-Jean de Dieu et d'autres Ordres.

Parmi les faveurs accordées aux Religieux voués plus particulièrement au saint ministère, c'est le pouvoir de prêcher et de confesser, d'absoudre des censures et cas réservés, de donner certaines dispenses et de commuer les vœux, qui tient le premier rang. Ce privilège, qui paraît exorbitant, a excité bien des troubles dans l'Eglise. On l'a reproché aux Ordres Mendicants et surtout aux Jésuites. Contre les premiers, ce ne fut jamais qu'une question cléricalle; pour les seconds, on en fit à diverses reprises une véritable question politique.

L'histoire parlera souvent de ces débats; mais, afin de juger sans passion, il est rationnel de distinguer deux époques, celle qui précède et celle qui suit le Concile de Trente.

Les privilèges des Clercs Réguliers, avant le Concile oecuménique, nous apparaissent comme d'intolérables abus, maintenant que nous les étudions avec les habitudes introduites dans le Clergé par la discipline de l'Eglise. La pluralité des bénéfices à charge d'âmes a disparu. Chaque diocèse a son chef et son administration déterminée. L'intervention d'un si grand nombre de prédicateurs et de confesseurs appartenant à des Ordres Religieux munis des pouvoirs les plus

étendus, entièrement indépendants de l'Ordinaire, exerçant le ministère sans aucun conteste de la part du gouvernement diocésain, rendrait l'administration impraticable; elle l'entraverait à chaque pas et jetterait partout la plus déplorable confusion. Cela est évident; personne ne songe à le nier. Mais il n'en était pas ainsi avant le Concile de Trente. Les Croisés, les guerres civiles, le grand Schisme d'Occident éloignaient beaucoup d'évêques de leurs diocèses. Ceux qui occupaient les sièges les plus éminents, les prélats en faveur ou les dignitaires ecclésiastiques que les rois faisaient asseoir à leurs côtés, dans les conseils de la couronne, possédaient en même temps plusieurs évêchés souvent très-éloignés les uns des autres. Par malheur ils ne résidaient dans aucun.

Des premiers pasteurs qui devaient offrir l'exemple, le désordre passait dans les rangs inférieurs de la hiérarchie. L'Eglise aurait pu s'abîmer sous le poids de tant d'excès. Les peuples, oubliés par leurs évêques, oublièrent à leur tour les principes, et perdaient la foi que personne ne rappelait à leurs cœurs.

Dieu suscita les Ordres de Saint-Dominique, de Saint-François, les Ermites de Saint-Augustin et les Carmes. Alors une multitude de Religieux sortit de ces différents Ordres. Ces Religieux, qu'avaient frappés le délaissement dans lequel les peuples languissaient, parcoururent l'Europe; ils prêchèrent, ils administrèrent les sacrements, ils suppléèrent au vide fait par l'absence des pasteurs titulaires.

Les Papes, conservateurs et distributeurs des trésors de l'Eglise, étaient témoins du zèle des uns, de la négligence des autres. Il leur sembla juste, même pour l'avantage des peuples, de témoigner la gratitude du Saint-Siège à des hommes dont la vie se consumait en travaux apostoliques. D'abord ils ne voulaient pas être ingrats; bientôt leur reconnaissance ne connut plus de bornes, elle accabla de faveurs et de privilèges les états religieux.

Nécessaires dans certaines circonstances, ces mesures devaient à leur tour dégénérer en abus: le Concile de Trente y remédia en imposant à tous les évêques et pasteurs l'obligation de résider. On coupait court ainsi à la pluralité des bénéfices à charge d'âmes. En même temps, et afin de donner satisfaction aux évêques, le Concile statua que dorénavant il ne serait permis à aucun Régulier de prêcher ou de confesser sans le consentement de l'Ordinaire. Cette loi, toujours en vigueur, est obligatoire pour toutes les Sociétés religieuses.

Quant à l'absolution des censures et cas réservés par l'Evêque, les Clercs Réguliers ne peuvent en absoudre que sous son autorisation.

Il n'en est pas de même pour les censures papales: après le Concile de Trente, les Souverains Pontifes ont plus d'une fois accordé le

pouvoir d'absoudre de plusieurs de ces cas réservés ou censures. Le Pape avait-il ce droit? Tel est le point à débattre.

Le Saint-Siège en a fait jouir l'ancienne Compagnie de Jésus et les autres Ordres Mendians en général. De là est née cette polémique incessante dans laquelle les Parlements et les Evêques intervinrent, tantôt contre la Cour de Rome, tantôt contre les Ordres religieux, toujours et partout contre les Jésuites.

Le temps a usé ces récriminations. Les nouvelles lois qui régissent une partie de l'Europe les ont rendues impossibles; mais, en nous reportant aux siècles passés, nous croyons qu'il y a eu parfois erreur et injustice d'un côté et de l'autre. Néanmoins, tout Catholique sincère ne doit pas se hâter de taxer d'imprudence ou de légèreté les mesures générales prises par les Papes pour le gouvernement de l'Eglise. Personne ne leur conteste le pouvoir de porter des censures. Il est inhérent à la chaire de Pierre; qui donc alors révoquera en doute leur droit de déléguer qui bon leur semble pour relever de ces mêmes censures?

Mais, dit-on, pourquoi les Souverains Pontifes n'accordent-ils pas ces pouvoirs au Clergé séculier, aux Curés, plutôt qu'aux Réguliers mendiants? Ces faveurs n'iraient-elles pas mieux aux prêtres, qui, par vocation et en vertu de leurs charges, participent au ministère pastoral des Evêques, et sont leurs coopérateurs d'office pour la direction des âmes?

Avant de répondre à cette difficulté, il est bon de constater un fait. Le Clergé séculier, et surtout les Curés, par leur position dans le monde, par les devoirs qui leur sont imposés, par leurs relations extérieures et nécessaires avec leurs paroissiens, se voient constamment exposés au blâme, à la critique, aux soupçons et à des défiances injustes. Quelque prudents qu'ils soient, ils ne peuvent pas, ils ne doivent pas répondre à toutes les exigences.

De cette situation forcée, il suit que parfois les fidèles répugnent à ouvrir le fond de leurs consciences aux prêtres avec lesquels ils vivent tantôt dans la même cité, tantôt sous le même toit. Ces fidèles préfèrent s'adresser à des confesseurs religieux, à des missionnaires dont ils ne sont pas connus, et avec lesquels ils n'auront jamais de relations. Accorder ces pouvoirs aux Curés deviendrait donc à peu près chose inutile. Le but de la concession ne serait pas atteint précisément à l'égard des personnes qui éprouvent le besoin le plus direct de cette concession.

Le tempérément adopté par le Saint-Siège ne froisse aucune susceptibilité. Il permet, au contraire, d'utiliser ces réserves et même d'en adoucir la rigueur. De cette délégation, il ne résulte aucun embarras dans le gouvernement des évêques. Ces pouvoirs, en effet, n'ont de valeur que pour le for de la conscience. Ils ces-

sent du moment où le crime, et le péché par conséquent, sont portés au tribunal de l'Ordinaire.

Quant aux Jésuites, dont les adversaires se sont plu à exagérer les privilèges et à en presser le sens jusqu'à l'impossible, un fait seul les justifie : c'est la fameuse déclaration des évêques de France, réunis en assemblée générale du clergé en 1762 ¹.

Quatre seulement sur cent trente évêques, protestèrent contre ce manifeste, dans lequel l'Eglise Gallicane témoigne publiquement qu'elle n'a aucune plainte à faire à ce sujet contre l'Institut. Cet acte officiel, et sur lequel nous reviendrons en son temps, répond à beaucoup de défiances ; car ce ne seront certainement pas les prélats français qu'on accusera de trop de condescendance lorsqu'il s'agit de la défense de leurs droits.

Et, chose remarquable, mais qui n'est pas connue, les Jésuites, à la destruction de leur Ordre, en 1773, perdirent tous leurs privilèges. Lorsque, le 7 août 1804, Pie VII jugea à propos de rétablir la Compagnie, il craignit de donner un aliment à des passions que les révolutions les plus étonnantes n'avaient pas amorties ; il refusa donc de rendre à l'Institut de Jésus ses anciennes prérogatives.

Les Jésuites n'en ont aucune ; mais, en vertu de la communication usitée entre les divers corps réguliers, les autres Ordres religieux participent encore à ces faveurs.

Il reste à les faire connaître : les voici :

1^o Perpétuité du Général.

2^o Durée du noviciat au delà d'un an et prolongation du temps d'épreuves pendant plusieurs années avant les vœux publics ou solennels.

3^o Admission aux Ordres sacrés après les vœux simples et avant les vœux publics ou solennels.

4^o Admission aux Ordres sacrés sans interstices.

5^o Renvoi ou démission de la Compagnie de Jésus, avec dispense des vœux tant publics que simples par l'autorité du Général.

6^o Exemption du chœur.

7^o Distinction des différentes classes de personnes qui forment la Société avec leurs attributions et capacités respectives.

8^o Faculté d'avoir dans toutes leurs demeures un oratoire où ils peuvent célébrer la sainte Messe, même sur un autel portatif, et y recevoir les Sacrements, même en temps d'interdit, et cela non-seulement pour les membres de la Compagnie, mais encore pour leurs serviteurs.

9^o Exemption de toute obligation d'accepter ou d'exercer l'emploi de visiteur, de directeur des Monastères de Religieuses, à moins d'un ordre du Saint-Siège.

10^o Faculté d'absoudre des censures, de dispenser dans les empêchements de mariage ; faculté de bâtir, de bénir et de réconcilier les églises, etc., dans les pays infidèles où il n'y a pas d'évêques.

11^o Les supérieurs peuvent, pour de justes raisons, exempter leurs inférieurs du jeûne, des abstinences et de l'office divin en cas de maladie.

12^o Accorder les grades académiques à ceux qui, après les examens, en auront été jugés capables.

13^o Faculté d'ériger partout des maisons, collèges, etc., qui, par le seul fait de leur érection, doivent être censés érigés par autorité apostolique.

14^o Exemption des dîmes et autres contributions ecclésiastiques.

15^o Faculté de faire des contrats sans intervention des chapitres, par la seule autorité du Général.

16^o La Compagnie de Jésus est déclarée Ordre Mendiant ; elle participe à tous les privilèges des autres Sociétés mendiantes.

17^o Faculté de gagner toutes les indulgences accordées aux autres églises et oratoires des lieux où se trouvent les membres de l'Ordre de Jésus, en accomplissant les conditions dans leur propre église ou oratoire.

Les privilèges relatés sous les quatorze premiers numéros ont été concédés par les Papes Paul III, Jules III, et Pie IV depuis l'année 1540 jusqu'à 1564.

La vingt-cinquième et dernière session du Concile de Trente, où il est fait mention de la Compagnie de Jésus, se tint les 3 et 4 décembre 1563 ; et, malgré la sévère justice apportée par l'Eglise assemblée pour la réforme des abus, l'Eglise, par l'organe de ses premiers Pasteurs, fit la déclaration suivante ¹ :

» Cependant le Saint Synode n'entend point innover ou empêcher que la Religion des Clercs de la Société de Jésus puisse servir le Seigneur et son Eglise, selon leur pieux Institut approuvé par le Saint-Siège apostolique. »

Bien qu'elle ne concerne directement que le décret du Concile sur la renonciation des Novices et sur leur profession à faire aussitôt après le Noviciat, cette déclaration, dans les circonstances, est néanmoins quelque chose de plus : elle devient une approbation indirecte assez claire de l'Institut, tel que les Souverains Pontifes eux-mêmes l'avaient approuvé, tel qu'il subsistait, avec ses usages, ses privilèges et sa forme de gouvernement.

(1) Per hinc tamen Sancta Synodus non intendit aliquid innovare aut prohibere quin religio clericorum Societatis Jesu, juxta primum eorum institutum a Sancta Sede apostolica approbatum, Domino et ejus Ecclesie inseruire possit.

(1) Collection des procès-verbaux des assemblées du clergé de France, t. VIII, 2^e partie, page 334.

CHAPITRE III.

Persécutions de Henri VIII. — Pasquier-Brouet et Salmeron nonces apostoliques en Irlande. — Instructions données par Ignace aux deux Jésuites légats du Pape. — Situation de l'Irlande. — Ce qu'y font Brouet et Salmeron. — Ils rentrent en Italie. — Leurs missions à Foligno. — Lefèvre et Laynès. — Laynès à Venise. — L'Université de Paris. — Commencement de l'Ordre de Jésus en France. — Guillaume Duprat son premier protecteur. — Le docteur Postel veut entrer dans l'Institut. — Il est obligé d'en sortir. — Origine de l'Université de Paris et des autres Universités. — Son mode de gouverner et d'instruire. — Le père Araoz en Espagne. — Rodriguez en Portugal. — Ses succès et ceux de Xavier. — Collège de Coïmbre. — Lefèvre en Allemagne. — Situation de l'empire. — Lejay et Lefèvre aux diètes de Worms, de Spire et de Ratisbonne. — Bobadilla en Allemagne. — Lefèvre à Mayence. — A Cologne. — Il va en Portugal. — Il revient en Allemagne. — L'empereur Charles-Quint et les Protestants. — Le père Canisius député par l'électorat de Cologne auprès de l'empereur. — Lefèvre retourne en Espagne. — Son apostolat. — Il revient mourir à Rome. — OEuvres d'Ignace. — Comment il dirige tous ses frères. — Ses fondations à Rome. — Prophétie de sainte Hildegarde contre les Jésuites. — Allégorie des sauterelles inventée par le Janséniste Quesnel.

Tout en travaillant aux constitutions de son Ordre, Loyola qui savait que la vie de l'homme est un combat, n'épargnait pas plus ses forces que celles de ses compagnons. L'attaque était partout ; selon lui, la défense devait se montrer aussi multiple. Dans sa tête, concevant les plans les plus gigantesques et les développant avec une si inflexible ténacité, il organisait les lois qui allaient régir la Société de Jésus ; il les préparait avec réflexion ; il les coordonnait avec sagacité, il prévoyait les obstacles et apprenait par l'expérience à les tourner ou à les vaincre. Des plus hautes considérations il descendait aux plus minimes détails, résolvant toutes les difficultés, mettant un frein à toutes les passions et cherchant, dans l'extension même de son Institut, à donner à l'Eglise un ascendant qu'au milieu de ce siècle, si fécond en turbulences, l'Eglise semblait se refuser à elle-même. Sa situation était déplorable. De chaque cité, de chaque village, de plus d'un couvent même, il sortait un ennemi armé de toutes pièces pour la combattre. A tous ces adversaires elle répliquait par des excommunications. Mais excommunier n'était pas répondre ; et quand les peuples, mus par l'attrait des nouveautés, apprennent à raisonner leur obéissance ou à mettre en doute la foi de leurs pères, toutes les foudres ecclésiastiques ne valent pas une démonstration.

Ignace avait parfaitement saisi le point essentiel. On tuait l'Eglise. On démantelait Rome en exagérant les fautes commises, en se faisant un levier des désordres qui s'étaient introduits quelquefois malgré elle dans l'administration des diocèses et des paroisses ; on calomniait le Saint-Siège, l'Episcopat et les Sociétés Religieuses ; on les peignait sous d'odieuses couleurs ; on

donnait à la doctrine des Apôtres et des Saints Pères une interprétation coupable.

A toutes ces débauches de l'intelligence il pressait d'opposer de lumineuses discussions. Loyola ne recule point devant ce combat que le nombre des assaillants rendait si incertain, si périlleux même ; il lance sur tous ces champs de bataille théologique les soldats qu'il a formés pour la lutte et pour le martyre. Ces soldats courent à l'ennemi comme si rien ne pouvait effrayer leur courage.

Dans cette existence agitée qui leur était faite, ils avaient beaucoup étudié, beaucoup appris. Sur les bancs des universités ils s'étaient montrés pleins d'érudition et de logique ; dans la solitude ils venaient de puiser cette force à laquelle les plus rudes fatigues ne devaient jamais faire crier merci. A des hommes ainsi préparés il n'y avait plus qu'à ouvrir la lice. La lice fut ouverte ; ils y entrèrent. Suivons-les tous dans le rapide mouvement qu'ils vont imprimer aux différents pays.

L'Angleterre, ce royaume que les Papes avaient surnommé l'île des Saints, se voyait livrée à tous les vertiges et à toutes les erreurs. Henri VIII, qui avait commencé son règne en s'improvisant théologien contre les Protestants afin de mériter le titre de défenseur de la foi, se laissait prendre lui-même au piège des idées novatrices. Chez lui ce n'était pas la conviction qui agissait : Henri VIII, époux légitime de Catherine d'Aragon, tante de l'empereur Charles-Quint, s'était épris d'Anne de Boleyn, une de ses sujettes ; il demande au Saint-Siège une dispense de divorce. L'affaire était grave ; le Saint-Siège l'examinait ; il écoutait les deux parties. Juge suprême, il allait sans doute pro-

Per
entien
de l'E
VIII.

noncer que l'homme ne peut pas désunir ce que Dieu a uni sur la terre, lorsque les emportements du prince anglais tranchèrent la question.

Henri VIII se sépara de la communion romaine; les courtisans suivirent son exemple; une partie de la nation fit comme les courtisans, tous espérant entrer dans le partage des biens que le monarque confisquait. L'apostasie fut pour les Anglais ainsi que pour les Allemands un calcul plutôt qu'un acte de conscience. Le roi d'Angleterre, en supprimant les monastères et les moines, se substituait à leur place comme propriétaire : il s'attribuait le droit d'en dépouiller les véritables possesseurs pour récompenser la complaisance politique et la félonie religieuse. Selon le docteur Lingard, le seul revenu des couvents s'élevait à la somme de 34,304,480 francs.

Mais en Irlande il se rencontra un peuple qui ne consentit pas à changer de foi aussi souvent qu'il plairait au souverain de changer de maîtresses. Les Irlandais demeurèrent fidèles à leur Dieu. Par le fait de la conquête ils avaient perdu leur nationalité; de royaume indépendant ils étaient devenus vassaux de l'Angleterre; ils voulurent du moins rester catholiques. C'était contre leurs oppresseurs une protestation que trois cents ans de martyre ont immortalisée.

Avec le caractère implacable que l'histoire donne à l'héritier des Tudor, une pareille résistance ne pouvait point passer impunie. Henri VIII sévit comme alors savaient sévir les despotes qui brisaient le lien d'unité catholique pour ne plus trouver dans le Saint-Siège des modérateurs ou des juges. Il organisa le plus terrible système de persécution, système que dans la Grande-Bretagne les révolutions ou les changements de dynastie ont toujours laissé en vigueur; il subsiste encore avec les aggravations que la légalité moderne a pu inventer.

L'Irlande palpait donc sous le couteau du boucher; elle comptait ses martyrs par milliers; la ruine s'asseyait à la porte de ses chaumières; ici on proscrivait, là on confisquait; partout on égorgait. Le retentissement de toutes ces actions parvint à Rome, où Robert, archevêque d'Armagh, s'était réfugié. Ce prélat, Ecossais d'origine et aveugle de naissance, ne devait qu'à sa science l'honneur d'être assis sur le premier siège d'Irlande.

Au tableau de tant de persécutions tracé par le pasteur lui-même, Paul III s'émeut. Il comprend que la Chaire de saint Pierre doit à ce peuple un grand témoignage d'amour, de pitié et d'encouragement. Il faut qu'il lui députe des hommes aussi préparés à braver l'appareil des supplices que la misère et la mort, des hommes remplis de l'esprit de vie et qui, par leur science comme par leurs vertus, pourront maintenir les Irlandais dans la foi et les consoler dans leurs maux.

A la prière de l'archevêque d'Armagh, Ignace est appelé; le Pape lui demande deux de ses Pères. Codure est désigné; mais la mort le frappe dans l'intervalle. A son défaut, Pasquier-Brouet et Salmeron sont chargés de cette mission. Elle importait tant à l'Eglise que Paul III ne crut pouvoir mieux faire que d'investir les deux membres de la Compagnie de Jésus de toutes les prérogatives attachées aux nonciatures apostoliques.

Salmeron et Pasquier-Brouet étaient légats du Saint-Siège. Ils acceptaient avec joie les périls de l'ambassade; mais ils n'ambitionnaient point l'éclat et les honneurs de ce titre. Ils parlaient de Rome seuls, sans provisions, sans argent, ainsi que les Apôtres se mettaient en route pour conquérir le monde.

Ce dénuement dans une haute dignité politique avait quelque chose de si inusité qu'il ne fut pas perdu même à Rome. François Zapata, notaire apostolique, songeait à se consacrer à la Société de Jésus. Accompagner les deux Pères dans cette mission, c'était dignement commencer son noviciat; il offre de subvenir aux frais du voyage, heureux à ce prix de partager leurs travaux et leurs dangers. Le 40 septembre 1544 tous trois se mirent en route. Loyola n'avait pas voulu les laisser partir sans instructions secrètes; il leur traça de sa main un plan de conduite dont l'habileté ferait honneur au diplomate le plus consommé.

« Je vous recommande, leur dit-il dans cet écrit, monument de la connaissance qu'il avait des hommes et des affaires, je vous recommande d'être avec tout le monde en général, mais surtout avec vos égaux et vos inférieurs, sobres et circonspects dans vos paroles, toujours disposés et patients à écouter, prêtant une oreille attentive jusqu'à ce que les personnes qui vous entretiennent vous aient dévoilé le fond de leurs sentiments. Alors vous leur donnerez une réponse claire et brève, qui prévienne toutes les instances. Afin de vous concilier la bienveillance des hommes dans le désir d'étendre le royaume de Dieu, vous vous ferez tout à tous, à l'exemple de l'apôtre, pour les gagner à Jésus-Christ. Rien, en effet, n'est plus propre que la ressemblance des goûts et des habitudes à se concilier l'affection, à gagner les cœurs. Ainsi, après avoir étudié le caractère et les mœurs de chaque personne, vous chercherez à vous y conformer autant que le permettra le devoir; en sorte que, si vous traitez avec un caractère vif et ardent, vous secouiez toute lenteur ennuyeuse. Il faut au contraire devenir un peu lents et mesurés si celui auquel vous parlez se montre plus circonspect et plus pesé dans son discours. Du reste, si celui qui doit traiter avec un homme de tempérament irascible a lui-même ce défaut, et s'ils ne s'accordent pas en tout l'un et l'autre dans leurs jugements, il est grandement à craindre qu'ils ne se laissent emporter à quelque accès

Pasquier-Brouet et Salmeron nonces apostoliques en Irlande.

Instructions données par Ignace aux deux Jésuites légats du Pape.

de colère. C'est pourquoi celui qui reconnaît en lui cette propension doit s'observer avec le soin le plus vigilant et munir son cœur d'une provision de force pour que la colère ne le surprenne pas ; mais qu'il supporte plutôt avec égalité d'âme tout ce qu'il souffrira de la part de l'autre, fût-il même son inférieur. Les contestations et les querelles sont bien moins à craindre de la part des esprits tranquilles et lents que de celle des personnes vives et ardentes.

» Pour attirer les hommes à la vertu et combattre l'ennemi du salut, vous emploierez les armes dont il se sert afin de les perdre : tel est le conseil de saint Basile. Lorsque le démon attaque un homme juste, il ne lui découvre pas ses pièges, il les cache au contraire et ne l'attaque qu'indirectement, sans combattre ses pieuses inclinations, feignant même de s'y conformer ; mais peu à peu il l'attire et le surprend dans ses pièges. Ainsi convient-il de suivre une marche semblable pour retirer les hommes du péché. Commencez par louer avec prudence ce qu'ils ont de bon, sans attaquer d'abord leurs vices ; lorsque vous aurez gagné leur confiance, appliquez le remède propre à les guérir. A l'égard des personnes tristes ou troublées, montrez en leur parlant, autant que vous le pourrez, un visage gai et serein ; usez de la plus grande douceur dans vos paroles, afin de les ramener plus aisément à un état d'âme tranquille, combattant un extrême par un extrême.

» Non-seulement dans vos sermons, mais encore dans vos discours particuliers, surtout lorsque vous réconcilierez entre eux des ennemis, ne perdez pas de vue que toutes vos paroles peuvent être publiées, ce que vous dites dans les ténèbres manifesté au grand jour. Dans les affaires anticipez le temps plutôt que de différer ou d'ajourner. Si vous promettez quelque chose pour demain, faites-le aujourd'hui.

» Quant à l'argent, ne touchez pas même à celui qui serait fixé pour les dispenses que vous accorderez. Faites-le distribuer aux pauvres par des mains étrangères ou employez-le en bonnes œuvres, afin que vous puissiez, si besoin était, assurer avec serment que dans le cours de votre légation vous n'avez pas reçu une obole. Lorsqu'il faudra parler aux grands, que Pasquier-Brouet en soit chargé. Délibérez entre vous dans tous les points sur lesquels vos sentiments seraient partagés ; faites ce que deux sur trois auraient approuvé ; écrivez souvent à Rome durant votre voyage, aussitôt que vous serez arrivés en Ecosse, et aussi quand vous aurez pénétré en Irlande ; ensuite rendez tous les mois compte des affaires de la légation. »

Dans ces instructions, Loyola se garde bien de parler de celles que le Souverain Pontife a données ; il reste en dehors de la politique. Salmeron et Brouet sont les délégués du Pape ; ils ont sa confiance ; Ignace s'efforce de la leur faire

mériter, mais il ne va pas au delà. Il sait que les nouveaux légats ont des caractères diamétralement opposés : que Salmeron est vif, que Brouet a dans le cœur quelque chose d'angélique et de persuasif ; c'est Brouet qu'il charge de communiquer avec les grands. Tout est combiné par lui de manière à ne blesser ni l'un ni l'autre et à les faire concorder tous deux pour l'intérêt de l'Eglise.

La guerre éclatait aux frontières de France lorsque les deux Nonces furent obligés de traverser ce royaume ; ils parvinrent cependant en Ecosse. Jacques V, neveu de Henri VIII et père de Marie Stuart, y régnait. Henri avait beaucoup d'empire sur Jacques, et il faisait tous ses efforts pour l'entraîner dans ses erreurs ou du moins pour séduire l'Ecosse. Paul III avait écrit à Jacques Stuart ; il le suppliait de rester fidèle à la vieille religion et lui annonçait que les deux Pères de la Compagnie de Jésus étaient accrédités par le Saint-Siège en qualité de légats en Ecosse et en Irlande. Salmeron et Brouet voient le roi ; ils l'exhortent, dans l'intérêt de l'Eglise et dans celui de sa couronne, à ne pas désertir la foi. Jacques leur promet de résister aux prières de Henri VIII. De là ils passent en Irlande.

En Ecosse, ils n'avaient qu'à étudier la situation des esprits ; en Irlande, ils devaient consoler et fortifier. Ce fut au commencement du carême de l'année 1542 qu'ils y pénétrèrent.

Partout le spectacle de la désolation et de l'épouvante ; à chaque pas des calamités plus grandes encore que celles dont ils s'étaient formé l'idée. Le tyran ne se contentait pas d'opprimer la Religion Catholique, il sacrifiait à ses caprices sanguinaires l'avenir même du pays. Le peuple était dépourvu d'instruction et de guides : d'instruction, parce qu'on espérait l'amener par l'ignorance à l'aspostasie ; de guides, parce qu'il plaisait à Henri VIII et à ses agents de le persécuter ou de le massacrer. L'Angleterre s'affranchissait du joug de Rome ; elle se faisait libre : sa liberté était pour l'Irlande un esclavage.

L'Irlande avait le droit de choisir ses évêques et de nommer ses pasteurs de second ordre ; ce droit fut anéanti avec tous les autres. A l'exception d'un seul, tous les seigneurs avaient, par peur ou par cupidité, prêté un serment solennel d'obéissance à l'édit de Henri VIII. Ce serment n'était pas seulement obligatoire pour les édits, il le devenait encore pour la volonté même du roi ; or, la volonté de Henri VIII, c'était l'arbitraire sans frein, sans contrepoids, et se transformant avec la cruelle mobilité dont s'imprègnent tous les actes de ce prince.

Henri VIII avait pensé à tout : dans ses calculs, Le Saint-Siège ne pouvait pas abandonner à sa merci ces populations catholiques : Le Pape viendrait à leur secours, soit par lettres, soit par ses légats. Il fallait donc effrayer ceux qui se mettraient en correspondance avec Rome et inti-

mider ses envoyés. Henri ne recula devant aucun moyen : il fut ordonné, sous les peines les plus sévères, de brûler toutes les lettres venant du centre de la Catholicité et de livrer au roi d'Angleterre ou au vice-roi d'Irlande les légats qui auraient mis le pied sur ce sol désolé.

Quand Brouet et Salmeron, déguisés, presque mendiants, entrèrent dans le royaume, la terreur était portée à son comble : on craignait de s'interroger du regard, on refusait même de se comprendre. L'hospitalité était un crime; la délation, un acte de patriotisme; le silence lui-même, une condamnation anticipée. Il avait fallu des miracles d'intrepidité pour parvenir dans un pays dont les frontières étaient hérissées de soldats. Pour y séjourner, on devait à chaque heure du jour et de la nuit exposer sa vie, car il se rencontrait partout des espions, des gens armés, des fanatiques ou des bourreaux.

Brouet et Salmeron se voyaient sans asile sur une terre inconnue; leur courage ne se démentit cependant point. On les fuyait comme étrangers, on les redoutait comme prêtres. Peu à peu ils surent gagner la confiance de plusieurs fidèles; ils s'entretenaient avec eux; ils leur apprirent la mission dont ils s'étaient chargés. Bientôt ils eurent autour d'eux un troupeau que leur audace rendait audacieux.

Un séjour prolongé sous le même toit n'était pas possible, c'eût été exposer les hôtes qui les recevaient. Salmeron et Brouet changent de retraite toutes les nuits; mais dans ces courses si souvent répétées, ils trouvent un adoucissement à leurs fatigues, un encouragement à braver des périls toujours nouveaux. Ils ravivent la ferveur, ils fortifient la prudence, ils enseignent aux persécutés les devoirs qu'ils ont à remplir, les pratiques pieuses qu'il importe de conserver pour maintenir la foi. Ils confessent, ils administrent, ils rendent la paix aux consciences, ils éclaircissent les doutes, ils excitent les forts, ils soutiennent les faibles, et, dans ce ministère de réconciliation, ils usent des pleins pouvoirs qu'ils ont reçus du Saint-Siège.

Ils parlaient à des peuples dont le patrimoine était la proie des Anglais : mais ces peuples, pauvres et persécutés, ne consentaient pourtant pas à priver l'Eglise leur mère des revenus dont elle avait besoin. Des dispenses, des grâces étaient nécessaires; Salmeron et Brouet les accordaient sans rien demander. Fidèles à l'ordre de Loyola, ils refusaient même ce que la charité des Irlandais essayait de leur faire accepter; ou, s'ils s'imposaient une légère taxe, cette taxe n'était jamais perçue par eux. Les légats avaient engagé les Catholiques à désigner pour cet office des personnes dignes de leur confiance. Les Catholiques choisirent presque partout leurs évêques, proscrits comme eux. Ces taxes furent consacrées à restaurer les églises, à soulager

les veuves, à donner du pain aux orphelins, et à préserver de tout contact impur l'honneur des jeunes filles.

Trente-quatre jours avaient suffi aux deux Nonces pour parcourir toute l'île. Les Irlandais savaient enfin que leurs souffrances rencontraient à Rome, sur le trône pontifical, un père qui compatissait à leurs maux, qui applaudissait à leurs persévérance. Il les bénissait de loin, comme Brouet et Salmeron accouraient les bénir en son nom. La joie des Catholiques fut plus grande que leur discrétion.

A leur front qui ne se courbait plus sous le bâton des tyrans subalternes, à l'énergie qui se révélait dans leurs regards, à l'espérance dont chaque parole divulguait le secret, les sectaires comprennent que dans l'Irlande, dont ils ont fait un désert, il se passe quelque chose d'insusceptible. Ils se mettent en mesure de déjouer les projets qu'ils soupçonnent. La haine et le fanatisme rendent clairvoyants : ils découvrent la présence des envoyés de Rome.

Leur tête est à l'instant mise à prix. La confiscation des biens et la peine de mort sont prononcées contre toute famille ou tout individu qui accordera asile à Salmeron et à Brouet. Le but de leur mission était rempli. Le Souverain Pontife, prévoyant les persécutions qu'un séjour trop prolongé dans l'île attirerait nécessairement sur les Catholiques du pays et sur les deux Pères, avait ordonné par écrit à ces derniers de retourner en Italie, si leur présence provoquait de nouveaux malheurs. Ils se décident à obéir.

Pasquier-Brouet et Salmeron s'arrachent aux larmes des malheureux qu'ils ont soutenus; ils leur promettent aide et appui, car un dessein qui ne pouvait naître que dans la pensée d'un disciple de Loyola tenait leur dévouement en éveil. Ces deux proscrits avaient formé un noble complot. Ils espéraient arriver à Londres et trouver moyen d'entretenir Henri VIII.

Là, ils auraient, à force d'éloquence et de charité, désarmé la colère du Roi, et prêché devant le tribunal de sa conscience la cause de la Religion Catholique et celle des mœurs. Ce plan était impraticable. S'il eût réussi en partie, si les deux Nonces eussent pu mettre le pied à Londres, leur arrêt de mort et leur exécution chargeraient d'un nouveau crime l'histoire de Henri VIII. Mais ce martyre était à leurs yeux chose de peu de conséquence; ils avaient un but, ils y marchaient en aveugles comme un soldat court à la victoire.

A peine ont-ils touché le sol écossais que d'insurmontables obstacles s'élèvent de toutes parts. L'Ecosse est en feu. A l'exemple de l'Angleterre, elle a sa révolution religieuse. Ses apôtres de schisme, ses prédicants poussent encore plus loin que le schisme le désordre de leurs principes et l'interprétation abusive des textes sacrés. Knox, disciple de Calvin, s'est mis à la tête d'une

armée de Puritains, et, par le fer et par le feu, il gouverne dans les campagnes.

Ils rentrent en Italie. Toutes les avenues se fermaient devant les deux Pères. Ils s'embarquent pour Dieppe; de là ils vont à Paris, où les attendaient des missionnaires du Saint-Siège. Paul III leur enjoignait de retourner en Ecosse. Avant d'exécuter cet ordre, qu'ils avaient déjà accompli sans connaître les intentions du Pape, ils lui transmettent les informations détaillées qu'ils ont recueillies sur l'état de ces contrées, et ils attendent ses instructions. On leur mande de revenir sur-le-champ en Italie. Zapata reste à Paris pour terminer ses études; eux partent à pied comme ils ont toujours cheminé.

La France était en guerre avec l'Espagne. La duplicité, les ruses de Charles-Quint rendaient les autorités soupçonneuses. La présence à Lyon de deux étrangers dont les vêtements, usés par de longs voyages, contrastaient d'une manière si tranchée avec leur langage, éveilla les défiances. Salmeron était Espagnol, Brouet ne se réclamait de personne. On les accuse d'être des espions : on les emprisonne. Les cardinaux de Tournon et Gaddi résidaient dans la ville. Ils reconnaissent les deux Pères, les font traiter avec tous les honneurs dus aux légats de la Cour Romaine; puis, afin d'achever la route en sécurité, ils leur fournissent de l'argent, des chevaux et des guides.

Ainsi se termina la nonciature d'Irlande. En apprenant qu'il n'avait pas été donné aux Jésuites d'accomplir tout le bien qu'il se promettait, l'archevêque d'Armagh s'écrie : « Si les brebis n'entendent pas la voix de leur pasteur, j'obtiens peu. » Et cet évêque, qui n'avait que les yeux de la foi, part le jour même. Il échappe à tous les dangers, s'introduit en Irlande, parcourt son diocèse en tous sens, et donne au bien commencé par Salmeron et Brouet toute l'extension possible.

Ils n'avaient pas encore eu le temps de goûter quelques jours de repos que le travail de l'apostolat s'offrait à eux sous une autre forme. On était au mois de décembre 1542, et de toute l'Italie il ne s'élevait qu'un cri. Le schisme et l'hérésie l'enveloppaient. La Catholicité avait besoin de paix, et les deux royaumes à la tête de la civilisation, la France et l'Espagne, rompaient le traité que Paul III avait eu tant de peine à leur faire conclure. Le Turc, avec sa flotte, menaçait l'Italie; mais ce n'était pas là le plus formidable ennemi. Le Pape désirait, avant tout, conjurer les maux de l'Eglise.

Leurs missions à Foligno. Les Pères de la Société de Jésus se dispersaient dans toutes les villes comme des sentinelles avancées. Brouet et Salmeron étaient disponibles. Il leur charge de partir pour Foligno, où l'ivraie avait déjà presque étouffé le bon grain. La ville de Foligno se rend à la voix de la Religion. Le cardinal Moroni, évêque de Modène, prie Loyola,

en 1543, de lui envoyer un de ses enfants. Salmeron est désigné. Il veut se faire entendre. L'hérésie avait dans cette cité des auxiliaires si actifs que personne ne se dérangea pour l'écouter.

Salmeron ne s'intimide pas. On l'accuse d'être hostile à l'Eglise, parce qu'il va prouver au peuple que les Sectaires trompent sa bonne foi. On le défère même aux tribunaux de Rome pour qu'il ait à justifier sa doctrine. Ignace le rappelle sur-le-champ. Salmeron comparait devant ses juges; il se défend; il invoque le témoignage des trois principaux citoyens de Modène. Ces témoins rendent hommage à la vérité. L'imposture est confondue même par ses propres arguments, et le missionnaire acquitté rentre dans la ville où son zèle avait été mis à de si rudes épreuves. Il y demeura pendant deux ans.

Une mission plus rude était échue à Pasquier-Brouet. Il ne lui avait pas été trop difficile de faire pénétrer le repentir dans l'âme des habitants de Foligno; mais il lui restait à introduire la réforme dans les mœurs du Clergé. Les prêtres, les moines et les religieux vivaient dans une telle dépravation que cette dépravation n'avait d'égale que leur ignorance. Le Père avait rétabli l'observance de lois ecclésiastiques; il se vit obligé d'apprendre lui-même à plus d'un ecclésiastique les premiers rudiments de la grammaire.

De Foligno, où il extirpa les erreurs, il court à Montepulciano. De Montepulciano il va, sur les instances du cardinal Carpi, réformer un couvent de religieuses à Reggio de Modène. Brouet, selon la parole de Loyola, avait la bonté et le regard d'un ange. Il soumet, par sa douceur, ces vierges folles, et le cardinal le conduit à Faenza, cité où l'Hérésie avait élu domicile à l'ombre de tous les vices. Là se réunissaient, comme dans une espèce de cénacle, les professeurs de schisme.

Ochin, si fameux par les sévérités de discipline qu'il acclimata dans les couvents de Saint-François-d'Assise, et qui, plus tard, devenu l'ami de Jean Calvin, renia sa foi et son ordre, présidait ces assemblées d'hérésiarques. Pasquier-Brouet avait donc de vigoureux antagonistes. Ils flattaient les passions du peuple; ils mettaient la théologie au service des plus grossiers instincts, et s'efforçant de corrompre, tout en prêchant la vertu, ils s'étaient créés dans la Lombardie un parti puissant.

Brouet ne prit pas la discussion de haute lutte. Dans des entretiens familiers, il ne parla que d'établir des confréries de charité pour secourir les pauvres, dont le nombre était considérable. Les pauvres adoptèrent cette idée. Du soulagement des indigents il passa à la guérison morale des associés de son œuvre. Peu à peu le bon exemple gagna. Brouet fit un pas de plus : il

discuta en public la doctrine catholique ; il l'expliqua avec tant de lucidité qu'Ochin lui-même se vit forcé de battre en retraite. La ville de Faenza fut renouvelée. Ses habitants s'embrassèrent dans les rues en signe de réconciliation avec Dieu et avec les hommes. Il n'y avait plus de haine, plus de schisme dans cette cité, qui naguère en était le boulevard. Afin de consolider son œuvre, Brouet consacra deux années à Faenza.

Lefèvre et Laynès, de leur côté, déployaient la même vigilance. En abandonnant Parme et Plaisance, ils avaient communiqué leur esprit à des prêtres chargés de continuer la mission. Le plan avoué des Sectaires était d'envahir l'Italie pour détacher de l'Unité les contrées qui, par leur voisinage de Rome, étaient destinées à la soutenir. Les Catholiques connaissaient ce projet ; ils le déjouaient selon leurs forces ; mais ils faiblissaient dans le combat, les adversaires de l'Eglise se servant de toutes les armes. Par malheur, dans l'Eglise elle-même, on trouvait des arsenaux de corruption et de scandale ; il était facile d'y puiser à pleines mains les arguments et les reproches.

A Venise, ce vaste entrepôt de tout le commerce du Levant, les hérétiques abondaient comme dans une cité qui semblait n'avoir plus d'autre passion que l'or et le plaisir. Chaque secte y entretenait des émissaires pour se créer des prosélytes. Ils s'étaient d'abord glissés dans l'ombre, accommodant leurs turbulences aux lois soupçonneuses de la République. Mais, quand ils eurent constaté leurs progrès, ils jetèrent le masque et annoncèrent à haute voix les triomphes partiels qu'ils avaient obtenus dans le silence.

Le Doge Pierre Lando et son Conseil ne voient pas de meilleur remède à opposer au mal que la parole de Laynès. Ils le demandent au Pape. Laynès accourt, et, dès les premiers mois de 1542, il met obstacle à la propagation de l'erreur.

Son éloquence était vive. Elle avait de fortes images, de profondes pensées, qui frappaient de leur éclat la riche imagination du peuple vénitien. Dès le matin, il prêchait dans les différentes chaires. La foule était si avide de l'entendre que souvent elle passait la nuit à la porte des temples. Le soir, il expliquait dans l'église du Sauveur l'Evangile selon saint Jean. Là il prenait corps à corps les nouvelles doctrines, les produisait dans toute leur amertume, et les réfutait avec une vigueur de logique qui ne laissait plus même la possibilité au doute.

Sur ces entrefaites, le carnaval ouvrit ses joyeuses bacchanales. Laynès fit parler le deuil de l'Eglise. Il pria de donner moins de splendeur à ces bruyants plaisirs, qui sont passés en proverbe. Les Vénitiens y renoncèrent en partie. C'est peut-être le plus beau triomphe oratoire

du Père. Le plus fructueux et le plus durable se manifesta dans la conversion d'un grand nombre de Chrétiens que déjà l'hérésie avait infectés.

Laynès, dont la parole subjuguait cette ville, n'avait pas consenti, malgré les prières du Doge, à laisser l'asile qu'il s'était choisi à l'hôpital de Saint-Jean et de Saint-Paul. Il recevait dans ce refuge de l'indigence ces puissants Sénateurs, ces marchands, plus riches que des Rois, qui faisaient de leur petite République un glorieux empire. Ils abandonnaient leurs palais de Canal-Grande, leurs tapis d'Orient, leurs salons de marbre, pour venir s'asseoir sur l'escabeau du missionnaire, et recueillir les leçons que Laynès leur distribuait du haut de sa pauvreté. Plus heureux que le Doge, André Lipomani vainquit la résistance du Père. Il le contraignit à venir partager sa demeure, et il attacha un tel prix à cette faveur qu'aussitôt il destina son prieuré de Padoue à la formation d'un Collège de la Compagnie.

Polanque et Frusis avaient été envoyés par Loyola dans cette Université célèbre, où ils achevaient leurs études. En travaillant à acquérir les sciences humaines, ces deux jeunes gens propageaient parmi leurs condisciples la science de Dieu. Novices dans la Société, ils s'occupaient déjà de lui amener de brillantes recrues. Jérôme Otelli fut de ce nombre. Après avoir mis Venise à l'abri des séductions de l'hérésie, Laynès songea à profiter des dons de Lipomani. Il se rendit à Padoue afin d'établir la discipline intérieure du Collège. L'Université de cette ville voyait parmi ses membres de nombreux sectaires qui y accouraient pour faire germer dans le cœur de la jeunesse des opinions d'indépendance. Laynès exerça à Padoue le même ministère, la même influence qu'à Venise. Au mois de février 1544, il paraissait à Brescia, où s'infiltraient les disciples et les ouvrages de Luther et de Calvin.

Dans cette ville, dont il eut bientôt ravivé la foi, habitait un moine apostat qui, par sa dialectique pleine de verve, s'était fait beaucoup de prosélytes. Fort de sa science théologique, il déclara publiquement que, s'il proposait à Laynès quelques objections sur le Purgatoire, Laynès lui-même resterait muet ou se ferait luthérien.

Alors le champ-clos de la discussion n'était pas seulement un plaisir, mais un besoin. Accompagné d'une multitude avide de ces joutes, le moine se présente devant le Jésuite, qui, patiemment et les yeux baissés, l'écoute développer ses arguments tout à son aise. Quand ils furent énumérés, Laynès, dont la mémoire était prodigieuse, reprend une à une les objections dans l'ordre même où elles lui ont été proposées ; il les réfute avec tant de clarté que l'apostat avoue son erreur, rentre dans le giron

de l'Eglise et devient le plus chaud partisan de son vainqueur.

De pareils succès, sous les yeux mêmes du Pape, donnaient à l'Institut naissant une magique influence : il se propageait à l'ombre du Saint-Siège ; en même temps il pénétrait dans d'autres pays.

L'Université de Paris.

L'Université de Paris avait été la première école de la Compagnie ; on n'y avait pas oublié les talents des uns, l'intelligence des autres, les vertus de tous. Déjà plusieurs personnes riches y entretenaient un certain nombre de jeunes gens reçus dans la Société et qu'Ignace faisait étudier dans ce foyer de lumière. Le berceau de l'Ordre devait en être aussi le séminaire.

Commencement de l'Ordre de Jésus en France.

Dès le printemps de 1540 le Navarrais Jacques d'Eguia fut établi par Loyola supérieur de ces écoliers. Jérôme Domenech lui succéda en 1544 ; Paul Achille, Ribadeneira, Viole, François Strada, l'un des plus célèbres prédicateurs de son siècle, André Oviédo, qui fut patriarche d'Ethiopie, et d'autres moins connus, mais tout aussi fervents qu'eux, se livraient avec l'ardeur ordinaire des novices aux travaux dont l'Université ouvrait le champ. La vie qu'ils menaient au milieu de Paris était celle dont leurs devanciers venaient de leur léguer le modèle ; ils célébraient les saints offices, ils communiaient à l'église des Chartreux. Mais comme la piété pour soi-même n'exclut pas la charité pour les autres, ces jeunes gens, dont le zèle était aussi éprouvé que la science, commencèrent à donner les Exercices Spirituels. A la suite de ces prédications qui sortaient du cercle tracé à chaque orateur chrétien et qui faisaient entrer l'éloquence dans une voie nouvelle, Jacques Miron postule le noviciat dans la Compagnie. François Picard, ce fameux docteur en théologie dont le nom n'est pas encore oublié, et Maître à Cornibus se déclarent hautement les amis et les propagateurs de l'Institut.

Eguia et Domenech avaient senti le besoin de réunir dans une même maison les membres encore si peu nombreux de la Compagnie. Le collège des Boursiers fut leur première demeure à Paris ; en 1542, ils allèrent à celui des Lombards. La confiance d'Ignace dans les progrès futurs de la Société était si entière qu'il ne craignait point, pour la dilater, d'arracher à leurs études et à leur patrie les membres enrôlés sous son étendard. En cette même année il apprend que le Portugal sollicite des collèges de la Compagnie ; elle ne comptait que dix-neuf frères à Paris. Il ordonne à Miron, à Ponce Cogordan et à François de Royas de se diriger sur Lisbonne.

Le Roi de France et l'Empereur, ces deux rivaux qui remplissent l'histoire du bruit de leurs querelles, couraient encore aux armes. Il était enjoint aux sujets de Charles-Quint de passer la frontière sous huitaine. Domenech

était Espagnol : il partit pour Bruxelles avec sept de ses compatriotes engagés dans l'Institut. Pendant les années suivantes le tumulte des affaires et des plaisirs empêcha les Pères qui étaient restés à Paris de multiplier leur Ordre.

Cet Ordre était fondé par un Espagnol ; la plupart de ces membres appartenaient à la même nation. Cette nation se posait éternellement en rivalité avec la France : il y avait donc préjugé, antipathie ; la différence des mœurs et des caractères était flagrante. Les clameurs contre les Jésuites poussées par les Hérétiques d'Allemagne et d'Italie retentissaient dans tout le royaume, où ils comptaient beaucoup de sectateurs.

Ignace avait placé à Paris une pierre d'attente ; il comprit que la situation était forcée et qu'il fallait laisser au temps le soin de calmer les esprits. Cette prudence porta d'heureux fruits. En 1545, Guillaume Duprat, évêque de Clermont et fils du chancelier de ce nom, s'offrait comme protecteur de la Compagnie. Il lui fonda un collège dans la ville de Billom. Il logea les Pères dans son hôtel de Clermont, qui plus tard se transforma en maison de l'Ordre. Après l'avoir prise sous son égide, Duprat institua la Société héritière d'une partie de ses biens.

Elle avait pour appui avoué un prélat français. En France même, le génie le plus universel de cette époque désira embrasser sa règle. Guillaume Postel, que Marguerite de Valois appelait la merveille du monde, était un homme dont les plus doctes disaient que de sa bouche il sortait autant d'oracles que de paroles. Esprit délié, imagination ardente, il possédait toutes les langues et toutes les sciences. C'était l'ami des rois, et il avait en quelque sorte pour courtisans les plus illustres seigneurs de ce temps-là.

Sur le bruit que la Compagnie de Jésus fait en Europe, Postel, qui est dans toute la force de l'âge, abandonne la cour, il va demander à Ignace de le recevoir comme un de ses enfants. La conquête était précieuse : Loyola s'en réjouit d'abord ; mais il reconnut que l'apparence l'avait ébloui. La solitude et l'abnégation de soi-même réagirent violemment sur cette active intelligence, pour qui l'étude n'avait plus de mystère. Postel avait entrevu la Compagnie de Jésus portant la lumière aux idolâtres, dogmatisant, prêchant, combattant. Les épreuves auxquelles elle soumet ses novices lui étaient échappées ; il essaya de se livrer aux exercices spirituels ; mais bientôt Postel est en proie à des visions extravagantes. Il rêve un nouvel avènement du Christ ; il se lance dans les erreurs du rabbinisme ; il fait reposer sur l'astrologie judiciaire les principes mêmes de sa foi.

Un pareil état de choses était intolérable ; Salmeron et Laynès tâchèrent de ramener à la raison ce génie que l'orgueil aveuglait. Le car-

G laou Dup son mie tection

L. teun tel enta dans suite

o d a

dinal Savelli entreprend de guérir Postel; ses soins sont aussi inutiles que ceux d'Ignace. Par l'ascendant de sa réputation, Postel aurait pu devenir dangereux à la Compagnie : il en est exclu; mais cet événement, mal interprété et surtout présenté sous de fausses couleurs, devait retarder, en France, l'établissement des Jésuites.

La plupart des Universités s'opposaient à l'admission de la Société nouvelle comme corps enseignant; elles luttèrent contre elle. En France, cette lutte a duré trois siècles; et elle se continue encore quand tout a changé, excepté les passions. Lorsque nous analyserons le système d'éducation des Jésuites et que nous aurons à faire connaître leurs collèges, leur méthode et ses résultats, nous comparerons les principes qui servaient de base à ces grands établissements. Mais avant d'examiner cette question si longtemps débattue, et qui n'a jamais été tranchée que par la force, il nous a semblé utile de reporter plus haut notre pensée et d'arrêter nos regards sur l'origine des Universités anciennes et sur leurs constitutions. Nous avons dit comment s'était formée la Société de Jésus, il importe maintenant d'apprécier l'esprit primitif des Universités et de savoir quels furent les besoins sociaux qui en inspirèrent l'idée.

Le berceau de la première Université, son fondateur, et le siècle où elle fut créée sont encore des mystères historiques. Les villes de Paris et de Bologne se disputent la préséance; cependant nous croyons que l'Université de Paris est l'aînée de celle de Bologne; les autres viennent à la suite de ces deux sœurs à des distances plus ou moins rapprochées.

L'Université de Paris ne fut pas constituée sur un plan régulier et complet. Un homme aux conceptions hardies, tel qu'Ignace de Loyola, ne médita point son ensemble, ne l'entrevit pas dans toutes ses parties. Charlemagne, il est vrai, encouragea dans son empire d'Occident l'étude des sciences et des belles-lettres, qui répandaient un vif éclat autour de son trône. Sorties de ce foyer impérial, elles rayonnèrent dans le monde; mais d'une salle du Palais, école improvisée¹, d'une réunion de quatre savants étrangers ayant pour bénévoles auditeurs des rois, des évêques et des guerriers, à une Université digne de ce nom, il y a loin.

Avant et après le règne si glorieux de Charlemagne, il exista d'autres sanctuaires des bonnes études. L'Eglise avait ses chapitres, ses couvents et la maison épiscopale. Du monastère de Saint-Martin de Tours, s'élançaient, au témoignage de Sulpice-Sévère, plusieurs savants et un grand nombre de prélats. L'abbaye de Lérins était une école fameuse dont saint Honorat porta les traditions dans le Jura. Saint Colomban et saint Benoît appelaient leurs reli-

gieux au travail de l'intelligence. Chaque monastère devenait un collège. Au onzième siècle, des écoles publiques se formaient dans les cathédrales de Reims, de Poitiers, du Mans, d'Auxerre, et dans plusieurs autres églises; celle de Châtillon-sur-Seine jouissait d'un grand renom, et c'est là que saint Bernard fut élevé.

Mais ces établissements créés par le Catholicisme, qui sentait le besoin de l'éducation et qui essayait de la répandre, parce que l'éducation faisait sa force, sont encore bien éloignés d'une Université. La naissance de ces corporations ne date, à proprement parler, que de l'époque où se constitua l'Université de Paris; elle-même n'a vie pour l'histoire que du jour où la reconnaissance et l'approbation des Rois et des Papes lui donnèrent une existence légale, des statuts, des privilèges et son nom caractéristique d'Université.

Au milieu des guerres civiles du dixième siècle, et lorsque les Normands envahissaient la France, les professeurs et les étudiants désertèrent l'école du Palais pour se réfugier dans le Parvis Notre-Dame; de là ils s'étendirent, avec le temps, jusqu'à la Montagne Sainte-Geneviève. Deux autres écoles avaient presque autant de célébrité que celle du Palais; elles se plaçaient sous l'invocation de Saint-Germain et de Saint-Denis. Les Souverains Pontifes les appelaient leurs trois filles spirituelles.

Geoffroy de Boulogne, évêque de Paris et chancelier de France, fonda, sur la fin du onzième siècle, la première école séculière; Guillaume de Champeaux y professa la rhétorique et la théologie; Abailard, son élève, son rival et son successeur, accrût la renommée de cet établissement. L'émulation donna une nouvelle activité aux études; elle multiplia les savants, elle enfanta des auditeurs. Au commencement du treizième siècle, cette aggrégation de maîtres et de disciples prit le nom d'Université.

Cette appellation n'a point son origine dans l'universalité des sciences que ces gymnases enseignaient¹, ni dans l'agglomération de ceux qui étaient susceptibles d'étudier. Ce mot n'a pas une étymologie aussi ambitieuse. Les Papes Innocent III, Honorius III, Innocent IV et Alexandre IV accordaient à de pareilles corporations des privilèges et des faveurs. Pour les maintenir dans les voies littéraires, ils écrivaient souvent aux maîtres et aux écoliers; chaque lettre commençait par une de ces formules : *Noverit Universalitas vestra* ou *Universalitas magistrorum et scholarium*².

De ce mot adressé collectivement naquit le nom d'Université. Robert de Courson, légat du

(1) Toutes les sciences n'y étaient pas enseignées. A Orléans, à Bourges, par exemple, on ne professait que le droit; à Montpellier, que la médecine.

(2) Votre universalité saura, — ou bien : L'universalité des maîtres et des écoliers.

(1) *Schola Palatii*.

Saint-Siège en France, dressa ses premiers statuts : ils portent la date de 1215 et ne mentionnent pour objets d'enseignement que les arts et la théologie ¹. Innocent III leur adjoignit la Faculté de droit, et, dans une bulle de 1234, le Pape Grégoire IX suppose l'existence des maîtres de théologie, de droit, de physique et des arts. L'Université elle-même, à la date de 1233, expliquant aux évêques ses démêlés avec les Dominicains, compare les quatre Facultés aux quatre fleuves du paradis terrestre.

En dehors de l'Université il existait beaucoup d'écoles ; les Cordeliers, les Frères Prêcheurs ou Dominicains, les Carmes et les Augustins ouvraient leurs Collèges aux jeunes gens de toutes les nations. Cette concurrence amenait sans aucun doute beaucoup de conflits, car la jalousie est de tous les temps ; mais l'autorité royale ou le Saint-Siège y mettait un terme. Les passions rivales étaient jugées et condamnées ; il y avait des vainqueurs ou des vaincus. Personne cependant ne songeait à porter atteinte à la liberté d'enseignement ; elle était hors de cause : l'Université naissante en respectait le principe ; les Ordres religieux l'acceptaient.

A cette époque l'Université n'était qu'une agrégation libre, dans laquelle on ne connaissait encore ni examen, ni grades, ni diplômes ; la capacité seule conférait le droit de maîtrise. Le Souverain Pontife Grégoire IX créa les degrés de bachelier, de licencié, de maître et de docteur.

Le nom de *bachelier* ² fut par lui attribué au premier grade, ainsi que dans la milice on appelait l'officier inférieur *bas chevalier*.

Le *licencié* fut celui qui, après les épreuves voulues, obtenait la licence ou permission d'enseigner partout.

Le *maître* et le *docteur* portent avec eux l'explication de leurs titres ³.

Dans le principe, l'Université n'eut pas d'ad-

ministration spéciale, elle se gouvernait selon le droit commun à tous les citoyens ; mais peu à peu elle se fit corporation et elle régularisa sa forme. Ce n'était pas aux rois de France qu'elle demandait son institution ou les prérogatives qu'elle ambitionnait. L'Université tournait toujours ses regards vers Rome. Ainsi, Innocent III lui permettait de se nommer un procureur ; Innocent IV l'autorisait à se servir de sceaux, ce qui créa la charge de chancelier. L'Université était donc sous la dépendance des Papes ; elle reconnaissait cette dépendance ; elle avait même parmi ses dignitaires un représentant spécial du Saint-Siège, chargé par lui de veiller à l'orthodoxie de la doctrine. Ce représentant pontifical s'appelait le syndic.

Les fonctions de Doyen (*Decanus*) ou supérieur de dix sont attribuées au chef d'une Faculté particulière. Le chef de la Faculté des arts était aussi celui de l'Université sous le nom de recteur.

Les privilèges ne manquèrent pas à cette corporation : elle en sollicitait souvent ; les Papes lui en accordaient beaucoup. Pour elle, ce devait être un motif de réserve, et dans plusieurs circonstances on n'aurait pas dû la voir si âpre à reprocher aux autres ce qu'elle-même avait obtenu ou espérait obtenir de la libérale gratitude du Saint-Siège. Ces privilèges, que le temps a détruits, peuvent se réduire aux suivants :

Droits d'aubaine, de bénéfices, de *committimus*, d'excommunication de grade, de péage, de résidence, de service militaire et de subsides.

Le droit de *committimus*, étendu et varié dans ses applications, était accordé, tantôt par le Saint-Siège, tantôt par les Rois. Il enlevait l'Université à la juridiction ordinaire, et lui donnait des juges particuliers et des protecteurs. Pour les faits universitaires, elle était soustraite à l'excommunication des Evêques et soumise aux conservateurs apostoliques ; elle avait le droit d'enseigner partout ; ses docteurs prenaient la préséance sur tous les autres docteurs.

La Sorbonne et le Collège de Navarre étaient, à Paris, ses principales, ses plus célèbres maisons. C'est du collège de Navarre que vient le nom de Grand-Maitre ; le docteur qui représentait le premier professeur de théologie de cet établissement le portait toujours.

Sur la fin du quatorzième siècle, l'Université de Paris possédait cinquante Collèges.

A l'imitation des écoles d'Athènes et de Rome, elle divisa ses étudiants en quatre nations. Pour elle, ces quatre nations furent la France, la Picardie, la Normandie et l'Allemagne, qui fut substituée à l'Angleterre pendant les guerres du quatorzième siècle. Ces nations se subdivisaient elles-mêmes en provinces. Les autres Universités adoptèrent ces distinctions. L'Université d'Oxford se partagea en deux nations, puis en quatre. Celles de Vienne, de Prague et de

Son
mode
gouver
et d'in
struire

(1) Les maîtres-ès-arts étaient chargés de la philosophie ; les théologiens, de l'Ecriture sainte.

(2) *Baccilarius* ou *baccularius*.

(3) Voici les épreuves qu'il fallait subir pour l'admission à ces différents grades. Après trois ans d'études théologiques, l'étudiant soutenait sa première thèse, nommée la *tentative*, sur la première partie de la Somme de saint Thomas. S'il la défendait victorieusement, il était reçu bachelier. Il aurait en licence, il y passait deux ans ; il subissait deux examens : le premier sur toute la scolastique, le second sur les sacrements, l'Ecriture sainte, l'histoire ecclésiastique. Pendant ces deux ans de licence, qu'on appelait *dire sur les bancs*, les bacheliers faisaient plusieurs actes ou soutenaient plusieurs thèses, qu'on nommait la *grande ordinaire*, la *petite ordinaire*, la *sorbonique*. La sorbonique était ainsi nommée de la Sorbonne, où elle se soutenait toujours depuis six heures du matin jusqu'à six heures du soir. Après ces actes et les disputes aux thèses pendant deux ans, les bacheliers passaient licenciés, en recevant la bénédiction du chancelier de Notre-Dame de Paris. Enfin, après un autre acte appelé *vesperies* parce qu'il avait lieu de trois heures à six heures du soir, le licencié que les docteurs avaient interrogé allait recevoir des mains du Chancelier de l'Université, à Notre-Dame de Paris, le bonnet de docteur. Le dernier acte qu'il faisait dans cette occasion se nommait *aulique*, de la salle de l'Archevêché où il était soutenu. Ces grades donnaient droit d'éligibilité à des charges importantes, à de hautes dignités.

Leipsick eurent aussi leurs Quatre Nations. Les Universités dans les grandes villes du royaume de France introduisirent parmi elles le même usage. Orléans prit les dénominations de Paris ; Poitiers se sépara en France, Aquitaine, Berri et Touraine. Ces distinctions avaient pour but de faciliter le classement des élèves pour le logement, les assemblées, les processions, et pour la distribution des bourses et des secours. Elles maintenaient surtout chez les jeunes gens l'esprit de provincialisme à une époque où la province était à peu près la seule patrie.

Les Universités étaient fondées, soit par les Papes, soit par les Rois, souvent par le concours des deux puissances. En 1312, Clément V et Philippe-le-Bel créent celle d'Orléans ; en 1289, le pape Nicolas IV avait établi l'Université de Montpellier, et Boniface VIII celle d'Avignon en 1303. Jean XXII, en 1332, forma celle de Cahors ; en 1409, Alexandre IV celle d'Aix ; en 1450, Pie II celle de Nantes. Les Universités de Reims et de Tournon sont dues, la première, en 1548, à Charles le cardinal de Lorraine ; la seconde, en 1560, à François, cardinal de Tournon. Les rois saint Louis, Charles V, Charles VII, Louis XIII et Stanislas de Pologne fondèrent les autres.

Elles étaient au nombre de vingt-trois, ne coûtant rien à l'Etat et répandant l'instruction sur une masse d'élèves dont l'Université moderne n'a pas encore pu atteindre le chiffre.

Sous ce régime, que nous avons sommairement défini, les études furent fortes et libres. Par une tendance naturelle à tous les corps privilégiés, l'Université, à diverses reprises, essaya bien de faire fermer les autres écoles publiques. On la vit même aspirer au monopole de l'éducation ; mais cette lutte incessante, et par le fait infructueuse, est un nouveau témoignage qu'elle-même rendait au principe de liberté. Ce principe avait été, il était encore le sien. Dans leurs édits en sa faveur, les Souverains ne craignaient pas de se dire les protecteurs de tous les droits et de toutes les Ecoles. Les vieux princes français et les autres monarques de l'Europe comprenaient que, dans l'intérêt de leurs couronnes et de leurs peuples, il fallait laisser aux pères de famille la concurrence.

Ecclésiastique dans son origine, dans ses progrès, dans ses hommes, dans ses doctrines, l'Université, fille aînée des Rois Très-Christiens, le fut encore dans son mode à peu près gratuit d'instruction. Le Chancelier de Notre-Dame de Paris, au nom de l'autorité pontificale, accordait à ses professeurs, dans une bénédiction, la licence d'enseigner. La Religion était le tronc auquel se rattachaient toutes les branches des sciences humaines ; mais quand l'hérésie, le schisme ou de funestes jalousies envahirent ces grands corps, ils perdirent peu à peu leur influence, et, comme les Parlements, ils expirè-

rent sous les coups d'une révolution qu'ils avaient préparée.

L'Université de Paris, l'irréconciliable adversaire des Jésuites, est connue. Nous allons la voir à l'œuvre, tantôt avec ses préventions, tantôt avec ses calculs, quelquefois même avec ses haines. Ce qu'elle a fait contre la Compagnie, la plupart des autres Universités de l'Europe l'ont tenté ouvertement ou en secret. La Société de Jésus était une rivale dangereuse. Les corps enseignants se coalisèrent pour la détourner de sa fin ou pour la perdre dans l'esprit des peuples. Mais, par l'éclat qu'elle jetait dans le monde savant, par les hommes illustres qui faisaient sa gloire, par sa puissance politique même, l'Université de Paris a résumé en elle seule les combats livrés aux Jésuites. Elle effaça toutes les Universités dans la persistance de ses jalouses colères ; il fallait donc la faire connaître avant de suivre le cours des événements.

En Espagne, cependant, les Jésuites ne trouvaient pas comme en France des ennemis systématiques. Le nom de Loyola s'était si vite répandu dans la Péninsule qu'Antoine Araoz, un de ses parents, n'eut pas de peine à y faire adopter l'Institut.

Le père
Araoz en
Espagne.

L'Espagne était catholique dans ses passions, dans ses préjugés, dans l'essence même de son gouvernement. Elle avait si longtemps combattu contre les Maures pour sa nationalité que, même après la victoire, il lui restait un souvenir de martyre. Ce souvenir, fondu dans les mœurs, était pour elle un second baptême. Les Espagnols se croyaient vieux Chrétiens d'origine ; il y avait peu à redouter les efforts que pouvaient tenter sur la Péninsule les Hérétiques d'Allemagne et de France. Ce ne fut donc pas à ce motif que la Société de Jésus y dut son introduction.

Araoz, entré dans l'Institut au moment de sa fondation, eut besoin, cette année-là même, de retourner dans sa patrie. Il débarqua à Barcelone. Les amis, les disciples qu'Ignace compte dans cette ville le reçoivent avec transport. A leur prière, il monte dans la chaire de vérité. Araoz était éloquent et surtout convaincu. Il réveille l'ardeur dans les âmes ; il parle des fruits de salut que porte en Europe la Compagnie dont il est membre. Ses auditeurs s'enflamment d'un beau zèle ; ils projettent de fonder dans leur cité une maison de l'Ordre. Ce projet s'accomplit. Araoz poursuit sa route dans la Castille. A Burgos, à Valladolid, il inspire le même enthousiasme, il obtient les mêmes résultats. Dans les provinces basques, il opère de semblables prodiges. La foule, qui se pressait pour l'entendre, était si grande que, plus d'une fois, Araoz se vit contraint de prêcher en pleine campagne.

Le Vice-Roi de Catalogne était Don François de Borgia, duc de Gandié. Ce prince, qui

deviendra le troisième Général des Jésuites, avait en partage toutes les vertus que son aïeul, le Pape Alexandre VI, aurait dû porter sur le trône pontifical. Il désira voir en particulier Araoz, le premier Profès après les dix Pères qui sont comme les fondateurs de la Compagnie. Araoz l'entre tint de tous les plans de Loyola; il lui présenta la bulle apostolique, et le Vice-Roi promit de s'associer de tout son pouvoir à une œuvre dont l'origine lui apparaissait comme une faveur céleste. Borgia tint parole.

Rodri-
guez en
Portugal.

Le Portugal fut celui des royaumes catholiques qui se montra le plus empressé pour accueillir la Compagnie de Jésus. Dans le chapitre suivant, consacré aux missions de François Xavier, nous déduirons les motifs qui avaient déterminé Jean III à appeler les nouveaux religieux dans son royaume. Ici nous n'avons à nous occuper que des résultats obtenus sur le continent européen.

Sea-
sucrés et
eux de
Xavier.

Xavier partit seul pour les Indes. Rodriguez, à la demande du roi, resta à Lisbonne, où leurs prédications avaient été si fructueuses. Témoin de tant de prodiges, Don Juan de Portugal ne se montra point ingrat. Quelques bénéfices ecclésiastiques vinrent à vaquer; il pria la cour de Rome de les appliquer à l'établissement d'un collège, dont il ferait une pépinière de saints ouvriers pour ses Etats et de missionnaires pour les nations infidèles. En 1542, il choisit à Lisbonne la maison de Saint-Antoine-Abbé. Rodriguez en prit possession avec Bernardin Scaleati et Gonsalve Médaira, ses deux disciples.

Collège
de
Coimbre.

Leur nombre s'accrut, et cette année-là même on jeta les fondements du collège de Coimbre. Ce fut un des plus riches et des plus célèbres de la compagnie dans la Péninsule. Au mois de janvier 1544, il ne comptait que vingt-cinq sujets, il en avait soixante au mois de juillet. Mais les Pères étaient étrangers, Français ou Italiens pour la plupart. Un des points les plus remarquables de la politique d'Ignace consistait à ne voir qu'un membre de la Compagnie dans un sujet de telle ou telle nation. Il voulait tous les habituer à se soutenir, à s'aimer en frères.

Pour cela, il avait cru devoir briser, dès le principe, cet amour du clocher natal qui étouffe tant de grandes choses. Le monde, pour lui et pour son Ordre, n'était qu'un peuple en Jésus-Christ. Il était donc essentiel d'apprendre aux Novices la langue et les mœurs des autres Novices. Il les faisait cosmopolites, afin de les attacher à Dieu par des liens indissolubles. Il les rendait voyageurs, afin qu'au contact des diverses nations ils apprissent, par expérience, à mieux connaître les hommes.

Cette politique n'était pas à la hauteur des habitants de Coimbre. Ils témoignèrent d'abord de la froideur et même du mépris à ces Pères venus de si loin. Ils étaient nés dans l'ouest et dans le nord de l'Europe. Ils pouvaient être

entachés d'hérésie. En Portugal, ce soupçon était un crime. Peu à peu pourtant le préjugé se dissipa.

Mais pour bien saisir de quelle manière se propagea la Compagnie de Jésus, il importe de suivre Pierre Lefèvre dans les différentes missions qu'il remplit, et, après l'avoir accompagné en Allemagne, de repasser avec lui dans la Péninsule. Ce prêtre, l'exemple le plus frappant de la puissance de l'association, était né en Savoie. Pauvre, timide, il ne savait pas même apprécier l'énergie et le talent que son cœur et sa tête renfermaient. Il aurait passé humble et ignoré sur la terre, faisant le bien dans quelque coin d'une vallée des Alpes, lorsque Ignace s'empara de lui au milieu de ses études à l'université de Paris. Lefèvre était sans volonté, sans ambition : le vœu de pauvreté et d'obéissance ne lui coûta donc guère; mais les entretiens de Loyola, les ardentes inspirations de Xavier, le calme si plein de force de Laynès révélèrent à cet homme les ressources que Dieu avait enfouies dans son cœur. Lefèvre devint ambitieux du salut des âmes. Cette nature longtemps inerte se réveilla sous la main d'Ignace. Nous allons voir ce qu'en peu d'années une pareille transformation lui permit d'accomplir.

L'Allemagne, avec ses divisions territoriales, avec ses princes si remuants, était pour l'Europe et pour le Saint-Siège un continuel sujet d'inquiétudes ou de troubles. Les vieilles querelles de l'Empire et de la Cour Romaine, les empiétements de l'un, les excommunications de l'autre, le souvenir de ces rois se mettant en guerre contre les Papes ou courbant leur orgueil sous la main d'un prêtre, toutes ces divergences entre les deux principes, divergences qui remplassent l'histoire du moyen âge, n'étaient pas oubliées. Ce peuple si fractionné par la politique, mais si uni par les mœurs et par le langage, n'avait pas encore trouvé dans les guerres assez d'aliment pour calmer son imagination toujours amante des innovations. A des esprits que ne satisfaisaient pas les calmes études des universités allemandes, il fallait de ces discussions qui enfantent un nouveau monde d'idées, un nouvel enchaînement de faits; ils rêvaient des cultes plus appropriés à leurs besoins, plus en rapport avec leurs penchants.

La forme et le fond leur importaient peu, si ces cultes devenaient pour eux une vengeance contre Rome et une satisfaction accordée à leurs passions. Ce fut alors que Luther parut. L'époque était fertile en agitations, féconde en révoltes; le Clergé, celui d'Allemagne surtout, donnait, à quelques rares exceptions près, l'exemple de tous les débordements. Luther, moine augustin, et qui avait emprunté au Clergé tous ses vices, voulut y ajouter d'ambitieux projets : il rêva la pourpre romaine. Ne l'entrevoyant que dans un avenir lointain, il

Lef-
en A.
magn

Sie-
tion
l'Eu

espéra se rapprocher d'elle en se faisant redouter.

Armé de certains désordres qui s'étaient introduits dans l'Eglise, il se mit à battre en brèche les indulgences et les dispenses émanées de Rome. Par cette pente insensible qui entraîne les hommes au delà même de leurs pensées, tant il est difficile de savoir s'arrêter avec sa cause ! il se vit emporté dans un cercle d'idées plus absolues ; il avait commencé par prêcher contre les abus, il trouva des contradicteurs ; la contradiction dans sa tête théologique fit naître des tentations d'amour-propre : on lui résistait, il déchira le voile sous lequel il avait caché ses desseins. Il sommait l'Eglise de se réformer ; l'Eglise ne se prêtait pas docilement aux conseils qu'il lui jetait dédaigneusement du haut de sa chaire, l'Eglise le traitait d'apostat et d'hérétique. Luther n'eut pas le courage de lui donner un démenti.

Il devint ce que l'histoire sait ; à sa mort, le 18 février 1546, il avait tellement propagé ses doctrines que l'Allemagne entière s'en était éprise. Des princes, des royaumes se séparaient de l'Unité ; Luther avait laissé après lui des sectaires, des disciples et la foule d'enthousiastes que traînent à leur suite tous les cultes nouveaux. L'Allemagne, sous la parole de Mélancthon, de Bucer, de Carlostadt et de Bullinger ; la Suisse et la France livrées aux doctrines de Zwingle, de Calvin et de Théodore de Bèze, étaient une arène où chacun disputant, commentant les textes de l'Ecriture et des Saints Pères, s'attribuait, dans son libre examen, l'Infaillibilité qu'il refusait à l'Eglise universelle.

Une pareille situation ne pouvait manquer d'attirer les regards du Souverain Pontife. Sa gravité n'échappait pas non plus à Charles-Quint, dont la cauteleuse prudence ternissait l'éclat des qualités royales. Ce mouvement dans les esprits de son empire germanique l'inquiétait comme prince et comme catholique.

Les Luthériens n'envahissaient pas seuls les rives du Danube ou du Rhin. Storck et Muncer, dès 1523, créaient une secte qui, sous le nom d'Anabaptistes, se disait inspirée pour détruire et le Catholicisme et le Protestantisme. Comme les Luthériens et les Calvinistes, ces hérétiques ne venaient pas apporter la paix, mais le glaive. Le fond de leur religion consistait à rebaptiser les enfants ; c'est de là qu'ils tiraient leur nom. Fanatiques et cruels, ils développaient aux peuples le dogme de l'égalité, et ils leur apprenaient que l'insurrection contre l'Eglise et contre les Rois est toujours un devoir. Les Anabaptistes n'offraient qu'un péril passager, car les nations ne se laissent pas longtemps entraîner à de criminelles folies ; mais l'Empereur n'était pas disposé à accorder autant de liberté à ses sujets : il crut l'entraver en réunissant dans des espèces de synodes ou colloques les docteurs les plus renommés. Les Protestants

avaient intérêt à multiplier ces assemblées : d'abord parce qu'elles leur fournissaient les moyens d'étendre leurs doctrines, ensuite parce que la fréquence de ces assemblées était un empêchement à la formation du Concile OEcuménique invoqué par le Saint-Siège et par toute la Chrétienté.

Ortiz, le député de Charles-Quint auprès de Paul III, reçut injonction de se rendre à Worms, où allait se tenir un de ces colloques. Le diplomate espagnol avait besoin auprès de lui d'un théologien consommé, d'un orateur éloquent, d'un prêtre vertueux surtout ; il en demanda un au Pape et à Loyola : tous deux choisirent Lefèvre. Le 24 octobre 1540 Ortiz et lui arrivaient à Worms. Lefèvre était le premier membre de la Compagnie de Jésus qui entrait en Allemagne.

Ce colloque indiqué n'avait été qu'un leurre dans la pensée des Luthériens. Lefèvre ne tarda pas à s'en apercevoir aux obstacles mêmes qu'ils apportaient à toute réunion préparatoire. Mais il y avait dans cette ville un Clergé pervers, des Chrétiens qui, à l'exemple de leurs pasteurs, se précipitaient dans tous les désordres. Lefèvre entreprend de s'opposer à tant de maux ; il y réussit.

On lit un effrayant tableau des mœurs ecclésiastiques dans les lettres en langue espagnole qu'il adressa de Worms au Général de la Compagnie ; ce tableau, ainsi que ces lettres, appartiennent à l'histoire. Il écrivait le 27 décembre 1540 ¹ :

« Je m'étonne qu'il n'y ait pas deux ou trois fois plus d'hérétiques qu'il n'y en a, et cela parce que rien ne conduit si rapidement à l'erreur dans la foi que le désordre dans les mœurs ; car ce ne sont ni les fausses interprétations de l'Ecriture ni les sophismes qu'emploient les Luthériens dans leurs sermons et leurs disputes qui ont fait apostasier tant de peuples et fait révolter contre l'Eglise Romaine tant de villes et de provinces ; tout le mal vient de la vie scandaleuse des prêtres. »

Le 40 janvier 1541, Lefèvre continuait :

« Plût à Dieu que dans cette cité de Worms il y eût seulement deux ou trois ecclésiastiques qui ne fussent pas concubinaires ou souillés d'autres crimes notoires, et qui eussent un peu de zèle pour le salut des âmes ! car dans ce cas ils feraient tout ce qu'ils voudraient de ce peuple simple et bon. Je parle des villes qui n'ont pas encore aboli toutes les lois et les pratiques de religion ni secoué entièrement le joug de l'Eglise Romaine ; mais la partie du troupeau qui, par devoir, serait tenue de conduire les infidèles dans le bercail est celle-là même qui, par ses mœurs dissolues, invite et pousse les Catholiques à se faire Luthériens. »

(1) Toutes les lettres ou documents inédits cités dans cette Histoire sans indication d'origine se trouvent aux archives du Gesù, maison-mère de la Compagnie de Jésus à Rome.

Lejay et Lefèvre aux diètes de Worms, de Spire, et de Ratisbonne.

Il est facile de voir d'après ces lettres que les Sectaires eux-mêmes n'étaient pas les apôtres les plus actifs de la Réforme. Ce qui se passait à Worms, ce que Lefèvre y signalait, s'offrait à peu près partout. Le Jésuite témoigne le désir de rencontrer deux ou trois prêtres qui ne soient pas corrompus ; il n'y en avait qu'un : c'était le doyen du Chapitre, qui exerçait en même temps les fonctions de vicaire-général et d'inquisiteur pour la foi.

Seul et découragé, il allait abandonner le troupeau qui, selon ses paroles, se jetait de lui-même dans la gueule du loup, lorsque Lefèvre vint, par ses exhortations, ranimer son ardeur. Worms changea de face.

De là, le Père se rendit à Spire, puis à Ratisbonne, où l'Empereur et le cardinal Contarini, légat du Pape, devaient assister à un synode entre les Catholiques et les Protestants. Lefèvre ne perdait pas de temps ; il voyageait avec les officiers de Charles-Quint ; et, pendant la route, il leur prodiguait ses bons soins et les exercices spirituels.

La diète de Ratisbonne s'ouvrit au mois d'avril 1544, en présence de l'Empereur et de sa cour. Le parti catholique avait pour orateurs Lefèvre, Eschius, Jules Pflug et Jean Gropper, archidiacre de Cologne. Ses adversaires étaient Martin Bucer, qui venait d'épouser une religieuse, Pistorius et Mélancthon, l'oracle du Protestantisme.

On discutait devant huit juges laïques qui n'entendaient rien à la théologie, qui par conséquent ne pouvaient introduire dans la discussion l'ordre et la régularité. Le cardinal de Granvelle comprit que de semblables entrevues n'amèneraient aucun résultat satisfaisant. Personne n'avouait sa défaite ; tous se montraient plus irréconciliables après le combat, car dans les discours échangés des paroles amères avaient été prononcées ; il y avait eu de graves reproches et surtout de sanglantes blessures faites aux amours-propres. Granvelle pria Lefèvre de se livrer à des occupations plus utiles. Le conseil était bon ; il fut suivi, et, dans le découragement où le jetaient ces disputes, jeux d'esprit qui cachaient une révolution sous leur lourde frivolité, il écrivait de Ratisbonne même le 5 avril 1544 :

« Ce m'est une croix insupportable de voir une partie si considérable de l'Europe, anciennement la gloire de la Religion, crouler ou chanceler maintenant, et de dire que ni la grande puissance d'un tel empereur, ni les talents et l'habileté de ses ministres, ni les personnages de cette imposante diète, ne peuvent et ne savent rien faire pour empêcher la ruine de la Foi. »

La Diète était impuissante pour le bien : Lefèvre l'entreprit seul et en dehors d'elle. Il ouvrit des exercices spirituels aux évêques, aux

prélats, aux électeurs, aux vicaires-généraux, aux ambassadeurs des couronnes, aux théologiens, aux docteurs et aux autres membres de la diète. Le fils de Charles, duc de Savoie, dont Lefèvre était le sujet, lui confia la direction de sa conscience. La foule fut si grande pour l'entendre qu'afin de répondre à tous les besoins il prenait sur son sommeil. Allemands, Portugais, Espagnols, Italiens se pressaient autour de sa chaire. Tous acceptaient les règles de conduite qu'il leur dictait avec une sainte liberté. Il comptait chaque jour parmi ses auditeurs des Ferdinand de la Cerda, des Manrique duc de Najare, des don Sanche de Castille, des Jean de Grenade, fils du dernier roi de Grenade, des Charles de Savoie et des Pescaire.

Cette élite de la noblesse, qui l'adoptait pour son père spirituel, allait reporter dans les différents royaumes la semence qu'elle recevait. Maintenu dans la piété, elle maintenait par ses exemples les peuples dans la Foi. Lefèvre ne s'en tient pas à ses prédications de Ratisbonne ; il pousse jusqu'à Nuremberg. Ignace croit avoir besoin de lui en Espagne : Lefèvre s'y rend, mais l'œuvre qu'il a commencée en Allemagne doit être continuée : Claude Lejay et Bobadilla lui sont donnés pour successeurs.

Lejay venait de renouveler Faenza. Il passe à Bologne ; il se fait entendre, il convertit. A Ratisbonne, ville libre et dont par conséquent le Protestantisme fait une de ses places fortes, il se met à développer les principes et la fin du Christianisme. Ce n'est plus aux riches de la terre qu'il s'adresse ; Lefèvre a résolu leurs doutes : il leur a enseigné la manière de régler leur vie. Lejay veut que le germe de vertu se répande dans le Clergé. Le Clergé, sous les yeux mêmes de l'Empereur, se révolte à l'idée des changements que ce Français parle d'introduire dans ses mœurs. Les Hérétiques se réunissent avec le Clergé dans un commun sentiment de haine.

On menace Lejay de le jeter au Danube ; Lejay sourit et répond : « Que m'importe d'entrer dans le ciel par la voie d'eau ou par la voie de terre ! »

Les Sectaires s'étaient emparés de deux églises ; ils y prêchaient publiquement, car, par des calculs politiques dont l'histoire n'a pas approfondi les causes cachées, l'Empereur tolérât en Allemagne des excès de prosélytisme luthérien qu'il aurait rigoureusement punis en Espagne. L'amour de la nouveauté ne séduisit pas les Catholiques dont Lejay s'était fait le guide.

Bobadilla de son côté, qui, avec le cardinal Réginald Polus, achevait la réforme des mœurs dans le Diocèse de Viterbe, part pour l'Allemagne en l'année 1544. Il s'arrête à Inspruck, où réside Ferdinand 1^{er}, Roi des Romains ; il a des entretiens avec le Roi et avec la cour ; il

veille au salut de tous ; puis le roi le conduit à Vienne pour assister aux conférences qui vont se tenir dans la capitale.

Ces conférences avaient pour but de sauver la Religion des périls qui la menaçaient. Bobadilla prêchait toujours en italien et en latin ; il expliquait le sens des Ecritures ; devant Ferdinand, il discutait avec les Hérétiques les plus célèbres ; il suivait le Nonce du Pape à la Diète de Nuremberg. A la première assemblée de Spire, à celle de Worms, il accompagnait, par ordre du Roi et d'après l'avis du cardinal Alexandre Farnèse, l'Evêque de Passau, ambassadeur de ce prince.

La Diète finie, Bobadilla, que les prélats allemands se disputaient, cède aux instances de Ferdinand, qui se propose de le mettre aux prises avec le Clergé de Vienne. Bobadilla fait triompher l'Evangile dans le cœur des prêtres dissolus ; et comme si la santé de ce Jésuite devait être aussi infatigable que son ardeur, Ferdinand le nomme son théologien à la nouvelle Diète qui s'assembla en 1543.

Devant cette parole si étincelante de verve et de science, l'Hérésie est intimidée, les Catholiques s'affermissent dans leur croyance. A la Diète de Ratisbonne, où il rencontre le Père Claude Lejay, il explique en latin son ouvrage *De Christiana conscientia*.

Lejay avait un successeur à Ratisbonne. Le nonce du Pape le charge d'aller à Ingolstadt, et, malgré la vigilance du prince de Bavière, le Luthéranisme faisait irruption. Ratisbonne offrait un champ neutre aux diverses opinions ; ce prince avait défendu à ses sujets d'y paraître ; et quand on lui parlait de la guerre que les Protestants pouvaient exciter contre lui : « Je consentirais plutôt, répondait-il, à perdre tous mes Etats que de livrer un seul de mes sujets à Luther. »

Lejay trouva donc aide et appui ; il succédait au grand théologien Jean Eschius : il se montra digne de lui. Les évêques d'Allemagne cherchaient tous à posséder une lumière aussi éclatante. Othon Truchsez, évêque d'Augsbourg, puis cardinal, obtint la préférence. Truchsez et le Père unirent leurs efforts pour ramener à la Foi le peuple de Dillingen qui s'en écartait.

Une assemblée provinciale était convoquée à Salzbourg. Dans ce synode, on devait essayer de concilier les opinions des deux partis belligérants. Malgré ses répugnances, Lejay se mit en route ; car l'Archevêque de Salzbourg, frère du duc de Bavière, avait voulu dans ce moment critiquer s'appuyer sur un pareil théologien.

L'Empereur, sans trop se préoccuper de la question religieuse, désirait maintenir la paix dans ses Etats germaniques. Engagé dans des guerres politiques avec la France, il redoutait de voir l'Hérésie envahir l'Allemagne et dégénérer en dissensions civiles. Il lui convenait d'apaiser à tout prix le schisme qui le troublait

dans ses projets ambitieux. Les Luthériens repoussaient l'idée d'un Concile OEcuménique. La condamnation de leurs principes devait y être portée, et il leur paraissait plus avantageux de proposer incessamment quelques-uns de ces synodes qui ajournaient la question ou qui l'envenimaient davantage.

Avant chaque séance, Lejay était consulté par les Evêques. Il rédigea pour eux un écrit dans lequel se résumaient les deux points mis en discussion par l'Empereur.

Il prouva d'abord que les prélats ne pouvaient jamais consentir à ce que, dans une assemblée laïque, on s'arrogeât le droit de résoudre une question religieuse.

Il démontra ensuite que les Protestants, en supposant qu'ils admissent tous les dogmes catholiques, seraient encore entachés de schisme et d'hérésie s'ils refusaient de reconnaître l'autorité des Souverains Pontifes en matière de Foi.

Les Evêques, réunis à Salzbourg, adhèrent à la déclaration de Lejay ; ils firent écarter l'idée d'un Concile national inspirée par les Luthériens, et ils le chargèrent d'écrire à Rome afin de presser la convocation de l'assemblée générale dont les Jésuites étaient les intelligents promoteurs.

Lefèvre, cependant, arrivait en Espagne, toujours accompagné d'Ortiz. Il visite Madrid, Saragosse, Médina, Siguena et Alcalá. Il entretient les grands, il évangélise le peuple, il catéchise les petits enfants. Cet homme, pour lequel le Conseiller de Charles-Quint professait la plus haute estime, ne craint pas de se confondre avec les pauvres, et de se faire plus pauvre qu'eux, afin de les instruire. Lefèvre était à peine établi dans la Péninsule que le Pape Paul III le rappelle pour reprendre en Allemagne la suite de ses travaux apostoliques. Ces migrations continuelles ne déplaisaient point à Loyola.

Sa Compagnie était peu nombreuse. Il espérait la multiplier en révélant, dans cent lieux à la fois, le mérite de ses membres. A Ocana, le Père est présenté aux princesses Marie et Jeanne, filles de Charles-Quint. Elles étaient chrétiennes : il les rend pieuses. Enthousiasmés par ses récits, Jean d'Aragon, et Alvare-Alphonse, deux prêtres de la Chapelle Royale, renoncent aux honneurs et à la Cour. Ils suivent Lefèvre, qui, à travers mille dangers, parvient à Spire au mois d'octobre 1542.

Sa présence excite quelque trouble dans le Clergé. Le nom et les œuvres de la Compagnie y étaient connus. Le Clergé avait donc lieu de croire que Lefèvre allait d'abord procéder à la réforme de ses mœurs ; la mission du Jésuite était telle en effet. Pour la faire goûter, il prend les prêtres par la douceur ; il se fait leur ami, il s'insinue dans leur confiance. Lorsque ce premier pas, le plus difficile de tous, est franchi,

il leur parle avec tant d'onction de la sainteté de leur ministère, des devoirs imposés par ce ministère, que tous les ecclésiastiques de Spire désertent les plaisirs du monde et abandonnent les folles joies qui naguère remplissaient leurs cœurs. Cette victoire obtenue, Lefèvre part pour Mayence, où l'attendait l'archevêque Albert, cardinal de Brandebourg.

Lefèvre
à Mayen-
ce.

Mayence, comme toutes les villes d'Allemagne, voyait chaque jour s'élever dans son sein de nouvelles factions religieuses. Mettant à profit les débauches du Clergé, elles ne craignaient pas de pervertir les fidèles, sous prétexte que leurs anciens pasteurs étaient pervertis eux-mêmes. Lefèvre, soutenu par l'autorité et par les vertus de l'archevêque, rétablit la paix dans les cœurs, la régularité dans le Clergé, la foi dans le peuple.

Albert de Brandebourg était généreux. Il désire acquitter envers le Père la dette que son diocèse et lui-même viennent si heureusement de contracter. Il le force d'accepter cent ducats d'or. Lefèvre avait fait vœu de pauvreté; il l'observait : les cents ducats sont aussitôt partagés entre les indigents de la ville et les frères de la Société de Jésus qui étudiaient à l'Université de Louvain. Il retourne à Spire, il revient à Mayence; car, à chaque phase nouvelle du Luthéranisme, les évêques allemands ne croyaient pouvoir mieux faire que d'opposer le même adversaire; puis, au mois de janvier 1543, il se décide à expliquer publiquement les saintes Écritures.

Ses leçons sont suivies par tous les Mayençais; bientôt elles ramènent à l'Eglise beaucoup de Chrétiens que l'incessante activité des Luthériens en avait éloignés. Elles font plus : elles attirent à Mayence une multitude d'étrangers qui, de toutes les parties des provinces rhénanes, accouraient pour entendre un prêtre dont la réputation était si extraordinaire.

Pierre Canisius, né à Nimègue le 8 mai 1524, était du nombre. Toujours poussé par le désir d'apprendre, esprit solide et brillant, mais ayant dans la tête quelques-uns de ces doutes qui travaillent les plus belles natures, Casinius était regardé comme l'un des doctes de l'Université de Cologne. Il avait vingt-quatre ans, et son maître, Nicolas Eschius, et son ami, Laurent Surius, affirmaient déjà qu'il serait un des plus fermes soutiens de l'Eglise. Casinius entendit Lefèvre, il le vit, il l'entretint, et sa vocation fut décidée : Casinius entra dans la Compagnie de Jésus.

A Co-
logne.

Sur ces entrefaites, avis est donné à Lefèvre des calamités qui fondent sur la ville de Cologne. Herman de Weiden, son archevêque-électeur, chancelle dans la Foi. Il peut entraîner le troupeau dans l'abjuration du pasteur, et personne ne se sent le courage d'opposer l'autorité de Dieu à l'autorité d'un homme. Les Catholiques de

l'électorat n'espèrent qu'en Lefèvre; Lefèvre ne tarde pas à exaucer leur vœu. Le mal était invétéré, la plaie incurable. Herman, cependant, encouragé et retenu par le Père, promet de rester fidèle à sa Religion; mais cette promesse ne parut pas à Lefèvre assez concluante. Jean Poggi, Nonce du Pape, résidait à Bonn; le Jésuite le consulte. Poggi lui mande, en vertu de la sainte obéissance, de demeurer à Cologne, où ses discours peuvent seuls servir de contre-poids aux progrès de l'Hérésie. Il obéit, et Cologne ne suivit pas son archevêque dans l'apostasie. Cologne resta Catholique.

Ce fut au milieu de ces travaux de l'intelligence et de la parole que Lefèvre reçut ordre de se rendre en Portugal. Jean III donnait pour époux à sa fille Marie le fils de Charles-Quint, qui sera Philippe II roi d'Espagne. Il avait sollicité à Rome un ou deux membres de la Compagnie pour accompagner le jeune prince en Castille. Lefèvre était désigné par lui. L'honneur fait au missionnaire était une porte qui, pour l'Institut, allait s'ouvrir dans plusieurs provinces. Poggi, témoin de tout le bien opéré par Lefèvre à Cologne, veut le retenir; mais Ignace et le Saint-Siège ont commandé; le Jésuite part. Il rencontre à Louvain les écoliers espagnols que la guerre a fait sortir de Paris. Ils habitaient dans la maison de Corneille Vishavée, un prêtre que l'exemple de Casinius avait décidé à suivre la règle d'Ignace.

Les fatigues d'un voyage pédestre se joignent à toutes celles dont son esprit était accablé. Le Père est atteint d'une de ces fièvres pernicieuses qui décident de la vie ou de la mort. Il est au lit, en proie à la douleur; pourtant il trouve encore assez d'énergie dans son âme pour inspirer à Strada la pensée de changer, par la prédication, les mœurs de cette ville. Strada se met à l'œuvre. Par le charme de son élocution, il réunit autour de sa chaire les citoyens de Louvain; puis il conduit cette multitude à Lefèvre, qui, tout malade qu'il est, travaille à leur perfection. Olivier Manare, Maximilien Capella, et dix-neuf jeunes gens des meilleures familles embrassent l'Institut. Cette abondante moisson produit plus de salutaires effets sur Lefèvre que tous les remèdes. Il entre en convalescence, et, le 24 janvier 1544, il se dirige vers Cologne. Il passe à Liège et à Maestricht; il y prêche, et combat avec fruit les hérésiarques.

Il est de retour à Cologne; l'archevêque avait fait un pacte secret avec les protestants; il donnait entrée dans son diocèse à Bucer, à Pistorius et à Philippe Mélancthon, dont, après trois siècles révolus, la renommée comme savants et comme orateurs surnage encore. Lefèvre défend pied à pied le terrain miné sous ses pas, ayant contre lui toutes les passions, et cependant faisant partout triompher l'Eglise. Il crée un collège dont il confie la direction à Léonard Kessel;

puis, après avoir réglé les affaires du Catholicisme et celles de la Compagnie, il attend une autre destination. L'archidiacre Gropper, Canisius, qui venait de distribuer aux pauvres son riche patrimoine, et les novices de la Société se chargent de lutter contre l'Hérésie et de seconder le mouvement imprimé par Lefèvre.

Sa maladie avait été un obstacle naturel à son voyage de Portugal. Le roi Jean le demandait de nouveau; Lefèvre abandonne Cologne le 42 juillet 1544.

Cette année, si féconde en événements, s'achevait sur ces controverses. La diète de Worms, sous la présidence de l'Empereur, durait encore, et ce qu'on avait remarqué aux assemblées de Spire, de Ratisbonne et de Nuremberg s'y représentait avec les mêmes péripéties. De semblables réunions ne produisaient que l'endurcissement et les ténèbres; car, au dire de saint Grégoire de Nazianze, « la douceur des princes enhardit les hérétiques, et ils ne sont jamais vaincus par la clémence. »

Lejay partageait cette opinion, mais jusqu'à ce jour Charles-Quint n'avait pas cru devoir s'y conformer. Pourtant la turbulence des Hérétiques, le système d'envahissement qu'ils suivaient avec une constance que rien n'ébranlait, les exhortations du Père Lejay, les conseils du cardinal Alexandre Farnèse, légat et neveu du Pape, ne laissaient pas que d'inquiéter sa conscience ou son pouvoir. En contact fréquent avec les Luthériens, il avait appris à sonder le fond de leur pensée. Il n'échappa point à la pénétration de l'empereur que, sous leurs grands mots de réforme religieuse, ils cachaient des doctrines politiques peu en harmonie avec la puissance que lui, prince, attribuait aux têtes couronnées.

Les querelles théologiques l'avaient peu ému. La liberté d'examen portée de la conscience dans les affaires gouvernementales le fit plus mûrement réfléchir. Il était aussi perspicace que dissimulé; il n'eut pas de peine à entrevoir qu'après avoir abattu l'autorité pontificale, les Sectaires ne tarderaient pas à saper la base des trônes. Les évêques et le Père Lejay l'entretenaient de ces idées, que le Protestantisme ne savait pas assez dérober à la clairvoyance de ses adversaires. Ce que l'intérêt de la Religion n'aurait pas pu seul faire décider fut résolu à l'instant même où Charles-Quint vit dans le lointain les périls que courait l'autorité royale. Par des motifs d'importance secondaire, il avait ajourné indéfiniment la réunion du Concile que sollicitait l'Eglise Universelle; il ne s'y opposa plus lorsqu'il crut que la question religieuse débattue pouvait un jour se transformer en question politique. Ce fut peut-être le seul résultat que produisirent les nombreuses diètes où Lefèvre, Bobadilla et Lejay se posèrent comme des hommes d'expérience et de gouvernement.

Une occasion de montrer ses véritables sentiments fut alors offerte à Charles-Quint, il la saisit.

Les troubles religieux dont la ville et l'électorat de Cologne étaient le théâtre grandissaient chaque jour. Herman de Weiden avait rompu avec l'Eglise; prince plus faible que coupable, il désertait sa croyance pour ne pas savoir résister aux séductions dans lesquelles les hérétiques avaient eu l'art d'enlacer son amour-propre. Lefèvre avait semé le bon grain à Cologne; Canisius et les autres Jésuites allaient le récolter.

Les Luthériens, dont l'archevêque soutenait l'intolérance, se voyant chaque jour obligés de lutter contre les membres de la Société, prirent le parti d'en appeler à l'insurrection.

Ils n'avaient pu terrasser la logique des Pères; pour dernier argument ils proposèrent de faire fermer leur maison et de les chasser. Ils s'appuyaient sur un ancien décret de la ville qui prohibait tout établissement nouveau. Les magistrats rendent un arrêt en conséquence. Les Jésuites s'y soumettent : il n'existe plus de communauté; mais il y a encore des citoyens, des Catholiques et des prêtres. Ils vivent séparément, les uns d'aumônes, les autres de privations; la plupart trouvent asile chez les Chartreux. Leur patient courage étonne les magistrats, qui, à la réflexion, rapportent leur ordonnance et rouvrent aux Pères la maison dont ils ont fait leur collège et leur séminaire.

Cet événement indiquait de quelle espèce de liberté le Protestantisme, comme toutes les révolutions, prétendait doter les peuples; il dessilla les yeux. Afin de s'opposer à cet esclavage déguisé sous le nom d'affranchissement, le Clergé et l'Université de Cologne s'assemblèrent à l'instigation de l'archidiacre Gropper, que Paul IV honora de la pourpre. Il fut résolu à l'unanimité que Canisius irait, au nom de l'électorat de Cologne, déposer les doléances des Catholiques aux pieds de l'Empereur et de l'évêque de Liège. Canisius s'expliqua d'abord devant Georges d'Autriche, fils de Maximilien 4^{or} : ce prince, oncle de Charles-Quint, occupait le siège épiscopal de Liège. Canisius obtint son concours et sa médiation auprès de l'Empereur; cette première victoire gagnée, ils s'acheminèrent vers le camp impérial de Worms.

Charles-Quint aimait les esprits droits; il estimait le talent uni à la sagacité. Le savoir et l'expérience des affaires que Canisius déploya en sa présence le surprirent dans un jeune homme qui n'avait pas encore vingt-cinq ans. Il l'écoula, il l'approuva et il assura sa protection aux Catholiques de Cologne. Cette protection ne leur faillit point. Quelques mois après, Herman était solennellement excommunié à Rome; et, le Pape agissant de concert avec l'empereur, ce malheureux se vit dépouillé de sa qualité d'électeur-archevêque, dont fut revêtu Adolphe de Schaumbourg.

Le père Canisius député par l'électorat de Cologne auprès de l'Empereur.

Lefèvre
retourne
en Espa-
gne.

Lefèvre; qui avait préparé les esprits à Cologne et soutenu les premiers pas de Canisius, était entré dans le Tage le 23 août 1544. Le roi résidait à Evora; le Père s'y rend. Don Juan le voit, l'écoute, et à l'instant même il l'investit de toute sa confiance. Araoz était à Lisbonne par ordre de Loyola; il avait remplacé Lefèvre dans sa mission à la cour de Portugal, où son éloquence fascinait les grands et le peuple.

Le voyage d'Araoz, qu'accompagnaient Strada, Oviédo et Jean d'Aragon, n'avait pas été favorisé par les vents; la tempête les surprit en face de la Corogne; ils firent relâche. Strada prêcha; aussitôt Jean Beyra, chanoine de la cathédrale, se joignit à eux. A Valence, Araoz continua son apostolat pendant le carême; la foule envahit l'église, elle s'attacha aux fenêtres, elle monta sur les toits, et Araoz, maître de cette population, lui fit jeter les fondements d'un collège pour la Compagnie. Le Père François Villanova de Placencia en avait établi un dès 1543 à Alcalá. Tout contribuait au progrès de l'Ordre de Jésus, la haine des uns et l'affection des autres, le calme comme la tempête. Les Jésuites, que le hasard avait poussés sur les côtes d'Espagne, arrivèrent à Lisbonne en mai 1544, peu de mois avant Lefèvre.

Le collège de Coimbre était dans la situation la plus florissante: Melchior Nunez, Noguerra, Louis de Grana, Carnero, Gonsalve-Silveira et Rodrigue de Menezès, appartenant presque tous à des familles distinguées du royaume, venaient d'entrer dans la Compagnie. Rodriguez, le fondateur de cette maison, avait commencé de grandes choses; Lefèvre, Araoz et Strada allaient les développer avec lui. L'élan était donné: le roi les secondait; les docteurs en théologie, les prêtres les plus renommés par la sainteté de leur vie demandaient à faire profession. Parmi eux on comptait Jean Veira, Govea, Serrano, Nobrega, Nunez, et Gonsalve de Camara.

Son
apostolat.

La mission de Lefèvre était pour la Castille; au commencement de mars 1545, il continue son voyage avec Araoz. A Salamanque les deux Pères vivifient partout l'esprit de la Foi. La population entière sollicite une maison de l'Ordre, ils la promettent; puis, le 14 du même mois, ces deux hommes, que les rois entouraient de respect, que la foule saluait comme des apôtres, vont frapper à la porte de l'hôpital de Valladolid.

Riches des trésors de Dieu, mais voulant toujours se priver des biens du monde, ils cheminaient à pied pour donner à tous l'exemple de l'humilité. Valladolid était la ville où Philippe d'Espagne et sa jeune épouse, tenaient leur cour. Ce prince, si diversement jugé par les historiens, mais dont les hautes vues politiques n'ont jamais été contestées, n'eut pas de peine à saisir la portée de l'Institut de Jésus. Destiné au trône par sa naissance et se sentant roi par tous ses instincts,

il comprit la puissance du levier qu'Ignace plaçait dans la main des Papes et des souverains. A ses yeux l'Institut consacrait le double principe d'autorité: le futur monarque d'Espagne s'engagea à favoriser son extension. Jean Tavera, cardinal de Tolède, Bernardin Pimentel et les évêques secondèrent ses intentions: la Compagnie acquérait ainsi des protecteurs.

Ces protections ne détournent point Lefèvre et Araoz du chemin qui leur est tracé: on les rencontre bien quelquefois dans les palais, mais ce ne sont pas les lieux qu'ils affectionnent. A Valladolid il y a des hôpitaux où le pauvre souffre, des prisons où le coupable expie ses fautes, des temples, des places publiques où la multitude est affamée de la parole divine. Ils se partagent ces différentes tâches, ils les accomplissent toutes. On les voit, couverts de leurs vêtements usés, sortir des splendides demeures où la noblesse les accueille avec vénération, et descendre sous le chaume de l'indigence ou dans les cachots: ils ont pour toutes les situations des paroles d'encouragement et d'espérance.

De Valladolid Lefèvre se dirige vers Madrid, où les filles de l'empereur Charles-Quint l'appelaient. En passant à Tolède on lui propose de créer une maison de la Compagnie, l'argent, l'emplacement, tout est mis à sa disposition. Lefèvre ajourne ces offres, parce que, suivant le conseil d'Ignace, il était bon de laisser l'initiative de la capitale.

Cependant la princesse Marie expirait à Valladolid en donnant le jour à l'enfant qui, sous le nom de Don Carlos, subira une si malheureuse destinée. Philippe s'éloignait de cette ville, devenu pour lui un séjour de deuil. Lefèvre désira mettre la dernière main à son œuvre: l'Institut avait de nouveaux néophytes; il fallait songer à les instruire, à les loger, à les doter. Eléonore de Mascaregnas, gouvernante du jeune Don Carlos, fit les premiers fonds; la piété des grands et du peuple acheva le collège et la Maison Professe de Valladolid.

Ce grand établissement fut comme le testament de mort du Père Lefèvre: il était à peine âgé de quarante ans; mais la vie si pleine d'agitations, de combats et de souffrances à laquelle il s'était voué se trouvait à chaque heure en péril. Lefèvre était épuisé: il mourait parce que tout était mort en lui, excepté le cœur et la Foi.

Le Concile oecuménique, que ses vœux, que ses prières avaient si instamment appelé, allait enfin se réunir à Trente. Le Pape Paul III y envoyait Laynez et Salmeron en qualité de théologiens du Saint-Siège, mais aux deux Pères de la Compagnie il songea à en adjoindre un troisième. Il désigna Lefèvre, que le roi de Portugal, dans le même instant, nommait Patriarche d'Ethiopie. Loyola lui annonce les intentions de Paul III, Lefèvre s'y soumet.

On lui fait observer que, dans son état de

santé, il court à la mort : « Il n'est pas nécessaire de vivre, répond-il, mais il est nécessaire d'obéir, » et il part.

En passant à Gandie, il pose avec le duc François de Borgia la première pierre du collège de ce nom, dont le Père Oviédo fut le supérieur. Il arrive à Barcelone au mois de juin 1546. La fièvre qui le dévore et la chaleur qui embrase l'atmosphère ne l'empêchent pas d'enseigner à la foule les vérités éternelles.

Enfin, après de vives souffrances, il est à Rome, dans les bras de ses compagnons, aux pieds d'Ignace, qui le bénit, qui le couvre de ses larmes ; il écoute avec bonheur le récit des accroissements de la Compagnie ; puis, le 4^{er} août 1546, il rend son âme à Dieu. Loyola avait perdu son ami, son premier disciple ; mais cet ami lui léguait de nombreux enfants. Sa mort devenait pour eux tous une occasion de triomphe et un objet d'envie. L'apostolat de Lefèvre, celui des autres Pères, retentissait au loin. En moins de six années ces dix hommes, si habilement choisis, avaient accompli de leur plein gré ce que le monarque le plus absolu n'aurait pas osé exiger du dévouement le plus aveugle.

A la voix de Loyola, qui, pour eux, interprétait les volontés du Ciel, ils avaient terrassé l'Hérésie victorieuse et forcé le Clergé à rougir du scandale de ses mœurs. Au milieu d'obstacles renaissants à chaque pas, ils avaient jeté le germe de la Société de Jésus dans les provinces du midi et du nord de l'Europe. Ces travaux étaient immenses : nous les avons exposés avec quelque développement. Maintenant il nous reste à raconter ce qu'Ignace faisait tandis que ses compagnons évangélisaient le monde au pas de course.

Dans le calme plein d'activité que le premier Général imposait à sa volonté et à celle de ses successeurs, il y avait un fond de réflexion dont les faits ont toujours confirmé la prudence. Loyola savait que les capitaines expérimentés se tiennent à l'écart aux jours de bataille, afin de suivre dans le repos de leur esprit le grand jeu qu'ils dirigent. Un chef d'armée doit, par ses ordres, être présent sur tous les fronts de ses troupes. Leurs mouvements, leur courage, leur vie même sont entre ses mains ; il en dispose de la manière la plus absolue : il se condamne donc par le fait même à cette inaction du corps qui double les forces de l'intelligence. C'est lui qui pousse, lui qui retient, lui qui combine tous les ressorts, lui qui assume sur sa tête la responsabilité des événements. Le général d'armée adopte cette tactique : Loyola s'yastreignit, parce que les avantages en sont incalculables. Il dispersait ses compagnons sur le globe ; il les envoyait à la gloire ou à l'humiliation, à la prédication ou au martyre. Lui, de Rome, centre de ses opérations, il communi-

quait à tous la force ; et ce qui est plus que la force dans un Corps, il en régularisait les mouvements.

A Rome, Ignace suivait tous les pas de ses disciples. Dans un temps où les communications n'étaient ni faciles ni rapides et où chaque évolution militaire apportait une entrave de plus à ces communications, il avait découvert le moyen de correspondre fréquemment avec eux. Ils le tenaient au courant de leurs missions ; ils l'entretenaient de leurs joies ou de leurs peines ; ils l'associaient par la pensée à leurs dangers ou à leurs luttes ; ils demandaient ses ordres ; ils se conformaient à ses conseils. Plus calme qu'eux, car il ne s'impressionnait pas des passions locales, il jugeait les choses avec plus de discernement, il les coordonnait avec plus d'ensemble.

Pendant ce temps il organisait l'intérieur de la Maison Professe ; il formait les novices ; réglait leur conscience, s'appliquait à saisir la portée de leurs caractères ou l'instinct de leurs talents ; il se livrait à eux afin que, dans l'abondance de leurs cœurs, ils s'ouvrisent à lui comme une mère. Il distribuait les occupations, ménageait les faibles, encourageait les imparfaits, tempérât la ferveur des uns, excitait celle des autres, et semblait se transformer tout en eux. Afin de les façonner à la vie de privations qu'ils embrassaient, Loyola ne leur cachait, ne leur adoucissait aucun des points les plus minutieux de la discipline ; il fallait l'accepter telle qu'elle était offerte, ou renoncer à la Société.

Le Noviciat et la Probation, dont il a prolongé les années, étaient pour lui un temps d'épreuves. Il était difficile d'en sortir vainqueur ; mais, ce temps subi, Ignace, assuré de la vocation des siens, ne redoutait plus de les charger des fonctions les plus importantes. Aussi avec quelle tendresse inquiète suivait-il les progrès des jeunes gens ! comme il s'intéressait à leurs études, à leurs plaisirs et surtout à leur perfection religieuse !

La Compagnie exerçait son ministère dans six espèces de maisons. Le Général les désignait sous les noms de Maisons Professes, de Collèges, de Pensionnats ou Séminaires, de Noviciats, de Résidences et de Missions.

Les Maisons Professes furent destinées à la direction des âmes, à la confession, à la prédication, aux catéchismes, à l'assistance des mourants et à la visite des hôpitaux.

Les Collèges sont des écoles publiques où l'enseignement est plus ou moins complet, selon la fondation ; il peut embrasser les humanités jusqu'à la théologie inclusivement. Les Collèges avec leurs églises doivent posséder des biens-fonds en proportion du personnel des professeurs nécessaires et de tous les frais pour l'instruction, pour le service religieux, pour la

bibliothèque et pour les cabinets de physique. Les élèves n'y sont admis que comme externes ; ils ne paient aucune rétribution.

Les Pensionnaires ou Séminaires reçoivent les écoliers en pension. Ces établissements sont de deux sortes, avec ou sans classes. Ces derniers fréquentent les classes du Collège voisin.

Le Noviciat est la maison d'épreuve où les aspirants à la Compagnie sont admis aux exercices de la vie spirituelle ; la durée des épreuves est de deux ans. Les Noviciats doivent avoir des fonds suffisants pour leur entretien.

Les Résidences sont des Maisons Professes ou des Collèges en germe.

Les Missions sont des Résidences placées dans les pays infidèles ou hérétiques.

L'Institut était établi, ses constitutions s'achevaient ; il ne restait au Général qu'à les faire observer. Si on lui conseillait d'y apporter une modification, sous prétexte de le rendre plus parfait, Loyola s'y opposait avec une vigueur qui ne permettait même pas de renouveler la proposition. Le mieux, selon lui, était l'ennemi du bien. Il ordonnait de s'en tenir au bien, comprenant parfaitement que les Ordres religieux comme les États politiques ne peuvent pas consumer leur vie à la recherche des théories inapplicables ou d'un mieux que la nature même de l'homme rend impossible. Il avait créé, il désirait conserver.

Les progrès de la Société surpassaient son attente ; elle devenait un rempart contre l'Hérésie et un lien nouveau entre les nations catholiques ; elle s'étendait, elle était partout réclamée. Mais, par une restriction de la bulle de création, le Souverain Pontife avait limité les Profes au nombre de soixante. La Cour de Rome sentait bien la nécessité de l'Institut ; pourtant elle avait désiré l'éprouver par quelques années d'expérience pratique ; Ignace lui-même partageait cet avis. Moins de trois ans après, le Pape, par sa bulle *Injunctum nobis*, du 44 mars 1543, accordait à la Compagnie la faculté de recevoir dans son sein tous ceux qui se présenteraient et dont elle aurait étudié la vocation. Par cette même bulle, le droit de faire des constitutions est laissé à la Société. Un horizon plus vaste lui était ouvert ; il ne restait plus qu'à y semer la lumière.

Ses fondations à Rome.

Mais cette existence réfléchie, au milieu des agitations du dehors, ne remplissait pas l'âme de Loyola ; elle lui laissait du temps pour la charité et pour les bonnes œuvres. Il fallait surtout qu'il propagât l'Ordre de Jésus en sanctifiant Rome. Il se dévoua aux complications de cette double tâche avec une persévérance que le succès couronne toujours.

Rome ne manquait pas de palais. Chaque Souverain Pontife se croyait obligé d'en offrir un à sa famille, comme un témoignage de sa tendresse et de son omnipotence viagère. Des

églises richement dotées, encore plus richement ornées de marbre et de peinture, s'élevaient sur tous les lieux où s'étaient accomplis quelques événements glorieux pour le Christianisme. Un luxe de piété, qui a été si favorable au développement des beaux-arts, planait sur l'atmosphère de la Cour romaine. Dans ce bonheur, né au contact de toutes les gloires, les indigents seuls se voyaient oubliés. A Rome, comme dans toutes les villes méridionales où les besoins matériels sont de peu de chose, l'on ne croyait à la pauvreté qu'en théorie. Si on lui construisait un hôpital, cet hôpital, sous la main de l'architecte, devenait encore un palais. Ignace avait vécu parmi les pauvres. Sa vie errante et sa mendicité volontaire l'avaient mis à même de connaître plus intimement les souffrances des classes laborieuses. Il s'était associé à leurs douleurs ; il résolut d'y porter remède.

Il avait rencontré des cœurs qui comprenaient le sien, des cardinaux, des princes et un Souverain Pontife qui ne demandaient pas mieux que de participer aux entreprises dont sa tête était en travail.

La première qu'il mit à exécution fut la Maison des Catéchumènes. Depuis que la Compagnie de Jésus avait adopté la coutume d'expliquer les mystères de la Foi à chaque coin de rue et sur les places publiques, une foule de Juifs ouvraient les yeux à la vérité ; mais l'indigence dont ils étaient menacés les empêchait de se déclarer. Aux premiers que cette crainte ne retint pas dans le Judaïsme, Loyola offrit la demeure qu'il occupait. Elle leur servit d'asile. Bientôt leur nombre s'accrut dans de telles proportions qu'Ignace se vit forcé de chercher une habitation plus vaste. La Maison des Catéchumènes fut fondée non-seulement pour les Hébreux, mais encore pour les Turcs et les infidèles de toutes les nations. On ne conserve à Rome que les registres où, depuis 1647 jusqu'en 1842, sont consignés les noms des Gentils qui reçurent le baptême dans cet établissement.

Le chiffre s'élève à trois mille six cent quarante.

Le relâchement des mœurs dans le Clergé, si énergiquement signalé par Lefèvre et par les autres Pères, s'était étendu tout naturellement au troupeau. Le troupeau exagérait même les fautes du berger ; il s'étudiait à les surpasser. A Rome, le scandale était plus grand qu'ailleurs, car il semblait s'abriter sous la tiare elle-même. Le Pape gémissait d'une situation aussi cruelle ; mais, pour retirer les femmes du désordre et pour offrir un asile à leurs remords, il n'y avait qu'un monastère de repenties sous l'invocation de sainte Marie-Madeleine. Celles qui entraient dans ce couvent devenaient religieuses par le fait ; elles consacraient le reste de leur vie à la solitude et à la pénitence. Plusieurs s'effrayaient de cet avenir. Ignace les rassura en fondant le

monastère de Sainte-Marthe, qui admettait indifféremment et sans condition toutes les pécheresses.

Le Général des Jésuites offrait un refuge aux femmes perverses. Il s'appliqua à préserver les jeunes filles pauvres des séductions auxquelles le besoin les expose : il fit construire, à cette intention, la Maison de Sainte-Catherine.

Une des plus vives afflictions de Loyola était de voir les orphelins des deux sexes sans asile et abandonnés à la pitié publique. Il avait dans le cœur des trésors inépuisables de charité. Il conçoit l'idée de donner un père sur la terre à ces pauvres enfants, qui ne connaissent même pas celui qu'ils avaient dans le Ciel. Il frappe à toutes les portes, il émeut toutes les âmes, il fait violence à toutes les bourses. Deux maisons s'élèvent sous ses yeux ; dans l'une il place les garçons, dans l'autre les filles.

Ces monuments existent encore sous la direction des Frères Somasques, fondés par saint Jérôme Emiliani, pour veiller à l'éducation de la jeunesse. Tous les ans, à la fête de saint Ignace, ces enfants viennent à l'église du Gesù, et, pour témoigner leur reconnaissance à celui qui fournit un asile à tant de générations d'orphelins, ils aident à servir les messes que l'on célèbre en l'honneur de sa mémoire.

Tant de travaux ne l'empêchaient pas de veiller au bonheur de la Chrétienté et au maintien de la bonne harmonie entre les souverains. Un différend surgit entre la Cour de Rome et celle de Portugal. Le chapeau de cardinal accordé par Paul III à Don Michel de Silva, ambassadeur auprès de Léon X, d'Adrien VI et de Clément VII, en était cause. Le Roi Jean III n'avait pas été consulté pour cette promotion, que, sans aucun doute, il eût approuvée, puisque Michel de Silva, évêque de Viseu, était comblé de ses faveurs et jouissait de sa confiance.

Le nouveau cardinal, redoutant le courroux du Roi son maître, crut prudent de se mettre à l'abri, et il se retira à Rome, où ses talents étaient si dignement récompensés.

Jean III se plaignit avec amertume. La Cour Pontificale, qui aurait dû être plus circonspecte, y mit de la roideur. Non contente d'honorer ce cardinal, elle le nomma Légat apostolique en Espagne à la place de Contarini, qui venait de mourir.

Dans les cours où l'étiquette et les convenances décident souvent des affaires les plus compliquées, une pareille infraction aux usages ne devait pas passer inaperçue. Jean III était pieux, mais ferme. Le Souverain Pontife avait l'orgueil de son nom de Farnèse et la force que donne la tiare. L'éclat d'un semblable conflit pouvait devenir une nouvelle calamité pour l'Eglise. Ignace se porta médiateur entre les deux monarques. Il écrivit au Roi de Portugal ; il négocia directement avec le Pape, ainsi qu'avec son

neveu le cardinal Alexandre, l'auteur de la querelle et l'ami de Don Silva. Ses prières, ses conseils, les ménagements qu'il sut employer pour ne blesser aucune des susceptibilités en jeu, amenèrent un accommodement et hâtèrent la réunion du Concile oecuménique.

Ces premières années de la Compagnie de Jésus, si laborieuses et si belles, devaient jeter l'alarme dans le camp luthérien, dans les couvents et surtout chez les hommes d'indifférence qui, à quelque culte qu'ils appartiennent, ne veulent pas être tourmentés par le mouvement des idées nouvelles. L'ascendant que les Jésuites prenaient sur les esprits, l'influence qui leur arrivait par le fait même de leur apostolat, soulevaient contre eux des colères de plus d'une sorte. Elles se traduisirent en prophéties ou en allégories, selon les goûts du temps.

Les Luthériens et les incrédules du seizième siècle mettaient en doute les prophéties dont l'Eglise Catholique reconnaît l'authenticité. Ils les discutaient, ils les torturaient, ils les expliquaient à leur manière ; mais pour celles qu'on fabriquait contre l'Ordre de Jésus, ce fut autre chose : on les répandit à profusion, elles furent vraies par la seule raison qu'elles lui étaient hostiles. On porta au compte de sainte Hildegarde¹ une prédiction du onzième siècle, prédiction dont cette abbesse du couvent de Saint-Rupert est beaucoup plus innocente que les Protestants ou les jalouses colères de quelques moines. Cette prédiction, la voici telle qu'on la

Prophétie de sainte Hildegarde contre les Jésuites.

(1) Sainte Hildegarde, abbesse de l'Ordre de Saint-Benoît, au Mont-Saint-Rupert, est née en 1098 et morte en 1179. La cause de sa canonisation a été commencée en 1257, reprise en 1243 et en 1347. Elle n'a jamais été terminée. Cependant son culte a prévalu.

La liste de ses ouvrages authentiques se trouve dans Trithemius (*Chronique d'Hirsauge*, année 1147), et d'une manière plus exacte dans le procès de sa canonisation. Voici les ouvrages qui y sont mentionnés : *Acta Hildegarde*, anno 1252 ; le livre intitulé *Sci-vias*, le livre de la Médecine simple et de la Médecine composée, le livre de l'Exposition des Evangiles, le Chant de la céleste harmonie, la Langue inconnue avec ses lettres, le livre des Mérites de la vie et celui des Œuvres divines. Parmi ces ouvrages mystiques, on ne rencontre point la prophétie sur les frères des Quatre Ordres Mendians, qui très-probablement a été fabriquée vers le milieu du treizième siècle, et dirigée alors contre les sociétés religieuses de Saint-François et de Saint-Dominique, dans le temps où Guillaume de Saint-Amour et d'autres professeurs de l'Université de Paris attaquaient ces deux Ordres naissants.

Plus tard, les hérétiques firent quelques changements à cette fausse prophétie, et ils l'appliquèrent aux Jésuites. Casimir Oudin, qui de Religieux Prémontré s'est fait Protestant, dit en parlant des prophéties d'Hildegarde (*Commentaria de scripturis ecclesiasticis*, tome II, page 1578) : « Ce sont les pures illusions nocturnes d'un cerveau creux ; *Parasimus variis cerebri illusionibus nocturnis*. » Peu après cet aveu il s'est ravisé, et il admire avec quelle exactitude la Sainte dépeint dans ses illusions les Quatre Ordres Mendians et les Jésuites qui devaient les suivre.

Trithemius, dans ses *Chroniques* pour l'année 1147, dit avoir lu tous les ouvrages d'Hildegarde en original, et il avoue n'y avoir jamais trouvé cette prophétie. Papebroch, dans les *Actes des Saints* des Bollandistes (tome I, de mars, page 607), déclare être allé lui-même, en 1660, au monastère de Binsheim, résidence d'Hildegarde. Il a eu entre les mains les Œuvres de l'abbesse, et la fameuse prophétie n'en faisait pas partie.

lit dans l'*Histoire des Religieux de la Compagnie de Jésus* ¹ :

« Il s'élèvera des hommes qui s'engraisseront des péchés du peuple ; ils feront profession d'être du nombre des mendiants ; ils se conduiront comme s'ils n'avaient ni honte ni pudeur ; ils s'étudieront à inventer de nouveaux moyens de faire du mal, de sorte que cet Ordre pernicieux sera maudit des sages et de ceux qui seront fidèles à Jésus-Christ. Le diable enracinera dans leur cœur quatre vices principaux ; la flatterie, dont ils se serviront pour engager le monde à leur faire de grandes largesses ; l'envie, qui fera qu'ils ne pourront souffrir qu'on fasse du bien aux autres et non à eux ; l'hypocrisie, qui les portera à user de dissimulation pour plaire aux autres ; et la médisance, à laquelle ils auront recours pour se rendre plus recommandables en blâmant tous les autres. Ils prêcheront sans cesse aux princes de l'Eglise, sans dévotion et sans qu'ils puissent produire aucun exemple d'un martyr véritable, afin de s'attirer les louanges des hommes et l'estime des simples. Ils raviront aux véritables pasteurs le droit qu'ils ont d'administrer au peuple les sacrements. Ils enlèveront les aumônes aux pauvres, aux misérables et aux infirmes ; ils se mêleront pour cela parmi la populace ; ils contracteront familiarité avec les femmes, et leur apprendront à tromper leurs maris et à leur donner leur bien en cachette ; ils recevront librement et indifféremment toutes sortes de biens mal acquis, en promettant de prier Dieu pour ceux qui les leur donneront : voleurs de grands chemins, larrons, concussionnaires, usuriers, fornicateurs, adultères, hérétiques, schismatiques, apostats, soldats déréglés, marchands qui se parjurent, enfants des veuves, princes qui vivent contre la loi de Dieu, et généralement tous ceux que le démon engage dans une vie molle et libertine et conduit à la damnation éternelle, tout leur sera bon.

» Or, le peuple commencera à se refroidir pour eux, ayant connu par expérience que ce sont des séducteurs ; il cessera de leur donner, et alors ils courront autour des maisons comme des chiens affamés et enragés, les yeux baissés, retirant le cou comme des vautours, cherchant du pain pour s'en rassasier ; mais le peuple leur criera : Malheur à vous, enfants de désolation ! le monde vous a séduits ; le diable s'est emparé de vos cœurs et de vos bouches ; votre esprit s'est égaré dans de vaines spéculations ; vos yeux se sont plu dans les vanités du siècle ; vos pieds étaient légers pour courir à toute sorte de crimes. Souvenez-vous que vous ne prati-

quiez aucun bien, que vous faisiez les pauvres et que vous étiez puissants, d'humbles orgueilleux, de pieux endurcis sur les nécessités et les misères des autres, de doux calomniateurs, de pacifiques persécuteurs, des amateurs du monde, des ambitieux d'honneurs, des vendeurs d'indulgences, des semeurs de discordes, des martyrs délicats, des confesseurs à gages, des gens qui disposaient toutes choses pour leurs commodités, qui aimaient leurs aises et la bonne chère, qui achetaient sans cesse des maisons et qui travaillaient continuellement à les élever, de sorte que, ne pouvant monter plus haut, vous êtes tombés comme Simon le magicien, dont Dieu brisa les os et qu'il frappa d'une plaie mortelle, à la prière des apôtres. C'est ainsi que votre Ordre sera détruit à cause de vos séductions et de vos iniquités. Allez, docteurs de péché et de désordres, pères de corruption, enfants d'iniquité, nous ne voulons plus vivre sous votre conduite ni écouter vos maximes ¹. »

Dans sa bonne foi de Janséniste, Quesnel ne s'arrête pas en aussi beau chemin ; il vient de faire revivre contre la Société de Jésus une accusation prophétique, il va découvrir dans le ciel et sur la terre plus d'un signe précurseur des tempêtes. Il raconte donc immédiatement, à la suite de l'écrit attribué à sainte Hildegarde, le prodige ² que lui seul avait constaté plus de deux siècles après son accomplissement prétendu :

« L'an 4544, dit-il, peu de mois après l'institution du nouvel Ordre, il s'éleva tout à coup dans plusieurs endroits de l'Europe une quantité prodigieuse de sauterelles extraordinaires. Elles étaient petites d'abord et n'avaient point d'ailes ; mais peu à peu il leur en vint quatre, et elles devinrent de la grosseur et de la longueur du doigt ; elles étaient en si grand nombre qu'elles formaient quelquefois des nuages de la longueur d'un mille, si épais qu'elles obscurcissaient la lumière du soleil. Ces insectes firent un grand dégal partout, dévorant tout ce qui était sur la terre jusqu'à la racine. Ils volaient par-dessus les arbres, les maisons, les édifices les plus élevés, d'où ils s'élançaient avec force sur les blés et sur tout ce que la terre produit pour la nourriture des hommes ; enfin, depuis la plaie des sauterelles dont Dieu punit Pharaon et les Egyptiens, on n'en avait point

(1) (Tome II, page 68.) Cet ouvrage, devenu très-rare, est en quatre volumes in-12, imprimé à Utrecht, chez Jean Pallin, 1741. Il n'y a pas de nom d'auteur ; mais le Dictionnaire des Anonymes Pseudonymes de Barbier constate que c'est le Janséniste Pierre Quesnel qui l'a composé.

(1) En 1558, Georges de Bronswel, archerêve de Dublin, prophétisait contre la Compagnie de Jésus à peu près dans les mêmes termes que sainte Hildegarde ; mais, ainsi que la prédiction de cette abbesse, celle du prélat irlandais ne fut connue qu'au moment où les Jésuites rencontraient des ennemis déclarés dans toutes les cours livrées au philosophisme du dix-huitième siècle. Alors on la voit citée dans les *Nouvelles* de 1755, page 237 ; dans celles de 1759, page 64, et à la suite du recueil des différents procès contre les Jésuites imprimé en 1759.

(2) *Histoire des religieux de la Compagnie de Jésus*, tom. II, page 72.

vu de pareilles. Elles consumèrent ainsi, sans qu'on y pût remédier, toute la récolte, et ce ne fut que vers la fin de l'automne qu'elles moururent, laissant après elles une quantité prodigieuse de petits œufs noirs qui produisirent l'année suivante un nombre infini de vers, qui servirent de nourriture aux pourceaux.

L'allusion est si transparente qu'elle n'a pas besoin de commentaires. Nous avons raconté les premières années de la Société de Jésus. Pour faire apprécier ce que peuvent les passions, il nous restait à citer de pareilles fables déposant avec tant d'énergie contre les aberrations de l'esprit humain.

CHAPITRE IV.

Xavier part pour les Indes. — Il préche au Mozambique. — L'île de Socotora devient chrétienne. — Les Portugais à Goa. — Leur luxe. — Xavier s'élève contre tant de dépravation. — Il commence par gagner les petits enfants. — La ville change d'aspect. — Xavier à la côte de la Pêcherie. — Au cap de Comorin. — Les Brachmanes. — Guerre des Bagades. — Xavier triomphe d'eux. — A Travancor, il rend la vie à un mort. — Persécutions du roi Jafanapatan. — Lettre de Xavier au roi de Portugal. — Il arrive à Méliapour; — Il va à Malaca. — Il évangélise l'île d'Amboyne. — Les Moluques. — L'île du More. — Sa lettre à Ignace. — Coalition des rois indiens contre les Portugais. — Ils viennent assiéger Malaca. — Xavier délivre la ville de ses ennemis. — Il part pour le Japon. — Il aborde à Cangoxima. — Les Bonzes. — Leur culte. — Leurs mœurs. — Il arrive à Amanguchi. — Ses souffrances et ses prédications. — Le royaume de Bungo. — Entrée solennelle du Jésuite dans la capitale. — Il forme le projet de pénétrer en Chine. — Il visite Goa. — Sa lettre au roi de Portugal. — Don Alvare d'Atayde s'oppose à son voyage en Chine. — Il arrive à Sancian. — Il veut se faire jeter seul à la côte. — Sa mort. — Honneurs rendus à sa mémoire.

Jean III de Portugal, le prince le plus fortuné de son siècle, avait chargé don Pedro de Mascaregnas, son ambassadeur à Rome, d'obtenir du Pape six de ces hommes apostoliques dont le nom devenait populaire en Europe. Les Indes orientales s'ouvraient devant les armes portugaises; Jean, pour faire participer le ciel à sa conquête, souhaitait d'y introduire l'Evangile. Loyola, consulté par le Souverain Pontife, répondit : « Eh quoi ! on en demande six pour les Indes, et nous ne sommes que dix pour le monde entier ! » Il n'avait à sa disposition que deux Pères, il les offrit au Saint-Siège et au Roi de Portugal. Rodriguez partit le premier; Bobadilla devait le suivre, mais la fièvre le retenant à Rome, ce fut François Xavier qui le remplaça.

Lorsque ce dernier, le cœur débordant de joie, se présenta devant le Pape, il fut accueilli avec ravissement. C'était le 44 mars 1540 qu'Ignace le désignait; Xavier partit le lendemain, ne prenant que le temps de faire recommander sa soutane.

Dans l'entrevue que le futur apôtre des Indes eut avec Loyola, le Père lui dit : « Recevez l'emploi dont Sa Sainteté vous charge par ma bouche, comme si Jésus-Christ vous l'offrait lui-même, et réjouissez-vous d'y trouver de quoi satisfaire ce désir ardent que nous avions

tous de porter la Foi au-delà des mers. Ce n'est pas seulement ici la Palestine ni une province de l'Asie; ce sont des terres immenses et des royaumes innombrables : c'est un monde entier. Il n'y a qu'un champ aussi vaste qui soit digne de votre courage. Allez, mon Frère, où la voix de Dieu vous appelle, où le Saint-Siège vous envoie, et embrasez tout du feu qui vous brûle. »

Le zèle de ces premiers membres de la Compagnie était aussi grand que leur pauvreté. Xavier s'élançait vers des régions inconnues, et il ne songeait même pas à se pourvoir des choses les plus essentielles à la vie. Ignace s'aperçoit de ce dénuement. « Oh ! François, s'écrie-t-il, c'est trop ; au moins, un morceau de laine pour vous couvrir ; » et, se dépouillant lui-même du gilet qui protégeait sa poitrine contre le froid, il force le Missionnaire à s'en revêtir.

L'un de ces hommes partait pour continuer aux Indes l'œuvre de l'apôtre saint Thomas ; l'autre l'y envoyait, et tous deux ne voulaient pas être assez riches pour se procurer un double vêtement.

François se met en route ; il traverse la France et les Pyrénées, ne consent pas même, tout près du château paternel, à dire un dernier adieu à sa famille et à sa mère : il craint que de tendres épanchements ne le détournent de son

projet. Vers la fin de juin il arrive à Lisbonne ; l'embarquement était retardé jusqu'au printemps suivant.

Rodriguez et Xavier, qui, malgré les instances du Roi, sont allés chercher un asile à l'hospice public, et qui vivent des aumônes recueillies par leurs mains, ne restent pas inactifs. La vie qu'ils menaient à Bologne, à Venise et à Rome, ils la recommencent en Portugal : ils visitent les malades et les prisonniers ; ils instruisent les petits enfants ; ils portent les hommes à la vertu. Bientôt ils annoncent les vérités éternelles dans la chaire des cathédrales. Ils parlaient d'entraînement et de conviction ; leurs paroles furent entendues. La cour, le peuple, tout se soumit à l'ascendant que les Pères exerçaient.

Les richesses venues en tribut des terres récemment conquises avaient répandu dans le Portugal ; et surtout à Lisbonne, un amour insatiable des plaisirs, un raffinement de luxe dont rien ne pouvait arrêter les progrès. Xavier et Rodriguez y opposent une digue ; à leur voix les seigneurs abandonnent les voies du monde pour s'attacher aux préceptes de l'Evangile. Les uns embrassent l'Institut, les autres se livrent aux exercices spirituels ; tous, enfin, entrent dans une nouvelle vie.

Touché de ces prodiges de conversion qui s'opèrent jusque dans son palais, le roi Jean III témoigne le désir de conserver à son royaume de pareils apôtres ; mais l'Infant don Henri, son frère, mais une partie du conseil ne partage pas cette pensée du monarque.

Les Indes, c'était pour le Portugal une province de plus, et, pour attacher à la métropole cette brillante conquête du grand Albuquerque, il importait de lui envoyer des hommes animés de l'esprit de Dieu. L'avis était bon ; il ne fut pourtant pas goûté. Le Roi demande à Paul III de garder les deux Missionnaires qui, en si peu de temps, ont renouvelé la face du Portugal. Le Saint-Siège embarrassé n'osait pas refuser, lorsque Ignace, adoptant un moyen terme, proposa à Jean III de conserver Rodriguez dans ses Etats du Continent et de laisser Xavier poursuivre sa route vers les Indes.

Ce tempérament était de nature à être accepté ; Jean l'agréa, et, avant de se séparer du missionnaire, il lui remit quatre brefs. Par deux de ces brefs, que le Roi avait lui-même sollicités en Cour de Rome, le Souverain Pontife nommait François Xavier son Nonce apostolique en Orient et il lui accordait tout pouvoir pour y étendre et pour y maintenir la Foi.

On ne comptait encore qu'une dizaine de Profès dans la Compagnie, et c'est le quatrième ambassadeur que le Pape choisira dans ses rangs.

Le 7 avril 1544, la flotte sortit du Tage ; don Alphonse de Souza, vice-roi des Indes, la

commandait. Après une traversée de cinq mois au milieu des tempêtes et des écueils encore mal signalés, Xavier mit le pied sur la terre de Mozambique. On était à la fin d'août 1544, et la chaleur devenait insupportable même pour des Portugais.

A peine débarqué, il continue sur le littoral africain l'œuvre de régénération à laquelle, sur la flotte, il a consacré tous ses moments. Sur la flotte il avait évangélisé les matelots et les soldats : à la côte, il distribue aux nègres qui l'habitent la bonne nouvelle de Jésus-Christ.

Le Mozambique est une île qui naguère appartenait aux Sarrasins, et voisine de la contrée dont les Cafres ont fait leur séjour. L'armée et les marins se trouvaient dans un état déplorable ; la mer les avait fatigués, l'insalubrité du Mozambique les achevait ; ce pays était déjà le tombeau des Portugais. Avec les deux compagnons qui se sont attachés à sa fortune, Paul de Camerino et François Mansilla, Xavier, médecin des âmes, s'improvisait médecin des corps, garde-malade et consolateur de ceux qui souffrent, frère et serviteur de ceux dont le climat n'a pas encore épuisé les forces. Le jour il prêchait ; la nuit il est au chevet des moribonds, les soulageant, les administrant. Le sommeil pour lui n'est pas même le repos : il se couche aussi près que possible des malades ; au plus petit cri échappé à la douleur ou à l'insomnie, le voilà debout, interrogeant la souffrance et adoucissant les fatigues.

Le Missionnaire était dans toute la vigueur de l'âge ; il avait trente-cinq ans. De taille médiocre, de constitution saine, il avait dans les traits quelque chose de majestueux et de doux qui inspirait le respect et la confiance. Son front large, ses yeux bleus et expressifs, son teint animé, sa démarche qui décelait encore le gentilhomme, donnaient à toute sa personne un ensemble de gravité et de prévenance qui attirait.

Le tempérament le plus robuste n'aurait pas résisté à ses excès de charité ; la nature l'emporta sur le dévouement. Xavier est en proie aux ardeurs de la fièvre ; quoique faible, presque agonisant lui-même, il ne s'accorde aucun relâche.

Enfin, après six mois de séjour au Mozambique, la flotte appareilla. Camerino et Mansilla restèrent dans l'île pour veiller aux malades qu'elle y laissait, et Xavier, accompagnant don Alphonse de Souza, vint, après une heureuse traversée, mouiller à Socotora, en face du détroit de La Mecque.

Au dire des Maures qui l'habitent, ce pays est l'ancienne île des Amazones, parce que les femmes y commandent encore. La terre est sèche et stérile, l'air embrasé, et l'aloès seul fleurit comme pour donner à ces peuplades une image de la végétation. Elles ont emprunté à toutes les religions une espèce de culte monstrueux, et

II
che
Moz
bique

L7
Soc
devi
dire
ne.

elles se prétendent chrétiennes, tout en mêlant les prescriptions de Moïse aux lois de Mahomet. La croix seule révèle que jadis le Christianisme régna sur ces bords. Xavier ignorait leur langue, qui n'a aucun rapport avec celles de l'Europe, mais au fond de ces cœurs il espérait faire revivre le souvenir du Dieu mort pour tous.

Il se mit donc à les catéchiser par signe; et soit que déjà le don des langues lui fût communiqué d'en haut, soit que la conviction qui éclatait sur sa figure touchât ces hommes à demi sauvages, ils se pressèrent en foule autour de lui. Il parla; aussitôt, en témoignage d'affection, les uns lui offrirent des fruits, les autres lui présentèrent leurs enfants pour qu'il les purifiât par le baptême; tous, à ses pieds promettent de vivre, de mourir dans la Foi qu'il leur enseigne; mais une condition est mise à ces promesses: ils désirent que le Père s'engage à rester au milieu d'eux.

Xavier est attendri: les larmes qui coulent des yeux de cette multitude attestent la vivacité de son amour; il va céder, lorsque Souza intervient avec des paroles qui sont pour le Jésuite un avertissement céleste. Le vice-roi lui montre à féconder un champ plus grand que Socotora, de plus grands périls à affronter et des nations moins faciles à convaincre. Xavier se soumet, il s'arrache à ses premiers fidèles; puis, penché sur le vaisseau qui l'emporte, il bénit encore de loin ces malheureux qui du rivage lui tendaient les bras.

Le 6 mai 1542, il était en vue de Goa. Située en deçà du Gange, cette ville est la capitale des Indes et l'un des entrepôts du commerce de l'Orient. Le duc d'Albuquerque l'avait conquise sur les Sarrasins en 1540, et un de ses parents la gouvernait comme évêque. Xavier était Légat apostolique, ayant, en cette qualité, toutes les attributions et tous les pouvoirs que confère le Saint-Siège. Mais, avant tout, il voulait être missionnaire, missionnaire soumis à la juridiction épiscopale, et attendant d'elle aide et protection.

Les Portugais avaient bien implanté dans les Indes, avec la victoire, la Foi qui, disaient-ils, leur en assurait la domination perpétuelle. La prophétie de saint Thomas Apôtre, gravée pour la mémoire des siècles sur une colonne de pierre vive, non loin des murs de Méliapour, dans le Coromandel, se vérifiait sans doute. Les premiers qui pénétrèrent dans les Indes y firent renaître le Christianisme; mais bientôt le zèle des conquérants changea d'objet. L'ambition, l'avidité les transforma en spéculateurs. Ils étaient venus au nom du Christ, ils l'avaient annoncé: ils ne furent cependant pas longtemps à sentir que le joug de la religion était trop gênant pour leurs passions. Ils avaient à satisfaire des instincts déréglés; la soif de l'or et du plaisir les égarait. Afin de ne plus évoquer, même dans

les apparences du culte, d'importuns souvenirs ou une amère censure de la vie qu'ils rêvaient, ils se dépouillèrent peu à peu de toute vertu, de toute pudeur. Ils offrirent aux nations vaincues des exemples de corruption et d'immoralité tels, que les Indiens eux-mêmes rougissaient de se dire Chrétiens.

Chez les Portugais, il n'y ni mœurs ni justice. Les maîtres livraient leurs esclaves à la prostitution, et, sur leur trafic infâme, ils bâtissaient de colossales fortunes. La licence des armes avait commencé la dépravation, les délices de l'Asie l'achevèrent. Les prêtres s'associèrent à ces crimes; ils les autorisèrent. Ils étaient accourus sur le sol infidèle pour le féconder par leurs sueurs, pour l'amener à la Religion et à la morale par le spectacle de leur active charité. Dans les plaisirs de toute sorte, dans les convoitises de toute espèce, ils essayèrent de légitimer les attentats dont ils partageaient les honteuses joies ou les brutales satisfactions. Ces prêtres soutenaient qu'il était permis de dépouiller les Indiens de leur fortune et de les soumettre aux plus rudes traitements, « afin qu'à des hommes ainsi spoliés et dénués de tout il fût plus facile d'inculquer la Foi par le moyen des prédicateurs¹. » La doctrine était commode: les ecclésiastiques et les Portugais ne craignirent pas de l'appliquer.

Témoins et victimes de ces excès, les Indiens ne restaient pas en arrière: ils revenaient en foule à leurs idoles, ils y revenaient avec l'idée que la Religion de leurs vainqueurs était encore plus impure que la leur. Ici ils adoraient le démon sous mille variétés obscènes; là ils adoptaient pour divinités les animaux les plus immondes. Partout ils faisaient à leurs dieux de sanglants sacrifices. Pour s'attirer les faveurs des idoles, il n'était pas rare de voir les pères égorger leurs petits enfants sur les autels dressés par l'ignorance et conservés par le fanatisme.

Telle était la situation de ces vastes et riches contrées, si célèbres autrefois par les conquêtes de Sémiramis et d'Alexandre, quand le Jésuite y apparut. Son premier soin, sa première pensée fut de porter remède à la dépravation qui souillait les Catholiques. Suivant la leçon d'ignace, Xavier commença son apostolat par les enfants. Il veut les soustraire aux exemples corrompteurs dont leurs jeunes âmes peuvent être si facilement infectées. Assurer l'avenir, c'est pour lui triompher du présent.

On le voit donc une clochette à la main, parcourir la ville dans tous les sens. Au nom de Dieu, il conjure les pères de famille d'envoyer au catéchisme leurs fils et leurs esclaves. Quand il a réuni autour de lui une foule compacte, il l'entraîne sur ses pas à l'église. Là il

Leur
luxe.

Xavier
s'élève
contre
tant de
déprava-
tions.

Il com-
mence
par ga-
gner les
petits
enfants.

(1) *Ut sic spoliati et subjecti facilius per prædicatorum suadentur in fides* (De justis Belli causis, par Sépéveda, chanoine de Salamanque et historiographe de Charles-Quint.)

parle à ces enfants de la crèche de Bethléem et de Jésus enseignant dans le temple. Il leur met sous les yeux les images qui doivent frapper leur imagination. Avec sa voix si persuasive, il leur apprend, il leur commente le Symbole des Apôtres et les commandements de Dieu. Après les avoir façonnés à la modestie et aux vertus de leur âge, il les envoie, missionnaires sans volonté, répandre dans leurs familles les semences de Christianisme qu'ils ont reçues.

Ces semences portèrent les fruits que Xavier en avait espérés : la multitude accourut pour l'entendre. Il y avait là, sur la place devenue sa chaire, tout un monde de Portugais et d'Indiens avides de savoir si le prédicateur méritait, par son éloquence, le renom de sainteté que son amour du prochain et des souffrances lui avait fait. Afin d'être compris de tous, le Jésuite renonça à l'harmonieux langage dont son goût épuré et ses études de l'Université de Paris lui avaient révélé les beautés. Il se servit d'un idiome grossier qui avait cours entre les deux nations, et qui, comme cela arrive toujours dans la fusion des langues, ne mettait en relief que les défauts des deux, enrichis par l'ignorance même de ceux qui les employaient.

On savait Xavier docte et versé dans les lettres. Ce langage auquel il descendait, les sublimes effets qu'il en tirait, la bonté peinte sur son visage, les accents de remords ou de pénitence qu'il faisait vibrer aux oreilles, et qui des oreilles passaient rapidement jusqu'au cœur, entraînaient les moins corrompus. Ils promirent de rentrer dans la voie droite. L'exemple des uns, le bonheur qu'ils ressentaient d'être réconciliés avec Dieu gagna les autres, tandis que les discours du Père ébranlaient les endurcis. Xavier ne se lassa point. Il attendit l'heure de la grâce : elle sonna enfin.

A La ville change d'aspect. L'esprit de cette ville changea comme par enchantement. Ici on renonçait aux contrats usuraires, on restituait le bien mal acquis, on brisait les fers des esclaves injustement possédés ; là on chassait des maisons les concubines, on réformait ses mœurs. Chacun s'efforçait d'introduire dans sa famille les vertus dont le Jésuite lui faisait faire l'apprentissage. La soif de l'or avait perdu les Portugais : ils le jetaient aux pieds du Missionnaire, le suppliant de le répandre en bonnes œuvres. Sous leurs yeux ou en présence du Vice-Roi, heureux témoin de ces prodiges, le Père remplissait leurs intentions.

Goa avait subi son influence. La ville rentrait dans la pratique des vertus, lorsque le vicaire-général des Indes, Michel Vaz, lui apprend que depuis le cap de Comorin jusqu'à l'île de Manar, il se trouve une côte que sa parole peut rendre à la Foi et à la civilisation.

La côte désignée était celle de la Pêcherie.

Les Paravas qui l'habitent n'ont de chrétien

que le nom et le Baptême ; car le pays est si stérile, le climat si brûlant, qu'aucun prêtre n'a consenti à y fixer sa résidence. On n'y voit des étrangers qu'au moment de la pêche des perles. C'était prendre Xavier par le cœur.

Accompagné de deux jeunes ecclésiastiques de Goa qui entendent la langue malabare, la seule reçue à la Pêcherie, il s'embarque le 17 octobre 1542. Il a refusé tout l'argent, tous les secours, les vêtements même que don Alphonse de Souza et les principaux habitants veulent le contraindre à accepter : la pauvreté est son trésor. Afin de gagner les peuples à l'Evangile, il n'a besoin ni de luxe ni de splendeur ; une croix de bois et son bréviaire lui suffisent. Il ne vient pas, lui, pour torturer les hommes et pour leur arracher, à force de tourments, le secret de leurs richesses. Pour toute arme il n'a que sa vertu. C'est par elle qu'il va fonder un empire moins passager que celui de la conquête. « Les dominateurs de cette malheureuse partie du globe, a dit Robertson, n'avaient eu d'autre objet que de dépouiller, d'enchaîner, d'exterminer ses habitants. Les Jésuites seuls s'y sont établis dans des vues d'humanité ¹. »

Le cap Comorin est une haute montagne qui se projette dans la mer en face de l'île de Ceylan. Xavier a touché ce cap. Il ne faut pas que son pied ait foulé une terre idolâtre sans que cette terre se soit sentie remuée jusque dans les entrailles par sa parole. Ses interprètes l'expliquent aux Païens, mais les Païens disent qu'ils ne renonceraient à leurs divinités que lorsque le maître dont ils dépendent aura donné son assentiment.

Une jeune femme de ce village était, depuis trois jours, dans les douleurs de l'enfantement. Prières des Brachmanes, intervention des hommes, rien ne pouvait hâter sa délivrance. Le Jésuite s'approche de celle qui va devenir mère. Il lui explique les éléments de la Foi, il lui recommande d'invoquer le saint nom de Marie, et de prendre confiance. Cette femme est émue. Elle souffrait, et un étranger, un inconnu était auprès d'elle. Il l'entretenait d'un nouveau Dieu, enfant comme celui qu'elle portait dans son sein, d'une mère qui, aux yeux de cette femme, avait dû souffrir comme elle.

Cette charité, que l'on n'apprécie bien que dans le malheur, convainquit sa raison : elle demanda le baptême, elle le reçut, puis elle accoucha sans efforts et fut guérie. A ce spectacle, la famille entière se prosterna aux pieds du Missionnaire. Il l'instruit, il la baptise. Le village se soumet comme elle, et Xavier poursuit sa route vers Tutucurin.

Michel Vaz ne l'avait point trompé : la situation des Paravas était déplorable. Il étudia leur langue, afin de pouvoir se passer du secours

(1) Histoire de Charles-Quint, livre vi.

Xavier à la côte de la Pêcherie.

Au cap Comorin.

des truchements, qui dépouillent toujours la parole de son énergie et la privent de son effet. Quand il eut traduit les prières de l'Eglise, il prit à la main sa clochette, il parcourut les trente villages de la côte, rassemblant autour de lui les enfants. Il leur enseignait la doctrine chrétienne, il les catéchisait, se mettant au niveau de leur pauvre intelligence, se faisant petit pour les élever vers Dieu et les faire grandir dans la Foi. Ce premier travail achevé, il leur recommandait de répéter à leurs parents, à leurs voisins, à leurs serviteurs, ce qu'ils venaient d'apprendre, et le dimanche la foule s'assemblait dans la chapelle : on la voyait pieusement recueillie, écouter et suivre les développements que le Père donnait à l'Oraison Dominicale, au Symbole des Apôtres, au Décalogue et à la Salutation Angélique. Il les formait aux vertus simples dont ils avaient besoin pour être heureux ; mais c'était surtout à la jeunesse qu'il s'adressait. Des églises s'élevaient dans les lieux les plus habités ; il lui en confiait le soin ; il lui apprenait à parer l'autel, à le suivre dans ses courses, et à montrer partout la différence qui existait entre le Dieu des Chrétiens et les Pagodes.

Le Père ne s'était institué que le sauveur des âmes. La confiance que les Indiens avaient en lui était si illimitée que tous l'appelaient dans leurs maladies afin qu'il les délivrât des souffrances du corps aussi bien qu'il les avait guéris des maux de l'esprit. Mais les heures du jour, celles de la nuit étaient trop courtes pour tant de soins différents. Sa charité se multipliait de toutes les façons ; cependant elle ne parvenait pas à répondre à tous les vœux. Dans cette impossibilité morale, il chargeait ses néophytes de le remplacer.

Ils portaient ; mais, afin de donner à leur mission quelque chose de providentiel, ils empruntaient au Père son crucifix, son reliquaire ou son chapelet. Avec ce passe-port de la piété, ils s'avançaient vers les Gentils. Leur foi recevait sa récompense : ils évangélisaient, ils guérissaient, ils baptisaient les infidèles.

De si rapides succès, des prodiges de plus d'un genre déjà opérés ne manquèrent pas de susciter de puissants adversaires à Xaxier. Il y avait aux Indes une caste bénie et redoutée, tout à la fois prêtres des idoles et tirant leur origine de ces mêmes idoles. Leur religion, qui a d'informes ressemblances avec le Christianisme, se compose de trois dieux représentés par une pagode à trois têtes sur le même corps. Ces trois dieux sont Maiso, Visnou et Brama, engendrés par une substance qui se donne l'être à elle-même et que les Indiens nomment Parabrama.

Comme le Saturne de la mythologie, Parabrama assigna à ses trois fils l'empire qu'ils allaient exercer : Maiso eut le ciel en partage ; Visnou devint le juge des hommes ; Brama

présida à leur religion. C'est de ce dernier que les Brachmanes croient descendre.

Ils se condamnent à toutes les pénitences ; ils ne choisissent pour demeure que les cavernes ou le creux des rochers ; ils s'exposent tout nus aux rigueurs des saisons, et ne doivent jamais manger quelque chose qui ait eu vie.

Mais au fond de ces austères jongleries, il y a un insatiable amour des plaisirs de la chair, une avidité que les plus grasses offrandes ne peuvent assouvir ; et la multitude, témoin de tant d'excès, espère devenir sainte en s'y associant.

Leur doctrine se rapproche le plus possible de la corruption de leurs mœurs. Ils se persuadent, on ne sait sur quel fondement, que les vaches procèdent de la divinité ; que le bonheur s'attache à tous ceux qui se couvrent de fiente bovine brûlée par un Brachmane. Lorsqu'on meurt en tenant dans ses mains la queue de l'animal divinisé, l'âme sort pure du corps ; elle rentre dans celui d'une vache ; faveur que les dieux n'accordent qu'à ceux qui se jettent, soit du haut des montagnes, soit dans la flamme d'un bûcher, et qui, par respect, se laissent écraser sous les roues du char où trônent les Pagodes.

Pour faire triompher la religion chez les Indiens, se prêtant tous avec une pieuse docilité aux enseignements du Missionnaire, il fallait convertir les Brachmanes. Ils étaient prêtres des fausses divinités, intéressés par conséquent au maintien du culte existant. L'éloquence de Xavier s'émoussa sur ces natures inertes qui ne sortaient de leur apathie que pour le crime ou pour la volupté. Il les vit, il les força à l'admirer, à confesser que le Dieu des Chrétiens était le véritable Dieu, puisque sa loi contenait et développait les principes de lumière naturelle innés dans chaque homme ; mais quand le Jésuite parla de leur faire confesser Jésus-Christ, l'égoïsme se substitua à la croyance. « Que dira le monde de nous, s'il nous voit changer ? » répondaient-ils ; et c'est Xavier lui-même qui, dans une de ses lettres, nous a conservé cette réponse ; « puis que deviendront nos familles, qui ne vivent que des offrandes faites dans les temples ? »

Ce raisonnement était le seul qu'ils eussent à faire valoir : ils y persistèrent jusqu'à la fin, résistant à toutes les prières, à tous les miracles, et s'obstinant dans leur culte, même en face de l'abandon général dont il était l'objet.

Les Brachmanes de la Pêcherie avaient, tout en le maudissant, respecté ce zèle dont pour eux les effets étaient si déplorables. Ceux de Travancor ne consentirent pas à rester spectateurs indifférents de la désertion de leurs sectateurs. A Travancor, le Jésuite avait obtenu les mêmes résultats que chez les Paravas. La côte aspira à être toute chrétienne. Quarante-cinq églises furent bâties, et le Père lui-même affirme, dans

sa correspondance. avoir en un seul jour conféré le sacrement de baptême à plus de dix mille idolâtres. Il devenait urgent de l'arrêter dans sa course : les prêtres de Travancor gagnèrent quelques-uns de leurs croyants, et ils le firent assaillir la nuit à coups de flèches. Le sang du martyr coula ; mais sa vie était sauve. On tenta d'autres moyens : l'incendie dévora les maisons où l'on supposait qu'il prendrait quelques heures de repos. L'incendie ne réussit pas mieux que l'arc des Indiens.

Guerre des Bagades. Cependant les Bagades, population de voleurs dans le royaume de Bisnagor, et qui, l'année précédente, avaient ravagé la côte de la Pêche-rie, pénétraient dans le pays de Travancor par une des montagnes qui aboutissent au cap de Comorin. Le Naïre, ou chef du Maduré, conduisait cette armée, que ses exploits passés rendaient encore plus audacieuse. Le roi de Travancor, surnommé par les Portugais le Grand-Monarque, réunit ses troupes pour s'opposer à l'invasion ; mais un plus terrible adversaire s'élançait contre les Bagades. Xavier prend en pitié la douleur de ses néophytes ; il prie le Seigneur de ne pas abandonner à la rage des loups le troupeau dont il est le pasteur. Sa prière terminée, il rassemble quelques jeunes Chrétiens autour de lui, et, la croix à la main, il s'avance dans la plaine où les ennemis sont rangés en bataille : « Au nom du Dieu vivant, leur crie-t-il d'une voix tonnante, je vous défends de passer outre, et je vous ordonne, de sa part, de retourner sur vos pas ! »

Xavier triomphe d'eux. Ces paroles répandent la terreur sur la première ligne ; les soldats sont interdits, immobiles. Quand le second rang les questionne, tous répondent qu'ils ont en face d'eux un étranger, vêtu de noir, d'une taille extraordinaire, d'un aspect effrayant et dont les yeux lancent des éclairs. Les plus intrépides sortent des lignes ; ils sont témoins du prodige, reculent et entraînent l'armée dans leur fuite. Cet événement, que l'histoire, en dehors des faits miraculeux, peut expliquer par le courageux dévouement du Jésuite et par l'enthousiasme même de son action oratoire, réagissant en sens opposé sur les Bagades surpris d'une pareille apparition, cet événement se répandit dans les villages voisins. Le roi de Travancor marchait à la tête de ses troupes ; il n'y avait plus lieu de combattre ; il témoigne à Xavier sa reconnaissance. « Je me nomme le Grand Monarque, lui dit-il ; dorénavant vous serez le Grand Père. » Ce prince ne consentit point à renoncer aux dieux qui favorisaient tous ses caprices, qui légitimaient toutes ses passions ; mais il porta un édit par lequel il était enjoint d'obéir au Missionnaire comme au roi lui-même. Par ce même édit, le Grand Monarque déclarait que ses sujets étaient libres de suivre la bannière du Christ.

A Travancor, Ses sujets mirent à profit la liberté qu'il accordait ; mais, afin de donner des preuves

authentiques de sa mission, il fallait que, devant eux, le Jésuite accomplît quelques-uns de ces faits qui subjuguèrent et terrassent l'intelligence humaine. A Coulan, ville maritime sur la côte de Comorin, Xavier distribuait la parole de vie et rencontrait dans la masse beaucoup d'indifférents ou d'opiniâtres. Il ne lui était pas possible de briser ces cœurs par la persuasion ; il appelle Dieu à son aide ; puis il reprend : « Hier vous avez déposé un des vôtres dans la tombe ; retirez-en le corps et examinez bien s'il ne donne aucun signe d'existence. » Les plus obstinés se rendent à son désir. Ils enlèvent le linceul ; ils portent à ses pieds le cadavre, d'où s'exhalait déjà une fétide odeur ; ils entourent le Père, et, de leurs regards inquiets, ils interrogent tous ses mouvements : le Père, à genoux, se recueille et prie. Tout à coup s'adressant au mort : « Par le saint nom du Dieu vivant, s'écrie-t-il, je te commande de te lever et de vivre, en preuve de la Religion que j'annonce. »

L'acte de canonisation du Jésuite, et ces actes entourés de toutes les garanties désirables font autorité pour l'Eglise et pour l'histoire ; l'acte de canonisation raconte que le mort se leva, plein de vigueur et de santé.

Il n'y avait plus à douter, plus à hésiter ; le peuple de Coulan fut chrétien. La réputation de Xavier s'étendit par les Indes ; et, de tous les points, les Gentils, poussés vers le ciel, accouraient pour lui demander le baptême. Des députations lui arrivaient en foule : il ne pouvait se rendre à tous les vœux ; il y répondait en faisant partir des missionnaires formés par son esprit. Les habitants de Manar suivent la Croix.

Persecutions du roi de Jafanapatan. Le prince de Jafanapatan, dont ils étaient les sujets, avait usurpé la couronne et chassé du royaume son frère, le souverain légitime. Il veut, par l'appareil des tortures, les contraindre à renoncer à leur religion nouvelle, à cette religion qui a introduit chez eux la civilisation. Les hommes, les femmes, les enfants, s'en déclarent les martyrs. On les interroge, on leur dit que pour vivre ils n'ont qu'à faire abjuration ; tous s'écrient : « Nous sommes Catholiques. » Leurs petits enfants, à peine baptisés, ne peuvent encore rendre témoignage. Les pères, les mères se portent garants pour eux ; ils les entraînent dans leur gloire.

Ce que Tertullien disait aux Césars se vérifiait encore sur cette terre presque vierge. Le sang des martyrs devenait là comme partout la semence des Chrétiens. Le roi de Jafanapatan poursuivait son dessein : jusque dans son propre palais, jusque sur les marches de son trône, il trouve des rebelles à sa loi. Son fils aîné sollicite et reçoit le baptême ; il est égorgé sous les yeux du tyran. Son second fils, sa sœur et son neveu marchent sur les traces de cet enfant, dont la mort est si belle ; mais il y avait une femme, une mère, entre le ciel et les bourreaux de

rend la
vie à u
mort

l'usurpateur : la mère triompha. Un négociant portugais fit sortir du Jafanapatan ces deux néophytes royaux ; il les conduisit au Père pour que sa bénédiction les fortifiât dans le Christianisme , et ils furent placés au collège de Goa , dont Paul de Camerino avait pris la direction.

A ces nouvelles , le prince sévit avec plus de cruauté ; il craint son frère errant dans les Indes et pouvant , après avoir reçu le baptême , lui aussi , revenir , à l'aide des Portugais , prendre possession du trône. Il craint surtout son fils et son neveu ; il était dans l'impossibilité de tirer vengeance de leur fuite : il déclara une guerre plus acharnée que jamais aux catéchumènes de ses Etats. Xavier connaissait la position des choses , et , Jésuite , il savait mettre à profit une favorable occasion. Il comprit que , dans un royaume où l'on mourait si généreusement , il y avait de grandes choses à mener à bien. Il rappelle donc Mansilla de la côte de la Pêcherie , il le charge de continuer l'œuvre de Travancor , et il se dirige vers la ville de Cambaye , où le vice-roi des Indes résidait momentanément.

Alphonse de Souza était un homme dont la piété se réglait plutôt sur les idées du monde que sur celles des Saints ; il possédait les qualités du politique , il en avait aussi les défauts. Au lieu de s'opposer avec fermeté aux désordres entretenus à Goa par les Portugais , il les laissait s'accroître , se contentant de protester dans son for intérieur et spéculant sur ces désordres pour étendre et assurer son autorité. Le 45 décembre 1544 le Père arrivait à Cochîn.

Il y rencontra Michel Vaz , lui fit part de son plan , et l'entretint des plaintes que lui arrachait l'indifférence du vice-roi. Vaz partageait le même sentiment ; il se résout à porter aux pieds de Jean III les vœux et les doléances de Xavier , qui adresse au roi de Portugal une lettre resplendissante de liberté apostolique ; elle se termine ainsi :

« Je supplie donc Votre Majesté , par le zèle ardent qu'elle a pour la gloire de Dieu et par le soin qu'elle a toujours eu de son salut éternel , d'envoyer ici un ministre vigilant et courageux , qui n'ait rien plus à cœur que la conversion des âmes , qui agisse indépendamment des officiers de votre épargne , et qui ne se laisse pas gouverner par tous ces politiques dont les vues se bornent à l'utilité de l'Etat. Que Votre Majesté examine un peu l'argent qui tombe des Indes dans ses coffres , et qu'elle compte les dépenses qu'elle y fait pour l'avancement de la Religion. Ainsi , ayant pesé les choses de part et d'autre , vous jugerez si ce que vous donnez égale en quelque sorte ce qu'on vous donne , et vous aurez peut-être sujet de craindre que , de ces biens immenses dont la libéralité divine vous comble , vous n'accordiez à Dieu qu'une très-minime partie.

Le roi Jean III se rendit au vœu du Père.

Un nouveau gouverneur , Don Juan de Castro , fut nommé. Il reçut ordre de ne plus tolérer aucune superstition à Goa ou dans l'île de Salcète , de faire briser toutes les pagodes , d'exiler les Brachmanes , de venger la mort des Chrétiens de Manar , et de protéger partout ceux que les missionnaires soumettraient à l'autorité de l'Evangile.

Xavier cependant faisait route vers Cambaye ; il y vit don Alphonse de Souza ; il n'eut pas de peine à l'intéresser à l'expédition qu'il avait projetée contre l'usurpateur de Jafanapatan. La flotte allait appareiller , lorsqu'un navire portugais venant de Pégou et richement chargé fut jeté par la tempête contre cette île. Le roi s'en empara. Les propriétaires du navire comprenant que , si la guerre était déclarée , il n'y aurait pas moyen de retirer les trésors tombés en sa possession , firent agir tant d'intrigues auprès des chefs de la flotte qu'ils parvinrent à neutraliser l'expédition.

Cette contrariété ne refroidit point l'enthousiasme de l'Apôtre. Le Jafanapatan lui est fermé ; il fait voile vers Travancor. Les vents s'opposent à sa marche , ils paraissent même le repousser de la côte où il tend. Xavier avait déjà accompli tant de choses extraordinaires qu'il se persuade qu'il est réservé par Dieu pour en accomplir de plus extraordinaires encore. Le Jésuite aspire à porter la lumière au fond de l'Orient.

Il change aussitôt de direction , et , afin de consacrer son apostolat , le voilà qui affronte de nouvelles tempêtes , qui brave de nouveaux dangers pour se rendre à la ville de Méliapour , à laquelle les Portugais ont donné le nom de San-Thomé. C'est dans cette cité que saint Thomas a vécu , c'est là qu'il a souffert le martyre. Xavier accourt sur son tombeau demander force et courage à celui qui l'avait précédé dans les Indes. A Méliapour , il continua son genre de vie habituel , priant , prêchant , convertissant , opérant partout des miracles et interrogeant Dieu dans la solitude. Le 25 septembre 1545 il abordait à Malaca.

C'est une ville située au delà du golfe de Bengale , non loin de l'île de Sumatra et tout près de la ligne équinoxiale. L'air y est si tempéré , le ciel si doux qu'il semble mortel à la vertu. Tout , jusqu'à la langue , la plus harmonieuse de l'Orient , tout se ressent de cette mollesse du pays , que l'activité du commerce n'a pu vaincre ; tout y respire la volupté , tout la fait passer dans le sang , dans les habitudes même. De Malaca Xavier espérait s'ouvrir une porte pour aller à Macazar ; mais , à la corruption universelle , il comprit qu'il devait régénérer cette cité.

Une ferveur trop austère n'était pas là à sa place. Avec des âmes si efféminées il fallait procéder par les voies de douceur , ne pas blâmer leurs plaisirs , s'y associer en ce qu'ils avaient

Il arrive
à Méliapour.

Il va à
Malaca.

de licite et s'insinuer dans la confiance des habitants par une humeur agréable et par un visage toujours serein. Xavier était beau ; sa voix harmonieuse , son esprit plein de gaieté et d'épanchement le firent bientôt rechercher. La renommée en avait fait un Saint : ce bruit seul avait éloigné de lui. Sa conversation , ses manières ne le montraient que comme un homme aimable ; il eut facilement accès dans les consciences. Quand son pouvoir fut consolidé , il usa de moins de ménagements. Il instruisit les enfants , il les forma à l'obéissance ; il apprit aux jeunes filles ce que c'était que la pudeur , vertu dont , dans ces climats , le nom n'était même pas connu ; il amena les hommes au tribunal de la pénitence ; il corrigea les mœurs , il enseigna à ce peuple le bonheur de la famille. Après des journées si bien remplies , le Père se mettait à l'étude de la langue malayaise et composait des instructions.

Ce fut à Malaca qu'il apprit l'arrivée dans l'île de Goa de trois Jésuites qu'Ignace envoyait à son secours. Ces trois Pères se nommaient Antoine Criminal , Jean Beira et Nicolas Lancilotti. Il importait de les mettre à l'œuvre afin de répondre à leur empressement. Il désigna Lancilotti pour enseigner la langue latine dans le collège de Sainte-Foi , et il dirigea sur la Pêcherie Criminal et Beira.

Le chemin de Macazar était fermé à son impatience. Aucun vaisseau ne partait pour cette destination , et Xavier brûlait du désir d'accroître les progrès du Catholicisme. Le 4^{or} janvier 1546 , il s'embarque pour Amboyne. Le 16 février , il touchait à cette île , qui ne contenait que sept villages à peu près chrétiens ; le reste de la population était idolâtre. Son premier soin est de vivifier la Foi dans les cœurs ; mais , apprenant que plusieurs familles se sont réfugiées dans les bois ou dans les cavernes pour échapper à des voisins barbares , le Père se met à la recherche de ces familles. Il parcourt les forêts , sonde la profondeur des rochers , réunit ces malheureux , partage leur existence , et ne les abandonne qu'après leur avoir fait connaître les devoirs que Dieu impose.

La flotte d'Espagne et celle de Portugal étaient à l'ancre dans la rade d'Amboyne. Une fièvre pestilentielle se déclara sur les vaisseaux espagnols. La terreur avait fermé toutes les âmes au cri de la pitié. Les médecins eux-mêmes n'osaient affronter la contagion ; on la laissait dévorer les victimes que personne ne songeait à lui disputer. Couchés çà et là sur le pont de leurs navires ou étendus au bord de la mer , les malades ne recevaient aucun secours. Plus la fièvre faisait de ravages , moins les insulaires semblaient prêter l'oreille à tant de désespoirs. Xavier apprend cette nouvelle. Il catéchisait alors ; mais la première des charités est de venir au secours de ceux qui souffrent. Le poste le plus dangereux

était le sien ; il le fut encore dans cette circonstance. Il se dévoua tout à la fois au soulagement des corps et à celui des âmes : il assiste les mourants , il ensevelit les morts ; il enterre lui-même les cadavres , car il ne se présentait plus de mercenaires pour remplir ce dernier devoir. Mais là ne s'arrête pas son humanité. Il y a sur ces navires des malades qui ont besoin d'aliments ou de remèdes. Le Père mendie ; il va de porte en porte implorant la compassion publique pour des frères dans la Foi , pour des hommes que le doigt de Dieu a frappés. Sa parole a quelque chose de si irrésistible qu'il parvient seul à organiser des secours , et à rendre plus tolérable la position de cette flotte étrangère.

La peste cessa peu à peu ; les Espagnols mirent à la voile , et le Jésuite , rendu à ses travaux quotidiens , visita les environs d'Amboyne. Il porta l'Évangile dans des îles à moitié sauvages , telles que Baranura et Rosalao. Après ces prédications , qui ne furent pas sans fruit , il prit passage pour les Moluques.

Ce sont de petites îles de l'Océan oriental , près de l'Equateur. Les cinq plus importantes sont Ternate , Tidor , Motir , Macian et Bacian. Ternate est la première du côté du nord. Il y débarque. Les Catholiques rentrent dans le chemin de la vertu , que la mollesse , la dissolution et l'amour du gain leur avaient fait depuis longtemps abandonner. Ce changement extraordinaire de mœurs , dû à la parole d'un prêtre , dispose favorablement idolâtres et infidèles. Néachile Pocaraga , fille d'Almanzor , roi de Tidor , et femme de Boleife , roi de Ternate avant la conquête , était l'irréconciliable ennemie des Chrétiens , c'est-à-dire des Portugais , qui l'avaient chassée du trône. Cette princesse était fort versée dans la science du Coran. L'infatigable apôtre discute avec elle ; il éclaircit ses doutes , il résout ses objections ; peu à peu il la conduit au baptême. A partir de ce jour , Néachile oublie ses rêves de grandeur pour se faire l'humble servante des pauvres.

Il y avait trois mois que le Jésuite évangélisait Ternate , lorsqu'on lui raconta qu'à soixante lieues vers l'Orient il se rencontrait plusieurs îles dont les habitants avaient été autrefois baptisés ; mais , ajoutait-on , tout cela est même perdu dans leur souvenir. Ils sont anthropophages , et , dans leurs fêtes , ils dévorent leurs pères déjà vieux. C'est , du reste , une contrée stérile , où l'air est si malsain , le sol agité de si fréquentes éruptions volcaniques , que les étrangers ont peine à y respirer et à y vivre. On pressait , on suppliait François Xavier de ne pas exécuter son projet.

Le bienfait de la Rédemption doit être révélé par lui aux nations les plus sauvages ; rien ne peut le retenir dans l'accomplissement de sa mission. Il console ses amis qui pleuraient , le peuple de Ternate qui essayait de s'opposer à son

Il évan-
gélise l'île
d'Am-
boyne.

Les Moluques

Lettre du M.

Sa lettre d'Ignace

départ; puis, avant de se jeter, la croix à la main, sur ces îles que le bras de Dieu avait frappées de malédiction, il écrit à don Ignace de Loyola :

« Le pays où je vais est hérissé de dangers et très-funeste à tous par la barbarie des habitants et par l'usage de divers poisons qu'ils mêlent dans le breuvage et dans les viandes. C'est ce qui a empêché plusieurs prêtres d'aller les instruire. Quant à moi, considérant leur extrême besoin et le devoir de mon ministère qui m'oblige d'affranchir les âmes de la mort éternelle aux dépens même de ma vie, j'ai résolu de tout hasarder pour leur salut. Toute mon espérance, tout mon désir est de me conformer, autant qu'il sera en moi, à la parole du Maître : Qui voudra sauver son âme la perdra, et qui la perdra pour l'amour de moi la trouvera.

» Plusieurs personnes, qui m'aiment ici tendrement, ont fait tout ce qu'elles ont pu pour me détourner de ce voyage. S'apercevant que leurs prières, que leurs larmes étaient sans effet, elles ont voulu me donner des contre-poisons. Je n'ai eu garde d'en accepter, de peur qu'en me chargeant du remède je ne vinsse à craindre le mal. Ma vie est entre les mains de la Providence; je n'ai besoin de nul préservatif contre la mort, et il me semble que, plus j'aurais de remèdes, moins j'aurais de confiance en Dieu.»

Cette lettre, c'est l'homme lui-même, mais l'homme détaché de tout au milieu d'ennemis perfides, marchant sans précaution; ne sent-il pas que Dieu est avec lui?

Après quelques jours de mer, il descend au rivage; neuf cadavres de Portugais gisaient sur le sable, sans sépulture, pour apprendre aux étrangers le sort que leur réservait la population de l'île du More.

A la vue des matelots et du prêtre qui prennent terre, les Sauvages s'enfuient, présumant que les Européens leur demandent compte du sang versé. Xavier se jette à leur poursuite, il les atteint dans les forêts; là d'un ton caressant, il leur communique, en malayais, les motifs qui le conduisent auprès d'eux; il flatte leur grossière vanité, il les ramène au village; et le voilà qui chante par les rues la doctrine chrétienne afin de l'apprendre plus promptement aux enfants et aux femmes. Les villes de Momoya et de Tolo cèdent à l'entraînement qu'imprime Xavier; l'île du More devient chrétienne presque sans résistance. Le Père l'abandonne à sa Foi nouvelle pour retourner aux Moluques, et de là revenir à Goa par Malaca; il n'y parvint qu'au mois de juillet 1547.

Des Missionnaires étaient déjà arrivés aux Indes; Ignace en envoyait de nouveaux au Père. Ribera, Nugnez et sept autres composaient ce renfort. Mansilla, n'écoulant ni prières ni ordres, ne voulut point consentir à laisser les lieux que sa parole avait fécondés. Il désolait :

malgré ses services, Xavier le chassa de la Compagnie. Pour les prêtres qui accouraient au service de la religion, pour ceux qui combattait avec lui, c'était un exemple.

A peine de retour à Malaca l'Apôtre reprit le cours de ses prédications aux Chrétiens et aux Gentils; mais, dans ce temps là même, la domination portugaise, qui avait eu ses excès comme tous les pouvoirs naissants, était menacée dans son existence. Les rois indiens étaient jaloux des maîtres que la force leur imposait; souvent coalisés entre eux, ils s'étaient toujours vu vaincre par la tactique des Européens. La victoire les rendait tributaires jusqu'au jour où la couronne tombait de leurs têtes. Alaradin, roi d'Achem, n'avait pas encore été soumis, et sa haine pour les Chrétiens s'étaient accrue de toute la haine qu'il vouait aux Portugais.

Ses États forment le royaume le plus considérable de l'île de Sumatra. Pendant plusieurs années il arma ses bâtiments en corsaires pour courir les côtes; ses troupes de terre s'aguerrissaient, et chaque jour il mûrissait le plan qui devait lui livrer Malaca. Ses mesures prises le plus secrètement possible, Alaradin, à la tête d'une armée, force le port dans la nuit du 8 au 9 octobre 1549; ses brûlots tombent sur la flotte portugaise, son artillerie tonne contre la ville; déjà ses plus hardis soldats montent à l'escalade.

Au milieu du désordre et de la confusion inséparables d'un pareil assaut, don Francisque de Mello, gouverneur de Malaca, a pourtant fait de sages dispositions. Le premier effort des assiégeants est repoussé; mais les navires sont en feu. Les Achémois, excités par cet incendie, déploient au vent leurs riches bannières; ils saluent de loin la cité qui va devenir leur conquête. Après avoir coupé les oreilles et le nez à de pauvres pêcheurs qui rontraient au port, ils les chargent pour le gouverneur de la sommation suivante :

» Bajaja Soora, qui ai l'honneur de porter dans
» des vases d'or le riz du grand soudan Alara-
» din, roi d'Achem et des terres que lavent l'une
» et l'autre mer, je t'avertis d'écrire à ton roi
» que je suis ici malgré lui, jetant la terreur
» dans sa forteresse par mon fier rugissement,
» et que j'y serai tant qu'il me plaira. J'appelle
» à témoin ce que je dis, non-seulement la terre
» et les nations qui l'habitent, mais tous les
» éléments jusqu'au ciel de la lune, et je leur
» déclare, par les paroles de ma bouche, que ton
» roi est sans réputation et sans valeur; que ses
» étendards abattus ne pourront jamais se rele-
» ver sans la permission de celui qui vient de le
» vaincre; que par la victoire que nous avons
» remportée, mon roi a sous ses pieds la tête du
» tien, qui, depuis ce jour-là, est son sujet et
» son esclave; et afin que tu confesses toi-même
» cette vérité, je te défie au combat dans le lieu

Coalition des rois indiens contre les Portugais.

Ils viennent assiéger Malaca.

» où je suis présentement, si tu te sens assez de
» courage pour me résister. »

Xavier
délivre la
ville de
ses enne-
mis.

L'insulte était grave, et, sous l'emphase du défi, elle renfermait des offenses que ne pouvait supporter patiemment l'orgueil d'un gentilhomme. Le conseil délibérait et ne savait que résoudre, lorsque Xavier, dont Mello avait sollicité le concours, parut au milieu de ces officiers intimidés. Sa présence releva les courages : il lut la sommation des Achémois, et ce Missionnaire, qui avait du vieux sang d'idalgo navarrais dans les veines, déclara qu'à tout prix il fallait venger un semblable affront. L'honneur du Christianisme était encore plus intéressé dans la querelle que celui du drapeau portugais : ses paroles furent entendues.

La flotte vient d'être brûlée par l'ennemi, mais dans les arsenaux il y a encore quelques fustes. Xavier conseille de les radoubler et de courir aux Achémois ; il marchera lui-même à la tête des plus braves. Dans ce pressant danger le peuple s'oppose à son départ. Les soldats, gardiens naturels de la cité, peuvent l'abandonner : la cité ne veut pas se séparer de son Apôtre, dont elle attend force et consolation. Vaincu par les prières, Xavier se résigne ; il bénit, il confesse, il communie tous ces soldats ; puis la flotille s'ébranle. A peine est-elle à la voile que le vaisseau amiral s'entr'ouvre et disparaît sous les flots avec tout son équipage.

La foule s'alarme, elle murmure même contre le Jésuite : le Jésuite paraît. Son front est serrein, sa parole calme, et, à cette multitude effrayée, il fait entendre des prophéties de salut qui se réaliseront, dit-il, avant le coucher du soleil.

A la nuit tombante, deux voiles latines sont signalées en effet ; elles se joignent à l'escadre, et, le 25 octobre, cette faible armée s'éloignait du port. Le Missionnaire lui avait promis la victoire, si la présomption ou la témérité ne renversait pas le plan tracé par Mello. L'escadre croyait à la promesse du Père. L'amiral Deza prend position ; son artillerie engage l'affaire, et, après un combat furieux dans lequel les vaisseaux achémois furent dispersés, coulés à fond ou brûlés, les Portugais vainqueurs rentrèrent à Malaca.

Ce ne fut point aux soldats et à l'amiral qui avaient si vaillamment combattu que la cité décerna les honneurs du triomphe. Le Jésuite avait tout fait ; on parlait de sa fermeté, on louait sa prudence, on exaltait ce don de prophétie qui avait rendu l'énergie aux Portugais ; on l'applaudissait dans les rues, on l'embrassait à l'autel, on le félicitait partout.

Il part
pour le
Japon.

Ces honneurs inquiétèrent son humilité. Malaca était hors de danger, il ne lui restait plus, à lui, qu'à en affronter de nouveaux. Les navires du commerce chinois arrivèrent à cette époque dans le port ; l'un d'eux avait à bord un

Japonais nommé Anger de Cangoxima, qui, sur la réputation du Père, entreprenait ce long voyage pour calmer ses troubles intérieurs. La conversation du Japonais, son désir d'apprendre, sa docilité pleine de bon sens, furent pour le Missionnaire un trait de lumière. On lui disait que tous les habitants de ce vaste empire étaient avides de savoir, que leur naturel était généreux, qu'il y avait là une terre prête à recevoir la rosée du ciel, si la vie des ecclésiastiques répondait par sa régularité à leurs préceptes. Il n'en fallut pas davantage à Xavier. Il met ordre à ses missions, nomme Paul de Camerino supérieur-général à sa place, donne ses instructions aux Pères de la Compagnie qui se trouvent sur les côtes, charge Criminal, Henriquez et Alphonse Cyprien du soin des Paravas, ses premiers enfants en Jésus-Christ ; puis, après avoir visité, à Bazin, don Garcie de Sa, vice-gouverneur des Indes par la mort de don Juan de Castro, il s'élance vers le Japon. Le Père Côme de Torrez, l'un des esprits les plus brillants de son siècle, le Frère Jean Fernandez et Anger, qui au baptême a pris le nom de Paul de Sainte-Foi, l'accompagnent. Ce fut vers le 15 avril 1549 que l'Apôtre mit à la voile.

Au moment de tenter de nouveaux exploits, François Xavier écrit à Ignace : « Je ne puis vous exprimer avec quelle joie j'entreprends un si long voyage, car tout y est plein d'extrêmes dangers ; et qui de quatre navires en peut sauver deux, croit avoir fait une navigation très-heureuse. Quoique ces périls soient au-dessus de tous ceux que j'ai essayés jusqu'à cette heure, je n'ai garde de renoncer à mon entreprise, tant Notre-Seigneur me dit intérieurement que la Croix produira là de grands fruits dès qu'elle y sera une fois plantée. »

Dans cet homme si dur à lui-même il y avait un fonds de charité inépuisable ; il ne sollicite pour lui que les privations, que les souffrances, que les périls de toute sorte ; mais pour ses frères dans la Compagnie, pour ceux qui de loin marchent sur ses traces, il commande, par l'obéissance vouée à leur commun fondateur, que l'on ait tous les égards dus à des soldats sous les armes ; il adresse à Paul de Camerino les avis suivants :

« Si nos frères qui sont dans le Comorin, dans les Moluques et ailleurs vous écrivent pour obtenir quelque grâce de l'évêque ou du viceroy par votre entremise, et pour vous demander à vous-même quelque secours spirituel ou temporel, quittez tout, et employez-vous entièrement à faire tout ce qu'ils désirent. Pour les lettres que vous écrirez à ces ouvriers infatigables qui portent le poids du jour et de la chaleur, prenez garde qu'elles n'aient rien d'aigre ou de sec ; ayez soin plutôt que chaque ligne, chaque mot ne respirent que douceur et que tendresse.

» Tout ce qu'ils demanderont pour leurs vi-

vres, pour leur habillement, pour la conservation ou pour le rétablissement de leur santé, fournissez-leur libéralement et au plus tôt; car il est bien raisonnable que vous ayez pitié de ceux qui travaillent sans relâche et sans nulle consolation humaine. Ce que je dis regarde principalement les Missionnaires du Comorin et des Moluques : leur mission est la plus pénible, et on doit les soulager, de peur qu'ils ne succombent sous une croix si pesante. Faites donc en sorte qu'ils ne demandent pas deux fois ce qui leur est nécessaire. Ils sont dans le combat, vous êtes au champ, et, pour moi, je trouve ces devoirs de charité si justes, si indispensables, que j'ose vous conjurer, au nom de Dieu et au nom de notre Père Ignace, de vous en acquitter avec toute l'exactitude, toute la diligence et toute la joie possible. »

A Gaspard Barzée, Flamand de nation et prédicateur célèbre, qui a renoncé aux vanités de la gloire pour embrasser l'Institut et la carrière des missions, ses enseignements sont aussi doux, aussi positifs. Barzée est chargé de porter la lumière à Ormuz, ville située à l'entrée du golfe Persique, à douze lieues de l'Arabie Heureuse, et renommée par son commerce.

Il y avait là des Grecs et des Russes, des Abyssins et des Allemands, des Arméniens et des Juifs, mêlés aux apostats de toutes les nations européennes venant trafiquer à ce marché du monde. La vie s'écoulait sur cette côte dans tous les enchantements. Barzée confondit les Juifs dans des disputes publiques : il s'attira l'estime des Sarrasins et l'amitié de tous ces hommes dont les mœurs et la religion n'avaient pas moins de dissemblance que le langage. Il les avait trouvés païens ou incrédules; il les rendit Chrétiens.

La diversité des nations et des sectes y avait enfanté la corruption. Barzée était digne de prendre la place de Xavier, qui, selon son habitude, affrontait les premiers périls avant d'envoyer d'autres Pères dans de nouvelles missions. Mais le désir de pénétrer au Japon, et surtout la prudence unie au courage de Barzée, lui firent violer la règle dont il ne se départait jamais. Barzée ne lui donna pas lieu de se repentir de sa confiance.

Cependant, le 13 août, Xavier abordait sur la rade de Cangoxima, après quatre mois de tempêtes et de périls.

Le Japon est un monde d'îles et de montagnes, aux bords de l'Asie et vis-à-vis de la Chine. La terre y produit peu de grains; mais dans ses entrailles elle renferme d'immenses mines d'or et d'argent. Ses habitants sont athées ou idolâtres; les uns ne croient à rien, les autres soumettent leur foi à tous les rêves. On en voit qui adorent le soleil et la lune, qui rendent hommage aux Camis, fils du soleil, et aux Fotokues, dieux que les Chinois inventèrent. Il s'en

rencontre même qui honorent diverses sortes d'animaux. La plupart vénèrent Amida et Xaca, divinités qu'a popularisées leur mythologie pythagorienne. Il n'est pas de ville dans laquelle Amida et Xaca n'aient un temple où la magnificence le dispute à la superstition. En l'honneur de ces dieux, les Japonais se précipitent du haut des rochers, ils s'ensevelissent vivants dans des cavernes. Souvent, hommes et femmes, après s'être attaché une pierre au cou, chantent sur le rivage les louanges d'Amida et de Xaca, puis ils se jettent dans les flots.

Le Saço est le Pontife de cette religion, qui a pour prêtres les Bonzes, espèces de Brachmanes aussi austères en public, aussi dépravés en secret que cette secte de moines indiens.

Quand Xavier eut vaincu les premières difficultés de la langue japonaise, il se mit à prêcher en public. Il expliqua les articles du Symbole, visita les Bonzes, et se concilia leur bienveillance par son aménité. Les Bonzes l'écoutaient avec respect parler de Dieu et de l'immortalité de l'âme. Il leur était impossible de se persuader que ce prêtre venait de si loin pour les tromper; mais ses discours ne passaient pas de l'oreille au cœur. Le cœur des Bonzes était insensible. Le Missionnaire en effet les initiait à l'abnégation de soi-même, à la pureté et à toutes les vertus qui étaient pour eux un reproche ou un sacrifice.

Deux Bonzes pourtant ne peuvent résister à son éloquence : ils se déclarent Catholiques. Cet exemple est suivi par la multitude. Les Cangoximains ouvrent les yeux; ils se présentent autour de Xavier, ils lui demandent le baptême.

Embrasser le Christianisme, c'était priver les Bonzes des aumônes et des offrandes dont ils vivaient. La curiosité leur avait fait accueillir favorablement le Missionnaire, l'intérêt les poussa à le persécuter. Pour eux il ne fut plus un homme, mais un démon; ils l'accusèrent de mensonge. Les Japonais, dont l'esprit avait de la droiture, dont l'intelligence était exercée, ne prirent pas le change.

Les Bonzes prétendaient qu'il ne pratiquait pas toutes leurs austérités. Xavier à l'instant même s'abstint de toute nourriture qui a pris vie.

Des miracles étaient nécessaires pour entraîner ce peuple toujours hésitant. Ces prodiges s'opèrent. Xavier guérit les malades, il ressuscite les morts.

Devant de pareils prodiges l'hésitation de tous disparaît. La ville de Cangoxima est chrétienne.

Le Missionnaire pousse plus loin son apostolat. Avec Côme de Torrez et Fernandez il quitte cette cité, portant sur son dos les ornements dont il a besoin pour célébrer le sacrifice de la Messe. Il n'a pas d'autre bagage; ses compagnons ne sont pas plus riches que lui. Le Jésuite arrive à Firando, où mouillaient quelques vais-

seaux portugais. Ces vaisseaux saluent l'homme de Dieu. Leur artillerie gronde, leurs bannières flottent au vent. Les matelots font retentir des cris de joie, ils l'entourent avec des démonstrations de respect et le conduisent ainsi jusqu'au palais du roi. En le voyant pauvre, mal vêtu, la cour et le roi de Firando auraient méprisé cet avilissement, que leur orgueil n'aurait pas cherché à comprendre; mais, à l'aspect des Portugais, dont l'enthousiasme était au comble; mais en apprenant que ce prêtre si humble était tout-puissant auprès du roi de Portugal, dont les flottes sillonnaient leurs mers, dont les armées occupaient leurs villes, les Japonais sont saisis d'admiration. Xavier demande le pouvoir de publier la loi de Dieu dans ce royaume; ce pouvoir lui est accordé. Le jour même il se met à l'œuvre. Ses exhortations sont si fructueuses qu'au bout d'un mois l'Evangile triomphait de tous les vices. Pour le Missionnaire ce peuple était trop docile aux inspirations de la grâce; il avait besoin de luttés plus animées. Torrez reste à Firando pour confirmer ses habitants dans la foi, et le 27 octobre 1550 le Père se dirige vers Méaco, capitale de tout l'empire.

Il arrive
à Amanguchi.

La ville d'Amanguchi se trouve sur sa route. Elle est riche, pleine d'étrangers que le commerce et le plaisir y attirent; mais ses richesses mêmes y ont engendré la corruption. C'est Sodome avec le luxe de Babylone. Aux récits que lui font quelques Portugais, son zèle s'enflamme; et, sans même s'inquiéter de l'autorisation du roi, il parcourt les rues proposant à tous les vérités éternelles. Fernandez suit son exemple. Les périls auxquels ces prêtres s'exposent, la nouveauté de leurs discours, le courageux désintéressement qu'ils montrent excitent la curiosité. On les entoure sur les places publiques, on leur ouvre la porte des maisons, on les interroge sur leur culte, et ils répondent. Leur réponse, c'était la condamnation de la vie voluptueuse à laquelle les habitants d'Amanguchi se livraient.

Elle effraya des imaginations paresseuses. On ne discuta plus avec eux, on leur jeta des pierres, on les chargea d'injures, et lorsqu'ils appelaient à la prière ou à la pénitence, la foule s'écriait avec moquerie : « Voilà les deux Bonzes imposeurs qui veulent que nous n'adorions qu'un Dieu et que nous n'ayons qu'une femme. »

Devant de pareilles raisons la charité de Xavier lui-même échoua, et il partit pour Méaco.

L'hiver sévissait dans toute sa rigueur. La terre était couverte de neige, le vent soufflait avec violence, et ils avaient à traverser des forêts, des montagnes, des plaines, des torrents et des précipices.

Ses souffrances et ses prédictions. Pieds nus, le corps à peine couvert d'une vieille soutane, sans autres provisions que des grains de riz séchés au feu, Xavier, Fernandez et deux Japonais parcourent ce désert glacé, où chaque pas devient une chute. Les négociants

européens les ont avertis des périls qui les attendent; ils ont au moins voulu par de riches bienfaits, leur procurer les ressources nécessaires pour un pareil voyage. Le Jésuite n'a pas pu décliner leurs offres : il a accepté mille écus d'or tirés de l'épargne royale et tout ce que la charité a mis à sa disposition. Mais cet argent a été immédiatement distribué aux catéchumènes pauvres. Pour ses besoins et pour ceux de ses compagnons, il n'a pas même gardé une obole. Au bout de deux mois de fatigue il entre dans Méaco.

Méaco, qui en Japonais signifie chose digne d'être vue, était en proie à toutes les désolations que les guerres traînent à leur suite. Les rois voisins avaient formé une ligue contre le Cubo-Sama et le Dayri : c'est-à-dire ils se mettaient en révolte contre le chef des armées et contre l'empereur. Les grands, les Bonzes eux-mêmes prenaient une part active à ces troubles. Les esprits étaient agitées, les passions politiques en mouvement. Xavier ne crut pas devoir exposer les vérités du ciel devant une nation aussi préoccupée des choses de la terre. Pour obtenir une audience du Dayri ou du Cubo-Sama, on exigeait cent mille caïxes¹, et il ne possédait rien. Il retourne donc sur ses pas, il prend la route de Firando et se charge de quelques objets d'art ou de luxe mis à sa disposition par le vice-roi.

Ses vêtements déchirés avaient rebuté les Japonais. Ce mépris de l'habit, qui passe si rapidement à la personne, lui avait fait comprendre qu'il ne fallait plus paraître dans un costume délabré : il accepta des mains de la charité un vêtement plus propre, et il reprit sa course.

Il s'arrêta de nouveau à Amanguchi. Le roi Oxindono le reçut favorablement, car le Jésuite lui apportait des présents. Oxindono lui permit d'annoncer la Foi à ses sujets. On vint en foule aux instructions du missionnaire; mais, comme tous les pays civilisés, le Japon a ses docteurs, des philosophes dont la science est profonde et ne cédant jamais, à moins que des arguments irréfragables ne désarment leur esprit fertile en arguties. Xavier ne désespéra pas d'éclaircir les mille doutes qu'ils proposaient, tantôt de bonne foi, tantôt dans le dessein d'entraver ses efforts. Ils parlaient plusieurs ensemble, et souvent sur des objets différents. Le procès de la canonisation de l'Apôtre constate que ses réponses, toutes brèves, toutes claires et multipliées par la grâce, frappaient en même temps les oreilles de ses interlocuteurs, et que dans l'étonnement où ils étaient plongés, ils ne savaient qu'admirer et se taire.

A Amanguchi, comme dans toutes villes du Japon, il y avait sept ou huit sectes religieuses vivant éternellement en guerre sourde ou pa-

(1) Plus de six mille francs.

tente. Les progrès qu'il faisait faire au Christianisme réunirent contre lui les Bonzes de toutes ces sectes. Ils se divisaient bien entre eux, mais ils se coalisaient pour s'opposer à l'ennemi commun. Le matin Xavier instruisait les marchands chinois dans leur langue; le soir venait le tour des Japonais. Il leur expliquait les mystères, il les éloignait du vice, et en moins de deux mois sa parole avait produit de si heureux effets que les hommes les plus éclairés manifestèrent le désir de recevoir le baptême.

Le Père lui-même dans une de ses lettres aux Jésuites de Rome, parle de ces merveilleux résultats : « Quoique mes cheveux aient déjà blanchi, écrit-il, je suis plus robuste que je n'ai jamais été; car les peines qu'on prend pour cultiver une nation raisonnable, qui aime la vérité et qui désire son propre salut, donnent bien de la joie. Je n'ai en toute ma vie goûté autant de consolation qu'à Amanguchi, où une grande multitude de gens venaient m'entendre avec la permission du roi. Je voyais l'orgueil des Bonzes abattu et les plus fiers ennemis du nom chrétien soumis à l'humilité de l'Evangile. Je voyais les transports de joie où étaient ces nouveaux Chrétiens, quand, après avoir terrassé les Bonzes dans la dispute, ils retournaient tout triomphants. Je n'étais pas moins ravi de voir la peine qu'ils se donnaient à l'envi l'un de l'autre pour convaincre les Gentils, et le plaisir qu'ils avaient à raconter leurs conquêtes, par quelles manières ils se rendaient maîtres des esprits, et comment ils exterminaient les superstitions païennes : tout cela me causait une telle joie que j'en perdais le sentiment de mes propres maux. Ah! plutôt à Dieu que, comme je me ressouviens de ces consolations que j'ai reçues de la miséricorde divine au milieu de mes travaux, je pusse non-seulement en faire le récit, mais en donner l'expérience et les faire un peu sentir à nos Académies de l'Europe! Je suis assuré que plusieurs des jeunes gens qui y étudient viendraient employer à la conversion d'un peuple idolâtre ce qu'ils ont d'esprit et de force, s'ils avaient une fois goûté les douceurs célestes qui accompagnent nos fatigues. »

Ces fatigues, dont Xavier s'entretient avec tant de pieuse indifférence, n'étaient pas à leur terme. Le grand Bonze d'Europe, ainsi que le nommaient les Gentils, nourrissait l'espérance de repasser au Japon. De là, ses vœux tendaient vers la Chine, dont l'intelligence lui était constatée par ses fréquentes relations avec les négociants de ces contrées. Le royaume d'Amanguchi pouvait rester à la garde de Torrez et de Fernandez. Lui, il convoitait de plus vastes conquêtes, des mondes nouveaux à embraser du feu de sa charité. Ce fut alors qu'il apprit que le navire commandé par Edouard de Gama était dans les eaux de Bungo; il se mit en route vers le 20 septembre 1551.

Aussitôt que Gama connut la prochaine arrivée du Père, il réunit autour de lui les Portugais résidant à Fucheo, capitale du royaume, et il s'avança à la rencontre du Missionnaire. Ce dernier marchait difficilement, tant ses pieds étaient gonflés. Gama et les Portugais sont surpris de voir un personnage aussi éminent porter lui-même ses ornements ecclésiastiques et son humble bagage. Ils le supplient de monter à cheval afin de donner plus d'éclat à son entrée dans la ville, entrée que déjà salue le bruit du canon, et à laquelle assistent sous les armes les marius et les soldats. Xavier refuse; mais il ne peut aussi facilement échapper aux démonstrations de respect qu'on lui prodigue. Ce jour-là même le roi de Bungo lui écrivait :

« Père Bonze de Chemachiogin — les Japonais appelaient ainsi le Portugal, — que votre heureuse arrivée en mes Etats soit aussi agréable à votre Dieu que lui sont les louanges dont les Saints l'honorent. Quansyonafama, mon officier domestique, que j'ai envoyé au port de Figen, m'a appris que vous y étiez arrivé d'Amanguchi, et toute ma cour vous dira combien j'en ai eu de joie. Comme Dieu ne m'a pas fait digne de vous commander, je vous supplie instamment de venir, avant le lever du soleil, frapper à la porte de mon palais, où je vous attendrai avec impatience, et permettez-moi de vous demander cette faveur sans que mon vœu vous soit à charge. Cependant, prosterné par terre, je prie à genoux votre Dieu, que je confesse être le Dieu de tous les dieux, le Souverain des plus grands et des meilleurs qui vivent au ciel, je le prie, dis-je, de faire entendre aux superbes de ce siècle combien cette vie sainte et pauvre lui est agréable, afin que les enfants de notre chair ne soient pas trompés par les fausses promesses du monde. Mandez-moi des nouvelles de votre santé pour me faire bien dormir la nuit jusqu'à ce que les coqs m'éveillent en m'annonçant votre venue. »

Il importait beaucoup aux Portugais et à Gama que Xavier parût dignement à la cour. Leur intention était de lui servir d'escorte; mais, pour enlever tout prétexte aux répugnances que sa pauvreté provoquait dans des esprits livrés aux séductions du luxe, il fut décidé qu'on entourerait le Père de toute la pompe possible. Afin de vaincre son refus, on lui représenta qu'il était bon de montrer à ces populations de quel éclat les Catholiques environnaient leurs prêtres. C'était un moyen de les faire respecter dans sa personne, et d'inspirer l'estime pour la prédication par les honneurs mêmes dont on comblait le prédicateur.

Xavier, pour ce seul jour, consentit à faire violence à son humilité. On le revêtit d'une soutane neuve, d'un surplis et d'une étole de velours vert garnie de brocart d'or. Trente Portu-

Le
royaume
de Bungo.

Entrée
solennelle
du Jésus
suite dans
la capitale.

étoffes de soie et d'or et chargés de pierreries, formèrent le cortège, à la tête duquel marchait Gama, la tête nue, comme pour indiquer la vénération dont le Père était l'objet. Une musique militaire ouvrait la marche, que fermaient une foule d'Européens, tous magnifiquement vêtus.

Cinq portaient autour de lui un sac de satin blanc où était renfermé le livre des Evangiles, une canne de Bengala chargée d'or, des pantoufles de velours noir, un tableau de la Vierge et un parasol de bois précieux, orné de peintures indiennes, qui se conserve encore à Rome dans la Maison Professe du Gesù.

Lorsque le cortège se trouva en face du palais et que la garde du roi eut ouvert ses rangs pour lui livrer passage, les Portugais s'avancèrent vers Xavier, dont l'attitude, aussi majestueuse que digne, attirait tous les regards. Ils le saluèrent avec respect. On lui offrit la canne de Bengala et les pantoufles de velours; on étend sur sa tête le parasol. Ceux qui avaient les Evangiles et l'image de la Vierge se placèrent à ses côtés. Après avoir parcouru plusieurs galeries, où les seigneurs de Bungo honorèrent le Missionnaire selon le cérémonial du pays, il fut introduit en présence du roi, qui s'inclina trois fois par terre devant lui. Le Jésuite de son côté allait se prosterner et toucher le pied du prince pour se conformer à l'usage. Le prince se releva avant qu'il y eût satisfait; et, le faisant asseoir sur la même estrade que lui, il le pria de développer les mystères et la morale du Christianisme. Le Père et le Roi dînèrent ensemble, et, pendant le repas, tous les assistants se tinrent à genoux. Quand cette réception solennelle fut terminée, les Portugais reconduisirent Xavier avec les mêmes honneurs.

Le Souverain avait accueilli le Chrétien comme un envoyé du ciel, la multitude à son tour lui offrit des gages de sa confiance : la multitude accourut à ses prédications en brisant ses idoles et en sollicitant le baptême. Le baptême était une grâce que l'Apôtre n'accordait qu'à la persévérance. Quarante jours s'écoulaient ainsi. Dans cet espace de temps il obtint du roi la réforme des mœurs; il parvint même à arracher ce prince, encore jeune, aux excès que les Bonzes autorisaient comme pour l'élever avant l'âge. Il lui fit rendre des lois sévères contre les femmes qui, à l'aide de certains breuvages, provoquaient l'avortement, et contre les mères qui, pour ne pas nourrir leurs enfants, les égorgaient au moment de leur naissance.

Le jour du départ, les Bonzes, radieux, essayèrent de reconquérir l'influence que tant d'événements leur avaient enlevée. Fucarandono, le chef et la lumière de leur religion, céda à leurs instances. Il arrivait à la cour afin de venger les affronts faits à ses dieux.

Il discute avec le Jésuite, il blasphème, il

raille afin de le faire sortir de son calme habituel. Le Jésuite reste impassible; mais cette impassibilité même excite la rage des Bonzes. Une partie du peuple est en mouvement. Les Bonzes le menacent de la colère de leurs dieux, ils appellent sur lui toutes les malédictions s'il ne prend parti dans la querelle. La tempête grossit. Les Portugais songent à se retirer sur leurs navires et à mettre à la voile. Ils fuyaient déjà; Xavier apparait, il les rassure, il leur dit qu'il lui est impossible d'abandonner dans un pareil moment cette colonie naissante et que, si le martyr l'attend à Fucheo, il ne veut pas que, par de lâches considérations, on lui ravisse une couronne qu'il est venu chercher de si loin. Gama le premier se rend à l'avis du Père; les Européens l'adoptent aussi. Leur attitude martiale et surtout l'aspect du Missionnaire calmèrent les esprits et inspirèrent quelque courage aux Néophytes. Le Roi fit prendre des mesures afin d'assurer la tranquillité publique, et le lendemain, 20 novembre 1554, le navire sortit du port.

Le 24 janvier 1552 il était en vue de Cochîn.

Des miracles de plus d'une sorte, de vastes plans qui auraient effrayé l'imagination du plus hardi conquérant, occupèrent tous les instants de la traversée. Il jeta, avec le marchand Jacques Pereyra, son ami, les bases du voyage en Chine qu'il projetait depuis si longtemps. A peine débarqué à Cochîn, le voila qui entreprend la conversion du roi des Maldives. Le Père Antoine Hérédia avait échoué; Xavier fut plus heureux, et il continua sa route vers Goa, où l'appelaient les affaires de la Compagnie.

Ses missions étaient dans l'état le plus florissant. Antoine Criminal avait arrosé de son sang la côte de la Pêcherie, et ce premier martyr de l'Institut de Jésus y avait multiplié les Chrétiens, dont le nombre s'élevait à plus de cinq cent mille. Les îles du More, les Moluques, Méliapour, Bazain et Coulan étaient dans une situation aussi prospère. La joie de Xavier eût été sans mélange si, par un attachement trop vif à ses idées, Antoine Gomez ne se fût mis en révolte contre le vœu d'obéissance.

Gomez était un Jésuite dont l'ardeur égalait la science. Il connaissait aussi parfaitement la théologie que les affaires du monde; mais impétueux et violent, il était entré trop tard dans la Compagnie pour vaincre son caractère. L'Apôtre l'avait nommé recteur du Collège de Saint-Paul; et, soutenu par un des principaux ministres du roi de Portugal, il avait peu à peu usurpé tous les pouvoirs dont Camerino était investi. Il modifia, changea à sa manière l'éducation et le plan d'études adoptés par la Compagnie. Il força à des exercices spirituels trop violents les jeunes Indiens qu'il fallait conduire à la Foi par une pente aussi douce que facile. Don Georges Cabral, gouverneur des Indes, l'appuyait dans

son système d'innovation. Xavier presentit tout le mal que cette intempérance de ferveur devait faire à la Religion : il convainquit don Georges Cabral ; ensuite il tâcha, par une prudente fermeté, d'inspirer à Gomez le repentir et la pénitence.

Devant de justes observations, Gomez, qui ne savait plus que briser les obstacles, s'empporte et s'indigne. Le Père obtient du vice-roi ordre de l'envoyer à la frateresse de Dieu et de le faire retourner en Europe par le premier navire en partance. Cet ordre fut exécuté ; mais le vaisseau sur lequel monta le Jésuite rebelle fit naufrage, et Gomez périt victime de sa désobéissance.

Les affaires de la Société étant arrangées, Xavier nomme Gaspard Barzée recteur du Collège de Sainte-Foi ; il l'établit supérieur-général de tous les Pères et la Frateresse de la Compagnie répandus dans le Nouveau-Monde. Il fait partir Melchior Nugnez pour Bazain, Jean Lopez pour Méliapour, Gonzalve Rodriguez pour Chochin et Louis Mendez pour la Pêcherie. Lui-même, qu'Ignace, par ses lettres des 40 octobre et 23 décembre 1549, nommait Provincial des Indes et de tous les royaumes de l'Orient, se dispose à prendre la mer avec Gago, Silva, Alcaceva, Gonzalès et Ferreira de Monte-Mayor. Le 9 avril 1552 il adresse au roi de Portugal une lettre par laquelle il lui annonce son entreprise et le but qu'il se propose.

« Je partirai de Goa dans cinq jours, écrit-il à don Juan, pour faire voile vers Malaca, d'où je prendrai le chemin de la Chine avec Jacques Pereyra, qui est nommé ambassadeur. Nous portons de riches présents, que Pereyra a achetés, partie de votre argent et partie du sien ; mais nous en offrirons un plus précieux, tel qu'aucun roi, que je sache, n'a jamais fait à un autre roi : c'est l'Evangile de Jésus-Christ : et si l'empereur de la Chine en connaît une fois le prix, je suis assuré qu'il préférera ce trésor à tous les siens, quelque grands qu'ils soient.

» J'espère que Dieu regardera enfin avec des yeux de miséricorde un si vaste empire, et qu'il fera connaître à tant de peuples qui portent son image gravée sur le front leur Créateur et le Sauveur de tous les hommes, Jésus-Christ.

» Nous sommes trois de la Compagnie qui allons à la Chine avec Pereyra, et notre dessein est de tirer des fers les Portugais qui sont là captifs, de ménager l'amitié des Chinois en faveur de la couronne de Portugal, et surtout de faire la guerre aux démons et à tous leurs partisans. Nous déclarerons pour cela à l'empereur et ensuite à tous ses sujets, de la part du Roi du ciel, le tort qu'ils ont de rendre au mensonge le culte qui n'est dû qu'au vrai Dieu, créateur des hommes, et à Jésus-Christ, leur juge et leur maître.

« L'entreprise peut sembler hardie, de s'aller

jeter parmi des peuples barbares et d'oser paraître devant un puissant monarque pour lui révéler la vérité et pour le reprendre de ses vices. Mais ce qui nous donne du courage, c'est que Dieu lui-même nous a inspiré cette pensée, qu'il nous remplit de confiance en sa miséricorde, et que nous ne doutons pas de son pouvoir, qui passe infiniment la puissance du roi de la Chine. »

Le Jeudi-Saint, 14 avril, il abandonnait Goa pour n'y plus revenir qu'enseveli dans son lin-cueil triomphal.

Don Alvare d'Atayde, gouverneur de Malaca, avait, un an auparavant, approuvé les projets de Xavier. Il lui promettait même son concours ; mais il espérait, peut-être l'apôtre lui-même lui avait-il donné à entendre, qu'il serait chargé de la grande ambassade chinoise. Au lieu d'un gentilhomme, c'était un simple marchand qui s'en voyait honoré, un marchand que toute la ville se rappelait avoir connu domestique au service de don Gotigno. La fierté portugaise souffrait de ce rapprochement, elle en souffrait d'autant plus que ce Jacques Pereyra ne demandait au roi que l'honneur de servir à ses frais la Religion et sa patrie. Don Alvare venait de recevoir des mains du Père les provisions de capitaine-major de la mer, dont ce dernier avait sollicité la charge pour lui.

Le premier acte de sa juridiction fut exercé contre son protecteur. Le vaisseau *la Sainte-Croix*, si renommé dans les mers de l'Inde par les voyages de Xavier, devait le porter en Chine avec Pereyra. Don Alvare fait mettre embargo sur ce navire. Afin de colorer d'un prétexte de bien public son abus d'autorité, il annonce que les Javes préparent une invasion contre Malaca, et que *la Sainte-Croix* lui est indispensable. Ce mensonge ne tarde pas à être prouvé. Alors le capitaine-major ne garde plus aucune mesure ; il déclare impossible l'ambassade de Pereyra.

A la distance où le Jésuite était du centre administratif, et dans un temps où la loi, encore mal définie, plus mal interprétée, restait à la merci d'agents gouvernant sans contrôle, il n'y avait moyen que d'en appeler de don Alvare à don Alvare lui-même. Son premier coup d'autorité avait réussi : ce succès redoublait son audace. Xavier lui fit parler par Jean Suarès, vicaire-général ; on lui montra les lettres patentes du roi Jean III, celles de don Alphonse de Norogna, gouverneur des Indes. Ces lettres donnaient au Missionnaire la plus ample autorité. Le Père lui-même essaya, par la douceur et par le raisonnement, de convaincre don Alvare. Le capitaine-major dédaigna ces avances. Il s'était opposé à l'ambassade de Chine par esprit de jalousie : l'entêtement ne lui permit pas de revenir à de meilleurs sentiments, lors même qu'il se sentit fourvoyé.

Cependant les jours favorables à la navigation s'écoulaient. Xavier, dans l'intérêt de la

Don Al-
vare d'A-
tayde
s'oppose à
son voya-
ge en Chi-
ne.

la let-
tre du roi
sortu-

Religion et dans celui du royaume de Portugal, se décide à faire usage des pouvoirs spirituels dont le Saint-Siège l'a armé.

Il est Nonce apostolique ; et, depuis dix ans de séjour en Orient, c'est la première fois qu'il a souvenir de cette dignité. En vertu de la puissance à lui conférée par les bulles du Pape, puissance que le roi don Jean a consacrée, il ordonne au vicaire-général d'excommunier d'Atayde. L'excommunication est lancée.

Don Alvare n'en tient aucun compte ; il fait même appareiller le navire la *Sainte-Croix*, et l'envoie trafiquer à Sancian.

Le Père était blessé au cœur : un homme détruisait ses plus chères espérances ; un homme anéantissait ses plus beaux projets. Il n'y avait que ce bâtiment en partance. Il ne crut pas devoir priver les nations du fruit de sa parole : il prit passage sur la *Sainte-Croix* elle-même. Don Alvare lui donnait de son chef une direction et des officiers nouveaux ; et, avant de partir, le Jésuite écrivit en ces termes à Pereyra, caché dans la ville de Malaca :

« Puisque la grandeur de mes péchés est cause que Dieu n'a pas voulu se servir de nous deux pour l'entreprise de la Chine, c'est sur moi qu'on doit rejeter toute la faute : ce sont mes péchés qui ont ruiné vos affaires et qui vous ont fait perdre tout l'argent que vous avez employé pour les préparatifs de l'ambassade. Dieu, toutefois, m'est témoin que je l'aime et que je vous aime vous-même ; et je vous avoue que, si mes intentions n'avaient été droites, j'aurais encore plus d'affliction que je n'en ai. La grâce que je vous demande, c'est que vous ne me veniez point trouver, de crainte que l'état où vous êtes réduit ne me touche trop, et que votre douleur n'augmente la mienne.

» Cependant j'espère que cette disgrâce vous sera utile ; car je ne doute pas que le Roi ne récompense votre zèle, comme je l'en ai prié par mes lettres. Pour le gouverneur qui a rompu notre voyage, je n'ai plus de commerce avec lui ; que Dieu lui pardonne ; je le plains, car il sera puni bien plus sévèrement qu'il ne pense. »

Les commencements de la traversée furent heureux ; bientôt le vent tomba, les flots s'aplanirent comme les eaux d'un lac, et la *Sainte-Croix* demeura immobile. Ce calme dura quatorze jours. Plus de cinq cents étrangers étaient à bord : les provisions et l'eau vinrent à manquer. Les uns mouraient dans d'inexprimables douleurs, les autres n'avaient plus la force de lever vers le ciel leurs yeux chargés de fièvre. Au milieu de ces désolations, Xavier prodiguait sa charité, il priait, il exhortait, ou il rendait moins affreuse cette agonie que n'adouciaient ni les larmes des parents, ni les secours de l'art. L'un de ces moribonds savait qu'avec une prière à Dieu le Missionnaire faisait violence aux lois de la nature.

La Foi se glisse dans son âme avec la crainte ; il réunit les malades et les valides. Tous se traînent auprès du Père ; ils le conjurent d'obtenir du ciel de l'eau ou du vent.

Xavier récite avec eux les Litanies des Saints, puis il leur dit de porter à leurs lèvres l'eau de la mer. Cette eau était douce.

D'autres miracles signalèrent encore la traversée ; car, si l'on s'en réfère aux actes de la canonisation du Jésuite, et au dire des écrivains protestants eux-mêmes, jamais apostolat ne fut constaté par autant de prodiges. La *Sainte-Croix* mouille enfin dans les eaux de Sancian.

C'est un lieu inculte et sauvage qui forme trois petites îles à la pointe de Macao. Les Chinois avaient permis aux Européens d'y établir un entrepôt, afin de pouvoir commencer entre eux sans violer les lois du Céleste Empire, défendant à tout étranger de poser le pied sur la terre ferme.

Le Missionnaire était en vue de la Chine. Les bénédictions dont les Portugais entouraient son nom, la joie qu'ils faisaient éclater à son passage, le récit des obstacles innombrables qui lui restaient à vaincre pour pénétrer dans ce pays, rien ne put faire impression sur son esprit. On le mit en relation avec des indigènes. Ces indigènes, émerveillés de sa doctrine, lui conseillaient de passer dans leur patrie, d'où, lui disent-ils, l'empereur a tout dernièrement envoyé des savants pour étudier au loin la différence des religions.

A cette nouvelle, Xavier transporté de joie prend la résolution de se faire jeter par une barque sur le territoire objet de ses vœux ; mais les intérêts mercantiles des Portugais sont en opposition avec ce désir. Les négociants le supplient d'attendre leur départ pour commencer ses travaux apostoliques. Il se rend à leurs sollicitations.

Quand l'heure de son entrée dans ce vaste royaume a sonné, quand des motifs humains n'enchaînent plus son ardeur, le Père est en proie à une fièvre brûlante. Le voilà dénué de tout, seul, exposé sur le rivage à toutes les intempéries de la saison. Il a le pressentiment de sa mort, il la prédit en termes formels, et il ne se plaint que de ne pouvoir pas assez vivre pour ouvrir à ses successeurs l'empire qui se déroule à sa vue.

Un Portugais, touché de pitié, le recueille dans sa cabane. Le mal fait de rapides progrès. Les remèdes mêmes qu'une charitable ignorance lui applique sont un nouvel aliment à la fièvre qui le ronge. Le délire s'empare de sa tête.

Xavier redevient missionnaire ; il a des chants de reconnaissance pour Dieu, des aspirations vers le ciel, des élans d'amour pour les Gentils dont il ne lui a pas été donné d'opérer la conversion. Il va, il va encore, comme lorsque la santé et la Foi le soutenaient dans ses courses

aventureuses. Il va toujours jusqu'à ce que, consumé par les travaux, épuisé de fatigue, haletant sous le poids des millions d'âmes arrachées par lui à l'erreur, il tombe, Alexandre des Missions, sur cette terre que ses émules viendront fertiliser.

Le 2 décembre 1552, le Jésuite expira. Il n'avait que quarante-six ans.

Son nom, ses vertus, ses miracles, la multiplicité de ses voyages, le fruit de ses prédications dans tout l'Orient, les bienfaits que son intercession auprès de Dieu avait si souvent obtenus pour le bonheur de l'humanité ou pour la consolation des familles, se retracèrent à tous les yeux. Les côtes qu'il avait évangélisées, les mondes qu'il avait visités, les déserts où il avait couru à la poursuite des sauvages, afin de leur donner, par la Croix, un avant-gout de la civilisation; les îles qu'il avait arrosées de ses sueurs et que les missionnaires à sa suite fécondaient de leur sang, toutes ces populations inconnues les unes aux autres se réunirent dans un commun sentiment de douleur terrestre et de sainte joie.

Elles pleuraient sur le Père que la mort leur enlevait; elles imploraient le saint protecteur qui, du haut des cieux, veillait à leur félicité. De tous ces royaumes dont Xavier avait fait sa conquête, il ne s'éleva que des hommages à sa mémoire. Son cercueil, rapporté en triomphe, fut entouré de vénération; les peuples se pressaient sur son passage; les bannières de toutes les nations l'honoraient sur les mers; les ambassadeurs mêmes du grand Mogol venaient, quoique mahométans, s'incliner devant ce corps, que la putréfaction a toujours respecté¹.

(1) Au livre xii, § 112, de la première partie de son *Histoire de la Compagnie de Jésus*, le père Orlandini raconte que « le corps de saint François Xavier fut enterré sous de fortes couches de chaux vive, afin que, les chairs étant plus tôt consumées, on pût emporter les ossements sur le vaisseau qui devait sous peu retourner aux Indes. » Deux mois après, raconte encore Orlandini (livre xii, § 84), le 17 février 1555, le corps fut retrouvé entier, frais et vermeil, exhalant une odeur suave et sans que les vêtements eussent été endommagés.

« Plus d'une année après, le 16 mars 1554, le précieux corps arriva à Goa, examiné et ouvert, d'après l'ordre du vice-roi, par Cosme Saraiiva, médecin très-distingué, il fut trouvé parfaitement conservé et sans qu'il parût aucun vestige d'endommagement ou d'aucun moyen naturel de conservation. » Le vicaire-général de Goa, Antoine Ribeira signa le procès-verbal (*Ibid.*, livre xiv, §§ 141 et 142). Dans la *Vie des Saints*, par Alban Butler, traduite par Godescard, les mêmes détails sont confirmés.

Le père Jouvency, dans la cinquième partie de son *Histoire*, livre xv, § 8, dit : « En l'année 1619, le général Claude Acquaviva demanda qu'on apportât de Goa à Rome une relique insigne de Xavier, le bras droit avec lequel le Saint avait opéré tant de prodiges. Le corps fut trouvé dans le même état. La chair était molle et flexible comme celle d'un homme vivant; et, lorsqu'on détacha le bras, il coula une grande quantité d'un sang vermeil et pur. On en imbibait un linge, que les Pères de Goa envoyèrent à Philippe IV, roi d'Espagne. »

Alban Butler raconte « qu'en l'an 1744 l'archevêque de Goa, accompagné du marquis de Castel-Nuovo, vice-roi des Indes, fit, par ordre de Jean IV, roi de Portugal, la visite des reliques de saint François Xavier. Il trouva son corps par-

Longtemps encore après la mort du Jésuite, les navires qui passaient en vue de Sancian arboraient leurs pavillons et saluaient de toutes les bordées de leur artillerie la plage où l'Apôtre des Indes avait rendu le dernier soupir.

Dans notre siècle d'indifférence ou de doute, d'égoïsme ou de corruption, une pareille vie ne sera peut-être pas comprise. Les Protestants furent plus justes envers François Xavier que nous le serions nous-mêmes aujourd'hui si son nom n'était pas au-dessus de tous les noms humains. Dans son *Histoire des Indes*¹, Baldéus s'exprime ainsi :

« Si la religion de Xavier s'accordait avec la nôtre, nous le devrions estimer et honorer comme un autre saint Paul. Toutefois, nonobstant cette différence de religion, son zèle, sa vigilance et la sainteté de ses mœurs doivent exciter tous les gens de bien à ne point faire l'œuvre de Dieu négligemment; car les dons que Xavier avait reçus pour exercer la charge de ministre et d'ambassadeur de Jésus-Christ étaient si éminents que mon esprit n'est pas capable de les exprimer. Si je considère la patience et la douceur avec laquelle il a présenté aux grands et aux petits les eaux saintes et vives de l'Evangile; si je regarde le courage avec lequel il a souffert les injures et les affronts, je suis contraint de m'écrier avec l'Apôtre : Qui est capable comme lui de ces choses merveilleuses ? »

faitement conservé, n'exhalant aucune mauvaise odeur. Le visage, les mains, la poitrine et les pieds n'offrirent point la moindre trace de corruption. »

Le *Journal historique et littéraire* du 1er mars 1788 contient une lettre de M. Cicala, prêtre de la Congrégation des Lazaristes, et qui écrivait de Goa :

« Pendant les trois jours du carnaval, c'est-à-dire les 10, 11 et 12 février 1782, on a exposé solennellement le corps de saint François Xavier à la vénération de tout le peuple. Il y a eu un si grand concours de toutes les parties de l'Inde pour contempler ce saint corps, qu'on pense que depuis trente ans on n'en avait pas vu de si considérable. Le corps du Saint est sans la plus légère corruption. La peau et la chair, qui est desséchée, est totalement unie avec les os; on voit un beau blanc sur la face; il ne lui manque que le bras droit, qui se conserve à Rome, et deux doigts du pied droit, ainsi que les intestins. Les pieds surtout se sont conservés dans la plus grande beauté. »

M. Perrin, ancien missionnaire des Indes, dans son *Voyage de l'Indostan* (tom. 1, p. 165, édit. de 1807), s'exprime ainsi :

« La chapelle où repose le corps de saint François Xavier est une partie considérable de cet édifice (l'église de Jésus à Goa). Elle est un des plus beaux monuments connus. Au milieu de la chapelle s'élève une pyramide de divers marbres. Tout au-dessus, et pour servir de couronnement à la pyramide, il y a un coffre de bois noir, peut-être de celui qu'on appelle bois de fer, sur lequel sont sculptées les actions principales de l'apôtre des Indes; son corps entier, excepté son bras droit, qui fut porté à Rome par ordre du Souverain Pontife, est renfermé dans cette châsse, revêtu des ornements sacerdotaux. »

* Il est d'usage que les reines de Portugal brodent de leurs propres mains la chasuble de laquelle est revêtu le corps du Saint. Tous les vingt ans on fait l'ouverture de la châsse, et on change la chasuble; la vieille est envoyée à la cour, qui en fait ses générosités à qui elle juge à propos.

(Note de M. Perrin).

Un ministre du culte anglican, Richard Haklvit, n'est pas moins explicite que Baldéus :

« Sancian, dit ce géographe anglais dans son *Recueil de Voyages*, Sancian, sur les confins de la Chine, et proche le port de Canton, fameuse par la mort de François Xavier, ce digne ouvrier évangélique et ce divin maître des Indiens en ce qui concerne la Religion ; qui, après de grands travaux, après plusieurs injures et des croix infinies souffertes avec beaucoup de patience et de joie, mourut dans une cabane sur une montagne déserte, le 2 décembre de l'année 1552, dépourvu de toutes les commodités de ce monde, mais comblé de toute sorte de bénédictions spirituelles, ayant fait connaître auparavant Jésus-Christ à plusieurs milliers de ces Orientaux. Les histoires modernes des Indes sont remplies des excellentes

vertus et des œuvres miraculeuses de ce saint homme. »

A force de travaux et de merveilles, Xavier avait honoré l'humanité ; les hommes à leur tour voulurent honorer sa mémoire. Par une Bulle en date du 6 août 1623, le Pape Urbain VIII plaça au nombre des Saints le Jésuite que Dieu fit, comme le patriarche Abraham, père de plusieurs nations « Xavier, dit la Bulle, avait vu ses enfants en Jésus-Christ se multiplier au-dessus des étoiles du ciel et des sables de la mer. Son apostolat avait eu les signes d'une vocation divine, le don des langues, le don de prophétie, le don des miracles. » L'Eglise reconnaissante le proposa donc à la vénération des Fidèles, moins comme un modèle que l'on peut imiter que comme un vase d'élection qu'il faut glorifier.

CHAPITRE V.

Ouverture du Concile de Trente. — Laynès et Salmeron théologiens du Saint-Siège. — Instructions qu'Ignace leur donne. — Travaux du Père Lejay, procureur d'Othon Truschez, cardinal d'Augsbourg. — Laynès et Salmeron traitent la question de l'Eucharistie. — Le Concile suspendu par la guerre que font les Protestants. — Il se réunit de nouveau. — Laynès à Paris. — Il voit Théodore de Bèze. — Portrait du disciple de Calvin. — Laynès au Concile. — Les généraux des autres Ordres lui disputent la place que les légats lui ont assignée. — Lettre de saint Charles Borromée au Concile en faveur des Jésuites. — Discussion sur la messe. — Question des mariages clandestins. — Laynès en opposition avec le Saint-Siège et les rois de France et d'Espagne. — Question des pouvoirs épiscopaux. — Laynès et Salmeron orateurs pour le Pape. — Discours prononcé par Laynès. — Effet de ce discours. — La réforme des mœurs acceptée et la Société de Jésus demandée pour l'introduire par l'éducation et par la prédication. — Le roi des Romains nomme Lejay évêque de Trieste. — Refus de Lejay. — Raisons alléguées par Ignace. — Bobadilla refuse aussi l'évêché de Trente. — Bobadilla suit l'armée impériale marchant contre les Protestants. — Il est blessé à la bataille de Muhlberg. — Publication de l'Interim. — Bobadilla prêche et parle contre. — Charles-Quint lui donne ordre de sortir des terres de l'Empire. — Ignace lui refuse à Rome l'entrée de la Maison Professe. — Les adversaires des Jésuites en Espagne mettent cet événement à profit. — Le Dominicain Melchior Cano. — Ses hostilités contre eux. — L'Ordre de Saint-Dominique le désavoue. — Melchior est nommé évêque des Canaries. — Don Siliceo, archevêque de Tolède, les anathématise. — François de Borgia, duc de Gandie, entre dans la Compagnie de Jésus. — Lettre qu'il reçoit d'Ignace de Loyola. — Le Portugal érigé en province. — Définition de la province. — Attributions du Provincial. — Relâchement dans la discipline du collège de Coïmbre. — Miron Provincial à la place de Rodriguez. — François de Borgia à Ognate. — Ce qu'il fait en Espagne et en Portugal. — Insurrection contre les Jésuites à Saragosse. — Les Jésuites en France. — En Sicile.

Dès le 28 novembre 1528, Luther, alors à Wittemberg, ne craignait pas, pour embarrasser la Cour Romaine, d'en appeler au futur Concile général. En 1530, ses adhérents faisaient la même provocation. Ils connaissaient l'état de l'Europe ; ils voyaient l'impossibilité de réunir dans une même assemblée tant de princes rivaux

ou divisés, et tant d'évêques qui, associés aux querelles des rois, ne pouvaient entreprendre un voyage rendu dangereux par les guerres continuelles. L'Eglise semblait redouter la convocation ; les Hérétiques devaient donc en faire un éternel défi : c'était leur prétexte le plus plausible, leur argument le plus péremptoire.

Le Souverain Pontife y donna une réponse catégorique. Le 34 juillet 1530, Clément VII annonçait cette heureuse nouvelle à l'Eglise, et demandait aux Luthériens de se soumettre à la décision du futur synode. Les Protestants refusaient de s'engager; ils ne voulaient pas consolider la paix par cette grande assemblée, mais seulement entretenir la discorde en réclamant publiquement le Concile, dont leurs intrigues ajournaient la réunion.

Dans cet intervalle, Clément VII, de la famille des Médicis, était mort; Paul III lui avait succédé. Le Concile fut d'abord indiqué à Mantoue; mais la guerre entre Charles-Quint et François 1^{er} ayant encore éclaté, force fut d'attendre des jours plus tranquilles. Enfin, vers 1544, Paul III réussit à mettre d'accord l'empereur et le roi. La paix faite, il ne restait plus qu'à s'occuper des affaires de l'Eglise, qui, dans ce temps-là, étaient les affaires de la Chrétienté.

Le Concile s'ouvrit, le 13 décembre 1545, dans la cathédrale de Trente. Depuis l'année 1417 il n'y avait pas eu de ces solennités dans lesquelles l'Eglise règle les choses de la Foi. Le Concile œcuménique qui avait précédé s'était tenu à Constance; celui de Trente, qui, par sa durée, embrasse un espace de dix-huit ans, est le dernier et peut-être le plus célèbre.

A la première session, qui va du mois de décembre 1545 au 11 mars 1547, on comptait trois cardinaux-légats : Jean-Marie del Monte, qui plus tard sera le Pape Jules III; Marcel Cervini, devenu Pape, lui aussi, sous le nom de Marcel II; et Réginald Pole, d'une illustre famille anglaise alliée aux Tudor. Deux autres cardinaux, Christophe Madrucci et Pierre Pacheco, renommés par leur science, y assistaient avec Claude d'Urfé, avec Jacques de Liguères, ambassadeurs de François 1^{er}, et don Diégo Urtado de Mendoza, ambassadeur de l'empereur Charles-Quint.

Le jour de l'ouverture, il se trouvait à Trente six ambassadeurs des princes catholiques, onze archevêques, soixante-neuf évêques, deux chargés d'affaires ou procureurs d'évêques, six abbés, sept Généraux d'Ordre, huit docteurs en droit canon et en droit civil, douze docteurs en théologie, douze théologiens de l'Ordre des Dominicains, quatorze des Frères Mineurs, onze des Conventuels, six de l'Ordre de saint François, neuf des Carmes et cinq des Servites.

Les docteurs les plus célèbres étaient Dominique Soto, Barthélemi Miranda, Ambroise Catharin, André du Véga, Wolfgang Remius et Gentian Hervet.

La Compagnie de Jésus ne faisait que de naître; mais les services déjà rendus, mais les hommes éminents qu'elle avait lancés au plus fort de la mêlée théologique, ne permettaient pas à l'Eglise de se priver des lumières qu'ils

devaient jeter dans les discussions. Le Souverain Pontife avait choisi comme théologiens du Saint-Siège attachés aux légats les Pères Laynès et Salmeron. Lejay représentait le cardinal Othon Truschez, évêque d'Augsbourg.

Les premiers n'arrivèrent à Trente qu'au mois de mai 1546; Lejay les y avait précédés. La venue au Concile de deux membres de la Société de Jésus, et l'honneur que le Pape leur faisait, fixaient l'attention générale sur cette même Société. Son accroissement était la conséquence d'un pareil choix, mais Loyola s'inquiétait de tant de faveurs; dans sa pensée, des succès inespérés étaient autant à redouter pour son Institut au berceau que des revers; il pressentait les périls auxquels Laynès et Salmeron allaient être exposés et de la part des Hérétiques et de la part des envieux.

Laynès et Salmeron étaient jeunes. Le premier n'avait que trente-quatre ans, et le second trente et un. Leur prudence était bien connue d'Ignace; cependant il ne les laissa point partir sans les prémunir contre le danger. Il leur donna donc les conseils qu'on va lire, conseils qui, comme ceux adressés aux deux Jésuites envoyés légats en Irlande, révèlent toute la sagacité de son esprit.

« De même, leur dit-il par écrit, que lorsqu'on traite avec un grand nombre de personnes pour le bien spirituel et le salut des âmes, on avance beaucoup la gloire de Dieu, si Dieu nous est propice; de même aussi, si nous ne veillons pas sur nous, et si Dieu ne nous aide, perdons-nous beaucoup et portons-nous préjudice à ceux avec qui nous traitons. Mais comme, en vertu du genre de vie auquel nous nous sommes voués, il ne nous est pas permis de nous abstenir de ces relations, le fruit qui en résultera dans le Seigneur sera d'autant plus prompt, d'autant plus sûr que nous nous serons mieux préparés et prémunis d'avance et que nous aurons une règle de conduite plus clairement tracée. C'est pour cela que je vous donnerai quelques avis qui pourront vous être utiles dans le Seigneur, soit en les conservant tels qu'ils sont, soit en en retranchant ou en y ajoutant de semblables.

» Je désire ardemment, pour parler en général, que dans l'exercice de ce nouvel emploi vous ne perdiez jamais de vue trois points principaux :

» 1^o Dans le Concile la plus grande gloire de Dieu et le bien de l'Eglise universelle;

» 2^o Hors du Concile, votre ancienne règle et méthode d'aider les âmes, fin que je me suis principalement proposé de voir atteinte par votre départ;

» 3^o Le soin particulier de votre âme, afin que vous ne veniez pas à vous négliger et à vous abandonner vous-mêmes, mais que vous vous efforciez au contraire, par une application et une attention assidues, de vous rendre de

Instruc-
tions
qu'igna-
ce leur
donne.

jour en jour plus dignes de soutenir votre emploi.

» Dans le Concile, il faut que vous soyez plutôt lents que prompts à prendre la parole, réfléchis et charitables dans vos avis sur les choses qui se font ou qui doivent se faire, attentifs et calmes en écoutant, vous appliquant à saisir l'esprit, l'intention et les désirs de ceux qui parlent, afin que vous sachiez plus à propos vous taire ou parler. Dans les discussions qui s'élèveront, il faudra apporter les raisons des deux sentiments, afin que vous ne paraissiez pas attachés à votre propre jugement. Vous devez toujours, selon votre pouvoir, faire en sorte que personne ne se retire après vos discours moins disposé à la paix qu'il ne l'était au commencement. Si les choses qui seront controversées sont de nature à vous obliger à prendre la parole, exprimez votre sentiment avec modestie et sérénité. Terminez toujours par ces mots : Sauf meilleur avis, ou tout autre équivalent. Enfin soyez bien persuadés d'une chose : c'est que, pour traiter convenablement les questions importantes des sciences divines et humaines, il sert beaucoup d'en discuter assis et avec calme, et non à la hâte et comme en passant. Il ne faudra donc pas régler l'ordre et le temps de la discussion d'après votre loisir et votre commodité, mais prendre l'heure de celui qui voudra conférer avec vous, afin qu'il puisse plus facilement aller jusqu'où Dieu veut le conduire.

» Hors du Concile, ne négligez aucun moyen de bien mériter du prochain. Cherchez plutôt les occasions d'entendre les confessions, de prêcher, de donner les exercices, d'instruire les enfants et de visiter les pauvres dans les hôpitaux, afin que la grâce de l'Esprit-Saint descende avec d'autant plus d'abondance sur les Pères du Concile que vous l'attirez avec plus de ferveur par ces œuvres d'humilité et de charité. Dans vos sermons, ne touchez pas les points mis en controverse par les Hérétiques, mais tendez toujours à la réforme des mœurs et à inculquer fortement l'obéissance due à l'Eglise Catholique. Il vous faudra néanmoins parler souvent du Concile et exhorter le peuple à adresser des prières pour son heureuse issue. En entendant les confessions, pensez que tout ce que vous dites à vos pénitents peut être publié sur les toits. Pour pénitence, imposez-leur des prières pour le Concile. En donnant les exercices et toujours, parlez comme vous le feriez en public. Vous visiterez les hôpitaux tour à tour tous les quatre jours, c'est-à-dire chacun une fois par semaine, à des heures qui ne soient pas gênantes pour les malades. Vous consolerez leurs douleurs, non-seulement par vos paroles, mais en leur apportant, autant que vous pourrez, quelques petits présents. Enfin, si pour résoudre les questions il faut que les paroles soient brèves et bien pesées, pour exciter à la

pitie on doit au contraire parler avec une certaine prolixité et d'une manière bienveillante.

» Reste le troisième point, qui concerne le soin de vous garder vous-mêmes et de vous prémunir contre les écueils auxquels vous serez exposés. Et quoique vous ne deviez jamais oublier ce qui est le propre de notre Institut, il faut néanmoins vous souvenir avant tout de conserver entre vous l'union la plus étroite et le plus parfait accord de pensées et de jugement. Qu'aucun de vous ne se fie à sa seule prudence ; et comme sous peu de jours Claude Lejay, que le cardinal d'Augsbourg envoie au Concile en qualité de procureur, se réunira à vous, vous vous fixerez un temps chaque soir pour conférer sur ce que vous aurez fait durant le jour et sur ce que vous devez faire le lendemain. Vous arrêterez vos délibérations, soit en prenant les voix, soit de toute autre manière. Le matin, vous délibérerez en commun sur la manière d'agir pendant toute la journée ; en outre, vous examinerez votre conscience deux fois par jour. Vous mettrez ces points à exécution au plus tard le cinquième jour après votre arrivée à Trente. »

Telles sont les instructions de Loyola : elles furent suivies à la lettre. Au milieu de cette Cour de cardinaux, de princes, d'ambassadeurs, de prélats et d'abbés, où régnait le luxe, où s'étaient les plus riches ornements, et où chaque nation, par sa prodigalité et par ses intrigues, cherchait à maintenir son renom de splendeur, les trois Pères se livraient à des soins plus importants. Ils prêchaient, ils confessaient, ils catéchisaient ; ils mendiaient pour distribuer aux pauvres, puis ils les servaient dans les hôpitaux. Ils étaient misérablement vêtus, car, quoique théologiens du Saint-Siège et parlant en son nom, ils n'avaient pas renoncé à leur humilité première. Ce dénuement extérieur blessa d'abord les prélats du Concile ; mais, après s'être initiés à leur genre de vie, surtout après les avoir entendus, la plupart des évêques ne se formalisèrent plus d'une intelligence qui cachait tant de lumières sous des haillons. Néanmoins les Légats ne voulurent pas exposer à la merci d'une susceptibilité influencée que Laynès, Salmeron et Lejay étaient appelés à exercer. Ils les forcèrent à recevoir des vêtements neufs.

Les œuvres de charité n'étaient qu'accessoires pour eux. A Trente, les théologiens du Pape n'avaient pas seulement à instruire les enfants et à consoler les malheureux. De plus graves devoirs leur étaient imposés ; il leur appartenait de discuter, de résoudre les cas épineux, d'éclairer l'assemblée, de dissiper les doutes et de soutenir l'autorité pontificale, que les Protestants n'étaient pas les seuls à attaquer.

Une des plus difficiles questions qui pût

s'agiter dans une assemblée fut, dès les premiers jours, soumise à l'examen ; il s'agissait de la justification, c'est-à-dire de la manière dont l'âme est sanctifiée par la grâce habituelle. Pour les Sectaires, cette question tant de fois soulevée, si longuement débattue dans l'Eglise et dans les prêches, acquérait une importance décisive dans leur polémique. Salmeron prit la parole le premier. Le Concile avait chargé Laynès, dont la facilité tenait du prodige, de récapituler les discussions et d'en présenter le résumé. La lucidité avec laquelle il accomplit ce travail produisit une telle impression, qu'à partir de ce jour les Légats lui enjoignirent de continuer la même tâche pour toutes les affaires en litige. Le commentaire écrit qu'il composa sur cette question fut, par ordre de l'assemblée, inséré mot à mot aux Actes du Concile.

Tous les jours, afin de coordonner le travail, deux séances ou sessions étaient ouvertes. Le matin on s'occupait de la réforme, la soirée était consacrée au dogme.

La réforme comprenait les mesures qu'il était urgent d'adopter pour maintenir la discipline ecclésiastique, régler la juridiction des évêques, leur imposer la résidence, empêcher l'accumulation sur une même tête des bénéfices à charge d'âmes, et introduire enfin la régularité dans les couvents.

Le dogme embrassait les difficultés sur le péché originel, sur la justification et sur les sacrements.

Ainsi, le matin, l'Eglise Universelle recherchait les désordres, s'étudiait à les comprimer, et par là accordait entière satisfaction aux Hérétiques de toute espèce, qui étaient leurs arguments sur ces mêmes désordres.

Le soir, ce n'était plus par des concessions que l'on procédait. Les mœurs ecclésiastiques pouvaient avoir besoin d'un frein salutaire, le principe du Christianisme devait planer au-dessus des attaques ; seulement il devenait nécessaire de donner à la Foi des explications plus complètes et qui dorénavant ne permettraient le doute qu'aux esprits rebelles.

Il y avait dans la question de réforme des points scabreux. Devant tous les Evêques, en face des Abbés, des Généraux d'Ordres, qui parfois s'écartaient du sentier de l'Evangile pour suivre les voies du monde, de grands ménagements étaient nécessaires. Indiquer la source du mal, faire toucher du doigt ce mal n'était pas assez. Il apparaissait à tous les yeux, mais le remède ne s'offrait pas avec autant de promptitude. Dans les réunions de ces savants personnages de graves objections étaient faites, tantôt sur les prérogatives du Saint-Siège, tantôt sur le pouvoir des Evêques. Pour cette foule de Prélats et de Docteurs venus des différents points de la Catholicité avec leurs préjugés, leurs préventions, leur science et la foi dans leur auto-

rité, il s'agissait aussi de déterminer et de bien préciser les droits du Saint-Siège et ceux de l'Episcopat.

Laynès et Salmeron, orateurs du Souverain Pontife, allaient donc se voir en lutte avec ces passions réfléchies, d'autant moins faciles à vaincre qu'elles sont toujours produites par la conscience ou par la pensée de remplir un devoir.

La suprématie de la Tiare sur l'autorité séculière, les embarras suscités à l'Eglise par l'orgueilleuse inflexibilité de certains Papes, les prérogatives qu'ils se laissaient attribuer ou qu'ils s'attribuaient eux-mêmes sur le temporel, leur immixtion dans la politique, les guerres funestes qui en étaient résultées, et dont les Hérétiques avaient tiré parti en flattant les princes, l'abus des dispenses et des grâces, tout cela se discutait et demandait une solution. L'institution de la juridiction des Evêques, le point à décider si le pouvoir du Saint-Siège était sujet aux Canons, devenaient de véritables questions d'intérêt général ; car elles jugeaient le passé, réglaient le présent et préparaient l'avenir. Les avis étaient partagés. Laynès et Salmeron se montraient redoutables athlètes, mais ils avaient en face des érudits aussi exercés qu'eux dans les combats de la controverse.

Les conférences dogmatiques n'offraient ni autant d'animation ni autant de cet intérêt qui s'attache aux débats pour ainsi dire personnels. La diversité d'opinions sur les matières soumises à l'appréciation des hommes se manifestait de temps à autre. Elle disparaissait au moment même où l'on traitait de l'essence du Christianisme, des Mystères et des Sacrements. Alors il n'y avait dans l'assemblée qu'une loi et qu'une foi.

Tandis que le Père Lejay expliquait le texte de saint Paul sur la grâce, les Cardinaux, présidents du Concile, chargeaient Laynès et Salmeron de faire la nomenclature des erreurs dont les théologiens avaient à s'occuper dans les réunions qui précédaient les séances solennelles. Les deux Jésuites eurent encore à recueillir les actes des Conciles, les bulles pontificales, les citations des Saints-Pères et des Docteurs qui condamnaient, qui réfutaient les maximes coupables et erronées. Ce travail, vaste répertoire où sont déposées, comme dans un arsenal, les armes de l'Eglise, servait de formulaire aux autres théologiens. Ce fut pendant que Laynès et Salmeron s'en occupaient que, le 27 décembre 1546, ce dernier prononça un discours latin devant le synode. Ce discours excita une telle impression que l'Assemblée se réunit dans un vœu unanime pour en exiger la publication : il existe encore.

Lorsque la discussion sur la Grâce fut épuisée, on passa aux Sacrements en général et à chacun en particulier ; on commença par le Baptême et par la Confirmation. On n'accordait

Travaux
du Père
Lejay,
procu-
reur d'O-
thonTrue-
chez, car-
dinal
d'Aug-
bourg.

qu'une heure, et encore très-rarement, aux orateurs ayant à proposer des cas embarrassants ou à soumettre des objections. Une exception fut faite en faveur de Laynès, dont la rapide élocution saisissait au passage les questions les plus ardues et les résolvait avec une supériorité qui ne laissait plus de chance possible à l'erreur. Pour abrégier les discussions, le Concile l'autorisa à prendre la parole pendant trois heures consécutives.

Le 11 mars 1547, l'Assemblée fut transférée à Bologne par suite d'une maladie contagieuse qui régnait à Trente. Ce changement de résidence ne convenait pas à l'Empereur. La plupart des évêques espagnols et allemands s'abstinrent : il n'y eut donc pas de Synode général, et il fut prorogé à l'année 1550. Le chancelier de l'hôpital vint alors à Bologne pour représenter la France, qui, malgré Charles-Quint, approuvait la translation du Concile.

Pourtant, durant à peu près trois mois, on agita, dans des séances particulières, les questions dogmatiques sur la Pénitence. Laynès développa ses idées, ou plutôt le sentiment de l'Eglise, et il montra tant de précision sur tous ces sujets si variés qu'il reçut ordre de rédiger par écrit son opinion sur les autres Sacrements. Cette opinion formait habituellement la base des décrets.

Ces séries de travaux auraient accablé tout autre homme ; pour le Jésuite, elles ne semblaient seulement que le tenir en haleine de bonnes œuvres. A Bologne il reprit avec Salmeron sa vie de charité et de prédication populaire. Ils avaient des heures pour le Concile, des heures encore pour les pauvres et les enfants, des heures surtout pour les malades. Canisius et Pasquier-Brouet leur vinrent en aide. Canisius avait rejoint Lejay à Trente ; tous deux étaient les procureurs du cardinal d'Autbourg ; et, dans ces conférences d'où le talent n'était pas banni avec la solennité, Canisius se révéla bientôt.

Le 10 septembre 1547, Pierre-Louis Farnèse, fils du Pape, et qui avait reçu de son père l'investiture du duché de Parme, mourait sous les coups de quelques gentilshommes de Plaisance. Après avoir assassiné le prince, les conjurés s'emparèrent du château et font retentir le cri de Vive la liberté ! Dès ce temps-là ce cri était le mot d'ordre des révolutions et des schismes. Ce meurtre suspendit complètement les travaux préparatoires du Concile. Il fallait la paix pour traiter à tête reposée d'aussi importantes matières, et l'Italie était menacée d'une conflagration générale. Le Pape Paul III étant mort dans l'intervalle, son successeur, Jules III, réunit le Synode à Trente le 4^{er} mai 1554.

Les Cardinaux-Légats pour cette session furent Marcel Crescenzi, Sébastien Pighini et Louis Lippomani. Le cardinal Madrucci y assistait avec onze ambassadeurs, neuf Archevêques,

cinquante-sept Evêques, plusieurs Abbés, Généraux d'Ordres, Docteurs en Droit Canon et en Droit Civil, et un grand nombre de théologiens, parmi lesquels on distinguait Miranda, Melchior Cano, Garraza, Alphonse de Castro, Michel Elding, Foscarari et Louis de Catane.

Laynès et Salmeron ne purent se rendre à Trente qu'au mois de juillet. Le nouveau Pape lui avait témoigné la même confiance que son prédécesseur. Ils étaient encore les orateurs du Saint-Siège. En cette qualité, ils avaient le droit de prendre les premiers la parole.

Lorsque Laynès se leva, il fit une déclaration qui étonna tous les auditeurs. « Puisque, dit-il, les dogmes de la Foi ne peuvent être définis que d'après l'Ecriture et les Saints-Pères, je ne citerai à l'appui de mon opinion aucun texte de Père ou de Docteur de l'Eglise dont je n'aurai pas lu tout l'ouvrage, dont je n'aurai pas extrait tous les passages prouvant jusqu'à l'évidence quel est en réalité le sentiment de l'auteur. »

Ce jour-là même la question de l'Eucharistie s'agitait. Au milieu d'un silence que la curiosité et le désir de prendre un Jésuite en faute rendaient encore plus profond que d'habitude, Laynès apporta en preuve de ses démonstrations le sentiment de trente-six Pères ou Docteurs. Parmi eux il cita Alphonse Tostat, qui a tant écrit qu'on croirait que la vie d'un homme ne suffit pas pour parcourir ses nombreux ouvrages. Laynès cependant les avait tous si bien étudiés et si parfaitement compris que les théologiens ne purent qu'accepter les solutions qu'il offrait avec un genre de discussion si extraordinaire dans un temps où l'imprimerie n'avait pas propagé les livres et mis en circulation tant de manuscrits.

Si la tête de Laynès était assez forte pour résister à de pareilles fatigues, sa santé ne pouvait manquer d'en être altérée. La fièvre quartе le saisit. Il se vit donc forcé de s'absenter momentanément du Concile. Mais le Concile, pour honorer un Jésuite dont les lumières étaient si utiles à l'Eglise, décida que les séances solennelles seraient suspendues tant que Laynès serait dans l'impossibilité d'y assister.

Cet hommage rendu par les Evêques, et surtout par des rivaux, est, sans contredit, le plus bel éloge que jamais assemblée délibérante ait accordé à un orateur. L'Evêque de Modène, Egidius Foscarari, Dominicain renommé et maître du Sacré-Palais, en fit un autre qu'il est bon de consigner. Il écrivait dans le même temps : « Les Pères Laynès et Salmeron ont parlé contre les Luthériens sur la sainte Eucharistie avec un si grand éclat qu'en vérité je m'estime heureux de pouvoir vivre quelque temps avec ces doctes et saints Pères. »

Les affaires du Concile marchaient avec cette prudente lenteur dont l'Eglise a donné tant de preuves ; mais au mois d'août 1552, les Protestants se soulevèrent. Excités par le duc Maurice

Laynès et Salmeron traitent question de l'Eucharistie.

de Saxe et encouragés par François 4^{er}, qui, quoique bon Catholique, avait le malheur de croire nécessaire à sa politique de jeter de pareils ennemis sur les bras de son rival, les Luthériens d'Allemagne prennent les armes contre Charles-Quint.

Les décisions des assemblées générales, l'esprit qui animait les Pères et qui allait servir de règle aux princes, les mesures que ces décrets feraient adopter, ne leur permettaient pas de rester spectateurs oisifs dans la lutte. Leur orgueil y était aussi intéressé que leur foi nouvelle. Ils recrutent une armée, ils s'emparent d'Augsbourg, ils menacent Inspruck, où résidait l'Empereur, et la ville de Trente, où les Pères tenaient leurs sessions. A l'approche de ces dangers, les Evêques d'Allemagne, de France, d'Italie et d'Espagne se séparent, et Jules III suspend le Concile, qui ne fut convoqué que sous le pontificat de Pie IV, le 48 janvier 1562.

Les Cardinaux-Légats étaient : Hercule de Gonzague, Jérôme Scripando, l'un des théologiens les plus estimés de son siècle, Jean Moroni, Stanislas Osius, écrivain dont la Pologne est fière, Ludovic Simonetta, Marc d'Altemps et Bernard Naragerio. Le cardinal de Lorraine, archevêque de Reims, et le Cardinal Madrucci y assistaient avec Nicolas de Pellevé, archevêque de Sens; Gabriel de Veneur, évêque d'Evreux; Pierre Duval, évêque de Séz; Nicolas Psaume, évêque de Verdun; Eustache du Bellay, évêque de Paris; Louis de Bresse, évêque de Meaux; Charles d'Angennes, évêque du Mans; Pierre Danès, évêque de Lavaur; Philippe de Bec, évêque de Vannes; Joseph d'Albret, évêque de Comminges; Jean Clausse, évêque de Senez; Louis de Beuil, évêque de Vence; Le Cirier, évêque d'Avranches; Louis de Genolhac, évêque de Tulle, et plusieurs autres prélats français.

Louis de Lansac, Arnaud du Ferrier, président au Parlement de Paris, et Gui du Faur, sieur de Pibrac, juge-mage de Toulouse, y furent les ministres de Charles IX, roi de France; Sigismond de Thun était ambassadeur d'Allemagne; Martinez de Mascaregnas, ambassadeur de don Sébastien de Portugal, et Ferdinand, comte de Lune, ambassadeur du roi d'Espagne Philippe II.

Six plénipotentiaires ecclésiastiques, onze ambassadeurs des couronnes, trente-trois archevêques, deux cent trente-sept évêques, douze abbés, huit Généraux d'Ordre, douze docteurs de l'Université de Paris, dix-sept théologiens du roi Philippe II, quatre du roi de Portugal, et une foule de docteurs et de savants de toutes les Facultés et de tous les Ordres religieux y prirent place. On remarquait, parmi les plus célèbres orateurs et théologiens, le cardinal de Lorraine, Barthélemi des Martyrs, archevêque de Braga; Pierre Danès, Du Bellay, Michel

Baïus, Paleotti, Martial Pellegrini, Nicolas Maillard, Jean Pelletier, Jacques d'Ugon, Richard Dupré, Fournier, Paillet, Claude de Saintes, Vigor, Coquier, docteurs de l'Université de Paris, et deux Bénédictins français.

Cette assemblée, la plus nombreuse de toutes celles qui eussent participé aux délibérations de l'Eglise, réunie dans la cathédrale de Trente, allait enfin terminer les travaux dont les congrégations précédentes s'étaient occupées. Il fallait fixer les limites de tous les pouvoirs, bien déterminer l'autorité du Pape et celle des Ordinaires, et donner un démenti au mot de Charles-Quint, qui, en apprenant le résultat des premières sessions, s'était écrié : « Les Evêques sont partis pour le Concile modestes curés de village, ils en reviennent tous Papes. »

Cette plaisanterie était une calomnie aussi bien dirigée contre les prélats espagnols que contre ceux de France, d'Allemagne et de toute la Catholicité.

Il pouvait exister, il existait même des points litigieux à débattre, quelques préventions à vaincre; mais de là à usurper les droits du Saint-Siège il y avait loin. La Chrétienté, représentée par ses pasteurs, se disposait à mettre un terme aux maux de l'Eglise; elle ne prétendait point les accroître par une ambition plus déplorable que l'Hérésie elle-même. La Chrétienté demandait l'unité dans la doctrine ainsi que dans la discipline; elle désirait que, par de justes tempérancements, on conciliât toutes les prérogatives ainsi que tous les intérêts, et que l'Eglise fût une dans sa Foi comme dans sa juridiction. La Chrétienté obtint l'objet de ses vœux; elle l'obtint de la sagesse même du Saint-Siège et de celle des évêques.

Au moment où le Concile ouvrit ses séances, Laynès était en France avec le Père Polanque. Il avait à Poissy des conférences avec Théodore de Bèze et les autres chefs du Calvinisme; il les pressait, il les suppliait de se rendre à Trente, « afin, leur disait-il, que plus tard l'histoire ne vous accuse pas d'avoir provoqué la réunion quand vous la jugiez impossible, et de l'avoir désertée lorsqu'elle vous attendait. »

De pareilles raisons alléguées à un homme aussi clairvoyant que Bèze exerçaient sur lui une incontestable influence. Bèze sentait que les disciples de Luther et de Calvin étaient mal engagés. Esprit subtil, tête froide et cœur politique, il lui en coûtait de ne point paraître devant le Concile. Il aurait voulu se poser en adversaire de l'Eglise en face même de l'Eglise, discuter avec ses orateurs les points controversés, les subjuguer par l'ascendant de sa logique, ou peut-être ménager une de ces transactions qui entraînent dans le désenchantement de ses pensées.

Le rigorisme dont Calvin faisait parade, ses formes anguleuses ne lui avaient jamais con-

Laynès
à Paris. Il
voit
Théodore
de Bèze.

Portrait
du disci-
ple de
Calvin.

venu. Bêze procédait beaucoup plus du poète que de l'hérésiarque. Les pompes de la religion catholique, ses tristesses ou ses joies solennelles, ses chants graves ou touchants, la splendeur de ses églises parlaient plus vivement à son imagination que la nudité des temples réformés, que la sécheresse de leurs prédicateurs, que la lourde mélodie de leurs psaumes, que le jargon pédantesque de Genève tombant sur le cœur comme un lindeau de plomb. Ainsi que tous les chefs de parti, n'ayant plus la ferveur des premiers jours, Bêze se lassait de son rôle ; le tribun aspirait aux tranquilles honneurs du patriciat. Laynès avait sondé les replis de cette âme, qui, après tant de luttes acharnées, ne trouvait encore que le vide, et qui devenait indifférente à tout, excepté au repos.

Bêze subissait la réaction qui s'opère toujours dans les imaginations ou dans les croyances que l'action du temps seule peut calmer. Il aurait voulu se servir du Calvinisme comme d'un piédestal ; mais il avait derrière lui des audacieux qui le poussaient, des esprits turbulents qui le compromettaient, des défiants qui le soupçonnaient, des ambitieux qui, sans posséder ses rares qualités, ne prétendaient à rien moins qu'à le supplanter. Laynès lui avait laissé entrevoir cette situation, dont le regard perspicace de Bêze avait depuis longtemps pris la mesure. Mais aller à Trente, c'était ou marcher à la défaite ou préparer un compromis : le Protestant n'avait pas assez de grandeur d'âme pour avouer la défaite, et pas assez d'initiative dans les résolutions pour accepter le compromis.

Les entretiens de ces deux hommes, si différents par le caractère et si remarquables par le talent, n'aboutirent donc qu'à constater l'impuissance des Huguenots. Ils refusaient le combat dans les conditions même indiquées par eux : c'était un aveu de leur faiblesse ou une persistance coupable dans des opinions qu'ils n'osaient pas discuter avec l'Eglise. Laynès le comprit et le fit comprendre ainsi.

Sa présence était réclamée par tous les Pères du Synode ; le Pape lui ordonna d'y revenir en toute hâte. Le chemin par les Alpes n'était pas sûr ; Laynès, ayant à régler en Allemagne et en Belgique des affaires importantes pour la Compagnie de Jésus, dont, par la mort de Loyola, il avait été élu Général, suivit la route de Bruxelles.

Pour accélérer sa marche, les légats lui dépêchèrent des courriers. Il est enfin à Trente vers le milieu du mois d'août 1562. Salmeron et Jean Covillon, envoyé extraordinaire du duc de Bavière, étaient les deux seuls Jésuites assistant aux conférences. Canisius venait d'y passer les mois de mai et de juin ; l'Assemblée Générale l'avait mandé, parce que c'était lui qui pouvait fournir les renseignements les plus précis sur la position religieuse et politique de l'Allemagne.

Lorsque Canisius eut rempli le vœu du Concile, on lui permit de retourner dans sa patrie, où sa prudente activité était nécessaire à l'Eglise.

Quand Laynès parut dans le Synode, les légats lui assignèrent la première place avant tous les Généraux d'Ordres monastiques. Laynès va se placer au dernier rang ; les légats insistent ; les Généraux s'offensent : Laynès alors prie les Cardinaux de ne pas pousser la chose plus loin ; mais le Concile ne veut pas qu'une pareille humilité puisse un jour faire loi dans la hiérarchie. Une place lui est réservée au banc des Evêques.

Les Ordres religieux ne sont pas plus exempts que les autres corporations de ces sentiments de jalousie qui nuisent aux plus éminentes vertus. Un pareil honneur décerné à une Société naissante par l'Eglise réunie devait soulever beaucoup de mécontentements secrets et attirer sur cette Société des calomnies de plus d'une sorte. Les Protestants ne s'en étaient pas fait faute. Tous prenaient déjà à la lettre le conseil de Fra Paolo Sarpi, qui écrivait : « Il n'y a rien de plus essentiel que de ruiner le crédit des Jésuites ; en les ruinant on ruine Rome ; et si Rome est perdue, la Religion se reformera d'elle-même ¹. »

Quelques moines envieux ou trompés firent porter à Laynès le poids de leur jalousie ou de leur prévention. Ses talents l'avaient tellement mis en évidence que, par ce funeste besoin inné dans l'homme de tout juger à travers le prisme de ses passions, on commença par dénaturer les vues du Père et celles de la Compagnie. Mais l'Assemblée Générale ne partagea pas ces mesquines rivalités de couvent, qui allaient s'arrêter devant une démonstration solennelle. On la vit donc publier un diplôme dans lequel, après avoir exposé le fond de cette affaire de préséance et attribué l'origine de la querelle à la persistance des Légats, elle disait en parlant des Jésuites : « Cette Compagnie, qui s'ouvre déjà au plus grand avantage des âmes une foule de royaumes chrétiens et païens, Dieu protégeant l'œuvre qu'elle a commencé. »

Et le cardinal Charles Borromée adressait, dans le même temps, aux Cardinaux une lettre qui explique ses sentiments personnels : « Je juge superflu, écrivait-il le 4 mai 1562, de déduire les raisons qui portent le Souverain Pontife à chérir la Compagnie et à souhaiter qu'elle ait entrée dans toutes les provinces catholiques. Puisqu'en France on est mal affectionné envers les Jésuites, le Souverain Pontife souhaite que le Concile, quand il s'occupera des

Les généraux des autres Ordres lui disputent la place que les légats lui ont assignée.

Lettre de saint Charles Borromée au Concile en faveur des Jésuites.

(1) Vie de Fra Paolo Sarpi à la tête de la traduction de son *Histoire du Concile de Trente*, par Le Courrayeur. Edition de Londres, 1756, page 51.

Le Courrayeur avait été chanoine régulier de Saint-Augustin et bibliothécaire de Sainte-Genève. Il apostasia son Ordre pour embrasser le Calvinisme et se retira en Angleterre, où il fut reçu docteur de l'Université d'Oxford.

Réguliers, fasse mention honorable de la Compagnie pour la recommander. »

Le grand Archevêque de Milan, dont le Jésuite Ribéra fécondait les inspirations de pieuse charité, terminait ainsi :

« Ces Pères, outre ce que vous en connaissez, sont très-dévotés au Pontife et au Siège Apostolique : je suis leur patron. Vous pouvez donc tenir pour certain que toutes les faveurs que vous leur accorderez me seront comme personnelles. Je vous prie de prendre ces mêmes Pères sous votre recommandation. »

De pareils suffrages mirent fin à une lutte qui existait plutôt dans des jalousies de monastère qu'au fond des cœurs.

Quelques jours après commença la discussion sur la Messe. Laynès ne faisait que d'arriver ; mais le Concile manifestait le désir d'entendre le Père sur une question aussi grave. Salmeron l'avait déjà traitée avec tant de supériorité, que son discours sur l'Eucharistie fut réservé *ad Acta*. Habituellement les orateurs parlaient de leur place ; les Légats, à la prière des Evêques, firent disposer une chaire afin que la foule des Prélats et des Docteurs ne perdît rien de la harangue de Laynès.

Il parut à cette tribune improvisée, le front haut, les yeux brillants, le regard doux et le sourire aux lèvres, comme il se montrait dans toutes les occasions de la vie. Son visage placide, son teint pâle, sa frêle complexion et son nez fortement aquilin prêtaient à l'ensemble de sa personne un air de souffrance que ses travaux de toute nature, que ses veilles, que ses voyages pouvaient confirmer. Debout en face de cette assemblée, la plus savante de l'univers, il parla pendant deux heures et demie, presque sans préparation ; il aborda le mystère de l'Eucharistie : il en résolut les difficultés ; il précisa les points du dogme catholique avec une si admirable clarté, que le Concile n'eut qu'une voix pour déclarer qu'il avait vaincu toutes les incertitudes et dissipé tous les doutes.

Sa réputation comme orateur, comme controversiste, était faite ; il lui restait à conquérir celle d'un esprit libre et courageux. Aux yeux des Evêques espagnols et français, la tendresse dont le Saint-Siège ne cessait de donner des témoignages publics à la Compagnie devenait une occasion toute naturelle de suspecter ses doctrines en faveur de l'autorité pontificale. Plusieurs croyaient, et le président du Ferrier était de ce nombre, que Laynès, théologien du Pape et Général des Jésuites, se garderait bien d'avoir un autre sentiment que celui de Rome. Dans la question sur les mariages clandestins, Laynès démentit cette opinion.

Par mariage clandestin on entend une union secrètement contractée et sans autre formalité que le consentement mutuel des époux. La Cour de Rome proposait de déclarer la clandestinité,

ou le mariage fait sans l'assistance du prêtre, nouvel empêchement dirimant.

Durant plusieurs mois, des séances particulières s'étaient tenues pour élaborer la doctrine sur ce sacrement. La clandestinité y fut longtemps l'objet des plus vifs débats. Lorsque la rédaction du canon sur ce point, qui importait tant au Siège Apostolique, fut soumise à l'Assemblée Générale, le Cardinal de Lorraine, protecteur de la Compagnie de Jésus à Paris ; l'Archevêque de Grenade ; Mendoza, évêque de Salamanque ; le Dominicain Foscarari et Zamorra, général des Mineurs Observantins, se prononcèrent énergiquement pour la loi que le Pape, de concert avec la couronne de France, voulait faire prévaloir. Le cardinal Madrucci, le patriarche de Venise et d'autres prélats évoquaient quelques timides objections, lorsque Laynès prit la parole.

Le manuscrit de ce discours existe encore ; seulement, comme tout ce qui reste de la main de ce Père, il n'est lisible qu'après des heures d'étude consacrées à chaque phrase. Laynès se prononce contre le sentiment de la Cour Romaine, et il demande que sur ce point on ne change rien à la discipline établie. Il prouve que le mariage clandestin n'est pas criminel de sa nature, puisque c'est ainsi que les premiers hommes le contractaient, et que dans plusieurs cas les maîtres de la théologie morale le regardèrent comme licite. « Bien plus, ajoute-t-il, saint Thomas, au IV^e livre des *Sentences*, question 26., article 3, ne blâme nullement ces unions, sous la réserve du mal qui peut résulter par accident de cette forme de contrat. » Le Jésuite explique le texte du Pape Evariste, que le cardinal de Lorraine citait à l'appui de son sentiment : il soutient l'inutilité du décret ; il démontre qu'à l'aide de ce décret les parents pouvaient, pendant plusieurs années, empêcher le mariage de leurs enfants et ainsi les livrer à la débauche.

Se laissant entraîner par son sujet, Laynès va plus loin ; il établit que le Canon, tel qu'il est proposé, ne sera pas reçu par les Hérétiques, et que même il peut être refusé dans plusieurs nations catholiques. De là, conclut-il, naîtra une infinité d'adultères et une déplorable confusion dans l'ordre des successions. « Il me semble fort douteux, s'écrie-t-il, que l'Eglise puisse porter une semblable loi, et cela pour une raison que d'autres ont déjà exposée, à savoir, qu'il ne sera jamais donné à l'Eglise d'altérer le droit divin ni de restreindre ce que l'Evangile accorde. Le mariage est offert pour remède contre l'incontinence à quiconque ne peut autrement vivre avec chasteté ; or, chacun étant tenu de prendre les moyens d'assurer son salut, il n'est pas au pouvoir de l'Eglise d'empêcher les mariages, ou jusqu'à un certain âge, ou en fixant certaines formes solennelles. »

Laynès en opposition avec le Saint-Siège et les rois de France et d'Espagne.

L'Espagne et la France soutenaient le Saint-Siège, parce que, la clandestinité une fois admise, ces couronnes craignaient de voir les fils de famille contracter des mésalliances qui détruiraient à la longue l'influence de la noblesse. Ces considérations, quelque puissantes qu'elles parussent dans les discours de Ferrier, ne convainquaient point Laynès. Il avouait bien que la clandestinité entraînait plus d'un danger, mais il les croyait compensés et au-delà par le retour aux principes de l'Evangile, à l'égalité sociale par conséquent.

Avec les mœurs et la jurisprudence actuelles, cette doctrine semblera étrange dans la bouche d'un Jésuite; mais, en se reportant à l'époque où elle fut professée, on comprend que Laynès répondait à un besoin moral, et que son opposition aux vœux du Saint-Siège était chez lui une affaire de conscience. Plusieurs rédactions du décret furent acceptées, modifiées, puis rejetées. Après beaucoup de délibérations, on décida que l'article des mariages clandestins ne serait pas contenu dans le décret de la doctrine; mais bien dans celui de la réformation.

Laynès a donné une preuve de son indépendance. Dans la célèbre session du 20 octobre 1562, il en offrit une autre. Pour cette fois encore, il va se placer en opposition avec le célèbre Charles, cardinal de Lorraine, et la plupart des prélats de France et d'Espagne.

L'origine du pouvoir des évêques était en discussion. Il s'agissait de déterminer si ce pouvoir vient immédiatement de Dieu ou seulement de la communication intermédiaire que le Saint-Siège fait d'une partie de son autorité. La seconde difficulté était celle-ci : La résidence des évêques dans leurs diocèses est-elle de droit divin ?

Ces questions, qui furent si longtemps controversées, qui ont fourni la matière de tant de volumes, intéressaient aussi bien le Pape que les prélats et les princes séculiers. Les cours de France et d'Espagne surtout y attachaient une extrême importance.

La Compagnie de Jésus n'existait que depuis vingt-deux ans. L'Espagne et la France pouvaient s'opposer à son accroissement, en lui fermant les portes de leurs villes, si, par une doctrine contraire aux droits que les monarques et les prélats aspiraient à faire triompher, Laynès et Salmeron prenaient parti pour le Saint-Siège. D'un côté se trouvait l'extension de leur Société; de l'autre le devoir que, comme théologiens du Pape, que, comme prêtres convaincus, il leur restait à remplir.

L'extension de l'Ordre passa après le devoir. A tout risque, et sans s'arrêter à des considérations personnelles, Laynès, dans le plus fameux de tous ses discours, expose la double question.

Ce discours, déposé aux archives du Vatican, et dont le cardinal Pallavicini, dans son *His-*

toire du Concile, reproduit de nombreux fragments, a été altéré, falsifié dans une autre histoire de ce même Concile qu'a publiée le Servite vénitien Sarpi, plus connu sous le nom de Fra-Paolo. Nous avons eu sous les yeux le discours authentique et la première édition de Fra-Paolo, qui écrivait son ouvrage sur les notes du président Ferrier, que, vers la fin de sa vie, le Protestantisme avait gagné à sa cause. Les deux textes sont toujours en désaccord. Ce ne sera donc pas sur la foi de Fra-Paolo, espèce de moine renégat, que nous nous prononcerons dans cette grande querelle. Nous avons lu avec l'attention qu'il mérite ce traité de la puissance pontificale, dont le cardinal de Lorraine, l'éloquent adversaire et l'ami de Laynès, disait : « C'est le plus beau coup de canon tiré en faveur des Papes, » et qui avait forcé les Légats à s'écrier en plein Concile : « Le Saint-Siège doit beaucoup à un seul homme pour tout ce qu'il a fait en un seul jour. »

Mais ce résumé de la doctrine romaine ne nous a pas aussi pleinement convaincu qu'un grand nombre d'évêques et de théologiens qui l'entendirent et qui votèrent dans son sens. Il trace, il est vrai, avec netteté les limites entre le pouvoir du Pape et l'institution et la juridiction des évêques. Il combat corps à corps le cardinal de Lorraine et les principes gallicans de la Sorbonne, que défendait cet oncle des Guise. Selon Laynès, l'institution des évêques n'est pas de droit immédiatement divin, et l'autorité ecclésiastique doit se concentrer absolument dans la personne du Souverain Pontife, qu'il communique en partie.

Une semblable théorie n'était pas nouvelle alors; elle l'est encore moins de nos jours. Ce n'est ni le lieu ni le temps de la débattre. Nous ne sommes pas théologien; nous n'avons qu'à raconter les faits, et, sans discuter les deux opinions controversées, il ne nous appartient que de constater le résultat de la lutte.

Elle avait été animée, orageuse même : afin de laisser aux passions le temps de se calmer, on ajourna la difficulté pour les dernières sessions. En 1563, le Concile déclara que, dans les canons ou décrets, on dirait seulement en général que les Evêques étaient institués d'ordination divine et non pas institués par Dieu, ainsi que le demandaient les prélats de France et d'Espagne.

Ce moyen terme fut adopté par les deux partis; car, comme dans toutes les assemblées délibérantes, on s'entendait beaucoup plus à Trente dans la pratique que dans la théorie. La résidence des Evêques dans leurs diocèses fut reportée aux articles de la réforme, et elle passa sans opposition, tout le monde en sentant la nécessité.

Maintenant que l'institution épiscopale vient de Dieu immédiatement ou médiatement, là, pour nous, n'est pas la question à vider; ce qui importe à l'histoire, c'est de dire que, si les Evêques sont institués immédiatement de Dieu,

Question
des pou-
voirs
épisco-
paux.

Laynès
et Salme-
ron ora-
teurs
pour le
Pape.

Discours
prononcé
par Lay-
nès.

le Souverain Pontife ne peut, dans aucun cas, les transférer d'un diocèse à un autre ou pourvoir à leur office sans le consentement des titulaires.

Cependant, lors du Concordat de 1804, quand l'Eglise Gallicane, battue par la tempête, se reconstitua à l'abri de l'épée victorieuse de Bonaparte, Premier Consul, le Pape, aux applaudissements de la France entière et à la prière du gouvernement républicain, investit, de sa seule autorité, de nouveaux Evêques. Ils remplacèrent ceux que l'exil ou des raisons de conscience politique tenaient éloignés de leurs sièges.

Le principe de la Révolution française était l'anéantissement de la Religion. Elle avait pros crit, massacré, ou fait monter sur l'échafaud les Evêques et les Prêtres. Le culte de la Raison succédait, dans les temples, à celui de Dieu. Rome subissait la loi du vainqueur. Le Souverain Pontife mourait dans la captivité, et, à moins de trois ans d'intervalle, la Révolution française, abjurant son principe, demandait au successeur de Pie VI d'étendre son autorité au delà des limites que le Concile de Trente et la Cour de Rome avaient adoptées ¹.

La part des temps et des circonstances doit, sans aucun doute, être faite. Nous la faisons largement, mais il n'en surnage pas moins un événement en contradiction avec les principes exposés par le Clergé gallican, et presque admis par le Concile de Trente. En théorie, on discutait; en pratique, on se soumet; parfois même on va au-devant de la soumission. Ainsi que dans le cas présenté, on accorde au pouvoir séculier le droit de forcer la main au Saint-Siège. Les Gallicans, en 1804, étaient dans une position inextricable. Pour en sortir, ils condamnerent le Pape à l'omnipotence.

Tandis que le Concile rendait ces canons devenus si célèbres, le Cardinal-Légitime Hercule de Gonzague donnait à la Compagnie de Jésus une preuve de l'estime qu'il professait pour elle. Le président du Concile allait mourir, et, le 2 mars en 1563, il appela Laynès auprès de lui afin que le Père, par ses exhortations, lui adoucît le passage de la vie à la mort. Ce choix, en face de la Chrétienté réunie, était un témoignage de confiance aussi bien rendu à l'Ordre qu'à son Général.

Quand l'Eglise eut prononcé sur les matières de la Foi, on mit en discussion les moyens à employer pour parvenir à la réforme des Ecclésiastiques. L'éducation et la prédication étaient implicitement comprises dans ce sujet. Nous avons dit l'état du Clergé, état si déplorable que,

par la dissolution de leurs mœurs, les Catholiques auraient donné gain de cause au Luthéranisme, si les dogmes de la Religion pouvaient avoir à souffrir quelque chose des dérèglements introduits par les prêtres de cette même Religion. Il appartenait à l'honneur de l'Eglise assemblée d'accepter des mesures efficaces pour extirper le mal jusque dans sa racine. Le mal était avoué de tous; tous cherchaient le remède avec la même foi, avec le même empressement. Ils crurent remonter jusqu'à la source du désordre en s'occupant principalement de l'éducation. Une foule d'Evêques demandaient que la Compagnie de Jésus multipliât partout ses séminaires et ses collèges. Le comte de Lune, ambassadeur de Philippe II, connaissait à fond l'Allemagne et la Péninsule; le Concile l'interrogea sur les dispositions à prendre. « Je n'en connais pas d'autre que ces deux, répondit-il : faites de bons prédicateurs, et propagez, autant que vous pourrez, la Compagnie de Jésus. »

Commendon, Nonce en Pologne, interpellé à son tour, s'exprime dans les mêmes termes, et rédige par écrit son opinion, pour qu'elle soit envoyée à Rome.

Les ministres de l'Empereur déclarent que « l'introduction de la réforme dans le Clergé germanique souffrira beaucoup de difficultés; mais, ajoutent-ils, — et nous traduisons littéralement sur les procès-verbaux mêmes, — les Jésuites ont enfin prouvé à l'Allemagne ce qu'elle peut espérer; car, par la probité de leur vie, par leurs sermons et par leurs gymnases, ils ont conservé et conservent encore la Religion Catholique. C'est pourquoi il n'est plus permis de douter qu'on recueillerait des fruits incroyables si l'on établissait beaucoup de collèges ou gymnases, dont l'Eglise retirerait une foule d'ouvriers. Mais il faut commencer.

La Société de Jésus n'avait pas attendu ces encouragements pour se mettre à l'œuvre. Le Concile allait se séparer après avoir réglé les affaires de l'Eglise et pris les mesures les plus énergiques pour rendre à la Religion et au Clergé leur ancien lustre. Le 4 décembre 1563, il termina ses sessions; mais Loyola et ses compagnons avaient su, pendant ce temps, gagner du terrain. Il est donc nécessaire de reprendre le cours des événements, que le résumé des travaux de l'assemblée de Trente a interrompus.

Ferdinand, Roi des Romains ¹, et frère de

(1) Dans l'ancien Empire germanique on nommait *Roi des Romains* le prince qui était élu et désigné pour successeur à l'Empire. Charlemagne le premier donna à son fils aîné la qualité de roi d'Italie, Louis le-Debonnaire et Lothaire Ier accordèrent le même titre à leurs héritiers présomptifs. Ce titre équivalait à celui de César sous les anciens empereurs de Rome. En 966 on changea le nom de Roi d'Italie en celui de Roi des Romains. « Dans la pensée, dit Moréri, que la qualité d'Empereur ne pouvait être donnée que par le Pape, à qui ce droit appartenait. »

A partir de cette époque, la plupart des Empereurs n'ont pris que le titre de Roi des Romains jusqu'au jour de leur couronnement par les Souverains Pontifes, et c'est d'après ce

(1) Le Concordat de 1801, un des faits les plus remarquables de l'histoire, a été accepté par les Gallicans comme par les Ultramontains. Dans les provinces de l'Ouest seules il souleva une opposition partielle connue sous le nom de Petite-Eglise. Dans l'histoire de la Vendée Militaire, deuxième volume, p. 50 et suiv., nous avons déduit les causes de cette opposition.

introduire
par l'édu-
cation et
par la
prédica-
tion.

Le roi
des Ro-
mans
nommé
Lejay
évêque
de Tries-
te.

L'Empereur Charles-Quint, était un prince qui ne laissait échapper aucune occasion d'être utile à ses sujets. Le siège de Trieste vaquait par la mort de l'évêque titulaire. Ferdinand, qui, dans les notes de ses plénipotentiaires, a souvent lu le récit des travaux de Lejay à Ratisbonne, à Ingolstadt et à Nuremberg, ne croit pouvoir mieux faire que d'offrir l'évêché à ce même Lejay. C'était opposer une barrière au Protestantisme entre l'Allemagne et l'Italie.

Refus de
Lejay.

A la nouvelle des honneurs qui viennent le chercher dans son humilité, Lejay s'épouvante. Il écrit au roi des Romains de ne pas charger ses faibles épaules d'un pareil fardeau. Il écrit à Loyola de supplier le Pape, en son nom et au nom de la Compagnie, pour qu'on ne le contraigne pas à accepter la dignité épiscopale. Ce refus confirme Ferdinand dans son projet; le prince s'adresse à Paul III; il fait valoir auprès du Souverain Pontife tous les motifs religieux et politiques qui l'ont déterminé. Il le presse d'interposer son autorité. La Cour de Rome applaudit aux raisons alléguées: Lejay va être nommé; mais Loyola, qui, par l'entremise de Marguérite d'Autriche, a pu faire retarder cette nomination, prend un parti désespéré. Il en appelle du Roi Ferdinand au Roi Ferdinand lui-même, et, dans le mois de décembre 1546, il lui mande :

Raisons
alléguées
par Igna-
ce.

« Grand prince, nous savons quel est le zèle de Votre Majesté pour le salut de ses peuples, et combien elle a d'affection pour notre Compagnie. Nous louons Dieu de l'un et de l'autre, et nous prions la bonté divine de vous inspirer les moyens d'accomplir heureusement tout ce que votre piété vous fait entreprendre. Mais, en vous rendant de très-humbles actions de grâces pour les faveurs dont vous nous comblez, nous osons vous dire que vous ne pouvez nous en faire une plus insigne que de nous aider à marcher dans la voie de notre Institut. Les dignités de l'Eglise lui sont tellement opposées que, selon l'idée que j'en ai, rien ne sera plus capable de l'altérer et de le détruire. Ceux qui ont établi cette Société se sont proposé de porter l'Evangile en tous les pays; son véritable esprit est de travailler au salut des âmes et à l'honneur de Dieu sans rechercher les emplois. Or, les Ordres religieux ne vivent qu'autant qu'ils conservent leur premier esprit : comment la Société se maintiendrait-elle en perdant le sien ?

» Nous ne sommes encore que fort peu de

qu'il faut interpréter le deuxième chapitre de la Bulle d'Or, parlant de la nomination du Roi des Romains.

Le Roi des Romains était élu par les princes électeurs d'Allemagne du vivant même de l'Empereur. Il gouvernait en son absence comme vicaire-général de l'Empire, et il lui succédait, après sa mort, sans qu'il fût besoin d'une nouvelle élection ou d'une confirmation.

Napoléon, en brisant par la victoire l'empire germanique, avait, par le fait même, aboli cette qualité; mais ce prince nouveau, à qui les anciennes traditions monarchiques étaient si chères, essaya de la faire revivre en nommant Roi de Rome son fils au berceau.

profès, et quatre ou cinq déjà ont refusé des prélatures. Si l'un de nous accepte un évêché, les autres ne penseront-ils pas être en droit d'agir de même, et, si les membres se séparent, que deviendra le corps? Cette petite Compagnie a fait, depuis sa naissance, d'assez rapides progrès par l'humilité et la pauvreté : que les peuples nous voient en des postes éclatants, et ils auront lieu de se scandaliser de notre changement, et ils prendront de nous une opinion qui rendra tous nos travaux inutiles.

» Mais pourquoi, très-noble prince, vous déduire ces motifs? Nous implorons votre bonté et votre sagesse; nous nous mettons sous votre royale protection. Par le sang de Jésus-Christ, par le salut des âmes, pour la gloire de la Majesté divine, je vous supplie de maintenir cette petite Société ¹.

Un homme tel qu'Ignace adressant une semblable lettre à un roi comme Ferdinand ne devait pas manquer d'être entendu. Le prince écrit au Souverain Pontife que l'humilité de Loyola a triomphé; mais le Jésuite ne se contente point de cette victoire. La tentation n'en devait pas rester là : le Pape lui-même ou ses successeurs renouvelleraient peut-être une demande pareille : malgré les Constitutions, à cause même de ces Constitutions, ils pouvaient d'un jour à l'autre arracher à l'institut ses plus brillants sujets. C'est été la mort de la Société, et le Général, bien persuadé que l'intention du Pape était diamétralement opposée à cette destruction, prit le parti de s'en expliquer en toute franchise. Il lui déduisit sous une forme plus étendue les arguments qui avaient réussi auprès du Roi Ferdinand; il lui fit valoir qu'il ne fallait pas laisser germer d'ambitieux desirs dans le cœur des hommes de talent, car les autres en nourriraient de semblables, et, par la connaissance même de leur infériorité relative, ils chercheraient à s'étayer sur des brigues coupables.

Tout à coup, cédant aux souvenirs militaires dont sa jeunesse avait été bercée : « Très-Saint-Père, reprit-il, je considère toutes les autres Sociétés religieuses comme des escadrons de soldats qui demeurent au poste assigné par l'honneur, qui gardent leurs rangs, qui font face à l'ennemi en maintenant toujours le même ordre de bataille et la même manière de se servir de leurs armes : mais nous, nous sommes des éclaireurs qui, dans les alarmes, qui, dans les surprises de jour et de nuit, doivent sans cesse être prêts à vaincre ou mourir. Nous devons attaquer, défendre selon les circonstances, nous porter partout et tenir partout l'ennemi en éveil. »

Cette harangue produisit l'effet attendu : le Pape promit à ces hommes singuliers d'exaucer leur vœu, et il ajouta, dit-on : « C'est la pre-

(1) Dans toutes les lettres où saint Ignace de Loyola parle de la Compagnie de Jésus, il est à remarquer qu'il la désigne toujours sous le nom de *petite Société* ou *petite Compagnie*.

mière fois qu'un prince se l'est entendu adresser. »

En 1546, Lejay avait décliné les honneurs de l'épiscopat; l'année suivante, la même dignité était offerte à Bobadilla, qui refusait à son tour l'évêché de Trente.

Bobadilla venait d'abandonner Cologne, où, avec Canisius, il avait soutenu le choc des Luthériens, et il accompagnait le nonce du Pape à la cour de l'Empereur. Charles-Quint espérait encore vaincre par ses attermolements les résistances que le Protestantisme lui suscitait à chaque pas.

Grand capitaine, grand politique, il aimait peut-être un peu trop à s'appuyer sur les ressources que lui fournissait son esprit fécond en ruses et en temporisations. Ce prince, qui commandait à l'Allemagne et aux Pays-Bas, qui régnait sur l'Espagne, et qui, par ce dernier royaume, possédait les mines d'or et d'argent encore vierges que ses navigateurs découvraient dans le Nouveau-Monde, cherchait autant à gouverner par l'adresse que par la force. Il avait menacé les Luthériens d'avoir recours aux armes; les Luthériens, qui redoutaient l'inégalité de cette lutte, obtinrent de l'empereur un dernier colloque. Charles-Quint l'avait assignée à Ratisbonne, mais il mettait pour condition que tout ce qui y serait décidé se verrait soumis à l'approbation du Concile de Trente. Les Protestants trouvaient un moyen d'ajournement, ils en profitaient, et Bobadilla, appelé par l'Empereur, se rendait pour leur tenir tête. Il avait un auditoire de princes, d'évêques et de courtisans; il démontrait le vide des doctrines nouvelles; néanmoins les Sectaires ne se laissaient pas entamer. Ils ne discutaient plus; ils se contentaient, par de sourdes manœuvres, de répandre la désunion dans le camp catholique.

La position faite à Charles-Quint par l'habileté des chefs protestants devenait intolérable. Il se croit joué par eux; il comprend qu'ils ont intérêt à semer partout la discorde pour moissonner dans la division; et, cédant à un mouvement de colère réfléchi, il se décide à la guerre. La guerre est déclarée au duc de Saxe et au landgrave de Hesse. Le Pape reçoit cette nouvelle, et aussitôt il joint ses troupes à celles de Charles-Quint. Le cardinal Alexandre Farnèse était son légat auprès des armées.

Bobadilla vient de perdre sa tribune pacifique; il s'en improvise une autre sur les champs de bataille; il suit l'armée, que commande le duc Octave Farnèse. Le 23 avril 1547, il est au premier rang au passage de l'Elbe. Nommé préfet des ambulances, il devient le médecin des corps, le médecin des âmes; il panse les blessés, il console les mourants, il excite ceux qui courent aux armes, il leur annonce la victoire. Le Ciel et l'Empereur réalisent sa prophétie. Mais, dans les plaines de Muhlberg, Boba-

dilla tombe frappé à la tête; il est blessé. Le soldat a rempli son devoir, il en reste un autre pour le prêtre. Le prêtre se relève tout couvert de sang, et il va porter aux blessés comme lui les encouragements qu'il puise dans son énergie morale. Ce fut le 24 avril 1547 que se livra la bataille de Muhlberg, où le duc de Saxe resta prisonnier des Impériaux.

Quelques jours après, Bobadilla, dédaignant les soins nécessaires à sa santé, prêchait à Passau. La majorité du sénat et des habitants de cette ville était luthérienne; Bobadilla, du haut de sa chaire, veut que l'on rende à Dieu de solennelles actions de grâces pour le triomphe que l'armée catholique a remporté. De solennelles actions de grâces sont rendues; puis il s'élance seul à travers l'Allemagne; il la parcourt en véritable apôtre, suivant l'expression de l'évêque de Vienne.

A Augsbourg, son éloquence aussi ardente qu'incisive contribue au rétablissement du culte catholique. Il s'arrête à Cologne et visite Louvain, où commençait à fleurir le collège fondé par Lefèvre. Tout en répandant la parole de Dieu et en prenant à partie les ministres protestants et les Anabaptistes qu'il rencontre sur son chemin, il arrive à la cour de l'Empereur. L'empereur, à cette époque même (1548), faisait publier la Diète d'Augsbourg une formule de loi qu'il appelait l'*Intérim*.

Cette déclaration paraît avoir été conçue dans des sentiments pacifiques; mais souvent elle se trouve en désaccord avec les institutions de l'Eglise, sans pour cela être plus agréable aux Luthériens. Ils se plaignaient du peu de concessions qui leur était fait, et pourtant le mariage des prêtres et la communion sous les deux espèces y sont à peu près adoptés.

Bobadilla se plaignit à son tour: il avait la confiance des princes électeurs catholiques, des seigneurs espagnols et italiens composant la cour de l'Empereur. Fort de cette confiance, et emporté par un excès de zèle peu réfléchi, il combat de vive voix, il combat par écrit l'*Intérim* que Charles-Quint a fait publier. Bobadilla ne connaissait pas l'art des ménagements; c'était une de ces natures abruptes qui, pour mener à bien les choses qu'elles conçoivent, ont besoin d'avoir à leur côté un guide prudent qui leur fasse éviter le danger. Le Jésuite était là, uniquement entouré d'adversaires hérétiques et d'amis catholiques.

Charles-Quint n'aurait peut-être pas permis la discussion sur son œuvre, mais à coup sûr il n'était pas homme à souffrir patiemment qu'on mît en jeu sa dignité impériale. Bobadilla frappait fort, même en présence de ce prince. Le prince répondit au Jésuite par un commandement de sortir à l'instant même des terres de l'Empire; il le chassa de sa Cour, et Bobadilla, tout glorieux de son bannissement, accourut à

Il est blessé à la bataille de Muhlberg.

Publication de l'intérim.

Bobadilla prêche et parle contre.

Charles Quint lui donne ordre de sortir de terres de l'Empire

Rome, où l'*Intérim* comptait fort peu d'enthousiastes.

Ignace lui refuse à Rome l'entrée de la Maison Professe.

Loyola lui refuse l'entrée de la Maison Professe. Loyola, dans cette circonstance, saisit l'occasion de relever la majesté des rois, que les ardeurs de la dispute ne doivent pas essayer d'atteindre. Le Pape approuve tacitement le religieux ; Ignace le condamne publiquement, parce qu'il a péché au moins dans la forme.

Les adversaires des Jésuites en Espagne mettent cet événement à profit.

Cet événement, qui avait pour témoin toute la Cour impériale, devait retentir au loin : les Protestants s'en emparèrent ; ils s'en firent une arme pour exciter Charles-Quint contre la Société de Jésus et contre le Saint-Siège, qui, proclamaient-ils à haute voix, tenait à sa solde de pareils aventuriers de paroles. Si la colère de l'Empereur était bonne à exploiter pour les Sec-taires, elle ne le parut pas moins à quelques membres du clergé espagnol.

Dès l'année 1546, les villes de Gandie, de Barcelone, de Valence et d'Alcala avaient reçu des Collèges de la Compagnie. Les uns commençaient à devenir riches ; les autres, comme celui d'Alcala, souffraient dans la pauvreté, parce que le nombre des élèves s'accroissait d'une manière disproportionnée avec les revenus. Des prêtres, des docteurs d'université accouraient pour être admis au nombre des novices de l'Institut. On accueillait tous les postulants, sauf à régler avec la Providence le moyen de les nourrir. A Salamanque, en 1548, on voit arriver Sévillan Sanci, Capella et Torrez, qu'à cause de sa candeur Ignace a surnommé « la pupille de son œil. » Ils étaient dans un dénûment si absolu que, pour orner la chambre dont ils faisaient leur chapelle domestique, ils n'avaient pas pu se procurer un tableau. En conséquence, l'un d'eux s'était mis à crayonner sur un morceau de papier une image de la Vierge. Ce papier, attaché au mur, était l'unique décoration du maître-autel.

Le Dominicain Melchior Cano.

L'indigence néanmoins ne leur fait pas oublier leurs devoirs ; ils s'y livrent avec persévérance. Bientôt les magistrats de Salamanque se prennent d'estime pour des religieux qui savent si bien compatir aux misères des pauvres et instruire le peuple. Mais à Salamanque il se rencontrait un Dominicain nommé Melchior Cano ; ce Dominicain était un prédicateur fameux ; un écrivain dont il reste plusieurs ouvrages estimés, entre autres celui qui a pour titre : *De locis theologicis*.

Ses hostilités contre eux.

Il avait entendu parler des Jésuites ; il savait qu'avec peu ils faisaient beaucoup, et que, pour les empêcher de réussir, il fallait les entraver dès le principe. Cano était moine, et, quoique Torrez fût un de ses amis, Cano voulut combattre pour son couvent. L'occasion paraissait favorable : Charles-Quint était courroucé contre l'Ordre. Le Dominicain ouvre les hostilités ; la chaire, la tribune, le pamphlet, tout

entre ses mains devient arme offensive. Il annonce que le dernier jugement approche, que l'Antechrist va descendre sur la terre et qu'il y compte des précurseurs. Les marques auxquelles on doit les reconnaître, il les aperçoit dans les Jésuites, et il se dit appelé lui-même par les Saintes Ecritures pour démasquer ces perfides : « Si je ne me trompe, ajoutait-il, mon erreur n'est ni commune avec beaucoup de Saints ; on s'est trompé en cela, même du temps des Apôtres. » Dans cette véhémence de paroles, il ne se contente pas d'attaquer comme des précurseurs de l'Antechrist les Pères de la Société de Jésus.

Cependant, avec la crédulité espagnole, il n'en fallait pas davantage, soit pour les perdre, soit pour les faire brûler dans un auto-da-fé. L'Antechrist n'a pas encore rencontré de précurseurs dans les Ordres religieux ; mais ce que Cano n'aurait pas dû oublier, c'est qu'à l'apparition des Sociétés fondées par saint François et par saint Dominique, les mêmes clameurs s'élevèrent contre ces Sociétés, dont l'Eglise devait et doit encore retirer tant d'avantages. Aux chapitres 24 et 25 de son ouvrage *Contra impugnantes Religiones*, saint Thomas d'Aquin avoue que cette fable fut reproduite. C'était, dans un cercle plus restreint, la guerre éternelle des Guelphes et des Gibelins qui se renouvelait, mais qui, quoique moins sanglante, n'en était pas pour cela moins dangereuse.

Cano se contentait donc de rajuster à la taille de ses envieuses colères les lambeaux d'une calomnie déjà vieille et qu'il avait méprisée jadis pour son propre compte ; mais il entra plus avant dans son sujet. Il fit le tableau de la vie de l'Inigiste ou de l'Ignacien ; il le montra s'insinuant dans les maisons, enseignant le catéchisme aux enfants, ne portant pas d'habit religieux pour avoir plus de licence à prêcher, ne voulant pas même obéir pour la forme à des constitutions qui n'existaient pas et qui n'existeraient jamais : « Ce sont des illuminés, des visionnaires, répétait-il ; à tous ils communiquent leurs Exercices Spirituels, mais les fruits d'une plante mauvaise ne peuvent être bons. Or, Ignace n'est pas conduit par le bon esprit ; sa vie n'est pas glorifiée par des miracles comme la vie de saint Dominique. Ils vivent dans les palais où ils trompent les rois et les grands. Ce sont donc des hérétiques et des émissaires de l'Antechrist. »

La réputation de Melchior Cano était grande ; il avait des vertus et il semblait parler de conviction. Le peuple se montra persuadé. Peut-être ne lui en fallait-il pas autant, et il traduisit ses croyances en moqueries d'abord, en persécutions ensuite. Torrez et ses compagnons se rendent auprès de Cano ; ils lui font lire la Bulle d'institution ; ils lui montrent Xavier, nonce du Pape, dans le Nouveau-Monde,

Laynès et Salmeron , ses théologiens au Concile. Melchior rencontre des opposants jusque dans son propre monastère de Salamanque. Le Dominicain Jean Penna , qui avait suivi de sang-froid les progrès de la Compagnie , prend sa défense de vive voix ; il écrit en sa faveur ; le Général des Dominicains lui-même intervient.

L'Ordre des Frères Prêcheurs savait par expérience que le passant ne jette la pierre qu'aux arbres en fruit. Cet Ordre , à son berceau , avait vu fondre sur lui toutes les calomnies et toutes les invectives ; il crut devoir , dans une semblable occurrence , donner un gage public de son amour pour la paix et de son estime pour les Jésuites , ses nouveaux frères dans l'apostolat. Ce gage était une acte officiel ; en voici la teneur :

« A tous les vénérables Pères et Frères de l'Ordre des Prêcheurs , en quelque lieu qu'ils soient :

» Frère François Romée de Châtillon , professeur de théologie et humble ministre général et serviteur de tout le susdit Ordre , salut et la grâce de l'Esprit-Saint.

» Qu'il soit notoire à vous tous qu'en ces temps calamiteux , où la religion chrétienne est attaquée par les traits des Hérétiques et souillée par les mœurs perverses des mauvais Chrétiens , un nouvel Ordre de prêtres réguliers et sous le titre du nom de Jésus a été envoyé de Rome par la bonté divine , comme un bataillon de réserve , lequel , à cause des biens qu'il produit dans l'Eglise par les leçons et les sermons en public , les exhortations privées , l'assiduité à entendre les confessions et les autres exercices du saint ministère , et aussi par les exemples d'une vie sainte qu'il donne , a été approuvé et confirmé par notre Très-Saint Père en Jésus-Christ le Pape Paul III. C'est ce que nous avons voulu vous notifier , de peur que quelqu'un d'entre vous , trompé par la nouveauté de cet Institut , n'attaque par ignorance peut-être les compagnons d'armes qui ont avec nous un même but et que le Seigneur nous a envoyés comme un renfort , et ne calomnie les Constitutions de ceux dont il devrait plutôt applaudir les succès et imiter la piété. Nous croyons , il est vrai , que vous tous , comme amis et bien-aimés de l'Epoux , loin de murmurer contre la variété dont son épouse est ornée , vous l'embrasserez et la chérez dans la charité qui se réjouit de la vérité. Néanmoins , pour ne pas manquer à notre devoir et pour prévenir toutes les dissensions , nous ordonnons à tous et à chacun de vous , par ces présentes , avec l'autorité de notre charge , par la vertu de l'Esprit-Saint et de la sainte obéissance , et sous les peines à déterminer à notre choix , nous commandons que vous n'ayez pas l'audace , soit dans les leçons , les sermons et les réunions publiques , soit dans les entretiens privés , de

calomnier le susdit Ordre approuvé et confirmé par le Siège Apostolique , ou ses Constitutions , ni d'en parler défavorablement , mais qu'au contraire vous vous efforciez d'aider cet Ordre et ses prêtres , comme vos compagnons d'armes , et de les protéger et défendre contre leurs adversaires. En foi et confirmation de quoi nous avons ordonné que ces présentes fussent expédiées et signées du sceau de notre charge. Donné à Rome , le 40 décembre 1548.

« F. François Romée , maître de l'Ordre des Prêcheurs , troisième année de notre généralat. »

Le Général des Dominicains faisait acte de justice et de sagesse. Cano ne suivit pas cet exemple : c'était un théologien opiniâtre ; il continua la guerre. Ces hostilités tenaient la Compagnie de Jésus en échec à Salamanque. Le succès qu'obtenait Melchior allait , du sein des autres Universités espagnoles , faire surgir de nouveaux agresseurs. Cano ne se taisait ni devant l'autorité de son général , ni devant celle du Saint-Siège. En 1552 , il est nommé Evêque aux îles Canaries.

Si ce fut une vengeance de la Compagnie , elle ne pouvait être plus douce , plus ingénieuse surtout. Melchior accepta ces honneurs , mais jamais il ne s'en montra reconnaissant. De loin comme de près , il attaqua les Jésuites. Aux Canaries , il n'avait plus son adversaire sous la main ; l'ennui s'empara de cet esprit qui consacrait toutes ses facultés à la réalisation d'une idée , car ce n'était pas de la haine. Melchior soupirait après cette vie d'agitation ; il se démit de son siège , il revint en Espagne , et recommença la guerre. Avant sa mort , en 1560 , il écrivit à Regla , moine augustin , ancien confesseur de l'Empereur Charles-Quint , une lettre qui , au moment de la destruction des Jésuites , deviendra une arme entre les mains de leurs ennemis.

« Plaise à Dieu , disait l'Evêque des Canaries , qu'il ne m'arrive pas ce que la fable dit être arrivé à Cassandre , aux prédictions de laquelle on n'ajouta foi qu'après la prise et l'incendie d'Ilion. Si les Religieux de la Société continuent ainsi qu'ils ont commencé , Dieu fasse qu'il ne vienne pas un temps où les Rois voudront leur résister , et ne trouveront aucun moyen de le faire. »

Melchior Cano avait levé l'étendard contre les Jésuites ; il ne manqua pas d'imitateurs en Espagne. Pierre Ortiz , l'ami de Loyola , venait de mourir. A Alcalá , on mit à profit cette mort , qui privait la Société d'un protecteur , pour s'acharner sur elle. Les paroles de Melchior retentissaient jusque dans cette Université ; elles y faisaient naître des échos. Le Père Villanova ne s'effraie pas ; il introduit le recteur de l'Université dans la maison des Novices , il lui ouvre toutes les portes , il lui communique tous les secrets. Le recteur établit , en 1548 ,

Melchior est nommé évêque des Canaries.

un tribunal, composé des trois adversaires les plus déclarés de l'Institut. Ce tribunal examine l'affaire avec la minutieuse vigilance d'un juge qui, par sa rivalité, est partie au procès.

La conviction, qu'ils ne désiraient pas obtenir, se fait jour dans leurs esprits. Ils étaient honnêtes : ils prononcent avec leur honnêteté. Mais le docteur Casa n'accepte pas la chose avec autant de désintéressement. Ce théologien était violent dans ses idées. Les Jésuites se faisaient des amis de ceux mêmes qui devaient les condamner ; il pousse la guerre aussi loin qu'elle peut aller. Le tribunal déclare que, dans l'Institut, tout est conforme à l'Evangile et à la morale. Casa s'en prend à la bulle de Paul III ; il l'attaque. Un diplôme, lancé de Rome, le cite à comparaître devant le Saint-Office. Le Père Villanova fait avertir son antagoniste, et Casa s'estime heureux de racheter, par son silence, la peine qu'il a encourue.

Cependant le Père Strada paraissait dans les chaires de Salamanque et d'Alcala. Son élocution imagée, les élans d'inspiration qu'il communiquait à ses auditeurs produisaient partout une magique impression. Le Dominicain Melchior et le docteur de l'Université d'Alcala n'avaient pas réussi dans leurs projets. On pensa qu'un prélat serait peut-être plus heureux. Don Martinez Siliceo, cardinal-archevêque de Tolède et ancien précepteur de Philippe II, est mis en campagne. Il y avait dans son diocèse, en l'année 1550, un grand nombre de prêtres dépourvus de science. Ils permettaient aux fidèles de communier deux fois par jour, et, dans leur ignorance pleine de ferveur, ils essayaient de se conformer aux institutions de Loyola.

De leur côté, les Jésuites, qu'à Tolède on appelait Théatins, savaient que Don Siliceo leur était contraire. Cette opinion, à laquelle mille circonstances prêtaient une apparence de vérité, inquiétait les Pères. Le Concile de Trente n'avait pas encore abrogé une partie des privilèges du Clergé régulier. Ils en usaient dans le diocèse de Tolède et à Alcala sous les yeux mêmes de l'archevêque. Confondant les ecclésiastiques ignorants et les Jésuites dans le même anathème, don Siliceo publie un mandement par lequel, après des plaintes amères contre les usurpations de la Compagnie sur la juridiction épiscopale, il défend, sous peine d'excommunication, à tous ses diocésains de se confesser à eux. Il autorise les curés à les exclure de toute administration des Sacrements, et il frappe d'interdit le collège d'Alcala.

L'orage grondait sur la Société ; il importait de le conjurer. Le Père Villanova, recteur de ce collège, s'adresse à Poggi, Nonce du Saint-Siège à Madrid. Poggi cherche à calmer l'irritation de l'archevêque. L'intervention du Légat reste sans effet. Le cardinal Mendoza, archevêque de Burgos, et qui jetait dans sa ville les

fondements d'un établissement de Jésuites, se porte caution pour eux auprès de son collègue dans l'Episcopat. Le Souverain Pontife fait écrire à Tolède par son secrétaire, le cardinal Maffei. Don Siliceo demeure inébranlable devant ces sollicitations et ces reproches. Ignace n'avait pu le vaincre par la soumission : il en appelle au Conseil Royal d'Espagne. Les bulles et les privilèges sont produits. Le Conseil prononce sa sentence : elle condamne l'archevêque, qui, s'exécutant de bonne grâce, annule ses ordonnances d'excommunication.

L'existence de la Société était donc, même en Espagne, agitée et encore incertaine. Elle formait bien des maisons, elle gagnait bien des prosélytes ; mais ses maisons et ses prosélytes lui suscitaient de nouveaux embarras. En 1552, don Antoine de Cordoue, recteur de l'Université de Salamanque, va être revêtu de la pourpre romaine, à la demande de l'Empereur, quand tout à coup une pensée d'abnégation pénètre dans son âme. Cet homme n'a que vingt-trois ans ; mais ses talents le grandissent assez aux yeux de Rome pour être placé parmi les princes de l'Eglise. Jeune, riche, favori de Charles-Quint, il ne veut plus entendre parler des honneurs qu'il a mérités. Il renonce aux dignités ecclésiastiques pour se faire Jésuite. Le lendemain, le futur cardinal n'était qu'un simple novice.

Un témoignage encore plus décisif du prestige qu'exerçait la Société fondée par Loyola avait été rendu quelques années auparavant dans cette même Espagne. Le 27 mai 1546, Eléonore de Castro, duchesse de Gandie, mourait à la fleur de l'âge. Son époux, don François de Borgia, n'avait que trente-six ans. Il était parent de l'Empereur, allié à toutes les plus illustres familles de l'Europe, et, chose préférable aux grandeurs de la naissance, il avait dans le cœur les qualités qui font les hommes éminents. Il était beau, il était généreux, il était savant, il était brave. Il signala son courage dans les guerres d'Afrique contre Barberousse. Il suivit Charles-Quint fondant sur la Provence pour réaliser, par la conquête du Royaume Très-Chrétien, son rêve de Monarchie Universelle. Toutes les richesses du monde et du cœur, tous les enivremens de la puissance ne le rendaient que plus humble et plus pieux. Père de huit enfants, il avait vu, jusqu'à ce jour, tout sourire à ses vœux. La mort brisait l'union qui avait fait son bonheur. Borgia ne plaça plus ses espérances que dans le ciel.

A peine libre, son souvenir s'arrête sur la Compagnie de Jésus, dont il a toujours été le protecteur. Le deuil de son âme était profond. Pour calmer ses douleurs, il se précipite dans la Religion. Il compose un ouvrage ascétique intitulé *le Collyre spirituel* ; il écrit *le Miroir du Chrétien*, exercice d'humilité et d'anéantissement de soi-même. Il se voue à la solitude,

Don Si-
liceo, ar-
chevêque
de Tolè-
de, les
enallie
maitre.

Fran-
cois
de G
die, ex
dans
Comp
guir
Jésus.

aux austérités, et il demande à don Ignace de Loyola de le recevoir dans son Ordre. C'était tout à la fois un honneur et un péril. Dans les premiers jours d'octobre 1546, le Général des Jésuites répondait en ces termes au duc de Gandie :

« TRÈS-ILLUSTRE SEIGNEUR,

« La résolution que vous avez prise, et que la bonté divine vous a inspirée, me donne beaucoup de joie. Que les Anges et toutes les âmes bienheureuses en rendent à Dieu d'éternelles actions de grâces dans le ciel : car nous ne pouvons bien reconnaître sur la terre l'insigne faveur qu'il fait à sa petite Compagnie en vous y appelant.

« J'espère que sa divine Providence tirera de votre entrée des avantages considérables, et pour votre avancement spirituel, et pour celui d'une infinité d'autres personnes qui profiteront de cet exemple. Pour nous, qui sommes déjà dans la Compagnie de Jésus, excités par votre ferveur, nous commencerons tout de nouveau à servir le divin Père de famille, qui nous donne un tel Frère, et qui a choisi un tel ouvrier pour cette nouvelle vigne, dont il a voulu que j'eusse le soin, tout indigne que j'en suis.

« C'est pourquoi je vous reçois dès maintenant, au nom du Seigneur, pour notre Frère, et en cette qualité vous me serez toujours très-cher, comme le doit être celui qui entre dans la maison de Dieu avec autant de générosité que vous faites, et pour le servir parfaitement.

« Quant à ce que vous désirez savoir de moi touchant le temps et la manière de votre réception publique ; après avoir fort recommandé la chose à Dieu, et la lui avoir fait recommander par d'autres, il me semble qu'afin que vous vous acquittiez mieux de toutes vos obligations, ce changement doit se faire à loisir, et avec beaucoup de circonspection, à la plus grande gloire de Notre-Seigneur. Ainsi vous pourrez, peu à peu, régler vos affaires de telle sorte que, sans vous ouvrir à aucune personne séculière, vous vous trouviez en peu de temps dégagé de tout ce qui peut retarder l'accomplissement de vos saints desirs.

« Pour m'expliquer encore davantage et venir plus au détail, je suis d'avis que, puisque vos filles sont en âge d'être mariées, vous songiez à les pourvoir selon leur qualité, et que vous mariiez aussi le Marquis, s'il se présente un parti qui lui convienne. Pour vos autres fils, il ne leur suffit pas d'avoir l'appui de leur frère aîné, à qui le Duché demeurera : il faut que vous leur laissiez de quoi achever leurs études dans une des principales Universités, et de quoi vivre honnêtement dans le monde. Il est à croire, au reste, que, s'ils sont ce qu'ils doivent être, et ce que j'espère ce qu'ils seront, l'Empereur leur fera des grâces proportionnées à vos services

et suivant la bienveillance qu'il a toujours eue pour vous.

« Il est encore utile de faire avancer les bâtiments que vous avez commencés. Car, enfin, je souhaite que toutes les affaires de votre maison soient terminées quand on publiera votre changement. Cependant, comme vous avez de si bons principes dans les Lettres, je voudrais bien que vous vous appliquassiez sérieusement à l'étude de la Théologie, et j'espère que cette science vous sera avantageuse pour le service de Dieu. Je désirerais même que, si cela se peut, vous prissiez le degré de Docteur dans votre Université de Gandie. Mais, parce que le monde n'est pas capable d'une nouvelle de cette nature, je voudrais que cela se fit sans éclat, et qu'on en gardât le secret jusqu'à ce que le temps et les occasions nous donnassent, avec la grâce de Dieu, une entière liberté.

« Comme nous pourrions éclaircir les autres choses de jour en jour, selon les diverses occurrences, et que je vous écrirai régulièrement, je ne vous dirai rien davantage. J'attends votre réponse au plus tôt, et je supplie la souveraine bonté qu'il lui plaise de répandre sur vous, de plus en plus, ses divines miséricordes. »

Cette lettre fut reçue avec vénération : le duc se conforma aux avis que Loyola lui donnait ; son palais devint un cloître, un hôpital, un collège et un séminaire.

Le 4^{er} février 1548, il fait sa profession particulière. Après avoir établi ses enfants et pourvu à tout ce que leur nom exigeait de son amour paternel, don François ne songe plus qu'à lui-même, c'est-à-dire à l'Ordre, dont il va devenir une des lumières.

L'admission d'un personnage aussi illustre dans la Société de Jésus la posait plus que jamais en évidence. Ignace, qui avait reçu le duc de Gandie à Rome moitié en prince, moitié en novice, et qui l'avait vu tomber à ses pieds pour lui demander sa bénédiction, ne se laissait cependant pas séduire par les faveurs de la fortune. En dehors de l'Espagne il avait d'autres joies et d'autres tribulations. Don François de Borgia popularisait la Société dans la Péninsule ; en Portugal elle s'étendait par sa propre force.

Au mois d'Octobre 1546, Loyola, qui embrassait du regard l'accroissement de son Ordre, songe enfin à régler la hiérarchie dans les pouvoirs qu'il confère. Le Portugal était le royaume où les Jésuites avaient la consistance la plus assurée : ce fut le Portugal qui, le premier, fixa son attention ; il en fit une Province de la Compagnie.

Dans les Sociétés religieuses, dans celle des Jésuites en particulier, on entend par Province un certain nombre de maisons, collèges, pensionnats ou résidences soumis à un supérieur. Le nombre de ces établissements, comme l'étendue du territoire qu'ils occupent, n'est déter-

Le Portugal érigé en province.

Définition de la Province.

Attributions du Provincial.

miné par aucune règle ; on divise les Provinces quand la multiplicité des maisons et la distance des lieux sont tels que le supérieur ne suffit plus à les gouverner. Le supérieur de la Province s'appelle le Père Provincial ; il est désigné par le Général avec ses quatre consultants et son admoniteur. C'est, sur une échelle moins étendue, les mêmes proportions que pour le Général lui-même. Chaque année, le Provincial, dont le pouvoir dure habituellement trois ans, fait la distribution des emplois ; il dispose des personnes, à l'exception des préposés des Maisons Professes et des Recteurs de Collèges, dont la nomination est réservée au Général. Les Provinces ont le droit de s'assembler en Congrégations tous les trois ans pour déléguer à Rome un procureur chargé de rendre compte au Général de leur état. Les Congrégations se composent des préposés de chaque Maison Professe, des Recteurs de Collège et de Noviciat, et d'autant de Profes qu'il en faut pour former les deux tiers de toute la Congrégation.

Simon Rodriguez est nommé Provincial du Portugal.

Ce fut là que, pour la première fois, on introduisit un usage particulier à la Compagnie. Ignace, qui traitait dans les moindres détails, avait conçu la pensée de faire renouveler les vœux aux Scolastiques, aux Coadjuteurs et à tous ceux qui n'avaient pas fait leur profession. Pour entretenir la ferveur et remettre sans cesse sous les regards du postulant ses devoirs, Loyola avait cru que rien ne serait plus efficace que ce renouvellement. Il ordonna de le faire deux fois par année ; on s'y préparait par trois jours de retraite, et tous ensemble, au pied de l'autel, s'engageaient, comme si déjà ils n'eussent pas promis à Dieu de vivre et de mourir dans la Société de Jésus.

Quelques années s'écoulèrent dans une prospérité toujours croissante. Le Collège de Coïmbre fournissait des missionnaires à l'Asie, à l'Afrique et à l'Amérique, des professeurs aux autres maisons de l'Ordre, et il devenait une pépinière de maîtres. Le cardinal don Henri, évêque d'Évora, conçoit le projet d'obtenir des Jésuites pour son diocèse ; il consulte à ce sujet le dominicain Louis de Grenade. Louis de Grenade répond : « C'est une congrégation apostolique qui conspire de toutes ses forces pour sauver les hommes et réveiller la Foi ancienne. »

Recherche des mérites dans la discipline du collège de Coïmbre.

Le Collège est fondé ; mais, à cette même époque (1552), Simon Rodriguez se voit, par ordre d'Ignace, enlevé au Portugal pour aller exercer en Espagne les fonctions de Provincial. C'était une espèce d'exil que le Général imposait à Rodriguez : la cause en doit être mentionnée ; elle servira à expliquer vers quel but Loyola dirigeait l'éducation.

La Compagnie était nombreuse en Portugal ; au Collège de Coïmbre seulement, on comptait,

cette année-là, cent quarante Jésuites. Parmi ces religieux, la plupart étaient des Scolastiques ; mais le système d'instruction n'avait pas encore pris cette uniformité dont plus tard nous raconterons les effets.

Rodriguez était doux, affectueux envers ces jeunes gens ; il avait toutes les vertus d'un Religieux ; cependant son indulgence trop facile ouvrait une porte aux abus. Partout ailleurs la Compagnie se voyait exposée aux persécutions ; elle souffrait dans la pauvreté, elle luttait contre toute espèce de misère. En Portugal, au contraire, tout lui souriait : le Roi, les Infants, les Evêques, la noblesse, le peuple se réunissaient pour encourager un Ordre qui, dans les conquêtes d'outre-mer, valait une armée à la couronne. On prodiguait aux Jésuites tout ce qu'ils paraissaient souhaiter ; on allait même au-delà. Ces excès dans le bien avaient peu à peu contribué à amener quelque relâchement dans les rigueurs de la discipline. Ces relâchements, encore imperceptibles, devaient, par la pente naturelle au cœur humain, arracher de l'âme des Scolastiques cette fleur de piété dont Ignace ne cessait de recommander la culture. L'abondance que le Roi et les Grands entretenaient dans la maison nuisait à l'esprit de dénuement qu'il sentait nécessaire de maintenir, et les jeunes gens, emportés par l'amour des belles-lettres, faisaient de leur Collège plutôt un jardin d'Académus qu'un cloître. La régularité des mœurs subsistait dans sa vigueur primitive ; mais, par degrés, elle pouvait s'affaiblir et conduire à la corruption. Loyola voyait le mal en germe, il se prépara à l'étouffer. Le Père Jacques Miron fut nommé Provincial, et Emmanuel Godin Recteur du Collège de Coïmbre.

Miron Provincial à Coïmbre. Rodriguez.

Ils avaient une espèce de réforme à établir. Ils commencent par renvoyer de la Compagnie un certain nombre de Scolastiques ; d'autres l'abandonnent volontairement. Cet abandon inquiète le Père Godin, qui se persuade qu'avec des moyens plus doux il aurait pu éviter de semblables pertes. Il croit qu'il y a eu scandale ; il veut le punir sur son propre corps. Les épaules nues, la main armée d'une discipline, il parcourt la ville ; et, selon l'usage des pécheurs de l'époque, il se flagelle. De temps à autre, il crie grâce pour les crimes qu'il a commis. Il revient au Collège et se macère de la même façon devant les Scolastiques. L'exemple du Recteur gagne les écoliers ; ils sollicitent la permission de faire la même pénitence publique. Godin les fait méditer pendant plusieurs heures sur la passion de Jésus-Christ ; puis tous sortent en procession comme de véritables flagellants des premiers âges ; ils se frappent sans pitié, et, parvenus à l'église de la Miséricorde, ils s'agenouillent. Là, le Recteur demande pardon à la foule tout à la fois émue et surprise des scandales que le bonheur du Collège a pu lui causer. Après avoir

ainsi dissipé les soupçons, le Père Godin et ses élèves rentrent dans la Maison, qui, à partir de ce jour, reprend son ancienne indigence et ses graves études.

La ville de Lisbonne ne veut pas rester en arrière du mouvement d'éducation que les Jésuites propagent. Natal était commissaire en Portugal, et il avait charge d'appliquer le système des Constitutions; car c'est là que l'essai en a, pour ainsi dire, été fait. C'est à Lisbonne que la première Maison de Noviciat a été fondée, ainsi qu'une Maison Professe et un Collège pour les externes. Jusqu'en 1553, ils ne recevaient à leurs cours que les Scolastiques se destinant à la Compagnie. Emmanuel Alvarez et Cyprien Suarez, deux Jésuites dont les noms et les ouvrages sont classiques, furent les premiers professeurs de ce Collège formé d'après les instructions mêmes d'Ignace.

François
Borgia
Jguate.

Le Père François — c'est ainsi que s'appellera désormais don François de Borgia, duc de Gandie — le Père François était à Rome, et, avant de prononcer ses vœux solennels, il avait cru devoir, le 15 janvier 1550, demander à l'Empereur la permission de s'engager dans la Société de Jésus. La présence de Borgia dans la ville où le Pape son aïeul avait laissé tant de coupables souvenirs, sa piété, son abnégation, qui rachetait avec tant d'éclat les excès d'un pontificat trop malheureusement fameux dans les annales de l'Eglise, portèrent le Pape Jules III (de la famille del Monte) à lui offrir le chapeau de cardinal.

La crainte de se voir exposé à ces honneurs avait empêché François de Borgia de se rendre à Rome du vivant de Paul III. Il apprend que le Sacré Collège confirme le Souverain Pontife dans cette pensée; aussitôt, sans même attendre la réponse de Charles-Quint, il fuit les nouvelles dignités qui le menacent; il se réfugie dans la patrie même d'Ignace de Loyola, dont il n'est plus que l'humble fils. Le 12 février, il reçoit une lettre de l'Empereur qui accepte la démission de toutes ses charges et qui déclare de ne pas vouloir « le disputer au Grand Maître dont il a fait choix. »

La petite ville d'Ognate était le lieu que le Père François se donnait pour résidence. Son exemple, les vertus qu'il déployait devaient avoir en Espagne un profond retentissement. Le docteur Jean d'Avila, l'un de ces hommes de science, tel qu'il s'en rencontrait dans ce temps des longs travaux et des études sérieuses, était devenu l'ami d'Ignace et celui de François. Se regardant indigne de faire partie de l'Institut, et ne s'annonçant que comme son précurseur, Jean d'Avila s'appliquait à former des hommes de mérite; il les adressait ensuite à Loyola. Don Jacques de Gusman, fils du comte de Baylen, et le docteur don Loarte furent de ce nombre. Le Père François à Ognate suivait la même

marche : don Sanche de Castille et don Pèdre de Navarre s'étaient placés sous sa direction; ils formaient, avec don Bustamence, une école où le Père François, dans le repos de la solitude, leur apprenait à se combattre eux-mêmes, afin de vaincre plus tard les autres.

La vie contemplative avait des charmes pour lui; mais ce n'était pas dans l'espoir de rechercher sa propre satisfaction, toute sainte qu'elle fût, que le duc de Gandie venait de se lier à l'Institut de Jésus. Ignace avait besoin de soldats; il ordonne au Père François de triompher de ses inclinations et de parcourir l'Espagne pour consoler et pour souffrir. Le Père François se met en route; il visite les grands, tous alliés à sa famille; il prodigue au peuple ses enseignements; il s'arrête à la cour de Charles-Quint, convertit les pécheurs, édifie les fidèles, jette dans chaque ville les fondements d'un Collège ou d'une maison de la Compagnie; puis, vers la fin d'octobre 1553, il passe en Portugal.

Ce qu'il
fait en Es-
pagne et
en Portu-
gal.

De là il revient à Valladolid, où don Philippe, fils de l'Empereur, habitait. Pendant tout son voyage, le Père François avait choisi pour logement l'hôpital de la ville dans laquelle il arrivait; ce fut encore à l'hôpital qu'il s'arrêta. Là, les honneurs auxquels il se dérobaient l'assaillirent jusque dans cette humble demeure. Ignace avait appris tout ce que le Père François réalisait de beau et d'avantageux à l'Institut. Le mouvement était nécessaire à un homme qui savait si bien entraîner les autres : Loyola le nomme commissaire ¹ en Portugal et en Espagne.

Ce dernier royaume se partageait alors en trois provinces : la première, d'Aragon; la seconde, de Castille; la troisième, d'Andalousie. Les Pères Rodriguez, Araoz et Torrez les gouvernaient.

Dans l'espace de deux ans, le Père François donne à ces provinces de l'Ordre un tel développement que les Maisons et les Collèges semblent comme par miracle s'élever dans chaque cité. A Grenade, à Valladolid, à Medina, à San-Lucar, à Monterey, à Burgos, à Valence, à Murcie, à Placentia, à Séville, les cardinaux, les évêques, les magistrats et les hommes les plus distingués de l'Ordre de Saint-Dominique, entre autres Pierre Guerrero, archevêque de Grenade, Jean Micon et Louis Bertran, se coalisent pour seconder les efforts de la Société de Jésus.

Le Père François désire, son vœu est accompli avant même qu'il l'ait manifesté. Il frappe du pied la terre espagnole, et il en sort des édifices pour la Compagnie. Sa voix appelle des ouvriers à la vigne du Seigneur, et les ouvriers accourent de tous côtés. Le 25 juillet 1554, Philippe d'Espagne est reconnu par l'Empereur,

(1) Ce titre de commissaire et les fonctions qu'il comportait ont été abolies en 1565 comme incompatibles avec la charge de Provincial.

son père, roi de Naples et duc de Milan. Il va épouser la reine Marie d'Angleterre, mais il veut, par un premier acte de souveraineté, revêtir de la pourpre romaine le Père François, qui a déjà repoussé cette dignité, que Charles-Quint et le Pape lui offraient. Le Père François n'était, comme il le disait lui-même, qu'un pauvre pécheur; il résiste à la volonté de don Philippe, et ce prince que l'histoire montrera si inflexible dans sa politique et même dans sa famille, fléchit sous l'ascendant d'une pareille humilité.

Insurrection contre les Jésuites à Saragosse. Les choses étaient dans un état prospère, lorsque Strada vint implanter la Compagnie dans la ville de Saragosse. Là il surgit une difficulté imprévue : par la position des lieux, il devenait à peu près impossible de trouver une Maison. Dans les coutumes de l'ancienne Eglise, il existait une loi qui défendait de construire une chapelle ou un couvent trop proche des paroisses et des autres couvents. Cette loi avait pour but de prévenir les querelles de préséance ou les jalousies. L'éloquence de Strada faisait bien offrir aux Jésuites un grand nombre d'habitations; mais le nombre des couvents et des églises était si considérable à Saragosse que toutes ces habitations rentraient dans l'application de la loi. Les moines et les curés de la ville tenaient à leurs privilèges. Ce ne fut qu'en 1555 qu'on en rencontra une en dehors des limites. Le mardi de Pâques, veille du jour de l'inauguration de la chapelle, jour que Ferdinand d'Aragon, archevêque de Saragosse, a fixé lui-même, Lopez Marcos, vicaire-général de Saragosse, conjoint au Père Barma, supérieur de la Maison, de différer la cérémonie. Lopez alléguait pour raison les plaintes portées par les Augustins, dont le couvent était placé dans le voisinage, et qui prétendaient que la chapelle était bâtie sur un terrain mixte. Le Père Barma répond qu'il ne peut obtempérer à un ordre aussi peu motivé. Les privilèges de la Compagnie sont communiqués à des canonistes; ils déclarent que l'on peut passer outre : on s'y dispose. Alors le gardien des Franciscains, protecteur des Augustins, menace les Jésuites d'excommunication. Barma en appelle au Saint-Siège et il commence la cérémonie.

Pendant la messe solennelle, Lopez fait publier un édit par lequel, sous peine d'excommunication, il est interdit de fréquenter la chapelle. L'anathème et la malediction sont lancés contre les Pères, et le Clergé et les Augustins parcourent la ville en chantant le psaume 108. La foule répétait avec eux les versets réprobateurs; elle mugissait : « Il a aimé la malediction, et elle tombera sur lui; il a racheté la bénédiction, et elle sera éloignée de lui. Il s'est revêtu de l'opprobre ainsi que d'un vêtement, l'opprobre a pénétré comme l'eau dans ses entrailles et comme l'huile dans ses os : qu'elle

lui soit comme l'habit qui le couvre et comme la ceinture qui l'entoure ! »

Lopez n'a pas encore assez vengé son autorité méconnue : la ville entière avait assisté à la prise de possession; il déclare la ville profanée et infectée d'hérésie par le seul séjour des Jésuites dans ses murs. A cette époque et en Espagne, une excommunication, quel qu'en fût le prétexte, était chose grave. Les Augustins faisaient circuler dans les rues des images où les Pères étaient représentés poussés en enfer par des légions de diables, tous plus hideux les uns que les autres. Les esprits s'échauffent à l'idée de l'excommunication. On prétend que les Jésuites en sont cause; on se porte à leur demeure, on brise les fenêtres à coups de pierres; puis une procession funèbre avec des chants de mort, avec le Christ couvert d'un voile noir, entoure pendant trois jours la maison proscrite. Des cris de : Miséricorde ! miséricorde ! retentissaient de temps à autre comme pour faire violence au ciel, dont Lopez venait de fermer l'entrée. Le ciel, ainsi que Lopez, restait sourd à ces lamentations, qui devaient pourtant exaspérer un peuple impressionnable.

Cette comédie pouvait avoir un fatal dénouement; le Père Barma le sentit, et, afin de ne pas aggraver les fautes des ennemis de la Compagnie, il prit le parti le plus sage.

Les Jésuites abandonnent la Maison où, pendant plus de quinze jours, ils ont été assiégés par les fantasmagories que faisaient mouvoir quelques moines : ils se retirent; mais bientôt l'Archevêque Ferdinand d'Aragon, le Nonce du Pape et la reine Jeanne, mère de Charles-Quint, interviennent. Le fond de la querelle que les Augustins avaient soulevée est juridiquement examiné; le tribunal ecclésiastique prononce qu'il y a eu erreur. Les censures, l'interdit, l'excommunication, tout est mis à néant. Le peuple ne croit plus à l'enfer que les Jésuites lui apportent, il croit à leur sainteté, il les redemande; les Jésuites rentrent dans Saragosse. Les magistrats, le Clergé, la Noblesse, Lopez lui-même courent à leur rencontre; ils les accompagnent jusqu'à la Maison. Le Vice-Roi, qui les y attendait, leur en offre les clefs, et à partir de ce jour ils purent sans obstacle se livrer à leurs exercices spirituels et aux travaux que le Père François indiquait.

Le prestige d'un grand nom, les vertus d'un grand Saint accumulés sur la même tête étouffèrent en Espagne les semences d'opposition contre l'Ordre. Borgia en fut réellement le fondateur dans la Péninsule. Mais tous les royaumes ne se montraient pas aussi bien disposés; la France surtout, par l'organe de l'Evêque, de l'Université et du Parlement de Paris, se déclarait l'adversaire de la Compagnie de Jésus.

Ses commencements dans le Royaume Très-Chrétien avaient été plus que modestes. Elle s'était faite petite, espérant grandir à l'ombre de

Les Jésuites en France.

cette humilité. Mais l'Université avait trop d'intérêt à la combattre pour la laisser ainsi préparer ses voies. Ce que l'Université de Paris savait de l'Institut, ce qu'elle en présentait ne pouvait que rendre ses appréhensions plus vives, ses répugnances plus prononcées. A Paris, dans la situation précaire où se plaçaient les membres de la Société, dont le nombre était si limité, on remarquait déjà des hommes d'un rare talent, Viole, Pelletier, Paul Achille et Evérard Mercurian. Des jeunes gens de grande espérance s'attachaient à ces Pères; Guillaume du Prat, Evêque de Clermont, leur continuait son utile amitié. En 1549, cette colonie pouvait fournir au Général des maîtres habiles, qu'Ignace envoyait en Sicile pour créer un Collège. Pelletier, Roi-let, Forcada et Morel reçurent cette mission; et l'Université elle-même, qui n'était pas éloignée

d'accueillir dans son sein de pareils hommes, agréait le Père Viole en qualité de procureur du Collège des Lombards.

Cette nomination fut confirmée par deux conseillers de la Cour; mais Loyola n'eut pas de peine à démêler les motifs qui avaient déterminé ce choix. L'Université espérait ainsi attirer à elle les Frères de la Compagnie et rendre impossible, par cette accession, son établissement dans la capitale. Le Général enjoignit à Viole de se démettre de ses fonctions, et aux écoliers de renoncer à toutes les bourses dont ils jouissaient; l'ordre fut exécuté. La même année, Ignace donna à ses disciples de Paris un patron encore plus puissant que Du Prat; ce patron était Charles de Guise, qui, à la mort de son oncle le cardinal Louis de Bourbon, prit le titre de cardinal de Lorraine.

CHAPITRE VI.

Le cardinal de Lorraine engage Henri II, roi de France, à autoriser la Compagnie. — Résistance du Parlement, de l'Université et de l'évêque de Paris. — Ce qu'étaient les Parlements. — Source de leur autorité. — Discussions entre le Roi et le Parlement. — Lettres patentes. — Eustache du Bellay s'oppose aux Jésuites. — Motifs de cette opposition. — Les Jésuites en Corse. — Canisius en Allemagne. — Collège de Vienne. — Canisius refuse l'évêché de la capitale de l'Autriche. — Son catéchisme. — Lettre du roi des Romains. — Collège de Prague. — Ignace à Rome. — Il écrit à l'armée qui part pour l'Afrique. — Laynès et sa désobéissance. — Son repentir. — Paul IV adversaire de la Société. — Il veut faire Laynès cardinal. — Agonie de Loyola. — Sa mort. — Le Collège romain et le Collège germanique.

Guise était allé à Rome pour ménager une ligue contre l'Empereur avec le Pape, le duc de Ferrare et la république de Venise. Ignace le vit pendant son séjour en Italie; il lui expliqua la fin de son Institut, dont l'Université prenait tant d'ombrage. Le cardinal s'engagea à protéger les Jésuites dans sa patrie; il tint largement sa promesse.

A peine de retour en France, il énumère au roi Henri II tous les avantages que la Religion et l'Etat recueilleront du nouvel Ordre. Henri II cherchait un remède aux troubles que le Protestantisme semait dans le Royaume; il connaissait le bien que les Pères ne cessaient de faire en Allemagne, où ils réveillaient la Foi, où ils s'opposaient avec succès aux progrès de l'Hérésie. Les princes ses rivaux et ses voisins s'emparaient des Jésuites, tantôt comme d'un bouclier contre les novateurs, tantôt comme d'un levier pour travailler à l'éducation des jeunes gens; il ne consentit pas à rester en arrière du mouvement dont il était le témoin.

Au mois de janvier 1550, ce monarque fit

expédier des lettres-patentes par lesquelles, « agréant et approuvant les bulles obtenues par la Société de Jésus, il permettait auxdits Frères qu'ils pussent construire, édifier et faire bâtir, des biens qui leur seraient aumônés, une Maison et Collège en la ville de Paris seulement, et non en autres villes, pour y vivre selon leurs règles et statuts; et mandait à ses Cours de Parlement de vérifier lesdites lettres et faire souffrir et jouir lesdits Frères de leurs dits privilèges. »

Il n'y avait encore à Paris aucun Profès; le Général Loyola écrivit au Père Viole de faire sa profession entre les mains de l'Evêque de Clermont. Du Prat fut empêché pour cause de maladie, et il délégua l'Abbé de Sainte-Geneviève, qui reçut les vœux solennels du premier Profès de la future Province de France.

Henri II autorisait la Compagnie à s'établir à Paris; il ne restait plus qu'à faire entériner au Parlement les lettres-patentes: elles y furent présentées. Le Parlement était à l'apogée de sa puissance; il avait grandi de tout l'abaissement des hauts Feudataires.

Résistance du parlement, de l'Université et de l'évêque de Paris.

Ce qu'é-
taient les
parle-
ments.

Autrefois on appelait Concile ou Parlement toute réunion dans laquelle on discutait les affaires générales. C'est même le nom que recevaient les assemblées des Champs de mars ou de mai ; le Roi les convoquait, il y faisait entrer les Leudes ou hommes libres, et dans ces assemblées on élaborait, on votait les lois de l'Etat.

Source
de leur
autorité.

Sous la troisième race, on jugea utile d'adjoindre aux Leudes des Clercs ou hommes lettrés ; les magistrats chargés de distribuer la justice firent nécessairement partie de ces assemblées. Par leur savoir, ils y acquirent en peu de temps un grand crédit. Ils formaient un conseil qui suivait le Roi dans ses expéditions ; mais, pendant le règne de Philippe-le-Bel, ce conseil devint sédentaire. Les Pairs du royaume participaient à ses arrêts ; cette participation créa au Parlement de la capitale une importance toute politique.

Les autres Cours, n'étant encore que des corps de magistrature, n'exerçaient aucune influence sur la composition des lois non restreintes au territoire soumis à leur juridiction ; les Pairs du royaume y avaient pourtant entrée, ainsi que dans les autres Parlements, que souvent les Rois présidaient. Les hauts dignitaires ecclésiastiques qui jadis siégeaient dans les assemblées générales de la Nation ne furent plus admis dans les Parlements considérés comme corps judiciaires, et plus tard ils ne purent siéger qu'en raison des fiefs par eux possédés dans la mouvance du Roi. L'Archevêque de Paris lui-même n'y prenait place qu'en sa qualité de duc de Saint-Cloud.

L'autorité des grands Vassaux entravait l'unité du pouvoir royal ; le pouvoir royal se servit des Parlements pour mettre un terme à ces funestes envahissements. Le droit de juridiction suprême fut enlevé aux hauts Barons, celui d'appel attribué aux Parlements.

A dater de ce jour, les peuples s'habituerent à regarder ces corps comme les défenseurs de leurs prérogatives, les conservateurs de leurs biens, les protecteurs de leur liberté. C'était une sorte d'intermédiaire établi entre la haute Noblesse et le Tiers-Etat. Les Rois y trouvaient un obstacle à leur pouvoir absolu ; mais cet obstacle, que la Nation avait appris à respecter, devenait aussi une barrière contre l'ambition des Princes du sang et des grands Vassaux. Au milieu des troubles les factions devaient chercher un appui dans ce corps de magistrature ; cet appui, invoqué par les rebelles, leur fut quelquefois accordé, mais le plus souvent il ne faillit pas à la Couronne.

De pareilles institutions ne déviaient point de capitulations écrites ; elles étaient l'œuvre du temps ; elles fondaient en France une sage liberté qui ne portait pas atteinte à la royauté.

Il est difficile de déterminer d'une manière précise par quelles circonstances et à quelle époque se constitua cette autorité, plus difficile

encore de savoir où s'arrêtait le droit de résistance que les Parlements s'attribuèrent, et celui de remontrance dont ils usèrent d'abord si sagement dans l'intérêt de l'Eglise, des peuples et du monarque. C'est sous le prince le plus absolu, sous Louis XI, que, pour la première fois, le Parlement de Paris refusa d'enregistrer les ordonnances qui lui étaient adressées. Avant le refus il fit des remontrances, et Louis XI s'y rendit.

Dès lors l'opinion générale ne regarda comme revêtues du caractère législatif que les ordonnances enregistrées au Parlement. Les Rois cependant continuaient à transmettre leurs ordres aux gouverneurs des provinces, aux commandants des forteresses, aux chefs d'administration, quelquefois même aux juges des villes. Mais, sous la régence de Catherine de Médicis, le Parlement insista pour être le seul dépositaire des ordonnances imposant au peuple de nouvelles charges pécuniaires ou réglant les intérêts généraux des citoyens. La Reine-Régente souscrivit à cette prétention. Depuis ce jour jusqu'à la destruction des Parlements, aucune ordonnance ou édit ne fut considéré comme loi de l'Etat qu'après vérification faite.

Ce qui se pratiquait à Paris était imité dans tous les Parlements de province ; aussi est-il souvent arrivé que, pour le maintien des capitulations qui avaient réuni ces provinces à la Couronne de France, les Parlements n'enregistraient les ordonnances générales qu'avec certaines restrictions pour ce qui concernait les territoires de leur ressort.

Les Parlements jouissaient de la plus haute estime ; ils ne formaient pas, il est vrai, le premier degré de la noblesse, car les services militaires l'emportent toujours aux yeux des hommes sur les services plus utiles, mais moins brillants, de la magistrature. L'esprit de corps maintenait chacun de ses membres dans une louable indépendance ; il ne leur permettait pas d'aspirer aux honneurs, de solliciter des distinctions. Ce que les Jésuites faisaient par humilité individuelle et par amour pour leur Société religieuse, les Parlements le mettaient en pratique par un juste sentiment de fierté. Jamais on ne les voyait à la Cour, jamais chez les ministres. Les respects qu'ils rendaient au Chancelier n'étaient que des témoignages de leur déférence envers le chef de la magistrature. Ils n'avaient aucune pensée ambitieuse, ils exigeaient de lui la même abnégation. L'histoire en cite un exemple remarquable.

Le Chancelier Séguier avait obtenu l'érection en duché de sa terre de Villemon ; le Parlement refuse l'enregistrement des Lettres Patentes. Tout en reconnaissant les services rendus à la Monarchie par le Chancelier, le Parlement lui reproche sa servilité aux ordres de la Cour et aux volontés de Richelieu et de Mazarin. Le

Parlement ajoute qu'il ne faut pas que les Magistrats puissent être séduits par l'appât des honneurs, parce que ces honneurs sont incompatibles avec le désintéressement, le premier devoir des juges.

Cette conduite devait concilier à ce corps l'estime universelle; elle lui donnait une prépondérance extraordinaire dans la direction du gouvernement : aussi le voit-on s'attribuer par trois fois le droit de décerner la Régence et celui de casser les testaments des Rois qui, avant leur mort, disposaient de ce pouvoir temporaire.

Jusqu'à l'avènement au trône de la branche des Valois, les souverains nommaient au Parlement sur présentation d'une liste dressée par les corps. Plus tard, on exigea de chacun de ces magistrats une finance pour subvenir aux besoins de l'Etat. On créa de nouvelles charges et l'on permit aux titulaires de les transmettre soit à leurs fils, soit aux personnes qui leur rembourseraient les sommes fournies. Alors les familles recherchaient une situation qui conférait une dignité dans l'ordre social : les magistrats ne retiraient pas d'autres honneurs de ces hautes fonctions. Le Roi payait un très-modique intérêt, et il était perçu sous le nom d'*épices* un droit encore plus minime que l'intérêt payé par le Roi.

Les *épices* que, dans ses *Novelles*, l'Empereur Justinien appelle *sportulæ*, étaient des rétributions exigées seulement pour celui qui faisait le rapport de l'affaire ou qui avait été commissaire de l'enquête; les *épices* ne montraient pas par an à 4200 ou 4500 livres tournois.

Il y avait donc indépendance absolue, bonne et sévère administration de la Justice; mais, par malheur, les corps de magistrature ne sont pas plus que les individus à l'abri des passions. Les Parlementaires n'étaient point, ne pouvaient point être ambitieux pour eux-mêmes; ce renoncement aux dignités excita chez plusieurs le désir d'augmenter l'autorité du corps entier. Afin de se garder purs et puissants, ils se servaient de toute convoitise et de tout lucre; mais, par une pente naturelle à l'homme, ils se faisaient gloire d'une opposition qui était beaucoup plus dans la forme que dans le fond. Souvent cette opposition devenait plus préjudiciable à l'Etat que la corruption gouvernementale elle-même. Avec la volonté de bien faire, ils se montraient très-difficiles lorsqu'il s'agissait de modifier sur quelques points les idées qu'ils avaient embrassées; ils repoussaient même ces modifications avec une raideur qui instruisait à la révolte contre l'autorité royale.

Sans doute des démonstrations de respect pour la personne du monarque coloraient bien ces résistances; mais, dans l'esprit du peuple, ces résistances ne s'arrêtaient pas devant de vaines formules. Les Cours judiciaires appe-

laient à leur aide les bourgeois en armes; on ne croyait pas alors que la lutte acharnée contre les dépositaires de l'autorité royale dût insensiblement détourner l'amour de la Nation de la personne des Souverains. Les Parlements guerroyaient avec des arrêts par des refus de concours; leur guerre, toute pacifique, quelquefois même toute légale, leur hésitation, leur faiblesse empreinte d'une force mal calculée, produisirent de funestes résultats. Les Parlements avaient conquis une grande puissance d'initiative ou de résistance; ils n'en usèrent que d'une manière désastreuse.

La cause de la Compagnie de Jésus était portée à leur tribunal : ils en firent une affaire de Palais au lieu d'une affaire religieuse et politique.

Le Parlement arrête que les pièces seront remises aux gens du Roi pour motiver leurs conclusions. Le procureur-général Bruslart, qu'Etienne Pasquier et du Boulay, historien de l'Université, surnomment le Caton de son siècle; les avocats-généraux Marillac et Séguier donnent par écrit leurs conclusions raisonnées « pour empêcher, disent-ils, l'entérinement et vérification; au moins, en tout événement, pour supplier la Cour faire remontrance au Roi à ce que l'autorisation desdites lettres ne passât. »

Bruslart, Marillac et Séguier appuyaient leur refus sur ce que le nouvel Institut préjudiciait au monarque, à l'Etat et à l'ordre hiérarchique.

La lutte s'engageait donc entre le Parlement et la Compagnie; l'autorité royale se croyait à couvert, les deux partis prétendant la servir chacun à sa manière. Les Jésuites avaient des amis à la Cour : le Parlement comptait des appuis dans le Clergé. L'Université en masse se portait à sa défense; car, dans cette occasion, le Parlement allait guerroyer en sa faveur. Henri II était un prince éclairé, connaissant ses droits et ses devoirs. Des hommes réfléchis, tels que ses gens au Parlement, lui disaient qu'il y avait danger pour l'Etat à recevoir la Compagnie; d'autres hommes, aussi instruits, aussi dévoués à leur pays que Bruslart et Séguier, le cardinal de Lorraine, Guillaume Du Prat et plusieurs autres Evêques, affirmaient que l'introduction des Jésuites dans le royaume y serait un bienfait : les sentiments étaient partagés.

Le Roi charge son conseil privé de l'examen des Bulles et Constitutions. Le conseil déclare que dans tous les actes soumis à son appréciation il n'a rien vu de contraire aux lois et au maintien de la hiérarchie ecclésiastique ou civile. Le 40 janvier 1552, le Roi adresse au Parlement des lettres de jussion pour qu'il ait à enregistrer ses lettres patentes de 1550. Seize jours après, Séguier, dans un réquisitoire où la mo-

Discussions entre le roi et le parlement.

Lettres patentes.

dération calculée laisse pourtant percer la colère, « persiste, selon sesdites conclusions, que remontrances soient faites au Roi. » Le Parlement avait déjà pris son parti sur l'affaire; mais, comme cela se pratique dans les cours judiciaires, pour donner une apparente maturité à sa décision, il ajourna de statuer. Le 8 janvier 1554, deux ans après, le Parlement, avant de passer outre, arrête, chambres assemblées, « que lesdites Bulles et lettres patentes seront communiquées tant à l'évêque de Paris qu'à la faculté de théologie de cette ville, pour, parties ouïes, être ordonné ce que de raison. »

Le Parlement, antagoniste des Jésuites, en appelait à leurs ennemis pour se former une opinion. Par cette tactique, il cachait son mauvais vouloir sous un vernis d'impartialité qui ne trompa personne. Les Jésuites comprirent que ce n'était ni la justice ni la Religion qui déciderait du sort de la Compagnie en France, mais la passion. On mettait en jeu la ruse; ils firent jouer les mêmes ressorts. On agissait contre eux par tous les moyens; ils agirent, ils excitèrent à agir en leur faveur. Les partis, que nous verrons aux prises, préludaient par des escarmouches à leurs éternels combats. Les Parlements voulaient bien imposer aux autres le respect de l'autorité royale; ils semblaient ne réserver que pour eux seuls le droit de combattre et de mettre en péril cette même autorité. Comme tous les corps politiques, législatifs ou judiciaires, les Parlements n'étaient forts que lorsque les rois étaient faibles; ils ne se prenaient qu'à être audacieux qu'après avoir éprouvé la timidité des princes.

Les forces étaient égales des deux côtés. L'Université comptait dans ses rangs l'évêque de Paris, les Calvinistes, le Parlement et la Bazoche, toujours prête à saisir le premier prétexte de trouble. La Compagnie de Jésus s'avancait, fière de l'appui de la Cour, de celui de la Maison de Guise et de l'assentiment des Parisiens, qui trouvaient plus d'attraits dans leur éloquence que dans les discours d'apparat des Docteurs de la Sorbonne. Le 25 février, l'Université, qui s'était maladroitement engagée (car, lorsqu'on soupçonne un rival, ou que ce rival se montre au grand jour, ce n'est pas avec des armes sournaises qu'il faut l'attaquer), l'Université donc présente requête au Roi, afin que la bulle de Paul III ne soit pas insérée aux registres du Parlement.

Elle s'était fait interroger, et elle donnait la réponse. Le 3 août 1554, le Parlement continuait la même manœuvre. On eût dit que l'avis de l'Université ne satisfaisait pas encore son besoin d'équité, et qu'il voulait abriter les passions dont il était l'organe sous une décision épiscopale. Les arrangements étaient faits d'avance, les rôles distribués et appris. L'évêque de Paris se prononça.

Messire Eustache du Bellay, issu d'une famille

aussi illustre dans l'Eglise que dans les armes, dans les belles-lettres que dans la politique, portait son nom avec éclat. Le cardinal Jean du Bellay, son parent, et évêque de Paris avant lui, avait été l'ami de François 1^{er}. A la mort de ce prince, il avait espéré que la faveur et le pouvoir le suivraient encore sur les marches du trône. Le cardinal de Lorraine fit évanouir tous ses projets: il le remplaça dans l'amitié d'Henri II. Jean du Bellay ne put supporter un pareil coup. Son âme n'était point aussi bien préparée à la disgrâce qu'à la fortune. Il se décida à fuir la Cour et à se retirer à Rome, l'asile de toutes les grandeurs déchuës. Il fit passer son évêché sur la tête d'Eustache, qui était président au Parlement, et, avec sa mitre, il lui légua son ressentiment contre la Maison de Lorraine. Le nouveau prélat aimait la lutte. Il ne lui en coûtait donc pas beaucoup de continuer la guerre des deux favoris; il la porta sur le terrain des Jésuites. Le cardinal de Guise et celui de Lorraine s'étaient ouvertement déclaré en leur faveur; Eustache du Bellay devait prendre le contre-pied.

Il abonde dans le sein de l'Université et du Parlement. Son avis est motivé en onze points, formant tous une objection à laquelle le prélat oublie d'ajouter la solution que les Jésuites lui proposaient, et il termine ainsi :

« Pour la fin pesera la Cour que toutes nouveautés sont dangereuses et que d'icelles proviennent plusieurs inconvénients non prévus ne préméditez.

» Et parce que le fait que l'on prétend de l'érection dudit Ordre et Compagnie, et qu'ils iront prescher les Turcs et Infidèles, et les amener à la connaissance de Dieu, faudroit, sous correction, établir lesdites Maisons et Sociétés es lieux prochains desdits Infidèles, ainsi qu'anciennement a été fait des Chevaliers de Rhodes, qui ont été mis sur les frontières de la Chrétienté, non au milieu d'icelle : aussi y auroit-il beaucoup de temps perdu et consommé d'aller de Paris jusqu'à Constantinople, et autres lieux de Turquie. »

Cette conclusion était plutôt digne d'un avocat que d'un personnage aussi grave. Si les Jésuites y eussent adhéré, il est probable que l'Université, débarrassée de sa rivale naissante, n'eût pas cherché à infirmer les volontés du Saint-Siège et celles du Roi de France.

Dans la Société de Jésus, les missions ne sont qu'accessoiries. Le but principal est la réforme des mœurs et la guerre contre l'Hérésie en Europe par l'éducation et par l'exercice du saint Ministère. Xavier et ses émules remplissaient surabondamment l'accessoire. Ignace voulait que ses enfants atteignissent avec autant d'éclat la fin même de leur Institut. Cette fin blessait dans le vif l'Université; elle diminuait sa prépondérance; elle préjudiciait à ses bénéfices; elle la privait de ses plus studieux écoliers. Ses inté-

Eustache
du Bellay
s'oppose
aux Jé-
suites.

Motif
cette
positif

rêts se trouvaient en opposition avec sa justice. Les intérêts l'emportèrent ; mais on sut les couvrir d'une apparence d'impartialité. L'Université ne glissa ses véritables griefs qu'après avoir énuméré ceux qu'elle supposait ou qu'elle soufflait aux princes, aux Evêques et à tous les ordres religieux. La *conclusio* prise à l'unanimité par la Faculté de théologie est à la date du 4^{er} décembre 1554. Il importe de la publier, telle qu'elle fut rédigée en latin par le docteur René B. noit :

» Comme tous les Fidèles et principalement les Théologiens — nous traduisons mot à mot — doivent être prêts à rendre raison à tous ceux qui la leur demandent sur ce qui concerne la Foi, les mœurs et l'édification de l'Eglise ; la Faculté a cru qu'elle devait satisfaire au désir, à la demande et à l'intention de la Cour. C'est pourquoi, ayant lu et plusieurs fois relu et bien compris tous les articles des deux Bulles, et après les avoir discutés et approfondis pendant plusieurs mois en différents temps et heures, selon la coutume, eu égard à l'importance du sujet ; la Faculté a, d'un consentement unanime, porté ce jugement, qu'elle a soumis avec toute sorte de respect à celui du Saint-Siège.

» Cette nouvelle Société, qui s'attribue particulièrement le titre inusité du nom de Jésus, qui reçoit avec tant de liberté et sans aucun choix toutes sortes de personnes, quelque criminelles, légitimes et infâmes qu'elles soient, qui ne diffère en aucune manière des Prêtres Séculiers dans l'habit extérieur, dans la tonsure, dans la manière de dire en particulier les Heures Canoniales, ou de les chanter en public, dans l'engagement de demeurer dans le Cloître et de garder le silence, dans le choix des aliments et des jours, dans les jeûnes et dans la variété des règles, lois et cérémonies, qui servent à distinguer et à conserver les différents Instituts de Religieux : cette Société à laquelle ont été accordés et donnés tant de privilèges et de libertés, principalement en ce qui concerne l'administration des Sacrements de la Pénitence et de l'Eucharistie, et ce, sans aucun égard ni distinction de lieux ou de personnes, comme aussi dans la fonction de prêcher, lire et enseigner au préjudice des Ordinaires et de l'Ordre hiérarchique, aussi bien que des autres Ordres religieux, et même au préjudice des princes et des seigneurs temporels, contre les privilèges des Universités, enfin la grande charge du peuple : cette Société semble blesser l'honneur de l'état monastique ; elle affaiblit entièrement l'exercice pénible, pieux et très-nécessaire des vertus, des abstinences, des cérémonies et de l'austérité. Elle donne même occasion d'abandonner très-librement les Ordres religieux : elle soustrait de l'obéissance et de la soumission due aux Ordinaires. Elle prive injustement les seigneurs tant temporels qu'ecclésiastiques de leurs droits, apporte du

trouble dans l'une et dans l'autre police, cause plusieurs sujets de plaintes parmi le peuple, plusieurs procès, débats, contentions, jalousies et différents schismes ou divisions. C'est pourquoi, après avoir examiné toutes ces choses et plusieurs autres avec beaucoup d'attention et de soin, cette Société paraît dangereuse pour ce qui concerne la Foi, capable de troubler la paix de l'Eglise, de renverser l'Ordre monastique, et plus propre à détruire qu'à édifier. »

A cette levée de boucliers, il s'amassa contre la Compagnie de Jésus une véritable tempête théologique. Dans les chaires, les prédicateurs foudroyaient l'Institut. Les Curés de Paris l'attaquaient dans leurs prêches. Les docteurs de l'Université combattant *pro domo sua*, le traduisaient à la barre de leurs écoliers. Ce tribunal improvisé les condamnait, sans appel, sur la parole du maître. Des placards ou libelles étaient affichés aux carrefours de la Sorbonne. On les colportait dans les églises, on les jetait sous la porte des maisons, on les semait dans toutes les rues. L'effet était produit ; Eustache du Bellay y ajouta encore en interdisant aux Pères l'exercice du saint ministère.

Il n'y a point de patriarche dans l'Eglise de France : chaque évêque agit et ordonne dans les limites de son diocèse avec l'indépendance la plus absolue. Ils ne relèvent que du Saint-Siège pour les choses de la Foi. Quant aux affaires disciplinaires ou à la puissance de leur juridiction, ils ne reconnaissent d'autre arbitre que les Canons et leur conscience. Mais, par un usage contre lequel la plupart de ces prélats ont réclamé, celui de Paris jouit d'un ascendant dont quelquefois l'Eglise entière doit avoir à souffrir. Placé au centre même du gouvernement, emporté peut-être malgré lui dans le tourbillon des intrigues politiques, il peut, en son propre nom, se jeter tantôt d'un côté, tantôt de l'autre. De cette façon, il compromet l'Episcopat, qui, pour maintenir la paix extérieure, accepte ce qui a été fait, ou se renferme dans un silence que chacun commente à son gré. Le chef du diocèse de Paris impose donc sa direction. Il est agréable aux uns, il deviendrait dangereux pour les autres ; on incline habituellement vers l'opinion qu'il embrasse. Ces réflexions sont si fondées que l'histoire elle-même vient les justifier. Ainsi le schisme des Grecs n'a eu d'autre cause que les prétentions du Patriarche de Constantinople en opposition avec le Saint-Siège.

Eustache du Bellay se prononçait contre la Société de Jésus. Pour une vanité froissée, il rompait en visière à la Cour de Rome. Les Evêques résidant à Paris l'imitèrent ; ils proscrivirent les Jésuites, qui, aux termes des lettres patentes, ne pouvaient pas former d'établissements dans leurs diocèses. Les Jésuites cependant ne se tinrent pas pour battus. Du Bellay les privait de toutes fonctions sacerdotales dans

les églises soumises à sa juridiction ; ils passent l'eau , et , sous la conduite du Père Brouet , ils vont demander l'hospitalité au Prieur de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés. Cette abbaye n'était pas sous l'autorité épiscopale d'Eustache , et le faubourg Saint-Germain en relevait. L'Abbé reçoit les proscrits ; il les charge de continuer auprès de lui l'œuvre qu'ils ont commencée sur la rive droite de la Seine.

La Compagnie était sous le poids des censures de l'Evêque de Paris et de quelques prélats ; elle se voyait accusée par l'Université dans des ouvrages encore plus remplis de fiel que d'erreurs préméditées. Les Pères de Rome crurent qu'il était de leur devoir de répliquer à des livres , à des décrets que , dans le même temps , l'Inquisition et les Evêques d'Espagne proclamaient faux , scandaleux et injurieux au Saint-Siège. Loyola leur répondit comme le Christ : Je vous donne ma paix , je vous laisse ma paix ! et il refusa de pousser les choses plus avant. Mais l'année suivante (1553) , le Cardinal de Lorraine vint à Rome ; il avait à sa suite Claude Despençe , Jérôme de Sauchièrre , qui fut cardinal ; Crespin de Brichanteau et René Benoît , quatre des plus fameux docteurs de la Faculté de Paris. Ignace saisit l'occasion d'expliquer son Institut à ceux qui s'en étaient faits les juges.

Une conférence fut indiquée en présence du Cardinal , dans son palais même. Les quatre Français y assistèrent ; ils avaient pour contradicteurs Laynès , Olave , Polanque et Frusis. Olave n'était pas seulement un des députés de sa Compagnie ; à ce titre il réunissait encore ceux de docteur de Sorbonne et de l'Université de Paris elle-même ; il se chargea donc de soutenir le principal choc. Les réponses qu'il fit aux pressantes difficultés que René Benoît soulevait existent encore. Elles parurent conduites à Despençe , à Sauchièrre et à Brichanteau , qui , poussés par le Cardinal , déclarèrent , selon le témoignage de l'historien Orlandini , que le décret avait été publié sans connaissance de cause. René Benoît lui-même n'en disconvint pas ; ces aveux ne produisirent que plus tard une réaction favorable à l'Institut.

Les Jésuites en Corse. Le Général ne s'occupait pas seulement des royaumes de l'Europe et des Missions du Nouveau-Monde , il avait appris la situation dans laquelle l'île de Corse languissait. Chrétienne de nom , mais retombée dans une espèce de barbarie à la suite des tourmentes qui la désolèrent , cette île ne savait ni obéir ni commander. Le joug des Génois lui était odieux , et elle n'avait fait de sa liberté qu'une violence continue. A la faveur de ces éternels conflits , rendant les esprits encore plus mobiles que les flots dont est battu le rivage de la Corse , la dépravation et l'ignorance s'étaient répandues partout. Les populations n'étaient plus catholiques ; à peine les prêtres se croyaient-ils chrétiens. La République

de Gênes possédait alors ce pays , qui naguère avait envoyé des députés à Charles-Quint pour lui annoncer que l'île se soumettait à son empire. « Nos concitoyens , lui dirent-ils , se donnent à votre majesté impériale. — Et moi , reprit l'empereur , je les donne tous au diable ! »

La mission d'Ignace n'était pas celle-là. Les Corses étaient ingouvernables ; la République de Gênes ne savait quel moyen employer pour les réduire. En ouvrant l'île aux Jésuites , elle crut avoir trouvé le remède cherché pendant si longtemps.

Sylvestre Landini et Emmanuel de Montemayor y pénétrèrent comme Visiteurs Apostoliques , au commencement de l'année 1553. Rien ne leur paraît impossible : ils parcourent les villages , les bois , les montagnes , où vivent dans la superstition , dans la polygamie ou dans l'inceste , ces peuplades que les haines de famille à famille empêchent même de se réunir en société. Ils éclairent par leurs discours , ils édifient par leur conduite , ils instruisent par leur patience. Une révolution s'opère dans ces natures incultes , et peu à peu la Corse apprend à connaître les bienfaits de la civilisation.

La mort de Pierre Lefèvre , les énergiques imprudences de Bobadilla auraient pu retarder en Allemagne les progrès de la Compagnie et sa lutte acharnée contre le Protestantisme , si Lejay et Canisius surtout n'eussent pas tenu tête aux obstacles. Pour éprouver ce jeune homme dont Charles-Quint avait loué la prudence , Ignace l'envoya pendant l'année 1548 professer la rhétorique à Messine , où un Collège venait d'être fondé. Après ces douze mois d'épreuve , le Général ne put consentir à se priver plus longtemps d'un tel orateur. Il reçoit à Rome la profession des Quatre Vœux de Canisius , et avec Salmeron il le lance sur l'Allemagne.

A Ingolstadt , où Guillaume duc de Bavière les attendait , ils furent accueillis par l'Université avec les honneurs dus à des maîtres aussi consommés. Salmeron expliquait les Epîtres de saint Paul , Canisius commentait saint Thomas. De leurs chaires , ils passaient aux hôpitaux. Après avoir révélé aux esprits germaniques la profondeur des livres sacrés , ils allaient dans l'école des enfants ; ils se faisaient petits comme eux , ignorants comme eux.

En 1550 , Canisius est , d'un consentement unanime , nommé recteur de l'Université. On l'avait forcé d'accepter ces fonctions ; il en prend les charges , en abandonne aux pauvres tous les bénéfices , et s'occupe aussitôt des réformes dont elle a besoin. Dans toutes les Facultés , dans les hautes sciences principalement , les novateurs étaient parvenus à introduire une manière d'étudier qui nuisait aussi bien à la Foi qu'à la logique. Ces désordres disparaissent , et dans les archives de la ville d'Ingolstadt on trouve encore un monument de sa reconnaissance pour le

Canisius
en Alle-
magne.

Père, qui est, selon les registres, « l'incomparable Canisius. » Le duc Guillaume meurt; mais en mourant il recommande à son fils Albert de continuer aux Jésuites l'affection qu'il leur porte. Albert exauça le vœu de son père.

Canisius a renouvelé Ingolstadt; il va répondre aux prières des Evêques de Naumbourg, de Strasbourg, de Friesen et d'Aichetett; mais le duc Albert le retient. Le roi Ferdinand, son beau-père, s'adresse à Loyola : Canisius est nécessaire dans la capitale de l'Autriche. Loyola écrit au duc de Bavière « qu'il ne fait que prêter Canisius au roi des Romains; et sur cette assurance, Albert se sépare du Jésuite. En 1551, il est à Vienne; Ferdinand désire y créer un Collège de la Compagnie. Sur ses instances, le Général lui envoie dix Coadjuteurs, dont Nicolas de Lannoy est le chef, sous l'inspiration de Lejay. Lejay meurt le 6 août 1552, laissant à Canisius le soin d'achever tout ce que sa vie, consumée dans l'apostolat, lui permit d'entreprendre.

Malgré la tendresse filiale du frère de Charles-Quint pour l'Eglise, l'Hérésie faisait d'affreux ravages dans ses Etats. Depuis plus de vingt ans, personne n'avait été promu aux Saints Ordres dans la ville de Vienne. Il n'y avait plus de Clergé, plus de prêtres dignes de l'épiscopat, plus de religion par conséquent. Les vieux ecclésiastiques ne se rappelaient qu'à peine leurs premiers devoirs; les uns vivaient sans religion, les autres étaient méprisés, parce qu'ils en parlaient quelquefois au peuple; la plupart avaient embrassé une des sectes qui divisaient l'Allemagne.

Canisius, dans sa chaire de l'Université, répandait parmi ses auditeurs la semence catholique, il inspirait aux docteurs la crainte des innovations; mais les progrès étaient trop lents à son gré. Il fallait commencer l'œuvre par la base. Il choisit donc cinquante jeunes gens; il les réunit dans une maison voisine du Collège, et là il les fait élever dans les principes que le Général a prescrits. C'était son séminaire.

L'Empire germanique n'avait pas seulement les Luthériens pour ennemis. Les Turcs envahissaient la Hongrie; ils menaçaient les frontières d'Autriche. La bataille de Temeswar leur en ouvrait les portes. L'armée impériale était vaincue, et à la honte de la défaite s'ajoutait le spectacle de la peste. Vienne se voyait dans une position horrible.

Le Protestantisme n'a pas comme la Religion Catholique le don de charité. Un Luthérien peut être humain, bienfaisant dans son intérieur; mais son culte, qui l'isole, qui l'individualise, s'oppose par sa nature même à ces immenses efforts de piété religieuse qui, par les monuments disséminés dans chaque ville, attestent le passage du Catholicisme. Le Père Lannoy et ses compagnons se dévouent pour les pestiférés;

ils apprennent à leurs élèves ce que c'est que la charité chrétienne, et tandis que la mort frappait à toutes les portes, tenues fermées par l'effroi, elle respecta celle des Jésuites, qui restait toujours ouverte aux malades et aux mourants.

Sur ces entrefaites, Frédéric Nauséa, évêque de Vienne, étant mort, le Roi des Romains, dont Canisius parcourait les provinces en réveillant la Foi assoupie, désigne le Père pour occuper ce Siége Episcopal. Canisius en écrit à Loyola; le Général détourne encore de la tête d'un des siens ces honneurs qui le surprenaient au milieu de ses travaux; et Ferdinand, une seconde fois trompé dans ses espérances, exige pour satisfaction que Canisius publie son Catéchisme.

Ce petit livre, populaire en Allemagne, a été traduit dans toutes les langues, approuvé par le Saint-Siége et par tous les Evêques; il a eu plus de cinq cents éditions. Ce n'était qu'un opuscule; mais il démontrait si victorieusement la vérité que le Protestantisme ne put jamais y répondre que par des satires.

C'est au Roi des Romains que l'Eglise est redevable de cet ouvrage, et la lettre par laquelle il demande à Ignace de le faire composer mérite d'être connue par sa portée politique. Ferdinand n'osait pas détourner Canisius de l'activité de ses prédications et de ses cours; mais Loyola pensa que lui seul, sur les lieux, pouvait répondre au vœu du prince. Il ordonna, et le Catéchisme parut. Voici cette lettre, datée du 15 janvier 1554, et qui, à trois cents ans de distance, témoigne avec quelles armes la vérité doit attaquer l'erreur : ces armes sont la presse et la publicité.

« *Honorable, religieux, cher et dévoué ami,*

» Nous avons appris que les hérésies et les dogmes pervers qui, dans ce siècle, se glissent et se disséminent dans toute la république chrétienne, se sont propagés en Allemagne et y ont jeté dans les esprits de profondes racines. La principale raison en est que les docteurs du mensonge et les hérétiques ont résumé en quelques articles courts leurs erreurs, et qu'ils les répandent dans le public. Nos Pasteurs en Allemagne s'endormant quelquefois au grand détriment du troupeau orthodoxe, non-seulement une foule de ces résumés plus ou moins étendus, mais encore des catéchismes, des lieux-communs et autres libelles composés par les hérétiques en latin et en allemand, sont, à cause de leur brièveté, vendus à vil prix et facilement confiés à la mémoire, et n'en sont pour cela même que plus goûtés et plus recherchés du peuple.

» Considérant attentivement par quels remèdes on pourrait arrêter cette peste, il nous a

Canisius refuse l'évêché de la capitale de l'Autriche.

Son catéchisme.

Lettre du roi des Romains.

semblé qu'il n'y en avait pas de plus efficace et de plus aisé que d'employer pour arracher les hérésies les mêmes industries dont se servent les Schismatiques pour les répandre, à savoir : que nos prélats et nos théologiens orthodoxes rédigeassent un abrégé de théologie qui pût servir de règle à tous, tant ecclésiastiques que séculiers, et que tous pussent se procurer à bas prix.

» Nous avons donc pris la résolution de charger de ce travail quelques-uns des docteurs et des Frères de votre Ordre qui sont dans notre Académie de Vienne; mais nous avons reconnu qu'ils sont d'ailleurs si occupés dans la vigne du Seigneur, soit par les travaux d.s classes, soit par la prédication, qu'ils ne pourraient pas se livrer à ce nouveau travail sans que leurs disciples et les fidèles en souffrissent. Mais comme nous ne doutons pas que vous n'ayez à Rome grand nombre d'hommes très-doctes de votre Ordre que vous pourriez charger d'une œuvre si pieuse et si nécessaire, et qui auraient plus de temps pour l'entreprendre et l'exécuter, et que nous sommes d'ailleurs convaincu que vous ne nous refuserez pas cette grâce; nous vous conjurons et supplions, moins par égard pour nous qu'en vue du bien et du salut de la Chrétienté tout entière, de charger quelques-uns des hommes savants qui sont près de vous de composer cet abrégé de théologie et de nous l'envoyer quand il sera terminé.

» Nous aurons soin de le faire imprimer aussitôt et de le faire expliquer et enseigner, non-seulement dans notre Académie de Vienne, mais de le faire également imprimer et enseigner, et même, autant que nous le pourrions avec l'aide du Seigneur, mettre en pratique dans tous nos royaumes et nos autres provinces. Nous veillerons surtout à ce que les curés et les autres qui ont charge d'âmes s'en servent. Du reste, sachez que vous et ceux aussi qui se consacreront à ce travail, vous ferez non-seulement une œuvre qui me sera agréable, mais que par là vous mériterez bien et de nos provinces et de tout l'univers chrétien. Le Seigneur, de la gloire duquel il s'agit ici principalement, vous accordera à vous et à eux, en vue de vos fatigues, quelque grandes qu'elles puissent être, une digne récompense, je veux dire une couronne qui ne se flétrira jamais. Pour nous, nous n'oublierons pas un si grand bienfait, et nous le reconnaitrons par notre bienveillance et notre libéralité envers vous et envers votre sainte Société.

» Donné en notre ville de Vienne, le 15 janvier 1554, l'an vingt-quatre de notre règne romain et vingt-huit des autres règnes. »

Canisius avait refusé l'évêché de Vienne. A la prière du Roi des Romains, Ignace lui ordonne d'accepter les fonctions d'administrateur de ce siège, mais sans jamais toucher aux

riches revenus qui y sont attachés. Canisius obéit, et, fort de l'autorité dont il est investi, il ne s'occupe qu'à réaliser le bien qui est dans son âme.

Le nom des Jésuites, porté au cœur de l'Allemagne par les prédications de Lejay et de Canisius, fixait l'attention des peuples et des princes. Le vaivode de Transylvanie en réclamait pour ses Etats; l'archevêque de Gran les appelait en Hongrie; l'évêque de Breslau sollicitait de pareils ouvriers pour la Silésie; l'historien polonais Crommer, ministre du roi Sigismond à Vienne, priait Canisius d'écouter favorablement les vœux de la Pologne et les siens propres. Le Père était le docteur de l'Allemagne; l'Allemagne catholique venait aux Jésuites. Cette lumière qu'il projetait, il fallait la répandre : les forces d'un seul homme n'y suffisaient pas. Pour continuer son œuvre, il pensa qu'il n'existait pas de moyen plus efficace que de créer des Collèges. Celui de Vienne prospérait; en 1553 il en établit un autre à Prague.

Il y avait sur les bords de la Moldau un grand nombre de Juifs et de Hussites. Ces différentes sectes jointes aux Luthériens formaient une masse toujours compacte contre l'Eglise catholique, toujours prête à l'attaquer avec les armes que la passion lui fournissait. Canisius avait voulu que le Collège de Prague fût ouvert aux enfants catholiques et aux ennemis de la Foi. Cette facilité qu'on accordait à leurs fils de suivre les cours exaspéra quelques hommes. Des menaces sont adressées aux Jésuites; on les poursuit dans leurs personnes, on les poursuit dans leurs élèves. L'orage s'apaise enfin, et Canisius triomphe dans sa patiente énergie.

En 1556, Loyola décide qu'une Province sera créée en Allemagne sous le nom de Province de la Germanie Supérieure; Canisius en est nommé le premier Provincial.

Tout ce que nous racontons avait été inspiré, dicté et conduit par le chef de l'Ordre. Pendant tout son Généralat, il ne s'absenta que deux fois de Rome : la première fois, pour aller, par ordre du Pape, rétablir la paix entre les habitants de Tivoli et leurs voisins de San-Angelo; la seconde, pour réconcilier à Naples le duc Ascanne Colonne et Jeanne d'Aragon, sa femme. De la Ville Eternelle Ignace gouvernait tous les ouvriers de l'Evangile disséminés dans le monde. Il prenait part à leurs combats; il s'associait aux maux de l'Eglise, il cherchait à réparer ses pertes; il excitait la ferveur des princes chrétiens; il correspondait avec Jean III de Portugal, avec le Roi des Romains, avec le cardinal Henri, infant de Portugal; avec Hercule d'Este, duc de Ferrare; avec Albert de Bavière et Philippe d'Espagne. Il dirigeait Marguerite d'Autriche, fille de Charles-Quint; il veillait avec la même sollicitude aux imperfections les plus légères du dernier Novice et aux plus grands intérêts sur

lesquels les puissances de l'Europe lui demandaient conseil. Il envoyait Jean Nugnez et Louis Gonzales racheter ou confirmer dans la Foi les Chrétiens que les Corsaires de Fez et de Maroc gardaient en esclavage.

Si Charles-Quint donnait ordre à son armée de passer en Afrique pour abattre la puissance du pirate Dragut tenant la Méditerranée sous la terreur, Laynès s'embarquait avec cette armée, et Loyola, cet homme naïf et sublime, adressait au général ainsi qu'aux soldats la réponse suivante. C'est la proclamation d'un vieux capitaine et la prière d'un Chrétien.

« **IGNACE DE LOYOLA,**

GÉNÉRAL DE LA COMPAGNIE DE JÉSUS,

» Aux illustres Seigneurs, aux nobles et courageux Généraux et Soldats, et à tous les Chrétiens qui font la guerre en Afrique contre les Infidèles, la protection et le secours de Jésus-Christ Notre-Seigneur, et en lui le salut éternel.

» Le très-excellent seigneur Jean de Véga, vice-roi de Sicile et chef suprême de cette sainte expédition, m'ayant demandé par lettre, en son nom et au nom de toute l'armée, de supplier notre Très-Saint-Père le Pape Jules III d'ouvrir pour vous, qui êtes retenus dans les pays infidèles et combattez pour la gloire du Christ et l'exaltation de notre sainte Foi, le Jubilé qu'il a ouvert en faveur de ceux qui viennent à Rome et y visitent certaines églises; Sa Sainteté, en vertu de sa bénignité apostolique, a accordé avec joie à vous tous cette grâce. Il faut donc que vous soyez contrits et que vous vous confessiez, afin que vous combattiez contre les ennemis de la sainte Croix avec d'autant plus d'ardeur, de courage et de force, que vous verrez plus grande la libéralité du Dieu très-haut et de l'Eglise son épouse. Ainsi vous retireriez les plus heureux fruits de la guerre, soit la victoire dans le combat, soit la béatitude éternelle à celui qui mourra après avoir obtenu le pardon de ses péchés. Afin donc de vous notifier l'impétration de cette grâce, il m'a semblé bon dans le Seigneur de vous écrire cette lettre et de la signer du sceau de notre Société.

» Donné à Rome le 7 des Ides de juillet 1550 (9 juillet 1550). »

Si l'archevêque de Gènes manifeste le vœu de réunir les Barnabites de Milan à la Compagnie, si d'autres prélats font de semblables propositions à l'égard des Frères Somasques et des Théatins, Loyola, tout en professant l'estime la plus cordiale pour ces différentes religions, se refuse à de pareils desirs. Il déclare que chaque Ordre doit rester dans son état naturel, suivre séparément sa propre règle et tendre à sa fin particulière.

C'est pour arriver à ce terme, objet de tant

de préoccupations, qu'il dévore sa vie; mais ce terme, il l'atteindra, car sa volonté est inébranlable. Il a fait sur lui-même l'expérience des résultats que produisent les œuvres frivoles ou les livres qui portent au doute. Les principes d'Erasmus, les charmes de son style ont, ainsi qu'il le disait avec tant d'énergie, détendu les ressorts de son âme. Il interdit la lecture de cet auteur, dont il redoute l'influence sur des esprits jeunes. En ce temps-là, et avec la Société qu'il venait de créer, Ignace avait raison. Erasmus, tout catholique qu'il était, ne savait avoir ni le courage de la conscience ni celui du génie. Comme pour donner gain de cause à la prévoyance du Père, cet écrivain célèbre professait dans ses lettres, publiées après sa mort, une indifférence égoïste qui, aux yeux d'Ignace, était plus coupable que l'hérésie elle-même ¹.

Pendant la suspension du Concile de Trente, le Général a rappelé Laynès à Padoue. Pasquier-Brouet, premier provincial d'Italie, est envoyé par son ordre en France afin d'y hâter les progrès de l'Institut. Loyola lui choisit Laynès pour successeur. Pour bien commander, Laynès croit qu'il ne sait pas encore se z obéir : il le refuse. Loyola lui fait violence morale; mais à peine a-t-il pris le gouvernement de cette province qu'il s'étonne qu'on attire à Rome les Jésuites les plus distingués. Il se plaint par lettres de voir les Collèges d'Italie dénués de savants professeurs. Ignace lui réplique qu'à Rome se trouve le foyer de l'Ordre, et que c'est là qu'il doit briller dans toute sa splendeur, puisque c'est de la ville pontificale que sortent la plupart des Pères. Sans tenir compte de cette explication, Laynès, qui peut-être avait raison de dire qu'il ne savait pas assez obéir, écrit encore au Général touchant le même sujet.

Il était l'ami de cœur d'Ignace, son bras droit; une des gloires de la Compagnie, le Sacré Collège le désignait pour cardinal; mais Loyola ne tient aucun compte de toutes ces considérations, et il lui mande : « Réfléchissez sur votre procédé. Annoncez-moi si vous reconnaissez avoir failli; et, au cas que vous vous jugiez coupable, faites-moi savoir quelle peine vous êtes prêt à subir pour votre faute. »

Le despote intelligent avait commandé; l'esclave, plus intelligent encore, répondait de Florence :

« Mon Père, quand la lettre de Votre Révérence me fut rendue, je me mis à prier Dieu; et, ayant fait ma prière avec beaucoup de pleurs, ce qui m'arrive rarement, voici le parti que j'ai

Laynès
et sa désobéissance.

Son repentir.

(1) « Luther, écrit-il, nous a fourni une doctrine salutaire et de très-bons conseils. Je voudrais qu'il n'en pût dériver l'effet par des fautes impardonnables. Mais, quand il n'y aurait rien à reprendre dans ses ouvrages, je ne me suis jamais senti disposé à mourir pour la vérité. Tous les hommes n'ont pas reçu la force nécessaire pour être martyrs; et, si j'eusse été mis à l'épreuve, je crois bien que je n'eusse fait comme saint Pierre. » *Epistole Erasmi*. In *Jortin's life of Erasmus*, vol. 1, p. 275.

pris, et que je prends encore aujourd'hui, les larmes aux yeux. Je souhaite que Votre Révérence, entre les mains de laquelle je me remets et je m'abandonne tout à fait; je souhaite, dis-je, et je demande par les entrailles de Notre-Seigneur Jésus-Christ, que, pour punir mes péchés et pour dompter mes passions mal réglées, qui en sont la source, elle me retire du gouvernement, de la prédication et de l'étude, jusqu'à ne me laisser pour tout livre que mon Bréviaire; qu'elle me fasse venir à Rome demandant l'aumône, et que là elle m'occupe jusqu'à la mort dans les plus bas offices de la maison; où, si je n'y suis point propre, qu'elle me commande de passer le reste de mes jours à enseigner les premiers éléments de la grammaire, n'ayant nul égard à moi et ne me regardant jamais que comme l'ordure du monde. C'est là ce que je choisis tout d'abord pour ma pénitence. »

La soumission était complète, l'exemple le plus rare donné à tous; il ne restait plus qu'à venger la loi. Le Général se garda bien d'interdire l'étude à Laynès, c'était sa vie. Il lui ordonna de composer une Somme de théologie; et, pour l'aider dans la visite des Collèges, il lui adjoignit les Pères Viole et Martin Olave.

Jules III et Marcel II n'avaient fait que passer sur le trône pontifical. Le 23 mai 1555 le cardinal Caraffa était élu et prenait le nom de Paul IV. Il avait près de quatre-vingts ans; mais comme son nom de fondateur des Théatins s'était souvent mêlé aux destinées de la Compagnie de Jésus, les Pères de Rome furent tout alarmés de son élévation.

Ignace seul ne perd pas courage. A la première audience il se rend au palais. Pierre Caraffa n'était plus Théatin, plus cardinal; il apparaissait chef de l'Eglise. Il n'avait plus qu'à récompenser les services que la Société des Jésuites rendait à la Chrétienté.

La première pensée de Paul IV fut de revêtir Laynès de la pourpre romaine. A la nouvelle de cette promotion, Laynès se trouble. Ignace, toujours calme, le rassure; il lui dit que le Pape est trop juste pour l'arracher à son humilité. Paul IV, cependant, désirait triompher de leur résistance; pour accoutumer Laynès aux honneurs du Vatican, il lui ordonne d'y prendre un appartement, afin de veiller à la réforme de la Daterie.

La Daterie est le tribunal, chargé, à Rome, de tout ce qui regarde la collation des bénéfices ecclésiastiques, des évêchés et des abbayes. C'est aussi à ce tribunal que se distribuent les dispenses pour les mariages.

Des désordres de plus d'un genre s'étaient glissés dans cette branche d'administration, la plus compliquée et la plus importante du Saint-Siège. Laynès en étudie les vices; il les saisit, il les dénonce, il leur applique des remèdes efficaces. Mais, sentant que ce travail n'est qu'une

amorce pour le retenir au Vatican, il s'échappe un jour du palais et va se réfugier à la Maison Professe. Le Pape comprit qu'il ne fallait pas user de son autorité pour forcer Laynès à recevoir le chapeau de cardinal; il renonça donc à ce projet.

Depuis longtemps la santé du Général, minée par des travaux non interrompus, menaçait ruine. Ignace voyait sa fin approcher, et il ne cessait de s'occuper des soins que réclamait la Compagnie; enfin le mal fut plus fort même que son courage. Laynès, plus jeune, mais aussi affaibli que son maître, était lui-même à peu près désespéré. Dans cette situation Loyola crut opportun de s'associer un Père qui veillerait pour lui. Il ne voulut pas faire ce choix lui-même; il assembla tous les prêtres de la Société résidant à Rome, et il leur demanda de lui donner un vice-gérant. Le Père Jérôme Natal fut indiqué.

Loyola n'avait plus qu'à songer à son salut; il se retira en lui-même, ou plutôt il se mit à consoler les malheureux et à visiter les malades, comme pour apprendre à bien mourir en ayant à chaque instant sous les yeux le spectacle de la mort. Il était agonisant; mais sa pensée créait encore. Ce fut sur son lit de douleur qu'il établit pour la Compagnie les prières des Quarante Heures, que l'Eglise adopta et qu'elle célèbre pendant les trois derniers jours du carnaval. Ce fut là encore qu'il dicta ses dernières pensées sur la vertu et l'obéissance, testament plein de sagesse et qui atteste tout ce que cette tête si prodigieusement organisée conservait de force, même dans les épuisements de la vie.

Le vendredi 34 juillet 1556, à cinq heures du matin, il prononçait le nom de Jésus et rendait le dernier soupir. Il était âgé de soixante-cinq ans.

Il avait désiré trois choses sur la terre : voir les Souverains Pontifes confirmer son Institut, les entendre approuver le livre des Exercices Spirituels, et savoir que les Constitutions de l'Ordre étaient promulguées partout où travaillait un de ses disciples.

Ses trois souhaits étaient accomplis; Ignace mourait heureux.

Nous reconnaissons avec l'Eglise l'excellence des vertus, l'authenticité des miracles de ceux qu'elle place au rang des Saints. Loyola est de ce petit nombre d'élus. Les Protestants de bonne foi se sont unis avec la Catholicité pour rendre hommage à sa sainteté. « Nous ne croyons pas, dit Macaulay¹, qu'un lecteur impartial de ses écrits, un exact historien de sa vie mette jamais en question l'intégrité et la probité de cet homme; nous ne croyons pas qu'on puisse lui contester le mérite d'une dévotion à la fois sincère, habituelle et profonde. »

Mais c'est par les monuments utiles, par les

(1) *Edinburgh Review*, 1842.

Paul IV
adversaire
de la
Société.

Il veut
faire Lay-
nès car-
dinal.

établissements entrepris pour le bonheur de tous que le souvenir des morts se perpétue sur la terre. L'Eglise vénère en lui le chrétien, le religieux, le prêtre; l'histoire doit admirer le grand homme. Son panégyrique le plus vrai ressort de ses œuvres mêmes; voyons donc ce qu'il a laissé après lui.

En dehors de la Compagnie de Jésus, qui est elle-même un monument inimitable, il s'élève dans la capitale du Monde Chrétien deux édifices gigantesques auxquels le Général des Jésuites consacra ses dernières années. Ces édifices sont le Collège Romain et le Collège Germanique.

Le 16 février 1530, treize Scolastiques, conduits par le Père Pellelier, se transportait de la Maison Professe à une petite demeure qu'Ignace de Loyola venait de prendre à bail au pied du Capitole. L'habitation était étroite. Ces treize Scolastiques y vivaient d'une somme d'argent qu'avait donnée François de Borgia, duc de Gandie. A peine les classes furent-elles ouvertes dans ce collège improvisé, dont, selon le vœu du Général, l'accès était libre à tout venant désireux de s'instruire gratuitement, que l'on se vit forcé de chercher une demeure plus commode. Près de la Minerve, il s'en offrit une qui avait appartenu à la Famille Frangipani. Il la prit, et, afin de la disposer selon ses vues, il commença par y dépenser l'argent que le duc de Gandie avait affecté pour le futur Collège Romain. La maison était vaste. Ignace, comptant sur la Providence, aurait encore voulu l'agrandir pour y faire entrer tous ceux qui se présentaient. Elle était pauvre; mais, à cette croix d'indigence, une autre, plus difficile à porter, s'ajoutait en ce temps-là.

Les professeurs étaient Jésuites. Ils ne prélevaient aucun impôt sur l'éducation qu'ils dispensaient; ils ne consentaient même pas à recevoir de leurs élèves le pain qui, parfois, manquait à leurs besoins. Ce désintéressement, offrant tant d'avantages aux familles, ne devait pas plaire aux autres docteurs, qui, par la comparaison seule, comprenaient aisément que leurs cours seraient bientôt déserts. C'était tout à la fois pour eux une affaire de spéculation et d'amour-propre. La guerre entre les nouveaux religieux et les Universitaires de Rome commença donc avec le Collège Romain.

On calomnia les Pères de la Société; on tourna en ridicule leur maintien; on les insulta; on les couvrit de toutes sortes d'injures. Les accusations de mauvaise foi et d'hérésie précédèrent même celle d'ignorance. Il était impossible de persuader à la foule que les membres de l'Institut étaient des sectaires; on se plaça sur un meilleur terrain. Ils ne furent plus que des professeurs incapables. Loyola apprit ces accusations, et il se contenta de répondre : « Nous ne prétendons pas être des savants; mais, le peu que

nous avons appris, nous le communiquons volontiers à tous pour l'amour de Dieu. »

Aux querelles suscitées par la jalousie des Universitaires, les Hérétiques, qui avaient toujours l'œil sur Rome et sur la Compagnie de Jésus, dont ils ressentaient si cruellement les efforts, vinrent, dès l'année 1552, ajouter leurs propres machinations. Philippe Mélanchon envoya un des siens dans le camp ennemi. Homme déjà fait, habile dans l'art de la parole et surtout dans la connaissance des Saintes-Ecritures, il se glissa au cœur de la Société pour y faire germer ses doctrines. Il fut découvert et livré à l'Inquisition. D'autres tentatives furent faites; la vigilance les rendit inutiles.

En 1553, le Collège Romain commence à enseigner la théologie scolastique. Martin Olave occupe le premier cette chaire; Quentin Carlat tient celle de théologie morale; Frusis explique l'Ecriture-Sainte; Jean Ruggieri, François Roilet et Balthazar Turrian sont chargés des autres cours. Ignace avait apprécié l'excellence de la méthode dont l'Université de Paris se servait; il l'adopta, et, pour mieux la faire comprendre aux Italiens, il eut soin que tous les chefs de son Collège fussent tirés de cette Université. C'est un hommage dont elle n'a pas osé savoir gré au Général des Jésuites.

Avec de pareils maîtres, la science devenait facile aux élèves; mais cette facilité même était un embarras pécuniaire de plus. A toutes les représentations que l'on adressait à Ignace sur le nombre toujours croissant des Scolastiques et sur la pénurie proportionnée qui en était la conséquence, il répondait : « Allez, allez, le Ciel pourvoira à tous les besoins. » Et, dans la disette des choses les plus nécessaires à la vie, les professeurs livraient leurs disciples à toute l'ardeur des discussions scientifiques. Ce n'était pas seulement un séminaire pour la Compagnie que Loyola avait créé : c'était une maison où tout enfant, où tout homme acquérait le droit de recevoir l'instruction et de suivre le cours.

Le Pape Jules III, témoin du bien réalisé, avait promis à Loyola une dotation annuelle de deux mille écus d'or; mais il mourut avant de pouvoir donner à sa volonté une forme légale. Paul IV connaissait cette volonté de son prédécesseur : il annonça aux Jésuites qu'il était disposé à aller même au delà.

En 1555, les cent premiers élèves se disséminèrent dans les différents Etats de l'Europe; deux cents autres prirent leurs places. Ils ne possédaient rien; mais Loyola avait foi dans la Providence, et il acheta près de Thermes, de l'Empereur Antonin, une villa où les convalescents devaient aller respirer un air pur. En 1556, Paul IV accorda à cette maison tous les privilèges dont jouissaient les Universités.

L'année 1557 s'ouvrit sur une de ces solennités littéraires qui ont été si souvent reprochées

à l'Institut. Les écoliers du Collège Romain, qui fut transporté au palais Salviati, sur la place même où est situé l'édifice actuel, représentèrent un drame. Quoique Ignace fût mort, son esprit animait tous les esprits, et le Maître avait jugé utile ces jeux de la scène pour former le corps et développer l'intelligence. Le recteur du Collège était alors Natal. Emmanuel Sa, Polanque et Ledesma figuraient au nombre des docteurs. On comptait parmi les Scolastiques des Italiens, des Portugais, des Espagnols, des Français, des Grecs, des Illyriens, des Belges, des Ecossais et des Hongrois. Ces Scolastiques venus de tant de points différents, suivaient tous la même règle. Ils parlaient tantôt dans la langue de leur patrie, tantôt en latin, quelquefois en grec et en hébreu. Les dimanches et les jours de fête, ils consacraient les heures de la récréation à la visite des hôpitaux, des prisons ou des malades. Ils se faisaient prédicateurs sur les places publiques ; ils demandaient l'aumône pour la maison Professe ; puis, aux vacances de Pâques et d'automne, leur zèle s'étendait sur un plus vaste théâtre. Ils se livraient à des excursions dans la Sabine et dans l'ancien Latium ; mais ces excursions que l'étude pouvait rendre agréables, avaient un but plus chrétien. Ils évangélisaient, ils confessaient, ils catéchisaient. Tout dans leur vie, le plaisir le plus innocent lui-même, était rapporté à Dieu.

Ces succès n'étaient encore que des éventualités. Rien de fixe ne se préparait ni pour l'établissement ni pour sa dotation ; ils vivaient des bienfaits venus par hasard. Une position aussi précaire ne pouvait durer longtemps. On voyait entrer dans cette école des jeunes gens pleins d'avenir, tels que Possevin, Bellarmin et Aquaviva. On y entendait des hommes comme Jacques Avellaneda et Tolet. Les Jésuites, qui s'étaient formés sous ces grands maîtres se répandaient dans le monde. Tout cela pourtant n'empêchait pas la misère de pénétrer à la suite de l'éloquence. Le Pape Pie IV accordait bien chaque année des aumônes considérables, mais les besoins suivaient la même progression que l'accroissement.

En 1560, Le Souverain Pontife charge les Cardinaux Moroni, Savelli, Hippolyte d'Este et Alexandre Farnèse de pourvoir aux nécessités du Collège et de l'établir d'une manière stable. Du palais Salviati il est transféré tout à côté, dans un couvent que des Religieuses avaient abandonné. La marquise de la Tolfa, veuve de Camille Orsini et nièce du Pape Paul IV, était propriétaire de ce couvent : elle l'offrit aux Jésuites. On commença par construire la chapelle ; ils en furent les architectes et les maçons ; on y travailla pendant sept années.

Benoît Pérez et Perpinien donnèrent à leurs cours un relèvement extraordinaire. Les Cardinaux, les Docteurs, les Universitaires même

de Rome se pressaient autour de leurs chaires. S'ils avaient des paroles à la hauteur de cet imposant auditoire, d'autres Jésuites s'insinuaient aussi habilement dans le cœur des enfants. Le Père Jean Léon, afin d'augmenter leur ferveur, établissait pour les classes inférieures une petite Confrérie qui a été l'origine de la Confrérie de la sainte Vierge, maintenant répandue dans tout l'univers.

L'empereur Ferdinand 4^e écrivait à Pie IV le 6 mars 1560, en lui adressant des secours pour le Collège Romain : « De cette Maison, disait-il, grand nombre d'hommes d'une vertu et d'une science signalées ont été envoyés les années précédentes, non-seulement dans nos royaumes et nos domaines, mais encore dans tous les Etats d'Italie, en France, en Belgique et dans tous les autres royaumes de la Chrétienté, et même jusqu'aux Indes. Il n'est point d'année qu'il n'en sorte plusieurs sujets qui, disséminés dans les différentes parties du monde, propagent la vérité, défendent la Religion et raniment la Foi antique. »

L'année suivante, le 24 novembre 1561, ce n'était plus un prince séculier qui faisait l'éloge du Collège Romain, mais le Souverain Pontife lui-même. Philippe II avait défendu de laisser sortir d'Espagne l'argent destiné à cet établissement, et Pie IV, à cette occasion, lui adressait un bref dont nous citons quelques fragments :

« Entre tous les Ordres, dit le Pape, la Société de Jésus mérite une spéciale protection du Siège Apostolique. Quoique arrivés les derniers de tous à la neuvième heure pour cultiver la vigne du Seigneur, ces laborieux ouvriers non-seulement en ont arraché les ronces et les épines, mais ils l'ont étendue et propagée dans d'autres contrées. Nous avons dans cette ville le premier Collège de cet Ordre : il est comme la pépinière de tous les autres qui s'établissent en Italie, en Allemagne et en France. De ce Séminaire fécond le Siège Apostolique tire des ministres choisis et capables, comme autant de plantes pleines de sève et abondantes en fruits, pour les jeter dans les lieux où les besoins sont les plus grands. Ils ne refusent jamais quelque travail que ce soit pour l'honneur de Dieu et le service de ce Siège Apostolique ; ils vont sans crainte partout où ils sont envoyés, même dans les pays les plus hérétiques et les plus infidèles, et jusqu'aux extrémités des Indes. Nous devons donc beaucoup à ce Collège, qui a si bien mérité et qui continue à bien mériter de la Religion Catholique, et qui est si dévoué au service de Notre-Seigneur Jésus-Christ et de la chaire de saint Pierre. Mais afin que, placé dans cette ville comme dans la citadelle de la Religion Chrétienne et le centre de l'Eglise Catholique, il puisse être utile à tous ses membres, il convient que non-seulement nous le soutenions, et nous ne manquons pas à ce devoir ; mais il réclame

aussi les secours de tous les Chrétiens pieux ; il a surtout besoin du vôtre et de votre protection. Nous avons donc voulu par ces lettres vous faire connaître le fruit très-grand et si opportun que l'Eglise universelle en retire. »

Le Collège Romain croissait comme Jésus enfant en piété et en science. Alde Manuce, le savant éditeur de Salluste, publiait en tête de son ouvrage l'éloge de cette Maison, qu'il était venu visiter ¹. Le cardinal Charles Borromée l'encourageait de sa présence et de ses conseils. Le cardinal Marc-Antoine Colonne, archevêque de Tarente, demandait à subir ses examens pour le grade de docteur devant les maîtres du Collège Romain. Pie IV, recommandant au Roi de France les Pères de Paris, lui cite, pour exemple du bien qu'ils peuvent faire par l'éducation, cet établissement qui, peu d'années après la mort du Pontife, s'ouvrait à plus de mille écoliers.

Les Jésuites n'avaient pas seulement le don de rendre l'instruction aimable; ils recherchaient aussi les moyens propres à exciter l'émulation. Dans la dernière année de sa vie, en 1564, Laynès inventa à Rome la distribution publique des prix, solennité si douce au cœur des mères, si magique dans la vie des enfants et même dans les souvenirs de l'âge mûr. Le cardinal Farnèse s'associa à cette pensée; il fit les frais des ouvrages que les professeurs distribuèrent aux plus dignes. La splendeur de la cérémonie et ses heureux effets sur les études la rendirent populaire dans toutes les Maisons de la Compagnie; plus tard elle fut adoptée partout comme une récompense et un stimulant : le monde littéraire marcha sur les traces du Collège Romain.

En 1576, le Père Bellarmin y commença ses

célèbres controverses. Les cardinaux Charles Borromée et de Lorraine avaient pris la Maison sous leur protection spéciale; ils fournissaient, ainsi que les Papes, aux plus pressants besoins. Lorsque, dans la quatrième Congrégation générale, les Jésuites assemblés supplièrent Grégoire XIII de donner au Collège une base plus durable, le Souverain Pontife consulta le cardinal Matteo Contarelli.

« Saint-Père, lui répond ce dernier, vos prédécesseurs et vous-même avez fait une statue semblable à celle de Nabuchodonosor : le Collège Germanique est sa tête d'or, le Collège Anglais sa poitrine d'argent; mais le Collège Romain, qui sert d'appui à cette statue et qui soutient toutes les autres, a des pieds d'argile. Affermissons-le donc, afin qu'un jour tant de dépenses utiles ne soient pas perdues. »

Le Pape comprit que cette situation devait avoir un terme. Ordre est donné de construire l'immense édifice que Loyola avait entrevu dans ses prophétiques espérances. Des revenus fixes et suffisants sont assignés pour payer les dettes contractées et pour entretenir les professeurs.

Le registre des élèves pour l'an 1584 porte le chiffre de 2407. Jusqu'en l'année 1594, ce chiffre ne varia guère.

La famine et la peste envahissaient l'Italie; le Collège ouvrit ses portes à tous les orphelins. Les Scolastiques les reçurent comme des frères. Louis de Gonzague, devenu par la sainteté de sa vie le patron de la jeunesse, mourait cette année-là même dans le Collège Romain, où il étudiait la philosophie. Le Père Tucci, poète, orateur, historien, philosophe et canoniste, expirait, lui aussi, dans cette même Maison, dont il fut l'une des gloires littéraires.

Le Pape Grégoire XIII mérite donc, après Ignace de Loyola, le titre de fondateur de l'établissement; en 1623, un élève de ce collège fut un de ses successeurs sous le nom d'Urbain VIII. Depuis cette époque, le Collège Romain n'a pas cessé de produire des hommes distingués, soit dans les lettres, soit dans la politique, soit dans les sciences, soit dans la sainteté. Sept autres Papes : Innocent X, Clément IX, Clément X, Innocent XII, Clément XI, Innocent XIII et Clément XII, qui marquent avec tant d'éclat dans les annales de l'Eglise, sortirent de cette Maison. Elle avait d'illustres élèves, mais ses professeurs n'étaient pas moins célèbres : on vit tour à tour dans ses chaires Sacchini, Maffei, Clavius, Mariana, Maldonat, Suarez, Azorio, Vasquez, Cornelius a Lapide, Pallavicini, Conti, Kircher, Martinez et Casati. On y formait des savants, on y élevait des Saints tels que Jean Berchmans, saint Camille de Lellis, le bienheureux Léonard de Porto-Maurizio et le vénérable Pierre Berna, martyr.

Ce n'était plus le Collège des Jésuites, il devenait le Collège du monde entier; car tous les

(1) Cet éloge se trouve dans l'édition des Œuvres de Salluste imprimée à Venise en 1567. L'épître dédicatoire, dont nous ne traduisons qu'un fragment, est à la date de 1563, et elle porte :

« Au Collège Romain, Alde Manuce, fils de Paul Manuce.

« Je ne le cacherais pas : appelé à Rome l'an dernier par mon père, je m'y rendis avec un grand empressement. J'étais rempli du désir de voir de mes yeux ce qui souvent avait fait le charme de mes études. J'allais fouler ce même sol qu'avait habité tant de personnages illustres. Aussi avec quel plaisir n'ai-je pas parcouru ces vieux monuments qui nous rappellent le génie de l'artiste, les souvenirs et les gloires de l'ancien temps ! Mais ni les statues de marbre ou de bronze, ni l'aspect des sept collines, ni l'éclat auguste du Capitole ne charma et ne ravit autant mon esprit que la splendeur de l'ordre de votre Collège. Là rien pour une vaine délectation ou pour des intérêts passagers; là j'ai vu tout dirigé vers une fin solide et glorieuse, le salut éternel des âmes. Aussi tous les jours une affluence toujours nouvelle se presse-t-elle autour de vous.

« Dans l'entreprise de si nobles travaux, ce n'est point l'honneur ou l'honneur, ce mobile de l'émulation parmi les hommes, mais une récompense céleste qui vous a été proposée ; et cette nouvelle ambition, allumée, il y a peu d'années, par le grand Ignace de Loyola, ne s'éteindra jamais ; elle produira les plus heureux effets, non-seulement dans cette ville, mais aussi dans tout l'univers. Quelle ville, quelle nation, quel peuple sincèrement attaché aux lois de Jésus-Christ qui n'approuve votre Institut, ne vous reçoive dans son sein et ne vous appelle pour instruire la jeunesse, conserver les bonnes mœurs, étendre l'empire de la religion ! »

autres établissements de Rome se faisaient honneur de n'être qu'une de ses succursales. Rome avait la suprématie de l'éducation ; on prétendait néanmoins que l'Eglise Catholique était ennemi des lumières, et, dans cette seule ville, il existait quatorze écoles qui, en dehors de leurs cours particuliers, suivaient ceux des Jésuites. Par la simple nomenclature de leurs noms on verra de quelle manière le Saint-Siège répondait au reproche d'obscurantisme et d'ignorance que la mauvaise foi lui a si souvent jeté : les Collèges des Anglais, des Grecs, des Écossais, des Maronites, des Irlandais et des Néophytes ; les Collèges Capranica, Fuccioli, Mattei, Pamphili, Salvati, Ghislieri, le Collège Germanique et le Collège Gymnasio ¹, composaient cette brillante pléiade.

Ignace jetait les bases d'un monument ; il ne s'arrêta pas dans ses créations.

L'hérésie avait mordu l'Allemagne au cœur. Chaque année, l'Eglise voyait une des provinces germaniques se détacher du centre de l'Unité, pour se rallier au drapeau de Luther ou de ses disciples. Afin de défendre cet empire, l'un des plus beaux fleurons de la couronne de saint Pierre, Loyola avait dirigé vers l'Allemagne tous les efforts de Lefèvre, de Bobadilla, de Lejay, de Salmeron et de Canisius ; mais quelle que fût la puissance d'entraînement de ces cinq hommes, ils ne pouvaient pas se multiplier selon les besoins. Leur petit nombre les empêchait de répondre à tous les désirs.

Il y avait d'ailleurs une autre raison que les Protestants ne cessaient de mettre en avant pour enlever aux Chrétiens toute foi dans la parole des Jésuites. Les Protestants tournaient contre les Pères et contre la Papauté le vœu d'obéissance au Saint-Siège. Cet obstacle, dont Ignace avait plus d'une fois constaté les effets, était pour lui un stimulant ; il conçut la pensée d'un Collège spécial, où seraient élevés, à Rome, les Allemands que l'on arracherait à l'hérésie. Le Général savait par expérience qu'il est plus aisé de former cent jeunes gens que de façonner un homme mûr ou un vieillard à des études ou à des mœurs nouvelles. Il lui venait bien des auxiliaires d'Italie, d'Espagne, de France et même d'outre-Rhin ; mais ces auxiliaires, déjà prêtres pour la plupart, ne se pliaient que difficilement au joug. Loyola aspirait à mieux ; il lui fallait des prêtres qui, pleins de vie et d'ardeur, pussent reporter dans leur patrie le zèle dont il les aurait animés. A ces prêtres, que l'excellence de leurs vertus ferait missionnaires,

que la perfection de leurs études rendrait théologiens et prédicateurs, il attacha le salut de l'Allemagne. Il avait si sagement calculé, que les Luthériens eux-mêmes le confessaient. L'historien de la Suisse, Jean de Muller, dit ¹ : « La Réformation se serait peut-être répandue bien plus généralement sans les combats que soutinrent les Jésuites pour en arrêter les progrès. »

L'idée d'un Collège Germanique était dans la tête de Loyola. Pour lui, concevoir c'était déjà avoir entrepris. Il n'a aucune ressource pour fonder l'édifice, pas même d'argent pour appeler à Rome les jeunes gens qui formeront le noyau de l'établissement. Cependant Ignace ne désespère ni de la Providence ni des hommes.

Le cardinal Moroni avait vu de près les misères de l'Eglise Catholique d'outre-Rhin ; le Général s'adresse à lui ; il lui fait part de ses plans. Moroni les approuve ; le Cardinal Marcel Cervini s'y intéresse. Tous deux parlent au Souverain Pontife, Jules III, de la nécessité de ce projet. « Mais, qui soutiendra ces dépenses ? s'écrie le Pape effrayé de la grandeur du dessein. La guerre de Parme a épuisé le trésor public ; nous sommes obérés. J'offre à l'instant même une partie de mes revenus annuels ; mais cet argent ne suffira pas pour faire sortir de terre le Collège. — Ce qui manquera, Très-Saint-Père, répond Moroni, sera fourni par les Cardinaux ; votre Béatitude donne l'exemple. Des hommes de ce caractère ne voudront pas rester en arrière. Votre Sainteté s'impose des sacrifices pour venir au secours de l'Allemagne ; il est du devoir des princes de l'Eglise de marcher sur les traces de leur chef. »

Cervini tint le même langage. Jules III les chargea de consulter leurs collègues : tous se montrèrent favorables à l'entreprise du Général de la Compagnie de Jésus, tous s'empressent de s'y associer.

Un Consistoire est indiqué. Le Pape dépeint à ses vénérables Frères la position de l'Eglise Germanique ; il demande à chacun de proposer son avis sur les moyens de remédier à un pareil état de choses.

Le premier cardinal qui prit la parole ne voyait que l'action catholique à opposer à l'action luthérienne ; il prononça le mot de Croisade ; il invoqua le souvenir de Godefroi de Bouillon, de Richard Cœur-de-Lion, de saint Louis, et de tous ces princes d'Allemagne qui, à tant de reprises différentes, avaient porté leurs armes dans la Palestine. « Ce n'est plus, disait-il, le tombeau du Christ qui est profané ; c'est son règne. Ce que les peuples chrétiens ont entrepris pour la délivrance du Saint-Sépulcre, ne le réaliseront-ils pas pour le triomphe de leur Foi ? »

(1) Ces quatorze établissements étaient des institutions fondées, les unes par des papes ou des cardinaux, les autres par des princes ou des évêques. Parmi ces Collèges, quelques-uns n'existent plus : les autres, qui ont résisté aux efforts du temps et aux bouleversements politiques, conservent encore le nom de leurs fondateurs. Les élèves des Collèges Capranica, Pamphili, Salvati, ceux du Collège Germanique, des Irlandais, des Écossais et des Nobles comptent encore parmi les auteurs du Collège Romain.

(1) *Histoire universelle*, t. III.

Les temps n'étaient plus les mêmes. L'Europe était divisée, morcelée, et les monarques catholiques avaient trop d'ambitieux calculs dans le cœur, trop de rivalités dans l'esprit, le Saint-Siège trop de faiblesse morale pour s'arrêter à un conseil chevaleresque.

Moroni connaissait la pensée de Loyola ; il s'était chargé de la développer : il fit sentir les avantages et la nécessité d'un Collège fondé à Rome, dans lequel on élèverait, sous les yeux du Souverain Pontife, des prêtres allemands destinés à entretenir la Religion au cœur de l'Allemagne, par leur piété et par leur doctrine. Le Cardinal Cervini soutint la proposition. Les trente-trois cardinaux, qui assistaient au Consistoire, déclarèrent à l'unanimité que l'établissement du Collège conçu par Ignace était la seule chose praticable, la seule utile.

Jules III descend de son trône et il écrit :

« Pour une œuvre si pieuse, si sainte et si louable, nous donnerons tous les ans cinq cents écus d'or. »

Les cardinaux s'empressent d'apposer leurs signatures à la suite de celle du Pape. Dans l'espace de quelques minutes, la somme des souscriptions annuelles s'éleva à 3065 écus d'or¹. L'histoire doit conserver le nom de ceux qui s'associèrent à la création du Collège Germanique.

Le Cardinal d'Ostie,	400 écus d'or
Le Cardinal Porto,	400 [par an.
Le Cardinal de Tournon,	80
Jean du Bellay, card. de Paris,	450
Le Cardinal Carpi,	40
Le Cardinal de Saint-Jacques,	400
Le Cardinal de Sainte-Croix,	80
Le Cardinal Moroni,	420
Le Cardinal de Trente,	420
Le Cardinal d'Armagnac,	60
Le Cardinal d'Augsbourg,	420
Le Cardinal Cueva,	420
Le Cardinal Cesi,	400
Le Cardinal Pacheco,	400
Le Cardinal de Saint-Ange,	20
Le Cardinal de Lorraine,	240
• Le Cardinal Veralli,	40
Le Cardinal Medici,	50
Le Cardinal Crispi,	25
Le Cardinal de Pérouse,	400
Le Cardinal de Montepulciano,	40
Le Cardinal Campeggi,	40
Le Cardinal Poggi,	40
Le Cardinal de Saint-Clément,	40
Le Cardinal Farnèse,	420
Le Cardinal de Sainte-Flore,	420
Le Cardinal Polus,	400
Le Cardinal Simonetta,	50

Le Cardinal de Ferrare,	450 écus d'or
Le Cardinal Savelli,	40 [par an.
Le Cardinal d'Orvieto,	420
Le Cardinal del Monte,	200
Le Cardinal Cornely,	40

L'œuvre d'Ignace prenait vie. Ce fut lui que le Pape chargea de la direction à donner aux études. La veille des calendes de septembre, 31 août 1552, Jules III publie la Bulle d'érection du Collège : cette Bulle lui accorde de nombreux privilèges ; elle confère au recteur le droit de créer docteurs ceux des élèves qui, par leur science, seront jugés dignes de cet honneur.

Le Pape et les princes de l'Eglise avaient fait leur devoir ; il restait à don Ignace à remplir le sien. Le Général ne recule pas devant les difficultés. A peine a-t-il une somme assurée pour les premiers besoins qu'il se hâte d'écrire à Vienne et à Cologne ; il faut qu'on lui envoie des jeunes gens tels qu'il les demande. Le Collège est fondé à la date du 31 août. Loyola ne veut pas perdre de temps ; il établit des règles que plus tard Grégoire XIII adoptera ; il choisit pour premier recteur le Père Frusis, qu'il regarde comme le plus propre à diriger cette maison naissante. On n'enseignait au Collège Romain que le grec, le latin et l'hébreu. Ignace consulte le Pape. Par son ordre, des chaires de philosophie, de théologie, d'Ecriture-Sainte sont ouvertes au Collège Germanique, afin que les jeunes gens aient sous la main tous les éléments d'une forte éducation. Au mois d'octobre 1552, Loyola y réunissait dix-huit élèves ; l'année suivante on en comptait cinquante-quatre.

Dès les premiers jours de leur entrée, on les examinait avec soin pour voir s'ils étaient aptes au travail dont ils allaient être chargés ; après l'examen on les revêtait d'une robe rouge avec une ceinture noire, et ils signaient un formulaire de Foi. Au bout de quelque temps d'épreuves, ils s'engageaient sous serment à se conformer aux intentions du Souverain Pontife aussi bien pendant leur séjour dans le Collège qu'à leur sortie.

En apprenant que cet établissement est non-seulement en voie de création, mais que déjà il menace de prospérité, les Hérétiques ne purent retenir leur colère. Kenmitius, l'un de leurs chefs, s'écria : « Il ne manquait plus que cela : Ignace n'en a donc pas assez avec sa société ? il ne se contente pas de nous faire attaquer par des étrangers, le voilà qui nous jette sur les bras nos compatriotes eux-mêmes. »

Ces plaintes étaient motivées, elles prouvent que Loyola avait saisi l'Hérésie au vif. L'initiative était prise : il ne restait plus aux Catholiques qu'à s'y associer. Le duc de Bavière envoie à Rome son secrétaire Schreicher pour ériger

(1) L'écu d'or valait à peu près quatorze francs. La somme entière, eu égard à la valeur actuelle des métaux et des denrées, équivaldrait aujourd'hui à 300,000 fr.

une maison semblable en faveur de ses sujets. Le Roi des Romains choisit à Prague, à Ingolstadt et dans ses autres Universités, les jeunes gens qui font concevoir les plus brillantes espérances ; il les dirige sur Rome à ses frais.

Ce séminaire était organisé et administré avec un ordre si parfait que, sur la proposition du cardinal Moroni, Légat du Pape à Trente, le Concile adopta la plus grande partie de son règlement pour rédiger le décret relatif aux séminaires épiscopaux.

Jules III et Marcel II étant morts, Paul IV refusa toute espèce de secours au Collège. Le mauvais vouloir du Pontife ne décourage point Loyola. Les Sectaires profitent de cette occasion pour accréditer le bruit dans les Provinces Rhénanes que les élèves meurent de faim à Rome, et que les Jésuites, pour qui ils sont un surcroît d'embarras, les traitent avec des rigueurs inouïes. Ignace apprend ces rumeurs, il charge Canisius de les démentir, mais ce n'était pas assez.

La guerre suscitée entre Paul IV et Philippe II laissait à peu près sans ressource le Collège Germanique. Le Général, privé des dons annuels qui soutenaient son établissement, en dissémine les écoliers dans les différentes Maisons de la Compagnie. Son ami, Othon Truschez, cardinal d'Augsbourg, lui conseille de renoncer à l'entreprise ; plusieurs autres personnes lui font entendre le même langage. Loyola n'est point ébranlé. « Si on abandonne cette œuvre, disait-il, je m'en chargerai tout seul ; si je ne puis réussir par les moyens ordinaires, je me vendrai plutôt que de renvoyer mes Germaniques. »

Sa confiance était si entière que les difficultés mêmes semblaient la ranimer. « Il viendra un Pontife, répétait-il souvent, qui rétablira ce Collège avec une munificence digne du chef de l'Eglise et qui en assurera la perpétuité. »

Quelques années s'écoulaient dans ces alternatives. Mais ce que le Jésuite n'avait fait qu'espérer avec une foi toute prophétique, Grégoire XIII se plut à le réaliser. Ignace mourut, et, sur l'autel qui lui est consacré dans l'église de l'Apollinaire, on lit encore :

« Sancto Ignatio, Societatis Jesu fundatori, Collegium Germanicum auctori suo posuit ¹. »

Et chaque année, au réfectoire de cette Maison, lorsqu'à la veille de la fête de Loyola son nom est prononcé dans le martyrologe, tous se lèvent et découvrent leur tête en signe de reconnaissante vénération.

La mort de Frusis suivit de près celle d'Ignace ; mais Laynès avait hérité de tous les sentiments du Général pour le Collège Germanique. Usmar Goyson succède à Frusis ; Usmar essaie d'inté-

resser le Pape Paul IV à ce séminaire ; il parle, il fait parler : Paul IV reste sourd. Usmar s'adresse au Sacré Collège. Le Sacré Collège se réunit sous la présidence du cardinal Jean du Bellay, son doyen ; il s'engage à fournir autant d'écus d'or chaque mois qu'il y a dans ce moment de cardinaux à Rome : cette cotisation produisit un revenu annuel de quatre cents écus. Jean du Bellay fit mieux : à sa mort, il légua pour l'entretien des Germaniques un fonds de terre que, plus tard, les travaux entrepris par Sixte-Quint dans les Marais Pontins couvraient d'eau et rendirent improductif.

Ces secours permirent aux étudiants de retourner à Rome ; ils y revinrent, et avec un grand nombre d'autres sollicitant la faveur d'y être reçus. Pie IV, qui prenait le contre-pied de son prédécesseur, se montra le protecteur du Collège : il confia même à la Compagnie de Jésus la direction du Séminaire Romain créé sur le modèle du Collège Germanique. A la mort de Pie IV, en 1565, vingt ans s'étaient écoulés depuis la fondation, et plus de cent soixante élèves étaient sortis de cet établissement ; la plupart se signalaient déjà par leur zèle. En reconnaissance de l'éducation que Loyola leur avait fait donner, plusieurs entrèrent dans l'Institut ; quelques-uns même y acquirent de la célébrité en combattant l'Hérésie. Paul Hoffée ¹ est de ce nombre, ainsi que le Hongrois Etienne Arator, et le Jésuite Guillaume de Metternich, qui, dans la ville de Cologne, sa patrie, rendit à l'Eglise et à la Compagnie les plus importants services.

A peine Grégoire XIII fut-il assis sur la Chaire de saint Pierre que le cardinal Truschez et le Père Canisius lui exposèrent la nécessité où se trouvait le Saint-Siège de favoriser les accroissements dont la création de Loyola était susceptible. Grégoire XIII partage leur avis ; il envoie des Légats à l'Empereur, aux Rois et aux Princes catholiques. Ces Légats ont ordre d'intéresser les Souverains à une Maison dont tous les Etats d'Allemagne éprouvent depuis longtemps la salutaire influence. Le 6 août 1573, le Pape publie une Bulle par laquelle il accorde au Collège Germanique les biens et l'église d'un Monastère situé sur le Mont Aventin ; une rente de treize cents écus d'or lui est assignée. Par une autre Bulle en date du 9 janvier 1574, le Souverain Pontife consacre pour le Collège Germanique l'église et le palais de l'Apollinaire et tous les bâtiments qui y sont adjoints ; il l'exempte de tout impôt, il lui achète de ses deniers une villa où les élèves iront passer les vacances. Il leur donne des cardinaux pour protecteurs ; enfin il réalise par une pieuse reconnaissance tous les rêves dont un autre homme

(1) A saint Ignace fondateur de la Compagnie de Jésus et du Collège Germanique, le Collège Germanique a élevé ce monument.

(1) Dans une lettre d'Albert de Bavière, on lit :
« Petrus Canisius et Pautus Hoffeus ipsi docuerunt nos legem Iuam, Domine. »

qu'Ignace de Loyola n'aurait pas osé nourrir son imagination.

Le bien opéré avait quelque chose de si merveilleux qu'en 1577 le Pape Grégoire fonda le Collège Hongrois. Trois ans après, par sa Bulle du 13 avril 1580, ce Collège fut réuni au Germanique avec les revenus que le Saint-Siège avait fixés pour son entretien. L'œuvre de Loyola prospérait donc à Rome. Mais, pour être tenue en si particulière estime par les Souverains Pontifes, il fallait que cette œuvre répandît sur l'Allemagne de bien vives lumières. Les Papes lui portaient une affection paternelle; en étudiant dans l'histoire les progrès qu'elle a fait faire au Catholicisme, les luttes qu'elle a soutenues contre l'Hérésie, on comprend aisément le motif de cette affection.

L'Allemagne fournissait des jeunes gens au Collège Germanique; elle en retirait des prêtres instruits, vertueux et dont rien ne faisait chanceler la foi. A leur retour dans la patrie, ils communiquaient à leurs familles, à leurs amis, le fruit des leçons reçues.

Les novateurs ne cessaient de reprocher au Clergé ses mœurs déréglées. En présence de la chasteté de ces ecclésiastiques, le reproche n'était plus admissible.

Le célibat des prêtres avait toujours été pour les Sectaires un argument dont ils exagéraient la force aux oreilles de la foule. La pudeur, peut-être un peu sauvage, des Germaniques, leur attitude aussi modeste que réservée, rendait impossible la calomnie.

On accusait, et non sans motifs, le Clergé séculier et régulier de célébrer les offices avec une indifférence qui allait jusqu'au mépris ou l'incrédulité. Les Germaniques se montraient si pieux à l'autel que leur vue seule vengeait les saints Mystères du discrédit dans lequel les avait fait tomber l'irrévérence des prêtres.

On disait, on prouvait que le Clergé était avide; que par-dessus tout, il n'aspirait qu'à s'enrichir pour vivre dans l'abondance. La sobriété et le désintéressement des Germaniques s'élevaient enfin contre l'intolérable situation que le Clergé s'était faite, et qu'il se résignait à accepter.

Les prêtres étaient soupçonnés d'ignorance. En Allemagne, sur cette terre des savantes études, si le se rencontrait des Hérétiques qui, en torturant les textes de la Bible ou des Saints-Pères, se préparaient un triomphe facile. Ils argumentaient contre la Religion, et publiquement ils défiaient les prêtres de leur répondre.

Les prêtres se faisaient, et la foule les abandonnait pour courir aux Luthériens, dont la parole avait un vernis d'érudition. Les premiers élèves du Collège Germanique dissipèrent ces bruits. On les avait nourris du lait de la science. Le peuple les entendait confondre la dialectique des Sectaires; il savait qu'ils venaient de Rome, la source de toute doctrine; ils les adopta comme docteurs.

Le préjugé se forma en leur faveur: il subsiste encore. C'est un préjugé, car les masses ne sont pas aptes à prononcer sur d'aussi graves matières, mais ce préjugé a un fondement de raison qui en fait une vérité.

Les Allemands se prirent d'affection pour ces jeunes gens qui, afin de les conduire dans les sentiers du devoir, s'éloignaient de leur patrie, et allaient sous d'autres cieux demander des leçons et des exemples qu'ils ne trouvaient pas dans le sein de la famille allemande. Leur âge même excitait l'intérêt. Loyola avait conçu l'idée de l'établissement. Les Papes avaient tous les moyens nécessaires pour développer cette idée; ils le firent, et, aujourd'hui encore, il est impossible d'apprécier les services de tout genre que la Religion catholique a retirés de leur ministère. Les plus grandes maisons de l'Empire y ont eu des représentants à chaque année scolaire. Sur les listes des élèves qui passèrent dans cette maison, nous avons lu les noms les plus illustres de l'Allemagne, de l'Italie et de diverses autres contrées. On y voit figurer des Ferdinand de Bavière, des comtes d'Harach, des Dietrichstein, des Thun, des Kuenburg, des Furstenberg, des Schrattenbach, des Kollonitz, des Chimay, des Sotern, des Kollowrat, des Metternich, des Esterhazy, des Firmian, des Breiner, des Frankenberg, des Lodron, des Waldstein, des Erdödy, des Reinach, des Margraves de Bade, des Wartenberg, des Holstein, des Orsini, des Bacalar, des Cibo, des Sadolet, des Chisholm, des Conti, des Aldobrandini, des Seyton, des Aquaviva, des Justiniani et des Ximénès.

A la fin du dix-huitième siècle, on comptait déjà vingt-quatre cardinaux et le Pape Grégoire XV, six électeurs du Saint-Empire, dix-neuf princes, vingt-un archevêques et prélats, cent vingt-un évêques titulaires, cent évêques *in partibus infidelium*, quarante-six abbés ou généraux d'Ordre, onze martyrs pour la Foi, treize martyrs pour la Charité, qui s'étaient assis sur les bancs du Collège, et qui avaient été formés dans cette école dont Loyola avait laissé le germe.

CHAPITRE VII.

Election d'un nouveau Général. — Causes qui retardent cette élection. — Première Congrégation générale. — Laynès est nommé. — Le pape Paul IV veut modifier l'Institut des Jésuites. — Les Pères s'y opposent. — Entrevue du Pape et du Général. — Leur discussion. — Portrait de Laynès. — François de Borgia au monastère de Saint-Just avec l'empereur Charles-Quint. — Leur entretien. — François de Borgia en Portugal. — Le Père Louis Gonzalès précepteur de don Sébastien de Portugal. — Les Hérétiques à Séville. — Accusations contre François de Borgia et contre les Jésuites. — Philippe II. — Lettre de François de Borgia à ce prince. — Il part pour Rome. — Les assistants des Provinces. — Le Conclave. — Laynès est proposé pour Pape par une fraction de Cardinaux. — Pie IV souverain Pontife. — Supplice des neveux de Paul IV. — Le Père Perucci les exhorte à la mort. — Les Jésuites poursuivis à Venise. — Le Patriarche Jean Trévisani leur ennemi. — Le Père Palmio et le Doge Priuli. — Bulles de Pie IV en faveur des Jésuites. — Laynès part pour le colloque de Poissy avec Hippolyte d'Este, cardinal de Ferrare. — Le Père Ponce Cogordan. — François II se décide à faire entériner les lettres patentes de Henri II son Père. — Opposition de l'Université, du Parlement et de l'Evêque de Paris. — Les Jésuites se désistent de leurs privilèges. — Adhésion conditionnelle d'Eustache du Bellay à l'Institut. — La reine régente Catherine de Médicis. — Lettres de jussion de Charles IX au Parlement. — Cogordan au Parlement. — Les Jésuites à Pamiers, à Toulouse et à Tournon.

L'arbre planté par Ignace jetait déjà de profondes racines ; il étendait au loin ses rameaux naissants. François Xavier venait d'ébranler le Nouveau-Monde par une révolution pacifique. Ses Frères en Europe s'élançaient partout à la traverse d'une autre révolution qui menaçait de précipiter dans l'abîme les trônes et le Saint-Siège. Mais la mort du Général compliquait singulièrement les difficultés. La transmission du pouvoir dans les États à peine créés est toujours un temps d'agitations. Celui qui a fondé une Société religieuse ou un royaume électif peut le gouverner avec les moyens qui lui sont propres. Il connaît les sujets qui marchent sous ses ordres : il les a façonnés de sa main. Quelques-uns lui doivent de la reconnaissance ; d'autres, une partie de leur gloire ou de leur fortune ; tous lui témoignent au moins ce respect apparent qui est encore de l'obéissance. Avec lui, on se garde bien de discuter la source du pouvoir. C'est lui, créateur et chef, qui a conçu les lois ; il est tout naturel qu'il les explique et qu'il les fasse exécuter comme il les a entendues.

Dans de pareilles circonstances, on trouve toujours de ces hommes qui se résignent à être soldats sous Alexandre ; mais, à sa mort, ils aspireront tous à être rois. L'ambition, les mécontentements, les rivalités ont fait silence pour ne pas troubler l'agonie du maître. Ils est presque impossible que tant de sentiments contenus dans le cœur humain n'éclatent point lorsque le trépas ouvre le champ aux récriminations et aux espérances. Loyola était le lien qui unissait ces prêtres inconnus les uns aux autres et vivant sous la même loi. Loyola descendu dans la tombe, il ne restait plus que des égaux.

Cette dernière épreuve à subir allait être décisive pour la Compagnie de Jésus. Elle était toute d'intérieur ; elle mettait face à face des nations ennemies et des caractères différents. Tous avaient acquis, dans différents royaumes, une influence et un nom que les passions de l'humanité devaient leur faire espérer d'agrandir en succédant à leur Père commun.

Jacques Laynès, quoique bien malade, fut choisi comme Vicaire-Général pendant la vacance, et la Congrégation générale indiquée pour le mois de novembre 1556.

La Congrégation générale, en qui réside le pouvoir suprême et législatif de la Société de Jésus, a seule droit d'élection. Elle est composée des Assistants, des Provinciaux et de deux Profès de chaque Province. Elle se tient à la Maison-Mère, au Gesù. Le Général est nommé à la majorité absolue et par scrutin secret.

Douze provinces formaient, au 31 juillet 1556, la Compagnie de Jésus. Ces Provinces étaient ainsi distribuées : le Portugal, l'Italie, la Sicile, la Germanie supérieure et inférieure, la France, l'Aragon, la Castille, l'Andalousie, les Indes, l'Ethiopie et le Brésil, dont, dans un chapitre particulier, nous raconterons le commencement des missions.

Cinq des premiers compagnons d'Ignace vivaient encore. Outre ces Profès, il n'y en avait pas plus de trente-cinq dans l'Institut, tant Loyola s'était montré réservé ou sévère pour les admissions. Cependant on comptait déjà plus de mille Jésuites répandus sur le Globe, et l'Ordre possédait cent Maisons ou Collèges. Commander à une armée aussi bien disciplinée et, en seize années d'existence, apparaissant déjà si forte,

devait sourire à plus d'une ambition. Reste à voir comment la Congrégation générale sortit de cet embarras.

La guerre entre le Pape Paul IV et Philippe II d'Espagne venait d'éclater. De futiles motifs, mis en avant par le cardinal Carlo Caraffa et par le duc de Palliano, tout-puissants sur le cœur du Pape, leur oncle ; l'ambition de ces deux hommes, celle du duc d'Albe, des Sforce et des Guise, qui dominaient les cours d'Espagne, d'Allemagne et de France, amenèrent cette rupture. Dans les circonstances, elle était pour les Protestants un répit et même un avantage, dont ils ne manquèrent pas de se saisir. Le cardinal Caraffa et le duc de Palliano abusèrent de l'ascendant qu'ils exerçaient sur le Souverain Pontife pour se livrer à tous les excès. Des condottieri à leur solde parcouraient la Toscane et la Romagne. Au nom et par ordre des neveux du Pape, ils pillaient les églises, frappaient des impôts sur les couvents, et se révélaient partout aussi avides, aussi licencieux que leurs maîtres. Pour empêcher les plaintes de monter jusqu'au trône pontifical, il fallait détourner l'attention publique. Le premier prétexte qu'ils rencontrèrent, ils le mirent au jeu. Paul IV crut que ses droits temporels avaient reçu une atteinte de la part du Vice-Roi de Naples. Comme, par la disposition des esprits, toute satisfaction était impraticable, la guerre fut déclarée. Elle rendait impossible le concours des Pères espagnols à la nomination du Général. Laynès l'ajourna au mois d'avril 1557.

Philippe II avait fait défense aux Jésuites ses sujets, et même à François de Borgia, de partir pour Rome. Ce prince si prévoyant, et qui rapportait tout à ses intérêts, avait-il voulu forcer la Compagnie à tenir dans ses États la Congrégation, ou cédait-il tout simplement à un mouvement de colère ? C'est ce qui reste problématique. Cependant, avec le caractère que l'histoire donne à ce Roi d'Espagne, il est bien permis de conjecturer que ce n'était point une passion irréfléchie qui avait déterminé sa conduite. Philippe possédait le don de seconde vue, et peut-être se réjouissait-il d'avance à l'idée que les Jésuites, une fois installés dans son royaume, choisiraient une de ses villes capitales pour centre de leur ordre.

Le besoin d'élire un Général se faisait vivement sentir. Quelques-uns parlaient même, pour abrégé d'interminables délais, de se rendre en Espagne, puisque le Roi persistait dans sa défense. Mais le Pape et la Cour Pontificale ne consentirent pas à se prêter à un pareil dessein. Le bruit se répandit dans Rome que Laynès y avait acquiescé, et qu'ainsi la Compagnie cherchait à se soustraire à l'autorité du Saint-Siège.

Mise en regard des obstacles de toute nature qui surgissaient, cette accusation était une dif-

ficulté de plus. Paul IV avait bien sans doute répudié les divergences d'opinion qui avaient existé entre le Cardinal Caraffa et don Ignace de Loyola ; mais dans le cœur du vieux Pontife il subsistait toujours un levain de soupçon, de vagues inquiétudes, auxquels ces accusations servaient d'excuses. Il défendit à tous les Profès de quitter Rome sans autorisation. Exploitant ce premier pas fait, il ordonna de soumettre les Constitutions de la Société à un nouvel examen.

Laynès était Espagnol ; la Cour de Rome guerroyait contre Philippe, et, quoiqu'il fût déjà démontré que l'Institut des Jésuites n'était établi au détriment d'aucun Etat, mais seulement dans l'intérêt de la Foi, le Pape ne s'en tint pas à cette démonstration ; il chargea le Cardinal Carpi d'approfondir l'affaire. Carpi interrogea Laynès et les autres Pères. Tous lui répondent que, dans l'embarras où les place la séparation forcée des disciples d'Ignace, il est vrai qu'une fraction a ouvert l'avis de passer en Espagne pour faire l'élection du Général ; mais cet avis, ajoute Laynès, a été repoussé. L'ordre du Souverain Pontife anéantirait toute décision contraire, en supposant qu'elle eût été prise.

Un tel langage convainquit le Cardinal Carpi ; il calma les appréhensions de Paul IV, qui néanmoins fit continuer l'examen des Constitutions. Le cas était difficile. Paul IV avait des idées arrêtées sur beaucoup de points, et, forts des Bulles antérieures, les Jésuites ne paraissaient pas très-disposés à consentir à des modifications qui altéreraient l'essence de leur Institut.

Cependant la paix conclue entre le Saint-Siège et l'Espagne rendait libre la route de Rome. Les Jésuites espagnols, convoqués pour le mois de mai 1558, se virent réunis au Gésu avec leurs frères des autres Provinces. Le 49 juin, la Congrégation générale s'ouvrit : elle n'était composée que de vingt électeurs. Les Provinciaux, avec deux Pères choisis dans la Congrégation provinciale, devaient y assister ; mais en France, en Sicile et ailleurs, il n'y avait pas encore deux Profès. Les autres, comme François de Borgia, comme les Missionnaires au-delà des mers, étaient malades ou trop éloignés. Les cinq premiers disciples de Loyola, Laynès, Salmeron, Bobadilla, Rodriguez et Pasquier-Brouet, s'y trouvaient avec Canisius, Natal, Polanque, Winch, Domech, Miron, Viole, Jean de Barma, Nicolas de Lannoy, Louis Gonsalves, Evérard Mercurian, Michel de Torrez, Gonsalve Vas, Usmar Goyson et Jean de Plaza.

Georges Serrano, Godin, Pelletier, Christophe Madride, don Diego de Gusman et don Diego d'Avellaneda ne purent assister à l'élection ; ils prirent seulement part aux actes de la Congrégation.

Le 2 juillet 1558, jour où se fit l'élection,

Première
Congrégation
générale.

le cardinal Pacheco se présente dans l'Assemblée au nom du Souverain Pontife ; il dit aux Pères : « Paul IV ne prétend point influencer un choix qui doit être fait seulement d'après l'Institut. Le Pape désire être considéré comme le protecteur de l'Ordre, non dans un sens général comme il l'est de tous les Fidèles et de toutes les sociétés religieuses, mais dans un sens tout spécial et particulier. »

Après ce discours, le Cardinal annonça qu'il était chargé par Paul IV de faire lui-même les fonctions de secrétaire et le dépouillement du scrutin. Cette précaution se prenait habituellement, parce que, en ces temps de troubles, la division éclatait dans presque tous les Ordres religieux au moment où le choix d'un nouveau chef surexcitait les passions monastiques.

Laynès
est nommé.

Laynès fut élu à la majorité de treize voix sur vingt. Natal en obtint quatre ; François de Borgia, Lannoy et Pasquier-Brouet, chacun une.

Quand les Constitutions avaient été promulguées, Loyola, qui voulait laisser à son successeur et à la Congrégation générale le droit de modifier ce qui, dans la pratique, aurait paru trop absolu, décida qu'elles seraient examinées de nouveau. Il avait en outre demandé que, pour acquérir force de loi, elles fussent approuvées par cette même Congrégation.

Le Pape
Paul IV
veut modifier
l'Institut
des
Jésuites.

Un décret les admit telles que Loyola les avait faites.

Le Souverain Pontife intervint alors ; il a chassé de Rome, il a même puni en prince irrité ses neveux, dont les crimes passaient toute mesure. Cette sévérité prouvait les bonnes intentions de ce vieillard toujours impétueux ; mais elle ne réparait qu'à demi les désordres qui, à l'abri de tant de déportements, s'étaient glissés dans l'administration ecclésiastique. Le Pape sentait que, pour faire respecter son autorité compromise, il importait de donner de grands exemples. Les vices pullulaient dans le Clergé séculier et régulier ; la préoccupation de Paul IV était d'en triompher. Pour réussir dans son dessein, il prend à partie la Société de Jésus, innocente de ses désespoirs de famille, plus innocente encore des malheurs de l'Eglise. La Société, par sa Congrégation générale, acceptait les Constitutions de Loyola ; le Pontife désire mettre des entraves à cette acceptation. Le cardinal Trani le signifia en son nom aux Pères assemblés.

Il exigeait que la Compagnie de Jésus fît les offices du chœur comme les autres Ordres, et que le Général ne fût élu que pour un temps déterminé : pour trois ans, par exemple.

Les Pères
s'y opposent.

De pareilles altérations dans l'Institut en bouleverseraient toute l'économie. Les Jésuites n'eurent pas de peine à comprendre que le Pape cédait à des suggestions étrangères au Saint-Siège, suggestions que la nouveauté et les merveilleux progrès de la Compagnie étaient, jusque dans

de certaines limites, assez capables de faire naître. Le Pape ordonnait, sa volonté jetait le trouble parmi eux ; ils protestèrent avec tout le respect possible. Ils protestèrent, non pas ostensiblement et en criant sur les toits à la foi violée, c'eût été du scandale ; mais, dans leur séance du 24 août, ils déclarèrent qu'on soumettrait au Pape l'avis unanime de la Congrégation pour la perpétuité du généralat. Leur mémorial était ainsi conçu :

« TRÈS-SAINT-PÈRE,

» Lorsque le Très-Révérend Cardinal Pacheco assista, par ordre de Votre Sainteté, à l'élection de notre Général, il déclara, avant qu'elle eût lieu, les sentiments de Votre Béatitude sur les qualités du sujet que nous devons élire, et il dit que vous jugiez plus convenable qu'il fût élu perpétuel et non pour un certain nombre d'années seulement. Nous reçûmes tous avec la plus grande joie cette expression de la volonté de Votre Béatitude comme la manifestation de la volonté de Dieu, lequel inspirait à chacun de nous les mêmes desirs et les mêmes sentiments. Plus tard, lorsque Votre Béatitude daigna nous admettre au baiseement des pieds et nous exciter et presser avec tant d'ardeur à servir Dieu ; entre autres faveurs spéciales qu'elle nous a accordées très-libéralement dans le Seigneur, elle a confirmé avec empressement l'élection du Général que nous avons choisi perpétuel. Pour une telle faveur, nous rendons à la Divine Bonté et à Votre Béatitude toutes les actions de grâces dont nous sommes capables. Cependant, ces jours-ci, le Très-Révérend cardinal Trani nous a signifié que Votre Béatitude avait encore quelque doute sur la perpétuité du Général, et que, par conséquent, nous devons réfléchir sur ce point. C'est ce que nous avons fait après avoir adressé à Dieu nos prières ; et, après que cette question a été une première et une seconde fois approfondie dans la Congrégation, tous, à la plus parfaite unanimité, sans exception aucune, nous avons jugé qu'il était beaucoup plus convenable, pour notre Société, que notre Général ne fût point changé sa vie durant. Quoique les choses se soient passées ainsi, nous sommes enfants d'obéissance, tout prêts à exécuter ce que Votre Béatitude ordonnera. Et comme il peut se faire que Votre Sainteté désire peut-être acquérir plus de certitude de notre manière de juger, nous avons signé cet écrit, le soumettant humblement, quel qu'il soit, à l'appréciation de Votre Béatitude.

» Le 3 des calendes de septembre (30 août) 4558. »

Au jour convenu, Laynès et Salmeron se rendirent au Vatican pour remettre à Paul IV ce mémorial, qu'à l'exception du Général tous les Profès avaient signé. Le Pape accueillit froide-

En
vue
Pap.
du G.

ment les Pères. En présence du cardinal de Naples, son neveu, il leur témoigna son mécontentement par des paroles irritantes. Laynès et Salmeron lui expliquèrent les motifs de leur persistance. « Vous êtes des insoumis, s'écria le Souverain Pontife, des entêtés qui frisez l'Hérésie, et je crains fort de voir sortir de la Compagnie quelque Sectaire. Au reste, nous sommes bien déterminé à ne plus tolérer pareil désordre ¹. »

La position de Laynès était embarrassante : il s'en tira par une respectueuse franchise. Sans offrir le mémorial au Pape : « Je n'ai jamais, lui dit-il, recherché ni désiré le Généralat ; et, quant à ce qui me touche personnellement, non-seulement je ne répugne pas à le déposer au bout de trois ans, mais je regarderai comme une faveur si aujourd'hui même Votre Sainteté me délivre de ce fardeau, pour lequel je n'ai ni goût ni aptitude. Néanmoins, vous savez que les Pères, en procédant à l'élection, ont eu l'intention d'élire un Général perpétuel, suivant l'esprit de nos Constitutions. Le cardinal Pacheco nous a déclaré que Votre Sainteté désirait deux choses : 1^o que le Général fixât sa demeure à Rome ; 2^o qu'il fût nommé à vie. Les Pères ont été du même avis. L'élection faite de la sorte, nous sommes venus à Votre Sainteté, qui l'a approuvée et confirmée. Mais je n'hésiterai pas un instant ; j'obéirai volontiers, ainsi que je l'ai dit. »

« — Je ne veux pas, répond Paul IV, que vous vous démettiez de votre charge, ce serait fuir le travail ; bien plus, après trois ans je pourrai prolonger. »

(1) M. Macaulay, ancien ministre de la guerre en Angleterre, a publié dans *Edinburgh Review* un remarquable article de critique historique sur les Jésuites. Cet homme d'Etat, quoique Protestant, est plus juste à leur égard que Paul IV. On lit dans la *Revue d'Edimbourg* :

« Toutes les pages des annales européennes, durant grand nombre de générations, témoignent de la vénération, de la politique, de la discipline parfaite, du courage intrépide, de l'abnégation, de l'oubli des liens les plus chers à l'homme privé, du profond et opiniâtre dévouement à atteindre le but proposé, de la prudence infinie dans l'emploi des moyens, qui distinguèrent les Jésuites dans la lutte pour leur Eglise. L'esprit catholique s'était concentré dans le sein de l'Ordre de Jésus, et son histoire est l'histoire de la grande réaction catholique. Cette Société s'empara de la direction de toutes les institutions qui agissent le plus puissamment sur les esprits, la chaire, la presse, le confessionnal, les académies. Où prêchait le Jésuite, l'Eglise était trop petite pour l'auditoire. Le nom de Jésuite, en tête d'un ouvrage, en assurait le succès. C'était à l'oreille d'un Jésuite que les puissants, les nobles et les rois confiaient l'histoire secrète de leur vie. C'était de la bouche du Jésuite que les jeunes gens des classes hautes et moyennes apprenaient les premiers rudiments des études jusqu'à la rhétorique et la philosophie. La littérature et la science, compagnes jusque-là de l'incroyable et de l'hérésie, se montrèrent les alliées de la foi orthodoxe. Devenue reine du sud de l'Europe, la Société de Jésus victorieuse se prépara à d'autres conquêtes. S'inquiétant peu des océans et des détroits, de la faim, de la peste, des espions et des lois pénales, des prisons et des tourments, des gibets et des haches, les Jésuites apparurent sous toutes les formes, dans tous les pays ; écoliers, médecins, marchands, serviteurs, ou les vit à la cour hostile de Suède, dans les vieux châteaux du comté de Chester, au milieu des campagnes du Connought ; ils disputaient, instruisaient, consolait, attirant à eux les cœurs de la jeunesse, ranimant le courage destinés, et portant crucifix aux lèvres des agonisants. »

Laynès reprit ; « Nous enseignons, nous prêchons le contraire des Hérétiques ; à cause de cela, ils nous haïssent et nous appellent Papistes. C'est pourquoi votre Sainteté devrait nous protéger, nous montrer des entrailles de père, et croire que Dieu nous sera propice. »

Malgré ces explications, le Pape tint bon. Il était octogénaire : les Jésuites attendaient.

L'office en commun n'était pas pour la Compagnie une question que le temps serait appelé à vider. Paul IV exigeait que le chœur fût établi à l'instant même, et qu'on ajoutât cet article aux actes constitutifs de l'Ordre comme expression de sa volonté souveraine.

La Société de Jésus s'était mise en règle avec son devoir particulier ; il lui en restait un ostensible à accomplir : il fallait donner l'exemple de la soumission à l'autorité pontificale. Le 20 septembre de la même année, les offices du chœur commencèrent. Mais Paul IV, dans ses divers commandements, n'avait jamais fait mention des Bulles antérieures qui établissaient le régime de la Société. On consulta les Cardinaux les plus doctes : ils répondirent que ces modifications n'étaient que l'effet d'un simple commandement du Pape, et non pas une décision du Saint-Siège ; ce commandement n'altérerait donc en rien l'essence de l'Institut.

A la mort de Paul IV, un an après que ces choses s'étaient passées, la Compagnie reprit ses usages, et les Papes ne se firent pas solidaires de la volonté de leur prédécesseur.

Laynès et les Pères assemblés étaient des hommes qui voyaient de loin. Ignace, dans ses Constitutions, avait prescrit qu'avec la théologie on étudierait l'Ancien et le Nouveau Testament et la doctrine scolastique de saint Thomas.

Cette prescription, prise à la lettre, pouvait un jour apporter des entraves au développement de la science. Comme toutes choses, la théologie elle-même était susceptible de progresser. Le décret concernant les études fut donc ainsi modifié : « On lira le Maître des Sentences ; mais, dans la suite des âges, si un auteur plus utile aux étudiants apparaissait, ou si l'on venait à composer une Somme ou un livre de théologie scolastique qui serait jugé plus approprié à nos temps, on pourrait le lire, pourvu que ce fût par une délibération faite avec poids, et après que cela aurait été bien pesé par les personnes qui paraîtront dans toute la Société être les plus aptes à en connaître, et sous l'approbation du Général. »

La Congrégation termina ses séances le 40 septembre 1558 : tout s'était passé sans brigues, sans éclat. Dans l'élection du futur Général on venait de se conformer littéralement à toutes les volontés du Général mort ; on avait même semblé vouloir, par une minutieuse exactitude, inspirer à tous un respect encore plus profond pour le testament de Loyola. Ce fut de l'habileté

et de la vénération. La Compagnie avait traversé sans orages intérieurs cette crise que les événements politiques, les exigences de Paul IV et les ambitions, aussi actives dans les cloîtres que dans le monde, devaient rendre dangereuse. Elle revenait à son état normal plus forte qu'avant la mort de Loyola. Elle était plus unie, puisqu'elle sortait de faire l'expérience de son union.

Portrait
de Lay-
nes.

Laynès avait un caractère qui, en beaucoup de points, différait de celui de Loyola. Doué des mêmes vertus que le premier Général, il avait cependant des qualités et des défauts qui, aux yeux de l'histoire, établissaient entre eux de profondes dissemblances. Laynès était plus homme que Loyola : aussi les écrivains se sont-ils complu, à tort selon nous, à prêter au successeur d'Ignace des pensées qu'il ne nourrit jamais. L'un était un Saint ; l'autre ne dut être qu'un grand politique, parce qu'il développa et régularisa ce que le fondateur avait préparé. Loyola s'était fait une part d'héroïsme chrétien que tout le monde reconnaissait ; pour attaquer son Ordre, on se vit obligé de juger moins impartialement ses successeurs, et l'historien protestant Jean de Muller a résumé ainsi ces dissidences d'opinions. Au tome iv de son *Histoire universelle*, il dit :

« La règle primitive de l'Ordre des Jésuites était simple et ne contenait rien qui pût faire présager sa grandeur future ; mais le plan de Loyola fut agrandi et développé par les Pères Laynès et Aquaviva¹, habiles connaisseurs du cœur humain, et véritables fondateurs d'une institution dont les résultats peuvent être comparés à ceux que produisirent les plus importantes institutions des législateurs de l'antiquité. »

La Compagnie de Jésus s'était sans secousse nommé un chef ; suivons-la maintenant sous la direction de celui qu'elle a choisi.

François
de Borgia
au monas-
tère de Saint-
Just avec
l'empereur
Charles-
Quint.

Le Père François de Borgia n'avait pu, pour des raisons de santé et des motifs politiques, abandonner l'Espagne, à qui l'abdication de l'empereur Charles-Quint² laissait pour roi Philippe II. La Compagnie, quoique déjà bien assise dans la Péninsule, pouvait, avec ses ennemis secrets et un nouveau règne, se voir exposée à quelques périls. François était l'ami personnel de Charles-Quint et celui de son fils. Cette double amitié devenait elle-même un danger, car Philippe, dans le gouvernement de ses États, tenait fort peu compte de ce que son père avait établi. Ce prince rigide, qui s'effrayait si facilement de toute espèce d'innovation, avait paru quelquefois prêter l'oreille aux adversaires des Jésuites ; il en comptait

parmi ses courtisans ; il s'en rencontrait plus d'un au sein des Universités et des couvents. Borgia jugea donc utile de rester en Espagne.

Cependant l'empereur Charles-Quint, après avoir à Bruxelles renoncé à tous ses royaumes, arrivait dans l'Estramadure au monastère de Saint-Just. S'il faut en croire don Alvare de Tolède, comte d'Oropesa, son confident, Charles-Quint ne s'était décidé à abdiquer qu'en réfléchissant longuement sur l'exemple que le duc de Gandie avait légué au monde. Son sacrifice consommé, il désira de revoir sous l'habit de Jésuite celui qui avait produit dans son âme une telle impression. Charles-Quint, mort aux affaires dont sa vie avait été si occupée, ne songeait plus qu'à se reposer des agitations et des guerres qui, sous son règne, avaient troublé l'Europe. Le conquérant désenchanté s'improvisait philosophe chrétien.

A peine entré dans la nouvelle fortune qu'il arrangeait selon ses désirs, enfin restreints à l'horizon d'un cloître et à une vallée de quelques arpents, l'Empereur déchu écrivit à François de Borgia, dont il espérait faire le compagnon de sa retraite. La princesse Jeanne connaissait le projet de son père ; ce projet devait être funeste à l'Ordre des Jésuites : elle en prévint Borgia.

« Je n'ai pas voulu manquer, mon révérend, à vous envoyer au plus tôt cet avis, lui mandait-elle, afin que vous ayez le temps, avant que de visiter l'Empereur, de penser à vous devant Dieu et délibérer sur la réponse que vous lui ferez. C'est de sa propre bouche que je sais ce que je vous écris, et ce ne sont plus des bruits ni des nouvelles douteuses. Je suis persuadée que si vous vous souvenez en cette occasion de ce que vous devez à votre Compagnie, vous n'oublierez pas non plus l'obligation que vous avez de servir et de satisfaire l'empereur, mon seigneur. »

François aimait la solitude ; il avait fallu l'autorité de Loyola pour l'arracher au tranquille bonheur qu'il s'était préparé à Ognate. D'un autre côté, il devait à Charles-Quint une vive reconnaissance pour tout ce qu'il avait fait en sa faveur et à l'avantage de ses enfants. Rien pourtant n'ébranle sa volonté : il est auprès du puissant empereur qui vient de léguer au monde un de ces exemples de désenchantement ou de philosophie que l'on ne rencontre dans l'histoire qu'à de rares intervalles. Charles-Quint l'accueille avec un sentiment de bonheur qui se trahit même par la violation de l'étiquette. François veut se jeter aux genoux de son ancien maître, l'Empereur le reçoit dans ses bras ; l'Empereur ordonne que le Jésuite demeure sous le même toit que lui, honneur qu'il n'avait accordé à personne, et l'entretien commence.

Ces deux hommes auxquels le monde avait si souvent envié la gloire, l'éclat, l'ambition et la fortune, et qui n'ont perdu tout cela que

(1) M. Macaulay et d'autres Protestants ne partagent pas l'avis de Muller. A leurs yeux, comme aux nôtres, Ignace est seul le génie tuteur et le fondateur de la Société de Jésus. Le principe de la grandeur et de la force des Jésuites réside dans les constitutions de Loyola. Les Pères Laynès et Aquaviva ont régularisé l'ensemble, mais ce n'est pas créer.

(2) Le 25 octobre 1555.

parce qu'il leur a plu d'y renoncer, sont en présence. Ils portent un regard sur le passé, ils interrogent leur vie; mais ce n'était pas seulement des souvenirs que l'ancien Empereur d'Allemagne voulait demander à l'ancien duc de Gandie : les vertus de l'un étaient connues de l'autre. Pour entretenir dans les saintes pensées son esprit quelquefois obsédé de regrets ou de cet ennui que l'inaction subite produit dans les âmes longtemps occupées, le solitaire impérial de Saint-Just entra en matière.

Sur le trône, il avait montré fort peu d'inclination pour la Compagnie de Jésus; ces préventions, que les besoins de la politique étaient de temps à autre parvenus à vaincre, se réveillaient dans la cellule. Charles-Quint avait eu, pendant son règne, tant de condescendance pour les Luthériens, qu'au fond du cloître il s'imprégnait encore du levain de leurs prédications contre les Jésuites. Il avait abdiqué; mais, pour le Père François, cette abdication était un titre de plus à son respect. L'empereur lui donne à entendre ce qu'il espère de son ancien favori : il l'a associé à ses grandeurs, il souhaite de l'associer à sa pénitence.

Le Père averti par la princesse Jeanne, avait eu le temps de se prémunir contre la tentation. Il fit connaître à Charles-Quint ce qu'était la Société de Jésus; il en développa le plan, il en expliqua la fin. L'Empereur n'eut pas de peine à en saisir la portée; mais il vieillissait, il se complaisait en un repos si laborieusement acheté, et, comme tous les vieillards, il n'aimait que les choses dont sa jeunesse avait été entourée. Le but de la Société de Jésus lui apparaissait dans son ensemble. Cette intelligence si pénétrante l'approuvait; cependant, tout en l'approuvant il crut devoir objecter : « Ce que vous dites est très-sensé; néanmoins il me reste des doutes : pourquoi n'y a-t-il que des jeunes gens dans votre Compagnie? pourquoi n'y voit-on pas de cheveux blancs? »

François sourit et répond : « Sire, quand la mère est jeune, comment Votre Majesté veut-elle qu'elle ait des enfants déjà vieux? Si c'est un défaut, le temps y remédiera bientôt, et ceux qui sont jeunes aujourd'hui ne manqueront pas de cheveux blancs dans une vingtaine d'années. Mais nous ne sommes pas tous aussi jeunes qu'on le dit : j'ai quarante six ans, et, dans la Compagnie, il n'est pas rare de rencontrer des Novices de soixante. »

Don Bustamance, qui accompagnait le Père, était dans ce cas.

Charles-Quint avoua qu'il s'était laissé induire en erreur sur l'Institut des Jésuites; mais en faisant cet aveu, peut-être espérait-il le placer à usure sur son interlocuteur : en effet, il lui proposa de vivre avec lui en commun ainsi que deux frères fatigués du bruit. Le Père déclina respectueusement une offre qui avait pourtant bien

ses séductions, et, après trois jours passés à Saint-Just, il se retira pour continuer son apostolat.

Charles-Quint avait régné avec tant de splendeur; il avait fait l'Espagne si forte, que, du sein même de son monastère, il exerçait une influence à laquelle la cour de Philippe II n'osait pas se soustraire. Pour les ministres et les courtisans, c'était toujours cet Empereur qui, les avait formés ou enrichis; cet empereur qui, dans un jour de victoire, avait conduit à Madrid le Roi de France prisonnier. Du palais de Philippe on suivait tous les pas, on écoutait tous les discours de la cellule de Saint-Just. Le Père François venait d'y demeurer soixante-douze heures dans l'intimité de Charles-Quint; à tous ceux que le prince voyait il faisait part de ses nouvelles idées sur l'Ordre des Jésuites : ces idées réagirent favorablement. Don Jean de Véga, président du Conseil de Castille, protégeait la Société : ce contre-poids lui fut favorable; car, dans le même temps, le Luthéranisme se glissait à Séville. Par ses livres, qui avaient l'attrait du fruit défendu, il séduisait beaucoup de Catholiques. Là encore, les Jésuites se jetèrent au-devant de ses coups.

D'un empereur enseveli dans la retraite le Père François passe sans transition à un roi mort. Le 11 juin 1557, don Jean III de Portugal rendait le dernier soupir à Lisbonne; la reine Catherine, sa femme, était plongée dans l'affliction. Charles-Quint ne trouve pas de meilleure consolation à lui adresser que de faire partir Borgia pour le Portugal. Le Jésuite était chargé tout à la fois d'une ambassade de famille et d'une autre de confiance. Il remplit cette double mission; puis, après avoir visité les Maisons de la Compagnie, il retourne en Espagne. Le Collège de Coimbre était dans une situation florissante; en 1558, il comptait plus de cent cinquante Scolastiques. A la même date à peu près, d'autres s'élevaient à Tolède, Ocana, Montella, Palencia, Ségovie, Bellemar et Madrid : le Père François était l'âme de toutes ces Maisons. Charles-Quint l'appelait à son lit de mort, il l'instituait son exécuteur testamentaire. Le Père François, en présence de toute la cour, prononçait l'oraison funèbre de cet Empereur, qui, selon le Roi prophète, avait pris la fuite et s'était éloigné pour habiter dans la solitude.

L'Université d'Alcala devenait une succursale de Jésuites : en cette année 1558, trente-quatre de ses docteurs s'incorporaient dans la Compagnie. Deza, son recteur, et François Tolet, que le célèbre Dominique Soto regardait dès lors comme un prodige de science, renonçaient aux dignités pour marcher sur les traces du Père François. Dans les montagnes des Asturies, d'où Pélagie s'échappa un jour pour commencer contre les Maures une guerre qui a duré des siècles entiers, l'ignorance avait pro-

François
de Borgia
en Portu-
gal.

duit l'abrutissement ; François envoie des missionnaires à ce peuple menacé de retomber dans la barbarie. Ce peuple soumet à la foi la brutalité de ses passions ; mais le Cardinal don Henri de Portugal et la Reine Catherine ont besoin des conseils de Borgia.

Le Père
Louis
Gonzalès
précep-
teur de
don Sé-
bastien
de Portu-
gal.

Le Père Louis Gonzalès de Camara, assistant de Laynès dans son généralat, est, en 1559, appelé à la Cour ; la famille royale veut le charger de l'éducation du jeune roi, don Sébastien. Gonzalès résiste ; de pareilles fonctions étaient délicates : un prince à instruire est toujours chose difficile. Le caractère impétueux de Sébastien, son amour pour les armes, sa passion pour les combats, passion qui plus tard amènera la ruine du Portugal et celle de sa dynastie, tout cela est déduit dans les lettres mêmes de Gonzalès au Général de la Compagnie ¹. Le Jésuite redoutait ces inclinations trop martiales, il reculait devant ce périlleux honneur ; mais Laynès, mais François de Borgia, mais tous les Provinciaux consultés déclarèrent que la Société est dans l'impossibilité de refuser au petit-fils de Jean III et au neveu de Charles-Quint un témoignage de sa reconnaissance. Sébastien fut le premier roi élevé par les Jésuites.

Dans le même temps, le Dominicain Barthélemi des Martyrs, à peine archevêque de Braga, écrivait à Laynès : « J'ai recours aux Pères de votre Ordre, si remplis de zèle et de capacité, pour en faire mes coadjuteurs dans l'ouvrage du Seigneur et les plus actifs instruments de la gloire divine sur un pays qui a un extrême besoin de leur charité. »

Les Hé-
rétiques à
Séville.

Les Hérétiques et quelques moines catholiques se désolaient de tant de succès ; ils mirent leur haine en commun et tentèrent de soulever la tempête contre les Jésuites, contre François de Borgia principalement. La calomnie est, dans tous les pays et dans tous les rangs, la condition tacite de la gloire.

A Séville, l'hérésie faisait des progrès ; elle s'insinua à Valladolid. Elle n'avait pour adversaires sérieux que la Compagnie de Jésus, qui, sur chaque terrain choisi par les Sectaires, apparaissait pour les combattre ou pour les démasquer. Un artifice, toujours neuf avec l'ignorance et la crédulité des masses, fut employé. Les Sectaires savaient qu'à Valladolid ainsi qu'à Séville ils allaient voir les Jésuites se prononcer contre eux ; ils les accusèrent d'être entachés des doctrines que le Luthéranisme espérait semer sur la terre espagnole.

Accusa-
tions con-
tre Fran-
çois de
Borgia et
contre les
Jésuites.

D'abord on procéda avec quelques ménagements ; on répandit le bruit que les auteurs des nouvelles idées étaient enfin connus, et on donna à entendre que ce pourrait bien être des Théatins ; on désignait encore les Pères sous ce nom. Cette rumeur était tellement incroyable que la

foule y ajouta foi. De là au san-benito et à l'auto-da-fé il n'y avait qu'un pas ; on le fit aisément franchir à la multitude. On cita des témoins qui, dans quelques villes éloignées, avaient vu condamner et brûler des Frères de la Compagnie. François de Borgia était incontestablement le plus coupable ; mais la considération due à son haut rang et ses alliances de famille avaient seules pu faire différer son supplice. Les intéressés à la calomnie en connaissaient fort bien la fausseté ; ils parurent cependant y croire. Les moins audacieux se contentèrent de se renfermer dans des réticences plus perfides que les plus robustes convictions.

Don Ferdinand de Valdez, archevêque de Séville, était grand-inquisiteur. Par acte officiel émané de son tribunal, il rend témoignage à l'orthodoxie des enfants de Loyola et à la sainteté de François. Afin d'enlever tout prétexte au doute, don Valdez veut se servir d'eux dans l'exercice de ses redoutables fonctions : ils refusent. L'Inquisition était la source du pouvoir, en Espagne surtout ; et les Jésuites, qu'on s'est plu à peindre comme des ambitieux, sacrifiant tout à l'accomplissement de leurs desseins, n'acceptent pas la proposition. Avec l'Inquisition, ils allaient gouverner ; ils aiment cependant mieux ne pas se charger de cette magistrature, dont leur mansuétude, devenue proverbiale, aurait su adoucir les rigueurs.

On n'avait pu les convaincre d'hérésie ; les Hérétiques, en désespoir de cause, les transformèrent en inquisiteurs : ils les accusèrent de toutes les sévérités de l'Inquisition. Les Sectaires n'avaient pu faire brûler les Jésuites ; ils les déclarèrent brûleurs. La Compagnie trouva la calomnie si absurde qu'elle n'y répondit pas, et elle eut tort. Quand les passions sont excitées, il importe de ne jamais leur laisser prise, même par un silence dont elles abusent. La Compagnie se taisait ; on en concluait qu'au milieu même de ces mensonges il pouvait bien exister un fond de vérité. Les Moines et les Hérétiques, coalisés pour perdre l'Institut et voyant les Pères d'aussi facile composition, revinrent à leurs anciens errements.

François de Borgia était depuis dix mois en Portugal. Cette absence sert de point d'appui à de nouvelles intrigues. François a eu de fréquentes relations avec Dominique Rosas, un Sectaire qui depuis fut condamné au feu. Il est lié d'une étroite amitié avec don Carranza de Mirande, de l'Ordre des Frères Prêcheurs et archevêque de Tolède. Celui de Séville envie son siège : Carranza est traduit au Saint-Office. On accuse Borgia d'intimité avec lui ; Borgia l'avoue, il s'en fait gloire ; il prend même sa défense. Don Carranza est prisonnier, tantôt en Espagne, tantôt à Rome. Ses amis, ses clients l'abandonnent ; Borgia lui reste fidèle avec la Compagnie de Jésus. Carranza est reconnu

(1) Ces lettres sont déposées aux archives du Gesù.

innocent ; mais le Père François ne rencontre pas la même justice pour lui-même.

Avant d'entrer dans la Société de Jésus , il a publié deux opuscules ascétiques ; on y glisse des passages suspects, des phrases qui ont besoin d'explications. A ces livres, ainsi pollués par des mains étrangères ou avides , on arrange une célébrité que le texte primitif n'avait jamais obtenue.

Saint Augustin , parlant de son siècle , disait que la crainte des hérésies faisait juger de tout avec rigueur. Il en était de même au seizième siècle ; l'Inquisition se montrait soupçonneuse. Les ouvrages attribués au duc de Gandie sont soumis au Saint-Office, qui les frappe d'interdit. Sa justification était facile ; il se contente de sourire , et d'attendre du ciel une défense que son humilité ne lui permet pas de devancer.

Cette patience que les hommes ne comprennent pas , car ils savent que dans le monde on doit avoir soin de sa bonne réputation ; cette patience redouble l'audace des adversaires de Borgia. L'Inquisition se contentait de censurer les livres apocryphes qu'on mettait sous le nom de l'ancien duc de Gandie ; ils font jouer les ressorts de la politique , bien persuadés que Philippe II ne sera pas aussi tolérant sur ce sujet que les Inquisiteurs en matière de Foi.

Borgia ne pouvait être ni hérétique ni inquisiteur : on l'improvisa criminel d'Etat.

Durant le séjour de Philippe II dans les Pays-Bas , apanage de sa Couronne , ce prince avait laissé la régence à l'Infante d'Espagne. Dans toutes les affaires majeures elle en avait appelé à la sagesse du Père François ; elle s'en était aussi bien trouvée que le royaume. Ces conseils furent un prétexte tout naturel pour déprécier ce qui s'était fait d'utile sous la Régence : on accusa le Jésuite , d'une manière détournée d'abord , et plus explicitement ensuite , d'avoir manqué de fidélité à son Roi et d'entretenir des relations secrètes avec les ennemis de l'Etat. Du Père François l'accusation retombait directement sur les membres de la Compagnie , ses subordonnés et ses complices.

Philippe II avait trop de perspicacité pour ajouter créance à des allégations dépourvues de toutes preuves ; néanmoins il était Roi , par conséquent facile à tromper. Il savait François de Borgia innocent ; mais il entraînait dans sa politique d'être soupçonneux , même envers ses amis , pour ne pas laisser à ses ennemis la chance de compter sur le pardon ou sur l'oubli. Borgia était appelé à Rome par le Souverain Pontife Pie IV et par Laynès , Général de la Compagnie. Il allait obéir à cet ordre ; le prince d'Eboli et le duc de Féria , tous deux favoris de Philippe et amis du Père François , ne lui cachèrent pas que le monarque attendait de lui une démarche de justification. « Le Roi sait très-bien que vous n'êtes pas coupable , lui disaient-ils , mais il

veut , pour l'exemple , que vous ayez l'air de vous disculper , et , par la même occasion , de venger votre Institut , qui peut avoir à souffrir du mécontentement affiché par le Souverain. »

Cette dernière considération fut toute-puissante sur Borgia. Pour sa réputation personnelle il n'aurait pas consenti à se justifier d'un crime imaginaire ; par intérêt pour ses frères en Religion il adressa à Philippe II une lettre où sa conduite dans les affaires politiques et dans celles de la Compagnie de Jésus est expliquée avec franchise. Philippe II aurait dû se rendre à cette démonstration ; il n'en fit rien. Le Père François lui annonçait son départ pour Rome , et il partait sans attendre son agrément. Il s'éloignait d'Espagne dans un moment où le Roi se défiait de tous ses voisins et où Laynès allait à la cour de France , peut-être pour entraver ses projets , aussi vastes que ceux de l'empereur Charles-Quint. Il n'en fallut pas davantage. On ramassa une à une toutes ces circonstances produites par le hasard et on en dressa un nouvel acte d'accusation. Philippe se mit à reprocher à la Société de Jésus d'avoir trop de penchant pour la France ; et , dans le même moment , la France reprochait aux Pères de ne pas savoir assez dissimuler leurs inclinations trop espagnoles.

Le 7 septembre 1564 , François de Borgia entraînait dans la ville de Rome. Laynès devait accompagner à Paris Hippolyte d'Este , cardinal de Ferrare et légat du Saint-Siège. Avant de se mettre en route , le Général des Jésuites pourvut au gouvernement de l'Institut. Salmeron avait été nommé par lui son vicaire ; mais Salmeron , obligé d'assister au Concile de Trente , était dans l'impossibilité de remplir cette charge. Elle échut à François de Borgia , dont la Cour Pontificale et le cardinal Charles Borromée , neveu du Pape , prenaient et suivaient tous les avis.

Le Général de la Compagnie va partir pour la France , où un Concile national est indiqué à Poissy. C'est le moment d'apprécier les premiers actes de sa gestion.

En 1558 , des assistants avaient été nommés au Général. La Société de Jésus était alors divisée en quatre assistances , qui partageaient ainsi les Provinces de l'Ordre :

L'assistance d'Italie , dont le Père Madride était le délégué , comprenait l'Italie et la Sicile. Le royaume de Naples , la Lombardie et la Sicile formèrent en cette même année trois provinces distinctes. Celle d'Allemagne , contenant la France , les Provinces de la Germanie supérieure et inférieure , avait pour assistant le Père Natal.

L'assistant de Portugal était le Père Gonzalès. Les Provinces de Portugal , du Brésil , d'Ethiopie et des Indes étaient comprises dans cette assistance.

Le Père Polanque , secrétaire général de la Compagnie , se trouvait chargé des fonctions

Lettre de François de Borgia à ce prince.

Il part pour Rome.

Les assistants des provinces.

d'assistant des trois Provinces d'Espagne : la Castille, l'Aragon et l'Andalousie.

Le Con-
clave.

Deux ans de vacance dans le généralat n'avaient point nui à l'extension des Jésuites. On a vu quels étaient leurs progrès en Espagne ; nous dirons bientôt ce qu'ils faisaient en France, en Savoie, en Allemagne et partout. Laynès marchait sur les traces de Loyola ; mais, à la mort de Paul IV, le 48 août 1559, un événement inattendu remit en question tout ce qui avait été si sagement arrangé. Le Conclave s'assemblait. Dans ces siècles, où la Papauté n'était pas seulement comme de nos temps un fardeau spirituel, les factions ne manquaient pas de se faire jour auprès du Sacré Collège. La France brigait la tiare, tantôt pour le cardinal de Tournon, tantôt pour d'Armagnac ou du Puy ; Jean du Bellay travaillait pour son propre compte. L'Espagne présentait son candidat ; l'Allemagne avait les siens. Les cardinaux d'Italie et ceux de Rome repoussaient ces influences ; mais, tout en les écartant, chacun tâchait de les disposer en sa faveur.

Laynès
est pro-
posé pour
Pape par
une frac-
tion de Car-
dinaux.

Ce qui s'était vu dans les nominations précédentes se renouvelait à celle-ci. Les noms propres avaient changé, les ambitions et les brigues restaient toujours les mêmes : Le Conclave menaçait de s'éterniser, parce que les cardinaux, ayant la voix des Couronnes, ne parvenaient jamais à mettre d'accord les intérêts opposés qu'ils représentaient. Sur ces entrefaites, le cardinal Othon Truschez a besoin d'entretenir le Père Laynès ¹.

A la vue de ce prêtre, dont les vertus, la science et la fermeté sont connues de tout le Sacré Collège, les cardinaux pensent qu'ils ne peuvent faire un meilleur choix. Cette élection, selon eux, assurera le repos de l'Eglise, puisque Laynès, sans aucun doute, s'empressera d'activer la réforme dans les mœurs et dans le Clergé, réforme dont il a été déjà le promoteur le plus infatigable. Quelques mots échappés mettent le Père sur la voie de cette intrigue de nouvelle espèce. Il se dérobe à l'empressement dont il est l'objet, et ne veut plus, malgré toutes les sollicitations, reparaitre au Conclave. Cependant les cardinaux les plus éminents avaient pris la chose à cœur. Une minorité, pouvant facilement devenir majorité, se déclarait pour placer sur le trône apostolique le Général de la Compagnie de Jésus, lorsqu'il surgit une difficulté de forme qui fit échouer le projet. Un ancien usage de la Cour romaine, qui n'est pas loi, mais qui a force de loi, veut que le Souverain Pontife soit toujours choisi parmi les membres du Sacré Collège. A cet usage, il n'y avait rien à répliquer. Les partisans improvisés

de Laynès reportèrent leurs suffrages sur le cardinal Médici, qui prit le nom de Pie IV.

Le nouveau Pape se montra plus favorable aux Jésuites que Paul III lui-même. Son neveu, le cardinal Charles Borromée, que l'Eglise éleva au rang des Saints, l'entretenait dans ses bonnes intentions. Mais un procès célèbre, de sanglantes exécutions, signalaient les commencements de ce pontificat et occupaient tous les esprits.

Le 6 mai 1564, les neveux de Paul IV mouraient par la main du bourreau dans cette même ville de Rome qu'ils avaient gouvernée quelques mois auparavant.

L'histoire s'est emparée des faits qui donnèrent lieu à mettre en accusation un cardinal. Nous avons nous-même indiqué ces faits. Après le décès du Souverain Pontife, le procès s'instruisit, et le cardinal Charles Caraffa, Jean Caraffa, comte de Montorio, duc de Palliano, neveux du Pape Caraffa, le comte Allifani et Léonard Cardini, ses parents, furent condamnés à mort ¹. Le Saint-Père ne pouvait faire grâce. Il ne leur restait plus qu'à en appeler au tribunal de Dieu. Le duc de Palliano, le premier, faisait prier Laynès de lui envoyer un Père pour l'assister. Paul IV et ses neveux avaient été hostiles à la Société. Cette marque d'estime, dans un pareil moment, était pour l'Ordre une satisfaction que tous ses membres déploraient. Les héritiers de Paul IV, à leur dernière heure, demandaient un Jésuite. Le Jésuite se présenta : ce fut le Père Jean-Baptiste Perucci.

En le voyant descendre dans son cachot, le duc de Palliano lui dit : « Je regarde ce malheur comme le plus grand bienfait de Dieu, puisqu'il me rend ce que la félicité m'avait enlevé, le soin de mon âme. » L'heure du supplice approchait. La place de l'exécution avait été fixée à Tordinone. Le condamné, à qui la Religion inspirait la résignation, tenait dans sa main gauche un petit crucifix d'argent ; dans la droite, une lettre adressée à son fils, et qui se conserve encore. A la porte de son cachot, les Confrères de la Miséricorde l'attendaient pour l'accompagner à l'échafaud. Il donna au Père Perucci le collier de l'Ordre de Saint-Michel, que naguère il avait reçu du Roi de France, Henri II ; le papier sur lequel étaient écrits les points de sa dernière méditation sur la mort, un livre de prières et un chapelet.

Les geôliers l'introduisirent alors dans un autre cachot où étaient déjà réunis ses deux

(1) Ce fait est attesté par le cardinal d'Augsbourg lui-même dans l'éloge qu'il prononça, en 1565, à Dillingen, au milieu du service funèbre qu'il fit célébrer à la mort du second Général des Jésuites.

(1) Après le décès de Pie IV, la famille des Caraffa, sollicita la révision du procès ; elle fut accordée par Pie V. Les nouveaux juges déclarèrent que Pie IV avait été induit en erreur par le procureur-général. Il fut mis à mort, et la famille Caraffa rétablie dans ses honneurs et dignités. L'historien Pallavicini, qui a fait de grandes recherches sur cette affaire, affirme que la culpabilité du cardinal ne lui paraît pas démontrée.

parents, coupables comme lui, condamnés comme lui. Selon la version du Père Polanque, témoin oculaire, qui, dans une de ses lettres, retrace toute cette tragédie, ces trois hommes s'embrassèrent avec effusion, se jetèrent à genoux et avouèrent à haute voix qu'ils étaient les auteurs des calamités fondant sur eux; ils se dirent un dernier adieu et on les sépara. Palliano resta seul avec le Jésuite : Allifani et Cardini furent assistés par un autre Père. Les condamnés prièrent avec leurs confesseurs; ils se firent lire la Passion de Jésus-Christ; et, au moment de partir, le duc s'exprima ainsi : « Après mon trépas, Père Perucci, vous remettrez ce crucifix et ces livres à votre Général; priez-le qu'il se souvienne de moi. »

Palliano s'était détaché de toute pensée terrestre; il allait à la mort, et, en passant au milieu des soldats sous les armes, il louait la justice éternelle de Dieu qui avait déterminé son vicaire le Pape à punir ses crimes. Il s'accusait souvent; mais, de temps à autre, plein de confiance, il récitait avec le Père quelques strophes du *Te Deum* qui se confondaient dans son cœur avec les lugubres versets du *De profundis*. Il endura avec constance les funèbres apprêts du supplice, et, quand le bourreau lui sépara la tête du tronc, le nom de Jésus expira sur ses lèvres. Allifani et Cardini moururent avec le même courage.

La même nuit — car c'est dans la nuit du 6 au 7 mars que cette triple exécution eut lieu, — on lisait sa sentence au cardinal Caraffa. Il ne s'était jamais arrêté à l'idée que le Saint-Siège frapperait en sa personne un pareil coup; il n'y avait ni recours en grâce possible, ni moyens de suspendre les arrêts de la justice. Le cardinal se résigna; il fit sa confession, reçut la communion et récita l'Office de la Vierge; mais, au moment où les exécuteurs s'approchèrent de lui pour l'étrangler, l'humanité l'emporta sur la pénitence. Caraffa, qui avait été l'ami de plusieurs monarques, jeta un regard en arrière, et, avec un accent de reproche dont l'énergie ne peut se traduire : « O Pape Pie ! s'écria-t-il, ô roi Philippe ! je n'attendais pas cela de vous. » Ces mots à peine achevés, le cardinal Charles Caraffa n'était plus qu'un cadavre de supplicié.

Le lendemain, les corps mutilés du duc de Palliano, d'Allifani et de Cardini étaient exposés sur le pont du château Saint-Ange. Les Romains, capricieux dans leur amour pour les Papes, avaient, en haine de ses neveux, brisé au Capitole les armes et la statue de Paul IV. Son nom leur était odieux autant par les exactions de sa famille que par les réformes qu'il s'efforçait d'introduire dans les Etats Pontificaux; mais, à la vue de ces têtes tranchées qu'on leur offrait en expiation, la colère des Romains se change en pitié. La loi

est vengée, ils pleurent sur les victimes qu'ils ont exigées.

Cette réaction avait son danger; il était urgent de calmer la mobilité de ce peuple, que les objets extérieurs impressionnent si vivement. Les Jésuites, qui étaient sur la terre les derniers amis des Caraffa, furent chargés de rétablir dans Rome la tranquillité que de sourdes agitations faisaient craindre de voir compromise : ils réussirent.

La Congrégation Générale avait bien pu, et Laynès avec elle, déclarer que le chef de l'Ordre devait être perpétuel. Cependant Laynès voulait offrir au Saint-Siège un témoignage de son respect pour des décisions que les Jésuites n'approuvaient pas. Le Souverain Pontife Paul IV avait désiré que le Général ne fût élu que pour trois ans. Les trois ans allaient expirer, et Laynès annonça à Pie IV et à ses frères en religion qu'il se proposait de résigner sa charge.

Que ce soit un acte d'humilité privée et de soumission à la Chaire de Saint Pierre ou un calcul politique, il n'en reste pas moins établi que le Général, suivant en cela l'exemple de son prédécesseur, eut l'idée d'abdiquer le pouvoir. Les Assistants furent consultés, le Souverain Pontife aussi : tous se montrèrent unanimes en leur décision; tous proclamèrent que, dans les circonstances, il était impossible d'accepter une démission aussi préjudiciable. Laynès ne s'en tint pas là; en vertu de l'obéissance, il fit une loi à tous les Provinciaux et à tous les Profès de donner leur opinion par écrit; il s'interdisait de connaître ces opinions, et il nomma des commissaires pour les recueillir.

La perpétuité du Généralat était ainsi remise en question : les Pères consultés répondirent tous dans le même sens. Bobadilla, au moment de l'élection, avait paru contrarié et mécontent; son suffrage vint avec les autres. Il est conçu en termes si pleins d'expressive originalité que l'histoire doit le citer tel qu'il fut adressé à Laynès :

« Quant au Généralat, écrit Bobadilla alors à Raguse, mon avis est que, selon que les Constitutions l'ordonnent, il doit être perpétuel et à vie. Qu'il soit tellement stable entre vos mains que vous le gardiez encore cent ans. Si, après votre mort, vous venez ressusciter, mon avis est encore qu'on vous le rende et que vous le gardiez jusqu'au jour du jugement, et je vous supplie, pour l'amour de Jésus-Christ, de conserver avec paix et avec joie votre charge. Ces sentiments, que j'ai profondément gravés dans mon cœur, je les écris ici, et j'en signe l'expression de ma propre main *ad perpetuam rei memoriam*. »

Laynès se vit donc forcé de garder ses fonctions, que le Pape lui-même, contre la pensée de Paul IV, avait été perpétuelles, et les

Jésuites, délivrés de ce nouvel embarras, purent continuer leur apostolat.

Les Jésuites poursuivis à Venise.

Pie IV, reconnaissant de tout ce qu'ils entreprenaient pour la gloire du Saint-Siège, acquittait largement la dette contractée par l'Eglise. Il se présentait chaque jour une occasion de servir l'Institut; chaque jour, en effet, lui jetait un nouvel ennemi sur les bras. Philippe II lui était hostile; la République de Venise imitait l'Espagne. Voici en quelles circonstances :

Le Patriarche Jean Trevisani leur ennemi.

En 1560, Venise avait pour patriarche Jean Trevisani. Bien différent en cela de Driedo, son prédécesseur sur ce siège, l'archevêque Jean se prononçait très-ouvertement contre les Jésuites. Il avait juré de ne pas laisser longtemps sur le territoire de la République ceux qu'il appelait Chiappini¹; mais pour ne pas se montrer injuste, il épiait une occasion. L'occasion s'offrait à souhait.

Il y avait à Venise un monastère de Pénitentes, auxquelles leur directeur faisait une réputation de sainteté. Ce prêtre, qui se nommait Jean Berre, fut juridiquement convaincu d'exciter ces femmes à la débauche et condamné au dernier supplice. Les Pénitentes, qui étaient au nombre de plus de cent, refusent de prendre aucune nourriture tant qu'elles seront forcées d'habiter leur couvent, à tout prix elles veulent s'échapper. Le scandale allait devenir public, lorsque le Père Palmio leur est envoyé. Il avait le don de la persuasion : il apaise cette insurrection féminine; mais le Patriarche, en tacticien adroit, avait su mettre à profit les événements.

Les Jésuites confessaient ou dirigeaient la plupart des dames nobles de la ville. On répand le bruit que, par cette route souterraine, ils s'initient aux secrets de la République. On va plus loin; le Sénat s'assemble, et un de ses membres, chargé de l'instruction, déclare dans son rapport que « les Jésuites se mêlent d'une infinité d'affaires civiles et même de celles de la République. Ils se servent, ajoute-t-il, des choses les plus respectables et les plus saintes pour suborner leurs épouses. Non contents d'avoir avec elles des entretiens fort longs dans le confessionnal, ils les font encore venir chez eux pour en conférer avec elles. C'est surtout aux femmes de la première qualité que les principaux personnages de cet Ordre s'attachent. Nous devons remédier plus tôt que plus tard à cet abus, ou en les chassant du pays, ou en préposant une personne d'autorité et de mérite, telle que le Patriarche, pour veiller sur leur conduite. »

Avec les habitudes inquisitoriales et les formes ombrageuses de Venise, un semblable rapport ne devait pas manquer d'être accueilli. Dans cette République, on était coupable dès qu'elle

pouvait vous croire suspect; ce soupçon suffisait pour faire éloigner à tout jamais la Compagnie de Jésus. Le Patriarche et les adversaires de l'Institut avaient bien calculé; mais un autre sénateur, ami des Pères, prit la parole.

On accusait les Jésuites d'ambition; il montra que les moyens proposés pour remédier au mal seraient beaucoup plus préjudiciables à la République que le mal lui-même.

« Cette Compagnie, dit-il, a été exemptée sur plusieurs points de la juridiction des seconds pasteurs par l'autorité du pasteur suprême; il n'est pas à croire qu'elle subisse à Venise des lois qu'on ne lui a prescrites nulle part ailleurs. De plus, le moyen indiqué ne me paraît pas expédient, si l'on considère les changements que tant d'éventualités peuvent engendrer. Cette mesure n'est pas nécessaire si l'on s'arrête à l'état actuel des choses. Si l'un de nos concitoyens a des reproches à faire aux Pères, si le Sénat croit utile de prendre à leur égard quelques précautions, confions au sérénissime Doge le soin de les avertir : ainsi ne leur fournirons-nous aucun sujet de plainte. Si ces mesures sont insuffisantes, plus tard nous aviserons à de plus sévères. »

Le conseil fut goûté, car les projets ambitieux du Patriarche n'étaient un mystère pour personne; mais, dans cet intervalle, le Pape Pie IV écrivait lui-même au Sénat et au Doge Priuli; il se portait garant des bonnes mœurs et des doctrines de la Compagnie. Son suffrage pesa dans la balance de Venise au moins autant que celui du Patriarche, qui n'était pas un redoutable ennemi, puisqu'il mettait ses haines à découvert. Cependant le Doge fit appeler le Père Palmio. L'exemple de Jean Berre, dans le couvent des Pénitentes, effrayait quelques esprits : il fallait les rassurer.

Priuli rend compte au Jésuite de ce qui s'est passé dans le Sénat : « Si vous avez des détracteurs, ajouta-t-il¹, supportez-les avec patience : c'est le propre de la vertu d'avoir à combattre. L'Institut a parmi nous de chaleureux défenseurs; mais je suis chargé d'appeler votre attention sur un ou deux points : ce sont les seuls qui aient été retenus dans cet amas de faibles débitées par vos ennemis. D'abord on voit avec peine que, vous qui mieux que tout autre pouvez entendre les confessions, vous vous en absteniez, et qu'au grand regret de toute la ville, vous chargiez de ce ministère, auprès de plusieurs bataillons de femmes, des jeunes gens d'à peine vingt-cinq ou vingt-six ans. »

Le Père Palmio lui démontre que le plus jeune des Jésuites confesseurs à Venise est âgé de plus de trente-deux ans. En expliquant les Constitutions, il lui indique les précautions, les détails

(1) Ce mot, dans la langue italienne, est un terme de mépris qui est impossible de rendre en français avec quelque décence.

(1) C'est à une lettre du Père Palmio que nous empruntons ces détails, qui sont confirmés par les historiens de la République et par les actes officiels déposés aux archives de Venise.

de vigilance mis en usage par la Société pour prévenir tout soupçon dans un ministère aussi délicat.

L'affaire en resta là. Pie IV, en intervenant si à propos, avait rendu service à la Compagnie. Dans le même temps, par sa bulle *Ètsi ex debito*, du 13 avril 1564, il lui attribuait la faculté de s'étendre sans voir se renouveler les tristes scènes dont la ville de Saragosse avait été le théâtre.

Les fondations des Collèges et des Maisons de la Société étaient une source intarissable de différends ou de procès avec les Ordres Mendiants. Ces sociétés religieuses s'appuyaient sur un usage consacré par le temps : cet usage avait établi qu'aucune chapelle ou maison ne pourrait être bâtie dans un rayon de cent quarante cannes¹, dont leurs monastères étaient le centre. Le Collège des Jésuites à Palencia et quelques autres allaient être supprimés par ce motif.

Le Pape confirme et accorde de nouveau à la Compagnie de Jésus le droit de bâtir, quand bien même il se trouverait d'autres monastères qui ne seraient pas à cent quarante cannes de distance.

Le 49 août 1564, le Souverain Pontife, par sa bulle *Exponi nobis*, donnait à ses faveurs encore plus d'extension.

Il survenait souvent des querelles entre les Universités et les Collèges de la Compagnie, parce que celles-là refusaient de conférer les grades de maître ès-arts et de docteur, soit aux Jésuites, soit à leurs écoliers. Le seul motif allégué par les Universités était qu'ils n'avaient pas étudié sur leurs bancs.

Ainsi on plaçait déjà le monopole de l'instruction en lutte avec la liberté d'éducation. L'enseignement des Jésuites était gratuit partout et en tout. Mais, pour recevoir les distinctions honorifiques que vendait l'Université, il fallait s'astreindre à des dépenses excédant les moyens pécuniaires de la plupart des jeunes gens, qui avaient plus de science que de rentes. D'autres répugnaient à prendre leurs grades, parce que, dans certaines villes, on exigeait un serment en désaccord avec leurs croyances ou avec leurs principes. Laynès comprenait les difficultés de la position.

Il supplie le Pape de délivrer les membres de la Société et leurs élèves de pareilles entraves. Pie IV accorde au Général de la Compagnie *pro tempore existenti*, c'est-à-dire à perpétuité, le droit de conférer par lui-même ou par ses délégués les grades de bachelier, licencié, maître ès-arts et docteur. Ce droit, avec tous les privilèges annexés, concernait les Religieux de l'Ordre, les écoliers externes dans l'indigence et même les écoliers riches, si les Universités refusaient de les recevoir ; à la condition, toutefois, que les riches leur paieraient la taxe établie.

Cette bulle sollicitée et obtenue par Laynès, était, dans beaucoup de cas, un bienfait pour la jeunesse ; mais elle mettait la Compagnie en hostilité flagrante avec toutes les Facultés. D'un côté, par la bulle du 14 avril 1564, les Jésuites se montraient en opposition avec les Ordres Mendiants ; de l'autre, par la bulle du 49 août, ils n'avaient plus à attendre des corps enseignants qu'une guerre à mort. Cette multiplicité d'antagonismes n'intimida point la Société.

Au moment de partir pour le Colloque de Poissy, Laynès sentit qu'il ne devait pas fournir aux Calvinistes une arme qu'ils sauraient bien placer entre les mains de l'Université. On ne fit pas d'abord grand bruit de cette bulle. Ce silence est une concession, selon les uns ; une finesse diplomatique, selon les autres. Laynès n'en parla point au Colloque de Poissy, et ce fut un tort qu'il se donna aux yeux d'ennemis implacables. Les Jésuites renonçaient en France à tout privilège qui porterait atteinte aux lois de l'Etat. Il n'y avait qu'à examiner si ce privilège, beaucoup plus favorable à la liberté d'enseignement qu'à la Compagnie de Jésus, blessait, en quelque point, les lois ou coutumes du royaume, et tout était dit.

Le Cardinal Hippolyte d'Este et Laynès arrivèrent à Paris le 16 septembre 1564.

Une seconde génération de Jésuites avait succédé à la première. Disposée par Ignace lui-même à l'apostolat, elle s'élançait contre les Calvinistes, qui enfin levaient le masque. Henri II avait trouvé une mort cruelle au milieu des fêtes du tournoi donné le 4^{er} juillet 1559 à l'occasion du mariage de sa fille, la princesse Elisabeth, avec Philippe II d'Espagne. Dans ces circonstances, une main forte seule aurait pu triompher des obstacles. Au lieu de cette puissance de volonté que François 4^{er} et Henri II avaient déployée, sans cependant parvenir à comprimer l'Hérésie, le royaume se voyait confié à la garde d'un Roi encore enfant, et aux ruses d'une Italienne que son caractère, bien plus que son titre de reine-mère investissait d'une suprême autorité.

Catherine de Médicis avait de grandes qualités. Elle était étrangère ; mais, en France, ce n'était qu'une chose fort ordinaire et à laquelle les peuples s'accommodaient facilement. Les Reines se faisaient Françaises par la maternité. A l'exception d'Isabeau de Bavière, toutes, depuis Blanche de Castille jusqu'à Catherine, se glorifiaient de répudier la politique de leur patrie pour adopter celle de la France, l'héritage de leurs enfants. Catherine resta fidèle à ce principe ; mais intrigante et adroite, elle crut qu'il lui serait possible de tromper les deux partis et consolider son pouvoir en s'efforçant de souffler la discorde entre eux. Les Catholiques et les Calvinistes ne se laissèrent pas prendre au piège. Les Catholiques avaient pour

Laynès
pari pour
le collo-
que de
Poissy
avec Hip-
polyte
d'Este,
cardinal
de Fer-
rare.

(1) La canne est une mesure d'un peu plus d'un mètre.

chefs le Roi, les Montmorency et les Guise. Par la prise de Calais sur l'armée anglaise, les Guise venaient de rendre à la patrie un de ces services que les nations ne doivent jamais oublier. Avoir eu l'honneur de mettre la dernière main à l'œuvre de du Guesclin, le bon connétable; avoir chassé l'Anglais du sol de France, c'était, pour une famille française, un si grand titre à la popularité qu'alors le duc de Guise et le Cardinal de Lorraine étaient à peu près les arbitres du royaume. Ils commandaient, ils gouvernaient, et les Catholiques se montraient fiers, comme le vieux connétable de Montmorency et le maréchal de Saint-André, de suivre la ligne qu'ils traçaient.

Les Huguenots marchaient sous la bannière du prince de Condé et de l'amiral de Coligny; les concessions que ces derniers arrachaient au pouvoir, l'amour de la nouveauté et, plus que tout cela, les calomnies basées sur quelques abus trop évidents, assignaient aux doctrines de Calvin une funeste prépondérance.

Les Jésuites avaient vu le mal; leur Société était frappée de proscription presque en naissant par l'Université, l'Evêque de Paris et le Parlement. Condamnés à ne pouvoir former d'établissements publics en France, ils s'instruisaient pour instruire les autres, selon le conseil de Sénèque; ils avaient fait les morts, ne se rebutant jamais et espérant toujours. Ainsi s'écoulèrent quelques années. Le trépas imprévu de Henri II, les événements que cette fin tragique devait hâter, les décidèrent à sortir de leur retraite de Saint-Germain-des-Prés. « Ils crurent, ainsi que le raconte l'historien de Thou, leur adversaire ¹, qu'il fallait s'accommoder au temps; et, dans l'espérance que la haine qu'on avait conçue pour le nouvel Institut s'adoucirait peu à peu, ils gardèrent un profond silence jusqu'au règne de François II. Alors les Guise, qui les favorisaient de tout leur crédit, étant à la tête des affaires, les Pères recommencèrent leurs poursuites. »

Il y avait alors à Paris un membre de la Compagnie de Jésus qui unissait le zèle à une remarquable dextérité dans les affaires; c'était Ponce Cogordan, que, s'il faut en croire Etienne Pasquier ², « Charles, cardinal de Lorraine, en ses communs propos, disait être le plus fin négociateur qu'il eût jamais vu, et en avait vu plusieurs. » Cogordan fait sentir aux princes et à la Reine-Mère qu'il devient indispensable d'opposer une digue au torrent hérétique. Cette digue, qu'il est impossible de trouver dans le Clergé de France, il la montre sortant de la Société de Jésus, instituée pour combattre les Sectaires. Le Conseil du Roi adhère à ces raisons; il se décide à faire entériner les lettres-

patentes de Henri II qui, depuis huit années, restaient au greffe du Parlement. Le 12 février 1560, injonction lui est faite de confirmer la Compagnie de Jésus; le Parlement résiste, car déjà il possédait dans son sein quelques Calvinistes et plusieurs conseillers partisans secrets du Protestantisme. Le 23 avril suivant, le Roi expédie de nouvelles lettres-patentes ainsi conçues :

« Le Roi, après avoir fait voir en son privé conseil les remontrances de la Faculté de Théologie, et entendu que ladite Compagnie avait été reçue es royaumes d'Espagne, Portugal et en plusieurs autres pays, et qu'en icelle Société pourrout être nourris personnages qui prêcheront, instruiront et édifieront le peuple tant en ladite ville de Paris qu'ailleurs, mande à ladite Cour de procéder à l'homologation et vérification desdites Bulles et Lettres, nonobstant lesdites remontrances faites par ladite Cour et par l'Evêque de Paris. »

Le Parlement et l'Université ne se tinrent pas pour battus; ils appréciaient la faiblesse du pouvoir; ils essayèrent de résister avec des formes légales. Le Parlement ordonna que « lesdites Bulles, Lettres du Roi et Statuts desdits escoliers et Société, s'aucuns y a, seraient communiqués à l'Evêque de Paris diocésain, pour, lui ouï, être ordonné ce que de raison. » La Faculté de Théologie avait seule répondu pour toutes les Facultés; on crut qu'une assemblée des quatre corps enseignants ferait autorité; ils se réunirent au mois d'août 1560, et ils conclurent à la non-admission du nouvel Institut. « Il n'est propre, dit l'arrêt, qu'à en imposer à grand nombre de personnes, et principalement aux simples; il a des privilèges exorbitants de prêcher, il n'a aucunes pratiques particulières qui le distinguent des laïques et des hommes du commun, et il n'est approuvé par aucun Concile universel ou provincial. »

Dans ces chicanes il y avait plus de petitesse que de véritable opposition. Cogordan et ses compagnons n'eurent pas de peine à démêler l'intrigue ourdie par l'Université pour associer à ses répugnances l'Eglise Gallicane. L'Université s'appuyait sur les privilèges accordés par les Papes à la Compagnie de Jésus. Dans une requête adressée au Roi, « les Pères et Escoliers de ladite Société de Jésus demandent à être reçus à Paris et dans le royaume de France, à la charge, y est-il dit, que leurs privilèges obtenus du Saint-Siège Apostolique, et leurs statuts et règles de la Compagnie ne soient aucunement contre les Lois royales, contre l'Eglise Gallicane, ni contre les Concordats entre notre Saint-Père le Pape et le Saint-Siège apostolique d'une part, et la majesté du Roi, le royaume, d'autre; ni contre tous droits épiscopaux ni parochiaux, ni pareillement contre les chapitres des églises, soit cathédrales, soit collégiales, ni

1. le Père
Ponce
Cogor-
dan.

(1) De Thou, l. III, liv. XXXVI.

(2) *Catechisme des Jésuites*, liv. I, chap. IV.

aux dignités d'icelles ; mais seulement qu'ils soient reçus comme Religion approuvée avec la susdite limitation et restriction. »

Les difficultés légales, faites par la magistrature, par Eustache du Bellay et par l'Université étaient donc levées. Cet acte de renonciation à leurs privilèges plaçait les Jésuites dans une position inexpugnable. On arguait des faveurs que Rome leur avait accordées ; ils les abandonnaient aussi explicitement que possible. Leurs antagonistes virent qu'ils ne pouvaient plus parer le coup ; ils se soumirent de mauvaise grâce, mais seulement sur un Ordre du Roi à la date du 34 octobre 1560, et sur une lettre impérative de Catherine de Médicis, qui, le 8 novembre, commentait au Parlement ce que le Roi son fils avait ordonné.

L'Université et le Parlement abritaient leur opposition sous la crosse épiscopale d'Eustache du Bellay. Ce prélat, vaincu dans ses derniers retranchements par le désistement des Jésuites, et pressé par la Cour, dont il espérait un chapeau de cardinal, consentit enfin à l'admission de la Société de Jésus ; mais dans son cœur il régnait trop de désespoir de sa défaite pour qu'Eustache du Bellay n'attachât pas à un acquiescement des restrictions qui en infirmaient l'effet à ses yeux.

Les disciples de Loyola s'engageaient devant le Roi ; ils promettaient par acte officiel d'accepter et de suivre les lois du Royaume et celles de l'Eglise Gallicane sur la juridiction de l'Ordinaire. L'Evêque de Paris ne se contenta pas de cette promesse, que relataient en détail les lettres-patentes de François II et celle de la Reine-Mère ; il ne céda le champ de bataille qu'en faisant ses réserves sur tous les points de juridiction et en demandant « que lesdits Pères soient reçus par forme de Société et de Compagnie seulement, et non de Religion nouvelle, lesquels seront tenus prendre un autre nom que Jésus ou Jésuites, qu'ils ne pourront faire aucunes constitutions nouvelles, changer ne altérer celles qu'il ont jà faites. »

Ces excès de précautions étaient une arme à deux tranchants dont les Calvinistes et le Parlement espéraient bien un jour se servir et contre les Jésuites et contre les Evêques de France. Les Calvinistes voyaient qu'il était impossible de s'opposer à l'entérinement des lettres-patentes concernant la Société de Jésus ; par le mal que ces Pères avaient fait à l'Hérésie, on appréciait celui qu'ils allaient lui faire lorsque, légalement établis dans le royaume, ils pourraient fonder des Collèges et couvrir la France de leurs prédicateurs. Il était interdit aux Hérétiques de leur fermer l'entrée du Royaume : les Hérétiques voulaient au moins leur susciter des obstacles et les mettre sans cesse en désaccord apparent avec les Evêques, si susceptibles sur leurs prérogatives. Le calcul

des Sectaires était juste ; nous verrons avec quel art ils surent tirer avantage de la passion d'Eustache du Bellay, qui à Paris proscrivait les Jésuites, tandis qu'à Rome le Cardinal son oncle se montrait un de leurs défenseurs les plus éclairés.

L'Evêque de Paris, sous toutes réserves, recevait les Pères de la Compagnie dans son diocèse, qui devenait pour eux une espèce de lazaret, où, pour obtenir la libre pratique, ils n'avaient qu'à attendre son bon plaisir. Le Parlement suivit la même marche, et le 18 novembre 1560 il adhéra en ces termes à la volonté du Roi :

« Ce jour, les gens du Roi, par M. Baptiste du Mesnil, avocat dudit Seigneur, assisté de M. Edmond Boucherat, aussi avocat de Sa Majesté, ont présenté à la Cour les lettres missives du Roi et de la Reine sa mère, ci-après insérées, pour le fait de la vérification tant des lettres-patentes du feu Roi que des lettres du Roi à présent régnant, contenant l'homologation et approbation des bulles, privilèges et institutions de l'Ordre et Religion de la Compagnie de Jésus ; qui ont dit, quant à eux, attendu la déclaration faite par les prêtres, religieux et escoliers dudit Ordre, qu'ils n'entendent par leurs privilèges préjudicier aux lois royales, libertés de l'Eglise, concordats faits entre Notre-Saint-Père le Pape, le Saint-Siège, et ledit Seigneur Roi, ne contre tous droits épiscopaux et parochiaux, ne semblablement contre les Chapitres, ne autres dignités, consentent l'approbation desdits privilèges ; sauf où en après ils se trouveront dommageables ou préjudiciables aux droits et privilèges ecclésiastiques, de requérir y être pourvu. »

Le Parlement, on le voit, se montrait aussi récalcitrant que l'Evêque de Paris. François II allait mourir ; il expirait le 5 décembre 1560. Comme dans toutes les morts inattendues qui compliquent ou évoquent des révolutions, soit de palais, soit de peuples, le trépas de ce jeune Roi fut attribué à ceux qui paraissaient y avoir intérêt. On chargea les Calvinistes de cet attentat improbable, on les accusa d'avoir administré une dose de poison qui produisit la langueur mortelle sous laquelle succomba le débile époux de Marie Stuart.

Il y a dans l'histoire tant de forfaits prouvés qu'elle ne peut pas admettre ceux qui ne reposent que sur de vagues soupçons. Pour incriminer un grand parti ou un homme de ce parti, il ne s'agit pas de présomptions ; des preuves matérielles sont nécessaires. Ici les preuves manquent. Sans doute parmi les Calvinistes, ainsi que dans toutes factions prenant les armes au nom d'un principe religieux ou politique, il sera toujours aisé de faire surgir un monstre ; mais ce monstre, souvent en proie à un fanatisme isolé, laisse après lui une trace de honte que ses coreligion-

naires s'empresment d'effacer par des protestations auxquelles l'histoire doit ajouter plus de foi que les passions de l'époque.

La mort de François II ne changeait rien à la situation des affaires ; sa mère et les Guise gouvernaient sous son nom. Cette mort les investissait d'un pouvoir plus régulier, car Charles IX était mineur et Catherine de Médicis devenait régente par le droit.

Un des premiers actes de la Reine fut de donner enfin aux Jésuites satisfaction complète.

Guillaume du Prat, en mourant, avait légué à la Compagnie une partie de sa fortune. Ce legs était destiné, selon le vœu de l'Évêque de Clermont, à l'entretien des Collèges de Billom et de Paris. La détesse de ces Maisons était profonde, les exécuteurs testamentaires refusant de céder les biens tant que la Société ne se serait pas reconnue.

Le 22 février 1564, une nouvelle injonction est adressée par le Roi au Parlement ; on y lit : « Ayant Sa Majesté avec la Reine-Mère connu la grande fâcherie desdits religieux, et trouvé que ladite Société ne peut que porter un grand profit à la Religion et utilité à la Chrétienté et au grand bien de son royaume, sur quoi la Reine, sa mère, par l'avis de son conseil, mande très-expressément ledit sieur de Saint-Jean signifier aux magistrats sa dernière et totale volonté, qui est que ladite Compagnie soit reçue à Paris et par tout le royaume, suivant toujours la déclaration faite par lesdits Religieux.

Tandis qu'à Fontainebleau le Roi Charles IX minait sa lettre de jussion au Parlement, dont les troubles inséparables d'une régence paraissaient encourager les résistances, Ponce Cogordan excitait la Reine-Mère, les cardinaux de Lorraine, de Bourbon et de Tournon à prendre parti en faveur de l'Institut. Il obtenait d'eux de pressantes recommandations auprès des membres influents du Parlement. Eustache du Bellay était à moitié vaincu. Il ne restait plus que cette cour de justice ; mais les Huguenots avoués ou secrets¹ qu'elle comptait sur ses bancs, et surtout cet esprit d'opposition aux ordres du Roi, se transformant vite en révolte lorsque le pouvoir royal était mal affermi, ne permettaient pas à Cogordan de beaucoup espérer de l'intervention de ces hauts personnages. Le 4 mars 1564, Charles IX, à la prière des Jésuites, intimait ordre de recevoir la Compagnie, ou d'exposer les motifs de refus dans l'espace de quinze jours.

¹ Le Conseiller-Clerc Anne du Bourg avait été, en 1559, déclaré hérétique et dégradé du sacerdoce par l'Évêque de Paris, qui le livra au bras séculier. Après l'assassinat du président Minard, un de ses juges, du Bourg fut pendu et son corps brûlé en place de Grève le 30 décembre 1559. Cette exécution d'un membre du Parlement de Paris n'empêcha point l'hérésie de faire des progrès, même dans le sein du Parlement. Le martyre pour le Calvinisme effrayait les autres ; mais ils cherchaient à lui marquer leur zèle, soit en entravant les mesures prises par le gouvernement, soit en favorisant sous main les Sectaires.

Cet ordre était péremptoire : il ne laissait plus de fauxfuyants. Ponce Cogordan est appelé devant la cour. « Apprenez-nous, hommes nouveaux que vous êtes, lui dit le Premier Président Giles Le Maître, avec quelles ressources vous vivrez dans ces temps de calamité où la charité de plusieurs s'est refroidie ? »

— « De plusieurs, oui, répond le Père ; de tous, non. Le Seigneur ne refusera jamais le nécessaire aux pauvres qui le servent avec piété et droiture ; qu'ils soient tels par choix ou par nécessité, peu importe. »

À ces mots, le Président saisit le décret de la Sorbonne ; il en commença la lecture, et, à chaque phrase, il s'arrêtait : « Qu'avez-vous à répondre ? » disait-il à Cogordan.

Cogordan, suivant Pasquier et le Cardinal de Lorraine, était un très-habile négociateur. Il avait beaucoup de suite dans les idées, un grand sens, et une franchise qui n'excluait pas la connaissance du cœur humain. Il parla avec un abandon si éloquent de confiance, que la cour décida qu'elle en référerait à la Sorbonne. Mais ce triomphe n'était pas le seul que Ponce Cogordan remportait : il avait dévoilé la plaie que l'Université et le Calvinisme étaient intéressés à envenimer. Quelques membres de la Cour affirmèrent qu'après avoir lu les Bulles des Papes ils reconnaissaient que tout ce que renfermait le décret universitaire était toujours futile et souvent erroné. L'affaire fut renvoyée aux États-Généraux ou au futur Concile national. Néanmoins le Parlement déclara que, par ce renvoi, il n'entendait point priver la Compagnie de Jésus du droit d'entrer en possession des legs à elle faits par l'évêque de Clermont.

L'Université et le Parlement ne cédaient donc qu'à la force morale. Dans les provinces, il n'en était pas ainsi. Les Consuls de Billom chargeaient des députés de parcourir les principales villes de l'Auvergne et d'en obtenir des adhésions en faveur d'un Ordre religieux qui leur paraissait si utile. La noblesse d'Auvergne avouait hautement : « A moins que le Roi veuille que toute la province devienne hérétique, il est urgent d'admettre la Compagnie de Jésus. »

Si la noblesse d'Auvergne tenait à conserver intact, par les Jésuites, le dépôt de la Foi, elle avait complètement raison. Le Calvinisme ne fit des progrès que dans les cités où ils ne purent le combattre ; et, en suivant pas à pas le récit des événements, on est inévitablement conduit à cette conséquence.

Leurs combats sont consignés dans les archives mêmes du Catholicisme ; c'est donc là qu'on doit aller en chercher la preuve. Car, par des motifs peu en rapport avec la vérité historique, les annalistes se sont efforcés de passer sous silence ou d'atténuer ce que firent alors les Jésuites, que l'Évêque de Paris et l'Université accusait tantôt de papisme, tantôt de doctrines

La reine
régente
Catherine
de Médicis.

Lettres
de jussion
de Charles
IX au Parle-
ment.

nouvelles, quelquefois même d'hérésie. Avant de parler du Colloque de Poissy, nous allons jeter un rapide coup d'œil sur leurs travaux.

La mort d'Henri II avait enhardi les Protestants. Robert de Pellevé, évêque de Pamiers, a, dès l'année 1559, appelé les Pères dans son diocèse pour opposer leur logique à l'entraînement des Calvinistes. Les Calvinistes, qui, en demandant la liberté pour eux, n'accordaient aux autres que l'esclavage, tel que leur maître de Genève l'entendait, se révoltent à la seule idée qu'ils vont rencontrer dans les montagnes de l'Ariège des adversaires que le bruit n'intimidera pas. L'évêque Robert de Pellevé devient le but de leurs insultes; mais, sur ce théâtre de luttes acharnées, paraît le Père Emond Auger.

Il était de l'école même d'Ignace de Loyola. Né en 1534 dans un village près de Sézanne en Brie, il entra au Noviciat de la Compagnie à Rome. Vif, impétueux, ce jeune homme, avec ses saillies toutes françaises et son enjouement poétique, dont la Religion ne parvenait pas à étouffer les éclats, tourmentait la patience des Italiens. Il mettait leur gravité à de rudes épreuves; mais Loyola, qui, mieux que les Pères romains, avait compris tout ce que ce caractère si communicatif renfermait d'énergie et d'application, semblait l'avoir adopté comme un fils. Il espérait que l'excellence de son cœur triompherait des étourderies de la jeunesse, et, lorsque Auger eut achevé son noviciat, le Général lui donna la chaire de poésie au Collège Romain. Il la remplit avec distinction, ainsi que d'autres emplois analogues; puis, après la mort d'Henri II de France, Laynès, à la demande de plusieurs évêques, le renvoya dans ce royaume. Il y arriva avec les Pères Jean Roger et Pelletier.

Les voilà à Pamiers au mois d'octobre 1559; l'Évêque était absent; ils ne trouvent point de protecteurs, point d'amis dans la ville, mais des Huguenots tout prêts d'avance à rendre inutiles leurs efforts ou des hommes indifférents qui font cause commune avec les Sectaires.

Auger et ses compagnons ne se découragent point; les Calvinistes les accusent d'être dévoués au Pape de Rome : les Jésuites acceptent l'accusation, ils s'en font gloire, et, malgré les répulsions dont ils se savent l'objet, malgré les dangers qui les environnent, ils montent en chaire. Leur conviction avait quelque chose de si profond que bientôt les Catholiques ne consentent plus à subir la loi dictée par les Protestants. La réaction s'opère. L'Évêque de Pamiers avait appelé Emond Auger et Pelletier pour fonder un Collège : le Collège est établi. Les jeunes gens y accourent; mais ils portent avec eux les Psaumes du Marot, quelques chansons impures et le Catéchisme de Calvin, seuls livres mis à leur disposition.

Les Jésuites avaient des auditeurs, il ne leur

restait plus qu'à en faire des Chrétiens. Pelletier et Emond ne reculent pas devant la tâche qui leur est préparée : ils prêchent, ils enseignent; la jeunesse qui les écoute se montre docile à leurs instructions.

Le comté de Foix était en même temps une autre contrée ouverte à leur zèle; le Calvinisme y faisait de rapides progrès, il pénétrait partout, traînant à sa suite le sacrilège et la profanation. A Toulouse la sédition se coalisait avec l'Hérésie. Pelletier accourt; il s'adresse à ces imaginations méridionales; pendant tout le carême il leur fait passer sous les yeux les leçons les plus frappantes de la Religion. Sa parole vibre avec tant d'onction au cœur des Toulousains que l'Hérésie comprit enfin que cette ville n'était plus tenable pour elle.

Pelletier et Auger s'étaient révélés les adversaires du Calvinisme. Le Cardinal de Tournon les attire à lui. Il avait, en 1542, fondé un Collège dans la ville dont il portait le nom; mais ce Collège, placé sous les auspices d'un prince de l'Eglise, était tombé entre les mains de professeurs qui, à l'aide des Belles-Lettres, faisaient couler le venin de l'erreur dans l'âme de leurs élèves. Le Cardinal vit l'urgence de remédier à ces excès; il cherchait des hommes dignes de sa confiance, quand Pierre de Villars, Evêque de Mirepoix, lui conseilla d'introduire les Jésuites à Tournon, dans cette province du Vivarais où déjà Calvin comptait tant de sectateurs. Le conseil fut suivi : Emond Auger reçut ordre de combattre sur ce terrain.

Dans l'année 1559, la ville d'Annecy devient la proie des novateurs; le Père Louis Coudret s'y présente, il fait entendre les vérités du salut à des Chrétiens que l'aimable piété de François de Sales maintiendra plus tard dans la Foi de l'Eglise. Il annihile tous les empêchements; puis, après avoir préservé Annecy de la contagion calviniste, Coudret offre un nouvel aliment à son ardeur.

En 1560, le Protestantisme, gardé dans quelques familles comme un secret, et, par cette espèce de mystère, recrutant pour sa cause de plus nombreux prosélytes, n'invoquait plus la tolérance; il l'imposait par ses prédicateurs, il menaçait même de l'imposer par les armes. A Marseille, à Avignon, et dans la plupart des villes du Midi, aujourd'hui si catholiques, tout était en feu. Les provinces du Nord se voyaient ainsi agitées; mais, dans ce changement de culte qui est une révolution, il surnage un fait qu'il ne faut pas oublier. Partout où les Jésuites purent pénétrer, en Auvergne, en Languedoc, par les villes de Billom, de Mauriac, de Rodez, de Toulouse, de Pamiers et de Tournon, l'action protestante fut beaucoup moins décisive. Elle trouvait là des contradicteurs dont l'éloquence, dont les vertus ne laissaient guère de prise aux sophismes ou à des reproches mérités.

CHAPITRE VIII.

Arrivée du Cardinal de Ferrare et de Laynès au Colloque de Poissy. — Les Catholiques et les Huguenots. — Conditions mises à l'admission de la Compagnie de Jésus. — Acte d'admission. — Théodore de Bèze et Pierre Martyr. — Discours de Laynès. — Laynès et le prince de Condé. — Le Roi et la cour n'assistent plus aux conférences. — Lettre de Calvin sur le Colloque. — Mémoire demandé à Laynès par le prince de Condé pour la réunion des deux religions. — Mémoire de Laynès à la Reine régente pour empêcher les Réformés d'obtenir des temples. — Prévoyance politique de Laynès. — Enregistrement de l'acte de Poissy au Parlement. — Premiers succès des Jésuites dans l'enseignement constatés par Du Boulay, greffier de l'Université, par d'Alembert et par Ranke. — Interrogatoire de Ponce Cogordan. — Procès avec l'Université. — Etienne Pasquier et les avocats de l'Université. — Versoris avocat des Jésuites. — Le Père Auger à Valence. — Il est fait prisonnier par le baron des Adrets. — Le Père Pelletier à Pamiers. — Les Jésuites Possevin et Auger à Lyon. — Peste dans cette ville. — Le vœu des Lyonnais. — Possevin en Savoie. — Ses prédications. — Guerre dans les vallées. — Il est ambassadeur d'Emmanuel-Philibert auprès de ces populations. — L'Université de Louvain suit l'exemple de celle de Paris. — Résistance du Conseil de Brabant à l'admission de la Compagnie. — Ses succès dans les provinces rhénanes. — Dévouement des Jésuites pendant la peste. — Canisius à la diète de Petrikaw, en Pologne. — Ses heureux efforts en faveur de la Religion. — Il convertit Agricola. — Diète d'Augsbourg. — Canisius en Souabe. — Le cardinal Truschke donne aux Jésuites l'Université de Dilligen. — Le père David Wolf nonce du Pape en Irlande. — Le Père Nicolas Gaudan nonce en Ecosse. — Marie Stuart. — Le Pape Pie IV momentanément opposé à la Compagnie. — Causes secrètes de ce mécontentement. — Calomnies répandues contre les Jésuites. — Le père Ribera et le cardinal Charles Borromée. — Laynès justifie sa Compagnie. — Bref du Pape à l'empereur Maximilien pour détruire les bruits répandus. — Le Séminaire Romain est donné aux Jésuites. — Protestation de quelques membres du Clergé Romain. — Mort de Laynès.

Arrivée du cardinal de Ferrare et de Laynès au Colloque de Poissy.

Telle était la situation de l'Eglise et de la Compagnie de Jésus en France, lorsque le Cardinal Hippolyte d'Este et Laynès se rendirent au Colloque de Poissy, ouvert depuis le 31 juillet 1564. Comme toutes les Diètes germaniques dont Charles-Quint avait été le promoteur, cette assemblée ne devait porter aucun fruit. La Reine-Mère, régente du royaume, y assistait avec le Roi Charles IX et toute la cour. Ce Concile national avait pour président le Cardinal de Tournon. Les Cardinaux d'Armagnac, de Bourbon, de Lorraine, de Châtillon et de Guise, quarante Archevêques et Evêques, un grand nombre de docteurs et de canonistes, parmi lesquels on compte Salignac, Bouteiller, Despance, Vigor, Dupré, Sénéchal, de Saintes et Ciry, prenaient part aux discussions. Le Chancelier de l'Hôpital portait la parole au nom de la Couronne; le Roi de Navarre et le prince de Condé y représentaient les Huguenots, que les actes du Colloque nomment les *Dévoysés de l'Eglise*. Les principaux ministres calvinistes étaient Théodore de Bèze, Pierre Vermigli dit Martyr, vieillard décrépit et invétéré des mauvais jours¹; Jean Malo, de La Tour, Ray-

mond, Nicolas des Gallards, Claude de La Boissière, Barbançon, Gabriel du Housset, Marlorat et Jean de l'Épine. Le 9 septembre, ces ministres furent introduits dans l'assemblée; huit jours après, le Légat du Saint-Siège, accompagné de Laynès et de Polanque, administrateur du Général des Jésuites, y prit place.

Le voyage de Laynès avait deux fins : la réception de son Ordre en France, et la possibilité de mettre un terme à une réunion dont le Pape comprenait tous les dangers.

Les Jésuites placèrent sous les yeux des prélats et des grands du royaume convoqués à Poissy les témoignages que les Pères répandus en France avaient obtenus des principales villes. Ces attestations de leurs bonnes mœurs et de leur doctrine dissipèrent les doutes. Les Cardinaux de Tournon, de Lorraine, de Bourbon, d'Armagnac et de Guise se portèrent fort pour un Institut dont ils avaient été à même plus d'une fois d'éprouver la science; le seul Odet de Coligny, cardinal de Châtillon, évêque de Beauvais, s'opposa à leur réception; mais déjà ce prélat, huguenot dans le cœur, méditait son apostasie et son mariage. Les princes et ministres calvinistes se servirent donc de lui pour dicter à la Compagnie de Jésus d'onéreuses conditions. L'évêque de Paris et les membres de

Conditions mises à l'admission de la Compagnie de Jésus.

(1) Senex decrepitis et inveteratis malorum dierum; (Actes du Clergé de France, t. 1, p. 85, édit. in-fol. de 1767.)

l'Université combattirent et parlèrent à peu près dans le même sens. Cependant Eustache du Bellay, rapporteur de cette affaire, se montra moins hostile que les années précédentes. En 1554, l'Institut lui paraissait étrange et aliéné de raison; en 1561, il l'acceptait avec les réserves que l'acte d'admission va contenir.

La Compagnie désirait d'entrer à tout prix, car elle savait qu'en France le temps a toujours raison; elle se soumit aux restrictions qu'on lui imposait, et le décret suivant fut promulgué trois jours avant l'arrivée de Laynès :

« L'Assemblée, suivant le renvoi de ladite Cour de Paris, a reçu et reçoit, approuvé et approuve ladite Société et Compagnie par forme de Société et de Collège, et non de religion nouvellement instituée, à la charge qu'ils seront tenus prendre autre titre que de Société de Jésus ou Jésuites, et que sur icelle dite Société ou Collège, l'Evêque diocésain aura toute superintendance, juridiction et correction de chasser et ôter de ladite Compagnie les forçats et malvivants; n'entreprendront les Frères d'icelle Compagnie et ne feront ne en spirituel, ne en temporel, aucune chose au préjudice des Evêques, Chapitres, Curés, Paroisses et Universités, ne des autres religions; ains seront tenus de se conformer entièrement à ladite disposition du droit commun, sans qu'ils aient droit ne juridiction aucune, et renonçant au préalable, et par après, à tous Privilèges portés par leurs Bulles aux choses susdites contraires. Autrement, à faute de ce faire, ou que pour l'advenir ils en obtiennent d'autres, les présentes demeureront nulles et de nul effet et vertu, sauf le droit de ladite Assemblée et d'autrui en toutes choses. Donné en Assemblée de l'Eglise Gallicane tenue par le commandement du Roi à Poissy, au grand Réfectoire des vénérables religieuses dudit Poissy, sous le seing et scel du Révérendissime Cardinal de Tournon, Archevêque de Lyon, Primat de France, Président en ladite Assemblée, comme premier Archevêque de ladite Eglise Gallicane; et Révérend Père en Dieu M. l'Evêque de Paris, Rapporteur dudit fait, sous les signes de Nicolas Breton et Guillaume Blanchey, greffiers et secrétaires de ladite Assemblée, le lundi quinziesme jour de septembre 1564. »

Quand le sort de la Compagnie de Jésus fut fixé, Laynès descendit dans l'arène avec les Hérétiques; ils avaient déjà rencontré dans le Cardinal de Lorraine et dans plusieurs Evêques ou Docteurs de rudes antagonistes. Théodore de Bèze, au nom de ses coreligionnaires, avait, le 9 septembre, pris la parole après le Chancelier de l'Hospital, dont les historiens calvinistes ont si étrangement altéré le discours. Bèze fit sa profession de foi, et le lendemain il entendit tomber de la bouche du Cardinal de Lorraine cette apostrophe : « Plût à Dieu qu'il fût muet

et que nous fussions sourds ! Juste éloge accordé au talent, plus juste reproche adressé au fatal emploi que Bèze en faisait.

Laynès avait écouté les discussions sans y prendre part; mais enfin l'audace des Dévoysés de l'Eglise alla si loin qu'il ne put se contenir davantage. Pierre Martyr surtout, ancien chanoine régulier de Saint-Augustin, dont il avait renié la règle, s'était signalé par ses blasphèmes. Il était Florentin, et la Reine, sa compatriote, lui avait demandé de se servir de la langue italienne plutôt que de la latine. Cette coquetterie de femme espérant ainsi captiver le Calviniste tira Laynès de son silence, et, le 26 septembre, il prononça le discours suivant ² :

« MADAME,

» Sans doute il ne convient pas à un étranger de se mêler des affaires publiques dans un pays autre que le sien; cependant, comme la Foi n'est pas de quelques royaumes seulement, mais de tous les temps et de tous les lieux, il ne me paraît pas déplacé d'exposer à Votre Majesté quelques considérations qui s'offrent ici à mon esprit. Je parlerai en général sur ce qui se traite dans cette assemblée, et je répondrai en particulier à quelques objections de frère Pierre Martyr ³ et de son collègue.

» Quant au premier point, si je me rappelle ce que j'ai lu, si je consulte les leçons de l'expérience, il me semble très-dangereux de traiter avec ceux qui sont hors de l'Eglise. Il ne faudrait pas même les écouter; car, comme dit très-bien le Sage, au livre de l'Ecclesiastique : « L'enchanteur mordu par un serpent et ceux » qui s'approchent de trop près des bêtes féroces, ont-ils droit à notre compassion ? *Quis » miserebitur incantatori à serpente percusso, » et omnibus qui appropinquant bestiis* ⁴ ? »

» Pour nous apprendre à nous garder de ceux qui se sont séparés de l'Eglise, l'Ecriture les traite de serpents, et, sans doute à cause de leurs perfides artifices, elle les appelle loups cachés sous la peau de brebis, *in vestimentis ovium* ⁵, elle les appelle encore renards ⁶. Telle a été la conduite ordinaire des Hérétiques. Les Pélagiens, par exemple, niaient la nécessité de la grâce de Dieu et reconnaissaient dans la nature des forces qu'elle n'a pas; mais, pressés par les

Discours
de
Laynès.

(1) *Uinam mutus fuisset aut surdi fuisset!* (Actes du Clergé de France).

(2) Cette harangue, qui a été si souvent défigurée dans les Actes du Clergé de France, dans l'Histoire du Concile de Trente, par Fra-Paolo, et dans tous les ouvrages protestants ou anticalholiques, se trouve en original aux archives de Gesù à Rome. Nous l'avons littéralement traduite sur le texte primitif.

(3) Lorsque Pierre Martyr s'entendit nommer par Laynès Fra-Pietro, il rougit et ne put cacher son dépit. Cette expression lui rappelait la robe dont il s'était dépourvu et les vœux sacrés auxquels il avait renoncé.

(4) Eccl. xii, 15.

(5) Matth. vii, 15.

(6) Cant. ii, 16; Luc. xiii, 32.

supérieurs ecclésiastiques, ils avouaient en leur présence que la grâce était nécessaire au salut. Ce qui ne les empêchait pas de dire secrètement à leurs disciples que la grâce n'était autre chose que la nature, dont le Seigneur nous avait fait un don purement gratuit. D'autres Sectaires niaient la résurrection des corps; ils prétendaient que c'est l'âme seule qui ressuscite quand elle est justifiée. Étaient-ils interrogés publiquement sur leur croyance touchant la résurrection, et plus explicitement touchant la résurrection de la chair, ils répondaient d'une manière orthodoxe; mais en particulier et devant leurs adeptes ils affirmaient avoir voulu dire seulement que c'est l'âme qui ressuscite dans la chair au moment où elle est justifiée.

» Il en a été ainsi de la plupart des Hérétiques. Cependant toutes les sectes s'accordent en général à reconnaître une Eglise Catholique, des ministres légitimes, l'autorité des livres de l'Ecriture-Sainte, au moins quelques-uns. Il est vrai qu'elles se constituent elles-mêmes Eglise Catholique; leurs ministres en sont les prêtres légitimes; l'interprétation qu'ils font des Ecritures est l'interprétation véritable et orthodoxe. Mais, s'il faut dire la vérité, ils ne présentent qu'une ombre, qu'un fantôme de l'Eglise Catholique, de son sacerdoce sacré, et de l'autorité infaillible qu'elle a pour expliquer et proposer le vrai sens des Divines Ecritures.

» Il est donc bien nécessaire que celui qui les écoute se mette en garde contre la séduction. Dans ce dessein, je dois, madame, indiquer à Votre Majesté deux moyens, dont l'un me semble tout à fait bon et l'autre ne me paraît pas absolument mauvais.

» Le premier moyen que je propose pour se défendre des séductions de l'Hérésie, c'est de bien comprendre qu'il n'appartient ni à Votre Majesté ni à aucun autre prince temporel de traiter des choses qui regardent la Foi, parce qu'ils n'ont pas le pouvoir de décider ces sortes de questions, et parce que d'ailleurs ils ne sont point exercés à approfondir ces matières subtiles et abstraites. Et s'il est juste, comme dit le proverbe, de laisser son art à l'artisan ¹, il faut aussi laisser aux prêtres le droit de s'occuper des affaires de la Religion; il faut surtout laisser au Souverain Pontife et au Concile Général à prononcer sur les choses de la Foi, *causæ majores*, qui sont exclusivement de leur ressort.

» Maintenant donc qu'un Concile Général est ouvert, il ne me paraît ni légitime ni convenable de tenir des assemblées particulières. Ce fut par cette raison que les Pères du Concile de Bâle défendirent que, pendant leur réunion et même six mois auparavant, on convoquât aucun Concile provincial.

» Voilà donc le premier moyen que j'ai à proposer à Votre Majesté, moyen de tous les

meilleur et le plus concluant. Ce serait d'envoyer à Trente les Prélats, les Théologiens et tous les religieux ici présents. Ce Concile est le rendez-vous des savants de tous les pays. Il a un droit certain à l'assistance infaillible du Saint-Esprit, ce que, certes, l'on ne peut se promettre dans ces séances particulières.

» Les docteurs de la nouvelle Religion, si toutefois, comme ils s'en vantent, ils ont la volonté sincère de connaître la vérité, peuvent s'y rendre avec une entière sécurité. Le Souverain Pontife leur donnera les sauf-conduits et toutes les assurances. Quoiqu'à vrai dire, je ne pense pas qu'ils désirent d'être instruits, mais bien plutôt d'instruire ou de redresser les autres et de répandre partout le venin de leurs préceptes. En effet, au lieu d'écouter les oracles et les pasteurs de l'Eglise, nous les voyons empressés de prêcher eux-mêmes et de prononcer d'interminables harangues.

» Quant au second moyen, qui, sans être bon, n'est pas mauvais, le voici : Puisque Votre Majesté, par indulgence pour les modernes Sectaires et pour essayer de les gagner, a bien voulu permettre des conférences, je demanderai qu'elles se tiennent seulement en présence de gens instruits; parce que, pour ces personnes, il n'y aurait point de danger de perversion, et qu'elles seraient même capables de convaincre et d'éclairer les esprits plutôt entraînés par l'erreur que par l'entêtement de l'orgueil. Il y aurait encore cet avantage, qu'on épargnerait à Votre Majesté et à ces très-honorables seigneurs l'ennui de discussions longues et embrouillées.

» Si j'ai promis en second lieu de répondre à quelques objections, ce n'est pas que je le croie nécessaire, puisque, grâce à l'illustrissime Cardinal de Lorraine et à l'argumentation savante de plusieurs maîtres, les partisans de la nouvelle religion ont été suffisamment convaincus de mensonge, surtout en ce qui concerne leur prétendue mission et la profession qu'ils ont faite de ne reconnaître aucune vérité, à moins qu'elle ne fût expressément contenue dans les Divines Ecritures. Il me reste donc fort peu de chose à ajouter.

» Nos adversaires objectent que des Evêques entrés dans la prélatrice par simonie ne sont pas de légitimes pasteurs; je leur réponds, après tout ce qui a été dit et si bien dit sur ce sujet : Supposez qu'il y ait réellement quelque prélat simoniaque qui ne soit pas entré par la vraie porte dans le bercail de Jésus-Christ, et qui, par conséquent, devienne devant Dieu répréhensible et criminel; toutefois, tant qu'il n'aura pas été convaincu et déclaré coupable dans le for extérieur, il est évêque légitime aux yeux des Fidèles de l'Eglise, qui ne jugent point des secrets intérieurs de la conscience ¹. Dieu

(1) *Tractent fabrilis fabri.*

(1) *Ecclesia non judicat de internis.*

lui-même, pour ce qui regarde l'administration des sacrements et l'exposition de la vraie doctrine, se servira du ministère de ce prélat indigne aussi bien que du ministère des autres Evêques bons et fidèles; car le droit de commander dans l'Eglise est une grâce qui est accordée pour l'avantage des autres, et le Seigneur ne rend pas le monde chrétien responsable des péchés secrets de ceux qui le gouvernent.

» Pierre Martyr a prétendu qu'il vaudrait mieux que le peuple nommât, comme autrefois, ses pasteurs; et par là il a montré évidemment qu'il était venu ici plutôt pour dicter la loi que pour la recevoir.

» Il y a eu différentes formes d'élection, je l'avoue, mais toutes ont été sujettes à des abus, c'est une vérité incontestable.

» Ainsi les Papes étaient élus autrefois par le Clergé et par le Peuple Romain; ensuite ils le furent par le Clergé seulement. Ce mode d'élection se pratique encore aujourd'hui non-seulement à Rome pour le Pape, mais aussi pour les Evêques dans toute l'étendue de l'Allemagne. En d'autres temps, ce furent les Empereurs qui désignèrent les Papes, comme de nos jours les Loix de France et d'Espagne nomment les Evêques.

» Or, dans tous ces modes d'élection, il s'est glissé ou il a pu se glisser des abus. En effet, il est au moins aussi facile de corrompre plusieurs personnes parmi le peuple que de gagner par des voies illicites les électeurs ecclésiastiques ou les princes temporels. Dans tous ces cas, on se rend également coupable de simonie.

» Ainsi, l'argument qu'on prétend tirer du danger de simonie dans le choix des Evêques peut être employé aussi bien contre l'élection populaire que contre l'élection faite par le prince, au nom du peuple qu'il représente et dont il a l'assentiment présumé.

» Viennent ensuite les sophismes de Pierre Martyr pour prouver la mission des Apôtres du nouvel Evangile. « Les Apôtres, dit-il, les Prophètes ont prêché sans avoir reçu l'imposition des mains; et, comme la femme de Moïse circoncut elle-même son fils dans le cas de nécessité et comme un Turc peut, dans le même cas, baptiser celui qui désire d'embrasser le Christianisme; de même, conclut-il, les nouveaux docteurs exercent par nécessité et légitimement les ministères de l'Eglise, bien qu'ils n'aient point été envoyés par les supérieurs ecclésiastiques et qu'ils ne soient pas consacrés par l'imposition des mains. »

» D'abord j'ai lieu d'être surpris que nos adversaires se comparent aux Apôtres et aux Prophètes; les Prophètes et les Apôtres, outre la sainteté de leur vie, avaient mission immédiate de Dieu. Or, le Seigneur n'est pas tenu d'imposer les mains à ses ministres; il peut, sans employer ni matière ni forme sacramentelle, produire l'effet attaché aux sacrements. De

plus, les Prophètes et les Apôtres ne prêchèrent rien qui fût en opposition avec les vérités déjà révélées; ils confirmèrent leur mission par un grand nombre de prodiges et d'œuvres surnaturelles, comme nous le voyons écrits des Apôtres et de plusieurs d'entre les Prophètes. Si quelques-uns parmi ces derniers ne firent point de miracles, la prophétie elle-même, qui est un effet surnaturel, était la preuve de leur mission. Quant à nos nouveaux prêcheurs, où est la sainteté de leur vie? et la doctrine qu'ils enseignent n'est-elle pas formellement contraire aux vérités telles qu'elles sont définies par l'Eglise universelle?

» Enfin, puisque Frère Pierre Martyr a exhorté ses auditeurs à confesser leur foi; moi aussi, madame, je confesse tout ce que j'ai dit de la présence réelle de Jésus-Christ dans l'Eucharistie en mémoire de sa Passion. Je confesse que c'est une vérité de la Foi catholique pour laquelle, avec la grâce du Seigneur, je suis prêt à mourir. Je supplie donc Votre Majesté de défendre et de professer toujours la vérité catholique, ainsi qu'elle le fait, et de redouter plus Dieu que les hommes. Alors ce souverain maître vous protégera, vous et votre fils le roi très-chrétien; il vous conservera votre royaume temporel et vous donnera l'éternel. Si, au contraire, vous faisiez moins de cas de la crainte de Dieu, de son amour et de la foi en lui que de la crainte et de l'amour des hommes, ne vous exposeriez-vous pas au danger de perdre le royaume spirituel avec celui de la terre? J'espère de Dieu Notre-Seigneur que cette calamité ne vous frappera point. J'attends au contraire de sa bonté qu'il vous accorde, ainsi qu'à votre fils, la grâce de persévérer. Il ne permettra pas qu'une noblesse comme celle qui est ici réunie, qu'un royaume très-chrétien et qui a servi d'exemple et de règle aux autres, abandonne la Religion Catholique. Il ne faut pas que ce royaume et cette noblesse se laissent souiller par la contagion des nouvelles sectes et des erreurs modernes. »

Catherine de Médicis ne s'attendait point à l'énergie de ce langage. L'impression que Laynès produisit sur elle fut si forte qu'elle ne put retenir ses larmes. Deux jours après, le prince de Condé, qui, malgré son calvinisme, témoignait au Jésus une affectueuse confiance, dit à ce dernier :

» Savez-vous, mon Père, que la Reine est très-indisposée contre vous, et qu'elle a pleuré? » Laynès répliqua en souriant : « Je connais de longue date Catherine de Médicis : c'est une grande comédienne; mais, prince, ne craignez rien : elle ne me trompera pas. »

Il avait parlé avec tant d'autorité de l'inutilité du Colloque, des dangers qu'il offrait pour la Foi, le cardinal de Tournon l'avait si bien secondé, que le Roi, que Catherine, les princes et les conseillers de la couronne s'abstinrent d'assister

Laynès
et le
prince de
Condé.

Le Roi
et la cour
n'assis-
tent plus
aux con-
férences.

aux autres séances. La parole de Laynès mit un terme à ces discussions solennelles, dans lesquelles les Protestants, en face du Roi mineur et de toute sa cour de prélats et de gentilshommes, prenaient à partie les dogmes de la Religion Catholique. Ainsi était exaucé le vœu le plus ardent du Souverain Pontife. Les conférences n'eurent plus lieu qu'entre les Evêques et les théologiens.

La conclusion de ce Colloque fut un formulaire de Foi sur la sainte Eucharistie. Les deux partis devaient l'adopter; mais les Huguenots refusèrent de le signer, et l'assemblée fut dissoute le 14 octobre 1564.

Lettre de Calvin sur le Colloque. Du fond de sa ville de Genève, Calvin suivait les évolutions de ses disciples. Il savait leur défaite, il connaissait les dissensions qui s'étaient fait jour entre eux; les jalousies qui avaient éclaté, les hésitations de Bèze, et il sentait le besoin de rendre aux siens le courage. Il adressa donc au marquis du Poët, chambellan du Roi de Navarre, et chef des Protestants du midi de la France, une lettre qui est tout à la fois un acte de politique et de cruauté.

Lorsque les novateurs et les révolutionnaires n'ont pas encore la force en main, ils parlent de liberté, ils implorent la tolérance. Ainsi Calvin ne demandait à François I^{er} que le droit de répandre ses enseignements. Il a grandi, son parti est devenu puissant: Calvin se fait persécuteur, et il écrit le 30 septembre 1564 :

» Monseigneur, qu'avez-vous jugé du Colloque de Poissy? Nous avons conduit fièrement notre affaire... Vous n'épargnez ni conseils ni soins... Nous savons la récompense de tant d'espérance. Surtout ne faites faute de défaire le pays de ces zélés faquins qui exhortent les peuples par leurs discours à se bander contre nous, noircissent notre conduite et veulent faire passer pour rêveries notre croyance. Pareils monstres doivent estre étouffés comme je fis ici en l'exécution de Michel Servet, Espagnol ¹. »

Ces paroles ont un arrière-goût du bâcher sur lequel l'apostat de Noyon fit monter à Genève l'apostat d'Espagne; mais ces paroles, tout

affreuses qu'elles sont, démontrent que Calvin voulait rassurer ses partisans sur les résultats du Colloque de Poissy. Laynès avait fait échouer leur tentative. Ils ne pouvaient plus combattre avec le raisonnement; le maître conseillait de faire appel à l'assassinat.

Les rapports qui s'étaient établis entre le prince de Condé et le Général des Jésuites devinrent de plus en plus intimes. Le prince aspirait à voir cesser des dissidences religieuses qui, tôt ou tard, menaçaient de faire éclater la guerre. Il demandait à Laynès le remède aux maux qu'ils entrevoyaient tous deux dans un prochain avenir. Le Roi de Navarre lui-même se mêlait à ces entretiens. Une note adressée par Laynès au prince de Condé en fait connaître toute l'importance. Cette note répond aux difficultés que Condé avait élevées contre la réunion des deux Eglises; elle démontre surtout que Laynès était aussi franc pour ses amis qu'avec ses adversaires : car on y lit : « La principale cause de la séparation est la conduite des ecclésiastiques, qui, à commencer par le Chef Suprême et les prélats jusqu'aux membres inférieurs du Clergé, ont grand besoin de réforme quant aux mœurs et à l'exercice de leurs charges. Leur mauvais exemple a produit tant de scandales que leur doctrine est devenue un objet de mépris ainsi que leur vie. »

La note a pour but de déterminer les Calvinistes à se rendre au Concile de Trente. Elle se termine et est signée de cette manière :

« Pour voir cette union tant désirée, je sacrifierais cent vies, si j'en avais autant à offrir. Ainsi, du malheur de ces divisions, la bonté divine tirerait, — outre l'union, — le bienfait de la réforme de l'Eglise dans la tête et dans les membres.

» De votre Excellence le très-humble serviteur en Jésus-Christ,

» Celui qui parla à votre Excellence dans la chambre du Roi de Navarre, et à qui elle commanda de vous adresser par écrit ce qu'il avait dit de vive voix. »

Le Général des Jésuites, en communication fréquente avec le chef militaire des Protestants, prévoyait bien les malheurs qui résulteraient du Colloque de Poissy. Un funeste exemple y avait été donné; on avait traité avec les Calvinistes sur le pied de l'égalité. Ils allaient donc tirer parti de ces concessions. Laynès résolut de séjourner en France pendant quelques mois, afin de vivifier dans les cœurs le principe catholique exposé à tant de périls. Il prêcha en italien l'Avent et le Carême à l'Eglise des Augustins. Là, il se faisait entendre quatre fois par semaine. Dans le même temps, il montait dans la chaire du Collège de Sainte-Barbe et dans celles de plusieurs autres églises. Il parlait tantôt en latin, tantôt en français. Cet apostolat, que sa

(1) L'original de la lettre de Calvin est entre les mains de M. d'Arliac de Vaulréas. Elle est extraite par nous d'un ouvrage intitulé: *Notice historique sur la ville et le canton de Faldras* (Paris, 1838), ouvrage qui a été l'objet d'un rapport à la Société royale des Antiquaires de France. Voltaire cite un fragment de cette lettre dans son *Essai sur les Mœurs*, page 491 du neuvième volume de la collection de ses œuvres imprimée à Genève. Cette épître coïncide d'une manière frappante avec une autre de ce même Calvin, dans laquelle on lit à propos de Michel Servet: *Spero capitale saltem fore iudicium: J'espère que du moins la condamnation sera capitale.* (Joannis Calvinii *Epistolæ et Responsa*, p. 70, t. ix, édition d'Amsterdam, en 1667, chez Jean Jacob Schipper).

Dans cette même édition, Théodore de Bèze annonce qu'il a fait un choix *in delectu ipso*, dit-il, des lettres de Calvin. Il déclare qu'il a cru pouvoir changer et supprimer des mots et des pensées. Ainsi Théodore de Bèze, plus prudent, a mutilé les paroles de cruauté que son maître donnait pour mot d'ordre à ses sectateurs. Nous n'avons donc que la pensée affaiblie de Calvin. Qu'on juge, par les citations que nous venons de faire, des suppressions qu'ont dû subir les papiers de ce chef de la Réforme.

Mémoires de Condé par le prince de Condé pour la réunion des deux religions.

réputation d'éloquence rendait encore plus fructueux, ne suffisait point à l'ardeur du Père. Il visitait le Roi, la Reine-Mère et les princes; il conversait avec les plus célèbres docteurs de Sorbonne. A tous il démontrait que faire une concession aux Calvinistes, de quelque nature qu'elle fût, c'était perdre la Religion. Il s'opposait surtout à ce que des temples leur fussent accordés dans l'intérieur du Royaume. Il adressa même à Catherine de Médicis un mémoire qui est une étude politique et l'un des documents les plus précieux sur la question de la liberté religieuse ¹.

« Puisqu'il s'agit d'examiner s'il est utile d'accorder des temples ou lieux d'assemblée à ceux de la nouvelle Religion, on propose à la Reine Très-Chrétienne plusieurs raisons qui peuvent servir à décider la question d'une manière conforme à la gloire de Dieu, à l'honneur, à la dignité et à la conservation du Roi son fils et au bien commun de tout le royaume.

» La France, qui a reçu depuis un grand nombre de siècles la Foi de Jésus-Christ, et qui a persévéré jusqu'à présent dans la Communion de l'Eglise Catholique Romaine, ne pourrait pas, sans un très-grand préjudice, admettre une autre Religion, qui, sans parler des dogmes nouveaux qu'elle enseigne, romprait les liens de cette antique union. Et puisqu'il n'y a qu'un Roi, qu'une Religion, qu'une Eglise véritable, hors laquelle on ne peut espérer de salut, si cette Religion véritable est celle qui a été constamment professée dans ce royaume depuis son origine jusqu'à nos jours, ceux qui en embrassent une autre entrent donc par là dans une voie de perdition. Si, au contraire, la Religion réformée est vraie, il faudra avouer qu'aucun des Rois qui ont précédé, qu'aucun de leurs sujets n'ont marché dans la voie du salut. Décider si l'on doit introduire dans le royaume cette secte récente et si l'on doit accorder des temples à ceux qui la pratiquent, ce n'est pas une affaire de peu de gravité et qu'on puisse terminer à la légère. Il conviendrait donc à la sagesse, au zèle et à la piété de la Reine-Mère de ne point permettre en France un changement de si grande portée dans un temps où le Roi Très-Christien, son fils, est mineur, et ne peut pas juger par lui-même de ce qui est le plus opportun.

» Par la même raison, les princes du sang et messieurs du Conseil privé ne devraient pas presser l'exécution d'une telle mesure, si l'on considère surtout qu'il n'y a aucune nécessité d'adopter sans délai un parti aussi désespéré. On peut, en effet, apaiser les troubles sans ouvrir des temples aux Hérétiques; et quand même les exigences du temps demanderaient qu'on délibérât promptement sur cet objet, on

devrait y procéder avec maturité, à cause de son importance, le faire examiner par des personnes de savoir et de mœurs irréprochables, et qui fussent capables de donner au Roi de salutaires conseils touchant son propre salut et le bien de son royaume.

» Au contraire, si l'on se hâte de décider une question de si haut intérêt par les voix et par les suffrages d'un petit nombre de personnes, comme à la réunion de Poissy, certes une démarche si précipitée ne tournera pas à la gloire de la Reine ni de ses conseillers. On opposera à leur décision une assemblée convoquée légitimement à Paris et un édit juridique approuvé par tous les Parlements du royaume, qui repoussaient la Religion nouvelle. On leur rappellera que, dans ce même temps, d'après les requêtes et les instances de ce royaume, on a convoqué un Concile général qui, d'après le sentiment constant de nos ancêtres, est le meilleur et l'unique remède contre la diversité des opinions en matière de foi ou de culte.

» Ainsi donc il faut espérer de la bonté de Dieu qu'il voudra bien faire cesser les divisions par rapport à la doctrine, et détruire les abus et scandales qui corrompent les mœurs.

» Sans doute il y a des changements à faire, des améliorations à introduire; mais ce n'est que par le moyen d'un Concile qu'on pourra y parvenir de manière à ne point blesser la confiance des fidèles. Chacune des nouvelles sectes qui se multiplient en Allemagne, en Suisse et dans d'autres pays de la Chrétienté, chacune de ces sectes contraires l'une à l'autre, prétend avoir la véritable interprétation des Ecritures, et appelle les autres Hérétiques. Il n'y a d'autre voie de résoudre les difficultés qui concernent la Foi que la décision d'un Concile général légitimement convoqué et agissant pour toute l'Eglise; décision à laquelle nous devons créance entière, puisque l'Eglise est le fondement et la colonne de la vérité, que Jésus-Christ lui a promis son assistance et celle du Saint-Esprit jusqu'à la fin du monde, et, par conséquent, que, dans ce qu'elle définit relativement à la Foi, elle ne peut pas se tromper. Le Concile ainsi légitimement assemblé et libre ne peut pas errer, de même que l'Eglise qu'il représente. Il faudrait donc que la Reine, qui a déjà envoyé au Concile plusieurs prélats distingués, des théologiens et d'autres personnes respectables, y envoyât aussi les principaux ministres de la nouvelle Religion, que ceux-ci y attirassent les ministres des autres provinces, et que l'on donnât à tous des assurances de la plus grande sécurité. S'ils regardaient comme suspects les suffrages des Evêques catholiques, on pourrait procéder avec eux par voie de conférence, en faisant disputer quelques-uns de chaque parti, comme il se pratiqua autrefois au Concile de Florence, où l'Eglise Orientale opéra sa réunion

(1) Le texte de ce document est en italien, comme le discours de Layné ou Colloque de Poissy.

à l'Eglise Romaine avec un sentiment de paix qui devenait pour tous une consolation.

» La concession des temples, faveur publiquement accordée aux nouveaux Hérétiques, serait très-funeste à la vraie Religion; car, quand on refusa des temples aux autres sectes, elles s'éteignirent peu à peu, n'ayant point occasion d'entendre d'autres instructions que celles des Catholiques : si, au contraire, l'on permet aux Hérétiques d'avoir des temples, leurs ministres peuvent conserver leurs rites et leurs cérémonies pendant de longues années. C'est ainsi que nous voyons se soutenir durant plusieurs siècles l'hérésie d'Arius et beaucoup d'autres sectes, comme celles des Grecs, des Arméniens, des Ethiopiens, des Coptes, qui sont Nestoriens, celle des Vaudois et celle des Bohémiens. Elles persévèrent de nos jours, au très-grand préjudice du Christianisme, parce qu'elles ont des temples et des ministres. Au contraire, les sectes des Novatins, des Phrygiens, des Valentinien, des Marcionites, des Pauliniens, et d'autres Hérétiques, auxquels, par un édit public, l'Empereur Constantin ôta les chapelles et les églises, et auxquels il défendit de s'assembler, soit en public, soit en secret, furent bientôt anéanties, comme on lit dans le 1^{er} livre de l'Histoire *tripartita* ¹.

» Nous en avons encore un exemple dans les Juifs et dans les Sarrasins, qui reçurent ordre de sortir d'Espagne s'ils ne se convertissaient pas. Une notable partie de ceux qui restèrent, quoiqu'ils eussent été baptisés, furent constants en leur infidélité pendant plusieurs années, parce qu'on leur avait laissé leurs synagogues et leurs mosquées; mais après qu'elles leur eurent été enlevées, ils devinrent sincèrement Catholiques. En voici la raison : l'homme est naturellement porté à pratiquer la Religion, et, quand il ne lui est plus permis de professer celle qu'il voudrait, il en embrasse une autre pour ne pas vivre sans culte. Il en arriverait de même à ces Sectaires, si on leur refusait la commodité des temples. Au bout de quelques années ils retourneraient à l'Unité catholique.

» Ainsi cette prétendue concession leur deviendrait réellement funeste, puisqu'elle leur fermerait à l'avenir la porte de l'Eglise.

» Si l'on accordait des temples par tolérance, c'est-à-dire pour maintenir la tranquillité du royaume, — comme la politique exige que l'on permette quelquefois de moindres maux pour en éviter de plus graves, — loin d'obtenir l'effet qu'on se propose, il arriverait tout le contraire. Pour contenter la partie la plus minime et la

moins bonne, la Reine se rendrait odieuse à la partie la plus saine et la plus nombreuse de son royaume; car, quoiqu'on compte beaucoup de personnes qui aient embrassé cette religion, néanmoins, comparativement aux Catholiques romains, elles sont en minorité. Si on accordait des temples aux Hérétiques, leur joie n'égalerait pas le mécontentement des Catholiques : or, il est plus essentiel de conserver la bienveillance de ceux-ci que celle des premiers : car si les Catholiques étaient poussés au désespoir et s'ils pensaient à changer de gouvernement, ils pourraient faire plus de mal.

» On prétend peut-être éviter certains scandales occasionnés par le défaut de temples; mais n'est-il pas plutôt à craindre d'en exciter par là de plus graves et de plus universels? Après s'être trouvés jusqu'à présent en petit nombre et de peu d'autorité, les Sectaires, par la connivence des magistrats et par l'impunité, sont arrivés à une telle insolence qu'ils ont eu la hardiesse d'occuper des villes entières de ce royaume, d'en chasser les Catholiques, d'ôter aux Religieux leurs monastères, de brûler et de piller les églises, de briser les images, et même de fouler aux pieds le Très-Saint-Sacrement; je ne dis rien des meurtres et d'autres cruautés, ce sont des choses trop odieuses à rapporter.

« Que feraient-ils donc à l'avenir s'ils devenaient plus nombreux, et s'ils se croyaient ainsi plus favorisés par les princes?

» Leur insolence croîtrait certainement, elle se montrerait intolérable. Pour ce qui regarde les Catholiques, si, lorsque ces Hérétiques étaient hors des villes et dans des maisons particulières, ils ont eu souvent des démêlés avec eux, combien cette occasion ne sera-t-elle pas plus fréquente lorsqu'ils verront des temples élevés par les Sectaires au milieu de leurs cités ou dans leurs campagnes, et ne pourront-ils pas alors craindre raisonnablement que, le nombre de ceux de la nouvelle religion augmentant, ils ne soient eux-mêmes chassés de leurs temples et même des villes, comme on l'a vu dans d'autres endroits où les Hérétiques se sont trouvés en force? Aussi voyons-nous dans l'histoire les persécutions que les Ariens ont suscitées aux Catholiques; nous savons, par le livre IV^e de la *Tripartita*, que Macedonius, lorsqu'il se sentait assez fort, chassait les Catholiques de leurs églises, et, de plus, il les obligeait à recevoir sa communion. Quelques-uns fléchissaient sous les cruautés de la persécution; pour les autres, ils étaient privés de leurs biens ou de leurs dignités, et on en voyait même marqués au front d'un signe d'infamie. Ainsi le désespoir pourrait porter les Catholiques à la révolte et à la guerre civile, comme il est arrivé en Allemagne et ailleurs. Ce n'est donc pas en donnant des temples aux Hérétiques que l'on assurera la tranquillité de la France.

(1) Epiphane le Scolaste ou le Jurisconsulte, qui vivait au commencement du sixième siècle, traduisit du grec en latin les Histoires ecclésiastiques de Sostrate, de Sozomène et de Théodoret; il en fit ensuite un Abrégé, qu'il divisa en douze livres, auxquels il donna le titre d'*Historia tripartita*. Cet ouvrage, cité par le Père Laynus, a été inséré dans l'édition des Conciles de Surin.

» Cette concession serait un crime non-seulement contre la Majesté divine, mais encore contre la Majesté du Roi Très-Christien, puisqu'elle affaiblirait de beaucoup les forces de ce royaume, qui a été jusqu'à présent très-puissant à cause de son union et de l'amour des sujets envers leur prince; car la division des cœurs une fois introduite avec la diversité des religions, il n'y aurait ni obéissance ni dévouement dans le service du Roi, parce que le parti dissident n'aimerait pas le monarque, mais il en désirerait plutôt un autre qui fût de la même religion que lui. Ainsi la fidélité s'éteindrait dans les cœurs, et si des ennemis étrangers menaçaient la France, elle se trouverait plus exposée à leurs attaques. Il ne faut pas croire qu'on pourrait contenter si facilement les deux partis; car, comme dit Notre-Seigneur Jésus-Christ, on ne peut pas servir deux maîtres à la fois; et n'arrivera-t-il pas plutôt ce que le Sauveur dit autre part: qu'un royaume divisé en lui-même sera désolé? De plus, si, tant que l'ancienne religion a fleuri dans ce pays, Dieu l'a conservé et couvert d'une protection spéciale, ne doit-on pas craindre que, dans le cas où la Religion viendrait à s'éteindre, Dieu n'abandonnât la France comme il a abandonné l'Empire d'Orient, en le laissant s'affaiblir par les hérésies que cet Empire avait reçues dans son sein?

» Et lorsqu'il se sépara de l'Eglise Romaine après la réunion opérée au Concile de Florence, par un juste jugement de Dieu, Mahomet, sultan des Turcs, s'empara de Constantinople et de toutes les provinces, qui furent ainsi réduites à un misérable esclavage.

» Par cette concession, on s'écarterait de la conduite qu'ont tenue avec tant de gloire les anciens Empereurs et Princes chrétiens. En effet, loin d'accorder des temples aux Hérétiques, ils leur ôtèrent même ceux qu'ils avaient déjà, comme nous l'avons dit de Constantin I^{er}. C'est en suivant l'exemple de cet Empereur, — comme le raconte Sozomène au livre IX de son Histoire, chapitre XIX, — que Théodose ordonna par des lois sévères que les Hérétiques n'eussent point d'églises; qu'ils n'enseignassent pas la Foi, et qu'ils n'ordonnassent ni Evêques, ni Prêtres. Il expulsa des villes plusieurs des Sectaires, écarta les autres des honneurs publics, et enfin il publia des édits contre eux. Marcien, excellent Empereur, par un décret qui lui fut très-honorable, ôta les églises aux Eutychéens (XIX^e acte du Concile de Chalcédoine).

» Il est donc évident si l'on accorde des temples aux Sectaires, que la mémoire de la Reine, des princes du sang et des membres du conseil sera flétrie d'une tache honteuse et dans les histoires de notre temps et dans les annales de la postérité la plus reculée. Et cette condescendance paraîtra d'autant plus blâmable que

ceux de la nouvelle Religion et les autres Hérétiques n'accordent aucune église au culte catholique dans les pays ou dans les provinces dont ils sont maîtres. A Genève, par exemple, à Zurich et en d'autres villes, ils punissent rigoureusement les Catholiques, qui sont en grand nombre parmi eux, lorsqu'ils veulent pratiquer quelques exercices de leur culte. L'attachement que ces Hérétiques ont pour leur secte devrait donc nous exciter à en avoir un semblable pour l'ancienne et véritable Religion.

» Que l'on ne croie pas que, si la gangrène gagne le corps social, il soit au pouvoir des princes de l'arrêter à leur gré; que, si le feu de cette hérésie croît avec la concession des temples, ils puissent l'éteindre quand ils voudront. La licence effrénée de la chair, que les nouveaux prédicants favorisent si effrontément, a beaucoup trop d'attraits sur les cœurs; et si jamais ces Sectaires se trouvent en force, il est certain qu'ils n'épargneront rien pour détruire en France le culte catholique comme ils l'ont fait en Saxe, en Angleterre, en Danemark et dans d'autres Etats du Nord.

» Par cette concession on ôterait à une infinité d'âmes le moyen de faire leur salut, et cependant Jésus-Christ menace d'une manière terrible le téméraire qui scandalise le plus petit de ceux qui croient en lui. Cet exemple serait aussi très-funeste et contagieux pour les nations étrangères; et ce danger est d'autant plus réel que l'autorité de la France apparaît plus grande et qu'elle exerce plus d'influence sur les autres peuples de l'Europe. On ferait aussi injure au Concile déjà assemblé sur les instances de ce royaume, parce qu'il semblerait que, par le fait, on approuverait la doctrine des nouveaux Sectaires; c'est cependant pour se prononcer sur cette doctrine et pourvoir aux besoins de l'Eglise que tant de prélats de tous les pays de la Chrétienté se réunissent à Trente. Ce serait enfin un coup funeste porté à la Religion et à toute l'Eglise catholique si l'on commençait par retrancher de son corps un membre aussi noble que le Royaume très-chrétien de France, dont les princes se sont toujours distingués par le zèle pour la gloire et les intérêts du Saint-Siège.

» L'introduction de l'Hérésie dans cet Etat semblera d'autant plus étrange que l'on se rappelle le serment que le Roi Charlemagne et les Français d'un côté, et de l'autre le Pape Adrien I^{er} et les Romains, firent sur l'Autel de Saint-Pierre de se conserver amitié perpétuelle et de se défendre mutuellement contre leurs ennemis.

» On doit encore remarquer que les princes chrétiens qui ont favorisé les sectes et qui ont attaqué la Religion véritable et ancienne se sont vus châtiés de Dieu, même dans ce monde. Quelques-uns, en effet, ont été tués par leurs ennemis, d'autres par leurs propres sujets; plusieurs sont morts soudainement à la fleur de

l'âge ; et souvent Dieu a retiré de leur famille l'Empire et la Royauté et les a donnés à d'autres : ce qui est confirmé par les histoires d'Empereurs et de Rois très-puissants , par exemple, de Valens , d'Anastase , de Constant , de Léon , de Théodoric , et de beaucoup d'autres que nous pourrions citer. Ainsi donc , tout considéré , un si grand changement , c'est-à-dire la concession des temples , semble être contraire à la gloire de Dieu , à l'honneur , à la dignité , à la conservation du Roi Très-Chrétien , au bien commun du royaume et de l'Eglise universelle. Mais , pour concilier les différences de la doctrine et pour réprimer les désordres et les abus , on doit avoir recours au Siège Apostolique , à l'imitation de l'Empereur et Roi de France Louis I^{er}. Ce prince , consulté par les ambassadeurs de l'Empereur de Constantinople Michel sur les images à exposer dans les temples , remit toute l'affaire au Pape , comme à celui qui devait juger ce point en dernier ressort. Si ce moyen ne satisfait pas les Dévoysés de l'Eglise , qu'ils confient au Concile général la décision de toutes ces difficultés. »

Ce langage posait nettement la question entre les Catholiques et les Huguenots. Au-dessus des droits alors mal définis et encore plus mal compris de la liberté , il y avait une considération qui dominait tous ces droits et qui devait les anéantir , puisqu'ils étaient hostiles à la Religion du pays. C'est par l'unité dans la Foi que les nations conservent longtemps leur unité politique ; c'est par elle que les peuples sont forts ; c'est elle qui empêche de discuter la source du pouvoir , et qui ainsi maintient le respect dû à la loi dont ce pouvoir est l'organe.

Pré-
voyance
politique
de
Laynès.

La tolérance pour les esprits novateurs s'arrête devant le salut de la Société tout entière. Laynès possédait le génie de la politique et la science du gouvernement des hommes. Il sentait que c'est par les concessions que les rois se perdent , et il conseillait de ne jamais accorder de temples aux Dévoysés de l'Eglise. Les raisons qu'il déduit sont concluantes ; Catherine de Médicis s'y rendit. Le Jésuite avait triomphé de l'opiniâtreté même du Calvinisme ; mais sa prévoyance fut condamnée à la stérilité par les faiblesses du gouvernement.

Les Rois de l'Europe avaient trop fait en faveur des Sectaires. Charles-Quint s'en était servi contre les Papes , François I^{er} contre Charles-Quint. Instruments politiques entre les mains de ces princes , ils avaient tour à tour épousé leurs querelles ; afin de donner une consistance au nouveau culte , ils l'avaient propagé , et , peu de temps après avoir essayé ce refus provoqué par Laynès , les Calvinistes demandaient des temples les armes à la main ; ils les obtinrent. La conjuration d'Amboise , tramée par eux contre le Roi , avait effrayé la Régente. On crut que , par des complaisances , il serait facile de

les contenir ; on se trompa. Selon la pensée du Général de l'Institut , c'était éterniser l'Hérésie. Il ne restait plus à ses soldats qu'à la combattre ; Laynès ne s'y épargna pas plus qu'eux.

Le Colloque de Poissy était dissous ; mais Pierre Martyr , Pérosel , favori du prince de Condé , et les autres ministres brûlaient de continuer cette lutte de paroles qui préparait leurs adeptes à des mêlées plus sanglantes. Un autre Colloque fut indiqué à Saint-Germain-en-Laye. Bèze , Pierre Martyr , Pérosel et Marlorat attaquèrent le culte des images. Le docteur Pellerin , Polanque et Laynès leur répondirent ; mais on ne tarda pas encore à s'apercevoir que ces discussions ne produisaient que de tristes résultats. Il fut enjoint aux membres de la réunion de mettre leurs sentiments par écrit , afin que , s'ils n'étaient pas tous d'accord , la controverse pût être dévolue au Saint-Siège et au Concile. Le 9 février 1562 , cette assemblée cessa ses conférences.

Deux mois après , elle perdait son président. Le Cardinal de Tournon mourait entre les bras du Père Polanque , son confesseur.

Le séjour que Laynès faisait à Paris avait retardé les progrès du Calvinisme et avancé les affaires de la Compagnie de Jésus. Quatre jours après la clôture du synode partiel de Saint-Germain , le Parlement de Paris acceptait ce que le Colloque de Poissy avait décidé relativement aux Jésuites. Son arrêt est ainsi libellé :

« Et tout considéré , ladite Cour a ordonné et ordonne que ledit Acte de réception et approbation faite audit Concile et Assemblée tenue à Poissy , sera enregistré au Greffe d'icelle Cour ; par forme de Société et Collège qui sera nommé le Collège de Clermont , et aux charges et conditions contenues en leur susdite déclaration et lettres d'approbation susdites ; c'est à savoir que l'Evêque diocésain aura toute superintendance , juridiction et correction sur ladite Société et Collège , ne feront les Frères d'icelui , en spirituel ne temporel , aucune chose , au préjudice des Evêques , Chapitres , Curés , Paroisses et Universités , ne des autres Religions ; ains seront tenus de se conformer entièrement à la disposition du droit commun... Fait en Parlement , le 13 février 1562. »

L'acte de Poissy entériné au Parlement refusait aux Jésuites la qualité de Société religieuse. Il disait qu'ils n'étaient reçus que comme prêtres et écoliers du Collège de Clermont. Les Pères ne tinrent aucun compte de cette condition. Au frontispice de leur nouvel établissement ils firent graver ces mots , qui différaient de leur titre , tout en le rappelant avec un correctif. La maison n'était pas un Collège de la Compagnie de Jésus. Elle fut *Collegium Societatis nominis Jesu*. Par cette subtilité , ils espéraient mettre en défaut la persistance du Parlement et de l'Université. Les choses n'allèrent pas au gré de leurs désirs.

Enregis-
tré au
Parlement.

Un pareil assaut d'arguties était aussi peu digne des grands corps qui le soutenaient que de la Société religieuse contre laquelle on le dirigeait. Ce n'est point avec de misérables armes que doivent s'attaquer et se défendre ceux qui aspirent à gouverner les autres. Le Parlement et l'Université prenaient l'initiative, les Jésuites les suivirent dans cette voie. On les plaçait sur le terrain de la chicane ; ils se montrèrent aussi habiles qu'ils se révélaient diserts dans l'Eglise ou dans les chaires de l'enseignement. Deux ans s'écoulèrent ainsi ; mais la victoire restait toujours à la Compagnie, car la foule des élèves se pressait aux leçons des Pères.

Du Boulay, greffier et historien de l'Université, ne craint pas d'en faire la remarque ¹. « Admis par l'assemblée de Poissy à certaines conditions, dit-il, et reçus par le Parlement sous les mêmes conditions, les Jésuites commencent à enseigner, mais gratuitement, ce qui plut à beaucoup de gens. L'opposition de l'Université, à qui l'Evêque et le Clergé de Paris, la Ville et les Ordres Mendiants s'étaient joints, ne servit à rien. Leurs classes sont aussitôt fréquentées par un grand nombre d'écoliers, et celles de l'Université se trouvent désertes. L'éclat dont celles-ci jouissaient avant eux a beaucoup souffert ; mais la Religion catholique y a beaucoup gagné, de l'aveu même de ceux qui se sont élevés avec le plus de violence contre les Jésuites : car on ne saurait dire combien cet Ordre s'est accru en peu de temps, et comment tout à coup il a été accueilli partout d'un consentement presque unanime, avec quel fruit il s'est appliqué à convertir à Dieu et au Christianisme les nations barbares et à ramener des Hérétiques à la Foi Catholique. »

Un homme qui a marqué dans la science et dans le philosophisme du dix-huitième siècle, d'Alembert, auteur d'un ouvrage sur la *Destruction des Jésuites*, destruction à laquelle il avait contribué d'une manière si active, enregistra néanmoins les mêmes aveux. Il écrit ² :

« A peine la Compagnie de Jésus commença-t-elle à se montrer en France qu'elle essuya des difficultés sans nombre pour s'y établir. Les Universités surtout firent les plus grands efforts pour écarter ces nouveaux venus ; il est difficile de décider si cette opposition fait l'éloge ou la condamnation des Jésuites qui l'éprouvèrent. Ils s'annoncèrent pour enseigner gratuitement ; ils comptaient déjà parmi eux des hommes savants et célèbres, supérieurs peut-être à ceux dont les Universités pouvaient se glorifier ; l'intérêt et la vanité pouvaient donc suffire à leurs adversaires, au moins dans les premiers moments, pour chercher à les exclure. On se rappelle les

contradictions semblables que les Ordres mendiants essayèrent de ces mêmes Universités quand ils voulurent s'y introduire. »

Le docteur Ranke vient, de nos jours, confirmer les paroles de du Boulay et de d'Alembert. Il dit ³ : « Les succès des Jésuites, sous le rapport de l'enseignement, furent prodigieux. On observa que la jeunesse apprenait chez eux beaucoup plus en six mois que chez les autres en deux ans. Des Protestants mêmes rappelèrent leurs enfants des gymnases éloignés pour les confier aux Jésuites.

En paraissant dans les chaires de Paris, la Compagnie avait voulu y être représentée par des hommes dont ses rivaux étaient les premiers à admirer la science. Le Père Maldonat, le plus célèbre interprète des Livres Saints, expliquait la philosophie d'Aristote ; Michel Vanegas commentait les Emblèmes d'Alciat ; d'autres, aussi renommés, enseignaient les lettres grecques et latines. Ils réunissaient plus de mille auditeurs à leurs leçons.

Ce motif était assez déterminant pour l'Université ; elle n'avait pas besoin d'en chercher d'autres. Mais, en 1562, à la mort de Pasquier-Brouet, provincial de France, les Jésuites formèrent le projet de pénétrer dans le camp ennemi. Julien de Saint-Germain, alors recteur, leur accorda des lettres de scolarité et tous les privilèges dont jouissaient les membres de ce corps enseignant. En 1564, le jour de la Saint-Remi, les Jésuites, munis de leurs diplômes, commencent les cours, et s'annoncent comme faisant partie intégrante de l'Université. Cette tactique lui portait le dernier coup. Marchand était recteur ; il convoque toutes les Facultés en émoi. On les consulte pour savoir si l'Ordre de Jésus sera admis dans le sein de l'Université. La réponse était forcément négative. « Attendu, est-il dit dans cet acte, que la Faculté de théologie a jugé que cet Institut attaque très-iniquement tous les curés, les statuts de l'Université, et qu'il ne reconnaît aucun supérieur, ce qui est la marque d'une secte très-orgueilleuse. »

On fermait une porte aux Jésuites ; ils s'en ouvrent une autre. Requête est présentée par eux à l'Université. Ils demandent à y être incorporés, à condition qu'ils ne concourront pas pour les dignités de recteur, de chancelier et de procureur. Jean Prévôt, le nouveau recteur, les cite devant le conseil qui se tint à l'Eglise des Mathurins. Voici l'interrogatoire auquel on les soumit, d'après d'Argentré, évêque de Tulle, et du Boulay :

Le Recteur. — « Etes-vous Séculiers ou Réguliers, ou Moines. »

Les Jésuites. — « Nous sommes en France tels que le Parlement nous a dénommés : *tales*

(1) *Histoire de l'Université de Paris*, par Du Boulay, t. vi, p. 916 (édit. de 1673).

(2) *Sur la destruction des Jésuites*, par un auteur désintéressé (d'Alembert), p. 19 (édit. de 1765).

(3) *Histoire de la Papauté*, par Ranke, t. III, p. 43 (édit. de 1858).

quales, c'est-à-dire la Société du Collège appelé Clermont. »

Le Recteur. — « Êtes-vous dans la réalité Moines, ou Séculiers ? »

Les Jésuites. — « La présente Assemblée n'a pas droit de nous faire cette question. »

Le Recteur. — « Êtes-vous vraiment Moines, Réguliers, ou Séculiers ? »

Les Jésuites. — « Nous avons déjà répondu plusieurs fois : Nous sommes tels que la Cour nous a dénommés ; Nous nous sommes pas tenus de répondre. »

Le Recteur. — « Vous ne donnez aucune réponse sur le nom, et vous ne voulez rien dire sur la chose. Il y a un Arrêt de la Cour qui vous défend de prendre le nom de Jésuites ou de Société de Jésus. »

Les Jésuites. — « Nous ne nous arrêtons pas à la question de nom. Vous pouvez nous citer en justice si nous allons contre le contenu de l'arrêt. ¹ »

Un procès devenait imminent. Les Jésuites en appellent de l'Université au Parlement. D'une rivalité en décadence c'était passer à un adversaire systématique. Ils déposèrent requête. Le 20 février 1564, le Parlement y mit un *soit montré*, et le procureur-général Bourdin prit ses conclusions tendant « à ce qu'il ne fût rien innové jusqu'à ce que, parties ouïes, en ait été par la Cour ordonné. »

Les Jésuites n'avaient qu'un avocat ; il se nommait Pierre Versoris. L'Université leur en opposa huit : Fontenay, de Thou, Ayrault, Dumesnil, Béchet, Guérard, du Vair et Etienne Pasquier se partagèrent l'attaque contre la Compagnie et se proposèrent, en multipliant les incidents, d'éterniser une cause qui leur créait un titre à la célébrité. Pasquier a dit lui-même ² : « Cette cause est la première planche de mon avancement au palais. »

Ses *Recherches sur la France*, tout instructives qu'elles sont, ne lui attirèrent jamais la réputation qu'apporta à son nom le livre intitulé *Catéchisme des Jésuites*. Il se prit donc d'une haine de barreau contre eux. Tout avocat porte à sa première cause une affection reconnaissante ; il a un faible pour celui qui donna l'essor à sa parole : que sera donc cette reconnaissance lors-

qu'elle rencontrera pour client une corporation qui dispose de toutes les gloires ? Pasquier avait sa fortune à faire ; il saisit l'occasion. Cet homme, fameux par la haine qu'il afficha pour la Société de Jésus, n'était cependant pas aussi ridicule ou aussi méchant que les membres de cette Société ou leurs partisans ont essayé de le peindre. A travers le mauvais goût et le style plein d'enflure inhérents à son siècle, il eut de rares qualités, de l'esprit et du cœur. Il se dévoua pour son roi proscrit ; il n'oublia jamais les hommes qui avaient contribué à son élévation.

Etienne Pasquier se montra dans cette arène judiciaire ennemi personnel des Pères. Les Pères, à leur tour, ne l'épargnèrent pas ¹ ; on l'accabla de sarcasmes ; on fit expier à son amour-propre les torts de sa faconde. La justice, dès cette époque, était boiteuse comme les Prières de la Mythologie ; elle allait le moins vite possible. Le Parlement ajournait, différait sans cesse, et spéculait sur les calamités dont le royaume était menacé pour satisfaire ses vengeances.

Pendant ce temps, Laynès, parti pour le Concile de Trente, avait enjoint à ses compagnons de poursuivre partout l'Hérésie. Les uns la combattaient à Paris, les autres lui tenaient tête au fond des provinces. Emond Auger avait appris que Jean de Montluc, évêque de Valence, adroit politique, courtisan encore plus adroit, abandonnait son troupeau à la dent des loups. Auger paraît sur les rives de Rhône ; il prêche à Valence ; il encourage cette population que son premier pasteur poussait à l'indifférence ou à l'erreur ; il fortifie les Dauphinois, que commençaient à effrayer les courses de François de Beaumont, baron des Adrets.

Ce gentilhomme, condottiere des partis, et qui tour à tour fut Protestant ou Catholique, selon ses intérêts, mais qui, sous toutes les bannières, fournit autant de preuves de sa bravoure que de sa cruauté, s'était fait Huguenot. A la tête de sept à huit mille paysans, que les sermons de leurs ministres avait fanatisés, il brûlait, saccageait, égorgait, et ne faisait merci ni au sexe, ni à l'enfance, ni à la vieillesse. Calvin et Bèze avaient proclamé que leur culte devait s'établir par le glaive : le baron des Adrets met-

(1) Dans les archives du Gesù on trouve une autre réponse. Elle est tout entière de la main de Ponce Cogordan, celui-là même qui fut chargé de la prononcer en sa qualité de Procureur du Collège :

« Messieurs, dit-il, il y a longtemps que l'on demande qui nous sommes. Les uns disent d'une manière, les autres d'une autre. En deux mots, voici ce que nous voulons être. Nous sommes enfants de notre mère, la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine, dans le sein de laquelle nous protestons vivre et mourir. Nous sommes, ainsi que le dit le Parlement qui nous reconnaît, ainsi que nous déclarons l'acte de réception de Poissy. Compagnie et Société du Collège qui s'appelle de Clermont. A présent nous vous supplions, pour l'amour de Dieu, de nous incorporer au corps de l'Université, conformément audit arrêt de la Cour et de l'Assemblée de Poissy. »

(2) Lettre de Pasquier, citée dans l'*Histoire de l'Université*, rue du Boulay, t. vi, p. 648

(1) Il parut à cette époque un pamphlet sans nom d'auteur. Il fut attribué par l'Université à quelque membre de l'Ordre de Jésus, et par l'opinion publique à un avocat qui mettait à profit la situation pour se venger du succès de son confrère. D'après ce pamphlet, intitulé : *la Chasse du renard Pasquin*, Etienne Pasquier « est un maraud de Paris, petit galant, bouffon, plaisantier, petit compagnon, vendeur de sornettes, un sale et vilain satyre, un archi-maître sot par nature, par bé-quare, par bé-mol, sot à la plus haute gamme, sot à la triple semelle, sot à double teinture et teint en cramoisi, sot en toutes sortes de sottises, un gratte-papier, un babillard, une grenouille du Palais, un clabaut de cobue, un soupirel d'enfer, un vieux renard, un insigne hypocrite, un renard vif, renard cheu, renard grison, pie babillarde, oison bridé qui se débrite licencieusement pour embouer, envillanner et souiller la belle blancheur et le net plumage des cygnes. »

avait leur conseil en pratique. Emond Auger était un prêtre dont le nom avait souvent retenti à ses oreilles ; des Adrets fond sur Valence, où le Père ravivait la Foi.

La Mothe-Gondrin, lieutenant du roi de la province, s'est jeté dans la ville ; il espère la défendre ; ses efforts sont inutiles. On lui promet la vie sauve ; mais à cette multitude se précipitant dans les guerres de religion, il faut apprendre que l'assassinat est un devoir et que la parole jurée ne sera qu'un jeu. La Mothe-Gondrin est massacré. Le Jésuite tombe entre les mains des Huguenots. Le Jésuite ne mourra pas sous le fer des soldats ; les ministres calvinistes lui réservent une mort plus ignominieuse. Ils font dresser une potence sur la place, et, la corde au cou, ils le conduisent vers le lieu de son supplice, au milieu des vociférations de la foule.

Cette potence devint pour Auger une dernière chaire. Il va être lancé dans l'éternité ; mais il veut que les Dévoysés sachent bien comment expire un prêtre ; il parle de cette voix que le martyr a toujours le don de rendre plus sublime. Les vérités qu'il annonce, l'accent qui les soutient, le courage qu'il déploie, tout cela fait impression, tout cela émeut jusqu'aux ministres du culte réformé. Apostats pour la plupart, ils croient en lui offrant la vie le forcer à l'apostasie. Pierre Viret, l'un d'eux, va proposer à des Adrets de faire suspendre l'exécution pour lui laisser le temps de discuter avec le Père et de le convaincre en face de l'échafaud.

Des Adrets était dans un de ces rares moments d'humanité ; il accorda ce que Viret demandait. Emond descend de la potence, et les Calvinistes entrent avec lui en pourparlers. Caresses, menaces, raisonnements captieux, rien n'est omis : Auger triomphe des flatteries comme de l'erreur. Les ministres ne veulent pas s'avouer vaincus ; ils pensent que les ennuis du cachot rendront le Jésuite à la raison ; ils le gardent pour le lendemain. Le lendemain, les Catholiques de Valence avaient trouvé moyen de l'arracher à la captivité et à la mort.

A Pamiers, le Père Pelletier était sous le coup des mêmes dangers. Un arrêt du Parlement de Toulouse le fait sortir de prison, et, comme Auger, il se voit obligé de fuir une province où leur présence ne fait qu'exposer à de périls plus certains les Catholiques, n'ayant pas encore l'énergie de repousser la force par la force. Le Dauphiné était fermé à Auger ; il passe en Auvergne. Bientôt les villes de Clermont, de Riom, de Mont-Ferrand et d'Issoire éprouvent les effets de son zèle ; il les préserve de l'invasion hérétique.

L'audace des Calvinistes ne connaissait plus de bornes. L'édit de Charles IX, en faveur du Culte réformé, avait compromis le Trône et la Religion ; ils allaient les ébranler lorsque, le 19 décembre 1562, le duc de Guise battit les

Huguenots dans les plaines de Dreux. Le prince de Condé, leur chef, resta prisonnier ; et, par une fuite précipitée, Bèze échappa au même sort.

Cette victoire changeait la face des choses. Les Protestants n'avaient pu vaincre le duc de Guise : le 24 février en 1563, deux mois après, ils l'assassinaient par les mains de Poltrot, autant pour venger le massacre de Vassi que cette défaite si funeste à leur cause.

Au mois de juillet 1563, Antoine Possevin et Emond Auger se rencontrent dans la ville de Lyon, où, pendant plus d'une année, l'exercice de la Religion Catholique a été interdit par les violences des Calvinistes. Le maréchal de Vieilleville et les chanoines de la Métropole de Saint-Jean appelaient les deux Pères pour rendre à la seconde cité du Royaume la Foi que tant de secousses avaient pu lui faire perdre. Possevin et Auger en deviennent les apôtres ; leur voix retentit avec tant d'éclat qu'elle communique aux uns le courage d'être Chrétiens, aux autres la pensée de renoncer à l'erreur.

Le Père Pelletier meurt à Toulouse ; les Capitu- tous ne croient pas pouvoir mieux remplacer le Jésuite qu'en nommant Emond pour son successeur. Ils le demandent au Vice-Provincial de France, Olivier Manere, et à Laynès. Emond est accordé à leurs désirs ; mais les Lyonnais s'opposent à ce départ, ils ne peuvent se séparer de lui, et le Père Auger reçoit ordre de ne pas les abandonner.

Canisius, en Allemagne, avait publié son Catéchisme : Emond livre le sien à la France. Mais alors Pierre Viret, l'orateur le plus éloquent du Calvinisme, était à Lyon. Le roi Charles IX tenait sa cour dans cette ville ; le ministre protestant, qui a déjà eu plusieurs entretiens avec Possevin et Auger, en sollicite d'autres. Prosper de Santa-Croce, nonce du Pape, en indique un dans son palais : Viret s'y rend ; Possevin et lui entre en discussion. Deux esprits si supérieurs ne pouvaient faire qu'assaut de talent : chez l'un il y avait conviction, dans l'autre apostasie et orgueil. La conférence mit en relief l'étendue de leurs connaissances théologiques et n'aboutit à aucun résultat.

Ce n'était pas assez pour la France de la guerre civile dans ses provinces, de la désunion dans les croyances, de la haine dans les cours ; la peste vint à la suite de tant de calamités morales. A Paris, elle emportait le Père Pasquier-Brouet ; à Lyon, cette visite du Seigneur fut plus terrible. La charité semblait éteinte au cœur des citoyens ; chacun ne songeait, dans son égoïsme, qu'à se préserver du fléau. Auger seul se dévoua pour tous. « Pendant le temps que dura la contagion, dit le sieur de Rubys, auteur de l'*Histoire de Lyon*, le bon Père Emond Auger allait tous les jours visiter les malades dans les hôpitaux et dans les cabanes,

Les Jésuites Possevin et Auger à Lyon.

Peste dans cette ville.

Le Père Pelletier à Pamiers.

les consolant, les exhortant et leur distribuant les aumônes qu'il recueillait des gens de bien pour cet effet; il était assisté dans ses exercices de charité par un bon prêtre nommé André Amyot, chez qui il logeait. »

Le vœu
des
Lyonnais.

Le mal fut affreux; chaque famille comptait ses pertes, et ces pertes même paralysaient la pitié. Au dire des historiens, plus de soixante mille personnes périrent à Lyon seulement. Possevin avait reçu ordre de partir pour fonder un collège à Avignon: Auger se trouvait donc seul. La mort lui enlevait chaque jour les auxiliaires qu'il s'était choisis; mais cette mort, tout horrible qu'elle se présentait, ne le fit point reculer dans l'accomplissement de son devoir. La contagion ne discontinuait pas ses ravages; les magistrats eux-mêmes commençaient à s'épouvanter: Auger, calme au milieu de tant de périls, sent qu'il faut les rassurer à tout prix pour donner aux autres un exemple de courage. Les consolations humaines étaient inefficaces, il en appela aux consolations divines. Un vœu solennel, au nom de la ville de Lyon, est fait à Notre-Dame du Puy en Velay. La peste cesse, et le Jésuite est chargé d'aller porter à cette église le vœu des magistrats lyonnais. A son retour, la cité se propose de lui offrir un gage de sa gratitude; elle décide qu'un aussi héroïque dévouement ne restera pas sans récompense. Il venait d'un Jésuite; les échevins veulent honorer en lui toute la Compagnie de Jésus. On met à sa disposition le Collège de la Trinité. Antoine d'Albon, archevêque de Lyon, s'associe à la pensée de reconnaissance des magistrats, et Auger, qui, sur ces entrefaites, est nommé Provincial de Guienne, accepte, au nom de sa Société, l'établissement que les habitants lui offrent. Une seule condition est imposée par le Père à cette acceptation: les Dévoyés se plaignaient de voir enlever aux enfants de la ville une maison municipale qui devait être commune à tous; Auger veut qu'il soit déclaré dans les actes de propriété qu'ils auront autant de droits que les Catholiques à l'éducation que la Compagnie va dispenser. Cette clause de liberté répondait aux objections de l'Université et de l'Hérésie; comme un dilemme en action, elle frappait sur les deux partis.

La France était alors divisée en deux Provinces de l'Ordre: Le Père Olivier Manare était Provincial de France; Emond Auger, d'Aquitaine ou de Guienne. Au même instant Possevin partait pour Bayonne. Ambassadeur de sa Compagnie, il se rendait auprès de Charles IX, en conférence, sur la frontière, avec Philippe II d'Espagne, son beau-frère. Le voyage du Père avait pour motif d'engager le Roi à mettre un terme aux chicanes du Parlement et de l'Université de Paris.

Antoine Possevin, né à Mantoue en 1534, était un de ces hommes tels que la Société de

Jésus en demandait. Issu d'une famille qui n'avait que sa probité pour richesse, Possevin s'était bien vite créé de puissants protecteurs. Philosophe, orateur, théologien, doué de la plus imperturbable mémoire et d'une facilité prodigieuse pour apprendre et parler toutes les langues, il joignait à tant de qualités la pénétration du diplomate et la ferveur de l'apôtre. Il avait de la bienveillance dans le cœur, de la force dans le caractère et une telle aptitude pour les négociations que jamais homme de naissance ordinaire n'avait vu sa jeunesse entourée de tant de séductions. Ces espérances de fortune, que le monde ou l'Eglise lui faisait entrevoir, ne l'éblouirent point. Prêtre, il pouvait aspirer aux grandeurs; laïque, il découvrait devant lui tout un avenir de prospérités humaines; car, dans ce temps-là, le talent savait se faire place et les Rois couraient au-devant de lui.

Mais Possevin, le commensal de la famille de Gonzague, se sentait attiré vers des idées moins mondaines; pour s'instruire, il avait visité toutes les Universités d'Italie. A Naples, le Jésuite Pétrella lui enseigna le renoncement à soi-même; à Venise, le Père Palmio lui fit naître l'idée d'entrer dans la Société de Jésus. Le 29 septembre 1559, il y commença son noviciat. Il avait vingt-six ans, et était déjà commandeur de Saint-Antoine de Fossan en Piémont.

Ses talents, encore plus que ce titre, qu'il allait résigner, devaient le faire bien accueillir par Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, dont les Etats devenaient la proie du Calvinisme. Laynès le dirige sur Nice, où séjournait ce prince: Possevin l'entretient, et lui démontre qu'un Souverain catholique ne doit pas, même dans son intérêt personnel, laisser l'Hérésie prendre pied chez lui. Les montagnes du Piémont, les Alpes surtout, étaient pour les sectateurs de Luther et de Calvin un refuge contre les poursuites.

Voisines de Genève et de la frontière française, elles recevaient dans leurs vallées tous les prêcheurs que les Rois très-chrétiens forçaient à sortir de leur royaume. Ces prêcheurs continuaient, auprès des habitants de la Savoie, l'œuvre à laquelle il leur était interdit, en France ou en Italie, de mettre la dernière main. Ils se cantonnaient dans les Alpes, dont Emmanuel-Philibert n'avait pu leur interdire l'entrée, parce que la guerre avec la France l'avait dépouillé de cette partie de ses Etats. Les vallées de Péroza, de Pragelato, de San-Martino, de Lucerna et d'Angrogne étaient surtout livrées aux entreprises des Huguenots.

Ferrier, gouverneur de Pignerol, reçoit ordre de chasser de ces vallées les Prédicants qui y portent le trouble. Ferrier obéit. Les Ministres du culte réformé s'apprentent à la résistance. Ferrier en condamne quelques-uns au feu; ils périssent sur les bûchers. A cette nou-

velle, les habitants d'Angrogne et de Lucerna courent aux armes. Des soldats de Philibert étaient épars dans les campagnes : les Protestants les saisissent ; ils leur ouvrent le ventre , leur arrachent le cœur et en font un horrible festin.

Le duc de Savoie ne consentit pas à laisser avilir de cette sorte son autorité. Pourtant , avant d'en venir aux moyens de rigueur , il crut sage d'envoyer vers les rebelles un ambassadeur pacifique ; il choisit le Père Possevin. Possevin paraît au milieu de ces populations exaspérées ; il leur dévoile les malheurs que leur opiniâtreté attirera sur le pays ; il ne leur demande pas une soumission aveugle aux ordres du prince , il ne s'agit pour eux que d'écouter sans tumulte les prêtres qui leur annonceront les vérités de la Religion. Le Jésuite avait déjà fait goûter ses conseils à une partie des habitants. La paix pouvait naître d'un rapprochement aussi inattendu ; mais cette paix dérangeait les plans du Calvinisme. François Etienne , le plus audacieux des prêcheurs de ces contrées , propose au Père une conférence dans l'église de Saint-Laurent. Quatorze ministres entrent en lice avec lui ; il leur tient tête. Son éloquente érudition triomphe des sophismes. Les ministres comprennent que leur cause est perdue si Possevin peut ainsi faire pénétrer dans les masses la voix de la raison. Ils poussent à la guerre.

Emmanuel-Philibert lance des troupes dans la vallée. Ces troupes sont aux ordres du sieur de la Trinité ; mais le Prince et François Baco , nonce du Saint-Siège , ont donné pleins pouvoirs au Jésuite. Les Calvinistes sont vaincus ; ils implorent la paix. Possevin conduit trente-quatre de leurs chefs à Vercell ; il les présente au duc de Savoie , il lui dit qu'ils sont catholiques. Au nom de toutes les vallées , ces députés font abjuration , et Possevin retourne avec eux pour consolider l'œuvre qu'il a si heureusement chauchée.

Ces événements se passaient sur la fin de 1560. Les novateurs n'en appelaient plus à la force. Mais Emmanuel sait qu'à Turin et qu'à Chieri ils trament de nouveaux complots ; il engage le Jésuite à y porter la lumière. Possevin prêche et discute. La conviction se fait jour dans les âmes. Les ministres vaincus cherchent à l'attirer à leur parti par des flatteries et par des éloges publiquement décernés à son mérite. Il venait de refuser avec humilité la pourpre romaine , dont le duc de Savoie se disposait à le faire revêtir ; il repousse avec mépris les avances qui peuvent le conduire à l'apostasie. Le plan de séduction échouait ; les ministres en conçurent un autre moins perfide : ils se plaignent à Bourdillon , gouverneur du Piémont , de l'intolérance de Possevin et de son esprit entreprenant qui compromet la paix publique. Bourdillon lui écrit de venir se justifier à Turin. Le

Jésuite y arrive ; il confond ses calomniateurs , et , avec le duc de Savoie , il jette les fondements du collège de Mondovi. Le Piémont était maintenu dans la Foi. Possevin passe les Alpes , il évangélise la ville de Chambéry , puis il se rend à Lyon , où l'Eglise était exposée à un péril imminent.

Le comte de Sault , gouverneur de la ville , n'attendait qu'une occasion pour se déclarer en faveur du Protestantisme. Possevin connaissait la situation des partis ; il aspirait à relever le courage des Catholiques. Il ouvre des conférences ; il visite les familles chrétiennes , il les anime à persévérer ; mais , dans la nuit du 30 avril 1562 , les Hérétiques envahissent la cité , que le comte de Sault leur ouvrait secrètement. Les Calvinistes avaient la prétention de tout réformer ; ils commencent par tout piller , par tout égorger. La profanation entre à leur suite dans les temples ; le feu ou la spoliation les précède dans les archives et dans les monastères. Possevin est fait prisonnier et aussitôt réclamé par le duc de Savoie. Possevin , libre , mais encore sous le coup de nouveaux dangers , retourne à Chieri ; de là à Lyon où il joint ses efforts à ceux du Père Auger , et il part pour son ambassade auprès de Charles IX.

L'Université de Paris épuisait toutes les ressources de la chicane afin de se débarrasser de la concurrence des Jésuites. L'Université de Louvain , la plus célèbre après celle de Paris , était également compromise dans son existence par l'Institut de Jésus. Elle faisait à son entrée dans les Pays-Bas la même opposition. Les Rois et les Peuples acceptaient la Société ; les Universitaires la repoussaient. Les Rois et les Peuples sentaient la nécessité d'une éducation plus appropriée aux mœurs nouvelles , plus en rapport avec les sciences dont l'influence se répandait en tous lieux. Les Universités , qui ne suivent que de très-loin le mouvement des idées , et qui , établies sur des bases regardées par elles comme indestructibles , ne songent pas à se transformer avec les générations , les Universités guerroyaient seules contre l'Ordre naissant. Cet ordre leur apportait la ruine en n'exigeant aucune rétribution , et la confusion par le parallèle qu'il forçait à faire. L'Université belge était menacée comme sa sœur de Paris ; pour sa défense , elle usa des mêmes moyens.

Nous avons dit les commencements de la Société de Jésus dans le Brabant ; ils furent humbles. La ville et les magistrats de Tournai lui avaient offert un collège ; un autre subsistait à Louvain ; mais les tracasseries de l'Université rendaient leur position très-précaire. Ces collèges ne pouvaient ni acquérir ni posséder. L'autorisation du Conseil leur était nécessaire , et ce conseil , dans ses arrêts , adoptait la même marche que le Parlement de Paris.

Vers 1560 , un membre de ce corps politique

L'Université de Louvain suit l'exemple de celle de Paris.

lègue une maison aux Jésuites, qui, depuis leur fondation, ont vécu d'aumônes, tout en instruisant les enfants et en combattant l'hérésie.

Le Père Ribadeneira avait obtenu quelques concessions de Philippe II ; mais ce prince refusait de leur accorder droit de cité, à cause des différends qui s'étaient élevés en Espagne entre lui et François de Borgia. Le Roi Philippe leur était momentanément hostile. L'Université de Louvain exploite à son profit ce mécontentement passager ; elle cherche même à l'envenimer en se faisant, dans les Pays-Bas, l'écho des calomnies. Les Jésuites avaient besoin d'un appui ; ils la trouvent dans Marguerite d'Autriche, fille de Charles-Quint.

Résistance du Conseil de Brabant à l'admission de la Compagnie.

Marguerite charge le duc de Féria, le marquis de Bergue et le prince-évêque de Liège de demander aux Etats de Brabant l'autorisation sollicitée par la Compagnie de Jésus. Le marquis de Bergue vient à Louvain ; il fait connaître à cette assemblée la volonté de l'archiduchesse gouvernante. Le Parlement de Paris avait résisté : les Etats de Brabant, qui n'ont jamais eu d'initiative que par imitation, refusent à leur tour d'admettre légalement les Jésuites. L'archiduchesse prie par la bouche de son envoyé.

Ce peuple, maintenant si dévoué au Catholicisme, était alors divisé dans ses croyances ; il pouvait aller à l'hérésie si un bras fort et d'énergiques prédications ne l'eussent pas retenu sur le penchant de l'abîme. Mélange d'aristocratie, de monarchie et de démocratie, son gouvernement plaçait la liberté en première ligne. Depuis la conquête des Romains¹ jusqu'à Philippe II, les Belges se montraient intraitables sur leurs franchises provinciales et sur leurs droits communaux. On pouvait les vaincre, leur imposer des contributions, leur donner des Rois, ils leur obéissaient sans les aimer ; mais il fallait que ces Souverains respectassent les privilèges que le temps avait consacrés. Toutes ces royautés transitoires n'étaient pas de taille à leur dire comme Charles-le-Téméraire² : « Dures têtes flamandes que vous êtes, vous avez toujours méprisé ou haï vos princes. S'ils étaient faibles, vous les méprisiez ; s'ils étaient puissants, vous les haïssez ; eh bien ! j'aime mieux être haï. » Marguerite surtout, adroite et intelligente comme toutes les femmes, s'avouait qu'il était impolitique de se mettre en opposition ouverte avec les Etats de Brabant sur une question qui souleverait mille difficultés religieuses. Ces Etats obéirent cependant, mais de si mauvaise grâce que leur autorisation n'est qu'une exclusion.

Il était interdit à la Société de posséder un Collège à Louvain.

L'Université de cette ville espérait avoir cause

gagnée, elle se flattait que les Pères n'accepteraient pas ses conditions. L'Université se trompa : les Jésuites se confièrent dans la raison publique et dans la justice du Roi ; ils se soumièrent à tout ce qu'on exigeait d'eux. En 1564, Philippe, malgré l'opposition du corps enseignant, leur accorda la faculté de vivre dans tout le Brabant selon leur Institut. Une clause spéciale fut mise à cet acte : le Roi déclara¹ « qu'ils ne pourraient s'immiscer dans l'exercice d'aucune fonction pastorale sans la connaissance, le consentement et le bon plaisir tant des Curés que des Evêques et autres Ordinaires, à qui l'autorité appartient. »

Il n'en était pas de même partout : les autres Universités ne cherchaient pas, comme celles de Paris et de Louvain, à abriter leur intérêt sous la mitre épiscopale. Les prélats n'avaient rien à apprendre sur leurs devoirs et sur leurs prérogatives ; ils les connaissaient au moins aussi bien que ces alliés, dont les jalousies se déguisaient mal à leurs yeux ; mais il paraissait opportun aux Universités de faire intervenir les Evêques dans leurs querelles. Défendre la juridiction des Ordinaires contre les Jésuites battant en brèche les corps enseignants, c'était pour ceux-ci un coup de partie ; l'Episcopat ne consentit pas à se prêter à un pareil calcul.

A Trèves, à Anvers, à Mayence, à Cologne, à Cambrai et à Dinant, les choses ne se passent pas de la même manière qu'à Louvain. Des établissements sont fondés, des collèges s'élèvent, et, en 1564, ces maisons sont si florissantes qu'elles forment deux Provinces de l'Ordre.

Le Père Antoine Winck était Provincial de la province du Rhin ; le Père Everard Mercurian, de celle de l'Allemagne inférieure.

Cette même année, la peste, qui, avec la guerre civile et les passions de toutes sortes, semblait faire le tour de l'Europe, s'abattit enfin sur les provinces rhénanes. A Lyon et à Paris, elle avait vu des Jésuites s'opposer à ses ravages. Sur le Rhin des Jésuites encore accoururent pour la combattre. Chaque famille s'isolait dans ses craintes ; les riches fuyaient, les pauvres attendaient en tremblant ; la charité était sans ressort, car la terreur paralysait tous les habitants. En ce moment, comme à toutes les apparitions du fléau, chacun s'absorbait dans son désespoir. Il n'y avait plus de parenté, plus de famille, plus d'affection assez puissante pour rendre aux populations la force morale et le sentiment chrétien ; chaque individu se séparait de la masse, espérant, par cette séparation même, se dérober au trépas.

Les Jésuites se réunissent à la voix du Provincial : les autres hommes se cachaient ; eux se montrent partout où il y a un malade à con-

(1) *Annales de Tacite*, liv. vi.

(2) Cette harangue, prononcée en mai 1473, se conserve dans les archives de la ville d'Ypres.

(1) Van Espen, *Jus ecclesiasticum univ.*, par. 1. tit. III, cap. vii.

Seus
ces da
les pr
vinde
rhénan

Dévo
ment
Jésuit
penda
la pest

soler, un pestiféré à ensevelir, un courage à relever, une misère à soulager. Les uns affrontent une mort inévitable pour arracher à une mort douteuse des étrangers ou des inconnus ; les autres parcourent les villes voisines, demandent l'aumône afin de pouvoir offrir quelque secours à ceux qui souffrent dans le dénuement : tous se jettent en martyrs au-devant du fléau, tous prennent à tâche d'arrêter ses effets.

Cette charité du jour et de la nuit donnait à leur Ordre une sanction populaire qui dispensait de beaucoup d'autres. Le peuple voyait les Jésuites à l'œuvre ; il en réclama pour les récompenser du présent, il en sollicita dans ses prévisions d'avenir.

Canisius, de son côté, ne ralentissait pas ses travaux. De la diète de Worms, où Ferdinand, empereur d'Allemagne, l'avait envoyé avec le père Gaudan, il se rend à Strasbourg. Erasme de Limbourg était Evêque de cette ville, et depuis deux ans il priait Canisius de venir s'opposer aux progrès de l'Hérésie. Le prélat désirait fonder dans son diocèse une maison pour la Compagnie ; à ses yeux c'était le moyen le plus efficace de le préserver des erreurs. Canisius, sur ce nouveau champ de bataille, renouvelle ses anciens triomphes. Il a introduit la réforme dans la cour de l'Evêque, il est en droit de la prêcher aux multitudes. Il commence par les enfants. Aux jeunes gens accourus à Strasbourg de tous les points de l'Allemagne comme à la source des doctrines luthériennes, il parle avec tant d'onction et tant d'autorité que les Catholiques, dont le nombre allait toujours décroissant, reprennent courage.

De Strasbourg, il va consoler les Fidèles de Dillingen, et, sur l'ordre du Pape, il accompagne en Pologne le Légat apostolique, Camille Mentuat, évêque de Satriano. Une diète était convoquée à Pétrikaw, et le Saint-Siège craignant que les novateurs n'y entreprissent quelque chose au préjudice de la Religion, avait désigné Canisius et Thierry Gérard pour leur tenir tête.

Sigismond était Roi de Pologne, Prince sans volonté, esprit faible, mais possédant toutes les vertus privées qui font les hommes honnêtes, Sigismond n'avait pas assez de vigueur dans le caractère pour résister aux empiétements du Protestantisme ; il sentait le mal et n'osait pas y remédier. L'Empereur Ferdinand, dont il avait épousé la fille, connaissait les irrésolutions de son gendre ; il les fit connaître à Canisius, qu'il entretenait plusieurs fois avant son départ.

L'indolence du Roi, au milieu des partis qui agitaient la Pologne, avait donné aux Sectaires une prépondérance qu'ils surent mettre à profit. Les lois fondamentales du royaume, son mode d'élection à la Couronne, les troubles que le principe électif apportait à chaque mort de Souverain, tout leur offrait d'incalculables avan-

ges. Le Clergé séculier ne se crut pas assez fort pour lutter ; il accusa la Cour, la Cour rejeta l'accusation sur lui. Ces récriminations étaient aussi justes pour le Roi que pour le Clergé ; mais, en face des Hérétiques dont le prince Radzivill soutenait chaudement la cause, ce n'était pas par des récriminations qu'il était sage de procéder. Canisius le fit comprendre à l'Evêque et à l'Université de Cracovie ainsi qu'au Primat du Royaume, Nicolas Diegouviski, archevêque de Gnezne.

Les esprits étaient peu disposés à la paix ; la Diète pouvait déterminer une scission avec l'Eglise romaine ; le Pape la redoutait, et c'était pour la conjurer qu'il avait fait choix de Canisius. Le Jésuite fut digne de la confiance du Saint-Siège et de Laynès : il prit souvent la parole dans cette assemblée, et laissa de côté les griefs politiques qui armaient les partis les uns contre les autres pour ramener tout à la question la plus importante. Les Polonais pouvaient-ils renoncer à la Religion de leurs ancêtres ? Le Père leur développa avec tant d'éloquence les maux que cette séparation attirerait sur leur pays qu'il fut décidé qu'aucune innovation ne serait admise. Le Roi lui-même puisa quelque énergie de Canisius, et il s'engagea à n'accorder aucune modification aux droits épiscopaux, modification que l'Hérésie exigeait comme une compensation des sacrifices qu'elle s'imposait dans l'intérêt général.

Ses succès à la Diète de Pétrikaw réveillèrent les haines contre lui. A son retour, Canisius leur fournit un nouvel aliment. Etienne Agricola était le disciple, l'ami de ce Philippe Mélancthon, qui, par la douceur de ses mœurs et la suavité de ses discours, avait fait plus de prosélytes à la réforme que les grossiers sarcasmes de Luther ou les hypocrites fureurs de Calvin. Etienne Agricola témoignait le désir d'entretenir un homme dont le nom était si populaire parmi les Catholiques et si odieux aux ennemis de l'Eglise romaine. Agricola cherchait la vérité de bonne foi. Il vit le Père ; il lui confia ses doutes. Celui-ci les dissipa, et le ministre de l'erreur s'honora bientôt de devenir un fervent disciple des Jésuites. Cette conversion redoubla les colères des luthériens contre l'Institut et contre Canisius, qui écrivait d'Augsbourg au général Laynès :

« Béni soit le Seigneur qui veut rendre ses serviteurs illustres par la haine que les Hérétiques font éclater contre eux en Pologne, en Bohême et en Allemagne. Par les calomnies atroces qu'ils répandent contre moi, ils s'efforcent de m'ôter une réputation que je ne prétends point défendre. Ils font le même honneur à tous les Pères. Bientôt peut-être ils passeront des menaces aux coups et aux conséquences les plus cruels. Fasse le Ciel que, plus ils tâchent de nous décrier, plus nous nous empressions de

Recouvrer-
lit Agri-
cola.

leur marquer de charité! Ils sont nos persécuteurs, mais ils sont aussi nos frères. Nous devons les aimer, et à cause de l'amour de Jésus-Christ, qui a donné son sang pour eux, et parce qu'ils ne pèchent peut-être que par ignorance. »

Canisius datait cette lettre d'Augsbourg. Le lendemain, la Diète s'ouvrait en cette ville. Le Jésuite y assista comme théologal de l'Empereur.

Le cardinal Stanislas Osius évêque de Warmie est nommé légat du Saint-Siège auprès de Ferdinand. Le Jésuite était son ami. Le cardinal veut qu'il l'accompagne dans cette légation, qui doit réconcilier l'Empire germanique avec la Cour de Rome. Canisius part pour Vienne. Osius et lui réussissent dans leurs projets pacificateurs. et, après avoir répondu à Munich à l'empressement affectueux que lui témoigne le duc Albert de Bavière, il retourne à Augsbourg, dont il a fait le centre de ses travaux. C'était la cité qui avait donné son nom à la fameuse confession qu'en 1530 les Protestants présentèrent à Charles-Quint; c'est de là que Canisius répand la lumière sur toute l'Allemagne. L'Allemagne ne tarda pas à ressentir les effets de son apostolat.

Accablé d'affaires, chaque jour consulté par les rois, les cardinaux, les princes, les évêques, les docteurs et les universités d'outre-Rhin, il savait encore prendre le temps de veiller au salut du troupeau et à l'accroissement de la Compagnie. La ville d'Augsbourg était à peu près toute luthérienne. Les exhortations et les vertus du Père la forcent à revenir à la Religion catholique. Canisius apparaissait comme le conseiller des princes. Il veut être aussi l'ami des peuples.

La Souabe chancelait dans la Foi. Vers l'année 1562, le mal s'était tellement enraciné qu'il n'y avait plus d'espérance. Georges Issung, gouverneur de cette province, ne perd cependant pas courage. Il a entendu parler des merveilles opérées par Canisius, il le supplie de porter secours à ces populations. Canisius se rend à une prière qui, pour lui, est un ordre. Il prêche dans les villes, il prêche dans les campagnes. Le théologien des rois, l'orateur des évêques, le maître des universités se fait le missionnaire des paysans. Les paysans reconnaissent un pareil bienfait en acceptant le joug de l'Evangile. Canisius les avait trouvés pleins d'ignorance, remplis de préventions contre l'Eglise; il les laissa soumis et repentants.

Tant de fatigues et de sollicitudes devaient avoir une récompense même sur la terre. Canisius n'en pouvait ambitionner qu'une; le cardinal d'Augsbourg la lui accorda. L'Université de Dillingen fut confiée aux Jésuites. Dans l'acte qui constitue cette riche dotation, Othon Truschez s'exprime ainsi :

« Ce qui m'a porté particulièrement à cette bonne œuvre, c'est l'étroite union qui me lie depuis longtemps avec le Père Pierre Canisius, docteur si célèbre par son éminente piété, par sa rare doctrine et par les fruits incroyables qu'il a faits dans ma ville et dans mon Diocèse d'Augsbourg, soit pour la conversion des Hérétiques, soit pour la conservation de la Foi parmi les Catholiques, soit enfin pour toutes sortes de bonnes œuvres auxquelles il s'est continuellement appliqué, avec un travail infatigable et avec un succès qu'on ne saurait assez admirer. »

Du Colloque de Poissy, Laynès s'était rendu à Trente, où son éloquence avait été aussi utile à l'Eglise Universelle qu'au Siège apostolique. Le Général de la Compagnie de Jésus rentrait enfin dans Rome; mais il y rentrait épuisé. Le travail avait tari en lui les sources de la vie; cependant ses combats n'étaient pas encore à leur terme. Il lui en restait de plus difficiles à soutenir. Par un enchaînement de faits et de victoires dont il n'est possible que de tracer un rapide aperçu, les Jésuites s'étaient placés au cœur de l'Europe. De là ils luttaient avec autant de constance que de savante tactique contre les Dévoiyés de l'Eglise et contre les prêtres sans foi ou sans mœurs. Ce que Possevin, Pelletier, Manare, Auger, Salmeron, Bobadilla, Araoz, François de Borgia et Canisius entreprenaient ou achevaient en Italie, en France, en Espagne et en Allemagne, d'autres Jésuites le réalisaient sur des points différents. Leur nom ne jetait peut-être pas autant d'éclat, mais les effets de leurs leçons étaient partout les mêmes. Le triomphe de l'Ordre de Jésus devenait inséparable du triomphe de la Religion. L'Ordre de Jésus avait défendu l'Eglise contre les calomnies des Sectaires et des mauvais prêtres. Par les conquêtes de ses missionnaires, il gagnait de nouveaux mondes à la Croix. L'Eglise faiblit un moment lorsqu'il fallut qu'à son tour elle vînt se porter en avant pour ses défenseurs.

Pasquier-Brouet et Salmeron avaient été envoyés en Irlande par le Saint-Siège; leur ambassade produisit des résultats satisfaisants. En 1560, le Saint-Siège demande à la Compagnie de Jésus un autre de ses Pères pour aller maintenir dans la Foi ce peuple toujours persécuté et toujours catholique. Laynès désigne David Wolf, Irlandais lui-même. Wolf est nommé Nonce du Pape, et il part. Après trois années de misères et d'apostolat, de douleurs de toute espèce et de consolations pieuses, le légat demande du renfort. Les Pères Guillaume Good et Edmond, l'un Anglais, l'autre Irlandais, arrivent avec l'archevêque Richard Cragh pour partager les souffrances de Wolf. Dans le même temps, le Père Thomas Chinge recevait de la Cour de Rome une mission secrète pour l'Angleterre. Elisabeth régnait sur cette île; la mission du

Diète
d'Augs-
bourg.

Canisius
en
Souabe.

Le cardinal
Truschez
donne
aux Jésuites
l'Université de
Dillingen.

Le pape
David
Wolf,
nonce du
Pape en
Irlande.

Jésuite était donc un arrêt de mort. Comme son père Henri VIII, Elisabeth punissait les Catholiques pour crime de fidélité, le plus grand des crimes aux yeux des traîtres, selon Tacite.

Deux ans auparavant, Pie IV avait chargé un autre Jésuite, le Père Nicolas Gaudan, d'une nonciature auprès de Marie Stuart, que la perte de son premier époux François II rendait au royaume d'Ecosse. L'Ecosse était aussi troublée, aussi divisée que l'Irlande; mais ses malheurs ne venaient que du fait des habitants et non pas d'un usurpateur. Moins à plaindre que leurs voisins, les Ecossais avaient embrassé avec enthousiasme les idées nouvelles. Le désordre était partout, dans la famille royale comme dans les villes, au milieu des clans encore sauvages ainsi que dans les Universités plus instruites sur les matières de la Foi. La Reine avait des intentions droites; mais, entraînée par la légèreté de son caractère et par son amour des plaisirs, elle se voyait sans force, livrée à toutes les passions contraires de ses sujets. Le culte public de la Religion Catholique était interdit. Puritains, Presbytériens, Episcopaux commençaient entre eux ces guerres acharnées auxquelles bientôt la politique mêlerez ses excitations; tous se réunissaient cependant contre l'Eglise Catholique, dont Marie Stuart ne voulait pas se séparer. Pour cette Reine, que sa beauté, que ses malheurs ont immortalisée, c'est le seul titre de gloire véritable.

Pie IV avait eu, dans le courant de l'année 1562, besoin de lui transmettre ses conseils. Des périls de plus d'une sorte attendaient le légat qu'il enverrait à ce pays. Le Pontife le choisit parmi les Jésuites. Gaudan, déguisé en marchand colporteur, parvint à Edimbourg; il voit trois fois, et le plus secrètement possible, la Reine, dont il est chargé de fortifier la piété. Les sectaires découvrent ses traces; ils le poursuivent, ils mettent son existence à prix. Gaudan sait que la mort plane sur sa tête; mais il a ordre de remplir jusqu'au bout sa mission: la crainte pour lui passe après le devoir. Marie Stuart a écouté sa voix; elle s'est rendue à des conseils que ses voluptueuses imprudences ne lui permettront pas de suivre à l'heure des révolutions, et Gaudan sort enfin de ce royaume, où la guerre civile et religieuse va éclater. Il n'avait pas été possible au Jésuite de convertir l'âge mûr: le Jésuite s'est adressé à la jeunesse. Il a réuni plusieurs enfants des meilleures familles d'Ecosse, et il les conduit en Flandre pour les faire élever dans les principes catholiques. Ce sont des otages qu'il livre à l'Eglise, et qui plus tard retourneront dans leur patrie pour y porter la Foi.

La Compagnie de Jésus combattait donc partout en faveur de la Religion. Le Saint-Siège pourtant ne se sentit pas un jour le courage de la soutenir contre les ennemis que tant

de services lui suscitaient. Si cet Institut n'eût pas été créé dans des conditions de viabilité telles qu'il lui était permis d'affronter aussi bien les tempêtes que les injustices, une heure d'ingratitude pontificale aurait pu le perdre à tout jamais. Il s'estimait trop fort pour ne pas mériter des haines vigoureuses, il était trop nécessaire pour rester longtemps sous le coup d'une colère sans motif sérieux.

A la mort du Cardinal Carpi, protecteur de l'Ordre¹, les Jésuites avaient mis en délibération sur quel membre du Sacré collège allait se fixer leur choix, lorsque Pie IV annonce que lui seul sera dorénavant le protecteur en titre de la Compagnie.

Le Concile de Trente a décidé que chaque Evêque aurait un séminaire dans son diocèse. Le Pape veut offrir l'exemple: il nomme une Congrégation composée de dix Cardinaux et de quatre Prélats. Cette commission déclare qu'il faut confier le Séminaire Romain à la Société de Jésus.

Ces faveurs devaient exciter de profondes jalousies et mettre en lumière des récits mensongers auxquels jusqu'alors on n'avait accordé qu'un dédaigneux silence. A Montepulciano, à Naples et dans d'autres villes d'Italie ainsi que d'Allemagne, quelques moines et les partisans secrets ou avoués de l'Hérésie n'avaient pu convaincre les Pères d'erreur et de mauvaise foi. Il était impossible d'attaquer leurs doctrines, on prit leurs mœurs à partie.

Il est difficile à un prêtre de prouver sa vertu autrement que par les actes mêmes de sa vie. Laisser discuter sa moralité, c'est la faire soupçonner. S'il en est ainsi pour un ecclésiastique isolé, que doit-il arriver quand les mœurs d'un Ordre tout entier sont mises en accusation par la méchanceté! A Montepulciano, à Naples, dans la Valteline et dans les pays des Grisons, ses envieux ou ses ennemis avaient, comme naguère à Venise, inventé de misérables histoires.

Mais plus la calomnie est incroyable, plus elle a de chances pour évoquer des esprits crédules. Ce n'est pas au possible qu'en fait de mensonge les hommes prêtent une foi entière, c'est à l'impossible.

Les crimes attribués aux Jésuites, tantôt dans leur confessionnal, tantôt dans leurs Collèges, n'avaient ému ni le Souverain Pontife, ni la Cour de Rome, ni le Général Laynès. Le scandale qu'on s'était promis n'obtenait que d'insignifiants résultats. Afin d'arrêter Pie IV dans sa reconnaissance envers la Société de Jésus, on fit pour lui du scandale une affaire de famille.

Charles Borromée, son neveu, passe tout à coup d'une vie pure à une perfection extraordinaire: il fuit les plaisirs du monde et se pré-

opposé à la Compagnie

Causes secrètes de ce mécontentement.

Calomnies répandues contre les Jésuites.

(1) A Rome, toutes les sociétés religieuses ont un cardinal pour protecteur ou pour patron.

Le Père
Ribéra
et le car-
dinal
Charles
Borromée.

capite dans les austérités. Le Père Ribéra était son directeur de conscience. On se sert de ce point de départ pour taxer Charles Borromée de fanatisme et de folie. Bientôt on fait entendre au Pape que son neveu va entrer dans la Compagnie de Jésus qui convoite ses grands biens. Le Pape résiste à cet assaut. L'imposture ne se tient pas pour battue. Ressuscitant toutes les fables de Montepulciano et les personnifiant dans un seul homme, elle accuse le Père Jean-Baptiste Ribéra et tous les Collèges des Jésuites du Milanais de crimes contre nature 1.

(1) Dans la première édition de cet ouvrage, le Janséniste Quésnel nous a induit en erreur. Pour un moment, nous avions cru à la bonne foi de ses citations, et, sans remonter à la source, nous avions extrait de son livre une citation de l'historien Sacchini. En consultant ce dernier pour d'autres événements, nous nous sommes convaincu que les Jansénistes étaient toujours à côté du texte ainsi que de la vérité.

Il s'agit de choses honteuses, de ces crimes que les hommes ne pardonnent jamais, et qui, par conséquent, doivent provoquer autant de discernement dans l'accusation que de réputation dans la flétrissure du forfait démonstré. Le Janséniste parlait avec tant d'aplomb, il était avec tant d'autorité le livre et la page du Père Sacchini, que nous avons cru que le doute n'était pas permis. Notre erreur était complète, et la preuve ne s'est pas fait attendre. Quésnel avait mutilé un texte important de Sacchini; il en tirait d'odieuses conséquences. Ce texte, le voici tel que le donne le Janséniste, tel que nous le lui avons emprunté. A la note de la page 41, tome III, de son *Histoire des religieux de la Compagnie de Jésus*, nous lisons, à propos du Père Jean-Baptiste Ribéra : « Le désordre de ce Jésuite était si public dans la maison de Saint-Charles, que l'historien même de cet Ordre n'a pu s'empêcher d'en parler. Voici ses propres paroles : *Domesticorum plerique, per varias artes, vel fictis impudicissimum hominem fœdissimis criminalionibus, tentant dirimere.* »

Telle est la version du Janséniste; voici le texte qui lui sert de bouchier pour outrager un Jésuite. L'œuvre de Sacchini est sous nos yeux; à l'endroit cité par Quésnel, nous lisons ce passage qu'il a tronqué pour les honteux besoins de sa cause :

Domesticorum plerique (quorum fœdus hunc consilium tanta in opulento ac juvenis principe aservitas parum commodabat) saepe illum cum P. Joanne-Baptista (Ribéra) usum, per varias artes vel fictis in pudicissimum Extrem fœdissimis criminalionibus, tentant dirimere. »

Quésnel trompe donc sciemment, et son erreur est volontaire. Nous la relevons parce qu'elle nous a nous-même abusé et qu'il est utile de montrer aux autres avec quelle facilité on peut être entraîné dans le mensonge historique. Cet exemple n'est pas le seul que nous pourrions mettre en avant. Nous n'avons cru qu'une seule fois à la parole des ennemis de la Compagnie de Jésus, et ils avaient altéré un texte. Il ne nous reste plus qu'à donner la suite de la note qui se trouvait dans la première édition.

Le Janséniste Quésnel, dans son *Histoire des religieux de la Compagnie de Jésus*, se repaît de toutes ces horreurs, que nous ne reproduisons que pour montrer jusqu'où l'esprit de haine peut aller. A la page 40 du troisième volume, il accuse le Jésuite Ribéra, et à la page 41 du même volume, il ne se contente plus d'accuser un seul homme, c'est tout l'Ordre qu'il met en cause :

« Un jour, dit-il, que Charles Borromée était à Brera, où ils avaient un Collège, et où l'on s'était plaint qu'ils corrompaient toute la jeunesse, il voulut s'assurer par lui-même si ces plaintes avaient quelque fondement. Toujours prévenu en faveur du prochain, il eut peine à croire à des choses si horribles; mais il eut la douleur d'en être convaincu par les informations qu'il fit à ce sujet et par les choses mêmes qu'il vit de ses propres yeux. Elles étaient si atroces et si abominables, qu'on lui entendit dire plusieurs fois que, s'il lui était possible, il ôterait aux Jésuites tous les collèges qu'ils avaient dans le monde. »

Cette accusation a trop de gravité pour ne pas la discuter. Il ne faut pas nous enlourer des témoignages que peuvent se rendre les Jésuites. Avocats dans leur propre cause, ils seraient soupçonnés de partialité. C'est donc à des sources impartiales, à des rivaux mêmes de la Société de Jésus, que nous demandons des preuves.

Plusieurs historiens ont écrit la vie de saint Charles Borromée. Nous en choisissons quatre peu favorables à la Compagnie. L'un est le Père Giussano, prêtre oblai, contemporain

Un religieux, un prêtre cède parfois à de funestes penchants. L'histoire ne peut pas les cacher; mais, en les publiant, elle doit à la vérité et à la justice de faire observer que, si un individu pêche, il n'est pas vraisemblable qu'il ait tout son Ordre pour complice. Nous croyons à un crime isolé; il nous semble absurde de charger de ce crime toute une Société, plus absurde encore d'admettre qu'elle l'autorise ou qu'elle l'enseigne. Les adversaires de la Compagnie allaient aussi loin.

Nous avons étudié à leur source même les accusations dirigées contre les Jésuites, et, nous le déclarons en toute sincérité, le Père Ribéra est aussi innocent des forfaits qu'on lui impute que saint Charles Borromée lui-même.

Notre opinion sur ce point s'est formée à la

de saint Charles; l'autre, Balhazar Oltrocchi, de la même Congrégation des Oblats; le troisième est le Dominicain Tournon; le quatrième, le rigide Baillet :

Giussano explique ainsi ce qui se passa à Milan par rapport au Père Ribéra :

« Toutefoix, mécontents de la réforme que Charles Borromée avait établie dans sa maison, et de la vie parfaite qu'il menait sous la conduite du Père Ribéra, les parents et amis du Cardinal concurent contre le Père une grande aversion. » (*De Vita rebusque gestis sancti Caroli Borromei*, in-4, Mediolani, 1751.)

Plus loin, le même historien ajoute dans son ouvrage, que nous traduisons mot à mot :

« La méchanceté de quelques courtisans alla même jusqu'à accuser un homme aussi respectable que Ribéra d'un crime qu'on ne peut nommer; mais cette ténébreuse manoeuvre de l'enfer n'eut aucun succès. Saint Charles, ayant reconnu et l'innocence de son pieux directeur et la malice criminelle de ses ennemis, n'en eut pour lui que plus d'affection et de confiance; et, tant que Ribéra demeura à Rome, saint Charles continua à user de son ministère pour le bien de son âme. »

Dans les notes que le Père Oltrocchio, conservateur de la Bibliothèque Ambrosienne, a mises à cet ouvrage, on lit :

« Le Père Ribéra étant à Lisbonne sur le point de s'embarquer pour la mission des Indes, instruit par saint François de Borgia de la sainteté de son disciple et fils spirituel Charles Borromée, écrivit au pieux cardinal, en date du 4 novembre 1564, qu'il se réjouissait extrêmement des progrès qu'il avait faits dans la voie du Seigneur. Si Ribéra eût été coupable, ou seulement cru coupable, aurait-il parlé au saint Cardinal avec cette liberté et cette familiarité paternelle !

Le Père Tournon, de l'Ordre des Frères-Prêcheurs, dans la Vie du même Saint (in-4, édit. de Paris, 1761), raconte de la même manière que les Oblats les motifs qui forcèrent Ribéra à s'éloigner de Rome :

« Tout ce que l'on croyait voir d'outré et d'excès dans les pieuses pratiques du jeune Cardinal, on l'attribua non à l'esprit de Dieu et à la grâce, mais à la direction du Père J.-B. Ribéra, qu'on osa accuser de rigorisme. On cessa dès lors d'avoir pour ce directeur la même estime qu'on lui témoignait auparavant. De la froideur on passa aux railleries et aux injures. On essaya enfin de lui fermer toutes les avenues par où il pouvait s'approcher du Cardinal, qui l'honorait de sa confiance. Charles ne pouvait ni ignorer ni ne point sentir vivement l'indécence de cette conduite; il la dissimula néanmoins avec sa sagesse ordinaire, et continua à profiter des lumières dont il croyait avoir besoin pour son avancement spirituel. »

Dans la Vie des Saints, au 4 novembre, Baillet, qui se respecte trop pour faire allusion à de pareils outrages, se contente de rapporter à Dieu la sainteté de Charles Borromée et dit : « Saint Charles prit ensuite du temps pour se faire instruire des devoirs attachés au sacerdoce de Jésus-Christ; et, comme il apporta à cette sainte étude une grande simplicité de cœur, il reçut de Dieu même plutôt que de ses directeurs des lumières qui lui firent découvrir bien des défauts et des imperfections dans ses meilleures intentions. »

Ily a loin, on le voit, de ces versions à celle de l'auteur anonyme de l'Histoire des religieux de la Compagnie de Jésus. Nous les mettons en regard, sans aucune réflexion. Elles en provoqueront assez. La suite de cet ouvrage démontrera par des lettres mêmes de saint Charles, quel fut dans tous les temps son attachement pour les Jésuites.

lecture des ouvrages qui ont fait du Père Ribéra un monstre d'hypocrisie et de luxure. Nous l'avons suivi en Europe et dans ses missions au delà des mers : partout il se révèle prêtre aussi chaste que pieux ; c'est donc une calomnie que l'on a essayé de propager. En lui prêtant pour auteur ou pour victime le neveu du Pape, on espérait donner plus d'autorité à l'imposture. Pie IV n'y ajouta aucune foi ; mais il avait de grandes vues sur Charles Borromée : il craignait de le voir renoncer aux dignités ecclésiastiques. Sa colère éclata contre la Société, à laquelle il attribuait de semblables résolutions.

Laynès était malade ; à peine guéri, il se transporte au Vatican. Il expose au Chef de l'Eglise ce qu'il a fait dans l'intérêt de Charles Borromée ; il démontre qu'il lui a toujours conseillé de modérer sa ferveur, qui, comme toutes les choses à leur début, devait avoir ses excès. Le Pape redoutait l'influence du Père Ribéra sur l'esprit de l'Archevêque de Milan : Laynès, pour calmer ses appréhensions, lui annonce que ce Jésuite, alors à Rome, va être envoyé en mission dans les Indes. Pie IV se rend aux preuves que lui administre Laynès ; il comprend qu'il a des torts à réparer, et, pour les faire oublier, il visite une à une toutes les Maisons de la Compagnie, et remet aux mains des Jésuites le soin de son nouveau séminaire.

Un Evêque s'est constitué l'écho de toutes les insultes ; il a dénaturé la doctrine, les intentions et les règles de l'Ordre ; dans deux mémoires déposés aux archives du Vatican, il avance même qu'il prouvera par témoins ses accusations. Sur l'ordre du Pape, le Cardinal Savelli cite ce prélat devant son tribunal. L'Evêque comparait ; ses témoins sont des jeunes gens chassés de la Compagnie ou du Collège Germanique. Savelli recueille leurs dépositions, il leur en dévoile la fausseté, et l'auteur de ces écrits est condamné à la prison. Mais de pareils ouvrages obtenaient un grand crédit en Allemagne ; les Protestants ne pouvaient pas manquer de s'emparer de cette arme contre les Jésuites. La colère de Pie IV surtout allait être tournée à leur désavantage ; le Souverain Pontife ne consent point à laisser outrager ainsi ceux que, dans un moment de faiblesse, il a abandonnés aux injustices calculées des ennemis de la Religion. Le 29 septembre 1564, il adresse à l'Empereur Maximilien, successeur de Ferdinand, un Bref qui est en même temps un éloge et une réparation.

« Nous avons été averti, écrit le Pape, que quelques-uns, sans respect de la crainte de Dieu ni du salut de leur propre conscience, se laissant aveugler par l'envie et dominer par la passion de leurs mauvais desirs, ont publié et semé en divers lieux certains libelles diffamatoires, remplis de mensonges et d'impostures,

contre toute la Société de Jésus, et particulièrement contre quelques membres qui sont les plus connus et les plus estimés. Nous sommes désespéré de voir ainsi attaquer la bonne renommée et diminuer l'estime d'une religion qui a tant servi et sert encore avec si grand fruit la Sainte Eglise Catholique. Nous avons été averti en même temps que lesdits libelles diffamatoires ont couru non-seulement par l'Italie, mais encore par l'Allemagne, et qu'ils sont parvenus aux oreilles de Votre Majesté, à laquelle il nous a semblé bon de faire savoir que, pour découvrir et connaître clairement la vérité, nous avons recommandé cette affaire à quelques-uns de nos frères du Sacré Collège des Cardinaux, personnages fort graves, les chargeant de faire une prompte enquête, et de s'informer soigneusement de tout ce qui a été dit contre l'Ordre en général et contre quelques particuliers de ce même Ordre, qui, pour le présent, habitent Rome. Après avoir mis toute diligence à s'acquitter de leur mission et après avoir découvert la vérité, nos délégués nous ont assuré que tout ce qui avait été dit était faux, controuvé, et l'œuvre d'ennemis jurés de la Compagnie, qui n'avaient eu pour but que de l'exposer à la haine et au mépris de tous.

» Nous avons voulu en écrire à Votre Majesté autant pour rendre à la vérité l'hommage que nous lui devons, et pour vous avertir de n'ajouter aucune foi à ces mensonges effrontés publiés contre la Compagnie, que pour vous prier de favoriser, comme un juste, catholique et sage prince, l'innocence et la vertu des Pères de cette Compagnie. »

Tous les écrivains adversaires des Jésuites, depuis Scioppius, plus connu sous le pseudonyme d'Alphonse de Vargas (1), jusqu'à Quesnel, se sont complu à relater les imputations dont on chargeait l'Ordre ; aucun de ces écrivains n'a eu la bonne foi de mettre en regard la justification émanée du Saint-Siège. Cette justification emprunte au Pape qui l'a signée une autorité en quelque façon plus irrésistible, puisque Pie IV était l'oncle de Charles Borromée, et que les ennemis de la Société étayaient leurs mensonges sur le témoignage apocryphe de son neveu lui-même.

Cependant les professeurs de Rome ne cessent pas encore les hostilités : il n'est plus possible d'attaquer les mœurs de l'Ordre de Jésus ; mais il en coûte à leur amour-propre d'abandonner le nouveau Séminaire à des concurrents dangereux. Une protestation est par eux remise au

(1) Scioppius, dans son livre *Relatio ad reges et principes*, publié en 1641, se contente de raconter ces faits sous forme dubitative. Les Jansénistes furent moins scrupuleux que cet écrivain. Quesnel et ses collègues s'appuyèrent de son autorité pour déclarer que lui, Alphonse de Vargas, avait entendu saint Charles Borromée accuser en sa présence les Jésuites de crimes horribles. Or Scioppius, né en 1576, avait huit ans lorsque le cardinal archevêque de Milan mourut, en 1584.

Le Séminaire Romain est donné aux Jésuites. Protestation de quelques membres du Clergé Romain.

Pape ; on y lit : « Il n'est ni de l'honneur ni de l'intérêt de l'Eglise de confier l'éducation des jeunes ecclésiastiques à des étrangers ; les mères qui nourrissent elles-mêmes leurs enfants en sont plus estimées , et les enfants n'en sont que mieux élevés. Rome ne manque point de personnes d'un très-grand mérite plus capables que les Jésuites de former de jeunes clercs à la science et à la piété. L'instruction que ces Religieux donnent à leurs élèves n'est point solide ; ils enlèveront les meilleurs sujets du Séminaire pour les faire passer dans leur Société. »

Ces arguments ne changèrent point les projets de Pie IV ; il avait proposé à Laynès de charger les Jésuites du gouvernement de cette maison

naissante. On leur avait imputé des crimes monstrueux ; par un grand acte de justice pontificale, le Pape crut devoir donner à leurs mœurs et à leur enseignement une garantie dont personne n'oserait suspecter l'irréfragable intégrité : il persévéra donc dans son dessein. Ce fut le dernier combat et le dernier triomphe de Laynès.

Il n'avait que cinquante-trois ans ; mais l'étude et la charité avaient consumé sa vie. La mort venait à lui ; il l'attendit sans crainte, il l'envisagea sans terreur ; son agonie dura plus de deux jours. Enfin, le 49 janvier 1565, il expira, semblant , dans un dernier regard jeté sur François de Borgia qui l'assistait, désigner ce Père comme son successeur.

CHAPITRE IX.

Missions étrangères. — Gaspard Barzée, Provincial des Indes. — Missions à l'île de Ceylan. — Les îles du More et le Père Jean Beyra. — Martyre du Père Alphonse de Castro. — Les Jésuites à Tanaa, dans l'île de Ciorano, à Divaran et à l'île Célèbes. — Baretto et Almeida au Japon. — Persécution à Facata. — Le Père Vilela au Mont-Ilesan. — Vilela à Meaco. — Le roi d'Ormura chrétien. — Les Jésuites au Brésil. — Les anthropophages. — Missionnaires parmi eux. — Pierre Correa entre dans la Compagnie. — Joseph Anchieta au milieu des sauvages. — Les pères Correa et Sosa massacrés par les Cariges. — Le calviniste Villegagnon au Brésil. — Les Jésuites en Ethiopie. — Le Père André Oviedo et le roi d'Abyssinie. — Oviedo condamné à l'exil. — Mission du Congo. — Jésuites expulsés du Congo. — Le Père Silveria chez les Cafres. — Son martyre au Monomotapa. — Mission à Angola. — Deux Jésuites légats du Pape en Egypte. — Le Père Melchior Nugnez pénètre en Chine.

Le 6 janvier 1685, Fénelon prononçait dans l'Eglise des Missions Étrangères, à Paris, son discours sur l'Épiphénie , et il s'écriait :

« Mais que vois-je depuis deux siècles ? des régions immenses qui s'ouvrent tout à coup ; un nouveau monde inconnu à l'ancien et plus grand que lui. Gardez-vous bien de croire qu'une si prodigieuse découverte ne soit due qu'à l'audace des hommes. Dieu ne donne aux passions humaines, lors même qu'elles semblent décider de tout, que ce qu'il leur faut pour être les instruments de ses desseins. Ainsi l'homme s'agite, mais Dieu le mène. La Foi plantée dans l'Amérique, parmi tant d'orages , ne cesse d'y porter des fruits.

» Que reste-t-il, peuples des extrémités de l'Orient ? Votre heure est venue. Alexandre , ce conquérant rapide que Daniel dépeint comme ne touchant pas la terre de ses pieds, lui qui fut si jaloux de subjuguier le monde entier , s'arrêta bien loin au delà de vous ; mais la charité va plus loin que l'orgueil. Ni les sables brûlants, ni les déserts, ni les montagnes, ni la distance des lieux, ni les tempêtes, ni les écueils de tant de mers, ni l'intempérie de l'air, ni le milieu fatal de la ligne, où l'on découvre un ciel nouveau, ni les flottes ennemies, ni les côtes barbares ne peuvent arrêter ceux que Dieu envoie. Qui sont ceux-ci qui volent comme les nuées ?

Peuples, portez-les sur vos ailes. Que le Midi , que l'Orient , que les îles inconnues les attendent et les regardent en silence venir de loin. Qu'ils sont beaux les pieds de ces hommes qu'on voit venir du haut des montagnes apporter la paix , annoncer les biens éternels, prêcher le salut, et dire : O Sion ! ton Dieu régnera sur toi ! Les voici , ces nouveaux conquérants qui viennent sans armes , excepté la Croix du Sauveur. Ils viennent , non pour enlever les richesses et répandre le sang des vaincus , mais pour offrir leur propre sang et communiquer le trésor céleste.

» Peuples qui les vites venir, quelle fut d'abord votre surprise, et qui la peut représenter ? Des hommes qui viennent à vous sans être attirés par aucun motif ni de commerce, ni d'ambition, ni de curiosité ; des hommes qui , sans vous avoir jamais vus , sans savoir même où vous êtes , vous aiment tendrement, quittent tout pour vous , et vous cherchent au travers de toutes les mers avec tant de fatigues et de périls pour vous faire part de la vie éternelle qu'ils ont découverte ! Nations ensevelies dans l'ombre de la mort , quelle lumière sur vos têtes !

» A qui doit-on , mes frères , cette gloire et cette bénédiction de nos jours ? A la Compagnie de Jésus , qui , dès sa naissance , ouvrit , par le secours des Portugais , un nouveau chemin à

l'Evangile dans les Indes. N'est-ce pas elle qui a allumé les premières étincelles du feu de l'apostolat dans le sein de ces hommes livrés à la grâce ? Il ne sera jamais effacé de la mémoire des justes, le nom de cet enfant d'Ignace, qui, de la même main dont il avait rejeté l'emploi de la confiance la plus éclatante, forma une petite Société de prêtres, germes bénis de cette communauté ! »

Les Jésuites avaient bien mérité l'hommage, que, du haut de la chaire de vérité, Fénelon leur décernait en termes si magnifiques. Pour le prouver, il n'y a qu'à raconter leurs missions.

François Xavier était mort ; mais l'esprit qui anima l'Apôtre des Indes dirigeait ses disciples et ses émules. Gaspard Barzée le remplaçait comme Provincial des Indes¹, et, dans cette même année 1552, la côte de la Pécherie se voyait arrosée du sang de deux Jésuites : Louis Mendez et Paul Vallez expiraient sous les coups des barbares.

Ce double martyre est un encouragement pour les autres Pères. Deux périssaient à la côte de la Pécherie, le Père Henriquez leur succède ; deux autres s'ouvrent l'île de Ceylan. Un prince du cap Comorin demande le Baptême. Le Baptême lui est accordé, et l'île de Ceylan s'honore d'être chrétienne. Mais, en 1555, les habitants des îles du More renoncent à la Foi. Ils profanent leur église, ils abattent la Croix, et font leur soumission au prince de Gilolo, une des Moluques.

Dans ce même temps, de terribles fléaux éclatent sur cette terre : elle est frappée de stérilité, l'eau couvre ses campagnes ; la peste envahit ses villes et les volcans menacent de tout engloutir.

(1) Œuvres de Fénelon, t. VII, p. 144, 145 et 146 (édit. de Paris, 1791).

Ces paroles du saint archevêque de Cambrai font allusion au Père Alexandre de Rhodes, Jésuite, né à Avignon. Après vingt-cinq ans de mission dans le Tong-King et dans la Cochinchine, où il avait le premier prêché la foi de Jésus-Christ, il revint en Europe. Il se présenta à Innocent X. et lui proposa de former dans les chrétientés de l'Orient un clergé indigène. Le Pape applaudit à cette proposition du père de Rhodes, et voulut le serrer lui-même premier Evêque de Tong-King ; mais le Jésuite refusa constamment cette dignité, et l'on ne put jamais vaincre sa résistance. Chargé par le Souverain Pontife de chercher des sujets d'un mérite distingué et qui fussent dignes de l'épiscopat, il tourna ses regards vers la France, fille aînée de l'Eglise Romaine. Voici comment il exprime lui-même le consolant espoir qui l'animait en pensant à ce royaume : « Après avoir avancé autant qu'il m'estoit possible, dis-je, toutes les affaires qui m'avoient ramené du pays le plus éloigné de toute la terre, j'ay recommencé pour la troisième fois le mesme voyage, mais je n'ay eu garde d'y retourner seul, maintenant que suis vieux, et quasi sur le point d'aller au tombeau. J'ai creu que la France estant le plus pieux royaume du monde, me fournirait plusieurs soldats qui aillent à la conquête de tout l'Orient pour l'assujettir à Jésus-Christ, et particulièrement que j'y trouverois moyen d'avoir des Evêques qui fussent nos pères et nos maîtres en ces églises ; je suis sorti de Rome à ce dessein, le onzième septembre de l'année 1652, après avoir baisé les pieds au Pape. » (*Voyages et Missions du Père Alex. de Rhodes*, troisième partie, p. 78.)

Son espérance ne fut pas trompée. Douze jeunes étudiants, les uns imités, les autres aspirant à l'état ecclésiastique, s'exerçaient, sous la direction du père Bagot, Jésuite, à la pratique de toutes les vertus. Ils s'étaient dévoués à travailler au salut des âmes. Ils se présentèrent au père de Rhodes, et furent le noyau de la célèbre Congrégation des Missions-Etrangères de Paris.

(2) Gaspard Barzée ne survécut pas longtemps à François Xavier. Il mourut le 15 octobre 1553.

Comme si ce n'était pas assez de ces calamités ; les Portugais se jettent sur l'île. La victoire fait tomber entre leurs mains le prince de Gilolo ; ils vont punir ses sujets, quand tout à coup le Père Jean Beyra apparaît. Il a contribué à la conversion de ces insulaires, ils sont ses enfants ; le Jésuite accourt les protéger contre les vengeances des Européens. Sa voix se fait entendre à tous ces cœurs désespérés. Il leur parle du Dieu qu'ils renient ; ils déplorent avec eux les malheurs qui suivent l'apostasie. Il leur en fait entrevoir le terme si, pleins de repentir, ils retournent au Christ, qu'ils ont follement blasphémé. Beyra est plus heureux même que les armes portugaises. Les Chrétiens font amende honorable, et les fidèles, qui voient le bonheur renaître dans l'île, embrassent à leur tour la Religion Catholique.

Le Baptême était la récompense des néophytes ; le martyre, celle des missionnaires. Le Roi de Bachiam se déclare Chrétien ; mais les Sarasins, en 1558, ne consentent plus à rester spectateurs indifférents des progrès que l'Evangile fait dans leur empire. Le Père Alphonse de Castro était le chef de cette mission ; ils le mettent à mort.

A Goa et dans l'intérieur des terres vers le nord, les païens se montrent plus dociles. Ils se rangent par milliers autour de la Croix, qui devient leur protectrice contre les Portugais. A Tanaa, une ville s'élève par les néophytes ; à Cuman, près du golfe de Cambaye, les Catéchumènes bâtissent un Collège ; dans l'île de Ciorano, on sollicite les Pères d'apporter la bonne nouvelle du Salut. Les Jésuites ne peuvent suffire à cet empressement ; ils n'arrivent pas assez vite au gré de ce peuple. Ce peuple s'ébranle en masse, et, ses brachmanes en tête, il se précipite vers la ville de Goa pour obtenir la faveur du Baptême.

L'île de Divaran, une des Calamianes, cède à cet entraînement. Le 8 août 1560, douze cent sept infidèles se convertissent. Dans l'île d'Ormus, où le Père Barzée avait implanté l'Evangile, Arias Bundan renouvelle la Foi ; mais les Bagades font une seconde irruption sur la côte de la Pécherie. Le Père Mesquita veut défendre ses néophytes. Couvert de blessures, il tombe entre les mains des vainqueurs. Il est esclave, et, sous ses yeux, il voit massacrer ou jeter à la mer un grand nombre de Chrétiens, que sa parole étouffée bénit encore dans les tortures du martyre.

A l'île Célèbes, les Jésuites, longtemps désirés, trouvent des cœurs moins endurcis. Le Père Magallianes baptise le Roi et plus de quinze cents de ses sujets. Les princes de Siao, le fils du Roi de Banca donnent l'exemple. Ils soumettent leurs passions au joug de la Croix. Ils apprennent des missionnaires à rendre heureux leurs peuples ; et les peuples, à leur tour, apprennent à obéir en recevant avec le Baptême le germe de la civilisation.

Marie-
du père
Alphonse
de
Castro.

Les Je-
suites à
Tanaa,
dans l'île
de Ciora-
no, à
Divaran
et à l'île
Célèbes.

Bartto
et Almei-
da au sa-
pou.

Xavier avait laissé au Japon Côme de Torrez et Fernandez. Compagnons du Saint dont le nom retentissait dans tout l'empire, ils devaient soutenir la gloire acquise par son inépuisable ardeur. Seul, Xavier avait entrepris la conquête du Japon, et Dieu avait béni son audace. Le Japon était bien disposé; il ne fallait que des ouvriers pour féconder cette terre. Trois Jésuites s'élançant au secours de Torrez. Bernard, le premier Japonais que Xavier baptisa, demanda à entrer dans la Compagnie de Jésus. Il part pour Rome; mais, pendant ce temps, le Christianisme s'établissait. L'île de Firando saluait avec reconnaissance la Croix arborée sur son territoire. Le Père Nugnez Baretto et Louis d'Almeida continuaient; auprès du Roi de Bungo, l'apostolat de Xavier. La guerre avait décimé ses sujets; mais ce prince, qui, par amour des plaisirs, retardait sa conversion, espérait que la puissance du grand Bonze européen le protégerait contre ses ennemis.

Persé-
cution à
Facata.

Au milieu de ces discordes, les Missionnaires qui restaient étrangers aux affaires du monde, s'occupaient activement de celles de Dieu. Médiateurs entre les différents partis, ils prêchaient la paix aux monarques ainsi qu'à leurs peuples. Les Bonzes ne s'accommodèrent pas de cette intervention pacifique. Ils étaient les mobiles secrets de la guerre. Ils accusèrent les Jésuites de la provoquer, de l'entretenir par leur seule présence. La ville d'Amanguchi avait été deux fois prise et brûlée. Celle de Fucheo nageait dans le sang. Le royaume de Firando était en proie aux factions; la ville de Facata, jusqu'alors si paisible, devenait un nouveau théâtre d'insurrection. Les Bonzes mirent à profit toutes ces calamités et poussèrent les habitants de Facata contre les Missionnaires. Au mois d'avril 1559, la multitude se porte à l'Eglise et à la demeure des Jésuites; elle y met le feu. L'incendie dévore tout; mais les Pères Gago et Vilela, mais les Frères qui travaillent avec eux sont à l'abri des coups d'une populace fanatisée.

Le Père
Vilela au
Mont
Iesan.

Peu de jours après, un Tunde¹ du mont Iesan, que les Portugais ont surnommé la Montagne-Heureuse, écrivit au Père Torrez : « Vous avez parcouru bien des pays, traversé beaucoup de mers et couru de grands périls pour procurer de la gloire à votre Dieu. Refuserez-vous de venir sur ces hauteurs, où vous avez un si grand intérêt d'établir votre Religion ? »

Cet appel était une consolation et une espérance; Vilela part pour la Montagne-Heureuse. Il s'est rasé la barbe et les cheveux; il a cherché à imiter le costume des Bonzes, et il s'embarque sur un bâtiment qui fait voile vers Sacai. Les matelots étaient idolâtres et superstitieux. Le calme les surprend en pleine mer; aussitôt ils se persuadent que c'est à la maligne influence des

prêtres européens qu'ils doivent ce retard. Ces prêtres sont exposés à tous les dangers. On les menace; on les couvre d'injures; on les charge de coups. Le navire arrive enfin à la destination, et les Pères peuvent s'acheminer vers le mont Iesan. De là ils se rendent à Meaco; ce fut le 30 novembre 1559 que Vilela y parvint.

Le Cubo-Sama habitait cette capitale. Le Jésuite obtint de lui permission de prêcher, et, la croix à la main, il parcourt les rues de la ville. Il est entouré par la foule; il lui annonce le royaume de Dieu. La foule l'écoute avec respect. Les Bonzes s'indignent; mais Mioxindono, le favori du Cubo-Sama, prend les Missionnaires sous sa protection. Le Père Vilela revoit l'Empereur. Son caractère aimable, ses manières insinuantes ont plu à ce prince, et il ordonne de respecter un homme accouru de si loin pour éclairer ses sujets. Les Bonzes ne pouvaient plus persécuter les Pères: ils étudiaient la religion que ces derniers apportent au Japon, et Quncxu, l'un des savants docteurs, est le premier à confesser la vérité de Jésus-Christ. Ce succès enhardit Vilela. Il désire de fonder à Meaco une Maison de l'Ordre; la Maison s'établit, et Vilela se dirige sur Sacai, dans la province d'Izumi. En 1562, cette opulente cité comptait déjà un grand nombre de Chrétiens.

Sumitanda, roi d'Ormura, se convertit la même année. Il accorde à Torrez le droit d'évangéliser et de construire des églises. Sumitanda ne se contente pas de prouver ainsi sa nouvelle Foi. Il est Catéchumène, il veut devenir Missionnaire. Lui-même, au milieu du tumulte des camps, se fait un pieux devoir d'instruire ses officiers et ses soldats dans la religion Catholique. Le Roi d'Arima suit l'exemple de ce prince; il ouvre ses Etats aux disciples d'Ignace que guide le Père Almeida.

La charité était une vertu inconnue dans ces contrées; ils la faisaient triompher avec la Croix. A peine entrés dans un royaume infidèle, ils ne s'occupaient ni du soin de leur santé ni de toutes les aisances de la vie. Pour faire comprendre l'Evangile, il fallait parler au cœur et aux sens des multitudes. Ils commençaient par créer des hôpitaux; ils en étaient tout à la fois les infirmiers et les médecins. Aux yeux de ces populations égoïstes par esprit de religion, mais douées d'une heureuse sagacité, un pareil dévouement ne devait pas être longtemps prodigué en vain. Les Japonais établirent la comparaison entre les deux cultes. Celui des Chrétiens l'emporta.

Les missions des Indes et du Japon prospéraient donc; pour la Société de Jésus, ce n'était pas assez. Ces deux vastes empires ne suffisaient pas à toutes ces ambitions. Du vivant même de François Xavier, la Compagnie avait pénétré dans d'autres royaumes; et, pour mieux saisir et développer son action dans tout l'uni-

(1) Supérieur des Bonzes.

vers, il faut d'un pas rapide parcourir avec elle les diverses régions dans lesquelles elle s'introduisit au nom de l'Eglise.

En 1549, les Portugais s'élancent sur les mers pour bâtir dans le golfe de Bahia la ville de San-Salvador. Six Jésuites, Emmanuel Nobrega, Jean Aspilcueta, Antoine Petrio, Léonard Nugnez, Jacobée et Rodriguez partent avec la flotte. La ville s'élève; mais en même temps les Pères jettent les fondements d'une église et s'occupent d'apprendre la langue brésilienne. Ces travaux ne furent pas longs, car l'intelligence et la main-d'œuvre conspiraient pour la même fin. A peine savent-ils les premiers éléments de la langue qu'ils commencent leurs prédications. Afin de parvenir à rassembler des auditeurs, il restait de grands obstacles à surmonter. Le Brésil était complètement barbare, mais de cette barbarie qui n'apparaît qu'à la suite d'une civilisation épuisée. Le vice y régnait sous toutes les formes; la cruauté poussait à dévorer les cadavres des ennemis; et, pour une lueur de volupté ou une espérance de lucre, ces hommes auraient vendu leurs mères et livré leurs filles. Il n'y avait point de cité, par conséquent point de familles. Le seul culte avoué était la magie avec toutes ses superstitions.

Pour bâtir San-Salvador, les Portugais trouvaient bien des pierres, mais il était beaucoup plus difficile de lui donner des habitants. Les Jésuites se chargèrent de ce soin. Ils se mirent à chercher des enfants et à les former aux mœurs de l'Europe. Peu à peu ils s'enfoncèrent dans les terres; ils parcoururent le pays, visitant les sauvages dans leurs huttes, gagnant leur confiance, se faisant leurs serviteurs, et leur rendant tous les services qu'ils pouvaient exiger d'un zèle aussi étrange. Les Brésiliens se laissèrent prendre à une charité dont ils ne comprenaient pas l'héroïque mobile. Les Pères leur étaient indispensables. Ils les reçurent dans leurs forêts; ils leur permirent même de discuter avec leurs magiciens ou leurs faux prophètes. La Foi se fit jour en quelques âmes, et, dès 1550, le Père Nobrega venait à bout de construire trois Résidences, l'une à San-Salvador, les deux autres dans les villages les plus peuplés. La colonie de Saint-Vincent en voyait une autre s'élever.

Dans l'intérieur des terres, le Père Léon Nugnez évangélisait les Sauvages. Pierre Correa, issu de la famille royale de Portugal, lui était adjoint. Pierre Correa avait consumé une partie de sa vie au Brésil, mais les œuvres de bienfaisance apostolique ne l'avaient guère occupé. Soldat et conquérant, il ne désirait alors que d'augmenter le nombre des sujets, ou plutôt des mercenaires du roi de Portugal. Le Père Nugnez n'avait point compris ainsi la mission de salut à laquelle il s'était voué; il ne renonçait pas volontairement à sa famille et à

son pays pour river des chaînes, mais pour les briser; la Religion ne lui demandait pas des esclaves, mais des hommes libres. Nugnez révèle à Correa la loi de charité: Correa confesse son erreur; afin de la réparer, ce descendant des Rois se fait Jésuite. Ainsi un des premiers avantages du Christianisme prêché par les Pères était de rendre la victoire plus humaine et de protéger les vaincus contre la cupide ignorance des vainqueurs.

Les Jésuites s'étaient partagé les travaux. Les uns s'occupaient de réunir en société ces peuplades errantes; les autres, de développer chez les Européens le sentiment religieux; Nugnez prenait plus particulièrement soin des esclaves. L'apreté du gain avait injustement privé de la liberté un grand nombre de Brésiliens; Nugnez s'employait à rompre leurs fers, et il bâtissait un hospice pour leurs enfants.

Les Brésiliens sont passionnés pour le chant; les Jésuites traduisent en vers les mystères et les préceptes de la Religion; ils les apprennent aux jeunes gens; puis, à leur tête, ils chantent par les rues ces vérités que peu à peu la musique rend populaires. Il y avait dans ces contrées beaucoup d'anthropophages; les Pères forment une pieuse croisade pour s'opposer à de pareils forfaits. On les voit dresser leur tente voyageuse au milieu des bandes qui préparent ces horribles festins. Ils peuvent en devampir eux-mêmes les martyrs; mais cette crainte ne les arrête point dans l'accomplissement d'un devoir. Quand leurs prières ne triomphent pas de la barbarie, quand on leur refuse de sauver le corps, alors ils s'attachent à sauver l'âme, et ils baptisent les malheureux qui vont servir de pâture aux Cannibales. Mais bientôt les Cannibales se persuadent que cette eau répandue sur la tête des victimes rend leur chair moins succulente. On menace les Jésuites du même sort; ces menaces sont pour eux un nouveau stimulant.

A cette époque (1553), Ignace fit du Brésil une province de l'Ordre. Le Père Nobrega en fut nommé Provincial. Plusieurs écoles étaient créées: on y instruisait les néophytes; mais à Manrioba et à Piratininga, dans la colonie de Saint-Vincent, deux maisons véritablement religieuses étaient déjà en voie de prospérité. Joseph Anchietta paraît sur ces côtes. Né à Ténériffe en 1533, ce Jésuite, que ses missions ont rendu encore plus célèbre que ses belles poésies latines, commence son noviciat par aller parler de paix aux Tamuyas: les Tamuyas, au lieu d'écouter ses propositions, lui fixent le jour où ils le mangeront dans un repas solennel. Anchietta, d'un air convaincu, leur répond que son heure n'a pas encore sonné. Il pouvait s'échapper; il reste au milieu des Sauvages pour leur prouver que la mort elle-même ne l'empêchera pas de leur annoncer son Dieu. Les Tamuyas étaient barbares, mais ce courage si étonnant

Joseph
Anchietta
au milieu
des sau-
vages.

de calme a frappé tous les esprits; ils renoncèrent à leur projet, ils écoutent même ses prédications.

Les Cariges, population de l'intérieur de l'Amérique, entendent parler des vertus miraculeuses de ces prêtres; ils en sollicitent, et, ne les voyant pas arriver, deux cents d'entre eux se mettent en route pour recevoir le baptême. Ces Cariges, conduits par quelques Espagnols, tombent au milieu d'une horde sauvage; on en massacre plusieurs, on conserve les autres pour des festins. Les Jésuites apprennent ce nouvel attentat à l'humanité. Soza et Correa partent dans l'intention de délivrer ces idolâtres, que la Foi a improvisés pour ainsi dire chrétiens par le désir et même avant le Baptême; ils les arrachent à la mort et retournent avec eux dans leur patrie. Parmi les indigènes que la charité de Soza et de Correa venait de sauver, il se rencontrait un Espagnol qui avait pour concubine une femme du pays. Soza fait naître le repentir dans le cœur de cette femme, que l'Espagnol aimait. Elle est rendue à ses devoirs; l'Espagnol n'aspire plus qu'à la vengeance. Les Cariges étaient bons, mais crédules; il calomnie les Pères; il dit aux uns que l'intention secrète des autres est de les dominer, et, dans un accès de vertige, ce peuple se fait le bourreau de ceux qui ne sont accourus qu'à sa voix et sur ses instances.

Le bruit de tant de succès et de tant de martyres se répandait dans le monde; il allait jusqu'à Genève exciter les jalousies colères de Calvin. La Compagnie de Jésus avait des missionnaires dans le Nouveau-Monde; Calvin voulut aussi y avoir les siens. Nicolas Durand de Villegagnon, chevalier de Malte, renégat, lui proposa de conduire au Brésil une colonie de Français et l'Hérésie avec eux. La proposition fut acceptée, et Villegagnon arriva vers la fin de novembre 1555. Deux Hérétiques s'y trouvaient déjà; mais il ne s'était pas encore mis d'accord sur les principes de leur croyance. Le libre examen produisait déjà la désunion. Villegagnon, témoin et victime de leurs querelles, avait en même temps sous les yeux les preuves de dévouement et de subordination données par les Jésuites; il admirait l'unité qui régnait dans leur doctrine. L'ensemble qui présidait à tous leurs actes. Apostat par entraînement, il redevenait Catholique par réflexion.

Les deux Calvinistes ne s'occupaient que de leurs débats intérieurs. Pendant ce temps les Pères réunissaient les peuplades dispersées; ils leur traçaient des villages, ils bâtissaient des maisons, ils construisaient des écoles et des chapelles, ils apprenaient à leurs catéchumènes que tout était possible avec la Foi : les catéchumènes croyaient. Malades, ils se faisaient porter à l'église, et ils en sortaient guéris; moribonds, ils demandaient le baptême, et souvent le bap-

tême, fécondant des transports de ferveur, les rendait à la santé.

Vers le même temps, d'autres Jésuites pénétraient en Ethiopie. Ce vaste empire, borné par l'Egypte, par la Mer Rouge, par le Sahara et la Guinée, est presque entièrement renfermé dans la zone torride. L'air y est brûlant, et les Nègres qui l'habitent ont une intelligence un peu moins abrutie que ceux des autres terres. L'Ethiopie, nom générique de l'Afrique moyenne, se divise en plusieurs nations; les Pères avaient ordre de s'avancer d'abord dans l'Abyssinie, l'une de ces parties.

Le Prêtre-Jean ¹, c'est-à-dire le monarque de la contrée, était, en 1546, Asnaf ou Claude, fils de David, qu'on nommait aussi Onag Seghed. L'Abyssinie comptait un grand nombre de Chrétiens primitifs; mais leur religion n'était plus qu'un mélange des hérésies d'Eutychès et de Dioscore. Le reste de la population se composait de Juifs, de Mahométans et de Païens. Claude, suivant en cela les conseils de son père, avait refusé de reconnaître l'Evêque schismatique que le Patriarche d'Alexandrie envoyait pour gouverner les Chrétiens, et il avait demandé au Roi de Portugal de charger quelques prêtres catholiques de cette mission. Pour avoir un Patriarche d'Ethiopie, Jean III s'était adressé au Souverain Pontife et à Ignace de Loyola.

Dans cette dignité, il y avait plus de travaux et de périls que d'honneurs à recueillir. Le Général de la Compagnie obéit donc à l'ordre du Pape, et il désigna Nugnez Baretto pour archevêque, André Oviedo et Melchior Carnero pour ses coadjuteurs, avec les titres d'évêques d'Hiérapolis et de Nissa. Ils partent de Rome au commencement de mars 1555, avec dix autres Pères; ils touchent à Goa, puis Gonzalès Rodriguez est chargé par les nouveaux prélats de se rendre en Ethiopie et d'étudier la situation du pays.

L'Empereur avait réfléchi, ou plutôt les Schismatiques avaient provoqué des craintes dans son esprit. On peignait les Jésuites comme les avant-coureurs de l'invasion européenne. On lui faisait entendre qu'à l'exemple des rois ses voisins, il ne serait plus que le tributaire des conquérants, et que la Religion catholique sanctionnait toutes les spoliations. Asnaf ajouta foi à ces insinuations; après avoir entendu Gonzalez expliquer dans son conseil les principaux articles du dogme, il lui remit une lettre pour le roi don Jean : c'était un congé en forme. Gonzalez retourne à Goa; mais André Oviedo ne veut pas céder aussi facilement le terrain. Dans l'année 1557, il pénètre en Abyssinie; il offre au prince de discuter avec ses docteurs les plus renommés. Claude avait autant de justice

(1) Prêtre-Jean signifie en éthiopien *grand et précieux*. Cette race de souverains prétendait descendre de Salomon.

Les
pères
Correa
et Soza
enlèvent
par les
Cariges.

Le calvi-
niste Vil-
legagnon
au Brésil.

Le
saint
Paul.

Le
An
Ovi-
do et
le
d'Al-
bi-
ni

dans le cœur que d'incertitude dans le caractère ; il accorde à Oviedo le droit de célébrer les saints offices. Il s'empresse même d'assister aux conférences ; mais il fait entendre au Jésuite que tous ses efforts seront vains ; car, en se soumettant à l'autorité du Saint-Siège, il s'exposerait à des commotions intérieures qu'il ne se sent pas la force de braver. Oviedo était placé entre un prince irrésolu et des Schismatiques qui avaient un puissant intérêt à l'écarter ; il reste pourtant, tenant tête aux sophismes des Dioscoriens, confondant les Juifs et les Mahométans, et ne songeant même pas aux mille dangers qui l'environnent.

Deux années s'écoulèrent ainsi ; mais, en 1559, Claude est tué dans une bataille contre les Sarrasins, et son frère Adamas Seghed lui succède. Adamas, élevé parmi les Turcs, avait juré haine aux Chrétiens. Claude les tolérait ; Adamas se dispose à les persécuter. Oviedo paraît devant lui ; l'Empereur lui défend de faire profession du Catholicisme. Le Jésuite répond : « Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. » A ces mots, Adamas lève son cimetière, il va trancher la tête d'Oviedo ; mais l'Impératrice se jette à ses pieds, et en face de cet étranger, dont le trépas n'a point fait pâlir le visage, l'Empereur comprend l'inutilité de sa colère. L'Evêque d'Hierapolis ne tombe pas martyr sous le cimetière impérial, on le réserve à de plus rudes souffrances.

La persécution contre les Catholiques est organisée. On les chasse des villes ; on les plonge dans les cachots ; on les soumet à tous les genres de supplice que la cruauté sait inventer. Oviedo et ses compagnons sont exilés dans un désert. La terreur qu'inspire le nom portugais ne permet pas de les égorger ; néanmoins cette terreur ne va pas jusqu'à empêcher les Infidèles et les Schismatiques de faire de ce désert une prison où rien ne peut entrer, d'où rien ne doit sortir.

Un Jésuite du collège de Sainte-Foi est envoyé à la recherche de ses frères ; les Sarrasins le saisissent, ils le vendent comme esclave. Le 22 décembre 1564, le Patriarche Nugnez Baretto meurt à Goa : Oviedo est appelé à le remplacer ; mais, toujours mis avec les siens dans l'impossibilité de s'échapper, il ne veut pas que les périls dont il est continuellement menacé soient un obstacle aux progrès de l'Evangile. Avec l'esclavage d'un côté et la mort de l'autre, il parcourt le désert dans lequel on a circonscrit son zèle ; il porte aux Nègres la lumière du Christianisme ; il les soulage dans leurs douleurs, il les excite dans leurs travaux, il les console par les exemples de patience et de résignation qu'il puise dans sa piété.

Le Souverain Pontife apprend ce martyre d'un nouveau genre. Oviedo est un homme d'une rare capacité, et dont les talents pouvaient

être plus utilement employés. Le Pape lui écrit d'abandonner aussitôt que possible la stérile Abyssinie, et d'aller répandre la bonne nouvelle de Jésus-Christ au Japon ou à la Chine. Le Patriarche d'Ethiopie était dans un dénôment si absolu de toutes choses qu'il n'avait ni pain pour se nourrir, ni vêtements pour se garantir de l'insalubrité du climat, et que, pour répondre au Pape, il fut obligé d'arracher de son Bréviaire les quelques restes de papier blanc que l'impression avait respectés. Ces petits bouts de papier attachés les uns aux autres formèrent la lettre sur laquelle il adressa à Pie IV les paroles suivantes : « Je ne connais, Très-Saint-Père, aucun moyen d'échapper ; les Mahométans nous circonviennent partout ; dernièrement ils ont encore tué un des nôtres, André Gualdamez ; mais quelles que soient les tribulations qui nous assiègent, je désire bien vivement rester sur ce sol ingrat, afin de souffrir et peut-être de mourir pour Jésus-Christ. »

Le Père Oviedo se destinait au martyre ; sur d'autres plages, d'autres Jésuites faisaient le même vœu, ils subissaient les mêmes persécutions.

Quand les Portugais, en 1485, arrivèrent à l'embouchure du fleuve Zaïre et firent invasion dans le Congo, trois Dominicains se trouvaient parmi eux. Les Frères Prêcheurs avaient engagé les conquérants à prendre les indigènes par la douceur ; ce moyen réussit complètement. Les Nègres embrassèrent la Religion Catholique, et leur prince, pour honorer le Roi de Portugal, qu'il appelait son bienfaiteur, choisit au baptême le nom de Jean. Ce peuple resta chrétien tant que les ecclésiastiques qui gouvernaient leurs consciences se montrèrent dignes du sacerdoce. Mais peu à peu les pasteurs devinrent loups : l'oisiveté engendra les vices ; de sordides cupidités ou de coupables passions produisirent des scandales de toutes sortes. La Foi s'éteignit alors au cœur des Noirs, et il n'y eut plus, dans la colonie si admirablement fondée par les Dominicains, trace de civilisation ou vestige de pudeur.

Le Souverain Pontife et le Roi de Portugal concurent la pensée de tirer de la barbarie cette nation, qui avait eu des jours si heureux. En 1547, quatre Jésuites, Georges Vaz, Christophe Ribéra, Jacques Diaz et Soveral abandonnèrent le Collège de Coimbre et s'embarquèrent pour le Congo. Soveral n'était encore que Scolastique ; il ouvre une école pour les enfants. Les autres prêchent dans la ville ; ils parcoururent les forêts afin de réunir les Sauvages en famille d'abord, en communauté civile ensuite. Les Sauvages conservaient un souvenir affaibli du bonheur dont avaient joui leurs ancêtres sous le règne de cette Croix de bois qui repaissait à leurs yeux. Ce souvenir les ramenait en foule autour des Missionnaires : on baptisait

Mission
du
Congo.

les uns , on apprenait aux autres ce que c'est que le mariage chrétien ; on leur expliquait les devoirs de l'époux et de la paternité. Tous s'y soumettaient avec empressement.

Cet état de choses subsista ainsi jusqu'en 1553 ; mais le Père Georges Vaz étant mort sous le poids de pieuses fatigues , le Roi du Congo , qui ne pouvait consentir à se séparer de ses nombreuses concubines , et qui redoutait l'ascendant des Jésuites , commença à se faire persécuteur. Soveral , en même temps , mettait à la voile pour l'Europe afin de rendre compte au Général de l'Institut de la triste situation de cette Mission , naguère si florissante.

Les malheurs ne prenaient pas seulement leur source dans l'inconstance du prince : on accusait les Pères Diaz et Ribéra d'en avoir leur part. Ouvriers dans la Vigne du Seigneur , ils n'avaient pas songé que leur royaume n'était pas de ce monde. Le Congo se faisait chrétien ; on les vit , au mépris de la règle qu'ils avaient embrassée , s'occuper de soins trop temporels et faciliter aux Européens toute espèce de relations commerciales avec les indigènes. Ces rapports fréquents devaient servir de prétexte aux inquiétudes politiques et au mécontentement personnel du Roi , comme ils tendaient à dénaturer l'Apôstolat.

Soveral fit connaître ces détails à Loyola ; Diaz et Ribéra furent aussitôt révoqués. Les Pères Noguera et Corneille Gomez leur succédèrent. Noguera meurt en arrivant au Congo , et le Père Corneille se voit livré aux défiances que ses prédécesseurs ont excitées et que le Roi fomenta. Gomez pourtant espère encore ; il ravive la Foi , il prend l'initiative de toutes les abnégations : il reste , il veut toujours rester dans ses attributions ecclésiastiques ; mais le coup était porté. Gomez pouvait à la longue rendre au Christianisme la splendeur que de fausses démarches lui avaient fait perdre. Le Roi résiste à l'action du Père , et , en 1555 , il chasse les Missionnaires et les Portugais. En 1589 , le Roi Alvarès rappela les Jésuites au Congo , où nous les retrouverons.

Le succès ou la défaite ne ralentissaient point le zèle des Pères ; il y avait en eux un principe plus fort que l'espérance ou le désespoir : c'était l'obéissance. Ils savaient qu'avec les passions si mobiles des Sauvages , la mort était toujours à côté du triomphe , que le martyre était l'avant-courreur de la victoire , et , au premier signal de leur supérieur , ils partaient cependant. La Mission du Congo n'avait pas produit les résultats prévus par la Société ; les Jésuites se jetent sur un autre point. En 1555 , on les expulse du Congo ; en 1559 , ils sont dans la Cafrerie.

Gamba , Roi des Mosavanges , avait appris par un de ses fils , baptisé à Mozambique , tout ce que la Religion chrétienne , par la main des Missionnaires , répandait de bienfaits sur les

trônes et sur les nations ; ce Roi charge un ambassadeur d'aller à Goa et de demander des Jésuites. Gonsalve Silveria , André Fernandez et Acosta arrivent dans son royaume au mois de mars 1560. Gamba les accueille avec joie ; il octroie à ses sujets toute liberté pour étudier et embrasser la loi nouvelle ; lui-même , avec sa famille et la plupart des chefs de l'Etat , se fait honneur d'être chrétien. Une église est bâtie sous l'invocation de la Vierge. Silveria n'avait pas rencontré d'obstacles chez les Mosavanges ; son ardeur ne se contente pas de cette docilité , il ambitionne des victoires plus disputées ; car , ainsi que le dit le Père d'Oultreman dans sa notice ¹ : « Souvent la noblesse relève la vertu , non pas seulement pour l'apparence extérieure selon l'opinion des hommes , mais en effet et réellement ; et voyons tous les jours que les jeunes cavaliers qui se donnent au service ou de leurs Roys ou de leur Dieu font paroître plus de courage , plus de constance et plus d'ardeur que ceux qui viennent de bas lieu. »

Silveria était un gentilhomme portugais. Il avait la valeur du chevalier et le dévouement du missionnaire. Il laisse donc en cette réduction les deux Pères qui l'accompagnent , et , seul , il pénètre , au mois de décembre 1564 , dans le Monomotapa. Vingt-cinq jours après , Silveria , qui avait offert au Roi une image de la Vierge , éprouvait , disent les historiens du temps , le salutaire effet de l'intercession de Marie. Le Roi et sa mère sollicitent le Baptême. Le Jésuite condescend à leurs desirs. Plus de trois cents nobles de la contrée s'associent à la pensée du prince ; mais les Sarrasins , furieux , cherchent à s'opposer aux progrès du Christianisme. Silveria est , par eux , dénoncé comme magicien. Le Roi ne s'explique plus l'influence qu'un missionnaire étranger a exercée sur sa volonté. Les Mahométans lui persuadent que , dans sa conversion , il y a plus de sorcellerie de la part du Jésuite que de liberté de sa propre intelligence. Il était soupçonneux ; il livre le Père à ses ennemis. Le chroniqueur d'Oultreman raconte ainsi ce martyre : « Le Père Silveria , dit-il en son vieux langage , se revest de son aube , allume deux cierges à costé d'un Crucifix , puis se met en prières attendant cette heure tant désirée ; mais , comme impatient que ce bonheur tardoit tant à venir , il se lève sur la minuict , s'avance bien avant en la rue pour se présenter aux meurtriers ; mais , n'en ayant aucunes nouvelles , il l'entre chez soy et s'endort. Mais soudain les assassins , dont le chef s'appeloit Moruma , qui l'aguettoient , se glissent dans sa chambre , l'estranglent avec une corde qui luy fit jaillir le sang par les narines et la bouche , et , luy ayant attaché une grosse pierre au col ,

(1) Tableau des personnages signalés de la Compagnie de Jésus , édit. de Douai chez Balt-Bell , 1695.

Jésuites
expulsés
du
Congo.

Le Père
Silveria
chez les
Cafres.

Sur mo
tyr
Monoc
tap

le plongèrent dans la rivière de Monsengessem, le 46^e de mars 1564. Ils en firent tout autant à cinquante autres que le Père avait baptisés tout fraîchement. »

Le Roi de Monomotapa reconnut promptement son erreur. Les Mahométans l'avaient rendu complice de leur crime : il les fit massacrer pour venger la mort du Père.

Cependant les deux Jésuites que Silveria a laissés chez les Cafres continuent leurs travaux apostoliques. Acostasuccombe aux fièvres dévorantes du climat africain ; Fernandez y résiste ; néanmoins, après deux ans de séjour, il est dans l'obligation de retourner aux Indes. Séduit par un premier transport, le Roi avait proclamé que la Religion Chrétienne était la plus parfaite de toutes les religions ; il l'avouait bien encore, mais ses passions et celles de son peuple ne s'accordaient point avec leur raison. Le vice prévalut, et Fernandez refusa de rester témoin des débordements que sa parole n'avait plus l'espérance de conjurer.

Paul Diaz de Novaëz, ambassadeur du Roi de Portugal, escortait, à la même époque, quatre missionnaires destinés au grand Angola. Le grand Angola était un Roi qui, après avoir subjugué tous ses voisins, avait pris ce titre comme pour mieux indiquer sa puissance. Le grand Angola reçoit avec gratitude les Jésuites qui, sur sa prière, accouraient établir une Réduction dans son royaume, sous la conduite du Père François Govea. Le prince charge Govea d'ins-truire son fils ; mais bientôt ce monarque ambitieux conçoit des craintes. Le voisinage des Européens l'effraie ; il s' imagine qu'en persécutant les Pères il lassera la patience des Portugais. Les Pères sont gardés à vue, presque captifs. Diaz de Novaëz leur conseille de s'adresser à des peuples moins soupçonneux. Govea répond que si, pour être estimé, un soldat ne raisonne jamais son obéissance, lui Chrétien et prêtre, doit le même exemple de subordination envers Dieu et envers son supérieur ecclésiastique. Il reste parmi les barbares, essayant chaque jour leurs mauvais traitements, et chaque jour se contentant de bénir leurs cruautés et d'invoquer le martyre. En 1574, Govea mourait dans ces sentiments ; cette année-là même, Novaëz, avec une nouvelle flotte, amenait d'autres Jésuites, dont le Père Balthasar Barreyra était le supérieur.

En 1560, Gabriel, Patriarche d'Alexandrie, suppliait, par lettres, le Souverain Pontife de lui envoyer des missionnaires pour les Coptes. L'Eglise d'Alexandrie était séparée de la Communion Romaine ; mais, à différents intervalles, cette église, dont l'apôtre saint Marc était le fondateur, et qui, parmi ses lumières, comptait les Clément, les Origène, les Ambroise, les Hilarion et les Cyrille, avait fait, plus d'une fois, concevoir au Saint-Siège l'espérance d'une

réunion. Le Concile de Trente allait s'assembler, et tout portait Pie IV à croire que ses vœux et ceux de ses prédécesseurs étaient sur le point de s'accomplir. La prière du Patriarche fut accueillie : le Pape désigna comme ses Nonces en Egypte les Jésuites Christophe Rodriguez et Jean-Baptiste Elian. Au mois de novembre 1564, ils touchaient à Memphis, où le Patriarche résidait.

Les Pères entrent en discussion avec les savants égyptiens. Ces derniers ont la prescience de leur défaite. Pour parer un coup qui va leur enlever tout crédit sur leurs sectateurs, ils amènent la foule contre les deux Nonces de Rome. La foule les menace : les Juifs, qui, par leur fortune, étaient une puissance en Orient, s'associent aux fureurs populaires. Rodriguez et Elian n'ont que le temps de racheter de l'esclavage quelques Chrétiens, et ils retournent en Italie avec un député que le Patriarche envoyait au Concile.

François Xavier rendait le dernier soupir en face de la Chine, et son pied n'avait pas foulé cette terre, à laquelle il brûlait d'annoncer le règne du Christ. Les obstacles suscités par les Mandarins n'étaient que l'effet d'une volonté humaine ; il leur devenait donc impossible de rebuter la patience des successeurs de l'Apôtre des Indes. Les Chinois gardaient leur empire comme des soldats veillent sur une citadelle. Ils avaient un culte, des mœurs, des lois ; une civilisation à eux ; mais ils ne connaissaient pas la Religion Chrétienne, et, pour confirmer les paroles de l'Evangile, les Jésuites ambitionnaient de révéler ses préceptes à tous les peuples. La mort avait fait échouer Xavier dans son entreprise.

Quatre ans plus tard, en 1556, le Céleste Empire entr'ouvre une de ses portes au commerce portugais. Le Père Melchior Nugnez s'y glisse avec la Croix. Il pénètre jusqu'à Canton, une des plus riches, une des plus peuplées cités de ce royaume. Il a de fréquents entretiens avec les Mandarins ; il leur parle de morale et de science ; mais les lois s'opposent à toute manifestation extérieure. Le Père Melchior ne veut pas, par un zèle intempestif, fermer à tout jamais aux sœurs l'entrée d'un pays où le Christianisme doit un jour réaliser tant de merveilles. Melchior se contente de prendre pied au nom de l'Institut de Jésus.

Sept ans plus tard, en 1563, les Portugais envoyaient à l'Empereur de Chine une ambassade chargée de riches présents ; trois Jésuites faisaient partie de la légation. La défiance des Chinois était grande : ils reçurent les dons du Roi de Portugal, mais les relations diplomatiques ne furent pas poussées plus avant. Les Jésuites se résignèrent encore : nous verrons comment cette patience fut récompensée.

Il n'y avait que vingt-quatre ans que la So-

Le Père
Melchior
Nugnez
pénètre
en
Chine.

ciété était établie, et déjà elle couvrait une partie de l'Univers. Les Catholiques d'Europe appelaient ses Pères à leur secours, tantôt comme des guides, tantôt comme des maîtres dans la Foi; les habitants du Nouveau-Monde les invoquaient comme médiateurs entre la cupidité des hommes et la justice de Dieu. Partout ils apparaissaient réformant les mœurs, instruisant la jeunesse, combattant les Hérétiques, défilant la calomnie, bravant les souffrances et se vouant à tous les martyres.

Cet Institut, à peine né, embrassait tous les apostolats; il avait en lui une force que sa jeunesse allait développer, et cette force si soudaine, si irrésistible, frappait de stupeur tous ceux qu'elle ne comblait pas de joie ou d'orgueil.

« C'étoit là, dit Florimond de Rémond ¹, les grands et profonds regrets que faisoit Mélanchton, prêt à partir de ce monde ², ayant la nouvelle de tant de Jésuites, lesquels passaient les mers et les déserts, si qu'il n'y avoit aux quatre coins des globes où l'on ne pût voir leurs traces souvent arrousées de leur sang. « Hé, bon Dieu! croit-il en soupirant, étendu au lit de mort, qu'est ceci? je vois que tout le monde se remplit de Jésuites. »

(1) *Histoire de la naissance, progrès et décadence des Hérésies*, par Florimond de Rémond, conseiller au Parlement de Bordeaux, t. V, chap. III, p. 556, édit. de Rouen, 1648.

(2) Philippe Mélanchton mourut le 19 avril 1560.

CHAPITRE X.

Portrait de François de Borgia. — Son discours à la Congrégation assemblée. — Il est élu général de la Compagnie par la Congrégation. — Décrets qu'elle promulgue. — Jésuites envoyés à l'île de Malte, assiégée par Soliman. — Dénombrement des Jésuites et de leurs maisons. — Christophe Rodriguez en Calabre. — Election du Pape Pie V. — Son caractère. — Le nouveau Pape et François de Borgia. — Salmeron et Tolet, prédicateurs du Saint-Siège. — Maladie contagieuse à Rome. — Dévouement des Jésuites nommés visiteurs dans les diocèses d'Italie. — Travaux de Borgia. — Pie V reprend le projet de Paul IV. — Mémoire présenté au Pape sur le travail et la prière. — Le Pape désire former une croisade contre les Turcs. — Le cardinal Commendon, légat du Saint-Siège, et le Père Tolet. — Le cardinal Alexandrini et François de Borgia. — Canisius en Allemagne. — La chasteté des Jésuites calomniée par les Sectaires. — Le Père Canisius, légat près des cours germaniques. — Ses voyages. — Il fait proclamer le Concile de Trente. — Il est à la diète d'Augsbourg. — Politique des Protestants. — Portrait de Frédéric III. — Ses utopies de réforme. — Canisius, Natal et Ledesma concilient les deux partis. — Nouveaux collèges à Olmutz, à Wurzburg et à Wilna. — Stanislas de Kostka. — Sa mort. — Apostasie du Père Adam Heller. — Les Centuries d'Illiricus. — But et esprit de cet ouvrage. — Canisius est chargé d'y répondre. — On l'accuse d'avoir renié sa foi. — Le Père Maggio en Pologne. — Il empêche le roi Sigismond de répudier la reine sa femme. — Progrès de la Compagnie en Allemagne. — Les Jésuites Blysssem et Warsevicz. — Election du duc d'Anjou roi de Pologne. — Résultats de la légation de Commendon et de Tolet.

François de Borgia, à qui Laynès mourant avait semblé, dans un dernier témoignage de confiance, résigner les pouvoirs de Général de la Compagnie de Jésus, était un homme exceptionnel. Grand par la naissance, par le courage et par l'honneur, il s'était réfugié dans l'humilité. On l'avait vu se détacher des affections terrestres pour vivre plus intimement avec Dieu. Son histoire fut un prodige continu d'obéissance et d'abnégation. L'ami de Charles-Quint et de Philippe II, l'allié de toutes les têtes couronnées de l'Europe, avait, dans la force de

l'âge, répudié l'éclat et les richesses. Celui qui était né pour commander aux autres n'aspirait plus qu'à obéir.

Afin d'embrasser l'Institut des Jésuites, il se dépouilla de tout sentiment humain; afin de rester fidèle à l'obscurité qu'il conquerrait, il rejeta loin de lui les honneurs de la pourpre romaine, qui, à cinq reprises différentes, vinrent le chercher dans sa cellule. La sublimité de ce sacrifice incessant de l'orgueil de l'homme immolant, au pied de la croix, ses passions et ses désirs les plus naturels, n'a point échappé aux écri-

vains protestants. Babington Macaulay rend au Père François de Borgia cette justice ¹ : « Il n'est pas un Saint dans le calendrier de Rome qui ait abdiqué ou détourné de lui plus de dignités humaines et plus de bonheur domestique ; il n'en est pas un qui se soit voué à la pauvreté, aux souffrances physiques en les acceptant sous des dehors plus sordides ou avec des supplices plus révoltants. C'est faire pénitence avec lui que de prêter l'oreille aux récits de ses flagellations, des maladies qui en avaient été la suite, et des pratiques douloureuses par lesquelles, à chaque instant du jour, il tâchait de dompter ses sens. Sa vie est plus éloquente que toutes les homélies de saint Chrysostôme. Elle démontre mieux que cent prédicateurs ne l'auraient pu faire à ses contemporains étonnés l'auguste pouvoir des principes qui le faisaient agir. »

Né en 1510, le Père François de Borgia n'était âgé que de cinquante-cinq ans à la mort de Laynès ; mais les austérités volontaires, les fatigues de toute sorte avaient tellement consumé sa vie qu'il ne lui restait plus de force que dans le cœur et dans la tête. Le brillant compagnon d'armes de Charles-Quint, dont la taille élancée, le front majestueux et le beau visage rehaussaient si bien la noblesse, a disparu. Ce n'est déjà plus qu'un vieillard ; ses joues pâles sont sillonnées de rides, chaque mouvement de son corps atteste une souffrance. Il est languissant, débile même ; mais cette santé si frêle n'ôte rien à l'énergie morale qui étincelle dans ses yeux bleus. Il a brisé tous les liens de la chair, repoussé toutes les grandeurs, et le trépas inattendu de Laynès va encore une fois mettre sa modestie aux prises avec les dignités.

Caractère concentré, esprit qui avait besoin de recevoir l'impulsion, mais qui, après l'avoir reçue, ne s'arrêtait devant aucun obstacle, Borgia était admirablement formé pour développer les plans d'Ignace et de Laynès. Il n'avait ni l'immensité des conceptions du fondateur, ni l'ardente initiative et le rare ensemble de talents que déploya le second Général de l'Ordre ; cependant, au contact de ces deux hommes qui ont exercé une si puissante influence sur lui, Borgia a inspiré de toute leur vigueur sa faiblesse malade. D'un tempérament mélancolique, il aurait, aux agitations de l'existence du missionnaire, préféré les calmes délectations de la vie contemplative. Ignace l'arracha au repos de la solitude qu'il ambitionnait. Laynès le jeta dans les travaux de l'apostolat ; il le prépara par de difficiles épreuves à accepter son héritage. Les Jésuites allaient réaliser cette pensée.

Le lendemain de la mort du Général, les Profès résidant à Rome se réunissent et choisissent pour vicaire, pendant la vacance, le Père François de Borgia, un des assistants de Laynès. Séance tenante, Borgia convoque la Congrégation générale pour le 24 juin de la même année 1565. Trente-neuf Pères y assistèrent ; ils étaient députés des Congrégations provinciales, qui, après la mort du Général, doivent s'assembler pour nommer chacune, aux termes de l'Institut, deux Jésuites chargés de se rendre à Rome et de procéder à l'élection.

La Congrégation s'ouvrit à l'époque indiquée. Parmi les Pères qui y représentaient l'Ordre, on comptait Salmeron, Bobadilla, Araoz, Polanco, Palmio, Miron, Mercurian, Ribadeneira, Emmanuel Sa, Lannoy, Domenech, Valdervano, Christophe Rodriguez, Roillet, Michel de Torrez, Lopez, Martin Gutierrez, Coudret, Canisius, Adorno, Natal, Hoffée, Azevedo, Henriquez, Roman, Loarte, Cogordan, Vittoria, Governo, Hernandez et Charles Pharaon.

Les premières séances furent employées à promulguer vingt-sept décrets concernant l'intérieur de la Société. Le 28 juin, au moment de commencer les quatre jours de retraite précédant la nomination, Borgia qui, par sa charge, était appelé à prendre la parole devant ses frères assemblés, prononça le discours suivant. En faisant connaître les pensées qui animaient l'orateur, il servira à démontrer le but auquel la Compagnie aspirait. Borgia s'exprima ainsi :

« Vos dispositions et votre tendre sollicitude pour le bien général de la Compagnie m'étaient si parfaitement connues, je vous voyais tous embrasés d'un si vif désir de lui donner un Général qui non-seulement fût embaumé de la bonne odeur de Jésus-Christ, mais qui, revêtu en quelque sorte de la grâce divine, en répandît les bénignes influences jusqu'aux confins de l'univers, que je craignais de vous adresser une exhortation, à vous dont je devrais plutôt recevoir les instructions et les conseils. Je rougissais presque de vous faire connaître mon incapacité en balbutiant quelques paroles aux oreilles de ceux dont les discours et les travaux sont devenus, par la grâce du Seigneur, si célèbres dans les diverses contrées de la terre. Mais puisque l'obéissance m'y oblige, j'ai dû ouvrir la bouche. Dieu, veuille, par sa parole, suppléer à l'impuissance de la mienne ! Je tâcherai de m'exhorter moi-même et je vous exposerai en toute simplicité ce que statue, sur la délibération si grave qui nous réunit, la huitième partie des Constitutions. C'est ainsi que, si mon travail ne vous est pas utile, et certes vous n'en avez pas besoin, j'en retirerai du moins un grand fruit pour moi, celui d'avoir pratiqué l'obéissance qui me défend de me taire.

» Nos Constitutions, en premier lieu, por-

(1) *Recue d'Edimbourg*. — LES PREMIERS JÉSUITES, par Babington Macaulay, ancien ministre de la guerre en Angleterre.

Son discours à la Congrégation assemblée.

tent que le Vicaire-Général adressera un discours à la Congrégation pour l'exhorter à faire un choix tel que l'exigent le service de Dieu et le gouvernement de la Compagnie. Il ne suffira point d'avoir nommé un Général qui se contente de ne pas embarrasser l'œuvre de la Compagnie ou qui l'aidera faiblement à l'accomplir ; il faut qu'aussi distingué par sa vertu et sa sainteté, que par sa science et sa sagesse, il soit en même temps très-propre à l'administration des affaires, plein de bonté pour guider le troupeau laissé à ses soins ; d'énergie pour le défendre, de zèle pour l'augmenter ; en un mot, qu'en tous points il réunisse toutes les qualités qui le rendront capable de remplir cette charge. Si dans les guerres que les hommes se font entre eux on ne manque point de confier la conduite de l'armée au meilleur général, combien cette précaution est-elle plus nécessaire à cette sainte cohorte, qui combat pour les intérêts du peuple de Dieu ! Nous voyons aussi non-seulement le prêtre ressembler au troupeau, mais encore le troupeau se former sur le modèle du prêtre. En outre, les Constitutions nous fixent le jour présent et les trois qui vont suivre pour traiter de l'affaire avec Dieu. Car, s'il faut toujours prier et ne jamais se lasser, pouvons-nous douter de ce que nous avons à faire, nous qui savons qu'avant de choisir ses apôtres le Sauveur lui-même passa une nuit entière en oraison ? La toute-puissance prie ; il prie, celui qui lit dans les cœurs ; et nous, faibles, nous, aveugles, nous ne prions pas !

» Cependant il nous est ordonné de considérer quel sera le plus capable de tenir les rênes du gouvernement ; c'est ce que Dieu exige de nous dans la coopération de son œuvre. Or, comme c'est l'ensemble de la Compagnie qui doit nous fournir le sujet que nous avons à choisir, il faut nous mettre devant les yeux chaque Profès, tant les absents que les présents ; car, plus d'une fois celui qui attire le moins l'attention des hommes a mérité, comme David, le suffrage du Seigneur. Veuille donc la Bonté Souveraine ne permettre jamais que notre Compagnie choisisse quelqu'un qui ne soit recommandable qu'aux yeux de la raison humaine ! qu'il le soit aussi aux yeux de Dieu, car celui-là seul véritablement mérite nos suffrages. Quoique, bien loin de pouvoir l'expliquer, personne ne puisse même scruter la raison première de nos Constitutions, tant y brillent avec éclat la sagesse et la bonté infinies, voici, je crois, quel est le but du décret qui défend d'arrêter son choix en soi-même avant la réunion à l'assemblée. C'est d'empêcher que le choix ne vienne de l'homme ou ne soit dicté par des motifs humains, mais qu'il le soit principalement par la grâce du Saint-Esprit. Si pour obtenir cette grâce il faut, comme personne n'en doute, imiter ceux à qui ce même Esprit l'a

communiquée avec le plus de perfection et d'abondance, considérons les Apôtres, qui, sans décider eux-mêmes qui ils admettraient dans le Collège apostolique, proposèrent au Seigneur les deux candidats en lui disant : « Seigneur ! vous qui savez ce qui se passe dans le cœur des hommes, faites-nous connaître celui que vous avez choisi. » Or, que servirait-il de consulter le Seigneur, si chacun avait déjà arrêté ce qu'il fera ? D'ailleurs, lorsque nous sommes réunis et que nous prions ensemble, notre voix est bien puissante ; et ce que Dieu refuse aux prières de l'individu, il l'accorde aux prières de tous. Ceux qui sont réunis dans un seul et même esprit sont sans doute mieux disposés pour recevoir ce qu'ils demandent d'une même voix, d'un même élan de cœur, en même temps et tous ensemble. Si autrefois ce peuple insolent et rebelle, voulant avoir un roi, n'osa pas se le choisir lui-même, mais voulut le recevoir de la main de Dieu, la Compagnie, se fiant en ses forces, ira-t-elle nommer elle-même un Général plutôt que de le demander dans la prière au Père des lumières, de qui découle tout don excellent ?

» Enfin, nos Constitutions frappent d'anathème quiconque aura ambitionné cette charge, ou qui, complice d'un pareil dessein, ne l'aura pas révélé. O profondeur de la sagesse et de la science de Dieu ! Une telle maladie réclamait un tel remède ! Les Anges précipités du ciel, nos premiers parents chassés du paradis terrestre, voilà l'œuvre de l'orgueil. Qu'il soit donc retranché, qu'il soit séparé et banni du milieu de ses frères, celui qui est infecté d'une pareille contagion ! Qui voudrait se donner pour guide un aveugle ? Or, je vous le demande, n'est-ce pas un aveugle, l'ambitieux qui, n'étant rien, se croit quelque chose ? N'est-ce pas un véritable insensé, qui, incapable de se conduire lui-même, aspire néanmoins à des emplois si lourds à exercer ? Cet homme qui descendait de Jéricho et que des voleurs laissèrent presque sans vie, après l'avoir accablé de coups, quel nom lui donnerions-nous s'il eût prié les passants, non de l'enlever sur leurs épaules, mais de le charger d'un pesant fardeau ? O poussière et cendre ! ne te vois-tu pas couvert de plaies de la tête aux pieds ? Tes blessures demandent un appareil, des fomentations de vin et d'huile ; des épaules étrangères sont obligées de te porter au bercail, et tu oses t'offrir pour y porter les autres ! Vois tes mains, si tu n'es pas encore effrayé de tes œuvres ; vois tes pieds qui ne connaissent pas la voie de la paix, mais qui marchent dans des sentiers difficiles ; pose la main sur ton cœur pour en palper la dureté ; considère les misères que ton âme enfante, que ta bouche vomit, qui germent dans ton esprit. Tes vaines pensées n'ont d'autre effet que de torturer ton cœur ; suis mon conseil, et alors,

comme le Publicain, tu n'oseras plus lever les yeux vers le ciel.

» Mais non, lève, lève tes yeux vers Jésus-Christ, vois ce qu'a fait le médecin pour guérir la mortelle plaie de l'ambition qui ronge le monde. Il n'a pas trouvé de place à l'hôtellerie de Bethléem, afin de t'apprendre à ne pas rechercher les places; il s'est dérobé par la fuite aux honneurs de la royauté, afin que tu ne désires pas le commandement; il est venu pour être serviteur de tous, afin que tu ne dédaignes pas d'être au moins ton propre serviteur. Mais où ne rencontrons-nous pas, en Jésus-Christ, des exemples d'humilité?

» Une seule fois il a voulu être élevé, et c'est sur la croix, pour t'apprendre que le titre de roi ou de chef n'appartient qu'à celui qui est cloué sur la croix. Ainsi, celui qui n'est pas sur la croix, pourquoi recherche-t-il le titre de monarque! Et s'il le recherche, il n'est pas sur la croix, il ne connaît pas la croix. Car pour celui qui est véritablement crucifié, les honneurs sont les clous; les plaisirs, des épines; les louanges de l'homme, des outrages et des insultes. Vous donc qui aspirez aux hautes charges, ignorez-vous que le fils de Dieu a été élevé sur le calvaire pour expier l'orgueilleuse élévation de votre âme? Insensé qui t'estimes toi-même! Le disciple de Jésus-Christ est bien différent de ceux qui demandent à la terre des titres honorifiques. Voyez les titres dans lesquels met sa gloire celui dont le nom est au-dessus de tout nom : je suis un ver de terre et non un homme, l'opprobre des hommes et le rebut de la populace. Quel châtement ne mérite donc pas l'ambitieux, et quoi de surprenant si nos lois n'ont pour lui que des foudres? Ainsi, quand nous serons assemblés pour élire un Général, loin, bien loin de nous l'ambition! Qu'elle ne trouve pas même le chemin de notre porte; si elle venait à pénétrer jusque-là et à frapper, craignons de lui prêter l'oreille. Réveillons dans nos âmes le zèle pour la gloire du Seigneur notre Dieu; souvenons-nous de notre vocation, car nous avons été choisis par les entrailles de la miséricorde divine pour fouler aux pieds l'ambition mondaine, pour élever au-dessus de notre tête l'opprobre de la croix! Si au contraire j'ouvre encore la porte de mon âme à l'ambition, que j'avais bannie par mon entrée en religion, je suis un prévaricateur. Notre Compagnie n'est-elle pas la Compagnie de Jésus? n'est-elle pas glorieuse de ce nom! n'est-ce pas là son rempart? Et parmi les compagnons de Jésus, il se rencontrerait quelqu'un qui oublierait Jésus-Christ pour se chercher lui-même?

» O mes Très-Chers Pères! je vous y exhorte, et je vous y exhorte encore; considérons notre vocation, écoutons notre maître, ce même Seigneur Jésus qui nous crie : Les rois étrangers les tiennent sous leur domination, et ceux qui

ont l'empire sur eux sont appelés Bienfaisants : pour vous, qu'il n'en soit pas ainsi; que le plus grand parmi vous soit comme le plus petit, et que le chef soit comme le serviteur de tous. Je vous l'ai déjà dit, tous les yeux sont fixés sur nous pour voir, quand il s'agit de faire un choix, si la Compagnie sait le faire excellent comme elle le prescrit. S'il en est autrement, ô douleur! qui pourra nous souffrir convaincus de mensonge, lorsqu'à peine on nous tolère maintenant que nous sommes véridiques? Profitons donc du conseil que Jésus-Christ nous donne, et que personne ne craigne, comme un enfant du siècle, d'affliger quelqu'un. Car nous donner un Général à notre goût, dont les pensées et les sentiments s'accordent avec les nôtres, c'est peine perdue. Il arriverait ce que Samuël prédit aux Israélites du roi qu'ils demandaient : qu'il leur enlèverait leur bien, juste punition d'un Dieu vengeur qui change en tristesse la joie qu'on se promettait d'abord. Il n'est pas rare de voir que les sources où l'on ne puisait auparavant que des eaux douces n'en donnent bientôt plus que d'amères.

» Malheur donc, malheur à l'homme qui attend son bonheur de l'homme! Mais pourquoi vous tenir un pareil langage? Tout cela, mes Très-Chers Pères, ne le savez-vous pas mieux que moi? tout cela n'excite-t-il pas en vous une plus grande sollicitude qu'en moi? N'en aperçois-je pas parmi vous quelques-uns qui ont travaillé aux Constitutions même? Puis-je douter que vous ne soyez revêtus de Jésus-Christ et que vous ne perséveriez dans l'esprit qui nous a réunis? Il ne vous reste plus qu'à supplier humblement le Seigneur de répandre la lumière dans nos âmes, afin que celui qu'il a choisi lui-même pour être le pasteur de ce troupeau, la tête de ce corps, fixe aussi notre choix et nos suffrages, et de confirmer son œuvre par sa grâce. Alors nous pourrions dire : Il nous est né un chef; le Seigneur nous a donné un père; une merveille s'est opérée sous nos yeux. Réjouissons-nous dans celui qui nous l'a imposé comme pasteur, qui nous a choisis pour son peuple et son berceau, et, comme des enfants nouveau-nés, renouvelons-nous dans l'esprit de notre Compagnie. Que notre foi devienne plus robuste, notre espérance plus ferme, notre charité plus ardente, notre obéissance plus prompte, notre chasteté et notre pauvreté plus parfaites! Que l'adversité et les malheurs nous trouvent plus intrépides; dans les affaires du siècle, soyons plus réservés et plus prudents; montrons-nous plus ardents à travailler au salut du prochain, plus vigilants sur nous-mêmes! C'est là notre vocation, c'est là notre sort et notre partage. Il est saint de viser à ce but, très-saint d'y être parvenu.

» Si la Compagnie accomplit son œuvre, tous les jours de notre vie nous serons en présence

du Seigneur, dans la sainteté et la justice : nous éclairerons ceux qui marchent dans les ténèbres, et nous guiderons leurs pas dans la voie de la paix. Que celui qui est la paix véritable et l'auteur de la paix nous accorde cette grâce et sa bénédiction pour le choix que nous allons faire. Qu'avec nous demeurent pour nous conserver et nous diriger la puissance du Père, la sagesse du Fils, la bonté et l'amour du Saint-Esprit. »

L'homme qui parlait en termes si sublimes de conviction avait sujet de redouter que l'on chargât sa maturité d'un commandement dont il était digne. Il s'adressa donc à Salmeron et à Ribadeneira pour tâcher de détourner le coup qui allait être porté à son abnégation, et il leur écrivit :

« Je crains que quelques-uns ne se laissent encore éblouir par je ne sais quel faux éclat de la misère dont je me suis séparé en quittant le monde. Cela peut contribuer à leur inspirer la pensée de m'imposer une tâche pour laquelle je reconnais devant Dieu n'avoir ni la force du corps, ni la santé nécessaire, et bien moins encore les forces de l'esprit et de la vertu.

» La grâce que j'ai à solliciter de vous est que vous me déclariez sincèrement et en véritables amis si vous jugez que je doive ou que je puisse, selon Dieu, m'aller jeter avant l'élection aux pieds de tous les Pères pour les conjurer de ne jamais songer à un choix si fort au-dessous d'eux, qui me serait à moi-même si préjudiciable et qui le serait encore bien davantage à notre Compagnie. »

Salmeron et Ribadeneira combattirent cette humilité par des raisons même d'humilité. Ils lui représentèrent que vouloir détourner ainsi le suffrage d'électeurs dont le choix n'était pas connu serait en provoquer la pensée, et qu'il y avait plus de vertu à laisser faire l'esprit de Dieu.

Le Père se soumit. Le 2 juillet 1565, fête de la Visitation de la sainte Vierge, jour où huit années auparavant Laynès avait été nommé, don François de Borgia fut élu troisième Général de la Compagnie de Jésus. Au premier scrutin il avait réuni trente-une voix. Les sept suffrages qui, en défalquant le sien, ne s'étaient pas portés sur lui, étaient ceux des Jésuites qui connaissaient plus intimement Borgia. Ils n'avaient pas voulu contraindre un homme, si amant de la solitude et de la prière, à désertier les choses divines pour s'appliquer aux affaires terrestres. Le choix comme la répulsion était un hommage rendu de différentes manières. Les autres, en le nommant, avaient pensé que le duc de Gandie saurait bien encore, comme du temps d'Ignace et de Laynès, abandonner Dieu pour Dieu.

Salmeron, l'assistant du vicaire général et le plus ancien des Jésuites, proclama le décret d'élection. Il était ainsi conçu :

« La Congrégation étant légalement assemblée et complète, le nombre des suffrages ayant été exactement compté, comme le révérend Père François de Borgia se trouve nommé et élu par plus de la moitié des votants, moi, Alphonse Salmeron, par l'autorité du Siège Apostolique et celle de toute la Compagnie, j'étais et je choisis ledit révérend Père François pour Supérieur général de la Compagnie de Jésus, au nom du Père et du Fils et du Saint-Esprit.

» A Rome, dans la maison de la Compagnie de Jésus, le 2^e jour de juillet de l'an 1565.

» Au nom de tous, j'ai signé : ALPHONSE SALMERON.

» JEAN POLANQUE, secrétaire de la Compagnie de Jésus. »

Les traits altérés et les yeux pleins de larmes, Borgia entendit lire ce décret, qui était pour lui une condamnation. Son esprit était tellement bouleversé qu'il ne trouva même pas de paroles pour protester. Quelques heures après, et au moment où les Profès se rendaient au palais pontifical pour annoncer à Pie IV le choix qu'ils avaient fait, le nouveau Général s'écria : « J'avais toujours désiré la mort de la croix, mais je ne m'étais jamais attendu à une croix aussi pesante que celle-là. »

Lorsqu'ils furent en présence du Pape : « Vous ne pouviez rien faire dans votre Congrégation, leur dit le saint Père, de plus utile au bien commun de l'Eglise, de plus avantageux à votre Institut et de plus agréable au Siège Apostolique. Je vous montrerai par les effets, dans toutes les circonstances que j'aurai de vous favoriser et de vous protéger, combien je vous sais gré d'un si digne choix. »

L'approbation hautement manifestée par Pie IV devint un encouragement pour Borgia. Ses frères en religion, le Pape et la Cour Romaine, le jetaient dans la vie active. On le forçait à délaisser la sainte oisiveté de la contemplation. A partir de ce jour il sut commander et gouverner par obéissance.

La Catholicité s'associait aux félicitations du Pontife. Le Cardinal d'Augsbourg faisait chanter des *Te Deum* dans son diocèse pour rendre grâce au ciel de cette élection. Les rois et les princes prenaient part à la joie commune, et le cardinal Stanislas Osius, évêque de Warmie, écrivait au nouveau Général : « Je remercie Dieu qui a pourvu aux besoins, non-seulement de cette sainte Compagnie, mais de l'Eglise universelle, par le choix d'un homme placé si haut par l'intégrité de sa vie, sa gravité et sa prudence, d'un homme dont la sollicitude et la diligence peuvent pourvoir aux nécessités de toutes les Eglises, en veillant à ce qu'elles ne manquent pas de ministres de la parole divine, distingués entre tous par la sainteté de leur vie, non moins que par la profondeur de leur science.

Comme mon diocèse semble en avoir un besoin plus urgent que tous les autres, c'est pour moi un devoir plus pressant d'adresser mes félicitations à Votre Révérence et de m'en féliciter moi-même ; car j'ai confiance que, par ses soins, ni les autres Eglises ni la mienne ne manqueront d'ouvriers fidèles pour y travailler à la vigne du Seigneur. »

Araoz, Palmio, Mercurian et Miron furent déclarés Assistants d'Espagne, d'Italie, de France et d'Allemagne, du Portugal et du Brésil. Polanque, Secrétaire général de la Compagnie et Admoniteur sous Laynès, fut continué dans ces deux charges.

La Congrégation avait fait vingt-sept décrets avant le 2 juillet. Lorsque le Général fut nommé, elle reprit la suite de son travail et en fit quatre-vingt-treize. Voici les plus remarquables :

Par le 9^e décret il est enjoint d'établir dans chaque province et, autant que faire se pourra, en lieu convenable, un séminaire de la Compagnie. On y formera des professeurs et des ouvriers évangéliques à la connaissance des lettres humaines, de la philosophie et de la théologie.

L'enseignement de la jeunesse était un des principaux mobiles de l'Institut ; mais les Pères assemblés avaient une trop juste idée de leur mission pour précipiter dans cette carrière difficile des maîtres inexpérimentés. Il fut résolu qu'on n'y entrerait que par degrés et de manière à s'acquitter dignement d'une œuvre dont mieux que personne les Jésuites comprenaient la grandeur.

Le 8^e décret servait de point de départ à ces sages précautions. Toutes les villes, tous les royaumes de l'Europe se montraient jaloux de posséder une maison de l'Ordre. La précipitation, le désir d'étendre l'Institut pouvaient entraîner de graves inconvénients. Borgia et la Congrégation s'appliquèrent à limiter cette extension. Par le huitième décret, ils recommandèrent la modération et la réserve dans la réception des collèges. Il fut décidé en principe que l'on s'occuperait plutôt à fortifier et à perfectionner les maisons déjà établies qu'à en créer de nouvelles.

Le 62^e décret oblige le Général à veiller à ce que les prédicateurs et les confesseurs de la Société soient plus que suffisamment instruits. A cet effet on doit leur communiquer un avertissement particulier.

Par le 73^e décret, le Général est nommé supérieur de la Maison Professe de Rome ; mais pour ne pas consumer son temps dans les soins du gouvernement intérieur, on lui adjoint un procureur et d'autres ministres.

Quelques autres décrets, relatifs à la pauvreté, furent dressés. Tous tendent à la rendre plus étroite. Le 3^e fait renoncer solennellement

la Compagnie à l'autorisation accordée par le Concile de Trente. Grâce à cette autorisation, tous les Ordres Religieux, à l'exception des Capucins et des Frères Mineurs de l'Observance, pouvaient posséder des biens-fonds en commun. Les Profès qui constituaient la Société de Jésus abandonnèrent ce privilège.

La Congrégation n'avait pas encore terminé ses séances lorsqu'on apprit à Rome que Soliman, à la tête d'une armée musulmane, mettait le siège devant l'île de Malte. Le boulevard de la Chrétienté dans la Méditerranée allait être enlevé ; on ne le savait défendu que par le courage de ses Chevaliers. Ainsi, Philippe II d'Espagne et Pie IV s'empressèrent-ils d'expédier des forces navales à leur secours.

Un nouveau danger menaçait l'Eglise. La Congrégation offre à l'instant même six Jésuites au Souverain Pontife. Ils seront sur la flotte les prédicateurs de la croisade, après le combat les médecins et les garde-malades des blessés. Les Pères Domenech, Fernand, Suarez, Gurreo, Vital et Hyparque, revêtus des pleins pouvoirs du Saint-Siège, prennent la mer ; mais la bravoure des Chevaliers et l'héroïque résistance de La Valette, leur Grand-Maître, rendirent inutiles l'intervention des Espagnols et des Jésuites. Les Turcs se virent contraints à lever le siège de Malte.

Le 3 septembre 1565, la Congrégation se sépara. Au moment de rester seul à la tête de la Compagnie, François de Borgia adressa aux Profès une allocution en forme d'adieu.

« Mes Pères, leur dit-il, je vous prie et vous conjure d'en agir avec moi comme ont coutume de le faire avec les bêtes de somme ceux qui les chargent. Ils ne se contentent pas de mettre le fardeau sur leur dos, mais ils prennent un grand soin pour qu'elles arrivent au but. S'ils les voient broncher, ils les soulagent ; s'ils les voient marcher lentement, ils les stimulent ; s'ils les voient tomber, ils les relèvent ; si, enfin, ils les voient trop fatiguées, ils les déchargent. Je suis votre bête de charge, c'est vous qui avez mis sur mes épaules le fardeau ; traitez-moi au moins comme une bête de charge, afin que je puisse dire avec le Prophète : *Jumentum sum apud vos, et ego semper vobiscum*. Relevez-moi donc par vos prières, vous qui êtes appelés à partager la sollicitude du gouvernement de la Compagnie ; soulagez-moi si je marche trop lentement ; excitez-moi par vos exemples et par vos avertissements. Si je plie sous le faix, déchargez-moi. Enfin, mes Très-Chers Pères, si vous voulez alléger mon fardeau, que je vous voie tous n'avoir qu'un sentiment, qu'une opinion, qu'un avis. N'ayez qu'un cœur et qu'une âme ; portez les fardeaux les uns des autres, afin que je sois en état de porter les vôtres. Donnez la plénitude à ma joie, et notre joie à tous sera pleine, et personne ne pourra nous

Jésuites
envoyés
à l'île de
Malte.
assiégée
par Soli-
man.

l'enlever. Mais, afin que cette prière que je vous fais demeure dans vos cœurs, afin que vous vous souveniez de moi et des paroles que je vous ai adressées, afin de vous témoigner l'amour que je vous consacre, je vais vous baiser humblement les pieds, en priant le Seigneur notre Dieu de rendre ces pieds agiles dans ses voies comme ceux du cerf, de sorte qu'après avoir marché sur la terre en annonçant la parole divine et en établissant la paix, nous allions jouir de l'éternel repos, le monde vaincu par nous, et sans craindre d'être jamais ébranlés. »

A ces mots, le Général se prosterna à terre, il baisa les pieds de chaque auditeur. A leur tour, les Pères émus de ce spectacle se jetèrent aux genoux de Borgia; puis, dans les larmes et les embrassements de la charité, ils se séparèrent pour reprendre la suite de leurs travaux.

Dénouement
des Jésuites
et de
leurs
maisons.

La Société de Jésus possédait alors cent trente maisons réparties en dix-huit provinces, et le nombre de ses Pères s'élevait au chiffre de plus de trois mille cinq cents.

Borgia avait à pourvoir au gouvernement. Il devait continuer les Provinciaux dans leurs fonctions ou en choisir de nouveaux. Il s'acquitta de cette tâche, visita les Collèges de Rome, pourvut aux besoins des uns, veilla aux études des autres, s'occupa du bonheur de tous, et, avec le concours de Jeanne, duchesse d'Aragon, mère de Marc-Antoine Colonne, il commença à jeter les fondements du noviciat de Saint-André. A peine cet établissement fut-il formé que Stanislas de Kostka, le prêtre romain Claude Aquaviva, d'une des plus illustres familles de Naples, son neveu Rodolphe, fils du duc d'Atri, et un grand nombre de jeunes gens distingués par leur mérite et leur naissance, sollicitèrent d'être admis au noviciat de la Compagnie.

Christo-
phe Ro-
driguez
en Cala-
bre.

Les montagnes de la Calabre recélaient dans leurs profondeurs un venin d'hérésie vandoise que la sauvage âpreté des habitants ne permettait pas d'extirper. Les efforts de plusieurs envoyés du Saint-Siège avaient échoué dans cette mission. Borgia fait partir Christophe Rodriguez pour ces montagnes. La patience du Jésuite dompte l'obstination des Calabrais; mais pendant ce temps (9 décembre 1565), le Pape Pie IV expirait entre les bras du cardinal saint Charles Borromée et de saint Philippe de Néri. Le 7 janvier 1566, le dominicain Ghisleri, plus connu sous le titre de Cardinal Alexandrin, lui succédait sur la Chaire de saint Pierre. Né dans une condition pauvre, près de la ville d'Alexandrie, qui plus tard s'honora de lui donner son nom, Ghisleri, à peine âgé de quatorze ans, entra dans l'Ordre des Frères Prêcheurs. L'éclat de ses talents, l'austérité de ses mœurs et la sévérité qu'il déploya contre les abus introduits dans le clergé, l'élevèrent au Cardinalat. Un jour enfin, ce moine sans parents, sans fortune, fut appelé par le Conclave à s'asseoir sur le trône

électif d'où venaient de descendre les Médicis et les Farnèse. L'Eglise comprenait et appliquait ainsi le principe de l'égalité.

Le nouveau Pontife était un homme qui possédait au plus haut degré l'énergie du bien et qui ne savait pas courber ses convictions sous le joug des considérations humaines. Pie V avait suivi l'Institut de saint Dominique; par la propension naturelle au cœur humain, il était naturel de prévoir qu'il serait peu favorable à l'Ordre religieux que le monde posait en rival de celui des Dominicains. L'acharnement avec lequel Melchior Cano poursuivait la Société de Jésus n'était pas oublié, et les méchants, ou plutôt les sages selon le monde, jouissaient à l'idée de voir le Pape donner un corps aux prédications furibondes d'un de ses anciens frères de couvent. Mais dans les esprits droits, dans les cœurs qui se passionnent pour la vérité, il peut bien exister une émulation généreuse; il devient impossible d'y faire germer une de ces répulsions à courte vue, sacrifiant l'avenir au présent. Ghisleri, comme les chefs de l'Ordre des Frères Prêcheurs, avait salué la Compagnie de Jésus à son aurore, il l'avait accueillie en sœur. Le cardinal Alexandrin était l'ami de la plupart des Jésuites, celui de François de Borgia en particulier. Il ne se laissa pas prendre au piège que des jalousies ambitieuses tendaient à sa ferveur de Dominicain. On répandait le bruit que le Pape allait détruire l'Institut de Jésus, établi, disait-on, et protégé par ses deux prédécesseurs au détriment des autres Instituts. Pie V sentit qu'il devait protester par sa conduite contre d'aussi perfides insinuations. Il le fit avec cet éclat de franchise qu'il mettait dans tous ses actes. Au moment où, entouré des pompes de la Cour Romaine, il se rendait processionnellement à la basilique de Saint-Jean-de-Latran pour procéder, selon la coutume, à l'intronisation du Pontificat suprême, le Pape s'arrêta en face de la Maison Professe du *Gésu*. C'est violer l'usage, l'usage qui, à Rome, a plus force de loi que la loi elle-même; mais Pie V comprend qu'il faut réduire au silence les suppositions hasardeuses.

On a prétendu qu'il serait hostile aux Jésuites: le Saint Père veut leur offrir une marque solennelle de son estime. François de Borgia est appelé; il s'approche du trône portatif sur lequel est assis le nouveau souverain. Pie V l'embrasse avec effusion, il l'entretient longtemps et à haute voix des services rendus à la Catholicité par les disciples de Loyola; il les encourage à persévérer; puis il s'éloigne, laissant toute sa cour et les Jésuites eux-mêmes stupéfaits de cette démonstration insolite.

Le Pape n'était pas homme à s'arrêter en aussi beau chemin. Membre du Sacré Collège et Grand Inquisiteur, il avait pu étudier à fond les mobiles de corruption qui travaillaient le Clergé et le

Soi-
racer

Le
Pape
Fran-
çois
de B-
orgia

Salon
et To-
pédi-
cations
Saint
Siège

Election
du Pape
Pie V.

peuple : il était dans ses intentions de les étouffer. Afin d'y parvenir, il ne crut pouvoir mieux faire que de demander au Général des Jésuites un prédicateur qui, avec l'autorité de la vertu, retracerait aux Papes et aux Cardinaux les obligations imposées par la pourpre et par la toute-puissance pontificale. Salmeron remplit le premier ces fonctions ; François Tolet lui succéda. Le Consistoire avait un Jésuite pour orateur. Pie V désira que d'autres Pères prêchassent aux officiers de son palais et à ses gardes nobles la réforme des mœurs.

Paul IV avait chargé Laynès d'introduire la régularité et l'ordre dans les bureaux de la Datéerie. Pie V enjoignit à la Compagnie de mettre la dernière main à l'œuvre commencée. D'autres Jésuites encore traduisaient en toutes les langues vulgaires le catéchisme du Concile de Trente pour l'instruction des prêtres. Emmanuel Saet Pierre Para travaillaient sous ses yeux à rendre correcte l'édition de la Bible, dont tant de doctes personnages se sont occupés. La vigilance du Pape s'étendait plus loin. Il venait de pourvoir aux besoins des classes élevées ; dans son zèle apostolique il lui restait un devoir plus sacré à remplir. Il fallait propager la lumière et la consolation de Dieu chez les pauvres : les Jésuites furent choisis pour cette mission.

En 1566, dans la première année de son exaltation, une maladie contagieuse, d'une nature extraordinaire, sévit à Rome. Les personnes atteintes de ce fléau tombaient dans une langueur mortelle qui se communiquait rapidement aux habitants du même logis. La mort était instantanée ; mort affreuse, car elle saisissait dans les bras de la vie et elle emportait sans transition au tribunal de Dieu. Ainsi qu'il arrive de ces pestes, le peuple, toujours indigent, toujours pris au dépourvu, se voyait abandonné à ses misères de chaque heure et à l'abattement nouveau que ce mal propageait. Il mourait à l'improviste, sans rien espérer des secours humains, sans pouvoir compter sur les secours religieux.

Pour se précipiter à l'encontre de tant de malheurs et pour les conjurer, Borgia et ses frères n'attendent pas les ordres du Pape. L'humanité leur révèle ce qu'ils ont à entreprendre ; ils l'exécutent. Ils avaient devancé la pensée de Pie V ; elle leur vint en aide. En sanctionnant ce qu'ils avaient fait, Pie V leur commande de faire encore davantage, et d'organiser partout la charité. Les Jésuites se partagent les différents quartiers, Borgia est à leur tête ; ils pénètrent dans les plus pauvres réduits ; ils soignent, ils consolent, ils bénissent les mourants ; ils apprennent aux valides à ne pas perdre courage ; ils enseignent aux riches que c'est dans de pareilles calamités qu'ils doivent savoir jeter leurs trésors en bonnes œuvres.

La Société des Jésuites avait lutté avec tant de

succès contre le fléau, que le Souverain Pontife résolut de les récompenser selon leurs mérites et surtout selon leurs désirs. Il promit à Borgia d'employer toujours les Pères lorsque la Ville Eternelle serait en proie à de semblables désastres.

Dans le même temps, l'infatigable Pontife choisissait quatre Evêques pour visiter les diocèses du patrimoine de l'Eglise. A ces prélats renommés par leur science et par leur vertu, il adjoignit des Jésuites, afin de rendre plus facile la tâche qu'il imposait. Témoins des merveilles opérées dans la Romagne par ces visiteurs apostoliques, les autres évêques d'Italie prient le Pape de leur envoyer des Pères de la Compagnie. Borgia désigne ceux qui doivent être investis de ces fonctions ; ils partent. Bientôt de toutes les cités il ne s'élève qu'un cri de bénédiction.

Il n'y avait pas encore de prêtres spécialement attachés aux troupes de terre et de mer. Des ecclésiastiques volontaires pour ainsi dire, des moines principalement, suivaient les expéditions militaires et s'efforçaient de rendre chrétienne la bravoure des soldats. Le Pape et le Général régularisent cette conception. Les Jésuites encore sont désignés par le Saint-Siège pour la faire prospérer.

Salmeron, provincial de Naples, se reposait de ses travaux passés, de ses légations aux Pays-Bas et en Pologne, en déclarant la guerre à l'hérésie, et en composant les ouvrages qui ont fait de ce disciple de Loyola l'un des écrivains les plus remarquables de son temps. Mais, dans ce royaume si voisin de Rome et alors sous la domination espagnole, le Protestantisme n'osait pas marcher tête levée, il s'infiltrait par voie d'insinuation. Salmeron pressentit les progrès que ces voies tortueuses allaient multiplier ; il les paralysa en les démasquant, et « la ville de Naples, dit le chroniqueur d'Oultreman, luy sceut bon gré de ce qu'il découvrit les petits renardeaux d'hérétiques, qui finiment s'étoient glissés dans cet Etat et y commençoient à jouer de leurs tours. » Bobadilla visitait les diocèses d'Italie ; de là il passait en Valteline, puis en Dalmatie, où les intérêts de la Foi étaient compromis. L'âge et les fatigues ne lui avaient rien fait perdre de sa première énergie. C'était avec Salmeron et Rodriguez, le dernier des dix compagnons d'Ignace. Ce titre d'honneur lui imposait envers la Compagnie des devoirs qu'il remplissait comme dans les beaux jours de sa maturité.

Tant de veilles consacrées à l'administration ne satisfaisaient point l'ardeur de François de Borgia. Ignace de Loyola et Laynès avaient toujours été en correspondance directe avec les rois de l'Europe. Ces princes étaient presque tous alliés à la famille de Borgia ; ce fut un double titre pour eux. Ils le consultaient dans les affai-

Dévouement des
Jésuites
nommes
visiteurs
dans les
diocèses
d'Italie.

Travaux
de Bor-
gia.

res religieuses ; ils l'entretenaient de leurs intérêts politiques , et l'ancien duc de Gandie , si détaché des choses de la terre, trouvait sans cesse dans son cœur une nouvelle sollicitude pour de nouveaux besoins. Aux uns, il recommandait la gloire de Dieu ; aux autres, il parlait des obligations qu'entraîne le gouvernement des peuples ; à tous il donnait des avis appropriés à la nature de leur pouvoir ou de leur caractère. Les monarques lui écrivaient de leur propre main : Borgia devait donc leur répondre de la même manière. Cette vaste correspondance aurait suffi seule à occuper la tête la plus assidue au travail. Pour cet homme, accablé sous le poids des infirmités, elle n'était qu'une distraction. Quand on relit toutes ces lettres écrites au courant de la plume par un moribond, et pourtant si pleines de la connaissance du cœur humain, on commence à s'apercevoir qu'il n'est rien d'impossible à celui qui veut. Ces correspondances, si variées dans leur multiplicité, ne détournaient pas le Père François de ses fonctions. Ses heures de prières et de surveillance de la Compagnie étaient réglées, il les employait comme elles devaient être employées ; mais, afin de donner satisfaction à chaque œuvre, le malade prenait sur son sommeil. Sans s'inquiéter du soin de sa santé, il s'acquittait avec une merveilleuse aptitude de toutes les occupations dont son zèle acceptait la charge.

Pie V reprend le projet de Paul IV.

En 1567, Pie V, cédant à d'anciennes préventions et par respect peut-être pour la mémoire de Paul IV, son protecteur et son ami, renouvelle aux Jésuites la demande de ce Pape : il veut supprimer le règlement qui les dispense des offices du chœur, et l'engagement par lequel ils se lient à l'Institut sans réciprocité. Une commission de Cardinaux était réunie dans ce temps-là pour veiller à la réforme des Ordres monastiques. Les Jésuites présentent un mémoire à la commission. Ce mémoire, véritable traité de politique sacerdotale, renferme des considérations si neuves sur la prière et sur le travail que nous le traduisons en entier, tel qu'il se trouve aux archives du Vatican :

« TRÈS-ILLUSTRES ET RÉVÉRENDISSIMES SEIGNEURS,

» Puisque le Saint-Père, dont on ne peut mettre en doute la prudence et la profonde sagesse, nous a ordonné de parler librement et ouvertement sur deux points de notre Institut, voici ce que nous avons cru devoir proposer à votre examen, disposés toutefois à obéir plutôt qu'à disputer. Il nous paraît d'abord essentiel d'apprécier, lorsqu'il s'agit de modifier des lois, s'il existe ou non un motif suffisant pour le faire. Il faut que la loi soit certaine, constante, et, autant que cela est possible au milieu des vicissitudes de ce monde, éternelle ; car si on change facilement, les choses même qui ne demandaient point à être transformées tombent

aussi ; ce qui entraîne peu à peu, mais inévitablement, une révolution complète dans les affaires publiques. C'est pourquoi les sages ont pensé qu'en présence d'un mal il valait mieux le tolérer que de mettre en péril toute la Constitution par le changement d'une seule loi. C'est bien plus important encore lorsqu'il s'agit des lois qui règlent les sociétés religieuses confirmées par le Saint-Siège Apostolique, dans la crainte que les Ordres religieux et l'autorité des Souverains Pontifes, qui doit toujours être inviolable, ne viennent à perdre, au moins dans l'esprit des ignorants, quelque chose de la vénération qui leur est due.

» Notre Compagnie, confirmée par la puissance du Siège Apostolique, sous les pontificats de Paul III et de Jules III, fut tout récemment encore approuvée par le Concile de Trente, après que les Pontifes et les Pères du saint synode eurent étudié avec soin et pénétré tout l'esprit de son institut. Assurément on ne peut les soupçonner d'avoir agi avec négligence ou défaut d'attention ; d'où il suit qu'en bouleversant quelque chose dans nos lois, on porte atteinte en même temps et aux légitimes décrets des Souverains Pontifes et au pouvoir du Concile ; ce qui ne pourrait se faire sans un grand danger, à moins que l'état des choses ne fût tout à fait différent, ou que l'usage, qui seul est le réformateur des lois, n'en eût, par une longue expérience, rendu la nécessité évidente. Or, notre Compagnie se maintenant telle qu'elle était lorsqu'elle fut approuvée par l'autorité des Souverains Pontifes et du Concile, en se dévouant pour la gloire de Dieu et l'utilité de l'Eglise, a souvent éprouvé les effets merveilleux de la Bonté Divine. Elle a produit des fruits abondants, soit en affermissant les Catholiques dans la Foi, soit en arrachant les Hérétiques à l'erreur, ou même en appelant les infidèles à la lumière de l'Evangile. Déjà elle compte un grand nombre d'hommes choisis et d'établissements dans presque toutes les provinces de l'Ancien et du Nouveau Monde. Toujours victorieuse, elle a traversé les tempêtes les plus redoutables, elle a mérité la faveur de tous les Souverains Pontifes, et, ce qui n'est pas moins une preuve de la grâce céleste, la haine profonde des Hérétiques ; de sorte que ces témoignages, cette protection et cette faveur perpétuelles dont elle jouit, nous assurent que les décrets qui furent portés sur les vœux par les Pontifes et les Conciles au sujet de la Compagnie ont été ratifiés dans le ciel.

» Commençons par exposer les causes qui furent alléguées à la naissance de cet Ordre religieux pour le dispenser du chœur ; toutes subsistent encore. Comme il a pu à la Divine Sagesse, selon la diversité des temps et des besoins de la Sainte Eglise, de susciter différents Instituts religieux dans ces derniers temps si féconds en malheurs, aucune raison nouvelle ne semblait

Mémoire présenté au Pape sur le travail et la prière.

milliter en faveur du chœur. Mais, comme il fallait repousser les efforts impies des Hérétiques et éteindre les torches infernales qu'ils oppo-
saient à la lumière de la vérité catholique, résister aux barbares ennemis du Christ qui assiégeaient de toutes parts la nation sainte et la minaient insensiblement, porter la lumière du salut sur les terres nouvelles que Dieu ouvrait devant nous et leur montrer la route du ciel, et, par-dessus tout, redoubler d'efforts pour corriger les mœurs dissolues des Chrétiens, les rappeler à l'usage des sacrements ; il lui plut de faire naître cette petite cohorte pour faire face à ces besoins de la république chrétienne et à ceux qui pourraient survenir encore. Afin d'atteindre ce but, il fallait s'y dévouer si complètement, y mettre tant de soins et d'efforts, que notre Père Ignace, de sainte mémoire, bien qu'en son particulier il éprouvât de l'attrait pour le chœur, fidèle cependant à la lumière qui le guidait dans son œuvre, et voyant que l'Eglise de Dieu ne manquait pas d'hommes pour chanter l'office divin avec une sainte majesté, décida, sans aucune hésitation, qu'il fallait s'abstenir de ces pieuses occupations, et il persista toujours dans cette opinion. Son but était qu'en faisant concourir toutes ses forces à cette œuvre éminemment sainte et apostolique, la petite armée fût sans cesse sous les armes, et prête à voler dans tous les lieux où l'appellerait le bien général ou particulier de la Religion.

» Eh quoi ! ces causes n'existent-elles plus ? L'incendie dévore la France ; l'Allemagne en grande partie est consumée ; l'Angleterre est réduite tout entière en cendres ; la Belgique est en proie à la dévastation ; la Pologne fume de toutes parts ; la flamme attaque déjà les frontières de l'Italie, et, sans parler ici des peuples innombrables des Indes Orientales, des Indes Occidentales et du Nouveau Monde, qui demandent qu'on leur rompe le pain de la parole ; sans parler des progrès journaliers de l'impiété musulmane, que de peuples ensevelis dans leur ignorance en Espagne, en Italie, en Sicile, dans la Sardaigne et dans les autres régions du monde chrétien infectées par l'erreur, et non-seulement dans les campagnes et les villages, non-seulement parmi les laïques, mais dans les rangs du clergé, au milieu des villes les plus peuplées ! Nuit et jour retentit à nos oreilles la voix gémissante de ces malheureux qui implorent notre secours ; et nous irions porter ailleurs nos soins, tandis que c'est pour nous dévouer à ces travaux que, disant un éternel adieu à nos foyers, à nos biens, nous nous sommes enrôlés dans cette milice, nous qui, en face d'aussi pressants besoins, sommes si peu nombreux pour remédier à tant de maux, lorsque tant d'autres unissent leurs voix pour chanter la Divinité ! Si nous étions un Ordre militaire, s'il fallait courir aux armes, s'il fallait défendre contre les attaques des

barbares les biens et la vie des fidèles, dans un besoin aussi pressant, serait-il juste de nous imposer l'obligation de psalmodier au chœur, ou toute autre chose de cette nature ? Eh ! révérendissimes seigneurs, dans les temps où nous vivons, notre Compagnie n'a pas les corps, mais les âmes à défendre ; ou plutôt elle défend et les corps et les âmes, mais surtout les âmes, en faisant une sainte guerre, non contre les ennemis de la chair et du sang, mais contre les princes et les puissances des ténèbres et leurs satellites. Si nous étions astreints au chœur, il eût été bon de nous en dispenser pour nous lancer tout entiers contre l'ennemi. Et quel motif, lorsque déjà nous succombons sous le poids des anciens fardeaux, pourrait engager à nous en imposer de nouveaux et de plus lourds ? Si l'on n'exige point de ces Religieux qui se livrent à un saint et louable repos qu'ils troublent leur paix et leur céleste conversation pour vaquer aux soins laborieux de Marthe ; pourquoi, nous qui sommes descendus pleins d'ardeur dans cette arène pour travailler au bien commun, serions-nous arrêtés ? Souvent les misères du prochain nous accablent à tel point que nous pouvons à peine ravir l'instant nécessaire pour réciter seuls l'Office Divin, sans nous astreindre à des heures réglées. Qu'arrivera-t-il donc si nous sommes attachés au chœur, qui exige des heures réglées, qui contraindrait à demeurer en place, et qui fatigue de telle sorte qu'après avoir enlevé tout le temps qu'on y consacre il prend encore le peu qui reste, parce que l'esprit, déjà absorbé par le chant, demande plutôt à se reposer qu'à se briser encore par des travaux longs et pénibles ? Dans les Ordres où le chœur est établi, les Religieux qui prêchent, qui s'adonnent à l'enseignement ou aux études, ceux qui sont surchargés d'autres occupations graves s'en voient presque entièrement dispensés. D'où nous concluons que cette dispense doit s'étendre à tous les membres de notre Compagnie, puisqu'il n'en est aucun qui ne s'applique aux études ou à l'enseignement, ou encore qui, pour le bien général, ne traite des affaires de la plus grande importance.

» Cela est d'autant plus juste que les études faites afin de travailler au salut du prochain ne nécessitent pas seulement l'application pour trouver les moyens et la manière de venir à bout de ce projet, pour demander à la science, à la sagesse, à l'éloquence les secours nécessaires au salut des âmes, mais qu'elles doivent encore s'appuyer sur les fondements des vertus solides et parfaites ; de peur que, tout en nous efforçant de relever et de guérir les autres, nous ne venions nous-mêmes à tomber et à contracter la souillure du péché. Voilà pourquoi non-seulement nous devons prêcher, enseigner et rechercher les expédients qui peuvent être utiles au bien et à la sanctification des âmes, mais encore, outre les autres devoirs de la discipline

religieuse, pourquoi il nous faut méditer sérieusement et descendre deux fois le jour jusqu'au fond de notre conscience; pratiques qui nous sont imposées par nos règles afin de prémunir notre âme et de la fortifier, afin que non-seulement, sans courir aucun danger de notre part, nos soins puissent être salutaires aux autres, mais encore pour que leur utilité s'augmente avec nos vertus et en raison de notre union plus étroite et plus intime avec la Bonté Souveraine, principe et auteur du salut des âmes.

» Que faut-il donc omettre pour trouver le temps de nous livrer à ces occupations nouvelles? Sont-ce les soins ayant pour objet notre perfection propre ou ces travaux consacrés au bien public? Soit, nous y consentons; mais que répondrons-nous à ceux qui viennent nous chercher à toute heure du jour et de la nuit pour nous mener auprès des mourants, des condamnés qui vont subir le supplice, des malades, des prisonniers, de tout chrétien, en un mot, dont l'âme est affligée d'une peine quelconque? Que leur répondrons-nous quand ils viendront réclamer de nous ces soins dont ils se sont fait une habitude et qu'ils exigent déjà de nous comme un devoir? Nous suffira-t-il d'alléguer les obligations inviolables du chœur, tandis que pour eux il s'agit de l'éternité, tandis que des âmes immortelles demeurent suspendues entre le ciel et l'enfer? Qu'aurons-nous encore à répondre aux empereurs, aux rois et à tous les princes, aux évêques et aux villes, lorsqu'ils nous diront qu'ils n'ont élevé à la Compagnie tant d'établissements, pour le bien de leurs peuples, que dans la persuasion qu'elle y demeurerait? Que si, dans l'intérêt de ces mêmes âmes pour lesquelles Jésus-Christ a versé son sang, et les saints Apôtres ont consumé leur vie en parcourant jour et nuit les provinces et appelant sur eux tous les genres de fatigues, le Saint Père est d'avis qu'il faille plutôt rallumer le zèle que le ralentir, alors nous prions et nous conjurons Sa Sainteté, qu'à l'exemple des autres Pontifes qui, par des faveurs et une bonté singulière, ont toujours ranimé notre courage pour supporter les travaux de l'apostolat, elle veuille bien agir avec la même bienveillance plutôt que de nous plonger dans la tristesse et le découragement! Tous cependant nous sommes prêts, comme nous l'espérons, avec le secours de la grâce, à respecter dans le moindre signe de sa volonté la volonté de Dieu; mais il faut songer aux sentiments qui agiteraient les autres corps religieux s'il s'agissait de changer leurs lois.

» Nous aussi nous sommes hommes, et l'on ne peut douter qu'il y ait dans notre Compagnie des Religieux qui ne l'eussent jamais été s'ils eussent prévu qu'on établirait le chœur. Maintenant encore ils ont pour lui fort peu d'inclination, parce que, disent-ils, il n'entre pas dans leur profession, et que, si telle eût été la volonté

de Dieu, il l'eût manifestée à Ignace, notre fondateur. Ils appuient leur sentiment sur celui des docteurs qui enseignent qu'on n'est pas lié par les règles auxquelles on ne s'est pas engagé. C'est pourquoi la bonté indulgente du Saint Père voudra bien avoir égard à leur faiblesse, et faire en sorte que non-seulement ceux de notre Compagnie y demeurent volontiers et avec joie, mais encore qu'ils travaillent avec allégresse dans la vigne du Seigneur.

» Il est à craindre que tel, plus faible, ne vienne à négliger le salut des âmes; et que, tandis qu'il pensera avoir assez fait pour sa conscience et son honneur devant les hommes en assistant au chœur, les champs du père de famille, déjà mûrs pour la moisson, ne périssent faute de moissonneurs. Il est à craindre en outre que le nombre des ouvriers ne vienne à diminuer, parce que cette nouvelle obligation pourra en empêcher plusieurs d'entrer dans la Compagnie, soit qu'ils aient moins d'attrait pour ce genre d'occupation, soit que cette réforme vienne à leur faire concevoir une opinion moins favorable de notre Institut, au grand préjudice de la Compagnie et de l'Eglise tout entière. Car enfin un changement si notable ne peut se faire sans imprimer une tache sur notre front; et lorsque les hommes, parmi lesquels beaucoup ne nous veulent pas de bien, apprendront qu'un Pontife si pieux, qui s'applique avec tant de zèle à réformer les mœurs dans l'Eglise, a changé l'Institut de notre Compagnie, que penseront-ils? Que cette réforme sans doute était indispensable, ou, ce qui est déjà un assez puissant motif pour rougir, qu'un Pape si saint ne nous a pas approuvés. Puis, lorsque notre autorité, qui est notre seul ou du moins notre principal appui, sera ébranlée dans l'esprit des peuples, quelle perte pour le bien public! Enfin, si nous jetons nos regards sur les siècles passés, nous n'y découvrirons guère de Souverains Pontifes qui aient donné cet exemple de changer l'Institut d'un Ordre religieux. En effet, Dieu n'a-t-il pas révélé aux fondateurs le genre de vie par lequel il voulait que chaque Ordre le servit, et qui serait comme le canal de ses grâces et de ses largesses? Aussi voyons-nous qu'un Ordre prend son éclat et sa vigueur dans l'attachement avec lequel il conserve les anciennes formes qui lui ont été transmises par son fondateur; parce qu'alors Dieu favorise ses efforts, et répand sur lui une rosée féconde, tandis que les hommes, de leur côté, autant qu'il est en leur pouvoir, exécutent avec foi et humilité ce qui leur est prescrit, sans jamais franchir les limites, soumis et dociles sous l'action de Dieu et se prêtant merveilleusement à l'ordre de la Providence. C'est pourquoi, jusqu'à ce jour, lorsque quelque Ordre religieux approuvé avait donné des signes de décadence, les Souverains Pontifes s'étaient-ils uniquement

appliqués, pour le réformer, à lui rendre sa discipline première. Mais puisque la Compagnie, par le secours de la grâce divine, ne tend qu'à conserver ses anciennes Constitutions ; puisque, loin d'y laisser introduire aucun relâchement, elle travaille plutôt à les rendre plus étroites et à les perfectionner ; puisqu'en restant fidèle à son Institut elle continue à ressentir les effets de la clémence divine, tant pour son accroissement que pour l'avantage du prochain, quel motif pourrait-on avoir d'y rien changer lorsqu'il est certain que les choses marchent bien telles qu'elles sont ? Et ignore-t-on quelles seront les conséquences de ces modifications ? Au delà des monts, que diront les Hérétiques, ces ennemis acharnés tant du Saint-Siège que des Jésuites, comme ils nous appellent¹ ; qui nous poursuivront de leur haine, surtout à cause de la réputation que nous avons d'être dévoués à la défense de l'autorité pontificale ? Cette Compagnie, approuvée par les Papes, qui a tout récemment encore mérités les éloges du Concile de Trente, vient tout à coup d'être réformée par un Souverain Pontife, qui s'attache avec tant de soin à faire mettre en vigueur les décrets de ce Concile. Ainsi donc les Papes n'ont pour règle de conduite que leur opinion ; les décrets de l'un sont anéantis par ses successeurs, et l'autorité des Conciles n'a plus de poids.

» Les voyez-vous s'efforçant de prouver qu'il y a légèreté téméraire ou même erreur, soit dans les jugements portés par le Pontife, soit dans ceux de ses prédécesseurs et du Concile ? Cette doctrine, ils l'imprimeront dans leurs livres, ils la hurleront du haut de leurs chaires, et, ce pas fait, ils tenteront peu à peu de flétrir tout le reste. Ils prétendront que les autres ordres aussi ont été confirmés légèrement, et que le saint Concile a donné encore mille autres preuves de sa légitimité. Dans leur joie insolente, ils proclameront que la discorde s'est glissée entre le Pape et les Jésuites, ces Papistes si acharnés. Certes, quels que soient les ordres du Saint Père, et fallût-il mille fois sacrifier notre vie, nous espérons ne jamais donner un si funeste exemple. Mais, avec tout le respect et le zèle dont nous sommes capables, nous supplions le protecteur commun de l'Eglise, et plus encore notre protecteur et notre père, de ne pas offrir aux ennemis de Dieu et aux nôtres une occasion si favorable pour insulter et blasphémer contre nous la Sainte Eglise. »

François de Borgia et Polanco ont une entrevue avec le Pape ; ils commentent de vive voix le mémoire dont il a pris connaissance. Pie V avait un invincible attrait pour le chœur, et il

disait aux Pères : « Ne mettez pas de lenteur à chanter, contentez-vous de prononcer distinctement ; mais il est juste qu'au milieu des affaires vous vous réserviez un peu de temps pour vaquer à vos propres besoins spirituels. Il ne faut pas, ajoutait-il — souriant lui-même de sa pensée si poétiquement vulgaire, — que vous ressembliez aux ramoneurs, qui, en nettoyant les cheminées, se couvrent de toute la suie qu'ils en retirent. »

Les deux Jésuites tenaient ferme ; le Pape comprenait leurs raisons ; aussi, à chaque argument, s'ingéniait-il à trouver un expédient. Dans son idée première, la Compagnie devait être astreinte à l'Office en commun ; il en exempta les collèges ; puis, sur de nouvelles observations, il consentit à ce que deux Pères seulement y assistassent. Borgia cependant finit par triompher de ses derniers scrupules ; il était si convaincu qu'il porta la conviction dans son esprit. Il n'en fut pas de même pour les vœux simples : le Pape lutta longtemps, et, le 46 mai 1567, le cardinal Alciat intima aux Jésuites l'ordre du Souverain. Cet ordre disait que les Pères ne pourraient être admis au Sacerdoce qu'après leur profession des quatre vœux.

On bouleversait l'économie de l'Institut en détruisant le grade de coadjuteur spirituel ; mais ce différend, qui aurait eu des suites sérieuses pour la Compagnie, s'accommoda par une transaction qui ne préjudiciait ni à la substance de l'Institut ni à l'autorité du Saint-Siège.

Cet éclair sans orage ne laissa point de traces entre Pie V et la Compagnie de Jésus ; car, peu d'années après, en 1570, le Pape chargeait les Jésuites de la Pénitencerie de Rome.

La Chrétienté était en péril ; l'union devenait plus nécessaire que jamais. En effet, les Turcs, que le Grand-Maitre et les Chevaliers de Malte avaient repoussés des rivages européens, paraient d'envahir les Etats de l'Eglise et le territoire vénitien. La mésintelligence régnait parmi les princes catholiques ; leurs passions turbulentes, leur ambition, les guerres civiles que fomentaient les Hérétiques dans le dessein avoué de passer le niveau révolutionnaire sur la Religion du Christ et sur les monarchies ; tout cela avait réveillé dans le cœur de Sélim II, fils et successeur de Soliman, un désir de vengeance et de prosélytisme mahométan. En 1570, ses vastes projets lui semblèrent mûrs ; il espéra pouvoir les mettre à exécution. Prince guerrier et politique habile, il comptait autant sur la bravoure de fatalisme de ses troupes que sur les divisions dont l'Europe était le théâtre. Il la voyait sans lien d'unité ; il débordait sur elle, et, ne laissant pas aux Catholiques le temps de concerter leur défense ou même de faire la paix entre eux pour se coaliser dans une guerre sainte, il s'emparait d'une partie de l'île de Chypre et menaçait l'Italie.

Le Pape désire former une croisade contre les Turcs.

(1) Ainsi, par ce document adressé au Pape et à la Commission des Cardinaux, il est démontré que, même en 1567, les membres de la Compagnie de Jésus n'acceptaient pas encore le nom de Jésuites, parce qu'à leurs yeux il venait de source hérétique.

Pie V n'était pas homme à reculer en face d'un pareil danger. Il y avait de la vigueur dans son âme, de l'exaltation dans sa tête, dans sa volonté une persistance qui souvent est du génie. Les monarques de la Catholicité étaient en désaccord; afin de triompher du Turc, le Pape conçoit la généreuse idée de les rallier autour de la bannière de l'Eglise. Le cardinal Alexandrini, son neveu, et le cardinal Commendon, son par lui nommés Légats *a latere*. Alexandrini va partir pour l'Espagne, le Portugal et la France; Commendon se rendra auprès des cours d'Allemagne et de Pologne. Ce Cardinal était un diplomate dont le nom faisait autorité dans les négociations; mais il sentait lui-même si bien l'importance de son ambassade, qu'il ne voulut s'en charger qu'à la condition d'avoir auprès de lui, comme conseiller, le jésuite Tolet: il l'obtint. Alors le cardinal Alexandrini, qui avait à sa suite un nombreux cortège de prélats, demanda au Pontife de lui adjoindre François de Borgia en qualité de tuteur. Le Pape fit part au Général des Jésuites du désir de son neveu et de sa volonté souveraine. « Je connais votre état de souffrance, lui dit-il, mais votre crédit auprès des Rois d'Espagne et de Portugal, votre ascendant sur leurs ministres sont nécessaires au Saint-Siège dans ce moment solennel. Il s'agit des intérêts les plus chers de l'Eglise, du maintien de la Foi peut-être; et si votre santé altérée vous permet ce voyage, je souhaite bien vivement que vous l'entreprenez. »

C'était la mort pour Borgia, mais la mort dans l'accomplissement d'un devoir; le Père François n'hésita point. Le 30 juin 1574, il se mit en route avec la brillante ambassade d'Alexandrini.

Le cardinal Commendon et le Père Tolet partaient à la même époque pour le Nord. Les Jésuites avaient admirablement préparé l'Allemagne à recevoir le principe d'union dont les envoyés du Saint-Siège allaient développer le germe. Canisius avait donné à leurs travaux apostoliques une direction et un ensemble qui promettaient enfin d'heureux fruits. La Pologne, en 1565, ouvrait ses provinces à la Compagnie; le roi Sigismond lui accordait tous les privilèges dont jouissaient les autres Ordres religieux. Maximilien d'Autriche prenait la défense des Jésuites, que, dans une réunion des Electeurs de l'Empire, quelques princes, secrètement hérétiques, proposaient d'expulser. A cette déclaration Maximilien répondit: « Mon devoir est de battre les Turcs, et non pas de persécuter les Jésuites. » Dans une assemblée des nobles de Bohême le burgrave Jean de Lobkowitz s'écriait ¹: « Ah! si la Compagnie de Jésus eût été instituée deux siècles plus tôt,

et si elle eût pénétré dans notre Bohême, nous ne saurions pas aujourd'hui ce que c'est que l'Hérésie. »

Ces témoignages, rendus par les grands de la terre et sanctionnés par la confiance des peuples, portaient un rude coup aux Sectaires; mais, sans pouvoir atteindre à la puissance de la Société de Jésus, ils ne se contentaient pas de l'envier. Des Collèges s'élevaient jusque dans la Lithuanie; il fallait arrêter cet essor; l'imposture servit encore une fois d'auxiliaire à la haine. La modestie dans le regard et dans la démarche, la chasteté si pleine de réserve des jeunes gens formés à l'école des Jésuites contrastaient d'une façon si tranchée avec les mœurs dépravées du siècle et avec la conduite dissipée des hommes de leur âge, que, dans l'Allemagne, il n'y eut qu'une voix pour accuser les maîtres et pour déplorer le sort des élèves. L'imputation prenait sa source dans les dires de Jean Kessel, qui, après son expulsion de la Maison de Munich, avait déclaré que les Jésuites soumettaient leurs écoliers à une horrible mutilation. Ce bruit fut accueilli et propagé dans l'Allemagne; il donnait aux Hérétiques la clef de cette continence que le vice leur empêchait de comprendre. Albert, duc de Bavière, crut sage de ne pas laisser ainsi incriminer par d'outrageants soupçons une Compagnie à laquelle il était sincèrement attaché. On reprochait un crime aux Jésuites; leur accusateur était dans la capitale de ses Etats. Albert ordonne une enquête: l'enquête a lieu en présence de tous les médecins de Munich, qui en dressèrent procès-verbal; elle est la justification la plus complète de tous les membres de la Société ².

Canisius était à cette époque l'un des personnages les plus considérés de l'Allemagne. Conseiller des Rois, favori des peuples, estimé par les riches, respecté et aimé par les pauvres, il exerçait une autorité que tout le monde se faisait un devoir d'honorer; cette autorité ne relevait que de sa Foi et de son talent. Pie IV désirait ardemment de mettre le sceau aux actes émanés du Concile de Trente. Afin de disposer les princes de l'Empire Germanique à accepter les décisions du Synode, il importait d'envoyer dans chaque cour un homme éminent et qui, Nonce du Saint-Siège, pourrait négocier au nom de Rome et traiter avec les Rois. Canisius fut choisi par le Souverain Pontife. Le Jésuite devenait Légat; la volonté du Pape était absolue: Canisius ne songea point à s'y soustraire. Il se mit en route dès le mois de janvier 1565. Le Jésuite

(2) Boileau a dit:

Le latin dans les mots brave l'honnêteté,
Mais le lecteur français veut être respecté.

Nous nous contentons donc de renvoyer le lecteur au texte même de la colonnie et aux résultats de cette affaire. (Voir Sacchini, *Historia Societatis Jesu*, liber. 1, p. 32, édit. de Rome, 1640).

(1) *Historia Societatis Jesu, provinciarum Bohemiarum*, a Joanne Schmidt, tome 1, livre III, page 19 (édit. de Prague, 1747).

Le cardinal Commendon, légat du Saint-Siège, et le père Tolet.

Le cardinal Alexandrini et François de Borgia.

Canisius en Allemagne.

La loi de la nation.

Le Canisius des gens qui...

voit

faisait toujours à pied ses longs voyages à travers l'Allemagne, accompagné d'un seul Frère de son Ordre; le légat ne veut pas d'autre suite, pas plus de luxe autour de sa personne qu'auparavant. Il visite ainsi les principales cours du Nord, s'arrête dans les cités les plus hostiles à l'Eglise : il prêche les monarques et les sujets, il évangélise les enfants, il partage avec les indigents l'hospitalité que la bienfaisance publique accorde au dénuement. Ici, il parle au nom de Dieu; là, au nom de la Foi catholique et comme le délégué du Saint-Siège. Partout il est accueilli avec vénération; partout sa présence et ses paroles obtiennent de favorables résultats. Sa nonciature était brillante, elle réalisait de grandes choses pour la Catholicité, et voici en quels termes Canisius en rendit compte au Général des Jésuites.

« J'ai vu, lui écrivait-il, les Electeurs de Trèves et de Mayence, les Evêques de Wurzburg et d'Osnabruck, et j'ai eu la consolation de laisser ces princes dans de meilleures dispositions à l'égard du Saint-Siège. Je leur ai spécialement recommandé la publication du Concile de Trente et l'exécution de ses décrets. Dans l'état actuel de l'Allemagne, je leur ai suggéré les moyens que je regardais comme les plus capables d'y conserver et d'y augmenter la Religion. Je puis assurer qu'ils ont reçu tout ce que j'ai pris la liberté de leur dire non-seulement avec bienveillance, mais encore avec respect. Pour des motifs particuliers, j'ai entretenu les autres par correspondance.

» Durant le cours de mon voyage j'ai prêché souvent en allemand, souvent aussi en latin. Si le Seigneur m'a donné une petite part à ses souffrances dans les incommodités des routes et de la saison, sa bonté a bien voulu me les adoucir et me protéger au milieu des dangers que j'ai courus. La Providence nous a encore de temps à autre ménagé d'excellents amis. A leur considération, les Sectaires qui nous étaient les plus opposés nous écoutaient sans peine lorsque nous leur révélions les mystères de notre Foi. »

Quand cet homme d'une activité si surprenante a visité les cercles de l'Allemagne, a proclamé partout les décrets du Concile, il arrive à Mayence, et, exténué de fatigue, il écrit à François de Borgia : « Je vois bien que mes forces s'affaiblissent et que je n'ai plus la même vigueur. Que la volonté du Seigneur se fasse en nous cependant, et qu'il nous donne la grâce d'être les enfants de la sainte obéissance et durant la vie et à la mort. »

Puis tout à coup, croyant avoir péché par faiblesse, il ajoute : « Je conjure très-humblement Votre Paternité d'être bien persuadée que je recevrai volontiers la pénitence qu'il lui plaira de m'imposer pour ces fautes, afin d'être par là plus en état de me concilier la miséricorde de Notre-Seigneur. »

Dans ces lettres, dont Canisius ne prévoyait guère que l'histoire s'emparerait un jour, il y a un tel parfum de courage et d'humilité que l'orgueil de l'homme se sent anéanti. Le Pape Pie V conçut la même pensée. A peine assis sur le trône de l'Eglise il maintint les Jésuites dans les honneurs de la nonciature; mais, sur la demande du cardinal Othon Truschez, Pie V charge Canisius d'aller soutenir les droits de la Catholicité à la Diète d'Augsbourg. Le Père était épuisé; pourtant, en apprenant sa nouvelle destination, il se résigne au travail; il part de Mayence, et à la fin de février 1566, il est à Augsbourg. Natal et Ledesma lui étaient adjoints; il les trouve dans cette ville.

Cette Diète de 1566, si célèbre dans les annales ecclésiastiques, semblait devoir être décisive pour les Protestants, qui espéraient avoir capté les bonnes grâces de l'empereur Maximilien. Le cardinal Commendon la présidait en qualité de Légat. Les Hérétiques, forts de la protection présumée de Maximilien, n'entendaient à rien moins qu'à l'anéantissement du Catholicisme. Ils demandaient l'abolition de la *réserve ecclésiastique*, qui, au dire de l'historien Robertson, fut l'un des plus invincibles obstacles à la propagation de l'Hérésie. Les Sectaires avaient, en 1530, consenti à ce que les biens du clergé apostat fissent retour à l'Eglise; en 1566, ils exigeaient que les prêtres restassent propriétaires ou au moins voyageurs des revenus qu'ils posséderaient au moment de leur changement de religion.

Dans les Diètes précédentes, ainsi qu'au Colloque de Poissy, ils avaient vu qu'il était difficile à leurs chefs de lutter contre les Jésuites; ils aspiraient donc à éloigner les Pères de toute assemblée. En conséquence, ils s'imaginèrent d'établir une conférence libre entre les princes séculiers de l'un et de l'autre parti. La pluralité des voix devait trancher les questions.

Ces mesures ne leur paraissant pas encore assez efficaces, ils en appelèrent du Concile OEcuménique à un Synode national. Là, disaient-ils, seraient résolues les contestations entre le Saint-Siège et l'Empire Germanique. Leur quatrième proposition consistait à rechercher les moyens de concilier et de rapprocher les deux cultes, la vérité et l'erreur.

Ce n'était pas pour faire triompher des utopies que le Souverain Pontife avait accepté la Diète, mais pour sauver l'Allemagne du fer ottoman; car les Turcs menaçaient encore l'Empire. Comme tous les hommes qui s'attachent à une réforme impossible afin de ne pas attrister leurs regards par le spectacle des maux présents, les Sectaires de 1566 ne se montraient pas touchés des calamités dont l'Eglise et les Monarchies allaient devenir la proie. Ils croyaient qu'une satisfaction était due à leur orgueil; cette satisfaction passait avant les besoins de l'Europe

Il est à la diète d'Augsbourg.

Politique des Protestants.

civilisée. Ils avaient annoncé qu'ils voulaient réformer : la réforme était pour eux l'arme avec laquelle on surmonterait tous les périls. Le Turc apparaissait aux frontières, il fallait le repousser sous peine de voir l'Europe envahie par les barbares. Ces sophistes, n'apercevant que le coin d'une idée, opposaient à l'Eglise universelle un Colloque particulier, d'où ainsi que leurs devanciers ou leurs successeurs en révolution, ils excluaient leurs adversaires. Dès ce temps-là commençait la guerre de la chose irréalisable contre le possible ; le rêve se substituait à la raison.

Portrait
de Frédéric III.

Frédéric III, Electeur palatin, était un prince à l'imagination vagabonde. Sa haute stature, la beauté mâle de sa physionomie et son bouillant courage semblaient accuser un caractère prononcé ; mais, trop faible d'esprit pour comprendre qu'il y a des époques où il est utile d'avoir des ennemis, cet homme se créait un besoin de popularité. Il était tourmenté de l'amour du bruit ; il avait soif des louanges et des applaudissements de la foule. Pour les obtenir il aurait vendu sa couronne. Les Protestants lui persuadèrent qu'il serait glorieux, à lui Electeur palatin, de se mettre au service d'une idée révolutionnaire ; la popularité lui était promise à ce prix : presque toujours, n'est-ce pas par le mensonge ou par l'erreur qu'elle arrive ? Frédéric se laissa gagner. De Catholique il se fit Luthérien, de Luthérien il devint Calviniste ; puis, après avoir passé par toutes les phases de l'Hérésie, il s'avoua que son individualité devait être un principe. Ce principe se résumait en une réforme mal définie, plus mal comprise, mais qui, avant tout, qui, par-dessus tout, était la glorification de sa personne et l'abaissement du pouvoir de Rome.

Ses utopies de réforme.

La nouvelle Diète d'Augsbourg offrait à ce caractère toujours versatile dans sa Foi, mais permanent dans ses vanités, une occasion de parler et d'écrire ; il la saisit. Les politiques qui intriguaient sous son égide lui avaient démontré qu'il était éloquent et qu'un mot tombé de sa bouche ou de sa plume produirait un effet irrésistible. La conciliation universelle ne dépendait que d'un de ses gestes ; elle allait s'opérer par un de ses regards. Tant d'adulations intéressées séduisirent Frédéric ; et lui, souverain, il accepta, il publia, sous la garantie de son nom, un pamphlet contre l'autorité des rois et contre l'infaillibilité de l'Eglise.

Canisius, Natal et Ledesma concilient les deux parties.

Canisius fut désigné par l'empereur et par les princes allemands pour répondre à cet ouvrage. L'homme de vanité avait voulu tout briser afin d'élever un autel à son amour-propre ; l'homme d'humilité reconstruisit tout pour écraser ses sophismes.

La Diète d'Augsbourg était convoquée dans le but de fournir à l'Empereur les moyens de préserver les frontières de l'Allemagne de l'invasion mahométane. Espérant se concilier les

deux partis belligérants, Maximilien avait désiré de garder une neutralité coupable ; il les ménageait tous. Ces ménagements les éloignaient encore davantage. La paix de Passau, conclue en 1555 entre Charles-Quint et les Protestants, les clauses mal interprétées de ce traité, rendaient la position bien difficile. Les esprits s'agitaient dans la confusion, lorsque le Cardinal-Légit et les Jésuites orateurs du Saint-Siège prennent la résolution de sauver le pays sans compromettre les intérêts confiés à leur prudence. Par le fait seul de l'ostentation de Frédéric, les Protestants se compromettaient ; ils s'étaient d'abord montrés d'une telle exigence qu'il devenait impossible de leur accorder même ce qui paraissait juste. Les Hérétiques prévoyants faisaient inutilement aux autres ce calcul. Le Cardinal Commendon et Canisius avaient lu au fond de la pensée des Sectaires ; ils offrirent à la Diète un atermolement, qui, en laissant les choses religieuses dans l'état où elles se trouvaient avant le Colloque d'Augsbourg, permettrait à chaque prince de prendre en considération les dangers de l'Allemagne. Canisius, Natal et Ledesma jouissaient de la confiance la plus illimitée des Electeurs de Trèves, de Mayence, et du duc de Bavière ; ils agirent auprès d'eux de telle façon que ces trois Princes furent les premiers à appuyer l'idée de pacification intérieure que les Jésuites suggéraient. On ajourna les discussions religieuses à des temps plus favorables, et les Electeurs de l'Empire accorderont à Maximilien les subsides dont il avait besoin.

Le Souverain Pontife ne devait rien à l'Empereur ; mais ses irrésolutions n'avaient pas échappé à Canisius. Le Jésuite conseilla au légat d'offrir au nom du Pape cinquante mille écus d'or pour la guerre : Commendon agréa le conseil. Au lieu de promettre cette somme, il la donna sur-le-champ, car il ignorait point qu'aucun sacrifice ne coûterait à Pie V pour préserver l'Occident de la fureur des barbares d'Orient.

Natal, Canisius et Ledesma venaient de combattre en faveur de l'Eglise : ils se dispersèrent afin de chercher d'autres adversaires. De nouveaux Collèges furent fondés à Olmutz, en Moravie, à Wurzburg et à Wilna. Là, selon la parole du peuple, les Jésuites, qui ne suivaient pas l'exemple des Pharisiens, enseignaient ce qu'ils faisaient et faisaient ce qu'ils enseignaient. A Prague, à Vienne, leur succès était le même. Canisius ramenait à la Religion catholique le comte Ulric de Helfstein et ses vassaux entraînés dans l'Hérésie ; à Prague, le baron Joachim de Kolowrat rentrait dans le giron de l'Eglise. Beaucoup de Luthériens suivaient cet exemple, d'autres envoyaient leurs enfants étudier dans les maisons de la Compagnie. Pour les novateurs, cette confiance accordée aux

Jésuites était un acheminement vers les doctrines d'unité. L'Hérésie essaya de perdre les Pères dans l'esprit de Maximilien : on les accusa d'exciter une sédition contre lui.

Ce fut alors que Canisius, de retour à Dillingen de sa pérégrination apostolique, rencontra au Collège des Jésuites une consolation inattendue. Persécuté par son frère aîné, qui s'opposait à ses penchants religieux, un jeune gentilhomme polonais sollicitait la grâce d'être reçu dans la Compagnie. Stanislas de Kostka avait seize ans à peine, et, pour réaliser son pieux désir il venait d'entreprendre à pied un voyage aussi long que pénible. La vocation de Stanislas était marquée par des signes si visibles que Canisius ne balançait point à le recommander au Général. Le jeune Polonais arrive à Rome, il est reçu au noviciat de Saint-André; mais l'Ange devait bientôt remonter au ciel, sa patrie. Stanislas Kostka mourut le jour de l'Assomption de la Vierge (15 août 1568).

Les Jésuites d'Allemagne gagnaient un bienheureux au ciel; par l'apostasie du Père Adam Heller, la Société de Jésus et l'Eglise se voyaient délivrées d'un homme dont le caractère instable les compromettrait. Heller, recteur du collège de Prague et secrètement lié au Protestantisme, devenait un sujet de soupçon et de scandale pour ses frères, lorsque tout à coup il trahit son Ordre, ses vœux et le sacerdoce. Heller ne se contenta pas de se faire Hérétique, il se maria, il est reçu ministre luthérien.

La peste sévissait alors dans le collège de Prague; l'Archevêque, le vice-roi, le chancelier, les provinciaux des Dominicains et des Franciscains, portaient aux Jésuites les secours de la charité et de la fraternité cléricale.

Dans ce dévouement de tous, Adam Heller seul cède à la peur. Le lâche abdique ses titres en face du danger que des princes et des rivaux de la Compagnie de Jésus affrontaient avec tant de généreuse hardiesse. Il va mendier un asile chez des ennemis. Cet asile lui est accordé; mais ce qui sera une honte pour le Protestantisme, c'est que de ce lâche il ait fait un de ses Pasteurs. Heller avait fui la peste, la peste, qui épargnait la ville de Prague, atteignit l'apostat; elle le tua avec la femme qui avait eu le triste courage d'associer sa destinée à la sienne.

Ces événements se passaient en 1569. La même année Pie V ordonne à Canisius de répondre aux *Centuries* d'Illiricus et des autres ministres de Magdebourg. Les *Centuries* étaient

de gigantesques pamphlets historiques dans le goût du siècle, nourris de science et d'âcreté, et cachant la calomnie contre l'Eglise sous le sel d'une mordante satire. C'est la dialectique de Pascal unie à l'esprit sarcastique et à la mauvaise foi de Voltaire. Le libelle in-folio, tour à tour profond et moqueur, ne respectait rien et prenait à tâche de saper tous les principes. Il frondait la puissance du Saint-Siège, il attaquait celle des monarches; il dénaturait les faits pour les arranger au gré de ses haines, il ravivait les fables des premiers persécuteurs du Christianisme, il en inventait de nouvelles, et, appelant les hommes à l'indépendance, il jetait dans les âmes d'éternels ferments de révolte.

Le Pape Pie V savait qu'il n'y a pas de meilleur remède contre la publicité que la publicité elle-même; il résolut de réparer par la plume le mal que la plume enfantait. Un écrivain concis dans son audace et versé dans la polémique était nécessaire à ses projets. Canisius avait le fardeau spirituel de l'Allemagne; le Souverain Pontife prie François de Borgia de décharger le Père de tout autre soin et de lui enjoindre de s'occuper spécialement de l'œuvre dont la Cour Romaine sentait l'urgence. Canisius répond à l'ordre de son général : « Quelque indigne que je sois de l'honneur que Sa Sainteté m'a fait en songeant à moi pour un si grand dessein, j'espère trouver dans l'obéissance, dans les prières de mes Frères et surtout dans la bénédiction de Sa Sainteté la force de suppléer à mon insuffisance. »

Il entreprit la réfutation des erreurs accumulées dans les *Centuries*; mais il est bien difficile à un homme grave de répliquer à des attaques qui, dans la même page, procèdent par le raisonnement et par l'ironie, et qui, sans se préoccuper de la vérité des faits ou de la logique des démonstrations, s'acharnent sur leur victime avec toute sorte d'armes. Un de ces brûlots littéraires, qu'à des temps donnés la malice humaine lance dans le monde, et qui, par son originalité caustique ou par la disposition des esprits, opère une révolution, a rarement trouvé un joueur assez habile pour lutter avec lui de verve et d'énergie. Le mensonge a plus de prise sur les cœurs que la vérité, et, au point de vue du succès, c'est toujours une tâche ingrate que de répliquer par la logique ou

si que le titre l'indique, chaque centurie embrassait un siècle. L'édition la plus complète est celle de Bale, de 1644.

Les Centurioniers de Magdebourg, dans cet énorme pamphlet sur l'histoire de l'Eglise, prirent à partie le Catholisme et s'acharnèrent à présenter tous les faits sous le jour le plus favorable aux Protestants.

Les principaux collaborateurs d'Illiricus, qui coordonna le travail, sont Jean Wicaud, Matthieu Judex, Basile Faber, André Corrin, Thomas Holzhuter, Marc Wagner et d'autres théologiens de l'Ecole d'Éna. Le cardinal Baronius continua la tâche du Jésuite, et opposa aux *Centuries* les *Annales ecclésiastiques* en 12 volumes in-folio. Le premier parut à Rome en 1588, et l'ouvrage valut à son auteur le titre de Père des *Annales ecclésiastiques*.

But et esprit de cet ouvrage.

Canisius est chargé d'y répondre.

Centuries d'Illiricus.

(1) Matthias Flach Francovitz, théologien protestant, plus connu sous le nom de Flaccus Illiricus, parce qu'il était né en Illyrie, a été le principal collaborateur de l'histoire qui prit le titre de *Centuries* de Magdebourg ou d'Illiricus.

Les trois premières *Centuries* parurent en 1569. Les autres *Centuries* parurent successivement jusqu'en 1574 que fut publiée la troisième et dernière, se terminant à l'an 1500, parce qu'ain

par l'histoire à des sarcasmes dont le peuple a envenimé les sanglantes morsures. Canisius n'était pas assez homme pour comprendre cette tactique, qu'au temps des *Provinciales* les Jésuites ne comprendront pas davantage ; mais il répondit avec dignité à ces *Centuries* qui, comme le Protée de la Fable, empruntaient toutes les formes pour saisir toutes les intelligences.

Au milieu des travaux auxquels le condamnait ce vaste ouvrage, intitulé : *Des altérations de la parole de Dieu* ¹, Canisius voit, en 1569, les archiduchesses Madeleine et Hélène, filles de l'empereur Ferdinand, fonder un Collège de Jésuites à Hall, dans le Tyrol. Le Pape et Borgia l'ont dispensé de tout ministère sacré, mais le Père ne peut modérer son ardeur. Les Evêques d'Allemagne invoquent son concours ; ce concours ne leur fait jamais défaut. Canisius a encore des heures à consacrer aux souffrances morales de l'Eglise. Le Protestantisme redoutait sa parole ; il ressentait le contre-coup de ses écrits. Le Protestantisme, qui n'avait pu le gagner à sa cause, s'imagina de répandre le bruit qu'enfin le Jésuite ouvre les yeux à la lumière. Au dire des Luthériens, Canisius est Luthérien comme eux, et, se mettant dorénavant au-dessus des considérations humaines qui l'ont attaché à la communion de Rome, il va suivre l'Evangile dans toute sa pureté primitive révélée par les Sectaires. Canisius entraîne avec lui un certain nombre de Jésuites qui, à son exemple, s'engagent au service de la Réforme.

Le Père annonçait la parole de Dieu aux paysans d'Elwangen. Le Cardinal d'Augsbourg lui fait part de ces bruits, qui consternent les Catholiques crédules et remplissent de joie les Luthériens, tirant un immense avantage de l'imposture. C'est à Wurzburg que la calomnie a pris naissance, c'est de là qu'elle se propage dans l'Allemagne ; il faut aller la combattre sur son propre terrain. Canisius arrive à pied dans cette ville populeuse ; il en parcourt toutes les rues, convoquant les citoyens dans la cathédrale. La foule se presse sur ses pas : elle envahit l'église. Le Jésuite, tout couvert de la poussière des chemins, encore échauffé de la fatigue du voyage, fait rougir ses amis et déconcerte ses ennemis. Devant une assemblée qui se renouvela trois fois, tant les esprits avaient besoin de se convaincre par eux-mêmes, il démontre, par la vivacité de sa foi et par l'ardeur de sa parole, l'absurdité de ces imputations. Les Sectaires étaient confondus ; ils ne pouvaient plus prêter une apparence de réalité à leurs mensonges ; ils cherchèrent un autre subterfuge.

Afin de se livrer aux études qui lui étaient imposées par le Saint-Siège, le Jésuite avait

supplié François de Borgia de le décharger des fonctions de Provincial qu'il exerçait depuis longtemps. Le Général consentit à se rendre à cette prière de l'humilité ; et le Père Maggio, son ami, lui fut, sur sa demande, désigné comme successeur. Maggio était un de ces types de douceur, de science et de politesse unies à la force, qui ont tant contribué à populariser l'Ordre de Jésus. L'influence de ce Père dans la Pologne et la Lithuanie était si patente que Pie V, après avoir, par ses lettres apostoliques du 40 mars 1571, accordé aux Jésuites le droit de recevoir et de conférer en Germanie les grades académiques, lui écrivit pour confier à sa prudence la plus épineuse négociation auprès de Sigismond. Ce prince voulait répudier la reine, son épouse, pour cause de stérilité. Les Protestants le poussaient à cet acte, sachant que, depuis Luther, c'était là un des mobiles les plus actifs de l'Hérésie. Maggio avait plus d'une fois paru dans les assemblées des magnats à Varsovie. Il s'acquitta avec tant d'adresse de la mission dont il était chargé, que le roi de Pologne renonça à son projet. Un an après, il mourut, léguant sa bibliothèque aux Jésuites.

Il y avait déjà trois collèges dans ses États, l'un à Braunsbourg, l'autre à Plotsk en Moravie, et le troisième à Wilna. En 1574, Adam Kornarsc, évêque de Posen, fondait une maison de Jésuites dans sa ville épiscopale. A cette nouvelle, les Hérétiques, qui se sentaient forts de l'appui du palatin Lue Gorea, leur coreligionnaire, mettent tout en mouvement pour s'opposer à l'introduction de la Compagnie. Leurs ministres agissent et font agir auprès du palatin. Ce prince était Luthérien, mais avant tout il était homme de liberté. « Si vous voulez repousser les Jésuites de notre territoire, dit-il aux pasteurs du Culte Réformé, il y a un moyen plus sûr que la persécution : imitez leur courage, et, comme eux, menez une vie studieuse. »

Dans le même temps, l'archiduc Charles, gendre d'Albert de Bavière, les installait à Gratz, et au centre de ces provinces. Etienne Bathori, vaivode de Transylvanie, en demandait pour ses sujets, et la reine Catherine de Suède leur ouvrait son royaume pour y faire triompher la foi par l'éducation. Le duc de Bavière plaçait les Jésuites dans l'Académie d'Ingolstadt ; il formait pour eux un nouveau collège à Landshut, résidence de Guillaume, son fils aîné ; et dans l'acte de fondation il disait :

« La Sainte Compagnie de Jésus se montrant digne de notre affection par ses mérites et par ses vertus, nous pensons qu'il est juste de protéger et de favoriser tout ce qui peut contribuer à son avantage et à sa gloire, et d'autant plus que nous sommes à même d'apprécier combien cet Institut est nécessaire à la Religion Catholique. Et, certes, c'est en grande partie à cette Société que notre pays de Bavière doit le réta-

Le père
Maggio
en
Pologne.

Il empê-
che le re-
Sigis-
mond d.
repudier
la reine
sa
femme.

Progres
de la
Compa-
gnie en
Alle-
magne

(1) *Commentariorum de Divini Verbi corruptelis libri duo*, publié à Ingolstadt en 1553 ; 2 vol. in fol.

blissement de la foi de nos ancêtres ; ébranlée par les malheurs des temps actuels. Nous aimons très-sincèrement cette Compagnie, et nous ne désirons rien tant que de voir l'érection de plusieurs de ses collèges, l'accroissement et la prospérité de ceux érigés. »

Les Jésuites étaient partout sur la brèche en Allemagne. Balthazar de Dernbach, abbé de Fulde ¹, en réclamait pour les opposer aux ravages que faisait l'Hérésie. Le Père Blysssem combattait la Secte des Utraquistes, qui prétendaient communier sous les deux espèces. Il ramenait à la Foi Catholique le chef de cette Secte, qui finissait par persuader aux autres membres du Consistoire de revenir avec lui à l'Eglise Romaine. Le Père Stanislas Warszewicz entreprenait la conversion de Jean Chothovicz, généralissime de Lithuanie et de Livonie. Par la réputation de ses vertus, il exerçait, quoique absent, dans la diète de Lublin, où le nouveau roi de Pologne allait être nommé, une influence si déterminante que, malgré les efforts des Luthériens, les Catholiques l'emportèrent encore dans cette élection. Le duc d'Anjou, dont les victoires de Jarnac et de Moncontour popularisaient le nom dans la Chrétienté, et qui plus tard régnera en France sous le titre de Henri III, fut appelé à ce trône.

(1) C'était alors la plus riche abbaye de l'Europe; elle dépendait de l'Ordre de Saint-Benoît.

D'un autre côté, le Père Francois Tolet avait dignement secondé le cardinal Commendon dans son ambassade germanique. Né à Cordoue le 4 octobre 1532, il avait, presque enfant, professé la philosophie à l'Université de Salamanque. Au milieu de l'enivrement des succès littéraires conquis par ses talents, ce jeune homme avait tout abandonné pour entrer, en 1562, au noviciat des Jésuites. Neuf ans après, le Pape Pie V l'investissait de la confiance du Saint-Siège, et il suivait le légat envoyé en Allemagne pour réunir les monarques contre le Turc. Le Jésuite était dans son élément. Il proposait, il négociait les trêves entre les princes ennemis. Aux uns, il parlait de conciliation; aux autres, il faisait valoir des intérêts de de famille ou de patrie; à tous il montrait le Croissant prêt à subjuguer le nord de l'Europe si une coalition de généreux efforts ne parvenait pas à l'abattre. Commendon et Tolet furent accueillis avec respect dans toutes les cours, car ils venaient au nom du Souverain Pontife pour sauver la Chrétienté. La légation produisit d'abondants résultats. Elle rapprocha les esprits que des ambitions locales avaient divisés; elle révéla même aux Protestants l'ascendant dont jouissait encore le Saint-Siège sur des rois et sur des populations qu'ils avaient égarés. La grande victoire de Lépante couronna cette ambassade.

Résultats
de la
légation
de Com-
mendou
et de
Tolet.

Jé-
sui-
tes
en
Var-
ce.

tion
duc
d'An-
jou
de
gue.

CHAPITRE XI.

Le cardinal Alexandrini et Borgia partent pour l'Espagne. — Succès des Jésuites dans la Péninsule. — Révolte des Maures de Grenade. — Les Jésuites en sont les premières victimes. La flotte de don Juan d'Autriche et les Pères. — Christophe Rodriguez et les condamnés aux galères. — La peste à Salamanque, à Alcala, à Séville, à Tolède, à Cadix. — Charité des Jésuites. — François d'Espagne et sa mère. — Les Jésuites interdits à Alcala pour cause de captation. — Le cardinal Alexandrini et Borgia à Barcelone. — L'Inquisition fait publier les opuscules ascétiques de Borgia. — Entrevue du Père et de Philippe II. — Borgia décide le roi d'Espagne à entrer dans la coalition contre le Turc. — Bataille de Lépante. — Borgia en Portugal. — Les Jésuites précepteurs du roi don Sébastien. — Pasquier et le Catéchisme des Jésuites. — Accusations portées contre les Pères. — Ils ont voulu être rois de Portugal. — Ils ont empêché don Sébastien de se marier. — Ils l'ont fait guerrier. — Portrait de don Sébastien. — Le Jésuite Louis-Gonzalves de Camara, son précepteur. — Lettre du Père Gonzalves au Général des Jésuites sur le mariage de don Sébastien. — Politique du Pape par rapport au Portugal. — La reine Catherine d'Autriche. — Lettre du Père Maggio à François de Borgia sur les affaires de Portugal. — Caractère des Portugais. — Le Père Gonzalves écrit au cardinal Rusticucci. — Les historiens portugais en désaccord avec Etienne Pasquier. — Première expédition de don Sébastien chez les Maures. — Gonzalves lui écrit. — Sa lettre le fait revenir. — Mort de Gonzalves. — Douleur du roi. — Les Jésuites disgraciés. — Intrigues à la cour de Portugal. — Les Jésuites, confesseurs du roi, de la reine-mère et du cardinal Henri, ont-ils conspiré pour perdre la famille royale? — Divulgateion des secrets de la confession. — Mort de Sébastien. — Le cardinal roi. — Conduite des Jésuites dans les intrigues pour la succession. — Leur politique dans les îles Açores. — François de Borgia arrive en France. — Possevin à Bayonne. — Le chancelier de L'Hôpital écrit en faveur des Jésuites. — Livres hérétiques en Espagne. — L'Université de Paris demande le concours des Protestants contre les Jésuites. — Ramus et Galland. — Plaidoyers de Pasquier et de Versoris. — Le connétable Anne de Montmorency et les Jésuites. — Le Père Perpinien et l'Université de Paris. — Conspiration des Calvinistes découverte à Paris par le Jésuite Olivier Manare. — Complot des Protestants dirigé contre Lyon. — Le Père Auger le fait avorter. — Bataille de Jarnac. — Le duc d'Anjou et le Père Auger. — Auger à Toulouse. — Son sacre spirituel. — La ville d'Avignon et Possevin. — L'Inquisition et les Jésuites. — Auger à Avignon. — Victoire de Moncontour. — Portrait de Charles IX. — Paix boiteuse. — Travaux et industries des Jésuites. — François de Borgia à Blois. — La Saint-Barthélemy. — Causes de ce crime. — Le Père Maldonat et le roi de Navarre. — Insurrection des Pays-Bas. — Le cardinal de Granvelle. — Les Gueux. — Les Calvinistes français et le prince d'Orange préparent une république universelle. — Le duc d'Albe à Bruxelles. — Les Jésuites réintégrés à Tournai et à Anvers. — Leurs différends avec l'Université de Douai, qui les agrège. — Le butin de Malines. — Mort de François de Borgia.

Le cardinal Alexandrini et Borgia partent pour l'Espagne.

Succès des Jésuites dans la Péninsule.

Tandis que le cardinal Commendon et le Père Tolet s'occupaient glorieusement des affaires de l'Eglise, le cardinal Alexandrini et François de Borgia arrivaient en Espagne pour mettre à exécution le plan tracé par Pie V.

Après son élévation au Généralat, Borgia avait nommé de nouveaux Provinciaux : Jacques Carillo pour la Castille, Gonzalès Gonzalve pour Tolède, Jacques d'Avellaneda pour l'Andalousie, et Alphonse Roman pour l'Aragon ; l'île de Sardaigne faisait partie de cette dernière Province, elle possédait déjà deux collèges dans les villes de Cagliari et de Sassari. Un autre collège avait été commencé à Tolède ; mais, en 1566, on changea la destination de l'établissement pour en faire une maison professe, afin de répondre au vœu de la Congrégation géné-

rale, spécifiant qu'il y en aurait une par chaque Province. Au mois de juin de la même année, Jean Valdervano prit le gouvernement de cette maison, qui comptait parmi ses profès Simon Rodriguez, Antoine de Cordoue et François Strada. Ces trois Pères avaient vieilli dans les dignités de l'Ordre, et, par un de ces profonds calculs auxquels Ignace soumettait ses disciples, ils se trouvaient alors rejetés sur la seconde ligne. L'action était pour les jeunes, le conseil et la prière appartenaient aux vétérans, la maturité participait de ces deux états. Cette obscurité devenait pour tous une faveur ; elle tournait alors à l'avantage des habitants de Tolède. Les trois Pères se mirent à l'œuvre avec une ardeur de novices ; ils eurent bientôt opéré dans cette cité les prodiges qui avaient signalé

leur jeunesse. De pareils travaux consumèrent le peu de forces que l'étude avait laissées à Antoine de Cordoue; l'humilité de ce favori de Charles-Quint était si grande que, sur sa proposition, les Jésuites, assemblés en congrégation générale, décidèrent que le titre honorifique de *don* serait supprimé dans la Compagnie. Il mourut à Oropesa chez son parent, le comte Ferdinand Alvarès de Tolède.

La ville de Valladolid avait été choisie comme le siège de la Maison Professe de Castille; Jérôme Ripalda en fut le supérieur, et Jean Fernandez eut la direction du collège. La maison professe et le collège de Medina étaient gouvernés par le Père Balthazar Alvarès, le directeur qui conduisait dans les voies de la perfection sainte Thérèse et Marie Diaz. A Marcena, dans la Province d'Andalousie, le collège florissait par les soins du duc d'Arcos et de sa femme, sœur du père de Cordoue. A Cadix, les Jésuites ne se contentaient pas de former les jeunes gens à la piété et aux belles-lettres, ils se dévouaient encore à l'instruction religieuse des Maures, très-nombreux dans ce port.

Ce que des Jésuites faisaient à Cadix en faveur des anciens dominateurs de l'Espagne, d'autres Jésuites le continuaient à Grenade, dans la poétique capitale des Abencerages. Depuis 1539, la Société occupait une maison dans l'Alrézin; la révolte des Maures contre Philippe II força les Pères à abandonner cette demeure, et, sous la conduite de Jean Albatolus, Maure lui-même d'origine, ils cherchèrent un autre asile. Les Mahométans, que la force avait faits Catholiques, n'attendaient qu'une occasion favorable pour se soulever contre les Rois dont, pendant de longs siècles, ils avaient usurpé le trône et tenu les sujets captifs sous la garde de leurs cimetières. Cependant, à l'arrivée des Jésuites à Grenade, les prédications amenèrent à résipiscence ce peuple devenu esclave à son tour. La plus grande preuve de conversion que les Maures appelés *Nouveaux Chrétiens* par les Espagnols purent donner, ils l'offrirent aux Apôtres, leur apprenant que le poids des chaînes terrestres était léger pour le ciel. On vit ces hommes, aussi attachés à l'argent, aussi avides que des Juifs, restituer le bien acquis par l'usure.

Le gouvernement de Philippe II était, en 1569, inquiet de leur attitude; des mesures plus énergiques sont adoptées à Grenade. Il est ordonné à tous les anciens sectateurs de Mahomet de démolir leurs bains, de renoncer à la langue arabe, et les femmes doivent désormais se vêtir à l'espagnole. La conspiration que le Roi pressentait éclate enfin. Les conjurés se réunissent dans les montagnes; ils forment le projet de surprendre la ville. L'abondance des neiges leur en ferme le chemin, et une centaine seulement parviennent à se frayer un passage. Un jeune homme de leur caste les commandait;

il se nommait Ferdinand de Valore. Arrivés au centre de Grenade, ils font retentir les cris de Vive la liberté! Vive Mahomet! puis, comme les Jésuites sont les prêtres qui obtiennent le plus de véritables conversions dans leurs rangs, c'est sur les Jésuites que, par esprit de vengeance, ils dirigent leurs premiers coups. La croix qui protégeait la maison est abattue; ils font le siège de cette maison, et ils demandent avec des cris de rage que le traître Albatolus leur soit livré.

La sédition fut bientôt repoussée; elle se répandit dans les terres d'Apulxara et d'Almería, profana les églises, massacra les prêtres et les religieux, se porta à tous les excès, et se retrancha enfin derrière des rochers inaccessibles. Philippe ne devait pas endurer patiemment un tel affront. Son frère naturel, Don Juan d'Autriche, prend le commandement de l'armée qui va agir contre les Sarrazins; et, comme on craignait quelque tentative de la part des Maures d'Afrique, Louis de Requesens, amirante de Castille, accourt des Pays-Bas avec sa flotte pour surveiller le littoral.

Christophe Rodriguez était embarqué sur cette escadre avec quelques autres Jésuites; plusieurs suivaient l'armée de don Juan pour la soutenir dans ses marches difficiles, pour l'encourager dans les combats et offrir aux mourants les secours de la Religion. Le Père Christophe en perdait pas son temps sur l'escadre de blocus. A Malaga il y avait un hôpital où souffraient plus de sept cents malades et blessés; les Jésuites s'improvisent leurs infirmiers. Les galères se voyaient pleines de forçats dont le temps était expiré, et qui, par un déplorable abus de pouvoir, ne sortaient pas du bagne parce qu'on leur refusait une attestation constatant qu'ils avaient subi leur peine. Les Jésuites acquièrent la preuve de ces iniquités; à tout prix il faut qu'elles cessent. Il était nécessaire de recueillir quelque argent afin d'arriver au redressement de tant d'injustices, qui portaient à blasphémer contre l'ordre social; les Jésuites mendièrent. Quand ils ont rendu à la liberté tous ces malheureux, ils obtiennent qu'un magistrat sera nommé pour exercer gratuitement l'office que leur charité vient de créer.

Lorsqu'en 1574 le duc d'Arcos, qui avait pris le commandement de l'armée, eut, dans une bataille décisive, anéanti les Maures, la Compagnie de Jésus fut réintégrée dans sa maison de l'Alrézin.

Cette année s'ouvrit pour la Péninsule avec des calamités de toutes sortes. Une fièvre pestilentielle affligeait l'Europe; en Espagne, elle sévit avec plus d'intensité qu'ailleurs, le climat et les habitudes du pays semblant redoubler la violence. Philippe II avait fait déporter dans les provinces les Maures du royaume de Grenade; ils étaient exilés, pauvres et nus. L'aver-

La flotte de don Juan d'Autriche et les Pères

Christophe Rodriguez et les condamnés aux galères.

La peste à Sala manque, à Alcala, à Seville, à Tolède et à Cadix.

sion instinctive que le peuple espagnol avait conçue pour ses anciens maîtres s'augmenta du spectacle de leur misère. Le fléau les atteignait les premiers. Le peuple rejeta la cause de la maladie sur ceux mêmes qui en étaient les victimes ; ils périssaient sans secours et maudits par la foule. Les Jésuites de Salamanque sont témoins de ce délaissement : ils interrompent les cours de leur collège ; ils exposent chrétiennement leur vie pour disputer à la mort celle des autres. Barthélemy Canova, leur préfet des études, et plusieurs de ses frères meurent à la peine. La ville d'Alcala est en proie au même mal ; elle rencontre dans les Jésuites les mêmes secours. A Guadalaxara, les Nouveaux Chrétiens succombent par centaines dans cet abandon déjà signalé à Salamanque. Les Jésuites changent leur demeure en ambulance, et ils parcourent la ville, recueillant les pestiférés épars dans chaque rue, les chargeant sur leurs épaules et les transportant à l'hôpital improvisé par leur charité. Les paroles les plus éloquentes les promesses les plus flatteuses n'auraient pas pu leur évoquer des coopérateurs ; leur exemple fut plus efficace. En appréciant ce dévouement les Espagnols se dévouèrent, et, quand le fléau eut cessé ses ravages, pour tout salaire de leur zèle, ils prièrent les Jésuites de consentir à ce que la ville fit bâtir un collège à la Compagnie. Dans la cité de Tolède comme dans celles de Guadalaxara et d'Alcala, il en mourut beaucoup, victimes de leur humanité. A Tolède, le nombre des pestiférés était si considérable que l'on se voyait obligé de les entasser sur des couches communes. Afin de garder le secret de la confession, il fallait s'étendre au milieu des moribonds et coller son oreille sur leur bouche. Le 29 avril 1574, le Père Jean Martinez resta parmi ces cadavres encore vivants, martyr de la discrétion sacerdotale.

A Cadix, dans cette ville de voluptés et de transactions commerciales, on mourait aussitôt que le mal se déclarait. Le Gouverneur et l'Evêque, le Clergé et les magistrats, tous s'étaient dérobés par la fuite aux atteintes du fléau. Les riches négociants, les hommes de loisir avaient fait comme les autorités ; le peuple, à ainsi que partout, restait abandonné à son désespoir. Le Jésuite Pierre Bernard, recteur du collège, réunit les officiers civils que le danger n'a pas effrayés au point de les entraîner à la désertion ; un lazaret est établi. Bernard fait appel à Sébastien Diaz, médecin habile et courageux de Séville. Diaz répond à la confiance du Jésuite ; bientôt des secours sont organisés. Un prêtre de Cadix, Roderic Franco, et le Père Jacques Sotomayor se chargent du soin des âmes, le frère Lopez de celui des corps. Le 4 mai, ces deux Jésuites expiraient à côté des mourants. Les Pères venaient de donner leur vie pour le peuple ; ils en furent récompensés par la per-

sécution. Ce ne fut pas le peuple qui l'organisa ; pour cette fois, il ne consentit point à être ingrat : la persécution arriva de l'Autel même.

Un jeune homme d'une illustre famille de Madrid, François d'Espagne, sollicitait depuis longtemps son admission dans la Compagnie ; il est enfin reçu au Noviciat. Sa mère avait rêvé pour ce fils bien-aimé tout un avenir de gloire, et ses rêves de tendresse ou d'ambition étaient anéantis. Dans ses élans maternels, elle essaya de disputer son premier-né à Dieu et à la Compagnie de Jésus, qu'elle soupçonnait d'avoir cherché à accaparer au profit de l'Ordre l'immense fortune réservée au jeune François. Forte de cet entraînement dont les mères ont le secret, elle se présente au Conseil Royal, qui avait pour chef le cardinal Spinosa ; elle fait parler ses craintes et ses douleurs, elle accuse les Jésuites de captation religieuse. « Ce n'est pas mon fils qu'ils veulent, s'écrie-t-elle, c'est sa fortune ; qu'on me rende mon fils pendant quatre jours seulement, et j'éprouverai sa vocation. »

Le Conseil Royal condescend à ce vœu. Il délivre un ordre par lequel il est enjoint aux Pères de remettre pendant quatre jours le novice entre les mains de ses parents. François d'Espagne était à la maison d'Alcala. Le suffragant de l'Archevêque de Tolède, administrateur du diocèse, était l'allié de cette pauvre mère ; il réclame en son nom le jeune François. Les Jésuites n'avaient pas attendu si longtemps pour se laver d'une pareille inculpation. Au premier bruit de l'affaire, ils avaient forcé leur novice à partir pour Madrid. Là, en toute liberté, il devait se justifier lui-même et la Société devant le Conseil Royal. Cependant le prélat, accompagné d'une troupe nombreuse, pénètre dans la Maison des Jésuites, il demande le jeune homme, on lui répond qu'il est à Madrid auprès du cardinal Spinosa. Le Prélat croit que cette réponse est un subterfuge ; dans un premier moment d'irritation, il lance l'interdit sur le collège. Le bruit se répand par la ville que les Jésuites sont placés en état de siège. Les habitants et les écoliers de l'Université prennent les armes ; ils accourent, offrant aux Pères leur appui.

Une sanglante collision pouvait naître de l'exaspération des esprits. Le Provincial veut la conjurer ; il s'engage à faire revenir de Madrid, dans le plus bref délai, le novice, cause innocente de ce conflit. François d'Espagne arrive en effet ; il est rendu à sa mère. Supplications, menaces, offres brillantes, larmes, tout fut mis en jeu pour ébranler sa résolution. Il persiste plus que jamais dans ses idées. Sa famille, en lui permettant d'accomplir le sacrifice, manifeste la crainte de voir sa fortune passer entre les mains de la Compagnie. François répond qu'il est en âge de disposer de son patrimoine

Charité
des Jé-
suites.

François
d'Espa-
gne et
mère

Les Jé-
suites im-
terdis
Alcala
pour
cause d'
capta-
tion.

ainsi qu'il l'entend, et qu'il en restera seul maître.

Les Jésuites cependant comprennent qu'il faut acheter la paix. La brebis, à leurs yeux, était beaucoup plus précieuse que la toison : ils amènent le novice à un abandon de tous ses biens en faveur de sa famille. A ce prix, les parents, la mère exceptée, laisseraient une latitude au jeune homme.

Quelques jésuites, étrangers à l'Espagne, avaient observé que les combats de taureaux étaient une des causes déterminantes de ce caractère de froide férocité tant reproché aux basses classes de la Péninsule. Ce plaisir national, qui inspire l'amour du sang, était depuis longtemps condamné par les Pères ; mais pour en priver les Espagnols il fallait user de prudence et de ménagements. Interdire au peuple le spectacle de cette lutte toujours sanglante entre l'homme et la bête, c'était porter atteinte à ses privilèges et le froisser dans ses plus ardentes voluptés. Pie V avait apprécié les motifs d'humanité mis en avant par les Jésuites. Un décret pontifical fut adressé aux habitants de Cordoue ; il prohibait les combats de taureaux, il en faisait ressortir l'horreur pour des Chrétiens. Le jour fixé pour une de ces scènes approchait, et les jeunes Cordouans avaient sollicité de l'Evêque l'abrogation au moins tacite du bref de Pie V. L'Evêque céda ; mais le Père François Gomez, consulté, déclara que l'humanité et l'autorité du Saint-Siège ne devaient pas être vaincues dans une semblable occurrence. A l'appui de son opinion, il apporta des motifs si plausibles, il sut si bien s'emparer des esprits, que les Cordouans renoncèrent à ces jeux, où la vie de quelques hommes se trouvait exposée pour la satisfaction des autres.

Pendant ce temps ; le cardinal Alexandrini et Borgia touchaient aux frontières de la Péninsule. Le 30 août 1574, ils arrivaient à Barcelone. Le souvenir de l'ancien vice-roi de Catalogne n'était pas effacé dans les cœurs. Les Catalans retrouvaient dans le Général des Jésuites le prince dont le commandement avait été si doux. La reconnaissance encore plus que la piété les porte au-devant de Borgia, que son fils, le duc Ferdinand, venait saluer au nom de Philippe II ; le roi d'Espagne lui écrivait pour le féliciter sur son entrée dans le royaume ; il lui disait la joie qu'il ressentait en songeant que deux vieux amis allaient se revoir. Au milieu des fêtes données au Légat, le Général saisit l'occasion d'être utile à l'Eglise et à son pays.

Un grave différend s'était élevé entre tous les chapitres de la province et les officiers royaux. Il s'agissait de l'interprétation des droits que les uns et les autres s'attribuaient. L'Evêque de Majorque et de Minorque avait été désigné commissaire par le Pape pour terminer cette affaire. Son intervention fut inutile. Les deux partis s'exagéraient plus que jamais leurs prérogatives,

lorsque la présence de Borgia leur fit naître une pensée de conciliation. Ils le choisissent pour arbitre ; ils s'obligent d'avance à se soumettre au jugement qu'il prononcera. Borgia termine ce procès ecclésiastique et civil à leur commune satisfaction.

L'Inquisition, dans des jours de trouble, avait décrété d'injustes censures contre les opuscules spirituels du Père. Plus modérée alors parce qu'elle avait senti son erreur, l'Inquisition publiait en latin ces deux livres, comme un hommage à l'orthodoxie d'un homme dont la sainteté ne faisait doute pour personne.

De nouveaux honneurs l'attendaient à Valence. Deux autres de ses fils, Charles et Alphonse, ainsi que François, marquis de Lombay, son petit-fils, avec le marquis de Denia, son gendre, père du Cardinal duc de Lerme, se prosternent à ses pieds ; ils lui demandent sa bénédiction ; mais ces chants d'allégresse, ces respects effraient son humilité. Borgia se dérobe à des manifestations dont le cardinal Alexandrini lui restitue toute la gloire, et il entre dans la ville par une issue détournée. Afin de mettre sa modestie à l'abri de nouvelles ovations, il supplie le légat de lui permettre de prendre une autre route que celle suivie par l'ambassade, et, délivré de la magnificence, des réceptions, il s'achemine vers Madrid avec les Pères qui l'accompagnent.

Les joies comme les tristesses de Philippe II n'avaient rien de démonstratif. C'était un roi au visage sombre, au caractère grave, à l'esprit toujours occupé de pensées ambitieuses ou inquiètes. La présence de Borgia dans son palais, les affectueux respects dont il entourait le fils de Charles-Quint, sa figure sur laquelle la plus aimable piété cachait à peine la trace des souffrances, tout cet ensemble de sagesse et de double fit sur Philippe une profonde impression. Le front soucieux du monarque s'éclaircit, et il fut presque communicatif. Mettant à profit une ombre de gaieté et de confiance qui, de la part du Roi, étonnait les courtisans les plus consommés, Borgia l'entretint des projets du Pape, des besoins de l'Eglise et des devoirs que les circonstances imposaient à tous les princes chrétiens. Philippe II n'avait ni le cœur, ni les passions, ni les faiblesses, ni les vertus des autres hommes. L'époux et le père de famille s'effaçaient en lui pour faire place au grand politique ¹. Il était roi à chaque heure de sa vie,

Entrevue
du Père
et de Phi-
lippe II.

(1) La mort de don Carlos et d'Elisabeth de France a souvent été un chef d'accusation contre Philippe II. L'historien de Thou, peu favorable à ce prince, raconte dans son *Histoire universelle*, t. II, page 506 et suivantes (édition de Genève, 1650) : « Philippe n'y donna les mains que lorsqu'il se fut convaincu qu'il ne lui restait plus aucun moyen de corriger son fils et de sauver l'Etat ; et, malgré tout cela, il lui eût conservé la vie, si le malheureux prince devenu furieux par la découverte de son crime, ne se fût efforcé en différentes manières de se tuer lui-même. Philippe, avant la mort de l'enfant, rendit compte au grand et saint Pontife

io et rey, comme il signait; *rey netto*, c'est-à-dire roi absolu, et il en comprenait tous les devoirs à un point de vue que l'histoire a le droit de juger, mais qu'il ne faut pas se hâter de condamner. En effet, à part cette absence de sentiments humains, maladie dont Philippe s'honorait d'être atteint, il fut l'un des hommes les plus remarquables de son temps, et le prince qui a laissé la plus durable empreinte sur le caractère des peuples soumis à sa domination.

Borgia, au nom du légat, n'eut donc pas de peine à lui faire saisir la gravité du projet conçu par Pie V. Le roi des Espagnes s'engagea dans la croisade que le Souverain Pontife préparait; mais là ne devaient point s'arrêter les négociations du Général des Jésuites. De fâcheux démêlés surgissaient souvent entre les ministres du Saint-Siège et le vice-roi de Naples et de Sicile. Les gouverneurs du Milanais cherchaient par toute espèce de vexations à entraver le bien que réalisait ou combinait le cardinal Charles Borromée. Le Général des Jésuites avait été choisi par le Saint-Siège et par l'Archevêque de Milan pour porter jusqu'au trône de Philippe II des doléances que son autorité toujours jalouse, toujours ombrageuse, se gardait bien de laisser transpirer. Borgia parlait; le monarque l'écouta, et il promit de mettre un terme à ces abus.

Quand ces affaires si urgentes pour l'Eglise et pour les monarchies européennes furent terminées, la légation se dirigea vers le Portugal; mais Philippe II n'était pas en retard. Il avait ordonné. Don Juan d'Autriche, exécutant ses ordres, réunissait à Messine les escadres des coalisés; et, sous la bannière de Saint Pierre, il s'avancait à la rencontre du Turc. Le célèbre André Doria, l'amiral Vénitien Barbarigo, le marquis de Santa-Croce et Marc-Antoine Colonna commandaient la flotte chrétienne sous don Juan. Le 7 octobre 1574 elle était dans le golfe de Lépante, en face des Mahométans.

Trente ans avant la naissance du Christ, une autre bataille navale avait illustré cette mer.

Pie V, des circonstances accablantes où il se trouvait et de la conduite qu'il croyait devoir y tenir.

Cette version du président de Thou nous semble plus vraisemblable que tous les romans fabriqués sur ces événements tragiques. Don Carlos, cela est évident maintenant, avait traité avec les Protestants des Pays-Bas, et ce fut la découverte de ce complot qui hâta sa perte. L'amour de ce jeune prince pour Elisabeth de France, sa belle-mère, ne repose sur aucun fondement. L'époux n'eut point à se venger; il n'y eut que le roi. Les historiens varient sur la date de la mort de don Carlos; les uns la portent au 24 juillet 1568, les autres au 25 septembre; mais, d'après un manuscrit moitié en espagnol, moitié en latin, tiré, pendant les guerres de la Péninsule, en 1811, de l'Archivie de Simancas, il y aurait erreur dans ces dates. S'il faut en croire ce manuscrit, qui doit se trouver encore en la possession du duc de Broglie, la mort de don Carlos aurait eu lieu huit jours après celle de la reine, qui arriva le 3 octobre 1568. Le manuscrit en question, œuvre de quelque chapelain d'Elisabeth, dit que le fils de Philippe II mourut dans un bain, qu'on lui ouvrit les veines, et qu'Elisabeth fut empoisonnée dans un breuvage que le roi la contraignit de prendre sous ses yeux. Cet écrit confirme l'intelligence qu'on suppose avoir existé entre la reine et le fils du roi. Les annalistes espagnols et Ferreras affirment que don Carlos mourut d'une fièvre maligne.

Antoine et Octave s'étaient disputé l'empire du monde non loin du promontoire d'Actium; et à seize siècles d'intervalle, cette même mer allait encore être témoin d'une de ces journées qui décident du sort des nations. Les Jésuites avaient activement travaillé à l'alliance des Catholiques; l'heure de la gloire était venue pour les chefs et pour les soldats, celle du dévouement et du danger pour les Pères. La capitaine de Barbarigo reçut le Jésuite Martin Becingucci, qui tomba blessé auprès de l'amiral frappé à mort dans le même moment. La galère royale de don Juan avait à bord Christophe Rodriguez; Jean de Montoya était sur celle de Santa-Croce. Un grand nombre d'autres Jésuites se trouvaient près d'André Doria, sur le reste de la flotte avec les Capucins que le Pape attachait à son escadre.

Jamais victoire ne fut plus décisive. Les Turcs perdirent trente mille hommes, cent vingt galères, et ils apprirent enfin que le souvenir des Croisades n'était pas encore entièrement anéanti chez les Chrétiens.

La présence de Borgia à la cour de Lisbonne était impatiemment désirée par la famille royale et surtout par les Jésuites. Des intrigues de plus d'une sorte avaient signalé la longue minorité de don Sébastien, que la mort de Jean III, son aïeul, laissa Roi au berceau. Depuis l'année 1559 jusqu'à l'avènement du Père François au Généralat, la Compagnie de Jésus avait prospéré et s'était étendue en Portugal. En 1568, elle fondait deux nouveaux établissements, l'un à Funchal, dans l'île de Madère; l'autre à Angra, dans l'île de Terceira. En 1569, quand la peste porta le deuil et l'effroi à Lisbonne, les Jésuites acquittèrent la dette de reconnaissance que leur Ordre avait contractée envers le Portugal. Les riches, par une fuite honteuse, s'étaient dérobés au fléau; les travaux étaient suspendus, et le peuple, abandonné à la misère, ne songeait pas même à se préserver de la contagion. Indifférent à la vie ou à la mort, il laissait ses enfants sans secours, sans nourriture; souvent les mères elles-mêmes, dans une inexplicable stupeur, les exposaient sur la voie publique, comme pour se débarrasser des tristes et derniers soins que ces enfants réclamaient.

Après avoir fait sortir de la ville leurs novices et les vieillards que des infirmités rendaient incapables de tout service, les Jésuites de la Maison Professe et du Collège s'élançant à la recherche de tant d'infortunés. Ils recueillent les enfants dans leur demeure, ils leur prodiguent des secours; d'autres parcourent jour et nuit les rues de la capitale; ils raniment les courages, ils consolent les mourants, ils finissent par maintenir l'ordre dans une ville dont la charité les improvise les administrateurs.

Les Pères Alphonse Gilles, François Gonzalès, Michel Covilha, Emmanuel Godigno, Gaspar Alvarès, Jean Mora et Planus; trois scolastiques:

Borgia décide le roi d'Espagne à entrer dans la coalition contre le Turc.

Bataille de Lépante.

Borgia à Portugal.

Jacques de Carvalho, Nugnez et Barreira ; quatre coadjuteurs : Louis Bravo, Côme Vas, Gaspar Correa et George Alvarès, payèrent de leur vie un zèle que le jeune Roi avait été le premier à admirer.

Quand la peste eut cessé ses ravages, le peuple, qui, avec l'espérance, retrouvait le sentiment de l'amour paternel, reçut de la main des Jésuites les orphelins que la peur faisait et que la Religion avait adoptés. Le peuple n'eut pas assez de bénédictions pour saluer ceux qui s'étaient substitués à sa place. Mais la contagion qui suspendait le cours des intrigues ne les rendit que plus actives lorsque la réflexion eut succédé à la terreur. Les antagonistes de la Société de Jésus comprirent qu'il fallait par un coup d'éclat rendre aux rivalités ou à la haine toute la vigueur dont ces passions se voyaient privées par l'enthousiasme populaire ; on reprit en sous-œuvre les secrètes menées qui divisaient la Cour.

Nous avons dit que, dès l'année 1559, les Jésuites avaient été choisis pour diriger l'éducation du roi mineur, la conscience de sa grand-mère, Catherine d'Autriche, et celle de son grand-oncle, le Cardinal don Henri. Ce triple fardeau devait susciter à la Compagnie de nombreux, d'implacables ennemis ; et cependant la Compagnie affirme n'avoir rien fait pour capter la confiance royale. Une lettre de Laynès, Général de l'Ordre, à la Reine-Régente Catherine, explique bien leur situation. Cette lettre, dont l'original se conserve à la Tour del Tombo, est ainsi conçue :

« Comme il est juste que nous soyons disposés à condescendre en ce qui dépend de nous à toutes les demandes de Votre Altesse, après avoir recommandé la chose à Notre-Seigneur, et l'avoir mûrement examinée, je me suis décidé à vous envoyer le Père Louis Gonzalves. Je sais, il est vrai, que ce Père est un fidèle serviteur de Dieu, qu'il vit en bon religieux, qu'il est expérimenté dans le maniement des affaires et versé dans les lettres ; qu'il ne manquera ni de bonne volonté ni du plus sincère dévouement pour faire tout le bien qui lui sera possible. Cependant, comme l'emploi auquel Votre Altesse l'appelle est de la plus haute importance, et que d'ailleurs je connais trop peu les qualités qui seraient nécessaires pour le bien remplir, je ne puis décider si ce Père les réunit en sa personne. Je supplie donc humblement Votre Altesse de s'en assurer par elle-même, de mettre de nouveau l'affaire en délibération, après l'avoir recommandée à Jésus-Christ. Votre Altesse ne l'en chargera que dans le cas où elle verrait en cela la plus grande gloire de Notre-Seigneur, sa propre satisfaction, le bien du Roi et de ses peuples.

» Dans le concours de telles circonstances, j'ai confiance que le Père Gonzalves le recevra en vrai serviteur de Dieu, et non en vue d'un

frivole honneur et d'une éphémère élévation dans ce monde. Il ne s'en chargera que pour la fin dont nous venons de parler, que comme d'une croix qu'avec l'aide de Notre-Seigneur il s'efforcera de porter pour obéir à Votre Altesse, et travailler au bonheur de la nation portugaise.

» Pour peu, du reste, que Votre Altesse entrevoie qu'il serait plus utile à la gloire de Notre-Seigneur qu'un autre fût choisi pour cet emploi, nous la supplions tous, par l'amour qu'elle porte à ce même Seigneur, de ne plus penser à le lui confier. Aucune affliction ne pourrait nous être plus sensible que de voir le bien qu'on y peut faire anéanti ou paralysé par un homme de la Compagnie. Celui à qui rien n'est caché sait parfaitement que, si je parle de la sorte, ce n'est point pour la forme seulement, mais bien parce que tels sont en effet les desirs de mon cœur. Aussi n'ai-je pas cru qu'on dût nommer personne à sa place, ni pour être Assistant, ni pour gouverner le Collège Germanique, dont il avait la direction ; de cette manière, il pourra ou revenir ici, ou demeurer en Portugal, suivant le bon plaisir de Votre Altesse. »

Les Jésuites n'avaient accepté qu'avec une certaine répugnance l'emploi dont la famille royale de Portugal honorait un de leurs Pères ; mais, par la série de funestes événements que le caractère de don Sébastien provoqua, cet emploi fournit un prétexte tout naturel d'incriminations contre la Société de Jésus. Ce n'est point dans les annales du Portugal que nous les trouvons : le Portugal, comme les autres royaumes, a eu des historiens de tous les partis ; aucun ne s'est fait l'écho de ces accusations. Les uns parlent des Jésuites avec acrimonie, les autres avec amour ; tous se taisent sur les inculpations que les écrivains français, que Pasquier, les Parlementaires et les Jansénistes mirent en avant.

Pasquier, qui, dans son *Catéchisme des Jésuites*, s'est attaché à dresser un réquisitoire contre l'Ordre de Jésus, s'exprime en ces termes ¹ lorsqu'il arrive à la question du Portugal :

« Les Jésuites fins et accorts estimèrent que ce territoire étoit du tout propre pour y provisionner leur vigne. Et, afin d'y gagner plus de créance, dès leur première arrivée, ils se firent nommer non Jésuites, ains Apôtres, s'appariant à ceux qui étoient à la suite de Notre-Seigneur, titre qui leur est demeuré ; et de cela ils sont d'accord. Le royaume étant tombé ès mains de Sébastien, ces bons Apôtres pensèrent que par son moyen le royaume pourroit tomber en leur famille, et le sollicitèrent plusieurs fois que nul à l'avenir ne pût estre Roi de Portugal s'il n'étoit Jésuite et élu par leur Ordre, tout ainsi que dans Rome le Pape par le Collège des Cardinaux. Et parce que ce Roi (bien que superstitieux comme la superstition même) ne s'y pouvoit

Pasquier et le *Catéchisme des Jésuites*.

Accusations portées contre les Pères.

Ils ont voulu être rois de Portugal.

(1) *Catéchisme des Jésuites*, livre III, chap. xvi, page 252 (édition de Pillefranche, 1602).

ou, pour mieux dire, n'osoit condescendre, ils lui remontrèrent que Dieu l'avoit ainsi ordonné, comme ils lui feroient entendre par une voix du Ciel près de la mer. De manière que ce pauvre prince ainsi malmené s'y transporta deux ou trois fois; mais ils ne purent si bien jouer leurs personnages que cette voix fût entendue. Ils n'avoient encore en leur Compagnie leur Justinian imposteur, qui, dedans Rome, contrefit le lépreux. Voyant ces messieurs qu'ils ne pouvoient atteindre à leur but, ne voulurent pour cela quitter la partie. Ce Roi, Jésuite en son âme, ne s'étoit voulu marier. Or, pour se rendre auprès de lui plus nécessaires, ils lui conseillèrent de s'acheminer vers la conquête du royaume de Fez, où il fut tué en bataille rangée, perdant sa vie et son royaume. Tellement que voilà le fruit que remporta le Roi Sébastien pour avoir cru les Jésuites. Ce que je viens de vous discourir, je le tiens du feu marquis de Pisani, très-catholique, lequel étoit ambassadeur de la France en la cour d'Espagne. »

L'historien qui, sans autres preuves à l'appui, base ses récits sur le témoignage d'un mort, ne peut inspirer confiance absolue, même lorsque les faits qu'il raconte seraient vrais. Voltaire a souvent usé de ce procédé, et pour Etienne Pasquier¹ ce n'est pas une recommandation. Le tombeau ne rend jamais sa proie; il devient donc impossible de contrôler une semblable autorité. Les paroles prêtées au feu marquis de Pisani ont pu être prononcées, nous admettons même qu'il ait fait à Pasquier les curieuses révélations que l'on vient de lire; mais, à nos yeux, ce récit n'établit pas même une probabilité; il n'est attesté que par un personnage dont il est impossible d'évoquer la foi, et, par malheur pour la véracité de l'écrivain, ce récit se trouve en complet désaccord avec tous les annalistes portugais et espagnols.

Comme la version inventée par l'auteur du

Catéchisme des Jésuites flattait les animosités universitaires et qu'elle était impossible, elle a été adoptée, à cause même de son impossibilité. On n'y croit plus, on s'en sert encore dans les circonstances difficiles. L'avocat Linguet, ennemi des Jésuites, mais d'une autre façon que Pasquier, fait en ces termes justice de tant de misères de l'intelligence: « Cette calomnie, dit-il dans son *Histoire impartiale des Jésuites*¹, est si absurde qu'elle n'a pas besoin d'être réfutée; ou le marquis de Pisani s'est trompé, ou, ce qui est plus probable, le calomniateur, qui est assez hardi pour inventer une fausseté, a pu l'être assez pour s'autoriser par un grand nom. J'ai sous les yeux, ajoute Linguet, une autre de ces productions méprisables; il y a un chapitre intitulé: *Meurtre des petits enfants-trouvés commis par les Jésuites*. Il n'y a rien à répondre à cette espèce d'écrivains et à ceux qui les copient; on ne leur doit tout au plus que de la compassion. »

Linguet se trompe en ceci. Quand la calomnie vient d'un homme prétendu sérieux et accepté comme tel par un parti depuis trois cents ans, l'histoire doit, dans l'intérêt de la vérité, soumettre ses dires à un examen approfondi. Si Pasquier sort meurtri de cet examen, ce sera moins à son mensonge qu'à ses panégyristes qu'il faudra s'en prendre.

Le meilleur moyen d'éclaircir la question, c'est d'expliquer les faits par la chronologie, le premier soin de l'erreur volontaire étant de jeter la confusion dans les dates.

Le roi Sébastien de Portugal naquit le 20 juillet 1554. Ce prince, dont le caractère romanesque et les malheurs militaires ont à un si haut degré préoccupé l'attention publique, était doué d'un esprit vif et pénétrant. « Déclaré majeur à sa quatorzième année, il fit lui-même, dit l'*Histoire Universelle*, par une société de gens de lettres anglais², un abrégé des lois qu'il possédait très-bien, et eut soin de les faire observer exactement. » Il aimait la guerre et annonçait un goût très-vif pour les expéditions maritimes; il avait l'exéc des toutes les qualités; il poussait la vertu jusqu'à la rudesse, le courage jusqu'à la témérité, la force de caractère jusqu'à une opiniâtreté indomptable. Si ce jeune homme, roi dès son plus bas âge, fût né dans une condition ordinaire, tout porte à croire que l'éducation commune, que le désir de s'élever, que les obstacles qu'il aurait rencontrés sur sa route lui auraient donné une plus sage direction. Enfant du peuple, il serait devenu un héros, parce qu'il aurait eu à lutter, parce qu'il aurait senti qu'une généreuse passion a souvent besoin elle-même d'être comprimée.

(1) Nous venons de voir Pasquier échafauder une accusation contre les Jésuites sur la parole d'un mort. Le voilà qui s'appuie, dans ses plaidoyers, sur un autre mort, mais ici il y a progrès. Ce n'est plus un diplomate qu'il met en scène, c'est un Jésuite, le père Pasquier-Brouet. Dans plusieurs de ses lettres à M. de Sainte-Marthe, à M. Fonsomme, et dans la dernière du xxv livre, il raconte, et dans ses plaidoiries il révèle qu'en 1556 il s'était rencontré à la campagne avec ce compagnon d'ignace de Loyola. Pendant trois jours, nous apprend l'avocat de l'Université, Brouet, l'homme le plus discret de tous les Jésuites, auxquels jusqu'à présent on n'a guère reproché leur indiscrétion, Brouet s'expliqua avec lui sur ce qu'il y a de plus intime dans l'Institut, il lui développa avec complaisance les desseins vastes et profonds que l'Ordre avait conçus.

Etienne Pasquier nota sur-le-champ, ajoute-t-il, ces conversations, sans prévoir qu'il dut jamais avoir occasion d'en faire usage. Ce plan de l'Institut, confié à des oreilles si délicates, dormit dans son cabinet; et quand il se chargea de la cause de l'Université, il n'eut plus, pour démasquer les Jésuites, qu'à mettre en œuvre les révélations de Brouet. L'avocat était bien sûr alors de ne pas recevoir un démenti du Jésuite: il plaidait en 1565, et le Père était mort en 1562.

En lisant ce récit, mot pour mot extrait de la Correspondance, des Plaidoyers et du Catéchisme de Pasquier, on comprendra qu'il faut être bien aveuglé pour faire ainsi l'histoire.

(1) Linguet, t. II, page 154.

(2) *Histoire universelle* composée par une société de gens de lettres anglais. Histoire moderne, Portugal, t. XXXIII, liv. XXII, chap. II, page 389.

Fils de roi et dans son berceau jouant avec la couronne, il s'était habitué à voir tout le monde obéir à ses caprices. Ses caprices furent pour lui des convictions, et ce jeune homme, en qui se révélaient tous les signes caractéristiques du héros, ne fut, par l'effet de sa naissance, qu'une espèce d'aventurier dont les historiens mettent quelquefois en doute la raison.

Le Père Louis Gonzalves de Camara avait été son précepteur. Religieux plein de vertus, mais peut-être un peu trop austère et ne sachant pas toujours renfermer son zèle dans les bornes de la modération¹, il avait inculqué à son royal élève l'amour des réformes. Sébastien les exigea de prime-abord, sans préparation, sans contrepoids. Plusieurs de ces réformes atteignaient d'illustres familles du Royaume : par exemple, on les forçait à restituer les biens dépendants des commanderies d'ordres militaires que ces familles s'étaient appropriés et qu'elles semblaient posséder à titre d'héritage. Cette mesure, sage dans son principe, péchait par le décousu de l'exécution ; elle soulevait des clameurs, des mécontentements. Ce ne fut pas au Roi qu'ils s'adressèrent, mais à son directeur de conscience et à l'Ordre dont ce dernier faisait partie².

(1) L'historien portugais Barbosa Machado fut, au dix-huitième siècle, chargé par l'Académie royale historique de Lisbonne de faire des recherches sur la vie, les aventures et la mort du roi Sébastien. Les mémoires composés à ce sujet, d'après les documents les plus authentiques, furent approuvés par l'Académie. Ils ont pour titre : *Memoria para a historia de Portugal*, et ils contiennent un portrait du Père Gonzalves bien différent de celui tracé par Pasquier, Herrera et Faria y Souza. Cet analyste s'exprime ainsi, au t. I, p. 120 et suivantes.

« Toutes les qualités nécessaires au précepteur d'un prince, capables de constituer un maître parfait, se trouvaient heureusement réunies dans le Père Louis Gonzalves. Illustre par la naissance et par une exacte observance de son Institut, il était très-instruit dans la littérature sacrée et profane, versé dans la lecture des histoires séculières et ecclésiastiques. Il possédait dans sa pureté la langue latine, n'était point étranger aux difficultés des langues grecque et hébraïque. Il parlait avec facilité le français, l'espagnol et l'italien. Il avait eu occasion d'apprendre ces langues dans les principales capitales de l'Europe, où il avait résidé. Son caractère était plein de douceur, son jugement guidé par la prudence, sa capacité profonde. Tous ces avantages le rendirent propre à former un prince et à lui apprendre à gouverner sagement une monarchie. »

(2) Nous avons vu tout à l'heure Etienne Pasquier écrire l'histoire sur la foi de personnages morts : voyons de quelle manière de Thou lui-même l'arrangeait lorsqu'il était question des Jésuites.

Hieronymo Conestaggio, gentilhomme génois, a composé un ouvrage intitulé : *Dell' unione del regno di Portugallo alla corona di Castiglia*. Cet ouvrage parut en 1585, et nous citons l'édition de Venise de 1693. Conestaggio n'est pas toujours exact; de Thou, qui le suit à la piste, ne l'est pas davantage; mais, quand il s'agit des Jésuites, de Thou se fait un devoir de le défigurer. Le plagiat est évident pour ceux qui comparent les deux auteurs, la mauvaise foi est aussi éclatante. Nous en citerons une preuve entre mille.

Conestaggio, après avoir dit que les Jésuites furent appelés Apôtres en Portugal à cause de leurs missions au-delà des mers, ajoute : « La corruption des mœurs occasionnée chez les Portugais par l'introduction des richesses de l'Asie, fut remarquée et combattue par les Pères Jésuites chargés de l'éducation du roi Sébastien. Ces religieux, désirant de remédier à ce mal, ne négligèrent rien pour y réussir. Mais, ni leurs efforts, ni une loi somptuaire publiée par les soins de quelques hommes zélés pour le bien public, ne purent être une digue suffisante. Au contraire, cette loi trop rigoureuse, et peu en rapport avec la corruption d'un corps affaibli, causa d'abord du mécontentement et des murmures, ensuite les dérisions et les mépris, manifestations funestes dans un

Martin de Camara, comte de Calhette et frère du Jésuite, était le favori de don Sébastien. Ce que le prince ou son ministre entreprenaient, les actes de l'un, les conseils de l'autre, tout ce qui, dans leur manière de gouverner, offrait prise aux plaintes des grands, aux soupçons du peuple, était à l'instant même attribué au Père Gonzalves et rejettait sur la Compagnie de Jésus. Le Portugal ambitionnait de voir son roi s'allier à l'une des familles royales de l'Europe. Il était bien jeune encore ; mais ce pays sentait le besoin de donner de la stabilité à la couronne, qui ne reposait que sur une seule tête. Le Souverain Pontife parla dans ce sens au Père Borgia ; Borgia en écrivit à Gonzalves. La réponse de ce dernier fait mieux connaître don Sébastien que toutes les hypothèses.

« Vous me dites, mande-t-il au Général de l'Ordre, dans l'intimité de sa correspondance, que si cette affaire ne réussit pas, on en fera un crime à notre Société. J'en suis convaincu et affligé. Lorsque le Père Laynès m'envoya en ce pays pour exercer les fonctions de précepteur auprès du jeune roi, je lui livrai par écrit les raisons qui me poussaient à décliner cette charge. Une des principales était que tout ce qui déplairait dans la conduite du monarque retomberait sur ceux qui l'entourent. Je crois donc que si en cette matière j'ai à me reprocher quelque chose, c'est d'avoir trop pressé ce mariage. Ceux qui disent au Pape que le cœur du roi est dans ma main et que je puis le tourner à mon gré, pensent de Sébastien ce qu'ils penseraient d'un autre jeune homme de son âge. Mais ceux qui le connaissent en ont une tout autre opinion, car ce qu'il veut il le veut bien, surtout en cette matière, où, toutes les fois qu'il a été sondé, il est toujours resté inébranlable. Ainsi ce que le Saint Père désirait, je l'ai entrepris avec beaucoup de force, mais je n'ai rien pu obtenir. Le prince m'a même déclaré qu'il avait porté l'affaire en son conseil, et qu'il était du même avis que lui. »

Etat et symptômes alarmants d'une dissolution prochaine. (Livre I, p. 8).

L'auteur génois dit que ce furent quelques hommes zélés pour le bien public qui engagèrent don Sébastien à publier cette loi ; il vient de parler des Jénites, et il passe dans la même phrase à un autre ordre d'idées ; donc, d'après Conestaggio, ce ne sont pas les Jésuites qui établissent cette loi somptuaire. Voici cependant de quelle façon le président de Thou dénature le récit de Conestaggio :

« Les pères Jésuites (dit-il au tome ix, p. 630 de son Histoire, édit. de 1614) étaient designés, en Portugal, sous le nom d'Apôtres, à cause de leurs missions dans les pays idolâtres. Mais désirant vainement de remédier à ce désordre, ils prirent de là l'occasion de s'immiscer dans le gouvernement de l'Etat, et se rendirent ridicules en publiant des lois somptuaires sur le modèle des lois de l'austère Lacédémone, semblables à ces médecins ignorants qui, pour décharger le corps d'un excès d'embonpoint, tâchent de le réduire à une maigreur extrême. »

Chaque page de Conestaggio est ainsi défigurée par de Thou. Il suit la filière des événements, telle que l'auteur génois la présente ; mais dès qu'il est question des Jésuites, auxquels Conestaggio semble du reste être plus qu'indifférent, de Thou altère complètement la pensée et la narration de son guide. Il accuse les Jésuites quand Conestaggio ne les met pas en scène ou les décharge de l'accusation par le récit même des faits.

Lettre
du père
Gonzal
ves au
Général
des
Jésuites
sur le
mariage
de don
Sébas-
tien.

Politique du Pape par rapport au Portugal.

La reine Catherine d'Autriche.

Lettre du père Maggio à François de Borgia sur les affaires de Portugal.

C'était une union avec la France que le Pape Pie V aspirait à faire contracter à don Sébastien, et pour laquelle il employait toute la ténacité de son esprit. Le Pontife estimait que cette alliance ne pouvait qu'être favorable à l'Eglise, aux deux familles et aux deux peuples. Marguerite de Valois, sœur du roi Charles IX, avait été désignée comme la future fiancée de don Sébastien; mais la reine-mère, Catherine, sœur de Charles-Quint, était une princesse d'Autriche. Elle professait pour la France une de ces aversions passionnées qui n'ont de mobile que dans l'exaltation d'un sentiment patriotique mal compris. Pour repousser le mariage de son petit-fils, Catherine ne déguisait pas ses véritables motifs. Son neveu, l'empereur Maximilien, avait deux filles. En faisant échouer les projets du Pape, de Charles IX et des Jésuites, elle se flattait que, de guerre lasse, on reviendrait à son plan primitif. Ainsi elle conserverait dans sa famille une couronne qu'elle ne voyait qu'avec effroi prête à être posée sur la tête d'une Française.

Les courtisans de Catherine la berçaient de cet espoir et ils accusaient la Compagnie de captation sur le cœur de Sébastien. Ils avaient tant d'intérêt à ces manœuvres, qu'une partie des bruits dont Pasquier s'est fait l'écho s'était répandue jusqu'au fond de l'Allemagne; et c'est dans une lettre du Père Laurent Maggio, Provincial d'Autriche, que nous en découvrons la trace. Au mois de mars 1574, il écrivait de Prague à François de Borgia :

« Ici on ne s'entretient que des affaires du Portugal. Des dépêches adressées d'Espagne annoncent que le roi agit en beaucoup de choses de manière à consterner tout le royaume. On ajoute que les nôtres¹ sont les instigateurs de cette conduite et qu'ils veulent faire de lui un Jésuite; il est même des gens qui assurent que ce sont eux qui l'empêchent d'épouser la sœur du roi de France. Je ne doute pas que tous ces bruits fâcheux ne soient parvenus à l'oreille de Votre Paternité et qu'elle ne cherche à y porter remède. Je ne saurais croire qu'aucun des nôtres entreprit quelque chose qui ne fût conforme à la raison et convenable aux circonstances présentes. Je verrais, au reste, avec beaucoup de peine qu'ils eussent donné occasion ou quelque juste raison à la malveillance et aux discours des ennemis de notre Société. Je suis convaincu que rien ne peut nuire davantage à la bonne réputation de la Compagnie que de voir nos religieux s'immiscer dans les affaires des princes et se mêler de l'administration publique. Au nom de Dieu, mon Père, que votre vigilance paternelle fasse observer le décret qui défend de laisser les nôtres vivre à la cour des rois. »

Cette lettre, ainsi que toutes les autres que

(1) Lorsque les Jésuites parlent de leurs frères, c'est toujours ainsi qu'ils s'expriment.

nous avons citées ou que nous citerons dans le cours de cette histoire, n'était point destinée à la publicité; mais elle met si bien à nu la politique des Jésuites qu'elle devient un document irréfragable. Il est évident que hors du Portugal les Jésuites n'avaient jamais fait le rêve que les Protestants d'Allemagne et que Pasquier leur ont prêté. Reste à savoir si, dans l'intérieur du royaume Très-Fidèle, les Pères de la Compagnie songèrent à réaliser la pensée de domination qu'on leur suppose.

A cette époque, le Portugal n'était pas un pays divisé, appauvri et ruiné par les factions libérales. Il n'apparaissait pas sur la carte du globe comme une espèce de factorerie où les vaisseaux anglais jettent le rebut de leurs manufactures et organisent la contrebande des Constitutions. Il y avait de la force sur le trône, de la puissance chez la noblesse, de l'énergie dans le peuple, une dévorante ambition chez tous; tous aspiraient à être plus grands que la nature les avait créés. Placés aux confins de l'Europe, ils ne pouvaient tenter des conquêtes sur leurs voisins; ils allaient en demander à des mondes nouveaux. Le continent européen était fermé à leurs glorieux desirs, ils se préparaient de plus vastes succès à travers les mers. Lisbonne restait pour eux la métropole d'un empire dont le Portugal n'appréciait l'étendue que par les richesses que les émules d'Albuquerque-le-Grand faisaient affluer sur ses rivages.

Supposer que ce peuple, alors si fier, si jaloux de ses droits, aurait consenti à laisser des Religieux et même des Jésuites disposer arbitrairement de la couronne ou se partager le royaume, c'est exagérer l'in vraisemblable. Est-il possible d'admettre que les Jésuites de Portugal aient conçu cette idée, et qu'ils travaillassent à la faire réussir en inspirant à don Sébastien de l'aversion pour le mariage et un amour immo-déré pour les armes? Une lettre du Père Louis Gonzalves de Camara au Cardinal Rusticucci explique sa position :

« Personne plus que moi, écrit le Jésuite, ne souhaite de voir le Roi engagé dans les liens d'un honorable mariage, afin qu'une famille royale qui a si bien mérité de la Religion et de la Compagnie de Jésus ne vienne pas à s'éteindre faute de postérité, et aussi pour que la vertu de Sébastien, à la conservation de laquelle j'ai consacré tant de veilles, soit mise en sûreté par les saintes barrières du mariage avant que l'âge des passions fougueuses ne l'entraîne dans un triste naufrage. Si jusqu'à présent je n'ai pu mettre à exécution les desirs du Pape, la raison en est dans le dessein qu'avait eu Sébastien d'épouser une des deux filles de l'empereur Maximilien; et lorsqu'une de ces princesses eut épousé le Roi catholique Philippe II et l'autre Charles IX, le roi très-chrétien; alors je l'ai pressé à plusieurs reprises, de peur d'être pré-

Caractère des Portugais.

Le père Gonzalves écrit au cardinal Rusticucci.

venu par un autre, d'envoyer au plus tôt des ambassadeurs à la cour de France pour demander la main de la princesse Marguerite. Mais le prince, chagrin de n'avoir pu obtenir une femme dans la famille de l'Empereur, n'a pu sitôt être engagé à tourner ses regards vers la France. »

Telles sont les explications fournies par le Père Gonzalves. Mais Gonzalves, en tenant ce langage à un membre du Sacré Collège, espérait peut-être ainsi donner le change au Saint-Siège et par des ajournements indéfinis arriver à la réalisation de ses pensées ambitieuses ? L'histoire doit procéder plutôt par dates que par insinuations : les unes sont toujours plus intelligibles, plus évidentes que les autres.

Or, don Sébastien, né en 1554, n'avait pas encore quatorze ans lorsque pour la première fois on lui proposa de se marier. A cet âge et avec son caractère indomptable, est-il étonnant qu'il ait refusé une union qui mettait un frein à ses volontés ? Lorsqu'en 1574, à dix-sept ans, il consentit à partager son trône avec Marguerite de Valois, cette princesse venait d'être promise à Henri, roi de Navarre. En 1576, à l'âge de vingt-deux ans, il demanda à Philippe II une de ses filles en mariage, et ce fut son expédition d'Afrique qui l'empêcha de mener à bien le projet. Dans ce rapprochement plus éloquent que toutes les hypothèses nous cherchons où apparaît cette vertu sauvage, cette haine pour les femmes inspirée par les Jésuites à leur royal élève.

Bernard de Brito, Jérôme de Mendonça, Vasconcellos et Barbosa Machado, contemporains ou historiens de don Sébastien, ne parlent pas de cette accusation. Si quelques-uns en entretiennent leurs lecteurs, c'est pour la détruire avec la science des faits, avec l'autorité que l'annaliste emprunte en écrivant sous les yeux de ceux qui comme lui ont été les témoins des événements racontés.

Déjà les Jésuites, par la prédication et par l'éducation, exerçaient une incontestable puissance sur l'esprit des masses. Cette puissance allait prendre des accroissements bien plus rapides par la confiance que les têtes couronnées marquaient aux Pères. Les duchesses de Ferrare et de Toscane, filles de l'empereur Ferdinand, ne voulurent pas, en ceignant les diadèmes des maisons d'Este et de Médicis, se séparer des deux Jésuites qui avaient dirigé leurs premiers pas dans la vie chrétienne. Étienne Moralez était le confesseur de Marie de Portugal, duchesse de Parme ; d'autres Pères entraient dans la confiance de Catherine de Suède, ils élevaient son fils Sigismond. En France, le Père Auger était l'ami de cœur, le conseiller intime du duc d'Anjou ; Possevin, celui d'Emmanuel-Philibert de Savoie. Partout enfin, au milieu des cours ainsi que dans le fond des campagnes, ils prenaient un ascendant

dont leurs rivaux ou des adversaires s'inquiétaient à juste titre.

A Florence et à Ferrare, la malveillance avait inutilement essayé de faire perdre aux Jésuites le crédit dont ils jouissaient. En Portugal, la lutte fut plus acharnée ; là on rencontra, dans les passions mêmes de Sébastien, un thème excellent pour les récriminations et pour les reproches.

Les Jésuites furent accusés de toutes les fautes commises ; et ceux qui, comme Pasquier ou Arnauld, n'osèrent pas avancer qu'ils se préparaient à régner en Portugal, se sont retranchés dans une imputation qui a plus d'un côté vraisemblable. Ils prétendent que Gonzalves et les autres Pères lui inspirèrent le goût des armes et la passion de la guerre ; que, dès son enfance, on le nourrit d'idées chevaleresques, des souvenirs de la Croisade et de la gloire qui pour un roi restait à conquérir dans les batailles contre les Infidèles.

Il vaudra toujours mieux faire d'un prince un soldat qu'un moine. Les Jésuites avaient adopté cette marche dans l'éducation des rois ; et quoique ici l'événement ait tourné contre le principe, ce n'est point au principe que l'impartialité de l'histoire doit s'en prendre. L'histoire ne peut pas agir en aveugle comme la fortune. Tout en reconnaissant que don Sébastien poussait à l'excès les vertus militaires, il importe pourtant de rechercher à quelles causes une pareille surexcitation sera attribuée.

Brito, qui a vécu sous le roi Sébastien, s'explique ainsi dans son ouvrage intitulé : *Elogios dos reis de Portugal* ¹ : « Les grandes victoires que les Portugais remportaient dans les Indes pendant l'enfance de Sébastien, et les succès qu'ils obtenaient alors en Afrique, et que le prince entendait raconter, son naturel et ses inclinations généreuses, tout l'encourageait à songer à de grandes entreprises. Joignez à cela les insinuations répétées de ses flatteurs, qui, connaissant son goût pour la guerre, exagéraient sa puissance. »

Quels étaient les flatteurs dont parle Brito ? Au dire des annalistes anglais et de La Clède ² ce furent don Pedro d'Alcaçova et les courtisans qui marchaient sous sa bannière.

Don Sébastien entreprit deux expéditions en Afrique. La première date de l'année 1574. Il avait toute confiance dans le Père Gonzalves, qu'il chérissait ; il lui communiqua ses projets. Hieronimo de Mendonça, qui, selon Barbosa Machado, « suivit don Sébastien dans la funeste course d'Afrique, et qui, de retour, en écrivit le récit fidèle, dont il avait été le témoin ocu-

Les historiens portugais en désaccord avec Étienne Pasquier.

Première expédition de don Sébastien chez les Maures.

(1) *El rey Sebastião*, page 95. Imprimé à Lisbonne, 1607. Vasconcellos, dans son *Histoire abrégée des rois de Portugal*, publiée en 1631, tient le même langage à la page 316.

(2) *Histoire universelle*, par une société de gens de lettres anglais, t. xxxii, page 359 ; de La Clède, t. ii, p. 56, *Histoire générale du Portugal*.

laire, » a conservé dans son *Jornada de Africa* la réponse du Jésuite. La voici ¹ :

Gonzal- « Si vous me parlez, seigneur, à tête reposée
ves lui et non à la légère, je vous dirai que trois choses
écrit. doivent concourir à l'ensemble pour que vous
puissiez penser à faire vous-même la guerre en
Afrique :

» La première, que vos sujets voient sur les
marches du trône quatre ou cinq enfants mâles,
l'espérance de la prospérité future du royaume ;

» La seconde, que le Portugal ne soit exposé
à aucun danger, à aucun trouble, par suite de
votre absence ;

» La troisième, que vous ayez pour la guerre
des préparatifs surabondants en troupes, en
argent, en provisions de toute espèce, et sans
que, pour les obtenir, il soit besoin de fouler
et d'opprimer les peuples. »

Sa Lettre le fait
revenir. Mendoça va plus loin ; il raconte à la page 22
que « tous les Jésuites étaient opposés à l'expé-
dition de Barbarie. » La preuve de ce fait éclate
dans les aveux mêmes des écrivains protestants.
Ils disent en effet ² : « Dans la première expé-
dition, qui ne fut pas moins imprudente ni
moins désespérée que la dernière, ce fut la
lettre touchante que lui écrivit le Père Gonzal-
ves, Jésuite, qui le fit revenir. »

Mort de Gonzal-
ves. Douleur
du roi. Gonzalves était mourant. Le Roi l'accabla
des marques de son affectueuse vénération ; et
quand le Jésuite expira, la douleur du monar-
que fut si vive qu'à tous ceux qui voulaient le
consoler il disait : « Que voulez-vous ? je n'ai
pas connu d'autre père que le Père Louis ³, et
je ne sais que trop combien il a eu à endurer
de ma part et combien il a souffert pour moi. »

Les Jé- Don Sébastien et la cour prirent le deuil ;
suites disgra- mais, deux ans après, Martin de Camara ayant
cies, été disgracié, parce que, comme le cardinal
Henri, comme le vieux Mascaregnas et la plu-
part des conseillers d'Etat, il s'opposait à la
seconde expédition chez les Maures, les Jésuites
qui partageaient cette opinion subirent le con-
tre-coup de la colère du prince. Le président
de Thou ne laisse aucune incertitude sur ce fait.
Il s'exprime ainsi ⁴ : « Pour ce qui est des
Jésuites, ils comptaient qu'après avoir fait
échouer l'idée d'une expédition dans les Indes,
il ne leur en coûterait pas davantage, avec le
pouvoir qu'ils avaient sur l'esprit du prince,
pour empêcher les vœux qu'il pouvait avoir sur
l'Afrique. L'événement trompa cependant leurs
espérances, et on les vit déchoir insensiblement
de ce grand crédit qu'ils avaient eu jusqu'alors. »

Martin de Camara était guidé par eux. Don

(1) *Jornada de Africa*, par Mendoça. Lisboa, 1607, p. 22.

(2) *Histoire universelle*, tome xxxiii, note 57, page 690.
(Extrait de don Juan Balna Pareja.)

(3) Le prince don Juan, père de Sébastien, mourut lors-
que ce dernier était encore dans le sein de sa mère.

(4) *Histoire universelle* de M. de Thou, traduction du
latin, t. vii, p. 600.

Pedro d'Alcaçova, son successeur dans la con-
fiance royale, arrivait au pouvoir pour faire
différemment que lui. L'un avait résisté aux
projets guerriers de Sébastien ; afin de se
maintenir en faveur, l'autre dut les seconder.
Alcaçova suivit la route tracée par les ambi-
tieux. Le 24 juin 1578, don Sébastien s'em-
barqua, et le 4 août de la même année, il périt
à Alcaçar avec la meilleure partie de son armée
et de sa noblesse.

On rencontrait des Jésuites partout où il y
avait un danger à courir ou des chrétiens à con-
soler. Ils étaient sur les champs de bataille ainsi
que dans les hôpitaux. Sébastien en avait de-
mandé plusieurs. Le Père Maurice Serpio, son
confesseur, avec toute la Société de Jésus,
s'opposait à la guerre ; mais lorsqu'elle fut dé-
cidée, il céda à la prière du Roi et partit avec
lui. Il tomba sous le cimetière des Maures,
tandis qu'au plus fort de la mêlée il excitait les
Portugais à combattre en soldats et à mourir
en chrétiens.

Telle est la vérité. Il reste maintenant à exa-
miner la dernière accusation contre les Pères
relativement aux affaires de Portugal. Il y avait
une longue minorité, une régence, et une
double impulsion née au choc des deux concu-
rents qui briguaient la souveraineté temporaire.
Ces concurrents étaient dès l'année 1557 Cathé-
rine, aïeule de don Sébastien, et le cardinal
Henri, son grand-oncle. L'un était Portugais,
l'autre Autrichienne. La noblesse et le peuple ne
savaient pas rendre justice aux qualités de leur
vieille reine. Un parti s'était formé pour entra-
ver l'exercice de son pouvoir ; mais le Cardinal
Infant ne paraissait en aucune façon se mêler à
des intrigues que son affection pour Catherine
réprouvait. Le confesseur de la régente était le
Père Michel de Torrez ; celui de don Henri, le
Père Léon Henriquez. La direction spirituelle
des trois membres de la famille royale appar-
tenait aux Jésuites. On les soupçonna de diviser
pour régner. Deux historiens, Faria y Souza
et de La Clède ¹, se firent l'écho des bruits que
les adversaires de l'Ordre de Jésus avaient in-
térêt à répandre. D'après leur version, le Père
Torrez se serait insinué dans l'esprit de la
Reine, il aurait vu à découvert son âme et l'au-
rait fait connaître au Cardinal, qui se serait
servi de ces révélations pour ruiner son crédit.

Les écrivains protestants n'ont pas daigné
prendre sous la responsabilité de leur honneur
une pareille calomnie. Ils ont pensé sans doute
que ce crime d'un prêtre était impossible : et
ils ont eu raison, car au milieu des apostasies
sacerdotales dont les révolutions ou les passions
furent la source, on n'a jamais pu citer un
ecclésiastique qui, sciemment, ait violé le se-
cret de la confession. Ce secret a eu souvent ses

(1) Faria y Souza, *Abrégé de l'histoire du Portugal*. De la
Clède, *Histoire générale de Portugal*, t. ii, p. 50,

Intrigues
à la cour
de
Portugal

Les Jé-
suites à
confes-
sion du
roi, de la
reine.
mière et
du cardi-
nal Hen-
ri, ont-
ils con-
spiré
pour
prévoir
la famille
royale ?

Divulga-
tion des
secrets
de la
Confes-
sion.

martyrs, il ne trouva jamais de divulgateurs.

Afin de s'attribuer la régence, le Cardinal don Henri n'avait qu'à laisser faire la haute noblesse et les habitants de Lisbonne, qui ne cachaient point leur aversion pour Catherine. En 1562, elle abandonna volontairement les rênes de l'Etat à son beau-frère, et elle se retira dans un monastère. Le nouveau régent, plus aimé que cette princesse, mais non moins dévoué qu'elle à la prospérité du royaume, gouverna paisiblement, et, six ans après, il fit déclarer majeur don Sébastien son neveu. Ce fut alors que les intrigues éclatèrent entre Martin de Camara d'un côté, Alvar de Castro et Pedro d'Alcaçova de l'autre. La confiance du Roi, le ministère par conséquent, était le but de ces intrigues. Martin de Camara l'emporta. Son frère Gonzalves, le confesseur-précepteur de Sébastien, favorisa sans doute ses prétentions. Elles n'étaient pas plus mal fondées que d'autres, puisque Ferreras, dans son *Histoire d'Espagne*¹, dit que « c'était un homme d'un très-grand poids, » et que les écrivains anglicans avouent « qu'en dehors de son ambition et de sa hauteur, Camara possédait de belles qualités et des talents 2. »

Alcaçova, secrétaire d'Etat sous Jean III, était attaché à Catherine; sa disgrâce lui fut sensible; elle s'en prit au Père Gonzalves. La Reine avait espéré d'unir son petit-fils à une archiduchesse d'Autriche comme elle. Suivant en cela les conseils du Pape et les véritables intérêts du Portugal, le Jésuite insistait fortement pour que Sébastien épousât Marguerite de Valois. Les choses en étaient à ce point lorsque François de Borgia, afin de mettre un terme aux dissensions intérieures de la cour, ou du moins pour enlever tout prétexte aux ennemis de la Société de Jésus, se décida à retirer de Lisbonne les trois confesseurs; mais le monarque et le Cardinal Henri déclarèrent qu'ils ne se sépareraient jamais de Gonzalves et d'Henriquez. Catherine ne fit pas autant de difficultés, et le Père Torrez fut nommé recteur du collège d'Evora. Le *Theatro jesuitico*, ouvrage d'où la bonne foi a été plus souvent exclue que le talent et la raillerie, cite une lettre que, dans ces circonstances, Catherine aurait adressée à François de Borgia. « Tout le royaume, dit la reine dans cet écrit, se plaignait de moi parce qu'on croyait que j'approuvais la conduite de ce Père; on me voyait aller à confesse à son meilleur ami; on en concluait que je donnais mon assentiment à tout ce qu'il faisait, quoique j'en fusse très-éloignée: enfin, pour mettre ma conscience en repos et celle des autres, j'ai pris le parti de ne plus me confesser au Père de Torrez. Je veux bien croire que ce Père était sensible à la manière dont on me traitait, de même que moi

aussi, je l'avoue, ce n'est pas sans peine que je me suis séparée de celui qui a été mon guide spirituel pendant plusieurs années. »

Ce document n'a aucun des caractères d'authenticité exigés par l'histoire; mais la Reine Catherine elle-même, en faisant la part de ses chagrins d'aïeule délaissée, a été plus juste que ses interprètes envers la Société dont on essayait de la poser comme l'adversaire. A sa mort, le 42 février 1578, elle voulut être assistée par ce même Père Torrez, et elle légua à la Maison Professe de Lisbonne une somme considérable, un reliquaire précieux et le portrait de la Vierge peint par saint Luc.

Est-il vrai maintenant que les Jésuites, n'aspirant pas à ceindre collectivement la couronne de Portugal, ont au moins cherché à la déposer sur la tête de Philippe II d'Espagne, et que, après la mort de don Sébastien, ils ont fait servir le règne du Cardinal Henri à cette transition?

Les Jésuites sont fins et accorts, selon l'expression de Pasquier; nous leur accordons ces deux qualités sans trop nous préoccuper de leurs sentiments envers la maison de Portugal. La reconnaissance dans les corporations ainsi que dans les familles ne va guère au delà de la génération qui a reçu le bienfait; souvent même on voit disparaître avant elle cette reconnaissance, étouffée par le mouvement des partis et par le besoin des situations. Les corps religieux ou politiques n'établissent pas l'ingratitude en principe; mais, en dehors des devoirs pieux et des prières pour les morts, ils oublient assez vite le bienfaiteur passé pour s'étayer sur le bienfaiteur actuel ou pour pressentir le futur. Cette règle générale a-t-elle été adoptée par les Jésuites dans les circonstances où le trépas de Sébastien plaçait le Portugal? Leurs antagonistes affirment qu'oui; eux déclarent que non.

Le Cardinal don Henri, monté sur le trône, leur conserva l'estime qu'il avait témoignée à leur Ordre dès sa fondation. Au milieu des héritiers qui, de son vivant même, ouvraient sa succession, les Jésuites n'apparaissaient ostensiblement sous aucun drapeau. Portugais pour la plupart, ils devaient avoir contre tout ce qui était espagnol une répulsion nationale. Purent-ils ainsi appuyer Philippe II, qui du reste ne leur était favorable que par contrainte? Ils n'osèrent pas non plus s'étayer sur le duc de Bragance, qui n'affichait ni le courage d'un fondateur de dynastie, ni l'audace d'un conquérant. Le duc de Bragance allait lui-même au Roi d'Espagne, et, soit timidité, soit indolence, il ne disputait cette couronne que pour l'acquiescer de sa conscience. « En effet, dit de Thou¹, ce duc, qui avait sa faiblesse, commençait à croire qu'il était plus avantageux pour lui de

Mort de Sébastien.

Le cardinal roi.

(1) *Histoire d'Espagne*, par Ferreras, t. x, p. 345.

(2) *Histoire universelle*, page 557.

(1) *Histoire universelle* de M. de Thou, t. VIII.

s'assurer de la protection d'un prince aussi puissant que Philippe, que de s'obstiner à soutenir ses droits, puisqu'il n'était pas sûr de réussir. »

Conduite
des Jé-
suites
dans les
intrigues
pour la
succes-
sion.

Les Jésuites alors auraient eu beau jeu à se faire déclarer les successeurs du Cardinal-Roi, ne voyant que par leurs yeux, n'agissant que par leurs conseils. Ils avaient mesuré le duc de Bragance de la tête au cœur; ils l'avaient jugé tel que l'historien de Thou le peint, ambitieux et pusillanime; il n'était pas permis à des hommes sensés de compter sur un prétendant qui ne faisait valoir ses droits qu'avec de méticuleuses précautions. Ils laissèrent tout marcher au gré des événements, et ils se renfermèrent dans la neutralité. Cette neutralité fut si bien constatée qu'à Madrid et à l'Escurial on les accusait de favoriser avec les Français don Antoine de Crato, compétiteur de Philippe, et qu'à Lisbonne et à Coimbre on les poursuivait comme partisans du Roi d'Espagne.

Henriquez, confesseur du vieux Roi, reçut ordre du Général de la Compagnie de ne se mêler d'aucune affaire politique ¹. Le duc d'Osuna, ambassadeur de Philippe, avait amené à Lisbonne son directeur, le Jésuite Louis Gusman. A l'arrivée de ce Père espagnol, les Portugais, craignant que son nom ne devienne un drapeau, supplient leur Général de le faire retourner en Espagne, « de peur, écrivent-ils, qu'on ne pense qu'il est là pour soutenir les intérêts de Philippe. » Les Jésuites s'effaçaient avec tant d'abnégation, avec tant d'art, si l'on veut, que Philippe ne se servait plus d'eux pour demander au Roi de Portugal ce qu'il ambitionnait d'obtenir. Ainsi, don Henri, Cardinal et Prêtre, avait sollicité à Rome une dispense à l'effet de pouvoir contracter mariage et d'essayer par là de continuer la race d'Emmanuel-le-Grand, qui s'éteignait en lui. La cour d'Espagne s'opposait vivement à ce désir, et, pour dissuader le Roi de ce dessein, elle lui envoya non pas un Jésuite, mais un Dominicain, le Père Ferdinand del Castillo.

Cependant l'historien génois Conestaggio n'est pas aussi affirmatif. « Quelques-uns disent, raconte-t-il, que le Père Léon Henriquez, après l'avoir fait pencher d'abord vers la famille de Bragance, lui conseilla ensuite de choisir Philippe pour son héritier, mais à des conditions très-avantageuses au Portugal. »

Il n'y a pas d'autre trace de ce fait que l'assertion de ces *quelques-uns* dont parle Conestaggio. Cette assertion pourtant coïncide assez bien avec la proposition faite par le Cardinal-Roi aux Etats de Portugal. Don Henri demandait que le Roi d'Espagne fût nommé son successeur; mais les Etats ne voulurent pas adhérer à ce projet. Si, après avoir sondé les chances des deux compétiteurs, le Jésuite a

conseillé à son royal pénitent de préférer l'Espagnol au Portugais, nous ne savons trop comment on s'y prendrait pour blâmer un pareil acte. Henriquez connaissait les incertitudes du caractère de Bragance; il calculait que la guerre était imminente, et, dans l'état d'affaiblissement où les expéditions de Sébastien avaient laissé le royaume, l'issue de cette guerre ne pouvait être douteuse.

Trois concurrents se disputaient le trône; leurs droits respectifs, en dehors de celui de la force invoqué par Philippe II, n'étaient point assez clairs pour ne pas excuser l'hésitation. Dans nos idées modernes, le principe de la légitimité n'est plus exposé à de pareils conflits; les études politiques, la science des faits lui ont donné une vitalité qu'il n'avait pas alors; mais quant aux Jésuites, on les voit bien offrir aux princes des avis concernant l'administration, surtout lorsque l'Eglise ou la Foi s'y trouvent intéressées; on ne les rencontre jamais conspirant ou formant des brigues dans un intérêt purement dynastique. Les successions de couronnes, les querelles de prétendants leur sont étrangères en tout ce qui n'a pas rapport à la Religion. La Ligue elle-même est une confirmation de ces paroles. La politique pour eux se renferme dans les devoirs de leur état et dans la propagation de l'Evangile; ils acceptent les gouvernements établis, ils s'y soumettent; ils les servent même quand ces gouvernements ne sont hostiles ni aux lois de Dieu ni à celles de l'Eglise; et, tout en prévoyant les événements qui allaient diviser le Portugal, ils n'ont pas dû dévier de la règle si nettement formulée par leur fondateur.

D'après les auteurs contemporains, les Jésuites ne se dessinèrent qu'une fois dans les troubles qui suivirent le trépas de don Henri, et c'est aux Açores que le fait se passa. Les princes enlevés subitement à leurs peuples ou qui moururent de mort tragique laissent après eux des hommes qu'une ressemblance plus ou moins parfaite pousse à jouer leur rôle. Chaque histoire nationale a ses faux monarques. Le bruit se répandit donc à Tercère que Sébastien n'avait pas péri sur la côte d'Afrique, et que, de retour en Europe, il allait reprendre possession de son trône. Des Religieux, égarés par un dévouement dont l'intention était plus louable que fondée, s'empresrent aussitôt de prêcher une croisade en faveur de ce prétendu don Sébastien. « Les Jésuites, dit de Thou ¹, s'efforcèrent de tromper le peuple. »

Cette conduite était la seule que pussent tenir des hommes sages; mais la sagesse est toujours condamnée à avoir tort lorsque l'exaltation dirige les esprits. On portait une haine nationale aux Espagnols; les Jésuites étaient sous le coup de

Leur
politique
dans les
îles
Açores.

(x) Franco, *Synopsis annuatus Societatis Jesu in Lusitania, anno 1576.*

(1) *Histoire universelle*, liv. x, page 420.

quelques jalousies monastiques : ces deux causes réunies fomentèrent une insurrection. Les partisans du faux Sébastien murèrent la maison des Pères. Peu à peu cependant le calme se rétablit. Ils n'intervinrent que dans cette occasion ; cette occasion seule a suffi pour fournir des armes contre eux. Antoine Arnauld, dans son fameux plaidoyer en faveur de l'Université de Paris, s'exprime ainsi :

« Les Jésuites, qui avaient révolté le reste du royaume, commencèrent à fulminer contre les Français et à exalter le Roi Philippe. Que fit-on ? Au lieu de les jeter à la mer ou au moins de les chasser hors des îles, on se contenta de les murir dans leur cloître. Que firent les Jésuites ? Ils démurèrent leurs portes, mirent au-devant le Saint-Sacrement de l'autel, se moquant de Dieu et se servant des sacrés mystères pour exciter des séditions. »

L'exposition du Saint-Sacrement et les fulminations contre les Français sont deux faits dont il n'y a pas trace chez les historiens de l'époque ; Arnauld les invente pour les besoins de sa cause, et le vœu homicide qu'il forme n'est dans sa bouche qu'une de ces exagérations de Palais dont le Barreau n'a jamais été assez sobre pour son honneur.

Quand François de Borgia arriva en Portugal avec la légation du Cardinal Alexandrini, les choses n'en étaient pas là ; mais avant de reprendre le cours de la narration, nous avons cru opportun de résumer les charges qui pèsent sur les Jésuites à propos de don Sébastien et les faits vrais qui résultent d'une étude consciencieuse de ces événements étranges. Il ne nous reste plus qu'à suivre Borgia à la cour de Lisbonne.

Don Constantin de Bragance et Jean de Borgia, ambassadeur d'Espagne en Portugal et troisième fils du Général des Jésuites, reçurent à la frontière le Légat et le Père François. La cour était divisée, car en 1574 les intrigues que nous avons développées étaient dans toute leur ardeur première. Don Sébastien n'avait que dix-sept ans. Au premier mot qui fut prononcé dans le conseil sur la Croisade, but principal de la légation d'Alexandrini, il prit feu et déclara qu'il était prêt à mettre ses vaisseaux à la mer. Cet acquiescement surprit peu François de Borgia, qui, après avoir réglé les affaires de la Chrétienté, s'occupa du mariage de Sébastien et des intérêts de la Compagnie. Le prince s'engagea à épouser Marguerite de Valois.

Après avoir rempli les intentions du Souverain Pontife, Borgia prit avec Alexandrini le chemin de la France, et, vers le 20 janvier 1572, il parvint à Blois, où résidait la cour.

La France était déchirée par les cabales. Comme toutes les factions qui conspirent avec l'épée ou avec la plume, et qui se montrent insatiables de concessions, parce que c'est ainsi

qu'elles espèrent affaiblir le pouvoir, le Calvinisme avait obtenu de Catherine de Médicis et de Charles IX beaucoup plus qu'il n'était en droit de demander. Cependant il sollicitait encore, il exigeait toujours. Ce n'était plus des temples qu'il lui fallait pour apaiser sa soif de liberté, les Dévoys de l'Eglise avaient conquis ces temples ; ils n'aspiraient qu'à interdire aux Catholiques l'entrée de leurs vieilles cathédrales. Par amour de la nouveauté ou par devoir de conscience, par ambition, par enthousiasme peut-être, ils avaient changé de culte, et déjà ils songeaient, eux, les hommes de l'indépendance indéfinie, à forcer les autres à passer sous le niveau de leurs croyances. La guerre civile sortait de cette contrainte morale qui pressait le pouvoir et les multitudes. La guerre civile était acceptée par les Calvinistes comme un nouveau mode de prédication. Ils l'entreprenaient avec leurs propres troupes ; ils la continuaient avec l'appui des étrangers. Il y avait de l'autre côté du détroit un peuple qui, comme les Calvinistes, s'était violemment séparé de l'Eglise Universelle. Ce peuple était l'ennemi naturel de la France ; naguère encore il possédait dans le royaume des provinces et des citadelles. La politique des rois, la bravoure de l'armée et l'instinct national s'étaient coalisés pour sauver le territoire de la présence des Anglais. Les Protestants crurent avoir besoin de l'appui de leurs coreligionnaires ; ils l'invoquèrent : mais les Anglais ne donnent jamais ce qu'ils peuvent vendre. Ils offrirent leur intervention armée, et ils exigèrent des gages. En 1563, la ville du Havre leur fut livrée par les Calvinistes français. Ainsi, l'œuvre que Duguesclin, Clisson, Jeanne d'Arc, Du-nois, les Montmorency et les Guise avaient si héroïquement commencée et si glorieusement achevée, se trouvait brisée par le Protestantisme. Maîtres du littoral, les Anglais n'étaient plus des alliés, mais des dominateurs, qui, après avoir laissé les partis s'épuiser, viendraient recueillir le prix de leurs calculs et remettre la France sous le joug.

Pendant ce temps, l'Université de Paris, la Faculté de théologie et le Parlement, qui avaient des intérêts de foi et de dignité engagés dans la question, persistaient à s'acharner sur la Compagnie de Jésus. Au fond des provinces elle leur donnait l'exemple de la lutte contre les Huguenots, mais cet exemple les laissait froids ou indifférents. A l'aspect des dangers que courraient le Catholicisme et la Monarchie, le Parlement et l'Université, à moitié gagnés au Calvinisme, aimaient mieux batailler contre les Jésuites que de tenir tête aux empiètements de l'Hérésie. Le procès entamé entre le corps savant et les Pères se poursuivait au milieu des désordres dont la France était le théâtre. C'est une chose profondément triste que de suivre dans ses détails cette misérable querelle d'arguties.

qui ne tient compte ni des malheurs actuels ni des calamités futures, et qui, pour la satisfaction d'une vanité froissée, trahit tous ses devoirs afin de poursuivre judiciairement sa rivale dans les Belles-Lettres.

Possevin à Bayonne. Le Père Possevin était parti en 1565 pour solliciter de nouveau la protection de Charles IX à Bayonne. Le Roi y conférait des affaires de la Religion et de la politique avec Philippe II d'Espagne. Possevin résuma devant le Conseil les demandes de sa Compagnie. « Sir, disait-il, elle a l'avantage d'être connue en France, où les actions, les paroles et les mœurs de ses enfants sont exposées aux yeux et à la censure des Hérétiques. Cet unique témoignage n'est pas peut-être celui qui lui fait le moins d'honneur, ni qui la justifie moins contre tout ce qu'on peut alléguer à son préjudice. Nous prions seulement très-humblement Votre Majesté de vouloir lui continuer la protection dont elle l'a honorée jusqu'ici, et qu'il lui soit permis de travailler dans son royaume très-chrétien à l'instruction de la jeunesse et à la conservation de la véritable Religion. »

Pour donner plus de poids aux motifs sur lesquels le Jésuite s'appuyait, il remit au Roi un mémoire où le but et la fin de la Société étaient sommairement déduits. Ce mémoire, dont l'original est sous nos yeux, professe sur les privilèges de l'ancienne Université et sur la liberté d'enseignement une doctrine qui a toujours été celle des Jésuites. « Finalement, dit Possevin, il faut pouvoir aux besoins et aux maux si graves de la France, avoir égard à des privilèges que l'Université aurait anciennement obtenus. Il est licite à chacun d'ouvrir des écoles dans sa propre maison et d'y recevoir quiconque s'y présente. La France n'est plus dans la situation qui créa ces privilèges ; et *quæ de novo emergunt, novis remediis egent*. »

Le Roi et son conseil prirent en considération la demande de Possevin. Le chancelier de l'Hôpital reçut ordre d'expédier au Parlement de Paris les lettres sollicitées par le Jésuite. L'Hôpital s'était créé entre les deux partis extrêmes une position difficile. En les ménageant pour les amener sans doute à une conciliation dont tout démontrait l'impossibilité, l'Hôpital se révélait honnête homme, mais politique peu versé dans la connaissance du cœur humain. Il tendait à plaire aux Catholiques et à gagner la confiance des Huguenots : les uns et les autres incriminaient sa pensée, ils taxèrent sa modération de duplicité. L'Hôpital redoutait de se compromettre par une démarche officielle en faveur des Jésuites. Il était de ces hommes qui prennent la voie d'une sagesse diplomatique pour se hisser à la popularité, et, au milieu du déchaînement des passions, il s'arrangeait un rôle de placidité qui devait éterniser son pouvoir. Les Jésuites, selon lui, entraînaient trop vivement dans les inté-

rêts de l'Eglise ; leur foi était trop ardente ; leur zèle effrayait sa timidité calculée. Il écrivit cependant, car le Roi avait ordonné. La reine Catherine, le cardinal de Bourbon et les autres princes recommandèrent la Compagnie au Parlement, à l'Evêque et au Gouverneur de Paris ; puis alors Possevin eut des conférences avec Philippe II.

Les Hérétiques reprochaient aux Jésuites de répandre partout leur esprit ; mais le Calvinisme ne reculait guère quand il fallait user des mêmes moyens pour faire la propagande de ses idées. L'Espagne lui était fermée par les bûchers de l'Inquisition et par la rigidité du Roi. Spifames, évêque apostat de Nevers, le ministre Viret et les autres chefs du Protestantisme avaient cependant ouvert à leurs doctrines, en Espagne, un débouché dont personne ne soupçonnait le mystère. Les livres hérétiques circulaient secrètement au cœur de la Péninsule ; par l'attrait du fruit défendu, ils étaient recherchés avec avidité. Possevin découvrit à Philippe II l'artifice à l'aide duquel les œuvres de Genève pénétraient dans son Royaume. Quelques jours après, des mesures étaient prises en conséquence, et les Huguenots, par une guerre encore plus acharnée que jamais, faisaient expier aux Pères les révélations de Possevin.

Afin de s'entourer de protecteurs, les Jésuites s'adressaient aux princes catholiques : l'Université ne voulut pas être en reste avec la Compagnie, et, elle, la fille aînée des rois très-chrétiens, elle allamendier l'appui des Dévoysés de l'Eglise. Dans un temps où les opinions étaient si nettement tranchées, cette démarche de l'Université, s'abritant sous l'épée du chef des Huguenots, fut regardée comme une lâcheté ou comme une apostasie par alliance. Les amis du corps enseignant essayèrent de lui faire comprendre le fâcheux effet que produirait en France un acte aussi opposé aux intérêts de la Catholicité qu'à ceux des Universitaires. Ces derniers ne consentirent pas à modifier leur plan. Le 12 mai 1565, le Recteur, suivi des quatre Facultés, vint supplier le prince de Condé de faire chasser les Jésuites, qui troublaient les études publiques ¹.

Crévier, dans son *Histoire de l'Université*, raconte aussi cette triste ambassade ; et il ajoute judicieusement : « Le prince, chef des Protestants de France n'eût pas sans doute mieux demandé ; mais l'entreprise passait son pouvoir, et l'Université gâtait son affaire en recourant à une protection si justement suspecte ². »

Il ne faut pas cependant trop s'étonner d'une pareille démarche : l'Université avait dans son sein plusieurs personnages infectés d'hérésie et

Livres
hérétiques
en Espagne.

L'Université
de Paris
demande
le concours
des Protestants
contre
les Jésuites.

Ramus et
Gailand.

(1) « Rector amplissimo doctissimoque statu principum Condurum salutavit, illumque rogavit ut illius providentia et consilio isti Jesuitæ, publicum studiorum remorem menta, extirparentur. » (*Historia Universitatis*, par Du Boulay, p. 646).

(2) Crévier, t. vi.

qui, sous prétexte de défendre ses privilèges et ses droits, tâchaient de la compromettre pour la séparer de la Communion Romaine. Pierre Ramus, iconoclaste et calviniste, selon Crévier¹, mais qui a grandement contribué au progrès des sciences, et Guillaume Galland, avaient persuadé aux Facultés que le procès des Jésuites était plutôt une affaire de corps qu'une affaire de religion. L'Université, sans savoir où cette coalition pouvait l'entraîner, l'acceptait pour l'acquit de ses vengeances.

Pasquier et ses confrères étaient déjà entrés dans la lice avec une consultation en neuf points de l'avocat Dumoulin. Pasquier avait plaidé dans le jargon du barreau, et son discours, vaste répertoire où la science est mise au service des ambitions universitaires, avait produit sur l'esprit du Parlement, prévenu d'avance, un effet incroyable, lorsque Versoris commença la défense des Jésuites.

Versoris, dit Pasquier dans sa lettre à M. de Sainte-Marthe, lieutenant-général en la maréchaussée de France, avait été aidé par le Père Caigord, « un des plus braves solliciteurs que jamais le Palais ait eus. » Dans un style qui, pour la diffusion et l'emphase, ne le cède en rien à celui de son confrère, il félicita les parties d'avoir « pour juge cette cour qui regarde chacun d'un œil qui a sa rondeur également proportionnée, œil plus droit que celui de Polyphème, lequel aucuns ont estimé sur Philostrate être l'œil de la France. »

Dans le feu de ces plaidoiries, les lettres du chancelier de l'Hôpital, obtenues par Possevin, furent remises à leurs adresses. Ce n'était pas un procès civil qui se débattait, mais bien une affaire religieuse et politique. La justice n'avait donc à intervenir que pour le plus grand avantage de la Religion et de l'Etat. Le premier président, Christophe de Thou, père du célèbre historien², se prononça pour les Jésuites, et, le 29 mars 1565, un arrêt décida que « demeureront les choses en état. »

Gagner du temps était pour la Compagnie gagner son procès. Chaque jour elle se rendait plus nécessaire, chaque jour aussi les Catholiques s'attachaient à elle par de nouveaux liens. L'Université ne se dissimulait pas que ces délais étaient peu favorables à sa cause. Afin de les conjurer elle s'adressait au prince de Condé. Le Protestantisme lui promettait un concours actif contre les Jésuites; il était bien disposé à tenir sa parole; mais ce concours n'avait pas pour l'Université toute l'efficacité désirable. Après

s'être unie avec les Dévoyés qui ne demandaient pas mieux que cette guerre intestine, elle essaya de s'appuyer sur le vieux connétable Anne de Montmorency. Aux fêtes de Pâques de l'année 1566, Ramus et Galland vont le supplier « d'exterminer les Jésuites, qui sont, disent-ils, la peste de l'Université, parce que, dès qu'une mesure de sévérité est employée contre les écoliers, ces derniers répondent par la menace de se retirer chez les Pères¹. » Le maréchal duc de Damville, fils du connétable, assistait à l'entrevue; les Jésuites le comptaient au nombre de leurs plus chauds défenseurs. Il imposa silence à Ramus et à Galland, puis Anne de Montmorency leur dit : « Il vous serait bien plus honorable d'imiter la Compagnie de Jésus que de l'incriminer. » Sur la proposition du maréchal de Damville, les Pères sont appelés, et, après un débat assez animé entre eux et les Universitaires, le Connétable termina la discussion en s'adressant aux Jésuites : « Je n'ignore pas, leur dit-il, tout ce que votre Institut a eu à souffrir en France, surtout depuis que le schisme s'y est publiquement démasqué. Vous devez supporter ces persécutions d'autant plus généreusement qu'elles vous sont communes avec tous les honnêtes gens, et sachez bien que tous ceux qui opèrent de grandes choses dans l'Eglise de Dieu ont rencontré comme vous une multitude d'obstacles. Si vous continuez à servir l'Eglise et la Patrie avec le même désintéressement, vous n'aurez rien à redouter. Quant à ce qui me concerne, mes services ne vous manqueront nulle part. »

Jusqu'au jour où il périt, à la bataille de Saint-Denis, enseveli dans son triomphe, le Connétable fut l'ami des Jésuites.

L'Université ne leur pardonnait pas leurs succès; ils voulurent encore accroître sa jalousie. En 1565, le Père Perpinien reçut ordre de venir professer dans la capitale du royaume. « Perpinien, selon Etienne Pasquier, était versé et nourri en toutes sortes de langues et disciplines, grand théologien et philosophe. » Doué d'une éloquence entraînante, il avait toutes les qualités que Cicéron exige dans un orateur. Ses premières conférences, roulant sur la nécessité de conserver l'ancienne Foi catholique, produisirent une telle impression sur la jeunesse des écoles, que les Calvinistes et les Universitaires se ligèrent pour en contrebalancer l'effet. Une émeute fut organisée. Par des cris ou par des sifflets, elle devait couvrir cette parole qui avait quelque chose d'inspiré. Perpinien paraît dans sa chaire; il est accueilli par les clameurs que l'Université a soudoyées. L'orateur ne s'in timide point; mais la foule de ses disciples ne veut pas être troublée dans le calme de ses admirations. Les Universitaires faisaient l'émeute; les

Le père Perpinien et l'Université de Paris.

(1) Crévier. *Histoire de l'Université*, t. vi, p. 150.

(2) On a ainsi peint le talent et le caractère du président de Thou, à l'histoire duquel le Père Possevin a ajouté des notes critiques : « Audax nimium, hostis Jesuitarum implacabilis, calumniator Guisiorum, Protestantium exscriptor, laudator, amicus; Sedi Apostolicæ et Synodo Tridentinæ totique rei catholice parum æquus. » Ce ne sont là que les défauts de l'annaliste; mais à ces défauts il joignait de grandes qualités de style et une profonde connaissance des mœurs et des hommes de son temps.

(1) Sacchini, *historia Societatis Jesu*, pars vii, liber ii, p. 66.

Catholiques la dispersent , et Perpinien reprend son cours , que peu d'années après la mort vint interrompre ¹.

Conspira-
tion des
Calvini-
stes dis-
couverte
à Paris
par le
Jésuite
Olivier
Manare.

Les choses étaient dans cet état de sourde inquiétude précédant toujours les crises , lorsque , en 1567 , le roi Charles IX faillit être enlevé dans la ville de Meaux par un corps de Protestants que commandait le prince de Condé. La Cour n'avait pas cru devoir obtempérer à toutes leurs exigences ; ils conspiraient les armes à la main , ils conspiraient encore dans l'ombre. Tandis que les Huguenots espéraient à l'improviste s'emparer de la personne du Roi , d'autres allaient mettre à exécution dans Paris un complot dont le but était l'incendie de la capitale. Le jour et l'heure de l'exécution étaient désignés , lorsqu'un Calviniste avertit Pierre Kostka de veiller à sa sûreté personnelle. Selon le témoignage de l'historien Sacchini , le Polonais communiqua au Père Olivier Manare , provincial de France , les détails qu'il avait appris par un hasard providentiel. A la faveur du feu propagé dans différents quartiers , les Calvinistes prétendaient se rendre maîtres de la ville et dominer la situation. De vagues rumeurs , comme il en surgit à la veille de tout événement sinistre , rumeurs dues à des indiscrétions , à des pressentiments populaires peut-être , s'étaient répandues. Manare en avait connaissance. Elles le disposèrent à ajouter plus de foi aux révélations que Kostka lui faisait. Sur-le-champ il le conduisit auprès des magistrats dont la surveillance n'était point éveillée. Aux détails précis du Jésuite , que l'étranger confirme , d'énergiques mesures sont immédiatement adoptées. Un courrier est dépêché vers le Roi ; bientôt les Parisiens apprennent le danger auxquels ils

(1) Ce fut au milieu d'une de ces leçons , le 1er octobre 1565 , que ce Jésuite , se mettant au-dessus de toutes les petites jalousies , fit entendre , du haut de sa chaire , l'un des plus beaux éloges de l'Université. Le sujet de son discours était : *De humana divinaque philosophia descendit ad Parisienses* , et Perpinien disait :

« La multitude des sages qui dans tous les siècles sont sortis de l'Université de Paris comme du sanctuaire de la science , a propagé dans l'univers la connaissance des lettres et des beaux-arts. Depuis huit siècles environ qu'elle fut fondée par Charlemagne , parcourez la suite des âges , et vous verrez toujours les étrangers accourir vers elle comme à la source de la sagesse. Et , afin que l'on sache que c'est ici l'amour de la vérité plutôt que celui de la patrie qui nous inspire , un étranger va exalter la gloire de cette université plus que ne l'a peut-être jamais fait un Français. Il y a peu de savantes , de fortes académies qui ne doivent rapporter à celle de Paris leur naissance et leurs progrès. Faut-il donc s'étonner de voir tous les hommes élevés dans l'étude des sciences remplis du désir de visiter cette Université , leur mère commune ? Ils ne goûtent pas de repos avant de l'avoir admirée , et , si ce bonheur leur est refusé , ils se croient maltraités par la fortune. Plus grande est cette gloire , plus vous devez vous efforcer de la mériter. Sa perte vous serait d'autant plus sensible que cet honneur a été jusqu'ici pour vous un plus beau titre à l'élevation. Il n'y a donc pas à redouter que vous laissiez échapper ce patrimoine de gloire que vos ancêtres vous ont légué. Cette Université renferme en son sein un concours d'hommes éminents , dignes de la grandeur de cette cité , dignes du nom français , dignes de la majesté de cet antique empire. L'amour de l'étude , l'ardeur du travail , les rares talents qui distinguent tous ses membres , font concevoir l'espérance que les générations suivantes ajouteront encore à la célébrité de leurs prédécesseurs. »

sont exposés. La nuit tombait , et c'était cette nuit-là même qui avait été choisie pour brûler la ville. Les habitants illuminent leurs demeures ; de nombreuses patrouilles circulent dans les rues. Enfin , à force de recherches , l'autorité parvint à découvrir le lieu servant d'entrepôt aux armes et aux matières incendiaires. Paris était sauvé. Le courrier , envoyé au Roi , arriva assez à temps pour que Charles IX , malgré l'avis de quelques courtisans calvinistes , pût se tirer des mains du prince de Condé et de Coligny. Charles IX et sa mère avaient la mémoire des injures. Ils n'oublièrent jamais la traite que , comme dit Montluc , l'on fit faire au Roi de Meaux à Paris , plus vite que le pas.

Le Père Manare venait de rendre à la Monarchie et aux Parisiens un service signalé ; les Parisiens ne furent point ingrats.

Tandis que les Jésuites de la capitale combattaient par l'éloquence contre l'Université , et par la fidélité contre le Calvinisme , d'autres Jésuites remplissaient les provinces du bruit de leur nom et de la grandeur de leurs œuvres.

Dans cette même année 1567 , le Père Edmond Auger préservait la ville de Lyon d'un autre complot protestant. Les magistrats s'endormaient sur la foi des Huguenots. Ils ne cherchaient point à savoir jusqu'à quelles extrémités peuvent , sous l'apparence du bien public , se porter les partis contrecarrés dans leurs espérances. bercés par des rêves de triomphe futur , les partis se font des théories dont , comme individus , ils repousseraient avec horreur l'application , et dont , en masse , ils adoptent les plus sanglantes conséquences. Alors le crime n'est plus qu'un accident , que couvrira une révolution dont dépend le bonheur de tous. Les Calvinistes avaient adopté ce principe , et les magistrats peu clairvoyants laissaient faire. A Paris Olivier Manare dessillait leurs yeux ; à Lyon le Père Auger agissait de la même manière.

Après avoir mis à la tête du collège de cette ville le Jésuite William Critton , de la famille des Hamilton , le Père Auger s'était rendu à Toulouse. Cet insigne prédicateur , comme l'appelle Etienne Pasquier , avait produit dans le Midi une telle réaction en faveur du Catholicisme , que les églises n'étaient pas assez vastes pour contenir la foule de ses auditeurs. A Paris , le Parlement se voyait obligé de céder au Jésuite la grand'salle du Palais ; à Toulouse , la multitude était encore plus compacte et plus impressionnable. De retour à Lyon vers le milieu de septembre , il apprend par des voies détournées ¹ que les Huguenots se sont ménagé des intelligences dans la cité , et qu'avant la fin du mois ils seront en mesure d'y pénétrer. Auger fait part de ces avis au président de Birague ,

Complot
des pro-
testants
contre
Lyon.

Le père
Auger le
fait
avorter.

(1) Le récit de cette conspiration est très-longuement détaillée dans l'*Histoire de Lyon* , par de Rubys , dans Moreri , Bailly et Saint-Aubin.

gouverneur de la province. Birague, craignant d'alarmer les Catholiques par la défiance qu'il témoignerait aux Dévoies, néglige d'abord les conseils que lui donne Auger ; mais de nouveaux renseignements le forcent à prendre des précautions. Il découvre des traces de complot et une liste de victimes. Pendant ce temps, les Huguenots occupaient Mâcon. Auger est averti que La Noue, un de leurs chefs, doit cette nuit-là même fondre sur Lyon, dont ses coreligionnaires s'engagent à lui ouvrir les portes au moment où l'horloge de l'église de Saint-Nizier sonnera minuit. Birague n'avait pas de troupes à sa disposition, et il était trop tard pour prévenir et armer les bourgeois. Cependant les chaînes sont tendues dans les rues ; on s'empare des postes sur lesquels on sait que seront dirigés les premiers efforts des Calvinistes de la ville. Tous ces soins du gouverneur ne pouvaient que retarder de quelques moments la chute de l'autorité royale, quand une ruse de guerre s'offre à l'esprit inventif du Jésuite. On lui a dit que c'est au moment où minuit sonnera à Saint-Nizier que les Huguenots sont convenus d'agir. Le Père réunit les horlogers chez Birague. Ordre leur est intimé de déranger toutes les sonneries de la ville, afin que, attentifs au signal, les rebelles ne puissent se reconnaître dans la confusion des horloges. Au milieu de cette irrégularité sur laquelle ils n'ont pas compté, les Calvinistes s'étonnent, prennent la fuite ou tombent entre les mains des Catholiques. La Noue, qui, sous les murs de Lyon, attend en vain l'heure désignée, et qui ne peut la saisir au milieu du carillon, comprend enfin que ses mesures ont été déjouées. À travers champs, il se retire sur Vienne et sur Valence.

Ainsi, et par un singulier concours de circonstances, les Provinciaux de la Société de Jésus en France et en Guyenne, faisaient échouer un complot habilement tramé. Les Catholiques n'avaient pas d'expressions assez éloquentes pour peindre leur reconnaissance envers les Pères ; la Cour les comblait de nouvelles faveurs ; le Roi décorait que les legs faits à la Société seraient dorénavant regardés comme légitimes, et il ordonnait de rejeter toute espèce d'opposition. Les évêques les appelaient dans leurs diocèses pour entretenir le feu sacré. La guerre était partout, au sein des villes, comme dans les campagnes : guerre terrible, car elle s'éparpillait, elle s'individualisait pour ainsi dire, et ne s'apaisait jamais, ni à la suite d'une victoire ni par le désenchantement d'une défaite.

Au milieu de ces réactions, que la victoire de Saint-Denis n'avait pu conjurer et qui présageaient de nouvelles tempêtes, les Jésuites parcouraient la France. Possevin évangélisait Marseille et Avignon ; Auger, qui allait à Metz s'opposer aux efforts du Protestantisme, était arrêté à Paris pour annoncer la parole de Dieu

devant la Cour ; Jérôme Natal visitait les Collèges de la Compagnie ; il inspirait partout le zèle dont l'Institut animait ses membres. Sous la tente, les Jésuites disposaient les gens d'armes à se rendre dignes de faire les combats du Seigneur ; dans cette difficile mission Auger n'avait pas de rival. Possevin et lui avaient composé un opuscule sur les devoirs du Soldat Chrétien : les princes le distribuaient dans les villes de guerre, comme le meilleur moyen d'entretenir la valeur et la foi.

Condé et l'amiral de Coligny avaient pendant ce temps réuni une armée. Les Catholiques étaient commandés par le duc d'Anjou, frère du Roi. Ce jeune homme, dont le règne éterné trompera toutes les prévisions, était l'un des plus hardis capitaines de l'époque. Le 43 mars 1569, il vint camper en face des Huguenots, et, armé par les mains d'Émond Auger, il livra la bataille de Jarnac. Zwingle était mort dans un combat ; Théodore de Bèze avait assisté à l'affaire de Dreux. Le Jésuite crut devoir encourager par son exemple les Catholiques que ses prédications avaient préparés au martyre ou à la victoire. L'impétuosité du duc d'Anjou triompha de la sagesse de l'amiral de Coligny et de la bravoure du prince de Condé, qui périt les armes à la main. Le duc d'Anjou était au plus fort de la mêlée, combattant de la tête et de la main. À côté de lui, parfois même avant lui, Auger affronta la mort pour apprendre aux autres à mourir.

Les Huguenots sont vaincus, les Catholiques se reposent dans leur succès : le Jésuite court à de nouveaux combats. Il prêche à Limoges. De cette ville il écrit aux Toulousains une lettre « pour consoler messieurs les Catholiques et bourgeois de la ville de Toulouse en leurs afflictions causées par les guerres civiles et soulèvements des Huguenots. » Nous en citons un fragment dans la naïveté de son vieux style ¹ :

« Si nous étions nous autres, qui sur tous les hommes mortels avons ce privilège d'être domestiques et familiers de Dieu, par le droit à nous acquis au sang de Jésus-Christ son filz, aussi soigneux de prendre si gré, et doucement, les calamités, et troubles, qui nous sont ou souvent, ou peu, envoyés d'en haut pour nostre profit ; comme nous sommes promptz, et presque importuns, à nous en plaindre et lamenter, nous en rapporterions, au lieu de l'aigreur d'esprit qui nous tourmente, double gain, et deux fruitz bien fort avantageux. L'un seroit que, par nostre patience et modestie, nous servirions de preuve à tout le monde que notre foy et religion n'est pas un allechement de commodités terriennes, telles que pour-

Bataille
de Jarnac.

Le duc
d'Anjou
et le
père
Auger.

Auger à
Toulouse.

Son
sacre
spirituel.

(1) Cette épître fut imprimée en 1569, par les habitants de Toulouse, sous le nom de *Sacre spirituel propre à adoucir l'amertume des désastres de leur temps et encore de ceux qui nous affligent.*

chassent les Epicuriens et Atheistes nourris en leurs folles opinions, mais bien une rude et aspre eschole de vertu, et d'esperance de ce qui est le meilleur après la mort. L'autre, que les consolations qui par après nous seroient rendues par la main de celui qui les tient en son pouvoir, nous sembleroient d'autant plus douces et savoureuses, que nostre esprit seroit mieux composé, et recueilli en soy mesme, pour les recevoir, ne s'estant esgaré en des plaintes, discours, regrets, et autres telles passions, qui le transportent souvent plus loin de Dieu et de ses douces visites que nostre affliction mesme.

» Finalement j'ay opinion que ce qui nous consolera autant ou plus que tout ce que nous ne scaurions désirer et discourir, sera la bonne conscience : d'autant que c'est la meilleure piece de nostre harnois, quoi que nous fassions ou endurions, laquelle consiste toute en ce que nous ne nous réputions devant Dieu autres que pécheurs, dignes de tout supplice : et néanmoins nous nous gardions, selon nos petites forces, appuyés sur sa sainte grâce, d'enfreindre ses divins commandementz, ne faisant tort à nostre prochain, ni oubliant s'il est possible de tout ce que l'estat, où nous sommes, requiert de nous. A quoi serviront de beaucoup les requestes que nous faisons tous les jours plus d'une fois à Dieu, qu'il efface nos iniquitez vieilles et journalieres, et de ceux qui, comme ou plus que nous, l'offensent, et aigrissent davantage, si nous donnons ordre de faire tous les jours, ou chaque semaine, quelque jeûne, ou quelque aumosne ou chose semblable, en contreschange des communes iniquitez de nos freres chrestiens, et particulièrement si nous prenons à cœur d'effacer, par larmes et penitence, les péchés de blasphème, de paillardize et d'avarice qui maintenant infectent plus le monde, et induisent à courroux le Créateur, que les autres; en usant bien souvent des sacrementz de confession et du précieux corps de Jesus-Christ, en lui faisant de nostre part pour le moins autant de révérences pour l'apaiser, que ses ennemis luy font de deshonneur pour l'irriter, mettant aussi peine à nous rallier, et revenir ensemble en amour et dilection chrestienne, supportant les imperfections réciproquement les uns des autres, et taschant, par toutes les voyes à nous possibles, de bien et saintement conduire ceux qui sont sous nostre charge; réduire au parc de l'Eglise ceux qui, à leur dernière ruine, s'en sont malheureusement séparés, s'ils veulent entendre; assurant tous ceux qui marcheront en cette affaire, par connaissance, ou dissimulation, soient gendarmes ou magistratz, de ne voir jamais la face de Dieu, sans reparation des excès qui seront perpetrés par leur faute : car le pasteur, qui, ou de propos delibéré, ou par négligence, laisse

les loups parquer avec les brebis, sous couleur qu'ils s'adouciront et changeront de complexion, sont redevables à leur maistre de tout le carnage qui se commet dedans le troupeau des pauvres et innocentes brebiettes. »

Songeant que sa présence serait pour les habitants du Midi une consolation plus efficace que ses épîtres, il arrive à Toulouse le 28 juin. En ce moment, la ville de Bordeaux, par l'organe de ses Jurats et de son Parlement, offrait son Collège à la Compagnie; le Cardinal de Bourbon lui en fondait un à Rouen, dans sa cité archiépiscope; le duc de Nevers les introduisait dans sa principauté. Le Père Emond avait le projet de visiter Toulouse et de s'entendre avec les citoyens de Marseille et de Pamiers; mais à peine est-il arrivé dans la capitale du Languedoc qu'on lui annonce qu'un orage violent éclate à Avignon contre l'Institut. Possevin, recteur du Collège de cette ville, était à Rome, pour faire sa profession des Quatre Vœux; Auger part à l'instant même.

Le Comtat Venaissin et la ville d'Avignon faisaient partie du patrimoine de Saint Pierre, et les principaux habitants avaient chargé Possevin de remettre au Pape des dépêches par lesquelles ils le suppliaient de leur continuer ses bontés, dans un temps surtout où la Religion était si vivement menacée. Ce départ, ces lettres et la situation des provinces voisines servirent de prétexte pour répandre le bruit que Possevin avait entrepris son voyage dans un but hostile. Il s'agissait, disait-on, d'établir dans la ville le système d'inquisition qui régnait en Espagne, et de supprimer les quatre confréries de Pénitents. On ajoutait que Possevin portait au Souverain Pontife le nom des personnes qui, de près ou de loin, inclinaient vers l'Hérésie, et que le Pape avait déjà enjoint de sévir contre plusieurs.

A cette nouvelle, les têtes toujours incandescentes de cette population se montent et s'exaltent; l'on ne prend ni le soin ni le temps de réfléchir. L'Inquisition, telle que Philippe II la concevait, va être promulguée par les Jésuites et appliquée sous un Pape qui a été lui-même un terrible justicier : il n'en faut pas davantage. L'élection des Consuls arrive pendant ce temps. On était au mois de juin 1569; la multitude envahit les salles du Sénat, elle demande à grands cris qu'on détruise le Collège des Jésuites et qu'on en punisse de mort les habitants. Les magistrats hésitaient à se rendre à un pareil vœu : la multitude se met en devoir de le réaliser par elle-même; elle se précipite vers le Collège dont les portes sont fermées, elle en commence le siège. Son irritation était au comble. Pour l'apaiser, le Sénat, par une délibération prise sous le coup de l'insurrection, déclare que tout ce qui a été fait en faveur de la Société est annulé, et

La ville
d'Avi-
gnon et
Possevin

L'Inqui-
sition et
les
Jésuites

que la maison et les revenus dont elle jouit lui sont retirés.

Cette condescendance du Sénat devant une colère sans motifs pouvait avoir de déplorables résultats. Les Avignonnais cependant se calmèrent un peu ; mais l'élan qu'ils avaient donné allait se communiquer à toute la France , qui n'a jamais pu s'habituer à l'Inquisition , même en idée. C'était inévitablement ce que désiraient les propagateurs du mensonge ; ce fut aussi ce qu'Auger pressentit et ce qui le poussa vers le Comtat. A sa voix , les sénateurs se réunissent ; le cardinal d'Armagnac , légat du Pape , préside l'assemblée. Le Jésuite parle avec tant de fermeté et de modération ; il annonce d'une manière si positive qu'à l'instant même il va retirer d'Avignon les Pères si souvent demandés par la cité , que le Sénat le prie de ne pas écouter son ressentiment. Le Sénat se montrait vaincu de l'innocence de Possevin. Le peuple , qui passe si rapidement de la fureur à l'amour , y crut parce qu'Auger lui affirmait cette innocence d'un ton d'autorité qui frappait son imagination. Possevin fut en toute hâte rappelé de Rome , et , le 44 septembre 1569 , Pie V adressa quatre brefs en France , l'un à l'évêque de Calata , son nonce , l'autre au cardinal d'Armagnac , les deux derniers à l'archevêque et aux magistrats d'Avignon. Sous sa foi pontificale , le Pape assurait que les bruits d'Inquisition répandus contre Possevin et les Jésuites étaient faux et dénués de toute espèce de fondement. Plus tard , quand les esprits furent calmés , un Dominicain déclara que c'était lui qui avait conseillé au Saint-Siège les actes dont les Hérétiques prirent texte pour accuser les Jésuites.

Pie V était un Pontife d'une ardeur sans égale. La Chrétienté était menacée sur mer par les Turcs , sur le continent par toutes les sectes qui se divisaient entre elles , mais qui se liguèrent toujours pour abattre l'Eglise. Il fallait tenir tête à ces orages , et , chose plus difficile peut-être , savoir maintenir la concorde entre les princes catholiques. Afin de parvenir à ce double but , les sacrifices d'orgueil et d'argent ne coûtaient rien au Pape. Il y avait dans l'armée protestante des auxiliaires de toutes les nations , car alors ce n'était pas une honte pour un parti d'employer à son triomphe le courage de ses alliés ou de ses adhérents. Pie V ordonne au comte de Santa-Fiore de conduire son armée en France et de la mettre à la disposition des Catholiques. Le 2 octobre 1569 , les Royalistes et les Pontificaux , réunis sous le commandement du vainqueur de Jarnac , attaquaient les Dévoysés de l'Eglise dans les plaines de Montcontour. Le Père Auger était encore à cette bataille , affrontant tous les périls.

Catherine de Médicis avait façonné Charles IX aux principes de cette politique d'astuce

italienne qui , au lieu de braver le danger , ne sait que le tourner et l'envelopper d'un réseau d'intrigues. Elle avait torturé l'intelligence de son fils , la générosité de ses instincts , la droiture de son esprit , pour soumettre à la dissimulation ces brillantes qualités en germe. Catherine prêtait de la force aux faibles afin de dominer les forts , et , subjugué par sa mère , Charles IX se laissait aller à une aussi dange-reuse tactique. Quand les passions sont épuisées et que les caractères ne se sentent plus l'audace de se retremper dans la lutte , cette tactique peut avoir ses avantages ; mais lorsque tout ferment autour du trône , lorsque les populations enthousiastes battent en brèche avec une nouvelle Foi la vieille Eglise et l'antique Monarchie , ce n'est point par des palliatifs ou par des concessions que l'on doit procéder. Deux grands succès militaires dans une même année avaient couronné les armes catholiques ; il importait au bonheur de la France de poursuivre ces triomphes et d'en finir avec les Calvinistes plutôt par la victoire que par le crime.

Charles IX ne jugea point ainsi la position qui lui était faite , et que les Jésuites avaient conseillée au duc d'Anjou. La paix fut conclue le 45 août 1570 , paix boiteuse , ainsi que le peuple la nomma , et où tous les articles sont favorables aux vaincus. Cette paix cachait un piège. Coligny , que la perte de quatre batailles n'avait rendu que plus intraitable , alla en Languedoc rejoindre le comte de Montgomery. Les Catholiques de ces contrées , dévastées chaque jour par les Huguenots , n'avaient aucun chef capable de tenir la campagne contre l'amiral ; ils opposent à ses armes la parole du Père Auger.

En 1570 , le Jésuite Louis Coudret défendait la Foi dans les chaires d'Aix , le Père Annibal Coudret évangélisait la ville d'Auch ; Possevin se faisait entendre à Tours , à Paris , à Rouen , à Dieppe. Claude de La Baume , archevêque de Besançon , le pria d'assister à son synode. Dans cette assemblée où se trouvèrent les Evêques de la province , les docteurs de l'Académie de Dôle , et plus de treize cents ecclésiastiques , Possevin , avec la supériorité de son talent , expliqua les décrets du Concile de Trente ; le synode les adopta.

Auger concourait à l'établissement de l'Hôpital général de Lyon ; il était à Reims , à Metz , à Bordeaux , faisant partout entendre sa voix , partout entraînant les populations. Les troupes pontificales renaissent dans leur patrie victorieuses , mais dénuées de tout. Les Jésuites de Lyon acquittèrent à leurs frais la dette que la France catholique avait contractée avec ses alliés. Ils les habillèrent ; ils se chargèrent de leur entretien pendant la route. Le Père Maldonat abandonnait sa chaire de Paris , et , sur l'ordre du Roi , il partait avec cinq Jésuites pour une

Portrait
de
Charles
IX.

Paix
boiteuse.

Travaux
et indus-
tries des
Jésuites.

mission dans le Poitou. Les uns annonçaient la parole de Dieu à Saint-Maixent, les autres à Niort; Maldonat s'était réservé la ville de Poitiers. Afin de ne pas effaroucher les Huguenots, il tint d'abord ses conférences dans un lieu profane; mais quand il eut subjugué son auditoire par le charme de son élocution, le Père voulut continuer son apostolat dans la cathédrale de Saint-Pierre. Les Calvinistes l'y suivirent, et plus de quatre cents d'entre eux, en abjurant l'Hérésie, témoignèrent de l'impression que Maldonat avait faite sur leurs cœurs. A Verdun, pendant le carême 1574, Olivier Manare, par une ingénieuse adresse, chargeait les enfants du rôle de Missionnaires. Formés en congrégation, ils se partageaient les divers quartiers de la ville: ils devaient empêcher, par leurs prières ou par leurs remontrances, les disputes et les blasphèmes. Partout ils recrutaient pieusement pour le tribunal de la pénitence; et il n'était pas rare de voir ces jeunes gens rentrer au collège, conduisant, chacun sous la garde de sa charité, cinquante ou soixante individus de tout âge, ouvriers ou soldats, qu'ils présentaient au confessionnal.

Dans la cour de Charles IX, où sous le voile de l'intrigue et du plaisir s'agitaient des pensées de vengeance et de meurtre, l'arrivée du Général des Jésuites produisit une vive impression.

Ils avaient rendu à la Monarchie et à la Catholicité tant de services, qu'en dehors même des vertus personnelles de Borgia, tous les seigneurs cherchaient, par de respectueux hommages, à lui marquer leur gratitude. Mais lorsqu'il parla de l'objet spécial de la légation du cardinal Alexandrini et du mariage désiré par le Pape, on lui exposa que ce double projet était impraticable. La situation du royaume était telle qu'il fallait d'un côté contenir les Protestants et de l'autre leur offrir des garanties. Il devenait donc impossible de disposer d'une partie de l'armée pour des conquêtes sur le Croissant, et l'union de Marguerite avec Henri de Béarn était résolue, comme un gage de paix accordé aux deux partis.

Ces raisons étaient plausibles; le cardinal Alexandrini et le Père François furent obligés de s'en contenter. Ils ne prévoyaient pas que sous ces démonstrations de paix, que sous ce langage de conciliation, on pût cacher la pensée de la Saint-Barthélemy. Le cardinal était Italien, le Jésuite avait été l'ami de Charles-Quint et de Philippe II. Ils furent tous deux trompés par la duplicité de Catherine de Médicis. Le cardinal fut rappelé en toute hâte à Rome, afin de recevoir le dernier soupir de son oncle Pie V. François de Borgia, agonisant, se mit en route pour mourir, comme ses deux prédécesseurs, au siège même de l'Eglise; et ces deux hommes, que la nature de leur caractère ou de leur talent portait à la réflexion, ne purent rien saisir

de la trame qui, au témoignage des historiens, s'ourdissait déjà, trame qui aboutit à un attentat! « Nous ne devons pas oublier, dit l'écrivain anglican Macaulay ¹ en parlant de Borgia, que, malgré ses rapports assez intimes avec Charles IX et Catherine de Médicis, et bien qu'il fût en haute faveur auprès d'eux, on n'a aucun motif de supposer qu'il eût reçu la confiance de leur odieux projet. Nous ne devons pas oublier non plus que, durant son séjour sur les domaines de l'Inquisition, il refusa constamment de prêter l'autorité de son nom à ce tribunal sanguinaire. »

Le 24 août 1572, Catherine de Médicis et Charles IX, son fils, rachetaient dans le sang des Huguenots les concessions qu'ils avaient eu la faiblesse de leur faire. Triste rachat, qui ne compensait pas les fautes commises et qui jetait à leurs noms une exécution que la partialité des Protestants et la pusillanimité des auteurs catholiques laissèrent peser plutôt sur la royauté que sur les personnes.

Il ne nous convient pas plus d'amoindrir le crime des uns que de glorifier les erreurs dont les autres tombèrent victimes. Ces événements sont loin de nous, qui en avons vu de plus cruels. Les causes mêmes qui les produisirent ne sont plus que des points historiques; on peut donc faire à chacun la part qui lui revient. Les Dévotés de l'Eglise étaient intolérants, comme toute secte en progrès. Ils persécutaient, ils étaient persécutés. Cet état de surexcitation leur inoculait une fièvre de prosélytisme et de martyre qui portait un coup mortel au Catholicisme. Trois ans auparavant, le 24 août encore, les Calvinistes avaient massacré à Pau un grand nombre de gentilshommes catholiques qui résidaient dans la ville sur la foi des traités.

Selon l'historien de la Navarre, « le roi avoit résolu de faire une seconde Saint-Barthélemy; en expiation de la première, comme mémoratif encore, ajoute le vieux chroniqueur, des seigneurs dagués de sang-froid en Béarn par Montgomery, lequel pompeusement se pennadoit à Paris. Toutes ces choses firent résoudre le roi à faire une saignée, et à ôter par icelle toutes les humeurs corrompues de partie du corps de la France ¹. »

Charles IX, jeune homme voluptueux et colère; Catherine, plus calme, plus profonde dans ses calculs, montraient peu d'empressement, parfois même de la tiédeur, à défendre les droits de la Religion. Ce qu'ils accordaient d'une main, ils la retiraient de l'autre; mais lorsque, après la conclusion de la paix, le Roi, par les grands officiers et par les ministres de la couronne, fut enfin mis au courant des projets de l'Hérésie; lorsqu'il vit qu'elle ne tendait pas seulement à la destruction du culte catholique, mais encore au renversement du trône; lorsque

La Saint-Barthélemy.

Causes de ce crime.

François de Borgia à Blois.

(1) Revue d'Edimbourg, 1842; les premiers Jésuites.
(2) Histoire de Navarre, liv. xiv.

l'alliance des sectaires de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas avec ceux de France ne fut plus pour lui un mystère, Charles IX et sa mère changèrent de plan. On se détermina à faire main basse sur les chefs du Protestantisme, bien persuadés qu'une fois privé de sa tête, ce parti se dissoudrait par la force même des choses.

Après avoir étudié les annalistes du Calvinisme, contemporains des événements, telle est l'opinion que nous nous sommes faite sur la pensée première de la Sainte-Barthélemy. La Religion ne s'y associa d'abord sous aucune forme. Au moment de l'exécution, elle ne fut même pas appelée à sanctionner le forfait. Dans le conseil qui, au Louvre, précéda le massacre, on voit bien figurer les sommités du parti militaire : Henri, duc d'Anjou, Catherine, le duc de Nevers, le comte d'Angoulême, le chancelier Birague, les maréchaux de Retz et de Tavannes; mais il ne s'y rencontre aucun cardinal, aucun évêque, aucun prêtre, pas même un religieux. Ce sont la vengeance, l'intérêt personnel, la sûreté mal comprise de l'Etat, celle du Roi peut-être, qui poussent ces gentilshommes à de nouvelles Vêpres-Siciliennes. Ils égorgent parce qu'ils craignent d'être égorgés, parce que, affirme-t-on, les Sectaires ont projeté le même coup pour les premiers jours de septembre.

Charles IX avait été chauffé dans un bain de sang. On attendait à son trône, il attenta à la vie de ses sujets. Les Parisiens ne furent pas consultés, mais on était bien sûr qu'ils ne manqueraient pas au signal donné. « C'était, dit Mézeray, être Huguenot que d'avoir de l'argent, ou des charges enviées, ou des héritiers affamés. » Dans ce jour de deuil, la masse réalisa encore une fois cette parole si profonde de Brantôme : « Il ne fait pas bon d'acharner le peuple; car il est assez prêt, plus qu'on ne veut. »

Le peuple, comme toujours, prit goût au sang et lui massacra tout ce qui tomba sous sa main. Dès lors il n'y eut plus de Catholiques ou de Protestants; ce fut la satisfaction des haines privées, la guerre de toutes les passions humaines se développant sur le terrain politique et se couvrant du manteau de la religion. « Les courtisans, lit-on dans le *Martyrologe* des Calvinistes ¹, riaient à gorge déployée, disant que la guerre était vraiment finie et qu'ils vivraient en paix à l'avenir; qu'il fallait faire ainsi les édits de pacification, non pas avec du papier et des députés. » Ainsi, de l'aveu même des Dévoysés, c'était pour obtenir une paix politique et non pas une paix religieuse qu'on assassinait. Cependant, au dire même de La Popelinière, écrivain protestant, les Catholiques, après la mort des principaux chefs du Calvinisme, réunirent leurs efforts pour sauver les Sectaires.

(1) *Histoire des Martyrs persécutés et mis à mort pour la vérité jusqu'en 1574*, p. 915 (édit. de 1682).

« Entre les seigneurs français qui, raconte-t-il ¹, furent remarqués avoir garanti la vie à plus de Confédérés, les ducs de Guise, d'Aumale, de Biron, Bellièvre et Walsingham, ambassadeur anglais, les obligèrent plus, après même qu'on eut fait entendre au peuple que les Huguenots, pour tuer le Roi, avoient voulu forcer les corps-de-garde et que jà ils avoient tué plus de vingt soldats catholiques; alors ce peuple, guidé d'un désir de religion joint à l'affection qu'il porte à son prince, en eût montré beaucoup davantage, si quelques seigneurs, contents de la mort des chefs, ne l'eussent souvent détourné. Plusieurs Italiens même, courant montés et armés par les rues, avoient ouvert leurs maisons à la seule retraite des plus heureux. »

La cour n'avait songé qu'à frapper ses ennemis; la multitude profitait de l'occasion pour faire comme la Cour.

La Saint-Barthélemy est un crime envers l'humanité comme les journées de septembre 1792, comme les noyades de Nantes, comme les exécutions révolutionnaires. Il y a parité entre ces forfaits; partout et toujours ne prétendait-on pas qu'il fallait laisser passer la justice du peuple? la Religion est aussi innocente de la Saint-Barthélemy que la Liberté doit l'être de cette série d'attentats républicains qui a duré plus de trente mois. Comme la Liberté, la Foi n'a pas besoin de s'élever un trône de cadavres pour affirmer sa puissance.

On a varié sur les causes déterminantes de la Saint-Barthélemy, on varie encore sur le nombre des Calvinistes qui périrent à Paris et dans les provinces ². Les uns fixent le chiffre à cent mille, les autres à dix mille. D'après le *Martyrologe*, que les Héretiques publièrent en 1582, et auquel l'histoire ne peut ajouter qu'une confiance relative, le nombre des morts, dans toutes les villes où la réaction se fit sentir, ne s'élève qu'à quinze mille cent soixante-huit. Sur ce chiffre exagéré sans doute, car les par-tis, qui sont toujours sans pitié dans leurs vengeances, grossissent inévitablement leurs calamités pour frapper davantage l'esprit des masses, il n'y a que sept cent quatre-vingt-six victimes désignées par leurs noms. Les autres ne sont pas connues. La Révolution Française, à laquelle les Calvinistes travaillèrent avec tant d'ardeur,

(1) *Histoire de France*, par La Popelinière, liv. xxix, p. 67 (édit. de 1581).

(2) Il y eut si peu d'accord dans les mesures qu'on suppose avoir été prises par la Cour pour faire, à la même heure, main basse sur tous les Protestants du royaume, que les dates des massacres dans les provinces sont en partie plus ou moins éloignées de ce fatal jour. La réaction semble avoir été locale et plutôt l'effet de haines particulières que l'exécution d'ordres venus de Paris. En général la province se conforme plus strictement à ce que la capitale lui adresse : à Meaux, l'on tua le 25 août; à La Charité, le 26; à Orléans, le 27; à Saumur et à Angers, le 29; à Lyon, le 30; à Troyes, le 1^{er} septembre; à Bourges, le 11; à Rouen, le 17; à Romans, le 20; à Toulouse, le 25; à Bordeaux, le 3 octobre. Cette différence de dates n'exclut-elle pas toute idée de complot tramé d'avance?

a fait plus grandement les choses : elle a porté l'ordre jusque dans les égorgements, et elle a enregistré ses victimes.

Le père Maldonat et le roi de Navarre. Nous n'avons pas à raconter en détail cette lugubre journée qui ne se lie que par un seul épisode à l'histoire de la Compagnie de Jésus. Le nom du Père Maldonat seul y fut impliqué ; voici à quelle occasion.

Henri de Navarre qui, deux jours auparavant, avait épousé la sœur de Charles IX, était, par ordre du Roi, retenu dans le Louvre avec le prince de Condé. Le Roi voulait le forcer à abjurer : pour prêter à cette contrainte morale une apparence de libre arbitre, il fit appeler Maldonat et du Rosier, ministre protestant converti. Le Jésuite se présenta dans ce Louvre où ne retentissaient que des cris de vengeance. Il était pâle et tremblant ; ne venait-il pas, lui l'homme d'étude et de discussion, de traverser cette ville toute fumante encore des excès commis ? Henri et le prince de Condé l'écoutaient sans répondre, lorsque Charles IX, dans le paroxysme de sa colère, s'écria : « Messe, mort, prison perpétuelle ; choisissez dans la minute. »

Le jeune Roi de Navarre n'avait pas la vocation du martyr. Sous le coup d'une menace qui, en pareille circonstance, pouvait si facilement se transformer en réalité, il n'hésita plus. Il abjura des lèvres pour conserver une vie qui, plus tard, sauva la France des convulsions de l'anarchie.

Insurrection des Pays-Bas.

Dans ce temps-là, la position des Pays-Bas avait déjà plus d'un point d'affinité avec ce Royaume. Contrée toujours le théâtre des guerres, toujours dominée, mais souvent prête à la révolte, la Belgique avait accepté sans regrets le gouvernement de Charles-Quint ; celui de Philippe, son fils, lui était odieux. Dans Charles-Quint, la Belgique voyait encore un prince allemand ; dans son héritier, elle n'apercevait qu'un Espagnol. Ce titre seul était pour elle un motif de répugnance. Philippe connaissait cette aversion, il ne fit rien pour la conjurer. Roi dont les mœurs et le caractère cadraient admirablement avec les mœurs et le caractère des habitants de la Péninsule, il ne s'occupa des provinces annexées que pour les soumettre au joug dont les Espagnols acceptaient avec orgueil les bénéfices et les charges. Philippe avait la force en main ; il menaça. Sur des esprits aussi mal disposés que ceux des Pays-Bas, ces menaces ne devaient point produire de résultats favorables.

Il existait alors un homme doué de toutes les facultés qui font les grands politiques. Aux yeux de cet homme dont la vie entière ne fut qu'un calcul, s'opposer par le raisonnement ou par des prises d'armes sans unanimité à l'omnipotence de Philippe II, c'était, à la longue, épuiser les Belges et assurer la domination étran-

gère. Guillaume de Nassau, prince d'Orange, s'était préparé un rôle plus ardu. Il conspirait pour l'affranchissement de sa patrie en provoquant l'arbitraire. Catholique en Espagne, Luthérien ou Calviniste selon les circonstances, il exagérât les mesures prises par Marguerite d'Autriche ou par le cardinal de Granvelle. Il obéissait le premier, demandant à tous la même obéissance. Brutus intelligent, il savait avec un art si profond dissimuler ses desseins, que le peuple l'avait surnommé *le Taciturne*, et que, malgré les adulations dont il entourait la puissance souveraine, il était encore plus populaire en Flandre que le comte d'Egmont.

Vainqueur dans les combats de Saint-Quentin et de Gravelines, le comte d'Egmont fut une de ces natures expansives qui se jettent dans les partis sans arrière-pensée, et qui ramassent une couronne à la pointe de leur épée ou meurent sur un échafaud avec la grâce chevaleresque d'un héros. D'Egmont séduisait par le charme de ses manières. Inconscient dans ses amitiés ainsi que dans ses haines, il pouvait exciter un mouvement, il n'aurait pas eu assez de suite dans les idées pour le régulariser.

Afin d'alimenter l'insurrection, il fallait déconsidérer l'autorité ; elle se trouvait déposée entre les mains du cardinal de Granvelle ; les Protestants le prirent à partie. Granvelle était actif, éloquent, plein de pénétration et de fermeté ; mais une hauteur poussée jusqu'à la rudesse ternissait l'éclat de tant d'heureux avantages et le rendait odieux aux Sectaires. Fils de ses œuvres, le Cardinal ne tenait compte ni du rang ni de la naissance ; il appliquait au gouvernement des provinces belges le principe d'égalité qui l'avait élevé à la pourpre. Ce principe froissait les idées de ces puissants seigneurs qui, avec les souvenirs encore récents de la féodalité, ne voulaient pas accepter la loi dont ils n'étaient ni les auteurs ni les protecteurs. Granvelle succomba sous la coalition. Philippe II avait essayé d'introduire dans les Pays-Bas un système mixte d'Inquisition. Par un décret daté de Ségovie le 17 octobre 1565, il avait ordonné « que l'Inquisition se ferait par les inquisiteurs, en la forme et manière que jusques ores a été fait et leur appartient de droits humain et divin ¹. » Les Catholiques, et à leur tête Viglius de Zuichem d'Aytta, président du conseil d'Etat, vont en appeler à Philippe lui-même. Guillaume de Nassau est contraire à ce sage avis ; il entraîne le monarque dans les voies de la sévérité.

Peu de semaines après, la guerre des *Gueux* commençait ².

Le cardinal de Granvelle.

Les Gueux.

(1) Vander Vynckt, II. partie, § 1.

(2) Le 5 avril 1566, l'archiduchesse gouvernante donnait audience aux seigneurs lignés contre le roi d'Espagne. Ils débattirent, deux à deux, devant elle, au nombre de quatre cents. Quand les comtes de Brederode et Louis de Nassau, qui fermaient la marche, furent en présence de Marguerite, ils

Les passions étaient déchaînées ; Philippe II crut devoir leur faire quelques concessions. Mais le prince d'Orange ne se contentait point de ces palliatifs. Indifférent à toute religion, il se servait du mobile religieux pour arriver à ses fins. Il conseillait la persécution afin que les persécutés eussent recours aux armes, et qu'alors il pût apparaître en toute sécurité comme le chef d'une révolution qu'il aurait évoquée. Les Luthériens des Pays-Bas s'alliaient aux Calvinistes de France et aux Anglicans. Comme ceux de France, ils avaient des idées républicaines ; la doctrine du libre examen y conduisit inévitablement, et, dans les *Mémoires de Sully*, la trace de ces pensées se voit très-clairement indiquée. « On a cru, y est-il dit, que c'est par l'effet des conseils qu'il (Coligny) donna au prince d'Orange, que les Pays-Bas se soulevèrent contre l'Espagne, soutinrent la guerre dix ans durant, et formèrent le plan d'une république qui a eu du moins une partie de son effet ; mais on croit aussi, avec assez d'apparence, qu'il aurait tenté la même chose en France ¹. »

La république était la conséquence de ces pactes secrets entre les Dévoiyés des différents royaumes. La Saint-Barthélemy fit ajourner indéfiniment ce projet, auquel travaillaient toutes les têtes en ébullition, toutes les imaginations vagabondes, tous les créateurs d'utopies. La guerre au Catholicisme était le cri de ralliement des passions. Elles se coalisaient en Europe contre le principe d'unité dans la Foi ; on les découvre à la même époque armant le Turc et l'exécitant à essayer une diversion en faveur des Sectaires.

Il y avait au fond du sérail de Constantinople un Juif qui, après avoir pressuré tous les états de l'Europe et préparé l'incendie de l'arsenal de Venise, s'était retiré sur le Bosphore comme dans un lieu d'asile. Ce Juif se nommait Jean Mich. En devenant le courtier des plaisirs de Sélim, il s'avança tellement dans sa confiance que le sultan l'initia aux secrets du Divan. Jean Mich avait eu, dans beaucoup de villes, des complices de ses exactions ; ces complices étaient Luthériens ou Anabaptistes. Ils formaient avec lui une association pour l'usure et pour le crime ; ils la continuèrent contre la société religieuse et monarchique. Le juif écrivait de Constantinople aux révolutionnaires d'Anvers ² : « Hâtez-vous de réaliser la con-

testèrent au nom de tous contre l'inquisition et la rigueur des édits. Ce jour-là, Marguerite s'était effrayée de cette réunion de confédérés, et le comte de Berlaumont lui avait dit : « Rassurez-vous, madame, ce n'est qu'une troupe de gueux. » L'injure fut acceptée comme mot de ralliement. L'on vit paraître dans les rues les mécontents avec un costume en rapport avec ce titre. Ils étaient vêtus d'une souquenille ; la besace du mendiant chargeait leurs épaules, et ils portaient au cou une médaille avec cette inscription : Fideles au roi jusqu'à la besace. C'est là l'origine de ce nom de Gueux, qui retentit si souvent dans l'histoire.

(1) *Mémoires de Sully*, t. 1er, liv. 1er, page 42, notes.

(2) *De Bello Flandrico*, par Famianus Strada, tome 1.

spiration tramée contre les Catholiques avec tant de courage et de générosité. L'empereur des Turcs fait de grands préparatifs contre les Chrétiens, et dans peu de jours les armes de Mahomet donneront tant de souci au roi Philippe qu'il n'aura pas le temps de songer à la Flandre. »

La guerre des Gueux était donc plutôt une révolution qu'une réaction. Philippe II, malgré sa perspicacité, ne le devina pas, et c'est une des plus grandes fautes de son règne. Il n'avait pas la spontanéité d'esprit nécessaire pour adopter vivement un parti. Il réfléchissait, il mûrissait ses plans ; il comptait trop sur les mesures de coercition, ne songeant pas que la véritable politique d'un monarque consiste plutôt à prévenir le mal qu'à le réprimer. L'élan était donné. Luthériens, Calvinistes, Anabaptistes, partisans de toutes les sectes ou inventeurs de tous les schismes, s'abattirent dans les campagnes. Ils prêchèrent au peuple la doctrine de l'immoralité et du partage des biens. A ces harangues, le peuple courut aux armes ; bientôt il ne laissa partout, comme traces de son passage, que la profanation, le pillage et le meurtre.

Les Jésuites étaient restés en dehors de toutes les agitations, précurseurs de la tempête. En Espagne, ils avaient refusé d'exercer l'office d'inquisiteurs ; aux Pays-Bas, ils n'eurent même pas la peine du refus. Leur action se concentrait dans l'intérieur de leurs Collèges d'Anvers et de Tournai. Mais ils étaient dévoués à l'ordre, ils recommandaient la paix. Leurs maisons devaient être le point de mire des révoltés ; elles furent saccagées. Un appel à la force brutale venait d'être fait par les Protestants. Des misérables de toutes les nations y répondirent par le sacrilège et par l'assassinat ¹. La main d'une femme était trop faible pour arrêter ces débordements. Le 22 août 1567, don Alvarès de Tolède, duc d'Albe, entra à Bruxelles comme gouverneur général des Pays-Bas.

Vaillant capitaine, profond politique, mais cœur de bronze, le duc d'Albe portait dans chaque acte de sa vie la sévérité qu'il avait mise à l'ordre du jour de son armée. Il était implacable partout et en tout, parce qu'il sentait que les ressorts de l'autorité se détendaient sous la main de l'Hérésie. L'autorité, pour lui, c'était un culte ; il fallait l'honorer ou mourir. Un caractère de cette trempe, jeté au milieu de semblables dissensions, ne pouvait guère s'accommoder des demi-mesures de l'archiduchesse Marguerite. Les Protestants étaient parvenus à éloigner le cardinal de Granvelle : Philippe II leur donnait pour gouverneur le duc d'Albe. Cet homme, dont l'impassable visage ne trahit jamais une émotion de plaisir, de douleur ou de crainte, commença l'exercice de son pouvoir

Le duc d'Albe à Bruxelles.

(1) Schiller, page 510 et suivantes, fait un effroyable tableau de ces excès.

par faire tomber les têtes de deux des principaux chefs de l'insurrection. Les comtes d'Egmont et de Horn sont traduits devant le Conseil des Troubles, que le peuple a surnommé le Conseil du Sang. Le 5 juin 1568, ils périssent sur l'échafaud; puis, profitant de la terreur que son nom inspire, l'Espagnol marche contre les Gueux, que Louis de Nassau commande. Le 24 juillet, le duc d'Albe remporta la victoire de Jemminghem.

Les Jésuites réunis à Tournai et à Anvers.

Les Jésuites n'approuvaient pas le système de cruelle justice employé au nom de Philippe II; ils savaient que l'excès dans les rigueurs est aussi préjudiciable que l'excès dans la faiblesse, et ils se tenaient à l'écart. Mais lorsque la bataille de Jemminghem eut appris aux Gueux à être plus circonspects, les Jésuites ne voulurent pas laisser à la merci publique les Collèges qu'ils avaient fondés. Ils espéraient d'un autre côté pouvoir faire entendre des paroles de conciliation au milieu des partis exaspérés; ils rentrèrent dans leurs Maisons.

Leurs différends avec l'Université de Douai, qui les aggrava.

Une année auparavant, Philippe II avait établi une Université dans la ville de Douai, où les Pères possédaient un Collège. Pour un corps enseignant, ils étaient des adversaires à redouter et des rivaux dont le voisinage devenait dangereux. L'Université de Douai avait sous les yeux l'exemple de ses sœurs de Paris et de Louvain, elle désire d'en profiter; et, autant pour se donner un vernis d'impartialité que pour amortir la concurrence, elle propose aux Jésuites de les agréger. Ils acceptent l'offre. S'il faut en croire les annales de l'Université de Douai¹, les Jésuites n'auraient été reçus dans son sein qu'en subissant quelques conditions dont voici les deux plus importantes : 1° Les Pères s'engageaient par serment à observer les statuts et les lois de l'Université; 2° pour se conformer à l'usage, ils promettaient de prélever sur leurs écoliers une rétribution qui, en Flandre, prenait le nom de *minervalia*.

Cette dernière condition est en désaccord flagrant avec le mode d'enseignement recommandé par les constitutions de l'Ordre. Le Jésuite doit répandre partout l'instruction, mais il lui est défendu d'en retirer un salaire sous quelque forme que le tribut soit payé. Pour ceux qui connaissent le respect avec lequel tous les Pères suivent chaque prescription de leur Institut, il n'est pas douteux que jamais ils n'ont pu s'engager, même indirectement, à accepter cette innovation. Lorsque, par un calcul habile, le recteur de l'Université de Douai voulut les y soumettre, les Jésuites refusèrent. Quant aux statuts et aux lois qu'on se montrait si empressé de leur faire adopter, ils demandèrent à les étudier et à consulter leur Général, afin de savoir s'il ne s'y trouvait rien de contraire aux privilèges de l'Ordre. Une telle prudence déjouait

les plans universitaires, elle allait porter un coup funeste à la corporation naissante. Quand l'Université vit que la ruse et les prières étaient vaines, elle essaya d'avoir recours à la violence. Le 18 octobre 1567, jour de l'ouverture des classes, elle frappa le Collège d'interdit jusqu'à ce que les Pères eussent prêté le serment.

Sous cette espèce d'excommunication scolaire, les Jésuites ne font appel ni à la force ni aux passions. Les religieux de l'Ordre de Saint-Benoît, qui avaient offert le Collège, et l'Université s'entendent pour que l'affaire soit jugée par le Pape. Un bref pontifical, à la date du 13 novembre 1568, dispensa les Jésuites du serment que prescrivait l'Université de Douai, il leur laissa la faculté d'enseigner gratuitement.

Le duc d'Albe, par ses cruautés, n'avait fait que comprimer l'insurrection. La mort de don Carlos, que les Belges supposaient favorable à leur cause, mort qu'ils croyaient n'avoir été provoquée que par ce motif; la sentence rendue par le Saint-Office d'Espagne, qui déclarait criminels de lèse-majesté divine et humaine les apostats, les rebelles, les séditeux, et même les Catholiques ne s'opposant pas aux entreprises des Luthériens, tout cela produisit une effervescence extraordinaire. Le prince d'Orange jugea que le moment opportun était venu, et, en 1570, il se mit à la tête des confédérés. Il y avait des Gueux de terre, il voulait avoir aussi des Gueux de mer. Guillaume de La Marck, si connu sous le nom de Sanglier des Ardennes, dirigeait ces corsaires, dont l'intrépidité ne fera point oublier les excès. Le duc d'Albe massacrera la loi à la main; Les Gueux brûlaient, ravageaient, égorgaient selon le bon plaisir de leur rapacité et de leur vengeance. La religion et la patrie n'étaient plus en cause; de sauvages passions remplacèrent ces deux saints mobiles.

On courait autant de périls à être exposé à la discrétion des vainqueurs qu'à la rage des vaincus. Les Jésuites s'effacèrent dans cette lutte de sang. Leurs Collèges s'étaient vus pillés une seconde fois par les Protestants; les Catholiques crurent devoir un dédommagement à l'Institut: il fut, dit-on, tel que le comportaient les mœurs militaires de cette époque.

La ville de Malines est tombée au pouvoir des Gueux: les Espagnols la reprennent; et, après le sac de cette cité, ils s'emparent de tout le butin que les assiégés y ont laissé. Ce butin était immense; les soldats viennent le vendre à Anvers. La Maison des Jésuites de cette ville a été détruite par les Gueux. A la nouvelle des désastres dont Malines est frappée, les Jésuites oublient leurs calamités personnelles pour ne se souvenir que de celles des autres. Le Père Trigonus excite la charité publique en faveur de ces malheureux. Un navire chargé d'aliments est freté par ses soins. Trigonus le dirige sur la cité désolée. Il persuade à de riches marchands

Le butin de Malines

(1) *Ex fastis Academiae Duacensis*.

d'acheter aux Espagnols le plus précieux des dépouilles, afin de le rendre aux propriétaires, ou de le distribuer aux pauvres si les propriétaires restent inconnus. Le cardinal de Granvelle était archevêque de Malines. Il remercie Trigosus de la charité qu'il a déployée en faveur de son troupeau ; mais les Hérétiques ne se montrèrent pas aussi équitables. Les Jésuites avaient secouru les Malinois, sans distinction de culte et de parti ; on les accusa d'avoir eux-mêmes vendu à leur profit la part du butin que les Espagnols leur avaient confiée. Le produit de cette vente servit, dirent les Protestants, à relever plus magnifiquement que jamais leur Maison d'Anvers.

Quesnel renchérit encore sur ce récit, et, pour démontrer la rapacité des membres de la Compagnie de Jésus, il tronque Sacchini :

« C'est ainsi, raconte le Janséniste ¹, que ces Pères, à l'exemple des mauvais prêtres d'Israël dont parle un Prophète, s'engraissaient des crimes du soldat et de la misère du peuple ; injustice si criante et si indigne que leur historien même, après lui avoir donné un tour des plus fabuleux, est obligé de convenir que cette action fit beaucoup de tort à leur réputation. On affirmait publiquement, dit-il, que le pillage de la ville de Malines nous avait fourni de quoi bâtir notre Maison d'Anvers. Cette opinion même s'était tellement fortifiée dans les esprits, que lorsque Requesens vint succéder au duc d'Albe dans le gouvernement des Pays-Bas, on soutenait partout que l'argent que nous en avions tiré nous avait de plus servi à gagner la faveur et le crédit que nous avions auprès de ce seigneur. »

Avec ses yeux de Janséniste, Quesnel n'a vu que cela dans Sacchini. L'historien ajoute pourtant : « Exemple remarquable de la malignité et de la perversité humaine, qui ne trouve rien de bon et de vertueux qu'elle ne l'interprète en mauvaise part. »

L'écrivain jésuite nie le fait ; le janséniste le force à corroborer de son autorité le mensonge qu'il combat.

Cependant, le 28 septembre 1572, François de Borgia arrivait à Rome dans un état désespéré ; les spectacles de désolation qui, sur la route, avaient affligé ses regards et qui souvent tiraient de son cœur cette plainte du prophète Elie : « Seigneur, les enfants d'Israël ont renoncé à votre alliance ; ils ont démolì vos autels et passé vos prophètes au fil de l'épée ! » Ces spectacles de meurtres, de sacrilèges et de sang s'étaient gravés dans son âme. Accueilli par tous les souverains avec un pieux respect, il semblait, dans sa seule humilité, trouver encore un peu de force pour se dérober aux démonstrations dont il était l'objet. Le duc de Savoie l'arrêtait à Turin ; le duc de Ferrare, Alphonse d'Este, son neveu et le protecteur du Tasse, entourait le religieux de toutes les preuves d'affection ; mais le Général des Jésuites sentait approcher sa fin, et il n'exprimait plus qu'un vœu. Il voulait mourir au milieu de ses frères, dans cette maison où Ignace de Loyola et Laynès avaient rendu le dernier soupir. Ce vœu fut exaucé. François de Borgia revit la capitale du monde chrétien, où, dans le Conclave qui s'était tenu après la mort de Pie V ¹, son nom avait été souvent prononcé comme celui du plus digne successeur à donner au Pontife dont il était l'ami.

Afin de ne pas troubler ses derniers moments, on lui fit un mystère de ces honneurs qui le poursuivaient jusque dans les bras de la mort. Le 4^{er} octobre 1572, il expira, ayant encore sur les lèvres une suprême prière pour la paix du monde chrétien et pour la Compagnie de Jésus. Les larmes que les Pères et sa famille versaient auprès de son lit d'agonie tarirent à l'instant même : l'homme avait disparu ; il ne restait plus que le Saint. La ville tout entière se pressa autour de ce tombeau qui se transformait en autel ; et les prélats, les princes, les cardinaux eux-mêmes, mus par un sentiment de religieuse admiration, vinrent baiser les pieds de ce Jésuite, dont la vie comme la mort n'avait été qu'un hymne à la gloire de Dieu.

Mort de
François
de
Borgia.

(1) *Histoire des Religieux de la Compagnie de Jésus*, t. III, liv. VIII, p. 314 (édition d'Utrecht, 1742).

(1) Pie V mourut le premier mai 1572. « Son plus bel éloge, dit Voltaire, vient de Constantinople même, où l'on fit des réjouissances publiques à sa mort. » (*Essai sur les Mœurs*, p. 383, 2^e volume des Œuvres complètes.)

CHAPITRE XII.

Ce que François de Borgia a fait pour les missions. — Mission du Brésil. — La peste à San-Spiritu. — Divisions entre les Portugais apaisées par le Père Grana. — Le Père Azevedo, visiteur de la province du Brésil. — Il retourne en Europe. — Ce qu'il fait à Rome. — Son retour au Brésil. — Le corsaire calviniste Jacques Sourie. — Martyre de quarante Jésuites. — Mort d'Azevedo. — Le corsaire calviniste Capdeville et les Jésuites. — Le Père Joseph Anchieta et les sauvages. — Mort du Père Martinez sur les côtes de la Floride. — Les Jésuites en Floride. — Caractère et mœurs des Floridiens. — Barthélemy de Las Casas et les Espagnols. — Le Père Portillo au Pérou. — Succès des missionnaires. — Le Mexique et les Jésuites. — Les Jésuites aux Moluques. — Le Père Mascaregnas. — Les Jésuites au Japon. — Parallèle des missions catholiques et protestantes. — Macaulay et La Mennais. — Les Pères Villéla et Froës. — Révolution à Méaco. — Le Père Almêida à Goto et à Xiqui. — Le Père Valla. — Le néophyte Léon et les bonzes. — Contre-révolution à Méaco. — Reconnaissance des rois. — Le Père Cabral, visiteur de la province du Japon. — Progrès du Christianisme dans cet empire.

A voir ces sept années du généralat de François de Borgia, on pourrait croire que ses jours ne suffisaient pas pour tant d'œuvres menées à bien; cependant ce n'était pas sur les seuls besoins moraux de l'Europe que son zèle veillait en dehors de la direction à imprimer à chaque Jésuite répandu dans les royaumes catholiques, et combattant dans les villes menacées ou infectées d'hérésie. Le Père François s'était imposé d'autres occupations. Son ardeur ne se renfermait pas dans les bornes du continent, trop étroites pour l'enthousiasme de ses frères. Il y en avait des milliers tout prêts à enseigner, tout disposés à aller affronter les périls que faisaient naître sur leurs pas les Luthériens et les Calvinistes; on en trouvait encore pour s'élancer à la conquête des terres infidèles. Ignace de Loyola et Laynès avaient développé au cœur des Jésuites la passion du salut des âmes chez les nations barbares: Borgia maintint ce que ses prédécesseurs avaient fait; il l'agrandit en ouvrant de nouvelles Missions à la Floride, au Pérou et au Mexique. Celle du Brésil fondée sous Laynès, était en voie de progrès; c'est par elle que nous commencerons le récit des travaux évangéliques de la Compagnie pendant le généralat de Borgia.

Les fondateurs de la mission du Brésil s'étaient placés au centre de cette contrée; ils avaient divisé leurs catéchumènes par quartier ou par peuplade, que les Pères administraient sous le rapport spirituel. Des Collèges, des Maisons s'élevaient ailleurs. Le Jésuite Anchieta, dans une de ses lettres, nous apprend ce qu'au Brésil on décorait du titre d'habitation.

« Nous nous sommes, écrivait-il, rencontrés quelquefois plus de vingt-six personnes dans cette Maison, composée d'un assemblage de longues perches qui, au moyen d'une terre détrempée dans les temps de pluie, forme nos gros

murs et toutes nos cloisons; des faisceaux de chaume ou des herbes sèches nous tiennent lieu de toiture. La plus belle pièce, qui a quatorze pieds de longueur sur dix de largeur, nous sert de classe, de réfectoire et de dortoir; mais tous nos Frères en sont enchantés. Ils ne changeraient pas cette cabane pour le palais le plus magnifique, ils ont toujours présent à la pensée que le Fils de Dieu naquit dans une crèche plus incommode que l'endroit où nous demeurons, et qu'il expira pour nous sur une croix moins supportable encore. Voilà ce qui fait disparaître tous les petits inconvénients de l'habitation dans laquelle les intérêts de sa gloire nous rassemblent. »

A force de charité et de patience, les Missionnaires étaient parvenus à dominer les anthropophages. Pour leur faire accepter le joug de l'humanité, il avait fallu tout d'abord les soumettre à celui de l'Evangile, et ils avaient réussi. La Compagnie de Jésus prenait, dans ces contrées, un rapide accroissement. Au Collège de San-Salvador, on commençait à traiter les questions relatives aux vertus et aux vices; mais ce n'étaient pas seulement les indigènes qui avaient besoin de l'intervention des Pères. A la résidence de San-Spiritu, la peste sévit pendant les chaleurs de l'année 1565. Jacques Jacobeo et Pierre Gonzalès étaient à la tête de cette Mission. Ils soignent les corps, ils veillent au salut des âmes, ils ensevelissent, ils enterrent les cadavres; car les Brésiliens, frappés de stupeur à la vue de ce mal inconnu, n'osaient pas jeter un dernier regard à leurs parents que le fléau emportait. La civilisation s'offrait à eux avec un cortège de douleurs qui les effrayait; la contagion n'avait pas encore cessé ses ravages, qu'ils voulurent retourner dans les bois et y reprendre leur vie sauvage. Jacobeo et Gonzalès venaient d'acquérir des titres à leur

Ce que
François
de Borgia
a fait
pour les
Missions.

Mission
du
Brésil.

La pe
à Sa
Spiri

confiance : ils les détournent d'un projet semblable. Peu de jours après, les deux Jésuites meurent de ce mal dont ils ont pris le germe en soignant les Brésiliens.

A San-Salvador, ce n'est plus à ces derniers qu'il faut rappeler les leçons de la morale, mais aux Portugais. La division s'était glissée parmi eux, ils se partageaient en petites factions ; ils se faisaient une guerre sourde, tantôt par des calomnies, tantôt par des spoliations détournées. Cet état de choses déconsidérait l'autorité, qu'à une si grande distance de la métropole il était indispensable de conserver dans toute sa vigueur comme une garantie de sécurité pour les Européens, comme un attrait et un frein pour les naturels du pays. Les conseils, les menaces des officiers portugais ne pouvaient calmer ces dissensions, s'envenimant chaque jour davantage. Le provincial Louis de Grana fut plus heureux.

Dans ce temps-là (1566), Ignace d'Azevedo, nommé par Borgia visiteur du Brésil, arriva à sa destination. Ce Jésuite était issu d'une des familles les plus distinguées du Portugal, et son frère avait longtemps gouverné les Indes en qualité de vice-roi. Mais les talents et les vertus effaçaient complètement ce prestige de la naissance, dont Azevedo ne s'était occupé que pour être plus pauvre et plus humble. A peine débarqué, il part avec Louis de Grana pour San-Vicente, sur la flottille que le gouverneur-général Mendez Sa faisait croiser vers Rio-Janeiro, menacé par les sauvages. Ces sauvages avaient pour alliés des Calvinistes français et génois. Les Jésuites s'enfonçaient dans les forêts, ils affrontaient toutes les souffrances et toutes les morts pour amener par la croix les Barbares à la civilisation, et sur la route du martyre ils rencontraient encore des Hérétiques. Les Hérétiques persuadaient aux Brésiliens que leur état primitif était plus doux que celui dans lequel les Missionnaires les engageaient. En haine du Catholicisme, ils replongeaient ces colonies nouvelles dans leur ignorance native, ils les guidaient au combat afin de les unir par le sang contre la Religion.

Deux années s'écoulèrent pour Azevedo dans les travaux de l'apostolat et de l'administration. Il fonda le collège de Rio-Janeiro ; il établit un noviciat à San-Salvador ; il régularisa les études, il tint à Bahia une Congrégation provinciale. Mais sa qualité de visiteur ne lui accordait pas le droit de la convoquer. Elle n'avait pris que de sages mesures, elle n'avait adopté que d'utiles décrets ; cependant c'était outrepasser les pouvoirs du visiteur. Les Pères de Rome crurent qu'il ne fallait pas laisser tant de latitude même à ceux que les mers séparaient du centre commun, et la Congrégation fut blâmée, moins pour ce qu'elle avait fait que pour son mode de procéder. Ainsi cette Société, déjà si puissante,

entretenait partout dans l'esprit de ses membres le respect dû aux Constitutions.

Azevedo aurait pu déléguer un Jésuite en Europe, afin de réclamer des secours de la couronne de Portugal et du Saint-Siège ; mais à la vue des dangers qui sur les côtes attendent un missionnaire, il prend le parti de sacrifier son existence à la propagation de la Foi dans le Nouveau-Monde. Il se décide à repasser en Europe ; il veut brigner la permission de se dévouer pour ces peuplades. Il arrive à Lisbonne ; il parle des tribulations qui assiègent, au Brésil, ceux qui combattent sous la bannière de la Croix. Ses discours enflamment le zèle des jeunes gens. Tous sont jaloux de partir ; tous sollicitent la faveur de suivre Azevedo. A Rome, où il parvint au mois de juillet 1569, l'enthousiasme est le même que celui provoqué par ses récits dans les villes portugaises. Azevedo a obtenu du Souverain Pontife et du Général de la Compagnie les grâces dont il a besoin pour faire fructifier les chrétientés du Brésil. Il va s'embarquer à Oporto sur le navire le *Saint-Jacques*. Quarante Jésuites le suivent. D'autres, conduits par le Père Diaz et par le Père François de Castro, prennent passage sur le vaisseau amiral de Vasconcellos ou sur la galère des *Orphelins*, ainsi nommée parce qu'elle portait plusieurs enfants que la peste de Lisbonne laissait sans famille.

Des accidents de mer et des tempêtes séparaient le *Saint-Jacques* des bâtiments avec lesquels il naviguait de conserve. Il touche à Palma, lorsque cinq vaisseaux sont signalés. C'était Jacques Sourie, corsaire de Dieppe, qui, sous le titre de vice-amiral de Jeanne d'Albret, reine de Navarre, croisait dans ces parages. Le pirate, auquel ses cruautés hérétiques ont fait une espèce de célébrité dans les annales maritimes, avait un double but à remplir. Ecumeur de mer, il tentait la fortune en attaquant les convois portugais ; dévot à Calvin, il cherchait à intercepter aux missionnaires la route des Indes. Vasconcellos aussi a en vue ces cinq navires, mais ils sont plus légers que les siens. Ils lui échappent sous le vent, et le corsaire, ayant à son bord trois cents soldats déterminés, se jette à la poursuite du *Saint-Jacques*, où l'on ne comptait que quarante hommes d'équipage.

Azevedo voit le danger de la situation ; la fuite est impossible, il en appelle au courage des matelots. Les matelots étaient Catholiques ; ils jurent de combattre jusqu'à la mort. Le capitaine demande que les Jésuites non engagés dans les saints Ordres puissent prendre part à sa défense désespérée. Azevedo répond que leur intervention armée sera sans nul effet, et que, voués au culte du Seigneur, ils rendront plus de service à l'équipage en priant pour lui ou en secourant les blessés qu'en les suivant dans la mêlée. Onze restent sur le tillac ; les plus jeunes descendent à fond de cale, et, le 45 juillet 1570,

Il retourne en Europe.

Ce qu'il fait à Rome.

Son retour au Brésil.

Le Corsaire calviniste Jacques Sourie.

le corsaire somme le *Saint-Jacques* de se rendre à discrétion. Le *Saint-Jacques* répond par une bordée, qui donne le signal de l'attaque.

Ignace d'Azevedo, debout au pied du grand mât, tenait entre ses mains l'image de la Vierge. Sa voix inspirée communiquait à ses frères et aux matelots la force qu'il puisait dans sa foi. Sourie tente l'abordage ; il est repoussé. A deux reprises différentes il revient à la charge ; il échoue encore. Cette intrépidité de quelques hommes, entourés par une escadre, redouble son audace habituelle. Sourie apercevait des Jésuites sur le pont : la proie était pour lui mille fois plus précieuse que tous les trésors des Indes. Il craint que, par un prodige de valeur, le *Saint-Jacques* ne lui échappe. Il commande à ses autres bâtiments d'assailir l'ennemi par un quintuple abordage. Ses ordres s'exécutent ; bientôt Sourie, à la tête de cinquante des siens, se jette sur le vaisseau portugais. La mêlée devient affreuse ; mais le capitaine du *Saint-Jacques* tombe percé de coups. Il ne reste plus pour défendre le pavillon qu'une douzaine de blessés ; ils mettent bas les armes. Sourie leur accorde la vie. Ce n'est pas aux soldats qu'il en veut, c'est aux Jésuites. Il conserve les uns pour qu'ils puissent porter dans leur patrie le récit des tortures infligées aux autres. Dans sa pensée, ce récit doit comprimer l'élan apostolique.

Martyre
de
quarante
Jésuites.

« Aux Jésuites, répète-t-il d'une voix tonnante, aux Jésuites ! et point de quartier pour ces chiens, qui vont répandre au Brésil la semence des fausses doctrines. »

Azevedo et ses onze compagnons s'étaient montrés dignes de l'héroïsme de l'équipage. A chaque homme qui tombait, un Père était là ; il le recevait dans ses bras, et, à travers le feu de la mitraille, il le bénissait. Plusieurs étaient blessés, Azevedo lui-même. Lorsque le combat fut terminé, ce dernier comprit que l'heure suprême était venue. Il les réunit autour de lui pour mourir tous ensemble comme ils avaient fait vœu de vivre. Les Calvinistes, poussés par le corsaire, se précipitent sur leurs victimes. Benoit de Castro s'offre à leurs coups ; il périt en prononçant un acte de foi. Azevedo à la tête fendue d'un coup de sabre. Son sang inonde ses compagnons : « Les anges et les hommes me sont témoins, s'écrie-t-il, que je meurs pour la défense de la sainte Eglise catholique, apostolique et romaine. » Et il expirait. Les Huguenots s'acharnaient sur son cadavre ; puis ils égorgent les autres avec le poignard, ils les assomment avec le canon de leurs espingoles.

Mort
d'Azeve-
do.

Ce premier carnage n'a fait qu'exalter la cruauté des Calvinistes. Vingt-huit novices étaient restés à fond de cale durant le combat. Deux autres, dangereusement blessés pendant l'action, les y avaient rejoints. On les traîne

sur ce théâtre d'horreur : ils étaient jeunes, timides ; on raille leur innocence, on insulte à leur modestie. Le jour qui éclairait cette scène de martyre était un vendredi. On veut les forcer à rompre l'abstinence ; on leur porte de la viande à la bouche : ils la foulent aux pieds. On leur promet la vie sauve s'ils abjurent leur culte : ils ne répondent que par un regard de mépris. Pendant plus d'une heure ils servirent ainsi de jouet à cette foule enivrée de vengeance. Quand les Hérétiques furent fatigués de prodiguer tant d'outrages, ils prirent le parti de massacrer encore. A ceux qui étaient engagés dans les Ordres, on écrasait la tête à l'endroit de la tonsure ; aux autres, on faisait subir un nouveau supplice : on les attachait par les pieds deux à deux, on les poussait ainsi jusqu'au bord du navire. Là, avec des cris moqueurs, on leur plongeait une épée ou un poignard dans le corps, et on les laissait tomber au fond de l'abîme. Deux étaient malades, on les frappa quoique moribonds. Un autre semblait par la force de son tempérament résister à toutes ses blessures, on l'attacha à la bouche d'un canon, et ses membres dispersés s'engloutirent sous les flots. Un seul, nommé Sanchez, fut épargné. Il servait de cuisinier aux Pères ; les Huguenots le réservent pour le même office.

Trente-neuf seulement avaient péri, un quarantième s'offrit pour remplacer Sanchez ; il se nommait Juan et était neveu du capitaine. Pendant la traversée, il vit de près les Jésuites et il supplia Azevedo de le recevoir au nombre des postulants. La promesse lui en avait été faite, il en demande l'accomplissement à Sourie. « Je suis de la Compagnie de Jésus comme ceux qui viennent de mourir, lui dit-il. — Tu n'as pas l'habit des papistes, répond le corsaire, tu ne mérites pas la mort. » Ces paroles sont pour le jeune homme un trait de lumière. Il y avait encore sur le pont un cadavre de Missionnaire ; Juan se revêtit de sa soutane toute sanglante, et il apparut au milieu des bourreaux. Une seconde après le postulant était martyr ¹.

Quand Sourie débarqua à La Rochelle, il fut désavoué publiquement par la Reine de Navarre, qui fit mettre en liberté Sanchez et les matelots survivant au combat ; mais Sourie et les Hérétiques n'en continuèrent pas moins leurs courses contre les Jésuites. Le *Saint-Jacques* seul avait été atteint. En 1574, les vaisseaux qui portaient les Pères Diaz et Fran-

Le cor-
saire ca-
viniste
Capde-
ville et
les
Jésuites.

(1) Par un décret à la date du 31 septembre 1743, le Souverain Pontife Benoît XIV a constaté le martyre et la cause du martyre de ces quarante Jésuites. Voici leurs noms, il s'en rencontre quelques-uns qui sont historiques : Azevedo, Castro, Alvarés, Ribera, Fonseca, Jacques d'Andrada, Mendez, Escrivan, d'Acosta, de Cobilla, Fernandez, Vena, Gonzalez Benry, Ferdinand de Braga, Ferdinand Juan, Mayorga, d'Elzondo, Correa, Rodriguez, Lopez, Ferdinandez, Munoz, Mazellau, Dingo, Guspard Alvarés, Fernand de Montemayor, Pacheco, Pierre de Fontavra, Gonzalez de Viana, Vasquez, Perez, Beza, Coffra, Caldera, Sanchez, Perez Godoi, Suarez, Zonta, San-Martino et San Juan.

pois de Castro se virent exposés aux mêmes ennemis. La flotte de Vasconcellos avait erré sur les mers pendant seize mois; elle approchait enfin du Brésil, lorsque, le 13 septembre, quatre galères françaises et un navire anglais lui barrent le passage. Capdeville, le plus fameux des corsaires calvinistes, commandait cette escadre. Vasconcellos donne le signal de l'attaque, le combat s'engage; mais l'amiral est frappé à mort. Les marins sentent que, privés de leur chef, il leur est impossible de tenir plus longtemps; ils offrent de se rendre. Comme Sourie, Capdeville s'inquiétait peu de leur vie. Il avait ordre d'être inexorable pour les Jésuites seulement. On égorga François de Castro et Diaz, les deux chefs des Missionnaires. Pendant vingt-quatre heures, les autres furent en butte à la cruauté des Hérétiques; enfin ils périrent tous dans les massacres, qu'au nom de la religion réformée Capdeville commanda. Azevedo conduisit au Brésil soixante et onze Pères ou Novices; pas un seul n'échappa aux Calvinistes.

Traquer sur les mers des prêtres allant porter le bienfait de la civilisation à des Barbares ne sera jamais qu'un crime dont la différence même des cultes ne cherchera pas à atténuer l'impolitesse et l'horreur. Le désaveu que, dans un premier sentiment d'indignation, Jeanne d'Albret avait donné, nous croyons que tous les partis le donneraient avec des pensées encore plus généreuses; car tuer les hommes, pour arrêter les idées, a toujours été un mauvais calcul. Le sang généreusement versé pour une cause évoque dans chaque siècle d'autres martyrs. Les Calvinistes avaient donc tort d'organiser ainsi la persécution jusque sur les flots. Leur tort était d'autant moins excusable qu'ils s'adressaient à une société qui, en exigeant de chacun de ses membres l'obéissance la plus absolue, transformait le martyr en une sorte d'auréole que tous ambitionnaient comme leur récompense céleste.

Dans les familles, le trépas inattendu d'un parent ou d'un protecteur peut devenir une calamité particulière; dans les Ordres monastiques il n'en sera jamais ainsi. Lorsqu'ils ont surabondance de vie, ils se renouvellent avec tant de facilité que la mort venue pour cause de religion est un attrait de plus. Les Jésuites avaient assez de courages intelligents à lancer sur la brèche pour ne pas placer au nombre des désastres ces pertes que la Compagnie enregistrait comme des gloires¹. Un homme de plus ou de moins dans le mouvement accompli par elle n'entravait ni le présent ni l'avenir; c'était un combattant frappé sur le champ de

bataille. Les autres serraient leurs rangs, et le Général se gardait bien, à cause de cette mort, de modifier ses dispositions. Dans les armées on oublie le soldat obscur qui a péri sous le drapeau; chez les Jésuites on lui consacre un souvenir pieux, des prières et l'hommage de son émulation.

Les Huguenots manquaient leur but, et la preuve ne se fit pas attendre. Ils avaient massacré Azevedo et ses soixante-dix compagnons: la Mission du Brésil se voyait momentanément interrompue. Ses premiers apôtres avaient vieilli; les uns soupiraient après leur retour en Europe, les autres s'épuisaient dans les agitations d'une existence si laborieuse; tous paraissaient découragés et irrésolus. Mais à Rome et à Lisbonne il se rencontrait des jeunes gens que la Foi poussait vers des dangers inconnus et qui avaient soif du salut des Infidèles. En 1574, un Provincial avait été égorgé par les corsaires du Calvinisme; en 1572, un autre Provincial le remplaçait. A Azevedo, mort pour le service de Dieu, succédait le Père Tolosa; il parvint heureusement au Brésil avec treize Jésuites. Tout aussitôt cette Mission prit un nouvel aspect.

Joseph Anchieta, de son côté, s'était constitué l'éclaireur et l'avant-garde des Missionnaires. Après avoir évangélisé le littoral et ravivé la Foi chez les Européens qui s'y étaient établis, Anchieta se mit à la recherche des Sauvages. D'Oultreman, pour faire comprendre le pieux vagabondage auquel se consacrait le Jésuite, s'exprime en ces termes naïfs¹: « Or, bien que le Père Joseph tracassât en divers cartiers du Brésil à la façon de ceux de la Compagnie qui vont quelquefois les cent lieues avant en pays, pour amener les pauvres Barbares près de la mer et à la chrestienner, il aimoit surtout l'Itanie pour le profit et la bonne moisson d'âmes qu'il y faisoit. »

Les pieds nus, sans autre vêtement qu'une soutane, sa croix et son chapelet suspendus au cou, le bourdon du pèlerin et le bréviaire du prêtre à la main, les épaules chargées des ornements indispensables pour les sacrifices des autels, Anchieta s'acheminait vers l'intérieur des terres. Il pénétrait dans les forêts vierges; il franchissait les fleuves à la nage; il gravissait les montagnes les plus escarpées; il s'enfonçait dans la solitude des plaines, affrontant les bêtes fauves et s'abandonnant à la garde de la Providence. Toutes ces fatigues, tous ces périls n'avaient que Dieu pour témoin; le Jésuite ne les bravait que pour conquérir des âmes. Du plus loin qu'il apercevait un homme, Anchieta prenait sa course. En vain ses pieds arrosaient-ils de leur sang les rochers et les sables du désert, Anchieta marchait toujours. Lorsqu'il se trouvait près du Sauvage, il étendait ses bras

Le père-
Joseph
Anchieta,
et les
sauvages.

(1) Lord Bolingbroke raconte, dans une de ses lettres, qu'un jour, à Rome, il disait au Général des Jésuites, en lui parlant des missions: « C'est très-bien, mais vous n'aurez plus de martyrs; » et que le Général lui répondit, sans s'enmouvoir, comme un homme sûr de son fait: *« Abbiamo anche martiri per il martirio, si bisogna. »*

(1) Recueil des hommes illustres de la Compagnie de Jésus, à Douai, 1623.

vers lui. Par des paroles pleines de douceur il cherchait à le retenir sous l'ombre de la croix dont il faisait son étendard de paix. D'autres fois, lorsque les Barbares résistaient à ses premières effusions, il se jetait à leurs genoux, il les arrosait de ses larmes, il les pressait contre son cœur, et, par les plus affectueuses démonstrations, il s'efforçait de gagner leur confiance.

Les Sauvages ne se rendaient pas compte d'abord de cette abnégation; mais le Jésuite ne se décourageait point. Il s'improvisait leur serviteur, il se livrait à leurs caprices comme un esclave; il les suivait dans leurs courses; il entraînait dans leur familiarité, il s'associait à leurs souffrances, à leurs travaux, à leurs plaisirs. Peu à peu il leur apprenait ce que c'est que Dieu; il leur révélait les lois de la morale universelle; il les préparait à la civilisation après les avoir façonnés au Christianisme. Le Brésil tout entier était le théâtre sur lequel Anchieta déployait les ardeurs de son zèle; mais au milieu de ces vastes solitudes, il s'en rencontrait une que le Jésuite affectionnait de préférence. C'était la Terre de Pierre, pays si inculte et si rocailleux que les animaux eux-mêmes semblent le fuir. Anchieta en avait fait son séjour de prédilection, et, en travaillant au salut de cette contrée maudite, il se reposait des autres dangers de son apostolat. Le nom du Père Joseph, les prodiges accomplis par son intercession avaient popularisé au Brésil la Compagnie de Jésus. Les merveilleux effets de sa charité inspirèrent à d'autres Pères la pensée de marcher sur les traces d'Anchieta. Bientôt il n'y eut pas un antre de Sauvages qui ne fût visité et béni par un Jésuite.

Le Brésil leur était ouvert; François de Borgia ambitionna d'autres conquêtes. Pierre Menendez, à qui Philippe II avait ordonné de soumettre la Floride à ses lois, était un capitaine habile, un chrétien fervent. Il savait par expérience que c'est plutôt par l'Evangile que par les armes que l'on adoucit les caractères, que l'on épure les mœurs et que l'on dompte les instincts cruels des Gentils. En acceptant l'emploi auquel le roi d'Espagne le destinait, Menendez mit pour condition que des Jésuites lui seraient adjoints comme auxiliaires pacificateurs. Borgia n'était encore que Vicaire-Général de la Compagnie lorsque la demande de Philippe II lui parvint. Elle fut accueillie, et les Pères Martinez, Jean Roger et le coadjuteur François de Villaréal prirent la mer à San-Lucar. Le 8 octobre 1566 ils étaient en vue de la Floride; mais l'ignorance des pilotes força à reconnaître le point de débarquement. On proposa d'envoyer à terre quelques Belges. La férocité des habitants était connue: les Belges déclarèrent qu'ils n'obéiront que si le Père Martinez les accompagne. Le Jésuite était leur sauvegarde ou leur consolateur. Martinez descend dans la chaloupe; à peine a-t-il touché terre qu'une violente

tempête s'élève et qu'elle porte le navire jusqu'à Cuba.

Martinez et les neuf Flamands sont abandonnés sur une côte d'où ils ne découvrent aucune trace des Espagnols, aucun vestige humain. Pendant quatre jours, ils attendent le retour du vaisseau; mais n'apercevant pas de voiles à l'horizon, ils s'enfoncent dans les terres pour se procurer quelques aliments. Ils remontent un fleuve, et, le Jésuite à leur tête, portant au bout d'une lance l'image du Sauveur, ils pénètrent dans l'île de Tacatucura. Cernés par les naturels du pays, ils sont plongés et tenus dans l'eau jusqu'à ce que le froid ait glacé leur sang. Le Père Martinez excite les Flamands à savoir mourir pour Dieu. Les Sauvages s'aperçoivent que ses paroles font impression sur les matelots; ils le tuent à coups de massue. Deux Flamands périssent à ses côtés, et les autres, regagnant leur chaloupe, échappent ainsi à la mort.

Cependant Roger et Villaréal arrivaient enfin à la Floride. C'est une contrée bornée à l'occident et au septentrion par des chaînes de montagnes qui la séparent de la Nouvelle-France et du Mexique. Le sol en est riche et fécond, et le fleuve de Mississipi, nommé par les Espagnols *Rio de Spiritu-Santo*, arrose cette terre, où tout semble croître sans culture. En 1542, Jean Ponce de Léon, l'ami de Christophe Colomb, en fit la découverte le jour de Pâques; et il s'en empara au nom du roi d'Espagne. Le Père Roger s'établit à la Caroline, Villaréal à Téquesta, et ils commencent par élever de grands calvaires, afin de donner au Christ l'investiture de ces régions. Les Espagnols avaient par leurs cruautés rendu les Floridiens soupçonneux et malveillants. Il importait de les habituer peu à peu à ne pas confondre dans le même sentiment de répulsion les missionnaires et les conquérants. Les deux Jésuites se mirent à l'œuvre; bientôt ils purent espérer que leurs soins ne seraient pas improductifs.

Le 12 mars 1568, le Père Segura partait de San-Lucar, et, suivi de quelques jeunes coadjuteurs, il venait féconder cette mission. Mais les Floridiens avaient profité du départ de Menendez pour refuser toute espèce de communication avec les Européens. La guerre s'était allumée et la famine se déclarait. Les Espagnols, vaincus, perdirent un grand nombre des leurs; on détruisit les fortresses que Menendez avait construites, et on renversa les croix. Après avoir enlevé la citadelle de Sainte-Lucie, où les soldats affamés s'étaient vus dans la nécessité de se manger les uns les autres, les indigènes assiégèrent Saint-Augustin, le dernier fort espagnol resté debout dans la Floride.

Dans cette extrémité, les Jésuites se retirent à la Havane, où Menendez les appelle pour connaître la situation du pays. Ils lui déclarent

Les
Jésuites
en
Floride

Mort du
Père Mar-
tinez sur
les côtes
de la Flo-
ride

que cette situation durera tant que les Espagnols, mus par une sordide avarice, chercheront plutôt à faire des esclaves que des chrétiens de cette nation, qui a toute l'astuce d'un peuple civilisé, sans jouir comme lui des lumières de la raison. Menendez promit de changer cet état de choses, et Segura retourna en Floride avec ses compagnons. L'année suivante, 1569, les pronostics du Père recevaient une sanglante confirmation. Les Espagnols inventent ou découvrent un complot tramé contre eux ; tout à coup ils massacrent les caciques de la Caroline. Une nouvelle insurrection éclate, elle rejette de la Floride les Européens et les Jésuites, qui n'avaient point eu le temps de réparer les désastres passés. On expulsait les missionnaires d'une province, leur zèle ne se ralentissait pas pour cela : à l'instant même ils pénétraient dans une autre.

Les Floridiens n'acceptaient de la religion que ce qui ne contrariait pas trop leurs passions. Il ne leur en coûtait pas d'adorer un Dieu bon, mais il répugnait à leurs vices d'en faire un Dieu juste. En cela, le Sauvage se trouvait d'accord avec l'impétié civilisée. L'immortalité de l'âme provoquait leurs doutes, car elle faisait naître des craintes, et l'éloquence persuasive du Père échouait devant cette obstination.

Ce n'étaient pas les seules difficultés. Dans ce pays, où la nature prodigue tant de bienfaits, la disette se faisait sentir ; disette factice pour les indigènes, disette trop réelle pour les Espagnols. Poussés par la faim, les soldats se livraient en pleine paix à des déprédations, et les victimes accusaient les Missionnaires de n'avoir pas assez de force pour protéger leur troupeau. D'un autre côté, les Espagnols voulaient contraindre les Pères à pourvoir aux besoins des conquérants. Les Jésuites étaient un objet de défiance pour les deux camps. Le seul moyen de mettre un terme au soupçon naissant de la proximité des forts était de transporter sur d'autres rives le culte qu'ils avaient eu tant de peine à acclimater.

Conformément à des avis donnés par le frère du cacique d'Axaca, qui au baptême a pris le nom de Louis Velasquez, Segura se décide à passer dans cette province. Il consulte les autres Pères dispersés en Floride, et qui rencontraient les mêmes obstacles à leur mission. Ils lui répondirent que le peuple d'Axaca était aussi perfide, aussi vicieux que celui des autres contrées, et qu'il n'y avait maintenant rien de réalisable de ce côté. Le navire chargé de cette correspondance fait fausse route. Le gouverneur de la Havane pressait Segura de se rendre à Axaca accompagné de sept Jésuites ; il y arrive à la fin de 1570. La disette et d'horribles maladies régnaient dans cette partie de la Floride. Segura partage avec les habitants les vivres qu'il apporte. Il essaie par une charité

de toutes les heures d'adoucir leurs souffrances, mais le Père nourrissait dans son cœur un chagrin profond. Le néophyte baptisé en Espagne, le frère du cacique était revenu aux usages barbares. Trois Jésuites sont envoyés pour tenter sur lui un dernier effort. Il leur promet de suivre les conseils de Segura. A peine les trois Pères sont-ils sortis de sa cabane qu'escorté d'une troupe d'Indiens il fond sur eux et les massacre.

Quelques jours après, le renégat est devant Segura. Sous prétexte d'aller faire du bois, il lui demande les instruments dont les Jésuites se sont pourvus à la Havane. L'artifice était grossier, mais le Provincial comprend que, comme ses frères, il doit arroser de son sang cette terre ingrate. Sans marquer aucune méfiance, il indique du doigt le lieu où les haches sont déposées. A l'instant même les quatre missionnaires tombent sous les coups de Velasquez.

Au fond de ces cœurs d'Indiens, il y avait une aversion contre les Européens que le dévouement même des Pères ne pouvait parvenir à dompter. La vengeance la provoquait. Après que Pizarre, Almagro et Fernandez eurent, par la plus audacieuse des conquêtes, pris possession de l'empire des Incas et révélé aux Espagnols les trésors enfouis dans les temples et dans les mines du Pérou, toutes les ambitions, toutes les cupidités de la Péninsule se ruèrent sur cette magnifique proie. Il y eut de monstrueuses trahisons, d'indicibles attentats commis ; et c'est au Dominicain Barthélemy de Las Casas, Evêque de Chiappa, que nous empruntons le récit de ces forfaits. Ce moine, dont le nom est une des gloires de l'humanité, écrivait à Charles-Quint ¹ :

« Ce ne fut pas assez pour les Espagnols d'avoir subjugué et réduit en servitude des peuples sur lesquels ni la raison ni la religion ne leur donnaient aucune puissance ; ils inventèrent toutes sortes de guerres et de supplices contre ces nations qui ne leur avaient fait que du bien. Non contents de leur ôter la liberté, et de leur enlever toutes leurs richesses, ils les tuaient et les égorgaient de sang-froid et uniquement pour se divertir. Tantôt ils faisaient des gageures à qui fendraient plus adroitement d'un coup de sabre un Indien en deux, ou à qui lui abattrait mieux la tête ; tantôt ils éventraient les femmes enceintes, ils arrachaient à d'autres leurs enfants à la mamelle ; ils leur écrasaient la tête contre les murs ou contre les pierres, ou les jetaient dans la rivière. Lorsqu'ils tombaient dans l'eau, ils leur criaient en riant et en se moquant : Nage, mon petit, nage. A d'autres ils coupaient le nez, les oreilles, les bras, les jambes, et les laissaient dévorer tout vivants

Barthélemy de Las Casas et les Espagnols.

(1) Le mémoire de Las Casas, adressé à l'empereur sous le titre de : *Destruction des Indes par les Espagnols*, a été imprimé à Rouen en 1650.

aux bêtes féroces ou à leurs chiens. Quelquefois ils passaient les femmes et leurs enfants au fil de l'épée. Ils dressaient des gibets longs et bas, auxquels ils les attachaient au nombre de treize, en l'honneur, disaient-ils, de Notre-Seigneur et de ses douze apôtres; de façon que leurs pieds touchaient presque à terre. Alors allumant du feu dessous, ils les brûlaient ainsi tout vifs. C'étaient principalement les caciques et les seigneurs du pays qu'ils traitaient de cette manière. D'autres fois ils préparaient certains grils avec de grandes perches et ils les faisaient griller dessus à petit feu. Je vis une fois brûler et rôtir ainsi quatre ou cinq seigneurs du pays, outre deux ou trois autres grils qu'ils avaient garnis de la même façon; et, comme ces infortunés jetaient de grands cris, le capitaine espagnol, que ce bruit empêchait de dormir, ordonna qu'on les étranglât. Mais le sergent, plus inhumain que le bourreau qui les brûlait, l'en empêcha, et leur ayant mis des bâillons, il attisa lui-même le feu jusqu'à ce qu'ils fussent entièrement rôtis.

» Comme toutes ces barbaries faisaient fuir les Indiens dans les montagnes et dans les bois, ces tyrans dressèrent de grands levriers qu'ils envoyaient à la chasse et qui les dévoraient en un instant. Quand ils allaient eux-mêmes à la chasse, s'il arrivait qu'ils n'eussent rien à donner à leurs chiens, ils arrachaient de la mamelle de la première femme qu'ils rencontraient son enfant, et, le coupant tout vivant en morceaux, ils leur en distribuaient à chacun un membre, après quoi ils leur jetaient le tronc à dévorer. Ils en faisaient autant des Indiens. Lorsqu'ils allaient avec leurs levriers à la découverte, ils menaient un grand nombre de ces malheureux qu'ils tuaient à mesure pour les nourrir. S'il arrivait que quelqu'un d'entre eux n'en eût point amené avec soi, ils se disaient l'un à l'autre : *Prétez-moi un quartier de velasco* (c'était ainsi que par ce mépris ils nommaient les Indiens), empruntant un quartier de chair humaine comme on emprunte un quartier de mouton ou de pourceau.

» D'autres coupaient les mains tant aux hommes qu'aux femmes et les enfilait le long d'une perche, afin que les autres vissent de loin le traitement qu'ils leur avaient fait. J'ai compté moi-même soixante-dix couples de mains ainsi enfilées. Quelquefois, pour s'épargner la peine de les tuer, ils les réunissaient dans une cabane à laquelle ils mettaient le feu, et les brûlaient ainsi tout vivants. D'autres fois ils les assemblaient dans une cour dont ils gardaient la porte; alors, introduisant une troupe de soldats, ils les faisaient tous égorger. Les esclaves n'étaient pas mieux traités. Ils les attachaient hommes et femmes à une longue chaîne de fer, leur faisant ainsi porter les fardeaux les plus pesants; et lorsqu'ils succombaient sous le poids, ou de lassitude, ou de faim, ou d'épuisement, pour ne

point arrêter les autres et ne se point donner la peine d'ouvrir le collier de fer qui les tenait attachés à la chaîne, ils leur coupaient la tête qui tombait d'un côté et le tronc de l'autre.

» En un seul jour ayant rassemblé cinq cents caciques, ils les conduisirent à la place de la ville, où ils eurent tous la tête tranchée. Cette barbarie ayant fait fuir le reste des Indiens dans les montagnes, les Espagnols y envoyèrent des troupes qui en massacrèrent quatre mille et en précipitèrent sept cents du haut des rochers, de sorte qu'on voyait en l'air une nuée d'Indiens qui, en tombant, furent brisés en mille pièces. Quand ils allaient faire la guerre, ils emmenaient souvent avec eux dix à vingt mille Indiens; et, pour s'épargner la peine de les nourrir, ils leur donnaient à manger leurs compatriotes prisonniers, de manière qu'on voyait dans leur camp des boucheries de chair humaine où l'on tuait et rôtissait en leur présence des enfants. Ils tuaient les hommes pour en avoir seulement les pieds et les mains, comme étant les morceaux les plus délicats.

» A l'égard de ceux qu'on faisait esclaves et qu'on transportait dans d'autres pays, ils n'avaient pas même cette exécration nourriture, aussi mouraient-ils presque tous de faim par l'avarice des armateurs. Ils périssaient en si grand nombre, qu'un vaisseau venant des îles Lucayes à l'île Espagnole (qu'on a depuis appelée Saint-Domingue), laquelle en est à soixante-dix lieues, y était arrivé sans boussole. Il se conduisait seulement à la trace des Indiens morts, dont les cadavres flottaient sur la mer par milliers. »

Afin de se livrer à tant de cruautés, les Européens s'étaient de l'autorité du Dieu mort pour tous. La Religion n'avait été qu'un prétexte, mais, dans le cœur des Péruviens, c'était la Religion qu'ils devaient accuser, et ils l'accusaient. Philippe II sentit que pour éterniser sa domination sur un pays dont le nom même était synonyme de richesse, il fallait apprendre aux indigènes à aimer l'Evangile. Dans l'espoir de faire triompher son système d'occupation, il demanda des Jésuites à François de Borgia. Huit Pères étaient disponibles; Jérôme Portillo est nommé chef de cette future mission; il part avec des ordres précis émanés du Roi. A la fin de mars 1568, le vaisseau, qui avait échappé aux croiseurs calvinistes et aux tempêtes, déposait les Missionnaires sur la rade de Calao, à six milles de Lima.

Le nom de la Compagnie de Jésus avait souvent retenti au Pérou, celui de François-Xavier y était béni par toutes les bouches. A ce nom les victimes se flattaient de voir briller des jours moins sanglants. Portillo avait rêvé le martyre : la cordiale réception qui lui est faite contraire ses secrètes espérances, mais elle l'excite à profiter des dispositions qu'il remar-

Le père
Portillo
au Pérou

que. Une Eglise et un Collège sont fondés. C'était le roi d'Espagne et les habitants de Lima qui en faisaient volontairement les frais. Dans un pays où le luxe n'était qu'une conséquence naturelle des mœurs, cette Eglise et ce Collège furent construits sur des proportions magnifiques. Le Père Jacques Bracamonte en devint le premier recteur.

Pendant ce temps, les Jésuites embrassaient tous les ministères : l'enseignement, le catéchisme aux Indiens, la prédication aux Espagnols, l'administration des sacrements et la visite des hospices. Portillo était doué d'une éloquence qui frappait les masses. La foule accourait des villes voisines pour recueillir ses paroles. Le Père Louis Lopez évangélisait les nègres; il leur apprenait à supporter avec patience les travaux de l'esclavage. D'autres Jésuites formaient les enfants à la piété; ils instituaient une Congrégation de jeunes nobles, afin que, de toutes les hiérarchies sociales, la Foi pût faire une société de frères. La capitale était conquise. François de Tolède, vice-roi du Pérou, veut que l'on répande dans le reste de l'empire cet amour de la paix et du travail que ses armes ne peuvent imposer. En 1569, douze nouveaux Pères sont destinés par Borgia à la mission du Pérou; ils arrivent. Le lendemain, Alphonse Barzana, que les Péruviens reconnaissent ont surnommé leur apôtre, annonce dans la langue des Incas les vérités éternelles.

Les voyages maritimes étaient longs; pour les abréger, les Jésuites étudiaient l'idiome des nations auxquelles ils portaient la bonne nouvelle du salut. Quand ils prenaient terre, ils se trouvaient au grand étonnement des indigènes, en état de converser avec eux.

Jérôme Loaysa, de l'Ordre de Saint-Dominique, était archevêque de Lima : l'introduction de la Compagnie dans un pays où les Frères Prêcheurs exerçaient l'omnipotence, effraya d'abord le Prélat; mais quand les Dominicains les virent à l'œuvre, toute rivalité disparut; il ne subsista plus qu'une sainte émulation. Selon leur mode de propager la Foi, les Jésuites s'étaient rapidement dispersés dans les régions les plus reculées. La métropole leur était acquise; ils cherchaient à conquérir les extrémités, afin que les provinces du centre ne pussent pas résister à l'élan qui leur serait communiqué de tous les points environnants. Cette stratégie chrétienne produisait de merveilleux résultats. Cusco, l'ancienne capitale des Incas, offrait, en 1574, à la Compagnie un palais nommé Amarocanaa, c'est-à-dire la maison des serpents. Un Collège s'y établissait; un autre était fondé dans la ville de Paz. Les Evêques de tous les diocèses sollicitaient les Pères pour les aider à supporter le fardeau des âmes; à leur voix, les Pères accouraient. Afin de ne pas être pris au dépourvu, le provincial du Pérou, devenu le conseiller du

vice-roi, introduit dans la Société de nouvelles recrues, qu'il lance sans études préalables au milieu des Péruviens. D'autres reproches sont adressés à son administration intérieure. Barthélemy Fernandez et d'autres Jésuites l'accusent de remplir la province d'indigènes et même de métis. De graves difficultés s'étaient élevées entre les Evêques et les Moines, qui, après avoir accepté la direction de quelques paroisses, ne voulaient plus se soumettre à l'autorité de l'Ordinaire. Pour éviter ces différends, les Jésuites refusent de se charger des fonctions curiales; mais Portillo, sans tenir compte de cette réserve, permet qu'on nomme curés des Profès de l'Ordre. Il expose ainsi la Compagnie à voir raviver sous son nom des querelles auxquelles les Evêques et les magistrats civils prenaient une part active. Portillo fut révoqué; et ce débat, qui n'avait jamais franchi l'enceinte de la Maison Professe, se vit étouffé par le mouvement catholique que l'on développait au dehors.

Les succès obtenus par la Société au Pérou, l'habileté avec laquelle ses Missionnaires maniaient les esprits d'une nation encore fière, après avoir été si riche et si honorée, excitent les autres peuples de l'Amérique à demander des Jésuites. Philippe II se fait l'organe de ses sujets, et Borgia écrit au Père Pedro Sanchez, recteur du Collège d'Alcala, de partir pour le Mexique avec douze compagnons. Au mois de juin 1572, ils touchent à la Vera-Cruz; ils y laissent des souvenirs du Christianisme. A la Puebla-de-los-Angelos, ils sont reçus comme des bienfaiteurs; on veut les retenir dans ces deux cités, mais les ordres de Borgia sont formels. Mexico est leur destination, ils s'y rendent; puis, sans attendre d'être remis des fatigues de la traversée, ils se dispersent dans la capitale et dans les campagnes. Les régnicoles, les Nègres surtout, les Nègres dont l'Espagne faisait un bétail, sont appelés à recueillir le bienfait de l'Evangile.

Aux Moluques, l'œuvre de François-Xavier se continuait; car, au milieu de tous ces mondes qu'il fallait instruire et l'ancien dont la régénération était entreprise, les Jésuites n'oubliaient pas leur premier troupeau. Celui des Moluques était sans cesse exposé au danger. Il y avait dans ces différents archipels une infinité de petites îles; toutes étaient gouvernées par un prince particulier. Les uns avaient embrassé le Christianisme, les autres suivaient la foi de Mahomet ou les superstitions de leurs ancêtres. Le roi de Ternate était le plus puissant souverain des Moluques, et, à son instigation, les Mahométans ne cessaient de persécuter les Chrétiens. Selon la politique du roi de Ternate, tourmenter les disciples du Christ c'était se protéger contre les armes portugaises et affaiblir l'influence des Jésuites. En 1565, les soldats européens perdent leurs deux chefs. Les Mahomé-

accès.
Mis-
on-
res.

Le Mexi-
que et les
Jésuites.

Les Jé-
suites
aux Mo-
luques.

taïns profitent de cette double mort ; ils mettent le siège devant la ville principale des Catholiques. Le Père Emmanuel Lopez y était renfermé ; l'ennemi s'en rend maître , il dévaste les villages chrétiens , brûle les églises , brise les croix , et chasse les Portugais du territoire d'Amboine.

Le père
Mascare-
gnas.

Le vainqueur faisait appel à l'apostasie , les jeunes néophytes répondent par le sacrifice de leurs jours , ils meurent avec le courage des Chrétiens de la primitive Eglise. Trois années s'écoulèrent dans ces luttes sanglantes ; mais vers le mois de juin 1568 , une flotte , commandée par Gonsalve Pereira , mouille aux Moluques. Elle devait protéger les Catholiques contre les persécutions du roi de Ternate. Le Père Mascaregnas parcourut les résidences où le fer et le feu avaient passé ; il consola , il rencontra partout une population que la souffrance avait affermie dans la Foi. Ici les uns persévéraient , là les autres , comme dans l'archipel d'Amboine , se précipitaient à la recherche des Pères pour recevoir le baptême qui donnait aux plus faibles le courage et la force.

Pereira était un capitaine expérimenté. A l'exemple de ses prédécesseurs , il ne voulait pas s'exposer à être un jour chassé de ces contrées ou à laisser sans appui les nouveaux Chrétiens , devenus , par le fait de leur conversion , les alliés naturels des Portugais. Il forma le projet de construire un fort à Oubi , parce que de cette île sortaient les plus farouches oppresseurs des néophytes. Pour se rendre maîtres du terrain , il fallut livrer plus d'un combat. Dans ces engagements , le Père Mascaregnas et le frère Vincent Diaz portaient la croix au milieu de la mêlée , comme le labarum qui devait assurer la victoire. Diaz se vit couvert de blessures , mais la victoire ne fit pas défaut à la valeur des soldats et aux prières des Missionnaires. La citadelle s'éleva. Quand elle domina le pays , l'Evangile ne rencontra plus d'obstacles.

Sous ce ciel dévorant , les tempéraments les plus robustes s'épuisaient bien vite , et le décès d'un officier européen préparait souvent une révolution défavorable aux Catholiques. Pereira expire ; un Portugais , nommé Alphonse Martinez , assassine le roi de Ternate. Cette mort et ce crime rouvrent l'ère des persécutions. Babu , successeur du prince qui a succombé , met à profit le décès de Pereira , et , pour inaugurer son pouvoir , il serre de près et réduit à la dernière extrémité la citadelle des Portugais. Ces derniers ne furent pas secourus à temps ; ils capitulèrent. A Bacian , à Tidore et à Amboine , la Religion n'avait pas autant de combats à livrer ; elle prospérait sous l'influence des Jésuites , et à l'ombre de la Croix la civilisation s'étendait. Les royaumes de Siokon , de Manado et de Sanghir sont convertis par Mascaregnas. Témoins de ses succès , les Païens le poursui-

vent ; la mort pour lui eût été un bienfait , mais elle laissait dans l'abattement les nouvelles chrétiennes ; et afin de les soutenir , les Jésuites se condamnaient à vivre. Ils cherchaient même à détourner de leurs têtes la persécution , qui ne pouvait que les glorifier individuellement. Ainsi , Mascaregnas , afin d'échapper aux coups des Gentils , s'était retiré au fond d'un bois , ne prenant pour toute nourriture que quelques herbes. Comme les Indiens rôdaient dans les environs , Mascaregnas fut forcé d'y demeurer huit jours. Néanmoins il ne put échapper longtemps aux embûches des Infidèles ; le 7 janvier 1570 , il mourut empoisonné par eux.

Au Japon , la Providence bénissait comme partout les entreprises apostoliques. La vie des Jésuites n'était qu'une longue suite de souffrances ; mais à travers cet éternel exil auquel ils se consacraient , mais en présence de ces misères du jour et de la nuit , endurées dans les solitudes avec un héroïsme qu'aucun regard humain ne devait contempler , toutes les privations , tous les dangers avaient pour eux un attrait de plus. Les Calvinistes , les Anglicans les égorgeaient sur les mers ; les Sauvages les mutilaient , ils les tuaient sous la subtilité de leurs poisons ; rien ne faisait chanceler le courage des Pères. Quand ils eurent , à force de patience , arraché les armes de la main des Barbares , les Calvinistes et les Anglicans , changeant de tactique , essayèrent de glaner dans le champ que les sueurs et le sang des Jésuites avaient fécondé. D'assassins de Missionnaires que le fanatisme les faisait , ils se transformèrent en Missionnaires. Ici encore le Chrétien l'emporta sur le marchand.

Les Protestants eux-mêmes rendent justice à ce zèle des Jésuites qui n'attendait aucune récompense terrestre pour éclater et pour vivifier. « Noble enthousiasme , s'écrit Babington Macaulay en parlant des Pères ¹ , abnégation rare et sublime , devant laquelle on peut se prosterner sans craindre par là de leur susciter des imitateurs nombreux. L'enthousiasme , hélas , n'est de notre temps qu'un fantôme vain , contre lequel se brise , également vaine , l'ardeur et froide éloquence de nos prédicateurs ; mais , en vérité , où le chercher ? Sera-ce sur ces marchés de dime hantés par nos dévots les plus sincères ? ou bien sous le toit fastueux de nos bénéficiaires opulents ? le trouvons-nous dans le cœur de nos Missionnaires régulièrement appointés ? et les mitres étincelantes de nos évêques pompeusement anoblis n'en préservent-elles pas leur front , comme ces conducteurs métalliques qui détournent la foudre attirée par l'élévation même de nos édifices ? Oui , nous avons le fade enthousiasme de nos faiseurs d'expériences dévottes , l'enthousiasme sentimental de nos bazars de religion , l'enthousiasme rhéteur des tréteaux où

Les Jésuites
Japon.

Parallèle
des mis-
sions c-
tholiques
et protes-
tantes.

Macau
et L.
Menna.

(1) *Edinburg Review*, 1842.

notre charité pérorer, l'enthousiasme écrivassier de nos ascètes bien rentés; mais en quoi tous ces enthousiasmes ressemblent-ils à la ferveur intime, au frémissement divin, à la foi pleine de transports, apanage de François-Xavier ? »

Ce qu'un anglican révèle en termes si beaux de conviction, un prêtre démocrate, La Menais, le confirme avec l'autorité de son génie : « Comparer, dit-il ¹, les missions protestantes à nos missions ! quelle inexprimable différence dans l'esprit qui les forme et dans les succès et dans les moyens ! où sont les ministres protestants qui sachent mourir pour annoncer à l'Américain sauvage ou au Chinois lettré la bonne nouvelle du salut ? L'Angleterre peut tant qu'elle le voudra nous vanter ses apôtres à la Lancaster et ses sociétés bibliques ; elle peut, dans de fastueux rapports, nous peindre les progrès de l'agriculture chez les Nègres et des sciences élémentaires chez les Indous. Toutes ces pitoyables missions de comptoir, dont la politique est l'unique moteur comme l'or en est l'unique agent, ne prouveront jamais autre chose que l'incurable apathie religieuse des sociétés protestantes, que l'intérêt seul remue. »

Le Japon avait été la terre de prédilection de François-Xavier, il fut aussi celle de ses successeurs. Le Père Villéla venait d'y passer six années, et, dans cet espace de temps, il n'avait pas vu un seul visage européen. A Meaco il s'était épuisé pour le salut des Japonais. Le froid et les travaux de tout genre avaient tellement compromis sa santé, que cet homme, à peine âgé de quarante ans, en annonçait soixante-dix par ses cheveux blancs et par ses rides. Au mois de janvier 1565, le Père Louis Froës arrive dans cette ville pour consumer à son tour sa jeunesse et ses forces. Il n'y est que depuis peu de semaines, lorsqu'une révolution éclate, renverse du trône Quonquenindono, le Cubo-Sama protecteur des Chrétiens, et remet en question le bien réalisé par Villéla. L'instigateur de cette révolution était un prince partisan des Bonzes. L'exercice de son autorité commença par la persécution contre les Catéchumènes et surtout contre les Missionnaires. Des menaces de mort sont proférées ; les Bonzes demandent qu'on en finisse avec des hommes que la douleur elle-même n'abat jamais. Les Chrétiens ont compris les intentions des révoltés ; ils pressent Villéla et Froës de mettre leur vie en sûreté ; c'est pour les néophytes une garantie de l'avenir. Ils conduisent les deux Jésuites à Sacai ; puis, comme si rien ne pouvait ébranler leur audace, les Jésuites reprennent dans cette cité les prédications interrompues à Meaco.

Au fond du royaume de Firando, la tranquillité était troublée de la même manière ; mais là aussi les Catholiques rencontraient un modèle

de courage dans le Père Acosta. L'île de Tacu-xima était chrétienne, il la rend charitable. Un hôpital est construit sur ses grèves ; cet asile, ouvert à toutes les misères sans distinction de culte, voit les principaux du pays servir avec joie les malades. Le Père Louis Almeida et un Jésuite japonais nommé Laurent introduisaient en même temps l'Evangile dans les cinq îles de Gotto et dans celle de Xiqui. La ville d'Ociqua, la première, entendit leur voix ; les habitants et le prince de ces îles les écoutèrent avec recueillement. Le lendemain, le prince se sent atteint d'une fièvre violente ; les Bonzes proclament que ce mal subit est une punition de leurs dieux. Le peuple, qui aimait son souverain, partage la colère superstitieuse des Bonzes ; il va se porter à de funestes excès, lorsque Almeida, qui avait quelques notions de médecine, déclare qu'il se charge de la guérison du malade. La cure s'opère, et les deux Missionnaires acquiescent ainsi le droit de continuer leur apostolat. Il y avait de l'incertitude dans les esprits ; l'on balançait entre la religion des ancêtres et celle que prêchaient les Européens ; mais deux marchands du royaume de Facata, célèbres dans la science des dogmes japonais, témoignent le désir de conférer avec les Jésuites. Almeida fait descendre la conviction dans leurs âmes ; ils s'avouent chrétiens : leur franchise décide les autres.

Des églises se construisent à Ociqua. Les habitants d'Ocura, que le Missionnaire a visités, en bâtissent une. Le Tono, ou gouverneur de Xiqui, appelle Almeida dans son île. Le Jésuite parle ; la foule sollicite le baptême. Le Tono lui-même, que des raisons politiques ont fait hésiter pendant quelques jours, brise ses idoles pour confesser le Christ. Un bonze, âgé de plus de quatre vingts-ans, suit cet exemple ; il prend le nom de Siméon, comme pour proclamer que maintenant Dieu peut le retirer de ce monde, puisque ses yeux ont vu le salut des nations. L'Evangile avait, en cette année 1567, pénétré aussi à Xamabara. Tout à coup le Tono sévit contre les néophytes ; il veut les ramener au culte des faux dieux. Les Chrétiens étaient bien jeunes dans la Foi ; mais en apprenant que leur liberté religieuse est menacée, ils sacrifient leurs biens et leur patrie ; puis, heureux de donner à l'Eglise un témoignage aussi éclatant de leur fidélité, ils vont sous d'autres cieux chercher un asile catholique. Le Père Torrez, le compagnon de Xavier, les introduit dans le royaume de Cocinoux.

Les Jésuites se rendaient si populaires au Japon que, dès qu'un navire européen en laissait un sur cette partie du globe, c'était une fête pour tout le littoral. En 1568, le Père Valla aborde dans cet archipel ; il y est accueilli avec les démonstrations de joie qu'un monarque bien-aimé soulève à son passage. Le peuple, les grands se précipitent à sa rencontre. Il y a des

Le père Valla.

(1) *Mélanges*, de F. de La Menais, t. 1^{er} page 566.

cris de bonheur, des chants d'allégresse; chacun comprend que c'est un père qui lui arrive. A peine débarqué, et comme porté par l'enthousiasme universel, Valla passe dans l'île de Xiqui, où résidait le vieux Torrez. Valla tombe à ses genoux, il supplie l'ami de François-Xavier de bénir ses premiers pas sur cette terre, où il fait germer la parole de Dieu. Torrez, mettant à profit l'arrivée du Jésuite, réunit en synode provincial les Missionnaires, et, après avoir réglé en commun les affaires de ces Chrétientés, il distribue à chacun le poste qu'il doit occuper. Valla et Jean Gonzalès sont envoyés dans le Gotto, Del Monte à Cocinoux, Melchior Figuérdo à Funai, Balthasar Acosta à Firando, Villéla à Fucundo, et Almeida part pour Nangasaki. En 1569, Almeida se décide à semer la Foi dans la partie de l'île Xiqui que les Japonais nomment Amacusa. Le Tono de ce district reçoit au baptême le nom de Léon; ses subordonnés l'imitent. Léon, quoique chrétien, était homme et soldat; le martyr n'effraie pas son courage; mais il l'attendra les armes à la main, ne pensant pas qu'il soit de l'intérêt de la Religion d'abandonner aux injustices des Bonzes les hommes qui, avec lui, ont accepté la loi nouvelle. Léon prend ses précautions, car il connaît la faiblesse du Roi; il sait que ce prince, pour acheter quelques heures de repos, sacrifiera aux prêtres des fausses divinités ses meilleurs amis et son propre honneur. Léon avait bien calculé. Le Roi laisse les-Bonzes arbitres de sa vie; mais les Bonzes n'osent l'attaquer à main armée. Ils députent au Tono chrétien un des leurs qui, au nom du Roi, lui signifie qu'il n'a plus qu'à se tuer s'il désire d'échapper à une mort infamante.

Tibère et Néron permettaient aux sénateurs romains de s'ouvrir, dans un bain chaud, les quatre veines. Les monarques du Japon accordaient aux seigneurs condamnés à mort le droit de se fendre le ventre. Ce privilège les arrachait à la hache du licteur ou au fer du bourreau. Léon ne crut pas devoir accepter l'alternative; il résista. De prière en prière, de concession en concession, les Bonzes descendent jusqu'à faire de son exil volontaire un cas de guerre ou de paix. Le vieux soldat refuse encore, et cependant l'émeute soulevée par les Bonzes gronda à la porte des néophytes. Le Père Almeida interpose enfin son autorité. Le Roi n'avait rien pu gagner: le Jésuite fut plus heureux. Il apprit à ce vaillant général que la douceur chrétienne est préférable à la force. Léon consentit à un exil que ses ennemis mêmes n'osaient lui infliger; la tranquillité fut ainsi rétablie.

La révolution qui chassa de Meaco Villéla et Froës se terminait par la triomphe de la légitimité, que des généraux fidèles avaient préparé de longue main. Vatandono et Nobunanga, roi d'Oaris, formèrent le projet de restituer la cou-

ronne au frère du Cubo-Sama détroné. Ils réussirent; et Vatandono, qui n'était pas encore baptisé, demanda pour toute récompense de voir le sort du Christianisme assuré à Meaco. Son vœu fut exaucé; le Père Froës revint auprès de ses catéchumènes; mais, ainsi que le disait le Jésuite Laurent à Nobunanga, « la bonne semence ne commence pas encore à naître, qu'elle est déjà étouffée par les épines. »

Froës était rappelé par le monarque; ce rappel même formait une des principales conditions de son rétablissement sur le trône. Cependant, à l'exemple passé ou futur de toutes les dynasties restaurées, le Cubo-Sama s'occupa beaucoup plus de plaire aux anciens factieux que de contenter ses défenseurs. Il ne doutait pas de la sincérité de leur dévouement, il les laissa de côté pour tenter des conquêtes dans le camp ennemi. Nichiso-Xonin, chef des Bonzes, s'était montré le plus ardent dans les hostilités contre lui: ce fut Nichiso-Xonin qui eut la confiance et les faveurs du prince. Cette trahison faite à son parti était une lâcheté; car les Rois qui ne doivent jamais redouter leurs adversaires, sont, pour l'honneur du trône, obligés d'aimer leurs amis. Le Cubo-Sama ne s'arrêta pas à de stériles démonstrations. Le Bonze, son favori de l'opposition, avait été vaincu en sa présence dans une lutte où Froës et lui s'étaient constitués les champions des deux cultes. Il y avait un si grand nombre de catéchumènes dans le royaume que le Cubo-Sama ne put se décider à signer un ordre d'exil contre le Père; mais sa colère retomba sur celui qui s'était sacrifié pour sa cause. Vatandono fut dépouillé de ses biens et de ses titres.

Cette même année 1574, le Père François Cabral, succédant à Torrez¹ dans la charge de Supérieur des Missions, débarquait à l'île de Xiqui, et, accompagné d'Almeida, il entreprenait la visite des Chrétientés du Japon. Elles prospéraient; mais, aux yeux de cet homme rigide, il n'en était pas ainsi de l'observance de la pauvreté évangélique. Quelques Missionnaires avaient cru, sans l'enfreindre, pouvoir suivre l'usage du pays et se vêtir d'habits de soie comme les indigènes. Ils pensaient par là relever la dignité du caractère sacerdotal et donner aux Japonais une plus haute idée de la Religion catholique. Cabral ne se contenta pas des raisons alléguées; les Jésuites se soumirent à l'ordre qu'il puisait dans les splendeurs de la pauvreté et dans la majesté de l'obéissance religieuse; puis, en 1572, quand il dut se présenter à la cour du Cubo-Sama de Meaco, il refusa de se départir de la modestie dans les vêtements qu'il avait si fortement recomman-

Le néo-
phyte
Léon et
les
Bonzes.

Recon-
naissance
des rc

Le pé-
Cabral
visite-
de la p-
vince
Japo-

Contre-
révolu-
tion à
Meaco.

(1) Ce Jésuite, l'ancien compagnon de saint François-Xavier, mourut au Japon quelques jours avant de s'embarquer pour l'Europe.

Tandis que Cabral poursuivait ses visites, le Frère Laurent portait les premières semences de la Foi dans le royaume de Tambah, et les habitants d'Ingéli désiraient si vivement l'arrivée des Missionnaires que, pour l'accélérer, ils se mirent, tout païens qu'ils étaient, à construire des églises. A Ormura, Barthélemy

Sumitanda, roi de la contrée, s'était depuis longtemps déclaré chrétien. C'était, comme les princes de Bungo, le disciple le plus fidèle, l'allié le plus constant des Jésuites. Il les couvrait de sa protection; eux apprenaient à ses peuples à honorer la loi de Dieu et à respecter celle du monarque.

CHAPITRE XIII.

Polanque. Vicaire-général. — Congrégation générale. — Le Pape demande qu'elle choisisse un Général qui ne soit pas Espagnol. — Motifs de cette demande. — Préventions des Espagnols. — Everard Mercurian est élu. — Décrets rendus par la Congrégation. — Pourquoi les Jésuites se mêlent des affaires politiques. — Les protestants d'Allemagne les attaquent dans leur enseignement. — Le Père Canisius, Nonce du Pape en Autriche et en Bavière. — Le Pape veut le nommer Cardinal. — Il prend la fuite. — Il va fonder le Collège de Fribourg. — Révolution en Belgique, Guillaume de Nassau et don Juan d'Autriche. — Siège du Collège d'Anvers. — Le Père Baudouin de l'Ange conseille la douceur à don Juan. — Bataille de Gembloux. — Les Jésuites refusent le serment exigé par les Etats. — Ils sont chassés d'Anvers. — Peste de Louvain. — Mort de don Juan. — On accuse Elisabeth d'Angleterre de cette mort. — Le duc de Parme. — Baius et Bellarmin. — Affaire du baïanisme. — Le Père Tolet. — Le Père Warszewicz en Suède. — Portrait du roi Jean III. — Position religieuse de la Suède. — Warszewicz caché à la Cour. — Etienne Bathori, roi de Pologne, écrit aux Jésuites. — Le Père Nicolai. — Pontus de La Gardie, ambassadeur de Suède auprès du Saint-Siège. — Les Protestants conseillent à Jean III le fratricide. — Le Père Possevin, légat en Suède. — Incertitudes de Jean III. — Il abjure le luthéranisme entre les mains de Possevin. — Conditions qu'il met au rétablissement du Catholicisme dans son royaume. — Possevin retourne à Rome pour les discuter. — Elles sont refusées. — Biens ecclésiastiques toujours abandonnés par le Pape. — Nouveau voyage de Possevin à Stockholm. — Superstitions protestantes. — Retour de Jean III au luthéranisme. — Intrigues des Protestants et de La Gardie. — Possevin à la diète de Wadstena. — Mort de Charles IX. — Les Jésuites à Bordeaux, à Bourges et à Pont-à-Mousson. — Le Père Maldonat et l'Université de Paris. — Le Cardinal de Gondi prononce en faveur du Père. — L'Université en appelle de la décision de l'Evêque de Paris au Parlement. — Le Père Auger, confesseur du roi. — La peste à Lyon et à Avignon. — Jean de Montluc converti par le Père Grand Jean. — Les Jésuites en Aunis et en Saintonge. — Henri III veut faire le Père Auger Cardinal. — Auger à Dôle et à Dijon. — Le Président de Goudran fonde un collège de Jésuites à Dijon. — Les Jésuites à la tête de l'Université de Pont-à-Mousson. — Maison professe à Paris, fondée par le Cardinal de Bourbon. — Peste à Paris. — L'Université et les Jésuites. — Commencement des dissensions intérieures de la Compagnie en Espagne. — Les Jésuites à Milan. — Ils renoncent au séminaire. — Accusation contre eux. — Les Jésuites et saint Charles Borromée. — Le Père Mazarini s'empare en chaire contre le Cardinal. — Sa mort. — Mort du Général de la Compagnie. — Le Père Manare, Vicaire-Général, accusé de captation. — L'accusation est déferée aux Profès. — Jugement qui intervient. — Manare se retire de l'élection. — Le Père Claude Aquaviva est élu. — Décrets rendus dans cette Congrégation. — Portrait d'Aquaviva.

L'année 1573 commença dans la Société de Jésus par la réunion des Congrégations provinciales qui devaient choisir les députés chargés d'assister à la Congrégation générale, où le successeur de François de Borgia serait élu. Le Père Polanque, immédiatement après la mort de ce dernier, avait été nommé Vicaire-général, et il indiqua la Congrégation pour le 12 avril.

Les députés se trouvèrent au Gésu à l'époque assignée; il n'en manquait que quatre: le Père Emond Auger, retenu par le roi Charles IX à l'armée qui assiégeait les Calvinistes dans la ville de La Rochelle, et les Pères Gil Gonzalès, provincial de Castille, Martin Gutierrez et Jean Suarès. Ces trois Jésuites, accompagnés d'un Frère coadjuteur, étaient tombés, près du cha-

teau de Cardaillac, dans un parti de Huguenots rouerguais. Les Huguenots avaient des Prêtres Catholiques sous la main ; ils mirent en délibération quelle peine leur serait infligée. Les uns demandaient la mort, les autres exigeaient une grosse rançon de ces quatre étrangers. Les Jésuites, ne croyant pas que leur vie pût être estimée à si haut prix, refusent de se racheter. Gonzalès est grièvement blessé, Gutierrez expire au milieu des Protestants, et les Pères de Lyon rachètent Suarez et Gonzalès, auxquels cette captivité ne permit pas de se rendre à Rome.

Congrégation générale.

Quarante-sept Profès vinrent siéger à la Congrégation. On remarquait parmi eux Salmeron et Bobadilla, Everard Mercurian, Olivier Manare, Léon Henriquez, Laurent Maggio, Jean de Plaza, Ribadeniera, Vasquez, Polanque, Hoffée, Adorno, Michel de Torrez, Palmio, Possevin, Claude Matthieu, Miron, Madride et Canisius.

Le Pape demande quelle choisisse un Général qui ne soit pas Espagnol.

Polanque, Salmeron et les plus anciens de l'Ordre allèrent, selon l'usage, demander au Saint Père sa bénédiction apostolique. Grégoire XIII l'accorda, et, après leur avoir fait plusieurs questions sur le mode d'élection, sur le nombre de voix formant la majorité, il ajouta : « Combien les Espagnols comptent-ils de suffrages ? combien y a-t-il eu jusqu'à présent de Généraux de cette nation ? » Les Jésuites répondent : « La Compagnie n'a eu encore que trois chefs ; et tous trois étaient Espagnols. — Eh bien ! reprend le Pape, il me semble juste maintenant qu'il soit choisi dans une autre nation. »

Motifs de cette demande.

Cette parole, dont Grégoire XIII avait calculé la portée, parut aux Pères une atteinte indirecte à la liberté de leurs votes, et Polanque dit : « La Congrégation générale s'assemble à Rome afin d'agir en dehors de toute influence. Puisque votre Béatitude s'est déclarée le protecteur de notre Ordre, elle ne doit pas entraver nos opérations. — Mais, répliqua le Pape, est-ce qu'il n'y a pas d'autres sujets aussi capables que les Espagnols de gérer ces hautes fonctions ? Le père Everard Mercurian me paraît digne de votre choix. » Et, sans laisser aux Jésuites le temps de protester contre cette désignation : « Allez, continua-t-il, et faites ce qui est le plus juste. »

La Congrégation était réunie ; Possevin avait déjà commencé le discours d'ouverture, lorsque le cardinal Ptolémée de Como se fait annoncer. Il vient au nom du Souverain Pontife, et dans l'intérêt de l'Eglise universelle, prier les Profès d'élire, au moins pour cette fois, un Général non Espagnol.

Au milieu de la diversité des nations composant la Société de Jésus, il n'avait pas été d'abord très-pénible de soumettre à une loi commune ces dévouements qui se rangeaient sous la bannière de Loyola. L'obéissance semblait douce

à une première ferveur ; mais peu à peu, quand l'Ordre eut pris un rapide accroissement, et que la majorité ne se forma plus d'Espagnols et de Portugais, l'on commença à s'apercevoir que les sujets de la Péninsule remplassaient toutes les grandes charges. Personne n'y prétendait pour soi-même, chacun demandait qu'il y eût au moins partage. Les Constitutions d'Ignace domptaient bien les caractères les plus entiers, les naturels les plus turbulents ; mais il n'en était pas encore de même pour l'égoïsme national, la passion peut-être la plus difficile à déraciner, parce qu'elle s'appuie sur de généreux sentiments innés dans l'homme, et qu'elle est la source d'affections dont le cœur ne perd jamais le souvenir.

L'apôtre avait dit que, devant Dieu, il n'y avait point de différence entre le Juif, le Grec, le Barbare et le Scythe. Les Jésuites, sans faire éclater leurs plaintes, se montraient pourtant jaloux du triomphe de cette égalité. Ignace, Laynès et Borgia, quoique Espagnols, s'étaient, par esprit de justice, conformés à un vœu dont ils ne méconnaissaient pas l'influence ; mais, soit que certains Pères fussent encore trop assujettis aux passions de l'humanité pour se laisser dominer, soit plutôt que la fierté castillane reprit trop souvent son empire, des dissensions intérieures couvaient au fond des âmes.

D'un autre côté, les Espagnols nourrissaient des préjugés de race contre quelques-uns de leurs compatriotes. Maures ou Juifs récemment convertis à la Foi catholique, ils les confondaient tous sous le nom de nouveaux Chrétiens. Le Père Polanque, disait-on, était issu d'une de ces familles, et les Espagnols avaient tellement peur de le voir arriver au généralat que Philippe II, don Sébastien et le cardinal Henri de Portugal avaient, par lettres, prié le Pape et le Sacré Collège de s'opposer à l'élection de tout Jésuite soupçonné d'une pareille origine. Grégoire XIII n'ignorait point ces dissentiments ou ces préjugés. Afin de les étouffer en germe, il avait adopté le parti regardé comme le plus sage ; mais ce parti enlevait à la Congrégation le droit plein et entier de choisir librement son chef. Il fut résolu qu'une députation, composée de Léon Henriquez, d'Hoffée, de Maggio, de Manare et de Canisius, se transporterait sur-le-champ auprès du Souverain Pontife et qu'elle lui adresserait d'humbles observations. Le Pape les écouta, puis, peu à peu vaincu par les raisons que les Pères alléguèrent, il leur accorda toute latitude, avec la restriction pourtant que, si un Espagnol était nommé, la Congrégation lui ferait connaître le choix avant de le proclamer solennellement. Le lendemain, 23 avril, Everard Mercurian fut élu à la majorité de vingt-sept voix.

Everard Mercurian était Belge, sujet par conséquent du roi Philippe II d'Espagne. La

Prétentions d'Espagnols.

majorité en le nommant faisait acte de justice, et elle se rendait agréable au Saint-Siège, qui croyait ne pas devoir laisser se perpétuer dans la même nation un privilège tacite devenant ainsi l'apanage exclusif des Espagnols. Grégoire XIII avait jugé utile de rompre cette série de Généraux de la Compagnie de Jésus tirés du même royaume. Mercurian avait soixante-huit ans; mais l'âge n'avait point affaibli chez lui la vivacité du jugement. Doux et prudent, il ne lui restait qu'à consolider l'édifice de la Compagnie : ce fut sa principale occupation.

Les assistants du nouveau Général furent, pour la France et l'Allemagne, Olivier Manare; pour le Portugal, le Brésil et les Indes Orientales, le Père Fonseca; pour l'Espagne et le Pérou, Gil Gonzales; pour l'Italie et la Sicile, Benoît Palmio. Le Père Manare se vit en outre chargé des fonctions d'admoniteur.

Le 16 juin 1573, la Congrégation se sépara; elle avait sanctionné quarante-huit décrets. Elle régla la forme d'élection pour le Général, la manière de procéder dans les Congrégations provinciales et les devoirs attachés aux fonctions temporaires du Vicaire-général. Le huitième décret était pour la Société de Jésus d'une haute importance. Il nommait une commission pour examiner si dans les actes du Concile de Trente il se trouvait quelque article qui pût paraître en désaccord avec les Constitutions de l'Ordre. Par le vingt-unième décret, les Profès des Quatre Vœux devaient obéissance aux Profès des Trois Vœux et aux prêtres qui n'avaient pas fait profession, lorsque ces derniers remplissaient dans des Maisons de l'Institut les charges de recteur et de ministre. Ainsi, aux yeux de la Congrégation générale, interprétant le principe d'obéissance, ce n'était point au titre mais à l'emploi que le respect était dû. Selon elle, la hiérarchie du pouvoir ne ressortait pas directement de la qualité individuelle et conférée par la profession des Quatre Vœux, mais de la volonté, de la confiance du Général. Ce calcul — car en parlant des choses religieuses nous sommes obligé d'avoir recours aux mots usuels, — ce calcul dénotait une rare intelligence. Il émancipait la vertu et le talent; il les consacrait en dehors des règles convenues. En brisant les catégories dans lesquelles on parquait trop souvent le génie ou la force, il laissait à la sagacité du Général un droit d'initiative dont la Société tout entière devait recueillir le bienfait.

La mort d'un Général, la vacance du siège et l'élection d'un nouveau chef ne pouvaient apporter aucune grave modification au plan tracé par les Constitutions d'Ignace de Loyola. L'Ordre des Jésuites se propageait dans l'univers. Pour obtenir de semblables résultats, il lui suffisait d'avoir recours aux mêmes moyens. La force d'impulsion que son fondateur lui avait imprimée

s'étendait; mais elle ne changeait jamais ni de nature ni d'objet. La Compagnie de Jésus était pour l'Eglise une armée de volontaires toujours prête à l'obéissance. Les Rois l'adoptaient, la réclamaient comme leur plus sûr appui au milieu des tempêtes soulevées par l'Hérésie contre leurs trônes. Dans la pensée de Loyola, la politique était, il est vrai, exclue de l'Institut; mais au seizième siècle toutes les affaires des cours; toutes les négociations diplomatiques, les guerres elles-mêmes avaient un principe religieux. On ne traitait de puissance à puissance, de nation à nation; on ne livrait des batailles que parce qu'on s'efforçait de détruire ou de conserver le Catholicisme. Tout s'entreprenait, tout s'achevait au détriment ou à l'avantage de l'Eglise universelle; les Jésuites furent donc en l'obligation de se mêler au mouvement des idées politiques et sociales. Ces idées marquaient avec trop de violence dans le bien comme dans le mal pour ne pas être combattues ou dirigées. L'Allemagne et la France étaient le champ-clos où s'agitaient les plus terribles passions. Dans ces deux empires, la résistance fut plus vive qu'ailleurs, parce que là les deux partis avaient la plus forte organisation.

En France, le Calvinisme, ligué contre la Société de Jésus avec l'Université et le Parlement, lui faisait une de ces guerres de mots qui n'allaient point à l'esprit national. En Allemagne, on ne tenait pas les maisons et les collèges des Jésuites sous le coup d'un arrêt judiciaire; on les attaquait plus ouvertement. Dans les Pays-Bas, l'insurrection protestante les mettait à sac; au fond de la Germanie, on essayait d'entraver leur action, et pour triompher, les Hérétiques ne craignaient point d'avoir recours à toutes les armes.

Le nouveau Pontife que l'Eglise avait élu était un homme ardent et sage, plein d'enthousiasme et de perspicacité; il n'aurait jamais consenti à laisser impunément accuser les défenseurs du Saint-Siège par ceux qui espéraient arriver à sa ruine. Il aimait les Jésuites par affection, par reconnaissance des services rendus, par espérance de ceux qu'ils rendraient à l'avenir. Il fallait ébranler Grégoire XIII dans ses convictions ou perdre l'Institut aux yeux des masses. Les Protestants d'Allemagne s'attachèrent à cette double tâche. C'était par l'éducation que les Pères pénétraient au cœur du peuple : on calomnie leurs Collèges. En 1573, les Hérétiques incriminent l'enseignement des Jésuites à Gratz, à Prague, à Vienne, à Inspruck. La cause de ces hostilités combinées diffère selon les lieux et selon les princes, mais le fond est toujours le même. A Vienne, l'Université réunit ses efforts à ceux de l'Hérésie. Le Provincial Laurent Maggio est éloigné. On profite de son absence pour arracher à l'Empereur Maximilien

Les Protestants d'Allemagne les attaquent dans leur enseignement.

pourquoi les Jésuites avaient-ils tant d'influence dans les affaires politiques?

un décret par lequel il est interdit à la Société de Jésus de conférer les grades académiques et d'expliquer les mêmes livres et aux mêmes heures que dans les cours de l'Université. Maggio revient de Rome en toute hâte. La vérité se fait jour au pied du trône, et l'Empereur abroge son décret.

A Inspruck, les Sectaires n'eurent pas besoin de tant de détours ; un Religieux nommé Jean Nas avait été poussé par eux ; il se montrait toujours et partout opposé à la Compagnie. Jean Nas fut nommé prédicateur de l'Archiduc, et, de cette tribune dressée à ses préventions, il fit descendre sur son auditoire les plus amères plaisanteries. Jean Nas, sacrifiant à ses sarcasmes les ministres de l'Eglise dont lui-même était l'un des prêtres, dut, par ce fait seul, être pour les Protestants un apôtre de vérité et de tolérance. L'archiduc et les Catholiques d'Inspruck se laissèrent d'abord séduire ; mais le Père Volch, recteur des Jésuites, ne consentit pas à voir dégénérer ainsi le ministère de la parole sacrée ; il prit fait et cause pour sa Compagnie. Bientôt Nas se vit contraint par l'archiduc et par le peuple de chercher ailleurs une chaire et des auditeurs.

Pendant ce temps, Canisius recevait de Grégoire XIII un bref qui lui enjoignait de se rendre à la cour de l'archiduc d'Autriche, à celles du duc de Bavière et de l'archevêque de Salzbourg. La mission de Canisius importait au bien de la Religion, et le Saint Père lui écrivait : « Je veux que vous m'aidiez dans le dessein que je conçois de soulager l'Allemagne, et je vous choisis, parce que je sais combien votre sagesse et votre habileté peuvent être utiles dans ces circonstances. » Le souhait du Pape était un ordre : Canisius part, il remplit les vœux du Saint-Siège. A peine a-t-il terminé cette nunciature, que Grégoire XIII l'appelle à Rome pour le consulter sur les moyens les plus propres à rétablir la foi dans le Nord. Le Pontife ne connaissait le Jésuite que de réputation ; en le voyant jeter une si éclatante lumière sur les affaires de la Catholicité, en l'entendant parler avec tant de pénétration des intérêts de l'Allemagne et des trames hérétiques, Grégoire XIII se crut destiné à récompenser un mérite aussi transcendant. Il communiqua son dessein à quelques membres du Sacré Collège, qui, heureux de compter Canisius au nombre des Cardinaux, ne firent pas mystère de cette promotion. Selon Eusèbe Nieremberg ¹, Pie V avait eu la même pensée. Elle était restée à l'état de projet ; mais Grégoire XIII songeait, au rapport de l'historien Rader, à l'exécuteur sur-le-champ. Comme Laynès et Borgia dans les mêmes circonstances, le Père jugea que la fuite pouvait seule le préserver de ces dignités ; il se

retira à Dillingen, où la mort du cardinal Othon Truschez venait de porter le deuil.

Ainsi que tous les Jésuites, Canisius refusait les honneurs ecclésiastiques ; mais il acceptait avec joie les charges du sacerdoce. Le cardinal Moroni, légat du Saint-Siège, va présider la diète de Ratisbonne ; Canisius est son conseiller. Delfino, évêque de Brescia, se rend plus tard à celle de Nuremberg, en qualité de Nonce du Pape ; Canisius l'accompagnera encore. Dans ce vieillard usé par les travaux, il y a une telle surabondance de vie, que toutes les fois que l'Eglise lui ordonne de marcher, il court.

En 1580, Jean-François Bonhom, évêque de Verceil et nonce dans les cantons Suisses, informe la Cour Romaine de la difficile position de l'Eglise au sein de ces montagnes devenues le camp et le refuge des hérésies. Genève, la France, l'Allemagne et l'Italie ont livré à tout vent de doctrine ce pays, dont le chanoine apostat de Constance, Alderic Zwingle, a gagné le cœur. Quelques cantons résistent avec courage à la lutte que les Sectaires soutiennent ; mais cette ardeur s'affaiblira peu à peu ; elle disparaîtra même avec la génération existante, car la jeunesse ne peut recevoir d'éducation qu'à Genève, à Lausanne ou à Berna. Le gouvernement est catholique encore, mais il suivra dans l'erreur les populations qui s'y précipitent. Alors les remèdes les plus actifs seront inutiles. Le clergé séculier sent si bien son impuissance qu'il n'essaie même plus de raviver la foi, et que, plongé dans la corruption ou dans l'ignorance, il ne reste catholique que par respect humain.

Telles étaient les craintes dont la correspondance du Nonce entretenait le Saint-Siège. Il terminait en disant ¹ : « Pour détruire les principes irréligieux et restituer aux mœurs dépravées leur antique pureté, il n'y a plus qu'un moyen, c'est l'érection d'un Collège de Jésuites à Fribourg. » Pierre Schnewlin, Vicaire-général du diocèse, et le Cardinal Archevêque de Milan favorisaient cette idée. Elle est proposée au grand Conseil. Des Hérétiques y siégeaient en petit nombre ; mais ils pouvaient faire surgir certaines difficultés que l'indigence des cantons et la parcimonie des individus rendraient insolubles. Afin d'obvier à cet embarras, le Pape attribue les biens de l'ancienne abbaye de Marsens au Collège projeté, et le grand Conseil adopte à l'unanimité le plan du Nonce et du Cardinal Charles Borromée.

Il restait à trouver un homme qui, par l'énergie de sa volonté et par la splendeur de ses vertus, pût commander à la Suisse le respect et l'affection. Les Jésuites hésitaient ; le Pape enjoint à Everard Mercurian de diriger aussitôt sur Fribourg deux des Pères d'Allemagne. Paul

Le père Canisius, nonce du Pape en Autriche et en Bavière.

Le Pape veut le nommer Cardinal.

Il prend la fuite.

Il va fonder le Collège de Fribourg.

(1) Vie de Canisius. Bibliothèque des Chartreux, par Théodore Pétrole.

(1) Dépêche du Nonce François Bonhom, du 18 mars 1580.

Hoffée, provincial, juge que Canisius seul est capable de réaliser les espérances conçues par le Souverain Pontife ; il lui mande de partir avec le Père Andren. Au plus fort de l'hiver, Canisius traverse à pied les Alpes ; il arrive à Lucerne auprès du Légat apostolique. Alors ce Jésuite, dont l'existence avait été agitée par tant d'études, par tant de missions, et qui s'était si souvent vu en contact avec les empereurs et les rois, consacre ses dernières années à évangéliser de rudes montagnards et à développer l'intelligence de leurs enfants.

Le Père Canisius était enseveli dans la retraite de Fribourg, dont ses soins et ceux de ses successeurs ont fait l'un des plus florissants Collèges de l'Europe. Il disparaissait de la scène du monde ; d'autres Jésuites lui succédaient en Allemagne. Il les avait formés à la piété et à la science, ils voulurent se montrer dignes d'un pareil maître.

Au milieu des excès de tout genre dont les Pays-Bas devenaient le théâtre, les Pères n'avaient pas renoncé au projet de s'y établir. Ils élevaient des Collèges à Bruges, à Maëstricht et à Anvers. Louis de Requesens, gouverneur au nom de Philippe II, les protégeait ; mais cette protection n'était pas suffisante. Guillaume de Nassau dirigeait et combinait les attaques des Sectaires. Les idées républicaines fermentaient dans les têtes ; elles ne produisaient que la plus déplorable confusion. Cette confusion était l'œuvre du Taciturne ; il l'entretenait par tous les moyens, bien persuadé que, du sein de cette anarchie, lui seul ferait sortir un gouvernement. Son plan était tracé, il n'en déviait jamais, et, quelque grandes que fussent les calamités attirées sur la Belgique par son ambition, le prince d'Orange ne s'en préoccupait que pour les multiplier. Louis de Requesens succomba à la peine ; et, afin de donner à Guillaume de Nassau un rival digne de lui, Philippe II nomma don Juan d'Autriche gouverneur général des Pays-Bas.

Au commencement de l'année 1576, don Juan n'avait pas encore pris en main l'administration, lorsque les Hérétiques, mettant à profit cet inter-règne, répandent à Anvers le bruit que la Maison des Jésuites est pleine d'armes, de munitions de guerre, et que plusieurs traîtres au pays y ont trouvé asile. Dans ces moments de perturbation, le peuple est toujours prêt à accueillir les faits les plus extraordinaires et à en tirer des conséquences. Ses conséquences, à lui, sont le pillage et la dévastation. Il se porte sur le Collège, il en forme le siège. Le Collège va être livré aux flammes, lorsque Othon, comte d'Herbstein, Frédéric Perrenot, gouverneur d'Anvers, et le margrave Gossuin interposent leur autorité et calment les esprits. Dans le même moment, la même accusation se produisait à Liège ; elle y enfantait le désordre.

Le vainqueur de Lépante était l'ami des Jésus-

tes. Il les voulait forts et respectés, parce qu'il sentait que son autorité n'avait qu'à y gagner. Le Provincial de Belgique était Baudouin de l'Ange. Baudouin lui conseille d'employer les voies de douceur et de chercher plutôt à apaiser qu'à irriter. Don Juan, quoique jeune encore, avait déjà assez de gloire militaire pour aspirer à celle de pacificateur. Il se présenta aux Pays-Bas avec ces intentions ; mais trois partis y existaient : les Protestants, marchant sous la bannière du prince d'Orange, maître de la Hollande et de la Zélande ; les Etats essayant de créer une république, et les Gueux qui, après s'être détachés de Guillaume, ne songeaient, en aventuriers politiques, qu'à rançonner les villes, qu'à dévaster les campagnes. Le système de conciliation adopté par don Juan était impraticable ; il en appelle à la victoire. Le 31 décembre 1577, il bat, dans les plaines de Gembloux, l'armée des Etats, commandée par le général Goignies. Le 24 avril 1578, les Etats publient à Anvers une ordonnance qui contenait la pacification de Gand, et qui enjoignait à tous les habitants de prêter serment et de l'observer. Ce n'était qu'un compromis ; le serment exigé cachait un piège. Les Jésuites, fidèles à don Juan, refusent d'adhérer à cet acte. On les flatte, on les menace, on leur insinue qu'en donnant aux Catholiques un pareil exemple de soumission à la volonté des Etats, ils peuvent s'assurer à tout jamais de nombreux établissements dans le pays. Les Jésuites sont aussi inaccessibles à l'intimidation qu'aux promesses. Quand il fut démontré que rien ne les séparerait de don Juan, les Etats prirent le parti de les expulser. Le 48 mai 1578 on les embarque sur l'Escaut et on les transporte à Malines, d'où le prince les fit conduire à Louvain. Les Protestants commandaient à Bruges et à Tournai. Ils chassent les Pères de leurs maisons ; à Douai, le même sort leur est réservé. Un ordre du Sénat les force à se retirer ; mais, quinze jours après et sur la demande même du recteur de l'Université, l'ordre d'expulsion est révoqué.

Les Jésuites se trouvaient réunis à Louvain. La peste, suite de toutes les commotions intestines, fond sur cette ville. Il était défendu aux Pères d'enseigner ; ils se vouent au soulagement des pauvres et des malades. Usmar Goyson, Jean de Harlem, Antoine Salazar et Elisée Heivod meurent en les servant, victimes de la contagion qu'ils espéraient conjurer. Les Pères Nicolas Minutius, Baudouin, Hangart, Jacques d'Ast, Arnold Hesius, André Boccaci et Rainier, recteur du Collège de Louvain, partagent leur sort à Louvain, à Liège, à Douai et à Bruxelles.

Le 4^{er} octobre de la même année, don Juan expirait près de Namur, à l'âge de trente-trois ans. Sa maladie fut si imprévue, son trépas si rapide, que chacun crut que le poison avait

Le père Baudouin de l'Ange conseille la douceur à don Juan.

Bataille de Gembloux.

Les Jésuites refusent le serment exigé par les Etats.

Ils sont chassés d'Anvers.

Peste de Louvain.

Mort de don Juan.

On
accuse
Elisabeth
d'Angle-
terre de
cette
mort.

hâté la fin du héros catholique. On soupçonna la reine Elisabeth¹; l'historien Strada¹ raconte que deux Anglais furent accusés et convaincus de ce crime et mis à mort par jugement du duc de Parme, successeur de don Juan. Les preuves de ce forfait ne sont que des présomptions à nos yeux. Elisabeth n'ignorait pas que la cour d'Espagne nourrissait le projet d'unir don Juan à Marie Stuart, prisonnière en Angleterre. Le Jésuite Parsons avait fait naître cette idée à Philippe II; elle dut sembler à Elisabeth grosse d'inquiétudes et de périls. Le trépas de don Juan les faisait cesser, il est vrai; mais pour prétendre qu'elle en est l'auteur ou la complice, nous pensons qu'il faut autre chose que des hypothèses ou une sentence contre deux Anglais dont les noms mêmes ne sont pas indiqués.

Le duc
de
Parme.

Le duc de Parme remplaçait don Juan; les Jésuites eurent en lui un nouveau protecteur. Il avait dans la Compagnie un de ses plus proches parents. A sa prière, le Père Jean Farnèse abandonne la France et se rend en Belgique. C'était un homme d'une humilité aussi grande que son nom, et Mercurian, parlant de lui, disait souvent : « Plût au ciel que nous eussions beaucoup d'Abraham comme le Père Farnèse ! » Le premier soin du duc de Parme fut de restituer aux Jésuites les Collèges dont les Hérétiques s'étaient emparés. En 1580, ils en avaient recouvré une partie, et le Père Tolet arrivait à Louvain en qualité de commissaire du Saint-Siège pour recevoir la rétractation des erreurs de Baius.

Baius et
Bellarmin.

Michel de Bay, qui, comme la plupart des savants de cette époque, a latinisé son nom, afin de lui donner un vernis d'antiquité classique, naquit à Melin-l'Evêque en 1543. Il n'était ni un Hérésiarque ni un Sectaire, mais il y avait en lui de l'étoffe pour ces deux rôles, si, dans son cœur, la Foi ne l'eût emporté sur l'orgueil. Professeur, puis chancelier de l'Université de Louvain, Baius, esprit novateur et singulier, avait, dans divers ouvrages, émis des opinions contraires à la doctrine catholique. Il soutenait, par exemple, que depuis la chute d'Adam toutes les œuvres de l'homme, faites sans la grâce, sont des péchés; que la liberté, selon l'Ecriture-Sainte, est la délivrance du péché, qu'elle est compatible avec la nécessité. S'égayant dans le labyrinthe des théories scolastiques, il avait fait surgir contre lui une condamnation de la Faculté de théologie de Paris, condamnation que provoquèrent les Cordeliers. Le 4^{or} octobre 1567, une bulle de Pie V censurait soixante-seize de ses propositions. Baius hésita, chercha des faux-fuyants, des commentaires, et se soumit enfin; mais sa soumission n'avait pas été assez volontaire pour inspirer confiance au Saint-Siège. Sans se rétracter dans la forme, Baius semblait prendre à tâche de

s'expliquer sur le fond. Son enseignement devenait une apologie de ses idées. L'Eglise avait des docteurs et des théologiens pour tenir tête à Baius. La Compagnie de Jésus voulut, elle aussi, avoir le sien dans ce champ-clos. Le Père Bellarmin fut dirigé sur le Brabant.

Robert Bellarmin, né à Montepulciano le 4 octobre 1542, était neveu du Pape Marcel. L'exiguïté de sa taille et l'excellence de ses talents faisaient dire à ses contemporains qu'il était tout à la fois l'homme le plus petit et le plus grand de son siècle. Bellarmin n'avait pas encore osé recevoir la prêtrise. Déjà prédicateur et professeur illustre, il avait acquis une immense réputation, lorsque, pour obéir à l'ordre de François de Borgia, il se vit obligé d'accepter en Belgique le sacerdoce que lui conféra Cornélius Jansénius, Evêque de Gand. La mission de Bellarmin était de combattre la doctrine de Baius. De 1570 à 1577, il la combattit avec tant de succès que, selon la parole de Janséniste Quesnel¹, sa jeunesse et son éloquence paraissaient deux choses si rarement réunies que tout le monde était curieux de l'entendre. Sa réputation devint si universelle qu'elle attirait les Protestants d'Angleterre et de Hollande.

Bellarmin était chargé de faire la guerre à Baius; il la fit, il la soutint en homme qui estime son adversaire, et qui veut plutôt convaincre les esprits qu'ulcérer les cœurs; il prit à partie les opinions de Baius en présence même de ses amis, il les analysa, il en indiqua si bien la source dans celles de Luther et de Calvin, que, sans avoir jamais laissé échapper de sa bouche le nom du chancelier de l'Université brabançonne, il éclaira toute cette discussion. Le théologien jésuite avait ménagé l'homme sans jamais faire une concession aux erreurs. Baius comprit qu'avec un pareil antagoniste il s'exposait à une défaite assurée; il garda le silence; mais à peine Bellarmin eut-il abandonné la Belgique que le feu longtemps couvé sous la cendre éclata. Baius s'était mis en rapport avec Marnix de Sainte-Aldegonde, confident du prince d'Orange. Sainte-Aldegonde lui persuada que lui seul opérerait la réunion du Calvinisme et de la Religion Catholique en sachant faire à propos des concessions que ses ouvrages contenaient en germe. Baius se laissa gagner par la flatterie, et, comme Bellarmin n'était pas là pour le réfuter, il commença ses plans de fusion par déclarer que la bulle de Pie V était supposée, ou qu'elle avait été arrachée au Saint-Siège.

Le 29 janvier 1579, le Pape Grégoire XIII se porta solidaire de son prédécesseur : il confirma la Bulle *Ex omnibus afflictionibus*, que, par ménagement pour Baius et Jean de Louvain, la Cour Romaine n'avait pas encore promulguée, et Tolet reçut ordre de partir pour le Brabant. Un

(1) De Bella Flandrice,

(1) Histoire religieuse de la Compagnie de Jésus, par l'abbé Quesnel, t. III, p. 345.

Jésuite avait pendant sept ans comprimé le Baianisme par une savante modération : un autre Jésuite allait apaiser cette affaire, qui menaçait Rome d'une complication d'embarras. Grégoire XIII et Philippe II avaient choisi le Père Tolet, dans cette grave circonstance, comme mandataire de l'autorité du Saint-Siège et de la puissance royale. Tolet, armé des foudres de l'Eglise, et fort de l'appui de Philippe, ne venait cependant pas en ennemi, mais en médiateur. D'un mot, il pouvait faire surgir une hérésie ou engendrer un schisme : Tolet n'aspira qu'à provoquer le repentir. Sa réputation de fermeté, de talent et de conciliation était si bien établie que Baïus lui-même aimait mieux se jeter dans les bras du commissaire apostolique que de soutenir une lutte inégale. Tolet connaissait les faiblesses de l'homme ; il voulut épargner à Baïus les discussions préliminaires ; afin de le convaincre de ses erreurs, il songea beaucoup plus à l'éclairer qu'à l'humilier. Le Jésuite triompha des sophismes du Sectaire, et, ce qu'il y eut peut-être de plus glorieux pour lui, il l'amena à fouler publiquement aux pieds ses vanités théologiques. Le 24 mars 1580, devant toutes les Facultés réunies sous la présidence du Jésuite, Baïus, chancelier de l'Université, condamna ses propositions selon l'intention de la Bulle et de la même manière que la Bulle les condamne. Les docteurs, les licenciés, les bacheliers et les étudiants, tous partisans ou disciples de Baïus, firent la même déclaration entre les mains de Tolet. Jusqu'à ce jour on n'avait jamais pu décider Baïus à confirmer par un acte signé de lui la rétractation de ses erreurs ; Tolet l'y amena, et le Théologien « reconnu (1) qu'au moyen des communications qu'il avait eues avec le Révérend Père François Tolet, il acquiesçait à la sentence portée par le Saint-Siège, et qu'il était dans la résolution sincère de ne plus enseigner, ni avancer, ni défendre ses propositions. »

Un Jésuite avait, par la persuasion, étouffé le Baianisme en germe : le Jansénisme, dont le chancelier de Louvain ne fut que le précurseur, ne pardonna jamais cette victoire à la Compagnie de Jésus.

En 1574, le Père Georges Schorrit rappelait le pays de Bade à la Foi ; il mourait sous ses travaux de Missionnaire comme un soldat expire au champ d'honneur. Le 46 juillet de la même année, le Père Warsevicz arrivait en Suède. Ainsi que le reste de l'Europe, ce royaume avait subi sa révolution religieuse. Sous le sceptre de Jean III, il cherchait à se faire un culte à lui et à réparer les désastres que les divisions intestines de Jean et de son frère Eric avaient provoqués.

Comme tous les caractères dont la douceur forme le fond, Jean de Suède était faible, sans

volonté ; il avait connu le malheur. Fait prisonnier à Abo, il s'était vu pendant quatre années captif de son frère au château de Gripsholm ; il n'avait trouvé de consolation qu'auprès de Catherine, sa jeune épouse, et le dernier rejeton de la race des Jagellons. Cette princesse avait toutes les vertus, toute la pitié de sa famille. Elle inspira au roi prisonnier l'amour de l'étude ; l'étude le conduisit à la Foi ; mais cette Foi était plutôt spéculative qu'agissante. * Lorsqu'il fut rétabli sur le trône, ce prince essaya de concilier ses croyances intimes avec ses préjugés, avec ses terreurs, avec les préventions de son peuple ¹. Timide parce qu'il avait souffert, mais ne pouvant supporter le spectacle de démoralisation que l'hérésie mettait sous ses yeux, il chercha avec Pierre Fechten, son confident, les moyens de rétablir l'Eglise catholique sans secousse intérieure. La Religion était pour lui un ressort de gouvernement ; et, en s'appuyant sur ses propres lumières, il essayait de tellement combiner les choses que tout devait sourire à son vœu d'honnête homme et de Catholique incéces. Ce n'était point à l'aide de réformes partielles dans les mœurs, dans la liturgie, que le Roi devait espérer une salutaire amélioration. Les Protestants de ses Etats l'acceptaient sans doute comme ils accepteront tout système qui tendra à les séparer de la Communion ^{Romaine}, car dans cette séparation réside leur seul dogme. Mais les Catholiques suédois, à la tête desquels on voyait Nicolas Brask, Eric de Sparre, André Chet, Hogenschild Bjelke, Jacques Typotius, Mathéi, Gyllenstern, le baron de Luentholm, Magnus Gothus, Georges Gera et le comte de Brahe ; mais les paysans de la Dalécarlie, qui s'étaient dévoués pour Gustave Wasa, et que ce prince, après avoir éprouvé leur fidélité politique, osa contraindre à être infidèles à Dieu ; mais la Reine se montrait hostile à cette doctrine. Le clergé de Stockholm et l'Université d'Upsal s'en faisaient les apôtres.

A la prière de Catherine et du Cardinal Osius, le Souverain Pontife donna mission au Père Warsevicz d'éclairer le Roi Jean sur les véritables fondements de la Religion. Le Jésuite ne put pénétrer à la cour de Suède qu'en qualité d'ambassadeur de la Reine Anne de Pologne auprès de sa sœur Catherine. Eric était prisonnier ; son parti pourtant ne désespérerait pas de la fortune ; il comptait sur les exaltés.

Jean III hésitait entre les factions et sa conscience. Les Hérétiques toléraient assez facilement la présence des prêtres séculiers, mais les Jésuites leur étaient odieux. Les prêtres séculiers n'exerçaient sur les esprits que le moins d'influence possible ; les Jésuites, au contraire, s'emparaient des cœurs par la persuasion ; ils les dominaient par cette ténacité que

Portrait
du roi
Jean III.

Position
religieuse
du
la Suède.

Warsevicz
appelé à
la Cour.

(1) Baiana, p. 152, ap. n. 10.

(2) Messenius, second, illust. t. vii.

rien n'ébranlait. Ils apparaissaient donc aux sectaires comme un point de mire sur lequel tous les coups devaient se diriger. Warszewicz était un de ces Pères que la noblesse de son origine, que l'usage du monde, que la science des hommes avaient familiarisés avec toutes les positions. La Reine le cacha dans un appartement du palais; Warszewicz attendit là l'heure propice : elle sonna enfin, et Jean consentit à le voir.

Les instructions du Jésuite roulaient sur deux points principaux : il avait à entretenir le Roi d'un traité d'alliance avec Philippe II d'Espagne; en second lieu, il devait préparer son retour aux croyances de ses aïeux. Jean était un érudit en théologie; quatre années de détention l'avaient mis à même d'étudier les Saints Pères. Cette étude, faite de bonne foi, mais sous l'inspiration des préjugés de son époque, produisit le chaos au lieu de la lumière; elle lui laissa une ardeur de dispute qui aurait été mieux employée dans ses intérêts politiques que dans ceux de la religion; il aimait plutôt à enseigner qu'à être enseigné.

Pendant six jours, dans des conférences de quatre à cinq heures, le Roi et le Jésuite firent assaut de savoir ecclésiastique, se proposant mutuellement des objections que l'un résolvait avec sa raison, que l'autre expliquait avec ses doutes. Le Roi Jean admettait la suprématie du Pape; mais, toujours en vue de son pays, il essayait de mettre des restrictions à cette suprématie. Le culte des Saints et des reliques était accepté par lui; il convenait que les idées des novateurs, que leur libre examen dans les matières de religion et de pouvoir temporel, étaient incompatibles avec la subordination; mais il n'osait adopter un parti. Il affirmait que, par des voies lentes et détournées, il parviendrait à introduire l'ancienne religion dans ses Etats. Puis aussitôt, craignant de trop s'avancer, il demandait qu'aux termes du fameux *Interim* de Charles-Quint, le Pape autorisât la communion sous les deux espèces, le mariage des prêtres et la célébration du culte dans la langue vulgaire. « Les Suédois, répétait-il sans cesse, ne seront catholiques qu'à ces conditions. » Elles étaient inacceptables, et si, par impossible, le Saint-Siège y eût adhéré, elles n'auraient rien changé à l'état des choses.

Warszewicz prit congé du Roi le 44 août 1574, et, de Dantzick, il adressa au Général des Jésuites, sous la date du 3 septembre, un rapport d'où ces faits sont tirés. Il était le premier Jésuite qui paraissait en Suède; cependant, à en croire les docteurs de l'Hérésie, le Roi Jean, depuis son rétablissement sur le trône, ne se voyait entouré que de prêtres de la Compagnie de Jésus.

Tandis que ce prince n'osait être ni Catholique ni Luthérien, Etienne Bathori, roi de Polo-

gne par suite de l'abdication de Henri de France, savait se faire aimer et craindre tout en ne déguisant aucun de ses sentiments pieux. Ce monarque, l'un des plus renommés de la Pologne par l'éclat de ses talents et de ses victoires, accordait aux collèges des Jésuites l'immunité de son tribut, et, pour ne pas frustrer l'État, il décidait, en 1576, que son trésor particulier paierait les impôts auxquels ces établissements étaient assujettis. Un an après, le 24 juin 1577, il adressait la lettre suivante aux Pères de l'Institut :

« Etienne, par la grâce de Dieu, Roi de Pologne, Grand-Duc de Lithuanie, de Russie, de Prusse, de Mazovie, de Samogitie, et prince de Transylvanie.

» Vénérables, pieux et très-aimés Pères !

» Le témoignage de votre bienveillante affection, dont nous avons été informé par vos lettres et par notre secrétaire Jean Zamoski, les félicitations que vous nous adressez et les prières que vous faites pour notre prospérité nous ont été et nous sont très-agréables.

» Nous souhaitons que nos Etats soient pourvus des ressources que leur assure la protection divine bien plus que les forces humaines, si incertaines et si peu stables; et jusqu'à présent, grâces en soient rendues à Dieu, son secours ne nous a pas manqué. Les intérêts de l'Eglise et de la Religion que vous nous commandez si vivement, comme il convient à vos religieuses et louables pensées, ont toujours été et seront encore plus à l'avenir l'objet de notre principale sollicitude. Tous les bienfaits que nous avons reçus de la divine Majesté, nous nous efforçons de les faire retourner vers leur source en les faisant servir à la gloire et à la propagation de son nom, et à l'exaltation de la Religion chrétienne. Comme votre Ordre nous est très-nécessaire pour la réussite de ce dessein, c'est bien justement que nous le chérissions et l'aimons toujours. Et cette affection, nous vous la témoignerons plutôt par les actions que par les paroles, dès que nous aurons mis en ordre et pacifié nos Etats. Nous nous recommandons instamment à vos prières, afin que nous puissions le faire le plus tôt possible. »

Jean ne s'était pas placé dans une position aussi tranchée. Toujours flottant entre l'erreur et la vérité, il n'osait s'arrêter à aucune détermination, lorsque le Père Laurent Nicolai, Norvégien, lui est encore envoyé par le Souverain Pontife. Dans le mois de mai de l'année 1576, la Reine présenta le Jésuite à son royal époux. Le prince s'égarait alors dans le dédale des discussions que ses Synodes soulevaient. Nicolai plaisait à ses goûts; mais son titre de membre de la Compagnie de Jésus pouvait effaroucher les susceptibilités épiscopales. Il fut convenu que le Père annoncerait à chaque docteur de Stockholm qu'après avoir étudié aux

Etienne
Bathori
roi de
Pologne
écrivit
à
Jésuites

Le P.
Nico

Universités de Louvain, de Douai et de Cologne, il revenait dans sa patrie, et qu'il demandait à ses collègues, les ministres protestants de Suède, des lettres de recommandation pour le Roi. Ces lettres furent obtenues, et Jean, qui abritait sous un pareil subterfuge ses craintes politiques et ses sentiments religieux, accorda au Père Nicolai le droit d'enseigner la théologie. Une situation si péniblement amenée ne pouvait durer longtemps. Le 7 septembre 1576, Abraham, recteur de l'Académie de Stockholm, et Olof Luth, pasteur de la ville, refusent de célébrer la fête de la Nativité de la Vierge, ne voulant pas accepter la liturgie catholique, œuvre, disaient-ils, de l'idolâtrie romaine. Les Protestants demandaient un Concile national, libre et général; ils promettaient de se soumettre à ses décisions. Ce Concile flattait les pensées secrètes du monarque; il adhéra à leur vœu, et un nouveau Synode fut convoqué pour le 11 février 1577.

Jean avait senti le besoin d'avoir un ambassadeur auprès du Saint-Siège. Il choisit un gentilhomme français, un de ces aventuriers de haut lignage et d'audace encore plus grande que la naissance, qui alors mettaient leur fortune au bout d'une épée ou dans les secrets de la politique. Pontus de La Gardie avait le vaillance d'un soldat et la dextérité d'un diplomate; il se prétendait Calviniste. Pour traiter avec le Pape, ce titre d'Hérétique n'était pas une recommandation. Il allait à Rome chargé de réconcilier l'Eglise de Suède avec le Saint-Siège: il jugea convenable d'être catholique au centre de la Catholicité. Quelques-unes des propositions qui lui furent remises étaient discutables; une congrégation de Cardinaux et de théologiens examina les différents points en litige. Le comte de La Gardie avait fait connaître à Grégoire XIII la position du Roi de Suède, menacé par Ivan Basilowicz, le terrible czar de Moscovie, par les Danois et par son frère.

Ce frère, toujours rebelle, entretenait le trouble dans le royaume; pour débarrasser le monarque de ses éternels complots, l'archevêque Laurent Peterssohn, le chef de la réforme, et tout l'épiscopat luthérien avaient, dès l'an 1572, conseillé au Roi de faire empoisonner Eric. Trois ans plus tard, en 1575, le haut clergé et les Sénateurs déclaraient par écrit qu'en conscience le Roi était obligé de laisser mourir Eric par le poison¹. Le 25 février 1577, la doctrine du fratricide et du régicide triompha: Eric périt; et ce fut le Protestantisme, ses prélats, ses conseillers laïques qui l'inspirèrent, qui la développèrent, qui l'approuvèrent, qui la mirent en pratique. L'assassinat était ordonné comme cas de conscience,

ordonné par les sectaires, lors même que les théologiens catholiques ne songeaient pas à discuter cette thèse sur le régicide, qui a servi si longtemps d'arme contre eux aux docteurs du Luthéranisme et du Calvinisme. Le Jésuite Possevin disait¹ plus tard à ce malheureux prince en lui parlant du clergé protestant: «Ceux qui ne sentent pas de remords à usurper les fonctions ecclésiastiques en sentiraient bien moins encore à chasser et à assassiner les rois.» Ce mot si vrai était pour Jean III un acte d'accusation, un reproche et un conseil.

La Cour de Rome, dont la prudence est passée en proverbe dans les chancelleries européennes, tenait compte de la situation de Jean; et tandis que les Cardinaux en congrégation appréciaient les demandes du Roi de Suède, elle s'occupait à chercher un homme digne par ses talents diplomatiques et par l'éminence de ses vertus de la représenter à Stockholm. Il fallait d'abord convaincre le Roi, le décider à faire profession publique de Catholicisme, et ensuite rattacher par lui la Suède au tronc commun. Le Sacré Collège porta ses regards sur un Jésuite qui avait rendu à l'Eglise et aux sciences des services de plus d'une sorte: le Père Possevin fut désigné par le Cardinal Ptolémée de Como, secrétaire des Brefs, et le Pape le nomma son légat en Suède. Les instructions du Souverain Pontife se résumaient ainsi: faire triompher la foi dans le Nord et empêcher Jean de mettre sa flotte à la disposition du prince d'Orange. Dans la préface de sa *Bibliothèque*², ouvrage qui fraya la route aux Montfaucon et aux Mabillon du dix-septième siècle, Possevin parle en ces termes de sa nonciature: «Quoique je connusse très-bien que tout me manquait pour soutenir le poids d'une telle charge, je me vis forcé de céder à l'autorité de celui qui me parlait de la part de Dieu. Je pensai que le même Seigneur qui se sert de la boue comme d'un collyre pour rendre la vue à un aveugle pourrait m'éclairer et suppléer par le secours de sa grâce à l'insuffisance de son ministre.»

Possevin partit de Rome le 15 septembre 1577; il était accompagné du Père William Good, Irlandais, et du Père Fournier, Jésuite français. A Prague, il eut plusieurs entrevues avec l'Impératrice d'Allemagne, veuve de Maximilien II, qui, pour faciliter l'accès du Père à la cour de Stockholm, l'y nomma son ambassadeur extraordinaire. Ce fut en cette qualité que le Roi le reçut avec le cérémonial usité, et que, devant cette foule de seigneurs luthériens, il remit ses lettres de créance. Possevin, d'après les ordres du Pape, était revêtu d'un riche costume séculier, et il avait ceint l'épée. Il ne restait plus sur sa personne trace de Jésuite; mais,

Le père
Possevin,
légal en
Suède.

(1) Rübén. *Histoire de Suède*, t. II, page 346. F. J. Tegel: Kon. Eric, XIV. Der Historie Ugiuwen af a. a. Stiernemaun. Stockholm, 1574, in-4, p. 302.

(1) Réponse de Possevin à la troisième demande du roi de Suède. liv. II chap. VII.

(2) *Bibliotheca selecta*, Rome, 1593, 2 vol. in-fol.

pour racheter d'avance ces honneurs passagers, le Père avait fait à pied la plus longue, la plus difficile partie de la route.

Incerti-
tudes de
Jean III.

Quand l'ambassadeur impérial eut accompli sa mission, celle du Légat Apostolique commença. Alors le Jésuite perça sous les splendides broderies du négociateur. Le Roi et le Père étaient seuls. Après lui avoir donné connaissance du bref pontifical à la date du 12 septembre 1577, l'accréditant auprès de la cour de Suède, Possevin entretenait le prince des espérances conçues et de la fermeté que les circonstances exigeaient. Ils se revirent souvent, et si souvent que bientôt le Roi ne prit plus la peine de cacher la tendresse et la confiance que lui inspirait le Jésuite. Sa science avait vaincu les derniers doutes de Jean; il était disposé à revenir à l'unité; mais la raison d'Etat laissait encore des incertitudes dans son esprit. Avec ses connaissances théologiques, il disputait pied à pied le terrain, essayant d'arracher à la dialectique du nonce les concessions dont il croyait que ses sujets se contenteraient. Jean acceptait la doctrine; il n'en était pas de même pour la discipline ecclésiastique. Il se retranchait dans les propositions que Pontus de La Gardie avait portées en son nom à la Cour Pontificale.

Il abjore
le luthé-
ranisme
entre les
mains de
Possevin.

Ces conversations, qui jettent une si vive lumière sur la situation des esprits dans le Nord, ont été recueillies par Possevin lui-même¹, elles forment un véritable traité de l'unité de l'Eglise. Jean avait le cœur droit et l'esprit juste. Les démonstrations du Jésuite étaient si concluantes que, sans attendre la réponse du Saint-Siège aux articles que La Gardie avait mission de faire accepter, le monarque se décida à rompre avec l'Hérésie. Le 46 mai 1578, dans son appartement intérieur, un autel fut érigé. Ce jour-là même, Possevin, en habits sacerdotaux et au moment de célébrer les saints mystères, vit le Roi tomber dans ses bras et s'écrier avec des larmes de bonheur : « Mon père, je vous embrasse, vous et la Sainte Eglise Catholique Romaine, pour toujours. » La Reine, Nicolas Brask, gouverneur de Stockholm, et Jean Heinrichssohn, secrétaire du monarque, furent les seuls témoins de cette cérémonie, qui allait provoquer de si graves événements. Elle s'était accomplie dans le mystère, mais une indiscretion pouvait tout compromettre. Le Roi, quoique Catholique de cœur et d'esprit, ne voulait pas fournir à son peuple un sujet de plainte ou de défiance; il pressait Possevin d'obtenir du Pape les dispenses qui, selon lui, devaient concilier les deux communions. Possevin avait convaincu le Roi; il espéra pouvoir de même convaincre le Clergé et les Suédois.

(1) Antonii Possevini, de Societate Jesu, Responsiones ad nobilissimos et regii viri septentrionalis interrogationes, qui de salutis internæ comparanda ratione, ac de vera Ecclesia, euepiabat iustini. Bibliotheca, liber vi, page 438.

Pour le tenter avec fruit, il fallait retourner à Rome afin d'éclairer le Saint Père et la Congrégation des Cardinaux. Le prince avait abjuré le 46; le 20 du même mois, Possevin s'embarquait, convoyé par deux frégates royales qui l'escortèrent jusque sur l'autre rive du Sund. Il était accompagné de cinq jeunes Suédois, d'un Moscovite et d'un Lithuanien, premières conquêtes de l'Institut dans ces contrées. A Dantzick, il trouve deux Jésuites, les Pères Warszewicz et André Wisowski, il les dirige sur Stockholm pour qu'ils joignent leurs efforts à ceux de Nicolai. A Braunsberg, à Olmütz, à Vienne, dans la Pologne, la Moravie, la Prusse et l'Autriche, il prépare les esprits. Il communique à l'empereur Rodolphe II les résultats de sa négociation; il lui fait promettre de donner sa sœur en mariage à Sigismond, fils et héritier de Jean III; puis il arrive auprès du Saint Père. Possevin avait, par ses lettres, disposé la Cour de Rome à concéder au roi de Suède tout ce qui pourrait lui être accordé sans préjudicier aux droits permanents de l'Eglise, et, le 25 juillet, il mandait à Mercurian : « Dans le désir qu'il a de voir les choses en bon chemin, le Roi pensait qu'il serait utile de convoquer un Concile ou une Assemblée, au moins, des princes luthériens et autres hérétiques, pour voir si l'on n'en tirerait pas quelque arrangement et si l'on ne les réconcilierait pas, moyennant certaines conditions, avec la Sainte Eglise. Mais je lui ai fait sentir que ce qui n'avait pu se faire par un Concile de Trente, au sein même de l'Allemagne, ne se ferait pas par voie de conditions, l'Esprit-Saint voulant des esprits humbles et désintéressés. Sa Majesté me prouva qu'au fond elle partageait mon opinion; elle ajouta même à deux reprises que, de toute façon, quand même les Luthériens et les Hérétiques conviendraient de quelque confession à leur manière, ils la changeraient demain et en feraient plusieurs, comme il est arrivé. »

Là se découvrait le nœud de la difficulté. Jean de Suède s'était flatté qu'avec des modifications à la discipline ecclésiastique il parviendrait à rétablir le culte catholique dans son royaume, mais l'expérience avait été partiellement tentée. Rien d'efficace n'était sorti de ces concessions. L'Eglise, gardienne de la Foi et des traditions qui la maintiennent dans le cœur des masses, ne pouvait se relâcher de son principe, sous peine de saper elle-même la base sur laquelle les Apôtres l'ont assise. Il fallait l'accepter telle qu'elle se gouverne ou la méconnaître; car, immuable dans son principe, elle ne devait point se laisser discuter et recevoir de l'un les conditions qu'elle avait rejetées de l'autre.

Possevin, mieux que personne, se rendait compte de ces impossibilités morales et de la situation complexe dans laquelle se plaçait le roi de Suède. Afin de lui montrer la bonne volonté

Condi-
tion
qu'il
au ré-
blisse-
ment
Catho-
cien
dans
royaume

Posse-
revoir
à Rome
pour
discut

de l'Eglise à son égard, il ne négligeait rien pour lui assurer le concours de l'Empereur et celui des rois d'Espagne et de Pologne. La Suède, redevenue catholique, serait inévitablement en butte aux attaques à main armée des princes protestants. Le Jésuite espérait, en lui offrant de puissants alliés, donner à ce pays protection et sécurité.

Grégoire XIII n'avait pas attendu le retour de Possevin pour adopter des mesures décisives en faveur du royaume de Suède. Une nouvelle Congrégation avait été formée. Elle se composait des Cardinaux les plus illustres, de Moroni, d'Alexandre Farnèse, de Sabelli, de Como, d'Hosius, de Félix Peretti, de Madrucci et de Guillaume Sirlet, le restaurateur des lettres hébraïques et grecques en Italie. Elle avait pour secrétaires deux des théologiens les plus savants de leur siècle, le Jésuite Tolet et le Franciscain César Montalcino.

Douze demandes étaient faites au Saint-Siège.

Par la première, le Roi sollicitait des prières générales pour le retour de la Suède à l'Eglise. La seconde portait sur la faculté de célébrer la messe en langue vulgaire; la troisième, sur la communion qui devait se faire sous les deux espèces; la quatrième concernait l'autorisation de poursuivre devant la juridiction civile les évêques prévenus de crimes d'Etat ou de haute trahison; la cinquième, sur la non-restitution des biens ecclésiastiques tombés entre les mains des laïques; la sixième proposait l'établissement d'un séminaire catholique dans le couvent des Franciscains de Stockholm; la septième, l'autorisation de laisser dans l'Eglise le tombeau de Gustave ¹; la huitième, le serment de fidélité des Evêques au Roi; la neuvième, le mariage des prêtres; la dixième, l'autorisation d'assister aux prêches et aux cérémonies du culte luthérien. Les deux dernières exigeaient qu'on supprimât l'invocation des Saints, les prières pour les morts et l'abolition de l'eau bénite.

La Congrégation des Cardinaux avait délibéré sur ces douze articles, espèce de Concordat qui détruisait l'économie de l'Eglise. Le 25 juillet, elle faisait passer à Possevin le résultat de ses conférences. Ce travail de Montalcino et de Tolet, que le cardinal de Como résuma dans sa dépêche, est un chef-d'œuvre de doctrine et de prévoyance. La messe en langue vulgaire, la communion sous les deux espèces, le mariage des Prêtres, l'abolition de l'eau bénite et du culte des Saints, les prières pour les morts, furent à l'unanimité déclarés inadmissibles. L'Eglise voulait rester une, en faisant partout les concessions que les difficultés du temps lui permettaient d'accepter. Elle abandonnait aux laïques les biens dont ils avaient frustré le clergé; et ce ne sera pas la dernière fois que cette Eglise, re-

présentée si avide, sacrifiera au bonheur de tous, les propriétés défrichées, fécondées par ses sueurs, ou léguées par la piété.

Sur ce chapitre, la cour de Rome, et c'est un reproche que les hommes d'avenir doivent lui adresser, se montre toujours trop accommodante. Avec ce désintéressement, elle donne accès à toutes les révolutions : elle les excommunie d'abord comme spoliatrices, puis, lorsque chacun s'est arrangé une fortune aux dépens du clergé, chacun retourne au Catholicisme pour faire sanctionner par la foi le vol à main armée. On redevient chrétien lorsqu'on a usé tous les cultes d'imagination et fait conspuer toutes ses idoles.

Par des motifs plus élevés que ceux de la raison humaine, l'Eglise s'empresse de renoncer à ses biens temporels, et l'Eglise eut tort ¹, car non-seulement elle absolvait le crime impénitent, mais encore elle laissait un encouragement tacite aux spéculateurs révolutionnaires. Cette ampliation du vol constitutionnel a eu, en France et en Espagne, un fatal écho. Les révolutions qu'on enfante au nom d'une idée se terminent toujours par le pillage. On a dépouillé le clergé; mais cette spoliation éveille d'autres cupidités. Ces cupidités insatiables, parce qu'elles naissent à chaque carrefour et qu'elles se multiplient par l'exemple, destinent les propriétaires à la mort ou à la confiscation. Les premières ont dépouillé le clergé; il ne reste aux dernières que la ressource de priver les familles de leur patrimoine.

L'Eglise, à cette époque comme plus tard, ne fit pas ces réflexions. On l'accusait d'avidité : elle se hâtait d'abandonner ses biens au premier occupant. On la disait intolérante, elle concédait à la Suède tout ce qu'il était possible d'accorder; mais elle n'allait pas au delà : au delà se rencontrait l'abîme.

Les choses avaient marché plus vite que la Congrégation des Cardinaux. Possevin était à Rome, où son avis devait avoir un poids immense. La Congrégation se réunit donc de nouveau; le Jésuite y fut adjoint, et, dans un mémoire détaillé ², il exposa les difficultés de droit, de fait et de juridiction. Le Jésuite entendu, la Congrégation des Cardinaux décida qu'il n'y avait rien à retrancher, rien à ajouter à sa première détermination. Possevin partageait le même avis. Le Pape, par un bref du 4^{or} décembre 1578, le confirma dans sa dignité

(1) L'Eglise eut-elle tort? L'auteur lui-même a soin de la justifier en disant qu'elle agissait par des motifs plus élevés que ceux de la raison humaine. L'Eglise n'aboutit jamais le crime impénitent. Lorsqu'il s'est agi de sauver la foi dans un pays, elle a pu renoncer à ses droits sur les propriétés temporelles dont on l'avait dépouillée; mais avant d'absoudre ceux qui s'étaient enrichis de ses dépouilles, elle en a toujours exigé le repentir sincère de leur crime.

(Note de l'édition belge.)

(2) Ce mémoire est intitulé : Propositiones quas Possevinus rerum sacrarum statu observato digessit ac Pontifici obtulit expendendas.

(1) Le fameux Gustave Wasa était le père de Jean III.

Biens
ecclésiastiques
toujours
abandon-
nés par le
Pape.

de Légat et le nomma Vicaire apostolique en Russie, en Moravie, en Lithuanie, en Hongrie et dans toutes les contrées du nord. Le pouvoir de ce Jésuite était illimité; un Jubilé universel fut indiqué pour le succès de sa mission. Il reste à dire comment il l'accomplit.

Nouveau
voyage
de Posse-
vin à
Stock-
holm.

Philippe II, à la demande de Possevin, envoyait un plénipotentiaire à Stockholm; mais ce diplomate n'avait que les affaires courantes; Possevin était chargé des confidentielles. Il partit le 14 décembre, accompagné du Jésuite Ludovico, prince Odescalchi. Sur sa route, il vit le duc Albert de Bavière; à Augsbourg, il conféra, par ordre du Pape, avec les Fugger, banquiers allemands, dont la colossale fortune était au service de l'Eglise et qui soutenaient les Catholiques de Lubeck, auxquels Grégoire XIII accordait comme prévôt de leur cathédrale Adrien de Mérode.

Ce pauvre prêtre, destiné malgré lui aux grandeurs de la terre, passait d'un banquier à un empereur. D'Augsbourg il se dirigeait sur Prague, où Rodolphe II le recevait. A Olmütz, il jetait les fondements de la célèbre mission du nord; puis, à Vilna, il s'entretenait avec Étienne Bathori, roi de Pologne. Partout sur son chemin le Jésuite avait réveillé le dévouement en faveur du Catholicisme. On attaquait l'unité sur tous les points, dans les choses, dans les hommes, dans la conscience: Possevin la défendait. On s'acharnait sur l'Eglise; on détruisait ses maisons, ses collèges, ses temples: Possevin, par une puissance inexplicable, faisait sortir de ces débris de nouveaux collèges, de nouvelles églises. Ce voyage fut une victoire continuelle remportée sur l'Hérésie. Une frégate suédoise l'attendait à Dantzick. Après quatorze jours de traversée, il mouilla dans la rade de Stockholm le 26 juillet 1579. De même que la première fois, Possevin ne jugea plus à propos de paraître sous un costume d'emprunt à la cour de Jean III. Pour donner de l'espoir aux Catholiques et pour enlever aux Sectaires tout prétexte de crier à la surprise, il résolut de faire son entrée dans la capitale sous l'habit de son ordre. Les principales autorités allèrent à sa rencontre; mais ce n'étaient pas des pompes futiles que le Père venait chercher de si loin. Il avait gagné une âme royale à la Foi, il voulait achever la conquête d'un royaume.

Supersti-
tions pro-
testantes.

Des intérêts d'ambition et de prosélytisme luthérien s'étaient jetés à la traverse des projets de Jean. Le duc Charles de Sudermanie, frère du roi, avait épousé Marie, sœur du duc de Deux-Ponts. Cette princesse, ainsi que Charles de Sudermanie, était zélée protestante; elle fomentait contre Jean une ligue de tous les Luthériens d'Allemagne. La coalition se servait, pour soulever le peuple suédois, des phénomènes célestes qu'elle laissait à l'astrologie des pasteurs

le soin d'expliquer et de tourner contre le Papisme. Ici, un chien de chasse courait dans les nuages après le gibier; là, un dragon essayait d'attirer à lui le soleil; et Baazius, évêque protestant de Linceping¹, annonça que non-seulement ce dragon infernal pouvait obscurcir le soleil de la justification de Jésus-Christ, mais qu'il tenterait même de l'expulser de la Suède pour y substituer l'Antechrist romain.

Ces météores, si singulièrement commentés par la malice luthérienne à l'ignorance des masses, avaient produit une inquiétude que le fanatisme entretenait. David Chytræus, professeur à Rostock, se chargea d'un autre rôle. Il composait sur les chroniques saxonnes un ouvrage historique. Il supplie le roi de l'éclairer de ses conseils² dans toutes les questions relatives à la Suède. En échange, il lui promet de répandre sur son nom un éclat qui le fera resplendir dans la postérité. Jean, comme toutes les âmes irré-solues, aimait la flatterie; celle-là s'offrait avec l'attrait d'une plume aussi audacieuse qu'exercée; il fut heureux de l'accepter. Il vit l'écrivain. L'écrivain était protestant; il fit naître des doutes, il proposa des objections. Puis, enfin, pour l'engager, il lui dédia son *Histoire de la Confession d'Augsbourg*³. D'un autre côté, Pontus de La Gardie, de retour à Stockholm, avait sondé l'état des choses. Avec sa subtilité gasconne, saisissant très-bien la force des Sectaires et la faiblesse morale du Roi, il s'était secrètement soumis de refuge au Luthéranisme. Il ne cherchait plus qu'à effrayer le prince sur son plan de réunir les deux Eglises, car ce qu'il fallait à La Gardie ce n'était pas la vérité, mais une position.

Les Evêques suédois se sentaient menacés dans l'existence de leur culte; ils étaient Luthériens: pour gagner le peuple à leur cause, ils s'allièrent avec les prédicateurs calvinistes du Palatinat. Jean Bovallan, moine apostat, se hâta de leur prêter le secours de sa parole et de combiner les efforts des deux sectes pour anéantir les progrès que le Catholicisme faisait sous la direction des Jésuites.

Sur ces entrefaites, la lettre du cardinal de Como à Possevin parvenait à Stockholm le 26 octobre 1578. Si le Saint-Siège eût souscrit aux douze demandes du Roi de Suède, il est à présumer que, malgré sa bonne volonté, ce monarque n'aurait pas pu réaliser le vœu des Catholiques; mais les restrictions que la Foi commandait semblaient le dégager de ses promesses. Il fit entendre aux Pères Good et War-sevitz que les articles refusés étaient le pivot sur lequel roulait l'œuvre de la réunion des Suédois au Saint-Siège. Warsevitz écrit à Rome, Typo-

(1) Baazius, II, 29, page 574.

(2) Correspondance de Chytræus, lettres au roi Jean, année 1579, pages 78 et suiv.

(3) Puffendorf, Introduction à l'histoire de Suède, page 564.

Retour
des
Jean
au luthé-
ranisme

tius aussi, et le cardinal de Como, le 4 avril 1579, pressant Possevin de hâter son voyage, termine sa dépêche par ces paroles, qui ont quelque chose d'aussi immuable que la vérité. C'est l'Eglise qui parle, l'Eglise qui aime mieux perdre un royaume que de sacrifier un prince. « Nous aiderons Votre Révérence par nos oraisons, mande le Cardinal secrétaire des Brefs au Jésuite; quant à elle, qu'elle invoque la prière, ses talents et sa prudence. Ne désespérez pas, quelque épineuse que vous semble l'entreprise, et lors même que la Reine partagerait cette opinion, bien que nous n'y croyions pas et que nous prions Dieu qu'il n'en soit rien; lorsque nous aurons fait tout ce qui dépendra de nous, si Dieu ne veut pas que ce royaume ressuscite, nous serons excusés devant sa Divine Majesté, et nous continuerons à vivre sans lui, comme nous le faisons depuis plus de quarante ans. »

Telle était la situation de l'Eglise et du Roi lorsque Possevin débarqua à Stockholm. Jean était à Upsal au milieu des Universitaires : le Légat s'y rend. Le 40 août, il fait son entrée dans cette ville au milieu d'une pompe toute mondaine, que le Prince a commandée afin de consoler l'homme des chagrins qu'il prépare au Chrétien. Jean ne se faisait point illusion; il était Catholique par ses sentiments, mais il n'avait ni la force de confesser sa foi, ni l'énergie de l'imposer à ceux qui auraient tout accepté des mains de la puissance, et que Gustave Wasa avait, par ambition, conduits au Protestantisme. La Gardie et Tyotius l'effrayaient sur les conséquences d'un pareil changement, qui blesserait au vif les Luthériens. Bien assurés de voir le Saint-Siège inébranlable dans ses résolutions, ils persuadaient au Souverain qu'il devait obtenir intégralement ses douze demandes pour calmer l'irritation de son peuple et le ramener avec lui au Catholicisme.

Au milieu de ces intrigues de cour et d'apostasie, Possevin paraît devant le Roi, dont il a été l'ami et le guide. Aucune parole de reproche ne tombe de ses lèvres; à l'empressement de l'héritier des Wasa, le Jésuite répond par des témoignages de respectueuse affection; mais il restait à trancher la grave question que Jean III n'osait aborder. Possevin la traite en lui présentant les lettres amicales du Pape, de l'Empereur, du Roi d'Espagne et des Monarques catholiques d'Allemagne. Le Jésuite retraça les démarches faites auprès de la Cour de Rome pour obtenir un ambassadeur de l'Eglise à Stockholm. De la politique passant à la Religion, il lui remit sous les yeux les combats qu'il avait livrés, les joies qu'il avait éprouvées, lorsque, le 46 mai de l'année précédente, il s'écriait : « Mon père, je vous embrasse, vous et la sainte Eglise, pour toujours. »

A cela Jean n'avait rien à répondre; il était

Catholique par le cœur, mais il redoutait la colère des princes protestants, le soulèvement de ses sujets, et l'usurpation de son frère Charles. Pour sortir de la position dans laquelle sa docte faiblesse le jetait, il désirait que le Pape souscrivît à ses douze demandes. Cet ultimatum refusé, il se voyait forcé de rompre toutes négociations et tous rapports avec le Saint-Siège.

L'intrigue était trop savamment ourdie pour ne pas préparer une défaite à l'éloquence du Jésuite; elle s'appuyait sur la peur, l'argument que la logique elle-même ne vaincra jamais. La pusillanimité du Souverain était l'auxiliaire de ces menées; aucun moyen ne devait donc en triompher.

Le 49 février 1580, Jean présida la première séance de la Diète de Wadstena. Possevin y assistait; mais le Sénat et le haut clergé formaient une majorité tellement évidente que, pour ne compromettre ni les intérêts de l'Eglise ni ceux de la monarchie, il se réduisit au rôle de spectateur. Le Roi s'était montré indécis, ne comptant ni sur lui ni sur ces nobles mineurs de la Dalécarlie, qui avaient su seconder Gustave, son père, et qui ne demandaient pas mieux que de revenir à leur vieille religion. Le Protestantisme l'humilia dans sa Foi, dans son honneur, et même dans sa dignité personnelle. Il reçut tous ces affronts comme un coupable, n'osant lever les yeux sur son juge. Quelques mois plus tard, un Synode fut convoqué à Lincœping. Rien de possible, rien de réalisable ne pouvait sortir de cette volonté flottante au gré des partis et chancelant sous les attaques. Un an s'était écoulé pour Possevin dans les déboires de son ambassade et dans les fatigues plus consolantes de l'apostolat.

La peste décima les habitants de Stockholm, elle ne trouva que les Jésuites pour se dévouer à la charité. Les ministres protestants prenaient la fuite ou se consacraient aux soins de leurs familles, abandonnant au désespoir le troupeau dont ils se prétendaient les pasteurs. En dehors de ces devoirs imposés par l'humanité et par la Religion, les Jésuites avaient encouragé les Catholiques fidèles; des jours meilleurs ne pouvaient guère luire sur eux à travers les nuages amoncelés par l'erreur. Le Roi retournait à l'hérésie; mais Sigismund, son fils, n'acceptait pas avec autant de résignation la loi des Luthériens. Il avait été élevé dans le sein de l'Eglise Romaine; il ne consentit jamais à abjurer. Pour confesser son Dieu il fit plus tard le sacrifice du trône de Suède, l'héritage que ses pères lui avaient légué, et il régna sur les Polonais, qui, afin de récompenser cette persévérance, l'avaient, plusieurs années auparavant, choisi pour roi.

Possevin sentait qu'il était de la dignité du Saint-Siège d'éloigner le Légat apostolique de

Possevin
à la
diète de
Wadstena.

gues
Pro-
nots
e La
lie.

ces luttes, où le Catholicisme n'entraît que comme vaincu d'avance : Jésuite, il serait resté en Suède avec le Père Warsevicz ; Nonce du Pape, il ne songea qu'à sauver l'honneur de la tiare, et il demanda son audience de congé. Le 40 août 1580, il sortit de Suède, emportant l'amitié du Roi, l'estime des plus hauts fonctionnaires de l'Etat, la vénération des Catholiques et la haine des Luthériens.

Le Jésuite avait, dans cette ambassade, si pleinement rempli les vues de la Cour de Rome, il avait su avec tant d'art allier la prudence à la fermeté, son nom était devenu si populaire dans le Nord, que le Pape Grégoire XIII le chargea d'une négociation encore plus épineuse ; Possevin fut choisi pour aller, en qualité de Légat du Saint-Siège, préparer au Catholicisme l'entrée de l'empire russe.

La Compagnie de Jésus ne se bornait pas à tenter de nouvelles conquêtes et à pénétrer dans de nouveaux royaumes : elle avait des missionnaires, des diplomates et des confesseurs tous jours prêts à se porter là où le danger était le plus imminent, là où le Saint-Siège et le Général leur ordonnaient d'enseigner, de vaincre l'hérésie ou de mourir. Ordre militant, les Jésuites combattaient sur chaque champ de bataille, ici avec la théologie, là avec l'éloquence, partout avec la Foi ; mais partout aussi ils évoquaient d'implacables ennemis. C'est le propre des institutions vigoureuses et des caractères forts de soulever des haines ou des affections passionnées. La Compagnie de Jésus avait atteint ce double résultat, et si, en Allemagne, elle se voyait en butte aux attaques des Protestants, on doit bien penser qu'en France l'Université et les Calvinistes ne se faisaient point faute de s'acharner sur elle.

Mort de
Charles
IX.

Malgré ces hostilités, ou peut-être même à cause de ces hostilités, les Jésuites gagnaient du terrain dans un royaume en proie à toutes les divisions intestines. Le 30 mai 1574, Charles IX, qui, à la fleur de l'âge, n'avait fait que languir depuis la Saint-Barthélemy, expirait laissant la couronne au Roi de Pologne, son frère ; mais, au milieu de cette lente agonie du désespoir, le Roi, un an auparavant, avait accordé des lettres patentes afin que les Jésuites pussent établir un Collège à Bourges. Le 25 mai, cinq jours avant sa mort, il adressait au Parlement des lettres en forme de jussion pour contraindre cette Cour de Justice, à enregistrer les actes de sa royale volonté ; le monarque était mourant, le Parlement résista. Le monarque permettait aux Jésuites d'exercer le ministère et d'ériger des Maisons Professes dans toute la France ; le Parlement leur refusait même le droit d'enseigner. Le Père Auger créé à Paris l'Adoration perpétuelle du Saint-Sacrement, afin de racheter par l'incessante prière des Catholiques les sacrilèges de l'hérésie. René

Benoit, docteur en théologie à l'Université, tonne contre cet usage, qui a prévalu dans l'Eglise : le Père Maldonat prend en main la cause d'Auger, il explique sa pensée, il triomphe des sophismes de la Sorbonne.

La tempête ne se calmait jamais à Paris contre l'Ordre de Jésus ; à Bordeaux, les Huguenots essayaient d'en susciter une autre. Le collège de cette ville prospérait ; ils tentent de faire annuler les actes de sa fondation ; ils demandent au recteur de l'Université que les Jésuites ou leurs élèves ne soient plus admis aux grades académiques. Tandis que ces prétentions étaient repoussées, les collèges de Bourges et de Pont-à-Mousson grandissaient, et, par ordre de Henri III, le Parlement, le 43 août 1575, reconnaissait cette première maison que dirigeait le Père Bernardin Castor, et où Maldonat allait professer. Maldonat avait remporté une victoire théologique sur l'un des champions les plus érudits de l'Université. Elle voulut reconquérir le terrain perdu ; elle crut avoir partie gagnée en attaquant la doctrine émise par le Jésuite sur l'Immaculée Conception de la Vierge. Le Cardinal Pierre de Gondi était évêque de Paris. Ce prélat n'avait point épousé la querelle d'Eustache du Bellay ; comme lui, il ne se prononçait pas contre les Jésuites sans les avoir entendus. Maldonat professait que l'Immaculée Conception n'était point une vérité de Foi, mais une croyance pieuse ; cette opinion pouvait offrir matière à controverse, elle ne portait aucune atteinte à la grandeur de la Vierge. Le Jésuite avait embrassé ce parti : l'Université et Claude de Saintes. Evêque d'Evreux, se jetèrent dans l'autre. Par un souvenir de l'ancien accord qui avait subsisté entre l'Evêque de Paris et la Faculté de théologie, elle força le Cardinal de Gondi à rendre un jugement. Le 47 janvier 1575, il déclara que « le Père Maldonat n'avait émis aucune hérésie, ni rien de contraire à la Foi et à la Religion catholique. »

L'autorité ecclésiastique venait de prononcer ; mais son jugement ne favorisait point les passions universitaires : le corps enseignant se décida, le 44 février, à présenter requête au Parlement. Ainsi, la sentence épiscopale était non avenue pour l'Université, et elle, si vigilante gardienne des droits de l'Ordinaire, elle en appelait, dans une discussion théologique, des lumières du Pasteur à la juridiction au moins ignorante d'une Cour de Justice. La Sorbonne et le corps enseignant avaient appris aux Evêques à être jaloux de leur pouvoir ; Gondi menaça d'excommunier les rebelles et de frapper d'anathème Tissart, recteur de l'Université, si elle condamnait Maldonat. L'Evêque de Paris jugeait en faveur des Jésuites, l'Université avait recours au Parlement. En même temps elle s'adressait au Saint-Siège par une supplique.

Dans cet écrit, qui est une satire et non une

œuvre sérieuse, les Quatre Facultés s'occupent plutôt de malignes allusions contre les Pères que de solides arguments. « Nous ne tourmentons, disent-elles ¹, ni les églises ni les particuliers. Nous ne troubons pas l'Ordre des successions ; nous ne sollicitons pas des testaments au préjudice des héritiers, pour nous en appliquer le profit ; nous ne tendons pas d'embûches aux monastères ni aux autres bénéficiaires ecclésiastiques pour nous enrichir de leurs biens sans être assujettis aux charges imposées par les fondateurs ; nous n'employons pas le nom de Jésus pour tromper les consciences des princes en soutenant qu'on ne reste pas plus de dix ans en purgatoire. »

Le Cardinal de Bourbon est le conservateur des privilèges de l'Université. On cherche à obtenir sa protection. Le Pape, le Cardinal, ainsi que l'Evêque de Paris donnent tort aux Universitaires dans la forme et dans le fond. Les Universitaires résistent ; ils ne cessent de solliciter arrêt du Parlement, comme si le Parlement pouvait, en matière de Foi, infirmer le jugement de l'Eglise.

Ainsi attaqués, ainsi défendus, les Pères ne consentent pas à rester sous le coup de l'Université. Elle les a dénoncés au Pape : sa dénonciation a reçu la plus grande publicité. Claude Matthieu, recteur du Collège de Paris, adresse à Grégoire XIII un mémoire secret, qui, après deux cent cinquante ans, voit le jour pour la première fois. On lit dans ce mémoire, daté de Paris le 49 août 1575 :

« Notre Société eut toujours en France, et cela dès qu'elle mit le pied dans ce royaume, deux sortes de puissants adversaires : les Hérétiques, et parmi les docteurs de Sorbonne, ceux qui par l'âge et l'autorité avaient le plus d'influence. Quoique ces deux genres d'ennemis nous offrisent les mêmes dangers et les mêmes obstacles, cependant notre manière de leur résister fut bien différente. Avec les Sectaires, ce n'était point nos antagonistes que nous combattons, mais les ennemis de Dieu et de la Sainte Eglise Catholique. Nous leur avons donc fait une guerre ouverte. La patience et le silence sont les seules armes que nous ayons cru devoir employer contre les docteurs de l'Université, dont l'inimitié n'attaquait que nous-mêmes, parce que nous les regardions comme des frères. Nous pensions que la résistance qu'ils nous opposaient, et en nous à Dieu et à l'Eglise, ne venait pas tant de la corruption du cœur que d'une erreur de jugement. Pour les Hérétiques, nous les avons défiés, et quand ils fuyaient nous les avons poursuivis. Provoqués nous-mêmes par les injures de l'Université, nous n'avons point répondu, de peur qu'une juste défense ne lui fournit un injuste motif de se trouver offen-

sée. Néanmoins les docteurs traversaient beaucoup plus nos desseins que ne le faisaient les Hérétiques, et cela d'autant plus facilement que, de notre côté, nous voulions moins leur nuire. Cela prêtait une grande efficacité aux moyens employés par eux pour anéantir nos efforts, dont le seul but était, nous le pensons, la gloire de Dieu et l'utilité de son Eglise. C'est que ces hommes étaient Catholiques, pieux, graves, doctes, et en faveur auprès de tous les Fidèles, par le nom seul de Sorbonne dont ils étaient honorés. »

Cette défense, il faut en convenir, est plus digne que l'attaque. On disputait aux Jésuites leur droit d'existence sur le sol français ; pendant ce temps le roi de France, à peine sacré dans la basilique de Reims (1575), leur donnait la plus haute marque d'estime qu'un prince chrétien pût accorder à un prêtre. Il choisissait pour son confesseur ce même Père Emond, l'aumônier de ses victoires. Ce fut le premier Jésuite qui, en France, reçut cette redoutable dignité. Elle devint plus tard pour quelques-uns de ses successeurs et pour l'Ordre tout entier une source d'accusations que l'histoire devra éclaircir.

Henri III avait encore une volonté ; on retrouvait en lui le courage du duc d'Anjou, et, de là à ce prince efféminé qui bientôt ne saura ni affronter ses ennemis ni reconnaître ses amis, il y a loin. Le Roi voulait être obéi ; on s'empressait de suivre ses ordres. Il se montrait favorable aux Jésuites ; le Parlement, qui le jugeait sur sa réputation de victorieux à Jarnac et à Moncontour, laissa reposer dans la poussière de ses greffes toutes les instances, tous les appointés de l'Université.

Les Jésuites, débarrassés de ces procédures, purent, à l'abri du trône, s'étendre dans les provinces et se consolider à Paris. En 1577, la contagion sévissait dans le Midi : les villes de Lyon et d'Avignon étaient en proie au fléau. Les Pères courent au soulagement des pestiférés : douze périssent martyrs de la charité. Claude Matthieu parcourt ces provinces en qualité de visiteur, Maldonat remplit les mêmes fonctions dans le nord de la France ; partout leur présence électrise les Catholiques. A Toulouse, Jean de Montluc, évêque renégat de Valence, allait rendre compte d'une vie passée dans les apostasies de l'épiscopat et dans les honneurs de la terre. Seize fois ambassadeur de son roi, Montluc, ancien Dominicain, n'avait été infidèle qu'à son Dieu. Il agonisait, et déjà les Huguenots se félicitaient de cette victoire remportée jusque dans la tombe, lorsque le Père Grandjean pénétra auprès du malade. A la vue de ce prêtre, à ses touchantes exhortations, le cœur de Montluc est ému ; il revient à des sentiments catholiques. Le prélat, que le Saint-Siège a condamné comme hérétique, meurt en

Le père
Auger,
confes-
seur du
roi.

La peste
à Lyon et
à
Avignon.

Jean de
Montluc
converti
par le
père
Grand-
jean.

(1) D'Argentré, *Collec. judic.*, t. II, p. 245.

chrétien, meurt en évêque, dans les bras du Jésuite qui l'a réconcilié avec le ciel.

Les Jésuites en Lorraine. L'Aunis et la Saintonge étaient un lieu d'asile pour l'erreur. Les paysans de ces contrées, si âpres au travail et au gain, se dépouillaient de leur caractère industrieux pour se faire théologiens. Natures abruptes, dont l'éducation n'avait jamais assoupli les mœurs, ils acceptaient de la Réforme tout ce qui flattait leurs penchants. Ils s'étaient emparés des biens de l'Eglise, et, vivant dans ce libertinage dont une pensée de respect humain ne voile pas les turpitudes, ils ne savaient plus que se mettre en révolte contre l'Eglise, que s'insurger contre l'autorité royale. Dans l'année 1579, les excès furent poussés si loin que la force elle-même était impuissante. Le gouvernement, affaibli, déchiré par les factions, n'avait pas d'armée pour contenir ces agitations : le Père Maldonat y envoya des Jésuites. Ils prêchaient dans la Saintonge ainsi qu'aux portes de La Rochelle, le boulevard du Calvinisme. A la même époque, Emond Auger s'éloignait de la cour ; il se rendait au vœu du Père Valère Reginald, l'ami de François de Sales.

Henri III veut faire le père Auger Cardinal. Henri III professait pour Emond une amitié et une déférence qui ne se démentirent jamais. Il désira de l'attacher à son royaume par des liens plus forts que ceux de la naissance ; il lui offrit la pourpre romaine. Auger avait, dans les traditions vivantes de son Ordre, des modèles d'humilité ; il s'empressa de suivre leur exemple. Il refusa le cardinalat, et, afin de se faire oublier, il partit pour la Franche-Comté, où la Compagnie de Jésus n'avait pas encore pénétré. Les Etats de la province étaient assemblés à Dôle : le Père Auger prêcha devant cette noblesse d'épée et de robe ; il évangélisa le peuple, et un Collège est fondé dans cette ville. A Dijon, le parlement en corps lui demande d'instruire la multitude. Auger paraît dans les chaires ; pour récompenser un zèle si productif, le président de Goudran, qui, quelques mois après, mourait sans héritiers, consacre sa fortune à la création d'un Collège. Le Parlement est nommé son exécuteur testamentaire, et l'établissement commence par les soins mêmes de ce corps judiciaire ; le Père Richeome en fut le premier recteur. A Paris, le président de Montbrun imitait Goudran ; à Bordeaux, le fils de Largebarton, premier président du Parlement de Guyenne, et le comte de Canillac ne se contentaient pas de favoriser la Société de Jésus ; ils fuyaient le monde et les honneurs pour vouer leur existence à l'apostolat de la Compagnie.

Auger à Dôle et à Dijon. Le Président de Goudran fonde un collège de Jésuites à Dijon. Elle faisait donc de rapides progrès sous les yeux mêmes de l'Hérésie. Les Catholiques de France, comme ceux des autres royaumes, comprenaient ce qu'il y avait d'énergie dans cet Institut, que rien ne décourageait et qui se plaçait avec autant d'ardeur à la tête des bonnes œuvres qu'en face des dangers. Tous semblaient

dire alors ce que, dans cette même année 1580, le duc de Parme, Alexandre Farnèse, écrivait à Philippe II.

« Sire, mandait au roi d'Espagne le grand capitaine, Votre Majesté désirait que je fisse construire une citadelle à Maëstricht ; mais j'ai pensé qu'un Collège de Jésuites serait une forteresse plus propre à défendre les habitants contre les ennemis de l'autel et du trône : je l'ai bâti. »

Le duc de Lorraine avait eu la même idée, et, lorsque déjà le Collège de Pont-à-Mousson florissait et que son fils et les deux frères de la reine de France en fréquentaient les classes, lorsque le cardinal de Vaudémont se montrait l'un des auditeurs les plus assidus des cours de théologie, le duc voulut donner une base plus large à sa fondation. Il pria le Souverain Pontife d'ériger une Université dans ses Etats. Grégoire XIII défera à ce vœu, et, par lettres patentes du 28 juillet 1580, Charles de Lorraine décréta que le recteur du Collège des Jésuites serait recteur de l'Université, afin que les Facultés de Droit et de Médecine ne pussent jamais apporter d'entraves aux Pères.

« Premièrement, disent les lettres patentes, celui qui sera supérieur ou recteur du Collège de la Compagnie en notre ville de Pont-à-Mousson, sera recteur de l'Université ; il mettra cette diligence que tout le contenu en la bulle de fondation soit strictement observé et que les escoliers y résidents soient instruits en piété, vertu et bonnes lettres, selon les Constitutions de ladite Compagnie ; et, comme il est porté par la bulle donnée de nostre Saint Père pour la confirmation et l'établissement de ladite Université, y aura un chancelier qui sera de ladite Compagnie, homme de bien, versé aux lettres. »

La date de la bulle et celle des lettres patentes sont authentiques. Cela n'a point empêché les ennemis des Jésuites de soutenir que la Compagnie avait usurpé le rectorat de l'Université de Pont-à-Mousson au moyen d'une bulle supposée de Sixte-Quint 1^{er}. Or, Sixte-Quint n'a été élu Souverain Pontife qu'en 1585, et la bulle de Grégoire XIII et les lettres patentes du duc de Lorraine remontent à l'année 1580. Ce simple rapprochement évitait un mensonge historique ; on s'est bien gardé de le faire. On avait la vérité sous la main, on a préféré l'erreur.

Ce que le duc de Parme entreprenait dans les Pays-Bas, et le duc de Lorraine à Nancy, le Parlement de Dijon le réalisait en Bourgogne ; le cardinal de Bourbon le continuait à Paris. Une Maison Professe de l'Ordre s'établissait

(1) La bulle supposée de Sixte-Quint existe cependant. Elle est intitulée : *Bulla S. D. N. Sixti V de rectoris Universitatis Mussipontanae*, et elle commence par ces mots : *Rationi congruit*. Les lettres patentes et les bulles de Grégoire XIII et de Sixte-Quint furent imprimées à Pont-à-Mousson et confrontées avec les originaux par N. Hombroux et J. Estienne, notaires apostoliques.

sous ses auspices dans la rue Saint-Antoine, et le Pape adressait à cette occasion le bref suivant à Pierre de Gondi, évêque de Paris :

« Vénérable frère, salut,

« Bien que nous tenions pour certain que Votre Fraternité apprécie les prêtres de la Compagnie de Jésus, nous pensons néanmoins qu'il importe beaucoup à la gloire de Dieu et au salut des âmes, double objet des travaux et des œuvres de cet Ordre, de faire connaître à Votre Fraternité que, pour cela même, nous le chérissons tendrement, et nous désirons que Votre Fraternité en prenne grandement à cœur les intérêts. Ils sont violemment attaqués chez vous, et cela sans aucune faute de leur part, mais par suite de la condition commune aux serviteurs de Jésus-Christ. Vous étendez donc jusqu'à eux votre protection, vous les soutiendrez de votre autorité, et vous défendrez qu'on s'oppose à la construction de la maison que leur fait bâtir la générosité de notre fils bien-aimé le cardinal Charles de Bourbon. Cette œuvre est digne de votre piété; elle sera très-agréable et d'un grand mérite devant le Seigneur. Donné à Rome, à Saint-Pierre, le 18 avril 1580, et l'an huitième de notre pontificat. »

Par de nouvelles lettres patentes, Henri accordait aux Jésuites le droit d'exercer dans tous ses Etats le ministère de la parole et de l'éducation selon leur Institut. C'était raviver les douleurs de l'Université. Elle appela les Curés de Paris à son secours; trois ou quatre d'entre eux se mirent en campagne contre la Compagnie. Cette guerre de chicane menaçait de s'éterniser, lorsque la peste vint y mettre un terme. La charité confondit, à Paris, dans une même pensée de dévouement, ces hommes qui ne s'étaient encore vus que sur les champs de bataille théologiques. Le recteur des Jésuites les mit tous à la disposition des magistrats de la ville. Les Pères Anatole Réginald, Edmond de Morangiez et François Bilques avaient déjà succombé au service des pestiférés. Les Curés et les Universitaires ne consentirent pas à leur laisser l'initiative de ce martyre. A leur suite, avec eux, souvent à leur tête, ils se précipitèrent dans les périls que la contagion faisait naître à chaque pas. L'Université et les enfants de Loyola s'étaient rencontrés ailleurs que dans la grand'salle du Palais; ils allaient encore marcher de concert sur le nouveau terrain que la religion et la politique s'étaient choisi. La Sainte-Union ou la Ligue arborait son drapeau.

Les Jésuites, en Espagne, n'avaient à repousser que des adversaires de peu de consistance, des rivalités de couvent ou des calomnies tombées de la plume de certains ecclésiastiques que la Compagnie s'était vue forcée d'expulser de son sein. C'est ainsi qu'à la mort du Nonce apostolique, à Madrid, en 1577, on trouva

dans ses papiers un ouvrage anonyme en forme de mémoire, où la séparation des Pères espagnols du reste de l'Institut était discutée avec une malveillance pleine d'habileté. Dans ce mémoire, auquel les Protestants du nord de l'Europe attachèrent beaucoup de prix, on dressait trois chefs d'accusation contre l'Ordre de Jésus. L'inégalité des degrés, le mode d'élection et la facilité d'expulsion accordée au Général formaient la base de ce triple réquisitoire. La main qui avait écrit l'ouvrage était évidemment celle d'un Jésuite révolté.

Un autre Jésuite, que ses turbulences faisaient renvoyer d'Italie en Espagne, aborda plus résolument la question. La direction suprême n'était pas inféodée à la Péninsule; les Pères choisissaient leur Général parmi les Profès sans distinction de patrie. Le réformateur posa en principe que les Espagnols avaient le droit, et que pour eux il devenait de toute nécessité de se donner un chef particulier. Le Père Ribadeneira était Espagnol; il avait été le compagnon et l'ami d'Ignace de Loyola et de Laynès: ce fut lui qu'Everard Mercurian chargea de répondre à ces attaques. Ribadeneira soutint ce premier assaut, qui en présageait tant d'autres. Il démontra que l'Institut, en perdant son unité et en se faisant une autre patrie que l'Eglise Catholique, se condamnait, par ce fait seul, à l'impuissance, qui est la mort de toute société civile ou religieuse. Ces discussions d'intérieur, que la turbulence cherche toujours à ébruiter, soit pour provoquer des scandales, soit pour fixer l'attention publique, ne détournèrent point les Jésuites du but proposé. Dans le même temps, ils jetaient les fondements de plusieurs Collèges à Concha, à Soria, à Oviédo, au Ferrol et à Pampelune. Valence et Séville leur offraient des Maisons professes.

La Lombardie, dont le Cardinal Charles Borromée était l'apôtre, ressentait, elle aussi, leur influence. Le Cardinal les gardait autour de lui comme ses plus fervents auxiliaires. Le Père Léonti était le compagnon de ses visites pastorales; Palmio, Perucci, Adorno, Gagliardi et Bellarmin travaillaient sous ses ordres à l'éducation de la jeunesse. Le 5 juillet 1569, il posait la première pierre de l'église Saint-Fidèle, donnée par lui aux Jésuites. Le 4 octobre 1572, il les mettait en possession de l'abbaye de Brera, et il traçait avec eux le plan de la célèbre Université de ce nom. La même année, il créait un noviciat de Jésuites à Arona, sur le lac Majeur; en 1573, il leur confiait à Milan le Collège des nobles.

La confiance de Charles Borromée était un encouragement et un éloge pour la Compagnie de Jésus; mais tant de Maisons agglomérées sur un seul point nuisaient à la diffusion de la Société, ou, tout au moins, lui attiraient des embarras par la pénurie des sujets. Elle se vit

Les Jésuites à Milan.

Is renoncent àu seminaire.

Accusa-
tion
contre
eux.

Les Jé-
suites et
saint
Charles
Borromée.

dans la nécessité de renoncer au séminaire de Milan et au Collège des nobles. Lorsque les Jésuites tiennent quelque chose, il semble impossible à leurs adversaires qu'ils puissent s'en séparer volontairement. Ils se déchargeaient de ce soin ; on répandit le bruit et on a mille fois imprimé que le Cardinal, irrité contre eux, leur avait enlevé ces maisons. Pour faire passer toutes les accusations dans une seule, on confondit les événements et les dates. On rapprocha tellement l'année 1564 de l'année 1577 qu'il n'y eut plus d'intervalle entre ces deux époques. Ce ne fut pourtant qu'en cette dernière année que les Pères obtinrent de Charles Borromée de n'avoir plus à diriger son séminaire, et le saint archevêque de Milan le constata lui-même : « Il y a déjà deux ans, écrit-il le 9 avril 1579 au Prélat Speciano, son agent à Rome¹, que j'ai terminé cette affaire (il parle de son séminaire) avec les Pères de la Compagnie. Ils semblaient demander de moi, et avec beaucoup d'insistance, que je confiasse à des prêtres de mon diocèse l'administration de mon séminaire. »

Giussano, l'historien du Cardinal, explique cet événement de la même manière. « Les Pères de la Compagnie, raconte-t-il², eurent pour quelques années le gouvernement du séminaire : Charles se servait d'eux dans tous les ministères de son Eglise, mais voyant les occupations de leur ministère grandes et amples, de leur consentement il les donna à la Congrégation des Oblats. »

La difficulté de recruter autant de Jésuites qu'il en désirait avait engagé l'archevêque de Milan à fonder cette Congrégation des Oblats. Dans sa pensée, elle devait, pour ses bonnes œuvres et pour ses créations, suppléer la Société de Jésus. L'affaire du séminaire est jugée. Oltrocchi, archiviste de la Bibliothèque ambroisienne, va expliquer celle du Collège des nobles : « Ce ne fut qu'avec beaucoup de peine, dit-il³, que Charles, malgré tous les bons offices rendus par lui à la Compagnie de Jésus, put obtenir des supérieurs de cet Ordre qu'ils acceptassent ce nouveau Collège. Il existe encore dans les Archives une lettre du Père Adorno par laquelle il avertissait l'archevêque qu'il avait reçu l'injonction de retirer un des trois Pères employés au gouvernement du Collège. Ainsi, quoique le Cardinal eût beaucoup insisté, et à plusieurs reprises, il n'obtint que très-difficilement de voir les Pères continuer ces fonctions, même pour un temps limité. »

Les Jésuites possédaient à Milan leur Maison professe et le Collège de Brera ; ils les conservaient. Afin d'exercer le ministère de la parole et

de l'enseignement selon leurs statuts, c'était assez.

Nous avons examiné cette accusation, qui depuis plus de deux cent cinquante ans pèse sur l'Ordre de Jésus. Appréciee à sa valeur, voilà les proportions auxquelles l'impartialité de l'histoire est obligée de la réduire. Cette accusation avait cependant une espèce de base ; par malheur la base n'est venue qu'après la construction de l'édifice.

Dans l'année 1579, le gouverneur du Milanais, pour Philippe II, se mit en opposition avec le Cardinal, sous prétexte que quelques-uns de ses privilèges avaient été violés. L'homme de guerre s'imagina qu'il aurait facilement raison de l'homme de paix ; mais, s'apercevant que l'humilité du chrétien n'empêchait pas Charles Borromée de soutenir ses droits d'Archevêque et de prince de l'Eglise, il organisa une persécution contre lui. Dans les troubles excités à Milan par cette lutte des deux pouvoirs, les Jésuites ne furent pas d'accord. Les uns avec le Père Adorno, recteur du Collège, prirent parti pour le Cardinal ; les autres sous l'inspiration de Perucci, déclarèrent que, sans blâmer la conduite du Prélat, ils regrettaient de voir la Compagnie s'immiscer dans des questions étrangères à l'Institut. Le Jésuite Jules Mazarini prêchait la station quadragésimale dans l'église Saint-Fidèle. Il était l'ami, le confesseur du gouverneur ; il avait une tribune : il s'en servit pour attaquer le Cardinal Borromée. Il l'attaqua sans modération, sans justice. Ces paroles tombant de la chaire que lui-même avait érigée, et retentissant dans un temple que sa munificence avait donné aux Jésuites, durent froisser tous les sentiments de l'Archevêque. Dans plusieurs de ses lettres, il en témoigna une vive indignation ; mais son indignation n'égalait pas celle des Jésuites. Les Pères de Milan se hâtèrent de désapprouver l'imprudent orateur, le Général de la Compagnie le réprimanda, et Mazarini fut traduit à Rome devant un tribunal ecclésiastique. Il se vit privé pendant deux ans de la faculté de prêcher, et condamné à passer ce temps dans une Maison de l'Ordre.

Quelques mois après, Charles Borromée, avant son départ de Milan, avait voulu faire lui-même la dédicace de Saint-Fidèle. Il s'était assis à la table des Jésuites ; à Rome, il visitait les Pères et les Collèges de l'Institut, comme pour prouver qu'il ne rendait pas le corps entier responsable de la faute d'un de ses membres. Jules Mazarini subissait sa peine ; Everard Mercurian lui en imposa une autre. Claude Aquaviva, provincial d'Italie, le conduisit aux pieds du Cardinal, et l'offenseur demanda pardon à l'offensé.

C'est à l'aide de ce fait seul que les adversaires des Jésuites ont fabriqué tant d'hypothèses. Charles Borromée a survécu cinq ans à cet événement, et après, comme avant, on le voit

Le père
Mazarini
s'em-
porte
en chaire
contre
le Cardinal

(1) *De vita sancti Caroli Borromei, cum notis Oltrocchi*, lib. II, c. v, n. 6, col. 97.

(2) *Ibid.*, lib. II, cap. v, n. 6, page 86 (Paris., 1615).

(3) *Ibid.*, lib. III, c. IV, n. 6, col. 257.

toujours entouré des Pères de la Compagnie. En 1583, le Père Gagliardi l'accompagne dans ses visites aux Suisses et aux Grisons. L'annoteur Oltrocchi avoue que « ce fut lui qui établit les Jésuites, ou les fit établir à Vérone, à Mantoue, à Lucerne, à Vercell, à Gènes et à Fribourg. » Puis il ajoute¹ : « Et afin d'environner, pour ainsi dire, sa province d'une barrière infranchissable, saint Charles fit plus d'une démarche, quoique sans succès, pour faire occuper par les Jésuites les maisons que les Frères Humiliés habitaient à Locarno. »

mort. Le Cardinal Borromée avait aimé la Compagnie de Jésus pendant toute sa vie ; il voulut l'aimer jusque dans la mort. Ce fut à Arona, où aujourd'hui sa statue colossale domine le lac Majeur, qu'il désira de célébrer, pour la dernière fois, les saints mystères. Le comte René Borromée, son neveu, habitait un palais dans cette ville, où le Cardinal était né. Il supplie son oncle de sanctifier par sa présence ce berceau de la famille. Le Cardinal répond qu'il a « trop besoin de secours spirituels pour ne pas aller où il est assuré de les rencontrer ; » et il frappe à la porte des Jésuites. Le 4^{er} novembre 1584, il célébrait sa dernière messe dans leur église d'Arona, comme dix-neuf ans auparavant il avait célébré sa seconde au Gesù de Rome. Il expira dans les bras du Père Adorno, son confesseur.

Quatre ans auparavant, le 4^{er} août 1580, Everard Mercurian, plein de jours et de bonnes œuvres, s'était endormi dans le Seigneur. Il avait fait un abrégé de l'Institut, qu'il publia sous le titre de : *Sommaire des Constitutions*. Il mit en ordre les *Règles communes et les Règles des différents offices* ; et, comme ses prédécesseurs, il veilla à donner aux missions le plus d'extension possible. Il créa celle des Maronites et celle d'Angleterre ; puis à sa mort, après huit années de généralat, il laissa la Société de Jésus dans une situation si prospère qu'elle comptait plus de cinq mille religieux, cent dix maisons et vingt et une provinces.

Dans les commencements de son généralat, ce vieillard, qui ne se croyait pas assez fort pour porter seul le fardeau qu'on lui avait imposé, accorda une confiance absolue au Père Benoît Palmio, assistant d'Italie. S'apercevant que cette confiance pouvait être taxée de partialité, il la circonscrivit en appelant le Père Olivier Manare à la partager. Manare était assistant des provinces du nord ; il devenait ainsi un concurrent de Palmio dans l'estime du Général. Palmio se montra sensible à cette substitution d'autorité. Le 2 août 1580, Olivier Manare fut créé Vicaire-général, et il annonça la quatrième Congrégation pour le 7 février 1581.

A peine ces dispositions sont-elles prises que

le bruit se répand parmi les Jésuites que Manare aspire au Généralat. On raconte que, s'entretenant avec cinq ou six Pères des améliorations à introduire dans l'Institut, il a dit un jour : « Si jamais je suis Général, je ne manquerai pas de mettre à exécution les idées que je développe. » Une telle parole, échappée dans la conversation, n'était ni une espérance, ni un désir, ni surtout une captation. Elle froissait cependant les susceptibilités de quelques Jésuites, qui y voyaient une atteinte portée à leur engagement solennel de ne jamais briguer les honneurs du dehors ou les dignités du dedans. Manare était connu, on honorait son caractère ; mais les uns voulaient consacrer l'abnégation par un exemple, les autres déclaraient qu'il fallait que Manare confondit la calomnie. Claude Aquaviva, Provincial de Rome, se range parmi les défenseurs du Père accusé, il le presse de poursuivre les auteurs de l'imputation. Manare était à la tête de la Compagnie ; il ne crut pas devoir accéder à un projet que sa position rendait facile. Il laissa ce soin au Père Jules Fatio, secrétaire de l'Ordre, et au Père Fabio de Fabiis, descendant de l'antique famille romaine de ce nom.

Le 7 février, la Congrégation générale s'assembla au milieu de ces troubles intérieurs ; elle était composée de cinquante-sept membres ; on y remarquait Salmeron et Bobadilla, Domenech, Lannoy, Claude-Matthieu, Bellarmin, Palmio, Aquaviva, Gonzalès, Hoffée, Maggio, Garcias de Alarcon et Maldonat. Au moment où l'on va procéder à l'élection du nouveau chef, cette accusation se renouvelle ; on la défère aux quatre plus anciens profès, selon la règle établie par les Constitutions. Bobadilla était d'un nombre ; les accusateurs demandent qu'il se récuse, parce qu'il a, disent-ils, fait connaître d'avance une opinion favorable au Père Manare. Claude Aquaviva et Gil Gonzalès s'interposent ; dans la persuasion qu'aucun membre de la Compagnie n'attribuera quelque tort à l'inculpé, ils décident le vieux Bobadilla à ne point user de son privilège. Les juges de ce singulier procès furent Salmeron, Domenech, Lannoy et Cordesès. L'affaire est examinée par eux ; trois voix contre une prononcent que le Père Manare ne leur paraît point exempt de reproches. Lannoy n'adhéra pas à cette sentence, que la presque unanimité des Pères désapprouvait hautement, et Bobadilla, toujours impétueux comme dans son jeune âge, protestait qu'il avait été frauduleusement écarté. On ne savait quelle conclusion donner à l'incident ; mais le Vicaire-Général accusé, que son autorité transitoire portait à la conciliation, prend la parole. « Mes Pères, dit-il, j'ai la conscience de beaucoup de fautes pour lesquelles je me reconnais indigne non-seulement d'être élevé à tout honneur, mais même d'appartenir à cette sainte Compagnie. Quant à celle dont on me déclare coupable, j'y suis resté complète-

Le père Manare, Vicaire-Général accusé de captation.

L'accusation est déferée aux Profès.

Jugement qui intervient.

Manare se retire de l'élection.

(1) De vita sancti Caroli cum notis Oltrocchi, t. II, liv. VI, c. VII, col. 228.

ment étranger, j'en atteste celui qui jugera les vivants et les morts, Notre-Seigneur Jésus-Christ et la plupart d'entre vous qui me connaissez. Toutefois, comme je suis un grand pécheur, je ne récusé point le jugement prononcé; mais, avant tout, il faut que la dignité et la tranquillité de la Compagnie soient sauvées. Créez donc un Général; les Constitutions, en indiquant les qualités requises, m'excluent assez de cette charge; et, pour que tout se passe régulièrement et dans la paix, je renonce de mon plein gré aux droits que me confère mon titre de Profès. »

Les Pères de la Congrégation voulurent prouver à Manare que l'imputation dirigée contre lui ne changeait en rien leurs sentiments à son égard; il fut conservé dans ses fonctions de Vicaire-Général. Quelques écrivains ont cherché, par la futilité même de l'accusation, à expliquer d'une autre manière les motifs de cette étrange conduite. Les uns ont mis en avant l'idée que le Pape Grégoire XIII avait déjà essayé de faire triompher contre les Espagnols; les autres ont cru qu'il y avait accord pour élever un Italien au Généralat; mais une simple réflexion modifie singulièrement cette pensée. Sur les quatre Jésuites auxquels fut déferé par la Congrégation l'examen de l'affaire, trois sont Espagnols : Salmeron, Domenech et Cordesès. Lannoy est Allemand, et c'est lui qui seul se prononce en faveur de Manare. Les trois autres auraient donc abdiqué les prétentions des Espagnols au Généralat, ou ils auraient fait cause commune avec leurs rivaux présumés. Cette supposition n'est guère admissible, et, comme il ne faut voir dans les faits que ce qui s'y trouve, nous croyons que, dans tout cela, il y a eu d'abord un malentendu; puis susceptibilité, ensuite des deux côtés une délicatesse électorale que le monde ne comprendra pas, mais qui s'explique très-bien par le respect que tout Jésuite voue au texte ainsi qu'à l'esprit des statuts d'Ignace de Loyola. L'ambition et l'intrigue devaient à jamais être exclues de toute Congrégation. Afin de laisser un exemple à leurs successeurs, les Pères accueillirent l'ombre même d'un soupçon, et ils lui donnèrent un corps.

Le 49 février 1584, Claude Aquaviva fut élu Général de la Compagnie à une forte majorité; les Pères Palmio et Maggio réunirent quelques suffrages. On désigna pour assistants au nouveau chef de l'Ordre Paul Hoffée, Laurent Maggio, Garcias d'Alarcon et Georges Serrano. Le Père Hoffée se vit chargé des fonctions d'admoniteur, et Manare fut nommé visiteur dans les provinces du Nord. C'était une réparation dont le Souverain Pontife prenait lui-même l'initiative en déclarant que les Pères qui l'avaient accusé et ceux qui n'avaient osé l'absoudre étaient allés au delà même de l'Institut.

La Congrégation rendit soixante-neuf décrets, deux avant l'élection, soixante-sept après :

quelques-uns seulement sont remarquables. Le dix-neuvième surtout a prêté aux adversaires de la Compagnie autant d'arguments que de prétextes pour grandir outre mesure le pouvoir du Général. Ce décret porte que le Général a le droit de déclarer ou d'expliquer le sens des Constitutions, de telle sorte cependant que ces déclarations ou explications n'ont point force de loi universelle, mais qu'elles servent seulement de direction pratique dans le gouvernement.

Par le vingt et unième décret il fut résolu que le Général, avant de mourir, désignerait le vicaire-général à qui le pouvoir serait confié jusqu'à l'élection.

Ces décrets semblent donner une plus large extension à l'autorité du Général. Le vingt-septième la circonscrit sur des points presque aussi fondamentaux. Ainsi, il décide que, hors le temps des Congrégations, le Général ne pourra dissoudre les Maisons ou les Collèges de l'Ordre sans avoir la majorité des suffrages parmi les assistants, les provinciaux, le procureur-général et le secrétaire-général de la Compagnie. Deux des plus anciens Pères de chaque province doivent en outre être consultés. Ce conseil permanent est chargé de résoudre à la majorité ces questions de vie et de mort pour les maisons et pour les collèges.

Quand les membres de la Congrégation annoncèrent au Pape que Claude Aquaviva était nommé, Grégoire XIII, qui, comme tous les vieillards, ne croyait qu'à l'expérience et à la sagesse cachées sous des cheveux blancs, témoigna un profond étonnement. « Quoi ! mes Pères, s'écria-t-il, vous avez choisi pour vous gouverner un jeune homme qui n'a pas encore quarante ans ! » Les Jésuites connaissent Aquaviva; ils sourient de la stupeur si naturelle du Pontife, et ils le prièrent de confirmer l'élection. Le Pape s'en rapportait à leur prudence, il souscrivit au vœu de la majorité. Le Saint-Siège et la Congrégation n'eurent qu'à se féliciter d'avoir placé à la tête des Jésuites un homme qui, à travers les circonstances les plus orageuses, sut, par sa fermeté, jeter un nouvel éclat sur la Compagnie.

Claude Aquaviva, fils du prince Jean-Antoine Aquaviva, duc d'Atri, et d'Isabelle Spinelli, naquit au mois d'octobre de l'année 1543. Il n'avait encore que trente-sept ans, mais chez lui la maturité devançait les années. Renonçant au monde, à la cour romaine, à toutes les espérances que son nom et ses talents faisaient concevoir, il était entré dans l'Institut. Depuis ce jour, il avait tellement grandi en piété, en vertu et en science, qu'il devint une des colonnes de son Ordre. Les obscurs travaux auxquels il s'était livré, son ardeur à réprimer les saillies d'un caractère impétueux, fanèrent promptement cette grâce du jeune homme que chacun admirait. Ses cheveux noirs avaient déjà blanchi

Décret
rendu
dans
la
Congr
gation

Portrait
d'Aqu
viva.

Le père
Claude
Aquaviva
est élu.

sous l'étude et la réflexion ; mais ce que le nouveau Général avait perdu en beauté, il le rachetait par un extérieur plein de dignité et par la mâle expression de son visage, sur lequel se reflétaient toutes les nobles pensées. Ses yeux brillants, sa parole animée, sa douce gravité donnaient à l'ensemble de cette physionomie un charme puissant : c'était une des plus majestueuses images du calme dans la force et de l'autorité tempérée par la bienveillance. Il y avait chez Aquaviva ce mélange de qualités contraires qui souvent se paralysent dans leur action, mais qui de temps à autre font mieux ressortir les

natures privilégiées. Energique et conciliant, doux et sévère, habile et franc, humble pour lui, fier quand il s'agissait des droits de l'Eglise ou de la dignité de sa Compagnie, le Père Claude réunissait tous les contrastes, et savait dans une mesure parfaite mettre à profit tant d'avantages personnels ou acquis. Son nom n'avait pas encore franchi la frontière d'Italie, car, comme un grand nombre d'autres Jésuites distingués, la volonté des supérieurs attachait Aquaviva à l'administration intérieure. Il n'était connu de ses frères, que de ses égaux dans l'obéissance : il va se révéler dans le commandement.

CHAPITRE XIV.

Situation de l'Angleterre sous Henri VIII et pendant la minorité d'Édouard VI. — La servitude dans la liberté de religion. — Marie Tudor. — Caractère de cette princesse. — Causes de son inflexibilité. — Les pouvoirs législatifs, les grands et le peuple catholiques avec elle. — Elisabeth. — Son portrait et sa politique en religion. — William Cecill. — Bulle de Pie V contre Elisabeth. — Edit en réponse à cette bulle. — Marie Stuart et Elisabeth. — Leurs rivalités. — Les Jésuites en Ecosse. — Elisabeth leur interdit l'entrée de ses Etats. — Les Anglais catholiques émigrés. — Fondation du collège de Douai. — Les Protestants le saccaquant. — Il est transféré à Reims. — Allen et les Jésuites. — Séminaire anglais à Rome. — Divisions qui y éclatent. — Témoignage du Cardinal Baronius. — Espions d'Elisabeth dénoncés par l'historien de Thou. — Les complots qu'ils inventent. — Crédulité calculée des ministres anglais. — Peine de mort contre les Jésuites. — Les Pères Edmond Campian et Robert Parsons. — Mission d'Angleterre. — Le Jésuite Thomas Pond. — Les tortures qu'il subit. — Division entre les catholiques anglais. — Causes morales de cette division. — Edits de la reine et persécution contre ses sujets catholiques. — Le Père Donall tué en Irlande. — Campian et Parsons à Londres. — Politique de Cecill. — Dévouement des Catholiques. — Les Dix Raisons du Père Campian. — Le secrétaire d'Etat Walsingham et l'apostat George Elliot. — Elliot vend Campian. — Campian en présence d'Elisabeth, du comte de Leicester et du comte de Bedford. — Campian au cheval. — On le force à discuter, encore tout meurtri, avec des ministres anglicans. — Campian et Sherwin. — Lettre interceptée du Père Campian à Pond. — Campian et ses compagnons devant la cour de justice de Westminster. — On ne veut pas les juger comme prêtres, mais comme conspirateurs. — Le jury en matière politique. — Bodin et le duc d'Anjou à Londres. — Supplice du Père Campian. — La harangue du Jésuite au pied de la potence. — Lettre de l'ambassadeur d'Espagne à Philippe II et à sa sœur. — Lettre de Parsons. — Les lords Paget, Catesby, de Southampton et d'Arundel poursuivis. — Marie Stuart et le Père Walsh. — Conseil tenu à Paris sur les affaires d'Ecosse. — Les Pères Gordon et Critton. — Exécution du Père Thomas Cottam. — La torture de la fille de Scavenger. — Percy et d'Arundel meurent pour la foi dans les cachots. — Les Jésuites périssent à York sur l'échafaud. — Cecill et son ouvrage intitulé : Justitia Britannica. — L'historien Camden mis en opposition avec Cecill. — Quelques Jésuites de France s'opposent à ce qu'on envoie d'autres Pères en Angleterre. — Allen repousse avec force leurs motifs. — Elisabeth essaie de la clémence. — Au lieu de tuer, elle déporte. — Journal de la Tour de Londres. — Complot de Parr. — Ses insinuations aux Jésuites. — Ses dénonciations à Elisabeth. — Sa fin. — Calomnies jansénistes. — Le Père Bellarmin et l'Académie antibellarminienne fondée par Elisabeth. — Discorde dans le Séminaire anglais, à Rome, fomentée par les ministres d'Elisabeth. — Le Père Weston et le complot d'André Babington. — Exécution de Marie Stuart. — Nouvel édit contre les Jésuites. — Jacques Stuart les protège. — Il retombe sous le joug d'Elisabeth. — Les Ecossais battent les Anglais. — Les Jésuites sont accusés par Elisabeth d'avoir préparé le succès. — L'Irlande. — Mort d'O'Calan. — Supplices de Cornelius, de Southwell et de Walpole. — Mort d'Elisabeth.

Depuis que Henri VIII, pour faire asseoir l'adultère sur le trône, s'était séparé de la com-

munion romaine, l'Angleterre, ce royaume jusqu'alors si catholique, et qui, par l'éclat de

Situation
de l'An-
gleterre
sous Hen-
ri VIII.

sa foi, avait mérité le surnom d'Ile des Saints, se livrait à toutes les débauches de l'intelligence. L'apostasie avait été commandée par le monarque. Les corps constitués, les grands et le peuple se précipitèrent dans la servitude, non par entraînement ou par conviction, mais par lâcheté ou par cupidité. Au milieu de cet empressément d'une nation à renier son vieux culte parce qu'il plaît à un roi de répudier sa femme, il se leva néanmoins une partie de cette même nation pour protester contre de semblables attentats. Il y avait en Angleterre un Saint que, depuis l'année 1170, on vénérât comme le martyr de la Religion Catholique et des libertés anglaises : c'était Thomas Becket, assassiné au pied de l'autel par les courtisans du roi Henri II. Le prince n'avait fait que désirer sa mort, et cette mort étendit sur le reste de sa vie un voile de deuil. Henri VIII alla plus loin que le père de Richard Cœur-de-Lion; il ordonna que les cendres de saint Thomas de Cantorbéry fussent jetées aux vents. L'Eglise Universelle avait adopté le culte du martyr: Henri VIII, par une loi, déclara nul l'acte de canonisation; il confisqua le trésor de la cathédrale de Cantorbéry. Afin de colorer d'un prétexte de bien public la spoliation des monastères, Henri VIII avait annoncé que cette confiscation mettrait les finances du royaume dans un tel état de prospérité que désormais il n'y aurait pas besoin de prélever d'impôts. Au témoignage de Jean Stow, écrivain protestant¹, sous ce règne d'exactions et de pillages, le Parlement, dans l'espace de quelques années, improvisa plus de lois fiscales qu'il ne s'en était voté pendant les cinq cents ans qui avaient précédé.

Henri VIII évoquait des Sectaires; son arbitraire empruntait quelque chose à la violence de ses passions. Le Parlement le constitua chef de l'Eglise anglicaine; on subit tous ses caprices. Les Catholiques, qui ne consentirent pas à humilier leurs croyances sous le joug, furent les ennemis de son trône. Ils étaient fidèles à leurs Dieu; Henri les accusa de trahison envers sa personne. La persécution s'organisa contre eux; elle dura jusqu'à la mort de cet homme. Le 28 janvier 1546, Henri VIII expira, laissant l'Angleterre en proie aux factions et dans toutes les difficultés d'une régence.

Tant que le monarque vécut, il comprima les passions dont lui-même avait développé le germe. Le bourreau était sa suprême justice, le dernier mot de son autorité; et il faisait aussi sommairement trancher la tête d'une de ses maîtresses que celle d'un de ses sujets. Il avait des magistrats aussi bien pour les uns que pour les autres. La minorité d'Edouard VI, fils de Jane Seymour, permettait aux idées d'anarchie de prendre enfin leur essor. Thomas Cranmer,

prêtre que l'apostasie porta de l'obscurité au siège archiépiscopal de Cantorbéry, s'était fait le courtisan le plus audacieux du monarque; il ne se contenta pas de l'absoudre de ses vices, il s'efforça de les imiter¹. Le duc de Somerset, protecteur du royaume, était Calviniste. Cranmer, luthérien, mais plus dévoué au pouvoir qu'à sa nouvelle conscience, se mit à favoriser le Calvinisme. Henri VIII n'avait cherché à briser l'unité que pour prêter à ses adultères un vernis de légalité ecclésiastique. Le tyran mort, chacun s'adjudgea le privilège qu'il avait pris dans le sang. On avait obéi en esclave à cette main de fer; lorsqu'on la sentit glacée, chacun essaya de se façonner un Dieu, un culte à sa guise. Les hommes de toutes les conditions, les femmes de toutes les classes se firent une étude de travestir la Bible, défigurée en langage vulgaire, pour la commenter, pour l'appliquer au gré de leur enthousiasme ignorant. La confusion s'établit dans les chaires. Henri VIII avait corrompu le Clergé et le Parlement. Après lui, la corruption descendit dans tous les rangs; elle s'assit à la porte des Universités. Ce fut la promiscuité de l'intelligence et de l'habitudinisme. Chacun essaya d'ébranler le tronc commun et de porter la main sur la clef de la voûte. Luther n'avait enfanté qu'une hérésie; les Sectaires à sa suite en créèrent par milliers. « Les Calvinistes, dit Bossuet quand il peint cette rapide succession de la réforme, les Calvinistes, plus hardis que les Luthériens, ont servi à établir les Sociniens, qui ont été plus loin qu'eux et dont ils grossissent tous les jours le parti. Les Sectes infinies des Anabaptistes sont sorties de cette même source, et leurs opinions, mêlées au Calvinisme, ont fait naître les Indépendants, qui n'ont point eu de bornes; parmi lesquels on voit les Trembleurs, gens fanatiques qui croient que toutes leurs rêveries leur sont inspirées, et ceux qu'on nomme les Chercheurs, à cause que dix-sept cents ans après Jésus-Christ ils cherchent encore la Religion et n'en ont point arrêté. »

On chassa d'Oxford et de Cambridge les professeurs catholiques. Pierre Martyr, Martin Bucer, Bernard Ochin et les novateurs de France, d'Allemagne et de Genève furent acceptés par ces vieilles écoles anglaises comme les régulateurs du dogme et les dispensateurs de la morale. Dans des cérémonies funèbres où le burlesque le disputait à l'odieux, on condamna à l'oubli, souvent même au feu, les œuvres théologiques de saint Thomas d'Aquin, de Pierre Lombard et de Scott; puis on composa à la hâte de nouveaux articles de foi. Au nom de la liberté, on avait méconnu l'autorité des Conciles Généraux, et il fallait se soumettre à des décrets

Et
pendant
la mino-
rité d'E-
douard
VI.

(1) Préface de la Chronique de Jean Stow.

(1) Godwin, in Henr. VIII. Stapleton, *Vie de Cranmer*, livre I. Reismeth, liv. VII, chap. XXXVI.

que, sous peine de mort, le Parlement forçait d'accepter comme émanation de l'Esprit-Saint.

Ces folies religieuses, nées de la monstrueuse alliance contractée entre le libre arbitre et l'obéissance passive que, par une exception assez commune chez les Révolutionnaires, on confondait dans l'application, ne devaient enfanter que calamités et désordres : le protecteur en fut une des premières victimes. Le duc de Northumberland le fit périr sur l'échafaud, et, le 6 juillet 1553, Edouard, qui n'avait connu de la royauté que les misères, expirait empoisonné. Pour sa patrie, pour lui comme pour tous les rois mineurs, se réalisait la menace prophétique des Saintes Ecritures : « Malheur au pays dont le monarque est enfant ! »

Le seul héritier légitime d'Henri VIII monta sur le trône. C'était Marie Tudor, fille de Catherine d'Aragon et du roi d'Angleterre. Marie avait trente-huit ans. Epouse de Philippe II d'Espagne, elle était catholique, et catholique d'autant plus ardente qu'elle sentait le trône miné sous ses pieds. Les cruautés de son père, les crimes commis durant le règne d'Edouard, son union peut-être avec Philippe II donnèrent à son caractère quelque chose de sombre et d'implacable. Pendant de longues années, elle avait vu les lords et les citoyens de son royaume prostituer leur foi à tous les schismes et à tous les cultes. Elle crut que, par les mêmes moyens de terreur, il serait aussi facile de les ramener vers l'Unité catholique. Elle dédaigna donc la persuasion pour dominer par la force ; elle fut intolérante et cruelle, parce qu'elle était la fille de son père, parce que surtout elle apprenait par l'expérience que les Anglais étaient trop avides et trop courtisans pour ne pas se prêter à tous les esclavages. Son père, le terrible roi, avait commandé à cette nation de professer la veille la religion qu'il inventerait le lendemain. Cette nation si fière avait obéi ; Marie fit comme son père. Elle dit aux Anglicans de revenir au culte catholique ; les masses y adhèrent, car les masses ont toujours eu peur de la force morale. Elle dit au Parlement d'être catholique : ce grand corps, qui, comme toutes les assemblées délibérantes, accepte le rôle qu'on lui assigne en le flattant ou en l'enrichissant, ce grand corps avait passé de la Rose Blanche à la Rose Rouge, proscrit ou exalté, selon le succès du jour, les York ou les Lancastre, flétri le vaincu et législativement adulé le vainqueur. Il voyait une reine dévouée au Saint-Siège ; il revint à sa foi première, et, Calviniste dans le cœur, il fabriqua des décrets contre les Calvinistes.

Sous le règne de cette princesse, il y eut des conspirations, des bûchers et des victimes. Pour les uns elle est, elle sera longtemps la sanglante Marie ; pour les autres, elle n'a été qu'une

femme aspirant à comprimer un royaume dont de fréquentes apostasies avaient usé l'énergie. Elle était reine par le droit de sa naissance, elle voulut être catholique de fait. Si les moyens qu'elle employa ne sont pas toujours dignes de sa religion, ils furent toujours au niveau de ce siècle, où, comme dans toutes les révolutions, la vie des hommes n'est comptée pour rien. Elle fut sans pitié envers ceux qui persévérèrent dans leurs doctrines novatrices ; mais si elle eût vécu plus longtemps, il est permis de croire qu'elle aurait dominé son époque et imposé sa volonté immuable à un peuple qui alors acceptait tout de la puissance royale. Sous Henri VIII et Edouard VI, l'Angleterre était une espèce de marché public où chacun proposait, vendait ou achetait une religion. Marie chassa de ce bazar plus de trente mille Sectaires étrangers qui s'y étaient installés pour trafiquer de leurs idées ou de leurs rêves ; elle fit condamner au feu Cranmer, qui, par ses complaisances, avait condamné le roi son père à la honte. Après cinq ans de règne, c'est-à-dire de luttes, elle succomba à la peine, mourant dans toute sa chasteté de femme, dans sa ferveur de chrétienne, mais avec l'exécration du Protestantisme et celle de l'histoire ; qui trop souvent épousa les préventions des Sectaires.

À l'héritière d'Henri VIII, morte le 17 novembre 1558, succéda Elisabeth, fille d'Anne de Boleyn. Zwinglienne sous Edouard, Catholique sous Marie, la nouvelle reine, qui, malgré sa cauteleuse réserve, avait plus d'une fois trempé dans des complots calvinistes contre sa sœur légitime, et qui pour cela s'était vue emprisonnée à la Tour de Londres, inaugura son pouvoir par un parjure. Marie avait rétabli le serment solennel de défendre la Religion Catholique, de maintenir la liberté de l'Eglise et les droits concédés au Clergé par le saint roi Edouard le Confesseur. Elle le prêta, et l'acte de ce serment, signé de sa main, fut déposé sur l'autel¹. Poussant plus loin la dissimulation, elle fit demander au Souverain Pontife sa bénédiction apostolique pour commencer son règne sous les auspices du Saint-Siège. L'Angleterre était revenue à sa foi antique ; Elisabeth, pour s'affermir sur le trône, crut avoir besoin des Catholiques, et avant de se prononcer elle espéra paralyser leurs intentions.

Plus jeune, plus belle, plus brillante que Marie, elle réunissait la plupart des avantages qui font les grands rois. Elle avait le génie qui conçoit et la raison qui mûrit les projets. Ses plans apparaissaient aussi vastes que sa pensée était profonde. Élégante dans ses manières, habile dans la connaissance des hommes, elle joignait à la majesté royale la culture de l'esprit et l'amour des lettres. Subordonnant ses pas-

Elisabeth.

Son portrait et sa politique en religion.

(1) *Eccles.*, chap. x, v. 16.

(2) Camden. *Annales regni Elisabethæ*, anno 1569.

sions à la raison d'Etat, elle était reine dans les faiblesses même de la femme. Elisabeth ne consultait jamais la sensibilité de son cœur. Dans les plaisirs comme dans les affaires, elle n'en appelait qu'à sa tête; mais le désir de dominer, et, lorsqu'elle exerça l'autorité souveraine, l'instinct du pouvoir, lui firent comprendre que, pour les Catholiques, elle ne serait peut-être jamais qu'une usurpatrice. Le Pape Clément VII, après avoir connu les dérèglements d'Anne de Boleyn, avait déclaré Elisabeth illégitime et inhabile à succéder. Marie Stuart, petite-nièce de Henri VIII, pouvait donc aspirer à ceindre la couronne. Elisabeth n'était pas sans crainte sur le parti que la France, que l'Espagne et les Catholiques anglais allaient adopter. Afin de conjurer l'orage dont elle se croyait menacée, elle s'adressa à la cour de Rome. Quand son autorité fut sanctionnée, elle ne songea plus qu'à mettre la main à l'œuvre ébauchée par Henri VIII. Elle abjura le Catholicisme et elle contraignit ses sujets à l'abjurer avec elle.

William
Cecil.

William Cecil, baron de Burleigh, était un de ces ambitieux qui ont autant de souplesse dans l'esprit que de dévotion au pouvoir. Il avait passé, comme une monnaie à l'effigie du monarque, dans la poche de tous les gouvernements qui s'étaient succédés depuis Henri VIII. N'ayant d'autre mobile que sa fortune politique, il se faisait un jeu des religions et des serments. Ses convictions se basaient sur ses intérêts, mais elles ne l'entraînaient pas vers la cruauté. Son astuce empruntait le langage de la modération. Négociateur habile, ministre brillant, il répugnait à l'effusion du sang, aimant mieux corrompre les hommes que de les tuer. Il avait traversé les péripéties de la minorité, servant le plus fort et escomptant en secret la faiblesse qui, un jour, pouvait disposer de l'autorité. Aussi, après cette vie de prostitution intellectuelle, le voit-on sans étonnement offrir ses services à Marie et au Cardinal Polus. Cecil, dédaigné par la Reine, s'attacha à la destinée d'Elisabeth; il la suivit sur les marches du trône. Il connaissait de longue date les moyens à employer pour faire du Parlement anglais un sénat de complaisants. Il mit en jeu la corruption, et, à la Chambre des Lords, l'Anglicanisme l'emporta de trois voix sur la Religion Catholique ¹.

Par une de ces inconséquences trop fréquentes dans les partis, les Dévotés de l'Eglise acceptèrent alors avec empressement ce que naguère ils avaient combattu. La position était changée, ils essayèrent de changer le principe. Quand Marie parvint au trône, ils annoncèrent en chaire, ils firent publier dans des opuscules qu'elle était inhabile à régner parce qu'elle était femme, et ils appuyèrent leurs dires sur les tex-

tes de la Bible. Lorsque Elisabeth donna des garanties à leurs espérances, les mêmes textes des livres saints, qui avaient exclu la Catholique à cause de son sexe, furent arrangés, expliqués en faveur de l'Anglicane. Le Parlement déclara qu'elle aurait le gouvernement de l'Eglise d'Angleterre, avec une autorité qui ne relèverait que de Dieu seul. Des hommes du monde, des laïques, lui conférèrent le droit d'ordonner, de constituer à son bon plaisir tout ce qui aurait rapport aux choses, aux faits, aux personnes ecclésiastiques. Ainsi, à quelques années d'intervalle, cette singulière suprématie, inventée par l'orgueil britannique, était tombée des mains de Henri VIII sur la tête d'un enfant de neuf ans, et elle allait s'abriter sous la quenouille d'une femme.

Les Evêques d'Angleterre n'avaient pas eu le courage, au mois de février 1536, de flétrir la confiscation des biens du clergé régulier. Henri VIII ne s'attaquait qu'à des religieux sans défense. Les Prélats le laissèrent dépouiller les couvents; mais quand il fallut reconnaître Elisabeth pour gouvernante de l'Eglise Anglicane, le haut Clergé protesta. Par sa lâcheté, il avait affaibli les ressorts de la Foi. Personne n'osa s'appuyer sur ces fragiles roseaux que le souffle de la colère de Henri VIII avait si souvent agités. On déserta leur cause comme eux-mêmes avaient déserté celle des monastères. Ils étaient sans force morale, sans appui dans les populations; Elisabeth répondit à leurs protestations en les chargeant de chaînes.

Cecil avait bien pu séduire des lords et des évêques, mais il n'était pas aussi facile d'amener les Catholiques et les Puritains à cette espèce de culte bâtarde, transaction parlementaire entre les doctrines de Luther et celles de Calvin. En effet, le fond de l'Anglicanisme appartient au Sectaire de Noyon; la hiérarchie extérieure est de l'apostat de Wittenberg. Les Puritains se rattachaient à l'Arianisme en passant par les idées démocratiques ¹. Mais Elisabeth savait que, lorsque ces prédicants d'égalité sociale étaient fatigués de déclamer contre les titres, ils finissaient assez souvent par en accepter. Les Puritains ne devenaient donc pas un embarras réel pour son gouvernement. Les Catholiques, au contraire, épurés au creuset des persécutions, s'étaient préparés au martyre. Ils acceptaient bien Elisabeth comme reine d'Angleterre; leur soumission politique n'allait pas jusqu'à prendre la fille de Henri VIII pour l'arbitre suprême de leur conscience religieuse. Ils lui demandaient le droit de prier dans leurs églises selon le rite romain, et elle, refusait avec opiniâtreté. Résis-

(1) *Philopatros*, sect. I, n. 32. Sander, *De Schism. ang.*, p. 537. *De visib. monarch.*, liv. vii, n. 1595.

(1) L'Histoire des Sectes protestantes confirme cette remarque. Aux Etats-Unis le Puritanisme a porté les fruits les plus abondants de Socinianisme et d'Arianisme, sous le nom de religion des Unitaires. La ville de Boston, la place forte du Puritanisme, renferme un grand nombre de temples d'Unitaires.

ter au bon plaisir d'Elisabeth, c'était s'exposer à la captivité ou à la mort. L'Empereur d'Allemagne, les Rois de France et d'Espagne, le Pape Pie IV lui-même, avaient, en 1564, fait auprès d'elle plusieurs démarches afin d'obtenir que les Catholiques ne fussent pas incessamment sous le poids des tortures et des confiscations : ils ne purent rien gagner. Durant huit années, la crainte d'une réaction la rendit intolérante et sanguinaire. Par sa bulle en date du 23 février 1570, Pie V autorisa tous les soupçons d'Elisabeth. Cette bulle, œuvre du Cordelier Peretti, qui fut depuis le Pape Sixte-Quint, ne ménageait ni la fille, ni la femme, ni la reine. C'était un de ces actes qui entraient aussi bien dans le caractère plein de résolution du Souverain Pontife que dans les impétuosités réfléchies de Peretti. On y lisait :

« Le nombre des impies a tellement prévalu sur la terre qu'il n'y a point d'endroit qu'ils n'aient infecté du poison de leur pernicieuse doctrine, étant aidés en cela par Elisabeth, so-disant reine d'Angleterre, mais véritable esclave de ses crimes, qui les assiste de tout son pouvoir, et qui fait servir ses Etats d'asile aux plus dangereux hérétiques. Après avoir usurpé le trône d'Angleterre, elle a osé prendre le titre de souverain chef de l'Eglise dans ce royaume, et elle s'est arrogé toute l'autorité et la juridiction de ce titre éminent ; mais ce n'a été que pour replonger son pays dans l'apostasie dont il venait de sortir par les soins qu'on avait pris de sa conversion sous le règne de Marie, d'illustre mémoire. Elle a enchéri sur la désertion de Henri VIII, son père, et a renversé tout l'ouvrage de sa sœur, qui, avec l'assistance du Saint-Siège, avait si heureusement réparé les brèches que cet apostat fit à l'Eglise ; elle a interdit le culte catholique, changé le conseil royal, qui était composé des principaux seigneurs du royaume, pour leur substituer des gens inconnus qui fussent à sa dévotion ; elle a opprimé les premiers parce qu'ils étaient catholiques, et a tiré les seconds de la poussière parce qu'ils favorisaient l'hérésie qu'elle avait embrassée ; elle a fermé la bouche aux prédicateurs orthodoxes, a rempli les chaires de ministres d'impiété et d'erreur ; elle a aboli le sacrifice de la Messe, les Litanies, les jeûnes, la distinction des jours et des viandes, le célibat des prêtres, et généralement toutes les cérémonies de l'Eglise, auxquelles elle a substitué des livres qui contiennent des hérésies évidentes, des mystères impies, des institutions qu'elle a fait composer sur le modèle de celles de Calvin pour son instruction et celle de ses peuples ; elle a chassé les évêques de leurs sièges, les ecclésiastiques de leurs bénéfices, établissant des sectaires dans leurs places et dans leurs cures ; elle a pris connaissance des causes ecclésiastiques et a défendu aux prélats, au clergé

et au peuple de reconnaître l'Eglise Romaine, d'obéir à ses ordonnances et à ses canons ; elle a contraint plusieurs personnes à se soumettre à ses détestables édits et à lui prêter le serment de suprématie dans le temporel et le spirituel, et à renoncer à l'autorité du Pontife romain ; elle a décerné des peines contre ceux qui refusaient de lui obéir, et puni par de rigoureux supplices les fidèles qui ont persévéré dans l'unité de la Foi et dans l'obéissance due au Saint-Siège ; elle a fait arrêter les prélats, dont plusieurs sont morts d'ennui et de misère dans leurs prisons. Tous ces faits sont de notoriété publique, sans qu'on puisse ni les excuser, ni les justifier, ni les éluder en aucune manière. D'ailleurs, l'impie-té va tous les jours en augmentant, la persécution contre les fidèles redouble, et le joug de l'affliction s'appesantit de plus en plus par l'assistance et à l'instigation de la susdite Elisabeth, hérétique endurcie, qui n'a voulu écouter ni prières ni remontrances, ni de la part des princes catholiques, ni de la part du Saint-Siège, dont elle a empêché les Nonces de passer dans son royaume. En cette extrémité, que nous reste-t-il à faire ? Il faut prendre les armes que la nécessité nous met en main, et les employer, quoique malgré nous, contre une opiniâtre dont les ancêtres ont rendu de si grands services à la Religion.

» Appuyé donc de l'autorité de celui qui nous a élevé sur le trône souverain de la justice, quoique nos forces ne répondent pas à un si grand fardeau, et en vertu de la plénitude de la puissance catholique, nous déclarons la nommée Elisabeth hérétique, fautrice des hérétiques, et nous disons qu'elle et ses adhérents ont encouru la sentence d'excommunication et sont retranchés du corps de Jésus-Christ ; qu'elle est même déchue de son prétendu droit à la couronne d'Angleterre, dont nous la privons, aussi bien que de tous autres droits, domaines, privilèges et dignités. Nous absolvons les seigneurs et les communes du royaume, ses sujets et tous autres, du serment de fidélité qu'ils peuvent lui avoir prêté, leur défendant d'obéir à ses ordonnances, mandements et édits, sous peine du même anathème dont nous l'avons frappée ; et parce qu'il serait difficile de porter cette bulle partout où elle fera besoin, nous voulons qu'on ajoute la même créance aux copies signées par un notaire ou par un évêque qu'à l'original. »

N'ayant pas pour conséquence immédiate une guerre de la Catholicité avec Elisabeth, guerre que la position de l'Europe rendait impossible, cette Bulle devenait pour l'Angleterre un nouveau brandon de discorde. Elle plaçait les Catholiques dans l'alternative ou de se révolter contre la Reine ou d'encourir l'excommunication lancée contre ceux qui obéiraient à ses ordres. Un jeune gentilhomme nommé Jean

Edit en
réponse
à cette
bulle.

Felton fut assez audacieux pour l'afficher à Londres : il mourut dans les supplices réservés aux coupables de lèse-majesté. Il importait d'étouffer ces accusations dans son empire ; Elisabeth publia un édit par lequel elle défendit sous peine de la vie « de la traiter d'hérétique , de schismatique , d'infidèle , d'usurpatrice ; en un mot, de lui donner aucune des qualifications que Pie V lui prodiguait dans sa Bulle ; que personne, sous les mêmes peines, n'eût la hardiesse de nommer qui que ce fût pour héritier de sa couronne, ou de dire qu'après la mort de la Reine, le sceptre appartiendrait à celui-là, à moins que ce ne fussent les propres enfants de la reine ; que personne n'eût à faire venir dans le royaume, à y porter, garder ou distribuer des *Agnus Dei*, des chapelets, scapulaires et autres bagatelles inventées pour amuser le peuple, le tout sous peine de prison arbitraire ; que personne n'eût la témérité de demander à Rome l'absolution pour le crime d'hérésie, sous peine d'être traité comme criminel de lèse-majesté ; que personne n'osât, sous les mêmes peines, se charger directement ou indirectement de tout ce qui s'appelle Bulles, Brefs apostoliques ou autres rescrits faits au nom du Pape ou de ses ministres. Elle défendait pareillement d'entretenir aucune liaison ou correspondance avec la Cour de Rome ni avec aucun officier ou ministre du Pape, et autres qui seraient à son service, à l'égard des choses qui seraient préjudiciables à la couronne ou aux intérêts de Sa Majesté ; que personne enfin, sous peine de confiscation de biens, n'allât s'établir dans les pays étrangers, et principalement dans les Etats du Pape. »

Marie Stuart et Elisabeth.

La sévérité de ce décret répondait à la violence de la Bulle : la Bulle resta comme non avenue ; il n'en fut pas ainsi de l'édit. La Cour de Rome fournissait à Elisabeth un prétexte spécieux pour être intolérante ; Elisabeth le saisit. Les prisons s'élargirent, les échafauds se dressèrent ; mais ces vengeances ne tranquillisaient point son esprit. Il y avait en Ecosse une princesse que la France, l'Espagne et l'Allemagne semblaient disposées à mettre en avant contre elle ; cette princesse, c'était Marie Stuart, toujours catholique, toujours malheureuse par ses passions, mais excitant toujours l'enthousiasme par ses talents et par sa beauté. Camden, l'historiographe officiel d'Elisabeth, a dit : « Marie était une femme d'une extrême fermeté en religion, d'un courage élevé et invincible, belle au possible, judicieusement prudente. » Entre ces deux femmes il existait des rivalités de toute nature : Marie, veuve à la fleur de l'âge, avait espéré qu'en donnant sa main à Henri Stuart Darnley, fils du comte de Lennox, elle apaiserait les troubles que les dissensions reli-

gieuses provoquaient. Cette union ne fut pas heureuse, et Henri Stuart, après avoir égorgé David Rizzio sous les yeux mêmes de la reine d'Ecosse, périt à son tour. Au rapport des historiens¹, ce jeune homme fut étranglé par le comte de Bothwel, que Marie osa épouser trois mois après. Deux Jésuites, le Père Edmond Hay, recteur du collège de Paris, et Thomas Darbishire, étaient chargés par le Pape d'accompagner en Ecosse Vincent Laureo, Nonce apostolique. Comme les Pères Gaudan et Everard Mercurian, qui les y avaient précédés, ils devaient examiner la situation des affaires et étudier les moyens les plus propres à préserver la Religion Catholique des attaques de toutes les sectes. Le Nonce, obligé par la situation des choses de séjourner à Paris, avait fait partir les deux Jésuites pour sonder le terrain. Le terrain n'était pas tenable ; car, au milieu des fautes qui dévouaient sa vie privée à la haine des Puritains et des familles protestantes d'Ecosse, Marie ne savait même pas être reine. Forte du prestige que sa beauté exerçait autour d'elle, on la voyait se livrer à tous les caprices de son imagination, qu'elle acceptait comme des réalités. Cette femme, plus infortunée que coupable, en cherchant à flatter les partis, se les aliénait tous, parce qu'il s'agissait beaucoup moins d'une question de personnes que d'une question de principes. Le Père Hay, arrivé à Edimbourg au commencement de l'année 1567, vit le mal, et, après deux mois de séjour en Ecosse, il abandonna ce pays.

Elisabeth n'avait pas comme lui le secret de la position. Elle n'ignorait pas que le Père Hay avait eu à Londres des entrevues avec les chefs catholiques, avec l'Évêque même de cette métropole. Elle savait que les Jésuites étaient les sentinelles avancées du Saint-Siège. Quand le Saint-Siège formula contre elle un acte d'excommunication, elle crut ne pouvoir mieux faire que d'interdire à tous les membres de la Compagnie de Jésus l'entrée de ses états sous peine de crime de lèse-majesté. L'Angleterre protestante menaçait les Jésuites de ses chevallets et de ses tortures, c'était leur donner l'avant-goût du martyre. Ils ne tardèrent pas à affronter l'inquisition d'Elisabeth.

La plupart des Catholiques anglais se dérobaient par la fuite à la colère de la Reine. Ils portaient dans les autres royaumes leur courage, leur amour de la gloire, leurs pensées élevées, la générosité de leurs sentiments, et cette fleur de beauté qui faisait dire à Saint-Grégoire-le-Grand, la première fois qu'il vit à Rome quelques-uns de ces enfants de la vieille Albion : « Ce sont bien des Anglais ; mais ils

(1) De Thou, liv. 40. Larrei, *Histoire d'Angleterre*, t. III, page 121. Buchanan, *Historia rerum scotiarum*, lib. XVII. Rapin de Thoiras, *Histoire d'Angleterre*, liv. XVII. Mémoires de Melvil.

(1) Camden, *Annales regni Elisabethæ*, anno 1557.

Les J. suivaient en 80.

Elisabeth les intéressait de s'Elisabeth.

Les Anglo-catholiques qui émigraient.

Leurs rivalités.

sont comme des anges, parce qu'ils en ont le visage, et que c'est ainsi que dans les cieux on est le concitoyen des anges ¹. » A la vue de tant de misères d'exil si noblement supportées, le docteur, depuis Cardinal William Allen, conçoit le projet de fonder à Douai un Collège où seront élevés, aux frais de la Catholicité, les jeunes gens que la persécution a chassés de leur patrie. Le Collège de Douai prospéra. Chaque année il faisait passer en Angleterre ses élèves les plus intelligents et les plus courageux, qui grossissaient le nombre des adversaires d'Elisabeth. La Reine et Cecil étaient impuissants contre cette Maison ; ils lâchèrent sur elle les Protestants de Flandre. Le Collège de Douai fut mis à sac. Malgré les prières d'Elisabeth auprès du roi de France Henri III, il fut transféré à Reims, où le Cardinal de Lorraine, Archevêque de la basilique de saint Remi, offrit aux Anglais une magnifique hospitalité. Le Pape Grégoire XIII ne restait pas en arrière du mouvement imprimé. Un Collège anglais était fondé à Rome sous ses auspices. Les Jésuites dirigeaient ces Maisons, et, le 26 octobre 1578, William Allen écrivait au Général de la Compagnie :

« Les calamités de notre long exil nous ont constitués débiteurs envers tous en Jésus-Christ ; néanmoins, les bienfaits que votre sainte Société a rendus à notre nation ont toujours été plus précieux et, à vrai dire, plus salutaires que tous les autres services. Je conserve un doux souvenir du grand nombre de nos compatriotes échappés à la ruine éternelle ou reçus dans votre Ordre. Combien, à Louvain, à Douai et à Rome, se sont sauvés principalement par vos conseils, votre charité et votre consolante autorité ! De sorte qu'après Dieu, le Saint Père Grégoire et ses premiers ministres, c'est à vous, on peut le dire, que notre patrie (si l'Angleterre doit jamais redevenir notre patrie) sera éminemment redevable de ce reste de semence dans le champ du Seigneur. Mais, de tant de services rendus par vous, le plus grand, et celui qui embrasse tous les autres, c'est d'avoir récemment donné pour maîtres à nos jeunes gens les hommes de votre Compagnie les plus propres à cette tâche.

« Pour moi, autant que cela m'a été possible et convenable, prêtre séculier comme je le suis, j'ai toujours cherché à faire en sorte que nos jeunes gens, pour les études, la discipline et les mœurs, fussent dirigés exclusivement comme la Compagnie dirige ses élèves. Votre méthode est ce qu'il y a aujourd'hui de plus expédient pour les sciences, de plus sincère pour la piété et de plus apte à exciter le zèle pour la conquête des âmes, objet de notre plus ardente sollicitude. Nos Bretons eux-mêmes, par je ne

sais quelle inclination (si je ne me trompe toutefois, c'est de Dieu qu'elle leur vient) se sont partout montrés empressés à fréquenter vos écoles, et se sont mis à imiter vos mœurs. »

Le Collège anglais était à peine fondé à Rome que des divisions éclatèrent parmi les proscrits que Grégoire XIII y réunissait. Ils avaient tous les mêmes souffrances, tous le même espoir ; mais les tribulations éprouvées, la perspective de l'exil ou du martyre ne purent jamais les engager à oublier leurs préventions nationales. Le Collège était dirigé par un prêtre de la principauté de Galles. Lorsque les Anglo-Saxons s'établirent, par la conquête, dans l'ancienne Bretagne, les habitants de ce pays émigrèrent vers la province de Galles ; ils nourrirent contre leurs vainqueurs une de ces antipathies d'origine que les siècles eux-mêmes semblent vivifier. Le recteur était gallois ; les Anglais regardèrent au-dessous de leur dignité d'obéir à un homme dont les pères avaient dépouillé les ancêtres. La susceptibilité britannique fut poussée si loin qu'ils désertèrent la maison au nombre de trente-trois, et que, pour subsister, ils se mirent à mendier par la ville. Le Pape voulut voir ces jeunes gens ; il leur enjoignit de déclarer à qui ils croyaient que la direction de l'établissement dût être remise. Ils proclamèrent à l'unanimité que la Compagnie de Jésus était seule capable de les gouverner.

Le Jésuite Robert Parsons était pénitencier à la basilique de Saint-Pierre ; il proposa d'appeler le docteur Allen et d'obliger les élèves, par un serment solennel, à se consacrer à l'état ecclésiastique et à se dévouer au service de la loi, même dans la Grande-Bretagne. Le 23 avril 1579, fête de saint George, patron de l'Angleterre, le Collège se rouvrit. Les cinquante jeunes gens que le Pape y entretenait aux frais de l'Eglise, et dont dix étaient engagés dans les Saints Ordres, prêtèrent le serment en présence de Speziano, protecteur de la nation anglaise, du Provincial de Rome, et du Père Bellarmin. L'Angleterre avait donc, à Reims et au centre de la Catholicité, deux forteresses battant en brèche ses hérésies et conservant dans son sein le germe de la Foi. Les autres Collèges, dit Pollini ¹, étaient des séminaires d'orateurs, de philosophes, de jurisconsultes, de théologiens, de médecins ; quant à ceux-là, ils sont et doivent être ainsi nommés en toute vérité des séminaires de martyrs. »

Et le cardinal Baronius, dans sa belle latinité, s'écriait en parlant de saint Thomas de Cantorbéry ² : « Notre siècle, en cela plus fortuné, a mérité de voir un grand nombre de Thomas ³, de saints prêtres et de lords cou-

Séminaire anglais à Rome. Divisions qui y éclatèrent.

Témoignage du Cardinal Baronius.

(1) « Bene Angli quasi angeli ; quia et angelicos vultus habent et tales in celis angelorum decet esse concives. » (Joannes Diaconus, in Vita sancti Gregorii, lib. 1, cap. xxxi).

(1) Fra Girolamo Pollini, lib. 17, cap. xxii.

(2) Martyrologe du cardinal Baronius, 29 décembre.

(3) Il y eut pour le moins trente-deux Thomas martyrisés sous Henri VIII et Elisabeth. (Note du Cardinal Baronius).

ronnés, si je puis parler ainsi, d'un plus beau martyre et honorés d'un double titre de gloire, puisqu'ils ont succombé par une héroïque mort, non-seulement pour défendre la liberté de l'Eglise comme saint Thomas de Cantorbéry, mais encore pour soutenir, pour rétablir et pour accroître la Foi catholique. Il a vu entre autres ceux que, dans son saint bercail, la sainte Compagnie de Jésus a engraisés pour le martyre comme d'innocents agneaux, victimes agréables à Dieu; ceux que les Collèges de Rome et de Reims, ces asiles sacrés, ces tours élevées contre l'aigle, ces puissants boulevards de l'Evangile, ont envoyés au triomphe et conduits jusqu'à leur couronne. Courage! courage! jeunes Anglais, qui avez donné votre nom à une si illustre milice et qui avez fait vœu de verser votre sang. Certes, vous m'enflamez d'une sainte émulation, lorsque je vous vois choisis pour le martyre, destinés à en revêtir la pourpre resplendissante, et je me sens heureux de dire : Que mon âme meure de la mort des justes, et que mes derniers moments soient semblables aux leurs ! »

Les deux Collèges de Rome et de Reims, dont la Compagnie de Jésus avait la direction, ont bien mérité de l'Eglise l'éloge que fait d'eux le célèbre Baronius. Chaque jour des nouvelles plus alarmantes les unes que les autres leur étaient annoncées. Ici, les prêtres mouraient sur le chevalot; là, on leur enfonçait des aiguilles sous les ongles; plus loin, on en soumettait d'autres à l'action de l'huile bouillante. Mais ces tourments, dont les Jésuites ne déguisaient point la violence, ne faisaient qu'enflammer l'ardeur des Anglais. Au fond de leur principe catholique il y avait une pensée de patriotisme; ils savaient que la Foi se grave dans les cœurs par le martyre : ils s'y dévouaient pour la conserver à la terre de leurs affections. Le sang n'a pas coulé en vain.

A Rome et à Reims, on voyait même de jeunes Anglais qui, athlètes éprouvés avant l'âge, venaient dans ces Collèges pour enseigner à mourir. Ils initiaient leurs condisciples aux tortures subies, ils parlaient de ces claires ignobles sur lesquelles les Hérétiques avaient traîné leurs membres; ils montraient leurs oreilles, leurs fronts marqués d'un fer rouge; ils racontaient les horreurs de la prison, et à ces détails des cris de joie s'élançaient de toutes les poitrines. Il y avait d'affreux périls à braver, tous s'empresaient de solliciter comme une faveur leur départ pour Londres.

Cette ardeur de prosélytisme, entretenue par les leçons des Jésuites et par les persécutions de ses ministres, devait inquiéter la reine Elisabeth. Il n'existait qu'un complot tacite en faveur de la Foi catholique, un complot dans lequel on s'engageait à donner sa vie pour sauver l'âme de ses frères; on persuada à la fille de Henri VIII

qu'il pouvait bien s'y trouver autre chose. Son caractère était soupçonneux. On lui fit entendre que ses jours étaient menacés, et ce furent les Protestants, qui, au dire de l'historien de Thou, inspirèrent à Elisabeth de semblables terreurs relativement aux Jésuites. De Thou s'exprime ainsi, malgré sa partialité 1 :

« Sur les nouvelles qu'on recevait de toutes parts des troubles qui s'élevaient et des conspirations que les prêtres tramaient par un faux zèle pour la Religion, on commença à rechercher en Angleterre les personnes suspectes avec d'autant plus de rigueur que les Protestants des Pays-Bas prenaient plus de soin d'exagérer les choses pour diminuer ce que la renonciation qu'ils venaient de faire à l'obéissance envers Philippe II pouvait avoir d'odieux. La reine, craignant d'être assassinée, avait envoyé au séminaire de Reims quelques jeunes gens de confiance pour l'informer de ce qui s'y passait. C'était le cardinal de Lorraine qui avait fondé cette Maison, et le cardinal de Guise l'avait considérablement augmentée pour faire plaisir à la reine d'Ecosse, dont ces princes étaient parents. Ces espions, dont les uns se disent chassés d'Angleterre, et les autres qu'ils s'en étaient bannis eux-mêmes, ayant été admis dans les séminaires, tâchaient de découvrir tout ce qu'on y savait de plus secret; ils avaient soin d'en informer la Reine et de lui marquer le nom des chefs de la conjuration et de leurs complices. Elle en avait envoyé d'autres à Rome, où l'on méditait contre elle des projets dans lesquels il entrait de plus grands ressorts. »

Ainsi, au témoignage du président de Thou, Les des espions, que l'hypocrisie faisait catholiques, s'introduisaient dans les maisons de la Société de Jésus. Ils avaient ordre de percer les mystérieuses trames qui s'y préparaient contre Elisabeth, et ils dénonçaient les principaux conjurés que l'hospitalité, accordée à titre gratuit, leur permettait de connaître. Ils étaient payés pour dépiéter des conspirateurs, pour éventer des complots; et, comme les affidés des polices occultes, lorsqu'un complot ne se présentait pas à eux tout fait, ils l'organisaient sur le papier. Ils adressaient aux agents d'Elisabeth le résultat de leurs prétendues investigations. Ils savaient tout naturellement les moyens employés pour débarquer sur la côte d'Angleterre; ils les révélaient, et le Prêtre, accouru au nom de la charité apostolique, tombait entre les mains de soldats apostés; il y tombait convaincu par avance d'attenter à la vie d'Elisabeth. La source de toutes les conspirations imaginaires dont ce long règne fut témoin se manifeste dans le passage emprunté à de Thou.

On conspirait contre la reine d'Angleterre dans les Maisons des Jésuites de Rome et de

(1) *Histoire universelle* de M. de Thou, t. VIII, p. 541 de la traduction, année 1580.

Reims; mais c'était sa police, protestante dans le cœur, et catholique pour tromper la Reine et perdre la Compagnie, qui ourdissait ces plans. Quelle que soit la répulsion que ces manœuvres souterraines fassent naître dans les cœurs, il ne faut cependant pas se laisser dominer par elle lorsqu'on écrit l'histoire. En flétrissant ce qu'il y a de vil dans cet espionnage qui viole le foyer domestique et qui s'initie en vie privée pour transformer chacun de ses actes en autant de machinations, il reste à voir si, dans toutes les révélations faites à Elisabeth, il s'en rencontre quelques-unes basées sur des documents qui méritent créance.

Nous avons lu les pièces relatives aux condamnations juridiques qui punirent de mort les Catholiques, les Prêtres anglais et les Jésuites. Aucun de ces documents ne pourrait soutenir l'examen le plus superficiel; tous sont entachés de fraudes; tous sont l'œuvre des espions.

Elisabeth avait porté peine capitale contre chaque Jésuite qui pénétrerait dans son royaume: elle les y appelait donc. Allen sollicitait depuis longtemps le Général de la Société de fonder une mission en Angleterre. Les motifs que ce savant docteur faisait valoir étaient plausibles; le Général, quoique désireux d'ouvrir à ses frères un nouveau champ à arroser de leurs sueurs et de leur sang, apportait néanmoins une extrême réserve dans l'accomplissement de ce vœu. Les Catholiques anglais invoquaient les Jésuites comme des sauveurs; mais les Sectaires du royaume et les ministres d'Elisabeth devaient en ce cas sévir avec encore plus de violence. Cette raison forçait Mercurian à hésiter. Ils n'ignoraient pas d'un autre côté que les Pères de l'Institut, une fois entrés en Angleterre, jouiraient auprès des Papistes d'une influence qui préjudicierait à celle des autres clercs, et que ce serait préparer peut-être de sourdes rivalités dont les Hérétiques ne manqueraient pas de tirer parti contre la Compagnie. Mercurian voyait juste; mais, après avoir pesé les avantages qui résulteraient pour la Foi et les inconvénients auxquels la Société allait s'exposer, il ne crut pas devoir plus longtemps résister aux instances des Fidèles dont Allen était l'organe. Le Saint-Siège lui-même ordonna, et la mission d'Angleterre fut créée en 1579.

Allen, dans son *Apologie*¹, raconte avec quel enthousiasme cette nouvelle fut accueillie par les Jésuites. « Du moment, dit-il, où il fut connu parmi les Pères de la Société que quelques-uns d'entre eux seraient envoyés en Angleterre (on aura de la peine à le croire, et pourtant que Dieu me soit témoin de la vérité de ce que j'écris), des Jésuites d'un grand savoir, anglais et autres, se jetèrent aux pieds de leurs

supérieurs. ils demandèrent les larmes aux yeux la permission d'aller se mesurer avec les Protestants dans leurs Universités, ou la grâce de mourir en confessant la Foi du Christ. »

Claude Aquaviva et les membres les plus distingués de l'Ordre briguaient comme une faveur le droit d'affronter les supplices d'Elisabeth; mais Everard Mercurian pensa que, pour une semblable lutte, les Anglais devaient être préférés à tous autres. Les Pères Edmond Campian et Robert Parsons furent choisis pour chefs de cette mission. Campian, né à Londres le 25 janvier 1540 d'une famille catholique, possédait au suprême degré tous les dons qui constituent l'homme éminent. Esprit droit avec une imagination brillante, cœur chaud, intelligence rapide, il était encore doué d'une éloquence entraînante. Etudiant et professeur à l'Université d'Oxford, il s'y acquit un tel renom que ses disciples et ses élèves s'honoraient d'être appelés *Campianistes*. Mais, au milieu des diverses Sectes qui se disputaient l'Angleterre, Edmond ne prit parti ni pour le Catholicisme ni pour les Protestants. Cheney, évêque anglican de Gloucester, se l'attacha par les liens de l'amitié, et Campian consentit à recevoir le diaconat des mains du Prélat. A peine revêtu de cette dignité, Edmond comprend qu'il n'est plus qu'un apostat; et cet homme, jusqu'alors indifférent à toute religion, se relève catholique. Il se réfugie en Irlande, il se condamne aux austérités et au travail; il compose l'histoire de ce pays dévoué à toutes les sublimes misères qu'enfante la constance dans la Foi; puis, en 1569, quand l'Irlande devenait encore suspecte à Elisabeth, Campian, secrètement averti par le vice-roi Henri Sidney, s'échappe de Dublin. Il erre dans le royaume, il erre sur l'Océan, il erre partout, poursuivi par les sbires d'Elisabeth, et enfin il arrive à Douai. En 1573, à Rome, il est admis à faire son noviciat dans la Compagnie de Jésus, puis on le dirige sur Vienne et sur Prague. Ce fut dans cette dernière cité que sa nomination vint le surprendre. Il avait à demander la bénédiction du Souverain Pontife et celle de son Général: il prit à pied la route de la ville éternelle et se joignit à Robert Parsons.

Parsons né en 1546 d'une famille obscure, avait su profiter des facilités qu'offre l'Angleterre pour acquérir la science des lettres. Gradué dans l'Université d'Oxford, sous la présidence de Campian, il avait lui-même enseigné la rhétorique; mais afin de prendre ses degrés à cette académie il s'était vu, quoique catholique dans le fond, obligé de prêter un serment par lequel il reconnaissait la juridiction spirituelle de la Reine. Ce serment fut le remords de toute sa vie. Il laissa plus d'une fois percer ses tendances religieuses; cette manifestation le força à se retirer d'Oxford. En 1575, il entra

Les pères
Edmond
Campian
et Robert
Parsons.

(1) *Apologie pour les prêtres de la Compagnie de Jésus et le séminaire anglais*, chap. vi.

dans la Compagnie de Jésus, et cinq ans après, le 18 avril 1580, il partait avec Campian. Robert Parsons était plus jeune qu'Edmond ; il n'avait pas, comme lui, toutes les séductions de l'esprit et du cœur, cette puissance oratoire que l'empereur Rodolphe II admirait à Vienne, et que l'archevêque de Prague a si souvent exaltée dans ses lettres. Le Père Parsons, sans être aussi brillant qu'Edmond Campian, était un homme d'une profonde instruction, d'une rare dextérité dans le maniement des affaires, ainsi que dans la connaissance du cœur humain. Le Général l'avait désigné pour supérieur de la Mission ; mais, afin de ne pas donner prise aux colères de l'Anglicanisme, Grégoire XIII, à la sollicitation des Jésuites, fit une déclaration explicative de la bulle de son prédécesseur Pie V. Le Pape manda aux Catholiques d'Angleterre de reconnaître Elisabeth pour leur souveraine, et de lui obéir « en tant que l'obéissance est due à un prince temporel. » La limite entre le double devoir de chrétien et de sujet était nettement tracée. Everard Mercurian joignit ses avis aux conseils du Pape, et il recommanda « non-seulement de ne jamais s'immiscer dans quelque chose ayant trait à la politique, mais encore de ne pas écouter les personnes qui voudraient en discourir avec eux. »

Missions
d'Angle-
terre.

La mission se composait de Parsons, de Campian, d'Emerson, coadjuteur temporel, de Rodolphe Sherwin, de Luc Kirby et d'Edouard Risthon, du Collège anglais, qu'accompagnaient quatre autres Prêtres et deux jeunes gens encore laïques de la même nation. Ces douze hommes firent à pied tout le trajet. A Milan, le cardinal Charles Borromée les accueillit avec respect : à Genève, ils allèrent à la faveur d'un déguisement, proposer à Théodore de Bèze des arguments auxquels sa puissante dialectique ne put répondre ; à Reims, ils se reposèrent des fatigues passées dans le sein de leurs frères ; et, à l'approche de l'Océan, ils se divisèrent en petits groupes pour ne pas éveiller les soupçons. Les uns devaient s'embarquer à Calais, les autres dans les ports voisins. Ils avaient surmonté les difficultés de la route ; mais le danger n'était pas là, il les attendait au rivage.

Parsons et Campian étaient depuis longtemps signalés à la vigilance des ministres d'Elisabeth. Sur toute la côte leur nom et leurs portraits avaient été affichés. Le gouvernement anglais avait plus que des défiances ; la certitude lui était acquise. Par un de ses espions nommé Sled, en correspondance avec Walsingham, ambassadeur à Paris, il avait appris le départ des Jésuites, il connaissait le but de leur voyage, il savait même la conspiration contre la vie d'Elisabeth, dont Parsons et Campian étaient, à leur insu, les fauteurs et les principaux agents. Le 49 Juin 1580, les Jésuites prennent un parti décisif. En mettant le pied sur le sol

britannique, ils peuvent ne faire qu'un pas du rivage à la Tour de Londres, et de la Tour à l'échafaud ; mais en de pareils périls, ils croient qu'ils ne faut pas tromper les espérances des Catholiques. Parsons assume sur sa tête la responsabilité ; il se détermine à ouvrir la voie. Sous un costume d'officier de marine, il aborde à Douvres, il se présente au gouverneur. Comme habitué aux formes administratives, il prie cet officier de donner des ordres pour qu'on expédie le plus promptement possible un marchand du nom de Patrice qui débarquera sous peu de jours, et dont il aura besoin à Londres pour des affaires concernant l'état. Le marchand désigné n'était autre que le Père Edmond. L'assurance et le sang-froid de Parsons furent tels que le gouverneur promit de suivre sa recommandation : le Jésuite passe sans obstacle, et aussitôt il écrit à Campian de prendre la mer.

Parsons est à Londres ; il visite les Catholiques, il leur fait espérer des jours meilleurs ; mais comme il se trouve partout des gens qui confient à la discrétion d'autrui le secret qu'ils ne savent garder eux-mêmes, le bruit de son arrivée se répand ; il parvient aux oreilles des conseillers de la couronne. Les ordres les plus sévères sont intimés sur la côte. Campian et Emerson avaient mis à la voile le 24 juin ; d'un moment à l'autre ils pouvaient être arrêtés. Parsons, avec sa rapidité de conception, arrange un plan pour les sauver. A peine sur le quai, Campian est salué comme un ami par de jeunes gentilshommes de Londres ; ils l'appellent Edmond, ils le félicitent sur son retour en face même des officiers d'Elisabeth. Campian n'a pas de peine à saisir que Parsons a organisé cette réception : il s'y prête, et, entouré de ses nouveaux amis, il arrive chez Gilbert, l'un d'eux, qui offrait à Parsons une hospitalité alors bien dangereuse.

Avant les Pères Parsons et Campian, il y avait déjà un Jésuite en Angleterre : c'était Thomas Pond, prisonnier à la Tour de Londres. Pond, né le 29 mai 1539, possédait une grande fortune ; il était beau et noble. La Reine l'avait remarqué parmi ses courtisans, lorsqu'un faux pas au milieu d'un bal le perdit à tout jamais dans l'esprit de cette princesse. Le courtisan était tombé devant elle ; sous un mot amer sorti de sa bouche, Pond se releva chrétien. Henri, comte de Southampton, était son parent ; il prend auprès de lui la défense des Catholiques qui encombrant les prisons ; il leur prodigue sa fortune et ses consolations jusqu'au jour où, suspect et coupable lui-même, il est écroué à la Tour. Pond était dans les fers, mais son esprit vivifiant cherchait du fond de son cachot à inspirer aux fidèles la force de résister à la persécution. Pour sanctifier sa captivité, il fait demander par Thomas Stevens au Père Everard

Mercurian de l'admettre dans la Société de Jésus. Il a aimé la Compagnie sans la connaître autrement que de réputation ; il la supplie par écrit de le recevoir dans son sein, lors même qu'il n'est pas connu personnellement d'elle. Après trois ans de sollicitations, Pond, toujours prisonnier, vit réaliser le plus cher de ses vœux : le 4^{er} décembre 1578, le Général lui annonce qu'il est Jésuite, puis Mercurian ajoute de sa main ces paroles significatives : « Préparez-vous à souffrir, et, s'il le faut, à mourir sur la croix. »

Pour sceller son union plus intime avec la Société de Jésus, Pond est appelé devant les Hauts Commissaires, afin de subir un nouvel interrogatoire. La profession qu'il a faite secrètement lui donne une nouvelle énergie ; il parle de sa Foi avec tant de chaleur que, pour humilier le gentilhomme dans son orgueil, on le traîne enchaîné à travers les rues de Londres. Il salue du regard la populace qui le couvre d'injures, et il est écroué à la prison de Newgate, où l'attendait la torture que les inquisiteurs protestants ont surnommée *l'aumône de la veuve*. Elisabeth avait dit que par les tourments ou par les promesses il fallait vaincre cette obstination pouvant devenir un stimulant pour les autres. La torture avait échoué contre la patience du Jésuite; une bienveillance hypocrite ne réussit pas mieux. Pond fut réintégré dans les cachots ; on le fit souvent changer de prison, car partout il portait avec lui cet esprit de vie qui se communiquait par l'action ou par la parole aux autres détenus. Il y passa trente ans, ne demandant rien aux hommes qu'une prière, et répandant autour de lui toutes les espérances que son cœur, éprouvé par tant de tribulations, puisait dans le ciel. Pond était digne du martyre, il le subissait en détail. Ce fut à lui que Parsons crut devoir sa première visite.

À peine à Londres, Campian, pressé par les jeunes gentilshommes qui l'entourent, leur fait entendre la parole de Dieu. Dans son style, auquel le mystère et le péril prêtent encore plus d'éclat, il les entretient de la perpétuité promise à la Chaire de saint Pierre, des grandeurs de la Croix, et de la félicité qui attend le Chrétien mourant pour le Christ. Edmond était convaincu ; il persuadait. Ses auditeurs veulent faire partager leur bonheur ; le cénacle devient plus nombreux. Le Jésuite, livré aux entraînements de cette jeunesse dont la circonspection n'égale pas l'ardeur, ne savait ni calmer ses transports ni modérer ceux des autres. Ils allaient tous tomber dans les pièges tendus sous leurs pas, lorsque Parsons, le génie du bon conseil, arrive d'une course vers l'intérieur des terres, course entreprise pour ramener à la Catholicité plusieurs familles nobles hésitant entre leur Foi et leur ambition. Campian était surveillé, compromis ; Parsons le supplie, il lui ordonne de s'éloigner

et de changer tous les jours de nom, de costume et d'habitation, afin de faire perdre sa trace.

Avant de se séparer, ils jugèrent qu'il serait opportun de donner aux prêtres séculiers de la capitale des explications sur le but de leur mission. A la nouvelle que les Jésuites ont touché le sol anglais, les diverses sectes qui partageaient le Protestantisme s'étaient émues. Le Pape et les Rois catholiques avaient ourdi des trames hostiles à Elisabeth, et c'était la Compagnie de Jésus qui devait leur préparer les voies en fomentant des soulèvements parmi la noblesse. Le nom de Jésuite, déjà abhorré par les Héritiques, servait de passe-port à ces rêves que la police occulte d'Elisabeth enfantait dans les collèges de Rome et de Reims, et qu'elle jetait en pâture à la haineuse crédulité de leurs ennemis. Les Jésuites n'étaient point à Londres dans un intérêt purement religieux : ils ne s'y tenaient cachés que pour réchauffer les turbulences des gentilshommes et les engager dans quelque complot dont les Catholiques prudents porteraient la peine.

Il y avait dans ce parti, ainsi qu'au sein de tous les partis vaincus, des jalousies, des déceptions, et cette lassitude morale qui s'accommode de la honte, si la honte peut lui garantir quelques jours de repos. Sous Henri VIII et Edouard VI, tous avaient combattu, tous étaient morts pour leur Foi ; mais le dévouement d'une génération ne trouve guère d'imitateurs dans la génération suivante. Avec les débris que laissent autour d'eux l'héroïsme et la fidélité, les survivants essaient de reconstruire à leur amour de la paix un temple dont ils ont le malheur de vouloir être les pontifes et dont ils ne seront que les premières victimes. Le sang se tarit dans leurs veines comme l'intelligence dans leurs têtes, comme la bonne volonté dans leurs cœurs. Leur enfance a été bercée de si funestes récits, dans les jours de leur jeunesse ils ont foulé aux pieds tant de cadavres, que ce spectacle a produit chez eux un insatiable besoin de calme intérieur. Fidèles par respect humain ou par un souvenir confus de la probité paternelle, ils sont traîtres en face de l'Hérésie et de l'Usurpation, traîtres par inertie, traîtres par besoin de jouissances matérielles, traîtres par égoïsme. Ils ne demandent plus à combattre dans les tortures ou sur les champs de bataille. Le seul mouvement qu'ils s'accordent a pour but de comprimer l'élan de ceux qui ne consentent pas à s'endormir dans cette torpeur ; leur seule action tend à paralyser. Ils n'ont point fait pacte avec les vainqueurs de leur principe, mais ils les encouragent par leur silence, ils les maintiennent en se faisant l'écho des calomnies contre les hommes qui ne veulent pas accepter sans lutte le joug qui leur est offert.

Les Jésuites s'étaient promptement rendu compte de cette double situation, qui après de longs jours d'épreuve décompose les partis. Ils

Causes
morales
de cette
division.

savaient que l'Hérésie d'un côté, que de l'autre les amis d'Elisabeth se réunissaient sur un terrain devenu commun, et contre un adversaire qu'ils ne devaient plus ménager : cet adversaire, c'était le Saint-Siège. Les Pères se montraient ses plus ardents défenseurs ; il fallait ruiner leur Institut dans l'esprit des Catholiques tièdes, et faire naître au clergé séculier la pensée que les Jésuites n'accouraient en Angleterre que pour le dominer. Parsons et Campian sentirent le besoin de déjouer de pareils manœuvres ; ils rassemblèrent donc dans une maison solitaire sur les bords de la Tamise les prêtres séculiers qui dirigeaient le troupeau catholique. Parsons leur communiqua l'ordre écrit du Général qui défendait à chaque membre de l'Institut de se mêler sous un prétexte quelconque, des affaires d'Etat ou de ce qui en aurait la moindre apparence.

Cette déclaration, à laquelle les Jésuites promettaient d'obéir sous la foi du serment, était bien faite pour calmer les plus ombrageuses susceptibilités. Des hommes d'honneur la renouvelaient en présence d'un clergé que la proscription menaçait : elle fut accueillie partout avec confiance. Alors Parsons, au nom de la Cour Romaine, essaya de vaincre les scrupules de quelques vieux prêtres, qui tenaient beaucoup à des jêdnes particuliers à l'Angleterre, et qui faisaient consister l'action religieuse dans l'observance de ces pratiques. Les moins âgés, ceux surtout qui avaient été élevés hors du Royaume, désiraient qu'on supprimât les jêdnes non approuvés par l'Eglise. Parsons fit adopter un moyen terme : il fut décidé qu'on laisserait aux fidèles toute latitude sur ce point, et que les ecclésiastiques se conformeraient à l'usage des Chrétiens auxquels ils consacraient leurs soins.

Dans la même réunion il s'agita une question de vie ou de mort pour les Catholiques. Jusqu'à l'année 1562, ils avaient pu regarder comme licite la fréquentation des temples protestants ; Henri VIII et Elisabeth les contraignaient à assister au préche. Pour éviter de plus grand malheurs, l'Eglise fermait les yeux sur cette condescendance tacite ; mais le contact avec les Sectaires enfantait de nombreuses défections. Le doute se glissait dans les âmes, et l'Hérésie, abusant de sa force, proclamait infodé à ses doctrines tout Catholique que la peur ou la curiosité conduisait dans ses temples. Le péril était imminent ; les fidèles d'Angleterre proposèrent au Concile de Trente de résoudre la difficulté : en 1562, le Synode nomma une commission de dix docteurs. A l'unanimité ils déclarèrent que la fréquentation des temples luthériens ou calvinistes était contraire aux devoirs du Chrétien¹.

(1) Un Jurisconsulte anglais, le docteur Cook, a prétendu que les Catholiques avaient, jusqu'à la fameuse bulle de Pie V contre Elisabeth, assisté sans scrupule aux offices du culte

Près de vingt années s'étaient écoulées depuis cette décision, que les édits de la Reine anéantissaient, lorsque Parsons proposa de la remettre en vigueur. L'assemblée, malgré la situation désespérée des Catholiques, pensa avec le Jésuite qu'il était urgent d'arrêter ce mélange, et l'avis du Concile de Trente trouva force de loi. Il entraînait dans la politique d'Elisabeth et dans celle du parlement de montrer l'Angleterre comme ayant renoncé à la Communion Romaine pour embrasser le Calvinisme. Aller au préche, c'était faire acte extérieur en matière de culte et s'associer aux principes de l'Eglise anglicane. En protestant contre cette déduction tirée de leur concours, les Catholiques s'exposaient à des périls sans fin, mais ils répondaient victorieusement à Elisabeth. Cette réponse, Parsons estimait qu'elle était indispensable : elle fut donnée.

Le 43 juillet 1580, Elisabeth fulmina un de ces édits que la faiblesse d'un gouvernement peut excuser, mais que la véritable force n'autorise jamais. Il y était déclaré en termes sauvages :

« Quiconque a des fils, des pupilles, des parents hors du royaume, doit sous dix jours, en faire la déclaration à l'évêque ; les rappeler et les lui présenter dans le délai de quatre mois. » S'ils ne revenaient pas, défense était faite à qui que ce fût de leur envoyer de l'argent, sous peine d'encourir l'indignation de la reine et le châtimement qui serait jugé convenable. Ce châtimement était celui réservé aux crimes de lèse-majesté.

L'édit laissait, on le voit, une assez grande latitude dans son application ; mais il ne s'adressait néanmoins qu'à des régnicoles. Un autre, consacré aux Jésuites, était plus explicite ; il les dénonçait comme Missionnaires papistes poussés par la Cour de Rome afin d'exciter le peuple à se révolter. La délation ne s'en tenait pas là : quiconque donnerait asile à des Jésuites, à des séminaristes, à des prêtres faiseurs de messes, devait être considéré comme fauteur, comme complice des rebelles, et puni en conséquence. Il en était de même pour tout Anglais qui en aurait connaissance et qui ne se hâterait pas de les livrer aux magistrats.

En mettant le pied sur cette prétendue terre de liberté, les Jésuites rétablissaient, par ordre de Grégoire XIII, l'obéissance au souverain temporel, qu'un autre Pape, Pie V, avait indirectement, imprudemment peut-être, compromise. Parsons et Campian n'avaient point voulu partir de Rome sans obtenir du Saint-Siège la concession qui devait faciliter leur apostolat, et cela est si vrai que les Anglicans eux-mêmes l'ont

réformé, et que ce fut à partir de cette bulle seulement qu'ils refusèrent de faire acte de présence. La version du docteur Cook a été adoptée par la plupart des historiens. Un simple rapprochement de dates démontre cette accusation. Ce fut en 1563 que les Catholiques anglais consultèrent le concile de Trente et se soumirent à sa décision. La bulle de Pie V fut publiée à Rome le 25 février 1570, et trente-quatre jours après connue et affichée à Londres par Jean Felton.

consigné dans leurs annales ¹. Mais, pour Elisabeth et ses ministres, il ne s'agissait pas d'équité. La justice, dans les révolutions, n'est qu'un mot invoqué par tous les partis et que tous les partis dédaignent au jour de leur triomphe. La Reine savait que les Pères de la Société de Jésus étaient hostiles à sa suprématie ecclésiastique. Au lieu de les combattre sur ce terrain, elle les attaquait sur un autre. Pour masquer le vide des doctrines anglicanes, elle accusait les Jésuites d'ourdir des complots menaçant sa personne ou son autorité temporelle. C'était faire asseoir la calomnie sur le trône; Elisabeth et William Cecil n'y regardaient pas de si près pour perdre un ennemi.

Edmond Campian et Parsons étaient insaisissables. Le Père Donall, Jésuite irlandais, envoyé par Everard Mercurian au secours de ses concitoyens, fut immolé à la colère de cette princesse. Il débarquait en Irlande à la même époque, il est arrêté et jeté dans les prisons de Limerick, sa patrie. On le presse de renier sa foi; on lui fait entrevoir un avenir d'honneurs et de richesses s'il consent à reconnaître Elisabeth pour la souveraine arbitre des consciences et du culte. Donall refuse: on le dirige sur Cork, les mains liées derrière le dos, comme un malfaiteur public; on lui fait subir une espèce de jugement, et on le condamne à mort. Le dispositif de l'arrêt porte seulement que son opiniâtreté impie à confesser le Catholicisme, malgré les prohibitions de la Reine, est l'unique cause du verdict. Donall entend avec bonheur prononcer cette sentence. Le bourreau l'attache au gibet; mais le Jésuite n'a pas encore rendu le dernier soupir que la corde est coupée, qu'on lui ouvre le ventre, qu'on arrache son cœur, et que, dans un de ces mouvements d'épouvantable joie, tels qu'il s'en offre, au milieu des surexcitations politiques, on brûle ces sanglants trophées.

Le supplice du Père Donall était un avertissement pour les autres Jésuites: ils n'en profitèrent pas. Quinze jours après, comme pour défier le gouvernement anglais, Parsons mandait au Père Général de lui envoyer cinq autres prêtres de la Compagnie, parce que, disait-il, « nous avons tant à faire ici que souvent il ne nous reste de la nuit que deux heures au plus pour prendre un peu de repos. »

Cependant l'édit de la Reine inquiétait les Catholiques: ils décident que Parsons et Campian se mettront à l'abri des poursuites en se procurant, chacun de son côté, un asile plus sûr que ceux que la capitale peut leur offrir. Le conseil était sage, il fut agréé; mais, durant la nuit qui précéda leur séparation, on persuada aux deux Pères qu'il importait à leur honneur, à leur vie, de se justifier de l'imputation que

l'édit du 43 juillet fait peser sur leurs têtes. Ils rédigent une protestation dont le double est déposé entre les mains d'un gentilhomme, et s'arrachant aux embrassements de leurs amis, ils entrent dans cette vie de proscrit dont les périls sont de tous les instants.

A la même époque, Parsons écrivait ¹: « La persécution bouillonne, elle sévit dans tout le royaume. Nobles et roturiers, femmes et enfants sont entraînés en prisons; là ils ne peuvent ni entretenir leurs amis ni recevoir l'aumône. Pas un rayon de soleil ne pénètre dans leurs cachots; de mauvais pain, de l'eau à moitié pourrie, c'est la plupart du temps tout ce qu'on leur donne. Et les Prédicants, les soi-disant réformateurs disent encore, impriment, représentent à la Reine qu'on a trop de douceur, que ces ménagements envers les Papistes sont une cruauté envers le royaume, une faute qui ne devrait plus se tolérer. »

La persécution était venue; elle ne s'adressait plus à des Chrétiens isolés, à des prêtres abandonnés; elle frappait à chaque porte, elle enveloppait tous les rangs, tous les individus. Tant qu'elle n'avait sévi qu'avec réserve, la masse des Catholiques anglais avait hésité, chancelé peut-être. Il en coûtait d'affronter les fureurs à froid des Protestants et de jeter leurs familles au milieu de ces luttes, dans lesquelles le courage d'un enfant doit triompher de la force d'un homme. Cet état d'atonie aurait pu, à la longue, multiplier les apostasies, car les convictions les plus vives s'affaiblissent peu à peu sous la main du temps, lorsque des crises inespérées ne les contraignent point à se retremper dans le sang des martyrs. Le Chrétien est comme le soldat, sa valeur s'engourdit si on ne lui offre pas d'ennemis à combattre, de dangers à courir.

William Cecil avait trop de perspicacité pour ne point envisager ainsi les choses; il conseillait à la Reine de modérer ses emportements et de laisser faire le temps, qui use si vite les partis et les opinions ne trouvant plus d'aliment que dans leur croyance; mais Elisabeth voyait dans chaque Catholique un ennemi personnel. Un Catholique était pour elle un satellite du prêtre de Rome, et ce prêtre de Rome l'avait humiliée dans son orgueil de reine, dans les tristes mystères de sa naissance. Le désir de la vengeance l'emporta sur les habiletés d'une tolérance que sa sagacité regrettait de ne pouvoir mettre à exécution. Le Saint-Siège avait, à diverses reprises, maudit la fille et l'héritière de Henri VIII. Les Catholiques, de leur côté, témoins de la licence de ses mœurs et pénétrant avec toute l'Angleterre dans l'intimité de sa vie voluptueuse, n'osaient pas s'habituer aux bassesses de convention dont ses flatteurs l'entouraient. Ils ne saluaient point l'amante du

(1) Camden, *Annales regni Elisabethæ*, anno 1580. Hollingshead, anno 1584.

(1) Lettre de Parsons à Cherardi sur les persécutions d'Angleterre, Rome, 1582.

comte de Leicester du surnom de reine-vierge. Ils n'adoraient pas ses caprices; ils n'applaudissaient point à ses hypocrites amours. Leur silence désapprobateur était pour Elisabeth, saturée d'adulations, un remords permanent qui troublait la joie de ses banquettes, qui dépoétisait le charme de ses fêtes. Elisabeth, en sa double qualité de princesse régnante et de suprême arbitre de la religion anglicane, se croyait au-dessus des devoirs vulgaires. Elle avait imposé le culte de sa personne à ses courtisans : chacun devait s'estimer heureux de l'accepter. Cette dévotion du vice couronné, que de grandes qualités politiques légitimaient aux yeux de plusieurs, n'avait pas convenu aux Catholiques mis hors de la loi par les mesures tortionnaires du gouvernement anglais. Ils ne vénéraient pas la femme qui les tourmentait; elle découvrit dans ce sentiment une affectation de mépris entretenue par la présence des Jésuites; elle se révéla donc encore plus implacable.

L'édit de la Reine était un appel à la délation et à la tyrannie : la tyrannie vint seule. Les Catholiques, proscrits des cités, traqués dans les campagnes, se créèrent des retraites dans les bois ou au fond des marais; ils errèrent poursuivis comme des bêtes fauves par les agents d'Elisabeth, qui, à toute heure de la nuit ou du jour, assiégeaient les demeures pour se livrer aux investigations d'un zèle de subalternes. On faisait la guerre aux hommes; on n'épargnait pas non plus les médailles, les crucifix, les chapelets, les Agnus Dei, et tous les objets qui nourrissent la piété. Les pasteurs étaient, par leur courage, dignes de la persécution, les Jésuites avaient relevé leur moral; le troupeau ne craignit pas de déployer la même persévérance. Du 45 juillet au 31 août 1580, cinquante mille Catholiques furent décrétés de prise de corps, accusés, incarcérés, privés de leurs biens que l'on confisquait, et, sur les registres de l'érou, leur seul crime est de n'avoir pas assisté aux offices et aux prêches protestants. La liberté religieuse, tant sollicitée par les Hérétiques, était comprise et appliquée de la même manière à Londres qu'à Genève. Les Hérétiques se soulevaient dans les Pays-Bas à la seule pensée de l'inquisition espagnole, et, partout où la force leur donnait le droit, une inquisition plus formidable, car elle ne procédait que de leur caprice, s'établissait.

Comme à toutes les époques où il y eut, par la multiplicité des dangers, surexcitation de dévouement et de foi, Parsons et Campian, qui souffraient des souffrances des autres et de celles qui leur étaient personnelles, trouvaient dans cette interminable série de fatigues les consolations dont leur apostolat avait besoin. On recueillait avec avidité leur enseignement, on aimait le Calvaire sur lequel à chaque instant on se félicitait d'être monté. Le peuple, les

seigneurs du plus haut rang se pressaient la nuit dans les obscures retraites où Parsons et Campian se réfugiaient. Là, de même qu'au fond des Catacombes de la vieille Rome, le Chrétien se disposait au martyre en s'échauffant au feu de l'éloquence inspirée de Campian. Dans une lettre de juin 1584, le docteur Allen rend aux deux Jésuites ce témoignage : « Les Pères, dit-il, ont gagné plus d'âmes en Angleterre dans l'espace d'une année qu'ils n'auraient pu le faire ailleurs durant toute leur vie; on estime qu'il s'y trouve dix mille Catholiques de plus que l'an passé. »

Ce témoignage n'est pas le seul qui, en dehors des documents judiciaires, constate les succès de la mission. Au rapport de Richard Smith¹, un chanoine de Cadix, prisonnier en Angleterre, disait : « Je n'aurais pas voulu échanger ma mésaventure contre un chapeau de Cardinal, parce que j'ai connu chez les Anglais ce que c'est que le vrai Catholique; auprès d'eux j'ai appris que la Foi devient plus éclatante là où règne la persécution. »

Les Catholiques de Londres avaient besoin des conseils de Parsons. Le Jésuite accourt à leurs prières; mais, en apprenant que le pouvoir ne cesse d'incriminer leurs intentions et de leur prêter des plans en désaccord avec le but de la Société de Jésus, Parsons se décide à publier la déclaration que Campian et lui ont rédigée au moment où l'édit du 45 juillet les inculquait comme des fauteurs de complots. Cette déclaration paraît, elle est aussitôt répandue dans le Royaume. A l'Université d'Oxford, où Campian avait laissé même parmi les Protestants des enthousiastes et des souvenirs de gloire, son écrit qui posait si nettement la question fut accueilli par tous comme un acte de logique et de probité. Au milieu des haines de parti la controverse exerçait sur les esprits studieux un irrésistible empire : on ne cherchait sans doute pas la vérité, mais on aimait à voir le talent en saillie; le génie d'un adversaire vaincu devenait un trophée décerné à l'opinion triomphante. Pour ceux qui avaient jusqu'alors douté de la présence du Jésuite en Angleterre, le fait était avéré; on lui transmit le vœu des Catholiques et des Protestants qui se réunissaient pour l'engager à composer un ouvrage sur les matières en discussion.

L'opuscule intitulé *les Dix Raisons* parut² au commencement d'avril 1581. Un des meilleurs écrivains du temps, Antoine Moreto, l'appelle³ « un livre d'or, véritablement écrit par la main de Dieu, » et Camden, l'historiographe et le flatteur d'Elisabeth⁴, avoue que « c'est une composition charmante, mais fémi-

(1) Richard Smith, *Épître dédicatoire de la Vie de Madeleine, vicomtesse de Montaigu*.

(2) Ce livre avait été imprimé à vingt milles de Londres, dans le château et par les soins de Jean Stouart et de sa famille.

(3) *Libellus aureus, vero digito Dei scriptus*.

(4) Camden, *Annales regni Elisabethæ*, 1580.

nne. » Cet ouvrage, signé d'un proscrit et tombé de la plume d'un Jésuite, avait un tel parfum de délicatesse et d'érudition, qu'à la première lecture il conquit les suffrages de tous les hommes éclairés. A Oxford il produisit un salutaire effet de réaction en faveur des Catholiques. Les prédicants n'avaient rien à opposer à la dialectique pleine d'énergie et de douceur du Jésuite; ils y répondirent en faisant de ce livre une affaire d'Etat, et en le dénonçant comme la base d'un complot ourdi entre le Pape et le Roi d'Espagne pour faire périr la Reine. Il n'était pas possible d'atténuer ou de nier l'effet produit, on résolut de s'en venger sur l'auteur. De nouveaux ordres encore plus rigoureux que les premiers furent donnés pour s'emparer à tout prix d'Edmond Campian.

Dans la nuit du 29 avril, des visites domiciliaires sont pratiquées simultanément à Londres chez toutes les personnes suspectes de Catholicisme. On pénètre de vive force dans leurs demeures. Campian et Parsons ne se trouvent nulle part; mais un de leurs complices dans le Sacerdoce et dans les bonnes œuvres, Alexandre Briant, est surpris. Un calice trahit son état. Briant, jeune homme de vingt-huit ans, est condamné à la question. On lui fait endurer les tourments de la soif, de la faim; on lui enfonce des aiguilles dans les ongles. A chaque torture nouvelle on l'interroge sur l'asile où sont cachés Parsons et Campian. « Je ne vous le dirai pas, répond-il, et ce n'est pas que je l'ignore: je les ai vus, j'ai habité sous le même toit qu'eux. Faites-moi endurer tous les supplices qu'il vous plaira; vous n'en saurez jamais davantage. »

Cependant il se présente au secrétaire d'Etat Walsingham un homme qui, après avoir renié la Religion catholique, va en livrer les ministres au bourreau, si le gouvernement veut accepter ses conditions. Elles étaient dures pour la morale et pour la justice du pays. Georges Elliot avait ajouté à des crimes précédents le rapt et l'assassinat; mais il se faisait fort de découvrir Campian; mais, pour sanctionner sa promesse, il offrait d'avance la tête de son bienfaiteur. Ce bienfaiteur se nommait Jean Payne; il était prêtre. En attendant mieux, Walsingham souscrit aux conditions que lui dicte Georges Elliot. Il eut la vie sauve, une fortune en perspective, et, pour arrhes du marché, Jean Payne mourut sur l'échafaud. Elliot fut un personnage aux yeux d'Elisabeth. Elle le munit de lettres de commission; elle manda aux gouverneurs de ses provinces d'obéir aux ordres qu'il leur intimerait; puis cet Iscariote d'Angleterre se mit en route, sans plan arrêté, sans bases certaines, sans présomptions même, s'abandonnant au hasard et espérant tout de lui.

Robert Parsons pressentait quelque calamité. Pour en détourner l'effet, il avait enjoint au

Père Campian de se retirer dans le comté de Norfolk, où son nom seul était connu. La famille Yates habitait le château de Lyford, et bien souvent elle avait désiré recevoir les enseignements du Jésuite. Son itinéraire le conduisait non loin de là; il obtint de Parsons la permission de visiter ces gentilshommes, dont la demeure, à cinquante milles de Londres, était une des citadelles du Catholicisme. Vingt-quatre heures lui sont accordées; il arrive, il parle, il console, il va partir, lorsque, sur le bruit de sa venue, plusieurs fidèles du canton le font prier de leur consacrer le dimanche. Campian accède à leur vœu.

Ce jour-là même, 16 juillet 1684, Elliot frappait à la porte du château des Yates. Un serviteur de la famille avait eu des relations avec lui, lorsqu'il passait pour honnête homme. Elliot l'entretenait du bonheur qu'il éprouverait en assistant aux saints mystères. Il est introduit dans la chapelle, et le Prêtre qu'il aperçoit à l'autel, et le Prêtre qui, dans la chaire de vérité, fait descendre les bénédictions du ciel sur ses auditeurs, c'est Campian, c'est le Jésuite. Elliot n'avait pas de temps à perdre. Il court à la ville voisine, rassemble les troupes dont il a besoin, et revient en toute hâte à Lyford. Le château est sur le point d'être cerné, lorsque Campian, avec un calme héroïque, s'écrie: « C'est moi que l'on cherche. A Dieu ne plaise que d'autres, avec ou à cause de moi, soient enveloppés dans la mort; » et il sort seul afin de se livrer aux agents d'Elisabeth. Madame Yates s'oppose à ce dévouement, qui accuserait son courage et celui de ses parents. La persécution leur a enseigné l'art de cacher les proscrits, de les faire en quelque sorte invisibles. Il y a d'impénétrables asiles dans les murs, dans les angles des appartements, dans le tronc des vieux arbres. Ces asiles ont sauvé beaucoup de Prêtres, ils sauveront encore le Jésuite. Le Jésuite obéit à cette voix, que l'émotion du danger rend plus persuasive.

Elliot commence ses explorations. La journée s'écoule, et il n'a rien découvert. Le lendemain, de nouvelles perquisitions ne sont pas plus heureuses. Il se retirait désespéré; tout à coup, en descendant l'escalier, il frappe par hasard sur le mur avec un instrument de fer. Le mur rend un son creux; Elliot ordonne une dernière recherche. Le mur s'écroule sous le poids des massues; et Campian, les mains levées vers le ciel, apparaît. Deux autres ecclésiastiques étaient avec lui; ils avaient partagé son refuge, ils partagèrent sa captivité.

Elisabeth fit chanter sa victoire par cette populace qui, de temps immémorial, n'a jamais su qu'outrager le malheur et jeter l'opprobre au vaincu. Campian était pour elle un ennemi personnel; aux yeux de la plèbe de Londres, il représentait le principe de l'unité catholique

Elliot
vend
Campian.

qu'elle avait brisé, et celui des souverains étrangers qui, disait-on aux Anglais, voulaient asservir leur patrie. Le samedi 22 juillet, au moment du marché, le convoi parvient aux portes de la ville. Une émeute d'enthousiasme pour Elisabeth, d'injures pour Campian, a été organisée. Les mains attachées derrière le dos, les pieds serrés par des cordes, le Père est placé sur le cheval le plus haut de l'escorte. Pour mieux le désigner aux vociférations et aux coups, on lit sur son chapeau en caractères gigantesques : « Edmond Campian, séditieux Jésuite. » Il sourit à cette multitude, il prie pour elle ; mais, par un de ces sentiments qui consolent d'être homme, même au milieu d'une pareille orgie de la force, le peuple a subitement porté sa colère sur un autre objet : sa cruauté se change en justice. Elliot a voulu jouir de son succès ; il s'est mêlé à la foule : la foule oublie le Jésuite pour flétrir le traître. Il ne s'élève plus une clameur contre Campian, c'est le Judas qu'on maudit.

Il n'avait pas compté sur une pareille récompense. Plus tard, Walsingham, sans daigner tenir ses brillantes promesses, lui fit jeter quelques pièces d'or comme une aumône. Alors Elliot se vit en butte à tous les mépris, et, d'ignominie en ignominie, il tomba si profondément dans la dégradation que, vivant, il fut dévoré par la vermine.

Le Jésuite, cependant, venait d'être déposé à la Tour de Londres. Opton, lieutenant de la prison d'Etat, le place dans un de ces cachots souterrains où il n'est pas possible de se tenir debout, où l'on ne peut se coucher qu'en repliant les jambes sur le corps. Neuf jours s'écoulent pour Campian dans ce supplice préventif. Le 2 août, à la nuit, on le conduit à l'hôtel de Robert Dudley, comte de Leicester et favori de la Reine. Le comte de Bedford et deux secrétaires d'Etat l'assistent. Le prisonnier était en face de quatre gentilshommes qui peut-être avaient ameuté contre lui la plèbe de Londres. Ils se respectèrent assez pour respecter le Jésuite, pour le traiter avec les égards dus à la conscience et au talent. Le peuple encore une fois était réservé par la calomnie au rôle d'insulteur.

Leicester, au nom d'Elisabeth, demande à Campian de lui avouer en toute franchise de quelle mission lui et Parsons ont été chargés par le Pape. Campian répondit avec tant de clarté qu'un nouveau personnage intervint. C'était la reine Elisabeth. Les grâces de la jeunesse avaient fait place sur son visage aux soucis du trône et à cette ambition qui dévore si rapidement la beauté. Avec ce ton d'autorité qu'elle affectait pour démontrer à tous que le sang des Tudor coulait véritablement dans ses veines, elle se dirige vers Campian. Là, comme si elle eût voulu faire ratifier sa légitimité par le Jésuite : « Me croyez-vous vraiment, lui dit-elle, la reine d'Angleterre ? »

Campian fit un geste affirmatif. « Eh bien ! reprit-elle avec cette accentuation particulière qu'elle donnait à chacune de ses paroles, je vous offre la vie, la liberté, la fortune, les grands, si vous consentez à me servir. — J'esserai toujours votre sujet, répond le Jésuite ; mais avant d'être Anglais, je suis Chrétien et Catholique. »

Elisabeth en savait assez, elle se retira. Quelques jours après, le Père Edmond était introduit dans la salle basse où l'on torturait. Les magistrats avaient préparé les questions qu'on devait lui proposer. Les voici :

« A l'instigation ou sur l'ordre de qui et dans quelles vues êtes-vous à Londres ? Quels sont ceux qui vous ont nourri et aidé ? Comment avez-vous fait imprimer le livre des *Dix Raisons* ? Où et en présence de qui avez-vous célébré la messe ? Quels sont les individus que vous avez convertis du Calvinisme à la Religion catholique ? Quels sont les péchés de ceux dont vous avez entendu les confessions ? Quel est votre sentiment intime en bien ou en mal sur la bulle de Pie V ? »

Le chevalier, les magistrats et les bourreaux étaient prêts. Le Jésuite ne rompit le silence que pour répondre à une question. « Dans les demandes que vous m'adressez, leur dit-il, il y en a plusieurs qu'un honnête homme, qu'un prêtre ne doit pas comprendre. Il en est une que ma conscience me permet d'éclaircir ; je vais le faire. Mon opuscule des Dix Raisons a été envoyé par moi au Prêtre Johnson et à Thomas Pond. »

Johnson et Pond étaient depuis longtemps prisonniers ; Campian n'apprenait donc rien aux inquisiteurs anglicans. Le chevalier était dressé ; on l'y appliqua ¹. Campian subit deux fois ce supplice à huit jours d'intervalle ² ; il l'endura sans proférer une plainte.

Lorsque les Césars appelaient les premiers confesseurs de la Foi chrétienne à discuter avec les prêtres des faux dieux, les Césars ne cherchaient point, par des tourments anticipés, à affaiblir l'intelligence des adversaires du Paganisme. Ils réservaient le martyre à la sincérité de leurs convictions, mais ils les laissaient dans toute l'énergie de leur volonté défendre leurs croyances et produire leurs arguments. L'Anglicanisme ne fut pas aussi généreux que les Empereurs romains. Quand on crut le Jésuite épuisé par les tortures, les ministres attestèrent sous serment qu'il n'avait pas été soumis à la question. Aussitôt il fut tiré de son cachot et conduit à l'église paroissiale, faisant partie des

(1) Le chevalier, chez les Anglais, était le même que chez les anciens. On attachait le patient, étendu tout de son long, soit par les poignets, soit par les doigts des pieds et des mains ; alors il était tiré en sens opposé, de manière à lui disloquer les os. Ce supplice était souvent la mort.

(2) Journal de la Tour de Londres, sous la date du 31 août 1581.

Campian en présence d'Elisabeth, du comte de Leicester et du comte de Bedford.

Campian chez le chevalier

On force le Jésuite à se découvrir, à se dénuder, à se mettre à nu, avec un mini-ang

bâtiments de la Tour. Alexandre Nowell, doyen de Saint-Paul de Londres, avait voulu se mêner un triomphe facile. Le docteur Day, recteur du collège d'Eton, l'assistait. Tous deux avaient de longue main préparé leur acte d'accusation contre le Papisme et contre la Compagnie de Jésus, arrangé leurs textes et sondé le terrain de la discussion. Les rôles étaient distribués avec tant de partialité que, selon le *Journal de la Tour de Londres* du 31 août 1581, Campian n'avait pas le droit de prendre l'offensive, il ne devait que parer les coups. Rodolphe Sherwin, parti de Rome avec les Pères, lui avait été destiné pour second; il avait pénétré le dernier en Angleterre, et, le 14 novembre 1580, il était tombé le premier au pouvoir des agents d'Elisabeth.

Campian fut amené demi-mort devant une assemblée complètement hostile. Ce n'était pas un lutteur qu'on présentait à cette réunion, mais un Catholique qu'on espérait écraser. Quand il parut à la tribune, il montra, sans proférer une parole, ses membres meurtris, témoignage éloquent de ses douleurs et de sa faiblesse. Opton était là : cette muette accusation rejallait sur lui et sur ses chefs; pour la repousser, il s'écria : « On ne vous a touché qu'à peine. — Je puis en parler plus sciemment que vous, reprit le Jésuite d'un ton calme, car vous n'avez fait que le commander ! » et, sans s'occuper plus longtemps de ses souffrances, il ne songea plus qu'à la discussion.

Elle fut vive : Campian et Sherwin la soutinrent avec tant d'éloquence que Nowell et Day, après avoir annoncé qu'elle durerait quatre jours, se récusèrent à la première épreuve. Le Jésuite avait vaincu; Opton essaya de transformer la victoire en apostasie. Sur sa foi de Chrétien et de gentilhomme, il affirma, en prodiguant au Père Edmond les plus perfides éloges, que, soumis à l'action du chevalet, le Jésuite avait révélé tout ce qu'on désirait de lui. Ainsi, Campian, au fond d'un cachot, était accusé même par ses interrogateurs, de divulguer les secrets de la confession et ceux de l'hospitalité. Ce fait est mentionné dans les annales du Protestant Hollingshead; mais le baron Hundson, qui fut le témoin des tortures infligées au Jésuite, déclare dans ses *Mémoires* qu'en sortant de ce spectacle il ne put s'empêcher de dire : « Cet homme se laissera plutôt arracher le cœur tout vif que de commettre une indiscrétion que la charité ou la conscience reproverait. » Mais peu après cette époque, Louis de Grenade écrivait¹ : « Ils tourmentèrent aussi les autres prêtres, de sorte que, s'ils eussent réussi à leur faire dénoncer quelque Catholique marquant, ils auraient pu mettre la dénonciation sur le compte de Campian pour le

rendre odieux aux Catholiques. Tous furent martyrs de la Religion et de la Charité. »

Du fond de son cachot, Pond veillait à l'honneur de la Compagnie de Jésus. Le bruit que Campian s'est fait délateur parvient à ses oreilles; il découvre un moyen de lui communiquer ses inquiétudes. Le Père lui répond : « Je me sens le courage et j'espère avoir la force de ne pas me laisser tirer de la bouche, par n'importe quels tourments, une seule parole qui puisse préjudicier à l'Eglise de Dieu. »

Elisabeth voulait Campian hérétique ou mort. Opton avait intercepté cette lettre; les secrétaires d'Etat s'emparent de la phrase citée pour prouver que le Jésuite a trempé dans un complot. Le 18 septembre, cependant, Campian était appelé à entrer en lice contre de nouveaux adversaires. Nowell et Day disparaissaient pour faire place aux docteurs Folke et Good. Les écrivains anglicans se taisent sur le résultat de cette controverse. Camden seul, plus véridique, avoue la torture et se contente de dire¹ : « Mis au chevalet, et après traîné à la discussion, Campian soutint avec peine l'attente qu'il avait excitée. » Le comte d'Arundel, fils du duc de Norfolk, assistait à cette séance; la parole du Jésuite lui parut si irrésistible qu'à l'instant même il se proclama Catholique. Campian avait encore triomphé de ses adversaires, et le docteur Allen, qui suivait pas à pas les progrès de la Foi en Angleterre, dans une lettre datée de Reims, le 18 octobre 1581, confirme le fait en ces termes :

« Nous nous lamentions tous tant que nous sommes ici de l'arrestation du Père Edmond; mais, en vérité, au jugement de tout le monde, il ne pouvait rien arriver de plus heureux, de plus admirable pour la propagation de l'unité catholique. On a appelé les plus savants professeurs des Académies pour disputer avec lui et ses compagnons; il a toujours été vainqueur, ses adversaires eux-mêmes en font presque l'aveu. »

Du champ-clos de la controverse le Jésuite passait à la torture. Les bourreaux d'Elisabeth lui faisaient expier dans les supplices ses triomphes théologiques; mais les douleurs les plus aiguës n'arrachaient pas un cri au martyr, n'enlevaient rien à la sérénité de son âme. Il chantait le *Te Deum* lorsque la question disloquait ses membres. Aux archives de l'Escurial on lit, dans une lettre adressée à Philippe II par don Bernardin de Mendoza, son ambassadeur à Londres (2) : « Plusieurs ont vu les doigts du Père Edmond dont les ongles avaient été arrachés. » Et c'était le chef de l'Inquisition qui recevait de pareilles dépêches du pays de la

Lettre interceptée
du père
Campian
à Pond.

(1) *Equiloco admotus et postea ad disputandum promotus, expectationem concitatum ugrè sustinuit. (Annates regni Elisabethæ).*

(2) Lettres de Pierre Serrano, 4 décembre 1581.

(1) Introduction au *Symbole*, 5e partie.

liberté par excellence ! Les Anglais accusaient le roi d'Espagne de lèse-humanité, et son ministre en Angleterre flétrissait leur cruauté dans ses lettres. Philippe II, en les lisant, dut bien prendre en pitié ces inconséquences qu'un grave historien, que Henri de Sponde, fait ressortir « Les tourments de l'inquisition, dit-il ¹, dont les Protestants font tant de bruit, comparés à ceux qu'ils faisaient endurer aux prêtres catholiques, étaient des fleurs, des roses. »

Il faut pourtant rendre justice à la loi anglaise : le mode de procédure criminelle était bon en soi ; mais, comme dans toutes les institutions humaines, de graves abus s'y introduisirent. Le jury ne fut plus, en matière religieuse et politique, qu'une commission choisie par le gouvernement, et qui, forte de ses passions ou de ses calculs, rendait un verdict convenu d'avance. La forme légale était sauvegardée, le jugement par la conscience n'existait plus.

Campian et ses compagnons devant la cour de justice de Westminster.

Le 14 novembre, Campian et ses coaccusés Sherwin, Bosgrave, Risthon, Kirby, Thomas Côtam ; Johnson et Henri Hottam furent entraînés à la première enquête faite contre eux. Tous se proclamèrent innocents des crimes de félonie et de rébellion ; Campian ajouta : « Se trouverait-il donc à Londres ou en Angleterre douze hommes d'une probité assez désespérée pour nous juger, nous, les huit accusés qui sommes ici, pour nous déclarer coupables d'une conspiration ourdie entre nous, nous qui ne nous étions jamais rencontrés dans le même lieu auparavant, nous qui, pour la plupart, ne nous étions jamais vus ? »

Puis, avec la vivacité de son caractère et l'ardeur de sa Foi, Sherwin ajouta : « C'est pour la Religion catholique, et non pour des crimes d'Etat supposés, que l'on veut nous condamner. »

On ne veut pas les juger comme prêtres, mais comme conseillers.

Deux jours après, le 16, six autres prêtres, Briant, Short, Richardson, Filby, Colington et Jean Hart, comparurent devant le jury d'enquête. Le 20 novembre, la grande salle de Westminster s'ouvrit pour la dernière enquête et pour le jugement. Six questions étaient posées aux accusés ; les voici :

4^o La sentence fulminée dans la Bulle de Pie V contre la Reine doit-elle être considérée comme juridique et valable ?

2^o Elisabeth est-elle la légitime reine à laquelle les Anglais sont tenus d'obéir, nonobstant la Bulle de Pie V, ou n'importe quelle autre que le Pape ait donnée ou puisse rendre contre elle ?

3^o Le Pape a-t-il autorité pour exciter les sujets de la Reine à prendre les armes contre elle, et, en obéissant à un pareil ordre, les sujets sont-ils coupables ou innocents ?

4^o Le Pape, pour quelque cause que ce soit, a-t-il le pouvoir de délier du serment d'obéis-

sance les sujets de la Reine, et, en général, les sujets d'aucun prince chrétien ?

5^o Le docteur Nicolas Sanders, dans son livre *De visibili monarchia Ecclesiae*, et le docteur Richard Bristow, dans l'ouvrage *De rationibus ad fidem catholicam amplectendam moventibus*, enseignent-ils, défendent-ils la vérité ou l'erreur.

6^o Si le Pape, soit par une Bulle, soit par une sentence, déclarait la Reine déchue de sa royauté et les Anglais déliés de leur serment de fidélité, et si ensuite le Pape venait, par lui ou par d'autres, attaquer le royaume, quel parti prendrait l'accusé ? quel parti devrait embrasser un loyal sujet anglais ?

Au nom de tous Campian répondit :

« Ce ne sont pas là des questions à proposer devant ce tribunal. Il est institué pour prononcer sur des faits matériels, et non pour sonder la pensée ; il doit procéder par voie juridique de témoins, et non par inquisition. C'est dans les Universités, de maître à maître, qu'il faut soulever ces discussions et les soutenir avec des arguments tirés de l'Ecriture ou des Pères. Parmi ceux qui devraient me juger sur mes réponses, je n'en vois pas un seul qui soit théologien, pas un seul qui soit homme de lettres : je n'ai donc rien à expliquer. »

L'un des jurés et l'accusateur insistent pour qu'au moins il déclare si Elisabeth est la véritable, la légitime Reine d'Angleterre ; Campian répliqua : « Je le lui ai dit à elle-même lorsque j'ai été appelé devant elle chez le comte de Leicester ; » et, reprenant son discours, il ajoute :

« Si, à toute force, vous désirez de nous trouver criminels de lèse-majesté, pourquoi ne nous examinez-vous point sur les actes, sur les fonctions du sacerdoce, qui, par des édits récents sont reconnus crimes d'Etat ? Il n'est pas un de nous qui alors ne s'empressera de s'avouer coupable. »

Les conseillers de la couronne reculaient sur un pareil terrain : condamner des prêtres catholiques pour avoir exercé leur ministère n'allait point à la tolérance d'Elisabeth. La Reine-Vierge n'avait pas soif du sang des martyrs ; elle se drapait pour l'histoire : elle se résignait à faire mourir les conspirateurs qui attaquaient à sa vie. Le Prêtre était juridiquement effacé, on n'offrait à l'Angleterre et au monde que l'assassin. Subterfuge cruel, misérable calomnie, qui peut abuser les contemporains, mais qui ne trompera pas la postérité. Le Jésuite et ses coaccusés n'avaient tramé aucun complot ni contre les jours ni contre le trône d'Elisabeth. Après avoir étudié toute l'instruction de ce procès célèbre, après avoir même suivi les écrivains qui composaient les annales du règne d'Elisabeth sous ses inspirations ¹, on arrive à la convic-

(1) *Annales ecclesiasticæ*, ad annum 1581. n. 10.

(1) Raphaël Hollingread, t^o 1353, édition de 1587. Chronique de Jean Stow t^o 696, édition de 1651.

tion que les Catholiques furent frappés comme régicides présumés, parce qu'ils étaient prêtres. Dans les dépositions des témoins il est parlé de conspiration papiste ourdie à Rome, à Reims et à Madrid ; mais la preuve matérielle fait partout défaut, mais il n'y a pas la plus légère apparence d'argument moral contre Campian et les autres prêtres.

Le jury cependant prononça sentence de mort. On ne peut l'excuser pour cause d'erreur : l'erreur n'était pas possible. Il condamna parce que dans les révolutions il n'y a chez des magistrats d'un jour que des hommes de passion ou des lâches. En matière politique le jugement par jury ne prouve qu'une chose : s'il déclare coupable, il est l'adversaire de l'accusé ; s'il acquitte, il est ou son ami ou son complice. Quant au fait en lui-même, pour en établir la réalité, il ne suffit pas à l'histoire d'un de ces verdicts que tous les gouvernements, que tous les partis peuvent faire rendre. Ce n'est pas assez de dire : Le fait existe ; il faut que la conviction soit produite, qu'elle s'appuie sur la vérité : ici il n'y a pas même présomption.

Les martyrs—car, à dater de cette heure-là, Campian et les prêtres jugés avec lui méritent ce titre glorieux — les martyrs ont entendu lire leur arrêt. Au même instant ils se lèvent tous, et, dans les élans de leur joie chrétienne, ils chantent : « Triomphons et réjouissons-nous dans ce jour que le Seigneur a fait. »

L'arrivée de Jean Bodin, avocat et diplomate français, qui accompagnait en Angleterre le duc d'Anjou venant solliciter la main de la Reine, coïncidait avec le jugement. Parsons fit faire des démarches auprès de cet écrivain, dont les ouvrages avaient cours à l'Université de Cambridge. On le pria de s'employer auprès d'Elisabeth afin d'obtenir une commutation de peine. Bodin se contenta de répliquer : « Je suis à Londres pour négocier un mariage, et non pour me mêler d'affaires de Religion. » Les conseillers de la couronne apprirent cette infructueuse démarche : ils résolurent de faire mourir les prêtres catholiques sous les yeux mêmes d'un prince catholique. Campian, Sherwin et Briant furent exécutés le vendredi 4^{er} décembre 1584.

Ce jour-là, on les attacha sur des claies traînées par des chevaux, et on les conduisit à Tiburn. Mendoza, ambassadeur d'Espagne, fut témoin de cette triple mort ; c'est à sa correspondance officielle avec Philippe II que nous en empruntons les détails¹. Le maintien du Jésuite était grave et digne. Les bras croisés sur la poitrine autant que le permettait les soubresauts de la claie, tantôt il avait les yeux élevés vers le ciel, tantôt il les tournait sur ceux qui le chargeaient d'outrages ; il les re-

merciait du regard et de la voix. Un prédicant s'approche, la menace à la bouche : « Songez à bien mourir, » dit-il au Jésuite ; et le Jésuite répond : « Et vous, songez à bien vivre. »

En Angleterre, le patient, à son heure suprême, a le droit toujours incontesté de haranguer la foule du haut de l'échafaud. Campian voyait autour de lui une multitude de Catholiques venus avec les comtes de Warwick, d'Arundel et de Hertford pour recueillir un dernier témoignage de sa Foi. Il commençait à développer ce texte : « Nous sommes donnés en spectacle au monde, aux anges et aux hommes, » lorsque le conseiller Knolly l'interrompt : « Au lieu de prêcher, lui dit-il, confessez votre trahison et demandez pardon à la Reine. — Si être catholique est un crime, s'écrie le Jésuite, je me proclame traître ; mais je prends à témoin Dieu qui scrute les reins et les cœurs, Dieu qui dans un instant me verra paraître à son terrible tribunal, je le prends à témoin que je n'ai jamais conspiré contre la Reine, jamais contre la patrie, jamais contre qui que ce soit : je ne mérite donc ni le nom ni la mort d'un traître. » Des ministres calvinistes le somment d'abjurer l'obéissance envers le Saint-Siège. Campian répond : « Je suis Catholique. » Le docteur Kern s'approche du Père : « Au moins, lui dit-il, priez avec nous, et dites seulement : *Christe, miserere mei*. — Je ne défends à personne de prier, reprend le Jésuite : mais souvenez-vous que nous ne professons pas la même religion. — Eh bien ! priez tout seul pour la Reine, continue un autre. — Oh ! oui, et très-volontiers, s'écrie Campian ; j'ai si souvent adressé des vœux au ciel pour le salut de son âme, que je puis bien lui en adresser encore pour la dernière fois. »

Un grand nombre de courtisans entouraient le tombereau sur lequel le patient, la corde au cou, était placé, non loin de la potence. Parmi eux on distinguait Charles Howard, grand-amiral d'Angleterre. « Pour quelle reine priez-vous ? demande-t-il au Jésuite. — Pour Sa Majesté Elisabeth, votre reine et la mienne, » ajoute Campian.

Le tombereau se met en mouvement et laisse le Père suspendu. Le supplice ordinaire des criminels de lèse-majesté ne s'arrêtait pas là. A peine étaient-ils attachés au gibet que le bourreau coupait la corde, étendant sur une table la victime encore vivante, lui plongeait un couteau dans le ventre, ouvrait sa poitrine, en arrachait le cœur, et, après l'avoir montré au peuple en disant : Voilà le cœur d'un traître ! il jetait dans le feu ces dépouilles sanglantes. Les exécuteurs allaient remplir leur office, lorsque Charles Howard, pour donner sans doute une marque de sympathie à l'innocence avérée du Jésuite, enjoint aux exécuteurs de ne toucher à Campian qu'après qu'il aura rendu

La harangue du Jésuite au pied de la potence.

(1) Lettre du 4 décembre 1584.

le dernier soupir : il ne fut donc pas écartelé vivant ¹.

Sherwin et Briant déployèrent le même courage ; ils subirent le même supplice.

Don Bernardin de Mendoza mandait trois jours après à dona Anna , sa sœur : « Puisque je réside dans un pays d'où il ne me siérait pas de narrer en ma qualité d'ambassadeur ce qui a rapport aux martyrs , vous l'aurez dans une lettre de Serrano. Je vous prie de tirer copie de cette dépêche et de l'envoyer en mon nom aux Pères de la Compagnie de Jésus , afin qu'elle soit promulguée dans toutes leurs maisons. Ajoutez que , comme tous ceux qui sont ici , je puis en faire foi , la manière dont le Père Campian a souffert le place au nombre des plus illustres martyrs de l'Eglise de Dieu : son Ordre peut le regarder comme tel. »

Le 4^{er} mars 1582 , Parsons , dont cette triple mort n'effraie point la prudente audace , écrivait de Londres même au Père Agazzari , recteur du Collège anglais de Rome : « Les Protestants modérés , presque tous , nous montrent de bons sentiments ; ils avouent que notre cause a beaucoup gagné , tant par la mort , réputée tout à fait injuste , de ces trois prêtres , qu'à raison de nos défis à nos adversaires et de leurs continuels refus d'en venir à la dispute. On ne saurait décrire ni le concevoir , sans l'avoir vu , le bien qui en est résulté. On a compté quatre mille personnes ramenées à l'Eglise ; des Sectaires sans nombre ont conçu des doutes sur leur foi. Tous les Catholiques en butte à la persécution souffrent dans les prisons , triomphent et se livrent à la joie. Jamais à Londres les messes n'ont été aussi nombreuses ; on en dit pour ainsi parler dans tous les carrefours ; et si l'approche des inquisiteurs vient à être annoncée , on se réfugie dans une autre maison , où sur-le-champ on offre le saint sacrifice. Jusque dans les prisons on est parvenu à le célébrer ; les persécuteurs le savent , cela se passe presque sous leurs yeux , et ils ne peuvent l'empêcher ! ils en sèchent de dépit. Les écrits de toute sorte fourmillent sur le supplice des trois martyrs : on les porte aux nues , et l'on traîne dans la boue ceux qui les ont condamnés : les adversaires en frémissent. Des enfants même leur reprochent la cruauté dont on a usé envers les serviteurs de Dieu. Le gardien de Campian à la Tour de Londres , de Calviniste opiniâtre qu'il était , est devenu très-zélé Catholique. Le grand-

amiral Howard , à son retour au palais après l'exécution , interrogé par la Reine en plein cour , répondit qu'il venait de Tiburn voir mettre à mort trois Papistes. « Et que vous en semble ? dit la Reine. — Madame , ils m'ont paru très-savants , d'une grande fermeté , et innocents ; ils priaient Dieu pour Votre Majesté ; ils pardonnaient à tous ; et , sous peine de la damnation éternelle , ils ont protesté qu'ils n'avaient jamais eu la pensée de faire aucun mal ni au Royaume ni à Votre Majesté. » La reine parut surprise. « Est-il vrai ? » dit-elle ; puis incontinent elle ajouta : « Mais , quoi qu'il en soit , cela ne me regarde pas ; que ceux qui les ont condamnés y pourvoient. »

Pilate s'était lavé les mains devant le peuple , et il avait dit : « Je suis innocent de la mort du juste ; pour vous , c'est votre affaire. » Elisabeth , au rapport de Parsons , voulait en présence de sa cour jouer ce rôle ; mais elle n'était pas seulement coupable de faiblesse. Ceux qui sortaient de condamner les prêtres catholiques n'avaient agi qu'à son instigation : comme le nom de tant de juges criminels , le leur est oublié , mais celui d'Elisabeth surnage encore ; c'est donc à sa mémoire qu'il faut renvoyer et cette honte et ce sang. Les Anglais catholiques , les Protestants éclairés ne s'en cachaient pas. La clameur fut si générale que , pour la faire cesser , les ministres firent rendre à la Reine , le 4^{er} avril 1582 , un décret par lequel on enjoignait à chacun de croire que Campian , Sherwin et Briant avaient été mis à mort pour une cause légitime. On interdisait toute recherche sur cette affaire , parce que , y lit-on , il faut se reposer aveuglément sur la parole de la Reine. L'ordonnance ne produisit pas l'effet attendu : la mort de Campian était le sujet des conversations et de l'admiration de tous. Des exemples de sévérité furent jugés nécessaires ; on chassa des Universités , on bannit du royaume les jeunes gens qui ne pouvaient contenir leurs sentiments. Le poète Walsinger avait chanté le courage du Jésuite : la Reine lui fit couper les oreilles par la main du bourreau. Les lords Paget , Catesby , de Southampton et d'Arundel furent jetés dans les cachots. Ces mesures , loin de comprimer le mouvement , ne tendirent qu'à le précipiter. Fra Diego Yepes , Hiéronymite , confesseur de Philippe II et évêque de Tarançon , écrivait alors son *Histoire particulière d'Angleterre* , et il disait : « De tant de choses dignes d'admiration dans cette persécution d'Angleterre , il n'en est aucune qui ne frappe autant que le grand courage de cette jeunesse et le zèle et la foi de ces fervents Catholiques , nouveaux Abraham se soumettant au sacrifice de leurs enfants. »

La Compagnie de Jésus était en guerre ouverte

(1) Schell , l'historien protestant , au tome 13 , p. 24 de son *Cours d'histoire des Etats européens* , rend ainsi une espèce de justice aux Jésuites. « Enfin , dit-il , par le moyen d'une de ces conspirations que l'esprit de parti a toujours été habile à inventer , on trouva moyen de condamner Campian et douze de ses prétendus complices , pour crime de haute trahison. Campian et quelques-uns de ses compagnons , qu'on peut accuser d'avoir recherché avec fanatisme l'honneur du martyre , mais qui certainement étaient innocents de tout délit politique , furent exécutés le 1^{er} décembre 1581 ; le supplice des autres fut retardé , afin qu'on pût périodiquement réjouir le peuple du spectacle de quelque exécution. »

(1) Livre II , chap. I , n. 13 et 14

avec les Anglicans. Parsons devenait redoutable, car jamais homme peut-être n'a couru autant de dangers et n'a su y échapper avec plus de bonheur. Sa vie était chaque jour mise à prix ; on le traquait dans toutes les habitations, on ne le dépistait nulle part ; mais ces investigations faisaient découvrir d'autres prêtres catholiques qu'on arrêtait afin d'entretenir dans l'esprit de la Reine la pensée que chacun ourdisait une trame contre elle. Le Jésuite prit le parti d'abandonner momentanément la mission d'Angleterre, et il s'arrêta en France. A Rouen, cet homme infatigable établit une imprimerie en caractères anglais ; à Eu, il fonda, avec le duc de Guise, un Collège destiné à recevoir de jeunes Catholiques ; puis, après avoir publié son ouvrage intitulé : *le Directeur chrétien*, il songea à réveiller la Foi dans le cœur de l'Ecosse.

Les passions de Marie Stuart, ses erreurs que grossissaient l'ambition des uns et le zèle calviniste des autres, n'avaient abouti qu'à laisser la couronne sur la tête d'un enfant. Marie comptait parmi ses sujets de nombreux adhérents, prêts à sacrifier leur vie pour une princesse qui excitait au plus haut degré l'enthousiasme. Elle avait combattu ; mais, la victoire désertant son drapeau, Marie s'était vue dans la nécessité de solliciter, en 1568, un refuge sur le territoire anglais. Elisabeth offrit une prison à sa parente et à sa rivale, et Jacques Stuart au berceau fut placé sur un trône que minait le déchirement des partis. Du fond de sa prison, Marie, qui, par ses infortunes et sa grandeur d'âme, expiait si cruellement les fautes de son cœur et de sa politique, veillait sur cet enfant. Le sentiment maternel avait remplacé tous les rêves de la reine, toutes les voluptés de la femme. Catholique, elle désirait que son fils fût élevé dans la même Foi. Les Jésuites lui avaient si souvent donné de salutaires conseils qu'elle voulut les rapprocher du jeune prince. Pour lui complaire et pour veiller au salut de l'Ecosse, Parsons, en 1584, avait envoyé dans ce pays le Père Guillaume Walsh. Jacques, comte de Morton, régent du royaume, venait d'être mis à mort, et le duc de Lenox lui succédait. Lenox était catholique ; le moment ne pouvait donc être mieux choisi. Walsh étudia l'état des choses et les dispositions du Roi ; puis, sur la demande du Pape, le Général des Jésuites fit passer à Edimbourg les Pères Edmond Hay et Critton. Le duc de Lenox avait la main trop faible pour résister aux empiétements des Hérétiques, dont Elisabeth était la protectrice. Critton retourne à Paris ; il expose la situation au nonce Jules Castelli, à l'évêque de Glasgow, au duc de Guise, à l'ambassadeur d'Espagne, au docteur Allen et au Père Claude Matthieu. Dans cette réunion, il fut décidé que Critton partirait pour Rome et Parsons pour Madrid,

afin d'implorer des secours efficaces en faveur des Catholiques écossais et de la sûreté du jeune Roi, à qui l'on espérait faire épouser une princesse catholique. Ces deux ambassadeurs n'obtinrent pas de résultats satisfaisants. Critton et Parsons déterminèrent bien Grégoire XIII et Philippe II à accorder des troupes et des subsides, mais Elisabeth avait le bras étendu sur l'Ecosse. Elle y soudoya une nouvelle insurrection. Le duc de Lenox fut enlevé dans une partie de chasse et jeté sur la côte de France. En 1584, malgré les périls qui menaçaient les Jésuites, Critton et le Père Gordon prennent la mer ; ils sont livrés aux Hollandais par le capitaine du navire. Elisabeth soupçonnait Critton d'être son ennemi ; elle l'achète à ses geôliers pour le faire figurer dans les procès politiques ; néanmoins Gordon trouve moyen d'échapper à la captivité ; il évangélise le nord de l'Ecosse. Hay et Jean Duray viennent à son secours. Leur mission prospérait ; mais, en 1585, Elisabeth écrit à Jacques Stuart de bannir ou d'emprisonner les prêtres et surtout les Jésuites : le roi d'Ecosse obéit.

La mort de Campian, de Sherwin et de Briant n'avait point détourné de son but la fille de Henri VIII ; elle aspirait à protestantiser l'Angleterre : il fallait donc à tout prix fermer aux disciples de l'Institut l'entrée de ce royaume. Elle espéra les intimider en les faisant calomnier ou en les soumettant à l'action des tortures. Le 30 mai 1582, le Père Thomas Cottam et trois autres prêtres parurent sur l'échafaud. Comme les martyrs qui les y précédèrent, ces Jésuites avaient souffert la question : on les avait livrés à la fille de *Scavenger*. C'était un supplice auquel les bourreaux attachèrent le nom de l'inventeur. Il consistait en deux arcs de fer, joints ensemble à l'une de leurs extrémités ; l'autre extrémité était recourbée en dehors, et au moyen d'un anneau elles formaient un cercle que l'on resserrait à volonté. Le patient se mettait à genoux sur la partie où les deux arcs se réunissaient ; le bourreau affaissait la tête et la poitrine ; il pesait de tout son poids sur ce corps, il le refoulait aussi bas que possible, et tout à coup il fermait les arcs par leur extrémité recourbée. Le patient devenait à l'instant même une espèce de boule qui ne trahissait l'humanité que par le sang jaillissant de ses narines, de ses mains et de ses pieds. La fille de *Scavenger* était le passe-temps le plus doux de la Reine-vierge, celui que ses panégyristes ont oublié de mentionner, parce que, aux yeux de certains hommes, la tyrannie est toujours excusable quand elle ne s'adresse qu'aux Catholiques.

Le Père Cottam avait, à deux reprises, supporté cette torture que l'on n'infligeait qu'aux scélérats les plus endurcis et qu'Elisabeth réservait à des Jésuites ; il en était sorti vainqueur.

Les pères
Gordon
et Crit-
ton.

Exécu-
tion du
père
Thomas
Cottam.

La tortu-
re de la
fille de
Scavenger.

On le traîna sur la claie au supplice que sa foi avait mérité. On lui dit en face de l'échafaud de confesser au peuple sa trahison envers la Reine et d'en implorer le pardon : « Je ne ferai ni l'un ni l'autre, répond le Jésuite, parce que je n'ai jamais été coupable de pareils crimes. Vous paraît-il croyable que tant de prêtres, auxquels vous avez fait souffrir une mort affreuse, aient tous été complices de rébellion, et que pas un seul n'ait avoué que la pensée même lui en fût venue ? A cette potence, prêts à paraître devant le redoutable tribunal de Dieu, et hier encore, horriblement tourmenté par la fille de Scavenger, tous, sans exception, nous protestons que vos supplices n'atteignent que des innocents. »

Ils moururent comme ils avaient vécu.

Les Jésuites étaient, en Angleterre, sous le coup des persécutions ; elles en attirèrent de nouveaux. Haywood accourut à cette même époque, et le comte d'Arundel, et Henri Percy, comte de Northumberland, expirèrent dans les cachots d'Elisabeth en proclamant l'unité catholique. A York, dans l'année 1583, Lacy, Kirkman, Thompson, Hart, Tyrlike et Labourn périrent sur l'échafaud, léguant aux fidèles l'exemple de leur mort, exemple que tous ambitionnaient de suivre. Elisabeth et ses ministres, voyant que les supplices activaient le progrès du Catholicisme au lieu de le comprimer, se contentèrent d'emprisonner, de poursuivre les autres et de les ruiner tous par des amendes ou des confiscations. Cependant, le 12 février 1584, Elisabeth éprouva une recrudescence de soif de sang catholique. Plus de soixante-dix prêtres languissaient dans la captivité. Six sont dévoués à la mort ; mais la fille de Henri VIII tenait autant à sa renommée de virginité qu'à sa réputation de reine clémentine. Le bruit de ses échafauds avait retenti en Europe, et, même dans ce siècle de révolutions, où l'équité naturelle était comptée pour si peu, ce bruit avait ému les cours du continent. On apprenait enfin qu'Elisabeth et ses ministres employaient tour à tour la sincérité et la déception, la vérité et le mensonge, la douceur et la violence. Pour se disculper aux yeux des générations futures, cette femme chargea son plus intime conseiller de

Cecill et mettre son honneur à couvert. Cecill, aidé de Camden, fit paraître en anglais et en latin sa *Justitia Britannica*. Dans cet ouvrage, l'écrivain officiel affirme, mais se garde bien de prouver, que les Jésuites et les prêtres exécutés ont été convaincus de complots, de trahisons et d'attentats contre la vie de la Reine.

Parsons et le docteur Allen répondirent à ce livre de la *Justice Britannique*. Ils accusèrent avec tant de force Leicester et Cecill, que, pour se défendre des imputations dont ils étaient l'objet, ils se mirent tous deux à se reprocher publiquement et par écrit leurs crimes et leur sanglant passé. Le Jésuite Parsons et le docteur

Allen avaient tout dit. Camden, le Pausanias anglican, dont Elisabeth récompensa le talent en le nommant roi d'armes d'Angleterre, vint à son tour fournir des preuves que l'histoire doit consigner comme une des hontes du Protestantisme.

« A dire vrai, c'est Camden qui parle ¹, on avait recours à la fraude pour espionner les cœurs. On fabriquait des lettres que l'on faisait passer pour être venues furtivement de la reine d'Ecosse et des Catholiques en fuite. On les jetait dans les maisons des Papistes, afin de les y trouver et de s'en prévaloir contre eux. Une foule d'espions pénétraient partout, recueillaient tout ce qui se disait, et quiconque pouvait rapporter la moindre bagatelle était admis à déposer. De nombreuses arrestations s'effectuèrent sur de simples soupçons, entre autres celle de Henri, comte de Northumberland, et de son fils Philippe, comte d'Arundel, et de Guillaume Howard, frère du comte. On avait une manière d'interroger, d'examiner, si insidieuse, que l'innocence jointe à une extrême prudence pouvait à peine ne pas s'y laisser prendre. »

Telle est la version de Camden. Que devait donc être la réalité, puisque l'histoire écrite sous la dictée d'Elisabeth enregistre de pareils aveux ? Ce fut dans ce temps que quelques esprits timides conseillèrent au Père Matthieu, provincial de France, de cesser les envois de Prêtres et de livres pour l'Angleterre, sous le spécieux prétexte qu'il ne fallait pas offrir de nouveaux aliments à la persécution. On demandait surtout le rappel de Parsons en Italie. Matthieu allait en écrire au Général de la Compagnie de Jésus ; Parsons le prévint, et il sollicite Aquaviva de faire partir pour l'Angleterre les Pères Weston et Henri Garnett. Le docteur Allen, cet homme d'une sagesse si éminente et que Sixte-Quint élèvera bientôt à la dignité de Cardinal de la sainte Eglise romaine, écrivit à cette même époque une lettre qui doit être méditée par tous les partis comme un traité de persévérance. Elle tranche ainsi la question dont les Jésuites français s'occupaient :

« Quant aux doutes de quelques individus relativement à la mission d'Angleterre, je ne trouve point nouveau ni surprenant que tel qui vit dans des lieux où l'Eglise jouit d'une paix profonde, ne sache pas quelles mesures il convient de prendre là où elle a une guerre à soutenir. Dans ces dernières années nous avons perdu, je ne le nie pas, trente Prêtres mis à mort ; mais, à bien voir les choses, ce n'est pas une perte, puisque nous avons gagné plus de cent mille âmes, et amené nos adversaires, les uns à désespérer de pouvoir défendre l'Hérésie, les autres à concevoir une meilleure opinion de ce qui nous concerne. Si la frayeur du danger

(1) *Annales regni Elizabethæ, ad annum 1584.*

nous faisait céder une palme de terrain à l'ennemi, si l'on croyait apercevoir en nous la plus légère apparence d'épouvante, c'en serait fait de la religion et de nous-mêmes. Ce à quoi nos adversaires s'attendaient, ce qui les a préoccupés jusqu'à présent, c'est de voir que, intimidés par la grandeur du péril et l'atrocité des tourments, nous nous soyons un peu ralentis dans nos efforts, dans nos travaux pour la Religion. S'ils s'étaient aperçus que, en effet, leurs manéges et leurs violences nous ébranlaient et menaçaient de nous faire tomber, ils auraient soulevé une bien plus terrible persécution. A la moindre espérance pour eux qu'on se disposât à abandonner le combat, que de nouveaux Prêtres ne dussent pas entrer en lice, ils auraient exterminé tous ceux qu'ils avaient en leur pouvoir. Au lieu de cela, maintenant, ils se résignent à tenir ces Prêtres en prison, sachant bien que, pour faire désertir l'entreprise, les tuer ne servirait à rien, et déplairait grandement au peuple anglais de même qu'au monde entier. »

Le docteur Allen était dans le vrai. Quelques mois plus tard, Elisabeth, affaissée sous le poids de la lutte, s'arrêtait dans la voie des assassinats juridiques. Elle se contentait de proscrire par l'intermédiaire de son Parlement. Tout Jésuite ou Prêtre devait sortir du royaume dans l'intervalle de quarante jours. Il était défendu, sous peine de confiscation et de prison perpétuelle, de fournir des secours pécuniaires aux jeunes gens qui étudiaient hors des domaines de la couronne; mais, par une dernière clause, Elisabeth faisait clairement voir que les conspirations si sévèrement punies n'étaient à ses propres yeux qu'une fiction. Le décret portait que « ces dispositifs ne s'appliqueraient point à tout Jésuite, tout Prêtre quelconque, tout Diacre, tout religieux ou ecclésiastique qui, durant ces quarante jours, consentiraient à se soumettre à un archevêque ou à un Evêque du royaume, ou bien aux magistrats; qui feraient le serment requis et s'engageraient à obéir aux lois et statuts de Sa Majesté, tant ceux déjà faits que ceux à faire, touchant les matières religieuses. »

C'est évidemment donner gain de cause aux Jésuites et prouver qu'ils n'ourdisaient point la mort d'Elisabeth ou la ruine de son autorité, puisqu'on leur propose de rester en Angleterre, à la seule condition d'abjurer leur culte. Si la Compagnie de Jésus avait été aussi politique ou aussi perfide que Cecil et les Calvinistes l'ont peinte, jamais plus favorable occasion ne s'était offerte pour conspirer à son aise. Il n'y avait qu'un serment à faire; personne ne le prêta. Elisabeth pourtant, songeait à se montrer clémente. Elle fit partir pour la France vingt-un Jésuites ou Prêtres détenus dans ses géôles. D'autres convois suivirent à quelques jours de

distance; mais, dans son *Journal de la Tour de Londres*, le Père Edouard Risthon offre sous un aspect moins favorable que nous cet acte d'humanité. C'est un proselit, il est vrai, qui parle de ses proscriptions :

« Toutes les prisons, dit-il, étaient pleines de Confesseurs. On fit parmi eux un choix arbitraire, d'abord dans celles de Londres. Toujours étroitement enfermés et n'ayant la faculté d'entretenir personne qu'en présence du gardien, ce fut pour nous une nouvelle et dure épreuve. Le jour venu, on nous fit embarquer de la Tour de Londres, qui est baignée par la Tamise. Au moment de l'embarquement, plusieurs d'entre nous, et principalement le Révérend Père Haywood, se plaignirent, au nom de tous, de ce que nous nous voyions chassés de notre patrie sans raison, sans qu'il y eût de notre faute, sans avoir été jugés et condamnés. Ils protestèrent que nous ne consentirions jamais à nous éloigner ainsi, à abandonner notre nation, nos Catholiques, mais que nous serions heureux de mourir en leur présence pour la Foi.

« Le Père Haywood, voyant qu'on ne les écoutait pas, demanda qu'au moins on nous exhibât le décret de la Reine qui nous condamnait à l'exil perpétuel. Tout fut inutile. Nous partîmes accompagnés de mille saluts, de mille témoignages de sympathie de nos amis. Au bout de deux jours de traversée, le Révérend Père Gaspard, ainsi que plusieurs autres, avec de nouvelles instances, supplèrent les officiers de la Reine de nous faire voir la sentence, l'ordre donné à notre égard; ce à quoi enfin ils consentirent. Cet ordre portait ce qui suit : « Ces individus, de leur propre aveu et par les dépositions d'autrui, convaincus de rébellion et de trames contre S. M. et contre l'Etat, avaient mérité la mort. La Reine, voulant pour cette fois procéder avec indulgence envers eux, ordonne par ces présentes qu'ils soient seulement déportés en exil. » Ces paroles entendues, il s'éleva parmi nous un cri général de plainte que nous étions victimes des plus fausses, des plus injustes imputations. Le Révérend Père Gaspard, de la manière la plus pressante, demanda qu'on nous ramenât en Angleterre, afin que nous pussions plaider notre cause devant le tribunal public, et que nous fussions là égorgés pour J.-C. plutôt que de paraître à l'étranger avec un pareil bandeau d'infamie sur le front. Les officiers répondirent qu'ils n'étaient que les exécuteurs des ordres de la Reine. Nous abordâmes à Boulogne, d'où chacun prenant de son côté et se tirant d'affaire comme il put, nous nous mîmes en route pour aller nous réunir à Reims, auprès de notre père commun le docteur Allen. Chemin faisant, nous trouvâmes que les nôtres étaient fort inquiets à notre sujet. Soit astuce des Hérétiques, soit pure malveillance de quelques autres individus, le bruit avait circulé que

Elisabeth
avait de
s'élég-
ance.
la lieu
tuer,
elle
porte.

nous avions nous-mêmes désiré et obtenu d'être exilés; que nous abandonnions le champ de bataille, et, ce qui est bien pis, que nous avions, en quelque chose, prêté la main à ce qu'exigeaient les Hérétiques. Mais informés de la vérité et recueillant de nos lèvres l'assurance que nous étions prêts à repasser en Angleterre, n'importe à quel prix, si nos supérieurs y consentaient, leur sollicitude se changea en une grande allégresse dans le Seigneur. On transporta ensuite en France, avec la même cruauté et la même perfidie, vingt-deux autres ecclésiastiques, dont vingt-un Prêtres et un Diacre, sortis des prisons d'York et de Hull, tous dans le plus déplorable état de misère et de souffrance; consumés quelques-uns, non-seulement par la détention et les chaînes, mais encore par les années; l'un d'eux octogénaire, plusieurs septuagénaires: on en citait qui étaient restés vingt-six ans en prison. Enfin, peu après, trente autres Prêtres, avec deux laïques, choisis dans diverses prisons, furent transportés en exil avec la même dureté de procédés. »

Complot de Parr.

Walsingham, Cecill et les autres conseillers de la couronne aimaient à tenir en éveil l'esprit de la Reine. Dans un temps où l'Europe se voyait livrée à l'incendie des révolutions, il fallait montrer à Elisabeth le Catholicisme sans cesse prêt à l'assassinat, et les Jésuites toujours les instigateurs de ces crimes. Les premiers essais n'avaient guère réussi; Walsingham espérait enfin être plus heureux, et William Parr fut chargé de passer sur le continent. C'était un ancien officier de la maison d'Elisabeth; il arrive à Lyon, se réconcilie avec l'Eglise par l'intermédiaire du Jésuite Creighton; puis, pour racheter ses erreurs, il déclare à ce Père qu'il est dans l'intention de retourner en Angleterre et d'y mettre à mort Elisabeth. Creighton lui réplique avec les Saintes-Ecritures: « Il ne faut pas faire de mal, même dans l'intention de provoquer le bien ¹. » Une réponse aussi sage ne remplissait pas les vues de Parr: il cherche des Jésuites plus accommodants. A Venise il entretient le Père Palmio d'un projet qu'il a conçu dans l'intérêt de l'Eglise; mais il faudrait que ce plan eût l'approbation écrite de quelques théologiens de la Compagnie. Le Père Palmio l'éconduit, et cet homme se rend à Paris, où fermentaient toutes les passions. Il voit le docteur Allen, il s'ouvre au Père Waytes. Sans hésiter, Waytes condamne ce crime en germe, et dont Parr colportait l'idée pour s'assurer des complices que Walsingham et Cecill auraient bien su transformer en principaux auteurs. Un gentilhomme anglais le conduit chez le Nonce apostolique Ragazzoni; Parr lui remet une supplique pour le Pape. Cette supplique, que nous avons eue sous les yeux, se bornait à demander

la bénédiction du Saint-Père, l'indulgence plénière et la rémission des péchés du signataire.

Parr alors retourne à Londres; présenté par Cecill à la Reine, il lui déclare que les Jésuites, que le Pape, que les partisans de Marie Stuart l'ont engagé à assassiner sa souveraine. En preuve de cette mission il annonce que la cour de Rome lui enverra bientôt l'absolution de ses péchés passés et futurs. Au témoignage d'Hollingshead et de Camden, Elisabeth, par courage, par artifice, ou plutôt par répulsion pour un tel homme, ne prononça que ces mots: « Pourvu que les Catholiques soient de fidèles sujets, de bons citoyens, ma volonté n'est point qu'on les mette en jugement pour matière de religion ni à raison de ce qu'ils soutiennent la suprématie du Pontife romain. »

Par cette réponse Elisabeth revenait à des sentiments plus dignes d'une reine; elle semblerait laisser à ses ministres l'odieuse vexation et des crimes. L'histoire n'a point en cela suivi les intentions de la fille d'Henri VIII.

Cependant la lettre d'indulgence que Parr attendait de Rome arriva; elle était datée du 30 janvier 1585, et le cardinal de Como lui disait que la bénédiction du Pape et l'indulgence plénière lui étaient accordées.

Quelque grandes que soient ces faveurs aux yeux de la piété et de la foi, il faut pourtant bien avouer que tout le monde peut les obtenir, et qu'il n'est pas besoin pour cela d'assassiner une princesse hérétique.

Elisabeth était clairvoyante; cette lettre ne fut à ses yeux qu'une pieuse menue monnaie du Saint-Siège. Elle ne prouvait qu'une chose: le mensonge de Parr et la participation de Cecill dans une intrigue ourdie pour l'effrayer; la Reine le congédia. Parr se fit sollicitateur; au bout d'une année, la misère et le désespoir lui inspirèrent la pensée d'exécuter en réalité le crime imaginaire qu'il prétendait avoir médité avec les Jésuites. Edmond Nevill, un des courtisans d'Elisabeth, se plaignait de voir ses services méconnus; Parr lui communique son plan: Nevill en a horreur, il le dénonce. Après avoir été condamné à mort, Parr déclare spontanément et par écrit que les Jésuites et les prêtres anglais ne lui ont donné aucun conseil en désaccord avec le service d'un bon et loyal sujet.

En regard de semblables faits, attestés par les écrivains protestants, par l'accusé lui-même, il s'est néanmoins rencontré des historiens qui n'ont pas voulu imposer silence à leurs préventions. Le Janséniste Coudrette écrit en 1744: 1.

« Dès 1584 on avait exécuté un fanatique nommé Parri, lequel avoua qu'il avait été encouragé à assassiner la Reine d'abord par les exhortations du Père Palmio, de Venise, ensuite

(1) Hollingshead, ^{no} 1588. Camden, anno 1585.

(1) Histoire générale de la naissance et des progrès de la Compagnie de Jésus, par le père Coudrette, 1er vol., p. 314.

Ses non-Elisabeth

Sa

Ses insinuations aux Jésuites.

Calomnies insinué

par les Jésuites de Lyon, enfin par Hannibal Coldretto et autres Jésuites de Paris, où sur cette dévotion il avait été confessé et communiqué. »

Tant de révélations éclairaient bien Elisabeth sur la portée des complots dont ses ministres l'entouraient; elle n'ignorait pas que la plupart de ces trames n'étaient qu'un tissu de mensonges; mais, suprême arbitre d'un culte arrangé par elle, mais ennemie jurée du Catholicisme, se résument à ses yeux en Philippe II, son adversaire, et en Marie Stuart, sa rivale et sa captive, il lui fallait sans cesse avoir quelques prêtres catholiques à persécuter. Elle occupait ainsi la passion que les Anglais avaient conçue pour elle, elle flattait leur instinct national, elle les conduisait à l'Hérésie en les faisant passer sur les cadavres des Jésuites. Les Jésuites étaient le mot d'ordre, le cri de ralliement donné aux haines populaires; les Jésuites personifiaient le Papisme. Chaque année on brûlait en grande pompe l'effigie de l'idole de Rome; chaque jour on torturait en réalité les missionnaires anglais que le plus impérieux de tous les devoirs ramenait sur le sol natal.

Les Jésuites militants en Angleterre n'étaient pas les seuls adversaires d'Elisabeth; une voix éloquente sortait de Rome pour prendre corps à corps les doctrines des Sectaires. Cette voix, qui retentissait dans toute l'Europe, écrasait l'Anglicanisme sous la puissance de ses démonstrations: c'était celle du Père Bellarmin, que les Cardinaux de Sourdis, d'Ascoli et Ubaldini surnommaient le plus ferme appui de la Religion, le marteau des Hérétiques, le boulevard de l'Eglise. Bellarmin publiait ses Controverses Théologiques, et, dans l'Allemagne protestante, Bellarmin fut le seul athlète contre lequel se dirigèrent tous les coups. En Angleterre, les docteurs des Académies, les maîtres les plus exercés s'attachèrent à réfuter cet ouvrage universel; leurs réponses ne détruisirent pas les arguments sur lesquels le Père s'était appuyé. Elles les confirmaient au contraire, et le nom de Bellarmin devint en peu de temps si célèbre que, du centre même de l'Anglicanisme, les théologiens chargés de le combattre ne pouvaient que le louer et l'admirer.

« J'estime Bellarmin, écrivait Wittacker à Cecil, grand-trésorier d'Angleterre¹, comme un homme d'un profond savoir, d'un génie heureux, d'un jugement subtil et d'une grande lecture, agissant plus nettement et plus franchement que n'agissent d'ordinaire les Papistes, poussant l'argument avec plus de vivacité que tout autre, et ne s'écartant jamais de son sujet. Ses écrits, depuis qu'ils ont paru, nous ont fait voir plus clairement quelle est pour ainsi dire toute la moelle du Papisme, que nous ne

pensions pas être plus intimement dans le cœur du Pape lui-même que dans celui des Jésuites. » Thomas Morton, évêque anglican, se fait gloire d'avoir à réfuter un homme qu'il est assuré de ne pouvoir vaincre. « Accordons-lui, dit-il¹, la solidité de l'esprit, la connaissance des langues, une vaste érudition, et, si l'on veut même, la parfaite intelligence de la théologie scolastique; nous ne nous y opposons pas. »

Les docteurs anglais ne remplissaient pas l'attente d'Elisabeth; le Jésuite était invincible dans la lettre morte de ses écrits; David Parée conseille à la Reine d'ériger un collège spécial pour former les jeunes gens à soutenir des thèses contre le Jésuite. Ce collège fut établi à Oxford, et Elisabeth lui donna le nom d'Académie anti-Bellarminienne². Un autre s'éleva bientôt à Cambridge, car Bellarmin était devenu l'antagoniste d'Elisabeth et de tous ses courtisans.

Cependant Leicester, Walsingham et Cecil, voyant l'inutilité de leurs efforts, essayèrent de reporter au sein même de la capitale catholique la guerre que les Pères déclaraient à l'Anglicanisme. En semant la discorde dans le Séminaire Anglais de Rome, ils espéraient affaiblir le zèle et enrayer le mouvement religieux; il s'y créa donc un parti qui demanda au Saint-Siège le rappel des Jésuites. Selon ce parti, il était prudent de ne plus faire passer de prêtres et de livres dans les Etats britanniques, au moins jusqu'à des jours plus calmes; la tempête était soulevée contre les Jésuites, il fallait l'apaiser; on avisera après.

Sixte-Quint régnait alors, et ce grand homme, qui, sorti de la plus profonde obscurité, avait en lui toutes les qualités qui constituent le prince, répondant aux injures, aux proscriptions d'Elisabeth, en couvrant son nom royal de la protection même de la Tiare. La Reine d'Angleterre tenait à sa solde des pamphlétaires qui, non contents de la diviser, déversaient l'opprobre sur la tête des Pontifes Romains. Sixte voulait bien faire la guerre à Elisabeth, il lui suscitait des ennemis; mais cette guerre, il la demandait loyale comme il la croyait juste. A Londres on outrageait le Pape: à Rome le Pape ordonna, sous peine des galères, de respecter la majesté d'Elisabeth et d'avoir égard à ses mérites.

La division fomentée dans le Collège anglais pouvait avoir de fâcheux résultats; le Pape n'eut pas de peine à comprendre d'où partait le coup. Il prescrivit une enquête: les Cardinaux Borghèse et Cajetano en furent chargés. Ils pesèrent les motifs qu'alléguaient les ecclésiastiques, dont d'habiles émissaires avaient surpris la bonne foi; et, par un écrit qui existe encore en original aux archives du Vatican, ils déclarèrent que des intrigants du dehors avaient formé un complot

Discorde dans le Séminaire anglais, à Rome, fomentée par les ministres d'Elisabeth.

(1) Wittacker, Epist. dedic. lib. De Verbo Dei, contra Bellarminum.

(1) Thomas Morton, 2^e vi, *Causa regia*.

(2) Collegium anti-bellarminum, tit. coll. a. Contzen.

perurbateur dans l'intérieur du séminaire. Pour rétablir la paix ils proposaient d'expulser ceux qui s'étaient prêtés à cette trame sacerdotale, dont Cecill tenait les fils. Le Pape adhéra aux conclusions de l'enquête, et le calme se rétablit.

Ces événements se passaient en 1586. La même année, le Père Weston tombait dans le piège que la police de Londres avait tendu à sa charité. Weston était le digne successeur de Campian. Prisonnier, on mêla son nom au complot dont Antoine Babington et treize de ses amis furent les victimes. Babington était jeune, riche et catholique; son audace pouvait devenir dangereuse. Cecill et Walsingham résolurent de le perdre, et, en le perdant, de compromettre Marie Stuart, qui grandissait dans la prison de tous ses malheurs supportés avec une résignation chrétienne. Selon un historien anglais ¹, Babington fut trompé par de fausses lettres qu'on lui adressa comme émanant de Marie Stuart, dont l'écriture avait été parfaitement imitée. Elle l'encourageait dans son dessein, elle lui promettait qu'une fois libre elle reconnaîtrait ses services par tous les honneurs, par le don de sa main peut-être. Le prestige qui s'attachait au nom, à la beauté, à l'esprit et aux infortunes de la reine d'Ecosse séduisit Babington; il tenta de briser ses fers. D'autres écrivains protestants affirment que la conspiration ne s'arrêta point à la délivrance de Marie, et qu'elle devait assassiner Elisabeth pour faire asseoir la captive sur le trône ensanglanté. Babington fut saisi, jugé, condamné et exécuté avec ses treize complices. Le Père Weston n'était pour rien dans cette trame, dont l'histoire n'a pas encore approfondi le mystère; mais il convenait à Cecill de mêler le nom des Jésuites à tous les événements que son astucieuse politique exploitait contre l'Eglise romaine. Weston s'y trouva donc enveloppé, et pendant plus d'un mois il entendit autour de son cachot rugir l'émeute protestante, que le pouvoir façonnait à l'insulte et au blasphème. Un Jésuite livré en pâture à la populace anglaise, un Jésuite accusé de pitié envers Marie Stuart, c'était, pour cette plèbe que flattait Elisabeth, une jouissance que rien n'aurait pu égaler. Weston était au moins l'instigateur de l'horrible complot; mais, dans le secret de l'instruction criminelle, il n'en était pas ainsi : Babington et ses amis déchargeaient le Père de toute participation à leur œuvre. Après les investigations les plus minutieuses, les magistrats se virent forcés de proclamer l'innocence du Père.

Ce complot hâta la fin de Marie Stuart. Elisabeth la fit condamner par des juges qui osèrent lui dire : « Votre vie serait la mort de notre religion, et votre mort sera la vie pour notre religion ! » La reine d'Ecosse fut décapitée le 18 février 1587. La persécution contre les Ca-

tholiques, et surtout contre les Jésuites, prit après cet attentat de plus larges développements. Il ne fut pas permis de mettre le pied sur le sol britannique sans prêter à la Reine le serment de suprématie, sans confesser qu'elle était la régulatrice de la Foi et des mœurs. Elisabeth avait vieilli, mais ses passions étaient toujours jeunes; l'âge même donnait à ses haines une vivacité nouvelle. Les Puritains s'agitaient; par des prédications insensées, ils déclaraient la guerre à toute espèce d'autorité. On faisait mourir les plus ardents de ces conspirateurs à plein soleil, qui, comme Guillaume Hackett, prophétisaient la venue d'un Messie républicain; mais Elisabeth, ainsi placée entre deux partis extrêmes, accordait à de pareils niveaux toute latitude; elle n'appesantissait son bras que sur les Catholiques. Trois mois après la mort de Hackett, la Reine, afin d'offrir une consolation aux Puritains, lançait de Richmond un édit encore plus terrible que les précédents ¹. « Je sais très-certainement, dit-elle dans ce décret, que les Collèges des Jésuites sont les nids et les antres où se retirent les rebelles. » Pour détruire ces nids dont parle Elisabeth, on entassait les Jésuites et les Prêtres dans le château de Wisbick. On les déclarait en masse espions et complices de Philippe II d'Espagne; puis, dans les horreurs d'une captivité que la cruauté des agents subalternes s'attachait à rendre toujours nouvelles, ils succombaient, comme les Pères Darbishir et John Brushford, ignorés de tous et mourant au fond du *carcere duro* anglais.

Jacques Stuart, en apprenant la mort tragique de sa mère, Marie d'Ecosse, avait rompu toute relation avec l'Angleterre. C'était le devoir du fils et du roi. Pour témoigner publiquement cette rupture, Jacques laissait aux Jésuites l'entrée libre de ses états; il les y appelait même. Le Père Critton revint à Edimbourg, et avec lui les Pères Georges Duray, Robert Abercomby et William Ogilbay. A la faveur d'un complot tramé par quelques seigneurs catholiques que les intrigues d'Elisabeth avaient eu l'art d'éloigner de la cour, la Reine d'Angleterre avait su reprendre son ascendant sur l'esprit timide de Jacques, qui, dans ce siècle de tempêtes, s'effrayait du moindre nuage. Le complot était avéré, Elisabeth y mêla les Jésuites; mais le roi d'Ecosse ne savait jamais prendre un parti décisif. Selon le gré d'Elisabeth, il expulsait ostensiblement tous les Pères; en secret il pria Gordon, Ogilbay et Abercomby de regarder comme non avenue sa loi de proscription. Il fit plus : Abercomby était un théologien dont le mode de discussion allait à ses goûts; il le cacha dans son palais d'Holyrood, sous le titre de fauconnier. En 1590, Jacques épouse une princesse de Norvège. Elle était luthérienne, Aber-

Le père
Weston
et le
complot
d'Aulré
Babington.

Exécution de
Marie
Stuart.
Nouvel
édit
contre
les
Jésuites.

(1) Robert Johnston, *Histoire de la Grande-Bretagne*, liv. 4, année 1586.

(1) Cet édit fut signé par Elisabeth le 28 octobre 1591.

Jacq
Stu
les
prole

Il ren
be s
le jo
d'El
bet

combré la convertit au Catholicisme. Trois ans après, le roi donnait mission au Père Gordon d'aller à Rome pour traiter avec le Saint-Siège du rétablissement de la Foi dans ses Etats. Gordon avait levé tous les obstacles; mais Elisabeth, qui gardait en tutelle ce prince, héritier présomptif de sa couronne, se jette à la traverse d'une réconciliation dont ses intérêts sont aussi froissés que ses préventions. Au fond de ce mouvement catholique tout écossais, elle montre la main de Philippe II excitant les troubles, agitant les esprits pour s'emparer plus sûrement de l'Angleterre et de l'Ecosse. L'invincible Armada a été dispersée par les orages; ce n'est plus sur une flotte espagnole que compte le sombre adversaire du Protestantisme, c'est sur les Catholiques de l'intérieur. Des secousses religieuses, des discordes intestines se faisaient chaque jour ressentir, elles inquiétaient ce pauvre roi, qui palissait à la vue d'une épée nue et qui ne savait même pas tenir son sceptre d'une main ferme. Elisabeth, pour le rassurer, lui envoya l'année suivante des troupes anglaises. Ces troupes sont battues par les Catholiques. Il ne restait plus qu'à attribuer ce revers des armes britanniques à des causes indépendantes de la valeur écossaise. Le Jésuite Gordon est accusé d'avoir fanatisé les Papistes. Avec un seul mensonge c'était frapper à la fois deux coups qui retentissaient au même instant en Angleterre et en Ecosse. La Reine avait bien calculé; le Père Gordon fut chassé du royaume. Cette expulsion colorait la défaite des Anglais; elle leur offrait un nouveau prétexte de tourmenter les Catholiques. Elisabeth le saisit aussi bien pour son royaume que pour l'Irlande.

En Ecosse les deux partis étaient à peu près d'égale force; en Irlande, Henri VIII et sa fille avaient procédé par des moyens si tortionnaires, que la persécution et la spoliation conservèrent la Foi par le martyre. Le peuple tout entier était resté catholique; sublime protestation qui s'est renouvelée pendant trois ans d'esclavage, et que le temps, qui use tout, vivifie encore sous la parole inspirée d'O'Connell. Le Jésuite Donall était mort dans les tourments. Son sang, versé pour la Religion, devait faire naître d'autres Jésuites en Irlande. Quelques années plus tard, en 1595, les Catholiques, poussés à bout, prennent les armes; ils occupent les provinces de Connaught et d'Ulster; ils sont vainqueurs. Pour sanctifier leurs succès, ils réclament des Jésuites; les Pères Jacques Arceet Henri Fitz-Simon sont chargés de cette mission. Le Père Richard Fild les suit bientôt; peu à peu, en trompant la vigilance des satellites d'Elisabeth, ils voient s'augmenter jusqu'au nombre de vingt leur colonie naissante, que la mort décimait sans pouvoir l'affaiblir.

Parmi ces Jésuites se trouvait le Frère coadjuteur Dominique O'Calan. Ancien officier au

service de France et d'Espagne, ce gentilhomme était renommé par sa valeur. Après avoir versé son sang pour les rois de la terre, il en consacra le reste au Roi du ciel. Il fut admis dans l'Institut; puis il sollicita son retour dans l'Irlande, sa patrie, afin de souffrir avec ses concitoyens. Les troupes espagnoles que Philippe II avait fait passer comme auxiliaires des Irlandais occupaient le fort de Dumbung. La citadelle est cernée par les Anglais; on lui propose de capituler. O'Calan se charge de traiter avec les assiégés. C'était un Jésuite; les Anglais, au mépris du droit des gens, le retiennent prisonnier; ils le dirigent sur Cork. On l'applique à la torture des botines de fer; le 31 octobre 1602, il périt à l'âge de trente-cinq ans, en voyant ses entrailles et ses membres servir, avant son trépas, de jouets aux bourreaux.

Vers la même époque, le fils de l'archevêque protestant de Dublin renonça à l'Anglicanisme. Le tableau de l'union qui régnait entre les fidèles avait si vivement frappé ce jeune homme que, sous la direction des Jésuites, il rentra dans le sein de l'Eglise. Il faisait profession publique de Catholicisme, il est traduit devant une cour de justice. « Pourquoi, lui demande-t-on, ne suivez-vous pas le même culte que votre père? — Et pourquoi mon père a-t-il abandonné la religion de ses aïeux? » répondit-il.

Il est impossible de raconter une à une toutes les tortures, toutes les condamnations que les ministres d'Elisabeth infligeaient aux Jésuites. La Reine les poursuivait en Ecosse et en Irlande, dans son royaume elle les frappait sans relâche. Ce n'était plus la princesse qui se vengeait de ses ennemis, la femme qui tâchait de s'arracher à des complots imaginaires; il y avait en elle quelque chose de l'hérésiarque qui, sentant venir la vieillesse, n'aspire plus qu'à dominer les croyances, comme jadis ses poètes ont chanté qu'elle régnait sur les cœurs. L'âge ne lui donna ni la tolérance ni l'apathie, dernier attribut des souverains qui voient l'existence leur échapper. Le sang des Jésuites était pour elle une source où elle rajeunissait son pouvoir. Les Pères Jean Cornclius, Robert Southwell, Henri Walpole¹, Thomas Bosgrave, Roger Filcock, Marc Barkworth, François Pages, et cent autres périrent dans les supplices qu'elle inventa, supplices dont l'horreur, selon une parole de Condorcet, aurait effrayé l'imagination d'un cannibale.

Elisabeth et ses Anglais se prenaient d'une généreuse indignation lorsque les Protestants traçaient le tableau des crimes de lèse-humanité commis par l'Inquisition; et, eux, dans leur île, où les cris arrachés à la douleur étaient

Mort
d'O'Ca-
lan

Dumbung

Suppli-
ces de
Corn-
clius, de
South-
well et
de Wal-
pole.

(1) Henri Walpole avait trois frères et un cousin-germain portant tous ce nom, devenu célèbre dans les fastes de l'Angleterre constitutionnelle. Richard, Christophe, Michel et Edouard Walpole suivirent l'exemple de Henri, leur aîné. Ils entrèrent dans la Compagnie de Jésus.

emportés comme l'écume à la surface de la mer et ne retentissaient que de loin en loin sur le continent, eux se montraient encore plus cruels dans les tortures, plus iniques dans les jugements, plus barbares dans les raffinements de leurs géôles. Philippe II et le Saint-Office tuaient pour cause de religion; ils tuaient parce que avant tout ils désiraient de conserver intact le dépôt de la Foi, parce qu'ils savaient qu'en effrayant l'Hérésie par les tourments ils avaient à moitié sauvé leur patrie de ses manœuvres. Cette politique peut et doit être sévèrement appréciée; mais on ne trouve jamais Philippe II et l'Inquisition mentant à la postérité et calomniant leurs victimes jusques dans la tombe. La Reine d'Angleterre n'a fait grâce à aucune des siennes. Tous les Jésuites, tous les Catholiques qu'elle égorga, et le nombre en est considérable! tous, d'après ses magistrats, ont payé de leur vie d'impossibles attentats contre sa personne. Croire en Dieu et en l'Eglise Catholique, Apostolique et Romaine, oser le proclamer sur une terre de liberté, et y venir encourager le petit troupeau resté fidèle au milieu des apostasies, c'était conspирer la mort de cette princesse.

La mort vint enfin; mais Elisabeth n'en avait pas fini avec le bourreau. Les Jésuites commençaient à lui manquer; il fallut que cette vieille femme dans un ridicule accès de jalousie, fit tomber sur l'échafaud la tête de son jeune et dernier favori, Robert Devereux, comte d'Essex. Henri VIII, son père, assassinait juridiquement les concubines qu'il n'aimait plus; il les accusait de crimes contre la sûreté de l'Etat. Elisabeth le suivit à la trace du sang; elle chargea Robert d'Essex du même forfait. Il périt

comme Anne de Boleyn et comme Catherine Howard; puis, lorsque la Reine se sentit atteinte au cœur, elle repoussa tous les secours de l'art. et elle dit aux médecins : « Laissez-moi, je veux mourir; la vie m'est insupportable. »

Le 3 avril 1603, cette souveraine gouvernante de l'Eglise d'Angleterre, qui avait autant d'hypocrites vertus que de grandes qualités royales, expira. Elle avait façonné les Anglais à son image, essayant d'être redoutée sur le continent, sans se préoccuper des misères ou des hontes de l'intérieur. Afin de séduire l'étranger par la gloire et par l'éclat des richesses, elle se para avec coquetterie du manteau de la liberté religieuse et commerciale; mais cette double liberté n'arrêta point la persécution. On étouffait le bruit des victimes sous le bruit des fêtes, et si un gémissement parvenait à se faire entendre, on le niait. Elisabeth développa l'orgueil britannique, elle le résuma dans sa personne, et le peuple anglais la salue encore comme l'expression la plus vraie du caractère national. Des vertus mensongères au dehors, des vices ou des crimes au dedans, de magnifiques paroles servant à voiler les turpitudes les plus étranges, et la duplicité s'asseyant sur le trône pour tromper les nations, telle fut la politique qu'elle légua en héritage à ses sujets. Fatale et puissante politique, que les gouvernements faibles ou lâches se laissent imposer et qui corrompt tout sous la vanité de sa philanthropie marchande.

Le trépas d'Elisabeth ne devait apporter aucune modification au système suivi contre les Jésuites. La conspiration des Poudres viendra, deux ans après sa mort, en manifester toute la cruauté.

Mort
d'Elisabeth.

CHAPITRE XV.

Début d'Aquaviva dans le Généralat. — Sa lettre sur l'heureux accroissement de la Société. — L'Eglise du Gesù et la Maison professe à Rome. — Mort du Père Maldonat. — Le Père André Spinola. — Le calendrier grégorien et le Père Clavius. — Seconde lettre d'Aquaviva sur la rénovation de l'esprit. — Le Ratio studiorum. — Mort de Salméron. — Sédition à Naples apaisée par les Jésuites. — Sixte-Quint Pape. — Son portrait. — On suppose qu'il sera hostile à la Compagnie. — Les Jésuites dénoncés à l'Inquisition d'Espagne par un Jésuite. — Le Saint-Office fait arrêter le Provincial et plusieurs Pères. — L'Inquisition se décide à faire l'examen des Constitutions. — Les Jésuites espagnols et le Père Vasquez demandent une réforme de l'Institut. — Sixte-Quint évoque l'affaire à Rome. — Philippe II se mêle à toutes ces discussions et nomme un visiteur royal. — Les Jésuites refusent de le recevoir. — Mission du Père Parsons auprès du roi. — Succès de sa mission. — Sixte-Quint publie deux décrets sur la Société. — Le Jésuite Vincent lui défère la lettre d'Ignace de Loyola comme entachée d'hérésie. — Bellarmin la défend. — Sixte-Quint se propose de réformer l'Ordre de Jésus. — Le Pape et le Général. — Les princes du Nord demandent au Pontife de renoncer à ses projets. — Lettre de Guillaume de Bavière. — Sixte-Quint veut exclure les Jésuites du maniement des affaires publiques. — Le Sacré Collège s'oppose aux desseins du Pape. — Sixte-Quint met à l'index un ouvrage de Bellarmin. — Il ordonne de supprimer le nom de Compagnie de Jésus. — Aquaviva rédige lui-même le décret. — Mort de Sixte-Quint. — Lettre d'Aquaviva sur l'oraison et les pénitences. — Congrégation des Procureurs. — Grégoire XIV favorise la Compagnie. — Mort de saint Louis de Gonzague. — Le Père Tolet Cardinal. — La contre-réforme établie en Allemagne par les Jésuites. — Légation de Possevin en Russie. — Iwan Basilowicz et le roi de Pologne. — Possevin choisi comme médiateur. — Entrée du Jésuite en Russie. — Caractère d'Iwan. — Projet de Possevin pour la réunion de l'Eglise grecque à la Communion romaine. — Le czar charge Possevin de sauver la Russie, mise en danger par les Polonais. — Possevin au camp de Bathori. — Conférences de Chiveroua-Horca. — Intervention de Possevin. — Les Polonais refusent de reconnaître à Iwan le titre de czar. — Conclusion de la paix. — Possevin est reçu à Moscou avec tous les honneurs dus à sa dignité. — Les Anglicans à Moscou. — Possevin explique au sénat les demandes du Saint-Siège. — Réponse d'Iwan. — Possevin obtient ce que la cour romaine demandait. — Iwan s'empare contre Possevin. — Lettre d'Iwan au Pape. — Possevin est choisi comme médiateur par l'empereur d'Allemagne et le roi de Pologne. — Aquaviva le rappelle. — Progrès des Jésuites en Allemagne. — Les Protestants et Sigismond, roi de Pologne. — Les Jésuites expulsés de Transylvanie. — La diète de Pologne les conserve. — Succès de la contre-réforme. — Les Protestants ne veulent pas accepter le calendrier grégorien. — Emeutes contre les Jésuites. — Les bouchers d'Augsbourg et les Luthériens de Riga. — Les Jésuites à Liège. — Guillaume d'Orange est assassiné. — Philippe II accorde aux Jésuites le droit de posséder en Belgique. — Les Jésuites à Luxembourg. — Baïus dénonce au Pape des propositions théologiques du Père Lessius. — Le Pape les approuve. — Mort de Baïus. — Le Père Delrio et Juste Lips.

Aquaviva était venu dans un moment où les Jésuites, pour résister à l'enivrement des succès, avaient plus que jamais besoin d'un guide circospect et hardi. Les prospérités de la Compagnie pouvaient à la longue lui être plus funestes que la persécution. Le bonheur endort le zèle : à l'activité il fait succéder une quiétude qui, peu à peu, est la mort pour toutes les corporations. L'Ordre de Jésus se trouvait-garanti de cette douce somnolence par l'impétuosité des haines qu'il avait soulevées ; mais Aquaviva ne songeait pas seulement au présent. Un vaste horizon s'ouvrait devant sa jeunesse ; il voulait asseoir sur une base impérissable l'œuvre à laquelle ses quatre prédécesseurs avaient travaillé, chacun dans la mesure de ses forces et

selon les temps. La Société n'avait plus besoin d'attendre des hommes apostoliques, d'éminents théologiens, des savants et des martyrs : Ignace de Loyola, Laynès, François de Borgia et Mercurian en avaient élevé ; leur tradition ne se perdait pas. Mais le nouveau Général sentait que, pour donner l'impulsion à tant de dévouements préparés à l'obéissance, il fallait créer l'autorité et former de bons supérieurs. A ses yeux, ce n'était pas assez de choisir le plus digne ; il pensa que le développement des facultés exigées dans le commandement devait fixer l'attention de tous, parce que le bien de toute agrégation dépend de la manière de gouverner.

Sous cette impression, il composa sa lettre de l'*Heureux accroissement de la Société*,

*Sa lettre
ou l'heu-
reux ac-
croisse-
ment de
la
Société.

que, le 28 juillet 1584, il adressa aux Provinciaux et à tous ceux qui entraient dans le partage de la direction. Cette lettre est divisée en trois points. Le premier définit et règle les vertus que doit acquérir un supérieur : la vigilance, la douceur et la fermeté. Le second point s'attache à recommander l'oraison et à conseiller le soin des choses spirituelles, qui doit être efficace et persévérant dans chaque Religieux. Le troisième point récapitule les moyens de faire observer et de faire respecter les statuts. Aquaviva propose deux manières de gouverner : l'une qui s'appuie sur les maximes de la sagesse humaine, et qu'il appelle politique ; l'autre qui se dirige par des principes surnaturels, puisés dans l'Evangile et dans l'esprit même de Loyola. C'est à celle-là qu'il s'attache ; et, tout en répudiant la première, comme contraire à l'essence des Constitutions, il montre dans l'explication de la seconde une rare connaissance des hommes.

De tous les points sur lesquels les Jésuites étaient dispersés, de l'Espagne principalement, où de tristes dissensions étaient, il surgissait un vœu qu'Aquaviva était prié de réaliser. On le pressait de visiter par lui-même les diverses provinces de la Compagnie. Ce voyage avait ses inconvénients et ses avantages. Au commencement de 1582, Aquaviva résolut de l'entreprendre. Laurent Maggio fut désigné comme Vicaire général. Le Pape accorda la permission ; mais les guerres civiles dans le midi de la France et la situation de l'Europe firent ajourner le voyage à l'automne. De nouvelles complications le rendirent alors encore plus difficile ; il fut abandonné. La présence du Général à Rome est presque toujours indispensable ; car c'est là qu'auprès du Souverain Pontife, qu'entouré de ses assistants, il peut donner l'impulsion au grand corps dont il est le chef. Rome est le centre de la Catholicité : cette ville doit, par cela même, être la capitale de l'Ordre de Jésus.

L'église
du Gesù
et la
Maison
professe
à Rome.

Cependant de nouvelles églises, de nouvelles missions accroissaient en Italie la puissance de la Société. Le Cardinal Contarini à Tivoli, le célèbre architecte Barthélemi Ammanati à Florence, lui construisaient à leurs frais deux maisons. A Gênes, l'église de Saint-Ambroise lui était accordée, et, le 15 août 1583, le Pape Grégoire XIII inaugurerait à Rome celle dont le Cardinal Alexandre Farnèse dotait les Jésuites. Héritier de Paul III, qui, quarante-trois ans auparavant, fonda leur Compagnie, Farnèse avait désiré que le temple fût digne de son nom. La basilique de Saint-Pierre s'élevait ; celle du Gesù s'éleva sur des proportions moins gigantesques, mais avec cette magnificence de bon goût, avec cette profusion de marbres et de peintures qui semble faire un musée de chaque église. A Rome, la Religion a quelque chose de plus expansif, de plus brillant

par les arts que dans les autres contrées catholiques. Le caractère des peuples diffère comme les mœurs et le climat. Cette différence se remarque même dans les édifices qu'ils consacrent à Dieu.

Chez les peuples du nord, le Moyen-Age a jeté de vieilles cathédrales sombres et nues, monuments admirables d'architecture, où le ciseau du sculpteur a seul taillé dans la pierre les statues parfois informes des Saints que la piété vénère. Là tout est grave comme la pensée, tout inspire ce respect mêlé de terreur que les légendes ont porté dans le culte. En Italie, la Religion a fait comme le soleil, elle a inondé de sa lumière ; riche de tous les dons du ciel, elle les a tous consacrés à la Divinité. Rome a bâti encore plus de temples que de palais ; mais ces temples, majestueux par la forme et par l'ensemble, sont privés de cette harmonieuse nudité qui fait la richesse des basiliques d'Allemagne et de France. Les Italiens ne comprennent pas ainsi la poésie des églises. Pour eux, il leur faut partout le marbre et l'or, les chefs-d'œuvre de la peinture le disputant aux chefs-d'œuvre de la statuaire.

L'église du Gesù, sous la main du Cardinal Alexandre Farnèse, se revêtit de ce luxe pieux. Les Jésuites, en acceptant un monument aussi splendide, se conformaient aux mœurs et aux saintes passions de cette époque, où l'art conspirait pour immortaliser les souvenirs chrétiens ; mais dans la Maison Professe contiguë au temple, ils refusèrent tous les ornements, toutes les magnificences. Ils avaient laissé prodiguer à Dieu l'éclat et les somptuosités de la terre : eux ne s'entourèrent que de silence et de pauvreté.

Dans cette année 1583, Jean Maldonat mourut à Rome. Il n'était âgé que de cinquante-six ans. Lorsque le président de Thou arrive à cette mort, un sentiment de reconnaissance, que les Pères ont inspiré à tous leurs élèves, s'empare de l'historien, et il dit ¹ : « La plus grande perte qu'eut à déplorer la république chrétienne fut celle du Père Maldonat, Jésuite, issu d'une noble famille d'Espagne, et nourri dès son enfance dans la culture assidue des belles-lettres. Il apporta à tout son cours de théologie et de philosophie une piété singulière, une candeur de mœurs admirable et une admirable pénétration de jugement. Il enseigna ensuite à Paris durant dix ans, au Collège de Clermont, où nous l'entendîmes au milieu d'un immense concours et d'une approbation universelle. »

La Compagnie perdait un Savant ; elle le remplaça par un Saint. André Spinola, de l'illustre famille génoise de ce nom, était déjà dans les honneurs de la prélature. Aimé du Souverain Pontife, il allait être revêtu de la pourpre

Mor
Père
doct.

Le p
Au
Spin

(1) *Histoire universelle*, lib. 79, année 1583.

romaine, lorsqu'il renonça à toutes les dignités pour se faire Jésuite. Il périt six ans après, à la fleur de l'âge, en se dévouant à Naples pour soigner les malades dans les hospices.

Tandis que les Jésuites se livraient ainsi à des travaux de tout genre, le Père Christophe Clavius, né à Bamberg en Bavière, s'occupait à réformer le vieux calendrier. Ce Jésuite, qui a mérité le surnom de l'Euclide catholique, était déjà célèbre par ses études astronomiques et mathématiques, lorsque le Souverain Pontife le désigna comme membre d'une Congrégation nommée pour examiner la réforme que le docteur Lilio, de Vérone, tentait dans le calendrier. Cette Congrégation se composait du Cardinal Sirlet, du Patriarche d'Antioche, de Clavius, d'Antoine Lilio, frère de l'auteur, d'Ignace Dante, de Ciaconi, et de plusieurs autres savants. Clavius fut chargé spécialement de l'exécution de l'idée. Pour expliquer sa manière de procéder, il écrivit son *Comput ecclesiasticus*¹. Clavius modifia le plan de Lilio, et il établit ainsi son travail.

Il retrancha dix jours après le quatrième d'octobre, de sorte que le cinquième fut considéré comme le quinzième. L'année était en avance de dix jours sur l'équinoxe de printemps. Cette erreur s'était introduite dans tous les calculs astronomiques. L'année contenant trois cent soixante-cinq jours et six heures, ces six heures réunies forment un jour au bout de quatre ans, jour qui se trouvait ajouté d'après la réforme du calendrier de Jules-César établie par Sosigène. Mais ces six heures, jointes aux trois cent soixante-cinq jours de l'année, ne sont pas entières dans la révolution du soleil, il y manque à peu près onze minutes. Au bout de cent trois ans, ces minutes réunies donnent un jour de trop dans le calcul de Jules-César. L'équinoxe du printemps qui, l'an 325 de l'ère chrétienne, tombait le 49 mars, l'an 468 le 20 mars, arrivait le 5 des ides de mars en 4582. Clavius supprima ces dix jours, afin que l'équinoxe du printemps revint au point dont il s'était écarté; et pour que l'équinoxe fût fixé au 49 mars, on omit le jour intercalaire des années bissextiles tous les trois cent quatre-vingt-dix-neuf ans, parce que dans cet espace, selon le système de César, l'année tropique ou céleste était dépassée de trois jours.

Cette découverte, à laquelle le Souverain Pontife Grégoire XIII attacha son nom, était l'œuvre d'un Pape et d'un Jésuite, elle fut donc attaquée par les Protestants. Joseph Scaliger, Michel Mœstlin, Georges Germain la combattirent; elle triompha de toutes les préventions.

(1) *Computus ecclesiasticus per digitorum articulos mira facilitate traditus Moguntia, 1599.*

« Ce savant et important ouvrage, dit Montucla, est digne de grandes louanges, et mérite à son auteur une place honorable dans la mémoire de la postérité. » (*Histoire des Mathématiques*, t. 2er, p. 682).

Trois ans plus tard, lorsque Grégoire XIII mourut, on plaça sur son mausolée le Père Clavius offrant au Souverain Pontife le calendrier grégorien. Un autre hommage, peut-être plus flatteur, mais à coup sûr beaucoup plus rare, fut décerné au Jésuite. Ses compatriotes voulurent qu'il devînt prophète dans son pays. Ils lui proposèrent de lui ériger de son vivant une statue de bronze, s'il consentait à enseigner les sciences exactes dans la cité de Bamberg. Clavius était aussi modeste que savant. Il refusa, préférant son observatoire du Collège romain et sa cellule du Gesù à toutes les gloires que lui promettait sa ville natale.

La première lettre d'Aquaviva produisit de salutaires effets; quelques Pères l'engagèrent à en composer une seconde, et il prit pour texte la *Rénovation de l'esprit*. Le Général avait des sollicitudes de toute sorte; les Jésuites étaient engagés dans tous les combats de la Foi; pour tant cela ne suffisait point à son activité. Il apprend qu'à Constantinople un certain nombre d'esclaves chrétiens gémissent dans les fers; le lendemain, le Père Jules Mancinelli et quatre autres Jésuites s'embarquent pour l'Orient. Ils trouveront appui dans les consuls de France et de Venise; ils périront peut-être, Aquaviva ne veut pas que la crainte de la mort puisse empêcher de porter à des esclaves les consolations et les secours de la Foi. Le Pape Grégoire XIII était témoin de ces labeurs, il les encourageait, il les admirait; mais ce Pontife, qui avait accompli tant de grandes choses, sentait sa fin prochaine. Aquaviva achevait alors le *Ratio studiorum*, ou la méthode des études que la Compagnie de Jésus doit suivre dans ses collèges; elle travaillait sur tout le globe à la défense de la Religion catholique. Le Pape ne voulut pas mourir sans travailler lui-même à consolider l'œuvre de ses prédécesseurs. Dès l'année 4579, il avait publié sa Bulle *Quanto fructuosius*, par laquelle il approuve de nouveau et protège contre les détracteurs de l'Institut les vœux simples, tels que les Scolastiques les prononcent. En 4584, par la Bulle *Ascendente Domino*, il confirme de nouveau les Constitutions d'Ignace de Loyola, comme si, dans toute la force de sa pensée, quoique aux portes de la tombe, ce vieillard eût eu le pressentiment de ce qui arriverait après lui. Le 40 avril 4585, il expirait; et, le 24, Félix Peretti, Cardinal de Montalte, lui succédait sous le nom de Sixte-Quint.

Le 14 février de cette même année 4585, le Père Salmeron était mort à Naples. Quelques mois après, Louis de Gonzague et Jean-Baptiste Lambertini de Bologne entraient dans la Société. Salmeron, auquel quarante-cinq ans passés en religion donnaient une rare expérience des affaires, s'était depuis longtemps retiré à Naples, où il avait établi et gouverné la Com-

Seconde lettre d'Aquaviva sur la rénovation de l'esprit.

Le *Ratio studiorum*.

Mort de Salmeron.

Sédition
à Naples
apaisée
par les
Jésuites.

pagnie. Naples dépendait de l'Espagne, et, comme tous les peuples qui ne s'appartiennent pas, les Napolitains ne cherchaient qu'un prétexte pour se soulever. La cherté des vivres leur en offrait un : ils le prirent. Les séditieux se répandent par la ville ; le principal magistrat, Vincent Staraci, s'opposa à leurs progrès : il est déchiré, mis en pièces par cette multitude qui s'enivre si vite de ses faciles colères. Le désordre était grand ; il allait devenir immense, lorsqu'un Jésuite s'élança seul, sans armes, au milieu de la foule : c'était le Père Charles Mastrilli. Sa voix domine toutes ces voix populaires ; il fait entendre des reproches et des conseils ; il calme les uns, il émeut les autres. Quand il est parvenu à dominer la sédition, les Jésuites du Collège et de la Maison Professe s'avancent processionnellement en chantant d'un ton lugubre les Litanies des Saints.

Le courage de Mastrilli les avait touchés : à ce spectacle auquel ils ne s'attendaient pas, les Napolitains sentent leur fureur s'évanouir. Ils auraient résisté à la violence, ils sont sans force devant les Pères, qui, se groupant autour de chacun d'eux, apaisent l'effervescence de la foule. Ils en dirigent une partie sur la cathédrale, l'autre se laisse conduire à l'église de l'Annonciation. Les Jésuites les avaient séparés, les avaient domptés ; il ne restait plus qu'à les arracher au désespoir en les ramenant à l'obéissance : les Jésuites obtinrent cette dernière victoire.

De même que Pie V, Sixte-Quint ne devait la tiare qu'à son mérite ; il prouvait comme lui que ce n'est pas le trône, mais le caractère, qui donne les vertus royales. Felix Peretti, pauvre pâtre que l'Eglise avait recueilli, avait élevé dans un couvent de Cordeliers, après avoir glorieusement obéi, allait encore plus glorieusement commander. Les générations de Papes tirés de l'obscurité et déployant sur la Chaire de saint Pierre la vigueur de l'esprit, la maturité du jugement et l'éclat de l'omnipotence, ont quelque chose qui éveille et remue profondément l'orgueil populaire. Pontife terrible par son inflexibilité, grand prince par sa prudente audace, magnifique et économe, justicier sévère et protecteur des arts, enfant du peuple par son origine et par ses goûts, roi par la noblesse de ses pensées, Sixte-Quint réunissait tous ces contrastes. C'était la force alliée au génie, à ce génie qui, ne se condamnant pas à la stérilité, exécute avec réflexion les plans qu'il improvise d'enthousiasme. A une époque où tant d'hommes célèbres apparaissent, où Philippe II et Elisabeth régnaient, lorsque Henri IV remportait des victoires, Sixte-Quint, au milieu de ces majestés de la gloire, sut, en cinq années de pontificat, se créer une position qui le domine toutes. Il n'a fait que passer sur

le trône des Apôtres, mais chaque trace de ses pas est empreinte dans Rome. Son souvenir, sa physionomie si fortement accentuée y vivent comme une de ces images de puissance que la faiblesse elle-même ne peut effacer de sa mémoire. Cet homme, dont la volonté faisait loi, car sa volonté était presque toujours l'expression la plus exacte de la justice et de l'autorité, cet homme avait conçu de vastes desseins pour la grandeur de la ville éternelle et pour la prospérité du Catholicisme ; il se sentait vieux, et il aspirait à les réaliser. Il était pour ainsi dire né dans l'Ordre des Conventuels ; on le soupçonna d'être hostile aux Jésuites : on crut qu'à l'exemple de ses prédécesseurs qui avaient embrassé la vie religieuse avant de ceindre la tiare, il chercherait à modifier l'Institut de Jésus en ce qu'il avait d'exceptionnel ou de peu conforme aux autres Sociétés religieuses. Le Pape, dans les premiers jours de son pontificat, ne se montra point disposé à justifier ces soupçons.

Aquaviva était digne de lutter avec Sixte-Quint ; il avait la même énergie, les mêmes talents, un plus long avenir devant lui ; mais il s'était voué à l'obéissance. L'obéissance pouvait briser Aquaviva et la Compagnie : ce fut l'obéissance qui les sauva tous deux. Le combat ne s'engageait pas encore ; mais les esprits clairvoyants, toute la Cour Romaine par conséquent, signalaient l'orage ; ils devinaient même sur quels points des Constitutions il porterait. Aquaviva étudiait Sixte-Quint ; il jugea à propos de sauver le navire par quelque sacrifice. Pour l'exécution de ses plans il fallait de l'argent au Pape ; il résolut de retirer aux séminaires les subsides que leur accordait le trésor de l'Eglise. Des représentations lui furent adressées ; elles étaient justes, Sixte-Quint les écouta ; mais pour Aquaviva ce dut être un avertissement. Le Général des Jésuites vint donc prier le Pape de les décharger du soin du Séminaire romain. Sixte-Quint consulte le Sacré Collège : la prière d'Aquaviva n'est pas exaucée, parce que, dit le Pontife, les Italiens ne doivent pas être moins bien traités que les autres nations ayant à Rome leur séminaire. Aquaviva a donné pour prétexte que la Société de Jésus est dans l'impossibilité de fournir à cet établissement tous les professeurs qu'il exige. Le Pape ne tient aucun compte de ce motif ; il a créé un collège pour les Maronites du Mont Liban, dont les Pères Elian et Bruni ont fait la conquête ; il assigne mille écus d'or à l'entretien de cette maison, et il la confie aux Jésuites. Un jubilé leur est accordé à l'occasion de l'entrée des Missionnaires dans la Chine. Mais cette heureuse union ne devait pas durer : ce fut d'Espagne que partirent les premiers éclairs de la tempête.

L'Institut n'avait pas à combattre dans la Péninsule l'hérésie ou l'impiété ; le Christianisme y régnait sous l'œil vigilant de Philippe II. Ge

On a
posé
serra
telle
Cours
guit-

Sixte-
Quint
Pape.

Son por-
trait.

prince, dont les années n'affaiblissaient point l'ambition raisonnée, marchait vers son but sans éclat, sans passion. Appuyé sur l'épée du duc de Parme, il ajoutait à tous ses domaines la couronne de Portugal, et, monarque le plus puissant de l'Europe, il en était aussi le roi le plus catholique. Il connaissait les services que les Jésuites avaient rendus et pouvaient rendre au monde; cependant, comme pour laisser à chacun la liberté de discussion, Philippe ne sévissait pas contre les auteurs d'œuvres théologiques où la base de l'Institut était attaquée. On eût dit que ce prince ne voyait point sans plaisir de pareilles attaques, qui, en déployant la force de la Compagnie de Jésus, semblaient mettre l'Ordre entier à sa discrétion. La politique de Philippe II était double; elle tendait à glorifier et à dominer les Jésuites. Les Jésuites n'acceptèrent pas la position que le Roi leur faisait tacitement : le Portugal et l'Espagne leur fondaient de nouvelles maisons, ils acquéraient dans ces deux empires réunis sous un même sceptre une prépondérance extraordinaire; mais, en s'étendant, ils ne consentaient ni à se laisser asservir ni à devenir des instruments d'asservissement. Ils voulaient leur liberté d'action, et, quand Philippe II se montrait contraire à ce désir, ils n'en poursuivaient pas moins leur marche, bien persuadés que la piété du Roi donnerait tort aux pensées du politique.

Les choses étaient en cet état lorsque de nouvelles complications surgirent et vinrent offrir à Sixte-Quint un prétexte tout naturel d'appliquer aux Jésuites les modifications qu'il espérait introduire dans leurs Constitutions. Le Cardinal Quiroga fondait à Talavera, sur les bords du Tage, un collège de la Compagnie; un second s'élevait à Calatayud; la ville de Vittoria tentait la création d'un troisième; à Lisbonne, le Père Fonseca construisait une maison pour les Catéchumènes. Pendant ce temps, les troubles fomentés de longue main éclataient à l'ombre même du trône de Philippe; voici à quelle occasion.

Quelques Jésuites espagnols étaient mécontents de ne plus voir à la tête de la Société un de leurs compatriotes. Ce mécontentement, qui ne dépassait pas l'enceinte des Collèges ou des Maisons Professes, ne portait atteinte ni à la discipline ni à la régularité; il avait pourtant inspiré à quelques têtes l'esprit d'examen. Sur ces entrefaites, en 1586, le Père Jacques Hernandez manifesta l'intention de se retirer de la Compagnie; les raisons qu'il alléguait ne parurent pas valables au Général, il refusa de les accepter. Hernandez n'avait pu se séparer à l'amiable, il espérait enlever sa retraite de haute lutte. On le vit donc prendre un parti extrême : il recourut directement au Roi et au Saint-Office. Il exposa aux Inquisiteurs de Valladolid qu'il savait un terrible secret et que,

pour l'empêcher de le dévoiler, on le contraignait à rester dans la Société de Jésus. Le Provincial Marcenius et plusieurs autres Pères le connaissaient ainsi que lui : c'était, déclarait Hernandez, un crime du ressort de l'Inquisition, un attentat à la pudeur commis par un Jésuite sur l'une de ses pénitentes. Marcenius, ajoutait-il, avait chassé le coupable pour le soustraire au Saint-Office, et, en attendant que le fait fût prouvé, le Provincial en dérobait les suites à tous les regards.

Les inquisiteurs accueillirent la dénonciation d'Hernandez; Marcenius et les Pères qu'il a compromis sont arrêtés. Rien n'était plus vague que l'accusation; mais le Saint-Office rencontre une occasion de jeter quelque défaveur sur la Compagnie de Jésus, il la saisit. Aquaviva se rend au Vatican, il communique l'affaire à Sixte-Quint, il lui demande l'autorisation d'approfondir et de faire connaître au Père Marcenius les faits à sa charge. Le Pape l'accorde; alors l'Inquisition de Valladolid ne se contente plus d'informer secrètement sur un attentat individuel qui n'offre pas même les probabilités les plus ordinaires; elle se fait officiellement livrer deux exemplaires des Constitutions de l'Ordre, des privilèges et du *Ratio studiorum*, puis elle affirme qu'elle va procéder à leur examen.

Le crime dénoncé par Hernandez n'était qu'un prétexte, l'Inquisition de Valladolid songeait à aller plus loin. Un petit nombre de Pères, fatigués de l'obéissance, se joignent à Hernandez. S'apercevant que toutes les plaintes trouvent accès auprès du Saint-Office, ils lui communiquent, ils font parvenir au Roi une foule d'écrits dans lesquels la Compagnie, son Institut, Ignace de Loyola et ses successeurs sont incriminés. Aquaviva, inquiet de ces symptômes, supplie le Pape d'émettre un avis. Le Pape ordonne à son internonce à Madrid de prendre parti pour les Jésuites. En 1587, le Général envoie à Philippe II le Père Barthélémy Petrius. Dans cet intervalle, l'Inquisition, poussée par les Jésuites révoltés, enjoignait, sous peine d'excommunication, de lui livrer tous les documents constitutifs ou explicatifs de l'Ordre; par la même cédula elle décrétait de prise de corps le Père Jérôme Ripalda, recteur de Villagarcia, et elle faisait enlever les papiers de la Compagnie.

Le schisme éclatait parmi les Jésuites; il pouvait susciter plus d'un embarras à l'Eglise. Sixte-Quint évoque à son tribunal suprême l'affaire de Marcenius, et il commande à l'Inquisition de cesser toutes poursuites. Ce n'était pas ce qu'avaient espéré les insoumis. Le Père Denis Vasquez se place à leur tête, et durant la Congrégation des provinces il exige pour l'Espagne un commissaire indépendant du Général, avec les pouvoirs attribués à celui qui exerce

Le Saint-Office fait arrêter le Provincial et plusieurs Pères.

L'Inquisition se décide à faire l'examen des Constitutions.

Les Jésuites espagnols et le père Vasquez demandent une réforme de l'Institut.

ces fonctions chez les Dominicains d'Espagne. Ce démembrement de l'Ordre était appuyé sur des motifs plus spécieux que sages ; mais , aux yeux du gouvernement , ils devaient jusqu'à un certain point paraître concluants , car ils resserraient les liens entre l'Etat et la Compagnie. On disait que l'Institut avait tiré sa gloire des enfants de la Péninsule , et que , renfermé dans les limites de l'empire et dans ses possessions d'outre-mer , il avait encore d'immenses services à lui rendre. A l'exception du Roi , tous oubliant qu'Ignace , Laynès et Borgia n'avaient obtenu que par l'unité ce concours de sacrifices , d'abnégations et de talents qui avait si rapidement fait grandir la Compagnie.

Vasquez souhaitait que son projet fût approuvé par le Roi , par Quiroga , Cardinal de Tolède , et par le Général des Jésuites ; mais la Congrégation des procureurs rejeta cette demande. Leur pénétration déjouait les plans formés ; l'Inquisition se prépara à résister avec d'autres armes. Le Général pouvait d'un moment à l'autre tirer d'Espagne quelques Pères , afin de remplacer dans les royaumes voisins ceux que la peste y moissonnait. Défense est faite aux Jésuites de la Péninsule de sortir des Etats de Philippe II sans une permission des Inquisiteurs ; la défense s'étend même à ceux qui seront appelés à Rome.

Sixte-Quint avait au plus haut degré le génie de l'autorité. En apprenant ces nouvelles : « Eh quoi ! s'écria-t-il , est-ce ainsi qu'on se joue de nous et qu'on s'arroge le droit d'interdire l'appel à notre Siège Apostolique ? Et ce sont ces mêmes hommes à qui nous avons ordonné de nous communiquer les actes de la cause de Marcenius et qui ne nous ont pas obéi ! » Il fit aussitôt écrire au Cardinal Quiroga , grand Inquisiteur. De sa puissance suprême il lui enjoint : 1^o de rendre tous les livres appartenant à la Compagnie de Jésus ; 2^o de lui faire passer la procédure instruite contre les Pères ; et Sixte-Quint ajoutait de sa propre main : « Si vous n'obéissez pas à l'instant même , moi , le Pape , je vous déposerai de votre charge de Grand Inquisiteur , et je vous arracherai votre chapeau de Cardinal. »

Le Cardinal Quiroga se soumit. Aquaviva de son côté entra en arrangements avec Philippe II ; il lui envoya le Père François Porri muni de ses pleins pouvoirs. Les Inquisiteurs s'aperçurent qu'ils s'étaient trop avancés. Le 49 avril 1588 , après avoir adressé à Rome les documents du procès , ils déclarèrent libres et absous de tout soupçon Marcenius et les autres Pères prisonniers.

Malgré ces troubles intérieurs , inséparables de toute Société , la Compagnie de Jésus n'avait pas ralenti ses progrès en Espagne. En 1586 , elle ouvrait un Collège à Xérès ; l'année suivante un autre s'établissait à Séville , et la cité

accordait une Maison Professe aux Jésuites. En 1588 , les habitants d'Arrubal , près Logrono , demandent un Collège de la Compagnie. Le Roi lui donne dans le même moment un nouveau gage de sa confiance. Il vient d'armer la fameuse flotte qui doit opérer une descente sur les côtes d'Angleterre , et que les vents et l'amiral Drake disperseront ou anéantiront. Par ses ordres , des Jésuites la suivent sur l'Océan ; un autre Jésuite , le Père Salazar , se rend en pèlerinage à Jérusalem pour vénérer les saints lieux au nom du Roi et accomplir le vœu de sa piété. Cependant Philippe II n'avait pas abandonné ses projets sur la Compagnie. Sixte-Quint allait l'attaquer ; lui cherchait à la plier à ses volontés. L'Evêque de Carthagène est nommé visiteur royal de tous les Ordres religieux qui sont en Espagne. Le Prélat a pour instruction principale d'établir une certaine harmonie entre les Constitutions de ces divers corps. L'atteinte portée à l'indépendance et au but spécial de chaque Société était flagrante. Les Jésuites , les premiers , en comprirent la gravité ; les premiers aussi , ils déclinent l'intervention d'un étranger. Ceux même qui ont pris part aux derniers troubles , si heureusement apaisés par Sixte-Quint , se coalisent dans une pensée commune. Ils fomentaient des dissensions intestines ; mais , comme toutes les associations et tous les partis qui établissent la guerre civile dans leur sein , ils oublièrent leurs discordes pour se liguier contre l'ennemi du dehors. Ils refusent de reconnaître la juridiction du visiteur ; ils en appellent au Pape et au Roi.

La situation était féconde en périls. L'autorité d'Aquaviva , la stabilité de l'Ordre , tout se voyait remis en question par les deux souverains dont l'appui devenait plus que jamais nécessaire à la Compagnie. Le Pape conseillait des modifications comme Sixte-Quint savait conseiller , c'est-à-dire il les imposait. Philippe II , de son côté , exigeait des changements aux Constitutions. Aquaviva ne croyait pas devoir obtempérer à des ordres ou à des conseils qui détruisaient l'essence de la Compagnie. Il se décida à négocier. Chez Philippe II , il y avait plutôt répulsion instinctive et non motivée contre le Général Aquaviva personnellement que le désir d'apporter des entraves à l'Institut. Le Père Denis Vasquez , en mourant cette année-là même 1589 , avait , à sa dernière heure , témoigné un vrai repentir des troubles excités par sa persistance. Ces remords firent impression sur le Roi d'Espagne. Durant ce temps , Aquaviva , qui se sentait pressé par Sixte-Quint , ordonnait au Père Parsons et à Joseph Acosta de se rendre à l'Escurial pour convaincre Philippe II de l'inutilité et des dangers de ses propositions. Le Père Parsons était estimé du monarque ; il avait même une large part à sa confiance. Il commença par faire abroger l'édit qui empê-

Sixte-Quint écrivit l'affaire à Rome.

Philippe II se mêla à toutes ces discussions et nomme

chait les Jésuites d'abandonner le territoire espagnol ; puis il entra dans la discussion des affaires intérieures. Parsons n'eut pas de peine à lui persuader que les soupçons sur le prétendu despotisme du Général n'étaient que des accusations vagues et qu'il importait à l'ensemble des travaux de la Société que son pouvoir fût un. Philippe II aimait les situations tranchées. L'autorité était dans sa nature, il la comprenait pour lui ; il n'hésita pas à en avoir l'intelligence pour le Général des Jésuites. Les mesures adoptées pouvaient la ruiner ; il les révoqua, et décida que la Compagnie se gouvernerait en Espagne comme par le passé. Il écrivit à Aquaviva de nommer lui-même les visiteurs. Ce dernier désigna Gil Gonzales et Joseph Acosta pour l'Espagne, Pierre de Fonseca pour le Portugal.

Parsons avait triomphé de Philippe II, Aquaviva ne fut pas aussi heureux à Rome.

Dès l'année 1588, le Pape publiait deux décrets concernant la Compagnie. Par le premier, il prohibait l'admission des enfants illégitimes. Ce décret ne changeait rien à sa discipline particulière ; il fut accepté et observé. Par le second, Sixte-Quint réservait à la Congrégation générale ou provinciale le droit de recevoir les novices. Les Pères de Rome réclamèrent contre une pareille disposition. Elle ébranlait tellement l'économie de l'Institut que le Pape la restreignit, la modifia, l'annula enfin, et s'arrêta à une mesure qui demeura en vigueur jusqu'à sa mort. Le Général désignait dans chaque Province trois maisons dont les supérieurs, réunis avec le Provincial, admettaient les novices à la pluralité des voix.

Tandis que Sixte-Quint commençait ses hostilités contre les Jésuites, le Père Julien Vincent lui déferait la lettre d'Ignace de Loyola sur l'obéissance. Le Père Vincent déclarait la doctrine du fondateur fautive et erronée. Ce Père Vincent était à Bordeaux deux ans auparavant. Par ses prédications exaltées, il y avait encouru le blâme du Provincial et une espèce d'exil à Compostelle. Arrivé en Espagne au moment où le vent de la discorde soufflait contre le pouvoir du Général, Vincent n'avait pas tardé à se liguier avec les révoltés. Tête ardente et que les doctrines du libre examen, enflammées par les Protestants, avaient mise en ébullition, Vincent venait d'obtenir du Saint-Office un blâme formel sur la lettre d'Ignace ; il la dénonçait à la cour de Rome. Le Pape la soumet à l'examen de quelques théologiens. Ils la jugent avec une telle sévérité que Bellarmin sent qu'il a besoin de jeter le poids de sa parole dans cette discussion. On attaquait l'obéissance passive ; le docteur de l'Eglise la défend. Des théologiens mettaient en doute son efficacité : le grand théologien la proclame, il la démontre, il l'établit sur le témoignage des Saints Pères ; il s'entoure

des textes de saint Jérôme, de saint Augustin, de saint Jean Climaque, de saint Benoît, de saint Bernard, de saint Thomas d'Aquin et de saint Bonaventure. Il la montre irrépréhensible au point de vue de Dieu, politique et salutaire au point de vue de l'homme.

Julien Vincent avait soulevé la tempête ; il en fut la première victime. Après avoir semé le désordre dans la Compagnie, il essaya de porter son esprit de rébellion jusqu'au trône du Souverain Pontife : il accusa Sixte-Quint. Mais le Pape n'avait pas seulement pour se protéger le génie de Bellarmin, il avait encore des prisons : Vincent fut jeté dans un cachot ; il y mourut quelque temps après.

Au milieu de ses occupations de Pontife et de prince, tandis qu'il faisait respecter sa puissance au dehors, qu'il tenait d'une main si ferme le gouvernail de l'Eglise et qu'il couvrait Rome de monuments splendides, Sixte-Quint poursuivait avec une activité dévorante son projet de réformer la Compagnie. Le feu avait longtemps couvé sous la cendre ; il éclatait enfin. Le Pontife venait d'examiner par lui-même l'Institut, et il allait le soumettre à tant de changements, que ces changements, aux yeux d'Aquaviva, équivalaient à une destruction ; il ne s'agissait pas moins que de bouleverser tous ses statuts. Les modifications exigées par le Pape roulaient sur les degrés, sur le nom, sur l'époque de la profession, sur la correction fraternelle, sur l'obéissance et sur la distribution des biens entre les pauvres.

Les Jésuites espagnols, dont le Père Vasquez s'était fait le chef, demandaient instamment au Pape, et sous la sanction de Philippe II, d'altérer l'Institut ; mais leurs vœux ne tendaient qu'à poser des limites à l'autorité du Général. Ainsi, ils voulaient qu'il fût privé du pouvoir d'admettre au grade de Profès et de nommer les Provinciaux, les Supérieurs et les Recteurs. L'Ordre de Jésus était constitué en monarchie ; ils en faisaient une démocratie où le levier de l'élection partielle devait ruiner l'obéissance et renverser l'édifice de Loyola. D'après eux, chaque Assemblée provinciale choisirait son Provincial, chaque Maison Professe, chaque Collège élirait son Recteur et les autres Supérieurs. Tels étaient les vœux de quelques Jésuites, vœux que le Pape avait accueillis parce qu'ils flattaient sa pensée secrète ; mais Aquaviva ne tarda point à s'opposer à un semblable envahissement. Afin de conserver l'Institut tel qu'il l'avait reçu, il discuta avec le Souverain Pontife les points controversés, et, par une savante combinaison ; il prit le contre-pied des lois qu'on essayait de changer. « Saint Père, disait-il, si lorsque quelqu'un voudra se retirer du monde nous lui conseillons de donner son bien à ses parents, à ses amis, que deviendra la parole de Jésus-Christ : Si vous aspirez

Sixte-Quint se propose de réformer l'Ordre de Jésus.

Le Pape et le Général.

à être parfaits, allez, vendez ce que vous possédez et distribuez votre bien aux pauvres ? Si nous professons que personne ne doit dévoiler sa conscience ; que chacun a le droit, avant d'exécuter les ordres qui lui sont intimés, de discuter son obéissance et d'examiner par son propre jugement s'il est opportun d'y obtempérer ou d'y résister, comment pourra vivre, je ne dis pas une corporation religieuse, mais une société d'hommes, d'hommes même corrompus par l'excès de la civilisation ? »

Partant de ces principes, essence de toute aggrégation humaine, Aquaviva déroulait au Pape les inconvénients de ses réformes dans un temps où la Compagnie avait à lutter contre les ennemis de l'Eglise. Il lui démontrait, à lui qui savait si bien commander, que l'obéissance était la force même d'un Etat et surtout d'un Ordre religieux : il lui prouvait la nécessité pour le Général de gouverner avec pleins pouvoirs sous l'autorité du Siège Apostolique ; il lui arrachait l'aveu que l'élection des supérieurs par chapitre était impraticable dans les missions, et moralement impossible en Europe. « Vous désirez, Très-Saint Père, ajoutait-il, l'unité de la puissance ; où sera-t-elle, lorsque à chaque instant les brigues ou les passions se jetteront à la traverse et produiront des choix nuls, viciés, sans intelligence quelquefois, et à la longue presque toujours mauvais ? »

Aquaviva luttait d'énergie et de persévérance avec Sixte-Quint ; il lui faisait voir le petit nombre de ceux qui, dans la Société, s'étaient constitués les détracteurs mêmes de la Société. Ils étaient Espagnols, ils parlaient au nom du roi d'Espagne, et « Philippe II, continuait Aquaviva, ne veut pas lui-même accepter ces élections capitulaires, dont il sait aussi bien que Votre Sainteté tous les dangers. » Le Pape cependant ne cédait sur aucun point. L'empereur Rodolphe, le roi Sigismond, plusieurs princes ecclésiastiques et séculiers le suppliaient de ne rien changer à l'Ordre de Jésus ; il restait inébranlable. A ces dépeches, il s'en joignit une dernière encore plus explicite que les autres. Elle était de la main de Guillaume, duc de Bavière ; Minutius, son plénipotentiaire à Rome, la remit au Souverain Pontife.

« Je me félicite beaucoup, moi et mes sujets, écrivait de Munich, le 29 mars 1589, le prince bavarois, de posséder ces Pères et de jouir de leurs travaux. Je souhaite par-dessus tout que la Compagnie de Jésus conserve éternellement son Institut, qui réjouit l'Eglise, épouse de Jésus-Christ, et qui augmente le nombre de ses enfants. Soit à cause de la stabilité du Saint-Siège, appui de cet Ordre, soit à cause de ses heureux succès, j'ai toujours eu l'intime conviction et j'ai encore la confiance que la Bonté Divine ne permettra pas qu'il en arrive autrement. Mais les Pères qui travaillent ici pour la

Religion m'ont inspiré une crainte contraire, et j'ai été douloureusement affecté lorsqu'ils m'ont entretenu avec tristesse de je ne sais quelle innovation qu'on ferait peut-être à leurs Constitutions ; ils m'ont dit que Votre Sainteté était poussée par quelques personnes à introduire ces changements.

« Ce n'est pas au nom de cette Société, Très-Saint Père, c'est au nom de la Religion que je vous ferai connaître, avec le respect et la soumission dus à Votre Béatitude, les graves inconvénients pour la cause catholique qu'une semblable mesure produirait dans nos contrées. Joie et triomphe des Hérétiques. »

Sixte-Quint soupçonna les Jésuites d'être les auteurs de cette dépeche ; l'ambassadeur bavarois le détrompa bientôt. Le Pape répondit à tous les monarques qu'il n'avait jamais pensé à altérer la nature de l'Institut ; qu'il le tenait pour louable et utile à l'Eglise ; qu'il voulait le conserver ; « mais ce qui, ajoutait-il, me déplait le plus, c'est la conduite de quelques particuliers, de ceux surtout qui fréquentent les cours ou qui se mêlent d'affaires publiques. »

Le motif allégué par le Saint-Père parut d'autant moins concluant aux souverains et à Aquaviva que, peu d'années auparavant, Sixte-Quint lui-même défendait contre le Général les Jésuites français ou écossais qui prenaient une part trop active à la Ligue. Aquaviva n'oubliait pas qu'en dehors de lui, que malgré lui, le Pape avait ordonné au Père Claude Matthieu de diriger comme par le passé le mouvement catholique qui poussait une partie de la France sous la bannière de l'insurrection. En diplomate plein d'expérience, ou plutôt en prêtre respectueux envers le vicaire de Jésus-Christ, Aquaviva ne songea pas à évoquer un tel souvenir, qui était un argument irrésistible ; il garda toujours, il força même les Jésuites à garder envers le Pape la plus profonde déférence. Lorsqu'en termes peut-être acerbes, le Père Forsler fit savoir au Général que Sixte-Quint avait adressé à l'archiduc Charles d'Autriche un manifeste accusateur contre la Compagnie, Aquaviva écrivit de sa main sur la réponse faite à Forsler : « Mon Père, celui qui a dicté le bref est notre chef et notre pasteur : il nous aime et veut nous humilier. Les blessures de celui qui nous aime ainsi nous sont plus utiles que si, en nous épargnant trop, il nous rendait orgueilleux. Prions pour lui le Seigneur. »

Le Pontife avait lui-même annoté plusieurs articles des Constitutions ; le Cardinal Caraffa fut nommé pour les examiner. Caraffa différait cet examen. Le Pape avait consumé sa vieillesse dans des travaux qui dépassent les forces de l'homme ; on le sentait mourir, et aucun prince de l'Eglise n'était désireux d'attacher son nom à une pareille œuvre. Sixte-Quint, dont les souffrances n'abattaient point le courage,

Sixte-Quint venait d'être élu pape. Les Jésuites d'Allemagne manifestèrent leur joie par des publications.

Le Sacre du pape fut célébré à Rome le 29 mai 1589.

pénètre les motifs qui retardent le Cardinal Caraffa ; il confie ce travail à quatre théologiens, choisis par le Pape et dans le cercle de ses idées. Ils blâment avec tant de véhémence les points qui ont été livrés à leur critique que les Cardinaux déclarent qu'une censure aussi amère n'a été portée que par ignorance des choses religieuses. Le décret que les censeurs avaient préparé est désapprouvé par le Sacré Collège, qui ajoute ces mots à sa délibération : « Du reste, on ne voit pas ce qui peut déplaire à Sa Sainteté. »

Sixte-Quint n'eut pas de peine à s'apercevoir que le Sacré Collège ne partageait pas ses préventions, et en plein Consistoire il s'écria : « Je le vois bien, vous traînez par habileté la chose en longueur, vous attendez ma mort ; mais vous vous trompez : bientôt, et selon notre volonté, nous trancherons l'affaire. » Dans son intimité il répétait : « Tous ces Cardinaux, même ceux que nous avons créés, nous font défaut ; ils favorisent les Jésuites. »

Un Espagnol, le Père Jean Jérôme, était dénoncé au Pape comme ayant dit en chaire : « Les temps demanderaient un Théodose pour empereur et un Grégoire pour Pape, et nous remarquons tout le contraire. » Un autre Jésuite, le Père Barthélemy Blond, venait de faire dans une église de Rome l'éloge du Cardinal Cajetano, Légat que le Saint-Siège avait envoyé à Paris pour encourager la Ligue. Le Pape était personnellement hostile à Cajetano, trop dévoué aux Espagnols ; il fit arrêter le Père Blond, et il interdit Laurent Maggio, qui, en l'absence d'Aquaviva, avait autorisé cet éloge. Dans le même temps, et lorsque Bellarmin était en France par ordre même de Sixte-Quint, le célèbre ouvrage de ce Jésuite *De summi Pontificis potestate* parut à Rome. Le Pape aimait, il estimait Bellarmin ; mais Bellarmin, avant son départ, avait vengé l'obéissance de Loyola des attaques de Julien Vincent ; Sixte-Quint le punit de lui avoir donné tort, au moins dans la pensée. L'ouvrage sur le Pontife Romain fut, malgré les prières et les remontrances de tout le Sacré Collège, mis à l'index ; il y resta jusqu'au décès de ce Pape, que Bellarmin glorifiait. La Congrégation de censure avait rempli les vues de Sixte-Quint ; lorsqu'il n'exista plus, elle loua l'ouvrage et le fit rayer de ses catalogues de prohibition.

Il était impossible à Sixte-Quint, tout absolu qu'il était, d'amener les Cardinaux à un acte préjudiciable à l'Eglise Universelle ; ils résistaient passivement, et à Rome ce sont les Colonnes d'Hercule de toute opposition. Le Pape se détermina à faire par lui-même ce qu'il ne pouvait obtenir. Le Cardinal San-Severino est chargé d'exécuter immédiatement les ordres du souverain ; il doit tout d'abord s'attacher au nom de Compagnie de Jésus, que le Pape supprime

d'autorité. « Compagnie de Jésus ! disait-il en agitant sa barbe blanche : eh ! quelle espèce d'hommes sont donc ces Pères pour qu'on ne puisse les nommer sans se découvrir la tête ? » D'autres fois il ajoutait : « C'est une injure aux autres Sociétés, une arrogance qui fait retomber sur le Christ quelque chose d'injurieux ; il ne convient pas que ce nom si saint soit prononcé et débattu par les juges et autres gens de tribunaux. »

C'était l'idée fixe de Sixte-Quint ; il concédait aux membres de l'Institut de garder le nom de Jésuites, mais, à toute force, il fallait qu'il abolît le titre de Compagnie de Jésus. Le Sacré Collège intercede ; ses prières sont repoussées. Les Cardinaux de San-Severino et de San-Marcellino se rendent au Gesù ; ils déclarent à Aquaviva et aux Pères assemblés l'immuable volonté de Sixte-Quint. Aquaviva s'y soumet : mais le Pape ne veut pas, en présence des Princes du Nord qui se sont constitués les protecteurs de la Compagnie, accepter l'initiative de la suppression du titre. Il ordonne qu'Aquaviva rédige lui-même le décret, et qu'il soit censé demander au Pape la condamnation de ses prédécesseurs. Aquaviva obéit encore ; il dresse l'acte, le signe et le remet au Quirinal entre les mains du Souverain Pontife. Heureux d'avoir remporté une victoire si disputée, le Saint-Père place le décret dans son secrétoire.

Le 27 août 1590, au moment où Sixte-Quint expira¹, on l'y retrouva tel que le Pape l'avait reçu peu de jours auparavant ; il fut abrogé par Grégoire XIV, sans avoir été jamais publié.

Les rivalités, les passions, les haines se taisaient autour d'un cercueil, ou elles consacrent ce jour des éloges par un panégyrique de convention qui accorde à la mort la trêve du Seigneur.

Il n'en était pas alors ainsi pour les monarques, pour les pontifes surtout. Sixte-Quint, comme Paul IV, avait déployé une telle sévérité, une justice si implacable, que ses cinq années de règne parurent aux Romains un siècle de despotisme. Il avait embelli et moralisé la Ville Eternelle, mais avec une telle impétuosité que les habitants ne virent dans ces actes de magnificence ou de rigidité que la puissance

(1) Le trépas de Sixte-Quint arriva si à propos pour les Jéuites, qu'en dépit de son âge avancé, de ses fatigues passées et de la maladie mortelle dont il était depuis longtemps atteint, on chercha à voir dans cet événement une intervention humaine. De ce moment, il est resté à Rome, la patrie des traditions, un souvenir passé en proverbe. En voici l'origine.

Aquaviva, en sortant du Quirinal, se rendit au Noviciat de Saint-André, et il recommanda aux novices de la Compagnie de Jésus de faire une neuvaine pour détourner l'orage dont elle était menacée. La neuvaine fut commencée, et le dernier jour, à l'instant où, dit-on, la cloche de Saint-André appelait les novices aux litanies, Sixte-Quint succomba. Maintenant encore, quand un Pape est dangereusement malade et qu'on entend sonner les prières pour les agonisants dans une église de la Compagnie, les Romains disent : « Le Saint Père va mourir, voilà la cloche des Jésuites qui sonne les litanies. »

Aquaviva rédige lui-même le décret.

Mort de Sixte-Quint.

Sixte-Quint met à l'index un ouvrage de Bellarmin.

Il ordonne de supprimer le nom de Compagnie de Jésus.

d'un tyran et jamais celle du génie. A peine eut-il rendu le dernier soupir que les Romains brisèrent la statue que, dans un accès de flatterie, ils lui avaient érigée. Son nom, naguère si redouté, fut livré aux sarcasmes et aux outrages d'une populace qui ne sait ni être grande avec la force ni heureuse avec la modération. Sixte-Quint fut maudit par la génération dont il faisait la gloire ; il est honoré par la postérité.

Tandis que ce Pape poursuivait ses plans contre la Compagnie de Jésus, une discussion toute religieuse, mais qui pouvait exercer quelque influence sur ses destinées, s'agissait dans le conseil même du Général. L'usage des pénitences et la fréquente oraison formaient le sujet de cette controverse. Les quatre assistants étaient partagés en deux avis : Laurent Maggio et Garcias d'Alarçon estimaient qu'il fallait se livrer à de longues contemplations, à de grandes austérités ; ils appuyaient leur sentiment sur l'exemple d'Ignace de Loyola et des premiers Pères de l'Institut. Paul Hoffée et Emmanuel Rodriguez, réfléchissant sur son organisation et sur sa fin, croyaient que la Compagnie devait user d'une certaine sobriété dans ces pratiques. Aquaviva avait à se prononcer ; il prit un juste tempérament entre les deux extrêmes. Il décida que la Société n'était point spécialement établie pour la prière et pour les mortifications, mais qu'elle ne pouvait subsister sans un emploi modéré de ces deux mobiles de la perfection chrétienne. Dans une lettre adressée à toutes les Provinces, Aquaviva développa ce sentiment ; il y concilia ce que le religieux devait au ciel avec ce que le Jésuite devait au monde. Le 23 octobre 1590, Bobadilla, le dernier survivant des dix compagnons d'Ignace de Loyola, mourut à Lorette, et, peu de jours après, la Congrégation des procureurs se réunit au Gesù.

Après les rudes atteintes portées à la Société par Sixte-Quint, plusieurs Pères regardaient comme indispensable d'assembler une Congrégation générale. De graves événements s'étaient accomplis dans le sein de la Compagnie : en Espagne il y avait scission ; en France quelques Jésuites se lançaient avec trop d'ardeur dans le champ de la politique. Les uns songeaient à renforcer l'autorité du Général par une nouvelle adhésion aux statuts ; les autres, tout en reconnaissant les nécessités de la position, disaient que, puisque Aquaviva avait su tenir tête à ces orages, il n'était pas besoin de les raviver peut-être par une assemblée générale. Les suffrages se balançaient de part et d'autre ; deux assistants se prononçaient pour, les deux autres contre : Aquaviva tranche la difficulté ; comme chef de l'Ordre il avait deux voix, il se range à l'avis qui refuse la convocation.

Le Cardinal de San-Marcellino, successeur de Sixte-Quint, n'avait régné que treize jours,

sous le nom d'Urbain VII. Le 5 décembre 1590, le Cardinal Sfondrati est élu Pape et prend le nom de Grégoire XIV. La Congrégation des procureurs n'était pas encore dissoute ; le nouveau Pape lui témoigne l'affection qu'il voue à la Société de Jésus ; il restitue par une bulle solennelle le nom que Sixte-Quint a été sur le point de lui arracher ; il rétablit ou visite les Collèges que l'abandon de son prédécesseur a privés des subsides du Saint-Siège. Lorsqu'il eut réparé les pertes, cicatrisé les blessures faites à la discipline intérieure, la Compagnie se vit affirmée même par les assauts qu'elle venait d'affronter.

Un nouveau Saint, élevé dans son Collège Romain, montait au ciel, et malgré elle, malgré son Général, un Jésuite était enfin revêtu de la pourpre par Clément VIII. Le Saint qui venait d'expirer, le 24 juin 1594, était Louis de Gonzague, de la Maison de Mantoue. Il avait répudié toutes les grandeurs de la terre afin de s'unir plus intimement à Dieu. Le riche, le puissant seigneur s'était fait pauvre pour glorifier les pauvres, pour mourir parmi eux de toutes les maladies que l'indigence produit. Il n'avait passé que six années dans la Société de Jésus, dont les quatre dernières sous la direction du Père Bellarmin, et ce jeune homme, que l'Eglise a donné pour patron à la jeunesse, n'a peut-être jamais, au milieu de ses innombrables panégyristes, recueilli un éloge plus admirable que celui dont le Cardinal Bellarmin lui-même l'a honoré dans son testament. Louis de Gonzague était mort à l'âge de vingt-trois ans, mort d'une fièvre contractée dans les hôpitaux, mort angéliquement comme il avait vécu. Un membre du Sacré Collège, un prêtre si illustre par sa science que par sa sainteté, demandait que son corps fût déposé aux pieds de Louis de Gonzague¹ ; Bellarmin voulait que, même dans le trépas, le vieillard fût protégé par le jeune homme, le confesseur par le pénitent.

Depuis un quart de siècle le Père Tolet était la lumière de l'Eglise, le conseiller, le prédicateur des Souverains Pontifes, et l'ami des rois. Grégoire XIII écrivant au duc de Bavière, auprès duquel le Jésuite était envoyé comme ambassadeur, s'exprimait ainsi : « Nous affirmions que de tous les hommes qui sont maintenant sur la terre Tolet est sans contredit le plus savant ; néanmoins nous devons dire qu'il est encore plus distingué par sa probité et par sa vertu que par la puissance de son savoir. » Pour ne pas se séparer de ce génie théologique, auquel les intérêts du monde n'étaient pas plus étrangers que ceux de la Religion, les Papes l'avaient forcé d'habiter le Vatican ; il était leur

(1) On lit dans le testament du Cardinal Bellarmin : « Quod attinet ad locum sepulture, libenter jacere corpus meum vultissem ad pedes B. Aloysii, mei quondam spiritualis filii : sed tamen superiores Societatis ubi voluerint corpus meum ponant. »

Lettre
d'Aquavi-
va sur
l'oraison
et les pé-
nitences.

Congré-
gation
des Pro-
cureurs.

Greg
XIV
voies
Com
sac

Mort
St. L.
de Gon-
zague

Le père
Tolet
Cardin.

commensal, il présidait la Pénitencerie apostolique; mais Clément VIII, de la famille Aldobrandini, résolut de faire encore davantage pour un pareil docteur, il décida qu'il serait Cardinal.

Plusieurs autres Jésuites avaient décliné cette dignité; le Pape annonça tout d'abord qu'il serait inflexible, et qu'il fallait que Tolet se résignât aux honneurs de la pourpre romaine, sous peine de péché mortel. Aquaviva, Tolet lui-même supplient le Pontife de ne pas se montrer aussi exigeant. Le 47 septembre 1593, le Jésuite est promu malgré lui au Cardinalat. Moins d'un an après, le 43 septembre 1594, il adresse au Pape une lettre qui existe encore; il le conjure de lui rendre sa liberté et son obscurité première. Clément VIII répond : « Nous vous enjoignons expressément, par notre autorité apostolique, de ne point songer à abdiquer le Cardinalat; ce ne sont point ici simplement nos ordres, mais ceux de Dieu même, qui nous inspire. »

Dans cet espace de temps, le nord de l'Europe avait été plus agité que le midi. En Italie, en Espagne et en Portugal, il ne s'agissait que de malentendus entre les princes, que de commotions politiques, que d'intrigues pour étendre sa puissance. La Foi catholique planait au-dessus de ces discordes que le Saint-Siège apaisait souvent; mais en Allemagne, en Pologne et en Suède, des provinces entières avaient secoué le joug de l'unité. Sans autre frein que leur indépendance, elles s'abandonnaient aux excès du libre examen. Les Jésuites, soutenus par les Catholiques, avaient bien essayé d'opposer des digues au torrent. On les avait vus semer la parole de Dieu dans les villes et dans les campagnes, raffermir les fidèles et combattre l'hérésie sous toutes les formes qu'elle empruntait. Cet apostolat n'était pas resté improductif. Sans l'interrompre, Aquaviva comprit qu'un autre serait plus fécond en durables résultats. Afin de sauver les générations futures, il devient souvent nécessaire d'en sacrifier une aux passions et aux doctrines corruptrices qu'elle a laissées germer dans son âme. User son énergie à les combattre, c'est accorder à l'imprévoyance le droit de tuer le zèle; c'est se condamner à l'impuissance.

Il y avait un moyen plus sûr de conserver la Foi au cœur des provinces allemandes. Il était bon d'entrer en lice avec les Sectaires, d'essayer leur feu théologique et de tenir tête au désordre des imaginations, mais en même temps il importait, dans le secret des études, d'aguerrir les enfants contre les préventions, de leur inculquer aussi avant que possible l'amour du Christianisme, et de les attacher par les liens de la confiance et de la vénération à cette Chaire de Saint Pierre, le but des attaques. L'idée qu'Aquaviva empruntait à saint Ignace fut donc de faire une

propagande par l'éducation, et d'établir, à l'aide de ce levier, une contre-réforme sur le terrain où triomphait la Réforme. Les docteurs du Protestantisme avaient gagné à leur cause les générations présentes: les Jésuites marchèrent à la conquête de l'avenir. Par eux ou par les rois, leurs élèves, ils ne tardèrent pas à recueillir le fruit de cette combinaison. Pour la réaliser telle qu'ils l'avaient comprise, des Collèges leur étaient nécessaires; ils avaient besoin de l'appui des souverains, du concours des grands, de l'estime du peuple. Ils obtinrent tout cela, et, dès 1584, ils n'avaient plus qu'à perpétuer leur domination sur les intelligences.

Le Père Possevin se montrait l'un des promoteurs les plus actifs de la contre-réforme. Ambassadeur du Pape à Stockholm, il avait visité, à diverses reprises, les cours de l'Allemagne. En cette année, Possevin, Légat du Saint-Siège en Russie, parvenait au camp du roi de Pologne.

Iwan IV Basilowicz, Czar de Moscovie, était un prince qui aimait à racheter par la gloire ses cruautés et ses déprédations. Il avait étendu les frontières russes jusqu'à la mer Caspienne. Après avoir conquis les royaumes d'Astracan et de Cassan, il se tourna vers l'Occident pour manifester à l'Europe sa puissance encore inconnue. Il envahit la Livonie; il allait pousser ses armées sur la Pologne, lorsqu'un noble antagoniste se jeta à sa rencontre. Il y avait dans le caractère d'Etienne Balthori un amour de gloire qui plaisait aux Polonais; mais, à cette passion chevaleresque, Etienne joignait la prudence du général et la dextérité du négociateur. Iwan avait soumis la Livonie en 1580; deux mois après, il se trouva face à face avec l'armée polonaise. Il fut vaincu dans différents combats, refoulé et poursuivi vers ses steppes. Balthori, victorieux, pouvait à son tour faire trembler Basilowicz et le précipiter du trône. Iwan jugea que le sort des armes lui serait longtemps contraire. Afin de conjurer les malheurs évoqués par son ambition, il fit appel à la ruse. C'était tout à la fois un vaillant capitaine et un Grec du Bas-Empire, un de ces hommes qui, avec des réticences ou des jeux de mots, éludent leurs promesses et mettent l'honneur au service de leur intérêt personnel.

Pour arrêter Balthori qui s'avancait avec ses Polonais, il fallait un médiateur puissant. Basilowicz était schismatique, mais il savait de quelle vénération son audacieux rival entourait le Souverain Pontife. Ce fut à Rome qu'il s'adressa. Thomas Sévérin, son ministre, accourut auprès du Saint-Siège; il réclama l'intervention du Pape. Cette intervention lui fut accordée, et le Père Possevin partit avec le diplomate moscovite. Le Jésuite était muni des pleins pouvoirs de Grégoire XIII; il devait se porter pacificateur entre les deux puissances belligérantes. Cette mission, sollicitée par le Czar, était un hommage rendu au successeur des apôtres. La

Légation
de Posse-
vin en
Russie.

Iwan Ba-
silowicz
et le roi
de Polo-
gne.

Possevin
choisi
comme
médiateur.

Pape et le Père Possevin y virent autre chose qu'un hommage. Dans cet appel désespéré que l'un des chefs de l'Eglise Grecque faisait au Pontife de l'Eglise Catholique, les esprits perspicaces entrevoient un symptôme de rapprochement ; en tous les cas, c'était ouvrir aux Nonces du Saint-Siège et à ses Missionnaires un passage plus direct et moins dangereux pour les Indes, la Tartarie et la Chine. Possevin traiterait avec Iwan ces points si essentiels à l'Eglise. Mais, afin de remplir les vues de Grégoire XIII et celles du Czar, le Légat avait ordre de s'entendre d'abord avec le Roi de Pologne. Le 49 Juin, il était à son quartier général de Vilna, il lui présentait le bref du chef de l'Eglise. Ce bref, daté du 45 mars 1584, est ainsi conçu :

« Le Czar de Moscovie nous a envoyé un ambassadeur avec des lettres et des propositions dont nous avons eu soin d'informer Votre Majesté par notre Nonce. Nous renvoyons ledit ambassadeur et, avec lui, notre cher fils Antoine Possevin, théologien et prêtre de la Compagnie de Jésus, homme d'une sagesse et d'une fidélité très-éprouvées, ainsi que nous l'avons reconnu avec bonheur dans plusieurs occasions, où il s'est toujours montré très-propre et très-disposé à faire les plus belles choses pour la gloire de Dieu et pour le bien de la république chrétienne. Nous l'employons d'autant plus volontiers dans cette négociation qu'il est plus connu de Votre Majesté. Nous souhaitons que vous preniez une entière créance en tout ce qu'il vous dira sur le sujet de la paix que le Moscovite désire avec tant de passion. »

Le roi de Pologne était victorieux, ses armées marchaient à la conquête des provinces russes. Quelque grands que fussent son amour pour le Saint-Siège et son affection pour le Jésuite, Balthori ne lui cacha point que, dans cette confiance subite accordée par Iwan au chef de la Catholicité, il y avait un calcul dont son épée saurait bien déjouer l'astuce. Le Polonais ne consentait pas à une suspension d'armes, mais il promettait de ne point mettre d'entraves au traité de paix que Possevin rédigerait dans l'intérêt de la Chrétienté. Jean Zamoski, chancelier du royaume et général aussi brave que prudent, était l'ami de Possevin. Il le seconda auprès du Roi, et le camp fut porté à Disna, où les ambassadeurs d'Iwan le rejoignirent. Ils offraient des conditions que Balthori refusait. Cette persistance dans des projets belliqueux favorisait la mission de Possevin, en laissant, pour ainsi dire, à sa merci le sort du Czar. Après avoir sondé les dispositions du vainqueur, le Père franchit le Borysthène, et, escorté par les Cosaques, il s'enfonça dans l'intérieur du pays. L'empire de Basilowicz dépendait peut-être de l'ambassade du Jésuite ; il fut accueilli partout avec des honneurs inusités. Iwan l'attendait à Staritzza. Sa cour le reçut à l'entrée de la ville ; et, le 8 août

1584, le prince lui donna sa première audience solennelle. Il était assis sur un trône dans tout l'éclat de ses magnificences. Une longue robe d'étoffe parsemée de perles et de diamants l'enveloppait ; il avait sur la tête une couronne en forme de tiare, et à la main gauche un sceptre semblable à la crose des évêques. Une multitude de sénateurs, de généraux et de boyards entourait le monarque et remplissait les appartements. L'ore et les pierreries étincelaient autour du Jésuite et de ses quatre compagnons, qui, vêtus du costume de leur Institut, s'avançaient gravement. Lorsqu'ils furent au pied du siège impérial, ils s'inclinèrent profondément. Alors un sénateur dit : « Très-illustre empereur, Antoine Possevin et ceux qui l'accompagnent frappent la terre de leur front pour marquer le respect qu'ils vous rendent. »

Le Jésuite était resté dans son humilité ; l'ambassadeur ne crut pas pouvoir accepter sans protestation le cérémonial auquel on le soumettait. Il avait entendu résonner à ses oreilles tous les titres dont s'honoraient les Czars. A cette interminable nomenclature il répondit : « Notre Très-Saint Père et seigneur, le Pape Grégoire XIII, pasteur de l'Eglise Universelle, vicaire de Jésus-Christ sur la terre, successeur de saint Pierre, seigneur et maître temporel de plusieurs pays, serviteur des serviteurs de Dieu, salue Votre Sérénité avec toute l'affection possible et lui souhaite toutes sortes de bénédictions. » Au nom du Pape, Basilowicz se leva de son trône ; après s'être entretenu quelques instants avec Possevin, il l'invita au chleba-sol, c'est-à-dire au festin qu'il lui donnait le même jour. Au milieu du repas, le Czar prit la parole, et devant toute sa cour : « Antoine Possevin, dit-il, buvez et mangez, car vous avez fait beaucoup de chemin en venant de Rome-ici, envoyé par le Saint Père et Souverain Pontife Grégoire XIII, qui a été établi de Dieu en qualité de pasteur de l'Eglise Chrétienne et Romaine. Nous avons pour lui une vénération profonde, et nous le reconnaissons pour le Vicaire de Jésus-Christ. En sa considération, nous avons pour vous toute sorte de respects. »

Cinq jours s'écoulèrent ainsi dans les fêtes officielles ; puis les négociations s'ouvrirent, tantôt en présence de Basilowicz, tantôt avec les sénateurs auxquels le Czar accordait sa confiance. Iwan était dans la maturité de l'âge, mais sa politique ne se montrait pas aussi à découvert que ses colères. Habile dans l'art de rapetisser les choses afin d'arriver plus promptement à son but, il se servait de toutes les ressources de la duplicité : il faisait assaut avec Possevin de courtoisie et de pénétration pour l'entraîner dans ses idées. Travailler à épargner le sang chrétien avait bien été le principal mobile de l'ambassade du Père, mais, à part cette pensée pacificatrice qu'Iwan avait invoquée, le Jésuite

Entrée
du Jésuite
en
Russie.

aspirait à en faire triompher d'autres pour l'extension de la Foi. Il se chargeait de négocier au nom de la Russie avec Bathori ; néanmoins, à ce traité tant désiré il mettait certaines conditions. Toutes les fois que le Pape le jugerait à propos, la Russie concéderait un passage aux Nonces et aux Missionnaires apostoliques ; ils auraient la liberté d'exercer dans l'empire du Czar les fonctions de leur ministère. Les marchands catholiques pourraient y professer tranquillement leur religion aussi bien que les prêtres dont ils seraient accompagnés ; et, puisque le Czar lui-même avait proposé au Souverain Pontife une ligue contre les Turcs, Possevin pensait que le meilleur moyen de l'obtenir serait de réunir les deux Eglises. En 1439, le Pape Eugène IV, l'Empereur Jean Paléologue et le Patriarche Joseph s'étaient déjà occupés de ce projet au Concile de Florence.

Possevin avait vu la Compagnie de Jésus réaliser tant de choses merveilleuses avec le zèle et la science pour toutes ressources, qu'il ne désespérait pas de mener à bien la révolution religieuse par lui tentée en Orient, et il mandait au Pape : « Les grands édifices ne s'élèvent point en un seul jour. Dieu n'accorde guère le progrès de l'Evangile qu'au travail et à la constance. Ici du moins on aura l'avantage de s'insinuer dans l'esprit des nobles ; il ne sera point difficile, dans les conversations qu'on sera obligé d'avoir avec eux, de faire tomber l'entretien sur la Religion, et peut-être que le bon exemple, faisant impression sur le cœur de quelques-uns, achèvera ce que les paroles n'avaient fait qu'ébaucher. On pourra apprendre la langue du pays, écrire ensuite des livres en la même langue et les répandre parmi ces peuples, surtout si la Livonie reste au Roi de Pologne par la paix ; car alors, à la faveur des séminaires qu'on établira à Dorn et en d'autres lieux, les ouvriers évangéliques pourront faire sûrement des excursions jusqu'en Moscovie. Ainsi, sans bruit et insensiblement l'on aplanira les obstacles qui avaient paru insurmontables jusqu'à ce jour. »

L'exemple des Indes et le souvenir de François Xavier séduisaient le Jésuite ; mais il était bien plus facile aux Pères d'implanter le Christianisme chez les Idolâtres que de ramener à la Communion Romaine des princes et des empires qui s'en étaient détachés par le Schisme. L'action apostolique a beaucoup plus de force lorsqu'elle tend à bouleverser un système de croyances que quand elle cherche à modifier un point disciplinaire ou à soumettre l'autorité d'un Patriarche indigène à celle d'un Pontife étranger. Dans les pays infidèles, l'enthousiasme du Missionnaire, les périls qu'il affronte, la charité qu'il déploie doivent nécessairement populariser le culte qui, en brisant les liens de l'esclavage, ennoblit l'espèce humaine par l'idée seule qu'un

Dieu s'est immolé pour elle. Mais tous ces effets d'éloquence sacrée, toutes ces images du Calvaire évoquées devant des hommes que d'orgueilleuses susceptibilités ou des préoccupations politiques ont séparés de l'Unité, ne peuvent plus produire les mêmes miracles de conversion. On accepterait le Dieu, on discute le vicaire. Des motifs d'amour-propre, des pensées terrestres s'engagent dans ces questions. Les Schismatiques sont Chrétiens, ils n'ont qu'un pas à franchir pour être Catholiques, et ils ne le franchissent presque jamais. L'Idolâtre se précipite à cœur perdu dans la Foi ; le Schismatique raisonne, argumente sur la suprématie du Pape, et, en définitive, il n'abdique jamais ses préventions.

Possevin était dans une situation exceptionnelle ; il pouvait conclure une paix qui de jour en jour devenait plus nécessaire à Iwan. Le Czar néanmoins différerait de répondre ou ne donnait que des paroles évasives aux propositions que le Jésuite lui avait offertes. Un mois s'était écoulé depuis l'arrivée du Père à Staritz, lorsque la nouvelle du siège de Plescow mit un terme aux premières conférences. La prise de cette ville ouvrirait aux Polonais toute la Russie ; elle rendait encore la paix plus compliquée, car les exigences de Bathori s'élèveraient nécessairement au niveau de ses succès. Iwan s'était endormi ; l'impétuosité de son adversaire le réveillait ; mais la lutte était alors inégale : la Suède y prenait part, et les troupes de Jean III avaient déjà enlevé aux Russes la ville de Nerva et plusieurs places maritimes. Basilowicz se persuada que le Jésuite seul le tirerait de cette perplexité ; il le décida à partir pour le camp polonais et à diriger vers Rome le Père Campan, chargé d'apprendre au Pape les intentions qu'il manifestait sur quelques points de la négociation ecclésiastique. Iwan ne demandait pas mieux que de voir tous les princes chrétiens se coaliser contre les Ottomans, et il s'engageait à recevoir dans ses Etats les marchands catholiques.

Le 7 octobre, le Jésuite entra dans le camp devant Plescow ; le Roi de Pologne persistait plus que jamais en sa résolution ¹, et Possevin écrivait au Czar : « On croit ici que la cour de Moscovie ne cherche qu'à traîner les choses en longueur, dans l'espérance de la levée du siège de Plescow ; mais vous ne devez pas compter là-dessus. » Le Roi de Pologne et Possevin avaient sans doute réglé d'avance entre eux les conditions du traité que la force imposerait aux Russes : ils étaient d'intelligence pour les faire aussi favorables que possible à la Religion Catholique ; mais une nouvelle difficulté surgissait par la prise d'armes de la Suède. Cette difficulté, il pressait de l'aplanir en secret afin d'empêcher Basilowicz de tirer parti du caractère versatile

Le Czar charge Possevin de sauver la Russie, mise en danger par les Polonais.

Possevin au camp de Bathori.

(1) Neugebauer, *Historia Poloniae*, lib. x. Heidestren, de *Bello Moscovitico*, lib. iv.

du roi Jean et de la position religieuse dans laquelle ses sujets le plaçaient. Bathori pria le Jésuite d'écrire au monarque dont il avait été l'ami. Le 20 octobre, Possevin lui fit part des clauses du traité projeté ; il lui demanda son concours au nom du Roi de Pologne. Des affaires aussi épineuses n'occupaient cependant pas assez le Jésuite pour qu'il ne lui restât pas quelques heures à consacrer à la charité. Le Père Martin Laterna était dans le camp ; chaque jour Possevin se joignait à lui, et ils visitaient les malades, ils pénétraient sous la tente des gens d'armes, ils leur apprenaient en même temps les devoirs du Chrétien et ceux du soldat.

Iwan déferait aux conseils du Jésuite. Il avait nommé des ambassadeurs : Bathori désigna les siens ; puis le congrès se réunit à Chiveroua-Horca, près de la ville de Porkhow. Le duc Démétrius, Pierre Jeletski et Romain Olphérius représentaient la Russie ; Sbaraski, palatin de Breslaw, et le duc Albert Radzivil, la Pologne. Christophe Warsevicz, frère du Jésuite de ce nom, fut appelé aux conférences comme mandataire officiel de la Suède. Elles s'ouvrirent le 43 décembre 1584 par une messe à laquelle assistèrent les ambassadeurs et leur cortège. Le Légat du Saint-Siège demanda alors aux plénipotentiaires communication de leurs pouvoirs, et, sous sa présidence, les Polonais et les Moscovites discutèrent les intérêts dont ils étaient chargés. Au milieu de cet assaut de ruses diplomatiques d'un côté, et d'appels à la victoire de l'autre, le rôle de médiateur était délicat.

Souples et hardis, les ambassadeurs d'Iwan parlaient de paix tantôt avec des sentiments conciliateurs, tantôt avec une colère dont la défaite même n'étouffait pas les violences : ceux de Pologne se montraient dans tout l'éclat de leurs passions, ardents, irascibles, mais pleins d'une de ces générosités chevaleresques que la victoire donne. Dans ces divergences de caractères nationaux, dans ces discussions, où chaque mot ravivait une haine patriotique, il ne se trouvait qu'un homme calme comme la justice. Au nom du Saint-Siège, cet homme exerçait sur ces natures si diverses, et que l'éducation n'avait pas assouplies, un ascendant qu'il ne devait ni à ses titres, ni à sa naissance, ni à la splendeur de son rang. C'était un Jésuite. Les ambassadeurs de Pologne vénéraient en lui son caractère de prêtre et sa haute sagacité ; les ministres d'Iwan admiraient la pénétration de son esprit qui lui faisait déjouer les mille incidents par lesquels ils essayaient de fatiguer la vivacité polonaise. Ils rendaient hommage à sa prudence, mais, à force d'astuce, ils parvenaient encore à faire naître des délais, un ajournement étant pour le Czar une nouvelle chance de salut. L'armée de Bathori pouvait essuyer un échec devant Plescow, et cet échec changerait subitement la face des choses. Possevin

ne se déguisait point que telle était la pensée des négociateurs moscovites¹.

Etienne II demandait la cession de toute la Livonie : Iwan ne consentait à en céder qu'une partie. Possevin avait le dernier mot de Bathori ; il n'ignorait pas qu'il ne se relâcherait jamais de ses exigences ; il tenta donc auprès de Jeletski et d'Olphérius une démarche définitive. Pressés par le Légat, les Russes avouèrent que leurs instructions secrètes leur permettent d'accorder la Livonie tout entière, mais que, sous peine de mort, il leur est enjoint de ne signer qu'à la dernière extrémité. Elle était venue aux yeux de Possevin. Il le démontra aux plénipotentiaires d'Iwan ; et, comme ils en étaient depuis longtemps convaincus, ils ne s'étonnèrent pas trop de la démonstration. Possevin avait concilié les deux partis, il ne restait plus qu'à rédiger le traité de paix fait sous ses auspices. En ce moment, la Pologne éleva une nouvelle prétention ; elle exigea que la ville de Veliki lui fût abandonnée. Les Russes refusent préremptoirement d'accéder à une pareille proposition ; les Polonais insistent, et ils déclarent qu'en cas de rejet de leur demande, les hostilités vont recommencer. Démétrius consulte Possevin. « Votre prince, répond le Jésuite, a besoin de la paix, il la désire à tout prix, vous le savez, et, par crainte de sa colère, vous n'osez vous engager plus avant. Je me charge du péril que vous courez. Ecrivez à Basilowicz que c'est moi qui vous ai déterminé à passer outre, et qu'à mon arrivée à Moscou, selon la parole que j'ai donnée à Sa Sérénité, je suis prêt à lui offrir ma tête si j'en pense que je me sois trop avancé. »

Le Père avait gagné les Russes : il fallait s'entendre avec les Polonais. Il expliqua la nature de sa mission, et il fut convenu que, pour n'exposer à aucun reproche les plénipotentiaires des deux couronnes, on remettrait au Jésuite, ou à quelqu'un de sa suite, la ville de Veliki comme un gage des excellentes dispositions de la Moscovie et de la Pologne. Les intérêts étaient réglés ; mais chez deux puissances rivales, ce ne sont pas les intérêts seuls qui prédominent. Il y a les questions d'amour-propre national ou princier, quelquefois beaucoup plus vitales que les autres, et Iwan Basilowicz avait pris le titre de Czar parce que Basile, son père, s'en était emparé.

Dans la langue tartare, ce nom désignait un seigneur particulier, comme les titres de despote, de vaïvode et d'hospodar ; mais par l'affinité que, dans la langue russe, il semblait avoir avec celui de chef suprême et d'empereur, les Polonais déclarèrent ne pouvoir le reconnaître. Iwan avait calculé qu'en cédant la Livonie aux instances de Possevin, le Jésuite, qui ne devait

Confé-
rences de
Chiveroua-
Horca.

Interven-
tion de
Possevin

(1) La correspondance entre Zamoski, chancelier de Pologne, et le Père Possevin est une des plus curieuses études du caractère russe à cette époque.

pas attacher grand prix à la conquête diplomatique d'un titre, s'empresserait, en échange d'une province, d'interposer son autorité pour appuyer ses prétentions. C'était l'accessoire pour Iwan, il n'en avait parlé que lorsque les affaires principales s'étaient trouvées réglées; mais quand tout fut conclu, il enjoignit à ses ambassadeurs de sonder le Jésuite sur cette matière.

Dans la nuit du 31 décembre au 4^{er} janvier 1582, ils eurent avec lui une longue conférence. Ils posèrent en principe que, puisque le Grand-Duc de Moscovie avait bien accordé au Pape la qualité de pasteur universel de l'Eglise chrétienne, lui, ambassadeur du Saint-Siège, n'éprouverait pas plus de répugnance à user de son crédit pour faire concéder à Iwan le titre de Czar. Possevin lui répondit : « Votre maître a donné au Pape le nom dont tous les princes catholiques l'honorent; mais jusqu'à ce jour je n'en vois aucun qui ait attribué au Grand-Duc celui de Czar. »

La réponse du Jésuite était concluante; elle termina une discussion dont les successeurs d'Iwan Basilowicz ont si glorieusement appelé depuis Pierre-le-Grand jusqu'à nos jours.

Quand le traité de paix fut signé, le 43 janvier 1582, les négociateurs voulurent, selon la coutume du Nord, consacrer cette union par le baiser de la croix. Touchante cérémonie, qui rappelle aux Chrétiens de toutes les sectes que, s'ils ne reconnaissent pas la même mère, ils ont au moins un père commun mort pour eux sur le Calvaire. La chapelle où le Jésuite célébrait chaque jour la messe fut choisie comme le lieu le plus convenable à la solennité. Les actes diplomatiques, revêtus du sceau des divers contractants, furent déposés sur l'autel; et les Moscovites, les premiers, accompagnés de leurs Wlodars ou Evêques, vinrent l'un après l'autre baiser la croix que Possevin leur présenta, et jurer entre les mains du Jésuite qu'ils acceptaient les conditions du traité. Les Polonais suivirent, et les deux ambassadeurs ajoutèrent au bas de l'acte : « Nous avons signé avec joie la paix et nous l'avons ratifiée par le baiser de la Croix, devant le Révérend Père Antoine Possevin, Légat du Très-Saint Pontife romain, Grégoire XIII. »

Cette convention donnait la Livonie au roi de Pologne, le Roi voulut la rendre à Dieu. Comme le Père Possevin avait coopéré à cette conquête au moins autant que les armes polonaises, Bathori, afin de se montrer reconnaissant, demanda des Jésuites pour instruire ses nouveaux sujets. Iwan avait fait promettre à Possevin qu'il visiterait sa capitale de Moscou lorsque l'accord serait conclu. Le Jésuite se mit en route pour dégager sa parole et pour obtenir du prince russe les faveurs qu'il avait sollicitées de la part de Grégoire XIII. Les hostilités cessaient par-

tout, et le voyage de Possevin dans ce vaste empire n^o fut qu'une marche triomphale. Iwan avait ordonné de l'accueillir avec tous les honneurs dus à sa dignité diplomatique. Le peuple saluait en lui l'enfant du peuple, l'humble prêtre qui l'arrachait aux horreurs de la guerre. C'étaient partout des acclamations sans fin, et, à travers ces hommages qu'on lui rendait dans les cités, qu'on renouvelait dans chaque village, il arriva à Moscou.

Le Czar était plongé dans le deuil. Son caractère toujours altier avait des moments d'hallucination furieuse qui faisaient tache sur ses brillantes qualités : Iwan, dans ces heures terribles, tuait sans merci et sans motif. Tandis que la paix se négociait à Chiveroua, le Czar, et c'est la version même de Possevin que nous suivons, le Czar vit un jour sa belle-fille dans un costume qui ne lui parut pas assez décent; il s'emporta, et renversa d'un coup de son sceptre cette malheureuse princesse. Elle était enceinte; quelques heures après elle accouchait d'un enfant mort. Le fils d'Iwan accourut; il a sous les yeux ce déplorable spectacle. Dans un premier moment de désespoir, il accuse son père de cruauté. La colère du Czar était aussi intraitable qu'irréfléchie : la douleur du jeune duc l'exaspère; il saisit le sceptre qui a blessé la princesse, et il en frappe son époux à la tête. Le coup fut mortel; trois jours après Iwan n'avait plus de fils.

Lorsque le calme fut rendu à ce cœur où bouillonnaient tant de passions contraires, l'affliction du père ne connut plus de bornes¹; il gémit, il pleura, et, dans le paroxysme de ses remords, il forma le projet de se retirer du monde pour se livrer à toute l'amertume de ses pensées. Le Czar était couvert d'habits de deuil, sa cour aussi, et, dans la relation de son ambassade, le Jésuite fait cette remarque : « Ainsi ces hommes qui, à notre premier voyage, tournaient en ridicule la couleur et la simplicité de nos soutanes (car le noir est pour eux une couleur lugubre et de mauvais présage), nous apparaissaient maintenant vêtus de deuil. Ils n'étaient plus en état de nous reprocher l'humilité de notre costume. » Le Czar le reçut avec une bienveillance extraordinaire; mais cette bienveillance, sans se démentir publiquement, ne consista bientôt que dans des témoignages officiels. Quelques marchands anglais et un médecin anabaptiste étaient venus tenter la fortune en Russie. Missionnaires de la Réforme protestante, ils s'occupaient beaucoup moins de répandre la doctrine des novateurs que de semer la haine contre le Pape. Le Pape, à leur dire, était l'Antechrist annoncé par l'Apocalypse; les Jésuites, qui les devançaient sur toutes les plages et dans tous les empires, furent pour ces tra-

Les Anglicans à Moscou.

(1) Oberdon, *Vita Basil.*, lib. III.

fiquants de culte et de liberté des artisans de discord.

Possevin explique au sénat les demandes du Saint-Siège.

Les Grecs n'avaient pas besoin de ce surcroît de préventions contre les Latins. Iwan les mit à profit afin d'améliorer la position que les événements lui créaient. La reconnaissance qu'il devait au Saint-Siège et au Légat commençait à lui peser ; il cherchait les moyens de s'en débarrasser sans scandale. Les Anglais lui offraient cette occasion , il la saisit. Sous le coup des insultes que ces Hérétiques prodiguaient à l'Eglise Romaine, il indique à Possevin le jour où il pourra communiquer à ses ministres les propositions que le Saint-Père adresse à la Russie par son intermédiaire. Possevin explique au Sénat les demandes de la Cour de Rome. Le Sénat répond que sans doute le Czar accueillera favorablement des projets qui ne tendent qu'à l'extension du Christianisme ; mais le Jésuite en avait conçu un autre : il désirait d'entretenir publiquement Basilowicz sur la réconciliation des Eglises latine et grecque. Le Missionnaire se retrouvait encore sous l'écorce du Légat. Iwan permit la conférence , et lorsque , le 24 février 1582 , le Père parut dans la grande salle du Kremlin , où tous les dignitaires moscovites entouraient le trône de leur souverain : « Antoine , lui dit ce dernier , vous voyez bien que dans la cinquantième année de mon âge je ne puis plus me flatter de fournir une longue carrière. Né et élevé dans la religion chrétienne qui est la bonne et la véritable , je ne dois point la changer. Le jour du jugement approche : là , Dieu nous fera connaître laquelle de la vôtre ou de la nôtre est la plus conforme à la vérité. Je ne trouve pourtant pas mauvais qu'en qualité de Nonce du Souverain Pontife Grégoire XIII , vous vous acquittiez des ordres que vous avez reçus. Ainsi je vous autorise à dire ce que vous jugerez convenable. »

Réponse d'Iwan.

Le Jésuite prit la parole ; il développa les bienfaits et les heureuses conséquences que produirait la réunion de l'Occident et de l'Orient dans une même Foi , quand il n'y aurait plus qu'un seul troupeau et qu'un seul berger. Iwan était fait pour comprendre les avantages moraux et matériels que la Russie recueillerait de cette idée ; mais , nourri dans le schisme , il en avait adopté les principes et les préventions. Il y eut cependant un moment où un éclair de joie passa sur son front assombri. Possevin parlait du Concile de Florence , dans lequel les patriarches d'Orient et Jean Paléologue avaient reconnu l'Unité , et il s'écriait : « Quelle gloire pour vous , si un jour , à la faveur de cette fraternelle alliance entre les princes chrétiens , Votre Sérénité obtenait , par sa soumission à l'Eglise , cet empire de l'Orient que les Grecs n'ont perdu qu'en se détachant par le Schisme de l'obéissance due à Jésus-Christ ! »

L'Orient et Constantinople , c'était déjà le rêve

des Czars. Possevin traçait à leur ambition une route plus directe. Un mouvement d'enthousiasme accueillit cette magnifique espérance ; mais Basilowicz , abattu par la douleur , n'était plus capable de s'associer à une pensée qui soulevait tant à l'imagination de ses boyards. Pour couper court à cet élan , il ramena la conférence aux proportions qu'elle devait avoir : « Je vous accorde , dit-il au Jésuite , tout ce que vous sollicitez au nom du Souverain Pontife , le passage dans mes Etats pour ses Nonces et pour ses Missionnaires , le libre exercice du culte pour les prêtres et les marchands catholiques ; mais je ne veux pas que mes sujets puissent être reçus dans les églises ou dans les chapelles que vous construirez. L'acte de concession va être dressé , et vous qui l'avez obtenu , vous le remettrez au Pape. »

Il y avait dans la nature d'Iwan un tel mélange de grandeur et de petitesse , de cruauté et de bonhomie , de spontanéité et de méthode , il changeait si brusquement de passions et de sentiments qu'il était impossible de le suivre dans les variations de son caractère. Le Jésuite , — et il l'avoue lui-même , — avait deviné sous l'enveloppe du Tartare l'instinct de la civilisation ; il y avait du calcul et de l'art dans ces soubresauts qui le rendaient insaisissable et qui lui permettaient de se posséder tout en dominant les autres par l'orgueil ou par la terreur. Il venait de rompre l'entretien sur la fusion des églises ; il reprit ce sujet ; puis il proposa des doutes , il éleva des objections ; il fit à sa manière l'historique de l'établissement du Christianisme et de l'autorité pontificale. Comme tous les Grecs , il avait de l'aversion pour l'Eglise latine ; les Hérétiques anglais avaient réveillé cette aversion. Lorsque Possevin se mit à redresser ses jugements ou ses erreurs , Iwan , pâle de colère , s'élança de son trône en s'écriant : « Sachez bien que le Pontife de Rome n'a jamais été le Pasteur de l'Eglise. — Eh ! pourquoi , réplique sur-le-champ Possevin , si cela est , avez-vous recours à lui dans vos besoins ? Pourquoi suis-je ici ? Pourquoi lui donnez-vous aussi bien que vos prédécesseurs le nom de Pasteur que vous lui disputez maintenant ? »

Le Czar tenait à la main le sceptre que ses accès de colère avaient si souvent déshonoré et qui était encore fumant du sang de son fils , il l'agite sur sa tête , puis , le jetant à ses pieds comme un homme qui sort vainqueur d'une lutte intérieure : « Est-ce ainsi , reprit-il lentement , que vous oubliez le respect qui m'est dû ? » Mais Possevin , qui avait fait le sacrifice de sa vie , ne consentait pas à faire celui de sa Foi et de son honneur ; il répondit avec une déférence mêlée de fermeté , et la discussion théologique continua. Iwan n'avait pu effrayer ou convaincre le Jésuite ; il essaya de le compromettre en le faisant assister avec lui aux cérémonies de

l'Eglise grecque. Il espérait amener le Légat à baisser publiquement la main du Patriarche moscovite, afin de répandre le bruit que le Pontife Romain s'était soumis au Pontife Russe. Possevin résista à toutes les avances que Basilowicz lui fit dans cette intention, et lorsque ces deux hommes, aussi habiles l'un que l'autre, mais par des moyens différents, se furent bien convaincus de l'inutilité de leurs efforts, le Jésuite demanda au Czar son audience de congé. Le prince avait sollicité par ambassadeur la médiation du Pape : il comprit qu'une nouvelle ambassade était nécessaire pour remercier le Saint-Siège et la Compagnie de Jésus. L'heure de la séparation allait sonner ; les dissentiments qui avaient éclaté pendant le séjour de Possevin à Moscou furent mis de côté comme un importun souvenir, et dans les fêtes d'adieu Iwan se montra plein d'affabilité. Il combla l'ambassadeur apostolique des plus riches présents : l'ambassadeur les distribua aux pauvres, et ce ne fut pas l'un des moindres sujets d'étonnement de Basilowicz et de sa cour, prodiges ou avarès selon les circonstances. Enfin le Père partit avec les envoyés russes vers la fin d'avril. Au terme du voyage, ils remirent à Grégoire XIII cette lettre qu'Iwan lui adressait :

« Le Grand-Seigneur, Empereur et Grand-Duc, Iwan Basilowicz, Autocrate de la grande, petite et blanche Russie, Moscovie, Kiovie, Wolodomirie ; Czar de Cassan, Czar d'Astrakhan, etc.

» Nous vous avons écrit, Pape Grégoire, que nous avons reçu et fait lire avec bien de la joie les lettres que vous nous avez envoyées par votre Nonce Antoine Possevin, et nous n'en avons pas eu moins d'apprendre de la bouche du même Nonce la pensée où vous étiez de faire avec nous une étroite alliance pour être en état de nous opposer aux Infidèles. Nous avons reçu ledit Nonce avec beaucoup d'affection, et nous lui avons donné des réponses favorables, soit par nous, soit par nos sénateurs, en tout ce qu'il pouvait souhaiter.

» Nous voulons donc être très-étroitement unis d'une amitié fraternelle avec vous, Souverain Pontife et docteur de l'Eglise Romaine, avec notre frère l'empereur Rodolphe, et tous les monarques chrétiens, et faire en sorte, ainsi que nous l'avons déjà écrit par notre ambassadeur Thomas Sévérigin, que la Chrétienté soit tranquille et délivrée de toutes les insultes qu'elle aurait à craindre des Infidèles, et que le sang des Chrétiens ne soit plus répandu comme il l'était encore lorsque votre Nonce Antoine Possevin est venu ici de votre part. Suivant vos ordres, Grégoire Souverain Pontife, il n'a cessé de faire divers voyages, tant vers nous que vers le Roi Etienne, pour empêcher qu'il ne s'en répandît davantage ; de sorte que, par ses soins, nos ambassadeurs, convenant entre eux de part

et d'autre, ont arrêté une trêve de dix ans. Or, le même Antoine Possevin, votre Nonce, étant retourné ici, nous le renvoyons à Votre Sainteté, tant pour vous saluer que pour vous demander votre amitié, et nous faisons partir avec lui notre ambassadeur, Jacques Molvinien, accompagné de Tissin Basile, notre vice-secrétaire.

» Quant à ce que vous nous avez écrit touchant l'alliance que vous désirez contracter avec nous, nous avons pour le même sujet, nommé, il y a quelques années, des ambassadeurs ou interonces auprès de l'Empereur Maximilien et de son fils Rodolphe ; et lesdits Maximilien et Rodolphe, empereurs, voulaient aussi nous envoyer des ambassadeurs pour la même cause ; mais ils ne sont point encore venus. Or, quand votre Légat Antoine Possevin sera arrivé avec notre ambassadeur Jacques Molvinien vers vous, Grégoire, Souverain Pontife et docteur de l'Eglise Romaine, et que vous aurez pris des mesures avec l'empereur Rodolphe et les autres princes chrétiens sur l'union qui doit être entre nous, et que vous nous en aurez informé par une nouvelle légation, nous ne manquerons point de prendre aussi avec nos sénateurs les moyens qui seront le plus convenables à la même fin.

» Pour ce qui est des choses que votre Légat Antoine Possevin nous a proposées de votre part, nous avons répondu nous-même, ou nous avons ordonné à nos sénateurs de le faire en notre nom, et, en particulier, à notre conseiller Mihitas, fils de Georges Zacharin, gouverneur de Novogorod.

» Quant au livre du Concile de Florence, traduit en grec, nous l'avons reçu avec plaisir des mains d'Antoine Possevin. Pour ce que vous nous avez écrit de l'affaire de la Religion, sur laquelle ledit Légat Antoine Possevin a eu avec nous plusieurs conférences, il vous fera rapport de ce que nous en avons dit. Pour vous, Grégoire XIII, Pape, Souverain Pasteur et docteur de l'Eglise Romaine, lorsque vous aurez lu nos lettres, que nous vous avons adressées par notre ambassadeur Jacques Molvinien et Jacques Tissin, notre vice-secrétaire, renvoyez-nous l'un et l'autre, et faites-nous par eux une réponse nette et exacte de tout ce qu'il nous est important de savoir.

» Ecrit dans le palais de notre citadelle de Moscou, l'an de la création du monde 7900, au mois de mars, indiction 40, de notre empire le 48, de notre règne de Rosic le 33, de celui de Cassan le 30, de celui d'Astrakhan le 28. »

La légation de Possevin en Russie était couronnée de succès ; le Saint-Siège ne consentit pas à se priver d'un pareil négociateur. L'Hérésie envahissait sourdement la Livonie et la Transylvanie ; il était urgent d'opposer à ses progrès une éloquence et une plume à l'épreuve ; il fallait guider Etienne II à travers le dédale de récriminations et d'accusations que formaient les

Possevin est choisi comme médiateur par l'empereur d'Allemagne et le roi de Pologne.

Sectaires : le Pape choisit encore Possevin. Le Jésuite franchit à pied cette distance, presque interminable alors, et il arriva à la cour de Pologne. De là il se dirigea sur la Transylvanie. Des maisons de l'Institut s'élevaient bien dans ces contrées du Nord ; mais le zèle des Pères ne parvenait pas à comprimer les divisions que l'esprit novateur faisait éclater ; le Roi Bathori espéra les calmer par l'entremise de Possevin : son attente ne fut pas déçue.

Il y avait dans ces provinces des docteurs de toutes les sectes, des apôtres de tous les cultes, des disciples de tous les maîtres ; c'était une confusion d'Ariens, d'Anabaptistes, de Luthériens et de Calvinistes, qui, pour la plupart, puisaient leur science dans les leçons de Georges Blandrata. Possevin leur offrit des conférences à Hermanstadt ; il convainquit les uns d'erreur, les autres d'ignorance, tous de duplicité. Pour laisser une trace de son passage dans ces villes livrées au doute, il donna plus d'extension aux Collèges déjà créés ; il fonda un séminaire à Klausenbourg. En 1583, Possevin assista à la grande Diète de Varsovie ; secondé par le Cardinal Radzivill, par l'archevêque-primat de Gnesen et par le chancelier Zamoski, le Nonce de Rome fit prendre à la Diète des déterminations favorables à la Foi catholique. Mais la puissance de la Pologne, se développant avec tant de splendeur par le courage de ses enfants et la sagesse de son Roi, devenait pour l'Empereur d'Allemagne un continuel sujet d'inquiétudes. Des semences de discorde et de rivalité se faisaient remarquer ; la moindre occasion pouvait allumer une guerre entre Rodolphe et Bathori. Le Pape aspirait à conjurer la tempête : les deux monarques le choisirent pour médiateur ; d'un commun accord, et par le même acte, ils déclarèrent qu'ils agréaient Possevin comme son représentant.

L'influence conquise par le Jésuite, et qui du Jésuite rejaillissait sur toute la Compagnie, était un fait trop menaçant pour ne pas préoccuper les Sectaires. Ils entretenaient, ils fomentaient les divisions dans le Nord, et Possevin allait en quelques jours détruire le sourd travail de plusieurs années. Les Hérétiques le prirent à partie ; ils n'osaient accuser ni sa science, ni sa modération, ni son désintéressement : aux princes allemands, si fiers de leur naissance, ils persuadèrent qu'il y avait pour eux quelque chose d'humiliant à voir traiter les intérêts de l'Empire par un pauvre religieux dont l'origine était aussi obscure que le nom. Devant les Polonais, si susceptibles, ils taxèrent de hauteur et de mépris pour eux la rapidité avec laquelle le Jésuite démêlait les affaires les plus compliquées et résolvait les cas les plus épineux. Dans les deux camps on l'accusa, ici de partialité pour l'Allemagne, là en faveur de la Pologne. Le Jésuite cependant continuait ses travaux diplo-

matiques ; il tenait d'une main ferme la balance de la justice ; mais les insinuations des Protestants avaient eu de l'écho jusqu'à Rome. Le Général de l'Ordre, Claude Aquaviva, s'en émut ; il jugea que ce n'était point pour faire réussir des vues purement politiques que la Société de Jésus avait été fondée : son but unique était le triomphe de Dieu. Ces négociations pouvaient inspirer aux Jésuites un amour du monde incompatible avec leurs vœux, et les lancer dans une voie dont l'Institut et l'Eglise auraient peut-être un jour à déplorer les résultats trop humains.

Aquaviva fait part à Grégoire XIII de ses craintes et de sa résolution. « Ce n'est point pour Possevin, dit-il, que je redoute les applaudissements du monde, sa vertu m'est connue ; mais il y a danger pour la Compagnie, et Votre Sainteté doit nous en délivrer. » Le Pape se rend au désir d'Aquaviva ; il l'autorise à écrire au Légat que les intentions du chef de la Compagnie sont celles du Saint-Siège. Possevin reçoit l'ordre du Général comme il aurait reçu un avis du ciel. Il avait obéi en se mêlant aux intérêts et aux différends des princes, il obéissait encore en désertant ces études qui avaient fécondé son génie et répandu sur son nom un éclat extraordinaire. Il se retira des cours comme il était entré, sans manifester un désir ou un regret. Alors, prenant le bâton du pèlerin et la croix du missionnaire, il se mit à évangéliser les campagnes, à éclairer les villes. Et à couvrir le Nord des écrits par lesquels il refutait les sophismes de l'Hérésie. Le travail n'avait pas épuisé ses forces ; un nouveau champ lui est ouvert, il le cultive en homme qui connaît le prix des instants : il visite la Saxe, la Haute-Hongrie, la Bohême et la Livonie. Au milieu de cet apostolat incessant, mandement lui est donné d'aller professer à Padoue ; le Jésuite y arrive en 1587, et là, dans cette illustre université, qui le compte avec orgueil parmi ses maîtres, Possevin élève pour le ciel le jeune François de Sales. Ce fut l'un des derniers et peut-être le plus grand des services qu'il rendit à l'Eglise et au monde ¹.

Possevin négociait avec les princes ; pendant ce temps d'autres Jésuites traitaient avec les peuples. A leur tête on voyait les pères Laterna, Arias et Scarga. Etienne Bathori leur avait ouvert la Pologne, la Transylvanie et la Livonie ; il leur fondait des Collèges. Christophe Radziwill leur en élevait un dans ses terres de Nieswitz. Un autre se construisait à Lublin. En 1583, la ville de Cracovie leur offrait un établissement stable dans ses murs. Le père Campan était le provincial de Pologne ; missionnaire, il parcou-

(1) Le père Possevin mourut à Ferrare le 26 février 1611, dans la soixante dix-huitième année de son âge. Il y avait cinquante deux ans qu'il était entré dans la Compagnie de Jésus.

courait les vastes contrées de la Transylvanie. En 1534, il est appelé à sa diète. Tous les sénateurs sont Hérétiques ; mais ils ont quelque chose de plus cher même que leur nouvelle croyance, c'est l'éducation de leurs enfants, c'est la moralisation des enfants du peuple : les Pasteurs protestants ne s'en occupaient pas, ils avaient les leurs à nourrir. La diète permet aux paysans de se choisir des maîtres à leur gré. Plus de six cents villages demandent des Jésuites ; les ci'és suivent cet exemple. La Silésie était luthérienne depuis cinquante ans. Le gouverneur de cette province sollicite les Jésuites d'y faire entendre leur Evangile. Les pères Matthieu Crabler et Etienne Corvin se rendent à cette prière, ils prêchent ; mais bientôt le sénat de Breslaw, inquiet des résultats, défend à tous les Sectaires, d'aller consulter les Jésuites. Vers le même temps ils pénètrent dans la Samogitie. Leurs premiers efforts sont couronnés d'un tel succès, que Melchior, Evêque de cette province, écrivait au Général de la Compagnie : « Dans mon diocèse, vous ne trouverez personne qui se soit jamais confessé, qui ait jamais communiqué, qui sache son *Pater* et faire même le signe de la croix. Ils ne sont pas Luthériens, disent-ils, parce qu'ils ne mangent pas de viande le vendredi. » Au témoignage de leur Evêque, ces populations n'étaient catholiques que par l'abstinence ; les Jésuites leur révélèrent que ce n'était pas assez. Le peuple les écouta ; il apprit à connaître une religion dont il n'avait que des idées confuses et un amour instinctif.

Pro- Il se trouvait trente Jésuites en Transylvanie. La contagion étend ses ravages sur cette contrée ; elle en emporte vingt qui meurent au service des pestiférés. A la nouvelle d'un pareil dévouement, le Roi s'empresse d'écrire à Rome pour prier le Général de remplacer les Pères que le fléau a moissonnés ; mais, dans cet intervalle, Bathori lui-même expire à Grodno. Les Sectaires n'avaient pas osé, sous le règne de ce grand homme, s'opposer aux progrès des Jésuites. Sigismond, fils de Jean III de Suède, fut appelé au trône ; il avait vingt-un ans. Les Hérétiques proposent de lui donner un précepteur hérétique. Sigismond, qui a reçu les premières impressions du Catholicisme et que Possevin et Warsewicz ont formé à la Foi, déclare qu'il ne subira jamais cette condition humiliante. Les Luthériens menacent de refuser les impôts, s'il ne consent pas, du moins, à chasser les Jésuites. Le Roi résiste encore ; mais le Père Etienne Arator ayant, du haut de la chaire, fait retentir d'imprudentes paroles contre la noblesse luthérienne, les Etats, assemblés en 1588, prennent la résolution d'accomplir leur projet. Les Catholiques s'y trouvaient en minorité. On accuse les Pères de porter le trouble dans la Transylvanie et d'y introduire l'Idolâtrie et le Papisme. Le père Wicz, vice-provincial de

Pologne, est admis au sein de la diète ; il défend, mais en vain, sa Compagnie et les fidèles que, par le fait même, on prive de leur liberté religieuse. Le 25 décembre 1588, le décret d'expulsion est rendu. Les Jésuites sont chassés de Transylvanie par les Protestants ; ils sont recueillis en Moldavie par un prince schismatique.

L'Hérésie triomphait à la diète transylvanienne ; les Sectaires de Pologne, que la main du roi Etienne ne comprimait plus, aspirent au même succès. Les Etats du royaume étaient assemblés à Varsovie. Les députés de la ville de Riga émettent le vœu, dans les dernières séances, que la diète les autorise à bannir les Jésuites de leur territoire. Ce vœu est renvoyé à l'examen d'une commission composée de Catholiques et de Luthériens. Tous déclarent qu'il faut maintenir dans l'esprit des peuples le respect de l'autorité royale, et qu'il importe de ne pas détruire, à la mort d'un souverain, ce qu'il a établi dans leur intérêt. Les Hérétiques n'en étaient pas à savoir que leurs plus dangereux adversaires naissent au sein de la Compagnie de Jésus, et que, maîtres ou étudiants, missionnaires ou néophytes, tous concourent à la réaction du Catholicisme en Allemagne. Le docteur Léopold Ranke, dans son *Histoire de la Papauté*, met en évidence cette contre-Réforme. « En Pologne, dit cette écrivain protestant ¹, les écoles des Jésuites étaient fréquentées principalement par la jeune noblesse. Bientôt nous voyons ces disciples des Jésuites entreprendre la conversion de la jeunesse bourgeoise dans les villes restées protestantes. Mais le Catholicisme fit surtout sentir son influence aux gentilshommes. Le Collège de Pultouk comptait quatre cents élèves, tous de la noblesse. L'impulsion générale qui était dans l'esprit du temps, l'enseignement des Jésuites, le zèle récemment réveillé dans tout le Clergé, les faveurs de la cour, tout concourut à disposer la noblesse polonaise à rentrer dans le sein de l'Eglise. »

Les Pères avaient partout suivi la même marche ; ils obtinrent partout le même résultat. Les vicissitudes inséparables de la réaction, les périls qui les attendaient, les fatigues de toute sorte, les affronts, les injures, rien n'effrayait leur courage. On les chassait de Transylvanie, on les combattait sur tous les points de l'Allemagne, mais au fond de chaque province germanique ils s'étaient créé une position inexpugnable. De là ils tenaient en échec l'Hérésie au profit de l'unité catholique.

« Le changement si rapide, continue le docteur Ranke ², et pourtant si durable qui eut lieu dans ces contrées, est extrêmement remarquable. Doit-on en conclure que le Protestantisme n'avait pas encore bien pris racine dans les masses,

La diète de Pologne ne les conserve.

Succès de la contre-réforme.

(1) Ranke, tome iv, page 13.

(2) *Ib.*, page 49.

ou doit-on attribuer cette révolution à l'habile propagande des Jésuites ? Du moins, ils ne manquent ni de zèle ni de prudence. Vous les voyez s'étendre successivement dans tous les lieux qui les environnent, séduire et entraîner les masses. Leurs Eglises sont les plus fréquentées. Se trouve-t-il quelque part un Luthérien versé dans la Bible, dont l'enseignement exerce de l'empire sur ses voisins : ils emploient tous les moyens pour le convertir, et presque toujours ils réussissent, tant ils sont habitués à la controverse ! Ils se montrent charitables, guérissent les malades, cherchent à réconcilier les inimitiés, engagent par des serments sacrés ceux qu'ils ont ramenés à la Foi. On voit les Fidèles se rendre, sous leurs bannières, à tous les pèlerinages, et des hommes qui, il y a un instant encore, étaient d'ardents protestants, se mêler à ces processions.

» Les Jésuites avaient la gloire de former non-seulement des princes ecclésiastiques, mais aussi des princes temporels. Leurs deux grands élèves, Ferdinand II et Maximilien II, parurent sur la scène du monde à la fin du seizième siècle.

» A cette époque, raconte l'écrivain protestant, — et ses aveux pleins de franchise sont dignes de l'histoire, — à cette époque vivait encore le vieil Evêque Jules de Wurzburg, qui, le premier, a tenté la contre-Réforme. Le prince électoral Schveickard, de Mayence, exerçait les fonctions d'archi-chancelier avec un rare talent. Les deux autres princes électoraux du Rhin étaient des hommes pleins de résolution et d'activité. A leurs côtés apparurent Maximilien de Bavière, doué d'un génie mâle, pénétrant, excellent administrateur ; l'archiduc Ferdinand, d'une inébranlable fermeté d'âme basée sur l'ardeur de sa foi. Ces hommes éminents sortirent presque tous de l'école des Jésuites, si habiles à provoquer de hautes et vastes impulsions dans l'esprit de leurs disciples. Ces princes étaient aussi, eux, des réformateurs, et ils avaient réalisé par la force de leur foi la restauration religieuse telle que nous la voyons accomplie.

» C'est ainsi, ajoute encore le professeur à l'Université de Berlin ¹, que procédèrent Ernest et Ferdinand de Cologne, tous deux princes bavarois ; le prince électoral Lothaire, de la maison de Metternich, prompt à rendre la justice, vigilant, plein de zèle pour les intérêts de son pays et de sa famille ; du reste, affable et pas très-sévère, si ce n'est pour les actes concernant la Religion. Ce prince ne souffrait pas de Protestants à sa cour ; il était élève des Jésuites, il leur donna plusieurs maisons à Trèves, et les employa constamment dans son diocèse. »

Ce tableau est tracé par une main luthérienne ; personne n'en peut donc suspecter l'exac-

titude ; il indique combien fut puissante dans la Germanie l'action des Jésuites. Maintenant que, malgré les efforts inouïs de l'Hérésie, le Catholicisme domine encore dans le Nord, il n'est plus besoin de chercher à qui le Saint-Siège est redevable de ce triomphe sur les passions conjurées contre l'Eglise. Les Jésuites exerçaient une réelle influence sur les souverains ; cette influence n'était pas moins incontestable sur les peuples ; le docteur Ranke en cite un exemple frappant.

« En Allemagne, dit-il, les princes ecclésiastiques se regardèrent comme spécialement obligés à ramener leurs sujets au Catholicisme : les Jésuites se mirent aussitôt à l'œuvre. Jean-Adam de Bicken, prince électoral de Mayence de 1604 à 1604, était un élève du Collège Germanique à Rome ; un jour il entendit au château de Königstein les chants avec lesquels la Communauté luthérienne de ce lieu enterrait son ministre défunt. « Qu'elle enterre honnêtement sa synagogue ! » s'écria-t-il ; et, le dimanche suivant, un Jésuite monta en chaire. Depuis ce temps on ne vit plus jamais paraître de prédicateurs luthériens dans cette localité. Partout les choses se passèrent de la même manière. »

L'envahissement de l'Allemagne par les Jésuites est un des faits les plus remarquables de l'histoire ; car c'est à cette occupation que les provinces rhénanes, la Hongrie, la Germanie et la Pologne doivent la conservation de leur Foi. Les Hérétiques s'adressaient aux mauvais instincts des masses ; ils les flattaient, et, sans autre instruction que celle puisée dans la haine du Papisme, ils n'osaient pas se mesurer avec les Pères ; mais ce que la parole n'accomplissait point se réalisait par l'injure ou par la calomnie. Les Sectaires d'Allemagne ne pouvaient s'opposer au progrès du Catholicisme : pour l'entraver ils se mirent à répandre dans la population les bruits les plus étranges. On inventa toutes les fables que la colère put suggérer à l'imagination, on dénatura tous les événements ; de la circonstance la plus indifférente on fit un crime. Quelquefois même les Luthériens essayèrent de cacher leurs attaques sous des pseudonymes, et on les vit répandre à profusion une infinité de mémoires dénonciateurs, de discours prononcés aux Diètes polonaises et aux Assemblées germaniques. Ces discours, ces mémoires étaient l'œuvre des Protestants : on les attribuait néanmoins à des seigneurs catholiques dont le nom restait toujours inconnu. L'un de ces pamphlets s'est conservé, on y lit :

« Les Jésuites se rendent les arbitres de l'élection des Rois pour employer ensuite l'autorité suprême à satisfaire leurs passions. C'est eux qui ont excité des troubles en Livonie, à Riga, dans la Lithuanie, dans la Volhynie. A Cracovie, d'un côté, ils se sont emparés des églises

(1) *Histoire de la Papauté*, par Léopold Ranke, t. iv, p. 48.

en chassant les prêtres qui y présidaient , sans avoir égard ni à leur âge ni à leurs infirmités. D'un autre côté, c'est à leur instigation que le feu a été mis au temple que le Roi et les Etats avaient accordé aux Luthériens, et l'incendie a pu consumer toute la ville. A Polock, en Lithuanie, ils ont enlevé aux curés leurs presbytères. Dans plusieurs contrées de la petite Russie, ils se sont emparés des terres les plus fertiles, et ils ont dépouillé les plus riches citoyens. Ils emportent des maisons des plus nobles chevaliers ce qu'il y a de meilleur et de plus précieux. Leurs Collèges en Pologne sont des palais et des citadelles fortifiées d'où ils dominent sur les villes et semblent les menacer continuellement de la guerre. Ils en ont de tels à Posen et à Lublin. Est-il donc étonnant que, dans les chaires de Lublin et de Cracovie, les ecclésiastiques catholiques se croient obligés de faire connaître des hommes si monstrueux ? Aussi feu Jean Zamoyski, chancelier du royaume et général d'armée, si cher à la République, avait-il dit qu'il fallait bien se donner de garde de les admettre dans les affaires d'Etat, et l'évêque de Cracovie jugeait-il que cette Société semblait avoir été formée pour renverser les dogmes de l'Eglise Romaine, pour exciter des séditions, opprimer les honnêtes gens de la République, et détruire les bonnes mœurs. Le docteur Pius, médecin si célèbre, avouait que c'était un grand malheur pour la République de n'avoir pas chassé plus tôt de tels hommes. »

On entretenait ainsi parmi les Sectaires la défiance contre les Jésuites, on les accusait, on les déclarait auteurs de tous les maux, coupables de tous les crimes : cette irritation permanente n'avait besoin que d'un prétexte pour éclater. Le Calendrier Grégorien, auquel avait travaillé le Père Christophe Clavius, servit de motif à cette nouvelle levée de boucliers. Un Souverain Pontife mettait ordre à la confusion qui troublait l'année civile ; il faisait avec plus de succès pour l'ère chrétienne ce que Jules-César avait entrepris pour l'ère païenne : mais ce bienfait accordé aux nations par la science fut d'abord repoussé par les Hérétiques. « Les Protestants de toutes les communions, dit Voltaire ¹, s'obstinèrent à ne pas recevoir du Pape une vérité qu'il aurait fallu recevoir des Turcs s'ils l'avaient proposée. » On les vit, on les voit encore se faire une arme contre l'Eglise de l'enfournement de Galilée et de son fameux mot : « *E pur si muove.* » Les Hérétiques n'ont oublié qu'une chose : c'est qu'ils avaient été plus intolérants que l'Inquisition. L'Inquisition discutait avec Galilée, elle condamnait son système en attendant de plus amples explications : eux soulevaient les masses pour faire repousser une innovation salutaire.

Ils n'étaient pas à même de comprendre les avantages de ce changement ; mais les Jésuites y avaient travaillé, mais ils s'employaient pour le faire admettre : les Sectaires n'en demandaient pas davantage. A la voix de leurs ministres, ils attaquèrent le Calendrier Grégorien, et les Jésuites comme ses fauteurs. La Bohême, la Styrie, l'Alsace, la Bavière et la Hongrie s'armèrent pour renverser cette Compagnie religieuse. d'Augsbourg à Riga il n'y eut qu'un cri d'indignation : ce cri, mot d'ordre donné à la sottise par le fanatisme, dénonçait les Pères. L'année 1584 fut témoin de ces excès ; et, comme toutes les révolutions, même les plus décisives dans leurs conséquences, celle-ci n'eut à son origine qu'une cause des plus vulgaires.

Le Sénat d'Augsbourg avait adopté le Calendrier Grégorien ; il commençait à l'appliquer : le carême arriva, par conséquent, plus tôt que d'habitude. Les bouchers de la ville, presque tous Protestants, n'avaient pas compté sur ce dérangement ; ils se révoltèrent. A Pâques, ils voulurent prendre leur revanche, et, condamnant à une abstinence forcée les Catholiques, ils fermèrent leurs magasins. Le Sénat prit ses mesures, la disette que les Sectaires essayaient de faire disparaître ; mais ils ne se tinrent pas pour battus. Les bouchers s'insurgent de nouveau ; ils se plaignent que le carême, venu à l'improviste, les a ruinés. Pour se venger de l'innovation pontificale, ils mettent le siège devant la maison des Jésuites ; les Luthériens font cause commune avec la sédition, ils se disposent à brûler le collège et à ensevelir les Pères sous ses débris. La menace allait être exécutée lorsque, au plus fort du tumulte, une femme, plus prévoyante que les magistrats, annonce que le duc de Bavière entre dans la ville à la tête de cinq cents cavaliers. A ce nom, que les Luthériens ont appris à redouter, la foule se calme, et peu à peu elle se retire en ajournant ses projets de destruction.

Les Jésuites ne furent pas partout aussi bien servis par les circonstances. Le Sénat de Riga avait suivi l'exemple de celui d'Augsbourg : le Calendrier Grégorien recevait force de loi. Dans la nuit de Noël 1584, un ministre protestant amène le peuple, non pas contre le Sénat, mais contre les Jésuites, qui, dit-il, bouleversent tout dans l'univers, la Religion, la langue et même les saisons, ainsi que la marche du temps. Le peuple, conduit par ce ministre, se précipite dans l'église des Jésuites ; la messe de minuit est interrompue ; le sac du temple commence. Le gouverneur de la forteresse de Dunmund et les citoyens paisibles essaient de calmer cette fureur : leur intervention est impuissante ; pendant près d'un mois la ville reste en état de siège.

Le Calendrier Grégorien était alors un attentat. Avec les superstitieuses terreurs qu'il est si facile de semer dans l'esprit des multitudes, les Protestants étaient parvenus à inspirer à leurs

Enneues
contre les
Jésuites.

Les bou-
cliers
d'Augs-
bourg et
les luthé-
riens de
Riga.

(1) Essai sur les mœurs et l'esprit des nations, p. 586 des Œuvres de Voltaire (édit. de Genève).

coreligionnaires une telle méfiance au sujet des Pères qu'elle se transformait bien vite en une de ces aversions qui poussent au meurtre ou au désordre. Les Jésuites furent dans les campagnes de la Styrie, de la Bohême et de l'Alsace, de véritables ennemis publics que les paysans poursuivaient les armes à la main. On espérait en les faisant odieux les contraindre à sortir d'un pays où ils n'avaient à attendre que la persécution : ils tinrent ferme, et leur persévérance triompha.

En 1588 ils étaient plus forts que jamais. Ils bâtitassent un Collège à Krumau, dans la Bohême. Bernhard Rotmann avait, en 1533, introduit l'Hérésie dans la ville de Munster. Les Catholiques apprennent enfin qu'il y a des hommes qui luttent d'énergie et de science avec les Pasteurs protestants. Ils appellent les Jésuites pour leur rendre le courage; ils mettent un Collège à la disposition des Pères, et, dès le premier mois, sept cents jeunes gens se pressent autour de leurs chaires. La même année, ils sont à Lucerne. La cité de Lauffen et les villages qui l'environnent ont adopté les erreurs de Zwingle : à la voix des Jésuites, ils reviennent au Catholicisme, et Louis Pfliffer fonde un Collège à la Compagnie, afin d'éterniser par l'éducation l'œuvre que l'apostolat a si bien commencée. Les villes de Bade et d'Hildesheim s'adressent à Aquaviva pour obtenir des missionnaires et des professeurs. A Wurzburg, on leur élève une Maison. Ils sont à Aix-la-Chapelle; mais, en 1589, un Jésuite reproche à quelques membres du Clergé la dissolution de leurs mœurs : ces prêtres se joignent aux Secétaires et dirigent un mouvement contre eux; ils se voient expulsés de cette ville. L'Evêque de Bâle les recueille, et, afin de les attacher au sol, il leur donne un Collège à Porentruy. Dans le comté de Glatz, un Protestant avait, en mourant, légué une somme considérable pour être employée en bonnes œuvres. Le sénat veut, avec la donation, fonder une école luthérienne. Un Religieux Augustin exerçait le ministère dans la ville; prévoyant le mal qui va résulter pour les Catholiques de cette fondation, il écrit à l'Empereur et au Nonce du Saint-Siège. Il demande que cet argent serve à l'établissement d'une maison de Jésuites. Les Protestants s'opposent à ce vœu : l'Empereur passe outre, et le Collège est accepté.

Aux Pays-Bas, la guerre civile continuait; mais le duc de Parme, vainqueur, cherchait plutôt à consolider sa victoire par l'éducation que par la terreur. La ville de Tournai se soumet à ses armes en 1584; aussitôt il y rétablit les Jésuites. Ernest de Bavière, Evêque de Liège, adressait, la même année, au Général de la Compagnie, une lettre dans laquelle on lit : « Comme les Pères de votre Société ont fait faire tant de progrès à la Religion et à la Foi catholique par leurs prédications et l'administration

des sacrements; que, tandis que toutes les provinces belges d'alentour étaient en butte à l'Hérésie et aux séditions, la seule cité et la seule église de Liège ont conservé la Foi catholique et n'ont admis dans leur sein aucun Hérétique; nous devons employer toutes nos forces et nous avons un vif désir pour que leur œuvre se perpétue. Nous voulons que vos Pères n'aient aucune raison de quitter notre ville. C'est pourquoi nous ordonnons qu'on dote suffisamment et leur église et leur Collège. »

Guillaume d'Orange tombait, en 1584, sous les coups d'un fanatique nommé Balthazar Gérard. Cet attentat, dont Philippe d'Espagne se montra si reconnaissant qu'il nobilita la famille de l'assassin, cet attentat ne changeait rien à la position. Guillaume était parvenu à faire de la Hollande une république; et, par les grands hommes qu'elle va enfanter, par son commerce, que ses vaisseaux porteront aux confins du monde, cette République était appelée à exercer une grande influence sur l'Europe. Le duc de Parme ne cachait point au Roi ses prévisions. Les succès militaires étaient à peu près impuissants contre une volonté si clairement manifestée. Alexandre Farnèse conseillait d'asseoir sur une base plus solide l'autorité ecclésiastique et royale. Il décida Philippe II à concéder aux Jésuites le droit de propriété juridique sur le territoire belge, et celui de faire usage des privilèges que le Saint-Siège leur avait accordés. Jusqu'à ce jour, le Roi, par des motifs plus politiques que religieux, s'y était refusé. La force des événements et la prudente audace du duc de Parme vainquirent ses résistances calculées. Au mois de mai 1584, l'Institut des Jésuites fut légalement constitué en Belgique. L'Université de Louvain essaya de faire quelque opposition; mais le duc de Parme ne s'arrêta point à une démarche dont la cause était si peu cachée. A peine le décret de Philippe II fut-il publié que toutes les villes voulurent avoir leur maison de Jésuites, car les provinces belges étaient catholiques par le cœur. A Luxembourg, cependant, l'excès de zèle du gouverneur de ce duché, ou plutôt son avidité, amena un triste conflit. Ce gouverneur avait, en 1583, fait venir de Trèves quelques Pères pour prêcher l'Avent. La station finie, les Jésuites se disposent à partir; mais le gouverneur déclare qu'il ne les a appelés que pour fonder une colonie à Luxembourg, et, s'ils s'obstinent à se retirer, il les menace de faire fermer les portes. En 1587, le Collège, commencé sous ces auspices, s'élevait. Les habitants s'étaient volontairement imposés, lorsque le gouverneur intervient. Afin d'accélérer la construction de l'édifice, il frappe de nouvelles taxes sur les principaux citoyens; il arrache même des contributions à ceux qui ne veulent pas participer à l'œuvre. Cette mesure était odieuse; elle

rejaillissait sur les Jésuites, auxquels on attribuait un pareil système de concussion. Aquaviva est informé de ces événements. Aussitôt, pour mettre fin à ces bruits, il révoque la Maison projetée à Luxembourg et rappelle les Pères qui y étaient déjà installés.

Au milieu du tumulte des armes, la Compagnie de Jésus s'accroissait en Belgique; mais l'Université de Louvain lui recrutait partout des ennemis. Les Pères avaient triomphé d'elle dans une circonstance si décisive, Bellarmin par sa science, Tolet par sa sagesse, que Baïus et ses adhérents ne lui pardonnaient pas ce succès. L'orgueil des théologiens de l'Université était froissé; il avait plié sous la logique de Bellarmin. Les Pères Léonard Lessius et Hamel marchaient sur ses traces. Baïus a été forcé de faire amende honorable entre les mains de Tolet; à son tour, il accuse Lessius d'innovation. Il extrait de ses ouvrages plusieurs propositions, et il les représente comme contraires à la doctrine de saint Augustin et fort rapprochées du Pélagianisme. Lessius répond vigoureusement à ces attaques. Sixte-Quint était peu bienveillant pour la Compagnie; on savait la guerre qu'il lui intentait. Baïus en appelle au Saint-Siège. Sixte-Quint examine les propositions dénoncées à son tribunal suprême; il proclame au Sacré-Collège que lui-même les a enseignées, qu'elles sont à l'abri de toute censure; puis il charge Octave Frangipani, son Nonce à Bruxelles, de connaître de toute l'affaire. En 1588, Frangipani promulgue un décret qui, après avoir retracé l'histoire des controverses de Louvain « sur quelques propositions d'une saine doctrine, défend, autant qu'il est en son pouvoir, d'oser sérieusement les nommer hérétiques, suspectes, offensives et dangereuses. »

Ce décret du Nonce fut un coup si fatal pour Baïus qu'il en mourut quelques mois plus tard. Ses disciples, après l'avoir pleuré, se coalisèrent pour le venger. Ils avaient en Lessius un rude antagoniste; dans le même moment, il arriva à Louvain un autre Jésuite, dont les talents étaient déjà célèbres en Belgique: il se nommait le Père Martin Antoine Delrio. Avant d'entrer dans la Compagnie de Jésus, Delrio avait siégé au conseil suprême de Brabant. Le Roi d'Espagne lui avait confié l'intendance deson

armée; mais ces dignités s'accordaient mal avec son besoin d'apprendre et de prier: Delrio y renonce en 1580 pour entrer au noviciat de Valladolid. A quelques années d'intervalle, il paraissait dans les Universités de Salamanque, de Douai et de Louvain. Son éloquence nourrie d'érudition donnait à ses enseignements un attrait si puissant que les plus habiles docteurs se faisaient gloire de suivre ses leçons.

Juste Lipse, le célèbre philosophe hollandais, professait alors à Leyde. Séduit par les applaudissements que l'Allemagne savante lui prodiguait, Juste Lipse s'était, sur quelques points, écarté des doctrines catholiques. Sa conquête importait tant au Luthéranisme qu'il devenait très-difficile de signaler à un homme toujours adulé la route périlleuse dans laquelle il s'engageait. Delrio s'en chargea. Juste Lipse fut assez grand pour reconnaître son erreur, et c'est dans une de ses lettres au Jésuite que nous en trouvons l'aveu: « Notre ancienne et véritable amitié, lui écrit-il de Mayence en 1591, ne peut permettre que je te cache le crime que j'ai commis. Par la bonté de Dieu, je me suis délivré des filets auxquels je m'étais laissé prendre et j'ai pu parvenir à me rendre en Allemagne auprès des Pères de ta Compagnie. Accorde-moi le secours de tes prières; car, après avoir reçu tes lettres salutaires, que le Ciel soit encore irrité contre moi si j'ai pu goûter un instant de repos. Grâces soient rendues à Dieu, qui, malgré moi, malgré tous mes efforts, m'a tiré du danger que je courais et m'a placé dans un lieu où je puis être utile à l'Eglise et à l'Etat, ce que j'espère faire sérieusement avec son secours. Réjouis-toi, mon frère, puisque tu as réellement sauvé ton frère et ton ami, et pardonne-moi tout le passé. Ma femme, mes enfants et mes meubles sont encore en Hollande. Je les en ferai bientôt sortir, et je me réunirai aux bons Catholiques. »

Juste Lipse était digne de l'amitié du Père Delrio. Il persévéra dans ses sentiments, et, après avoir fui la Hollande, sa patrie, qui lui offrait la fortune et la gloire pour prix de son apostasie, il s'établit à Louvain, où les Jésuites lui firent recouvrer, par la protection de Philippe II et de l'archiduc Albert, tout ce qu'il avait sacrifié à sa foi.

Le père
Delrio et
Juste
Lipse.

CHAPITRE XVI.

Principe et causes de la Ligue. — Serment des Ligueurs. — Leur but. — Henri III et le duc de Guise. — Création de l'Ordre du Saint-Esprit. — Le Père Auger en rédige les statuts et le serment. — Les Jésuites dans la Ligue. — Les Pères Sammier et Claude Matthieu. — Traité avec l'Espagne. — Henri III se plaint au Pape et à Aquaviva. — Accusation contre le Père Auger. — Le Père Matthieu exilé à Pont-à-Mousson. — Henri III veut élever au Cardinalat le Père Auger. — Aquaviva demande à Saxe-Quint de ne pas employer les Jésuites au service de la Ligue. — Le Pape refuse. — Mission de l'évêque de Paris à Rome. — Aquaviva se tient éloigné de toute affaire politique. — Le Père Auger forcé de se retirer de la cour. — A Lyon il prêche contre la Ligue. — Il est chassé de la ville. — Sa mort. — Henri de Valois et Henri de Bourbon. — Le conseil des Seize. — La journée des Barrières. — Le duc de Guise tué. — Henri III assassiné par Jacques Clément. — Billet des Seize. — Doctrine du régicide ou du tyrannicide. — Examen de cette question. — Accusation dirigée contre les Jésuites par l'Université à propos de cette doctrine. — Quels sont ceux qui les premiers l'ont soutenue? — Saint Thomas et le chancelier Gerson. — Les docteurs de Sorbonne. — La Sorbonne excommunique Henri III. — Elle glorifie Jacques Clément. — Guillaume Roze est élu conservateur de l'Université. — Décret de la Sorbonne contre Henri IV. — Premières écritures du Parlement contre Henri III. — Arrêt du Parlement de Toulouse. — Conseil des Quarante. — Charles Dumoulin et Jean Bodin, célèbres jurisconsultes, soutiennent la doctrine du régicide. — Tyran d'usurpation, tyran d'administration. — Les Jésuites régicides. — Leur doctrine. — Le Père Mariana. — Sa condamnation par le Général de l'Ordre. — Les Protestants régicides. — Blocus de Paris. — Le Père Odon Pégénat au Conseil des Seize. — Profession de la Ligue. — Le Cardinal Cajetan légat du Pape. — Le Père Tyrinus et le prêtre des marchands. — Bellarmin décide que les Parisiens peuvent se rendre à Henri IV. — Les Jésuites repoussent les soldats d'Henri IV qui avaient pénétré dans le faubourg Saint-Jacques. — Les Etats assemblés par la Ligue refusent pour Roi de France un Autrichien et une Espagnole. — Abjuration d'Henri IV. — Position du Saint-Siège. — Mission du duc de Nevers à Rome. — Possevin se dévoue pour la France. — Le Cardinal-Jésuite Tolet prend en main la cause d'Henri IV. — Témoignage du Cardinal d'Osat. — Le Père Comenot, l'un des plus fougueux Ligueurs, s'occupe de l'absolution du Roi. — Tolet triomphe des derniers scrupules du Pape. — Mort de Tolet. — Services funèbres que Henri ordonne par toute la France. — Tentative d'assassinat de Barrière sur la personne du roi. — Les Jésuites accusés de régicide. — L'Université, après avoir fait amende honorable au Roi, reprend son procès contre les Jésuites. — Le recteur dit qu'il procède avec les quatre Facultés. — Elles protestent. — Le Parlement évoque la cause. — Antoine Arnauld et Louis Dollé plaident contre les Jésuites. — Antoine Seguier, avocat-général, conclut en leur faveur. — Le cours d'éloquence de Jean Passerat. — Jean Chastel blesse Henri IV. — Les Jésuites Guéret et Guignard compromis dans l'attentat. — Guignard et Guéret à la torture. — Guignard est pendu en place de Grève. — Les Jésuites sont bannis du royaume. — Le Parlement se partage les dépouilles de ses victimes. — Position des Ligueurs, des Protestants et d'Henri IV.

Principe
et causes
de la
Ligue.

Le principe de la Ligue fut salutaire et légitime. Il fit passer les intérêts de Dieu avant les intérêts humains ; il sauvegarda la foi des peuples ; il leur apprit que la conscience religieuse a quelque chose de plus immuable que la conscience politique. Le Luthéranisme, le Calvinisme et toutes les Sectes nées à l'ombre de ces deux grandes hérésies, appelaient l'homme à la révolte intellectuelle pour le jeter dans les bras de l'insurrection armée. Elles foulaient aux pieds l'autorité chrétienne, afin d'arriver au renversement de l'autorité monarchique. Quelques princes, peu confiants dans la sainteté de leur cause ou saisis de ce fatal vertige qui pousse les

rois à leur perte, fermaient les yeux sur des projets dont les Dévoies de l'Eglise ne faisaient plus mystère. Ils n'osaient pas croire, eux, les dépositaires du pouvoir, à l'espèce d'infailibilité que les multitudes s'empressent toujours d'accorder à la force qui gouverne, infailibilité qu'un Protestant lui attribue avec tant de logique.

« Quand on a voulu, ainsi parle M. Guizot ¹, fonder la souveraineté des rois, on a dit que les rois sont l'image de Dieu sur la terre ; quand on a voulu fonder la souveraineté du peuple, on a

(1) *Traité de philosophie politique*, par M. Guizot. — *Livre de la Souveraineté*, Globe du 25 novembre 1826.

dit que la voix du peuple est la voix de Dieu : donc Dieu seul est souverain. Dieu est souverain parce qu'il est infailible, parce que sa volonté, comme sa pensée, est la vérité, rien que la vérité, toute la vérité.

» Voici donc l'alternative où sont placés tous les souverains de la terre, quels que soient leur forme ou leur nom : il faut qu'ils se disent infailibles ou qu'ils cessent de se prétendre souverains ; autrement ils seraient contraints de dire que la souveraineté, j'entends la souveraineté de droit, pour appartenir à l'erreur, au mal, à une volonté qui ignore ou repousse la justice, la vérité, la raison. C'est ce que nul n'a encore osé dire. »

Dans la crise que le Protestantisme évoquait, peu de rois eurent l'audace d'accepter le rôle qu'un Calvinisme vient de leur tracer ; ils tremblèrent en face de la situation. A force de génie, ils ne la conjurèrent pas ; dans un courageux élan de Foi catholique, ils ne surent même pas s'associer aux inspirations des masses. Cet état d'anéantissement, auquel la royauté se condamnait, portait une grave atteinte à l'Eglise et à la fidélité des peuples. Les peuples avaient une Foi plus vive qu'éclairée ; il leur répugnait de la soumettre à des Prédicants qui proclamaient la liberté le fer à la main, l'outrage à la bouche. Les peuples, la France surtout, s'inquiétaient de cette prostration morale qui livrait les empires à des commotions sans cesse renaissantes. Lorsqu'ils virent que les souverains n'avaient pas dans leur cœur ou dans leur tête l'énergie de l'infailibilité, ils se l'accordèrent à eux-mêmes. La voix de Dieu ne retentissait plus à l'oreille du roi ; le peuple la comprit, il l'interpréta, et la Ligue fut fondée.

Telle fut l'origine de cette *Sainte-Union*. Née presque à la même heure et du même besoin, au pied du trône comme dans le fond des provinces, elle eut bientôt organisé divers centres d'action. Elle fut la force ainsi que déjà elle était la Religion Catholique ; mais la force disséminée et n'opposant qu'une résistance partielle aux ravages du Calvinisme. Les coalisés prenaient un serment conçu en ces termes :

« Je jure Dieu le Créateur, et sur peine d'anathématisation et condamnation éternelle, que j'ai entré en cette sainte association catholique, selon la forme du traité qui m'y a été lu présentement, loyaument et sincèrement, soit pour y commander ou y obéir et servir, et promets, sous ma vie et mon honneur, de m'y conserver jusqu'à la dernière goutte de mon sang, sans y contrevenir ou me retirer pour quelque mandement, prétexte, excuse ni occasion que ce soit. »

La faiblesse d'Henri III était aussi évidente que le danger. Les Protestants avaient conspiré pour arracher des édits en faveur de l'Hérésie ; les Catholiques se ligèrent pour empêcher le

Roi de compromettre leur religion et le sort de la monarchie. Il y avait accord chez les Huguenots, accord dans la pensée, dans les moyens, dans le but. Les hommes qui tendent à détruire savent merveilleusement se discipliner, et ajourner au lendemain de la victoire leurs divisions intérieures. Par une exception peut-être unique dans l'histoire, le parti qui voulait conserver se révéla puissant et uni dans le même vœu, lorsqu'il ne s'était pas encore entendu sur les points particuliers. La Ligue était partout, ainsi que la Confédération protestante ; mais elle n'avait pas de chef, pas d'ensemble dans les opérations : elle devait donc craindre de consumer son dévouement en tentatives infructueuses.

En 1577, Henri, duc de Guise, surnommé *le Balafré*, et fils de celui que le Calviniste Poltrot avait assassiné, fut reconnu général suprême de cette association qui couvrait la France. Guise était Catholique par conviction ; il devint ambitieux par circonstance. « Ainsi, dit Mézerai¹, il n'y eut dans la suite qu'à recueillir et à joindre toutes ces parties séparées pour en faire le grand corps de la Ligue. Les zélés Catholiques en furent les instruments ; les nouveaux Religieux (les Jésuites), les paronymes et les trompettes ; les grands du royaume, les auteurs et les chefs. La mollesse du roi lui laissa prendre accroissement, et la Reine-mère y donna les mains. »

La Ligue mettait Dieu avant tout, la Religion avant le Roi. Cette démonstration nationale, dont la hardiesse ne dissimulait ni ses affections ni ses haines, a été jugée avec partialité. Le triomphe d'Henri IV, les précautions qu'il prit pour étouffer les ouvrages dans lesquels la Ligue déposait ses pensées, l'éclat qu'il répandit sur le trône, ses aimables qualités, sa franchise, son grand cœur, tout contribua à présenter les Catholiques ligueurs comme des rebelles ou des amis de l'étranger. L'histoire s'écrivit sous l'inspiration du vainqueur, souvent même avec la plume de l'Hérésie. Elle ne vit que le résultat, elle ne s'attacha qu'à poursuivre les passions dans ce qu'elles avaient de coupable, de sanglant ou de ridicule ; le champ était vaste.

Seize années de perturbation ne passent point impunément sur un peuple. Elles y déposent un levain qui fermente, et qui, par le penchant même de la nature humaine, condamne à la stérilité ou au crime les plus généreuses impulsions. La Ligue s'est placée dans ce cas, elle en a subi les conséquences ; mais il ne faut pas oublier qu'au milieu même de ses excès, que dans l'ivresse de ses plus fougueux orateurs il suragait toujours un profond sentiment de Foi, un inaltérable dévouement au principe monarchique. C'était le siècle des grandes choses dans

Henri III
et le duc
de Guise.

(1) *Abregé chronologique de Mézerai ; sur l'année 1576.*

le bien comme dans le mal. La haine avait le droit d'imposture ; l'affection, la reconnaissance ou l'intrigue n'eurent que celui de louer ce qui était bon et beau par soi-même. De temps à autre il s'élevait des ateliers de calomnies, il serait impossible d'y rencontrer un bazar d'éloges.

Création
de l'Or-
dre du
Saint-
Esprit.

Dans la situation que les Sectaires craient partout aux Catholiques et au Clergé, il n'y avait plus à balancer. On agita une question de vie ou de mort : les Catholiques et le Clergé ne voulurent pas la laisser résoudre par leurs ennemis. Les Evêques de France, les prêtres séculiers, les corporations religieuses prirent fait et cause en faveur de la Ligue. Les Jésuites français donnèrent ou suivirent l'exemple : mais le Père Emond Auger, l'homme alors le plus considérable d'entre eux par sa position de confesseur du monarque, ne s'associait qu'avec une discrète réserve aux manifestations des Ligueurs. « Il avait bien tâté le pouls du Roi et jaugé profondément sa conscience. Aussi assurait-il publiquement et en particulier que la France n'avait de longtemps eu prince plus religieux, plus débonnaire ¹. » « Emond Auger, dit Pierre Matthieu ², conseiller et historiographe d'Henri IV, Emond Auger, le Chrysostôme de France, le plus éloquent et le plus docte prédicateur de son siècle, et tel que, si la Religion donnait des statues aux orateurs, il faudrait que la sienne fût avec une langue d'or comme celle de Béroze, prêchait avec passion le service de Henri III, souffrait avec impatience les mouvements de la Ligue. » Le Père Auger avait travaillé aux statuts de l'Ordre du Saint-Esprit, qui fut créé en 1578. Dans la pensée du prince et du Jésuite, qui rédigea le serment solennel des chevaliers, cet Ordre était un moyen de rattacher à la couronne les seigneurs catholiques se lançant avec trop d'ardeur dans la Sainte-Union ; mais des distinctions honorifiques n'avaient plus le pouvoir, même sur l'esprit des Français, d'arrêter l'impulsion donnée. La mort du duc d'Anjou, dernier fils de Henri II et héritier présomptif du trône, puisque le Roi n'avait pas d'enfants, jeta un nouveau brandon de discorde entre les deux partis. Le Roi de Navarre était le successeur légitime d'Henri III, et il se trouvait à la tête des Protestants.

Le père
Auger en
rédigea les
statuts et
le ser-
ment.

Les Jé-
suites
dans la
ligue.

La crainte de voir un huguenot ceindre la couronne des rois très-chrétiens raviva les ardeurs de la Ligue, que des concessions arrachées à la faiblesse du monarque avaient endormies. Le monarque s'occupait à organiser des processions de pénitents, il jouait à la Religion avec ses mignons, et les conseils du Père Auger et l'enthousiasme des Ligueurs ne parvenaient pas à lui communiquer un peu d'énergie. Tout était mouvement contre son autorité ; lui seul restait stationnaire, écoutant avec une froide

indifférence les clameurs de l'opinion et les vœux étranges qui s'échappaient de ces cœurs en révolte ouverte.

Ce fut à cette époque que la Ligue prit véritablement toute sa consistance ; c'est aussi alors que l'on voit les Jésuites à Paris, à Lyon, à Toulouse et dans la plupart des villes du royaume se joindre à l'insurrection et la régulariser. La Ligue chercha des appuis auprès des princes catholiques, de même que les Huguenots en rencontraient dans les cours protestantes ; elle demanda à ses alliés, au Pape, à Philippe II d'Espagne, des troupes et des subsides, comme les Allemands et les Anglais en offraient aux Calvinistes, qui se gardaient bien de les refuser. La guerre allait devenir nationale : on se battait pour une question française ; mais cette question intéressait l'Europe entière. Les deux cultes y associaient leurs co-religionnaires étrangers. Les Jésuites étaient des négociateurs habiles ; la Ligue se servit de deux ou trois Pères en cette qualité. « Comme la Compagnie, dit Etienne Pasquier, avec sa parole incisive, est composée de toute espèce de gens, les uns pour la plume, les autres pour le poil ; aussi avoient-ils entre eux un Père Henri Sammier, du pays de Luxembourg, homme disposé et résolu à toutes sortes de hasards. Cetui fut par eux envoyé en l'an 1584 vers plusieurs princes catholiques pour sonder le gay ; et, à vrai dire, ils n'en pouvoient choisir un plus propre, car il se transfiguroit en autant de formes que d'objets, tantôt habillé en soldatesque, tantôt en prêtre, tantôt en simple manant. »

Sammier parcourut l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. Claude Matthieu, né en Lorraine et connu sous le nom de *Courrier de la Ligue*, « parce que, dit l'Estoile ¹, il a écrit ce qui se passait à Rome et en France au sujet de la Ligue, » se rendit à diverses reprises auprès du Souverain Pontife, sollicitant Grégoire XIII de se prononcer. Le Pape résista aux instances du Jésuite. Du haut de la Chaire apostolique, le Père commun ne signalait pas encore l'imminence du danger ; et, sans donner tort au zèle des uns, à la tiédeur des autres, il désirait plutôt pacifier qu'attiser les colères. Il n'en était pas ainsi en Espagne. Le 31 décembre 1584, Philippe II signait avec les Guise un traité établissant « une confédération et ligue offensive et défensive entre ce roi et les princes catholiques, pour eux et pour leurs descendants, afin de conserver la Religion catholique, tant en France qu'aux Pays-Bas ; qu'advenant la mort de Henri III, le cardinal de Bourbon serait installé dans le trône, et que tous les princes hérétiques et relaps en seraient exclus à jamais ². »

Henri III avait toujours été affectionné à la Compagnie de Jésus ; mais il ne put cacher au

(1) *Histoire des derniers troubles*, pag. 15.

(2) *Histoire de Henri IV*, pag. 689.

(1) *Journal de Henri IV*, t. II, p. 444.

(2) *Mézerai*, année 1584.

Père Auger et au Souverain Pontife le mécontentement qu'il éprouvait de l'ardeur déployée contre son autorité par quelques membres de l'Ordre. Il chargea même le Nonce du Saint-Siège à Paris de faire connaître au Général Aquaviva que dorénavant il souhaitait que les Jésuites français seuls fussent supérieurs des Maisons et des Collèges situés en France. Le Père Emond possédait la confiance du Roi ; ce projet de Henri de Valois, né sans doute de l'idée que le Père Claude Matthieu était sujet de la maison de Lorraine et Provincial à Paris, fit accuser Auger d'ambition et de jalousie. Aquaviva pensait que l'esprit religieux devait écarter les Jésuites du maniement des affaires, et surtout des intrigues politiques ; mais, à la distance où il se trouvait, il devenait bien difficile d'adopter une mesure aussi sage qu'énergique, en présence des exagérations qui flattaient ou effrayaient la Cour de Rome. Aquaviva cependant s'empessa d'écrire au provincial de France : « La fidélité des membres de la Compagnie doit être plutôt appréciée d'après leur religion et leur vertu que d'après leur nation ; l'expérience en fait foi, puisque jusqu'à ce jour aucun Père étranger n'a suscité d'embarras dans le Royaume très-chrétien. Comme il est nécessaire de proposer des hommes capables à la direction des autres, et qu'il est difficile d'en rencontrer, même en choisissant dans toutes les provinces et dans tous les pays, cette recherche serait beaucoup plus épineuse si on était encore plus resserré dans son choix. Le Père Emond Auger est témoin lui-même que, lorsque les habitants de Dôle ont demandé la même chose, il a été résolu de refuser le Collège plutôt que de l'accepter avec de semblables restrictions.

» Quant aux autres points, ajoutait le Général, dites au Roi avec quelle force les Constitutions défendent de s'immiscer dans l'administration des choses temporelles. Si l'un de nous enfreint la règle sur ce point, que le Roi le nomme, et il ne restera pas impuni. »

Henri III ne gardait pas longtemps la même impression ; il estimait le Père Auger, il renonça donc à son idée première. Lorsque Claude Matthieu fut de retour de Rome, au commencement de l'année 1585, déchu de son titre de Provincial et remplacé par Odon Pigenat, le Roi, sachant enfin qu'Aquaviva n'approuvait pas la Sainte-Union, enjoignit au Courrier de la Ligue de se retirer à Pont-à-Mousson, sous peine de s'attirer sa colère. L'amitié des Jésuites importait à Henri III ; cette tête de soldat, que le contact du diadème avait efféminée, aurait aimé, dans son royal abandon, à s'entourer de ces hommes qui, prêtres par le caractère, étaient conquérants par la Foi. Il semblait abriter ses faiblesses de prince devant leur courage sacerdotal ; mais le Père Auger seul entraînait dans les déceptions ou dans les tristes espérances du monarque. On

accusait les Jésuites de refuser l'absolution aux militaires qui n'allaient pas grossir les rangs de la révolte, on les dépeignait à Henri comme les plus factieux. Henri venait de faire sa paix avec les Ligueurs et d'accepter leur joug. Catholique comme eux, il déclarait que la Religion catholique serait toujours la Religion de l'Etat ; mais il voulait conserver auprès de sa personne, comme une consolation et une sauvegarde, le Père Emond Auger ; il témoignait même le désir de l'élever au Cardinalat, espérant se l'attacher à jamais par cette dignité. Les Ligueurs ne se contentaient pas de pareils démonstrations : Auger leur était suspect ; et, avec le nouveau Pape que le Conclave avait élu après la mort de Grégoire XIII, ils se flattaient de rencontrer à Rome un appui plus constant. Ce Pape était Sixte-Quint¹.

A peine est-il assis sur le trône pontifical qu'Aquaviva se plaint à lui des écarts du Père Claude Matthieu : « Très-Saint-Père, disait le Général des Jésuites, il est nécessaire à la gloire de Dieu et au salut des âmes que la Société s'abstienne de toute affaire civile ; et il faut que non-seulement elle soit libre de tels actes, mais encore dégagée de tout soupçon. Nous vous prions instamment de ne point permettre qu'aucun Jésuite soit impliqué dans des combinaisons si étrangères et si dangereuses à l'Institut ; donnez un ordre confirmatif de ces paroles à Claude Matthieu, et permettez-moi de l'envoyer dans un pays où il ne pourra être soupçonné de telles négociations. »

Sixte-Quint n'avait pas dans le caractère la mansuétude de Grégoire XIII ; esprit altier et dominateur, il ne comprenait ni les atermoiements ni les réticences ; il rencontra un adversaire sur sa route, il le combattait. L'Hérésie était l'ennemie implacable du Catholicisme : à ses yeux l'Hérésie devait être réprimée par tous les moyens. Claude Matthieu, Henri Sammier, Edmond Hay, Commolet, recteur de la Maison Professe de Paris, et les quelques autres Jésuites enrôlés sous la bannière de la Ligue, ne faisaient, selon lui, que leur devoir. Sixte-Quint refusa d'une manière absolue d'avoir égard à la prière d'Aquaviva ; mais Henri III abandonné par tout le monde, ne renonçait pas à l'idée de rendre

Henri III
veut éle-
ver au Car-
dina-
lat le
père
Auger.

Aquaviva
demande
à Sixte-
Quint de
ne pas
employer
les Jésui-
tes au
service de
la Ligue.

Le Pape
refuse.

(1) Le protestant Schœll, dans son *Cours d'histoire des États européens*, t. xvi, p. 83, s'exprime ainsi :

« Le Pape Grégoire, quoique favorable à la Ligue, ne l'a jamais approuvée par un écrit officiel. Il fut remplacé sur le trône pontifical par Sixte-Quint, le plus éclairé des princes en matière de politique. Le duc de Nevers, qui était entré dans la Ligue, ayant conçu des scrupules sur cette action, vint consulter le nouveau Pape ; il lui déclara qu'il réprouvait cette association, comme préjudiciable à l'autorité royale, à la tranquillité publique, au bien de l'Etat et aux véritables intérêts de la Religion. Cependant il rendit indirectement un grand service à la Ligue par une démarche qui avait pour but d'empêcher qu'un prince hérétique ne montât sur le trône de France. Par une Bulle du 10 septembre 1585, il excommunia le Roi de Navarre et le prince de Condé, comme hérétiques relaps, les privait, eux et leurs héritiers, de tous leurs États et droits, spécialement du droit de succession à la couronne de France. »

Mission
de l'évé-
que de
Paris à
Rome.

les Jésuites favorables à sa cause, ou tout au moins neutres dans la question. Ses lettres ne produisaient pas à Rome l'effet qu'il en attendait ; il y envoya Philippe de Lenoncourt, évêque de Paris. Ce prélat avait pour mission de demander que la politique fût interdite en France, aux membres de la Compagnie de Jésus, et de renouveler la prière du Roi concernant l'exclusion de tout Père non français de la charge de supérieur.

Aquaviva
se tient
éloigné
de toute
affaire
politique.

L'immixtion dans les affaires politiques était blâmée par Aquaviva ; il profite de l'ambassade de l'évêque de Paris pour interdire aux Jésuites français tout acte qui se rattacherait aux progrès de la coalition. Apprenant que Claude Matthieu s'est retiré en Lorraine, il lui ordonne de ne plus s'occuper des choses de la terre qu'avec une permission spéciale du Général. Matthieu obéissait, lorsque vers la fin de 1585, les princes de la maison de Guise, qui avaient confiance en lui, le chargent de se rendre à Rome pour négocier avec le nouveau Pape et le Cardinal de Pellevé, archevêque de Sens et ambassadeur auprès du Saint-Siège. Le Père Matthieu se met en route ; il arrive à Lorette. Ce jour-là même, 27 février 1586, il recevait la lettre suivante d'Aquaviva. C'est un monument de l'esprit qui animait la Compagnie de Jésus, et l'une des pièces les plus curieuses concernant la Ligue.

« Hier, écrit le Général à la date du 22 février, — c'est sur l'original même que nous traduisons, — hier le Cardinal de Sens vint me trouver afin de m'engager à permettre à Votre Révérence de retourner pour un peu de temps en France, à l'occasion d'une certaine affaire. Je me suis efforcé de lui prouver par plusieurs raisons que je ne pouvais y consentir, soit parce que ces sortes d'affaires sont étrangères à notre Institut, soit pour ne pas offenser non-seulement ceux que ces affaires regardent, mais ceux encore qu'elles ne regardent pas ; soit enfin à cause de la promesse que nous avons faite. Le Cardinal a paru blessé de cette réponse, et il m'a dit que les princes en France¹ l'apprendraient avec déplaisir, et que nous perdriions leur bienveillance. Quoique j'aie de la peine à le croire, connaissant, comme je le fais, leur prudence et leur amour pour la Compagnie, il m'a paru néanmoins qu'il conviendrait que Votre Révérence leur écrivît pour qu'elle fût désormais délivrée de semblables sujets d'inquiétudes, et leur exposer combien il pourrait être funeste et à la Compagnie et au service de Dieu, si la Compagnie y est utile en quelque manière dans ce royaume, que Votre Révérence y retournaît maintenant que tout y est devenu suspect ; de plus, que votre présence n'y sera que d'une

bien faible utilité, ou plutôt qu'elle n'en apportera aucune, puisque la question se vide par les armes et par la guerre, pour laquelle on ne demande ni les conseils ni le bras de Votre Révérence ; d'autant plus qu'il ne leur manquera pas d'autres personnes de confiance, telles, par exemple, que l'agent qu'ils ont ici à Rome. Enfin, priez-les de ne pas vous retirer de votre repos et de ne pas rendre la Compagnie odieuse non-seulement en France, mais aux yeux des autres princes, qui, frappés de cet exemple, craignent pour eux-mêmes. Je désire que vous écriviez dans le même sens au Cardinal, vous efforçant autant que vous le pourrez de lui faire goûter ces raisons. Il nous a été, en effet, bien pénible de causer à un prélat de ce mérite, et qui est si dévoué à la Compagnie, du déplaisir dans une affaire où il n'est mu que par le zèle et le désir de la gloire de Dieu. Rien ne doit nous faire perdre de vue la conservation de notre Institut, puisque le Seigneur nous en demandera compte ; mais il ne nous le fera pas rendre de ce qu'il ne nous a point confié. J'attends de la prudence et de la dextérité de Votre Révérence qu'elle convaincra le Cardinal et les autres de l'équité et de la convenance de cette conduite. Du reste, que Votre Révérence soigne attentivement sa santé ; et, si elle reconnaît que quelque chose lui est contraire, qu'elle en avertisse en toute simplicité les supérieurs du lieu où elle est, ou bien qu'elle nous en écrive directement, s'il le faut ; et qu'elle se souvienne de prier assidûment pour nous dans ce sanctuaire. Rome, 22 février 1586.

» CLAUDE. »

P.-S. « Je dois dire à Votre Révérence que le Cardinal a parlé de cette affaire au Souverain Pontife. Sa Sainteté n'a rien voulu ordonner, elle a dit qu'elle m'abandonnait entièrement cette affaire ; en sorte que, si je le trouvais bon, vous pourriez partir. J'ai désiré vous informer de ceci, afin que, si on vous écrivait quelque chose sur la volonté du Saint-Père, vous sachiez à quoi vous en tenir, et que vous ne sortiez pas de Lorette jusqu'à ce que nous vous ayons fait connaître ce que vous deviez faire. »

Le Père Matthieu était clairvoyant ; il jugea que cette dépêche, si positive dans ses réticences et si pleine d'urbanité fraternelle, était une espèce de lettre de cachet qui le consignait à Lorette. Il aimait les Guise et la Ligue ; mais, avant tout, il aspirait à rester fidèle à son vœu d'obéissance. Aquaviva l'exilait loin du centre des conciliabules qu'il avait dirigés ; Matthieu ne fit pas entendre une plainte, et il se soumit. L'inaction le tua en 1587, moins de quinze mois après avoir accepté la retraite que lui imposait Aquaviva, retraite que le Père Sammier dut aussi subir à Liège.

Le Général des Jésuites était aussi versé dans Le p

(1) Les princes ainsi désignés par Aquaviva sont les Guise et les autres chefs de la Ligue, Nemours, Montpensier, Mercœur, d'Anjou, etc.

la science du commandement que dans celle de la soumission. Il devait respect et obéissance au Saint-Siège ; mais, pour favoriser des vues catholiques dont sa pénétration italienne lui faisait découvrir le côté vulnérable, il ne se croyait pas obligé d'entrer dans tous les projets formés par la Cour de Rome. Afin de sauver la Foi du naufrage, le Pape soutenait les Ligueurs ; Aquaviva, sans les blâmer, et par des prévisions que les événements ont justifiées, enjoignait aux Jésuites de s'abstenir ; lui-même leur donnait l'exemple. Ainsi, en 1586, le duc de Guise lui fait tenir plusieurs dépêches importantes avec prière de les remettre lui-même au Souverain Pontife et à quelques membres du Sacré-Collège. Le Général déclina la mission, car il se rendait très-bien compte du parti qu'en France on tirerait de son intervention officieuse. Aquaviva, à Rome, avait refusé d'accéder au vœu du duc de Guise ; quelques Jésuites des trois provinces françaises n'en faisaient pas autant : ils soupçonnaient le Père Auger de trop de condescendance pour Henri III. On l'accusait de ne pas se jeter dans la Ligue avec sa ferveur habituelle ; on allait même jusqu'à prétendre que lui seul avait décidé le Roi à envoyer l'évêque de Paris ambassadeur auprès du Pape et du Général de la Compagnie. Ces bruits, diversement interprétés dans la ville pontificale et en France, pouvaient compromettre Emond Auger : Aquaviva lui mande de laisser la cour et de partir pour Rome, afin de le mettre au courant de cette différence d'opinions.

Auger soupirait après la retraite, il se dispose à obéir ; mais Henri se croit blessé par ce rappel ; il s'adresse à Sixte-Quint, au Cardinal d'Este, à Aquaviva lui-même. Il écrit qu'il a toujours été et qu'il sera toujours catholique ; puis il ajoute que, cruellement offensé par plusieurs de la Compagnie de Jésus, il a tout pardonné, tout oublié, à la condition que le Père Auger resterait à sa cour. Sixte-Quint répond au Roi par un Bref à la date du 40 juin 1586 : « Nous avons eu soin, lui dit-il, d'ordonner au Père Général de laisser entièrement à la disposition de Votre Majesté le Père Emond, qui sera en même temps informé de nos intentions. » La joie du prince fut grande à cette nouvelle ; celle du Jésuite l'égalait presque ; car, par les mêmes lettres, Aquaviva lui annonçait que le Père Laurent Maggio partait comme visiteur des trois provinces de France. La situation faite au confesseur du Roi était intolérable : la Compagnie à laquelle il appartenait par des liens si puissants semblait, sur plus d'un point du royaume, se détier de lui. Lui, de son côté, regrettait amèrement de voir ses frères se précipiter dans les complications d'un mouvement dont personne ne pouvait calculer les résultats, mouvement qui déjà portait un coup funeste à l'obéissance.

Les Jésuites ligueurs, en effet, séduits par le

désir de triompher de l'Hérésie, s'étaient peu à peu façonnés à cette vie moitié religieuse, moitié militaire, que les dangers, que les prédications, que les enthousiasmes de chaque heure rendent si attrayante aux hommes de courage et de foi. Les Huguenots massacraient des Pères partout où ils pouvaient en saisir, ils mettaient à sac plusieurs de leurs collèges ; mais, à Evreux, à Valenciennes, à Rouen, à Nîmes et à Sédan, on leur en offrait de nouveaux ; mais à Agen l'Évêque, Marguerite de Navarre et la Ville se coalisaient pour fonder une maison de l'Ordre. Tous ces périls et toutes ces joies ne laissaient pas à quelques-uns la faculté de songer à leur vœu d'obéissance ; les besoins de l'Eglise l'emportaient sur leur soumission.

Ce spectacle avait navré le cœur d'Auger. La présence de Maggio et l'autorité extraordinaire dont il était revêtu calmèrent un peu ses appréhensions. Aquaviva l'engageait à obtenir du Roi une séparation qui allait lui coûter, mais elle devenait nécessaire dans les circonstances ; le Père Emond fit consentir Henri à cette retraite. Il séjourne à Lyon, il s'y prononce avec force contre la Ligue, le peuple dont il a été l'ami, le peuple qui l'a si souvent entouré de ses respects méconnaît sa voix. On le menace de le jeter dans le Rhône ; les moines exaltés lui enjoignent de quitter la ville sous vingt-quatre heures : le Père Auger proscrit va chercher un asile à Como, où il mourra le 19 janvier 1591.

Tandis que les déchirements intérieurs de la Compagnie de Jésus occupaient la cour de France et celle de Rome, la Ligue, qui les avait produits, marchait à pas précipités vers la domination. Le Roi s'y était rallié, il s'en déclarait même le chef ostensible, afin de conjurer ses entraînements ; mais, à l'aspect du duc de Guise, la royauté d'Henri III s'effaçait. Elle laissait briller de tout leur éclat les qualités héroïques, les vertus populaires de ce Balafre, que les Parisiens enivraient de leurs hommages et de leurs acclamations.

Chaque jour le Roi de France perdait un des fleurons de sa couronne, elle tombait sous le mépris public ; mais Henri de Navarre, jeune, plein d'ardeur, et, dans ces temps de trouble, menant de front la gloire et les plaisirs, l'ambition et la ferveur du Huguenot, ne se résignait pas à accepter tant d'humiliations royales. Il s'était mis en campagne, il commençait la neuvième guerre de Religion (1586), celle qu'on nomme la guerre des trois Henri. La race des Valois s'éteignait dans l'abâtardissement ; Guise et Bourbon allaient faire décider par la victoire quelle dynastie serait appelée à la venger en lui succédant. Bourbon n'avait encore sous sa cornette blanche que les Protestants ; Guise apparaissait comme Roi de la noblesse et l'idole du peuple de Paris. Les seize quartiers de la capitale étaient représentés par autant de mandataires

A Lyon
il prêche
contre la
Ligue.

Il est
chassé de
la ville.

Sa mort.

Henri de
Valois et
Henri de
Bourbon.

Le Con-
seil des
Seize.

élus. Cette assemblée¹, espèce de comité de salut public, qui gouverna d'abord par l'enthousiasme, ensuite par la terreur, se composait d'avocats, de procureurs, de bourgeois, de marchands et de prêtres. Ils étaient dévoués, mais de ce dévouement qui ne pardonne jamais à la différence des opinions; par leur audace seule, ils se créèrent centre d'activité et de direction de la Ligue. Le duc de Guise n'allait pas assez vite au gré des Seize; ils le forcèrent d'abandonner l'Armée campée à la frontière d'Allemagne pour venir recevoir dans une ovation solennelle la consécration du peuple. Guise obtint à un vœu qui flatte ses pensées secrètes: il est porté en triomphe, accueilli comme un maître futur, salué comme un roi bien-aimé. Henri III s'entoura de ses Suisses fidèles et de quelques bourgeois. Le 42 mai 1588, la journée des Barricades commença: le duc de Guise, dans l'ivresse de sa victoire, n'eut l'audace que d'être criminel à moitié: il respecta la liberté et la vie du monarque dont il usurpait le pouvoir. Ce respect tardif, dont l'histoire doit tenir compte à un grand homme ambitieux, causa sa perte.

La journée des Barricades.

Le duc de Guise tué.

L'armée royale était vaincue par l'éméute; Valois fuyait. Dans sa fuite, il conçut le projet de briser ce prince, qui savait être rebelle et n'osait pas pousser la rébellion jusqu'au bout. Le 18 octobre, on proclamait aux Etats de Blois le fameux édit d'Union. Cet édit déclarait aux Hérétiques une guerre à outrance; il excluait du trône le Béarnais. Deux mois après, le 23 décembre, le duc de Guise expirait dans le château de Blois sous l'épée des satellites d'Henri III. Le lendemain, le Cardinal, son frère, succombait comme lui.

Henri III assassiné par Jacques Clément.

A la nouvelle de ce royal attentat, il n'y eut qu'un cri dans la France. Le dernier Valois fut condamné dans les chaires, dévoué à toutes les malédictions au milieu des camps. Soixante-dix docteurs de Sorbonne délièrent les sujets du serment de fidélité; ils évoquèrent sur la tête d'Henri III toutes les colères du ciel et de la terre. Ce cri de vengeance fut entendu. Le Roi de France s'était placé sous la tutelle du roi de Navarre; il venait assiéger Paris avec lui, lorsque, le 4^{er} août 1589, il trouva la mort qu'il avait donnée². Un Dominicain, nommé Jacques Clément, vengea par un forfait le meurtre du duc de Guise.

Billet des Seize.

Quatre jours après, le 6 août, les Seize, qui fournissaient aux prédicateurs le thème de leurs sermons, adressèrent aux orateurs de la Ligue le *billet*³ suivant, qui dut être commenté

(1) Les premiers associés furent Acarie, maître des comptes; Caumont, Ménager, d'Orléans, avocats; le sieur de Maneuvre, de la famille Hennequin; d'Effiat; Jean Pelletier, curé de Saint-Jacques; Jean Lincestre, curé de Saint-Gervais; Bussy-le-Clerc, Euoet, La Chapelle, Cruet, procureurs; le commissaire Louchard; Lu Morlière, notaire; Campan, Laroche-Leblond, etc.

(2) Henri III ne mourut que le lendemain à huit.

(3) On appelait *billets* les recommandations écrites par les Seize, et communiquées aux prédicateurs.

dans toutes les chaires, et que Guillaume Roze développa dans l'église des Dominicains: « Justifier le fait du Jacobin (Jacques Clément), pour ce que c'est un pareil fait que celui de Judith, tant recommandé dans la sainte Ecriture; 2^o crier contre ceux qui disent qu'il faut recevoir le Roi de Navarre s'il va à la messe, pour ce qu'il ne peut usurper le royaume, étant excommunié et même exclu de celui de Navarre; 3^o exhorter le magistrat de faire publier contre tous ceux qui soutiendront le roi de Navarre qu'ils sont atteints du crime d'hérésie, et comme tels procéder contre eux. »

Dans une société travaillée par tant d'idées opposées et où les doctrines les plus étranges passaient des conciliabules populaires dans les chaires évangéliques, transformées en tribunes aux harangues, des discussions au moins imprudentes devaient chaque jour s'engager. L'autorité s'était déconsidérée par un abaissement inouï; les partis, dont cet abaissement faisait la force, se servaient de la confusion existant dans les pouvoirs pour répandre l'anarchie dans les âmes. La pensée humaine, sans frein modérateur, sans contrepoids, se lançait au milieu des excitations de la guerre civile; elle transportait la théologie sur les places publiques; elle jetait en pâture aux haines de la foule les théories dont, jusqu'alors, les savants s'étaient seuls préoccupés. Il fallait passionner les peuples en s'échauffant soi-même à des fureurs que, dans les jours de tempête, il devenait impossible de régulariser. L'imagination seule, la tête bien plus que le cœur, se précipitaient à travers ces doctrines de rébellion. Parties d'un principe sacré, elles arrivaient à de barbares conclusions, en se mêlant aux colères vantardes et aux instincts mauvais qu'elles rencontraient sur leur route. Ce fut ainsi que la question du tyrannicide ou du régicide se vit à l'ordre du jour.

Les prédicateurs de la Ligue la traitèrent avec une verve sanglante; et cette question, à laquelle la révolution d'Angleterre et la révolution française ont donné un si fatal retentissement, se produit encore. Les apologistes du Parlement qui tua juridiquement Charles 1^{er}, les historiens de l'assemblée qui, sous un vote, assassina Louis XVI, tous ceux qui, de près ou de loin, se rattachent à la souveraineté du peuple ou à la souveraineté nationale, s'élèvent avec énergie contre les leçons dictées par les Ligueurs. Ils les accusent d'être régicides par intention, quand eux se proclament régicides par l'action ou par la conséquence de leur système.

Les farouches théories de la Ligue n'ont point été évoquées contre Charles Stuart par le Parlement anglais de 1649. La Convention de 1793 n'en a pas eu besoin pour faire tomber la tête d'un Bourbon. Ces deux corps politiques s'en sont créés de nouvelles, ils les ont prises dans un

Donc du côté du l'écrit.

autre ordre de principes. Les enseignements de la Ligue, perdus dans l'histoire, seraient depuis longtemps effacés par d'autres enseignements plus à la portée des masses, si les Parlements et les Universités ne s'en étaient fait une arme contre les Jésuites. Les Jésuites furent les boucs émissaires qu'après la Ligue les Parlements et les Universités poussèrent au désert chargés de leurs iniquités.

Henri III et Henri IV périrent assassinés à vingt et un ans d'intervalle. Pour que ces deux crimes si rapprochés aient ensanglanté les annales de la France, il fut que le fanatisme ait été poussé aussi loin que possible. Qu'il vint des Jésuites, des parlementaires ou des universitaires, ce fanatisme sera toujours exécration à nos yeux.

Nous entrons dans l'examen de cette question avec des idées bien arrêtées. Nous ne reconnaissons à personne le droit de juger ou de tuer un roi. Nous croyons que le souverain doit toujours être placé au-dessus de la sphère dans laquelle s'agitent les opinions. Quels que soient les fautes de son règne ou ses torts personnels, il ne peut trouver de juges sur la terre que dans l'histoire; il n'a de comptes à rendre qu'à Dieu. Ce n'est point par fétichisme monarchique que nous parlons ainsi : nous prenons les Rois pour ce qu'ils valent, les estimant quand ils sont justes, les aimant quand ils sont bons, les admirant lorsqu'ils sont grands, les méprisant lorsqu'ils sont faibles; car la faiblesse dans un prince est plus coupable que l'abus même de la force. Nous condamnons ici et partout la doctrine du régicide ou du tyrannicide. Sous quelque forme qu'elle apparaisse, qu'elle tombe de la chaire ou de la tribune, qu'elle provoque d'une société religieuse ou d'une Convention, qu'elle aigüise le poignard d'un assassin isolé ou qu'elle se cache dans les ténèbres d'un complot, elle sera toujours détestable à nos yeux. Le dogme de l'inviolabilité ainsi posé, nous pourrions plus librement discuter les préceptes de la Ligue, dont les Jésuites se sont trouvés les éditeurs responsables.

Un demi-siècle après que ces événements furent accomplis, l'Université s'écriait, en apostrophant les Jésuites et en faisant sa propre apologie¹ :

« Votre Société était universellement portée à allumer ce que les gens de bien voulaient éteindre. Jacques Commolet et Bernard Rouillet restèrent les seules trompettes de la sédition, et l'un d'eux fut si impie que de prêcher dans Saint-Barthélemy même, après la conversion d'Henri IV, « qu'il fallait un Aod, fût-il moine, fût-il soldat, fût-il berger. » Le procès-verbal de Nicolas Poulain, lieutenant de la prévôté de l'Île-de-France, témoigne que le conseil de la

Ligue se tenait en votre Maison Professe, près Saint-Paul, et l'auteur rapporte qu'un de vos Pères persuada que l'on députât le prévôt Vatus pour faire une entreprise sur la ville de Boulogne, afin d'y faire aborder l'armée que l'on attendait d'Espagne. Votre Collège de la rue Saint-Jacques servait aussi quelquefois aux conciliabules secrets et aux conjurations horribles des ennemis de l'Etat qui voulaient y établir la domination étrangère. C'était dans vos Maisons que les Seize étudiaient les excès de la rébellion¹. En un mot, votre demeure était un repaire de tigres et une caverne de tyranneaux. Les assassins y venaient aiguiser leurs épées contre la tête auguste de nos rois. Barrière y vint animer sa frénésie par la doctrine furieuse et la conférence du Père Varade. Guignard y composait ces horribles écrits qui le firent pendre par après. Le Père Matthieu y faisait signer par les Seize une cession entière du royaume à Philippe, roi d'Espagne, et Jean Chastel y apprenait les belles leçons du parricide qu'il commit par après en la personne du meilleur des princes. Le panegyrique de Jacques Clément était le plus ordinaire entretien de ces assemblées. »

Cinquante ans après la Ligue, tel était l'acte d'accusation dressé par l'Université contre la Compagnie de Jésus. Cette accusation trouva des échos intéressés; il appartient à l'histoire de faire à chacun sa part et de décider enfin quels furent les plus ardens promoteurs du régicide. Sont-ce les Universitaires, les Jésuites ou les Protestants?

En 1643, l'Université reprenait son titre de fille aînée des Rois très-Christiens; mais dans ce temps là même, le cardinal de Richelieu expirait. Quelques mois après, Louis XIII suivait dans la tombe son ministre immortel. Comme « les Jésuites menaçaient de dévaster l'Université et de la réduire en solitude², » selon ses paroles, cette corporation enseignante crut devoir, par de doctes témoignages d'amour en

Quels
sont ceux
qui les
premiers
l'ont sou-
tenue ?

¹ L'Université, dans ce factum, n'oublie qu'une chose, et l'histoire ne doit pas la passer sous silence. C'est la part que prit le corps enseignant aux conciliabules qui précédèrent l'insurrection. L'Université dit qu'ils se tenaient chez les Jésuites. Le *Journal d'Henri III*, le *Journal d'Henri IV*, les *Mémoires de la Ligue*, tous hostiles à l'Institut, et écrits sous le coup des événements, ne racontent pas les faits de la même manière. Comme ils ne sont pas parties au procès, ils doivent inspirer plus de confiance que les deux adversaires. Or, nous lisons au tome II, page 7 du *Journal d'Henri III* : « Les archi-ligueurs s'assemblaient au collège de Fortet, qu'on nommoit le Bureau de la Ligue. Ce collège, qui est près de l'église paroissiale de Saint Etienne du Mont, est fort célèbre dans l'histoire de la Ligue. D'abord les chefs des ligueurs s'assemblèrent en Sorbonne, dans la chambre de Jean Boucher; mais pour ne pas faire connaître leurs démarches, ils alloient le plus souvent au collège de Fortet ou Forteret, dans lequel Boucher loua un appartement. » Au tome V, p. 642 des *Mémoires de la Ligue*, il est dit : « Les conseils de la Ligue se tenaient quelquefois en Sorbonne, et depuis au collège de Fortet, qui a été appelé le Bureau de la Ligue. »

L'Université ne s'occupa jamais de détruire ou de nier des faits si bien avérés par les annalistes contemporains. Elle avait intérêt à montrer les Jésuites coupables; elle les chargea de ses erreurs.

² Manifeste de l'Université, publié sous le syndicat d'Edmond Richer, D'Argentré, Collect. Judic., t. II, partie II.

(1) *Seconde Apologie de l'Université en 1643, partie I, chap. xv.*

faveur des Bourbons et par une accusation en règle contre la Compagnie, tenter un dernier effort pour écarter sa formidable rivale. Ressusciter les souvenirs de la Ligue au moment où un roi enfant était placé sur le trône et où Anne d'Autriche et le Cardinal Mazarin allaient gouverner, pouvait être un coup de parti en faveur de l'Université; mais, en rappelant les erreurs de ses adversaires, il convenait de ne pas oublier ses propres erreurs. L'Université suivait un exemple pharisaïque; elle découvrait la paille dans l'œil de son voisin, elle ne vit point la poutre qui était dans le sien. L'histoire n'a pas de ces partialités; elle juge sur pièces; les pièces, les voici.

Saint
Thomas
et le
chancelier
Gerson.

Saint Thomas, saint Bonaventure, saint Antonin, archevêque de Florence, saint Raimond de Pegnafort, Général des Dominicains, et saint Bernard, le dernier Père de l'Eglise, avaient professé et justifié la doctrine du tyrannique. Les Thomistes, dans les écoles et dans les ouvrages de théologie, élaborèrent longuement cette question. Saint Thomas disait en parlant du tyran d'usurpation ¹: « Si l'on ne peut avoir recours à une autorité supérieure qui fasse justice de cet usurpateur, alors celui qui le tue pour délivrer la patrie est loué et mérite une récompense. » Gerson, chancelier de l'Eglise de Paris et parlant au nom de l'Université, définissait ainsi le tyran ²: « Le prince est un tyran lorsqu'il surcharge son peuple d'impôts, de tributs, de corvées, et qu'il s'oppose aux associations et aux progrès des lettres. » Il le menace ailleurs de voir fondre sur lui et sur toute sa race une persécution par le fer et par le feu; ce que les lois civiles et ecclésiastiques autorisent, s'il tombe dans quelques erreurs contraires à la Foi ³.

Les doc-
teurs de
Sorbonne.

Jean Major, docteur de Sorbonne, allait plus loin que Gerson, et cela s'écrivait, cela se soutenait avant 1540, lors même que l'Ordre de Jésus n'était pas institué. Major déclarait que « le Roi tient son royaume du peuple, et que, pour une cause raisonnable, le peuple a droit de lui enlever la couronne, » mais, selon ce membre de l'Université, il existe au-dessus des peuples, au-dessus même du Pape, une autorité plus légitime: c'est l'Université. Le docteur de Sorbonne le démontre ainsi: « Lorsque, dit-il ⁴, Childéric était mollement assis sur le trône des Gaules, Pépin tenant alors d'une main ferme les rênes de l'Etat, les Seigneurs français députèrent vers le Souverain Pontife, parce que l'Université de Paris ne florissait pas encore, pour lui demander lequel était le plus digne de régner, ou celui qui croupissait dans l'oisiveté ou celui qui

portait le poids du jour. Le Pontife ayant répondu que c'était le dernier, les grands du royaume firent Pépin roi. »

Sous le règne de François I^{er}, l'Université inventait de semblables théories; qu'on juge de celles qu'elle va proclamer lorsque le malheur des temps aura jeté la perturbation dans tous les esprits. Henri III fut assassiné à Saint-Cloud, le 4^{er} août 1589, par le Dominicain Jacques Clément. Le 4 janvier de la même année, la Sorbonne, en son assemblée, « excommunia ce tyran de roi et ceux qui prient pour lui. Elle mande même au cardinal de Gondî, évêque de Paris, qu'il ait à excommunier ledit tyran-roi, et à faute qu'elle l'excommuniera elle-même ¹. » Trois jours après, le 7, la Sorbonne et la Faculté de théologie, réunies au nombre de soixante-dix docteurs, délient tous les sujets de ce royaume du serment de fidélité et d'obéissance envers Henri de Valois.

C'était la guerre sainte, la croisade prêchée par l'Université contre le souverain légitime: elle fut acceptée; et, d'après le récit de l'historien Davila ², « le peuple, ne mettant plus de bornes à ses excès, se précipita avec furie sur tout ce qui portait l'empreinte du monarque, abattit ses statues, brisa ses armes, et déclara une guerre ouverte à tous ceux qui pouvaient être soupçonnés de lui être fidèles. »

D'une pareille doctrine à un forfait il n'y a eu qu'un pas, dans la tête d'un fanatique. La Sorbonne et l'Université avaient absous les sujets du serment de fidélité; Jacques Clément frappa le monarque. Il était régitide; l'Université le glorifia. « La Sorbonne, après l'exécution de Blois, raconte Julien Peleus ³, avait approuvé la dégradation du roi et fulminé contre icelui, comme si c'eût été un tyran abandonné au premier tueur; dont s'ensuivit l'enragée conspiration du jacobin, le parricide commis en la personne du roi, la canonisation de ce furieux, que l'enfer créa, et les résolutions théologiques que Henri de Bourbon étoit déchu du droit de succession à la couronne, encore qu'il se recatholicât et devint romaniste mille fois. » Julien Peleus ne s'arrête pas en aussi beau chemin: « Nous pouvons dire en vérité, ajoute-t-il, que c'est la Sorbonne qui l'a tué, puisqu'elle a incité et résolu les assassins à telle forcennerie et méchanceté.

Ce ne sont pas seulement les docteurs de Sorbonne qui prennent part à la lutte contre le Roi, c'est l'Université tout entière; elle s'associe aux décrets rendus, en mettant à sa tête les plus fougueux Ligueurs. Dans cette même année 1589, Guillaume Roze, évêque de Senlis, est élu conservateur de ses privilèges. « La délibé-

(1) Lib. II, Sent. Dist. 44, q. II, art. 2.

(2) Gers., *Serm. coram rege Francia nomine Universitatis parisiensis*, t. IV.

(3) Consider. 7, l. IV, col. 634, (édit. 1706).

(4) Joannes Major, *De auct. conc. super Papam*, t. II, *Oper. Gerson*, col. 1159.

(1) *Journal de Henri III*, t. II, p. 467.

(2) *Histoire des derniers troubles*, liv. 9 et X, pages 21 et 547.

(3) Tome III, liv. VIII, page 538.

ration à ce sujet, dit Crévier ¹, est du 7 octobre et fut unanime. Toutes les Facultés le nommèrent conservateur apostolique, sans balancer, sans contester, tant la contagion de l'esprit ligueur avait pénétré et infecté la Compagnie, ou du moins ceux qui la dominaient. » Le 46 décembre 1589, Jean de Magnanes est choisi pour recteur, et Crévier avoue ² « qu'il fut bon ligueur et que son dévouement à la Ligue avait paru dans une occasion d'éclat. »

Henri de Navarre, Roi de France sous le nom d'Henri IV, était à la tête de son armée. Le 7 mai 1590, la Sorbonne lançait contre lui un décret qui fut affiché dans toutes les rues de Paris et dans chaque ville de France. Il contenait les dispositions suivantes :

« Qu'il était défendu par le droit divin, à tous les Catholiques, de reconnaître pour roi un homme hérétique ou fauteur d'hérétiques, ennemi notoire de l'Eglise, et beaucoup plus encore, un relaps et nommément excommunié par le Saint-Siège ;

» Que si un homme de ce caractère avait obtenu dans le for extérieur l'absolution de ses crimes et des censures, et que, cependant, il y eût un danger manifeste de dissimulation, de perfidie et de renversement de la Religion catholique, cet homme devait être exclu par le même droit.

» Quiconque agit pour l'élever sur le trône, lui est attaché ou favorable, ou permet qu'il parvienne à la couronne, le pouvant empêcher et le devant par sa charge, viole les sacrés canons, est justement suspect d'Hérésie et pernicieux à la Religion et à l'Eglise, et l'on peut et l'on doit procéder sur ce sujet contre lui, de quelque rang et éminence qu'il soit.

» Comme donc Henri de Bourbon est Hérétique, fauteur d'Hérétiques, ennemi notoire de l'Eglise, relaps et nommément excommunié, et qu'au cas que peut-être il obtint son absolution dans le for extérieur, la dissimulation, la perfidie et le renversement de la Religion sont manifestement à craindre, les Français sont obligés, quand même il obtiendrait son absolution, et que le légitime héritier de la couronne mourût et lui cédât son droit, de l'empêcher de s'emparer du Royaume très-Chrétien, et qu'on ne fasse la paix avec lui. Ceux qui lui sont favorables violent les canons, sont suspects d'Hérésie et pernicieux à l'Eglise ; et comme tels, ils doivent être sérieusement et diligemment réprimés et punis.

» Et comme ceux qui favorisent de quelque manière que ce soit le dessein que ledit Henri a de parvenir à la couronne sont des déserteurs de la Religion et sont dans un état continuel de péché mortel ; aussi ceux qui s'opposent à lui par le zèle de la Religion, autant qu'il est en

eux, méritent beaucoup auprès de Dieu et des hommes ; et comme on doit juger que les premiers qui s'obstinent à établir le règne de Satan seront éternellement damnés, de même il faut être persuadé que ceux qui y résistent jusqu'à verser leur sang, en recevront une récompense éternelle et obtiendront la palme du martyre en qualité de défenseurs de la Foi.

» Conclu d'un commun accord dans la troisième assemblée faite sur cette affaire, en la grand'salle du Collège de Sorbonne, tous les maîtres en général et en particulier ayant été appelés par serment, le septième mai de l'an 1590. »

Maintenant la doctrine de l'Université est connue ; examinons celle des Parlements. Les Parlements s'étaient divisés : les uns avaient pris parti pour la Ligue, les autres contre. Le Parlement de Paris avait du Protestantisme dans les veines, comme il aura plus tard du Jansénisme. Il cherchait toujours des chimères à combattre et des erreurs à protéger. Lorsque Henri III eut fait, aux Etats de Blois, assassiner le duc de Guise, il ordonna au Parlement de Paris d'instruire le procès de la victime. Le Parlement répondit que « toutes procédures faites ou à faire par l'autorité du monarque étaient notoirement nulles. » Selon les registres du Parlement, à la date du 3 février 1589, — toujours cette fatale année qui verra consommer le régicide, — le Parlement commence les *premières écritures* du procès contre « Henri de Valois, troisième de ce nom, *jadis* roi de France et de Pologne. »

L'Université employait l'adverbe *naiguère* ; le Parlement se sert d'un équivalent : il dit *jadis* ; mais, comme le corps enseignant, la cour de justice procède avec inflexibilité. Elle proclame « que ledit Henri de Valois sera condamné à faire amende honorable, nu en chemise, la tête nue, la corde au col, assisté de l'exécuteur de la haute justice ; tenant en sa main une torche ardente de trente livres ; que dès à présent il sera démis et déclaré indigne de la couronne de France, renonçant à tout droit qu'il y pourroit prétendre, et en outre sera banni et confiné à perpétuité au couvent des Hiéronimites, pour là y jeûner au pain et à l'eau le reste de ses jours ¹. »

Faire descendre la royauté à cette ignominie, c'est plus que l'assassinat, c'est l'insolence du mépris caché sous la honte d'un arrêt. Le Parlement de Paris condamnait Henri III à l'opprobre. Jacques Clément eut plus d'indulgence, il le tua. Le 22 août 1589, le Parlement de Toulouse arrêtait ² :

« La cour, toutes chambres assemblées, avertie de la miraculeuse, épouvantable et san-

Premières écritures du Parlement contre Henri III.

Arrêt du Parlement de Toulouse.

(1) Histoire de l'Université, t. vi, p. 415.

(2) Ibidem, p. 418. Duboulay, t. vi, p. 803, 804, 805.

(1) Premières écritures du procès de Henri de Valois.

(2) Arrêt du Parlement de Toulouse. Mémoires de la Ligue, t. iv, p. 51.

glante mort advenue le premier de ce mois, a exhorté et exhorte tous les Évêques et Pasteurs de faire, chacun en leurs églises, rendre grâces à Dieu de la faveur qu'il nous a faite de la délivrance de Paris et autres villes du Royaume; a ordonné et ordonne que tous les ans, le premier jour d'août, l'on fera procession et prières publiques en reconnaissance des bénédictions qu'il nous a faites ledit jour. »

Et qu'on ne dise pas que le Parlement de Paris était alors sous l'influence des Seize. A la fin de cette année 1589, le duc de Mayenne arriva à Paris. Le conseil des Quarante n'était qu'une succursale des Seize et de l'Université. Il se fit nommer chef de ce conseil, il punit de mort les quatre plus furieux de l'assemblée des Seize, et, afin de lui donner plus de consistance, il appela dans ce Sénat dirigeant Jeannin, Vetus, Lemaître, d'Ormesson, Videville, Lesueur, Hennequin, Nuilly, Brisson, d'Assy, Bouchet, de Launay, Chartier, de Hacqueville et Charlet, tous présidents au Parlement. Les procureurs et avocats-généraux Séguier, Molé, d'Orléans, Brigard, Hotman et Jean Lemaître leur furent adjoints.

Le Parlement se prononçait pour l'application de la théorie régicide; les avocats firent de même. Charles Dumoulin, que sa science a fait surnommer le Papinien français, et qui, selon de Thou, « était un excellent citoyen, aimant sa patrie plus qu'on ne saurait dire, » Charles Dumoulin, dans ses remarques sur les *Clémentines*, s'écriait ¹ : « Il ne faut avoir aucun commerce avec les tyrans; mais les tuer est chose glorieuse. »

Jean Bodin, qui, par son ouvrage de la *République*, a peut-être donné naissance à l'*Esprit des Loix* de Montesquieu, et que les Protestants et les philosophes du dix-huitième siècle ont salué comme leur précurseur, Jean Bodin pose différemment la question. Dans sa *République*, dont la première édition parut en 1576, ce jurisconsulte n'admet pas que les souverains par le droit de naissance, et qui gouvernent seuls et sans contrôle, puissent être mis à mort par leurs sujets; mais, si ces souverains sont tyrans, il autorise les étrangers à les égorger : « Tenons pour certain, dit-il ², qu'il est permis à tout étranger de tuer un tyran déclaré tel par la voix publique et devenu fameux par ses rapines, ses meurtres et sa cruauté. »

» Il est permis de même à un citoyen, ajoute-t-il, de tuer, ou par force ouverte ou par ordre du Sénat, le prince qui partage son autorité avec le peuple ou avec les grands, s'il abuse de sa puissance pour torturer les citoyens par des meurtres, des viols, des rapines. Ainsi, l'Empereur Charles-Quint, s'il eût opprimé le peuple

et la république germanique, eût pu être tué en justice, parce qu'il ne jouissait pas de la suprême autorité. »

L'Université, le Parlement et les Jurisconsultes les plus renommés enseignaient le régicide ou le tyrannicide, ce qui nous semble la même chose; car si on établissait une distinction entre les deux mots, nous croyons que cette distinction existait plutôt dans les termes que dans la réalité. Le tyran, c'est-à-dire Henri III, roi catholique, roi légitime, était proscrit, condamné à périr, et son assassin subissait à la Sorbonne et au Parlement un triomphe coupable. Les gémonies se changeaient pour lui en apothéose. Voyons ce que les Jésuites avaient dit, avaient fait pour préparer la mort d'Henri III et pour s'opposer à son successeur.

On distinguait dans l'Ecole deux sortes de tyrans : le tyran d'usurpation et le tyran d'administration; l'usurpateur proprement dit, et le souverain de droit abusant de son autorité pour faire le malheur de ses peuples. Les privilèges de la royauté et ceux des nations n'étaient pas encore définis d'une manière précise. On renfermait dans les recueils de théologie et dans les ouvrages de jurisprudence ces codes de politique, que l'effervescence des Ligueurs livra aux commentaires de la foule; mais ils n'étaient destinés par leurs auteurs primitifs qu'à servir de thème à des arguties. Les haines que fomenta le vertige des partis s'emparèrent de cette arme à double tranchant. Elles en usèrent comme d'un levier pour battre en brèche l'Hérésie et pour effrayer les souverains. A tout prix, ils voulaient conserver la Religion catholique. Partis de ce principe, ils furent conduits par une pente insensible à de fatales conclusions. L'ébranlement qu'ils provoquaient dans les masses gagna leur esprit; de l'esprit, il passa jusqu'au cœur. Nous avons vu quelle était sur ce point la doctrine de l'Université et du Parlement; examinons à la même époque comment les Jésuites traduisirent leur pensée.

Quand la Compagnie de Jésus fut fondée, l'enseignement de ces propositions était public, et, dans son *Compte-rendu* au Parlement de Rennes, La Chalotais, le célèbre procureur général breton avoue ¹ que « la doctrine du tyrannicide n'a pas été inventée par les Jésuites. Ils l'ont trouvée, ajoute-t-il, dans les théologiens scolastiques; elle était connue dès le temps de Jean de Sarisbery dans le treizième siècle. » La Chalotais aurait pu remonter plus haut et découvrir dans la 28^e lettre d'Yves de Chartres au Pape Urbain l'origine de cette théorie. Cependant il est avéré, même par l'un de leurs plus constants adversaires, que les membres de l'Ordre de Jésus n'ont pas inventé le tyranni-

Conseil
des Qua-
rante.

Charles
Dumou-
lin et
Jean
Bodin,
célèbres
juriscon-
sultes,
soutien-
nent la
doctrine
du régi-
cide.

(1) Annot. ad Clement., lib. III, tit. XV.

(2) De Republica Joannis Bodini, lib. II, c. v.

(1) Compte rendu, p. 209.

cide. Qu'ont-ils donc fait pour que l'Université les accuse avec tant de colère ?

Quatorze Pères de la Compagnie, tous théologiens éminents, ont, dans divers ouvrages, discuté, approfondi et professé la doctrine qui avait cours sur les bancs. Ce sont Emmanuel Sa, Valentia, Delrio, Heissius, Mariana, Suarez, Salas, Lessius, Tolet, Tanner, Castro-Palao, Bécán, Gretzer et Escobar. A l'exception de ce dernier, dont le nom a acquis, par les *Provinciales* de Pascal et par les épigrammes de Boileau, une étrange célébrité, tous ont écrit vers le temps de la Ligue, tous sont nés hors de France. Ils dissertaient ; ils composaient leurs ouvrages en Espagne, en Italie et en Allemagne, sous des princes qui, comme Philippe II, n'auraient certainement pas été jaloux de laisser leur vie et leur couronne à la merci de la théologie.

Le Jésuite Emmanuel Sa s'explique ainsi ¹ : « Celui qui gouverne tyranniquement un domaine qu'il a justement acquis ne peut en être dépouillé sans un jugement public ; mais dès que la sentence est prononcée, tout homme peut s'en rendre l'exécuteur. Or, le tyran peut être déposé par le peuple même qui lui a juré obéissance perpétuelle, si, étant averti, il ne se corrige pas. Mais quant à celui qui envahit tyranniquement l'autorité, tout homme d'entre le peuple peut, s'il n'y a point d'autre remède, le tuer, car c'est un ennemi public. »

Le nom de Bellarmin doit, lui aussi, retentir dans cette discussion. Bellarmin n'est régitide ni de fait ni d'intention ; mais sa doctrine sur le pouvoir temporel des Papes a été si souvent l'objet des plus vives attaques, que nous devons la faire connaître en la citant. Ce cardinal Jésuite écrivait ² :

» Il n'appartient de tuer ni aux moines, ni aux autres personnes ecclésiastiques, ainsi qu'il est déclaré dans la XXIII^e distinction ; bien moins encore leur appartient-il d'attenter à la vie des rois ; et ce n'est pas aussi de cette façon que les Souverains Pontifes ont coutume de s'y prendre pour réprimer les attentats des princes. Leur usage est d'employer d'abord à leur égard la correction paternelle, ensuite de les priver de la participation aux sacrements par les censures ecclésiastiques, et enfin de délier leurs sujets du serment de fidélité et de les dépouiller eux-mêmes de toute dignité et de toute autorité royale, si le cas l'exige. L'exécution appartient à d'autres. »

L'exécution dont parle Bellarmin, est-ce la mort par le bras séculier, ou plutôt la perte du diadème par la guerre ? Le Casuiste ultramontain n'explique pas davantage sa pensée ; mais si

les rois étaient consultés, plus d'un exemple récent les porterait, nous le croyons du moins, à préférer le jugement du Pape à celui des peuples représentés par la souveraineté nationale. Il est toujours possible de faire annuler l'un, l'échafaud des révolutions sait rendre l'autre irrévocable.

Le Père Antoine de Escobar de Mendoza a repris et amendé la proposition du Jésuite Emmanuel Sa : « Il n'est pas permis, dit-il ¹, de tuer un tyran d'administration. Il est permis, dans l'acte même de son usurpation, de tuer, comme ennemi de la patrie, celui qui veut usurper la souveraineté ; s'il est déjà en possession du royaume, il faut un jugement public. » C'est toujours l'éternelle distinction du tyran usurpateur et du tyran légitime ; mais dans son fameux traité : *De rege et regis institutione*, ouvrage qui parut à Tolède en 1598, avec autorisation de Philippe II et approbation du Saint-Office, le Père Mariana soutint la proposition suivante : « En certains cas, il est permis à un particulier de tuer un tyran d'administration. » La proposition est bien entourée de palliatifs, d'explications, de sous-entendus, enfin de toutes les formules usitées dans l'Ecole. Pourtant, du milieu de ces réticences, elle sort telle que nous la traduisons. Elle pose le régitide comme autorisé en certains cas ; elle déduit ces cas ; elle indique le concours de la voix publique, l'autorité de personnages graves et savants ; mais que deviendront ces précautions en face des partis ?

La voix publique ? Chacun l'interprète à sa guise, chacun la saisit comme il veut l'entendre. Des personnages graves et savants ? Il s'en trouve toujours au fond d'une faction. S'il ne s'en rencontre pas dans la réalité, les partis en fagonnent. Ils créent aussi vite des docteurs que des hommes vertueux ; ils ont tous le monopole des grands citoyens. Les poètes inventeurs du Paganisme fabriquaient les dieux à la taille de leurs passions, les partis suivent la même méthode lorsqu'il s'agit pour eux de se donner des chefs ou des idoles.

Les subtilités du Jésuite Mariana ne sont donc que des subtilités ; elles laissent au crime toute sa latitude. Mariana a été régitide par l'idée et par l'expression. Que firent les Jésuites en voyant soulever par un de leurs théologiens cette doctrine insensée ? elle n'avait pas encore pénétré en France ; le Parlement ne devait même la connaître que onze ans plus tard. Cependant, dès 1599, les Pères de la province de Guienne portaient plainte à Aquaviva : « Notre Général, dit le Jésuite Richeome dans l'*Examen de l'Anticoton*, étant averti par moi, lorsque j'étois à Bourdeaux, l'an 1599, et par nos Pères de France, commanda qu'il fût

Le père Mariana.

(2) *Aphorismi Confessariorum, in verbo Tyrannus*, édit. de Cologne, 1590).

(1) *Tractatus de potestate Summi Pontificis in temporalibus*, auctore Roberto Bellarmino, c. vii, (édit. de Rome, 1610).

(1) *Theologia moralis*, 1^{er} Tractatus, num. 7.

corrigé, et n'en eût-on vu aucun sans correction, si les Hérétiques qui pensoient faire leur profit de ce livre ne l'eussent aussitôt réimprimé. »

Le 6 juillet 1610, Claude Aquaviva^a mettait fin par un décret explicite à ces querelles scolastiques, qui, mal comprises, plus mal appliquées, pouvaient enfanter des forfaits. Ce décret fut traduit du latin en français par le Père Coton; il faut lui laisser son parfum de vétusté.

« En vertu de la sainte obéissance, nous enjoignons, dit le Général des Jésuites, sous peine d'excommunication et d'inhabilité à tous offices et de suspension à *divinis*, et autres peines arbitraires à nous réservées, qu'aucun Religieux de notre Compagnie, soit en public ou en particulier, lisant ou donnant avis, et, beaucoup plus, mettant quelques œuvres en lumière, n'entreprenne de soutenir qu'il soit loisible à qui que ce soit, et sous quelconque prétexte de tyrannie, de tuer les rois ou les princes, ou d'attenter sur leurs personnes, afin que telle doctrine n'ouvre le chemin à la ruine des princes et trouble la paix, ou révoque en doute la sûreté de ceux lesquels, selon l'ordonnance de Dieu, nous devons honorer et respecter comme personnes sacrées et établies de notre Dieu pour heureusement régir et gouverner son peuple. »

Le Général s'exprimait avec cette netteté qui ne laisse pas place au doute. Longtemps auparavant, le Père Bellarmin écrivait : « Il est inouï qu'on ait jamais approuvé le meurtre d'aucun prince, fût-il Hérétique, païen et persécuteur, lorsqu'il s'est trouvé des monstres capables d'exécuter ce crime ¹. »

Plus tard, un Jésuite westphalien, né en 1600, Herman Busembaum, renouela les discussions. Ce casuiste décida, dans la question *de la défense de soi-même*, « qu'un particulier pour le salut de sa vie et la conservation de ses membres peut tuer l'injuste agresseur, s'il y a absolue nécessité; que le fils, le religieux, le sujet peuvent étendre jusque-là leur défense contre le père, l'abbé, le prince, à moins que la mort du prince n'entraîne après elle de trop grands dommages, comme des guerres, etc. »

Le régicide, réduit à ces proportions, n'est plus qu'un meurtre pour se protéger soi-même. Cette doctrine ne rentre pas dans la question; elle n'appartient en propre ni à l'Université, ni aux Jésuites, ni aux Protestants : elle est commune à tous; tous la résolvent dans le sens de Busembaum. Busembaum reste donc en dehors de la proposition de Mariana, de la seule qui mérite d'être flétrie, et qui l'a justement été par les Jésuites d'abord, par les Parlements ensuite.

Les Hérétiques étaient les alliés naturels de

Henri IV, Hérétique comme eux. A ce titre, ils n'ont pas dû, pendant la guerre civile, s'attacher au système des tyrannicides. Henri IV était privilégié pour eux, précisément parce qu'il était excommunié et Calviniste; mais s'ils ne se fussent pas trouvés dans cette position exceptionnelle, auraient-ils donc renoncé à l'application des théories sanglantes professées à cette même époque par leurs maîtres?

Luther, en 1524, écrivait aux princes catholiques d'Allemagne ¹ : « Vous exercez une tyrannie que les peuples ne peuvent, ne veulent et ne doivent plus souffrir. » En 1534, il est consulté par les Protestants qui trament une ligue contre leurs souverains, et il répond ² « qu'encore qu'il eût jusqu'alors enseigné qu'il n'était pas permis de résister aux puissances légitimes, maintenant il s'en rapportait aux maximes des jurisconsultes, et que, dans un temps aussi fâcheux, on pourrait se voir réduit à des extrémités où non-seulement le droit civil, mais encore la conscience, obligeraient les fidèles à prendre les armes et à se liguier contre tous ceux qui voudraient leur faire la guerre, et même contre l'Empereur. »

Le moine apostat de Wittemberg proclame la révolte contre le principe d'autorité : Théodore de Bèze détermine le sens qu'il faut attacher à ses paroles. Bèze est calviniste, mais il partage l'opinion de Luther; il en fait l'application à la race des Valois : On doit, écrit-il ³, combattre contre eux avec le même esprit qui animait Gédéon lorsqu'il livrait bataille aux Madianites, ou comme Judas Machabée lorsqu'il faisait la guerre au tyran Antiochus, à Nicanor et aux Païens. »

Knox, le fameux puritain écossais sorti de l'école de Genève, n'est pas moins explicite : On aurait dû, prêchait-il, mettre à mort la reine Marie d'Ecosse, tous ses prêtres et tous les citoyens qui lui prêtaient assistance : ils avaient tenté de s'opposer à l'Évangile de Jésus-Christ. »

Un docteur calviniste, Jean Arthusius, parlait ainsi ⁴ : « Il faut résister au tyran tant qu'il continue sa tyrannie; le tuer même, si l'on ne peut autrement se préserver de ses violences, et mettre un autre à sa place. »

Étienne Junius Brutus — nom de guerre républicain peu propre à rassurer les Césars de son siècle — était un auteur protestant, et il déclarait ⁵ : « Si tous les grands de l'État, si la plupart d'entre eux, si un seul même, tentent de secouer le joug d'une tyrannie manifeste, alors il leur est permis, après avoir combiné leurs efforts, s'ils ne peuvent autrement se proté-

(1) *Vie de Luther*, par Sleidan, lib. v, p. 75. Bossuet, *Histoire des variations*, liv. II.

(2) Sleidan, *ibid.*, lib. VIII, p. 217. Bossuet, *ibidem*, liv. IV.

(3) Théodore de Bèze, *Epistolæ* 37 et 40, *ex Kellero, De tyrannicidio*, p. 80.

(4) *In Politica methodico digesta*, cap. XIV. (Herbornæ. 1603).

(5) *Vindicia contra tyrannos*, p. 518.

(1) *Œuvres de Bellarmin, Lettres à Blakwell*.

ger contre la force, de tuer le tyran et de mettre un autre à sa place. »

Georges Buchanan, précepteur de Jacques 4^{er} d'Angleterre, Buchanan, une des lumières du Protestantisme écossais, donnait au même sentiment une expression plus méprisante : « Quelle sera, s'écriait-il ¹, la nature d'une guerre contre l'ennemi de tout le genre humain, c'est-à-dire un tyran ? C'est la plus juste de toutes les guerres. » Puis il ajoutait : « Que tout le peuple, que tous les particuliers décernent des récompenses aux meurtriers du tyran, comme il s'en accorde habituellement à ceux qui ont tué des loups et des ours ! » Buchanan ne s'est pas contenté d'établir ce système de régence dans un seul ouvrage ; son *Histoire d'Ecosse* contient le passage suivant : ² « Un tyran est comme un hut proposé à la haine de tous les mortels ; contre lui ils dirigent tous leurs traits et lancent toutes leurs flèches. »

Fra Paolo Sarpi ne peut pas, lui, donner à sa République de Venise le conseil de tuer un Roi ; mais le Servite, dont les Protestants, le Jansénisme et les Sophistes ont exalté la gloire, n'est pas moins positif que tous ces écrivains lorsqu'il apprend au Conseil des Dix comment on peut se débarrasser d'un ennemi.

« S'il se trouve, dit-il ³, parmi les habitants de la Terre-Ferme des chefs de faction, qu'on les extermine à quelque prix que ce soit ; ils sont puissants, qu'on ne se serve point de la justice ordinaire, et que le poison fasse plutôt l'office du glaive. »

« Milton, couvrant de sa gloire poétique, alors ignorée, les assassins de Charles 1^{er}, définissait ainsi le Souverain ⁴ : « Un tyran est un roi de théâtre, un fantôme, un masque de roi : ce n'est pas un vrai roi. » Quelques lignes plus haut, sa pensée s'était développée : « De quelle injustice sommes-nous coupables envers vous ? quel mal vous faisons-nous lorsque nous punissons de mort nos ennemis, les ennemis du bien public, plébéiens, nobles ou rois, qu'importe ? »

Claude Saumaise, quoique Protestant, avait entrepris l'apologie du Roi d'Angleterre ; Milton se chargea de la défense du peuple anglais, et il appela au secours de sa cause tous les maîtres du Protestantisme. « Voulez-vous savoir, s'écriait-il en essayant de prouver par l'Evangile que les sujets ont le droit de punir leurs rois ⁵, voulez-vous savoir pourquoi notre adversaire n'ose citer que des auteurs d'un autre temps ? c'est qu'il sait bien qu'il a autant d'ennemis

déclarés de sa doctrine qu'il y a de savants distingués dans le culte réformé : qu'il en fasse l'essai, et il verra que je rangerai en bataille contre lui les Luther, les Zwingle, les Calvin, les Bucer, les Pierre Martyr, les Parée, et que je l'écraserai sous le poids de leur autorité. »

Nous avons assez fouillé dans l'arsenal des partis pour savoir que l'enseignement du tyrannicide n'appartenait en propre à aucun culte, à aucune corporation, à aucune école : tous le proclamaient en termes identiques. Les Jésuites et les Hérétiques, étrangers aux divisions intestines comme aux mœurs de la France, professaient dans leurs écoles d'Allemagne et de la Péninsule la doctrine du régicide ; l'Université de Paris l'appliquait au foyer même des guerres civiles, lorsqu'un Jésuite français ne l'enseignait et ne la soutenait dans ses œuvres. Le Père Mariana et Junius Brutus ne parlaient qu'en général du tyran ; l'Université de Paris le désigne. Dans ses actes officiels elle indique du doigt à quelle poitrine royale doivent s'adresser les poignards des fanatiques : les poignards ne se faisaient pas attendre. L'Université a pris elle-même une part active aux excès de la Ligue ; elle s'en fit une autre par les hommes sortis de son sein. Guillaume Roze, le tribun catholique, fut élevé à la dignité de conservateur de ses privilèges ; Jean Boucher, le terrible curé de Saint-Benoît, était un ancien recteur de cette même Université ; Jacques de Cueilley, curé de Saint-Germain-l'Auxerrois, avait été honoré du même titre ; Guillaume Lucaïn et François Pigenat ¹ comptaient parmi ses docteurs. L'Université avait dans Paris quelques cures à sa nomination : celles de Saint-André-des-Arcs, de Saint-Côme et de Saint-Jacques-de-la-Boucherie étaient du nombre. Elle leur donna pour curés les Ligueurs Christophe Aubry, Jean Hamilton et Julien Pelletier. Leurs noms et leurs discours sont aussi inséparables de l'histoire de ces temps que la lettre du Père Claude Matthieu. Ce Jésuite écrivait le 44 février 1583 ² : « On ne peut pas, en conscience, attenter à la vie du Roi, et le Pape Grégoire XIII a condamné ceux qui osent penser ou enseigner le contraire. »

Dégagés des sophismes et des colères de l'esprit de parti, les Universitaires, les Parlements auraient sans aucun doute fait la même déclaration ; car, à cette époque où de nobles passions se trouvaient au service de la plus sainte des causes, il y eut de ces contradictions qui épouvantent l'intelligence de l'homme. Les Catholiques désiraient avant tout et par-dessus tout que la France conservât l'unité dans sa Foi,

Blocus de Paris.

(1) *De Jure regni apud Scotos.*
(2) *Histoire d'Ecosse*, liv. vii.
(3) *Opinione del Padre Paolo, servito, consultor di stato*, etc. (in Venetia, appresso Roberto Matthiel, 1681).

En parlant de cet ouvrage, le Courayer, autre prêtre apostat, traducteur de Fra Paolo, émet le jugement suivant :

« Tout court qu'il est, il peut passer pour un chef-d'œuvre politique. »

(4) *Defensio pro populo anglicano*, page 279 (*Œuvres complètes de Milton*, édition de 1759).

(5) *Idem*, ch. iii, p. 809.

(1) On a toujours confondu François Pigenat, docteur en l'Université de Paris, avec son frère Odon Pigenat, de la Compagnie de Jésus : ils étaient ligueurs tous deux ; mais on a porté au compte du Jésuite toutes les paroles, tous les actes de l'Universitaire. Au tome 1^{er}, p. 460 du *Journal de Henri IV*, on lit : Odon Pigenat, Jésuite, ligueur comme son frère, mais moins hardi et moins furieux que lui.

(2) *Mémoires de Nevers*, t. 1^{er}, p. 67.

l'unité dans sa nationalité menacée par les projets de fédération dont les Huguenots ne savaient pas assez déguiser les plans. Née de ce principe, la Ligue en avait dévié pour abandonner sa force de fidélité religieuse à des trames coupables ou aux manœuvres de l'étranger. En perdant le duc de Guise, elle restait sans chef, sans puissance morale pour la discipliner, sans prince même à opposer au Roi de Navarre. Lorsque Henri III, qui avait fait périr le duc et le Cardinal de Guise, mourut sept mois après de la même mort tragique, les Ligueurs se sentirent dans une situation plus difficile que jamais. Henri IV était Roi par sa naissance et par sa bravoure intelligente ; mais c'était contre lui et à cause de ses croyances hérétiques que la Ligue s'était formée. Les prévisions des Catholiques se réalisaient, un monarque protestant allait s'asseoir sur le trône de France ; ils se décidèrent à ne jamais transiger avec l'Hérésie.

Les événements avaient pourtant déjà réduit la Sainte-Union à de moins vastes proportions. Tout semblait lui sourire ; elle avait pour elle le peuple de Paris et la plupart des provinces ; elle comptait dans ses rangs les troupes de Philippe II et le Cardinal Cajetano, Légat du Saint-Siège : mais le fond de la situation n'était plus le même. Sixte-Quint avait jugé qu'un contre-poids à la puissance de Philippe II était nécessaire pour l'Europe ; le Pape le cherchait en France. Dans un consistoire secret tenu au Quirinal le 44 septembre 1589, il avait bien pu dire « que, par les circonstances de la mort d'Henri III, on reconnaissait le jugement de Dieu, et que, contrairement à l'usage, il refusait de célébrer un service funèbre pour ce Roi Très-Christien, mort dans l'impénitence et sous le poids de l'excommunication ; mais, ajouta Sixte-Quint, de cette décision ne doit résulter aucun préjudice pour la France. » Le Pape se détachait de la Ligue, parce qu'il jugeait dangereux de laisser l'Europe à la merci de l'Espagne. Il donnait même ordre à son Légat de ne pas pousser les choses à l'extrême, ordre que Cajetano, tout dévoué à Philippe II, ne se pressa point de mettre à exécution.

Cependant Henri IV, vainqueur à Coutras ainsi qu'à Arques, et peu inquiet de la concurrence que lui faisait le vieux Cardinal de Bourbon, Roi de la Ligue sous le nom de Charles X, gagnait, le 44 mars 1590, la bataille d'Ivry. Il mettait le siège devant Paris, et, le 9 mai, le Cardinal de Bourbon mourait à Fontenay-le-Comte sous les honneurs pour ainsi dire posthumes de la Royauté.

Le Père Odon Pigenat, Provincial, faisait partie des Seize, et, s'il faut en croire Richeome ¹, « ce Jésuite se trouva quelquefois aux assemblées des Seize à la sollicitation du pré-

dent Brisson, pour tâcher de modérer la fureur de cet exécrable tribunal. » De Thou et Arnauld n'en parlent pas ainsi : de Thou ¹ le peint comme « un Ligueur furieux, aussi fanatique qu'un corybante, » et Arnauld comme « le plus cruel tigre qui fût dans Paris. » Pasquier ne craint pas de dire ² : « Ce ne fut pas tant une guerre civile qu'un coupe-gorge par toute la France. Les Collèges des Jésuites furent, par une notoriété de fait, le ressort général du parti contraire. Là se forgeoient leurs Evangiles en chiffres, qu'ils envoyaient aux pays étrangers ; là se distribuoient leurs apôtres pour maintenir les troubles par leurs presches, comme leur Père Jacques Commolet dans Paris et leur Père Bernard Rouillet dans Bourges ; les autres, meurtres et assassinats, comme Varade et le même Père Commolet. »

Pasquier raconte et ne prouve jamais. Royaliste sincèrement attaché à la fortune de Henri IV, mais s'étant fait de sa haine contre la Compagnie une position, il doit au moins être suspect de partialité. Les Jésuites Pigenat, Gonthier, Commolet, Guignard, Guéret, Varade et Rouillet se mêlèrent activement aux prédicateurs de la Ligue ; ils excitèrent les Parisiens, qui n'en avaient pas besoin, à résister jusqu'à la dernière extrémité aux armes de Henri IV protestant. A Toulouse, à Bordeaux, à Lyon, à Rouen, à Bourges, au Nord comme au Midi, ils prirent part à l'enthousiasme populaire, ils le régularisèrent même souvent. Mais lorsque les Seize livrent au bourreau la tête du président Brisson, de Larcher et Tardif ; lorsqu'ils forcent le cardinal de Gondi à se retirer de sa cathédrale de Notre-Dame, parce que, à l'exemple des trois magistrats, il ne consentait pas à accepter la suzeraineté de l'Espagne ; lorsque, le 20 septembre 1594, les Seize, mus par une pensée anti-nationale, offrent à Philippe II la couronne de France et se mettent à sa discrétion par un acte signé d'un président, de trois conseillers au Parlement et de trois docteurs de l'Université, il est impossible de saisir la main, la parole ou le conseil d'un Jésuite au milieu de ces désordres.

Le Père Claude Matthieu, décédé en 1587, est bien accusé par Pasquier et par Arnauld d'être ressuscité quatre ans après sa mort, et d'avoir remis en personne à l'Escorial la proposition des Seize ; mais la Sorbonne, qui, sur ce point, en sait un peu plus que la Compagnie de Jésus, espagnol nommé Aquarius. Ici l'Université doit inspirer confiance ; elle avait signé, par ses délégués à l'assemblée des Seize, une lettre qui était l'opprobre et la ruine de la France.

Parmi les nombreux écrits que la Ligue a enfantés, nous avons cherché une page dans

(1) *Histoire universelle*, t. xxi, p. 55.

(2) *Cathéd. des Jés.*, liv viii, ch. ii.

(1) *De la Vérité défendue*, ch. xvi.

laquelle un fait accusateur, en dehors de ceux que nous mentionnons, serait retracé avec les documents à l'appui. En retranchant les déclamations alors communes aux Jésuites, aux Universitaires, aux Parlements et à tous les partisans catholiques, nous n'avons vu que des assertions dénuées de preuves, que des lambeaux de sermons épars dans les recueils satiriques et n'ayant pour garantie que le témoignage des annalistes contemporains. On a toujours beaucoup trop nourri le peuple de mensonges historiques et de mouvements oratoires pour que nous acceptions sans examen les éloges que se décernent les partis et les reproches mutuels dont ils s'accablent.

Le blocus de Paris continuait, et la Ligue, qui en était réduite à l'éloquence de la rue plutôt qu'à l'action, n'avait pas calculé que bientôt la famine se ferait sentir dans une ville aussi populeuse. L'armée d'Henri IV campait à ses portes, et une effroyable disette menaçait les assiégés. Tout le monde était soldat par enthousiasme ou par terreur. Tout le monde, dans le besoin commun, se dévouait pour sa cause. Le dévouement ne suffisait pas encore, car la faim était de toutes les heures. On crut l'apaiser en faisant faire aux Parisiens, dans une procession solennelle, la revue de leurs forces vives. La procession avait quelque chose de si populaire que, peu de jours après la reddition de Paris, le 29 mars 1594, Henri IV en ordonna une à laquelle il s'empressa d'assister pour offrir à son peuple un gage authentique de sa Foi. Mais cette dernière n'effaçait point le souvenir de celles que la Ligue avait célébrées pendant le siège de Paris. La *Satire Ménippée*, venue quatre ans après la procession du 44 mars 1590, a essayé de tuer sous le ridicule une pareille démonstration. On peut, quand le succès a brisé les partis, dénaturer le but d'un événement, le livrer par l'épigramme à la risée publique; mais l'histoire, qui n'est pas toujours une conspiration contre la vérité, a des allures plus graves que le pamphlet. L'histoire, même écrite sous les yeux d'Henri IV et par un de ses fidèles, rend aux faits toute leur poétique vérité.

Henri IV connaissait la puissance de la Religion sur les Français; il ne voulut pas les froisser en travestissant une cérémonie qui avait eu tant d'influence sur leur esprit, et Pierre Matthieu, parlant du peuple de Paris, eut le droit de dire : « Sa patience fut beaucoup fortifiée par la procession générale de tous les Ordres de la ville, suivant un crucifix que l'évêque de Senlis portoit; ils avoient des armes et des cuirasses sur les habits et quelques vieilles halberdes, maigres, défaits, et tellement exténués, qu'ils ressembloient à des anatomies cheminantes, et néanmoins résolus de mourir allégrement et courageusement plutôt que de vivre sous un prince hérétique. Ce spectacle releva les esprits

abattus, et plusieurs, n'en pouvant plus, s'enfermoient dans les églises pour y attendre la mort. »

C'était une fédération contre la famine et contre l'Hérésie, une fédération qui se faisait sous la bannière de l'Eglise au lieu de s'abriter sous le drapeau de la liberté révolutionnaire, une fédération dont chaque temple devenait le Champ-de-Mars. Le cardinal Cajetano, le Parlement, la Cour des comptes, le recteur de l'Université, et plus de douze cents Religieux y assistèrent : les Jésuites seuls s'abstinrent. Ils n'y parurent pas, sous prétexte sans doute qu'aux termes de leurs Constitutions, ils n'ont pas coutume de prendre part aux processions. Leur absence fut remarquée et doit être signalée.

La procession avait bien pu relever les courages, mais elle ne donnait pas de pain à une population affamée; les chefs de la Ligue enjoignent de visiter chaque maison et de saisir les denrées qui y seront déposées. Dans un temps où les divisions religieuses transformaient en soldats les hommes les plus pacifiques par vocation, et où chacun se faisait gloire d'un sacrifice, les Jésuites reculent devant celui que la Ligue leur impose. Le 26 juin, Tyrius, leur recteur, accompagné de Bellarmin, se rend chez le cardinal Cajetano, afin d'obtenir du Légat un ordre qui exempte leur maison de toute per-

Le Cardinal Cajetano, légat du Pape.

Le père Tyrius et le prévôt des marchands.

(1) Le 11 mars 1590 se fit la fameuse procession de la Ligue, à laquelle assista la cour du Parlement, la Chambre des comptes et les autres cours souveraines. (Journal de Henri IV au 11 mars 1590.)

La procession fut telle que le recteur de l'Université quitta sa capeluche rectorale, prit sa robe de maître d'arts avec le camail et le roquet et un hausse-col-dessous, la barbe et la tête rasées tout frais, l'épée au côté et une pernisiane sur l'épaule; les curés Hamilton, Boucher et Lincestre, un petit plus bizarrement armés, faisoient le premier rang, et devant eux marchaient trois petits moineaux et novices, leurs robes troussées, ainsi chacun le casque en tête dessous leur capuchon, et une rondache pendue au col; maître Pelletier, curé de Saint-Jacques, marchait à côté, l'épée devant, l'autre derrière, habillé de violet, en gendarme scolastique, une brigandine sur le dos, avec l'épée et le poignard, et une halberde sur l'épaule gauche, en forme de sergent de bande, qui sautoit, pousoit et balotoit pour mettre chacun en rang et ordonnance.

Puis suivoient, de trois à trois, cinquante ou soixante religieux, tant Cordeliers que Jacobins, Carmes, Capucins, Minimes, Bons Hommes, Feuillants. Entre autres y avoient six Capucins ayant chacun un uorion en tête, et au-dessus une plume de coq, revêtus de cottes de mailles, l'épée ceinte au côté par-dessus leurs habits; l'un portant une lance, l'autre une croix, l'un un épée, l'autre une arcebut, le tout rouillé, par humilité catholique; les autres presque tous avoient des piquers qui branloient souvent par faute de meilleur passe temps, hormis un Feuillant boiteux qui, armé tout crud, se faisoit faire place avec une épée à deux mains et une bache d'armes à sa ceinture, son bréviaire par derrière....

A la queue y avoit trois Minimes, tous d'une parure, savoir est, ayant sur leurs habits chacun un plastron et le derrière découvert, la salade en tête, l'épée et pistolet à la ceinture, et chacun une arcebutte à croc sans fourchette. (Mémoires de la Ligue, t. v, p. 495.)

Il y eut aussi une procession ou revue de la Ligue le 3 juin 1590. Roze, évêque de Senlis, étoit à la tête comme commandant et premier capitaine; le légat accourut à ce spectacle; il étoit dans son carrosse avec Panigaroli, le Jésuite Bellarmin et autres Italiens. Dans une décharge faite pour honorer le légat, un de ces nouveaux soldats tira dessus le carrosse et tua un des ecclésiastiques, qui étoit assis derrière le Cardinal Cajetano. Ce qu'il fit que le légat s'en retourna au plus vite. (Voyez Journal de Henri IV, au 3 juin 1590, édit. de 1736.)

quisition. Le prévôt des marchands était en conférence avec Cajetano. A cette demande du Père Tyrius, le prévôt s'indigne; il reproche aux Jésuites leur égoïsme insouciance pour les malheurs publics. Les Pères pouvaient mériter sa colère; mais, afin de poursuivre jusque dans les calamités leur mission d'enseignement, ils ne s'étaient point, comme l'Université, séparés de leurs disciples. L'Université forçait les siens à se mêler aux luttes intestines. Pour les engager plus avant dans la résistance, elle avait fermées écoles et suspendu ses cours. Les Jésuites, plus prévoyants ou moins belliqueux, ne privaient pas d'instruction cette jeunesse qu'il ne fallait pas jeter sans modérateur dans l'arène des passions politiques. Au milieu du siège, ils continuaient leurs leçons. Leur zèle de ligueurs avait quelque chose de si tiède, qu'au dire même de la *Satire Ménippée*¹ ils n'étaient pas éloignés, dès 1590, de l'idée de voir les Parisiens rendre leur capitale à l'héritier légitime des Valois.

En effet, le samedi 4 août 1590, le Légat, toujours bouillant, toujours exalté, consulte les Pères Tyrius et Bellarmin pour savoir si les Parisiens encourraient l'excommunication dans le cas où ils se soumettraient au Roi. La réponse des Jésuites était impatiemment attendue. L'Université venait de déclarer qu'en conscience il ne serait jamais permis de traiter avec le Béarnais; les ducs de Nemours, de Mercœur, de Mayenne, de Montpensier et le chevalier d'Aumale partageaient cet avis; ils s'opposaient à ce qu'on en appelât aux Pères, dont, disaient-ils, la décision ne serait point conforme à leurs vues². Comme l'avaient pressenti tous ces princes, Bellarmin et Tyrius prononcent que les assiégés n'encourront aucune censure s'ils reconnaissent l'autorité de Henri IV.

Sur ces entrefaites, le duc de Parme força l'armée royale à lever le blocus de Paris; il enleva même, sous ses yeux, la petite ville de Lagny. Ce fut plutôt un défi qu'un échec. Le Béarnais n'était pas homme à supporter l'un ou l'autre avec résignation. Les Espagnols le contraignaient d'abandonner le siège de sa capitale; il forme le projet de s'en emparer par un coup de main. Le comte de Châtillon se met à la tête d'une troupe d'élite, et le 9 septembre, à onze heures du soir, il pénètre dans le faubourg Saint-Jacques, presque désert depuis la retraite des Royalistes.

Dans cette guerre exceptionnelle, les Prêtres, les Religieux eux-mêmes portaient les armes; ils combattaient et veillaient à la garde des murailles. Les Jésuites étaient de faction, cette nuit-là même, auprès de leur Collège de la rue Saint-Jacques; ils entendent le bruit des pas, ils donnent l'alarme. Aussitôt les Parisiens accou-

rent sur les remparts. Châtillon s'aperçoit qu'il est prévenu; il fait faire halte à ses soldats; il commande le plus profond silence. Les bourgeois croient que ce n'est qu'une fausse alerte, ils laissent sous la garde des Jésuites la muraille menacée. Cependant les Royalistes avançaient toujours. A quatre heures du matin, ils sont au bord du fossé, ils le franchissent, puis les voilà qui, toujours protégés par l'obscurité, plantent leurs échelles à l'endroit même où se trouvaient en sentinelle un Jésuite, un avocat et un libraire¹. A la vue du danger que court la cité endormie, ces trois hommes ne s'intimident pas; ils crient aux armes et culbutent les premiers assaillants qui s'élançaient déjà sur le parapet. Les murailles se garnissent d'hommes d'armes; la surprise n'est plus possible: Châtillon fait sonner la retraite.

Tel est le récit de Pierre Cornejo. De Thou, qui raconte aussi cette expédition, ne lui prête aucune des circonstances aventureuses dont l'historien espagnol embellit sa version. Il n'y a plus de Jésuites dans cette affaire pour de Thou, qui en voit cependant partout, et il se contente de dire²: « L'entreprise manqua parce que les échelles qu'on y avait destinées furent trop courtes. Un Espagnol, nommé Pierre Cornejo, qui a fait une relation du siège de Paris, écrivain d'ailleurs peu exact, attribue aux Jésuites la conservation de la ville en cette circonstance. »

Quoi qu'il en soit, ce sont là les seules faits militaires auxquels les Pères de la Compagnie prirent part pendant la Ligue. A Aubenas, les Protestants les y mêlèrent d'une façon plus tragique. Au mois de février 1593, Jacques Salès et Guillaume évangélisaient cette cité du Vivarais. Chambaud, un de ces chefs de partisans que les Huguenots répandaient dans le royaume, s'empare par surprise de la ville. Le premier fruit de sa victoire est d'égorger les deux Pères, qui meurent au milieu des chants de triomphe des pasteurs calvinistes. Les combats n'allaient ni au caractère sacerdotal des Jésuites ni au tempérament de leur Ordre. Le Pape Grégoire XIV avait envoyé aux Catholiques de France un secours de huit mille fantassins, de mille chevaux et de cent arkebuses, commandés par Hercule Sfondrati, duc de Montemarciano, son neveu. Des Jésuites italiens étaient attachés à cette armée comme des Jésuites espagnols à celle du duc de Parme, qui marchait autant contre les Luthériens d'Allemagne alliés d'Henri IV que contre les Français hérétiques. Le devoir des Pères chargés de cette mission par le Pape était bien simple; ils furent les missionnaires, les aumôniers de ces troupes. Elles avaient beaucoup souffert; les fatigues de la

Bellarmin décide que les Parisiens peuvent se rendre à Henri IV.

Les Jésuites repoussent les soldats d'Henri IV qui avaient pénétré dans le faubourg Saint-Jacques.

(1) *Satire Ménippée*, t. 1, p. 443.

(2) *Mercurii, Gallo-Soligici*, t. 1, p. 170-174.

(1) L'avocat se nommait Guillaume Balden, et le libraire s'appelait Jean Nivellet, nom devenu célèbre dans la librairie.

(2) *Histoire universelle*, t. VII, liv. xcix, p. 665 (édition de Bâle).

route, les maladies contagieuses firent périr un grand nombre de soldats ; les Jésuites qui les suivaient devinrent leurs médecins et leurs consolateurs : les Pères Corrad et Braccini moururent en les secourant. Quand l'armée pontificale arriva à Verdun, avec les Pères Panciroli et Georges Hepp, le Père Benoît Nigri, maître des Novices de cette ville, se mit comme eux au service des malades. Nigri succomba.

Le Souverain Pontife ne se contentait pas d'aider la Ligue avec les armes, il lui accordait encore un appui plus redoutable. Il avait renouvelé les excommunications contre le Roi ; il déliait ses sujets du serment de fidélité, et Clément VIII commençait son pontificat par une bulle adressée aux Français. Cette bulle leur ordonnait de se choisir un prince catholique, par conséquent d'exclure Henri IV. Le Parlement de Paris l'enregistra ; mais le Béarnais qui, tenant la campagne avec sa petite armée, luttait glorieusement contre les Espagnols et contre les Ligueurs, sentait parfaitement que ce ne serait point avec des victoires seules qu'il pacifierait la France. A travers les saillies de son esprit, il y avait dans ce monarque un mélange de bonhomie et de franchise qui cachait une pénétration profonde. Les entraînements de son cœur n'altéraient en rien sa sagacité, et il commençait à comprendre qu'il fallait en finir avec une position aussi critique. Le Pape et le cardinal de Plaisance, son légat, poursuivaient officiellement la déchéance de Henri IV, et, le 26 janvier 1593, les Etats-Généraux s'assemblaient, par ordre du duc de Mayenne, pour procéder à l'élection d'un souverain.

En France comme partout, le principe de la légitimité n'est que la conséquence du principe de la succession au trône. Les idées sur cette matière suivent les idées que se fait un pays pour les héritages patrimoniaux, et les Bourbons de Navarre se trouvaient parents des Valois à un degré si éloigné qu'en ce temps de confusion il était presque permis d'oublier qu'ils pussent aspirer à la couronne. Le fils de Jeanne d'Albret n'était point encore le Henri IV de l'histoire, ce Roi dont la bonté et la grandeur sont populaires. Les masses n'apercevaient en lui que le chef de ces Huguenots qui avaient mutilé plus de monuments, évoqué plus de calamités qu'une invasion de Barbares.

Le peuple n'était pas alors aussi juste envers Henri IV que Sixte-Quint lui-même disant au Sacré-College : « La tête de ce prince est faite exprès pour la couronne de France. » Sublime éloge, qui grandit la nation en glorifiant le Roi ! Des bourgeois de Paris avaient produit requête au Parlement pour demander qu'on suppliât Henri IV de revenir à la foi de ses pères, car ses victoires le légitimaient. Les

bourgeois de Paris espéraient ainsi déjouer les projets de l'Espagne et de l'usurpation. Le 4^{er} novembre 1592, la Sorbonne décréta que « cette requête était inapte, séditeuse, impie, inutile, attendu qu'on connaissait l'obstination de Henri le relaps. »

Ce fut sous de pareils auspices que les Etats-Généraux commencèrent. Les Protestants avaient voulu arracher le sceptre de la main des Valois et fédéraliser la France par l'Hérésie. Les Guise n'avaient pas porté si loin leurs vues : ils ne songeaient à recueillir la couronne que lorsqu'elle tomberait de la tête des princes légitimes ; mais les Guise, toujours si actifs, toujours si puissants, n'étaient plus représentés que par le duc de Mayenne et par un jeune fils de celui que Henri III fit assassiner aux Etats de Blois. Le duc de Mayenne, dévoré d'ambition comme tous les siens, mais moins audacieux et par cela même moins aimé, se voyait, malgré ses instincts tout français, sous le joug de la domination espagnole. Philippe II venait de rendre un immense service au Catholicisme : l'heure d'acquitter les dettes contractées par la Religion avait sonné. Dans ces Etats-Généraux, le Roi d'Espagne proposait de marier l'infante Claire-Eugénie, sa fille, à l'archiduc Ernest, et de leur offrir en dot le royaume de France. Des Ligueurs seuls composaient cette assemblée : un cri général d'indignation accueillit pourtant le vœu des Espagnols et de la maison d'Autriche. Philippe II l'avait prévu ; il modifia son plan, et ses ambassadeurs parlèrent d'unir l'infante au jeune duc de Guise.

C'était encore l'étranger : la noblesse française repoussa cette transaction. Le Parlement ligueur arrêta que « remontrances seraient faites au duc de Mayenne, à ce qu'il eût à maintenir les lois fondamentales et empêcher que la couronne ne fût transportée à des étrangers. Il déclara nuls et illicites tous traités qui auraient été faits ou qui se feraient pour cela, comme étant contraires à la loi salique. »

L'évêque de Senlis, Guillaume Roze lui-même, se prononça avec tant d'éloquence que, de ce jour, il ne resta plus qu'un pas à faire pour réconcilier les deux partis : le 25 juillet 1593, Henri IV abjura le Calvinisme dans la basilique de Saint-Denis.

S'il y eut un vaincu dans ces guerres, à coup sûr ce fut le Béarnais ; glorieux vaincu, qui avait triomphé par les armes de tous ses ennemis, et qui acceptait la loi qu'ils lui imposaient. Le Roi était Catholique ; mais soit calcul, soit aveuglement, soit défiance, les Ligueurs, alors rebelles, n'avaient pas consenti à lui ouvrir les portes de sa capitale ; la voix du Souverain Pontife était l'oracle qui devait les réduire à l'obéissance, et cette voix se taisait. Les Ligueurs ardents voyaient dans Henri IV un prince qui croyait que Paris valait bien une messe.

Abjuration
d'Henri
IV.

Position
du Saint-
Siège.

(1) *Vie de Sixte-Quint*, par Gregorio Leti, liv. x, p. 317.

Clément VIII, tout en rendant justice au grand homme, se méfiait de cette conversion, dont les suites pouvaient être si heureuses ou si défavorables à l'Eglise. L'Espagne, d'un autre côté, avait intérêt à prouver au Saint-Siège que l'abjuration du 23 juillet était un acte de pure condescendance. Selon Philippe II, le Béarnais, une fois tranquillement assis sur son trône, ne tarderait pas à la révoquer pour revenir au Protestantisme. La question ne pouvait plus se vider en France, le sort des armes avait décidé; le Saint-Père seul tenait entre ses mains la paix ou la guerre. Philippe II connaissait la situation; il négociait pour empêcher le Pape de réconcilier le Roi de France avec l'Eglise Universelle.

Mission
du duc
de Nevers
à Rome.

Dans cet état de choses, dont Henri IV ne se déguisait pas les embarras, il lui fallait à Rome un plénipotentiaire aussi dévoué à la Religion Catholique qu'à lui-même : il choisit Louis de Gonzague, duc de Nevers. Le 49 novembre 1593, l'ambassadeur entra dans la ville pontificale, il y entra malgré Clément VIII et grâce au Père Possevin. Ce Jésuite, Italien d'origine, avait été déjà plus d'une fois consulté par le Pape sur l'abjuration du roi de France, et, avec sa science des hommes, il avait émis un avis favorable pour la faire recevoir. Clément VIII n'ignorait pas que Possevin était depuis longtemps l'ami du duc de Nevers; il savait le fond de sa pensée. Pour adoucir ce qu'il y aurait de trop violent dans la résolution prise par la Cour de Rome, il chargea le Jésuite d'aller à la rencontre de l'ambassadeur et de lui dire que le Saint-Père refusait d'entendre parler de Henri IV et de ses négociateurs. La présence de Nevers dans la capitale du monde chrétien mettait un terme à beaucoup d'intrigues espagnoles; elle contribuait à la paix. Possevin remplît avec tant de dextérité sa mission que le duc de Nevers, dans le récit de son ambassade, insinua que le Jésuite ne lui fit point pressentir la volonté si formelle du Souverain Pontife.

Possevin
se dévoua
pour la
France.

Possevin, sous les yeux du Général de la Compagnie de Jésus, désobéissait au Pape pour servir Henri IV et la France. L'ambassadeur, comte d'Oliverès, se montra si courroucé, et Clément VIII partagea si amèrement son irritation, que, dans la nuit même, le Père se vit obligé de prendre la fuite. « Possevin, Jésuite, dit Julien Peleus¹, s'enfuit de Rome pour avoir tenu quelques propos de réconciliation du Roi avec le Saint-Siège. » Les conseils qu'il donna, ajouta un autre annaliste², le firent détester par les Espagnols, qui se plaignirent vivement de lui, et « il fut contraint, reprend L'Estoile³, de sortir de Rome pour éviter la colère du Pape. »

(1) Julien Peleus, t. iv, liv. xiv, p. 723.

(2) Mercurius Gallo-Belgicus, t. ii, liv. vii, p. 92. Voir aussi les Lettres du Cardinal d'Ossat, t. i, p. 672.

(3) Journal de Henri IV.

Ce ne sont pas les seuls témoignages qui confirment l'intervention de Possevin dans cette affaire. Le 29 avril 1607, Philippe Canaye, seigneur de Fresne, ministre de France à Venise, écrivait à d'Alincourt, ambassadeur auprès du Saint-Siège, et il lui disait : « Le bon Père Possevin arrivera peu de jours après cet ordinaire et ne faudra de vous aller voir. Outre sa rare piété et érudition, il s'est employé à la rébénédiction de Sa Majesté avec tant d'affection que toute la France lui en est redevable. »

Au moment où le Père Possevin se dévouait pour forcer le Saint-Siège dans ses derniers retranchements, un autre Jésuite, un Espagnol, le Cardinal Tolet, prenait en main la cause de Henri IV; il la gagnait malgré le Roi d'Espagne et malgré la Ligue. « Le cardinal Tolet, dit un historien de Henri IV², moins illustre encore par la pourpre dont il était revêtu que par sa science profonde et ses vertus chrétiennes, oubliant les haines nationales, bravant la puissance de l'Espagne et ses implacables ressentiments, porte le coup mortel à la Ligue autant par ses écrits que par ses paroles. Il fait taire l'envie par sa doctrine, tellement qu'entraîné par la gravité et par la force de ses conseils, le Souverain Pontife donne le baiser de paix à son fils pénitent. »

Un double lien attachait Tolet au Saint-Siège : il était Jésuite et Cardinal; il ne devait rien à la France, rien à la maison de Bourbon; ce qu'il allait faire, c'était l'anéantissement des plus chères espérances de Philippe II. Henri IV professait hier le Calvinisme, il peut y revenir demain et sacrifier aux Protestants la Compagnie, qui alors sera privée de tout appui en Espagne et même à Rome. Néanmoins ce Jésuite sous la pourpre ose à lui tout seul accomplir la tâche qu'un autre Jésuite a commencée. Possevin a préparé les voies à la réconciliation du Béarnais avec l'Eglise; Tolet achève l'œuvre, et, dans une de ses lettres à Villeroi, secrétaire d'Etat de Henri IV, le Cardinal d'Ossat, plénipotentiaire de France, révèle tout ce que le Jésuite a entrepris contre la Ligue et en faveur de la justice :

« Je ne dois et ne puis taire, écrit-il³, les bons offices qu'auprès du Pape et ailleurs a faits au Roi et à la France M. le Cardinal Tolet; tellement qu'il se peut dire avec vérité qu'après Dieu ledit seigneur Cardinal a plus fait que tous les autres hommes ensemble; et est chose émerveillable que, du milieu de l'Espagne, Dieu ait suscité un personnage pour conseiller et procurer, solliciter, acheminer, avancer et parfaire ce que les Espagnols abhorrent le plus. »

Tolet avait pris si fort à cœur la pensée de

(1) Lettres et ambassade de messire Canaye, seigneur de Fresne, t. ii, p. 21 [édit. de 1625].

(2) Guillelmi Sossi, De vita Henrici Magni, lib. ii, p. 81.

(3) Lettres du Cardinal d'Ossat, 1595.

pacifier la France que rien ne lui coûta pour la réaliser. Le Père Commolet s'écriait dans un de ses sermons prêché à Paris le 3 décembre 1593¹ : « Vous dites que le Roi de Navarre est un magnanime prince, guerrier, victorieux, béni et clément; je le veux bien, et encore plus que vous ne sauriez m'en dire; mais de la Religion vous ne m'en parlez pas. Donnez-nous assurance seulement qu'il maintiendra notre Religion, et qu'il ne fera point de mal aux pauvres Catholiques, et puis vous en venez à moi; je vous montrerai que je ne suis point Espagnol. »

Le Père Commolet disait vrai; car à peine eut-il acquis la certitude que la conversion du Roi était sincère, qu'il partit pour Rome. Selon Duplex, historiographe d'Henri IV, et d'après les lettres du Cardinal d'Ossat², Commolet s'employa à lui obtenir l'absolution du Pape avec autant de zèle qu'il en avait montré afin d'éloigner l'Hérésie du trône de France. Ce zèle de Commolet pour l'Eglise et pour le Roi était si connu que Henri IV le choisit pour travailler à la conversion de sa sœur, la duchesse de Bar. Commolet ne trompait personne en assurant qu'il n'était pas Espagnol. Le Cardinal-Jésuite prouvait en même temps au Jésuite français qu'il l'était encore moins que lui sur cette question. Le Souverain Pontife avait des scrupules, des préjugés peut-être. Tolet se dévoua à dissiper les nuages amoncélés contre Henri IV. Il y parvint, car il avait un plus grand mobile que toutes les affections, que toutes les haines terrestres; et « après que le Pape, raconte Antoine Teissier³, eut résolu l'absolution du Roi, il envoya querir Tolet. Il lui dit que la nuit il avait eu quelque révélation qui l'empêchait d'accorder au Roi ce qu'il souhaitait. A quoi ce Cardinal répondit : « Saint Père, il faut que cette inspiration vienne du diable; si elle venait de Dieu, elle aurait été précédée de l'absolution. »

Clément VIII ne balança plus. En admettant Henri IV à la Communion Romaine, il enleva aux Ligueurs tout prétexte de rébellion et de complet. Un an après, le 44 septembre 1596, Tolet mourait à Rome, et d'Ossat, en annonçant cette nouvelle à Villeroi, s'exprimait ainsi⁴ : « M. le Cardinal Tolet décéda samedi 44 de ce mois; en quoi l'Eglise a perdu une très-grande lumière, le Pape son principal conseiller, le Roi et la France un personnage très-affectionné. Je vous mettrai ici en considération s'il ne serait pas bon que le Roi lui fit faire un service en la principale église de la ville où il se trouvera, ou à Notre-Dame de Paris, ou en toutes deux. J'ai opinion que cela accroît

son bon nom. Si n'étoit que je désire que Sa Majesté en ait la louange, je lui en eusse fait faire un en l'église de Saint-Louis. »

Quand les dépêches de d'Ossat parvinrent à Henri IV, il séjourna en Normandie. La perte qu'il faisait lui fut si sensible qu'il adressa sur-le-champ à Clément VIII la lettre autographe suivante, qui est déposée aux archives du Vatican :

« Très Saint-Père, deux choses nous ont fait sentir et recevoir avec beaucoup de regret et de déplaisir la nouvelle de la mort de feu notre très-cher cousin le Cardinal de Tolet : l'une, l'amitié que nous savons que Votre Sainteté lui portoit, fondée non-seulement sur son propre mérite, mais sur sa vye exemplaire et les grandes et rares vertus dont il estoit orné, qui le rendoient universellement recommandable; l'autre, l'obligation particulière qu'il avoit acquise sur notre personne et sur ce Royaume pour avoir si constamment embrassé notre défense auprès de Votre Sainteté et nous avoir facilité le chemin à obtenir l'absolution dont elle a voulu nous rendre digne, qui n'avoit été moins désirée de nous qu'elle estoit attendue de nos peuples et sujets pour l'entier repos de leurs consciences; et encore que nous ne doutions point que Votre Sainteté n'ayt porté ceste perte avec sa constance accoutumée, toutesfois, comme nous participons aux ennuys de Votre Sainteté ainsi que nous faisons aux bons et favorables succès qui lui peuvent arriver, nous avons bien voulu nous en conduir avec elle par ceste lettre et lui représenter combien nous pensons devoir à la mémoire d'un si digne sujet aimé et favorisé de Votre Sainteté avec tant de mérite, ainsi qu'elle entendra plus particulièrement de l'Evesque de Rennes¹, auquel nous la prions d'ajouter sur ce sujet pareille foy qu'à nous-mêmes, qui prions Dieu, Très-Saint Père, que icelle, Votre Sainteté, il veuille maintenir, garder et préserver longuement et heureusement, au bon régime, gouvernement et administration de notre sainte mère Eglise. Escrit à Elbeuf le cinquième jour d'octobre 1596.

» Votre dévot fils, le roi de France et de Navarre,

» HENRY. »

Ce ne fut pas assez pour Henri IV. Il voulut associer la France entière au deuil de l'Eglise, et honorer dans un Jésuite espagnol la vertu et le talent qui avaient si bien mérité de la monarchie française. Le 17 octobre de la même année, le Roi assista au service funèbre célébré dans la cathédrale de Rouen, et il ordonna que toutes les villes, que tous les Parlements du Royaume rendissent à la mémoire de Tolet le pieux hom-

Services
funèbres
que
Henri
ordonna
par toute
la France.

(1) Journal de Henri IV, par L'Estoile, décembre 1595.
(2) Lettres du Cardinal d'Ossat à Henri IV, 16 février 1595. — Duplex, Histoire de Henri-le-Grand, p. 191.

(3) Eloges des hommes savants tirés de l'Histoire de M. de Thou, par Antoine Teissier, t. IV, p. 245.

(4) Lettres du Cardinal d'Ossat, t. II, lettre 80.

(1) Le Cardinal d'Ossat n'était alors qu'évêque de Rennes.

mage dont sa reconnaissance prenait l'initiative.

Tentative d'assassinat de Barrière sur la personne du Roi. Tandis qu'un Jésuite sacrifiait les derniers jours de sa vie à sauver des convulsions de la guerre civile un pays qui n'était pas le sien, et que ce pays, à la voix de son maître, pria sur la tombe d'un prêtre étranger, il se passait en France de funestes événements. A quelques mois de distance, deux fanatiques, Pierre Barrière et Jean Chastel, formaient le projet d'assassiner le Roi. Pierre Barrière était un soldat ligueur. Le 27 août 1593, quand Paris tenait encore contre Henri IV, cet homme est arrêté à Melun. Appliqué à la question, il avoue le crime qu'il méditait; il fut rompu vif.

Sans aucun doute, les prédications de la Ligue, les doctrines du régicide si fatalement proclamées, les décrets de la Sorbonne, aussi mal interprétés par l'ignorance ou par l'exaltation que par les paroles tombées de la bouche des Universitaires et des Jésuites, devaient faire fermenter le crime dans des natures incultes ou enthousiastes. Au plus fort des tourmentes politiques, lorsque le meurtre lui-même, bien loin d'être toujours un attentat, se transforme, dans la chaire ou sous la plume de l'écrivain, en acte de patriotisme, il doit surgir des hommes qui ne tiennent aucun compte des entraînements de la pensée ou de l'improvisation. Ces hommes répondent par le poignard à l'appel fait à de sauvages passions. Ils tuent, parce qu'ils ont compris qu'il était beau de tuer; et ils meurent en accusant parfois des innocents ou en laissant à une justice partielle le soin de découvrir dans ses haines ou dans ses craintes le coupable qu'elle veut frapper.

Ce qui s'était déjà vu dans l'histoire, ce qui s'y rencontrera encore, se présente à l'heure même où Barrière est exécuté. « Barrière, racontent les *Mémoires de la Ligue* ¹, confessa, à la torture, qu'un Capucin de Lyon et un ecclésiastique lui avaient dit que ce ne serait point un mal de tuer le Roi. Arrivé à Paris, ce monstre s'adresse à Christophe Aubry, docteur de Sorbonne, qui l'affermir dans son dessein, en lui disant qu'il gagnerait une grande gloire en paradis. Barrière alla ensuite chez le Père Varade, Jésuite. Il lui parla sans témoins, et Varade l'exhorta à persévérer dans sa résolution. Il se confessa à un autre Jésuite, mais il ne lui dit pas un mot de son projet. » Le *Journal de l'Estoile*, de Thou et Mezerai racontent le fait dans les mêmes termes à peu près. Pasquier, qui a fourni le thème, se contente de corroborer son récit par la déclaration suivante ² : « Et m'en pouvez croire, au péril de mon bien, de mon corps et de mon honneur, car je l'ai appris d'un mien ami qui est un autre moi-même. »

L'assertion de Pasquier, étayée d'un témoignage anonyme, ne nous paraît pas plus concluante que les accusations qu'il basait naguère sur la parole des morts. Un avocat peut arranger ainsi sa cause; l'histoire va au fond des choses, et dans le forfait intentionnel de Barrière, dans ses réponses aux interrogatoires, il n'est pas question des Jésuites. Il avoue bien que les conseils d'un Carme, d'un Capucin, de plusieurs ecclésiastiques, et ceux surtout d'Aubry, docteur de Sorbonne, l'ont poussé au crime; mais il ne nomme aucun Jésuite. Il est démontré qu'il se confessait à un Père de la Compagnie; et ce soldat qui était Catholique, mais qu'un sombre fanatisme égarait, cache à son confesseur, de l'aveu même des annalistes les plus hostiles à l'Institut, le meurtre qu'il va commettre, le meurtre qu'il doit regarder comme une sainte action. Lorsque Antoine Arnould, dans son plaidoyer pour l'Université, accusa le Père Varade de complicité, les Jésuites s'élevèrent avec force contre l'imputation de l'avocat ¹, et, au dire de l'historien même de l'Université, Arnould resta sous le coup d'un démenti aussi énergique. Henri IV lui-même, qui avait au moins autant d'intérêts engagés dans la question que l'Université ou ses avocats; Henri IV, répondant au premier président Achille de Harlay, a dit : « Touchant Barrière, tant s'en faut qu'un Jésuite l'ait confessé comme vous dites, que je fus averti par un Jésuite de son entreprise, et un autre lui dit qu'il serait damné s'il osait l'entreprendre. »

Ces paroles de Henri IV ne permettent pas le doute; elles ont été imprimées de son vivant, plus d'une fois citées dans les Parlements, et personne n'en a contesté l'authenticité ².

Le 22 mars 1594, le Roi fit son entrée dans Paris. Le 30, le Parlement, qui avait encouragé, sanctionné et enregistré les actes les plus déplorables de la Ligue, n'attendit même pas le retour d'Achille de Harlay et des conseillers fidèles à la fortune du Béarnais. Il espéra se faire amnistier en annulant les décrets, arrêts et serments qu'il avait rendus ou prêtés. Le lendemain, l'Université fit comme lui, et elle choisit pour son recteur Jacques d'Amboise, médecin d'Henri IV. Les Ligueurs ambitieux ou lâches, ceux qui, par conséquent, avaient dû se montrer les plus violents, s'essayaient déjà au rôle de flatteurs. A force de démonstrations royalistes, ils aspiraient à racheter leurs vieux péchés. Le 22 avril, Jacques d'Amboise, accompagné des chefs de l'Université, alla se prosterner aux genoux du Roi et lui demander pardon pour ceux de ses membres qui l'avaient si souvent outragé ou menacé de mort ³. Le 22

(1) *Histoire de l'Université*, t. iv, p. 884.

(2) Voir Mathieu, *Histoire de Henri IV*; le *Marcure français*, le plaidoyer de Montholon; et Schœll, *Cours d'histoire des États européens*, t. xvii.

(3) Dix-sept ans après, l'Université avait complètement

(1) *Mémoires de la Ligue*, t. v, p. 434 et suivantes.

(2) *Catéchisme des Jés.*, no partie, p. 44.

avril, le corps enseignant prêta serment à Henri IV. Afin de témoigner de leur ferveur de néophytes, l'Université et le Parlement cherchèrent un ancien complice dont les scrupules exagérés feraient ressortir leur obéissance empressée. Les Jésuites croyaient ne devoir reconnaître Henri IV que lorsque le Saint-Siège aurait accepté son abjuration. C'était se placer sur un mauvais terrain dont ces deux corporations sauraient bien tirer parti au profit de leurs vieilles haines, qu'une communauté momentanée de principes avait fait taire. Le plan était bon ; il fut adopté. On pressa les Jésuites d'adhérer à la formule du serment. Ils déclarèrent à Paris, à Lyon et partout que, tant que le Roi ne serait pas réconcilié avec l'Eglise, ils ne lui jureraient point obéissance, mais qu'ils s'engageaient à ne rien faire contre lui.

L'Université avait compté sur ce refus, auquel s'associaient les Capucins, les Minimes et les Chartreux. Elle s'en empara. Les Jésuites étaient ses seuls concurrents ; elle ne troubla point les autres Instituts. Dans une requête au Parlement, elle ressuscita tous les procès entamés contre les Jésuites. Elle conclut à ce qu'il « plaise à la cour ordonner que cette secte sera exterminée non-seulement de ladite Université, mais aussi de tout le royaume de France. » La requête, à la date du 20 mai 1594, annonçait que les quatre Facultés avaient pris part à la délibération et qu'elles l'approuvaient. La Faculté de théologie, celles de droit, de médecine et des arts protestèrent contre une pareille allégation. Le décret de la Sorbonne, extrait de l'un des registres de la Sacrée Faculté de Paris, est ainsi conçu. Nous traduisons littéralement :

« Le neuf juillet de l'an de grâce 1594, la Faculté de théologie de Paris, étant légitimement assemblée dans la grande salle du Collège de Sorbonne, ayant vu et entendu cette supplique, présentée par les vénérables Pères de la Compagnie de Jésus à la susdite Faculté. Par cette supplique, ces Pères ont exposé que, dans les mois précédents, le vénérable recteur de l'Université avait déposé une requête à la cour suprême du Parlement, tant en son nom qu'en celui de toutes les Facultés pour demander que toute la Société de Jésus fût expulsée de la France entière. Mais les Pères ont ajouté qu'il

n'était pas croyable que la Sacrée Faculté eût donné son assentiment à cette requête ; et, en conséquence ils ont supplié la susdite Faculté qu'il lui plût de déclarer par un acte public qu'elle n'était nullement complice de la requête et procès en question. La Faculté, après mûre délibération sur l'exposé des choses, a pensé que les susdits Pères de la Compagnie de Jésus devaient, à la vérité, être soumis aux règlements et discipline de l'Université, mais qu'on ne devait nullement les chasser de France. »

Le Parlement avait de graves erreurs à faire oublier ; il pensa qu'en donnant l'expulsion des Jésuites pour garantie au parti protestant, il se punissait lui-même dans ses complices ; il passa donc outre. Malgré les instances des Cardinaux de Bourbon, de Gondi, de la Rochefoucauld, évêque de Clermont, malgré les démarches du duc de Nevers, de François d'O, gouverneur de Paris, et celles des principales villes du royaume, il évoqua la cause pour les 42, 43 et 46 juillet. A cette même époque, Jacques Bongars, diplomate calviniste, écrivait de Paris : « Nous sommes ici occupés à faire chasser les Jésuites ; l'Université, les curés des paroisses et toute la ville ont conjuré contre ces pestes publiques. » L'intelligence des Protestants avec les ennemis des Jésuites est démontrée : voyons ce qu'elle produisit.

Antoine Arnauld et Louis Dollé plaidèrent contre l'Ordre de Jésus. Après avoir lu ces interminables discours, où le talent est mis au service des passions jalouses, on comprend tout ce qu'il y a parfois d'odieux dans ce trafic de paroles que l'on appelle un sacerdoce d'humanité. Antoine Arnauld fit l'historique de la Ligue au point de vue de son affaire : ce ne furent plus la Noblesse, le Parlement, l'Université, le peuple de Paris, la France catholique qui enfantèrent cette grande démonstration religieuse ; la Ligue se concentra pour Arnauld dans la seule Compagnie de Jésus : elle seule devint responsable de tout, elle seule dut être maudite.

Pierre et Antoine Séguier siégeaient au Parlement : le premier était président à mortier, le second avocat-général. Hommes d'équité et d'expérience, amis du Père Bellarmin, ils ne s'associaient point à ces ardentes récriminations. Comme le procureur-général, Jacques de La Guesle, ils se virent en butte aux outrages de l'Université. Antoine Séguier fit entendre des paroles fermes et dignes dans un procès où la justice préparait de sang-froid une iniquité : il opposa le calme de sa raison à la fureur des réactions : il fut puni de son courage par des sarcasmes universitaires ¹.

Le Parlement évoque la cause.

Antoine Arnauld et Louis Dollé plaident contre les Jésuites.

Antoine Séguier, avocat-général, conclut en leur faveur.

oublié cette amende honorable, et, par la bouche de l'avocat La Martellière, plaidant en sa faveur contre les Jésuites, elle rappela des souvenirs de fidélité, que ceux plus récents de la Ligue devaient effacer. Cela n'empêchait pas La Martellière de s'écrier en faisant l'éloge de l'Université :

« Aussi nos rois l'ont uniquement chérie ; et se lit qu'elle accompagna le Roy retournant en triomphe de la bataille de Borvines, et une chose très-singulière, que le Roi Philippe-le-Long, ayant assemblé les Etats de son royaume et l'Université, tous les autres prêtèrent serment de fidélité au Roi comme souverain, l'Université seule ne jura rien, ainsi qu'à remarqué monsieur Guimier, en la préface de sa Pragmatique sanction, parce que de son instruction nous apprenons à respirer avec l'air de la France la fidélité envers nostre prince et l'amour envers nostre patrie. » (Plaidoyer de la Martellière pour l'Université, prononcé en 1611, p. 12.)

(1) On lit dans le *Journal de Henri IV*, par L'Estoile, décembre 1594 :

« Les malcontents et médisants [desquels il n'y a point

Le cours
d'élo-
quence
de Jean
Passerat.

Tout était contre les Jésuites : la *Satire Ménippée* paraissait, et l'on espérait tuer par le ridicule ceux qu'il n'était pas possible d'étouffer autrement. La Ligue était vaincue ; l'Université, qui avait laissé reposer ses préjugés pour régenter les rois et proclamer l'insurrection ou le régime, s'acharnait de nouveau sur une Société rivale. Après avoir insulté les magistrats dont elle suspectait l'indépendance, elle continuait dans ses chaires l'œuvre qu'Arnauld et Dollé ébauchaient au Palais. Jean Passerat était l'un des plus brillants professeurs d'éloquence ; en commentant un texte de Cicéron qui traite de la plaisanterie, il prit à partie les Jésuites et les définît : « Harpies, animaux à deux pieds sans plumes, qui portent une robe noire avec des agrafes, Scythes vagabonds faisant des courses sur le domaine de l'Université. »

Par ce langage on voit que l'Université pouvait bien expliquer Cicéron, mais qu'elle n'imitait guère l'urbanité de son style et l'exemple de bon goût qu'en 4565 le Père Perpinien lui avait donné. Les auditeurs de Passerat applaudissaient ; le professeur se lança dans le champ de la politique. « Les Jésuites, s'écria-t-il¹ ; ont fait entrer dans Paris un cheval de Troie ; à la première occasion ils ont ouvert leur cheval pour en faire sortir des soldats tout armés. Ce sont des Corèbes, des Ucalégons, qui ont tout perdu dans Iliou, des poltrons malpropres et impolis qui sacrifient à la déesse de l'Averne, des versluissants qui se cachent dans les broussailles, de faux Hippolytes qui châtrent les bons auteurs et n'en doivent pas être plus estimés des Français, qui haïssent naturellement les marchands d'eunuques et leur marchandise². »

La cause était en délibéré, lorsque, le 27 décembre 4594, Jean Chastel, fils d'un drapier de Paris, s'introduisit avec la foule des courtisans de l'appartement de Gabrielle d'Estrées ; ce jeune homme, qui n'avait pas encore dix-neuf ans, s'approche du Roi, il va lui porter un coup de poignard à la gorge, lorsque Henri s'incline pour saluer François de La Grange, un de ses officiers ; il n'est blessé qu'à la lèvre supérieure.

début à Paris) firent voler les anagrammes suivants, qui furent divulgués et semés à Paris et partout :

« ANTOINE SECURIE, Jésuite enragé.

• ANTONIUS SECURIEUS, Novus Jesuita niger.

• JACQUES DE LA GRANGE, Laquais de la Ligue.

(1) *Histoire universelle* de M. de Thou, t. xii, p. 341.

(2) Après avoir emprunté au président de Thou ces accusations d'un professeur d'éloquence, l'avocat Linguet ajoute avec raison :

« Ces derniers mots font allusion à la méthode adoptée, et peut-être imaginée par les Jésuites, de retrancher dans les auteurs classiques de la bonne latinité les endroits obscènes qui en rendaient la lecture dangereuse pour la jeunesse. Il fallait que l'acharnement contre eux fût bien furieux et bien indiscret pour qu'un homme employé à l'éducation publique osât se permettre de leur faire un crime d'un pareil grief. Assurément, si cette précaution était de leur invention, elle ne mériterait que des louanges. Passerat, au lieu de s'efforcer de la rendre ridicule ou odieuse, aurait mieux fait d'engager l'Université à la consacrer en l'adoptant dès lors, comme elle y a été obligée dans la suite. »

(*Histoire impartiale des Jésuites*, par Linguet, liv. x, chap. xiii, p. 387 et 8, publiée en 1768).

Mis à la torture, l'assassin déclare qu'il a fa ses classes à l'Université, sa philosophie sous le Père Guéret, de la Compagnie de Jésus, qu'en dernier lieu il étudiait le droit dans l'Université de Paris. De cet interrogatoire les Universitaires et le Parlement ne prennent que ce qui coïncide avec leurs préoccupations. Chastel avoue qu'il est l'élève d'un Jésuite ; l'ordonnant est à l'instant même solidaire de son crime. Au dire de Cayet, du président de Thou, de l'Estoile et de Sully, tous hostiles à l'Institut, Chastel disculpa formellement le Père Guéret ainsi que les Jésuites ; il soutint dans les tourments et jusqu'à la mort que seul il avait conçu l'attentat, que seul il l'avait exécuté pour sauver son âme. L'Université et le Parlement ne s'arrêtèrent point à ces déclarations : Chastel a suivi les leçons d'un Jésuite, cela suffit pour les punir tous. Il étudiait à l'Université sous les maîtres qui avaient décidé que » Jacques Clément, en tuant Henri III, ne s'était rendu coupable d'aucun péché. » L'inconséquence de la haine ne leur laisse pas entrevoir qu'incriminer sans preuves le Père Guéret, c'est s'accuser eux-mêmes ; tout sourit à leur vengeance, il faut qu'ils perdent à jamais leurs rivaux.

L'assassin n'avait rien révélé. « Sur l'occasion, dit Hurault de Chiverny, chancelier de France à cette époque¹, que Jean Chastel avait étudié quelques années au Collège des Jésuites, et que les premiers du parlement leur voulaient mal d'assez longtemps, ne cherchant qu'un prétexte pour ruiner cette Société, trouvant celui-ci plausible à tout le monde, ils ordonnèrent et commirent quelques-uns d'entre eux qui étoient leurs vrais ennemis pour aller chercher et fouiller partout dans le Collège de Clermont, où ils trouvèrent véritablement, ou peut-être supposèrent, ainsi que quelques-uns l'ont cru, certains écrits particuliers contre la dignité des Rois et quelques mémoires contre le feu Roi Henri III.

» Le Parlement, continue le chef de la justice, fit arrêter les Jésuites et les fit amener dans la Conciergerie, faisant arrêter tous les autres Jésuites dans le Collège de Clermont ; et par après, ajoutant à l'arrêt de Chastel, ordonna que tous les Jésuites paraissent dans trois jours de Paris, et quinze jours après de tout le royaume, sur peine, ledit temps passé, d'être tous pendus. »

Par une de ces monstruosité qu'on ne rencontre que trop souvent dans l'histoire, le Parlement, juge, partie et complice de la Société de Jésus, prononçait son arrêt avant d'avoir eu le temps matériel d'examiner la cause, avant même d'avoir interrogé les Jésuites. Le 27 décembre, Chastel frappa le Roi ; le 29, il fut écartelé. Ce jour-là, Dollé, l'un des avocats

plaidant contre les Pères, acceptait l'office d'inquisiteur. Sans autre mission que celle dont l'Université l'investissait, il fouillait dans les papiers de l'Ordre et apposait les scellés au nom du Parlement. Les avocats ont toujours eu charge de calomnier l'adversaire du client qui les paie ; mais c'est peut-être la première fois qu'on en voit un s'improviser l'exécuteur des basses œuvres d'une cour judiciaire. Au milieu de ses perquisitions, Dollé saisit un libelle manuscrit sorti de la plume du Père Jean Guignard, bibliothécaire de la maison, ou tout au moins copié par lui. Ce libelle datait de l'année 1589 ; il y était dit en parlant de Henri, Roi de Navarre : « L'appellerons-nous un Néron, Sardanapale de France, un renard de Béarn ? » Il y était enseigné « que la couronne de France pauvoit et devait être transférée à une autre famille que celle des Bourbons ; que le Béarnais, ores que converti à la Foi catholique, serait traité plus doucement qu'il ne méritait si on lui donnait la couronne monacale en quelque couvent bien réformé pour y faire pénitence ; que si on ne peut le déposer sans guerre, qu'on guerroye ; si on ne peut faire la guerre, qu'on le fasse mourir ¹. »

Cette triste doctrine était en 1589 dans toutes les bouches ; le Parlement la proclamait, l'Université la posait en dogme ; le Jésuite Guignard avait eu tort de s'y associer : ses complices lui firent cruellement expier ce tort. Ils n'avaient pu réussir à renverser le trône de Henri IV ; ils résolurent de se servir de leur fidélité de fraîche date pour exterminer les Jésuites. Cet écrit remontait à près de cinq années, l'amnistie accordée par le Roi le couvrait aussi bien que son auteur ; mais Henri IV, en monarque prévoyant, avait ordonné, sous peine de mort, de ne conserver aucun livre, aucun pamphlet apologétique de la Ligue. Il avait fait lacérer les registres du Parlement, afin que la postérité ne pût apprendre l'histoire qu'au point de vue de son triomphe et de sa dynastie. Les Ligueurs, passés dans un autre camp, brûlaient de lui donner des gages ; il fallait rassurer les Protestants sur cet enthousiasme parlementaire dont ils n'osaient par rechercher la cause secrète. Les Huguenots n'auraient pas condamné à mort le Père Guignard et flétri la Compagnie de Jésus pour un crime périmé, pour un forfait sans preuves, et que tous les Ligueurs avaient imité. Le Parlement, l'allié des Jésuites pendant la guerre civile ; le Parlement, comme tous ceux dont la défection est un acte de licheté, une trahison ou un calcul, se montra plus implacable que les amis de Henri IV eux-mêmes.

L'arrêt d'expulsion était prononcé de colère ; mais, pour frapper l'esprit du peuple et attacher le nom des Jésuites à un attentat, on vou-

lut que le sang d'un membre de la Compagnie se mêlât à celui de Chastel, afin de confondre dans un anathème commun et le régicide et l'instigateur. Le 7 janvier 1593, le Père Guignard comparut devant la cour du Parlement, avec le Père Guéret ¹. Torturé, il n'avait rien avoué ; le procureur-général s'était contenté de requérir le bannissement, et, raconte l'Etoile ². « Il y a grande apparence que si le Jésuite ne fût pas venu à mauvaise heure, comme on dit, il en auroit été quitte pour cela. » Mais cela n'eût pas offert satisfaction à l'Université et au Parlement. Malgré les réquisitions de l'accusateur, que les magistrats chargés d'appliquer la peine cherchent toujours à modérer, la cour « ordonna que le Jésuite serait pendu en place de Grève, et que son corps serait réduit et consumé en cendres. » Le jour même cet arrêt fut exécuté.

« Une chose notable, ajoute l'Etoile ³, c'est que les juges qui condamnèrent Guignard parce que Louis Masure, ennemi déclaré des Jésuites et député par la cour, avait trouvé des anciens écrits de ce Jésuite, ces mêmes juges étoient pour la plupart ceux qui avoient assisté au jugement de l'arrêt donné contre le feu Roi l'an 1589, qui est une chose étrange. »

Guignard, au témoignage de l'Etoile, était venu à mauvaise heure, c'est-à-dire il se voyait livré en holocauste à de honteuses passions ;

Guignard
est pendu
en place
de Grève.

(1) Il y a dans les archives du Gesù, à Rome, un manuscrit autographe du Père Guéret : c'est la relation de son interrogatoire et de son supplice ; nous en reproduisons le passage suivant : le Père Guéret se sert de la troisième personne pour raconter, et c'est lui qu'il désigne par la lettre initiale N.

« Cela dict, N fut mené par le concierge au lieu où on baille la question, où il demeura longtemps pendant que mes sieurs délibérèrent, et contempla tant de sortes d'instruments préparez avec les ministres attendant le commandement. Toutefois enfin, il n'eut d'autre mal que la grande appréhension, et fut ramené en prison, en laquelle il demeura consolant et instruisant quatre ou cinq criminels. Se retrouvant audit cartel jusqu'au 7e jour de janvier 1593, qu'esloit samedi, auquel sur les onze heures fut appelé par messieurs et mené tout droit en la tour où l'on baille la question, auquel lieu étoient assis quatre conseillers de la Cour avec le greffier et quelques autres, ledit N, assis sur la sellette, fut de rechef interrogé comme devant sans rien adjoindre, et la réponse aussi de mesme. Le plus ancien d'eux qui faisoient l'interrogatoire, ayant fini, dist que, nonobstant, la Cour ordonne que N airoit la question. Lors le dict N se mit à genoux et fit une brève prière ; puis, se remettant sur la sellette, se déchassa, ne voulant accepter ce service des ministres de justice qui se présentèrent, disant qu'il étoit accoutumé de se servir lui-même. »

« Pendant que la question se donnoit de deux coings et demy (qui est une des plus grandes), N se recommandoit à Dieu, se souvenant de la Passion de Notre-Seigneur, et disoit quelques oraisons mentales et vocales, lesquelles furent interrompues par quelque sermon de dire la vérité faite par ledit conseiller, auquel N respondit qu'il l'avoit dite et qu'il ne mentiroit pas pour evader toutes les tourments du monde ; qu'ils fissent ce que Dieu leur permettoit, estant en leur puissance. Durant ce temps, l'un des autres conseillers sanglota deux ou trois fois du profond du cœur en signe de compassion. L'action finie et ces messieurs retirés, les ministres de justice défaits leurs cordages eurent bien de la peine, disant que leur instrument sembloit être excommunié, et demandant pardon à N, qu'ils diroient reconnaître innocent. »

« Et de fait, ledit N ressentit plus de mal lors et après qu'il n'avoit durant le supplice, lequel ne lui sembla long, et lequel lui fut ramené en prison, où il demeura jusqu'au 10 du mois, qu'il fut délivré avec six autres du même ordre. »

(1) Journal de Henri IV, t. II, p. 154.

(2) Ibid., t. II.

(1) D'Argentré, docteur de Sorbonne, Collect. judic., t. II, p. 521.

mais dans ce suprême moment la dignité de son innocence ne l'abandonna pas plus que le courage. Il parut au milieu des bourreaux calme et résigné, pensant peut-être avec Sénèque que l'injustice déshonore celui qui la commet et non pas celui qui la souffre ¹. « Guignard étant conduit au supplice, ainsi s'exprime l'Estoile ², soutint qu'il avoit toujours été d'avis de prier Dieu pour Sa Majesté ; il ne voulut jamais crier merci au Roi, disant que depuis qu'il s'étoit converti, il ne l'avoit jamais oublié au Memento de la messe. Etant venu au lieu du supplice, dit qu'il mourait innocent, et néanmoins ne laissa d'exhorter le peuple à l'obéissance du Roi et révérence au magistrat ; mais il fit une prière tout haut pour Sa Majesté, à ce qu'il paraît à Dieu lui donner son Saint-Esprit et le confirmer en la Religion catholique qu'il avoit embrassée ; puis pria le peuple de prier Dieu pour les Jésuites et n'ajouter foi légèrement aux faux rapports qu'on faisoit courir d'eux ; qu'ils n'étoient pas assassins des rois, comme on vouloit le faire entendre, ni fauteurs de telles gens qu'ils détestoient, et que jamais les Jésuites n'avoient procuré ni approuvé la mort de roi quelconque. Ce furent ses dernières paroles avant de monter l'échelle. »

Les vengeances de l'Université et du Parlement n'étaient pas encore assouvies. Un monument s'éleva pour éterniser, sur les ruines mêmes de la maison de Jean Chastel, la satisfaction accordée à une haine si persévérante. Le Parlement arrêta qu'une pyramide serait construite en face du Palais ; des inscriptions furent gravées sur les quatre faces ; on y lisait l'arrêt de condamnation de Chastel et des Jésuites, et ces paroles, dont les autres ne sont que le commentaire affaibli :

« Un parricide détestable, imbu de l'hérésie pestilentielle de cette très-pernicieuse secte, laquelle depuis peu, couvrant les plus abominables forfaits du voile de la piété, a enseigné publiquement à tuer les rois, les oints du Seigneur, et les images vivantes de Sa Majesté, entreprit d'assassiner Henri IV. »

Le dimanche 8 janvier 1595, les Jésuites, obéissant à un arrêt de proscription qui, selon le célèbre historien Muratori ³, « parut injuste à tous les gens de bien, » sortirent de Paris au nombre de trente-sept. Ils se dirigèrent sur la Lorraine. Deux jours après, le Père Guéret était banni du royaume. Le Parlement lui-même n'avait pas découvert de charges suffisantes pour colorer d'un spécieux prétexte la mort du professeur de Chastel, mais cette cour de justice ne rougit pas d'hériter de ceux qu'elle assassinait ou qu'elle proscrivait. « En cette sorte, dit le chancelier de Chiverny ⁴, les Jésuites furent

chassés de Paris, non sans grand étonnement de beaucoup et regrets de plusieurs. Messieurs du Parlement confisquèrent les biens des Jésuites, et, après avoir saisi et disposé de tout, ils firent édifier une très-belle pyramide de pierre, le tout aux dépens des biens desdits Jésuites, dont lesdits sieurs du Parlement ont toujours disposé tant qu'ils ont été hors de Paris. »

Ceux qui avaient prononcé l'arrêt de spoliation dépouillaient les victimes ; ils s'enrichissaient de ce butin de l'opprobre judiciaire. L'Histoire raconte ¹ : « La bibliothèque des Jésuites, qui étoit ample et belle, fut exposée au pillage jusqu'aux revendeurs et plus piètres frippiers de l'Université. On disoit qu'on y avoit trouvé plusieurs papiers et écrits contre le Roi, desquels messieurs les revisiteurs ne firent si bien leur profit que des bons livres græcs et latins qui furent jugés de bonne prise à la requête de messieurs les gens du Roy, qui s'en accommodèrent les premiers selon leurs conclusions, et, après, les autres, chacun son mérite et qualité. »

En confirmation de ce que l'Estoile avance, nous lisons dans un vieux manuscrit tiré des archives de la Compagnie de Jésus : « Nos Pères n'étoient pas encore sortis du dict collège de Paris, quand déjà, en leur présence, on dissipoit leurs biens ; et toutes fois, pour garder comme quelque forme de justice, on dressa l'inventaire de ce qu'on vouloit ; et furent publiquement vendus quelques bleds, vins, livres et autres meubles. Les larcins étoient si notoires, que Doron, premier greffier de la cour, commis à la dicte vente, fut constitué prisonnier pour ses malversations en cet endroit ; toutes fois il ne tint pas longtemps prison. Les plus beaux meubles que nous eussions au dict collège estoient grande quantité de toutes sortes de livres, au nombre de dix-huit ou vingt mille, divisés en cinq ou six librairies (bibliothèques), entre lesquels estoient ceux de feu M. Budée, que nous avions eus du don de M. le président de Saint-André. Ores il se peut dire que c'estoit la plus accomplie librairie de Paris, et peut-être de France. De si grand nombre de livres très-rare, ne se trouve en l'inventaire avoir esté vendu que pour environ sept cents escus ; et a esté reconnu très-assurément que toutes les nuicts sortoient du collège crocheteurs chargés de livres, et tirant çà et là aux diverses maisons de la ville. »

Ce pillage ne satisfait point toutes les cupidités universitaires et parlementaires ; elles s'étaient approprié la bibliothèque des Jésuites, il fallait procéder à la distribution de leurs biens. L'arrêt de bannissement décidait qu'ils seraient employés en œuvres pies. Ces œuvres pies se résument, selon le vieux manuscrit, en pensions accordées

Les
Jésuites
sont
bannis du
royaume.

¹) Seneca. in Prop. philosoph.

²) Journal de Henri IV, t. II, p. 109.

³) Annales d'Italie, année 1594.

⁴) Mémoires de Chiverny, p. 281.

¹) Journal de Henri IV, t. II, p. 155.

aux Calvinistes. On poussa même plus loin le cynisme : Baugrand et Gosselin, deux prédicants renommés ; Passerat, le Cicéron universitaire, et d'autres ennemis des Jésuites s'installèrent dans leur maison¹ ; ce fut pour eux une épave dont ils s'emparèrent sous les yeux du Parlement.

La Ligue était dissoute par le fait de l'abjuration de Henri IV : les uns faisaient acheter le plus cher possible leur fidélité future ; les autres, en plus petit nombre, se retiraient dans leurs demeures, ne sollicitant rien du Roi pour l'avoir combattu. Les ducs de Mayenne et de Guise, Nemours, Montpensier, Villars, Brissac, le duc de Mercœur lui-même, imposèrent leurs conditions, qui furent toutes acceptées, toutes loyalement tenues. Ils avaient entrepris la guerre pour l'accomplissement d'un grand devoir ; ils vendaient la paix comme une denrée qui s'impose sur les marchés. Les partis s'usent vite, en France surtout. Quand la lassitude arrive, on voit toujours leurs sommités se préparer sous le règne de l'ennemi de la veille les compensations, qu'elles oublient de partager avec les hommes obscurs qui firent leur force. Henri IV avait le tarif de ces consciences, il régla son compte avec elles ; mais il ne lui fut pas aussi aisé de capter la confiance des orateurs de la Ligue ou de les rallier par la perspective des honneurs ecclésiastiques.

Ces hommes, que le danger avait aguerris au martyre et qui espéraient ailleurs que sur la terre la récompense de leurs combats, ne demandèrent rien au Roi non réconcilié avec l'Eglise. Quelques-uns moururent atteints de folie ; d'autres, comme Claude de Saintes, Evêque d'Evreux, expirèrent dans les cachots. La plupart prirent la route de l'exil, se plongèrent dans les cloîtres ou s'isolèrent du monde. Gilbert Genebrard, nommé Archevêque d'Aix, pouvait faire confirmer ce titre par le Roi ; il y renonça. Le Cordelier Feuardent, orateur à la parole véhémence, s'ensevelit dans son couvent. Guillaume Roze, qui aux Etats de Paris a ruiné les espérances de Philippe II en proclamant la loi salique, Guillaume Roze rentre à Senlis, et c'est le seul qui élèvera la voix pour déclarer que les Catholiques ont sagement agi. Afin de laisser à Henri IV le temps de calmer les esprits, les autres endurent sans récriminations les outrages dont les Calvinistes et les Ligueurs, nouveaux alliés de l'Hérésie, prennent à tâche de les accabler. Ils eurent la dignité du silence, la plus difficile au cœur de l'homme politique.

Révolutionnaires dans la bonne acception du mot, ils ne semèrent pas le mal pour récolter le crime ; ils accomplirent ce que les insurrections n'ont jamais osé tenter. Après dix ans de lutte, ils restèrent ce qu'ils étaient lorsque la Sainte-Union se forma. Ils y étaient entrés catho-

liques, ils en sortirent catholiques. C'est la seule révolution qui n'a jamais vu modifier sa cause première, et qui a voulu à la fin ce qu'elle exigeait au commencement. Quand les hommes qui ont jeté le désordre dans l'opinion et dans les propriétés sont gorgés de richesses, comblés d'honneurs, ou désenchantés par le contact des passions si mobiles du peuple, ils reviennent, sous une main qui les corrompt en les flattant, au point d'où ils étaient partis. Ils ont pitié de leur fanatisme d'un jour ; ils sacrifient les chimères de la liberté, que l'ambition ou l'indignence leur fit exalter ; puis ils s'effraient au nom seul de la divinité qu'ils intronisèrent. Ils reculent, parce qu'à leur tour ils aspirent à posséder et à jouir. Les prédicateurs de la Ligue avaient eu de ces entraînements funestes qui sont le partage de toutes les factions ; mais, forts du principe qui avait fait leur puissance, ils se vouèrent à l'obscurité quand ce même principe triompha. L'unité catholique avait remporté la victoire, Henri IV la proclamait ; ils se crurent assez payés de leurs dangers passés. Alors, léguaient aux révolutionnaires futurs un exemple qu'aucun d'eux n'imita, ils montrèrent, en s'isolant, en se dépouillant même de leurs espérances, que ce n'était pas l'ambition et la cupidité, mais la Foi qui les avait fait combattre.

Le bannissement des Jésuites, auquel Henri IV resta complètement étranger et qu'il ne sanctionna par aucun édit, — car, en s'associant aux colères des Dévoysés de l'Eglise, aux vengeances du Parlement et de l'Université, il sapait par la base ses heureux projets de conciliation, — ce bannissement n'était qu'une pierre d'attente pour les Huguenots. De concert avec le Parlement et l'Université, ils avaient expulsé de France ceux qu'ils nommaient les satellites du Saint-Siège ; il fallait lancer la monarchie sur une pente encore plus périlleuse. Henri IV était revenu à la foi de ses pères avec une sincérité dont les preuves ne manqueront pas dans cette histoire. Les Huguenots, vainqueurs par lui, se révélaient exigeant comme toutes les Sectes, et ils lui écrivaient¹ : « Ne doutez pas qu'en vous faisant catholique vous ne couriez à votre ruine, et qu'en abandonnant le parti des Réformés ils ne vous abandonnent aussi. » A l'assemblée de Sainte-Foi, ils essaient de réaliser leur menace, et dans leur chimère républicaine, qu'ils ont toujours poursuivie jusqu'en 1793, ils arrêtent² « qu'il sera établi un conseil politique en chaque province, que ces conseils pourront faire saisir les deniers royaux entre les mains des receveurs, pour le paiement des garnisons, et qu'ils établissent des subsides et des péages dans les lieux où il n'y a point d'élection. » A Saumur, une autre assemblée se réunit. Elle exige des chambres mi-parties et la liberté du culte public

(1) *Mémoires de la Ligue*, t. v.

(2) *Procès-verbal de l'Assemblée de Sainte-Foi*.

(1) Passerat y mourut en 1602.

dans tout le royaume sans distinction. Cette assemblée allait devenir factieuse. Henri IV aimait, craignait et voulait ménager les Calvinistes. Afin de légitimer, au moins en apparence, leur synode de Saumur, il lui adresse des lettres de convocation. Le synode les rejette en prétendant « qu'il ne veut pas s'y astreindre, ayant le pouvoir de s'assembler sans telles et semblables lettres 1. »

(1) *Procès-verbal de l'Assemblée de Saumur, 1595.*

Les Catholiques, formant l'immense majorité de la France, n'avaient demandé à Henri IV que de se faire catholique comme eux ; c'était le but avoué de la Ligue. Les Protestants, eux, ne s'arrêtaient plus à la question religieuse. Ils avaient proscrit les Jésuites ; ils marchaient ouvertement à la fédéralisation des provinces et au démembrement du Royaume.

CHAPITRE XVII.

Les Jésuites au Japon. — Naufrage de quatre Pères. — Sumitanda, prince d'Ormura, abolit le culte des idoles. — Le Père Coëglia à Cori baptise les bonzes. — Ciwandono, roi de Bungo, et le Père Cabral. — Le roi d'Arima se fait Chrétien. — La Religion au Gotto et à Cicugen. — Persécution dans l'Arima. — Les Jésuites négociants au Japon. — Pourquoi. — Ciwandono reçoit le baptême. — Caractère des Japonais. — Joscimond roi de Bungo et le Père Froëz. — Les Jésuites fondent la ville de Nangasaki. — Etat de la Religion au Japon. — Nobunanga. — Le Père Valignani visiteur au Japon. — Congrégation à Cocimoxu. — Valignani conclut la paix entre le roi d'Arima et Biczoges. — Nobunanga et le Père Organtini. — Grandeur de Nobunanga — Sa mort. — Le Général chrétien Juste Ucondono. — Manière dont les Jésuites traitent avec les Japonais. — Ambassade du Japon au Souverain Pontife. — Sa réception à Rome. — Taicosama et les Chrétiens. — Il accorde aux Jésuites la faculté de prêcher dans tout l'empire. — Le bonze Jacuin et les femmes d'Arima. — Ucondono proscrit. — Ordre aux Jésuites de sortir de l'empire. — Le culte catholique interdit. — Les Jésuites réunis à Firando se décident à braver les ordres de l'empereur. — Joscimond, roi de Bungo, apostasie. — Les deux premiers martyrs japonais. — Valignani, de retour au Japon, se présente comme ambassadeur du vice-roi des Indes. Sa réception au palais de Taicosama. — Les Jésuites en Corée. — Le roi de Firando fait empoisonner cinq Jésuites. — Bulle du Pape Grégoire XIII pour défendre aux autres Ordres religieux l'entrée du Japon. — Les Franciscains arrivent des Philippines. — Causes de la persécution. — Influence et richesse des Jésuites. — Pourquoi n'y avait-il pas de clergé indigène ! — Les menaces d'un Espagnol enfantent une nouvelle persécution. — Les Franciscains et les Jésuites. — Leur martyre. — Le Père Valignani. — Mort de Taicosama. — Insurrection à Firando apaisée par les Jésuites. — Mort d'Augustin Tzucomindono. — Daifusama empereur et le Père Organtini. — Politique de ce prince à l'égard des Jésuites. — Mort de Valignani — Clergé indigène formé par les Jésuites. — Les Anglais et les Protestants de Hollande dénoncent les Jésuites à Daifusama. — Daifusama ordonne la persécution. — Martyre du prince Thomas et de sa famille. — Confrérie du martyre. — Courage des Japonais. — Déportation des Jésuites. — Charles Spinola et quelques Pères restent au Japon. — Leurs souffrances. — Mort de Daifusama. — Martyre des Pères Rodolphe Aquariva et Pacheco Salsette. — Le Père Rodolphe chez le Grand-Mogol. — Jérôme Xavier au Mogol. — Les martyrs Jésuites. — Le Père Barreira en Guinée. — Les Jésuites au Monomotapa. — Le Père Paëz en Ethiopie. — Industrie des Jésuites au Mexique. — Martyrs au Pérou. — Les aveugles et les muets. — Le Père Valdivia et les Araucaniens. — Les Jésuites affranchissent les esclaves au Chili. — Martyre des Pères d'Aranda, Vecchi, et du frère Montalban. — Succès des Jésuites au Brésil. — Mission du Père Zgoda en Tartarie.

Les
Jésuites
au Japon.

Les Jésuites se voyaient mêlés en Europe à toutes les crises ; ils en ressentaient le contre-coup. Au Japon, la même position leur était faite. Ils n'avaient pas seulement à combattre les Bonzes, il leur fallait conjurer les tempêtes

que des ambitions rivales élevaient, tantôt pour protéger, tantôt pour détruire le culte dont François Xavier avait été l'apôtre. Au commencement du généralat d'Everard Mercurian, en 1573, on comptait huit missionnaires dans ce

vaste empire, beaucoup moins que de têtes couronnées. Le Père Gonzalve Alvarès reçoit ordre de s'y rendre avec trois autres Jésuites. Alvarès est atteint d'une maladie mortelle; cependant, au moment où il va s'embarquer, il écrit de Macao au Général: « Tout le monde s'accorde à me peindre ce voyage au Japon comme très-dangereux pour moi, à raison du mauvais état de ma santé. Mes souffrances et ma faiblesse sont telles qu'à peine puis-je me tenir debout pour offrir la sainte Messe. N'importe; fort de l'obéissance, je pars, prêt à tout ce qu'il plaira à Dieu d'ordonner de moi. Je tire surtout ma consolation de ces mots que m'a écrits Votre Paternité: « Que s'il m'arrive de mourir dans cette entreprise, je n'aurai pas à regretter le sacrifice de ma vie. »

Alvarès et ses collègues firent naufrage à la vue du Japon. La perte des quatre Missionnaires était une calamité pour ceux qui les attendaient comme un renfort; mais, au lieu d'abattre leur courage, elle leur donna une nouvelle énergie. Le Père Cabral continua la visite des Missions, et, souvent pour se dérober aux attaques des malfaiteurs qui couvraient les flots et les routes, il fut contraint de confier sa vie à des écumeurs de mer. En 1574, le prince d'Ormura, Barthélemi Sumitanda, ne cachait point son zèle pour la Religion catholique. Ses sujets se révoltent contre lui. Il triomphe en bataille rangée de cette insurrection fomentée par les Bonzes; puis, pour consacrer sa victoire, il prend, quelques mois après, la résolution d'abolir le culte des idoles. Trois Jésuites partent à sa voix. Ils parcourent la principauté, prêchant, érigeant des calvaires, baptisant et recueillant une abondante moisson de Chrétiens. La ville de Cori, séjour habituel des Bonzes, avait annoncé qu'elle résisterait aux Pères. Le peuple y était tellement attaché à ses superstitieuses croyances, que Sumitanda écrivait aux Missionnaires de ne pas tenter l'entreprise. Les Missionnaires, comme tous les hommes de foi accoutumés à la lutte et au danger, ne soupçonnaient pas qu'il y eût des choses impossibles. Gaspard Coëglio s'offre pour pénétrer dans Cori. Sa proposition est agréée, et les Bonzes, charmés de son courage, sont les premiers à recevoir le baptême.

Dans le même moment, Civandono, Roi de Bungo, appelait auprès de lui le Père Cabral. Civandono avait deux fils; pour assurer à l'aîné la tranquille possession de sa couronne, il s'était décidé à faire un Bonze du second. Les Japonais n'avaient jamais entendu parler de nos mœurs européennes; ils s'y conformaient par instinct de conservation. Le jeune prince n'était âgé que de quatorze ans; mais, lorsqu'il connut les intentions de son père, il s'y opposa avec tant de fermeté, et il déclara si solennellement qu'il voulait être chrétien, que le Roi fit prier Cabral de se rendre auprès de lui. Quand le néophyte

fut instruit des dogmes de la Religion, il prit au baptême le nom de Sébastien. Son exemple fut suivi par un bon nombre de grands; mais une conversion plus éclatante encore signala le commencement de l'année 1576.

Depuis longtemps le Roi d'Arima favorisait le Christianisme sans oser en faire profession. Le courage de son neveu, fils du Roi de Bungo, l'éclaira. Après avoir renoncé à ses idoles et à ses passions, il entra dans une nouvelle vie. Au Gotto, au royaume de Cicugen, le Père Melchior Figueredo n'obtenait pas de moindres succès. Il y avait assaut de ferveur entre ces Catéchumènes. Ici, ils se réunissaient le dimanche, et les princes et les sujets, tous confondus dans une sainte égalité, cherchaient entre eux les raisons les plus concluantes pour fermer la bouche aux Bonzes. Là, ils se livraient aux pratiques de la charité, soulageant les malades, visitant les affligés, et étonnant leurs anciens prêtres eux-mêmes par ce dévouement qui était pour leurs cœurs un mystère encore plus incompréhensible que ceux du Catholicisme.

Un orage troubla bientôt la paix de cette Réduction. La Reine de Bungo ne partageait pas l'amitié que Civandono, son époux, témoignait aux Jésuites; elle avait consenti au baptême de son fils; mais elle ne tarde pas à éprouver des regrets. Elle profite de la première occasion pour manifester sa colère. Un jour elle donne ordre à un jeune chrétien d'aller lui chercher une idole; le néophyte refuse. Ce refus est par elle regardé comme un crime; elle porte plainte à son fils aîné, investi par Civandono de l'administration du royaume. Le néophyte est condamné à mort; les Jésuites le cachent en lieu sûr; puis ils expliquent au monarque les motifs de sa désobéissance. « Jamais, lui disent-ils, vous n'aurez de sujets plus soumis que les Chrétiens; mais l'Evangile leur défend toute espèce de contact avec les idoles. Laissez-les dans leur croyance, et nous vous garantissons leur fidélité à toute épreuve. » Le monarque eut confiance en ces paroles.

Jusqu'alors il ne s'élevait au Japon que de petites chapelles sans luxe et sans art. Les Catéchumènes, habitués à la richesse des temples païens, se plaignaient de ne pouvoir donner à Dieu une église digne de lui et digne d'eux. Les Pères Froëz et Organtini, pressés par ces réclamations dont ils appréciaient la justesse, se décident à jeter dans la ville de Méaco les fondements d'une église qui, par sa magnificence, doit répondre à la grandeur du Christianisme et qui produira sur l'esprit des Japonais une salutaire impression. Toutes les classes s'associent à cette pensée. Les travaux commencent; ils sont rapidement achevés, et l'édifice est consacré sous le titre de l'Assomption, en mémoire de ce que Xavier avait abordé au Japon le jour de la fête de Marie.

Le roi
d'Arima
fait
Chrétien.

La
Religion
au Gotto,
et à
Cicugen.

Persécution dans l'Arima.

Un an après avoir embrassé la Religion Catholique, le roi d'Arima était mort; son fils lui succédait en 1577; il commençait son règne par décréter la persécution contre les Jésuites. La persécution allait se propager, lorsque Sumitada intervint auprès du monarque; il lui en fit comprendre l'inutilité et l'odieux. La tempête s'apaisait à Arima pour se raviver dans le Bungo. Cicatandono, frère de la Reine, partageait sa haine contre les Chrétiens; tous deux s'apprêtaient à les étouffer; mais le Père Cabral ne se laisse pas prendre au piège qu'on lui tend. Il a ses néophytes à défendre; cette idée stimule son courage: Cabral triomphe des intrigues de la Reine.

Les Jésuites négocient au Japon.

Un nouveau renfort couronnait cette victoire, treize Jésuites arrivaient au Japon. Le nombre des Missionnaires augmentait; Cabral conçut le projet de créer un Collège avec un noviciat, afin de former les enfants à la piété et aux lettres et d'en faire par la suite des héritiers de leur zèle. Enrôler les Catéchumènes japonais sous la bannière de la Société de Jésus, et, après avoir instruit les plus intelligents, les faire marcher à la conquête de leurs compatriotes, était une pensée de consolidation. La Foi prenait ainsi de plus profondes racines dans le pays; elle devait s'y éterniser. Les Jésuites ne pensaient pas encore à créer autour d'eux un Clergé indigène et en dehors de toute autorité. En le façonnant à l'obéissance, en le soumettant à des vœux perpétuels, ils espéraient que la Religion, naissante dans ces contrées, ne se verrait pas exposée aux schismes ou aux erreurs que l'indépendance peut provoquer. Mais afin de réaliser ce projet, il fallait des ressources pécuniaires, et, depuis que François Xavier avait ouvert le Japon au Christianisme, cette Mission s'était vue obligée de vivre d'insuffisantes aumônes ou des secours que le Père Almeida lui fournissait.

Pourquoi.

Avant d'entrer dans l'Institut, Almeida était négociant; il fut Jésuite sans recevoir la prêtrise, missionnaire comme beaucoup d'autres, Européens ou Japonais, qui s'attachaient à la Compagnie pour la servir au dehors. On l'autorisa à laisser pendant quelque temps sa fortune dans le commerce; ce fut à peu près la seule ressource des nombreuses Réductions japonaises. Les princes et les seigneurs chrétiens, tantôt forcés de guerroyer pour leur propre compte, tantôt pour celui de leurs suzerains, n'étaient pas aussi riches que le luxe de leurs palais ou de leur suite aurait pu le faire supposer. Pour bâtir des églises, pour subvenir à toutes les dépenses du culte et des voyages, il devenait donc urgent de trouver quelques moyens. L'ancienne position d'Almeida les offrait; les marchands portugais s'empressèrent de le seconder.

Cicandono reçoit le baptême.

Le Roi de Bungo, qui avait accueilli François Xavier dans ses Etats et qui s'était toujours montré favorable au Christianisme, vivait

encore en 1578; mais ses passions avaient soutenu une lutte si acharnée contre la vérité qu'il n'avait point regu le baptême, et que même alors il paraissait plus éloigné que jamais de le demander. Sur ces entrefaites, il répudia sa femme, toujours plus hostile aux Chrétiens, et il épouse la belle-mère de son fils Sébastien. Un Jésuite japonais, nommé Jean, est appelé par le vieux roi pour instruire cette princesse. Jean la convertit, et il arrive enfin à décider Cicandono à soumettre ses doutes à l'Evangile. Le 28 août 1578, il fut baptisé. Joscimond, son fils aîné, était depuis longtemps associé aux honneurs et aux soucis du diadème. A peine Chrétien et voyant Joscimond disposé à suivre son exemple, Cicandono lui abandonne complètement les rênes de l'Etat; mais pour couronner son règne toujours heureux, il prend la résolution de fonder, dans le royaume de Fiunga, une ville qui sera uniquement habitée par des Chrétiens.

Les Jésuites avaient dans le caractère japonais un adversaire plus redoutable que la persécution; c'était l'inconstance. Peuple enthousiaste et léger, ils se contentaient d'effleurer les choses et ne se rendaient jamais compte de leurs affections ou de leurs devoirs. Ces Missionnaires venus de si loin pour leur apporter la bonne nouvelle du salut, ce Dieu mort sur la croix, les vertus mêmes qu'ils leur prêchaient, vertus si étranges à leurs yeux, tout les avait frappés d'admiration, tout avait contribué à exalter leur esprit; mais il fallait les affermir dans la Foi, donner à leur naturel si impressionnable la persévérance qui seule pouvait réaliser tant de beaux commencements. Les Jésuites, le Père Froëz à leur tête, s'occupaient de consolider l'œuvre. Dans ce but, ils se montrèrent plus difficiles que jamais à accorder le baptême. Le baptême devint une récompense dont ne furent appelés à jouir que les plus instruits et les plus vertueux. Ce fut sur l'épouse même du jeune roi de Bungo que Froëz se décida à tenter l'expérience. Joscimond pressait le Jésuite de baptiser sa royale compagne; Froëz lui répondit: « Voyez, prince, combien notre loi diffère de la loi des Bonzes; à la demande d'un roi tel que vous, quel est celui d'entre eux qui refuserait d'initier la Reine aux mystères de sa secte? Mais les Chrétiens suivent une autre marche. Quand pour une âme il s'agit de l'éternité, ils ne précipitent rien. La Reine n'est pas encore assez exercée dans la pratique de notre sainte loi, et il n'est permis d'y associer les grands que lorsqu'ils servent de modèle à tous par une vie exemplaire. »

Un refus fait en ces termes dut retentir à la cour. Froëz ne se l'était pas dissimulé, mais il fallait avant tout faire désirer le sacrement pour qu'il fût respecté après avoir été conféré.

On comptait au Japon vingt-neuf Jésuites

européens et cent mille Chrétiens. Nobunanga, maître de vingt-six royaumes, était le plus puissant souverain : Morindono, son rival, ne régnait que sur treize. Ces deux hommes, ennemis entre eux, n'étaient pas hostiles au Christianisme. Dans la partie du Japon qu'on nomme le Ximo, dans le Xicoquo, dans le Tosa, il se trouvait pourtant beaucoup plus de Catéchumènes qu'ailleurs ; c'était dans ces parages que séjournaient les marchands portugais venant de la Chine. Les rois du pays, en dehors de leur respect pour les idoles, avaient donc une raison toute naturelle de favoriser l'extension de la Religion Catholique, qui leur assurait la liberté du commerce avec les Européens. Dans le Figen, où régnaient les rois d'Arima, d'Ormura et de Firando, il existait plus de cinquante mille Chrétiens. Là, sous la protection des Jésuites, commençait à s'élever la ville de Nangasaki, asile ouvert à tous les néophytes persécutés dans leur patrie. Nangasaki formait la première résidence, Ormura la seconde, Cori la troisième.

Ces chrétientés, séparés les unes des autres par des montagnes, par des mers ou par des forêts, et toujours agitées au souffle des guerres, offraient plus d'une difficulté à surmonter dans leur gouvernement intérieur. On persécutait, tantôt ici, tantôt là ; il arrivait des mécomptes sur un point, des déceptions sur un autre ; on était livré aux caprices des princes, à la rivalité des bonzes ; une révolution privait tout d'un coup les Jésuites du fruit de plusieurs années de travail ; et néanmoins rien n'avait pu les décourager. Un nouveau péril allait fondre sur eux : le roi de Saxuma entre avec son armée sur le territoire de Bungo, et Joscimond voit s'évanouir en un jour le prestige de grandeur que son père avait attaché au trône. Joscimond se montrait favorable au Christianisme : les Bonzes se firent une arme de ce penchant, pour attiser la colère du peuple. Il ne pouvait se venger d'une défaite sur son vainqueur, le peuple tourna ses désespoirs patriotiques sur les Jésuites, il s'en prit à eux de la honte de ses soldats. Les Bonzes avaient recouvré leur ascendant sur la foule, ils l'exercèrent en contraignant Joscimond à se déclarer l'ennemi des Chrétiens. Le Roi souscrivit à ces conditions ; mais son père, dont le souvenir était plus cher que jamais aux habitants de Bungo, se porte médiateur entre les fureurs populaires, la faiblesse du monarque et l'innocence des néophytes. Sa voix est entendue.

Dans le même moment, il surgissait sur un autre point un plus terrible orage. Nobunanga l'excitait par ambition. Quoique favorable aux Pères, il ne craignait pas de les exposer pour arriver à ses fins. Il assiégeait une citadelle où Juste Ucondono commandait au nom d'Araqui, l'un des adversaires de Nobunanga. La place

résistait aux efforts de ce dernier ; il fait saisir les Jésuites de Meaco et il annonce à Juste, le plus courageux des Chrétiens, qu'il va les faire tous mourir en croix, si la citadelle ne lui est pas livrée. Pour garantir sa fidélité, Juste avait donné en otage à Araqui sa sœur et son fils. Leur trépas par Araqui ou la mort de tous les Missionnaires et de tous les Catholiques par Nobunanga, ne laissait qu'une désolante alternative à Ucondono. Le devoir l'emporta sur la tendresse. Juste sacrifia sa sœur et son fils, il rendit la citadelle ; mais Araqui comprit l'affreux combat qui avait dû se livrer dans le cœur de son Général, et il pardonna.

Ce fut dans ces circonstances que le Père Alexandre Valignani débarqua au Japon en qualité de visiteur-général. Né en 1537 à Civitadi-Chièti, dans les Abruzzes, Valignani s'était destiné de bonne heure à l'état ecclésiastique. Il appartenait à une famille distinguée ; il obtint des bénéfices. Ses talents auraient pu l'élever aux honneurs de la cléricature ; mais Valignani entra dans la Compagnie de Jésus, et, à partir de ce jour, il n'eut plus qu'une ambition, le salut des âmes. Mercurian connaissait sa prudence, vertu qui quelquefois vaut mieux que le zèle ; il le chargea de vivifier ces chrétientés éparses dans l'Orient. Quelques années après, Aquaviva ratifiant ses pouvoirs lui écrivait : « Quand vous êtes dans les Indes, je me regarde comme y étant moi-même. Je ne pourrais mieux gouverner la part de la Compagnie qui vous est confiée ; et si vous étiez à ma place, vous ne gouverneriez pas moins bien la Compagnie tout entière. »

A peine a-t-il touché au Japon qu'il veut s'entourer des lumières des Jésuites qui depuis longtemps soutiennent le poids de la chaleur et les fatigues de l'apostolat. Il convoque, à Cocinoux, les Pères dispersés. A l'exception de ceux de Meaco, dont les guerres arrêtent le voyage, tous accourent. Dans ce conseil provincial, tenu en 1580, il fut décidé : 1^o que les missions seraient réparties en trois divisions, comprenant Meaco, les royaumes de Figen et celui de Bungo ; 2^o on fixa des maisons pour servir de Collèges ; 3^o on résolut de fonder un noviciat où l'on admettrait indistinctement les Européens et les Japonais.

Valignani allait, par sa seule énergie, renouveler les prodiges de François Xavier. Après avoir rendu les Pères à leurs Missions, lui-même se mit en route pour la cour d'Arima. Le jeune Roi était à moitié catholique ; mais des raisons de famille, des susceptibilités d'intérieur, la guerre avec ses voisins occupaient tous ses moments. Les Bonzes veillaient à la porte de ce cœur, dont ils redoutaient les sentiments chrétiens. Valignani se présente au prince. Il n'a pas de suite autour de lui ; mais il lui parle avec l'autorité dont Dieu investit ses élus. Le courage

Le père
Valignani
visiteur
au Japon.

Congrégation
à
Cocinoux.

Valignani
conclut
la paix
entre le
roi
d'Arima
et Biozo-
ges.

du prince était abattu, il le relève. Le prince l'entretient des craintes que la guerre lui fait concevoir ; Valignani le détermine à recevoir le baptême. Il lui impose le nom de Protai ; puis, le lendemain, le Jésuite se rend sous la tente du farouche Biozoges. La paix était nécessaire au Roi d'Arima, il l'obtint de son ennemi.

Biozoges avait cédé à l'ascendant inconnu qu'exerçait sur lui un Jésuite ; il porte ses armes contre le Roi de Bungo. Les Bonzes ont dit à Joscimond que s'il veut ne pas embrasser la Foi catholique, ils lui assureront la victoire. Joscimond a cédé ; mais Biozoges n'en poursuit pas moins ses conquêtes. Des six royaumes que François Civandono a laissés à son héritier, trois déjà sont la proie du vainqueur. Le reste va tomber en son pouvoir, lorsque les grands et le peuple, fatigués des vaines promesses de leurs Bonzes, s'adressent au vieil ami de Xavier. Civandono sort de sa retraite à la prière de son fils lui-même. Pour étayer le trône chancelant, il reprend le timon des affaires. Il lève une armée, il place les Catéchumènes à l'avant-garde, il bat Biozoges, rétablit la paix et rentre dans sa chère solitude.

Le 4^{er} mars 1584, Valignani s'embarquait pour Meaco. Nobunanga et ses trois fils, qui avaient accueilli avec de grandes démonstrations le Père Organtini, s'empresèrent d'honorer le Jésuite qui paraissait à leur cour. Nobunanga était un hardi soldat, il aimait la gloire, et il s'était persuadé que les Pères, par leurs récits, populariseraient son nom en Europe. Cette considération, décisive sur son cœur, avait donné une autre direction à ses idées. La supériorité des nouveaux maîtres de l'Inde se révélait à sa pensée ; c'était dans leur patrie qu'il fallait se faire craindre et estimer. Nobunanga n'espérait voir réaliser ce rêve que par les Jésuites ; il leur témoigna donc autant de bonne volonté que d'affection. Le Père Organtini avait obtenu une Maison et une église dans la ville d'Anzuquiam, que le conquérant élevait à sa gloire comme Alexandre et Constantin. Valignani ne se contenta pas de cela. Il sollicite un Collège ; le Roi l'accorde, il veut même contribuer de ses deniers à son érection. L'établissement reçoit bientôt vingt-cinq enfants des plus nobles familles.

Valignani avait laissé Cabral dans le Bungo ; il y revient. Cabral et le Frère Vincent, Jésuite japonais, portaient la Foi au Val-d'Yu ; à Nan-gasaki, Valignani triomphe d'une émeute qu'une rixe entre un Portugais et un régnicole a suscitée. Cependant, Nobunanga, au faite de la grandeur, ne cessait d'admirer et de protéger la Religion chrétienne. Du sein de cette ville, où il prodiguait l'or de ses victoires et où chaque maison qui se bâtissait devenait un palais, le splendide monarque avait projeté de se faire baptiser et d'entraîner le Japon à sa suite ; mais un point seul déplaisait à ses goûts voluptueux.

Il proposa au Père Organtini de se relâcher sur ce point, qui concernait la pluralité des femmes ; il l'assura qu'en sacrifiant à ses désirs la continence conjugale, lui, le plus formidable souverain du Japon, ne balancerait plus à se proclamer catholique. Organtini répondit : « Je ne suis point l'auteur, mais l'interprète d'une loi qui même n'est pas particulière à la Religion que vous admirez. Elle est imposée à tous les hommes également. »

Organtini n'accédait pas au vœu de Nobunanga ; ce prince se laissa enivrer par la vanité. Le Christianisme n'acceptait point ses conditions, il prit le parti de se faire adorer. Il était grand, magnifique, inexorable surtout. L'avidité et la peur lui créèrent des dévouements serviles qui se mirent à flatter ses passions. Il s'était érigé une statue. Les Rois tributaires, les seigneurs et la foule coururent encenser la divinité mortelle. Les néophytes seuls n'assistent point à cette prostitution publique. Nobunanga ne s'en montre pas irrité ; mais, le 14 mai 1582, peu de jours après que ce nouveau Nabuchodonosor a été déifié, il fait sortir de Meaco ses trois armées. Il est resté presque sans gardes dans son palais ; Aquéki, un des généraux, y rentre avec une troupe d'élite. Le prince est averti ; il croit que son regard aura assez de magie pour comprimer une révolte. Il paraît à son balcon ; une flèche lui perce l'épaule. Nobunanga l'arrache ; et, avec le courage de son orgueil, il fond sur les assaillants. Une balle lui traverse la poitrine. Blessé à mort, Nobunanga se réfugie dans ses appartements. Il a échappé aux coups de ses sujets ; ses sujets veulent qu'au moins il périsse par eux. L'incendie, que leurs mains allument, dévore le palais ; le dieu de la veille expire dans les flammes. De Meaco, les rebelles se portent sur Anzuquiam, qui, peu d'heures après, n'est plus qu'un amas de cendres et de ruines. Aquéki allait régner ; mais un Chrétien, Juste Ucondono, a proclamé le fils aîné de Nobunanga. A la tête de mille hommes, il marche à la rencontre du général insurgé. Douze jours s'étaient à peine écoulés depuis la mort du Roi, lorsque Ucondono se trouve en face des assassins. Il les attaque ; malgré l'infériorité du nombre, il triomphe, et avec lui le principe de la légitimité.

Cette révolution de palais, terminée par une victoire, n'exerça aucune influence sur la Religion et sur la Compagnie de Jésus. Tandis qu'elle s'opérait, Valignani s'occupait des affaires d'intérieur ; il réglait avec les Pères de quelle manière les Jésuites devaient traiter les indigènes et s'accommoder aux usages du Japon. Il fut résolu que, dans le premier cas, on imiterait l'apôtre, se faisant tout à tous pour gagner les âmes au Christ. Ainsi, on convint que, dans leurs rapports avec les Japonais, les Jésuites se conformeraient au cérémonial usité pour le salut

Nobunanga et le père Organtini.

Grandeur de Nobunanga.

et la réception. Quant aux vêtements de soie déjà interdits par le Père Cabral, Valignani se prononça contre. Quelques Pères pensaient qu'aux yeux d'un peuple professant un absolu mépris pour la pauvreté, il était bon de rehausser la dignité du Sacerdoce par l'éclat extérieur. Un plus grand nombre, et Organtini avec eux, disaient que les Japonais savaient fort bien discerner l'indigence obligée de l'indigence volontaire, et qu'ils estimaient cette dernière, ainsi qu'Organtini et Valignani en avaient eu souvent la preuve par eux-mêmes. On adopta comme règle générale que les Jésuites se vêtiraient d'une espèce d'étoffe très-commune dans le pays.

Le second point offrait plus de difficultés. Cabral, dont l'austérité ne se dissimulait pas assez, prétendit qu'il fallait faire plier l'arrogance naturelle aux Japonais, et que si, par des mesures sévères, on ne domptait pas leur orgueilleuse familiarité, on les verrait s'élever au-dessus des Pères, même dans les choses religieuses. Ainsi, selon lui, on ne devait enseigner à ceux qui se destinaient aux Missions que la philosophie et la théologie morale, parce qu'il était à craindre que ces caractères indociles n'abusassent d'une connaissance plus approfondie des dogmes. La majorité ne se rangea point à cet avis. Elle crut injuste de ne pas faire pénétrer les Japonais dans les profondeurs de la doctrine, puisque Dieu leur avait donné une intelligence capable de saisir la science céleste. Leur teint jaune, la vicieuse conformation de leurs membres, leur grosse tête sur un petit cou, leurs yeux obliques, qui constituaient autant de difformités, selon les Européens, ne privaient en aucune manière les Japonais des dons de l'esprit. Cela fut démontré, et Cabral céda à la majorité demandant qu'ils reçussent la même éducation que les Européens; mais comme il ne put se dépouiller de sa sévérité naturelle, on le rappela à Macao.

Ces points essentiels résolus, Valignani s'occupa de mettre à exécution un projet qu'il avait formé et qui devait porter d'heureux fruits. Le Jésuite voyait les princes et les Bonzes tourmentés de cet amour-propre national, espèce de mal du pays qui n'a jamais subi l'épreuve de la comparaison. Les Japonais, comme tous les peuples isolés, se croyaient la nation la plus civilisée, la plus riche, la plus glorieuse du monde. D'un autre côté, ils avaient de si nobles qualités que Valignani, pour intéresser à la mission le Souverain Pontife et les Rois de l'Europe, désirait de leur fournir une occasion d'étudier le caractère et les mœurs de ces empires. Une ambassade japonaise au Pape remplissait ce double but. Les Rois de Bungo, d'Arima et d'Ormura s'associèrent à la pensée du Jésuite, et Mancio Ito, Michel Cingiva, Martin Fara et Julien Nicaura furent choisis.

Les deux premiers appartenaient au sang royal, les deux autres à la plus haute noblesse. Georges Loyola, un Jésuite japonais, leur servit d'interprète et de mentor. Le 20 février 1582 l'ambassade partit avec Valignani; le 20 mars 1585 elle parvenait au centre de la Catholicité.

Philippe II l'avait accueilli à Madrid avec les honneurs réservés aux têtes couronnées; il avait fait violence à l'étiquette de l'Escorial pour recevoir debout, pour embrasser ces premiers nés de l'Eglise du Japon; mais ce fut à Rome que les princes furent reçus avec la joie la plus expansive. Le vieux pontife, qui dévouait son règne à l'œuvre des missions, tressaillait de bonheur à l'idée que, en échange de quelques provinces d'Europe échappant à l'autorité du Saint-Siège, les Jésuites lui conquéraient en Orient des empires immenses. Il voulut que des fêtes splendides témoignassent de sa satisfaction: l'audience des ambassadeurs fut entourée d'un éclat tel que peut-être la cour de Rome n'en a jamais offert aux Rois qui viennent vénérer le Père commun des fidèles. Toute la ville des Césars prit part à la félicité de Grégoire XIII. Les Japonais, couverts de bénédictions, et dont la présence au Vatican avait quelque chose de si inusité, rencontrèrent dans Sixte-Quint, successeur de Grégoire XIII, le même amour et la même bonté. Les Protestants annonçaient que l'Eglise s'écroulait sous leurs coups: l'Eglise leur répondait en amenant au pied de la Chaire de saint Pierre des mondes nouveaux et des peuples dont la vieille Europe n'avait jamais entendu proférer le nom. Ce que Grégoire XIII ne put qu'ébaucher, Sixte-Quint l'acheva, et les ambassadeurs du Japon durent, en reprenant la mer, s'avouer que les Jésuites ne les avaient pas trompés.

Le fils de Nobunanga cependant ne se soutenait qu'avec peine contre les lieutenants de son père; l'un d'eux, qui avait secondé Juste Ucondono, se mit en révolte ouverte et s'empara du trône; il se nommait Faxiba. Mais la victoire éveilla dans son cœur d'ambitieux désirs: ce nom vulgaire n'allait plus à son orgueil; il adopta celui de Taicosama, qui signifie grand seigneur. Le prince légitime n'avait pas su défendre sa couronne; il avait fui. Les Chrétiens, qui s'étaient sacrifiés pour lui, ne crurent pas devoir, par une guerre civile, plonger leurs compatriotes dans des calamités sans fin. Le Roi abdiquait ses droits; Juste Ucondono, Simon Condera et Augustin Tzucamindono, les chefs du parti catholique, firent leur soumission à l'usurpateur; cette soumission sans arrière-pensée consolida son trône. Taicosama leur en tint compte en favorisant la religion et les Jésuites. Ces événements signalèrent l'année 1583; la mort de Louis Almeida vint la terminer. Almeida n'était prêtre que depuis trois ans seulement; mais bien long-

Sa
réception
à Rome.

Taicosama et les
Chrétiens.

temps avant son élévation au sacerdoce il était entré dans la Compagnie, et avait fondé les Chrétiens de Facata, de Ximabara, de Cocinoux, d'Amacusa, de Funai et du Gotto.

L'Empereur du Japon s'entourait des généraux catholiques, ils possédaient sa confiance, il les plaçait à la tête de ses armées et de sa flotte. En 1585, le Père Coëglio, profitant de cet âge d'or, se présente à la cour; il demande à Taicosama l'autorisation de prêcher le Christ par tout le Japon. L'Empereur l'accueille avec respect et rédige un décret conforme à ses vœux; mais le prince, en habile politique, cherchait à faire tourner à son avantage les travaux des Jésuites. Afin de conquérir une paix éternelle, il rêvait de porter la guerre en Chine; il charge le Père Coëglio de lui obtenir des Européens quelques vaisseaux dont il a besoin pour son expédition. Coëglio n'avait rien à promettre; il se contente de remercier l'Empereur et d'user de son autorisation. Le Bungo, le Fingo et Amanguchi furent le théâtre sur lequel les Pères étendirent leurs conquêtes; les Catéchumènes naissaient à leur voix; mais, en 1587, le Roi d'Ormura, ce Barthélemy Sumitanda, qui, le premier, avait soumis ses passions à l'Evangile, mourait dans les sentiments les plus pieux. François Civandono, le vieux monarque de Bungo, le suivait dans la tombe, et, à son dernier soupir, il confessait encore le Dieu des Chrétiens. La protection de Taicosama fit oublier ces pertes; le Jésuite Coëglio, Provincial du Japon, était son ami; Taicosama lui accordait une confiance sans bornes.

Le bonze Jacuin et les femmes d'Arima.

Il ne régnait que depuis trois ans, et déjà le Christianisme avait pris un si prodigieux essor que, dans cet espace de temps, le nombre des néophytes avait doublé; on en comptait plus de deux cent mille, et parmi eux plusieurs rois ou princes avec les trois principaux ministres de l'Empereur. Nobunanga avait pros crit les Bonzes; Taicosama les immolait à son ambition. L'idolâtrie était menacée par les Jésuites; un événement malheureux les sauva. L'Empereur avait trois cents femmes dans son palais d'Ozaca; mais ce nombre de concubines ne suffisait pas à son luxe de voluptés. Un ancien Bonze, nommé Jacuin, était le pourvoyeur de ses plaisirs; Jacuin, en parcourant le royaume d'Arima, découvre deux chrétiennes jeunes et parfaitement belles. Pour les Japonaises c'était un honneur que d'avoir attiré l'attention du monarque; les néophytes seules regardaient cet honneur comme un crime. Jacuin connaissait cette différence dans les mœurs; cependant, au nom de Taicosama, il veut conduire les deux vierges au palais; ses prières, ses menaces sont repoussées. Jacuin est introduit auprès de l'Empereur, il lui fait part du refus qu'il a éprouvé. Le prince s'indigne, et le Bonze ajoute : « Cet affront que vous adressez les femmes d'Arima

retombe sur vous, sur vous qui protégez la chrétienne; c'est cette loi qui s'oppose à vos désirs. Bientôt, lorsque les Bonzes d'Euro auront affirmé leur pouvoir, vos désirs même les plus légitimes seront méprisés, comme la loi qui nous ordonne de respecter les bœufs, lorsque les Européens violent en mangeant de la chair sacrée. Ucondono protégé par les navires portugais, est le compétiteur que les Jésuites vous réservent, et vous périrez parce que vous l'aurez voulu, parce que le serpent réchauffé dans votre sein se retournera contre vous. »

Taicosama n'a pas besoin d'en entendre davantage : ordre est sur-le-champ donné. Ucondono d'abjurer le Christianisme, et au Père Coëglio de dire en vertu de quel titre il force les peuples à suivre des rites étrangers. Ucondono répond avec calme que l'exil et la mort l'effraient moins que l'apostasie. L'exil au Japon c'était la confiscation de tous les biens, l'attention continuelle du supplice et la proscription de sa famille, des amis, des clients même du condamné. Un caprice, encore inexplicable pour Ucondono, le privait en une seule nuit de toutes ses dignités, de toutes ses richesses; ce caprice entraînait dans son désastre sa femme, ses enfants et le vieux Darius, son père. Les amis d'Ucondono l'entourent, ils le pressent, ils le conjurent de dissimuler au moins pour quelques jours; ils lui disent que la colère de l'Empereur s'apaisera au souvenir de ses services. Ucondono reste inébranlable; il va porter lui-même cette nouvelle à sa famille; sa famille partage la joie du martyr, elle se félicite de ses malheurs. Hier ils étaient princes; aujourd'hui ils sont dépouillés de tout, et cependant ils n'ont qu'un des bénédictions à faire entendre. La route de l'exil est semée d'écueils; ils la prennent en souriant.

Le Père Coëglio et les Jésuites avaient une autre conduite à tenir; la mort les épouvantait beaucoup moins que la faveur des Rois idolâtres; mais ils assumaient sur leur salut éternel le salut de ces milliers de Catéchumènes qu'ils avaient convertis; il fallait donc les protéger ou, après avoir tout tenté pour leur assurer la paix, leur léguer l'exemple d'une sainte mort. La réponse de Coëglio à l'Empereur s'inspira de ce double sentiment. Taicosama ne leur accorda que vingt jours; ce temps écoulé, il déclara que le premier Jésuite rencontré au Japon subirait le supplice des traîtres. Coëglio était dans l'impossibilité d'obéir à ce commandement; il n'avait aucun vaisseau en partance, et la réunion immédiate des Pères disséminés dans l'intérieur des terres offrait plus d'une difficulté. La raison était péremptoire, Taicosama s'y rendit; mais il exigea que les Jésuites fussent gardés. Firando jusqu'au départ du plus prochain navire. Il notifia dans chaque ville l'édit d'interdiction du culte catholique, et il annonça à ses sujets

qu'il expulsait les missionnaires, parce qu'ils enseignaient la loi du démon, qu'ils mangeaient du bœuf et qu'ils détruisaient l'ancienne religion du pays. Le monarque venait, par un acte de sa volonté, d'anéantir toutes les espérances conçues. Il ne songea point seulement à assurer l'avenir contre les Jésuites; il fit un retour sur le passé, et il décréta la mort ou l'exil pour tout Japonais qui n'abjurerait pas le Christianisme. La position était embarrassante. Coëglio consulte les princes et les seigneurs catholiques : tous sont d'avis que les Pères doivent céder à l'Empereur, se rassembler à Firando, et que les néophytes feront sagement de s'abstenir de tout signe extérieur de religion, sans compromettre néanmoins la dignité de leur croyance.

Quand les Jésuites, à l'exception d'Organtini et de deux autres qui ne purent se résoudre à abandonner leurs Réductions, se virent réunis à Firando au nombre de cent dix-sept, on délibéra sur le parti qui restait à adopter. Fuir du Japon à la voix d'un homme, c'était replonger cet empire dans l'idolâtrie; désobéir aux ordres de Taicosama ouvrait l'ère des persécutions. Les jeunes gens, les catéchistes, les novices l'appelaient; mais les Pères hésitaient à exposer ainsi au danger tant d'âmes qui n'avaient jamais savouré que les douceurs de l'Evangile. Cependant l'ardeur triompha de la prudence; il fut décidé que les Jésuites demeureraient au Japon, se sacrifiant pour les Chrétiens qui allaient combattre pour Dieu. Au commencement de l'année 1588, le vaisseau attendu relâcha en rade de Firando.

Les Jésuites font part de leur résolution au capitaine; ce dernier profite d'un vent favorable, et il s'éloigne du port comme il y est entré. La fureur de Taicosama ne connut plus de bornes; les Pères ont méprisé son autorité : il commande de brûler ou de renverser les deux cent quarante églises qui s'élevaient au Japon. Soixante-dix seulement tombèrent; car dans beaucoup de provinces le nombre des fidèles était assez considérable pour inspirer des craintes. Simon Condera et Augustin Tzucamindono n'avaient point partagé la disgrâce de Juste Ucondono; l'Empereur venait de faire un exemple, il n'osa pas se priver des lumières et du courage de ses plus sages ministres. Leur constance était inébranlable; on espéra que leurs efforts, joints aux prières de la famille impériale, apaiseraient la colère de Taicosama; mais Joscimond, souverain de Bungo, qui avait offert aux Jésuites un asile dans son royaume, ne tarda pas à se repentir de sa générosité. Il craignit d'attirer sur sa tête le ressentiment du suzerain, et, après avoir banni les cinq Pères qu'il avait demandés, il apostasia. L'apostasie du prince enfanta la persécution. Les nobles de Bungo étaient unis par une communauté de sentiments catholiques; Joscimond recula devant

cette union, et, pour offrir à l'Empereur un témoignage de son zèle, il fit périr deux hommes obscurs, Joachim Namura et Joram Nacama : ce sont les premiers martyrs de l'Eglise du Japon.

Les deux premiers martyrs japonais.

Comme si la parole de Tertullien devait se réaliser au delà des mers aussi bien que dans la Rome des Césars, le sang des martyrs formait encore au Japon une semence de Chrétiens. Deux ont donné leur vie en confirmation de leur Foi; des milliers d'autres sollicitent et reçoivent le baptême dans les royaumes d'Arima et d'Amacua. En 1590, les monarques eux-mêmes suivent cet exemple, et, malgré les menaces de Taicosama, ils proclament qu'ils défendront jusqu'à la mort la religion que les Jésuites leur révélèrent. Sur ces entrefaites, le Père Coëglio mourait, et Gomez était nommé son successeur. Mais un homme qui allait exercer une influence plus déterminante sur les affaires du Japon apparaissait alors. Cet homme était le Père Alexandre Valignani; il ramène dans leur patrie les ambassadeurs que les princes chrétiens lui confient pour porter aux pieds du Père commun l'hommage de leur vénération filiale; il les ramène pleins des merveilles qu'ils ont admirées en Europe. Valignani avait su à Goa les révolutions dont le Japon était le théâtre et les dispositions que manifestait Taicosama. Afin de les conjurer, le Jésuite s'était fait investir d'un titre diplomatique : il demandait à être reçu par l'Empereur en qualité d'ambassadeur du vice-roi des Indes. L'orgueil de Taicosama fut flatté de cette distinction; mais les Bonzes qui l'entourent lui insinuent que c'est un subterfuge, et que le Jésuite ne veut paraître à ses yeux que pour profiter du bénéfice de la loi. La loi disait que tout condamné admis à l'audience impériale se trouvait par le fait seul gracié avec sa famille et ses amis. La réhabilitation des Chrétiens était en germe dans cette entrevue; les Bonzes s'efforcèrent de la faire ajourner. Ce retard permit à Valignani et aux ambassadeurs japonais de parcourir le pays. L'un raviva le courage des néophytes, les autres racontent les choses prodigieuses dont ils ont été les témoins.

Taicosama avait appris enfin par le rapport des marchands portugais que Valignani était réellement le ministre du vice-roi des Indes : il consentit à le recevoir, mais à la condition qu'il ne lui parlerait que d'affaires politiques ou commerciales. Le 3 mars 1594, le Jésuite diplomate arriva dans une riche litière : il était précédé des dons offerts à l'Empereur, puis des quatre Japonais revenus d'Europe, qui étaient aux yeux de la foule éblouie les splendides vêtements à l'européenne dont le Pape Grégoire XIII leur avait fait présent. Le Père Organtini et un autre Jésuite fermaient le cortège avec les Portugais. Taicosama était assis sur un trône étincelant de pierreries; sa cour, composée de rois,

Valignani, de retour au Japon, se présente comme ambassadeur du vice-roi des Indes.

Sa réception au palais de Taicosama.

de princes et de Bonzes, foulait aux pieds ces magnifiques tapis du Japon, qui font encore l'admiration et le désespoir des artistes. Valignani, couvert de son humble soutane, gravit les premiers degrés du trône, il salua l'Empereur et lui remet les lettres d'Edouard Menez, le vice-roi. Elles contenaient un si pompeux éloge de sa puissance et des récits que les Pères de la Compagnie en ont faits aux Indes et en Europe, que Taicosama, vaincu, s'engage à tolérer les Missionnaires ; mais il ne veut pas de culte public, pas de prédication, « car, ajoute-t-il, le Christianisme a autour de moi d'ardents ennemis. » Taicosama disait vrai et les Jésuites ne l'ignoraient pas. Les quatre ambassadeurs du Japon avaient terminé leur mission diplomatique ; ils demandaient à entrer dans la Compagnie : le Père Valignani les y admit, et, tous ensemble, ils commencèrent une nouvelle vie. Le terrain était miné sous leurs pas ; il fallait procéder dans l'ombre, presque à la dérobée, soumettre aux exigences de l'Empereur, chercher à lui complaire, et maintenir dans la Foi les Catéchumènes qui se félicitaient d'entrevoir le martyre. A la faveur de sa dignité diplomatique, Valignani avait plus de liberté ; il en usa pour visiter les églises ; puis, au mois de février 1592, il partit, laissant au Père Gomez la direction de ces résidences proscrites.

Les
Jésuites
en Corée.

Depuis longtemps Taicosama méditait la conquête de la Chine. Les Coréens refusèrent passage à ses armées ; il leur déclara la guerre. Augustin Tzucamindono était son général ; il conduisit avec lui deux Jésuites. Ce furent eux qui, à la faveur de cette guerre, jetèrent les premières semences de Foi dans la Corée.

Le roi
de
Firando
fait em-
poison-
ner cinq
Jésuites.

L'exemple de Taicosama encourageait la haine des princes adversaires de la Religion. Le roi de Firando ne se contenta pas d'être injuste, il devint cruel ; mais le nombre des Fidèles était si considérable dans ses Etats qu'il n'y avait pas possibilité d'organiser la persécution. Le roi de Firando crut qu'en faisant mourir secrètement les Jésuites, il lasserait, leur zèle ; le Père Carrioni et le Père Mantel sont empoisonnés ; ils expirent dans d'indécibles douleurs. Georges Carvalho et Joseph Furnalett leur succèdent ; la même mort les atteint. Un cinquième, dont les annales de la Compagnie n'ont pas gardé le nom, périt encore empoisonné. Cette persévérance dans le crime ne décourage pas les Jésuites.

Bulle du
pape
Grégoire
XIII
pour dé-
fendre
aux au-
tres
Ordres
religieux
l'entrée
du
Japon.

François Xavier avait légué le Japon au Christianisme. D'autres Pères étaient accourus à sa suite, et l'un de ses premiers Catéchumènes, le Frère Laurent, dont l'éloquence égale presque la vertu, mourait dans l'année 1592. Le Japon était une conquête de la Compagnie ; cependant, en 1593, elle appelle les Missionnaires des autres Ordres à son secours. La moisson était si abondante qu'elle voulait y faire participer ses frères en religion. Aquaviva, le

Général de la Société de Jésus, avait déposé la requête aux pieds de Grégoire XIII ; ce Pontife ne crut pas devoir obtempérer à un pareil vœu, et, par une bulle du 28 janvier 1585, exprima sa pensée en ces termes :

« Quoique le Japon soit fort étendu et demande un grand, et même un très-grand nombre d'ouvriers ; cependant, parce que le fruit des travaux dépend moins du nombre des ouvriers que de la manière de traiter et d'instruire, et de la connaissance du caractère de cette nation, l'on doit bien prendre garde de permettre indistinctement que de nouveaux ouvriers s'introduisent en ce pays ; car la nouveauté et la différence de leur genre d'agir pourraient causer une surprise nuisible et dangereuse à ces peuples et empêcher ou du moins troubler l'œuvre de Dieu. C'est pourquoi, considérant que jusqu'ici aucuns prêtres, hors ceux de la Compagnie de Jésus, n'ont pénétré dans les îles du Japon ; que les seuls prêtres de la Compagnie de Jésus ont été les propagateurs, les docteurs et comme les Pères de la Foi parmi ces nations, et qu'en retour ces peuples ont accordé à cette Compagnie et à ses membres une singulière confiance, piété filiale et respect ; nous, pour le plus grand avancement de leur salut et pour que cette union et ce lien d'amour persévère ferme et intact, de notre propre mouvement et de notre science certaine, nous interdisons et défendons : à tous Patriarches, Archevêques, Evêques, même de la province de Chine et du Japon, sous les peines d'interdit ecclésiastique et de suspension de l'entrée à l'Eglise et de l'exercice des fonctions pontificales ; et à tous Prêtres, Clercs et ministres ecclésiastiques, séculiers et réguliers, de quelque état, ordre et condition qu'ils soient, à l'exception des Religieux de la Compagnie de Jésus, sous peine d'excommunication majeure, dont ils ne pourront être absous que par le Pontife romain ou à l'article de la mort, peine à encourir par le seul fait ; nous leur interdisons, dis-je, et défendons d'oser, sans une permission expresse de nous ou du Siège Apostolique, partir pour les îles et royaumes du Japon, dans l'intention d'y prêcher l'Evangile ou d'y enseigner la doctrine chrétienne, ou d'administrer les sacrements, ou d'y exercer quelques autres fonctions ecclésiastiques que ce soit.

Cette bulle a souvent été reprochée aux Jésuites comme une espèce de pacte fait avec Grégoire XIII au profit de l'Ordre de Jésus d'abord, et des Portugais ensuite, qui, seuls, avaient les franchises commerciales dans les cités maritimes. Des accusations de plus d'une sorte ont été dirigées par les Espagnols contre l'exclusion du reste des Européens. Philippe II, par un décret, a pris soin de venger les Pères ; il défendit en effet à tout missionnaire de sortir des îles Philippines ou des Indes Occidentales pour se rendre au Japon, dans le dessein d'y propager

l'Evangile, et il fit signifier à tous ses gouverneurs dans l'Orient la bulle de Grégoire XIII.

Les persécutions de Taicosama et celles du Roi de Firando étaient connues aux Philippines ; le bruit s'y répandait que les Jésuites expulsés ou massacrés laissaient les Chrétiens sans secours ; on apprenait qu'ils imploraient l'aide des autres corporations. Les marchands espagnols connaissaient mieux que les Franciscains la situation des choses ; mais ils avaient des intérêts de négoce et de rivalité engagés dans la question. Ils persuadèrent aux Franciscains établis dans les Philippines que les Jésuites n'existaient plus au Japon, et que, par conséquent, la bulle du Pape et l'édit du Roi se voyaient frappés de nullité par le fait seul des événements. Le gouverneur des Philippines tombe dans le piège ; il y fait tomber le Père Jean-Baptiste, commissaire des Franciscains. Une ambassade espagnole est préparée : elle se compose d'un Portugais, Pierre Gonzalve de Carvajal¹, du Père Jean-Baptiste, et de trois autres Franciscains. Le 49 juin 4593, elle arrive au Japon. La discrétion des Jésuites, le mystère peut-être dont ils s'entouraient, avaient été un stimulant. Le Japon possédait cent vingt-six Pères, dont deux seulement, Organtini et Rodriguez, pouvaient se montrer en public avec le costume de leur Ordre ; les autres étaient proscrits, mais la proscription avait enfanté des sectateurs. On tentait de nouvelles excursions dans les royaumes de Boari, de Mino, de Canga, de Noto et de Jetchu ; ces excursions étaient heureuses. Sous la protection du général Tzucamindono, le collège d'Amacusa prospérait, et le séminaire de Facinara prenait de rapides accroissements.

Les Franciscains furent bien étonnés d'avoir été ainsi trompés ; mais ils avaient pris pied sur un sol fertile en prodiges religieux, ils ne purent se résoudre à la retraite sans l'avoir cultivé de leurs mains. A la faveur d'un titre diplomatique, ils commencèrent par célébrer publiquement les saints mystères. Ils étaient dans un empire dont les chefs et les Bonzes se révélaient astucieux et défiants ; ils ne surent point faire assez la part du zèle, ils n'écoutèrent pas les conseils des Jésuites. La mission du Japon était si peu abandonnée par les Pères que leur colonie se renforça, en 4596, de plusieurs ouvriers, parmi lesquels on comptait Charles de Spinola, fils unique du comte Octave de Spinola, grand-écuyer de l'Empereur Rodolphe, et de Jérôme de Angelis. La même année, le Père Pierre Martinez, évêque nommé du Japon, prenait possession de son siège ; il était accueilli avec égards par l'Empereur, tout fier de recevoir le grand-prêtre des Chrétiens.

Au moment où la seconde persécution de Taicosama va commencer, il est bon d'en indi-

quer les causes. Les adversaires de la Compagnie de Jésus avaient depuis longtemps jeté un œil de convoitise sur ces florissantes Chrétientés. Impuissants à créer avec d'aussi faibles moyens qu'elle, ils dénaturaient les résultats obtenus ; ou, lorsque le succès était évident, ils accusaient les Jésuites d'une ambition que leur avidité pouvait seule surpasser : ils disaient en Europe et aux Indes que c'était à ces motifs qu'on attribuait l'intolérance des princes.

Taicosama, comme tous les despotes, était jaloux de son autorité ; il craignait de la partager, il redoutait de voir des prêtres étrangers prendre sur l'esprit de ses peuples une influence qui, à la longue, contrebalancerait la sienne. Taicosama était assez habile pour s'avouer qu'une fois le Japon chrétien, il serait forcé de faire des concessions à ses sujets, ne cessant alors de tourner leurs regards vers l'Occident. Cette inquiétude alarmait sa sécurité, et ce fut elle, sans aucun doute, qui engagea l'Empereur à adopter des mesures coercitives. Les Jésuites, il est vrai, exerçaient une grande action sur les rois, sur les généraux et sur les masses, qui se précipitaient dans le Christianisme comme vers un asile de repos et de salut. Cette action s'étendait aux Portugais, qui, la tête fumante encore des souvenirs d'Albuquerque, ne demandaient pas mieux que d'associer la Religion à leurs conquêtes ; la Religion ouvrait ainsi des débouchés à leur commerce. Dans un empire si fécond en révolutions, Taicosama, qui était le produit de la dernière, avait donc lieu de croire qu'une nouvelle pourrait s'opérer au profit d'un Chrétien par les Portugais, alliés des Jésuites. Dans sa pensée il espéra calmer ses terreurs en limitant le nombre des catéchumènes et en tenant les missionnaires sous le coup d'un interdit. Il les proscrivit officiellement ; mais en secret il les laissa agir, s'occupant à surveiller leurs démarches et à tenter la fidélité des néophytes par des vexations isolées : cette fidélité ne se démentit pas. Ucondono, toujours exilé, ne prêchait à ses amis que la soumission : ses amis, qui entouraient le trône, qui disposaient de l'armée, de la flotte et des finances, continuèrent de servir Taicosama avec zèle. L'Empereur se rassura peu à peu et sentit ses soupçons se dissiper. L'autorité des Jésuites ne lui parut plus aussi dangereuse : il vit qu'ils ne l'avaient acquise, qu'ils ne la conservaient que par des mobiles étrangers à ses desseins, et que, dans son intérêt même, il était utile de la leur laisser exercer, puisque l'Evangile portait à l'obéissance. Avec les deux cent mille Chrétiens qu'ils entraînaient à leur suite, les Pères, frappés de proscription, n'avaient pas eu l'idée d'en appeler aux armes ; les généraux Tzucamindono et Condera, qui connaissaient de quelle manière Taicosama était parvenu au trône, n'avaient point songé à tirer l'épée contre lui : Taicosama

Influence
et riches-
se des
Jésuites.

(1) Le Portugal dépendait alors de l'Espagne.

jugea que le Christianisme n'était pas hostile à son pouvoir, et que l'autorité des Jésuites lui devenait même favorable.

La source de leurs trésors prétendus était aussi notoire que celle de leur influence. Au Japon, les princes et les seigneurs sont riches, mais il faut qu'à des époques déterminées ils offrent à l'Empereur de magnifiques présents, qu'ils soutiennent à leurs frais les guerres qu'ils s'intendent ou celles que leur suzerain a décidées. Malgré ces causes d'épuisement, il y aurait eu pour les Jésuites plus d'une route ouverte à l'opulence; mais les Bonzes faisaient consister leur piété à rançonner le peuple, ils s'enrichissaient de ses dépouilles. Afin d'établir entre la Religion du Christ et l'Idolâtrie une comparaison qui pût frapper tous les esprits, les Jésuites s'astreignirent à ne rien recevoir des indigènes. Pour entretenir cent vingt-six Missionnaires, pour ériger des églises, pour couvrir les frais de voyages continuels à travers les mers, ils n'eurent recours qu'aux subsides du Saint-Siège et des monarches catholiques. L'argent destiné aux Missions passait par tant de mains avant de leur être compté que les Pères n'en touchaient qu'une partie, encore cette partie se trouvait-elle dépréciée par le change et le cours des valeurs. On s'avisa d'un expédient. Les Jésuites demandèrent à Philippe II que les subsides accordés pour les Missions fussent payés en marchandises. Un édit de François Mascarenhas, vice-roi des Indes, statua, du consentement des Portugais, que des six cents ballots de soie exportés chaque année de Macao au Japon, cinquante seraient vendus au profit des Missionnaires, et que le prix intégral leur en serait délivré. Les Pères ne négociaient pas, ils recevaient seulement des marchands la valeur des soies; ce n'était pas un commerce, encore moins un trafic. Le Pape, consulté, approuva la transaction dans ce sens-là.

Une objection plus sérieuse leur a été adressée, à eux et à tout le clergé régulier. Il a été dit que les Ordres religieux étaient seuls capables de forcer la tranchée des Missions; mais qu'une fois la brèche faite, ils ne savaient pas consolider leur œuvre. Ramenant tout à la gloire exclusive de leur Institut, ils laissaient périr la Mission, en ne sachant pas ou en ne voulant pas créer un épiscopat et un clergé indigènes.

Depuis que le Saint-Siège a organisé sur une échelle la propagation de la Foi et qu'il a pu mûrir ses desseins, les réformer ou les agrandir par l'expérience de tous les jours, nous croyons qu'il est plus apte que personne pour savoir les besoins et les remèdes. Lui seul est en position d'apprécier ce qu'il importe de faire, lui seul peut le tenter avec succès; car, de Rome, il embrasse tout son système de Missions, que le Missionnaire le plus actif ne peut connaître que sur un cadre très-restreint. Le Saint-Siège avait,

et il a encore, un plan arrêté, dont il ne s'écarte que le moins possible. Les sociétés vouées à la diffusion du Christianisme n'en dévient pas; et qu'il soit défectueux sur un point, sujet à inconvénients sur un autre, — ce qui n'est ni démontré ni probable, — il en résultera néanmoins qu'il vaut mieux s'attacher à le développer que de se jeter à corps perdu dans la voie des innovations. En toute espèce de gouvernements ou d'affaires, un plan même mauvais, mais suivi avec persévérance, abonde en heureux fruits; tandis que le bien ne naîtra jamais d'un ensemble de projets sans unité, ici offerts par le zèle privé, là mis en ébullition par des passions rivales.

Un clergé séculier ne s'improvise pas aussi rapidement dans la pratique que dans la théorie. Avant de confier la garde du troupeau à un berger, il faut avoir éprouvé sa vigilance, il faut, par une longue étude des mœurs locales et des caractères, savoir si les indigènes sont capables d'instruire les autres et de les conduire dans les voies du salut. Les Japonais faisaient d'excellents néophytes; ils avaient de l'intelligence, de la bonne volonté, une foi ardente; mais nous croyons que cela ne suffisait pas pour évoquer parmi eux une pépinière de prêtres. Un clergé national ne peut se former que lorsque l'Evangile a pris de profondes racines, que lorsqu'il est entré dans les mœurs, dans les lois, dans la civilisation même du pays. Il y a une maturité, une plénitude de l'âge qu'il est nécessaire d'atteindre avant de féconder le germe sacerdotal chez des nations longtemps infidèles ou sauvages, et que la dégénération frappe au moment même où on les croyait en progrès.

Les Ordres religieux et les Jésuites suivirent la marche ascendante que les Apôtres leur avaient tracée. Ils ne voulurent pas exposer l'épiscopat au mépris des populations en le conférant à des hommes dont ils n'étaient pas aussi sûrs que d'eux-mêmes. Les Ordres religieux se renouvelaient avec tant de facilité, la Compagnie de Jésus prenait de si rapides accroissements, qu'il a bien été permis au Saint-Siège d'étudier à fond la question et de ne la résoudre que partiellement comme les Jésuites l'avaient comprise, en introduisant dans leur Société les régnicoles, qui, par là, créaient au sein de leur patrie une génération ecclésiastique.

Les choses étaient dans cette situation lorsque de nouveaux événements jetèrent le trouble au milieu des Chrétientés japonaises. Les Franciscains s'étaient servis de deux indigènes, nommés Faranda et Faxeda, comme introducteurs auprès de l'Empereur. Les Franciscains souhaitaient d'être favorablement accueillis. Soit trahison, soit désir de recevoir un plus riche salaire, leurs interprètes dénaturèrent la lettre du gouverneur des Philippines à Taicosama. Ils lui apprirent qu'en attendant la réponse du roi

Pourquoi
n'y avait-
il pas de
clergé
indigène?

d'Espagne, son maître, ce gouverneur se déclarait vassal et tributaire du Japon. L'orgueil de Taicosoma fut si doucement flatté qu'il laissa toute latitude aux Franciscains chargés de l'heureuse dépêche; mais à peine surent-ils les premiers rudiments de la langue qu'ils s'expliquèrent le véritable sens de cette dépêche. Faranda et Faxeda étaient nécessaires à l'Empereur. Ils voient l'orage s'amonceler sur leurs têtes; ils le détournent en disant qu'ils ont été trompés par les Franciscains, et que, sous prétexte d'honorer Taicosoma, ces Religieux ne sont venus que pour augmenter le nombre déjà inquiétant des Chrétiens. Les défiances de l'Empereur se réveillèrent; l'imprudente jactance d'un Espagnol leur donna une fatale surexcitation.

Au mois de juillet 1596, un galion, faisant voile de Manille à la Nouvelle-Espagne, se perdit sur les côtes de Nippon. D'après la loi du pays, tous les biens des naufragés appartiennent au monarque par le droit de la tempête. La cargaison fut saisie. Les matelots se trouvaient sans ressources; le Père Gomez leur fournit des vivres, il reçut les malades au Collège de Nangasaki, et l'Evêque du Japon entretenait les autres jusqu'au moment où, après avoir construit un nouveau navire, ils pourraient reprendre la mer. Quelques cartes géographiques s'étaient rencontrées à bord. Un courtisan de Taicosoma les étudia, puis il demanda au pilote espagnol de qui dépendent tous les royaumes gravés sur une de ces cartes. Le pilote répond : « De mon Roi. — Et comment a-t-il pu, continue le courtisan, se rendre maître de tant de contrées en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique? — Par les armes et par la Religion, s'écrie le marin dans un accès d'orgueil espagnol; nos prêtres nous précèdent et nous préparent les voies. Ils convertissent les nations au Christianisme; après, ce n'est plus pour nous qu'un jeu de les soumettre à notre autorité. »

Ce mot fatal rapporté à l'Empereur devint pour lui un trait de lumière. Il signa l'ordre d'arrêter tous les Bonzes européens à Ozaca et à Meaco; six Franciscains et trois Jésuites sont emprisonnés. Le 3 février 1597, ils payaient de leur vie l'imprudence du pilote.

« Parce que ces hommes, dit la sentence, arrivés ici des Philippines sous le nom d'ambassadeurs, ont prêché contre notre défense la loi chrétienne, bâti des églises et abusé de nos bienfaits, nous ordonnons qu'ils soient suppliciés avec les Japonais qui ont embrassé leur religion. Ils seront crucifiés à Nangasaki, et nous défendons de nouveau cette loi, voulant que tout le monde le sache. Quiconque contreviendra à notre défense sera puni de mort avec toute sa famille. Le 20^e de la 11^e lune. »

Au moment de l'exécution, le Jésuite Paul Miki se jeta au cou des Franciscains, il les remercia avec des larmes de joie de lui avoir

procuré la mort du Christ : elle vint pour lui, pour ses frères, pour les Franciscains et pour les Japonais; tous l'acceptèrent en martyrs. Taicosoma avait espéré que ces supplices intimideraient les Missionnaires et les fidèles; à l'enthousiasme qu'il régna parmi eux il s'aperçut de son erreur. Les néophytes appelaient la persécution de tous leurs vœux : Taicosoma ne la fit pas attendre. Le Père Louis Froëz, l'un des plus laborieux ouvriers de ces Réductions, mourait de vieillesse à Nangasaki. Taicosoma, le même jour, décrète le bannissement des Jésuites. A peine cet ordre est-il publié que le Père Valignani apparaît à la côte; il est accompagné de neuf Jésuites ainsi que du Père Cerqueyra, coadjuteur de l'évêque du Japon, et qui va lui succéder immédiatement; car, en 1598, Pierre Martinez expira dans la traversée.

C'était la seconde fois que le Père Valignani débarquait au Japon pour conjurer l'orage; il était si aimé et si respecté que sa vue seule calma l'Empereur. Le 15 septembre 1598, Taicosoma mourut à l'âge de soixante-quatre ans. Le Père Rodriguez, un Jésuite qu'il affectionnait, et qui, avec le Père Organtini, exerçait une véritable influence sur lui, l'entretint longtemps à sa dernière heure; mais il ne put dompter cet esprit rebelle à la grâce. Taicosoma laissait pour héritier un orphelin de six ans; la régence fut confiée à Daifu, l'un des Rois du Japon; il prit aussitôt le titre de Daifusama. Son autorité était mal établie; il avait de vastes projets à réaliser : le Père Valignani n'eut donc pas de peine à lui faire comprendre qu'il fallait protéger les Chrétiens.

Le Roi de Firando avait connu la colère de Taicosoma : il en prit texte pour s'acharner sur les Catéchumènes, dont il était l'irréconciliable ennemi. Les Chrétiens émigrent, ils accourent en foule à Nangasaki; le gouverneur était parent du Roi de Firando : il refuse un abri à ces familles exilées. Valignani déclare qu'il les prend toutes sous sa protection, et que, malgré le ressentiment du gouverneur, les Jésuites se dévoueront pour leurs frères. Pendant ce temps, la noblesse de Firando ne souffrait qu'avec impatience le joug de son prince, elle se lève en masse. L'insurrection court aux armes; mais les Jésuites font entendre une voix pacifique : ils démontrent à ces hardis Catéchumènes que ce n'est pas dans les combats que l'on recueille la couronne du martyre. Leur voix est entendue; les néophytes jettent l'épée, ils saisissent leurs rosaires, et, en face de l'armée royale qu'ils bravaient tout à l'heure, ils prient en silence. A la désertion des uns, à la résistance des autres, à la soumission de tous, le Roi de Firando s'aperçut qu'il n'était plus le maître du cœur de ses sujets, et que la persécution ne changerait rien à cet état de choses : la persécution est ajournée.

Le père
Valignani.

Mort de
Taicosoma.

Insurrection
à Firando
apaisée
par les
Jésuites.

Mort
d'Augustin
Tzucamindo-
no.

L'année 1599 fut féconde sur la terre du Japon ; le sang des Chrétiens l'avait arrosée ; il multiplia tellement les fidèles que soixante-dix mille indigènes se soumirent à l'Evangile, et que, plus d'une fois, dit-on, le Père Baëza fut obligé de se faire soutenir les bras pour continuer l'administration du Baptême au milieu de l'épuisement de ses forces. Cependant Daifusama aspirait au trône impérial, il allait l'usurper : la noblesse se ligue contre lui ; mais des divisions intestines éclatent parmi ces ambitions rivales. Daifusama épie le moment propice, il fond sur leur armée, la défait, et, pour grandir sa victoire, il s'empare du titre de Cubosama. Augustin Tzucamindono avait suivi la bannière levée contre l'usurpateur ; couvert de blessures pendant l'action, il refusa après la bataille de profiter du privilège des princes vaincus, et de se fendre le ventre pour s'arracher au spectacle de sa défaite : Daifusama lui fit trancher la tête, et le Chrétien mourut en héros.

Daifusama
empereur et
le père
Organtini.

Cette mort ne changea rien aux intentions du nouvel Empereur : il avait des néophytes autour de lui comme dans le camp opposé ; il continua à se montrer favorable à la Religion. Dans le partage des royaumes qu'il fit à ceux qui sortaient de combattre pour lui, il n'oublia pas les Catholiques. Cette substitution de monarques permit aux Jésuites de faire pénétrer l'Evangile sur de nouveaux points. En 1603, le Fingo, l'ancien apanage de Tzucamindono, comptait plus de cent mille néophytes. Le prince qui succédait à Augustin devait sa fortune aux Bonzes ; il leur témoigna sa reconnaissance en faisant des martyrs. Les Jésuites pouvaient craindre qu'un bonheur trop constant n'eût affaibli les ressorts de la Foi dans ce peuple longtemps gouverné par un Chrétien ; sous divers déguisements ils pénétrèrent dans le Fingo, ils y restèrent.

Politique
de ce
prince à
l'égard
des
Jésuites.

Le Père Organtini entretenait fréquemment Daifusama : Daifusama était usurpateur ; il devait chercher à capter la confiance des uns et à endormir le zèle des autres. Ne croyant qu'à l'égoïsme, comme tous ceux qui l'ont précédé ou qui le suivront dans cette voie, il ne s'agissait pour lui que de tromper et de gagner du temps. Le Christianisme était redoutable au Japon ; Daifusama le servit : il laissa bâtir des églises ; on en construisit même à Méaco : mais, en 1603, les Français et les Espagnols, qui ne cessaient de convoiter cet immense empire, abordent encore à Nangasaki avec d'imprudentes promesses. Daifusama interroge les Espagnols ; après avoir appris d'eux que, cette année-là même, il est venu de la métropole beaucoup de navires chargés d'armes et de soldats : « Pourquoi tant de soldats et d'armes ? » leur demande-t-il. Les Espagnols répondent : « Pour soumettre les Moluques à l'Espagne. » Ce mot fait revivre dans la mémoire de Daifu-

sama les paroles qui furent si fatales au Christianisme huit années auparavant. Comme son prédécesseur, il croit que, par le moyen de l'Evangile, les Européens ne cherchent qu'à jeter sur des terres nouvelles. Aussitôt il mande au gouverneur de Nangasaki de repousser son rivage tous les Espagnols. Valignani n'était plus là pour s'opposer à de pareilles mesures. Le 20 janvier 1606, ce Père, dont le nom est inséparable de l'histoire du Japon, et qui, par sa force de courage ainsi que de vertu, avait su prendre sur ces peuples et sur leurs Rois un ascendant si extraordinaire, expirait à Méaco dans la soixante-neuvième année de son âge. Au récit de la mort de Valignani, à la dernière prière que le Jésuite lui adresse, Daifusama suspend comme à regret les efforts de son courroux ; il laisse son fils Xogun accorder aux Missionnaires la permission de prêcher dans ses Etats ; il témoigne même le désir de voir le Jésuite Louis Cerqueyra, évêque du Japon. Cerqueyra et le Père Spinola lui expliquent la situation des Chrétiens ; le prince leur promet son appui. L'évêque et Spinola en éprouvaient le besoin ; car déjà ils avaient entrepris l'œuvre la plus difficile des missions : ils créaient un clergé indigène, et les cinq paroisses de Nangasaki étaient administrées par des prêtres japonais. Une académie s'y établissait, et on y enseignait publiquement la physique et l'astronomie. Dans le même temps, Organtini, que le trépas allait frapper, mettait la dernière main à ses actes de charité. Le Jésuite s'occupait beaucoup moins de science que d'humanité ; il avait vu qu'au Japon comme en Chine les familles égorgeaient ou noyaient les petits enfants qu'elles ne se croyaient pas dans la possibilité de nourrir. Organtini les avait adoptés ; il les recueillait, il les baptisait, il les confiait à des nourrices chrétiennes, il en devenait le père ; il fondait au Japon des hospices d'enfants trouvés, devant ainsi saint Vincent de Paul ; il se faisait le garde-malade des lépreux. Pendant quarante-deux ans il vécut de cette sorte, remplissant l'empire du bruit de ses travaux apostoliques, jusqu'au jour où, le 7 avril 1609, la mort lui accorda la seule récompense qu'il ambitionnait sur la terre.

Trois ans s'écoulèrent dans ces vicissitudes. Le Christianisme faisait des progrès ; mais, dans l'esprit de Daifusama, ces progrès étaient autant d'indices accusateurs. En 1612, l'Empereur n'eut plus besoin de chercher des preuves ; un Anglican et un Protestant hollandais lui en fournirent autant qu'il en désira. Les Protestants de tous les pays et de toutes les sectes, l'amiral Coligny lui-même, avaient essayé de faire concurrence aux Jésuites ; mais ils sentirent bientôt l'inutilité de la lutte. Ne pouvant les surpasser ou les égarer en zèle et en industrieuse charité, ils les égorgèrent d'abord sur les mers ; puis, ces sanglantes exécutions n'at-

teignant pas le but des Calvinistes, ils semèrent la discorde entre le troupeau et le pasteur. Ils étaient impuissants pour convertir à la civilisation et à l'Evangile tous ces peuples dont les Jésuites faisaient la conquête, ils voulurent par la calomnie réduire l'Eglise Romaine à la même impuissance.

Le Vice-Roi de la Nouvelle-Espagne avait envoyé à la cour de Daifusama un ambassadeur chargé d'offrir des conditions de commerce entre le Japon et le Mexique. Le vaisseau qui avait apporté l'ambassadeur sondait la côte pour se procurer un bon mouillage; l'Empereur demanda au capitaine anglais ce que signifie cette opération. L'Anglais voit jour à perdre d'un seul coup la Religion catholique et le commerce d'un peuple rival : il déclare que sonder les ports est regardé en Europe comme un acte d'hostilité. « Les Espagnols, ajoute-t-il, ont de mauvais desseins sur cet empire; c'est une nation ambitieuse, insatiable, qui veut dominer partout, et les Jésuites sont les émissaires, les espions qu'elle envoie comme ses précurseurs. Les Jésuites sont chassés d'Angleterre, d'Allemagne, de Pologne et de Hollande pour ces motifs, et la religion qu'ils enseignent n'est pas même la véritable. »

Il n'en fallait pas tant à Daifusama : il désigne aussitôt quatorze des plus illustres familles, et il leur intime l'ordre de choisir entre l'exil et l'abjuration. Les quatorze familles prennent la route de l'exil. Daifusama sait depuis longtemps que Michel, fils de Protais, Roi d'Arima, est impatient de succéder à son père; il lui donne l'investiture du trône, à condition qu'il poursuivra sans relâche les Catéchumènes. Michel était chrétien, il apostasia; après s'être emparé de son vieux père, il lui propose de se tuer lui-même ou de recevoir la mort de la main du bourreau. Les amis de Protais veulent fondre sur les soldats de Michel; Protais les arrête : il se livre aux exécuteurs; il meurt en pardonnant à son fils, il meurt chrétien. Un parricide commençait dans l'Arima l'ère du martyre, le sang ne cessera plus d'être versé qu'à de rares intervalles. Les croix, les églises croulent de tous côtés. Michel veut se voir tête à tête avec ses sujets; il espère que, si les Jésuites ne sont plus là pour les animer, leur courage faiblira dans les tourments. Le prince ordonne aux Pères de sortir du royaume : quelques-uns obéissent, afin de mettre ses soupçons en défaut; les autres se cachent parmi les néophytes, ils les fortifient à l'heure du péril. Alors Michel fait comparaître devant son trône le prince Thomas et sa famille. Thomas était la gloire de l'armée par ses exploits, l'honneur de l'Eglise par ses vertus. Le monarque le flatte, il le menace. « Un soldat qui abandonne le drapeau de son Roi est un lâche, s'écrie Thomas; Chrétien, je marche sous la bannière du Christ; le Japon ne verra

jamais en moi un lâche ou un traître. » Ce fut son arrêt de mort et celui de toute sa famille. Le Roi d'Arima mande à l'Empereur qu'il a sévi contre les Chrétiens; l'Empereur l'encourage. Pour se débarrasser des inquiétudes que ses frères pouvaient plus tard susciter à son ambition, il donne ordre de les tuer tous. Le plus âgé n'avait pas huit ans : la précoce intelligence de ces martyrs au berceau leur fit conjecturer le sort qui les attendait; pendant quarante jours ces enfants s'y préparèrent par le jeûne et par la prière.

Les Jésuites conçurent l'idée d'attacher une espèce d'aurole humaine à ces néophytes que menaçaient les décrets de l'Empereur. Ils établirent une confrérie de martyrs à Arima; de ce royaume, ils la répandirent dans tout le Japon. Cette association avait pour but de préserver de la défection les dévouements catholiques; elle faisait envisager la torture, l'exil et la mort comme la récompense de la vertu. Les Japonais s'engrêmaient pour mourir, ils se plaçaient sur la route du martyre. En face des bourreaux, ce fut le seul acte de résistance que conseillèrent les Pères, le seul que fit ce peuple exposant sa vie pour ne pas apostasier. Jusqu'à ce jour Daifusama et le roi Michel avaient épargné les Jésuites parce qu'on avait besoin des Portugais pour le commerce, et qu'en égorgant les Missionnaires on craignait d'éloigner du rivage les marchands européens : mais lorsque les Hollandais et les Anglais proposèrent un marché, la politique de l'Empereur se modifia. Ils offraient de remplacer les Portugais à des conditions plus avantageuses; ils s'avouaient hostiles à tout ce qui était chrétien, à tout ce qui était Jésuite. Daifusama put donc lever le masque; il se sentait appuyé par des Européens venant, au nom du commerce, continuer sur le territoire japonais la guerre que les Calvinistes et les Luthériens déclaraient à l'Eglise. Les conseils des Anglais ne furent pas stériles. En 1613, le roi d'Arima rendit des ordonnances encore plus cruelles.

Il fallait revenir à l'idolâtrie ou payer de sa vie la Religion que les Pères avaient prêchée; il y eut alors dans chaque province un de ces mouvements populaires dont il est plus facile à l'histoire de constater les effets que de rendre compte. A l'exemple des Chrétiens de la primitive Eglise, ce peuple avait retrem্পé dans le baptême son courage, longtemps abâtardi par les passions. Une foi nouvelle lui communiquait une nouvelle énergie, et la mort de l'échafaud ne lui apparaissait plus que sous l'aspect le plus doux. La foule se réunissait dans les villes pour suivre jusqu'au bûcher les néophytes désignés au trépas. Leurs enfants, leurs femmes se paraient de leurs plus riches vêtements, et dans des chants de joie, dans des prières brûlantes d'enthousiasme, ceux qui allaient périr appre-

Confrérie
du
martyre.

Courage
des
Japonais.

naient aux autres que le bûcher rapprochait du ciel.

A Meaco et dans toutes les cités, on dressait les listes de proscription ; les Fidèles qui ne se dénonçaient pas eux-mêmes n'étaient point poursuivis. L'Empereur les tenait pour idolâtres, et on les laissait vivre dans la paix de leurs familles. Ces listes de proscription furent couvertes de milliers de noms implorant le supplice avec plus d'instances qu'ils n'auraient sollicité une faveur impériale. Le nombre en devint si considérable que le gouverneur de Meaco s'en effraya et le réduisit à dix-sept cents. Quinze Jésuites résidaient en cette ville ; six sont portés sur les listes, les neuf autres se cachent afin d'entretenir parmi les néophytes l'ardeur qu'ils ont inspirée. Le Père Carvalho, nommé Provincial au décès de Gomez, se voyait encore, par celui de l'Evêque, chargé de l'administration générale. Il essaya d'apaiser l'Empereur et Safioi, son principal ministre. Les tentatives de Carvalho demeurèrent sans effet. L'avidité britannique avait attisé le feu de la discorde ; ce feu ne devait plus s'éteindre, même dans le sang.

Une imprudence des Japonais mit le comble à tous les maux. Les Jésuites les préparaient bien au martyre, mais ils ne prétendaient le provoquer ni par d'intempestives démonstrations ni par des menaces inutiles. Ils se sentaient assez forts pour l'attendre, ils ne croyaient pas qu'il fût bon d'aller au-devant. Les néophytes se réunirent et ils s'engagèrent, sous serment, à ne jamais souffrir que les Pères fussent exilés du Japon. Les Pères n'épargnent aucune démarche, aucune prière, pour faire rayer cet article du code que les Chrétiens se sont tracé. Le code, qui était signé du sang même des Catéchumènes, tombe entre les mains de Safioi. Cent dix-sept Jésuites et vingt-sept Missionnaires des Ordres de Saint-Augustin, de Saint-François et de Saint-Dominique furent traînés au port de Nangasaki ; on les déporta à Macao ou aux Philippines. Vingt-six Jésuites restèrent seuls avec quelques Religieux des autres Instituts. Ucondono, le roi de Tambah et plusieurs familles de distinction partagèrent leur exil. Les uns moururent pendant la traversée des mauvais traitements qu'on leur fit subir ; les autres, comme Ucondono, succombèrent peu de jours après leur arrivée aux Philippines, sous le coup de longues épreuves patiemment endurées.

Carvalho, en partant, avait délégué ses pouvoirs au Père Jérôme Rodriguez. Charles de Spinola était préposé pour vivifier la Foi à Nangasaki et pour être l'historiographe des martyrs dont il partagera la couronne, tandis qu'un autre de son nom, Ambroise, marquis de Spinola, devenait l'un des plus grands capitaines de son siècle et luttait avec succès contre Maurice de Nassau. Mais à ce troupeau laissé sans

pasteur, Daifusama crut que l'appareil des supplices inspirerait une terreur plus profonde. Les croix et les bûchers n'avaient effrayé personne ; il commanda d'inventer de nouvelles tortures, et l'on poursuivit les Missionnaires avec tant d'acharnement que bientôt leur existence ne fut plus qu'une agonie dont le récit est surhumain.

« J'existe enfermé dans une cellule obscure, écrit l'un de ces Pères en 1615 ; je n'ai pu aperçu le ciel pendant soixante jours. Je ne reçois la lumière que par une fente de muraille. Le peu d'espace de mon réduit rend la chaleur intolérable. »

Un autre raconte ainsi sa vie : « Je suis allé trois fois cette année à Grocura, dans le Bungo, non sans peine et sans danger. Je marchais la nuit, souvent sans connaître les chemins, souvent à travers les précipices et les abîmes, et plus d'une fois j'ai roulé jusqu'au fond. Epuisé par le chaud, le froid et la faim, je ne cesse de souffrir. »

Un autre encore écrivait dans le même temps : « A peine suis-je en sûreté dans le coin humide d'une chaumière. Mon hôte ne se fie ni à ses domestiques ni à ses enfants. De temps à autre il me fait passer lui-même un peu de riz. Lorsque tous les gens de la maison dorment, je sors et vais où m'appelle le salut des âmes : l'humidité de mon réduit m'a causé de si vives douleurs dans le flanc qu'il ne m'est plus possible de me coucher ou de me tenir debout ; cependant mon cœur surabonde d'une joie qui rejaillit sur le corps et adoucit toutes mes souffrances. »

Telle était l'existence que les Jésuites d'Europe ambitionnaient ; elle fut encore plus affreuse. Fideyoro, fils de Taicosama, avait grandi, et l'âge lui avait appris qu'au lieu d'être le maître il n'était que l'esclave. Fideyoro veut faire trancher la question par les armes. La guerre éclate ; enfin Daifusama, vainqueur le 15 juillet 1615, assure le trône à sa postérité. Dix mois et demi après, le 4^{er} juin 1616, il mourait, léguant à Xogun, son fils, la couronne du Japon et sa haine pour tout ce qui était chrétien et Jésuite. Xogun surpassa les espérances de son père.

Les rois de ces pays faisaient des martyrs : les peuplades indiennes voulurent, elles aussi, apprendre aux Missionnaires que le supplice était souvent à côté du triomphe. Un Spinola luttait à Nangasaki contre les idolâtres ; un Aquaviva et un Pachéco expiraient à Salsette. Rodolphe Aquaviva était le neveu du Général de la Compagnie. Né en 1554, il avait fui les grandeurs afin de se consacrer à Dieu, et, déjà mûr pour la science et pour la vertu, il avait quitté l'Europe. Les Missions étaient le chemin le plus rapproché du ciel par le martyre ; Rodolphe y fut envoyé par son oncle. Akébar, souverain du Mogol, a témoigné le désir de voir et d'entendre des docteurs de la Nouvelle Loi.

Dépor-
tation des
jésuites.

Charles
Spinola
et quel-
ques Pères
res-
tent au
Japon.

En 1579, Rodolphe Aquaviva, accompagné des Pères Antoine Montserrat et François Henriquez, pénètre dans son empire. Akébar se prête à un apostolat dont il n'ose pas comprendre tous les devoirs. Ses sujets écoutent les Jésuites, ils les admirent ; mais leurs efforts sont impuissants pour vaincre les passions et l'orgueil. Aquaviva juge que cette terre sera longtemps stérile ; il se décide à retourner à Goa. Le Grand-Mogol les vit s'éloigner avec douleur, et, afin de marquer au Père Rodolphe son estime pour les Missionnaires, il leur accorda la liberté de quatre Chrétiens. A peine le Jésuite est-il arrivé qu'il reçoit ordre d'aller gouverner les Résidences de la presqu'île de Salsette. Il part. Son premier soin est de chercher un lieu propre à la construction d'une église. Le 15 juillet 1583, ils s'occupaient à planter des calvaires, lorsque les indigènes, depuis longtemps courroucés contre les Portugais, fondent sur ces Missionnaires. L'interprète qui les accompagne les prévient du danger ; il leur conseille de s'y dérober par la fuite. Aquaviva et Pachéco ne veulent ni reculer ni se défendre. C'est la mort qui vient ; ils l'attendent, ils la subiront. Aquaviva n'avait que trente-trois ans. Un coup de hache lui brise les jambes ; il tombe, mais, sous la douleur qu'il éprouve, gardant tout son sang-froid, il présente sa tête aux bourreaux. Sa tête roule à leurs pieds. Les Pères Pachéco, Berna, Antoine Francisco, Aragna et vingt Chrétiens qui les suivent partagent le même sort. On les tue à coups de cimeterre, on les perce de mille flèches.

En apprenant que Rodolphe a péri d'une si tragique manière, le Grand-Mogol, qui l'appelait son ami, dépêche un ambassadeur au Vice-Roi des Indes et aux Jésuites de Goa. Quelques années s'écoulèrent ainsi, mais le vœu qu'Akébar avait formé se réalisa. Des Missionnaires se rendirent au Mogol, et le docteur Ranke, dans son *Histoire de la papauté*, raconte leurs travaux : « En appelant, dit-il, les Jésuites auprès de lui, l'empereur leur déclara qu'il avait cherché à connaître toutes les religions de la terre, et qu'il désirait aussi de connaître la Religion chrétienne à l'aide des Pères qu'il estimait et qu'il révérait. Jérôme Xavier s'établit à la cour en 1593. Les révoltes des Mahométans contribuaient à disposer favorablement l'Empereur pour les Chrétiens. En l'an 1599, on célébra de la manière la plus solennelle la fête de Noël à Lahore. La crèche du Sauveur fut exposée pendant vingt jours ; de nombreux Catéchumènes, portant des rameaux dans les mains, se rendirent à l'église et reçurent le baptême. L'Empereur lut avec beaucoup d'émotion une vie du Christ rédigée en langue persane par le Père Jérôme. Il fit apporter dans son

palais une image de la Mère de Dieu, faite suivant le modèle de la *Madona del popolo* à Rome, pour la montrer à ses femmes. Les Chrétiens augurèrent de ses bonnes intentions beaucoup plus de succès qu'il n'était permis d'en espérer ; néanmoins ils firent de très-grands progrès. Après la mort d'Akébar, qui eut lieu en 1640, trois princes de la famille impériale reçurent solennellement le baptême. Ils se rendirent à l'église, montés sur des éléphants blancs. Le Père Jérôme les reçut au son des trompettes et des timbales. Insensiblement on crut (malgré quelquefois le changement des dispositions, suivant que l'on était plus ou moins bien, sous le rapport politique, avec les Portugais), on crut pouvoir définitivement consolider le Christianisme. En 1624, on fonda un Collège à Agra, et une station à Patna. L'empereur Dochehangis faisait concevoir, en l'an 1624, l'espérance de se convertir lui-même. »

Sur tous les continents, dans toutes les îles où nous avons déjà vu les Jésuites semer la civilisation, les mêmes péripéties s'offraient. Ici, c'était l'enthousiasme des Catéchumènes qui les accueillait ; là, les cruautés des Idolâtres. Les joies de l'apostolat se rencontraient toujours auprès des glorieuses souffrances du martyre. Bien des années s'étaient écoulées dans ces fatigues du corps et de l'esprit. Les Missions prospéraient, fécondées par le sang des Jésuites : mais les supplices n'arrêtaient point l'élan imprimé. En 1584, les Taës, peuplade des Moluques, massacrèrent les Pères Georges Fernandez et Gomez Damaralle. Le 13 juillet 1594, Gonzalve Tapia, ce grand veneur d'âmes selon l'expression du chroniqueur d'Oultremer, est mis à mort par les sauvages de Cinaloa. Quelques mois après, en avril 1595, le Père Abraham Georges tomba sous le fer des Ethiopiens. En 1598, le Père François Fernandez va continuer au royaume de Bengala la Mission qu'a préparée le Jésuite Nicolas Pimenta. Il meurt dans les prisons.

Le trépas leur apparaissait sous toutes les formes ; il n'en fit reculer aucun. L'Amérique et l'Afrique devenaient pour eux une seconde patrie, ils s'y attachaient par la douleur et par l'espérance. Le royaume d'Angola était chrétien ; les îles de l'Atlantique, les Açores, le cap Vert, les Canaries avaient entendu leur voix. Dans l'année 1604, ils pénètrent en Guinée. Le Père Barreirin en Guinée. Le Roi des monts-de-Lionne reçoit le baptême ; sa famille et son peuple suivent cet exemple. Le souverain de Tora embrasse à son tour le Christianisme. Les Jésuites le décident à vivre en bonne intelligence avec son voisin des Monts-de-Lionne ; et pour cimenter la paix due à l'Évangile, ils leur inspirent à tous deux des sentiments d'humanité.

Les
martyrs
jésuites.

Le père
Barreirin
en
Guinée.

[1] *Histoire de la Papauté*, par le docteur Léopold Ranke, t. IV, p. 159.

Les Jésuites au Monomotapa.

Quand un prince mourait, on immolait sur son tombeau ses épouses, ses amis et ses esclaves. Cette coutume était passée dans les mœurs : les Jésuites la font abolir. Le Monomotapa ne s'était ouvert qu'une fois devant un Père de la Compagnie, et il l'avait dévoré. Sans s'effrayer du sort de Gonzalve Silveria, d'autres marchèrent sur ses traces ; la même destinée les avait atteints. Mais en 1608 le Roi de ce pays fut délivré par les Portugais d'une conspiration qui menaçait ses jours. Par reconnaissance, il appelle les Jésuites dans ses États. Leur vaisseau échoue sur un banc de sable. Les passagers se sauvent ou meurent. Le Père Paul Alexis voit sur le pont un Cafre malade, et que la mort épouvante : il le charge sur ses épaules, et, à travers les récifs qui lui déchirent les jambes, il dépose au rivage le fardeau de sa charité. Le Cafre vécut ; mais, deux jours après, le Père Alexis expirait à Zimbao. Ce dévouement ne fut pas perdu ; il fit une si vive impression sur l'esprit des indigènes que lorsque les Pères eurent annoncé la doctrine du Christ, ils rencontrèrent partout des cœurs soumis.

Le père Paez en Ethiopie.

Le Père Oviédo, patriarche d'Ethiopie, était mort en 1577 ; les Jésuites qui avaient partagé sa captivité n'existaient plus. Les Pères Melchior Sylva et Pierre Paez s'introduisirent sous un habit arménien dans cet empire, que le cimetière des Musulmans protège contre le Christianisme. Paez arrive ; il bénit, il honore ces néophytes que les souffrances et que l'abandon n'ont pu changer. Paez a vu l'Empereur. Touché de son courage, le prince l'a fait asseoir sur son trône ; il l'a écouté ; il a reconnu la pureté des préceptes évangéliques et il lui a permis de les répandre. A ces nouvelles, les Pères Louis d'Azevedo et Antoine de Angelis accourent avec d'autres Missionnaires. En 1607, des Maisons de Jésuites s'élèvent dans les principales villes d'Ethiopie. Une révolution populaire emporte le monarque ; son successeur ne se montre pas moins favorable que lui à la Religion Catholique. Il s'en déclare le protecteur ; il écrit au Pape, et, après tant de tribulations, la Mission est fondée. Le Vice-Roi de Tigré imite l'Empereur. Sela-Christos, frère du Souverain, une partie de sa famille et de sa cour reçoivent le baptême.

Industrie des Jésuites au Mexique.

Au Mexique, la civilisation commençait enfin à faire des progrès ; les Jésuites étaient en même temps dans la Nouvelle-Biscaye et chez les peuples du Grand-Maraïs ; ils apprivoisaient par toutes sortes d'industries les natures sauvages qu'ils s'imposaient la tâche de conduire au bonheur. Quand les hommes mûrs résistaient à leurs efforts, ils s'adressaient aux enfants ; ils en faisaient les catéchistes des familles, les apôtres de leur patrie, et, dans les Collèges de Mexico, ils les formaient à ce rôle de missionnaires, garantissant la génération naissante des

corruptions de celle qui la précédait dans la vie. Des Réductions se créaient sur tous les points ; et en 1608 la moitié du Mexique était déjà chrétienne. Cette année-là, la peste sévit. Les habitants font vœu à Notre-Dame ; la peste cesse ses ravages, et ils adressent à Lorette un ex-voto ; c'est le portrait de la Sainte-Vierge, fait avec les plus belles plumes des oiseaux les plus rares. Le Père Jean de Plaza et le Père Sanchez, fondateurs de cette Mission, étaient morts à quelques années d'intervalle ; mais, en 1604, pour partager avec les autres Religieux le vaste champ qu'ils ont défriché, les Jésuites appellent au Mexique les Frères de Saint-Jean-de-Dieu.

Le Pérou avait, en 1590, ses martyrs et ses succès. Le Père Antoine Lopez mourait empoisonné par les Sauvages qui, dans le même mois, massacraient le Père Michel Urrea. Le Père Alphonse Barsena n'en continuait pas moins l'œuvre. Le Tucuman était catholique par lui, et de cette province il s'était pendant vingt ans fait une forteresse d'où il battait en brèche l'idolâtrie et les coutumes barbares. En 1597, Barsena mourut ; mais, en 1604, cinquante-six Jésuites arrivèrent au Pérou afin de remplacer les Pères que le travail avait épuisés. Les Catéchumènes manquaient à Cusco. Les Jésuites s'aperçoivent que dans cette ville le nombre des aveugles et des muets est immense. Ils apprennent aux aveugles les préceptes chrétiens ; ils leur redisent les histoires de la Bible ; puis ils les envoient dans les maisons répéter aux ouvriers les enseignements de la Foi. Le peuple les entourait, il les écoutait avec avidité, et ce que la parole du Missionnaire ne pouvait pas faire, celle de l'aveugle l'accomplissait. Aux muets, les Jésuites révélaient l'intelligence du geste ; les muets à leur tour se transforment en Catéchistes.

La province du Pérou fut alors partagée en deux vice-provinces, l'une septentrionale, l'autre méridionale. Le Chili, le Tucuman et le Paraguay en composèrent bientôt une troisième. En 1593, Philippe II fit partir huit Jésuites pour le Chili, sous la direction du Père Valdiva. Au sud du Biobio, entre les Andes et l'Océan, il existait un peuple plus cruel et plus indomptable que les autres nations du Chili ; c'étaient les Araucaniens. Ils venaient d'assassiner le gouverneur Martin de Loyola, ils étaient en pleine insurrection, et ils croyaient que l'eau versée sur la tête dans le baptême causait une mort inévitable. Les Espagnols leur étaient encore moins odieux que les Jésuites. Les Jésuites cependant s'avancent vers Arauco pour apaiser cette population révoltée. Le Père Martin d'Aranda les harangue ; il leur fait espérer justice.

Au Chili, les Jésuites affranchissaient les esclaves qu'on donnait à leur Collège de Saint-Jacques, et les Araucaniens se plaignaient

d'être réduits en servitude. Aranda n'eut pas de peine à leur persuader que le Christianisme brisait les fers de l'homme au lieu de les forger, et, malgré les marchands espagnols, il parvint, à l'aide de cette parole, à dominer la foule. Les Araucaniens se soumièrent; mais il fallut garantir leur indépendance. Les Jésuites s'y engagèrent; ils réussirent. Cet exemple d'affranchissement détruisait les calculs et la fortune de quelques Européens; l'ambition trompée fit éclater contre les Pères des haines qui se traduisirent en outrages de toute nature. Le Père Valdiva se décide à porter au pied du trône de Philippe II la question de l'esclavage. Le roi d'Espagne comprend et approuve les raisons que Valdiva lui fait valoir. Le Jésuite triomphe, et la liberté avec lui; il retourne au Chili et, là, les peuples reconnaissants se précipitaient à ses genoux. Tous demandaient à marcher sous la bannière de la Croix, devenue pour eux un indice de salut, un gage de sécurité.

Les Chrétiens étaient assurés d'être libres; trois femmes d'un chef chilien nommé Agananon s'évadent de sa demeure, elles vont demander le baptême aux Espagnols; le baptême leur est accordé. Agananon les réclame, ces femmes refusent de rentrer sous son joug; le chef contient sa fureur, et, comme les autres, il signe la paix que Valdiva leur a fait conclure avec le vice-roi. A quelques jours de là, Agananon apprend que les Pères d'Aranda et Vecchi, avec le frère coadjuteur Diégo Montalban, se rendent dans l'intérieur des terres. Escorté de deux cents cavaliers, le Chilien les suit à la piste. Il fond sur eux au moment où ils distribuaient la parole de Dieu à des peuplades qui ne l'avaient pas encore reçue: les trois Jésuites expirent sous ses coups. Cette triple mort réveilla les préjugés et les spéculations: les Jésuites avaient tout entrepris pour rendre libres les Chiliens, et les Jésuites tombaient victimes de ce sentiment d'humanité. Il fallait les venger en laissant aux Espagnols le droit de trafiquer de leurs semblables; mais Valdiva s'oppose à un pareil projet. Ce n'est pas ainsi que la Compagnie de Jésus tire satisfaction du trépas de ses Pères. Valdiva presse plus que jamais la conclusion de la paix entre la couronne d'Espagne et les différents chefs, il la fait signer; il l'offre aux Guaguas à la même condition, les Guaguas l'acceptent. Quatre nouvelles maisons s'élèvent au Chili pour les Jésuites.

Le principe de liberté que d'Aranda, Vecchi et Montalban avaient scellé de leur sang s'im-

plantait encore au Brésil. Dans cet empire les Pères obtenaient les mêmes succès qu'au Pérou. Joseph Anchieta était mort en 1597; la même année, comme pour honorer ce grand homme apostolique, le roi d'Espagne défendait de faire des esclaves au Brésil; il n'y voulait voir que des Chrétiens. Anchieta et ses collègues avaient si bien consolidé leur œuvre que, huit ans après, la Société de Jésus y possédait un grand nombre de maisons et de résidences. A Bahia on comptait cinquante-six Pères; à Rio-Janeiro et à Fernambouc il s'en trouvait soixante-deux; quarante séjournaient dans les villes voisines, toujours prêts à porter secours aux missions et aux collèges. Ils avaient à lutter contre les convoitises des Espagnols et contre les instincts sauvages de ces Barbares, qui, chrétiens de la veille, ne cherchaient souvent qu'un prétexte pour rompre avec la civilisation. Ils surent résister à la cupidité des uns et à la férocité des autres.

Cette multiplicité de missions n'effrayait point le courage de la Compagnie; elle se sentait assez de vie pour affronter sans cesse des périls renaissants, et, au moment où elle jetait ses Pères dans les archipels du Nouveau-Monde, d'autres s'avançaient en Pannonie et en Valachie.

Le duc de Mercœur, l'un des plus vaillants chefs de la Ligue, a fait sa paix avec Henri IV; en 1604, l'Empereur Rodolphe lui offre le commandement de ses armées contre le Turc. Mercœur accepte, mais il veut des Jésuites comme auxiliaires; les Jésuites le précèdent en Hongrie. Ils assistent à la bataille de Stuhl; ils bénissent la victoire que les Chrétiens viennent de remporter sous les murs de cette ville; puis, le Turc chassé de ces provinces, les Jésuites poursuivent leur carrière de missionnaires. En 1603, le Père François Zgoda rencontre à Kamenitz un ambassadeur que le grand Kan de Tartarie envoie au Roi de Pologne. Il lui demande s'il est possible de s'introduire dans sa patrie: l'ambassadeur répond qu'il faut avoir un firman du sultan ou y entrer comme prisonnier. Zgoda se laisse prendre par les Tatares; l'ambassadeur qu'il a vu à Kamenitz le rachète, il le présente à ses concitoyens comme un docteur de la loi catholique. Le Jésuite est au comble de ses vœux; il s'établit non loin de Théodosia ou Caffa, sur une baie de la Mer Noire. Du consentement des indigènes, il commence à prêcher l'Evangile; ses fatigues ne sont pas infructueuses, et bientôt il fonde une Chrétienté nouvelle.

Succès
des
jésuites.
au
Brésil.

Mission
du père
Zgoda en
Tartarie.

CHAPITRE XVIII.

Situation de la Compagnie de Jésus en Europe. — Clément VIII Pape. — Agitations et troubles dans l'intérieur de la Compagnie en Espagne. — Le Père Joseph Acosta et Philippe II. — On exige une congrégation générale. — Exil diplomatique de Claude Aquaviva à Parme. — Le Pape ordonne d'assembler la congrégation générale. — Aquaviva obéit. — Ses travaux. — Aquaviva est justifié et approuvé. — Elle maintient les Constitutions. — Complot tramé pour rendre Aquaviva prisonnier des Espagnols. — Le Père Bellarmin est créé Cardinal. — Doctrine des Thomistes et des Molinistes. — Molina et Bannez. — La Science moyenne et la prédétermination physique. — Congrégations De auxiliis. — Lettres du Cardinal du Perron à ce sujet. — Décision du Saint-Siège. — Succès des Jésuites aux Pays-Bas. — Mission de Hollande. — Les Pères Léon et Dvyst. — Attentat contre Maurice de Nassau. — Pierre Panne et les Jésuites. — Le duc de Sudermanie et le sénat de Jésuites. — Province Flandro-Belge et Gallo-Belge. — Achille de Harlay et le Parlement de Paris poursuivent les Jésuites proscrits. — L'avocat-général Marion et les familles françaises. — Les Parlements de Toulouse et de Bordeaux conservent les Jésuites. — Lettre du Cardinal d'Ossat. — Edit de Nantes. — Le Père Maggio et Henri IV. — Réunion du Conseil à Blois et à Paris pour fixer le sort des Jésuites. — Séguier et Servin. — Les Jésuites à Metz devant Henri IV. — Le Père Coton appelé par le Roi. — Henri IV et Sully. — Edit de rétablissement. — Henri IV et Aquaviva. — Le Parlement et l'Université s'opposent au rétablissement. — Achille de Harlay fait au Roi les remontrances de son Parlement. — Réponse de Henri IV. — Le Roi ordonne d'enregistrer ses lettres-patentes. — Le Parlement obéit. — Le Roi crée de nouveaux collèges. — Il donne aux Jésuites sa maison de La Flèche. — Le Père Armand et Henri IV. — Coton, confesseur du Roi. — Ordonnance d'Aquaviva concernant les confesseurs des Princes. — Attentat contre le Père Coton. — Henri IV et le Père Gonthery. — Henri IV veut nommer Coton cardinal. — Il ouvre le Béarn aux Jésuites. — Il les envoie à Constantinople et au Canada.

Situation
de la
Compagnie
de Jésus en
Europe.

Jamais la Compagnie de Jésus ne s'était vue soumise à tant d'actions contraires et à une telle masse d'adversaires sortis de tous les camps, et même de celui de l'Institut. L'Université de Paris triomphait des Jésuites sur les débris d'une guerre qu'elle avait organisée avec eux. Les alliés de la Ligue s'étaient transformés en ennemis, et le bannissement fulminé par le Parlement contre l'Ordre de Jésus était une expiation des décrets régicides rendus par l'Université. Le calme régnait en Allemagne; mais dans la Péninsule, mais à Rome, ce n'était point par des proscriptions que l'on agitait la Compagnie. Des dissensions intestines y avaient éclaté depuis longtemps; la fermeté d'Aquaviva put les comprimer dans le principe; dès 1594, elles offrirent plus de dangers que les arrêts d'exil et que la persécution. Le Protestantisme, en essayant de renverser la Société de Jésus, la consolidait: le vaisseau était construit de telle sorte qu'il résistait aisément à la fureur des flots. Il avait assez de pilotes expérimentés pour ne pas se jeter sur les récifs; mais ce que ses adversaires n'auraient pas osé tenter, ses amis, ses enfants allaient l'accomplir. Elle était menacée de dissolution, elle pouvait périr, parce que la discorde germeait dans son sein.

Clément
VIII
pape.

L'avènement du Cardinal Hippolyte Aldobrandini au Pontificat compliqua la situation; le 30 janvier 1592, il fut élu Pape et prit le

nom de Clément VIII. Les Jésuites espagnols lui soupçonnaient des préventions contre Aquaviva; ils avaient un protecteur dans Henri de Gusman, comte d'Olivarès, ambassadeur d'Espagne à Rome, et Philippe II leur était favorable. Les Inquisiteurs affectaient d'être jaloux des privilèges de l'Institut; et, pour achever de les rendre hostiles, Clément VIII, à la demande d'Aquaviva, fit une déclaration concernant le Sacrement de Pénitence, déclaration qui fut, aux yeux du Saint-Office, un empiètement sur ses droits.

Les novateurs, que le Général avait vaincus une première fois, formèrent un faisceau de tous ces incidents, ils se mirent en guerre ouverte. Les quatre chefs de cette opposition étaient les Pères Jérôme Acosta et Carrillo, Espagnols, Gaspard Coëelho et Louis Carvalho, Portugais. Ils n'avaient ni assez de talent ni assez de consistance pour jouer un pareil rôle; derrière eux se cachaient le Père Henri Henriquez et le fameux Jean Mariana, l'historien de l'Espagne, l'écrivain le plus hardi de son siècle. Mariana avait des vertus religieuses; mais, turbulent et d'un caractère inquiet, il aimait à semer le trouble afin de se procurer l'occasion de combattre. L'Ordre de Jésus comptait dans son sein quatre frères du nom d'Acosta: le Père Joseph, le plus âgé, était le plus remarquable par l'étendue de ses connaissances et par une aptitude pour les

affaires qui lui avait gagné la confiance du monarque. Joseph Acosta était son favori ; on le fit entrer dans le complot, on l'en improvisa même l'arc-boutant, afin de s'assurer par lui la bonne volonté de Philippe II. Joseph Acosta exerçait de l'influence sur le Roi d'Espagne ; à Rome, le Père Tolet était l'ami de Clément VIII ; les Jésuites espagnols cherchèrent à s'entourer de la bienveillance ou tout au moins de la neutralité de leur compatriote. Lorsque leurs batteries furent dressées, on ne songea plus qu'à détruire l'autorité suprême du Général. Pour arriver à ce point il fallait briser Aquaviva ; car, appuyé sur l'immense majorité des membres de l'Institut, il se proposait de maintenir les Constitutions telles qu'Ignace de Loyola et ses successeurs lui en avaient légué le dépôt. Son caractère inflexible dans le devoir ne se déguisait point ; on savait que jamais il ne transigerait avec l'insubordination. Les Pères espagnols commencèrent par des attaques souterraines ; on révéilla les anciennes prétentions du Père Vasquez ; Jérôme Acosta remit au Roi un mémoire accusateur contre l'Institut et contre le Général. Ce mémoire concluait à demander qu'au moins les Jésuites espagnols fussent gouvernés par un commissaire spécial. A la prière d'Aquaviva, Philippe II chargea un des hommes les plus doctes de sa cour d'examiner l'affaire ; le choix du prince tomba sur don Garcias Loyasa, précepteur de l'infant. Don Garcias interrogea Jérôme Acosta, qui veut lui prouver que la Compagnie sera plus florissante et mieux gouvernée lorsqu'elle aura modifié quelques-unes de ses Constitutions. « Je ne partage pas votre avis, répond Loyasa, et je tiens pour certain qu'Ignace, aussi bien que saint Dominique et saint François, fut inspiré dans la fondation de son Ordre. Un seul vicaire de Jésus-Christ suffit pour diriger l'Eglise universelle ; pourquoi un seul Général ne suffirait-il pas au gouvernement de la Compagnie ? »

Jérôme Acosta, Carillo, Coêlho et Carvalho se voyaient depuis quelques années sous le coup d'une désobéissance qui ne prenait plus la peine de se cacher. Carillo, chassé de la Compagnie, était interdit par l'Evêque de Ségovie comme prédicateurséditieux. Coêlho et Carvalho avaient trouvé un appui auprès du Cardinal Albert d'Autriche, grand Inquisiteur ; mais cet appui leur manqua bientôt, le Père Fonseca, visiteur des provinces d'Espagne, lui ayant fait connaître leurs projets. Ces quatre Pères avaient cependant si bien su, à force d'intrigues, brouiller les affaires et échauffer les susceptibilités nationales, que tout en les blâmant on s'attachait au plan qu'ils traçaient.

Aquaviva avait ajourné la Congrégation générale ; ses adversaires, le Père Joseph Acosta à leur tête, persuadèrent à Philippe II que le moyen le plus propre à paralyser les déchire-

ments intérieurs était de soumettre toutes les difficultés au jugement d'une assemblée. Le Roi avait peu de penchant pour une pareille mesure ; il savait que du choc des oppositions et des ambitions la vérité ne sort guère que meurtrie ou défigurée ; mais, comptant sur l'expérience de Joseph Acosta, il résolut de forcer la main au Général. Afin de l'amener à convoquer les Profès, il était indispensable de mettre le Pape dans l'intérêt des Espagnols. Joseph Acosta fut dépêché à Rome pour gagner Clément VIII et pour obtenir de lui l'éloignement d'Aquaviva pendant que les Pères se réuniraient au Gesù.

Un différend assez grave s'était manifesté entre les ducs de Parme et de Mantoue ; le Pape, conseillé, dit-on, par Tolet, profite du prétexte : il commande au Général de la Société de partir, toute affaire cessante, et de se porter médiateur au nom du Saint-Siège. Aquaviva obéit ; mais la réconciliation qu'il allait tenter sous d'aussi tristes auspices ne put s'opérer ; il sollicita l'autorisation de revenir à Rome, où, par la correspondance du Père Jacques Sirmond, qu'il a choisi pour secrétaire, il sait que sa présence est plus nécessaire que jamais. Clément VIII la refuse. Trois mois s'écoulent dans cette espèce d'exil pour le Père Claude ; une fièvre intense s'empare de lui, il est rappelé par ses frères ; alors il apprend de la bouche d'Acosta tout ce qui a été tramé en son absence. Le Pape, Philippe II et une partie des Profès exigent une congrégation générale ; elle doit mettre un terme aux divisions.

En dehors de son neveu le cardinal Octave Aquaviva, le Père Claude avait de nombreux soutiens dans le Sacré-Collège et dans l'Ordre dont il était le chef. Ces appuis ne contrebalançaient point l'omnipotence pontificale et l'influence que, par Philippe II, exerçaient le comte d'Olivares et le Père Acosta. Le Provincial d'Espagne, Alphonse Sanchez, plaidait bien auprès du Roi la cause de l'autorité compromise ; mais ce n'était déjà plus à Madrid que l'on pouvait agir avec succès. Clément VIII avait tellement pris à cœur cette affaire que, sans écouter les raisons alléguées par Aquaviva, il chargea le Père Tolet de lui intimar sa volonté. Le Pape souhaitait que la Congrégation fût indiquée dans le plus bref délai. L'ordre était positif, le Général s'y soumit. « Nous sommes des enfants d'obéissance, dit-il à Tolet ; le Souverain Pontife sera satisfait. » Le jour même, il fixa le 4 novembre 1593 pour la Congrégation, et il déclara dans sa lettre de convocation « qu'outre le bon plaisir du Saint-Père, l'Assemblée était réunie pour affermir le corps de la Compagnie et réduire certaines provinces à la tranquillité. »

Ce fut dans ce moment que Clément VIII revêtit de la pourpre romaine le Père Tolet ; il ne songeait sans doute point à donner un rival à Aquaviva et à couvrir le Jésuite d'une dignité

Exil diplomatique de Claude Aquaviva à Parme.

Le Pape ordonne d'assembler la congrégation générale.

Aquaviva obéit.

qui allait compliquer les embarras en faisant naître au cœur des Espagnols mille pensées ambitieuses. Cette promotion rendait cependant la position plus difficile que jamais : à peine fut-elle connue que les conjurés supplièrent le Pontife d'autoriser Acosta et quelques Jésuites à prendre part à la Congrégation sans autre droit que celui dont le Saint-Siège les investirait. Leurs vœux s'étendaient plus loin : ils désiraient que la Congrégation fût présidée par un cardinal : c'était désigner Tolet et exclure Aquaviva.

La cinquième Congrégation générale s'ouvrit au jour annoncé ; soixante-trois Profès y assistèrent. C'est la première qui se soit tenue du vivant d'un Général, et Claude Aquaviva la dirigea. Laurent Maggio en fut élu secrétaire, et on lui adjoignit les Pères Bellarmin et Fabio de Fabiis. Le Général était en face de ses subordonnés, et, par un singulier concours de circonstances, il se voyait en même temps inculpé devant cette assemblée dont il était le président né. Une commission de cinq membres fut nommée pour préparer les discussions ; elle se composa des Pères Hoffée, Palmio, Tyrius, Gil Gonzalès et Pierre de Fonseca.

A peine ces travaux préliminaires étaient-ils tracés qu'Aquaviva demande qu'on fasse des informations sur sa conduite. Paul Hoffée peut lui être contraire, il le met le premier au nombre de ses juges ; et, malgré les réclamations de la plupart des Profès, Aquaviva s'obstine à ce que toutes les plaintes soient entendues librement, et qu'ensuite on les expose au Souverain Pontife. Ces plaintes s'appuyaient plutôt sur de secrètes répugnances que sur des motifs avouables. Ainsi que cela arrive partout, il s'était rencontré des hommes crédules ou prévenus parmi les Jésuites, et de loin ils avaient grossi outre mesure le fait le moins accusateur. Ils s'étaient créé une arme d'un roseau qui se brisait entre leurs mains quand il fallait le diriger sur la cuirasse de l'ennemi. Les Pères français, allemands et italiens ne comprenaient pas que l'on pût échafauder tout un système d'imputations sur des actes aussi futiles, et lorsque, encore indignés de voir la paix compromise par tant de petitesse, ils se présentèrent devant le Souverain Pontife, Clément VIII s'écria : « On a voulu chercher un coupable, on a fait apparaître un saint. »

Selon la décision de ses inférieurs devenus, par sa volonté, magistrats temporaires et chargés de prononcer sur la manière dont il exerçait le pouvoir, Aquaviva était innocent ; il avait gouverné la Compagnie avec autant de maturité que de courage. Il ne restait plus qu'à discuter les changements que les Espagnols proposaient. Ces changements ne tendaient à rien moins qu'à détruire l'Institut ; on rêvait d'abolir ou de corriger le mode et le temps de la profession, la diversité des degrés et la manière de renvoyer

les sujets de la Société ; on sollicitait un nouveau choix de cas réservés et l'usage libre de la Bulle *Cruciata* ¹. Les Espagnols ne s'arrêtaient pas là ; ils exigeaient un supérieur pour la Péninsule, et des assemblées auxquelles eux seuls auraient le droit d'assister. Pour affaiblir l'autorité du Général, ils désiraient qu'il ne fût pas nommé à perpétuité, et que le choix des Provinciaux et autres supérieurs ne lui appartint plus.

La Congrégation générale avait donc à statuer pour ou contre l'Institut ; elle répondit en blâmant sévèrement les détracteurs des Constitutions d'Ignace. Elle les maintint dans leur intégrité, et elle déclara qu'aucune innovation ne serait admise. Aquaviva avait longtemps combattu pour obtenir ce résultat ; ce fut sa persévérance qui défendit l'œuvre et qui conserva l'héritage d'Ignace. Le Roi d'Espagne et l'Inquisition avaient pris fait et cause contre la Société, parce que certains de ses privilèges étaient hostiles aux droits du Saint-Office espagnol ; à la demande de Philippe II, la Congrégation renonça à ces privilèges par son 24^{me} décret. Le Pape voulait que les assistants fussent changés, on s'empressa d'obéir.

Des accusations de plus d'une sorte étaient adressées à quelques membres de l'Ordre qui, au milieu des conflits politiques, s'immisçaient dans les négociations séculières, et qui parfois même les dirigeaient. Le décret 49^{me} fut rédigé pour prévenir de semblables infractions à la loi, et approuvé sous le titre du 79^{me}. « En vertu de la sainte obéissance, y est-il dit, et avec peine d'inhabilité à toutes les charges, dignités ou supériorités, de privation de voix active ou passive, l'observation du 47^{me} décret, dont voici la teneur, est enjointe à tous les nôtres : que personne, pour quelque raison que ce soit, ne se mêle des affaires publiques ou séculières des princes, qui ont rapport au gouvernement de l'Etat. Quels que soient ceux qui voudraient les en prier et les y engager, qu'ils ne prennent jamais la liberté de s'occuper des intérêts ou choses politiques. On recommande instamment aux supérieurs de ne pas permettre qu'aucun des nôtres soit engagé dans ces sortes d'affaires ; et, s'ils s'apercevaient que quelques-uns y fussent trop enclins, ils devraient en avertir le Provincial, afin qu'il les éloignât du lieu où ils se trouvent, s'il y avait pour eux occasion ou danger. »

La tranquillité était rétablie par la Congrégation même que les perturbateurs appelaient à leur secours ; il restait à punir les coupables. Le Père Henri Henriquez fut cité devant les

(1) La *Cruciata* ou la *Cruciada* était une bulle accordée par le Saint-Siège aux rois d'Espagne et de Portugal, en faveur de ceux qui contribuaient aux croisades contre les Maures. Elle concédait plusieurs privilèges, la dispense de l'abstinence ecclésiastique, la permission de se confesser à tout prêtre approuvé, etc.

Des
travaux.

Aquaviva
est
justifié
et ap-
prouvé.

Elle
maintient
les Consti-
tutions.

Profès. Henriquez, né à Porto en 1536, était versé dans la théologie ; il avait composé un ouvrage dont les doctrines, soumises à la révision de trois Jésuites, ne furent pas approuvées. Les troubles survenus dans la Société, et auxquels il prit une part active en Portugal, l'enhardirent ; malgré la défense d'Aquaviva, il fit paraître le premier volume de sa théologie morale, et continua l'œuvre sans se préoccuper de l'autorisation nécessaire. Le Conseil du Roi et l'Inquisition favorisaient sa désobéissance. Henriquez cependant se vit forcé de partir, et il comparut devant les Pères assemblés. On mania avec douceur cet esprit indocile et léger, on chercha à le faire renoncer à des erreurs dont la responsabilité ne tombait que sur lui. Henriquez persista dans son insubordination ; puis il réclama la liberté d'entrer dans l'Institut de Saint-Dominique : cette faculté lui fut accordée, et le 48 janvier 1594 la Congrégation termina ses séances.

Elle aurait dû mettre un terme aux troubles ; mais les agitateurs, se sentant appuyés à Rome et à l'Escurial, revinrent à leur premier dessein d'éloigner Aquaviva du centre de la Catholicité, puis de le dépouiller de ses fonctions de Général. Le Cardinal de Capoue, Archevêque de Naples, étant mort sur ces entrefaites, ils circonviennent Clément VIII, ils le contraignent moralement à nommer le Père Claude à ce siège. Le duc de Sussa, ambassadeur de Philippe II, fait la même demande au nom de son roi. Aquaviva déjoue ce complot, dans lequel on avait espéré que son ambition ou son amour-propre allait se mettre en tiers. On ne pouvait en faire un archevêque malgré lui, le Jésuite Ferdinand de Mendoza forme le projet de le livrer à Philippe III d'Espagne, qui succédait à son père ¹. Le Général de la Compagnie de Jésus était pour l'Espagne un adversaire indirect ; l'Espagne le croyait opposé à sa politique, et le duc de Lerme conseillait au jeune Roi, dont il était le ministre et le favori, d'entrer dans cette conjuration. Philippe III s'y prêta : il écrivit, il fit écrire au Pape que, pour remédier aux abus signalés par quelques Jésuites et rétablir la concorde entre les diverses Sociétés religieuses, il fallait

qu'Aquaviva entreprit un voyage dans la Péninsule.

Le but réel de cette visite était trop bien marqué pour que le Général et les assistants pussent prendre le change. Clément VIII cependant se laissa tromper ; il avait, le 3 mars 1599, décoré de la pourpre romaine le Père Bellarmin, son ami, et, en le nommant Cardinal, il avait dit : « J'ai choisi celui-ci parce que l'Eglise de Dieu n'a pas son pareil en doctrine ². » Aquaviva et Bellarmin s'étaient jetés aux pieds du Souverain Pontife pour le supplier de détourner de la Compagnie une dignité à laquelle tous ses membres renonçaient solennellement. Ces éloquentes protestations, les paroles même de Bellarmin qui, les larmes aux yeux, s'écriait en regrettant sa cellule du Gesù : « Ne m'appellez plus Noémi ; ce nom, que j'ai porté dans mes jours de bonheur, ne me convient plus dans les temps de ma disgrâce ; donnez-moi celui de Mara, fidèle expression de l'amertume dans laquelle je me vois plongé ² ; » rien ne put faire changer Clément VIII de pensée. Bellarmin était la gloire de la Compagnie de Jésus et le bouclier de la Catholicité ; il voulut qu'il devint l'honneur du Sacré-Colège, espérant, par cette élévation, présenter le voyage du Père Aquaviva sous un jour plus favorable.

Persone ne se dissimulait la gravité d'une pareille exigence : le Général des Jésuites semblait abandonné par le Pape ; Henri IV, Sigismond, roi de Pologne, les archiducs Mathias et Ferdinand, de concert avec la plupart des princes catholiques, ne l'abandonnèrent pas. La politique espagnole se faisait un triomphe de la captivité future d'Aquaviva ; les autres souverains s'y opposèrent par un sentiment de justice et par un calcul. Il ne fallut pas moins que la mort de Clément VIII, arrivée en 1605, pour réduire à néant tous ces projets.

Les Jésuites sortaient d'une crise intérieure dans la Péninsule et à Rome. Vers le même temps, leurs docteurs espagnols commençaient contre les Frères Prêcheurs le célèbre duel théologique auquel purent seules mettre fin les Congrégations *De auxiliis*.

Il n'entre pas dans notre plan de ressusciter ces grandes controverses de la science scolastique ; nous n'avons point à descendre dans l'arène où Thomistes et Molinistes, enfants de Dominique et de Loyola, déploieront tant d'érudition. Les tournois théologiques ne vont pas à l'historien ; il doit se contenter d'exposer le fond de la querelle et les motifs que firent valoir les deux antagonistes. Ce fut l'ouvrage intitulé *De Concordia gratiæ et liberi arbitrii* qui la provoqua. Le Père Louis Molina, Jésuite espagnol, né en 1535 à Cuenca, en était l'au-

Le père
Bellar-
min est
créé
Cardinal.

Doctrines
des Tho-
mistes et
des Moli-
nistes.

(1) Philippe II mourut le 13 septembre 1598, âgé de soixante-deux ans. Sa maladie eut quelque chose d'extraordinaire, mais qui fit éclater toute la force de caractère dont ce prince était doué. Un écrivain anglais, le docteur Robert Watson, dans son *Histoire du règne de Philippe II*, s'est fait l'ennemi le plus acharné du roi espagnol, et il rend cependant justice à ses derniers moments : « On lui procurait, dit-il, quelque soulagement en tenant ses abcès ouverts ; mais d'un autre côté il en résultait un mal plus insupportable ; il décollait des plaies une matière purulente dans laquelle s'engendra une quantité étonnante de vermes, qui, malgré tous les soins, ne put être détruite. Philippe resta dans cet état déplorable plus de cinquante jours, ayant sans cesse les yeux fixés vers le ciel. Pendant cette affreuse maladie, il fit paraître la plus grande patience, une vigueur d'esprit admirable, et surtout une résignation peu ordinaire à la volonté de Dieu. Tout ce qu'il fit durant ce temps prouva combien étaient sincères et vrais ses sentiments de religion. »

(2) *Hunc elegimus, quia non habet parem Ecclesia Dei, quoad doctrinam.* (Cardinalis Bandini in sua depositione).

(3) *Ruth*, I, 30.

teur. Son livre trouva presque autant d'admirateurs que de critiques ; les juges les plus compétents furent partagés d'avis : il y eut désaccord parce que, des deux côtés, c'était plutôt une théorie qu'un principe de Foi. Il ne nous appartient donc que de récapituler ces savants débats qui, pendant onze années, tinrent attentifs tous les esprits d'élite, et qui se réveillent encore parfois, car la question ne sera jamais épuisée. Pour mieux la faire comprendre, nous résumerons dans toute sa force la doctrine des Thomistes ; ensuite nous analyserons celle des Molinistes.

A peine les membres de la Compagnie de Jésus eurent-ils mis le pied dans les écoles théologiques, disaient les Thomistes, qu'ils y excitèrent des dissensions par la témérité de leur enseignement, par la nouveauté de leurs systèmes. La perte d'un temps précieux ne fut que le moindre danger de ces innovations ; elles compromirent en même temps et les mystères les plus redoutables de la Foi, et les maximes les plus incontestées de la morale évangélique. Les Jésuites semblaient avoir pris le parti de tout sacrifier à leur ambition ; ils s'attachèrent à montrer la Religion moins inaccessible à l'intelligence humaine, moins majestueuse dans ses dogmes, moins austère dans ses préceptes ; ils en firent un culte plus approprié à la faiblesse de l'homme et aux exigences du monde. Dans le but de capter les faveurs de la multitude, des riches de la terre et des femmes surtout, ils inventèrent une morale relâchée. Cette marche vers les accommodements et les capitulations de conscience parut d'autant plus étonnante qu'Ingnace de Loyola avait prescrit de suivre la doctrine de saint Thomas et d'adopter toujours les opinions les plus communes et les moins hasardées.

Ce fut vers 1580 que ce changement s'opéra parmi les théologiens de la Compagnie. A la même époque, le Père Montemajor à Salamanque, le Père Lessius à Louvain, le Père Molina à Coïmbre, entreprirent de mieux expliquer l'action de Dieu sur la liberté de l'homme, c'est-à-dire l'accord du libre arbitre avec la grâce et la prédestination. Molina eut plus d'audace encore, et, dans son fameux traité *de la Concorde*, il soumit à une nouvelle analyse la nature et les attributs de la Divinité. Il y découvrit la science moyenne ou la connaissance des choses conditionnelles ; il l'appela ainsi parce qu'elle tient le milieu entre la science des objets purement possibles et celle des objets réellement existants ou devant avoir, n'importe quand, une existence réelle. A l'aide de ce principe nouveau, Molina prétendait répondre aux erreurs des anciens fatalistes et à celles des hérétiques qui niaient la liberté. A l'entendre, rien de plus aisé que de concilier l'action omnipotente de la volonté divine avec l'action parfaite-

ment libre de la volonté humaine. Molina paraissait comme s'il eût été admis aux conseils du Très-Haut ; il ne place pas la raison de l'infaillibilité de la grâce dans sa force intrinsèque, mais dans la connaissance possédée par Dieu que l'homme ne résistera pas à telle grâce.

De son côté, le Père Lessius ne déploya pas moins d'activité pour faire triompher son système sur la prédestination. Sous prétexte de fortifier contre le désespoir, il poussait à la présomption ; il abandonnait l'enseignement de la prédestination gratuite, universellement adopté pour la faire dépendre de la provision des œuvres méritoires de l'homme. Jusqu'alors on avait toujours cru que c'est Dieu qui sépare les élus de la masse de perdition ; selon les Molinistes, c'est l'homme qui s'en sépare en voulant bien s'offrir à la Grâce. *Si non es prædestinatus, fac ut prædestineris* devint leur maxime, ils l'attribuèrent à saint Augustin.

Les Universités de Louvain et de Douai censurèrent la doctrine de Lessius ; la grande école de saint Thomas d'Aquin, cette sauvegarde de l'orthodoxie, prit fait et cause en faveur des vieux principes, et, sous le drapeau du Père Bannez, de l'Ordre de Saint-Dominique, elle marcha contre les Jésuites novateurs. La *Concorde* de Molina enfantait la guerre ; le livre fut dénoncé à Rome. Une commission spéciale est nommée par Clément VIII ; elle décide en faveur des Thomistes ; mais les Molinistes refusent de se soumettre, et ils demandent à exposer leurs théories devant le Souverain Pontife en personne. Le Pape condescend à leur vœu. Sous Paul V la discussion est reprise, et, après dix-sept années, la Congrégation formule enfin une décision.

Les Thomistes conviennent que le système de Molina décelle un rare génie, et que la Compagnie de Jésus a fait preuve d'un vaste savoir dans les ouvrages publiés sur ce sujet ; mais, ajoutent-ils, tant de vaines subtilités, tant d'inutiles disputes sont une bien faible compensation pour deux siècles de guerre intestine entre les prêtres d'une même Eglise.

Tels sont les motifs théologiques et pour ainsi dire politiques sur lesquels s'appuyaient les Thomistes. On attaquait la droiture des intentions de la Compagnie de Jésus, on suspectait la pureté de ses doctrines, on mettait en oubli les préceptes de son fondateur. Elle répondit de vive voix dans les Congrégations *De auxiliis* elle publia sa pensée dans de volumineux ouvrages ; c'est cette pensée dont nous allons produire le sommaire.

Le Concile de Trente ayant décidé que l'homme n'a pas perdu la liberté par le péché originel, et qu'il reste en son pouvoir de consentir ou de ne pas consentir à la Grâce, ce principe devint l'objet des études de tous les savants qu'

s'occupaient de ces matières. Prouver la foi constante de l'Eglise n'était pas difficile, l'Ecriture sainte et la tradition se chargeaient de la démonstration; mais, pour réduire au silence le Luthéranisme et le Calvinisme, il fallait montrer l'accord parfait des dogmes entre eux. L'éternelle question de la liberté humaine se conciliait avec la toute-puissante volonté de Dieu se renouvelait; on devait conserver à la Divinité le pouvoir absolu sur le cœur de l'homme, et en même temps laisser à l'homme son libre arbitre sous l'action de la Grâce."

Deux écrivains doués des plus hautes facultés intellectuelles concurent en même temps deux systèmes propres, ils le croyaient du moins, à résoudre ces insolubles problèmes: c'étaient Louis Molina et Dominique Bannez. Molina ne plaça point l'infailible connexion du consentement humain à la grâce dans sa force intrinsèque; en assurant ainsi l'irrésistible pouvoir de Dieu il parut craindre avec raison de sacrifier la liberté et de ne pas assez s'éloigner de la grâce nécessitante de Calvin. Il pensa qu'il rencontrerait dans la science de Dieu le moyen de concilier des dogmes si opposés en apparence; car la science ou la connaissance n'influe pas sur la nature de son objet, mais le suppose tel qu'elle l'aperçoit.

La science divine est de sa nature une et indivisible comme la divine essence elle-même; néanmoins, afin d'établir plus d'ordre et de jeter plus de clarté dans la discussion, les maîtres de l'Ecole l'ont distinguée selon les objets. De là est née la division de la science divine en celle des choses simplement possibles et celle des choses existantes ou devant exister. Cette division ne sembla point assez logique à Molina, puisqu'il reste une troisième espèce de choses très-distincte des deux premières, mais qui participe de l'une ou de l'autre: ce sont les choses qui existeront sous telle ou telle condition donnée. Le Jésuite l'appela science des choses conditionnelles ou science moyenne. On ne peut nier que, de même que Dieu voit tout ce qui peut exister ou arriver, tout ce qui existe ou existera, tout ce qui arrive ou arrivera, il connaît aussi parfaitement ce qui existerait ou arriverait dans une hypothèse quelconque. C'est là le fondement de la science moyenne, traitée d'abord par les Thomistes de semi-pélagianisme, et ensuite adoptée par les théologiens augustinien.

Dieu, dans sa sagesse infinie, continue Molina, possède une infinité de grâces, de lumières, d'inspirations propres à toute sorte de caractères, de dispositions, de circonstances possibles. Dieu sait d'une manière à ne pas pouvoir s'abuser quelle est, parmi toutes ces grâces, celle à laquelle un homme consentirait de bon gré et sans aucune contrainte: il est donc évident dans ce système que, sous quelque

grâce que ce soit, la liberté humaine demeure intacte, parce qu'elle n'y consent que lorsqu'elle veut y consentir. Il est également évident que la toute-puissante et invincible volonté de Dieu peut infailliblement atteindre à ses fins de miséricorde, parce qu'il est impossible qu'elle erre dans ses prévisions. Il n'y a rien ici de commun avec le semi-pélagianisme, car Molina n'attribue rien à la volonté humaine dans l'ordre du salut, pas même le premier pas, sans une grâce prévenante.

Bannez, de son côté, préoccupé de la crainte de détruire la toute-puissante et invincible volonté de Dieu en essayant de sauver la liberté humaine, chercha dans la force intrinsèque de la grâce la raison de son immanquable connexion avec le consentement de l'homme. Il enseigna que, quand Dieu veut efficacement porter l'homme à faire des actes salutaires, il donne à cet homme une grâce, ou il imprime à cette grâce une force qui le détermine physiquement et infailliblement à y consentir. Cette force, il la nomme *prémotion* ou *prédétermination physique*¹. Avec cette promotion, dit Bannez, toute grâce est infailliblement et effectivement efficace: sans elle, toute grâce quelconque demeure nécessairement sans effet. Dans ce système la toute-puissante volonté et le domaine absolu de Dieu sur le cœur humain est assurément hors d'atteinte; mais il est bien malaisé de comprendre comment la volonté de l'homme peut être appelée libre sous l'action d'une grâce dont la force intrinsèque emprunte infailliblement son consentement.

Les deux systèmes diffèrent l'un de l'autre en ce que Molina fonde l'infailible effet de la grâce sur la prévision divine qui ne peut se tromper, tandis que Bannez déduit l'infailibilité de cet effet de la nature même de la grâce prédéterminante.

Le système de la prédétermination physique est nécessairement lié à celui de la prédestination gratuite ou antécédente à toute prévision de mérites. Il n'en est pas ainsi du système de la science moyenne: on s'en sert pour concilier la liberté avec le don de la prédestination, mais elle est indépendante de la question si celle-ci est antécédente ou conséquente à la prévision des mérites: en effet, plusieurs Molinistes ont adopté la prédestination gratuite.

Bannez et ses disciples soutiennent que saint Thomas a enseigné la prémotion physique; non-seulement les Molinistes, mais encore toutes les autres écoles, affirment le contraire. Il en est de même pour les systèmes de la prédes-

(1) On lit dans l'*Histoire de l'Eglise*, par Bérault-Bercastel t. xx, page 14 (édition de 1785): « Il est certain que Du Perron donna un jour fortement à penser à Clément VIII, en lui disant que: si l'on faisait un décret en faveur de la prédestination physique, il se faisait fort d'y faire souscrire tous les Protestants de l'Europe. »

Le Cardinal Jacques Du Perron avait été Calviniste.

tination; chacun prétend avoir le Docteur Angélique de son côté.

Etre Thomiste ou disciple de saint Thomas n'est donc pas la même chose, et de ce que les Jésuites ont rejeté la prédétermination physique, il ne s'ensuit pas qu'ils aient abandonné saint Thomas.

Congrégations
De
auxiliis.

Voilà les deux systèmes en parallèle; il reste à dire ce que décideront les Congrégations *De auxiliis*. À peine le Dominicain Bannez eut-il connaissance de l'ouvrage du Jésuite Molina¹ qu'il le défera au Saint-Office. La *Concorde* avait été publiée avec les plus amples approbations du Cardinal Albert d'Autriche, Grand-Inquisiteur, et du Père Barthélemy Ferreira, de l'Ordre de Saint-Dominique. Ces approbations n'arrêtèrent point Bannez, qui connaissait les dissensions dont la Société de Jésus était travaillée. L'Université d'Avila se joignit au Grand-Inquisiteur pour proclamer l'ouvrage de Molina exempt de toute erreur; mais Bannez le dénonça à Rome. Clément VIII nomma une commission de théologiens afin de procéder à l'examen du Molinisme. Après trois mois de travail il fut déclaré contraire à la doctrine de saint Augustin et de saint Thomas, et offert comme une nouveauté dangereuse. Dans cette commission figuraient deux Cardinaux de l'Ordre de Saint-Dominique. Au dire des Thomistes, les Jésuites refusèrent d'accepter la sentence. Selon les Jésuites, le Pape, se défiant de la précipitation apportée dans cet examen, résolut d'évoquer l'affaire; il ordonna aux Généraux des deux Sociétés religieuses de choisir des théologiens qui soutiendraient en sa présence les deux systèmes controversés, et la discussion dura quatre ans sous Clément VIII, qui se montrait favorable aux Thomistes, ainsi que la cour d'Espagne. Les questions ecclésiastiques étaient dans ce temps-là des questions politiques: l'Espagne avait embrassé la cause des Dominicains, la France se rangea du côté des Jésuites.

La mort de Clément VIII fit suspendre ces savantes congrégations, auxquelles s'associaient toutes les Universités de l'Europe. Paul V, qui, sous le nom de Cardinal Borghèse, y avait pris part, désira de mettre un terme à la discussion; mais alors les choses changèrent de face. Les Molinistes se placèrent sur l'offensive, et ils forcèrent les Thomistes d'expliquer leur enseignement. Le Cardinal Du Perron assista à ces dernières luttes, et, dans sa correspondance avec Henri IV, on trouve la trace des affections ou des répugnances que montraient les cours de Paris et de Madrid. Le 7 février 1605, Du Perron écrivait au Roi de France¹: « Je finirai cette lettre après avoir dit à Votre Majesté que le Pape m'a colloqué en trois congrégations, de

deux desquelles j'ai estimé de mon devoir rendre compte à Votre Majesté. L'une est celle de *De auxiliis*, en laquelle se traite la dispute d'entre les Pères Jésuites et les Jacobins; savoir, outre l'intérêt du différend de la Religion, Votre Majesté pourra juger par les avis qu'elle aura d'Espagne s'il n'y aura point quelque raisonnement d'Etat qui fasse qu'on sollicite de delà si vivement contre lesdits Pères Jésuites. »

Le 23 janvier 1606, le même négociateur mandait à Henri IV¹: « Et pour le regard de dispute des Pères Jacobins et Jésuites, j'assurerais Votre dite Majesté que, si tost que le Pape en aura fait quelque décision, je ne failirai à lui en donner conte. Les Espagnols font profession ouverte de protéger les Jacobins, et haine, comme je croy, de l'affection que le Père Général des Jésuites, et presque tous ceux de son Ordre (excepté ceux qui dépendent des Pères Mendozze et Personius, comme particulièrement les Jésuites anglais), ont montrée de porter à Votre Majesté; et semble que d'une dispute de Religion ils en veuillent faire une querelle d'Etat; mais Sa Sainteté saura bien discerner l'un intérêt d'avec l'autre, et adjuuger la vérité à qui elle appartiendra. »

Les prévisions du Cardinal français ne se réalisèrent pas. Le Souverain Pontife proclama, le 26 août 1606, qu'il était libre à chacune des deux écoles de professer son système, et il enjoignit de s'abstenir de toute censure jusqu'à ce que le Saint-Siège en eût autrement statué. Les choses restèrent dans la même position; mais quand les Jansénistes eurent paru, il n'en fut plus ainsi. Pour accuser les Pères de la Compagnie de Jésus, ils inventèrent une bulle de Paul V, et ils falsifièrent l'histoire au profit de leurs opinions².

La prédestination conséquente à la prévision des mérites, enseignée par le Père Lessius, n'était pas un système nouveau: plusieurs Universités le soutenaient avec saint Bonaventure; mais Lessius et les théologiens de la Compagnie le popularisèrent comme plus conforme à la tradition des Saints Pères, plus en harmonie avec les autres dogmes, et résolvant plus facilement

(1) *Les Ambassades et Négociations du Cardinal Du Perron*, page 480. (Paris, 1685).

(2) Ce furent l'abbé de Saint-Amour et autres députés jansénistes à Rome, qui affirmèrent avoir une copie de cette bulle projetée. Mais en 1654 Innocent X déclara qu'on n'avait à ajouter aucune foi à une prétendue bulle de Paul V sur cet affaire ni aux actes de Congrégations de *auxiliis*, publiés sur les mémoires et sous les noms de Pegna, de Coronelli de Lemos, etc. Ce furent encore les Jansénistes, et principalement le Père Quesnel, qui se chargèrent d'imprimer l'histoire des Congrégations de *auxiliis*, par le Père Serry, sous le nom d'Augustin Le Blanc. Il y a de très-curieux et très-importants détails sur cette affaire dans les papiers saisis chez le Père Quesnel lors de son arrestation à Bruxelles. Voyez *Causa Quesnelliana* (Bruxellis, 1706, page 486, au 22e chapitre d'accusation). On y trouvera les efforts des Jansénistes pour se cacher sous le manteau des Thomistes, afin d'engager ceux-ci à faire cause commune contre les Molinistes, qu'ils appellent leur ennemi commun. On y trouvera aussi les énergiques réclamations des docteurs thomistes contre toute idée de communauté d'opinion avec ces sectaires.

(1) Ce livre parut à Coïmbre en 1588.

(2) *Les Ambassades et Négociations du Cardinal Du Perron*, p. 288. (Paris, 1685.)

Lettres
du
Cardinal
du
Perron à
ce sujet.

les difficultés qui paraissent insolubles dans celui de la prédestination antécédente. On ne peut, en effet, admettre la prédestination antécédente sans accepter la réprobation négative, et alors comment accorder cette non-détermination avec la volonté sincère de Dieu de sauver tous les hommes, sans exception, avec le sang du Christ offert pour tous, avec le précepte de l'espérance obligatoire pour tous ?

L'Université de Louvain censura la thèse des Jésuites, Sixte-Quint blâma ces censures, et saint François de Sales, qui avait professé la même doctrine dans son traité de *l'Amour de Dieu*, écrivit à Lessius le 26 août 1643. Dans cette lettre, il le félicite, il le remercie d'avoir éloquemment défendu ses principes.

Mais, dit-on, les Jésuites ont compromis et même détruit les mystères. Nous croyons qu'une école, quelle qu'elle soit, n'a pas le droit d'imposer des mystères à l'intelligence humaine ; c'est l'Eglise seule qui jouit de ce privilège. Tout ce qui est mystère et reconnu tel par l'Eglise reste également mystère dans les systèmes de Lessius et de Molina ; l'inégalité de la distribution des dons de la grâce y apparaît toujours comme un impénétrable secret.

Ces subtilités de la scolastique, devenues arides pour nos esprits qui se passionnent en faveur de subtilités plus dangereuses et moins instructives, ces imposantes controverses n'entraînaient point la marche de la Compagnie. Ce fut dans les Pays-Bas qu'à cette époque elle prit, sous la protection d'Alexandre Farnèse, duc de Parme, un accroissement que les guerres elles-mêmes ne purent arrêter. Baius était mort, mais ses théories lui survivaient. Jean Veudeville, Evêque de Tournai, et Mathieu Moullart, Evêque d'Arras, accourent à Douai, où une double querelle s'élevait sur le dogme et la discipline. Ils s'offrent pour médiateurs entre les deux partis ; leur médiation était intéressée ; car, en secret, ils soutenaient plusieurs propositions que Baius lui-même n'aurait pas désavouées. Une lutte s'engage entre les deux prélats et l'Université d'un côté, l'Eglise et les Jésuites de l'autre. Pendant plus d'une année on combattit à coups d'arguments, on évoqua des usages locaux pour s'opposer au décret du Saint-Siège. L'intrigue politique fut mise au service de la science ; mais, quand le Pape eut décidé que « la coutume d'un ou de deux diocèses ne pouvait point prescrire contre le droit pontifical et contre la coutume de l'Eglise universelle, » l'Evêque d'Arras adhéra au jugement.

En 1594, le Nonce Octave Frangipani et le jurisconsulte Jean de Gouda fondaient aux Jésuites un collège à Groningue. La même année, Maximilien de Berghes, archevêque de Cambrai ; le comte de Lalain, gouverneur de Hainaut, et le Conseil de la ville en établissaient un à Valenciennes. En 1592, Balthasar Bouters,

riche marchand de Lille, réalisait à lui tout seul, dans sa patrie, ce que plusieurs princes se coalisaient pour entreprendre : il dotait la cité de Lille d'un collège de la Compagnie. A Luxembourg et à Mons, les Jésuites étaient appelés pour réparer par l'éducation les désastres moraux de la guerre. Tandis que ces événements s'accomplissaient, d'autres Pères pénétraient en Hollande.

La mort du Taciturne ne changea rien à la position que ces provinces s'étaient faite. Guillaume de Nassau avait su s'emparer de ces esprits si froids et si aventureux ; ils avaient deviné le rôle que le commerce maritime leur destinait, et, pour rester libres, ils s'étaient résignés à tous les sacrifices. Protestants par calcul, après avoir adopté le Luthéranisme par entraînement, ils avaient porté les lois les plus sévères contre tout missionnaire qui mettrait en défaut leur surveillance aux frontières. Les Hollandais s'apprétaient à faire du prosélytisme marchand sur les mers ; ils ne voulaient pas que les prédicateurs catholiques vinssent les troubler dans leurs rêves de puissance. La guerre des Gueux avait incendié ou renversé les temples, aboli le culte, chassé les prêtres, et intronisé l'Hérésie dans les villes. Jean de Smet, ecclésiastique hollandais, était le témoin de tant de calamités. Il brûle d'y apporter un remède, c'est à Rome qu'il va le demander, Clément VIII écoute avec douleur son récit ; il l'interroge sur les moyens à employer pour conjurer ces pertes ; Smet répond qu'il n'y a pas de meilleurs ouvriers que les Jésuites. Aquaviva est consulté ; les Pères Guillaume Léon de Dordrecht et Cornelius Duyst de Delft reçoivent ordre de passer en Hollande.

Telle fut l'origine de cette mission. Léon et Duyst avaient mille périls à braver, car les Anglais occupaient militairement une partie de ces provinces. Ils établissaient une espèce de cordon sanitaire contre les envoyés de Rome ; ils punissaient de mort tous ceux qui, trompant leur vigilance, s'introduisaient dans un pays façonné par eux à l'Hérésie. Les Jésuites déguisés mettent le pied sur le territoire hollandais ; leur apostolat commence au milieu des difficultés que font naître la corruption des mœurs et les utopies de liberté. L'année suivante, le Père Jean Bazgius d'Amsterdam partage leurs périls ; ce fut dans la Frise principalement qu'il sut déployer son ardeur, mais il succomba bientôt à l'excès des fatigues. Sa mort enfanta de nouveaux missionnaires aux Provinces-Unies ; Duyst et Léon regurent de nombreux auxiliaires ; alors ils réalisèrent au sein des cités ce qu'ils avaient commencé au fond des campagnes. La Haye, Harlem, Leyde, Amsterdam et Rotterdam entendirent leurs voix.

Les Jésuites étaient parvenus, même en Hollande, à se créer une espèce de camp retranché de chaque maison où le Catholicisme se glissait

Mission
de Hol-
lande.

Les pères
Léon et
Duyst.

à leur suite ; de là , ils tenaient en échec l'Hérésie et les Anglais. On ne pouvait les atteindre dans leur enseignement , on essaya de les perdre en leur imputant un crime.

Attentat
contre
Maurice
de
Nassau.

Le comte de Nassau , fils du Taciturne , joignait aux talents de son père toutes les qualités d'un grand capitaine ; il développait si admirablement les plans de Guillaume d'Orange que la Hollande pesait déjà dans la balance européenne. Le Taciturne était mort sous les coups d'un fanatique ; pour entraver les progrès de la Foi , on accusa les Jésuites et l'archiduc Ernest d'Autriche d'avoir comploté la mort de Maurice.

Au milieu de tous les attentats contre les personnes qui surabondent dans ce siècle , attentats commençant à François de Guise pour finir à Maurice de Nassau , il y a sans doute plus d'une exagération. Les Calvinistes avaient donné un funeste exemple en assassinant le chef des Catholiques par la main de Poltrot ; cet exemple ne fut pas perdu ; mais , il faut bien le dire , les partis se calomnièrent afin de se donner le droit d'injustice. La reine Elisabeth fut accusée à tort d'avoir empoisonné don Juan d'Autriche ; on rendit cette accusation aux Catholiques , et on leur prêta une conspiration contre Maurice de Nassau. Les Jésuites étaient en guerre avec le principe religieux qu'il faisait triompher par les armes ; les Jésuites , alors pros crits de France , se virent attaqués pour un nouveau crime , où tout est hypothèse et impossibilité.

Pierre
Panne
et les
Jésuites.

Le président de Thou s'exprime ainsi ¹ : « On arrêta à Leyde un homme suborné pour tuer le comte Maurice , ou qui peut-être se porta de lui-même à commettre ce crime. » L'homme dont parle de Thou se nommait Pierre Panne ; il était né à Ypres , et afin de rattacher aux Jésuites son forfait , qui n'eut jamais un commencement d'exécution , on découvrit qu'il avait un cousin domestique à Douai dans la maison des Jésuites. Ce fut sur cette parenté que l'on échafauda l'accusation. Ce Pierre Panne n'appartenait à aucun culte , il n'avait que des passions de bas étage. Dans les premiers jours de juin 1598 , il arrive à Leyde en état d'ivresse , — et c'est aux informations juridiques , aux actes des magistrats d'Ypres , d'Anvers , de Mons , de Douai et de Bruxelles que nous empruntons ces détails — ; il se présente aux gardes du comte de Nassau , il leur demande où est le prince. La physionomie de Panne fait naître des soupçons ; il est emprisonné. A l'instant il avoue que deux des principaux habitants de Bruxelles lui ont donné mission d'assassiner le capitaine-général des Provinces-Unies. Cet aveu , inspiré par la peur , par l'ivresse ou par la subornation , éveille les susceptibilités protestantes.

En France et en Angleterre , les Hérétiques se faisaient une arme contre les Jésuites de tous

les crimes vrais ou supposés qui menaçaient la vie de Henri IV et d'Elisabeth. La Hollande aussi , veut avoir ses tyrannicides. La défection de Panne est non avenue , et , à la place des deux Bruxellois dont le nom n'était même connu , on juge qu'il est plus opportun de substituer les Jésuites : on promet à Panne sa liberté s'il accuse les Pères. Panne connaît l'intérieur du collège de Douai , il accepte le marché qui lui est proposé. Il révèle tout qu'on dicte à ses frayeurs ; mais lorsqu'il s'aperçoit qu'il ne pourra pas sauver sa vie , Panne rétracte ses premiers dires. Le 22 juin 1598 il fut écartelé.

Les Protestants hollandais n'en demandaient pas davantage ; un de leurs ministres , Gaspard Grevinchove , de Rotterdam , rédige l'acte d'accusation contre la Compagnie. Pour donner plus de poids à ses récits , il accumule avec une légèreté les noms propres et les circonstances les plus contradictoires que l'ouvrage du Père Coster ¹ n'eut pas de peine à démontrer la fausseté de toutes ses allégations. Les Calvinistes français s'emparèrent de cet événement ; mais comme la version du pasteur de Rotterdam leur parut offrir trop de prises à la critique , ils la modifièrent avec tant d'art que , de roman mal combiné , ils furent assez habiles pour fabriquer une histoire à peu près vraisemblable.

Ces imputations ne ralentissaient point l'ardeur des Jésuites : ils fondèrent en 1599 un collège à Berghes-Saint-Vincent. Dans la même année , un autre est créé à Arras sous les yeux même de l'évêque Mathieu Moullart. Le sénat et les citoyens de cette ville ne partageaient point l'irritation de leur premier pasteur ; ils demandent qu'une maison de l'Ordre s'élève parmi eux , puisqu'en mourant un de leurs compatriotes a fait à la ville un legs dans cette intention. L'évêque s'y oppose ; le peuple murmure et bientôt il triomphe.

En 1600 , l'armée catholique va mettre le siège devant Ostende ; les Hollandais forcent ses retranchements. Trois Jésuites , Laurens Everard , Buzelin et Othon de Camp , étaient restés pour soigner les blessés ; ils sont surpris dans l'exercice de leur ministère , les Protestants les égorgent. Ils empoisonnent le Père Michel Brilmocher à Mayence. En 1598 , le Père Martin Laterna , prédicateur du roi de Pologne , tombe entre les mains des corsaires luthériens à la solde de Charles , duc de Sudermanie ; Laterna est précipité par eux dans les flots. Cette mort a donné aux Hérétiques l'idée de se peindre comme plus cruels qu'ils n'avaient été réellement. Henri , duc de Rohan , chef des Calvinistes ,

(1) L'ouvrage du Père Coster écrit en allemand , fut d'ail en latin par le Père Schondoneck , sous le titre de : *Tragica romiti Maurilio a Jesuitis , ut aiunt Calvinista , Le intentata.*

(1) *Histoire universelle* , t. xiii , p. 267 , année 1598.

français sous Louis XIII, raconte dans son ouvrage *Des intérêts des princes*¹, qu'il eut à l'esprit de Sigismond, roi de Pologne et de Suède, d'ériger un sénat de Jésuites en ce dernier royaume. Les Pères désignés par le général de la Compagnie mirent à la voile ; avant d'arriver à destination, ils furent capturés en mer, puis massacrés ou noyés par ordre du duc de Sudermanie, qui usurpait sur son neveu le couronne de Suède.

Tel est le récit de Henri de Rohan ; beaucoup de recherches ont été faites par nous afin de savoir ce que pouvait être le sénat dont parle le grand capitaine protestant, et de connaître les noms des Jésuites qui avaient péri. Dans les archives de la Société il n'a jamais été question de ce sénat improvisé et du trépas de tous ces Pères. Il devient donc impossible d'apprécier sur quel but les Calvinistes et les Luthériens imputaient des meurtres imaginaires, lorsqu'on ne voit pallier avec tant de soin et nier avec tant de force ceux qu'ils commettaient en réalité. C'est une fable inventée à plaisir, et les Dévoysés de l'Eglise nous semblent assez riches en attentats de ce genre pour que leurs co-religionnaires leur prêtent pas des crimes chimériques.

Toutes les souffrances endurées par les Jésuites ne furent pas stériles : dans la pensée des catholiques, c'était aux Jésuites que la vengeance des Sectaires s'adressait ; ce fut sur eux que les villes fidèles à la Religion voulurent appuyer. De 1604 à 1613 elles fondèrent neuf maisons pour la Compagnie à Cambrai, à Tournai, à Waten, à Dinant, à Bois-le-Duc, à Namur, à Malines, à Hesdin et à Aire en Artois ; on vit se former des collèges et des séminaires comme une protestation de la Flandre. En présence de ce mouvement, dont les résultats étaient incalculables pour l'Eglise, car à Louvain, dans la seule classe de logique, on comptait plus de quatre cents élèves, Aquaviva se détermina à partager ce pays en deux provinces : la province flandro-belge renferma quatorze maisons, la province gallo-belge en eut quinze.

Dans le même temps, la Compagnie de Jésus venait à bonne fin une affaire plus épineuse : elle rentrait en France sous l'égide de Henri IV.

Le Parlement de Paris ne s'était pas contenté, l'instigation de l'Université, de les flétrir une fois, il avait pour chef Achille de Harlay, la majestueuse figure de magistrat, homme de bien, qui, dans l'entraînement des partis, ne s'inspira que de la justice et n'assujettissait sa raison qu'à la loi. Achille de Harlay était le beau-frère du président de Thou, et les Jésuites le comptaient parmi leurs adversaires : il ne cachait pas ses répugnances, il avouait que la Compagnie de Jésus lui paraissait encore plus dangereuse

qu'utile. Cette opinion se basait plutôt sur des répulsions secrètes que sur des faits sagement discutés ; mais Achille de Harlay, comme tous les caractères de granit, possédait au suprême degré les défauts de ses qualités. Esprit judicieux et tenace, il épousait avec ferveur les passions parlementaires ; il se montrait inflexible parce que le Parlement colorait ses hostilités d'un vernis de bien public. Près de lui, et se servant de sa vertu comme d'un bouclier, on distinguait deux avocats-généraux dont les titres et la science font encore autorité : ils se nommaient Marion et Servin. Sentinelles vigilantes, ils étaient chargés de faire exécuter l'arrêt de bannissement ; ils remplissaient cet office avec un zèle qui participait autant du devoir que de la satisfaction d'une inimitié.

Néanmoins, les Jésuites, proscrits par le Parlement de Paris, n'avaient pas trouvé dans les autres cours judiciaires du royaume des ennemis aussi implacables. Le Parlement de Toulouse les maintenait ; ils conservaient leurs collèges du Languedoc, et les villes de Limoges, de Tulle, de Brives et de Saint-Flour demandaient des maisons. Dans le Dauphiné, à Grenoble surtout, où Lesdiguières, encore huguenot, était presque roi, le Père Coton commençait sa réputation d'orateur, et Lesdiguières, séduit par le charme de sa parole, devenait son ami. A Bordeaux, le Père Richeome était rappelé, et à Lyon le Corps de Ville faisait des remontrances au Parlement pour obtenir la liberté de donner son collège au Père Porsan, Jésuite sécularisé. Ces remontrances des Lyonnais proclamant l'aptitude de la Compagnie de Jésus pour l'éducation émurent l'Université. Elle jugea que le coup porté n'était pas mortel, et l'avocat-général Marion repoussa la demande du Corps de Ville de Lyon, parce que, disait-il, « les Pères conservent un désir de vengeance ardent et furieux de la honte et opprobre ; de sorte qu'à présent tout leur soin, étude et industrie, toutes leurs ruses, cautèles et finesses, — et quelles gens au monde en ont de plus subtiles ? — bref tout leur souhait et auquel ils réfèrent tous leurs artifices, est de rentrer en France pour y faire pis que par le passé. »

Marion était l'homme de la justice, l'organe de la loi, et il s'improvisait l'avocat des passions universitaires. Comme la voix publique se prononçait en faveur de la Compagnie, il mettait en suspicion ce même peuple dont chacun, selon les besoins de sa cause, flatte les instincts ou blâme les sentiments. « Il est vrai, ajoutait-il, que le peuple s'est imaginé que les Jésuites sont propres à élever la jeunesse ; mais le public juge-t-il sainement des choses ? En effet, sur quel fondement ce préjugé s'appuie-t-il ? »

De nouveaux arrêts, en date du 21 août et du 16 octobre 1597, confirmèrent celui du 29 décembre 1594 ; mais les familles ne s'accor-

L'avocat-général Marion et les familles françaises.

(1) *Des intérêts des Princes*, par le duc de Rohan, p. 124. (Lyon, 1670.)

modaient pas aussi facilement que l'Université de l'interdit lancé contre les Jésuites. A Pont-à-Mousson, à Tournon, au Puy, à Verdun, à Dôle, à Besançon, à Auch, à Rhodéz et dans plusieurs autres villes, ils avaient, sous la protection des magistrats, continué d'ouvrir leurs maisons; elles se remplirent d'enfants partis de tous les points du royaume. Les colléges ne suffisant pas pour recevoir ceux qui désiraient y entrer, on fit émigrer la jeunesse; elle alla en Suisse, en Allemagne, en Flandre et en Lorraine chercher les maîtres qui avaient son amour et la confiance des parents. Alors, comme toujours, la persécution préparait la réaction: l'Université mit ordre à cet état de choses qui ruinait son crédit. Le 48 août 1598, sur les réquisitoires de Marion et de Servin, le Parlement « inhiba et défendit, inhibe et défend à toutes personnes d'envoyer écoliers aux colléges de la dite prétendue Société, en quelques lieux et endroits qu'ils soient, pour y être instruits; et dès à présent a ordonné et ordonne que tous les sujets du roi instruits et enseignés aux colléges des dits prétendus de la dite Société, dedans ou dehors ce royaume, ne jouiront des privilèges de l'Université comme incapables des degrés d'icelle. »

Les Par-
lements
de
Toulouse
et de
Bordeaux
conser-
vent les
Jésuites.

A cette atteinte portée à la liberté et aux droits les plus sacrés de la famille, les Etats du Languedoc s'indignèrent, et, par leur syndic, ils sollicitèrent, et obtinrent du Parlement de Toulouse un arrêt du 23 septembre 1598 qui défendait « de troubler dans leur ministère et dans la jouissance de leurs biens les prêtres et écoliers de la Compagnie de Jésus. » Partout où il n'y avait pas d'Université aussi envahissante que celle de Paris, à Bordeaux comme à Toulouse, à Limoges ainsi qu'à Lyon, à Rouen et à Dijon, la Compagnie de Jésus n'était pas jugée avec autant de sévérité. Loin du foyer de l'action universitaire, et n'appréciant que les effets sans remonter aux causes, les provinces ne consentaient pas à sacrifier l'avenir de leurs enfants et de la France à de jalouses colères. Les Parlements protestaient en maintenant les Jésuites malgré le Parlement de Paris; leurs protestations, que le Clergé et la Noblesse catholique appuyaient à la cour, firent une impression sur l'esprit de Henri IV.

Lettre du
Cardinal
d'Ossat.

Dans le même temps, le Cardinal d'Ossat écrivait à Villeroi une lettre qui accrût cette impression.

« Si, dès son enfance, il (Henri IV) eût été Catholique, disait d'Ossat à la date du 5 mars 1598 ¹, on ne seroit pas si prompt à soupçonner et mal interpréter ses actions en matière de Religion; mais, pour ce qu'il est venu trop tard, on prend l'alarme de toutes choses qui puissent faire souvenir du passé; encore qu'elles ne

soient faites à mauvaise intention, et principalement d'entendre qu'on veut chasser du royaume pour la seconde fois indifféremment ceux sont tenus pour les plus éminents qui sont aujourd'hui en doctrine et en instruction, jeunesse, et confession et administration des sacrements, en la prédication et défense de la Religion catholique et de l'autorité du Saint Siège, et qu'on les veut chasser de sang-froid sans qu'ils en aient donné aucune nouvelle occasion.

» Tant y a, continue le Cardinal-ambassadeur, que quoi que ils (les Jésuites) aient fait et dit par le passé, ils l'ont fait parce que le Roi n'étoit pas encore Catholique ou n'étoit point été absous par le Pape; or, ces occasions sont cessées, longtemps y a, par la conversion et l'absolution de Sa Majesté. Cet ordre de profession particulière d'obéir au Pape et de garder de ses commandements; ils n'ont garde de faire contre celui que le Pape reconnoît pour Roi; d'ailleurs, ils sont prudents et accablés d'aimant leur sûreté et profit, et sachant bien connoître où il gît, et se garderont de faire une escapade ou extravagance, ou chose haïe et déuise, beaucoup mieux que ne feroient d'autres qui ont moins de sens et de prudence en politique qu'eux; et de fait Jacques Clément n'étoit pas Jésuite.

» Chasser aujourd'hui tout ce qui reste de ces gens en France ne seroit pas ôter les ennemis du roi, mais faire infinis ennemis du roi et hors et dedans son royaume, comme il a été montré ci-dessus; et non-seulement on feroit point de déplaisir ou dommage au Roi d'Espagne, mais au contraire on lui feroit de agréables ou profitables, en ce que le Roi se par ce moyen, affoibli, demeurant privé de la bonne opinion et affection des plus grands Catholiques, et qui lui pourroient plus profiter et nuire. Et seroit bien plus utile au Roi et convenable à la clémence et généreuse procédure dont Sa Majesté a usé ci-devant envers les autres, de laisser en paix ces gens-ci qui échappés à la fortune et à l'orage de la guerre du mois de décembre 1594 et se les gagnés acquérir. Aussi ont-ils bien eux seuls d'industrie et dextérité et de moyen pour tenir les peuples en obéissance et dévotion; les sujets doivent à leur Roi que n'ont posés tous les autres Ordres et Religions ensemble si on savoit bien user par delà, ils le feront tant par devoir que pour effacer la note du passé, et pour l'espérance qu'ils auroient d'en finir un jour par ce moyen la restitution de ceux qui furent chassés du ressort du Parlement de Paris; outre que Sa Majesté, en ne persévérant à l'exécution dudit arrêt, retiendrait la bonne opinion et affection du Pape, de cette cour, et de tous les Catholiques qui dedans la France: ce qui ne peut tourner

(1) Lettres du Cardinal d'Ossat, liv. IV, n. 119.

à déplaisir et dommage des Espagnols et de tous autres ennemis du Roi et de la France. »

L'expulsion des Jésuites, ces nouveaux arrêts rendus coup sur coup et l'attitude impartiale du Roi dans ces conflits de juridiction firent comprendre à Aquaviva que l'heure d'agir avait sonné. Clément VIII venait de ménager la paix de Vervins entre Henri IV et Philippe II, et le Cardinal de Médicis, son légat, faisait connaître au Roi de France le vœu du Souverain Pontife pour le rétablissement de la Compagnie. Le Béarnais était trop sagace pour ne pas apprécier l'importance que cet Ordre religieux avait acquise en Europe, importance que son ministre à Rome, que le Cardinal d'Ossat lui signalait en termes si pleins de finesse diplomatique. Il était trop véritablement roi pour ne pas s'en emparer au profit de son pays ; mais il avait des satisfactions à accorder à la turbulence des Dévoyés.

L'édit de Nantes, rendu le 30 avril 1598, et qui, par ses quatre-vingt-onze articles publics et ses cinquante-six autres secrets, leur accordait l'indépendance et la sécurité, ne les empêchait pas de faire entendre des plaintes, et quelquefois même des menaces. Amis de Henri IV jusqu'au jour où il avait abjuré, les Huguenots se révélaient si exigeants qu'ils effrayaient la reconnaissance royale. Les Jésuites étaient leurs ennemis de toutes les heures ; quoique proscrits, ils luttait encore contre eux : à Nîmes, à Montélimart, à Grenoble, ils avaient vu le Père Coton tenir tête à leurs docteurs, et, soit en présence du Cardinal de Sourdis, soit devant le Parlement dauphinois, vaincre leur fameux ministre Chamier. Ces souvenirs vivaient dans leurs cœurs, et lorsque le Cardinal de Médicis fut de retour à Rome, il expliqua si nettement les difficultés de la situation, que le Pape et Aquaviva sentirent qu'il ne fallait rien précipiter. Le Père Jean de Bordes, envoyé auprès du Général par les Jésuites de France, confirma les rapports du Légat.

Après un mûr examen, le Saint-Siège, du consentement des deux parties, cassait le mariage de Henri IV et de Marguerite de Valois ; Aquaviva crut le moment opportun pour obtenir du Roi la faculté de faire plaider au tribunal de sa justice le procès de la Compagnie, procès qui avait été jugé, mais qui n'avait jamais été examiné. Horatio del Monte, archevêque nommé d'Arles, et le Père Maggio furent chargés de cette négociation. Laurent Maggio était un homme versé dans la connaissance des affaires ; souple, ferme et insinuant, son esprit fécond en ressources avait plus d'un point de ressemblance avec celui de Henri IV. Aquaviva espérait que les reparties spirituelles du Jésuite vénitien ne seraient pas sans attrait pour le monarque dont l'Europe admirait la verve béarnaise ¹ ;

(1) Le Père Maggio avait presque autant d'esprit répitien

Maggio avait déjà paru à la cour de Henri III, et plus d'une fois le jeune Roi de Navarre s'était montré charmé de la conversation du Père. Maggio plut au monarque « autant habile qu'homme de son royaume », dit l'historien Duplex, pour juger de l'humeur et du mérite des personnes. » Dans le courant de septembre 1599, il fit commencer devant lui à Blois l'instruction de cette affaire. Le Nonce du Pape et l'Archevêque d'Arles représentaient le Saint-Siège ; Maggio parlait au nom de sa Compagnie. Rien ne pouvait s'y décider ; mais pour les Jésuites, dont le Père Richeome publiait l'apologie à Bordeaux et à Limoges, c'était un achèvement. Dans ces conférences d'Etat, Henri écouta les raisons pour et contre, et se contenta de témoigner qu'il savait gré à Claude Aquaviva de n'avoir point accepté sans son agrément les collèges de Béziers et de Limoges. Le 4^{or} janvier 1600, il fit réunir chez le chancelier de Bellièvre les présidents du Parlement, le ministre d'Etat Villeroi, le procureur-général de La Guesle et les avocats-généraux Marion et Servin. Le chancelier et Villeroi déclarèrent que les Archevêques de Modène et d'Arles, venus en France pour négocier l'union du Roi avec Marie de Médicis, avaient encore mission de solliciter le rétablissement de la Société de Jésus ; le Pape, ajoutaient-ils, se porte caution pour elle, et le Père Maggio réglera tout dans ce sens.

Servin ne put se contenir ; comme au Palais, il fulmina un long réquisitoire, qu'interrompit l'austère parole du président Séguier. Ce n'était plus en magistrat qu'il envisageait la cause, mais en homme politique ; et, afin de ne pas irriter les esprits, Séguier adopta un moyen terme. Il savait par cœur son parlement ; il demanda que le Roi fit connaître sa volonté par lettres-patentes. A peine cette orageuse séance fut-elle levée que Séguier, s'approchant de Bellièvre et de Villeroi, leur conseilla de traiter directement l'affaire avec le monarque, et de ne pas s'en rapporter au Parlement.

Henri IV traînait la chose en longueur, ne voulant user de son autorité royale qu'à la dernière extrémité ; cependant, comme pour habituer le Parlement à l'idée de la réintégration des Pères, il accordait à Maggio, visiteur des provinces de France, la permission de se rendre avec son titre en Guienne et en Languedoc. Maggio obtint plusieurs audiences du prince,

que Henri IV de reparties gascounes. Dans la *Seconde Apologie de l'Université de Paris*, chap. xviii, page 189, on lit que Maggio disait un jour au roi, en riant : « Sire, les Jésuites vous seront aussi fidèles qu'à Philippe d'Espagne, lorsqu'ils auront reçu avant de bienfaits de l'un que de l'autre. » A son retour de Guienne, le Père Maggio, voyant les choses dans le même état, malgré les promesses de Henri IV, lui dit encore, et c'est le président de Thou qui raconte cette anecdote au 132^e livre de son histoire : « Sire, vous êtes plus lent que les femmes, qui ne portent leurs fruits que pendant neuf mois. — C'est vrai, reprit le prince sur le même ton de plaisanterie ; mais, Père Maggio, les rois n'accouchent pas si aisément que les femmes. »

Réunion
du
Conseil à
Blois et à
Paris
pour fixer
le sort
des
Jésuites.

Séguier
et Servin.

et, dans une de ses lettres à Aquaviva, le Jésuite raconte que Henri IV lui recommande beaucoup de douceur et d'égards pour la conversion des Hérétiques. « Evitez, lui dit-il, les discussions longues et pénibles, et démontrez bien surtout où est la véritable Eglise. Je vous promets de veiller à la sûreté de vos Pères et de faire revenir insensiblement tous les autres. »

Trois années s'écoulèrent ainsi ; mais au Synode de Gap, les Dévoyés ayant proclamé que le Pape était véritablement l'Antechrist, « en même temps, ajoute l'historiographe Dupleix, que les Calvinistes françois bandoient tous leurs nerfs pour faire un dernier effort contre le Saint-Siège, la providence divine leur opposa de resche cette leste Compagnie de Jésuites qui avoient souvent terrassé les troupes mises sus par Sathan ¹. » Au mois d'avril 1603, le Provincial Ignace Armand, accompagné des Pères Du Chatellier, Brossart et de La Tour, alla à Metz, où le duc d'Epemon, Fouquet de la Varenne et les secrétaires d'Etat Villeroi et de Gesvres leur avaient, de concert avec la reine, ménagé une audience du prince. Armand justifia sa Compagnie des griefs accumulés contre elle ; Henri IV répondit : « Je ne veux point de mal aux Jésuites, et le mal que je désire à homme qui vive m'advienne. Ma Cour du Parlement a fait quelque chose contre vous, ce n'a point été sans y bien songer. »

Armand n'ignorait pas les bonnes dispositions du Roi ; il lui proposa de se rendre au Louvre avec les deux autres Provinciaux de France pour recevoir ses ordres à son retour dans la capitale. « Il n'en faut pas tant, dit le Monarque, il suffit que vous et le Père Coton y veniez. »

Pierre Coton naquit le 7 mars 1564 à Néronde dans le Forez ; il n'était connu de Henri IV que par son éloquence et par l'estime que lui témoignait un des plus vaillants compagnons d'armes du Béarnais. Lesdiguières, Calviniste, avait si souvent fait au Roi l'éloge du Jésuite que ce monarque voulut juger par lui-même un homme dont la réputation était si grande ; il le reçut à Fontainebleau, il l'embrassa comme on embrasserait un ami longtemps attendu. « Il le prit en telle affection, selon Cayet ², aussitôt qu'il l'eut vu, qu'incontinent il ne se faisoit rien qu'il n'y fût appelé. » Quelques jours après, cette affection du Roi pour le Jésuite fut si éclatante que le rétablissement de la Compagnie ne fit plus doute à la cour. L'archevêché d'Arles vqua sur ces entrefaites ; dans la ferveur de son amitié nouvelle, Henri l'offre au Père Coton : le Jésuite déclare qu'il a, par ses vœux, renoncé à toutes les dignités ecclésiastiques. Ce refus étonne le Roi ; il lui fait comprendre ce qu'il y a de force dans une Compagnie qui professe un

pareil désintéressement. Ordre est donné conseil de s'assembler et de délibérer sur rétablissement des Jésuites. Ce conseil é composé du connétable Henri de Montmorency du chancelier, de Sully, de Villeroi, de Cteuneuf, de Pontcarré, et des présidents Silleri, de Vic, Calignon, Caumartin, Jénin et de Thou. Sully était Protestant, et, nom de ses co-religionnaires, il s'opposait à merci à la Société de Jésus. Avec des motifs fères de ceux qu'Achille de Harlay fa valoir, ce grand homme d'Etat, dominé par préjugés de secte, n'envisageait le rappel Jésuites qu'au point de vue du Calvinisme.

Le lendemain, il développa devant Henri ses répugnances ; il lui exposa que leur retour serait un signal de guerre contre les Huguenots et peut-être une cause de mort pour lui. Dans ses *Mémoires*, dont Schœll, écrivain protestant lui-même, a dit ¹ : « Sully ne manqua pas de préventions ; l'esprit de parti l'entraîna souvent ; nous lui reprochons une haine aveugle pour les Jésuites ; » dans ses *Mémoires*, ministre de Henri IV prête au Roi la réponse suivante ² :

« Par nécessité il me faut faire à présent deux choses l'une, à savoir : d'admettre les Jésuites purement et simplement, les débarrasser des diffames et opprobres desquels ils ont été flétris, et les mettre à l'épreuve de leurs beaux serments et promesses excellentes ; bien de les rejeter plus absolument que jamais et leur user de toutes les rigueurs et duretés dont l'on se pourra aviser, afin qu'ils n'apprennent jamais ni de moi ni de mes Etats ; au cas il n'y a point de doute que ce ne soit rejeter dans le dernier désespoir, et, par icelui dans les desseins d'attenter à ma vie ; ce qui rendroit si misérable et languoureuse, demeurant ainsi toujours dans les défiances d'être empoisonné ou bien assassiné (car ces gens ont des intelligences et des correspondances partout, et grande dextérité à disposer d'esprits ainsi qu'il leur plaît), qu'il me vaudrait mieux être déjà mort, étant en cela de l'opinion de César, que la plus douce mort est la mort prévue et attendue. »

Ces paroles sont graves ; mais, après le jugement que Schœll vient de porter sur la haine aveugle de Sully pour les Jésuites, il est au moins permis de douter que Henri IV les ait proférées. Elles sont indignes en effet de son caractère et de son courage. Quoi qu'il en soit, Sully fut convaincu par les raisons que le Roi lui alléguait, raisons puissantes, car elles touchaient aux plus chers intérêts de l'Etat : l'éducation surtout. Henri fit part au Père Coton de la conversion qu'il avait opérée, et, par ses ordres, le Jésuite se rendit auprès du ministre

Les
Jésuites
à Metz
devant
Henri
IV.

Le père
Coton
appelé
par le
Roi.

(1) *Histoire de Henri-le-Grand*, page 345.

(2) *Chronique septénaire*, année 1604, p. 4, 37.

(1) *Cours d'histoire des États européens*, t. XVII, p. 278.

(2) *Mémoires de Sully*, t. II, chap. 112.

comme naguère le Roi l'avait envoyé visiter le premier président.

Au mois de septembre 1603, Henri IV, voyant que l'obstination du Parlement de Paris ne pourrait être vaincue que par un acte d'autorité, signa à Rouen un édit qui rétablissait légalement les Jésuites dans le ressort des Parlements de Guienne, de Bourgogne et de Languedoc. Les villes de Toulouse, d'Auch, d'Agen, de Rhodéz, de Bordeaux, de Périgueux, de Limoges, de Tournon, d'Aubenas et de Béziers sont spécialement désignées; « et, dit le Roi outre les ditz lieux, nous leur avons, en faveur de Sa Sainteté et pour la singulière affection que nous lui portons, accordé et permis de se remettre et établir en nos villes de Lyon, Dijon, et particulièrement de se loger en notre maison de La Flèche en Anjou, pour y continuer et établir leurs collèges et résidences, aux charges, toutefois, et conditions qui s'ensuivent. »

Ces charges et conditions étaient que les supérieurs seraient tous Français, et que, sans la permission du Roi, il ne pourrait jamais y avoir un étranger dans aucune des maisons de l'Ordre; un Père devait séjourner à la cour en qualité de prédicateur du Roi; et « pour, ajoute l'édit, nous répondre des actions de leurs compagnons aux occasions qui se présenteront. » Les Jésuites étaient privés du droit de posséder leurs biens ou d'hériter jusqu'à la profession des vœux solennels, droit dont ils jouissaient en Allemagne, en Italie, en Espagne, en Pologne et dans les Pays-Bas; mais, s'ils sortaient de la Compagnie avant d'avoir fait ces vœux, ils rentraient dans leur fortune privée. Ils étaient remis en jouissance des biens et maisons à eux appartenant avant leur bannissement.

Aquaviva écrivit à Henri IV pour le remercier d'abord, pour lui soumettre ensuite quelques réflexions; le Roi lui adressa la réponse suivante :

« Monsieur le Général, j'ai embrassé avec affection le rétablissement en mon royaume de votre religion, me de considérations dignes d'un prince très-chrétien qui désire l'avancement de la gloire de Dieu et de la prospérité de son Etat. J'ai en suite de cela pris en très-bonne part ce que vous avez représenté à mon cousin le Cardinal d'Ossat et à mon ambassadeur sur aucuns articles des conditions opposées à la dite restitution, ensemble la lettre que vous m'avez escripte sur ce sujet le 24^e du mois passé; et d'autant que l'un et l'autre vous feront entendre mon intention sur cela, je m'en remettrai à eulx, vous priant leur adjouter foy comme à moi-même, et croire que j'ay si à cœur leur rétablissement que je ne seray content que je ne l'aye conduit à sa perfection. Partant je désire que vous vous en reposiez sur moy, qui ay, avec la bonne volonté, meilleure cognoissance que personne de ce qu'il convient faire pour cet

effect. Je prie Dieu, monsieur le Général, qu'il vous ayt en sa sainte et digne garde.

« Escript à Fontainebleau le 49 novembre 1603.

« HENRY. »

Un semblable édit était une concession aussi bien faite à la Compagnie de Jésus qu'au Parlement et à l'Université de Paris. Chacun y trouvait son compte; mais l'Université vit sans peine que, puisque Henri IV franchissait les premiers obstacles, le rappel dans la capitale du royaume ne serait plus qu'une affaire de forme ou de temps. Il lui restait un moyen de s'opposer à la détermination du prince : il fallait jeter le Parlement à la traverse. Le Parlement accepta le rôle qu'on lui destinait, et le 18 décembre 1603, la Grand'Chambre, la Tournelle et la Chambre de l'Edit assemblées, « il fut ordonné que très-humbles remontrances seraient faites au Roi et mises par écrit ¹. » Cette précaution inusitée offensa le Roi; le 20 décembre il fit signifier au Parlement par son conseiller d'Etat, André Hurault de Maisse, « que le porteur des remontrances pourrait recevoir une honte et un affront dont la cour pourrait avoir regret. »

Le Parlement annula sa résolution, et la veille de Noël, Achille de Harlay, à la tête des magistrats, prononça devant le Roi et la Reine ce discours :

« Sire, votre Cour du Parlement ayant délibéré sur vos lettres patentes du rétablissement des prestres et escoliers du collège de Clermont en aucuns lieux de son ressort, prenant le nom de Jésuites, a ordonné que très-humbles remontrances seroient faites à Vostre Majesté, et nous a chargés de vous représenter quelques points que nous avons jugé importer au bien de vos affaires et au salut public qui despends de votre conservation, lesquels nous ont retenus de procéder à la vérification.

« Et avant que les particulariser vous rendre grâces très-humbles de l'honneur qu'il vous a pleu nous faire, d'avoir agréable que ces remontrances vous soient faites de vive voix, faisant paroître votre indulgence et bénignité envers nous; d'autant plus digne de louange qu'elle est esloignée de l'austérité des premiers empereurs romains, qui ne donnoient point d'accez à leurs subjects vers eus, mais vouloient que toutes demandes et supplications leur fussent présentées par escrit.

« L'establisement de ceus de cest Ordre soydisans Jésuites en ce royaume, fut jugé si pernicieux à cest Estat que tous les Ordres Ecclesiastiques s'opposèrent à leur réception, et le décret de la Sorbonne fut que ceste Société estoit introduite pour destruction et non pour édification; et depuis, en l'assemblée du Clergé, en septembre 1564, où estoient les Arche-

Le Parlement et l'Université s'opposent au rétablissement.

Achille de Harlay fait au roi les remontrances de son Parlement.

¹) Registres du Parlement.

vesques et Evêques, et y présidoit monsieur le Cardinal de Tournon, elle fut approuvée, mais avec tant de clauses et restrictions que s'ils eussent été pressés de les observer, il est vraisemblable qu'ils eussent bientôt changé de demeure.

« Ils n'ont été reçus que par provision, et par arrest de l'an 1564 défenses leur furent faites de prendre le nom de Jésuites ni de Société de Jésus, nonobstant ce, ils n'ont pas laissé de prendre ce nom illicite, et s'exempter de toutes puissances tant séculières qu'ecclésiastiques; les rétablissant, vous les autorisez davantage, et rendez leur condition meilleure qu'elle ne fut oncques. Ce jugement fut d'autant plus digne de votre Cour de Parlement que vos gens et tous les Ordres estimèrent nécessaire de les retenir avec des cautions pour empêcher la licence dès-lors trop grande en leurs actions, et dont ils prévoyaient l'accroissement fort dommageable au public; la prédiction est fort expresse au plaidoyer de vos gens, qui ne leur assistoient pas qu'il estoit besoin d'y pourvoir, afin qu'il n'advint pas pis que ce qu'ils voyoient dès-lors.

« Et comme le nom et le vœu de leur Société est universel, aussi les proportions en leur doctrines sont uniformes, qu'ils ne reconnoissent pour supérieur que Notre Saint-Père le Pape, auquel ils font serment de fidélité et d'obéissance en toutes choses, et tiennent pour maxime indubitable qu'il a puissance d'excommunier les Roys, et qu'un Roy excommunié n'est qu'un tyran, que son peuple se peut eslever contre luy, que tous demeurants en leur royaume ayant quelque Ordre, pour petit qu'il soit en l'Eglise, quelque crime qu'il commette, ne peut estre jugé crime de lèse-majesté, parce qu'ils ne sont leurs subjects ne justiciables; tellement que tous ecclésiastiques sont exempts de la puissance séculière, et peuvent impunément jeter les mains sanglantes sur les personnes sacrées: c'est ce qu'ils écrivent, et impugnent l'opinion de ceux qui tiennent les propositions contraires.

» Deux docteurs en droit espagnols ayans écrit que les clercs estoient subjects à la puissance des Rois et des Princes, l'un des premiers de la Société a écrit contre eux, disant, entre autres raisons, que, comme les Léuites, au Vieil Testament, estoient exempts de toutes puissances séculières, aussi les Clercs, par le Nouveau Testament, estoient exempts de la mesme puissance, et que les Roys et les monarques n'ont aucune juridiction sur eux.

» Votre Majesté n'approuvera pas ces maximes, elles sont trop faulces et trop erronnées. Il faut donc que ceux qui les tiennent et veulent demeurer en votre royaume les abjurent publiquement en leurs Collèges; s'ils ne le font, permettez-vous qu'ils y demeurent? Ils veulent subvertir les fondemens de votre puissance et autorité royale; s'ils le font, croirez-vous qu'ils

puissent avoir une doctrine faisant part de la religion, bonne pour Rome et pour l'Espagne, et toute autre pour la France, qui rejette ce que les autres reçoivent, et que, allants et retournants d'un lieu à un autre, ils le puissent déposer et reprendre? S'ils disent le pouvoir faire par quelque dispense secrète, quelle asserance prendrez-vous en des âmes nourries d'une profession qui, par la diversité et changement de lieu, se rend bonne et mauvaise?

» Ceste doctrine est commune à tous quelque lieu qu'ils soient, et prend tels progrès en votre royaume qu'elle se coulera enfin au Compagnies les plus retenus.

» Lors de leur établissement, ils n'avoient point de plus grands adversaires que la Sorbonne; à présent elle leur est favorable, parce qu'un monde de jeunes théologiens ont fait leurs études en leurs collèges. Les autres écoles feront le semblable, s'avanceront et pourront estre admis aux premières charges dedans vos Parlements, et, tenant la mesme doctrine, soustrairont de votre obéissance, laissant perdre tous les droicts de votre couronne et liberté de l'Eglise de France, et ne jugeront aucun crime de lèse-majesté punissable commis par l'ecclésiastique.

» Nous avons esté si malheureux en nos jours d'avoir veu les détestables effets de leurs instructions en votre personne sacrée. Barrière (tremble, Sire, en prononçant ce mot) avoit esté instruit par Varade, et confessa avoir reçu la communion sur le serment fait entre ses mains de vous assassiner. Ayant failli son entreprise, d'autres esleverent le courage au perserpent qui acheva en partie ce qu'il avoit conjuré.

» Guignard avoit fait les livres écrits de sa main, soustenant le parricide du feu Roy justement commis et confirmant la proposition condamnée au Concile de Constance.

» Que n'avons-nous point à craindre, nous souvenant de ces meschants et déloyaux actes qui se peuvent facilement renouveler!

» S'il nous faut passer nos jours sous une crainte perpétuelle de voir votre vie en hasard, quel repos trouverons nous aus vostres?

» Seroit-ce pas impiété prouver le danger du mal, et l'approcher si près de vous? Seroit-ce pas se plonger en une profonde misère que de désirer survivre la ruine de cest Estat, lequel, comme nous vous avons autres fois dict, n'est esloigné que de la longueur de votre vie.

» Louange à Dieu, Sire, de la mutuelle bienveillance entre vous et nostre Saint Père. Dieu vous maintienne longuement en votre couronne et lui au Saint Siège! Mais, si l'âge ou l'indisposition retranchoit ses jours, et si son successeur, mal animé, desployoit son glaive spirituel sur vous, comme ses prédécesseurs sur les autres Roys de France et de Navarre, qu'

regret à vos subjects de veoir entre nous tant d'ennemis de cest Estat et de conjurateurs contre Vostre Majesté, comme contre celle du feu Roy d'heureuse mémoire, ayants esté, de son règne, les auteurs et principaux ministres de la rebellion, et non innocents de son parricide !

» Ils disent leurs fautes passées ne devoir plus estre relevées, non plus que celles de tous les autres Ordres et Compagnies qui n'ont moins faillily qu'eus. Il peut estre dict, à leur préjudice, qu'encores qu'il se trouve de la faute en tous les Ordres et Compagnies, toutes fois elle n'a pas esté universelle.

» Les Compagnies estoient diverses. Tous ceux qui en font parl ne se sont pas distraits de l'obeyssance deuë à Vostre Majesté ; mais ceux de leur Société sont demeurez fort unis et resserrez en leurs rebellions ; et non seulement aucun ne vous a suivi, mais eus seuls se sont rendus les plus partiaux pour les anciens ennemis de vostre couronne qui fussent en ce royaume comme tels. Odo, l'un de leur Société, fut choisi par les seize conjurez pour leur chef.

» Et, s'il nous est loisible entre-jeter quelque chose des affaires estrangeres dans les nostres, nous vous en dirons une pitoyable qui se voit en l'histoire de Portugal. Quand le Roy d'Espagne entreprit l'usurpation de ce royaume, tous les Ordres de Religieus furent fermes en la fidélité deuë à leur Roi, eus seuls en furent déserteurs pour avancer la domination d'Espagne, et furent cause de la mort de deus mil, tant de Religieus qu'autres Ecclesiastiques, dont il y a eu bulle d'absolution.

» Ils se plaignent par leurs escrits que toute la Compagnie ne devoit pas porter la faute de trois ou quatre ; mais, quand ils eussent esté réduits à la condition des Frères Humiliez, ils n'eussent point eu d'occasion de se plaindre. L'assassinat du Cardinal Borromée ayant esté machiné par un seul Religieus de cet Ordre des Frères Humiliez, y a environ trente ans, tout l'Ordre fut aboly par le Pape Pie Quint, suivant la résolution de l'assemblée des Cardinaus, quelque instance que le Roy d'Espagne fist au contraire. Nostre jugement n'est pas si sévère. S'ils disent qu'il n'y a point de comparaison avec leur Ordre de l'Ordre des Humiliez, le leur estant beaucoup plus grand, nous leur dirons qu'il y a moins de comparaison d'un Cardinal avec le plus grand Roy du monde, plus hault eslevé au dessus d'un Cardinal que leur Ordre au dessus du plus petit ;

» Que les Humiliez avoient moins faillily qu'eus, car un seul estoit auteur de l'assassinat d'un Cardinal ; eus tous sont coupables de vostre parricide pour le moyen de leur instruction.

» Nous vous supplions très humblement que, comme vous avez eu agréable l'arrest justement donné, et lors nécessaire pour destourner tant de traistres de conspirer contre vous, aussi il

vous plaise conserver et vous redonner la souvenance du danger auquel nous fusmes lors de voir perdre la vie à nostre père commun, la vie duquel nous est plus chère que la nostre, et penserions encourir ce honteux reproche d'infidélité et d'ingratitude de n'en avoir point un soin perpétuel, puis que vous nous avez rendu la nostre, nostre repos et nos biens. La mémoire du passé nous doit servir de précaution pour donner ordre que ne demeuriions, faute de prévoyance, ensevelis dans l'abysme d'un second naufrage. Nous ne pouvons obmettre quelque supplication particulière d'avoir compassion de l'Université.

» Les Roys vos prédecesseurs ont eu soin de laisser cet ornement à vostre bonne ville de Paris, dont, ceste partie dedans peu de jours déserte, il ne se pourra faire que ne ressentiez la douleur de voir une quatriesme partie de la ville inhabitée de tant de familles de libraires qui vivent avec les escoliers, reduites à l'aumosne, pour gratifier un petit nombre de nouveaux docteurs qui devroient estudier, lire, enseigner et servir au public avec les autres, sans faire un corps particulier composé d'un Ordre et Religion nouvelle.

» Nous sçavons qu'elle a besoin d'estre réformée ; mais la réformation ne sera point par sa ruine, qui sera inévitable, non par l'absence de ceux de la Société, mais par la multitude des colleges que vous permettez en diverses provinces, lesquelles, ayant la commodité près d'eus, n'envoyront plus leurs enfans en ceste ville ; ce que vous jugerez de conséquence, considérant que ceux qui y sont nourris, s'accoustument en leur jeunesse à voir recognoistre les Roys et les marques de souveraineté.

» Ceux qui sont eslevez es petites villes ne recevront ceste instruction, et n'auront le ressentiment semblable ; et, en ce faisant, l'Université, autres fois si florissante, sera du tout ruinée par l'establissement de dix ou douze colleges de ceux dont la Société sera toujours suspecte à l'instruction de la jeunesse et très dangereuse.

» Ce sont les très humbles remontrances et raisons sommaires qui nous ont retenu de faire publier les lettres, craignants qu'il ne nous fust justement reproché d'avoir trop facilement procédé à la vérification.

» Nous prions Dieu de cœur et d'affection accroistre vos jours en tout heur et félicité, vous conserver, la Royne et monsieur le Dauphin, et pour vous et pour vos subjects, et nous faire la grace de pouvoir, par la fidélité de nostre très humble service, vous faire paroistre que ne desirons plus grand heur ne contentement plus honorable que d'estre tenus de vous tels que nous sommes,

» Vos très-humbles, et très-obeyssant, et très-fidèles subjects et serviteurs. »

A ces paroles sorties d'une bouche austère

Réponse
de Henri
IV.

et qui empruntaient quelque chose de majestueusement accusateur à la vertu même d'Achille de Harlay, le Roi répliqua :

« Je vous sçay bon gré du soing que vous avez et de ma personne et de mon Estat ; j'ai toutes vos conceptions en la mienne, mais vous n'avez pas la mienne en la vostre. Vous m'avez proposé des difficultés qui vous semblent grandes et fort considérables, et n'avez sceu considérer que tout ce que vous dictes a esté pesé et considéré par moy il y a huit ou neuf ans. Vous faictes les entendus en matières d'Estat, et vous n'y entendez toutesfois non plus que moi à rapporter un procez. Je veux donc que vous sachiez touchant Poissy que si tous y eussent aussi bien fait comme un ou deux Jésuites qui s'y trouverent fort à propos, les choses y fussent mieux allées pour les Catholiques. On recogneut dès lors non leur ambition, mais leur suffisance, et m'étonne sur quoi vous fondez l'opinion d'ambition en des personnes qui refusent les dignités et prélatures quand elles leur sont offertes, qui font vœu à Dieu de n'y aspirer jamais, et qui ne prétendent autre chose en ce monde que de servir sans récompense tous ceux qui veulent bien service d'eux ; que si ce mot Jésuite vous desplaist, pourquoy ne reprenez-vous ceux qui se disent religieux de la Trinité ? et si vous estimez d'estre aussi bien qu'eux de la Compagnie de Jésus, pourquoi ne dittes-vous pas que vos filles sont aussi bien religieuses que les Filles-Dieu à Paris, et que vous estes autant de l'Ordre du Saint-Esprit que mes chevalliers ? Pour moy, j'aymerois mieux estre appelé Jésuite que Jacobin ou Augustin.

» La Sorbonne, dont vous parlez, les a condamnez ; mais ça esté comme vous, avant que de les cognoistre ; et si l'ancienne Sorbonne n'en a point voulu par jalousie, la nouvelle y a faict ses études et s'en loue. S'ils n'ont esté jusques à présent en France que par tolérance, Dieu me réservoir cette gloire que je tiens à grace de les

(1) Ce discours d'Henri IV a été contesté par les Protestants et par les Universitaires, qui adoptaient avec passion les remontrances du premier président de Harlay. Il se trouve cependant en termes à peu près identiques dans Pierre Matthieu, à qui Henri IV fournissait lui-même les matériaux de son Histoire. D'autres contemporains le citent encore, et le président de Thou, qui l'a entendu prononcer, bien loin d'en nier l'authenticité, la confirme au contraire par l'analyse qu'il en donne.

Schell, avec son esprit de judicieuse critique, s'est bien donné garde de mettre en doute la réponse du Roi à Achille de Harlay. Il la publie intégralement dans son *Cours d'Histoires des Etats européens*, t. xvii, p. 305, ainsi que le rapporte Matthieu, et le diplomate prussien ajoute : « Tel est le discours prononcé par Henri IV, ou plutôt le sommaire de ce discours ; car il est évident qu'il n'a pas été écrit d'avance, mais que le bon roi a plutôt causé avec le Parlement. » Dans une addition à ce chapitre, p. 305, le diplomate prussien publie une autre relation du même discours, conforme à la première pour le fond et pour la suite des idées, mais qui conserve mieux tout l'esprit de causerie de Henri IV. Cette seconde version que donne Schell nous semble d'autant plus exacte qu'elle est conforme à celle de deux anciens manuscrits de ce même discours déposés dans les archives des Jésuites, et sur lesquels nous avons collationné la version de l'écrivain protestant.

y établir ; et s'ils n'y estoient que par manière de provision, ils y seront désormais et par éd et par arrest ; la volonté de mes prédécesseurs les y retenoit, ma volonté est de les y établir. L'Université les a contrepoinctés voirement, mais ça esté ou pour ce qu'ils faisoient mieux que les autres, tesmoin l'affluence des escoliers, leurs collèges, ou parce qu'ils n'étoient incorporés en l'Université, dont ils ne feront maintenant refus que quand je le leur commanderay, quand, pour les remettre, vous serez contrainct de me le demander.

» Vous dictes qu'en vostre Parlement les plus doctes n'ont rien appris chez eux : si les plus doctes sont les plus vieux, il est vray, car ils avoient estudié avant que les Jésuites fussent cogneus en France ; mais j'ay ouy dire que les autres Parlements ne parlent pas ainsi, ni mesme tout le vostre ; et si on n'y apprennoit mieux qu'ailleurs, d'où vient que, par leur absence, vostre Université s'est rendue déserte, et qu'on les va chercher, nonobstant tous vos arrests, Douay, à Pont, et hors le royaume ?

» De les appeler compagnie de factieux parce qu'ils ont esté de la Ligue, c'a esté l'injure du temps. Ils croioient de bien faire et y ont esté trompés comme plusieurs autres ; mais je veux croire que c'a esté avec moins de malice que les autres, et tiens que la mesme conscience joint aux graces que je leur feray me les affectionnera autant ou plus qu'à la Ligue.

» Ils attirent, dites-vous, les enfans qui ont l'esprit bon et choisissent les meilleurs ; et c'est de quoy je les estime : ne faisons-nous pas choisir des meilleurs soldats pour la guerre ? et si les faveurs n'avoient place entre vous, en recevriez-vous aucun qui ne fût digne de vostre compagnie et de scoir au Parlement ? S'ils vous fournissent des précepteurs ou des prédicateurs ignorés, vous les mespriseriez : ils ont de beaux esprits et vous les en reprenez. Quant aux biens que vous dites, c'est une calomnie : ils n'avoient en toute la France que douze ou quinze mill. escus de revenu en tout, et sçay que de leurs revenus on n'a pas peu entretenir à Bourges ou à Lyon sept ou huit régens, et ils y estoient en nombre de trente à quarante ; et quand il y auroit de l'inconvénient de ce côté, j'y ay pourveu par mon édict.

» Le vœu qu'ils font au Pape ne les oblige pas plus à suivre l'étranger que le serment de fidélité qu'ils me feront à moi à n'entreprendre rien contre leur prince naturel, mais ce vœu-là n'est pas pour toutes choses. Ils ne le font que d'obéir au Pape quand il voudroit les envoyer à la conversion des Infidèles ; et de faict, c'est par eux que Dieu a converti les Indes, et c'est ce que je dis souvent : Si l'Espagnol s'en est servi, pourquoy ne s'en servirait le François ? Sommes-nous de pire condition que les autres ? L'Espagne est-elle plus aimable que la France ? et,

si elle l'est aux siens, pourquoy ne le sera la France aux miens ? vous dites : Ils entrent comme ils peuvent : aussi font bien les autres, et suis moy-même entré comme j'ay peu en mon royaume ; mais il faut avouer que leur patience est grande, et pour moi je l'admire, car avec patience et bonne vie ils viennent à bout de toutes choses. Et je ne les estime pas moins en ce que vous dictes qu'ils sont grands observateurs de leur Institut, c'est ce qui les maintiendra : aussi n'ai-je voulu changer en rien leurs règles, ains les y veux maintenir. Que si je leur ay limité quelques conditions qui ne plairont pas aux estrangers, il vaut mieux que les estrangers prennent la loi de nous que si nous la prenions d'eux, quoy que s'en soit je suis d'accord avec mes subjects. Pour les ecclésiastiques qui se formalisent d'eux, c'est de tout temps que l'ignorance en a voulu à la science, et j'ay cogneu que quand je parlois de les restablir, deux sortes de personnes s'y opposoient particulièrement, ceux de la Religion et les ecclésiastiques mal vivans, et c'est ce qui me les a fait estimer davantage.

» Touchant l'opinion qu'ils ont du Pape, je sçay qu'ils le respectent fort : aussi fais-je ; mais vous ne me dictes pas qu'on a voulu censurer à Rome les livres de M. Bellarmin pour ce qu'il ne vouloit donner tant d'autorité au Saint-Père, comme font communément les autres. Vous ne dictes pas aussi que ces jours passés les Jésuites ont soutenu que le Pape ne pouvoit errer, mais que Clément pouvoit faillir. En tout cas je m'assure qu'ils ne disent rien davantage que les autres de l'autorité du Pape, et croi-je que quand l'on voudroit faire le procès à leurs opinions, il le faudroit faire à celle de l'Eglise Catholique.

» Quant à la doctrine d'émanciper les ecclésiastiques de mon obéissance ou d'enseigner à tuer les Roys, il faut voir d'une part ce qu'ils disent et s'informer s'il est vray qu'ils enseignent ainsi la jeunesse. Une chose me fait croire qu'il n'en est rien : c'est que depuis trente ans en cà qu'ils enseignent la jeunesse en France, cent mille escoliers de toutes conditions sont sortis de leurs collèges, ont vescu entre eux et avec eux, qu'on n'en trouve un seul de ce grand nombre qui soustienne de leur avoir ouy dire tel langage ni autre approchant de ce qu'on leur reproche. De plus il y a des ministres qui ont esté Jésuites longues années ; qu'on s'informe de leur vie, il est à présumer qu'ils en diront le pire qu'ils pourront, ne fût que pour s'excuser d'estre sortis d'avec eux ; or, je sais qu'on l'a fait, et n'a-t-on tiré autre response, sinon que pour les mœurs il n'y a rien à redire, et pour la doctrine chacun la cognoit assez ; peu de personnes se voudroient mettre à cette preuve, et faut bien que la conscience soit assurée quand elle demeure au dire de son adversaire.

» Touchant Barrière, tant s'en faut qu'un

Jésuite l'ait confessé, comme vous dictes, que je fus averti par un Jésuite de son entreprise, et un autre lui dict qu'il seroit damné s'il l'osoit entreprendre. Quant à Chastel, les tormens ne lui peurent arracher aucune accusation à l'encontre de Varade ou autre Jésuite quelconque : et si autrement estoit, pourquoy les auriez-vous épargnés ? car celui qui fut exécuté le fut sur un autre subject, que l'on dict s'estre trouvé dans ses escrits. Mais quand ainsi seroit qu'un Jésuite auroit fait le coup, faut-il que tous les apostres patissent pour Judas, ou que je responde de tous les larcins et de toutes les fautes que feront à l'advenir ceux qui auront esté mes soldats ? Dieu me voulut alors humilier et sauver, et je luy en rends grâces. Jésus-Christ m'enseigne de pardonner les offenses, et je le fais pour son amour volontiers, voire mesme que tous les jours je prie Dieu pour mes ennemis. Tant s'en faut que je veuille m'en ressouvenir comme vous m'y conviez de faire peu chrestienement, et ne vous en sçay point de gré.

» Nous avons tous besoin de la grâce de Dieu ; je l'accepterai à si bon prix que de n'estre eschars de la mienne.

» Pour la dispense nécessaire au mariage de ma sœur, Sa Sainteté l'a enfin accordée, et sçay que les Pères Jésuites nous y ont esté favorables ; que si un Espagnol Jésuite et Cardinal m'a aidé à obtenir la bénédiction du Saint-Père quand je me fis Catholique, pourquoy voulez-vous mettre en ombrages les François, mes naturels subjects ? Je sauray d'eux ce que je jugeray, et ne leur communiqueray que ce que je voudray ; laissez-moi le maniemet et la conduite de cette Compagnie ; j'en ay manié et gouverné de bien plus difficiles et mal aisées à conduire : obéissez seulement à ma volonté. »

Henri IV, selon Sully, connaissait « aux gestes seuls et à l'air du visage de ceux qui lui parlaient tout ce qu'ils avaint dans le cœur ¹. » Les paroles tombées de sa bouche en présence de la cour, où les Jésuites comptaient tant d'amis dévoués, et du Parlement, où leur Société avoit toujours rencontré des adversaires si implacables, ne furent perdues ni pour les uns, ni pour les autres. Le duc d'Epéron, Villeroy, le chancelier de Bellièvre, La Varenne, Sillery et tous ceux qui avaint épousé la querelle de la Compagnie ou qui s'empressaient de saluer le soleil levant entouraient le Père Coton. Le Parlement, retranché dans ses difficultés de greffe, se proposait de livrer bataille sur les modifications qu'il désirait d'apporter à l'édit. Ces modifications furent soumises à l'examen du chancelier, de Villeroy, de Sillery, de Châteauneuf, et des présidents Jeannin et de Maisse. A l'unanimité il fut reconnu qu'elles étaient inadmissibles, et Henri ordonna l'acceptation de l'édit. Le 2 janvier 1604 le Par-

Le Roi ordonne d'enregistrer ses lettres patentes.

Le Parlement obéit.

(1) Mémoires de Sully, t. v, liv. xx, page 349.

lement l'enregistra ; l'année suivante, la pyramide construite sur les débris de la maison de Jean Chastel fut abattue, et bientôt les Jésuites virent accroître le nombre de leurs collèges.

Le Roi
créé de
nouveaux
collèges.

Au mois de février 1604, le comte de Saint-Paul, gouverneur de Picardie, les appelait à Amiens. Le 28 du même mois et de la même année, le Parlement et la Chambre des Comptes de Grenoble leur accordaient le droit d'enseigner à Vienne en Dauphiné. Dans le même moment des Lettres-Patentes du Roi leur rendirent le collège de Rouen, et Henri IV y attacha six mille livres de revenu. Le 13 juillet 1606, il donnait à la Compagnie le collège de Rennes. Cene fut pas assez pour lui. Au dire du chroniqueur Cayet ¹, le Roi augmenta de plus en plus les faveurs qu'il faisait aux Jésuites : « ainsi leur retour fut aussi plus heureux et glorieux pour eux que leur bannissement ne leur avait apporté d'incommodité en leurs affaires. »

Les Jésuites ne songeaient pas seulement à réparer leurs désastres, ils s'occupaient avec activité à Paris et dans les provinces de créer ou d'encourager toutes les œuvres que la piété ou la bienfaisance projetaient. A Bordeaux, les Pères de Bordes et Raymond pressent madame de Lestonnac, veuve du marquis de Montferrand, d'établir une congrégation religieuse de vierges pour l'éducation des jeunes filles. Madame de Lestonnac est la fondatrice du nouvel Ordre. Approuvé le 7 mars 1606 par le Cardinal de Sourdis, Archevêque de Bordeaux, et l'année suivante par le Pape, il prit le nom de Congrégation de la bienheureuse et toujours vierge Mère de Dieu Notre-Dame ². Au mois de mars 1609, la Reine obtint de Henri IV des Lettres-Patentes pour autoriser cet Institut : c'est le premier qui se soit engagé par vœu à travailler à l'instruction des filles.

Quelques années auparavant, en 1604, le Père Gonthery et le Recteur du Noviciat de Paris avaient inspiré à une femme illustre dans les annales de la Religion d'introduire en France les disciples d'Angèle de Brescia, connues dans le monde sous le titre d'Ursulines. Madeleine Lhuillier, dame de Sainte-Beuve, qui en 1612 fonda à Paris une maison de Novices de la Compagnie de Jésus, seconda les intentions de Gonthery : elle offrit une maison rue Saint-Jacques à cet Ordre, qui allait populariser dans le Royaume l'éducation pour les jeunes filles. C'était toujours à un but utile aux familles que tenaient les efforts des Jésuites. Ils se chargeaient d'élever et d'instruire les jeunes gens ; ils désirèrent que les filles regussent, elles aussi, le bienfait de l'éducation en commun, dont jusqu'alors personne n'avait songé à les doter.

(1) *Chronique septénaire*, sous l'année 1604, page 487.

(2) Le peuple appelle ces religieuses Filles Notre-Dame. C'est aussi sous ce nom que sont connues les religieuses d'un autre institut établi par Pierre Fourier.

Dans l'édit de rappel il avait été spécifié que les Jésuites auraient une maison à La Flèche. Henri IV possédait le château de cette ville, et y érigea un collège de la Compagnie ; il affecta douze mille écus de rente, à la charge d'élever un certain nombre de gentilshommes sans fortune. Afin de laisser aux Jésuites une marque éternelle de sa tendresse, il voulut que l'acte d'érection portât que le cœur de chaque membre de la famille de Bourbon serait déposé dans leur église de La Flèche. L'assemblée générale du Clergé de France se proposa d'aider le Roi dans ses largesses : elle vota trois cent mille livres à cette maison ¹. Le 27 juillet un nouvel édit ne permettait plus le doute sur les intentions d'Henri IV : il installait les Pères à Paris. « ces causes, dit le Prince, les voulant bien favorablement traiter et de plus leur faire connaître notre bonne volonté, leur permettons d'accorder par ces présentes, signées de notre main, qu'ils puissent et leur soit loisible continuer la résidence et maison de profès par eux dressée en notre dite ville de Paris et faire toutes les fonctions ordinaires et accoutumées en leur dit Ordre, ainsi et en la même sorte et manière qu'ils ont fait en vertu de notre dite permission verbale et font encore présent, soit en leur maison dite de Saint-Louis ou en leur collège appelé de Clermont, excepté toutes fois la lecture publique et autres choses scolastiques, desquelles ne voulons ni n'entendons qu'ils s'entremettent en quelque sorte de manière que ce soit, que nous n'ayons sur ce autrement fait entendre notre volonté. »

La Congrégation provinciale était à cette époque assemblée à Paris, car les Jésuites bannis du ressort du Parlement, s'y réunissaient et y prêchaient à l'abri de la protection royale. Ils saisirent l'occasion pour remercier Henri IV de ses bienfaits. Le Père Armand lui adressa un discours dont nous ne citons que le fragment le plus curieux ² :

« Nous vous devons, Sire, dit le Jésuite, reconnoître comme fondateur principal de toutes les colleges que nous avons quasi en toutes les meilleures villes de France, et le faisons aussi sans faire tort à ceux qui ont employé en l'establisement d'iceux leur credit et moiens, car jacoit qu'en cela ils aient fait beaucoup pour nous, et nous aient tant obligés que nous n'ayons le moien de leur satisfaire qu'en priant notre commun Maistre, comme nous faisons de les recompenser ; si toutefois Vostra Majesté

(1) Dès le 30 janvier 1601, Henri IV écrivait au cardinal d'Ossat, son ministre à Rome, lui parlait de cette création royale : « J'ai proposé au cardinal Aldobrandini, disait-il, l'union d'un certain prieuré assis auprès de ma maison de La Flèche à un collège que je désire fonder audit lieu, auquel je fais état de loger les Jésuites, comme les estimant plus propres et capables que les autres pour instruire la jeunesse. » (*Lettres du Cardinal d'Ossat*, t. V, page 24).

(2) L'autographe de ce discours ainsi que la réponse du roi Henri IV sont déposés aux archives du Génie, à Rome.

n'y eut concouru et contribué du sien, malaisément fussent ils arrivés au bout de leurs pieuses et louables intentions. Et que diray je du dessein qu'elle faict du college de La Flesche? Elle ne se contente pas de nous avoir logés en sa propre maison, ennoblie de ses berceaux et de son enfance, y avoir adjoint son parc et ses jardins; mais elle le veult rendre tel qu'il puisse servir à toute la posterité d'un memorial et comme d'un abrégé de ses grandeurs incomparables. Quel devra-t-il estre pour estre tel, et qu'est devenu cest inflexible et impitoiable marbre qui au milieu du monde de Paris portoit gravée sur son dos en lettres d'or nostre ignominie, plus formidables aux siecles à venir qu'àu temps présent, auquel la meilleure partie des hommes sçavoit combien peu cela nous touchoit en effect? Ce marbre, dis-je, qui sembloit devoir durer et nous accuser sans contradictict eternellement, qu'est-il devenu? Par la prudence, par la bonté, par la constance de Vostre Majesté, il n'est plus. Et c'a esté en ce coup principalement que les nations estrangeres, qui jusques alors à grandissime peine se pouvoient persuader un si merveilleux changement, ont cogneu et ont esté contrainct de confesser que c'estoit à bon escient que Vostre Majesté favorisoit ceste petite Compagnie. Vous avés par ce moien, Sire, abbattu merveilleusement le courage de nos haineux, qui du depuis n'ont point esté si importuns à vos oreilles pour nous charger de quelque nouveau crime; mais ils y estoient tellement accoustumés et avoient si bien aprins le mestier qu'ils ne l'ont peu si tost du tout oublier. Il leur a eschaspé et eschaspé tous les jours quelque mot contre nous, ores contre le General, ores contre les particuliers, tout tendant aux fins de faire retomber sur nos testes la tempeste de vos disgraces. En toutes telles occurrences, nous avons eu meilleur advocat et defenceur que Vostre Majesté, laquelle s'est daignée respondre pour nous avec autant d'affection et amitié que s'il eut esté question de l'interest de ses propres enfants. Ha! Sire, que nous serons bien protégés si nous sommes tousjours comme cela sous vostre protection et sauvegarde! »

Le Roi répondit : « Je vous ay aimé et chery depuis que je vous ay cogneu, sçachant bien que ceux qui vont à vous, soit pour leur instruction, soit pour leur conscience, en recoyvent de grands profits. Aussi ay-je tousjours dict que ceux qui aiment et craignent bien Dieu ne peuvent faire que bien, et sont tousjours les plus fidelles à leur Prince. Gardés seulement bien vos règles, elles sont bonnes. Je vous ay protégés, je le feray encore. Je trouve merveilleusement bon que le Pape ne fage ny Esvesque ny Cardinal d'entre vous, et le devés procurer. Car, si l'ambition y entroit, vous seriés incontinent perdus. Nous sommes tous hommes, et

avons besoin de resister à nos tentations. Vous le pouvés experimenter chasqu'un en vostre particulier; mais vous y sçavés resister. J'ay un grand royaume; et, comme les grands peuvent faire de grands maux ou de grands biens, pource qu'ils sont grands et puissants, aussy vous autres vous estes grands en doctrine et piété entre les serviteurs de Dieu. Vous pouvés faire de grands biens par vos predications, confessions, escrits, leçons, disputes, bons advis et instructions. Que, si vous veniés à manquer et vous détraquer de vostre devoir, vous pourriés faire beaucoup de mal par la creance qu'on a en vous.

» J'ay esté bien aise d'entendre que vous advisiés à donner ordre qu'aucun livre ne s'imprime par personne de vous autres qui puisse offencer. Vous faictes bien. Ce qui seroit bon en Italie n'est pas bon ailleurs, et ce qui seroit bon en France seroit trouvé mauvais en Italie. Il faut vivre avec les vivants, et vous devés plus fuir toutes occasions, et les plus petites, pour ce qu'on veille plus sur vous et sur vos actions. Mais il vault mieulx qu'on vous porte envie que pitié; et, si, pour les calomnies, on couppoit toutes les langues mesdisantes, il y auroit des muets, et on seroit en peine de se faire servir. J'ay esté de deux Religions, et tout ce que je faisois estant huguenot, on disoit que c'estoit pour eux; et maintenant que je suis catholique, ce que je faicts pour la Religion, on dit que c'est que je suis Jésuite. Je passe par dessus tout cela et m'arreste au bien pource qu'il est bien. Faictes ainsi, vous autres. Ceux qui disent que vous laissés, par esprit de vengeance, de remettre vostre college de Paris, ils ne l'airoient pas d'ailleurs de parler mal de vous sur autre subject qu'ils prendroient. Ne vous souciés de ce que l'on peut dire. Au demeurant, si quelque particulier faut, je seray celuy qui luy courray le premier dessus, et ne m'en prendray pas au corps. Voilà celuy que vous aviés choisis qui dira et tesmoignera, à Rome, à vostre P. General mon affection. Si de trente mille quelques uns venoient à faillir, ce ne seroit pas merveille. C'est un miracle qu'il ne s'en trouve davantage, veu qu'il s'est trouvé un Judas parmy les douze Apostres. Pour moy, je vous cheriray tousjours comme la prunelle de mes yeulx. Priés pour moy. »

En 1606, Henri IV et les Jésuites se trouvaient à ce point de bonne amitié d'un côté, de reconnaissance de l'autre. Coton était le prédicateur du Monarque, et depuis longtemps il dirigeait sa conscience. Ce fut donc Henri IV qui le premier reçut communication de l'ordonnance rendue en 1602, par Aquaviva, concernant les confesseurs des Princes. Cette ordonnance a été si souvent altérée que nous croyons, dans l'intérêt de l'histoire, devoir la reproduire intégralement. La voici traduit sur l'original latin :

Coton,
confes-
seur du
Roi.

Ordon-
nance
d'Aqua-
viva
concer-
nant les
confes-
seurs des
Princes.

« 4^e La première chose à statuer, c'est que, dans tous les cas où la Compagnie ne pourra décliner cette sorte d'emplois (parce que, à raison des circonstances, la plus grande gloire de Dieu Notre-Seigneur semblera l'exiger) l'on ait à veiller à ce que le choix de la personne et la manière dont elle s'acquittera de ses fonctions tournent à l'avantage du Prince et à l'édification du peuple, sans que la Compagnie en reçoive aucun dommage. Car, en taisant les autres inconvénients, il arrive souvent que les intérêts de la Compagnie, en beaucoup d'endroits, souffrent de ce qui se passe en un seul. C'est pourquoi, après avoir recommandé cette affaire à la divine Majesté dans un grand nombre de saints sacrifices et de prières, et en avoir mûrement délibéré avec les Pères Assistants, nous avons cru dans le Seigneur devoir décréter ce qui suit :

» Si quelque monarque ne s'en trouvait pas pleinement satisfait, il faudrait lui représenter en toute modestie et humilité que c'est à ces conditions seulement, et non pas à d'autres, que nos lois nous permettent d'accepter une semblable charge. Nous espérons toutefois que ces conditions seront telles que, outre l'avantage et la conservation de notre Ordre, il en résultera une grande édification pour le peuple et non moins d'utilité pour le Prince.

» 2^e D'abord le confesseur doit toujours habiter une maison ou un collège de la Compagnie. Il doit garder dans sa conduite la même soumission qu'auparavant, observer comme tous les autres la discipline commune, et ne jouir, en faveur de son titre, d'aucune exception ni d'aucun privilège. Différentes affaires qui peuvent survenir aux confesseurs touchant le Prince, et demander justement le secret, nous font, il est vrai, un devoir de leur permettre d'écrire et de recevoir des lettres ou des billets, soit du Prince lui-même ou de son secrétaire, soit d'autres personnes que le Prince en aurait chargées; mais ils ne doivent nullement en conclure qu'on leur accorde la permission générale de profiter de l'occasion pour écrire aux nôtres ou à ceux qui remplissent quelques fonctions au dehors ou à d'autres personnes. Il faut au contraire qu'ils observent fidèlement la règle; et, si le Provincial découvre quelque abus sur ce point, qu'il en vienne jusqu'au précepte et qu'il ordonne d'observer la règle à la lettre. Beaucoup moins faut-il permettre de recevoir ou de conserver quelque argent, d'en disposer, de donner ou de recevoir des présents. Ces libertés et autres semblables, comme de sortir de la maison sans permission et d'aller à son gré où l'on veut, éteignent toute vie religieuse et toute ferveur dans la personne des confesseurs, sans contribuer ni au service du Prince ni à la bonne administration de la charge qui leur est confiée.

» 3^e Le confesseur ne pourra ni loger ni passer la nuit à la Cour dans les lieux où il y aura

une maison de la Compagnie; et, lors même que le Prince voudrait le garder auprès de la personne dans les voyages ou dans les changements de résidence, après en avoir obtenu la permission du Provincial ou de qui de droit, il sera plus édifiant qu'il fasse en sorte de prendre son logement hors de la Cour, dans quelque maison religieuse ou chez quelque honnête Ecclesiastique. Il aura soin aussi, dans ce cas, d'avoir son compagnon toujours présent auprès de lui tant pour sa consolation particulière que pour être le témoin de ses actions.

» 4^e Qu'il se garde de s'immiscer dans les affaires politiques et étrangères à son emploi et qu'il ait devant les yeux ce que la cinquième Congrégation générale prescrit avec tant de rigueur dans ses douzième et treizième canons. Il ne devra donc s'occuper que de la conscience du Prince et de ce qui s'y rapporte, ou d'autres œuvres certainement de piété. Il évitera de se trouver trop fréquemment à la Cour ou d'y paraître sans y être appelé, à moins qu'une pieuse nécessité, ou quelque chose de grave qu'il croit devoir suggérer, ne l'oblige à s'y rendre. Il est même de la plus grande importance que le Prince lui interdise de son côté toute autre affaire; par ce moyen il s'acquittera de son devoir avec plus de liberté et d'intégrité, et son pénitence sera lui-même heureusement délivré de mille embarras qu'ont coutume de susciter ceux qui prétendent faire servir les confesseurs à leurs intérêts personnels.

» 5^e Qu'il ne s'interpose en aucune sorte dans tout ce qui pourrait s'appeler arrangement; qu'il ne se charge jamais d'obtenir quelque faveur ou quelque emploi, et qu'il ne sollicite ni grâce ni justice pour qui que ce puisse être. Dans les cas même où la chose est permise, c'est d'ordinaire un sujet de scandale de voir un confesseur, surtout un Religieux, prendre en main des intérêts de ce genre.

» 6^e Plus il jouira des bonnes grâces du Prince et pourra par suite user de quelque autorité, plus il devra se garder de jamais prendre sur lui de recommander aucune affaire aux Ministres, ni de vive voix, ni, à plus forte raison, par écrit; mais, si c'était une œuvre de pitié jugée nécessaire par le Supérieur, il aura soin que le Prince en écrive ou en ordonne par lui-même. Beaucoup moins devra-t-il se prêter à lui servir d'intermédiaire pour avertir ou pour reprendre en son nom ses ministres et ses courtisans; mais qu'il s'en excuse ouvertement; jamais le Prince voulait l'en charger.

» 7^e Qu'il sache et qu'il comprenne bien à quel soin il doit éviter tout ce qui pourrait faire passer dans l'opinion pour un homme dont le pouvoir est grand et qui gouverne le Prince à son gré; car, outre l'odieuse d'une chose dont tout le monde s'offense et le déshonneur qui se rejallirait sur la personne même du Prince, c'

ne saurait croire quel tort cela ferait à la Compagnie. Telle est en effet la misère humaine que les murmures, justes ou non, ne font jamais défaut, et l'expérience est là pour nous attester que tout l'odieux en retombe infailliblement sur le confesseur. Ainsi, quand bien même il jouirait de quelque crédit, il ne faut pas qu'il passe pour en avoir trop; mais il doit tempérer l'usage de son pouvoir par les règles que nous venons de donner.

» 8^o Il est du devoir du Prince d'écouter volontiers et avec patience tout ce que le confesseur se croira obligé en conscience de lui suggérer suivant le temps et les circonstances. Car il convient que, dans ses rapports avec l'homme public et le Prince, le Père ait la liberté d'exposer avec une religieuse franchise tout ce qu'il croira en Notre-Seigneur devoir contribuer plus efficacement au service de Dieu et du Prince lui-même. Il ne s'agit pas seulement ici de ce que le Prince lui fera connaître en qualité de pénitent, mais aussi des autres abus dignes de répression dont il entendrait parler. Il empêchera par là les oppressions et diminuera les scandales qui se commettent souvent par la faute des Ministres. D'ailleurs, lors même que ces désordres ont lieu à l'insu et contre le gré du Prince, celui-ci n'en est pas moins responsable en conscience et obligé d'y pourvoir.

» 9^o S'il arrive quelquefois, et la chose est facile, qu'il s'élève une difficulté touchant l'avis du confesseur, le Prince en conférera avec deux ou trois autres théologiens; et, de même qu'en cette affaire le confesseur devra se soumettre et former sa conscience sur l'avis des autres, s'il est contraire au sien, ainsi le Prince voudra bien de son côté consentir à ce qu'il soit fait selon leur décision.

» 10^o A la maison, le confesseur se souviendra toujours de la modestie religieuse et de l'obéissance qu'il doit aux supérieurs, sans se distinguer des autres ni pour la chambre, ni pour le vêtement, ni en rien de ce qui regarde la discipline. Souvent il suffit d'être en faveur et d'avoir peut-être obtenu quelque grâce à la Compagnie pour qu'on devienne tout différent de soi-même : on agira avec hauteur, on affectera je ne sais quel air de prééminence sur les autres. C'est là une honte pour un corps bien constitué, et il n'est pas possible d'exprimer une telle aversion qu'une telle conduite fait naître dans les cœurs.

» 11^o Et, pour tout dire en un mot, qu'il se souvienne qu'il n'est que confesseur, et doit, par conséquent, regarder comme étranger à sa personne tout ce qui l'est à son ministère. La Compagnie ne doit donc rien lui permettre sur cet article, et lui-même ne doit pas savoir mauvais gré aux supérieurs s'ils ne lui laissent en cela aucune latitude. Il remerciera Dieu, au contraire, de voir ainsi alléger son fardeau; il occupera uniquement des fonctions spirituelles

qui lui sont confiées, ne cessant de prier Dieu qu'il daigne lui montrer par sa lumière le but qu'il faut atteindre et prenant l'avis des supérieurs dans les cas douteux. C'est l'esprit du Seigneur qui doit l'éclairer et le diriger; car ni la prudence humaine ni son propre jugement ne suffiraient à lui rendre ce service d'une manière utile.

» 12^o Qu'il s'efforce toujours de concilier la bienveillance et l'affection du Prince à la Compagnie, et non point à sa personne en particulier; car ce serait là se perdre lui-même et son Ordre avec lui. Il fera donc en sorte que son pénitent soit tellement disposé à son égard que, dans le cas où la Compagnie jugerait utile de le changer ou de l'employer ailleurs, elle y trouve plus de facilité qu'elle n'en rencontre quelquefois par la faute de certains confesseurs : soit à dessein, soit peut-être par mégarde, ils traitent les affaires de manière à ce qu'eux-mêmes et les séculiers avec lesquels ils ont des rapports soient plutôt détournés de notre Ordre que gagnés à Jésus-Christ.

» 13^o Qu'il prenne garde enfin que les occupations et les affaires de la Cour ne ralentissent sa ferveur. Il faut, au contraire, qu'il s'applique avec le plus grand soin à devenir, par la prière, par les exercices spirituels et de fréquents retours sur lui-même, un instrument intimement uni à Dieu Notre-Seigneur : de sorte que, appuyé sur sa grâce et son secours, non-seulement il ne perde pas au dedans l'esprit de Dieu, mais que, dans les affaires mêmes, ce soit cet esprit qui l'éclaire et le dirige. Il sera donc bon qu'il s'exerce aussi dans le ministère des âmes, à l'exemple des autres ouvriers de la Compagnie.

» 14^o Mais, afin que tout se fasse dans la paix et sans offenser en rien les Princes, nous croyons nécessaire que le Père demandé nommément par l'un d'eux pour son confesseur ordinaire (car, si, comme il arrive, il ne s'agit que d'une ou deux fois, il ne faudra pas le faire) lui réponde qu'il est prêt à accéder à ses desirs; mais que, d'après nos lois, personne ne peut accepter une pareille charge sans l'avis et le consentement du Provincial. Ce consentement accordé, le Provincial en personne, s'il le juge expédient en Notre-Seigneur, ou par un autre, et même, s'il lui semble bon, par le moyen du Père demandé (sans toutefois lui accorder encore aucun pouvoir, et pourvu qu'il le juge très-propre à cet emploi et doué des qualités et des vertus nécessaires pour le bien remplir), devra montrer à ceux qui font la demande la présente instruction, afin qu'ils comprennent bien ce que la Compagnie exige de celui qu'ils se choisissent pour confesseur. Il devra ensuite, avec modestie, mais clairement et sans détour, leur faire entendre que, bien que nous permettions volontiers qu'ils se servent à leur gré du ministère de

ce Père pour leur consolation spirituelle, il n'en sera pas moins au pouvoir des Supérieurs de le changer quand bon leur semblera et d'en disposer librement comme de tous les autres.

» Cette mesure est indispensable et salutaire, et nous avons la confiance que les Princes l'approuveront, puisque la discipline religieuse nous l'impose. D'ailleurs leur bienveillance pour notre Ordre ne nous permet pas de penser qu'ils aient jamais eu l'intention de rien nous demander qui ne fût honnête et conforme à nos lois. »

Après en avoir approuvé le contenu, le Roi soumit cette ordonnance à son conseil. Sully lui-même y adhéra; car, avec les sages limites posées par Aquaviva à la puissance que peut exercer un confesseur sur son pénitent et sur la politique, cette puissance ne devenait dangereuse ni pour le Royaume ni pour la Compagnie. Henri IV et Coton ne s'en écartèrent jamais. Le Prince ne déguisait aucun de ses sentiments, et son affection pour le Père était si vive qu'elle rejaillissait sur la Société tout entière. Au commencement de l'année 1604, on crut qu'en tuant le confesseur on tuerait les Jésuites en France; il fut frappé d'un coup d'épée au moment où il rentrait à sa maison dans une voiture de la Cour. La blessure n'eut pas de conséquences fatales; mais, au dire de Henri IV, « ce fut chose arrivée à souhait pour donner au Père Coton le plaisir de voir combien il était aimé. » Quelques mois plus tard, le Père Gonthery¹, qui avait figuré dans la Ligue, et

dont le Roi estimait le caractère et le tal, avait l'honneur de dîner en tiers avec ce pri. Pour les Jésuites Henri IV oubliait les rig de l'étiquette; au moment où, assis entre deux Pères, le Roi causait avec cette aim familiarité qui ajoutait à sa grandeur, le du Sully pénètre dans l'appartement. Henri ne s'empêcher de sourire, au souvenir sans d des inquiétudes calvinistes que son ministre a manifestées sur le compte de ces prêter régicides; puis il lui dit : « Et pour surcro satisfaction, me voilà à table, environné de gens que vous voyez, de l'affection desque suis très-assuré. » « Il avoit à ses côtés, c tinue Sully, les Pères Coton et Gonthery. »

Ce ne fut pas seulement par des marques confiance, par des témoignages d'intimité : Henri IV prouva en quelle estime il tenait la Compagnie de Jésus. Il la comblait de bienfaits; il la faisait honorer au dedans, il la protégeait au dehors; mais il lui donna dans la personne son confesseur une preuve encore plus éclatante de son estime. Coton avait déjà refusé l'archevêché d'Arles; en 1605, le Roi prit la résolution de le faire nommer Cardinal. Coton s'effraya, pour détourner le Prince d'une idée si en désaccord avec son vœu d'humilité, il engagea Le Richeome, Provincial de Lyon, à aller au pape pour le recommander. Richeome se présente devant Henri IV et le remercie de toutes ses faveurs, il en sollicite une dernière. « Volontiers, reprend le Béarnais, si elle est digne de moi et digne de vous. — dont nous osons vous prier, sire, continue Richeome, c'est de mettre des bornes à vos bienfaits; nous n'implorons pas quelque nouveau don, nous craignons une nouvelle marque de votre bienveillance; nous craignons que Votre Majesté n'ait intention d'élever quelques-uns d'entre nous aux dignités ecclésiastiques. »

La requête parut étrange à l'oreille du monarque qui avait vu de si près les ambitieuses faiblesses des partis. Henri IV ne put s'empêcher de dire : « Est-ce là de bonne foi l'essence de toute la Compagnie? — Oui, répliqua le Jésuite, j'en suis certain et je puis l'attester. En ce cas, ajouta le Roi, soyez tranquille, j'aime votre Institut, je prendrai en main sa défense et ses intérêts. » Le vœu du Père Coton fut accompli; le Jésuite ne revêtit pas la pourpre romaine, mais le Roi sut bien récompenser l'humilité. Les villes de Moulins, de Nevers, de Troyes, de Reims, de Poitiers, de Chartres, de Vienne, d'Embrun et de Sisteron étaient en instance pour obtenir des collèges de la Compagnie de Jésus; il accéda à leurs desirs. Trois noviciats furent fondés à Lyon; à Rouen et à Bordeaux.

répéter jarni Dieu! Henri IV se prit à dire, jarni Coton qui se trouvait presque aussitôt dans sa bouche le fameux Ventre-Saint-Gris et qui est restée dans la langue française.

(1) *Mémoires de Sully*, t. VI, liv. XXIII, p. 308.

Attentat
contre le
père
Coton.

(1) Dans une note tirée des *Mémoires de L'Histoire*, au 13 mars 1604, on lit une anecdote qui peint au naturel le monarque et le Jésuite. « Le Père Gonthery, dit le chroniqueur, parlait bien, d'une manière naturelle et avec liberté. Un jour qu'il prêchait à Saint-Gervais, le Roi, la marquise de Verneuil et la plus grande partie des dames de la cour se trouvèrent à son sermon; ces dames se plaçaient ordinairement près de l'autel, parce que le roi s'y mettait presque toujours. Outre le bruit qu'elles causaient, la marquise surtout faisait des signes au roi pour le faire rire; le Père Gonthery s'arrêta au milieu de sa prédication, et, se tournant vers le roi : « Sire, lui dit-il, ne vous lasserez-vous jamais de venir avec un sérail entendre la parole de Dieu, et de donner un si grand scandale dans ce lieu saint! » Toutes ces femmes, et la marquise plus que les autres, n'oublèrent rien pour porter le roi à faire un exemple de ce prédicateur indiscret. Le roi les écouta et n'en fit rien. Le lendemain il retourna pour entendre le même prédicateur; il le rencontra comme il allait en chaire. Au lieu de se plaindre de ce qu'il avait dit la veille, il l'assura qu'il ne devait rien craindre, et le remercia de ses corrections; mais en même temps il le pria de ne les plus faire publiquement. »

Le Père Coton était si avant dans les bonnes grâces du prince que les Sectaires s'en prenaient toujours au Jésuite, lorsque Henri IV repoussait quelques-unes de leurs prières ou qu'il ne se rendait pas aux imputations contre la Société. Pour se consoler de ces refus, les Sectaires murmuraient : « Le roi a du Coton dans les oreilles. » Sa Majesté, dit un vieux manuscrit, qui en fut avertie, s'aïda de ce proverbe fort à propos, ces jours passez, lorsque M. de Rosilly lui demanda, au nom de ceux de sa religion, qu'il lui plût permettre que le prêche se fît au faubourg de Paris, pour éviter l'incommodité des boues et du mauvais chemin qu'il y a d'ici à Albon. « J'ai, de ce côté, répondit le roi, les oreilles bouchées de Coton. »

Le séjour des camps avait fait contracter à Henri IV l'habitude de jurer. Un de ses juréments favoris était de renier ce qu'il y a de plus grand et de plus saint. Jarni Dieu! s'écriait-il souvent. Le Père Coton lui conseilla, pour se débarrasser de ce blasphème proféré sans mauvaise intention, de remplacer le nom de Dieu par le sien propre, et au lieu de

une Maison Professe se construisit dans la ville d'Arles. Henri IV « les avait voulu mettre à La Flèche, en la propre maison de ses pères, comme il le disait, pour donner ainsi exemple à ses sujets d'en faire de même; » il se décide encore à leur ouvrir le Béarn, sa patrie. Le Calvinisme y dominait; afin d'éteindre à petit bruit et par l'éducation l'esprit de secte, le Roi estima que le meilleur moyen était d'y installer des Jésuites. L'Evêque d'Oléron les demandait, le Parlement de Pau leur était contraire; les Protestants de ces contrées ne répugnaient point à recevoir les prêtres catholiques; mais de la liberté qu'ils octroyaient au Clergé ils excluaient les Jésuites, « gens, décrétait le Parlement¹, dévorés d'ambition, auteurs d'une théologie équivoque et captieuse, enfin des perturbateurs du repos public. »

Henri IV se crut plus apte à juger les Pères que son Parlement et ses vieux amis du Béarn;

il passa outre, annula l'arrêt et introduisit les Jésuites dans les Pyrénées. A la même époque, il chargeait le baron de Salignac, son ambassadeur à Constantinople, d'obtenir du sultan la permission d'envoyer des Jésuites dans l'empire de Mahomet. Le sultan se rendait au vœu du Roi, et cinq Missionnaires partaient sous la conduite du Père de Canillac.

Il les
envoie à
Constan-
tinople et
au
Canada.

La France, épuisée par les guerres de Religion, n'avait pas songé à marcher sur les traces du Portugal, de l'Espagne et de l'Angleterre révélant leur nom et leur influence à de nouveaux continents. Henri IV pourvoit à cette satisfaction de l'orgueil national, de la gloire et du commerce français. Samuel de Champlain découvre le Canada; il jette les fondements de la ville de Québec; mais à ces peuplades qui saluent le drapeau blanc, il faut inculquer les principes de la civilisation en les habituant au joug de l'Evangile. Henri IV veut que ces sauvages deviennent des hommes: il lance les Jésuites au milieu de leurs forêts.

(1) *Histoire universelle* du président de Thou, t. xv. p. 29.

FIN DU PREMIER VOLUME.



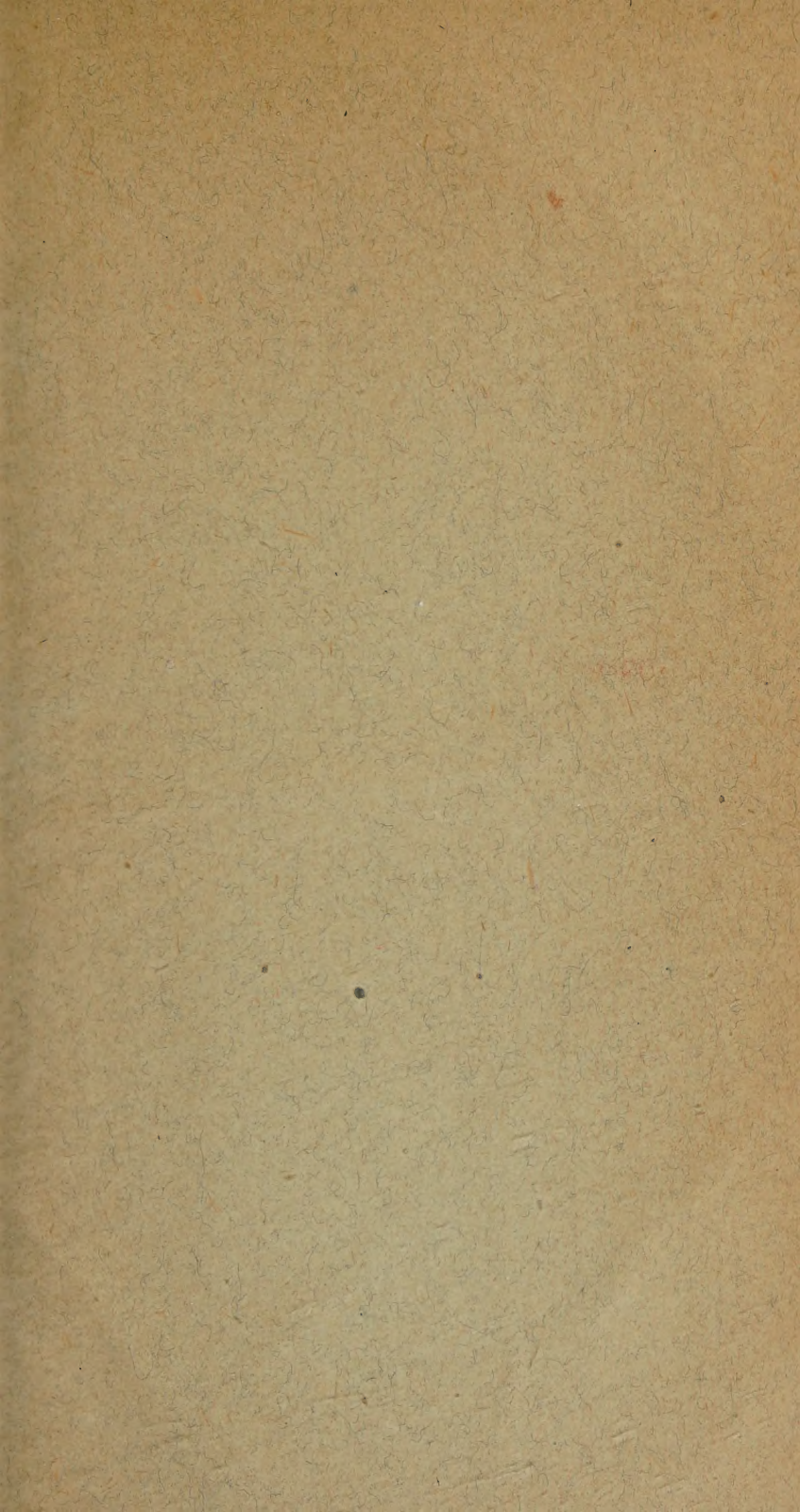
TABLE DU PREMIER VOLUME.

N.-B. Un de nos amis a bien voulu se charger d'un double travail très-pénible , mais qui rend notre édition infiniment supérieure aux précédentes. 1. Les sommaires des chapitres n'en représentaient que fort imparfaitement le contenu : il les a revus et corrigés , de manière que nous avons pu les reproduire exactement dans le corps de l'ouvrage à la marge du texte. 2. La répétition de ces sommaires à la fin de chaque volume , telle qu'elle se trouve dans les éditions précédentes , n'apprenait rien de nouveau au lecteur : il l'a remplacée par une indication très-succincte du contenu de chaque chapitre , et par une table alphabétique très-ample de toutes les matières contenues dans l'histoire ; celle-ci trouvera sa place à la fin de notre troisième volume.

CHAPITRE PREMIER.	<i>Fondation de la Compagnie de Jésus</i>	5
—	II. <i>Constitutions de l'Ordre</i>	22
—	III. <i>Premiers travaux des Jésuites</i>	46
—	IV. <i>Saint François Xavier</i>	67
—	V. <i>Les Jésuites au Concile de Trente ; suite de leurs travaux</i>	84
—	VI. <i>Dernières années de saint Ignace de Loyola</i>	403
—	VII. <i>Généralat de Laynès</i>	420
—	VIII. <i>Dernières années de Laynès</i>	436
—	IX. <i>Missions étrangères</i>	456
—	X. <i>Généralat de saint François de Borgia.</i>	464
—	XI. <i>Ses dernières années.</i>	482
—	XII. <i>Missions sous Borgia.</i>	208
—	XIII. <i>Généralat d'Everard Mercurian</i>	249
—	XIV. <i>Les Jésuites en Angleterre jusqu'à la mort d'Élisabeth</i>	239
—	XV. <i>Premières années du Généralat d'Aquaviva</i>	267
—	XVI. <i>Les Jésuites et la Ligue en France.</i>	290
—	XVII. <i>Les Jésuites au Japon , et autres Missions étrangères.</i>	346
—	XVIII. <i>Suite du Généralat d'Aquaviva.</i>	334

FIN DE LA TABLE DU PREMIER VOLUME.







060.9

C 865

6910

CRETINEAU, JOLY, J

AUTHOR

Histoire De La Compagnie I

TITLE

DATE
LOANED

BORROWER'S NAME

ROOM
NUMBER

Healy

OCT 25

Hagemann

JAN 31

Wildridge

MAR 28

Hagemann

Regembel

Jos. Bonner

Jos. G.

Jos.

I.

STORAGE - COSA

6910

